



**HAL**  
open science

**Le pouvoir du discours dans les relations  
internationales : analyse de la rhétorique du régime  
nord-coréen au sujet du développement de son  
programme nucléaire et balistique depuis 1985**

Raphaëlle Pierre

► **To cite this version:**

Raphaëlle Pierre. Le pouvoir du discours dans les relations internationales : analyse de la rhétorique du régime nord-coréen au sujet du développement de son programme nucléaire et balistique depuis 1985. Science politique. Institut National des Langues et Civilisations Orientales- INALCO PARIS - LANGUES O', 2022. Français. NNT : 2022INAL0020 . tel-04074553

**HAL Id: tel-04074553**

**<https://theses.hal.science/tel-04074553>**

Submitted on 19 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# Institut National des Langues et Civilisations Orientales

## École doctorale n°265

*Langues, littératures et sociétés du monde*

Institut français de recherche sur l'Asie de l'Est (IFRAE / UMR 8043)

### THÈSE

présentée par

**Raphaëlle PIERRE**

soutenue le 28 Novembre 2022

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**  
en Sciences politiques et relations internationales

## **Le pouvoir du discours dans les relations internationales : analyse de la rhétorique du régime nord-coréen au sujet de son programme nucléaire et balistique depuis 1985**

#### Thèse dirigée par :

**Mme Guibourg DELAMOTTE**

Maître de conférences-HDR, INALCO

#### RAPPORTEURS :

**M. Pierre JOURNOUD**

Professeur des universités, Université Paul Valéry Montpellier 3

**M. Hugues TERTRAIS**

Professeur émérite, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

---

#### MEMBRES DU JURY :

**Mme Delphine ALLES**

Professeure des universités, INALCO

**Mme Guibourg DELAMOTTE**

Maître de conférences-HDR, INALCO

**M. Pierre JOURNOUD**

Professeur des universités, Université Paul Valéry Montpellier 3

**Mme Marie-Orange RIVÉ-LASAN**

Maître de conférences, Université Paris Cité

**M. Bruno TERTRAIS**

Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique

**M. Hugues TERTRAIS**

Professeur émérite, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne



## ***Remerciements***

Je souhaite tout d'abord adresser mes remerciements à tous les professeurs et les chargés de cours du département des études coréennes et du département des relations internationales de l'Inalco qui ont façonné au fil des années ma vision du monde et m'ont poussée à aller au bout de mes raisonnements sans avoir peur de sortir des sentiers battus. Ils ont tous contribué à la maturation et à l'aboutissement de cette thèse, de près ou de loin. Je suis particulièrement reconnaissante envers Mme Guibourg Delamotte, ma directrice de thèse, qui suit mes travaux de recherche depuis ma première année de Master en y insufflant de l'audace mais également une rigueur scientifique qui a influé sur bien d'autres domaines dans ma vie.

J'ai reçu un accueil chaleureux en Corée du Sud lors de mon enquête de terrain et mes remerciements vont notamment à l'*University of North Korean Studies* (북한대학원대학교, pukhandaehagwõndaehakkyo) qui m'a ouvert les portes de ses archives nord-coréennes. J'espère que mes travaux pourront encourager de jeunes chercheurs à exploiter ces ressources rares mais indispensables.

Mes remerciements ne seraient pas complets sans mentionner mes proches sur qui je me suis reposée tant de fois. L'amitié sans failles de Séphora a été mon roc de Paris à Séoul, partout et à tout moment. Et enfin, j'adresse ma plus profonde gratitude à mes parents ainsi qu'à ma sœur qui m'ont accompagnée, encouragée, soutenue et supportée tout au long de ces années de labeur jusqu'au point final de cette thèse. Ces quelques lignes ne sauraient faire justice à tout ce qu'ils représentent pour moi.

## ***Avant-propos***

Le système de romanisation du coréen employé est la romanisation McCune-Reischauer, à l'exception des noms propres qui sont conformes à la retranscription officiellement adoptée par la République populaire démocratique de Corée ou la République de Corée.

## ***Abréviations***

AIEA	Agence Internationale de l'Énergie Atomique
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
CIJ	Cour Internationale de Justice
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations unies
DMZ	Zone démilitarisée
ICBM	Missile balistique intercontinental ( <i>Intercontinental Ballistic Missile</i> )
IRBM	Missile balistique à portée intermédiaire ( <i>Intermediate-Range Ballistic Missile</i> )
KPA	<i>Korean People's Army</i> (Armée populaire de Corée)
MRBM	Missile balistique à moyenne portée ( <i>Medium-Range Ballistic Missile</i> )
ONU	Organisation des Nations unies
OPCON	Contrôle opérationnel des forces en temps de guerre ( <i>Wartime Operational Control</i> )
RPDC	République populaire démocratique de Corée
SLBM	Missile mer-sol balistique stratégique ( <i>Submarine Launched Ballistic Missile</i> )
SRBM	Missile balistique à courte portée ( <i>Short-Range Ballistic Missile</i> )
TNP	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
UE	Union européenne
USFK	Forces américaines présentes en Corée du sud ( <i>United States Forces in Korea</i> )

Nous attirons l'attention du lecteur sur le fait que nous avons fait le choix de conserver les abréviations anglaises lorsqu'aucun équivalent officiel n'existe en français, comme par exemple pour la KPA ou les USFK.

**INTRODUCTION ..... 7**

**PREMIÈRE PARTIE — CONQUÉRIR ET EXPLOITER LE « POUVOIR ÉGALISATEUR DE L'ATOME » .....19**

**1. NÉGOCIER SELON LA CORÉE DU NORD : ENTRE COOPÉRATION ET RUPTURE AVEC LE RÉGIME INTERNATIONAL DE NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE ..... 21**

1.1. Préserver la sécurité nationale ou respecter le droit international : les premiers pas de la stratégie nord-coréenne de négociation (1985-1993)..... 23

1.1.1. *Les prémices du programme nucléaire nord-coréen sous les auspices de l'URSS (1985-1990)..... 24*

1.1.2. *Une concurrence entre acteurs internationaux qui profite à la Corée du Nord (1993-1994)..... 26*

1.1.3. *1993, la première crise nucléaire nord-coréenne : une remise en cause des pratiques de la négociation internationale ..... 36*

1.2. Un climat de détente exploité par une stratégie nord-coréenne opportuniste (1994-2001)..... 43

1.2.1. *L'accord Agreed Framework de 1994 : vers une sortie de l'impasse nucléaire ?..... 44*

1.2.2. *L'après-1994 : un programme nucléaire sous contrôle mais un programme balistique en développement..... 50*

1.2.3. *La Corée du Nord et la Sunshine Policy, une participation intéressée face au délitement de l'Agreed Framework..53*

1.3. Du retrait du TNP au développement d'un programme nucléaire et balistique menaçant la sécurité internationale (2002-2019)..... 56

1.3.1. *Fin de l'Agreed Framework et début de la stratégie coercitive de la Corée du Nord (2001-2003)..... 57*

1.3.2. *Les Pourparlers à six, une solution multilatérale par défaut ? (2004-2005)..... 64*

1.3.3. *L'entrée de la Corée du Nord dans l'ère nucléaire : négocier en tant qu'État du seuil (2006-aujourd'hui)..... 67*

**2. L'AVÈNEMENT D'UNE FORCE DE DISSUASION NUCLÉAIRE NORD-CORÉENNE : D'UN PROGRAMME NUCLÉAIRE CIVIL À UNE MENACE DE FRAPPE NUCLÉAIRE CRÉDIBLE..... 71**

2.1. Genèse et évolution du programme nucléaire : d'un réacteur soviétique à la bombe nucléaire .. 73

2.1.1. *L'élaboration d'une stratégie de production nationale de matière fissile ..... 74*

2.1.2. *L'acquisition de techniques et des technologies à l'étranger au service du programme nucléaire nord-coréen..... 80*

2.1.3. *Le démarrage d'un programme nucléaire militaire sous couvert d'activités relevant de la filière civile..... 84*

2.2. Le développement exponentiel du programme balistique, fer de lance de la force de dissuasion nucléaire de la RPDC ..... 90

2.2.1. *L'arsenal balistique nord-coréen aujourd'hui : expérimentation, diversification et innovation ..... 91*

2.2.2. *Financer et développer le programme nucléaire grâce à l'exportation de missiles balistiques nord-coréens..... 96*

2.2.3. *Le programme nucléaire nord-coréen aujourd'hui : la recherche d'une arme toujours plus puissante..... 100*

2.3. Désarmement, lanceurs spatiaux et armes chimiques : les zones d'ombres du programme nucléaire et balistique nord-coréen..... 107

2.3.1. *« Dénucléarisation » ou « désarmement et non-prolifération » : trouver une solution au défi nord-coréen ..... 108*

2.3.2. *Un programme spatial nord-coréen qui inquiète la communauté internationale..... 113*

2.3.3. *Arsenal chimique et rentrée atmosphérique des missiles : inconnues dans l'équation du nucléaire nord-coréen ..... 121*

**3. LE DÉVELOPPEMENT DU PROGRAMME NUCLÉAIRE ET BALISTIQUE NORD-CORÉEN À TRAVERS LE PRISME DES GRANDES THÉORIES DES RELATIONS INTERNATIONALES : L'APPORT DE L'APPROCHE CONSTRUCTIVISTE ..... 127**

3.1. La stratégie nucléaire nord-coréenne : saisir les opportunités d'un système international libéral en adoptant une vision réaliste ..... 130

3.1.1. *Face à l'anarchie, le programme nucléaire nord-coréen comme solution réaliste ?..... 131*

3.1.2. *Une coopération nord-coréenne partielle au régime international de non-prolifération : la théorie libérale en difficulté... 135*

3.2. Le programme nucléaire et balistique nord-coréen à la lumière des théories critiques de la sécurité : une arme garante de la dynastie Kim et de l'identité nationale coréenne.....	142
3.2.1. <i>L'arme nucléaire et la sécurité politique : préservation d'un système politique décrié par la communauté internationale.</i>	145
3.2.2. <i>L'arme nucléaire et la sécurité sociétale : un instrument de sauvegarde de l'identité nationale coréenne</i> .....	148
3.3. Le discours comme lieu de lutte pour le pouvoir dans les relations internationales.....	152
3.3.1. <i>L'application de l'analyse du discours au programme nucléaire et balistique nord-coréen.....</i>	154
3.3.2. <i>Les enjeux éthiques de l'arme nucléaire : la construction d'un discours moralisateur sur la Corée du Nord</i> .....	159

## **DEUXIÈME PARTIE — COMPRENDRE LA CULTURE STRATÉGIQUE DU RÉGIME NORD-CORÉEN À TRAVERS SON DISCOURS..... 169**

### **4. LE PROGRAMME NUCLÉAIRE ET BALISTIQUE NORD-CORÉEN, PILIER DE L'IDÉOLOGIE DU JUCHE..... 171**

4.1. L'influence de l'idéologie du <i>Juche</i> sur les objectifs stratégiques de la Corée du Nord.....	172
4.1.1. <i>Aux origines de l'idéologie du Juche : une appropriation nord-coréenne du mouvement de libération de la Corée.....</i>	173
4.1.2. <i>Une vision géopolitique mondiale et régionale façonnée par l'idéologie du Juche.....</i>	178
4.1.3. <i>L'omniprésence du Juche dans le discours nord-coréen sur son programme nucléaire et balistique</i> .....	183
4.2. Une organisation institutionnelle de l'État nord-coréen au service du développement de l'arme nucléaire.....	188
4.2.1. <i>L'arme nucléaire comme noyau central de l'État nord-coréen.....</i>	189
4.2.2. <i>Un discours institutionnel qui passe sous silence les activités illicites du régime nord-coréen</i> .....	195
4.3. L'évolution de la stratégie nucléaire nord-coréenne : d'un programme nucléaire comme monnaie d'échange à une menace de frappe préemptive .....	202
4.3.1. <i>Typologie des différentes stratégies nucléaires de la Corée du Nord</i> .....	203
4.3.2. <i>Le programme nucléaire nord-coréen, une arme avant tout diplomatique (1985-2001).....</i>	207
4.3.3. <i>Une diplomatie coercitive s'appuyant sur une stratégie nucléaire de représailles stratégiques assurées (2002-2012).....</i>	210
4.3.4. <i>L'émergence d'une doctrine de dissuasion nucléaire prévoyant l'emploi en premier (2013-2022).....</i>	219

### **5. ANALYSE QUALITATIVE DES DISCOURS DU RÉGIME NORD-CORÉEN PAR L'ANALYSE CRITIQUE DU DISCOURS (CRITICAL DISCOURSE ANALYSIS) ..... 229**

5.1. L'analyse critique du discours appliquée aux relations internationales.....	230
5.1.1. <i>Introduction à l'analyse critique du discours (Critical Discourse Analysis).....</i>	231
5.1.2. <i>Présentation de la méthodologie de l'analyse qualitative du discours nord-coréen</i> .....	236
5.1.3. <i>Présentation du corpus de déclarations des institutions nord-coréennes</i> .....	240
5.2. Un état de guerre permanent mis en scène dans le discours nord-coréen : enjeux et effets .....	245
5.2.1. <i>Une prétention à servir la « paix » dans la région Asie-Pacifique grâce à l'arme nucléaire.....</i>	246
5.2.2. <i>La fabrication d'une menace américaine : l'arme nucléaire au service du révisionnisme historique nord-coréen.....</i>	257
5.2.3. <i>Le discours sur la « Seconde Guerre de Corée » : création d'une fiction destinée à justifier le recours à l'arme nucléaire.....</i>	270
5.3. Méthodologie de l'analyse de la structure des déclarations du régime nord-coréen .....	281
5.3.1. <i>Exorde et recontextualisation : exposé de la version nord-coréenne des faits et événements</i> .....	282
5.3.2. <i>Une réfutation du discours dominant sur la non-prolifération : examen de l'argumentaire nord-coréen</i> .....	287
5.3.3. <i>Avertissements et injonctions : décrypter les lignes rouges du régime nord-coréen</i> .....	295

6. COMPRENDRE LES DIRIGEANTS NORD-CORÉENS : L'ANALYSE DU CODE OPÉRATIONNEL ( <i>OPERATIONAL CODE ANALYSIS</i> ) .....	301
6.1. L' <i>operational code analysis</i> : une approche novatrice de l'analyse du discours .....	303
6.1.1. Introduction à l' <i>operational code analysis</i> : <i>discerner les préférences des dirigeants politiques</i> .....	304
6.1.2. L'analyse du code opérationnel : <i>méthodologie et grille d'analyse</i> .....	311
6.1.3. <i>Composition du corpus de discours des dirigeants nord-coréens dans le cadre de l'analyse du code opérationnel</i> .....	317
6.2. De Kim Il Sung à Kim Jong Un : analyse du code opérationnel des dirigeants nord-coréens....	321
6.2.1. <i>Le code opérationnel de Kim Il Sung : un leader prudent ouvert à la coopération</i> .....	322
6.2.2. <i>Le code opérationnel de Kim Jong Il : maintenir le contrôle sur le destin de la Corée du Nord grâce à l'arme nucléaire</i> .....	327
6.2.3. <i>Le code opérationnel de Kim Jong Un : un programme nucléaire et balistique conférant prestige et puissance au discours d'un jeune héritier</i> .....	331
6.3. Étude comparative du code opérationnel de Kim Il Sung, Kim Jong Il et Kim Jong Un .....	335
6.3.1. <i>Continuité et cohérence entre le code opérationnel des dirigeants et diplomates nord-coréens</i> .....	335
6.3.2. <i>Perceptions et stratégies divergentes : évolution du code opérationnel des trois dirigeants nord-coréens</i> .....	340
6.3.3. <i>La dynastie Kim face au monde : typologie du style de leadership nord-coréen</i> .....	344
6.3.4. <i>Le code opérationnel : un outil présentant des défis linguistiques mais ouvrant des perspectives de recherche</i> .....	354
<b>TROISIÈME PARTIE — LE DISCOURS « ARMÉ » D'UN ÉTAT DOTÉ : PERSPECTIVES POUR LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE .....</b>	<b>360</b>
7. UN DISCOURS NORD-CORÉEN REMODELANT LES NORMES INTERNATIONALES GRÂCE À SON STATUT D'ÉTAT DU SEUIL .....	365
7.1. Un discours visant la remise en cause du <i>statu quo</i> dans la région Asie-Pacifique .....	366
7.1.1. <i>Défer le droit international pour imposer sa définition de la souveraineté nationale</i> .....	367
7.1.2. <i>Endosser le rôle de défenseur d'un nouvel ordre mondial</i> .....	379
7.2. Une réinterprétation nord-coréenne des traités internationaux et des déclarations conjointes ..	386
7.2.1. <i>Exploiter les biais du régime international de non-prolifération au profit de la stratégie nucléaire nord-coréenne</i> .....	387
7.2.2. <i>Dénoncer les accords fondamentaux sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne</i> .....	393
7.3. Le refus du modèle iranien et l'ambition de reconnaissance de l'arme nucléaire pakistanaise ...	400
7.3.1. <i>L'accord sur le nucléaire iranien, un scénario redouté par la Corée du Nord</i> .....	401
7.3.2. <i>Le programme nucléaire pakistanais, un modèle de puissance régionale à suivre pour la Corée du Nord ?</i> .....	410
8. ENTRE DISCOURS ET REALITÉ : LES LIMITES DE LA REMISE EN CAUSE DE L'ÉQUILIBRE DES PUISSANCES DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE.....	417
8.1. Les actions militaires de la Corée du Nord : « provocation » ou communication ? .....	420
8.1.1. <i>Distinction entre provocation et action : une question de perceptions</i> .....	421
8.1.2. <i>Déterminer les motivations à l'origine des actions du régime nord-coréen</i> .....	426
8.1.3. <i>Cycles de « provocations » et discours : une étude comparée</i> .....	432
8.2. La Corée du Nord et le complexe de sécurité régional : analyser les risques d'erreur d'interprétation des signaux .....	445
8.2.1. <i>Méfiance et prudence : perceptions nord-coréennes des déclarations et actions militaires des parties adverses</i> .....	446
8.2.2. <i>La communication du régime nord-coréen : manipuler son image selon les circonstances</i> .....	453
8.2.3. <i>De la perception à la précision : éviter les erreurs d'interprétation</i> .....	456



8.3. Briser le mythe de l'indépendance : le poids des relations avec la Chine et le Japon.....	459
8.3.1. <i>La Corée du Nord et la Chine, les enjeux d'une « relation spéciale »</i> .....	461
8.3.2. <i>Le fardeau du contentieux historique dans la relation RPDC-Japon</i> .....	469
<b>9. PERSPECTIVES D'AVENIR : APAISER LES TENSIONS SUR LA PÉNINSULE CORÉENNE GRÂCE AU POUVOIR DU DISCOURS DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES.....</b>	<b>477</b>
9.1. Les développements récents sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne : une rhétorique sensationaliste mais des désaccords persistants .....	479
9.1.1. <i>Une initiative nord-coréenne de rapprochement avec Séoul : un signal destiné à Washington ?</i> .....	480
9.1.2. <i>Le leitmotiv nord-coréen pour une « nouvelle approche » de la dénucléarisation de la péninsule coréenne</i> .....	484
9.1.3. <i>Passer des paroles aux actes : l'échec de la « diplomatie des sommets »</i> .....	491
9.2. La dénucléarisation de la péninsule coréenne : quelle place pour de nouveaux interlocuteurs ?	501
9.2.1. <i>Trouver une solution plus régionale à un défi régional</i> .....	502
9.2.2. <i>Pour une approche holistique de la dénucléarisation de la péninsule coréenne</i> .....	508
9.2.3. <i>À la recherche de nouveaux canaux de communication</i> .....	513
9.3. Exploration des facteurs de risques pour la sécurité dans la région Asie-Pacifique.....	519
9.3.1. <i>Le commandement et le contrôle du programme nucléaire et balistique nord-coréen : un système clé qui reste mal connu</i>	520
9.3.2. <i>Le discours médiatique au sujet de la Corée du Nord, source potentielle de conflits</i> .....	525
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>531</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>539</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>553</b>

# Introduction

---

En 2017, la *Doomsday Clock* affichait deux minutes et demie avant minuit<sup>1</sup>. Cette « horloge de l'Apocalypse » créée en 1947 par les experts du *Bulletin of Atomic Scientists*, indique symboliquement le temps restant avant minuit, c'est-à-dire la fin du monde. L'horloge représente le risque encouru par l'humanité face aux menaces nucléaires et écologiques. Soixante ans après sa création, les aiguilles de l'horloge n'avaient jamais été aussi proches de l'heure fatidique. Dans leur rapport annuel, les experts du *Bulletin of Atomic Scientists* indiquaient que la rhétorique hyperbolique du président américain nouvellement élu, Donald Trump, qui projetait de développer l'arsenal nucléaire américain ainsi que la multiplication des essais nucléaires nord-coréens depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Un, faisaient craindre l'escalade vers une guerre nucléaire qui aurait des conséquences irréversibles sur la planète entière<sup>2</sup>. Le rapport mettait également en garde la communauté internationale à propos des annonces faites par Kim Jong Un dans son discours du Nouvel An 2017. Le jeune dirigeant nord-coréen envisageait de procéder à des tirs de missiles balistiques intercontinentaux malgré les sanctions votées par le Conseil de sécurité de l'ONU contre le pays l'année précédente. Ainsi, dès le début de nos travaux de recherche, en septembre 2017, le discours occupait une place prépondérante sur la scène internationale.

Les déclarations de Donald Trump et de Kim Jong Un sont symptomatiques de l'antagonisme qui perdure entre les États-Unis et la Corée du Nord. Celle-ci identifie notamment les États-Unis comme la source de la division de la nation coréenne. Depuis la fin de la Guerre de Corée (1950-1953), la péninsule coréenne est divisée en deux États : au Nord, la République populaire démocratique de Corée (RPDC), et au Sud, la République de Corée. Bien qu'en français les deux États portent le même de nom de « Corée », en

---

<sup>1</sup> MECKLIN, John (éd.), 2017. It is two and a half minutes to midnight. *Bulletin of the Atomic Scientists*. 26 janvier 2017.

<sup>2</sup> *Ibid.*

langue coréenne, ils font référence à deux périodes différentes de l'histoire du pays. En effet, dans la transcription du nom officiel de la RPDC (조선민주주의인민공화국, chosŏnminjujuŭiinmingonghwaguk), on retrouve la « Corée » sous le nom de « Chosŏn ». Il renvoie à la période Chosŏn (1392-1897) au cours de laquelle la Corée était un royaume gouverné pendant plus de cinq cent ans par la dynastie Yi. Quant à la Corée du Sud, dans son nom officiel (대한민국, taehanminguk) on retrouve la « Corée » sous le nom de « Taehan ». Il s'agit d'une référence à l'Empire coréen (1897-1910), régime politique qui succéda à la dynastie Yi. L'Empire coréen prit fin avec l'annexion du pays par le Japon en 1910. Cet évènement marqua le début de la colonisation japonaise de la Corée (1910-1945) : la Corée du Nord, pour effacer l'humiliation subie par l'Empire coréen de son histoire, a donc adopté le nom de Chosŏn. Ainsi, historiquement et linguistiquement, la « péninsule coréenne » est une réalité qui n'existe que pour les étrangers. Pour la nation coréenne, sa division au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle reste tangible jusque dans le langage car selon le point de vue adopté elle est appelée soit « péninsule Chosŏn » (조선반도, chosŏnbando), soit « péninsule Han » (한반도, hanbando).

Outre leurs références historiques, les deux pays entretiennent de grandes disparités tant au plan politique qu'économique. La Corée du Sud, démocratie dirigée par Yoon Seok-yeol, candidat vainqueur du parti conservateur lors des élections présidentielles de mars 2022, s'est hissée au rang de dixième puissance économique mondiale en termes de PIB grâce à une croissance économique rapide. Ce phénomène fut surnommé le « miracle de fleuve Han » (한강의 기적, hangang'ŭi kijŏk)<sup>3</sup>. La culture sud-coréenne connaît également aujourd'hui un succès global grâce à une exportation massive d'œuvres artistiques. Ce *soft power* sud-coréen baptisé « *hallyu* » (한류), c'est-à-dire la vague coréenne, contribue chaque année un peu plus à la croissance économique du pays : en 2019, le montant des exportations de contenu culturel sud-coréen s'élevait à 12 milliards de dollars<sup>4</sup>. Par contraste,

---

<sup>3</sup> HOWE, Brendan, 2020. South Korea: Transformative Challenges to the Economic and Political “Miracle on the Han River”. *Asian Affairs: An American Review*. 2 janvier 2020. Vol. 47, n° 1, pp. 16-40. ; JWA, Seung-hee, 2021. 박정희경제학 : 한국적 경제발전 이론과 정책 [pakchŏnghŭigyŏngjehak : hangukchŏk kyŏngjebalchŏn irongwa chŏngch'aek / L'économie selon Park Chung-Hee: Théorie et politique du développement économique sud-coréen]. 제도와 경제 [chedowa kyŏngje / Système & Économie]. novembre 2021. Vol. 15, n° 4, pp. 37-90.

<sup>4</sup> LEE, Woong, 2020. 작년 한류 수출액 14 조 9 천억 22.4% ↑ ...관광·소비재 호조 [changnyŏn hallyu such'uraek sipsajoguch'ŏnŏk isibijŏmsap'ŭro kwangwang sobijae hojo / Exportations de la vague coréenne en hausse de 22,4% par rapport à l'an dernier avec 149,000 milliards de won...développement du tourisme et des biens de consommation]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 14 avril 2020. [Consulté le 19 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20200414123800005>

la Corée du Nord, longtemps qualifiée de « royaume ermite » est un régime politique inspiré par la pensée marxiste-léniniste mais opérant pourtant selon une logique dynastique. En effet, depuis sa fondation par Kim Il Sung, en 1948, le pouvoir se transmet de père en fils. Les témoignages de transfuges nord-coréens réfugiés en Corée du Sud décrivent un système totalitaire dans lequel les libertés individuelles ne sont pas garanties et les violations des droits de l'homme sont nombreuses. La planification économique décidée par le régime a plongé le pays dans de graves difficultés dont il peine à émerger en raison d'une pénurie d'engrais chimiques pour le secteur agricole, d'un tissu industriel obsolète et de la priorité accordée au développement de son programme nucléaire et balistique. L'arme nucléaire est en effet le pilier sur lequel s'appuie le régime nord-coréen car elle garantit sa sécurité nationale, et ainsi, la sauvegarde du dernier bastion de résistance contre ce qu'elle considère comme une occupation étrangère au sud de la péninsule coréenne.

Le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen est le produit de plusieurs facteurs relatifs à l'histoire, l'idéologie, la sécurité nationale et le prestige symbolique que représente l'acquisition de l'arme nucléaire. La Corée du Nord considère qu'au cours de son histoire, la péninsule coréenne a été, à de nombreuses reprises, la proie des grandes puissances de la région. La nation coréenne a successivement connu depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la première guerre sino-japonaise (1894-1895), la guerre russo-japonaise (1904-1905), la colonisation japonaise (1910-1945), la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) suivie de la Guerre de Corée (1950-1953). Si l'on considère l'époque antérieure au XIX<sup>e</sup> siècle, on peut également trouver les traces historiques d'invasions chinoises et mongoles. On estime qu'au cours de ses deux mille ans d'histoire, la Corée aurait connu plus de neuf cent invasions étrangères<sup>5</sup>. C'est donc en réaction à cette situation interprétée comme une vulnérabilité chronique, que la Corée du Nord a forgé un discours fondé sur l'indépendance et la lutte contre les puissances impérialistes, qui est incarné par l'idéologie du *Juche*. Cette idéologie décrite comme le « socialisme à notre manière » (우리식 사회주의, urisik sahoejuŭi) par le régime nord-coréen s'appuie sur trois principes fondamentaux : l'indépendance politique, l'autosuffisance économique et le développement d'une force d'autodéfense puissante.

---

<sup>5</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *The Two Koreas: A Contemporary History*. Kindle Edition. New York, NY: Basic Books, p. 2.

S'agissant de la situation géopolitique actuelle sur la péninsule coréenne, le discours nord-coréen met l'accent sur la responsabilité américaine, ce qui nous rappelle que l'histoire de la Corée est intimement liée à celle des États-Unis. Le déclenchement de la Guerre de Corée, le 25 juin 1950, suite à l'invasion lancée par la Corée du Nord, eut en effet des conséquences sur la politique étrangère et la doctrine de dissuasion nucléaire américaine. Face à l'avancée de l'armée nord-coréenne, soutenue par l'URSS et la Chine, le président américain Truman approuva le rapport NSC-68 qui recommandait l'adoption d'une nouvelle stratégie de *rollback* afin de contrer l'expansion des forces communistes. Le rapport prévoyait également l'augmentation du budget de la défense des États-Unis en vue du développement d'une bombe thermonucléaire<sup>6</sup>. Ainsi, les enjeux de la Guerre de Corée n'étaient pas ceux d'une guerre civile mais d'un conflit aux ramifications plus vastes, impliquant la concurrence entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est au cours la guerre froide. Le régime nord-coréen estime que les États-Unis poursuivent encore à ce jour une logique expansionniste héritée de la guerre froide et elle justifie ainsi sa volonté de développer une arme nucléaire. De plus, la Corée du Nord redoute l'alliance militaire entre Séoul et Washington grâce à laquelle la Corée du Sud bénéficie du soutien des troupes américaines stationnées sur son territoire ainsi que d'un « parapluie nucléaire » américain. Face à ces menaces pour sa sécurité, le régime nord-coréen considère que ses forces conventionnelles ne peuvent pas suffire à défendre son territoire dans le cadre d'un éventuel conflit qui serait par conséquent, asymétrique. La dissuasion nucléaire constitue dès lors un choix stratégique pour le régime nord-coréen. Depuis la fin de la Guerre de Corée, des deux côtés du 38<sup>e</sup> parallèle, chaque partie perçoit ainsi l'autre comme une menace potentielle, ce qui contribue à la création d'un système d'insécurité mutuelle sur la péninsule coréenne<sup>7</sup>.

Dès le milieu des années 1950, Kim Il Sung a exprimé sa volonté de développer un programme nucléaire national. Diverses interprétations concernant ses ambitions ont vu le jour dans le milieu académique : certains experts y voient les prémices d'une quête à l'arme nucléaire afin de se prémunir contre les États-Unis qui avaient vaincu l'empire japonais

---

<sup>6</sup> HEUSER, Beatrice, 1991. NSC 68 and the Soviet Threat: A New Perspective on Western Threat Perception and Policy Making. *Review of International Studies*. 1991. Vol. 17, n° 1, pp. 17-40. ; LISSNER, Rebecca, 2021. "An Entirely New War": The Korean War and the Realization of Containment. In : LISSNER, Rebecca, *Wars of Revelation: The Transformative Effects of Military Intervention on Grand Strategy*. Oxford : Oxford University Press. pp. 22-64.

<sup>7</sup> DUFFY, Gavan et FREDERKING, Brian, 2009. Changing the Rules: A Speech Act Analysis of the End of the Cold War. *International Studies Quarterly*. juin 2009. Vol. 53, n° 2, pp. 325-347.

suite aux bombardements de Hiroshima et Nagasaki<sup>8</sup> ; d'autres experts estiment que le projet de Kim Il Sung était de développer économiquement le pays et de promouvoir un usage pacifique de l'atome sous l'égide de son allié soviétique<sup>9</sup>. L'ouverture récente des archives soviétiques à la recherche ont permis de conclure que la seconde hypothèse pouvait en partie expliquer l'intérêt de Kim Il Sung pour le développement d'un programme nucléaire mais qu'en prenant en compte le contexte géopolitique, cet intérêt résultait avant tout d'une rivalité entre Pyongyang et Séoul<sup>10</sup>. En effet, la Corée du Sud avait violé les dispositions de l'armistice de Panmunjeom, signé en juillet 1953, en acceptant que les États-Unis entreposent des armes nucléaires tactiques sur son territoire. En outre, la Corée du Sud envisageait aussi de développer des armes nucléaires<sup>11</sup>.

En 1959, la Corée du Nord signa un accord avec l'URSS qui prévoyait une aide technologique et matérielle soviétique destinée au développement d'un programme nucléaire civil. Le premier réacteur expérimental destiné à la recherche fut livré sur le site de Yongbyon en 1965. Cependant, l'URSS prit la décision de conditionner l'aide qu'elle fournissait au régime nord-coréen à son adhésion au Traité de non-prolifération sur les armes nucléaires (TNP) afin de s'assurer que le programme nucléaire nord-coréen reste dans la filière civile. En 1985, la Corée du Nord signa le TNP, acceptant ainsi de se soumettre aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Nous avons choisi cette date comme première borne temporelle car elle marque l'entrée de la RPDC dans le régime international de non-prolifération. En effet, malgré des désaccords avec l'AIEA, la Corée du Nord fit preuve de coopération en renonçant temporairement à ses ambitions militaires et à l'acquisition d'armes nucléaires. Malgré les tensions présentes sur la péninsule coréenne, il semble que le pays ait préféré les contreparties économiques et diplomatiques dont il bénéficiait grâce à sa coopération, à l'alternative : subir les conséquences d'une stratégie conflictuelle fondée sur une vision réaliste des relations internationales qui lui

---

<sup>8</sup> CLEMENS, Walter C., 2010. North Korea's Quest for Nuclear Weapons: New Historical Evidence. *Journal of East Asian Studies*. janvier-avril 2010. Vol. 10, n° 1, pp. 127-154. ; MAZARR, Michael J., 1996. *North Korea and the Bomb: A Case proliferation*. New York, NY: St Martin's, p. 17.

<sup>9</sup> WOO, Donghyun, 2022. The Peaceful Origins of North Korea's Nuclear Programme in the Cold War Period, 1945–1965. *The Historical Journal*. 12 août 2022. pp. 1-21.

<sup>10</sup> SZALONTAI, Balasz et RADCHENKO, Sergey, 2006. Working Paper #53 : *North Korea's Efforts to Acquire Nuclear Technology and Nuclear Weapons: Evidence from Russian and Hungarian Archives*. Washington, D.C. : Woodrow Wilson International Center for Scholars. Cold War International History Project.

<sup>11</sup> BURR, William, 2017. The United States and South Korea's Nuclear Weapons Program, 1974-1976. In : *Wilson Center* [en ligne]. [Consulté le 8 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.wilsoncenter.org/article/the-united-states-and-south-koreas-nuclear-weapons-program-1974-1976>.

dicterait de suivre une logique de maximisation de sa puissance militaire. En 2003, la Corée du Nord décida toutefois d'adopter cette logique en annonçant sa décision de se retirer du TNP et de développer un programme nucléaire militaire. Depuis cette date, la Corée du Nord a effectué six essais nucléaires et développé une doctrine de dissuasion nucléaire qui implique la possibilité d'une première frappe préemptive. En parallèle, selon la base de données du *think tank* américain *Nuclear Threat Initiative*, depuis 1984, le pays a procédé à plus de 190 tests de missiles balistiques. Chaque tir de missiles nord-coréen rapproche Pyongyang de son objectif de développer une force de frappe nucléaire crédible capable d'atteindre le territoire américain.

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Corée du Nord est le seul pays à avoir procédé à des essais nucléaires. La crédibilité de sa doctrine de dissuasion nucléaire repose à la fois sur les démonstrations de ses avancées technologiques et sur son discours qui signale ses potentielles cibles ainsi que sa stratégie en cas de conflit. La rhétorique agressive de la Corée du Nord et l'attitude conflictuelle qu'elle adopte lors des négociations sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne contribuent également à la perception selon laquelle le régime nord-coréen serait capable de mettre ses menaces à exécution. L'analyse du discours nord-coréen à propos du développement de son programme nucléaire et balistique nord-coréen constitue donc un angle pertinent afin de déterminer les motivations et les intentions du régime nord-coréen concernant le développement et l'emploi de son arsenal nucléaire. De plus, si l'on remonte aux origines étymologiques de la dissuasion nucléaire, on remarque que le verbe « dissuader » trouve ses racines dans le verbe latin *dissuadere*. Le terme appartenait au champ de la rhétorique et signifiait « parler pour détourner quelqu'un de faire quelque chose ». Ainsi, l'objectif du rhéteur était d'influer sur les intentions de son interlocuteur par le biais de son discours<sup>12</sup>. Le terme fit ensuite son apparition dans le monde militaire au XVIII<sup>e</sup> siècle et aujourd'hui, on retrouve un concept similaire dans la dissuasion nucléaire : il s'agit de décourager une puissance aux intentions hostiles en démontrant ses capacités à se défendre et à exercer des représailles. Ainsi le discours sur la dissuasion nucléaire est un moyen de communication à disposition des autorités politiques destiné à

---

<sup>12</sup> WIDEMANN, Thierry, 2015. Le concept de dissuasion avant l'arme nucléaire. In : *Revue Défense Nationale* [en ligne]. 2015. Vol. N° 782, n° 7, pp. 33-36. [Consulté le 15 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-7-page-33.htm>.

indiquer leurs capacités, leurs intentions et leurs limites tout en ayant pour objectif principal l'exercice d'un pouvoir coercitif sur leur interlocuteur.<sup>13</sup>

Si le discours sur la dissuasion nucléaire a été défini, on peut se demander quelle méthodologie peut être mobilisée afin d'étudier ce discours. L'analyse du discours consiste à étudier les effets de l'emploi de répertoires discursifs spécifiques sur les actions et l'identité d'un individu ou d'un groupe. Il s'agit également d'observer quelles représentations de la réalité et quelles options en termes d'action politique sont incluses et exclues par le discours<sup>14</sup>. En effet, si l'on considère les relations internationales à travers le prisme du discours, on remarque que les événements qui se produisent sur la scène internationale sont rapportés dans le cadre d'un discours politique qui leur confère une signification et interprétation dans un contexte social donné. Le discours devient dès lors l'espace dans lequel une signification intersubjective est créée, entretenue et transformée. Il est donc porteur de représentations sociales à travers lesquelles la réalité est interprétée<sup>15</sup>. L'étude de la représentation à travers le discours a été appliquée à des travaux de recherche portant sur des événements qui ont marqué l'histoire des relations internationales comme par exemple la crise des missiles de Cuba en 1962<sup>16</sup>, la catastrophe de Tchernobyl<sup>17</sup>, les massacres exécutés lors de conflits ethniques comme en Bosnie<sup>18</sup> ou dans la région du Darfour au Soudan<sup>19</sup>. Cette approche s'inscrit dans la lignée du constructivisme qui définit les États comme des acteurs rationnels opérant dans une structure sociale<sup>20</sup>.

L'étude du discours a ouvert de nouveaux champs de recherche dans les années 1980 et en particulier, le courant de la *Critical Discourse Analysis*. Parmi les pionniers de cette

---

<sup>13</sup> HOLZSCHEITER, Anna, 2014. Between Communicative Interaction and Structures of Signification: Discourse Theory and Analysis in International Relations. *International Studies Perspectives*. mai 2014. Vol. 15, n° 2, pp. 142-162.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> WELDES, Jutta et SACO, Diana, 1996. Making State Action Possible: The United States and the Discursive Construction of « The Cuban Problem », 1960-1994. *Millennium*. 1 juin 1996. Vol. 25, n° 2, pp. 361-395.

<sup>17</sup> PHILLIPS, Sarah D., 2004. Chernobyl's Sixth Sense: The Symbolism of an Ever-Present Awareness. *Anthropology and Humanism*. 2004. Vol. 29, n° 2, pp. 159-185.

<sup>18</sup> KENT, Gregory, 2006. Framing War and Genocide: British Policy and News Media Reaction to the War in Bosnia. First Edition. Creskill, NJ : Hampton Press.

<sup>19</sup> STEELE, Brent J., 2007. Making Words Matter: The Asian Tsunami, Darfur, and « Reflexive Discourse » in International Politics. *International Studies Quarterly*. 2007. Vol. 51, n° 4, pp. 901-925.

<sup>20</sup> ONUF, Nicholas, 2012. *World Of Our Making*. Reissue Edition. London : Routledge. ; WENDT, Alexander, 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.



analyse critique du discours, on peut citer Norman Fairclough, Gunther Kress, Theo Van Leeuwen, Teun Van Dijk et Ruth Wodak. Ce courant présente la particularité d'être interdisciplinaire et de réunir des chercheurs dont l'approche et la méthodologie sont complémentaires. Ces derniers considèrent que le langage oral ou écrit, à travers la pratique sociale que constitue le discours, est un instrument de pouvoir et de contrôle ainsi qu'un instrument de construction sociale de la réalité<sup>21</sup>. En posant un regard « critique » sur le discours, le courant de la *Critical Discourse Analysis* présente donc le discours comme le lieu d'une lutte pour le pouvoir dans un contexte social donné. Au cours de nos travaux, nous avons fait le choix de nous concentrer sur l'approche de Norman Fairclough inspirée des travaux de Michel Foucault<sup>22</sup>. Il suppose que « dans toute société, la production du discours [est] à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers »<sup>23</sup>. Le discours devient dès lors une entreprise de déconstruction et de reconstruction de structures qui produisent et perpétuent les asymétries de puissance.

Appliquée à la Corée du Nord, l'analyse du discours constitue un enjeu central, en particulier en ce qui concerne son programme nucléaire et balistique, car celui-ci englobe des problématiques touchant à la survie même de l'État nord-coréen. En cherchant à développer des armes nucléaires, la Corée du Nord contrevient au droit international. Le régime nord-coréen considère que les normes internationales telles que le TNP résultent d'un ordre international dépourvu d'égalité au sein duquel les États dotés de l'arme nucléaire maintiennent une asymétrie de puissance vis-à-vis des États non dotés, destinés à rester vulnérables. Les concepts de lutte contre l'impérialisme, de souveraineté nationale, de nationalisme coréen et de sauvegarde d'un système de succession dynastique sont intrinsèquement liés à l'arme nucléaire. En outre, le discours politique constitue l'un des outils de contrôle les plus puissants pour le régime nord-coréen. En effet, la RPDC présente les caractéristiques d'un État totalitaire au sein duquel l'appareil étatique façonne et donne un sens à toutes les réalités quotidiennes qui constituent la vie de sa population. Le discours du régime nord-coréen influe sur les acteurs individuels tant au niveau de leur identité que

---

<sup>21</sup> PETITCLERC, Adèle, 2009. Introduction aux notions de contexte et d'acteurs sociaux en *Critical Discourse Analysis*. In : *Semen* [en ligne]. 1 juin 2009. n° 27. [Consulté le 4 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/semn/8540>.

<sup>22</sup> FAIRCLOUGH, Norman, 1989. *Language and Power*. London : Longman, p. 20.

<sup>23</sup> FOUCAULT, Michel, 1971. *L'ordre du discours : Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*. Paris : Gallimard, p. 10-11.

de leur perception du monde qui se trouve tronquée en raison de l'interdiction d'accéder à des sources d'informations étrangères. Peu avant le décès de Kim Jong Il en 2011, une enquête sud-coréenne menée auprès de transfuges nord-coréens s'est intéressée à ce que la population considérait comme une source de droit en Corée du Nord. Les transfuges nord-coréens ont cité par ordre d'importance, les déclarations et les instructions de Kim Jong Il, les communiqués du ministère de la Sécurité populaire, les lois adoptées sur le fondement de la Constitution de la RPDC, les ordres de la Commission de défense nationale et les directives du Parti du Travail de Corée<sup>24</sup>. On remarque que les déclarations du dirigeant nord-coréen sont considérées comme une source de droit, ce qui met en évidence l'importance du discours politique en Corée du Nord. Ainsi, au regard du pouvoir que le discours nord-coréen exerce au plan interne, il serait intéressant de considérer les effets qu'il produit sur le plan international, en particulier lorsqu'il défend le programme nucléaire et balistique nord-coréen, défiant ainsi l'ordre social garantissant la sécurité internationale.

Quelles représentations le discours nord-coréen véhicule-t-il au sujet de l'arme nucléaire et comment celles-ci influencent-elles sa prise de décision politique en matière de sécurité nationale et de politique étrangère ? Que nous apprend le discours des autorités politiques sur la rationalité du régime nord-coréen dans le cadre de sa stratégie nucléaire ? En fonction de quels paramètres sa stratégie passe-t-elle de la coopération à l'affrontement ? Et peut-on considérer que le discours nord-coréen à propos de son programme nucléaire et balistique parvient à produire des effets, voire exercer un pouvoir coercitif, sur la communauté internationale ?

Pour procéder à l'analyse du discours de la Corée du Nord, nous avons fait le choix de constituer un corpus de déclarations officielles des institutions et des dirigeants nord-coréens. Les textes ont été collectés grâce aux archives en lignes disponibles sur le site internet officiel de la *Korean Central News Agency* (조선중앙통신사, chosŏnjung'angt'ongsinsa) ainsi que sur le site américain *KCNA Watch* qui possède un moteur de recherche plus performant. Mais pour les deux sites, les archives officielles de la Corée du Nord ne remontent que jusqu'en 1998. Or, notre étude débute en 1985. C'est pourquoi nous avons donc obtenu l'accès aux archives du *Foreign Broadcast Information Service* (FBIS) qui est un ancien service de la *Central Intelligence Agency* (CIA) américaine pour avoir accès aux déclarations antérieures à 1998. Le FBIS fut créé en 1941 avec pour mission de collecter,

---

<sup>24</sup> OH, Kongdan et HASSIG, Ralph, 2021. *North Korea in a Nutshell: A Contemporary Overview*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield, p.57.

traduire et analyser la presse, les émissions radiophoniques et les chaînes d'informations étrangères. Les textes obtenus grâce au FBIS sont donc des traductions réalisées par des agents de la CIA et ils n'existent qu'en version anglaise. Cela explique que toutes les références sur une période s'étendant de 1985 à 1997 ne soient disponibles qu'en anglais. Pour des raisons de cohérence et de lisibilité, nous avons fait le choix de garder la traduction officielle en anglais des communiqués. Cependant, dans les cas où celle-ci présentait des disparités trop importantes avec la version originale en coréen, nous avons proposé notre traduction en français.

Nous avons également mené une enquête de terrain d'un mois et demi à Séoul, en Corée du Sud, avec le soutien de l'Institut français de recherches sur l'Asie de l'Est et l'École doctorale de l'Inalco. Nous avons pu réaliser des entretiens avec des experts des relations intercoréennes et de la politique étrangère de la Corée du Nord. Ces experts appartenaient au *Korean Institute for Defense Analysis* (KIDA ou en coréen, 한국국방연구소, hangukkukpang'yönguso), à l'Université des études nord-coréennes (북한대학원대학교, pukhandaehagwöndaehakkyo) et à l'Université de Konkuk (건국 대학교, könguk taehakkyo). Cette enquête de terrain a aussi été l'occasion de participer à un colloque international à l'Université du Jilin, à Changchun, province chinoise frontalière de la Corée du Nord et d'échanger avec des chercheurs chinois à propos du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Cependant, il est nécessaire de mentionner que le sujet étant sensible, un représentant du Parti communiste chinois était présent lors des premières interventions malgré le caractère académique de l'évènement. En outre, en Corée du Sud, en raison de la loi de sécurité nationale (국가보안법, kukka poanböpp), l'accès à des documents nord-coréens est restreint, y compris pour les chercheurs. Par exemple, durant l'ensemble de notre enquête de terrain, nous n'avons pu obtenir ni l'accès au site internet américain *KCNA Watch* ni au site internet officiel nord-coréen de la KCNA. En outre, le KIDA étant un centre de recherche sous l'égide d'un ministère, nous avons observé que le point de vue exprimé par ses experts restait fidèle à la ligne politique défendue par le gouvernement sud-coréen, ce qui limitait la possibilité d'envisager des perspectives différentes. On peut observer que la recherche sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen représente un sujet sensible aux multiples défis.

L'accès aux sources secondaires coréennes a également constitué un enjeu important. La base de données académique sud-coréenne nommée *DataBase Periodical Information Academic* (DBpia) a fait l'objet d'un test en 2018 par la Bibliothèque Universitaire des

Langues et Civilisations (Bulac) durant une durée limitée mais elle n'est pas encore entrée dans le catalogue de la bibliothèque. Sans abonnement institutionnel, la lecture d'un article reste donc payante. Or, il s'agit du seul site internet permettant d'avoir accès à des articles académiques en coréen, en particulier dans le domaine des sciences politiques et des relations internationales, ce qui a compliqué la recherche de sources secondaires. Ainsi, nous avons eu recours à des sources alternatives comme par exemple le *Korea Institute for National Unification* (통일연구원, t'ong'iryŏnguwŏn) du ministère de l'Unification sud-coréen (통일부, t'ong'ilpu) qui publie des rapports complets sur différents domaines concernant la Corée du Nord ainsi que les relations intercoréennes.

Afin de répondre aux questions formulées plus haut, nous allons analyser l'évolution de la stratégie nord-coréenne de négociation afin d'identifier les obstacles entravant la dénucléarisation de la péninsule coréenne (1). Nous observerons que la Corée du Nord a su tirer profit de la division des acteurs internationaux afin de faire progresser son programme nucléaire et balistique (2). Toutefois, bien que l'arme nucléaire soit l'arme la plus puissante jamais créée, nous verrons que la décision du régime nord-coréen de la développer ne résulte pas uniquement d'une logique de maximisation de sa puissance militaire : l'analyse du discours permet de révéler les motivations et les intentions du régime nord-coréen (3). En effet, le discours nous permet de considérer dans quel contexte historique, idéologique et géopolitique s'inscrit la stratégie de dissuasion nucléaire nord-coréenne. Nous observerons que le discours de la Corée du Nord est imprégné de l'idéologie du *Juche* et que celle-ci influence la culture stratégique du pays (4). Puis nous présenterons le cœur de notre analyse du discours de la Corée du Nord à propos de son programme nucléaire et balistique en deux volets : tout d'abord une analyse qualitative à travers l'approche de l'analyse critique du discours (*Critical Discourse Analysis*) (5), puis une analyse quantitative grâce à un logiciel informatique mobilisant une méthode appelée le code opérationnel (*operational code analysis*) (6). Par la suite, nous observerons l'impact du discours nord-coréen sur l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique : la Corée du Nord tente de remodeler les normes internationales selon sa culture stratégique afin de bouleverser le *statu quo* dans la région (7). Mais les stratégies de communication de la Corée du Nord dépendent de l'intersubjectivité que sous-tend le concept de dissuasion nucléaire, c'est-à-dire de la perception et de l'interprétation des signaux communiqués, ce qui limite le pouvoir du discours nord-coréen (8). Enfin, nous étudierons de nouvelles perspectives qui permettraient de construire un

discours commun de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle afin d'avancer vers la dénucléarisation de la péninsule coréenne (9).

# ***PREMIÈRE PARTIE***

---

## **CONQUÉRIR ET EXPLOITER LE « POUVOIR ÉGALISATEUR DE L'ATOME »**

A man has ambitions, a man rules until he gets into economic trouble; he tries to get out of this trouble by war. [...] War is made or planned now by individual men, demagogues and dictators who play on the patriotism of their people to mislead them into a belief in the great fallacy of war when all their vaunted reforms have failed to satisfy the people they misrule.

Ernest Hemingway, *Notes on the Next War – A serious topical letter*, September 1935.

La Corée du Nord telle que nous la connaissons, c'est-à-dire un régime totalitaire s'étant auto-proclamé État doté *de facto* de l'arme nucléaire, est le résultat d'un processus constant d'adaptation aux développements géopolitiques et stratégiques dans la région Asie-Pacifique. À la fin de la Guerre de Corée, l'URSS constituait un allié majeur du pays. L'objectif principal de la Corée du Nord étant de réparer des dommages subis par les conflits successifs que le pays avait connus, elle avait sollicité l'aide soviétique afin de développer un programme nucléaire civil destiné à la production d'électricité. Cette étape marqua l'entrée de la Corée du Nord dans le régime international de non-prolifération ainsi que le début d'un dialogue avec l'AIEA. Ce dialogue prit la forme de négociations dont les enjeux augmentaient au fur et à mesure que les interlocuteurs se faisaient de plus en plus nombreux. On peut observer qu'au cours des années 1980, les négociations internationales se limitaient à l'interaction entre deux acteurs, la Corée du Nord et l'AIEA, et elles portaient sur les

inspections des installations nucléaires nord-coréennes. Au début des années 2000, la Corée du Nord participa aux Pourparlers à six impliquant les États-Unis, la Chine, la Russie, le Japon et la Corée du Sud afin de négocier le retour de la RPDC dans le cadre du TNP et la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Aujourd'hui, la Corée du Nord poursuit sa quête pour acquérir des armes nucléaires afin d'entrer dans le « club » des puissances nucléaires et traiter d'égal à égal avec son rival américain sans que la communauté internationale ne parvienne à mettre un frein à ses ambitions. Après six essais nucléaires et près de deux cent tirs de missiles balistiques, les négociations peinent à reprendre face à un régime nord-coréen qui continue de développer son arsenal nucléaire et balistique malgré les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Comment expliquer la stratégie de négociation de la Corée du Nord ? Peut-on considérer qu'elle a respecté les normes du droit international au sujet de la non-prolifération nucléaire avant de se retirer du TNP ou bien a-t-elle dissimulé un programme nucléaire militaire clandestin ? Et par la suite, quelles stratégies la Corée du Nord a-t-elle élaborées afin de développer un programme nucléaire et balistique aux capacités avancées malgré les condamnations de la communauté internationale ?

Nous verrons comment la Corée du Nord a élaboré au fur et à mesure des changements internationaux une ligne stratégique de négociation au sujet de son programme nucléaire et balistique (1). Nous évaluerons ensuite la crédibilité de la dissuasion nucléaire de la Corée du Nord en matière d'enrichissement d'uranium, de production d'armes nucléaires et d'amélioration de son arsenal balistique (2). Dès lors, forts de ces analyses, nous pourrions appliquer trois approches théoriques – réalisme, libéralisme et constructivisme – à l'analyse du développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen afin de démontrer la pertinence du choix de la dernière (3).

# 1. Négociier selon la Corée du Nord : entre coopération et rupture avec le régime international de non-prolifération nucléaire

Tour à tour employée par le régime nord-coréen comme monnaie d'échange contre des compensations économiques ou comme menace à la sécurité internationale, l'arme nucléaire apparaît comme le pivot central de la stratégie diplomatique de la Corée du Nord. Les négociations internationales au sujet du développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen peuvent apparaître comme autant de tentatives successives visant à la résolution de crises diplomatiques causées par le régime nord-coréen<sup>1</sup>. Or, l'historique des négociations entre la Corée du Nord et les organisations internationales à propos de son programme nucléaire débuta avec son entrée dans le régime international de non-prolifération. En 1985, la Corée du Nord signa le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Puis, en 1992, elle soumit son premier rapport à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur les activités ayant été menées dans le cadre de son programme nucléaire. Elle signa par la suite les accords de garantie de l'AIEA qui autorisaient l'agence à inspecter les installations nucléaires nord-coréennes. Ces inspections firent l'objet des premières négociations internationales entre la Corée du Nord et une organisation internationale.

---

<sup>1</sup> IAEA, 2014. Fact Sheet on DPRK Nuclear Safeguards. *International Atomic Energy Agency* [en ligne]. 25 juillet 2014. [Consulté le 10 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.iaea.org/newscenter/focus/dprk/fact-sheet-on-dprk-nuclear-safeguards> ; DAVENPORT, Kelsey, 2020. Chronology of U.S.-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy. *Arms Control Association* [en ligne]. juillet 2020. [Consulté le 12 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/factsheets/dprkchron> ; MAZARR, Michael J., 1995. Going Just a Little Nuclear: Nonproliferation Lessons from North Korea. *International Security*. automne 1995. Vol. 20, n° 2, pp. 92. ; SMITH, Shane, 2015. *North Korea's Evolving Nuclear Strategy*. S.I. US-Korea Institute at SAIS.



Selon Dupont les négociations internationales mettent en interactions plusieurs acteurs interdépendants, présentant toutefois des intérêts divergents, qui font le choix de rechercher une solution acceptable pour tous<sup>2</sup>. Avenhaus et Zartman précisent que la négociation est un processus de communication entre des acteurs qui élaborent et mettent en œuvre des stratégies afin d'obtenir des résultats<sup>3</sup>. De plus, cette interaction prend place dans un contexte évoluant en fonction de divers facteurs. Dans le cas du programme nucléaire et balistique nord-coréen, les négociations connurent de nombreux bouleversements en termes d'environnement géopolitique et de sécurité internationale qui influencèrent profondément les stratégies et les pratiques des acteurs. La chute de l'URSS et l'émergence d'un monde multipolaire, la montée en puissance de la Corée du Sud comme puissance économique et diplomatique, les attentats du 11 septembre 2001 et la lutte contre le terrorisme ainsi que la rivalité grandissante entre la Chine et les États-Unis sont autant de facteurs qui eurent un impact sur les intérêts et les objectifs du régime nord-coréen.

On peut dès lors se demander comment la stratégie de négociation de la Corée du Nord a évolué depuis sa signature du TNP en 1985. Les progrès du programme nucléaire et balistique nord-coréen, aujourd'hui parvenu à un stade avancé, ainsi que les résultats mitigés obtenus par les acteurs extérieurs sont-ils uniquement le résultat de l'obsession du régime nord-coréen pour l'arme nucléaire et de son refus de conformer aux dispositions du droit international ? La rivalité entre différents cercles de négociations bilatérales et multilatérales poursuivant des objectifs divergents peut-elle expliquer la difficulté à mettre un frein aux activités illicites de la Corée du Nord en matière d'enrichissement d'uranium et de prolifération nucléaire ?

Nous verrons comment la Corée du Nord a posé les premiers jalons de sa stratégie de négociation dans les années 1990, face aux nouvelles pratiques de l'AIEA en matière d'inspections (1). L'organisation internationale souhaitait pallier les critiques dont elle faisait l'objet à l'époque à propos de sa supposée inefficacité dans sa lutte contre la prolifération nucléaire. Mais dans le contexte de fin de la guerre froide, la reconfiguration des relations internationales dans un monde multipolaire n'a pas favorisé les intérêts de la Corée du Nord

---

<sup>2</sup> DUPONT, Christophe, 1994. *La Négociation. Conduite, théorie, applications*. Paris : Dalloz cité dans PLACIDI-FROT, Delphine, 2013. Les négociations internationales à travers le prisme des sciences sociales. In : PLACIDI-FROT, Delphine et PETITTEVILLE, Franck (éd.), *Négociations internationales*. Paris : Les Presses de Sciences Po. pp. 27-76.

<sup>3</sup> AVENHAUS, Rudolf et ZARTMAN, I. William, 2007. Introduction: Formal Models of, in, and for International Negotiations. In : AVENHAUS, Rudolf et ZARTMAN, I. William (éd.), *Diplomacy Games: Formal Models and International Negotiations*. Berlin, Heidelberg : Springer. pp. 1-22.

et la rupture du dialogue a mené à la première crise nucléaire nord-coréenne en 1993-1994. Afin de résoudre cette crise, nous observerons dans quelle mesure le processus diplomatique qui a abouti à la conclusion de l'accord *Agreed Framework* en 1994 constitue à plusieurs égards un modèle en matière de négociations entre les gouvernements américain et nord-coréen (2). Cette réussite a eu des retombées positives sur les relations intercoréennes jusqu'au début des années 2000. Toutefois, nous analyserons les limites de cet accord lorsque l'irruption de la « guerre contre le terrorisme » et la promotion d'un ordre mondial fondé sur l'adhésion à une vision moralisatrice des relations internationales, a menacé les intérêts vitaux du régime nord-coréen (3). Le retrait de la Corée du Nord du TNP en 2003, a marqué sa résolution à développer l'arme nucléaire malgré le coût social à payer pour le pays avec sa mise au ban de la communauté internationale. Cette stratégie a prouvé sa résilience durant le mandat de Kim Jong Il, devenant la pierre angulaire du régime nord-coréen et a permis à son fils, Kim Jong Un, de déclarer quelques années après son arrivée au pouvoir que le pays comptait désormais parmi les puissances nucléaires dotées *de facto* de l'arme nucléaire. Cette étape cruciale permit à la Corée du Nord de faire évoluer sa stratégie nucléaire vers la promotion de son nouveau statut international et d'inverser ainsi les rapports de forces dans le cadre des négociations internationales.

### **1.1. PRÉSERVER LA SÉCURITÉ NATIONALE OU RESPECTER LE DROIT INTERNATIONAL : LES PREMIERS PAS DE LA STRATÉGIE NORD-CORÉENNE DE NÉGOCIATION (1985-1993)**

Au sortir de la Guerre de Corée, la Corée du Nord se trouvait face à une situation critique. D'une part, le nouveau régime de Kim Il Sung ne faisait pas l'unanimité au sein de la classe politique. En effet, dès 1956, le dirigeant avait dû affronter une tentative de coup d'État<sup>4</sup>. D'autre part, la perspective d'avoir stationnées à ses portes – et ce pour une durée indéterminée – les troupes militaires de la seule puissance ayant jamais eu recours à la bombe nucléaire dans le cadre d'un conflit, représentait une menace sans précédent pour

---

<sup>4</sup> SZALONTAI, Balázs, 2005. *Kim Il Sung in the Khrushchev Era: Soviet-DPRK Relations and the Roots of North Korean Despotism, 1953-1964*. Stanford University Press. ; LANKOV, Andrei, 2005. *Crisis in North Korea: The Failure of De-Stalinization, 1956*. Honolulu, HI : University of Hawai'i Press.

la Corée du Nord<sup>5</sup>. Il est donc logique que Kim Il Sung ait vu dans l'arme nucléaire une solution idéale afin de se prémunir à la fois d'une attaque américaine mais aussi pour asseoir son pouvoir et sa ligne politique fondée sur l'indépendance nationale. Grâce à cette stratégie, le pays pouvait tirer parti du contexte international de promotion de l'énergie nucléaire dans les années 1950. L'objectif du régime nord-coréen consistait donc à obtenir les technologies nécessaires afin de développer tout d'abord un programme nucléaire civil, ce qui impliquait de se conformer au régime international de non-prolifération. Mais au cours des négociations concernant les inspections de l'AIEA sur son territoire, des tensions commencèrent à apparaître en raison du coût que présentait l'adhésion au TNP pour la Corée du Nord en termes de sécurité mais aussi d'identité nationale.

### *1.1.1. Les prémices du programme nucléaire nord-coréen sous les auspices de l'URSS (1985-1990)*

L'ambition nucléaire de Kim Il Sung se manifesta dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, après le traumatisme créé par les bombardements de Hiroshima et Nagasaki. Kim Il Sung aurait alors décidé d'envoyer des spécialistes du nucléaire étoffer leur formation scientifique auprès de leurs pairs soviétiques à l'Institut unifié de recherches nucléaires à Douna<sup>6</sup>. La perception de la puissance de la dissuasion nucléaire, s'accrut au cours des années 1960 face à la crise des missiles à Cuba puis la rupture sino-soviétique. Le conflit idéologique opposant l'Union soviétique et la Chine nécessita un talent d'équilibriste de la part de Kim Il Sung afin de ne froisser ni l'une ni l'autre des deux parties. Le leader nord-coréen sollicita successivement l'aide de Pékin après le succès du premier essai nucléaire chinois en 1964. Il adressa ensuite la même requête à l'URSS. Mais devant le refus de ses deux principaux alliés, la RPDC commença à développer son propre programme nucléaire avec pour condition *sine qua non*, l'indépendance. Cette autonomie n'était pas tant idéologique que stratégique : il s'agissait de s'assurer que le développement de son programme nucléaire et balistique ne soit aucunement ralenti ou entravé si un État

---

<sup>5</sup> FOOT, Rosemary J., 1988. Nuclear Coercion and the Ending of the Korean Conflict. *International Security*. 1988. Vol. 13, n° 3, pp. 92-112. ; HAYES, Peter, 1990. *Pacific Powderkeg: American Nuclear Dilemmas in Korea*. Lexington, MA : Lexington Books, pp. 53-70.

<sup>6</sup> FIFIELD, Anna, 2019. *The Great Successor: The Secret Rise and Rule of Kim Jong Un*. Kindle Edition. London : John Murray, chapitre 14, paragraphe 3.

fournisseur de matières premières ou de technologies venait à faire défaut à la Corée du Nord pour une quelconque raison – économique ou politique. Au début des années 1990, un fonctionnaire américain observa que de tous les programmes de développement d'armes nucléaires dans le Tiers-monde, celui de la Corée du Nord était le plus indigène<sup>7</sup>. Le développement du programme nucléaire nord-coréen démarra dans les années 1970, avec la construction du réacteur nucléaire graphite-gaz de Yongbyon, qui fut achevé vingt ans plus tard. Cependant, malgré le fait que la Corée du Nord ait voulu maintenir une totale indépendance vis-à-vis de l'URSS et de la Chine, cette autonomie rencontra ses limites.

Les premiers signes de progression du programme nucléaire de la Corée du Nord provoquèrent des inquiétudes de la part des acteurs dans la région et en particulier, de l'URSS. En décembre 1985, Moscou accepta de livrer quatre réacteurs nucléaires à eau légère, destinés à un usage civil à condition que la Corée du Nord adhère au TNP<sup>8</sup>. L'adhésion de la Corée du Nord au TNP constituait une garantie pour l'URSS, ainsi que la communauté internationale, que le pays ne détournerait pas de matière fissile pour mener un programme nucléaire militaire. Malgré ses ambitions concernant l'arme nucléaire, Pyongyang se conforma donc aux exigences du droit international en matière de non-prolifération.

Après son adhésion au TNP, la Corée du Nord disposait de dix-huit mois pour procéder à la signature des accords de garantie de l'AIEA, institution chargée de la mise en œuvre des inspections destinées à garantir le respect du TNP par les parties signataires. Cependant, six ans s'écoulèrent entre son adhésion au traité et la signature des premiers accords de garantie entre la RPDC le régime nord-coréen et l'AIEA. Que se passa-t-il durant ces six années de carence ? Peut-on interpréter ce délai comme une stratégie du régime nord-coréen destinée à procrastiner l'arrivée des inspecteurs de l'AIEA sur son territoire pour continuer à développer son programme nucléaire militaire à l'abri des regards ? Il s'agissait en réalité d'une erreur administrative : le Secrétariat de l'AIEA n'avait

---

<sup>7</sup> OBERDORFER, Don, 1992. N. Korea Seen Closer to A-Bomb; U.S. Officials Say Weapon Capability May Come in Months. *The Washington Post*. 23 février 1992 cité dans NARANG, Vipin et MILLER, Nicholas, 2018. North Korea Defied the Theoretical Odds: What Can We Learn From Its Successful Nuclearization? *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 19 mars 2018. [Consulté le 9 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2018/03/19/north-korea-defied-theoretical-odds-what-can-we-learn-from-its-successful-nuclearization-pub-75834>.

<sup>8</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *The Two Koreas: A Contemporary History*. Kindle Edition. New York, NY: Basic Books, p. 198.

pas transmis les bons documents à Pyongyang<sup>9</sup>. Puis, la Corée du Nord avait conditionné la signature des accords de garantie de l'AIEA au retrait des armes nucléaires américaines stationnées sur le territoire sud-coréen ainsi qu'à des « garanties de sécurité négatives » de la part des États-Unis<sup>10</sup>. La mention des armes nucléaires américaines présentes en Corée du Sud mit en évidence la capacité du régime nord-coréen à utiliser à son avantage la position américaine sur le développement de son programme nucléaire<sup>11</sup>. Il s'agit des premiers discours exposant la stratégie de négociation du régime nord-coréen qui, tout en adhérant au droit international, se ménageait une marge de manœuvre via une diplomatie bilatérale avec les États-Unis. Cette habileté à faire monter les enchères dans le cadre des négociations ainsi qu'à mener de front négociations bilatérales et multilatérales constitue l'un des pivots de la stratégie nord-coréenne. La chute de l'URSS, son principal allié politique et économique, fut préjudiciable au programme nucléaire nord-coréen mais fut également l'opportunité d'affiner cette stratégie afin d'en tirer des bénéfices à la fois diplomatiques et technologiques.

*1.1.2. Une concurrence entre acteurs internationaux qui profite à la Corée du Nord (1993-1994)*

À l'aube d'un nouveau monde après la fin de la guerre froide, la Corée du Nord apparaissait comme affaiblie économiquement suite à la chute de l'URSS qui l'avait aussi privée des réacteurs nucléaires promis par le régime soviétique en 1985. Pourtant, la Corée du Nord était toujours dans l'obligation d'honorer ses engagements au regard du TNP et la date à laquelle elle devait signer des accords de garantie approchait – même si elle avait bénéficié d'un délai supplémentaire en raison de l'erreur administrative évoquée plus haut. La ligne stratégique de la Corée du Nord consistait donc à respecter le droit international tout en obtenant des contreparties des nouveaux interlocuteurs que le contexte géopolitique

---

<sup>9</sup> DEMBINSKI, Matthias, 1995. North Korea, IAEA special inspections, and the future of the nonproliferation regime. *The Nonproliferation Review*. mars 1995. Vol. 2, n° 2, pp. 31-39.

<sup>10</sup> JUNG, Young-tae, 2004. 북한의 핵폐기 가능성과 북미관계 [pukhanŭi haekp'yegi kanŭngsŏnggwa pungmigwangye / Probabilité d'un désarmement de la Corée du Nord et relations RPDC-États-Unis]. Seoul : Korea Institute for National Unification.

<sup>11</sup> REISS, Mitchell, 1995. *Bridled Ambition: Why Countries Constrain Their Nuclear Capabilities*. Washington, D.C. : Woodrow Wilson Center Press, pp. 235-236.

avait vus naître. Nous avons choisi d'employer le terme de « cercle de négociation » pour décrire les interactions entre la Corée du Nord et les différents acteurs internationaux. Nous verrons que sa stratégie consistait notamment à circonscrire les négociations à des cercles fermés dans le but de garder le contrôle sur les décisions prises. La relation entre la RPDC et l'AIEA constituait un premier cercle de négociations multilatérales dont la réussite était conditionnée par un second cercle de négociations bilatérales entre la RPDC et les États-Unis. Nous verrons qu'un troisième cercle s'y ajouta dans le cadre des négociations bilatérales entre la RPDC et la Corée du Sud lorsque les deux pays obtinrent chacun un siège à l'Assemblée générale des Nations unies en 1991. Ces trois cercles n'étaient pas imperméables les uns aux autres, au contraire, ils étaient interdépendants en raison notamment de la contribution des services de renseignements américains à l'AIEA et de l'alliance militaire entre la Corée du Sud et les États-Unis (cf. *Figure 1*). C'est dans ce contexte que se forgea la stratégie de négociation de la Corée du Nord qui reposait sur la manipulation des relations d'interdépendance entre ces acteurs qui, comme nous allons l'analyser, poursuivaient des objectifs divergents, favorisant parfois involontairement les intérêts de Pyongyang.

Le début des années 1990 fut marqué par de nombreux troubles pour la Corée du Nord sur le plan international. En décembre 1991, la chute de l'Union soviétique provoqua une redistribution des cartes et une réécriture des règles du jeu dans la communauté internationale et en particulier, entre les puissances de la région Asie-Pacifique. Cet évènement représentait la perte d'un allié économique et stratégique de premier plan pour le régime nord-coréen. La RPDC avait déjà été affaiblie en septembre 1990, lorsque Moscou avait pris la décision d'établir officiellement des relations diplomatiques avec la Corée du Sud. Pyongyang redoutait depuis longtemps cette éventualité et Kim Il Sung avait âprement œuvré afin d'éviter que l'URSS ne reconnaisse officiellement son rival. Auparavant, l'organisation des Jeux Olympiques d'été de 1988 à Séoul avait déjà été interprétée par la RPDC comme la reconnaissance officielle de la Corée du Sud comme seul régime politique légitime sur la péninsule coréenne<sup>12</sup>. La RPDC avait réclamé le droit

---

<sup>12</sup> LEE, Sun-Ae et KIM, Jae-woo, 2019. 88서울올림픽경기대회 관련 남북체육회담에 관한 연구: 제2차 로잔회담을 중심으로 [p'alsipp'alsöurollimp'ikkyönggidaehoe kwallyön nambukch'eyukhoedame kwanhan yöngu: cheich'a rojanhoedamül chungsimüro / Analyse des pourparlers sportifs intercoréens relatifs aux Jeux Olympiques de Séoul en 1988 : Focus sur les 2<sup>nd</sup> pourparlers de Lausanne]. 한국체육학회지 / *The Korean Journal of Physical Education*. 2019. Vol. 58, n° 4, pp. 1-13.

de co-organiser l'évènement au titre que la Corée restait divisée en deux et que les épreuves sportives devaient donc se dérouler de manière égale sur les territoires tant au nord qu'au sud de la péninsule. Devant le refus du Comité olympique international, la RPDC avait alors pris la décision de boycotter les Jeux Olympiques et encouragé les États communistes alliés du régime à suivre son exemple<sup>13</sup>. On peut dès lors comprendre la signification de la reconnaissance diplomatique de la Corée du Sud par l'URSS. La Corée du Nord n'était plus considérée comme l'unique représentant légitime de la nation coréenne. Cette décision traduisait l'échec de son projet révisionniste au niveau géopolitique.

La RPDC se donnait à présent le droit de reconnaître officiellement des nations faisant partie de l'URSS, dès lors que cette dernière n'avait pas respecté l'intégrité de la nation coréenne en reconnaissant la Corée du Sud<sup>14</sup>. Cette décision rendait aussi caduque le traité de sécurité de 1961 entre la RPDC et l'URSS : Pyongyang était libérée de ses obligations de consultation au sujet de ses actions militaires en Asie-Pacifique, y compris sur le développement de son programme nucléaire<sup>15</sup>. Cette réaction hostile de Pyongyang eut pour effet d'accélérer le rapprochement entre Moscou et Séoul : l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays fut finalement signé le 30 septembre 1990, six mois avant la date initialement prévue. Le journal *Rodong Sinmun* déclara à ce sujet :

The Soviet Union sold off the dignity and honor of a socialist power and the interests and faith of an ally for 2.3 billion dollars.<sup>16</sup>

---

<sup>13</sup> CHOI, Jin-hwan, 2021. 88 서울올림픽 남북 공동주최 논쟁에 관한 연구 [p'alsipp'alsöurollimp'ik nambuk kongdongjuch'oe nonjaeng'e kwanhan yöngu / Étude de la controverse sur la co-organisation intercoréenne des Jeux Olympiques de Séoul en 1988]. *Review of North Korean Studies*. avril 2021. Vol. 24, n° 1, pp. 41-87. ; RADCHENKO, Sergey, 2011. Sports and Politics on the Korean Peninsula: North Korea and the 1988 Seoul Olympics. *Woodrow Wilson International Center for Scholars* [en ligne]. décembre 2011. [Consulté le 22 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/NKIDP\\_eDossier\\_3\\_North\\_Korea\\_and\\_the\\_1988\\_Seoul\\_Olympics.pdf](https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/NKIDP_eDossier_3_North_Korea_and_the_1988_Seoul_Olympics.pdf).

<sup>14</sup> RADCHENKO, Sergey, 2015. Russia's Policy in the Run-Up to the First North Korean Nuclear Crisis, 1991-1993. *Wilson Center* [en ligne]. février 2015. [Consulté le 22 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.wilsoncenter.org/publication/russias-policy-the-run-to-the-first-north-korean-nuclear-crisis-1991-1993>.

<sup>15</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op cit.*, pp. 167-168.

<sup>16</sup> NODONG SINMUN, Commentary, October 5, 1990 cité dans OH, Kongdan et HASSIG, Ralph C., 2004. *North Korea through the Looking Glass*. Kindle Edition. Washington, D.C.: Brookings Institution Press, chapitre 7, paragraphe 2. [Traduction de l'auteur]

La somme avancée par le journal correspond aux crédits commerciaux et aux emprunts que Séoul avait promis à Moscou suite à l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Après la chute de l'Union soviétique en décembre 1991, la Corée du Sud établit ensuite des relations diplomatiques avec la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Yougoslavie et la Roumanie après l'exécution de Ceausescu, proche allié de Kim Il Sung. Par ailleurs, la diplomatie sud-coréenne connut une nouvelle avancée grâce à la décision des Nations unies d'accepter que les deux Corées occupent chacune un siège en tant qu'État membre, ce qui renforça la perte de légitimité de la RPDC comme seule représentante de la nation coréenne<sup>17</sup>. Le fait que la communauté internationale entérine à son tour officiellement, en 1991, la division de la nation coréenne et accorde une voix égale au Nord et au Sud constitua un nouveau coup dur pour le régime nord-coréen. Nous avons remarqué au cours de nos recherches que la double accession de la Corée du Nord et de la Corée du Sud à un siège d'État membre des Nations unies n'était pas évoquée dans les chronologies du développement du programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord fournies par l'*Arms Control Association*, le *think-tank* américain *Council on Foreign Relations*, l'*IAEA* ou encore le Ministère de l'Unification sud-coréen<sup>18</sup>. Or, la double accession de la Corée du Nord et de la Corée du Sud à l'ONU eut pourtant des effets notoires sur la politique étrangère de Pyongyang, la propulsant au milieu d'une arène internationale récemment ébranlée par l'arrivée de nouveaux États membres issus de l'ancien bloc de l'Est. On peut

---

<sup>17</sup> JUNG, Chang-yeol, 2021. 응답하라 1991 : 김일성, 왜 유엔 동시 가입했나? [ŭngdaphara ch'ongubaekkusibi kimilsong, wae yuen tongsi kaiphaetna / *Reply 1991* : Pourquoi Kim Il Sung a-t-il rejoint les Nations Unies simultanément ?]. *Daily NK* [en ligne]. 14 octobre 2021. [Consulté le 1 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.dailynk.com/inside-out-nk-%ec%9d%91%eb%8b%b5%ed%95%98%eb%9d%bc-1991-%ea%b9%80%ec%9d%bc%ec%84%b1-%ec%99%9c-%ec%9c%a0%ec%97%94-%eb%8f%99%ec%8b%9c-%ea%b0%80%ec%9e%85%ed%96%88%eb%82%98/>

<sup>18</sup> COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS, [sans date]. North Korean Nuclear Negotiations: A Brief History. *Council on Foreign Relations* [en ligne]. [Consulté le 8 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.cfr.org/timeline/north-korean-nuclear-negotiations> ; DAVENPORT, Kelsey, 2020. Chronology of U.S.-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy. *Arms Control Association* [en ligne]. juillet 2020. [Consulté le 11 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/factsheets/dprkchron> ; IAEA, 2014. IAEA and DPRK: Chronology of Key Events. *International Atomic Energy Agency* [en ligne]. 25 juillet 2014. [Consulté le 4 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.iaea.org/newscenter/focus/dprk/chronology-of-key-events> ; 통일부, [sans date]. 핵개발(국가 핵무력 완성 선언, 자위적 핵보유국의 지위를 더욱 공고히 할 데 대하여(법령)) [haekkaebal kukka haengmuryōk wansōng sōnōn, chawijōk haekpoyugugūi chiwirūl tōuk konggohi hal te taehayō pōpuryōng / Développement nucléaire (Déclaration sur l'achèvement de la force nucléaire nationale, sur la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense (loi)]. 북한정보포털 [pukhanjōngbop'ot'ōl / Portail d'informations sur la Corée du Nord][en ligne]. [Consulté le 27 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://nkinfo.unikorea.go.kr/nkp/term/viewNkKnlwldgDicary.do?pageIndex=1&dicaryId=224#>.



par ailleurs supposer que cette décision symbolique décupla la volonté de Pyongyang de développer son programme nucléaire afin de pallier son isolement diplomatique.

L'opportunité de mettre en œuvre sa stratégie consistant à exploiter les divergences et les rivalités entre les nouveaux acteurs extérieurs se présenta en septembre 1991, lorsque le président George H. W. Bush annonça la réduction de l'arsenal nucléaire américain déployé sur des territoires à l'étranger, suite à la signature du Traité *Start* de réduction des armes stratégiques<sup>19</sup>. Le traité concernait notamment les armes nucléaires américaines entreposées en Corée du Sud. En octobre 1991, devant l'Assemblée générale des Nations unies, Yon Hyong Muk, président du Conseil administratif de la RPDC, avait accueilli favorablement cette nouvelle :

Nous nous félicitons de l'annonce faite par le Président Bush, selon laquelle les États-Unis ont l'intention de procéder à l'élimination de leurs armes nucléaires à courte portée basées sur terre et en mer, et nous espérons que ce projet sera exécuté le plus rapidement possible. À la lumière de cette initiative, nous espérons voir éliminer les armes nucléaires en Corée du Sud. Si les États-Unis retirent effectivement leurs armes nucléaires de la Corée du Sud, il n'existerait plus dès lors d'obstacle pouvant nous empêcher de conclure un accord sur les garanties nucléaires.<sup>20</sup>

L'annonce de l'administration américaine eut pour effet un apaisement des relations entre la Corée du Nord et les États-Unis. Pyongyang signa enfin les accords de garantie avec l'AIEA en janvier 1992. De plus, les relations intercoréennes connurent également un réchauffement : une rencontre entre les premiers ministres des deux pays eut lieu à Pyongyang quelques jours après le discours de Yon Hyong Muk. L'objectif était de travailler à l'élaboration d'un accord entre les deux parties qui fut signé en décembre lorsque ce fut au tour de la délégation nord-coréenne de se rendre à Séoul. L'*Accord de Réconciliation, de Non-agression, d'Échange et de Coopération entre le Sud et le Nord* de 1991 fut de loin le document le plus

---

<sup>19</sup> SAVRANSKAYA, Svetlana et BLANTON, Thomas, 2016. Unilateral U.S. nuclear pullback in 1991 matched by rapid Soviet cuts. *National Security Archive* [en ligne]. 30 septembre 2016. [Consulté le 8 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/nuclear-vault-russia-programs/2016-09-30/unilateral-us-nuclear-pullback-1991-matched>

<sup>20</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1991. A/46/PV.18 : *Procès-verbal de la 18e séance plénière*. Quarante-sixième session. New York, NY. Assemblée générale des Nations unies, p. 77.

important signé entre les deux Corées depuis la déclaration conjointe du 4 juillet 1972<sup>21</sup>. En effet, le 24 décembre, lors de la 19<sup>e</sup> réunion plénière du 6<sup>e</sup> Congrès du Comité central du Parti du Travail, Kim Il Sung qualifia l'accord de « premier évènement d'ampleur historique » depuis 1972. Il faut également noter que cette réunion plénière était la première consacrée aux relations intercoréennes depuis neuf ans et qu'elle se conclut par la publication d'un rapport que ne contenait aucune critique à l'égard de Séoul ni de Washington, fait assez rare pour être souligné<sup>22</sup>.

Suite à l'*Accord de Réconciliation* de 1991, une déclaration conjointe de dénucléarisation entre les deux Corées (*Joint Declaration of South and North Korea on the Denuclearization of the Korean Peninsula*) fut signée en janvier 1992. Les deux parties s'engagèrent à ne pas procéder à l'enrichissement et au retraitement de l'uranium, à ne pas stocker d'armes nucléaires et à accepter des inspections bilatérales<sup>23</sup>. En vertu de cette déclaration, en mars 1992, les deux pays procédèrent à la création d'un Comité conjoint Nord-Sud pour le contrôle nucléaire (*South-North Joint Nuclear Control Commission*, JNCC en abrégé) destiné à servir de mécanisme de mise en œuvre de la déclaration. Le JNCC devint alors le cercle de négociations bilatérales entre les deux Corées sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne et le programme nucléaire nord-coréen. Toutefois, si l'on procède à un examen en détail de la déclaration, on peut y voir en germe la première crise nucléaire sur la péninsule coréenne. En effet, la déclaration comporte six paragraphes très succincts et les éléments de langage restent vagues : l'objet des inspections était décrit comme des « sujets particuliers » et leur portée ainsi que la méthodologie restaient « à être déterminés » par le JNCC<sup>24</sup>. Aucun calendrier n'était fixé, ni aucun détail procédural concernant les inspections et les installations entrant ou non dans le champ de compétences du JNCC. On peut donc constater que la déclaration de janvier 1992 comportait des lacunes qui laissaient à chaque partie toute la liberté d'interpréter le texte selon leurs intérêts propres. Pour trouver un terrain d'entente entre les deux Corées au sujet de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, une marge de manœuvre fut laissée aux deux parties mais c'est précisément cette marge qui devint un espace de conflit, et non de coopération.

---

<sup>21</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op cit.*, p. 204.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Joint Declaration of South and North Korea on the Denuclearization of the Korean Peninsula, 2011. *Nuclear Threat Initiative* [en ligne]. [Consulté le 9 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nti.org/learn/treaties-and-regimes/joint-declaration-south-and-north-korea-denuclearization-korean-peninsula/>

<sup>24</sup> *Ibid.*

Lors de la première réunion du JNCC en mars 1992, la Corée du Nord aurait freiné les négociations en réduisant le texte à une simple déclaration d'intentions au lieu d'un accord juridiquement contraignant. La Corée du Sud, quant à elle, aurait plaidé en faveur d'inspections bilatérales de sites sélectionnés quatre fois par an avec douze inspections additionnelles chaque année. Par la suite, d'avril à décembre, onze autres réunions du JNCC eurent lieu. Mais les résultats furent infructueux car chaque partie présentait ses exigences : la Corée du Sud insistait pour que les inspections soient mises en place le plus rapidement possible, notamment en ce qui concernait le réacteur nucléaire de Yongbyon alors que la Corée du Nord conditionnait l'inspection dudit réacteur à une inspection des installations militaires américaines en contrepartie<sup>25</sup>. La Corée du Sud aurait renvoyé la balle dans le camp du Nord en exigeant une inspection des installations militaires de la Corée du Nord en échange de celle des bases américaines sur le territoire sud-coréen. La Corée du Nord se serait alors retirée des discussions du JNCC avant de conditionner son retour à la table des négociations si la Corée du Sud annulait ses exercices militaires conjoints *Team Spirit* avec les États-Unis. Séoul répondit qu'il serait possible d'accéder à la requête de Pyongyang si au moins une inspection mutuelle avait lieu.

Cette version des faits est celle résumée par les États-Unis et la Corée du Sud. La RPDC, par l'intermédiaire de sa délégation auprès des Nations unies offrit une autre explication en septembre 1992 :

Le Comité conjoint Nord-Sud pour le contrôle nucléaire [JNCC], même s'il s'est réuni plusieurs fois, n'a pas encore adopté les règlements d'inspection permettant de vérifier la dénucléarisation de la péninsule coréenne et n'a pas non plus procédé à l'inspection des armes nucléaires et des bases américaines en Corée du Sud. Cela est dû au fait que les autorités sud-coréennes ne sont pas à même d'exercer leur droit souverain relatif à la question des armes et bases nucléaires américaines.

Nous croyons que cette situation a empêché le Comité conjoint Nord-Sud pour le contrôle nucléaire de parvenir à un accord qui inclurait les armes nucléaires et les bases américaines dans la portée des paramètres prévus pour l'inspection. Tout récemment, on a appris que des armes nucléaires avait été emmagasinées dans des lieux secrets en Corée du Sud et qu'une base navale à Jinhae, en Corée du Sud, servait également aux États-Unis de base de sous-marins nucléaires. Cette révélation fait douter de

---

<sup>25</sup> *Ibid.*

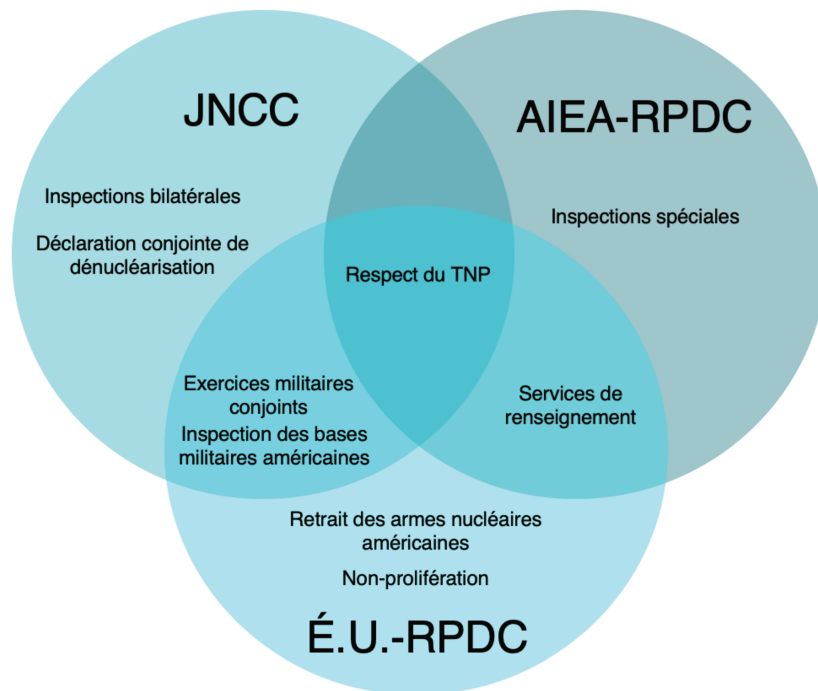
nombreuses personnes de la sincérité de la déclaration selon laquelle il n'existe pas d'armes nucléaires américaines en Corée du Sud.<sup>26</sup>

Le passage souligné met en lumière une stratégie discursive régulièrement employée par la Corée du Nord, comme nous le verrons plus loin. Il est possible de synthétiser ainsi cette stratégie : la Corée du Nord ne reconnaît pas à la Corée du Sud sa souveraineté sur son territoire qu'elle considère comme étant sous l'occupation des États-Unis. Cet argument lui permet non seulement de se présenter comme le seul gouvernement représentant de la nation coréenne mais également de se dégager du cercle de négociations avec la Corée du Sud lorsque celui-ci ne sert plus ses intérêts. Le cercle le plus important à ses yeux restait en effet la relation bilatérale avec les États-Unis. De plus, la stratégie agressive de la Corée du Nord avait pour objectif d'utiliser les questions des exercices militaires conjoints et les inspections intercoréennes comme levier dans le cadre des négociations avec Washington<sup>27</sup>. D'un point de vue extérieur, on pouvait mettre en doute la capacité de la Corée du Sud à obtenir un accord de l'administration Bush pour mener une inspection des bases militaires américaines présentes sur le territoire sud-coréen en échange d'une inspection des installations militaires nord-coréennes. Dès lors, c'est sur la base de ce raisonnement impliquant des conditions pouvant difficilement être remplies par Séoul que Pyongyang tenta ensuite de faire basculer le centre de gravité des négociations vers Washington. La rhétorique du régime nord-coréen se concentra essentiellement par la suite sur les exercices militaires conjoints *Team Spirit* – qui, au premier abord, n'entraient pas dans le champ des sujets soumis aux négociations sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

---

<sup>26</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1992. A/47/PV.16 : *Procès-verbal de la 16e séance*. Quarante-septième session. New York, NY. Assemblée générale des Nations unies, p. 42.

<sup>27</sup> PARK, Ji-soo, 2020. 비대칭 협상에서 북한의 소모적 협상 전략 : 푸에블로호 나포 사건과 제 1 차 북핵 위기를 중심으로 [pidaech'ing hyöpsang'esö pukhanüi somojök hyöpsang chölyak p'uebüloho nap'o sagöngwa cheilch'a pukhaek wigirül chungsimüro / La stratégie de négociation à l'usure de la Corée du Nord dans les négociations asymétriques : Focus sur l'incident du *Pueblo* et la première crise nucléaire nord-coréenne]. 한국군사학논집/*Korean Journal of Military Art and Science*. 2020. Vol. 76, n° 3, pp. 256-284.



**Figure 1** – Schéma des cercles de négociations internationales sur le programme nucléaire nord-coréen

Après avoir analysé les enjeux liés aux cercles de négociations de la JNCC et de la relation bilatérale entre la RPDC et les États-Unis, nous allons nous intéresser au cercle formé par la RPDC et l’AIEA. Le schéma des cercles de négociations (*Figure 1*) illustre la complexité des relations entre les différents acteurs œuvrant au maintien de la Corée du Nord dans le régime international de non-prolifération garanti par le TNP. Dans le cas du cercle AIEA-RPDC, suite à la signature des accords en janvier 1992, les premières inspections sur le territoire nord-coréen menées par Hans Blix, directeur général de l’AIEA, débutèrent mi-mai 1992. Selon les services de renseignement russes, la Corée du Nord rencontrait des difficultés économiques telles que lors de la première inspection de l’AIEA, le gouvernement nord-coréen avait décidé d’abandonner la partie militaire de son programme nucléaire et avait pris les mesures nécessaires afin de dissimuler ses activités passées dans le but de se conformer aux exigences du TNP<sup>28</sup>. Il est important de souligner que pour la première fois depuis la création de l’AIEA, Blix ainsi que les trois autres

<sup>28</sup> MANSOUROV, Alexandre Y., 1995. The origins, evolution, and current politics of the North Korean nuclear program. *The Nonproliferation Review*. septembre 1995. Vol. 2, n° 3, pp. 25-38.

inspecteurs de la délégation avaient été briefés par la CIA avant leur départ pour Pyongyang. En effet, l'agence avait fait l'objet de critiques l'année précédente lorsqu'elle n'était pas parvenue à déceler les éléments indiquant que l'Irak entretenait un programme nucléaire secret, ce qui avait conduit au lancement de l'opération « Tempête du désert » menée par les États-Unis. L'AIEA ne voulait pas répéter cette erreur, c'est-à-dire n'inspecter que les installations relatives au nucléaire civil et les matériaux indiqués par les signataires du TNP sur la base du volontariat<sup>29</sup>. L'Agence avait donc entrepris des réformes en 1990, afin d'étendre le champ de ses compétences, ce qui comprenait le droit de mener des « inspections spéciales ». La légalité de ces inspections fit l'objet de controverses politiques car leur objet n'était pas clairement défini<sup>30</sup>. Même si les inspections spéciales étaient prévues par les paragraphes 73 et 77 du TNP, aucune n'avait encore eu lieu. En pratique, les inspecteurs se limitaient à la routine prévue par leur mission, c'est-à-dire qu'ils procédaient à l'observation des matériaux et installations déclarés. Il ne s'agissait donc pas de rechercher des indices indiquant des infractions au traité mais plutôt de vérifier si les matériaux et installations étaient conformes aux déclarations des États<sup>31</sup>. C'est en 1992 que fut mise en œuvre la première inspection spéciale de l'AIEA, avec une spécificité notable : c'était le nouveau gouvernement roumain qui avait effectué la demande auprès de l'Agence d'investiguer les matériaux non déclarés par l'ancien gouvernement de Ceausescu<sup>32</sup>.

Dans le cas du programme nucléaire nord-coréen, l'AIEA procéda à des inspections de routine de mai 1992 à février 1993. Cependant, l'Agence identifia des divergences entre les matériaux déclarés par la RPDC et ceux observés sur place. Elle demanda alors pour la première fois à mener des inspections spéciales. Devant le refus de la Corée du Nord, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA se réunit en session extraordinaire et les membres du Conseil eurent accès à des photographies des installations soupçonnées d'abriter des activités illégales d'enrichissement de l'uranium. Ces photographies furent fournies par un État membre de l'organisation : les États-Unis. À nouveau, c'était la première fois dans l'histoire de l'Agence que les services de renseignement d'un États tiers avaient transmis des informations confidentielles au Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Auparavant, les

---

<sup>29</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op cit.*, p. 208.

<sup>30</sup> DEMBINSKI, Matthias, 1995. *Op cit.*

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> UNITED STATES GENERAL ACCOUNTING OFFICE, 1993. GAO/NSIAD/RCED-93-284: *Nuclear Nonproliferation and Safety: Challenges Facing the International Atomic Energy Agency*. Report to the Chairman, Committee on Governmental Affairs, U.S. Senate. Washington, D.C., p. 27.

rapports soumis par les États membres eux-mêmes constituaient les principales sources d'information qui étaient ensuite complétées par les inspections de l'Agence. Mohammed Elbaradei, qui était à l'époque l'assistant du directeur général de l'AIEA pour les relations extérieures, déclara que « cette réunion du Conseil sur le sujet de la Corée du Nord servit ainsi de jalon silencieux : dans les années qui suivirent, le recours aux services de renseignements allait devenir beaucoup plus habituel »<sup>33</sup>. Le cas nord-coréen mena donc à une révision des pratiques et des objectifs de l'AIEA : il ne s'agissait plus uniquement de vérifier la conformité des installations aux déclarations des États mais de rechercher activement les infractions à la réglementation prévue par le TNP. Après la présentation des services de renseignements américains, le représentant de la RPDC, Yun Ho Jin, prétendit que les images satellites étaient falsifiées et accusa Blix d'avoir entrepris des actions illégales en acceptant les renseignements fournis par un tiers<sup>34</sup>. En se fixant pour objectif une plus grande sévérité à l'égard des pays soupçonnés de prolifération, en élargissant de manière unilatérale le champ de ses compétences et en mettant en œuvre de nouvelles pratiques institutionnelles en matière de coopération avec des États membres et d'expertise, l'AIEA créa alors une situation sans précédent qui eut des répercussions sur les autres cercles de négociations.

### *1.1.3. 1993, la première crise nucléaire nord-coréenne : une remise en cause des pratiques de la négociation internationale*

En fondant sa demande d'inspections spéciales sur les renseignements fournis par les États-Unis, il semblait que Washington et l'organisation internationale partageaient les mêmes objectifs concernant le développement du programme nucléaire nord-coréen. En outre, devant le refus de la Corée du Nord de coopérer concernant les inspections bilatérales prévues par la déclaration conjointe de 1992, la Corée du Sud fit le choix de s'aligner sur la stratégie des États-Unis et de l'AIEA pour mettre Pyongyang sous pression. Nous allons observer comment la Corée du Nord, face à la coordination entre les différents acteurs, fit un choix inédit : elle annonça son retrait du TNP, le 12 mars 1993. Nous verrons que le

---

<sup>33</sup> ELBARADEI, Mohamed, 2011. *The Age of Deception: Nuclear Diplomacy in Treacherous Times*. Kindle Edition. London: Bloomsbury Publishing, p. 48.

<sup>34</sup> RICHELSON, Jeffrey T., 2007. *Spying on the Bomb: American Nuclear Intelligence from Nazi Germany to Iran and North Korea*. Kindle Edition. New York, NY: W. W. Norton & Company, chapitre 14, paragraphe 4.

coût de sa coopération dans le cadre du régime international de non-prolifération dépassait les bénéfices qu'elle pouvait en attendre et compromettait son identité ainsi que sa sécurité internationale. Mais pour les acteurs extérieurs, l'annonce du retrait de la RPDC du TNP provoqua également des changements importants dans les pratiques institutionnelles en matière de négociations internationales. Il s'agissait de garder la Corée du Nord dans le cadre du Traité sans pour autant souscrire à la tactique de chantage (*blackmail*) mise en œuvre par Pyongyang.

L'organisation des exercices militaires *Team Spirit*, qui n'a *a priori* aucun lien avec le programme nucléaire nord-coréen fut identifié dans le discours nord-coréen comme l'évènement déclencheur de la première crise diplomatique entre la RPDC et les États-Unis. Comme nous l'avons vu précédemment, dans le cadre des négociations de la JNCC, la Corée du Nord avait exigé que les exercices soient annulés pour que des inspections bilatérales puissent avoir lieu. Bien que les exercices *Team Spirit* aient été annulés pour l'année 1992, une nouvelle série d'exercices militaires conjoints entre la Corée du Sud et les États-Unis baptisée *Focus Lens* se déroula en août 1992. Il s'agissait essentiellement de « redémarrer *Team Spirit* » d'après un responsable du département d'État américain chargé de la Corée<sup>35</sup>. En outre, quelques mois plus tard, en octobre 1992, les deux pays annoncèrent que les préparations pour les prochains exercices *Team Spirit* en mars 1993 avaient repris. La Corée du Nord qualifia cette décision d'« acte criminel » destiné à « mettre un frein à la relation entre le Nord et le Sud et à pousser le dialogue Nord-Sud vers une situation de crise [ainsi qu'à] jeter une ombre sur les relations entre les États-Unis et la Corée du Nord qui avaient montré des signes d'amélioration »<sup>36</sup>.

Parallèlement, les inspections de routine de l'AIEA se poursuivaient sur le site de Yongbyon. Mais l'atmosphère de coopération entre la Corée du Nord et l'organisation avait disparu depuis que Blix avait formellement exigé, le 9 février 1993, que l'Agence puisse mener des inspections spéciales sur le site de stockage des déchets nucléaires afin de pouvoir résoudre la question des disparités entre les matériaux observés pendant l'enquête et le rapport soumis par la RPDC. Il s'agissait de vérifier que des déchets nucléaires n'avaient pas fait l'objet d'un détournement afin de procéder à un retraitement qui aurait permis

---

<sup>35</sup> SIGAL, Leon V., 1999. *Disarming Strangers: Nuclear Diplomacy with North Korea*. Kindle Edition. Princeton, NJ : Princeton University Press, partie 1, chapitre 2, paragraphe 6.

<sup>36</sup> FOREIGN BROADCAST INFORMATION SERVICE, 1992. 13 octobre 1992, p. 17 cité dans SIGAL, Leon V., 1999, *Op. cit.*



d'obtenir de l'uranium enrichi, nécessaire à la fabrication d'armes nucléaires. Dans une note du ministère de l'Énergie atomique nord-coréen adressée à l'AIEA, la RPDC critiqua vivement les inspecteurs qui « fouillaient chaque coin et recoin des pièces avec des instruments comme des policiers fouillant la maison d'un criminel présumé et non comme des hôtes présents sur invitation »<sup>37</sup>. Pourtant, malgré cette déclaration qui sonnait comme un avertissement de la part de la Corée du Nord, trois jours plus tard, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA déclara que le pays disposait d'un mois pour accorder aux inspecteurs l'accès au site de stockage des déchets nucléaires en ajoutant que des « mesures supplémentaires » pourraient être prises par le CSNU dans le cas où la RPDC refuserait de coopérer<sup>38</sup>. La réponse de la Corée du Nord arriva quelques semaines plus tard, le 12 mars, avec l'annonce de son intention de son retirer du TNP. À compter de cette déclaration officielle, selon le traité, le retrait du pays serait considéré comme effectif sous un délai de trois mois.

Cette décision constituait une première dans l'histoire du Traité et l'effet de surprise fut total pour les deux présidents nouvellement élus : Kim Young-sam et Bill Clinton<sup>39</sup>. Aucune des deux administrations n'avait été préparée à ce scénario, ce qui peut expliquer pourquoi aucune ligne stratégique n'émergea pendant plusieurs semaines. En plus de l'effet de surprise, le manque de coordination entre Séoul, Washington et Vienne, siège de l'AIEA, ainsi que les luttes internes entre les différents responsables des administrations, contribuèrent la confusion internationale. La première réaction officielle vint le 1<sup>er</sup> avril 1993 : le Conseil des gouverneurs de l'AIEA déclara que la Corée du Nord ne respectait pas les dispositions des accords de garantie et que l'Agence n'était plus en mesure de garantir qu'il n'y avait aucun détournement de matériaux fissiles. L'Agence confia alors le cas au CSNU, en vertu de l'Article XII C du statut de l'AIEA. Saisi pour la première fois dans ces conditions, le Conseil de sécurité devait donc mettre en œuvre sa capacité d'évaluation de la menace que représentait le retrait de la Corée du Nord du TNP. Plusieurs questions

---

<sup>37</sup> JEFFREY, Smith, 1993. N. Korea and the Bomb: High-tech Hide-and-seek. *The Washington Post* [en ligne]. 27 avril 1993. [Consulté le 12 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1993/04/27/n-korea-and-the-bomb-high-tech-hide-and-seek/40897bf3-12e6-4f0c-ba83-5f8ed2d88e0d/>

<sup>38</sup> SIGAL, Leon V., 1999, *Op. cit.*

<sup>39</sup> WIT, Joel S., PONEMAN, Daniel B. et GALLUCCI, Robert L., 2005. *Going Critical: The First North Korean Nuclear Crisis*. Washington, D.C.: Brookings Institution, p. 28.

découlaient de cette décision : le retrait d'un État étant prévu par l'Article X du TNP, devait-on sanctionner le régime nord-coréen ? Dans quelle mesure pouvait-on prouver que la Corée du Nord avait violé les normes internationales en vigueur en matière de prolifération nucléaire lorsque que le Traité autorisait l'accumulation de plutonium ou d'uranium enrichi ? Le cas nord-coréen conduisit donc le CNSU à explorer des territoires inconnus en matière de normativité et de pouvoir politique<sup>40</sup>.

La Corée du Nord expliqua son retrait par des raisons liées à sécurité nationale mais cet argument sous-tendait une autre menace : le tandem AIEA-Washington. Malgré l'arrivée de la nouvelle administration Clinton, la coopération entre les deux acteurs en matière de surveillance des activités nucléaires nord-coréennes avait atteint un niveau inédit, laissant la Corée du Nord démunie. Smith a comparé la situation en 1993 à « un jeu de cache-cache » dans le cadre duquel « la Corée du Nord cachait quelque chose ; l'AIEA partait à sa recherche ; et Washington se tenait sur le côté, indiquant aux inspecteurs s'ils étaient chauds ou froids »<sup>41</sup>. Au cours de nos recherches dans les archives de la KCNA, nous avons mis à jour un rapport de 2003, c'est-à-dire l'année où la Corée du Nord s'est définitivement retirée du TNP, vingt ans exactement après sa première tentative de retrait. À cette occasion, la KCNA publia ce document qui remontait aux origines de la première crise nucléaire et sa version des faits comportait des précisions intéressantes :

Dès le départ, les inspections de l'AIEA n'ont pas été conduites en conformité avec les règles et les accords de garantie de l'agence, mais sous la manipulation américaine.

L'Article 5 des accords de garantie spécifie l'obligation de protéger de manière stricte toutes les données obtenues lors du processus d'inspection des installations nucléaires des pays.

Cependant, certains cercles du Secrétariat de l'AIEA ont livré systématiquement les résultats des inspections de notre pays aux États-Unis, et les États-Unis ont réclamé des « inspections spéciales » de nos installations militaires avec pour excuse des « incohérences » ou autres, créées par les États-Unis, compliquant la question du nucléaire dans la péninsule coréenne. [...]

Invoquant des « suspicions de développement nucléaire » infondées, les États-Unis ont manipulé certains cercles du Secrétariat de l'AIEA et certains pays membres, faisant adopter par l'AIEA, lors d'un Conseil des gouverneurs de l'AIEA en février 1993, une

---

<sup>40</sup> DEMBINSKI, Mattias, 1995. *Op cit.*

<sup>41</sup> JEFFREY, Smith, 1993. *Op cit.*

« résolution » injuste destinée à nous imposer des inspections de nos installations militaires qui n'avaient aucun lien avec des activités nucléaires.<sup>42</sup>

La Corée du Nord met ici en lumière la connivence entre les États-Unis et l'AIEA ainsi que les pratiques de partage des renseignements. Le réseau complexe de relations entre l'AIEA, le Conseil de sécurité des Nations unies, les États-Unis et par extension, son allié militaire, la Corée du Sud, fut interprété comme un étau se resserrant sur elle, la seule issue étant le retrait du TNP. En effet, les bénéfices promis par l'URSS, c'est-à-dire les réacteurs à eau légère, n'ayant pas pu être livrés à cause de l'effondrement du bloc soviétique, le TNP ne présentait donc plus aucun avantage pour Pyongyang. De plus, la reprise des exercices *Team Spirit* puis la dégradation des relations avec les États-Unis courraient le risque d'être interprétées comme des échecs dans le domaine des affaires militaires alors même que Kim Jong Il venait d'être nommé Commandant Suprême des forces armées de la RPDC l'année précédente. Le futur successeur de Kim Il Sung était toutefois conscient que le retrait de la RPDC du TNP pouvait avoir pour effet de mettre le pays en porte-à-faux avec la communauté internationale et l'exposer à des sanctions. Nous étudierons au cours du chapitre 4 dans quelle mesure l'identité nationale de la Corée du Nord est incarnée dans son dirigeant. Ce dernier se doit d'apparaître en position de force, notamment sur la scène internationale. Le retrait du TNP constituait donc une stratégie contribuant à préserver l'image de Kim Jong Il en tant qu'homme d'État puissant dont la ligne politique ne peut être dictée par des acteurs extérieurs.

En annonçant son retrait du TNP, ce fut en effet au tour de la Corée du Nord de prendre de court les acteurs extérieurs. Il s'agissait de la première fois que l'AIEA et par extension, les États-Unis, devaient mener des négociations dans le but de persuader un État de rester dans le cadre prévu par le TNP. L'administration Clinton fit le choix de poursuivre une stratégie d'engagement. Dix jours avant le retrait définitif de la RPDC, le 2 juin 1993, des négociations de haut niveau débutèrent à la mission américaine auprès de l'ONU entre une délégation américaine menée par Robert Gallucci, assistant du Secrétaire d'État américain pour les affaires politico-militaires, et Kang Sok Ju, premier vice-ministre des Affaires étrangères nord-coréen. Après plusieurs rounds de discussions stériles, Robert

---

<sup>42</sup> KCNA, 2003. KCNA "Detailed Report" Explains NPT Withdrawal [FBIS Translated Text]. 22 janvier 2003. [Traduit et souligné par l'auteur].

Carlin, expert en chef sur la Corée du Nord au sein du département d'État américain, suggéra de reprendre « mot pour mot » les éléments de langage employés par la Corée du Nord lors de sa déclaration de retrait du TNP à propos des conditions qui devaient être remplies pour qu'elle puisse réintégrer le traité. Gallucci récita le passage à la délégation nord-coréenne le lendemain : la réaction fut immédiate de la part de la délégation nord-coréenne qui ouvrit le champ à une potentielle réintégration de la Corée du Nord dans le cadre du TNP<sup>43</sup>. Ce tournant met en lumière le caractère central du discours : lorsque la Corée du Nord reconnaît les efforts faits par la partie adverse pour s'adapter à son langage et pour éviter de qualifier de propagande ses déclarations, elle est prête à élargir considérablement le cadre des négociations. Ainsi, le 11 juin 1993, la Corée du Nord annonça la suspension de son retrait du TNP et le lendemain, elle signa une déclaration conjointe avec les États-Unis. Pour la Corée du Nord, ce document possédait une grande valeur symbolique car il reconnaissait la légitimité des demandes de Pyongyang concernant les conditions de développement son programme nucléaire ainsi que sa volonté de négocier. Devant le succès remporté par ses diplomates, la Représentation permanente de la RPDC auprès des Nations unies devint l'intermédiaire entre Pyongyang et Washington pour les négociations liées au développement de son programme nucléaire<sup>44</sup>. Ce canal de communication fut par la suite conservé avec la pratique : à ce jour, il s'agit du cadre officiel dans lequel la Corée du Nord et les États-Unis tiennent leurs négociations au sujet du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

Malgré l'avancée que constituait la déclaration conjointe du 12 juin 1993, la question du statut de la RPDC au regard du TNP restait entière : elle avait annoncé la « suspension » de son retrait mais pas la « réintégration » du pays dans le traité. La Corée du Nord élaborait ainsi un statut inédit, qu'elle qualifia de « statut spécial » (특수지위, t'ŭksujiwi) dont les droits et les obligations n'étaient pas définis. L'AIEA estimait que la Corée du Nord devait toujours honorer ses engagements envers les dispositions du Traité, c'est-à-dire autoriser tout type d'inspections alors que cette dernière affirmait qu'en vertu de son « statut spécial », elle possédait le droit de déterminer quels aspects des inspections étaient acceptables ou non. Les arguments de Pyongyang au sujet de son « statut spécial » produisirent également des tensions entre Séoul et Washington. Dans une interview pour le *New York Times*, le président sud-coréen Kim Young-sam reprocha aux États-Unis d'avoir laissé les représentants nord-

---

<sup>43</sup> SIGAL, Leon V., 1999. *Op. cit.*, partie 1, chapitre 3, paragraphe 1.

<sup>44</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op. cit.*, p. 224.

coréens manipuler les négociations en sa faveur afin de « gagner du temps pour terminer leurs armes nucléaires »<sup>45</sup>. Ainsi, on peut observer que la coordination entre les différents cercles de négociations s'érodait petit à petit suite à la suspension du retrait de la Corée du Nord du TNP qui impliquait la mise en œuvre de nouvelles stratégies de négociations concernant les obligations du pays vertu de son nouveau statut.

Chaque cercle affichait des intérêts divergents : premièrement, lors d'une conférence générale de l'AIEA, le 27 septembre 1993, Blix avertit les États membres que « le domaine de non-conformité » du programme nucléaire nord-coréen prenait une ampleur inquiétante. Deuxièmement, l'administration Clinton était en cours d'élaboration d'une réponse sous la forme d'un « *package deal* » afin de faire sortir les négociations bilatérales de l'impasse où elles se trouvaient. Et troisièmement, la visite du président Kim Young-sam à Washington rendit l'exercice encore plus périlleux. Il insista le fait que c'était à lui de convenir des termes du *package deal*, notamment sur la possibilité ou non d'annuler des exercices militaires conjoints. Il ajouta aux conditions proposées par les États-Unis un échange d'envoyés spéciaux entre le Nord et le Sud<sup>46</sup>. Cette demande avait aussi des raisons personnelles : sur le plan domestique, son rival politique Kim Dae-jung, favorable à une politique d'engagement envers le Nord, gagnait en popularité. Contrairement au président sud-coréen, Kim Dae-jung était favorable à un *package deal* avec Pyongyang. Face à l'enchevêtrement des exigences de Séoul et de l'AIEA concernant le programme nucléaire nord-coréen, l'administration Clinton réalisa alors que plusieurs cercles de négociations se superposaient tel un cadenas à combinaison dans lequel tous les mécanismes devaient être alignés pour parvenir à une solution<sup>47</sup>.

La solution proposée fin décembre 1993 fut baptisée « *Super Tuesday* » par les États-Unis en référence au jour où quinze États américains organisent leurs primaires le même

---

<sup>45</sup> SANGER, David E., 1993. Seoul's Leader Says North Is Manipulating U.S. on Nuclear Issue. *The New York Times*. 2 juillet 1993 ; YONHAP. 1993. Kim Yong Sam: DPRK Manipulating Talks. *Yonhap*. 2 juillet 1993.

<sup>46</sup> KIM, Yeon-cheol, 2009. 전쟁 문턱까지 갔던 94년 6월 [chŏnjaeng munt'ŏkkkaji kattŏn kusipsanyŏn yuwŏl / Juin 1994, au seuil de la guerre]. *Hankyoreh21* [en ligne]. 4 mars 2009. [Consulté le 17 avril 2022]. Disponible à l'adresse : [https://h21.hani.co.kr/arti/politics/politics\\_general/24455.html](https://h21.hani.co.kr/arti/politics/politics_general/24455.html) ; PARK, Yong-soo, 2011. 김영삼정부 북핵위기 대응의 한계에 대한 재평가: 김영삼 대통령의 주도성 추구성향과 정부대응의 경직성을 중심으로 [kimyŏngsamjŏngbu pukhaegwigi taeyŏng'ui hangye taehan chaep'yŏngga kimyŏngsam taet'ongnyŏng'ui chudosŏng ch'ugusŏnghyanggwa chŏngbudaeŏng'ui kyŏngjiksŏng'ul chungsimŭro / Réévaluation des limites de la réponse du gouvernement de Kim Young-sam à la crise nucléaire nord-coréenne : Focus sur la tendance proactive du président Kim Young-sam et la rigidité de la réponse du gouvernement]. *한국정치연구/Journal of Korean Politics*. 15 septembre 2011. Vol. 20, n° 3.

<sup>47</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op cit.*, p. 232.

jour en vue des élections présidentielles. Il s'agissait donc, sur un modèle similaire, d'enclencher le même jour plusieurs actions simultanées et réciproques : le début des inspections de l'AIEA sur sept sites spécifiques, la reprise du dialogue intercoréen via l'échange d'envoyés spéciaux, l'annulation des exercices militaires *Team Spirit* et l'annonce de la date du troisième tour des négociations bilatérales entre la Corée du Nord et les États-Unis<sup>48</sup>. Mais en cherchant à contenter toutes les parties, l'administration Clinton courait également le risque de n'en satisfaire aucune, en particulier la Corée du Nord, qui avait testé les limites de chaque cercle de négociations et clairement montré qu'elle n'avait plus rien à perdre.

## 1.2. UN CLIMAT DE DÉTENTE EXPLOITÉ PAR UNE STRATÉGIE NORD-CORÉENNE OPPORTUNISTE (1994-2001)

Les six membres de l'équipe d'inspection de l'AIEA arrivèrent le 1<sup>er</sup> mars 1994 en Corée du Nord, jour de la conclusion du *Super Tuesday*<sup>49</sup>. Par comparaison avec la version de décembre 1993, l'accord avait perdu en substance, notamment sur le point central de l'échange des envoyés spéciaux entre Pyongyang et Séoul, remplacé par des « réunions de travail » à Panmunjeom. Du point de vue nord-coréen, ces réunions n'étaient ni un engagement à procéder à un échange d'envoyés spéciaux ni une étape obligatoire avant la reprise du troisième tour de négociations bilatérales entre les États-Unis et la RPDC, contrairement à l'interprétation de Séoul<sup>50</sup>. En outre, les derniers développements des inspections de l'AIEA sur le territoire nord-coréen vinrent compliquer encore la situation :

---

<sup>48</sup> WIT, Joel S., PONEMAN, Daniel B. et GALLUCCI, Robert L., 2005. *Op cit.*, pp. 116-117.

<sup>49</sup> Notons que le même jour, les États-Unis publièrent une déclaration unilatérale qui faisait état d'une interprétation différente de la lettre de l'accord. C'est aussi l'interprétation que la Corée du Sud a par la suite choisie. Selon les États-Unis, leur « engagement [...] concernant *Team Spirit 94* et un troisième cycle de pourparlers [...] est basé sur la prémisse d'après laquelle les inspections de l'AIEA seront pleinement mises en œuvre et que le dialogue nucléaire Nord-Sud se poursuivra par l'échange d'envoyés spéciaux ». Voir SIGAL, Leon V., 1997. *The North Korean Nuclear Crisis: Understanding The Failure of the « Crime-and-Punishment » Strategy. Arms Control Association* [en ligne]. mai 1997. [Consulté le 9 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/act/1997-05/features/north-korean-nuclear-crisis-understanding-failure-crime-punishment-strategy>

<sup>50</sup> SIGAL, Leon V., 1999. *Op. cit.*, partie 1, chapitre 4, paragraphe 1.

à Yongbyon, principal site nucléaire nord-coréen, les experts de l'Agence n'obtinrent pas l'autorisation de procéder à des mesures sophistiquées sur l'usine de retraitement du plutonium, installation la plus sensible. Le premier vice-ministre des Affaires étrangères nord-coréen, Kang Sok Ju aurait conditionné l'accès de cette usine au retrait préalable d'une exigence sud-coréenne<sup>51</sup>. La Corée du Sud souhaitait notamment que l'échange d'envoyés spéciaux entre les deux Corées ait lieu avant l'annulation des exercices militaires réclamée par Pyongyang. En plus de perdre de sa substance, le caractère simultané de l'accord du *Super Tuesday* était donc remis en question. L'AIEA rappela ses experts à Vienne dès le 14 mars et quatre jours plus tard, devant l'intransigeance de Séoul sur la question des envoyés spéciaux, les réunions de travail intercoréennes à Panmunjeom prirent fin à leur tour. Le 21 mars, jour où les négociations États-Unis-RPDC devaient en principe reprendre, une résolution du Conseil des gouverneurs de l'AIEA fut adoptée demandant à la RPDC d'autoriser immédiatement l'AIEA à réaliser toutes les activités d'inspection requises et de respecter entièrement ses accords de garantie. Avec vingt-cinq voix contre une, il fut décidé de porter l'affaire devant le Conseil de sécurité de l'ONU<sup>52</sup>. Presque un an jour pour jour après la menace de la RPDC de se retirer du TNP, le dossier du nucléaire nord-coréen était à nouveau dans une impasse.

### 1.2.1. L'accord Agreed Framework de 1994 : vers une sortie de l'impasse nucléaire ?

Malgré le fait que la coordination des différents cercles de négociations ait réussi à garder la Corée du Nord dans le régime international de non-prolifération, cette dernière entendait dicter ses conditions. Sa décision de se retirer du TNP restait en suspens, et non annulée. Cette incertitude continuait donc de représenter une menace pour la sécurité internationale. Mais pour la Corée du Nord, il s'agissait d'un moyen de pression non négligeable. L'enjeu pour la communauté internationale était donc de s'assurer que la Corée du Nord respecte ses engagements au regard du TNP en lui fournissant les technologies et le matériel nécessaires au développement d'un programme nucléaire civil. Cette aide, dont la Corée du Nord avait été privée suite à la chute de l'URSS, devait notamment permettre

---

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> DAVENPORT, Kelsey, 2020. Chronology of U.S.-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy. *Arms Control Association* [en ligne]. juillet 2020. [Consulté le 12 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/factsheets/dprkchron>.

de répondre aux besoins du pays en termes de production d'électricité<sup>53</sup>. Nous allons montrer en quoi les négociations ayant mené à la conclusion de l'*Agreed Framework*, premier accord bilatéral entre les États-Unis et la Corée du Nord constituent un modèle efficace qui pourrait être à nouveau mobilisé dans le cadre des négociations actuelles sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Non seulement l'*Agreed Framework* répondait aux attentes de la Corée du Nord en termes de technologies nucléaire, mais il représentait aussi un premier pas vers une normalisation des relations entre Pyongyang et Washington – une étape symbolique qui n'a pas encore été franchie à ce jour. En outre, l'accord eut des retombées positives en termes économiques et diplomatiques pour plusieurs États de la région Asie-Pacifique. C'est pourquoi l'*Agreed Framework* constitue un modèle à suivre dans la résolution de la question du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

Résolue à ne pas se conformer aux conditions fixées par ses interlocuteurs après l'échec du *Super Tuesday*, la Corée du Nord procéda à un acte qui accéléra la hausse des tensions : le 8 mai 1994, elle entama le déchargement des barres de combustible irradié dans le réacteur de 5 mégawatts de Yongbyon. Le déchargement de combustible irradié est synonyme de traitement des déchets nucléaires et implique donc une possibilité de diversion de ces déchets pour produire de la matière fissile. Était-ce une tentative nord-coréenne de tester à nouveau les limites des engagements pris par ses interlocuteurs ? Le mois précédent, la Corée du Nord avait averti l'AIEA de son intention de procéder à cette opération en refusant de donner accès à des inspecteurs de l'Agence au réacteur tant qu'elle serait en cours. Une enquête limitée pourrait être menée une fois seulement le déchargement terminé<sup>54</sup>. L'AIEA vit dans cette réponse une violation des engagements de la Corée du Nord vis-à-vis des garanties de sécurité. Hans Blix envoya une lettre au Conseil de Sécurité, le 2 juin, appelant implicitement la communauté internationale à l'action en l'avertissant que « toutes les parties importantes du cœur » avaient été déchargées et que l'Agence n'avait plus la capacité d'assurer avec confiance que le combustible du réacteur n'avait pas été détourné<sup>55</sup>. En réaction, la Corée du Nord déclara, le 13 juin 1994, qu'elle se retirait de l'AIEA pour des raisons relatives à ses « intérêts suprêmes » ainsi que pour sauvegarder ses

---

<sup>53</sup> GU, Bon-hak, 2015. 북한 핵문제 전개과정과 해결방안 [pukhan haengmunje chôngaegwajônggwa haegyölpang'an / Le nucléaire nord-coréen : développement et solutions]. 통일정책연구/ *Korea Institute of National Unification*. 2015. Vol. 24, n° 2, pp. 1-31.

<sup>54</sup> SMITH, R. Jeffrey, 1994. N. Korea Refuses Demand to Inspect Reactor Fuel. *The Washington Post*. 28 avril 1994.

<sup>55</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op. cit.*, p. 243.



« droits souverains »<sup>56</sup> – et jusqu'à ce jour elle refuse toujours de redevenir membre de l'Agence.

Devant la menace de voir le scénario de l'année passée se répéter et, cette fois-ci se conclure par un retrait définitif du TNP, l'ancien président Jimmy Carter fut dépêché d'urgence à Pyongyang afin de négocier une sortie de l'impasse nucléaire avec Kim Il Sung qu'il rencontra le 16 juin. Le leader nord-coréen résuma la question à la nécessité du pays de développer son programme nucléaire civil afin de répondre à ses besoins en électricité et de prospérer économiquement. D'après Kim Il Sung, si la communauté internationale acceptait de fournir à la Corée du Nord un réacteur à eau légère, cette dernière accepterait de rester dans le régime de non-prolifération<sup>57</sup>. Quant aux inspections, la Corée du Nord explicita sa nouvelle stratégie : le pays bénéficiait d'un « statut spécial » en raison de la « suspension » de son retrait du TNP, ce qui signifiait qu'elle n'était plus sujette à l'ensemble des inspections de l'AIEA<sup>58</sup>. La Maison Blanche, par l'intermédiaire de J. Carter, proposa à Kim Il Sung, en échange de la livraison d'un réacteur à eau légère, de promettre de ne pas placer de nouvelles barres de combustible dans le réacteur gaz-graphite de Yongbyon et de ne pas retraiter les barres de combustible qui avaient été déchargées, ce qu'il accepta<sup>59</sup>. Même si J. Carter revint triomphant de sa mission, Oberdorfer et Carlin ne purent que conclure que :

Pyongyang played its card brilliantly, forcing one of the world's richest and most powerful nations to undertake direct negotiations and to make concessions to one of the world's least-successful nations. The nuclear threat proved, up to a point, to be Pyongyang's great equalizer.<sup>60</sup>

Les négociations bilatérales entre Pyongyang et Washington furent relancées mais elles connurent un arrêt brutal avec l'annonce du décès de Kim Il Sung, le 8 juillet 1994. Les négociateurs nord-coréens furent rappelés à Pyongyang et les négociations restèrent

---

<sup>56</sup> INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, 1994. INFCIRC/447: The Withdrawal of the Democratic People's Republic of Korea from the International Atomic Energy Agency. Vienna, Austria.

<sup>57</sup> CREEKMORE, Marion, 2009. *A Moment of Crisis: Jimmy Carter, the Power of a Peacemaker, and North Korea's Nuclear Ambitions*. Kindle Edition. New York, NY: PublicAffairs, pp. 160-162.

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op. cit.*, p. 260-261.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 262.

suspendues durant plusieurs semaines mais finalement, le 21 octobre 1994, l'*Agreed Framework* fut enfin signé par Robert Gallucci et Kang Sok Ju. Cet accord constitua la première solution de long terme conclue avec succès au sujet du programme nucléaire nord-coréen. Ce succès peut être attribué au choix de l'administration Clinton de poursuivre une politique d'engagement qui concordait avec l'évolution de la stratégie de négociation nord-coréenne. En effet, après avoir mis sous pression la communauté internationale en menaçant de se retirer du TNP, conformément à sa stratégie de *brinkmanship*, puis en se retirant de l'AIEA afin de faire monter les enchères, la Corée du Nord était prête à retourner à la table de négociations<sup>61</sup>. De plus, la visite de l'ancien président Carter représentait un évènement symbolique pour le régime nord-coréen. Cette visite faisait suite à celle d'un autre envoyé spécial de l'administration Clinton : le pasteur évangélique Billy Graham, figure éminente aux États-Unis et dans le monde. Il utilisa les origines chrétiennes de la famille de Kim Il Sung qui avaient été tenues secrètes pour emporter sa coopération sur la question de son programme nucléaire<sup>62</sup>. La Corée du Nord avait dès lors atteint la crédibilité recherchée et acquis une position plus favorable dans une relation asymétrique de pouvoir<sup>63</sup>.

L'*Agreed Framework* prévoyait en son premier point que les États-Unis prendraient les dispositions nécessaires afin de mettre en œuvre un projet de livraison de réacteurs à eau légère – plus modernes que les réacteurs gaz-graphite soviétiques et moins susceptibles au détournement de combustible usagé comme nous l'étudierons dans le chapitre suivant – pour une capacité totale d'environ 2,000 mégawatts. Le financement, la livraison, la construction devaient être gérées par une nouvelle organisation, le *Korean Energy Development Organisation* (KEDO) qui rassemblait les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon. De plus, la Corée du Nord ayant accepté de geler ses activités nucléaires, les États-Unis s'engageaient à fournir annuellement 500,000 tonnes de fioul lourd afin de compenser le déficit en électricité que causait ce gel pour l'économie du pays. En outre, les deux États s'engageaient

---

<sup>61</sup> KIM, Samuel S., 1995. North Korea in 1994: Brinkmanship, Breakdown, and Breakthrough. *Asian Survey*. 1995. Vol. 35, n° 1, pp. 13-27.

<sup>62</sup> RYU, Dae Young, 2019. Kim Il-Sung and Christianity in North Korea. *Journal of Church and State*. Vol. 61, n° 4, pp. 765-792. ; TAYLOR, Adam, 2018. How Billy Graham took his crusade to North Korea. *The Washington Post* [en ligne]. 21 février 2018. [Consulté le 8 janvier 2022]. Disponible à l'adresse: <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2018/02/21/how-billy-graham-took-his-crusade-to-north-korea/>

<sup>63</sup> WOMACK, Brantly, 2016. *Asymmetry and International Relationships*. Cambridge : Cambridge University Press, p.10.

à réaliser la normalisation totale des relations politiques et économiques ainsi qu'à œuvrer pour la paix et la sécurité sur une péninsule coréenne exempte d'armes nucléaires. Quant aux inspections de l'AIEA, la Corée du Nord avait réussi son pari car l'accord ne mentionnait que les inspections *ad hoc* et de routine, laissant une certaine marge d'appréciation au sujet des « étapes jugées nécessaires par l'AIEA » afin de « vérifier l'exactitude et l'intégralité du rapport initial de la RPDC »<sup>64</sup>. La particularité de cet accord réside dans le fait que les États-Unis soient sortis du cadre de l'AIEA et du Conseil de sécurité de l'ONU afin de mener une négociation bilatérale à travers une politique d'engagement vis-à-vis de la Corée du Nord alors que les institutions multilatérales étaient partisans d'une approche fondée sur les sanctions. Cet accord avait également réussi à inclure la Corée du Sud et le Japon, ce qui ouvrait de nouvelles perspectives en termes de coopération économique et de relations diplomatiques dans la région Asie-Pacifique. Dembinski observe qu'en vertu de l'accord, la Corée du Nord devint alors directement dépendante de livraison de matériaux et de carburant de pays étrangers, ce qui contrevenait à la doctrine d'autosuffisance du régime<sup>65</sup>. Mais le fait de recevoir de l'aide matérielle de forces étrangères afin de développer un programme nucléaire national ayant vocation à être autosuffisant à l'avenir était un moindre mal pour Pyongyang. Il s'agissait avant tout de tirer profit des opportunités qui s'offraient afin de renforcer la nation. Selon Cha, habituellement, la posture à laquelle la Corée du Nord s'identifie lors des négociations internationales est celle du « guerrier » tandis que les acteurs extérieurs sont des « marchands », ce qui explique l'adoption de stratégies opposées<sup>66</sup>. Toutefois, en 1994, la Corée du Nord subordonna son idéologie anti-impérialiste et communiste aux bénéfiques économiques qu'elle pouvait obtenir par la conclusion d'un accord bilatéral. L'*Agreed Framework* constitue un exemple dont il est possible de s'inspirer afin de convaincre la Corée du Nord de passer de « guerrier » à « marchand ».

---

<sup>64</sup> INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, 1994. INFCIRC/457: Agreed Framework of October 1994 between the United States of America and the Democratic People's Republic of Korea. Geneva, Switzerland.

<sup>65</sup> DEMBINSKI, Mattias, 1995. *Op cit.*

<sup>66</sup> CHA, Moon-seok, 2014. 북한의 외교 및 협상의 행태(行態) : 남북 회담과 북미 협상을 중심으로 [pukhanüi oegyo mit hyöpsang'üi haengt'ae nambuk hoedamgwa pungmi hyöpsang'ül chungsimüro / Diplomatie nord-coréenne et attitude lors des négociations : Focus sur les sommets intercoréens et les négociations entre la Corée du Nord et les États-Unis]. 한국정치외교사논총 / *Journal of Korean Political and Diplomatic History*. 2014. Vol. 36, n° 1, pp. 151-184.

L'optimisme régnait sur la péninsule coréenne suite à la conclusion de l'*Agreed Framework*. Le ministère des Affaires étrangères nord-coréen avait salué sans réserve la conclusion de l'accord :

This basic document of agreement fully and satisfactorily reflects our consistent positions concerning the solution of the nuclear issue and the positive initiatives that we have put forth.

If the basic document of agreement is implemented smoothly, it will largely contribute to removing the hostile relations and to creating trust between Korea and the United States and our so-called nuclear issue will ultimately disappear.<sup>67</sup>

À plus d'un égard, cette déclaration représentait un espoir pour une résolution définitive des tensions au sujet du développement du programme nucléaire nord-coréen. Les éléments de langage employés étaient positifs et reflétaient, comme nous l'analyserons plus en détail au cours du chapitre 5, une volonté d'engagement de la part de la Corée du Nord. Pyongyang envisageait notamment de mettre fin aux « relations hostiles » entre la Corée du Nord et les États-Unis, c'est-à-dire, dans la perspective nord-coréenne, éliminer la racine du conflit qui divise la péninsule coréenne. Plus loin dans le texte du communiqué, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères nord-coréen se réjouissait également de la mention expresse, dans le texte de l'accord, des actions que chacune des deux parties devaient entreprendre. L'accord répondait ainsi aux exigences de réciprocité et d'égalité de la Corée du Nord. À la lumière de ces développements, il était logique d'espérer que l'atmosphère de détente puisse perdurer. Cependant, l'amélioration des relations entre la Corée du Nord et la communauté internationale dépendait en majeure partie des choix stratégiques du nouveau dirigeant, Kim Jong Il qui était libre de tenir ou non les engagements précédemment pris par son père. En outre, la Corée du Nord n'était pas imperméable aux jeux politiques de ses interlocuteurs et aux nouveaux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>67</sup> PYONYANG KOREAN CENTRAL BROADCASTING NETWORK, 1994. Foreign Ministry Communique on U.S.-North Accord. In: *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 20 octobre 1994.

### 1.2.2. L'après-1994 : un programme nucléaire sous contrôle mais un programme balistique en développement

Dans la lignée de la signature de l'*Agreed Framework*, Washington et Séoul souhaitèrent tirer parti de ce contexte de détente afin de conclure un traité de paix entre les deux Corées qui remplacerait l'armistice signé à la fin de la guerre. En décembre 1997, les négociations relatives au traité de paix débutèrent à Genève. Mais l'évolution des négociations fut compliquée par plusieurs facteurs liés à la situation interne du pays. D'une part, la Corée du Nord connaissait des difficultés économiques qui ne cessaient de croître depuis la fin de la guerre froide, et d'autre part, le régime nord-coréen devait consolider la position de son nouveau dirigeant, Kim Jong Il, élu secrétaire général du Parti du Travail en octobre 1997, après les traditionnels trois ans de deuil. Il s'agissait de réussir la première transition héréditaire de l'histoire du pays, avec tous les enjeux politiques que comportait un tel événement politique<sup>68</sup>. Dans ce contexte, la livraison du fioul prévu par l'*Agreed Framework* et la construction des réacteurs nucléaires constituaient des priorités pour le gouvernement nord-coréen sur le plan politique et surtout, économique.

Vers la fin des années 1990, le pays fut en effet marqué par des famines sans précédent, dues à des inondations provoquées par des pluies diluviennes. Bien que les aléas climatiques aient joué un rôle important en détruisant des récoltes ainsi que des stocks de céréales, ces famines furent aussi le résultat de la stratégie de planification économique héritée du système soviétique et poursuivie par Pyongyang depuis les années 1950 malgré son inefficacité<sup>69</sup>. La politique choisie par le régime nord-coréen fut appelée « Marche de la Douleur » (en coréen, 고난의 행군, konanü haenggun). Il s'agissait d'augmenter la productivité, notamment dans le domaine agricole, en intensifiant le travail humain à travers une campagne de propagande prônant l'effort collectif afin de redresser la nation<sup>70</sup>. On estime que les famines et la politique d'intensification du travail ont fait entre six-cent

---

<sup>68</sup> KIM, Joo-soo, MOON, Eun-seok et YUN, Hui-cheol, 2014. 김정일과 김정은의 권력승계과정 비교를 통한 남북관계 전망 [kimjōng'ilkwa kimjōng'ünü kwōllyōksūnggyegwajōng pigyorül t'onghan nambukkwangye chōnmang / Perspective pour les relations intercoréennes à travers la comparaison du processus de succession de Kim Jong Il et Kim Jong Un]. *Korean Journal of Political Science*. 2014. Vol. 22, n° 2, pp. 47-69.

<sup>69</sup> LANKOV, Andrei, 2013. *The Real North Korea: Life and Politics in the Failed Stalinist Utopia*. Kindle Edition. Oxford: Oxford University Press, chapitre 1, paragraphe 9.

<sup>70</sup> SMITH, Hazel, 2005. *Hungry for Peace: International Security, Humanitarian Assistance, and Social Change in North Korea*. Washington, D.C.: US Institute of Peace Press, p. 78.

mille et un million de victimes, soient 3 à 5% de la population totale<sup>71</sup>. À cela s'ajouta l'instabilité politique illustrée par la fuite vers la Corée du Sud en 1997 de Hwang Jang Yop, ancien président de l'Université Kim Il Sung à Pyongyang puis président de l'Assemblée populaire suprême, considéré comme le cerveau à l'origine de l'idéologie du *Juche*. Cette fuite constitua un désaveu officiel du régime nord-coréen. Ces tribulations internes alimentèrent les commentaires des observateurs extérieurs sur la déliquescence du régime nord-coréen, faisant de ce dernier un « État failli » (*failed state*) aux yeux de la communauté internationale<sup>72</sup>. En outre, les partisans de la théorie de l'effondrement estimaient à l'époque que les jours de l'État nord-coréen étaient comptés<sup>73</sup>.

Les premières années de Kim Jong Il à la tête du pays furent donc marquées par un contexte tourmenté. Il était dès lors impératif que le nouveau leader parvienne à consolider son pouvoir, non seulement pour asseoir sa légitimité au sein de l'appareil étatique, mais également pour que le pays, affaibli par ses difficultés économiques, ne devienne pas la proie de puissances considérées comme hostiles. La signature d'un traité de paix avec la Corée du Sud ne constituait plus un objectif prioritaire et le régime nord-coréen adopta de nouveau la posture de « guerrier ». La politique du *songun* (선군), que l'on peut traduire par « l'armée en premier », fut donc introduite en 1997. Puis en septembre 1998, lors de la première réunion de l'Assemblée suprême populaire depuis la mort de Kim Il Sung, Kim Jong Il fut nommé président de la Commission nationale de Défense (NDC). Il éleva ensuite la NDC au sommet de la pyramide institutionnelle du régime nord-coréen. Park souligne qu'en vertu de cette politique et des changements institutionnels, l'armée n'était plus seulement une

---

<sup>71</sup> HAGGARD, Stephan et NOLAND, Marcus, 2009. *Famine in North Korea: Markets, Aid, and Reform*. Columbia University Press, p. 1.

<sup>72</sup> BECHTOL, Bruce E., 2010. *Defiant Failed State: The North Korean Threat to International Security*. Washington, D.C : Potomac Books.; ROTBERG, Robert I. (éd.), 2004. *When States Fail*. Princeton, NJ : Princeton University Press, p. 17.

<sup>73</sup> BECKER, Jasper, 2006. *Rogue Regime: Kim Jong Il and the Looming Threat of North Korea*. Oxford : Oxford University Press. ; EBERSTADT, Nicholas, 1999. *The End of North Korea*. Washington, D.C : Aei Press. ; KAPLAN, Robert D., 2006. *When North Korea Falls*. *The Atlantic* [en ligne]. octobre 2006. [Consulté le 22 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2006/10/when-north-korea-falls/305228/>. Plus récemment, cette théorique a également refait surface en raison des difficultés économiques causées par la pandémie de Covid-19 : CHA, Victor, 2021. *North Korea could become one of Biden's biggest challenges — and not just because of its nukes*. *The Washington Post* [en ligne]. 15 janvier 2021. [Consulté le 19 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/opinions/2021/01/15/why-north-korea-could-become-one-bidens-biggest-challenges/>.

institution conçue pour assurer la défense du pays<sup>74</sup>. C'était désormais elle qui conférait une légitimité à toutes les autres institutions du gouvernement. Tous les objectifs politiques étaient donc formulés par l'armée, puis diffusés aux autres organisations avec des recommandations stratégiques et tactiques spécifiques à mettre en œuvre. Une fois les politiques mises en œuvre, leur efficacité était également évaluée par les militaires. Par ailleurs, la pierre angulaire de la politique *songun* était le programme nucléaire et balistique nord-coréen. En effet, l'armée disposant d'une infanterie affaiblie par le manque de vivres en raison de la famine et équipée avec des armes obsolètes, il s'agissait d'investir en priorité dans des armes de destruction massives qui pourraient garantir la sécurité nationale et dissuader tout ennemi d'envisager une attaque malgré la faiblesse du pays. Dès lors, même si le programme nucléaire de la Corée du Nord était sous surveillance internationale et restreint au nucléaire civil, son programme balistique, lui, n'était encore soumis à aucune restriction. C'est ainsi que les tests de missiles devinrent une priorité dans le cadre de la politique *songun*.

La Corée du Nord procéda dès le 31 août 1998 au lancement d'un missile balistique *Taepodong*. L'attitude défiante de la Corée du Nord mettait en danger l'équilibre fragile de ses relations avec la communauté internationale, et en particulier, les États-Unis. Une fuite dans le *New York Times* révéla que la Corée du Nord aurait continué le développement de son programme nucléaire militaire dans une installation souterraine<sup>75</sup>. La Corée du Nord était soupçonnée d'avoir contrevenu à ses engagements en vertu de *l'Agreed Framework*. Quelques mois plus tard, une délégation du Département d'État américain fut dépêchée sur le site concerné, à Kumchang-ri, le porte-parole de l'institution américaine, James P. Rubin confirma que « le site ne [contenait] pas de réacteur destiné à la production de plutonium ni d'usine de retraitement »<sup>76</sup>. Il s'agissait là d'une création de la *Defense Intelligence Agency* du Pentagone qui paraissait nourrir peu d'enthousiasme à l'idée d'un rapprochement entre la Corée du Nord et les États-Unis<sup>77</sup>. Les suspicions continuaient de prévaloir également du

---

<sup>74</sup> PARK, Han S., 2007. Military-First Politics (Songun): Understanding Kim Jong-il's North Korea. *Korea Economic Institute Academic Paper Series*. septembre 2007. Vol. 2, n° 7.

<sup>75</sup> SANGER, David E., 1998. North Korea Site an A-Bomb Plant, U.S. Agencies Say. *The New York Times* [en ligne]. 17 août 1998. [Consulté le 9 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1998/08/17/world/north-korea-site-an-a-bomb-plant-us-agencies-say.html>.

<sup>76</sup> U.S. DEPARTMENT OF STATE, 1999. Text: U.S. Concludes North Korea Underground Site Not Nuclear. In: *USIS Washington File*. 25 juin 1999.

<sup>77</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op. cit.*, pp. 321-323.

côté de la Corée du Nord qui était dépendante de la livraison américaine de fioul lourd. Les États-Unis ne communiquèrent pas publiquement sur le sujet mais l'embarras était bien présent au sein du sous-comité sur l'Asie de l'Est et le Pacifique du Sénat américain lorsqu'en juillet 1998, les sénateurs Craig Thomas et John Kerry demandèrent à Rust Deming, vice-assistant du secrétaire d'État pour l'Asie et le Pacifique, pourquoi les États-Unis accusaient un retard dans la livraison du carburant. Deming admit : « nous n'avons pas toujours, au cours des années précédentes, respecté le délai annuel [de livraison] du carburant ». En réponse, Craig Thomas souligna que selon les informations fournies par le département d'État, la Corée du Nord quant à elle, avait honoré ses engagements et que les États-Unis devaient se montrer plus « responsables » tandis que John Kerry rappelait que « la fiabilité [est] une composante critique, une manière de prouver sa bonne foi en montrant que nous sommes sérieux »<sup>78</sup>. De part et d'autre du Pacifique, les tensions s'étaient donc ravivées.

Ce fut dans ce contexte que Kim Dae-jung, président sud-coréen nouvellement élu, choisit de suivre une approche fondée sur la confiance et l'engagement. Cette ouverture offrait à la Corée du Nord la possibilité d'obtenir des compensations économiques et diplomatiques substantielles pour une prise de risque moindre, conformément à sa ligne stratégique.

### *1.2.3. La Corée du Nord et la Sunshine Policy, une participation intéressée face au délitement de l'Agreed Framework*

Notre objectif ici n'est pas de retracer l'historique de la *Sunshine Policy* qui fut une initiative du gouvernement Kim Dae-jung, mais plutôt de nous intéresser à sa perception côté nord-coréen ainsi qu'à ses effets sur la stratégie de négociation de la RPDC. Comme le rappelle Gélézeau, la *Sunshine Policy* était certes le choix de l'engagement mais cet engagement était avant tout « sudo-centré »<sup>79</sup>. La politique de Kim Dae-jung s'inscrivait dans lignée de la *Nordpolitik* du précédent président Roh Tae-woo inspirée elle-même de

---

<sup>78</sup> COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS, 1998. *Kedo and the Korean Agreed Nuclear Framework: Problems and Prospects* [en ligne]. Washington, D.C. United States Senate, pp. 8-9. [Consulté le 23 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-105shrg50815/pdf/CHRG-105shrg50815.pdf>.

<sup>79</sup> GELÉZEAU, Valérie, 2010. Espoirs et désillusions de la décennie du « rayon de soleil ». *Critique internationale*. 13 décembre 2010. Vol. 49, n° 4, pp. 9-20.



l'*Ostpolitik* de Willy Brandt envers l'Allemagne de l'Est. Mais à la lumière des éléments que nous avons analysés jusqu'ici, on peut observer qu'il est difficile d'établir un véritable parallèle entre la RDA et la RPDC. Dès le départ, Pyongyang afficha peu d'enthousiasme à l'idée d'une *Sunshine Policy* qui fut interprétée comme une marque de condescendance de la part de la Corée du Sud. La Corée du Nord fit part de son scepticisme devant l'Assemblée générale des Nations unies en octobre 1998 par la voix d'un membre de sa Représentation permanente :

Hier, le représentant de la Corée du Sud a parlé quelque peu longuement du désarmement, de la sécurité et de la réunification de la péninsule coréenne. Il a donné l'impression de s'intéresser à la solution des problèmes de paix, de sécurité, de désarmement et de réunification de la péninsule coréenne. De tels propos sont absurdes et trompeurs et n'ont pour but que de masquer la véritable intention de son pays : atteindre l'objectif d'affrontement qu'il a instauré à l'époque de la guerre froide. La voie à suivre est claire. Pour mettre fin aux relations politiques conflictuelles sur la péninsule coréenne, le Nord et le Sud doivent s'orienter vers la réunification confédérale fondée sur une coexistence Nord-Sud et la mise en œuvre, par les pays voisins, d'une politique impartiale exempte de toute incitation à l'affrontement Nord-Sud. Il faut malheureusement constater que l'attitude de la Corée du Sud est négative. Elle s'oppose à une réunification sur la base d'une coexistence Nord-Sud et tente de dissimuler ses réelles intentions de réunification à ses propres conditions. [...] C'est pourquoi ses appels à la réunification, à la coexistence et à une [*sunshine policy*]<sup>80</sup> ne méritent pas d'être entendus. [...]

Le but principal de leurs appels au désarmement, à la réduction de la tension, à la réconciliation et à la coopération est uniquement de désarmer le Nord et de parvenir à leur objectif d'affrontement.<sup>81</sup>

Pourtant, l'enthousiasme de la communauté internationale face à l'espoir d'un réchauffement des relations entre les deux Corées était réel : Kim Dae-jung obtint le premier prix Nobel de la paix du XXI<sup>e</sup> siècle en 2000. Ainsi, malgré sa réticence initiale, la Corée du Nord choisit de jouer le jeu de l'engagement car l'intérêt de la communauté

---

<sup>80</sup> Traduit par « politique lumineuse » dans la version française du procès-verbal de la séance alors que dans version anglaise, le Représentant permanent de la RPDC utilise bien le terme de « *sunshine policy* ».

<sup>81</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1998. A/C.1/53/PV.12 : *Procès-verbal de la 12e séance de la Première Commission*. Cinquante-troisième session. Assemblée générale des Nations unies. New York, NY, p. 14-15.

internationale pour la réconciliation des deux Corées était synonyme d'opportunités économiques. Suite au premier sommet intercoréen de l'histoire, qui se tint à Pyongyang en juin 2000, la Corée du Nord obtint la livraison de plusieurs tonnes d'aide alimentaire. On apprit plus tard que le régime nord-coréen avait demandé comme précondition au sommet un paiement de 500 millions de dollars à la Corée du Sud, somme qui fut effectivement versée par Séoul<sup>82</sup>.

La Corée du Nord tira partie de l'euphorie qui régnait sur la péninsule coréenne pour lancer aussi une véritable offensive diplomatique en envoyant des missives à plusieurs pays membres de l'Union européenne afin d'établir de nouvelles relations diplomatiques<sup>83</sup>. Cette approche lui permit d'établir des relations diplomatiques avec l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique mais également les Philippines, l'Australie ainsi que le Canada<sup>84</sup>. Dans la foulée, Jo Myong Rok, premier vice-président de la NDC rencontra Madeleine Albright, secrétaire d'État, et Bill Clinton, en octobre, afin de négocier l'arrêt des exportations de missiles nord-coréens et de technologies balistiques ainsi que la fin des tests de missiles à longue portée. Albright se rendit à son tour à Pyongyang afin de convenir des détails de l'accord avec Kim Jong Il qui lui confirma que :

North Korea would be prepared to negotiate an immediate freeze on long-range missile testing and development and to stop all exports of missiles and missile components, provided that the United States offered sufficient economic aid and other inducements in return, including arrangements to launch North Korean scientific research and communications satellites.<sup>85</sup>

L'engagement pris par la Corée du Nord concernait donc les missiles *Taepodong I* et *II* qui avaient été testés avant le sommet intercoréen. Ce fut là l'un des accomplissements de la *Sunshine Policy* à court terme car la Corée du Nord respecta ses engagements jusqu'en 2006. Mais l'effervescence qui avait prévalu sur la péninsule coréenne fut de courte durée. La

---

<sup>82</sup> LANKOV, Andrei, 2013. *Op. cit.* Chapitre 4, paragraphe 4.

<sup>83</sup> WERTZ, Daniel, OH, JJ et INSUNG, Kim, 2016. DPRK Diplomatic Relations. *National Committee on North Korea* [en ligne]. août 2016. [Consulté le 18 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.ncnk.org/sites/default/files/issue-briefs/DPRK\\_Diplo\\_Relations\\_August2016.pdf](https://www.ncnk.org/sites/default/files/issue-briefs/DPRK_Diplo_Relations_August2016.pdf)

<sup>84</sup> KIM, Samuel S., 2001. North Korea in 2000 – Surviving through High Hopes of Summit Diplomacy. *Asian Survey*. 1 février 2001. Vol. 41, n° 1, pp. 12-29.

<sup>85</sup> HARRISON, Selig S., 2002. *Korean Endgame: A Strategy for Reunification and U.S. Disengagement*. Princeton, NJ : Princeton University Press, p. 228.

sécurité internationale fut bouleversée par les événements du 11 septembre 2001 qui eurent un impact profond sur les relations entre les États-Unis et la Corée du Nord. Le partenariat fragile qui existait entre les deux pays grâce à l'*Agreed Framework* laissa place à une relation de méfiance et d'hostilité.

### **1.3. DU RETRAIT DU TNP AU DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME NUCLÉAIRE ET BALISTIQUE MENAÇANT LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE (2002-2019)**

Les négociations internationales se tiennent certes entre des États différents, mais plus précisément, entre des systèmes politiques différents. Cela sous-tend des cultures stratégiques bien distinctes avec des objectifs souvent divergents ainsi que des idéologies opposées. L'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration américaine issue du parti républicain en 2001 vint donc bouleverser la dynamique de la relation entre les États-Unis et la Corée du Nord. Cumings rejoint cet argument en décrivant la nouvelle administration du président George W. Bush – composée notamment de Dick Cheney, vice-président, et de Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense – comme une « fraternité d'experts fondée sur la foi »<sup>86</sup>. Les représentants de l'administration Bush étaient mus par une morale dérivée de valeurs chrétiennes leur conférant une vision du monde manichéenne : la lutte du Bien contre « l'axe du Mal ». Le réexamen de la politique nord-coréenne (« *review of the DPRK policy* ») présenté dans le document du département d'État nommé *U.S. Policy Toward the Democratic People's Republic of Korea*, publié à l'été 2001, avertit le régime nord-coréen qu'il se devait de prendre « des mesures sérieuses afin d'améliorer [ses] relations avec les États-Unis »<sup>87</sup>. Il s'agissait d'une demande unilatérale de la part de Washington qui attendait une attitude coopérative du régime nord-coréen. Nous allons observer comment la rupture entre les deux pays fut en partie le résultat de désaccords concernant le respect des engagement

---

<sup>86</sup> CUMINGS, Bruce, 2013. Why Did So Many Influential Americans Think North Korea Would Collapse? *North Korean Review*. 1 avril 2013. Vol. 9, n° 1, pp. 114-120.

<sup>87</sup> DEPARTMENT OF STATE. THE OFFICE OF ELECTRONIC INFORMATION, 2001. U.S. Policy Toward the Democratic People's Republic of Korea. *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 26 juillet 2001. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2001-2009.state.gov/p/eap/rls/rm/2001/4304.htm>

pris en vertu de l'*Agreed Framework*, mais surtout comment le choc de deux systèmes de valeurs antagonistes a ravivé les tensions. Nous verrons que de l'élaboration d'une stratégie de négociation sur son programme nucléaire, la Corée du Nord a évolué vers le développement d'une stratégie nucléaire véhiculée par un discours s'appuyant sur des justifications relatives à l'idéologie et à la sécurité nationale.

### *1.3.1. Fin de l'Agreed Framework et début de la stratégie coercitive de la Corée du Nord (2001-2003)*

En 2001, face à l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration Bush, à tendance néoconservatrice, le ton de Pyongyang se durcit, exprimant presque une nostalgie vis-à-vis de l'administration Clinton :

Vers la fin du mandat de l'administration Clinton, le dialogue entre les États-Unis et la RPDC s'est amélioré et [tous deux] ont même conjointement publié un communiqué dans lequel ils s'engageaient à mettre fin à leurs relations hostiles, ainsi qu'une déclaration conjointe contre le terrorisme.

La compréhension et la confiance ont été forgées jusqu'à [permettre] l'échange de visites de la part d'envoyés spéciaux et de lettres personnelles entre les dirigeants des deux pays, ainsi qu'une réunion de haut niveau. [...]

La reprise d'un dialogue fondé sur la confiance entre la RPDC et les États-Unis est une question qui ne pourra être débattue que lorsque l'administration Bush atteindra, au minimum, le même niveau que durant la dernière période de l'administration Clinton.<sup>88</sup>

La Corée du Nord rejeta ainsi la responsabilité de l'amélioration des relations sur les États-Unis en fixant comme seuil de négociations la posture d'engagement de l'ancienne administration Clinton. En-dessous de ce seuil, aucun geste ne pouvait donc être attendu de

---

<sup>88</sup> KCNA, 2001a. 대통령의 체모에 어울리지 않는 부위의 경솔한 언동 - 조선외무성대변인 [taet'ongnyöng'üi ch'emoe ölliji anhnün puswiüi kyöngsolhan öndong chosönoemusöngdaebyönin / Les paroles et les actions irréfléchies de Bush ne correspondent à la posture d'un président – Porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la RPDC]. *KCNA Watch* [en ligne]. 23 octobre 2001. [Consulté le 15 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451910107-803252539/대통령의%E3%80%80체모에%E3%80%80어울리지%E3%80%80않는%E3%80%80부위의%E3%80%80경/> [Traduction de l'auteur]

la part du régime nord-coréen. Dans un autre communiqué, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères déplora également le fait que le gouvernement américain ait fondé sa stratégie sur « la réciprocité conditionnelle et stricte » ainsi qu'une « approche progressive » qui différait du *package deal* que représentait l'*Agreed Framework*, mode opératoire pour lequel la Corée du Nord affichait une nette préférence<sup>89</sup>. Il s'agissait pour le régime nord-coréen d'une mise sous pression, ou bien comme son porte-parole le décrivit : « un désarmement complet en premier »<sup>90</sup>. Il rappela également que les centrales nucléaires nord-coréennes étaient toujours à l'arrêt : sa part de l'accord était honorée alors que « le projet de réacteur à eau légère qui [devait] être complété d'ici 2003 [était] peu susceptible de devenir réalité ». En outre, « les États-Unis [n'avaient] pas encore établi de calendrier pour la fourniture de carburant lourd pour la nouvelle année fiscale qui [avait] débuté le 22 octobre de l'année précédente »<sup>91</sup>. Et d'ajouter quelques mois plus tard :

The DPRK's repeated call for compensation for the loss of electricity is not intended to pressurize or threaten the U.S. nor aimed to secure a stronger position in the dialogue. Electricity is vital to our existence.

If no measure is taken for the compensation for the loss of electricity the DPRK can no longer keep its nuclear activities in a state of freeze and implement the AF.<sup>92</sup>

La Corée du Nord exigeait donc une indemnisation pour l'électricité non fournie en raison du retard de livraison du réacteur à eau légère et, plus inquiétant, sous-entendait que la pérennité de l'*Agreed Framework* était en péril. Enfin, le porte-parole nord-coréen mentionna deux points cruciaux à la fin de son rapport : la mise en place du programme de défense antimissile américain *National Missile Defense* et l'attribution du terme d'« État-voyou » à la

---

<sup>89</sup> KCNA, 2001b. 미국의 그 어떤 대조선정책에도 준비되어 있다 - 외무성대변인 [migugũi kũ öttõn taejosõnjõngch'aegedo chunbidoeyõ itta oemusõngdaebyõnin / Qu'importe la politique américaine contre la Corée du Nord, nous sommes prêts - Porte-parole du ministère des Affaires étrangères]. *KCNA Watch* [en ligne]. 22 février 2001. [Consulté le 14 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451909907-884115972/미국의%E3%80%80그%E3%80%80어떤%E3%80%80대조선정책에도%E3%80%80준비되어%E3%80%80/>

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> KCNA, 2001c. KCNA on U.S.-proposed resumption of DPRK-U.S. negotiations. *KCNA Watch* [en ligne]. 28 juin 2001. [Consulté le 15 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452002540-89981502/kcna-on-u-s-proposed-resumption-of-dprk-u-s-negotiations/>

Corée du Nord qui relevait, selon elle, d'une « vision obsolète du monde »<sup>93</sup>. Afin de prouver sa bonne volonté malgré tout, la Corée du Nord proposa l'arrêt des exportations de technologies balistiques si « une compensation [était] faite en devises car les exportations balistiques [étaient] destinées à obtenir des devises étrangères ». Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères nord-coréen rappela que le pays continuait pour l'instant à respecter le moratoire sur les essais de missiles à longue portée mais que dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre la Corée du Nord et États-Unis, elle ne serait plus liée par cet engagement.

Le régime nord-coréen était donc prêt à négocier les futurs développements de son programme balistique et à rester dans le cadre de l'accord de 1994 en échange de contreparties économiques substantielles. Cette stratégie de « chantage » à l'arme nucléaire advenait dans un contexte où Kim Jong Il devait choisir entre les missiles ou le riz : tant que les retombées économiques du maintien de la Corée du Nord dans le régime de non-prolifération dépassaient les avantages stratégiques que pourraient procurer un programme nucléaire et balistique, celle-ci resterait fidèle aux accords conclus avec les États-Unis et la Corée du Sud. De plus, la légitimité diplomatique que lui accordait l'*Agreed Framework*, permettait au régime nord-coréen d'envisager de nouvelles dynamiques dans ses relations avec les pays de la zone Asie-Pacifique. En septembre 2002, une rencontre historique eut lieu entre le premier ministre japonais, Koizumi Junichiro, et Kim Jong Il, au cours de laquelle ils signèrent une déclaration conjointe. Les deux dirigeants s'engageaient à normaliser leurs relations et la Corée du Nord obtint des excuses de la part du Japon pour les dommages subis lors de la période coloniale<sup>94</sup>. Il était d'autant plus important pour le régime nord-coréen de s'assurer qu'un climat de détente régnait sur la péninsule coréenne que, dans la continuité de sa stratégie de nouvelles réformes économiques destinées à introduire une économie de marché en Corée du Nord furent lancées, le 1<sup>er</sup> juillet 2002<sup>95</sup>.

Mais ce fut précisément la même année que le président Bush, face à un pays encore sous le choc des attentats du 11 septembre, déclara dans son discours *State of the Union Address* que la Corée du Nord appartenait à « l'Axe du Mal » et représentait une menace pour « la

---

<sup>93</sup> KCNA, 2001b. *Op. cit.*

<sup>94</sup> KCNA, 2002. DPRK-Japan Pyongyang declaration published. *KCNA Watch* [en ligne]. 17 septembre 2002. [Consulté le 17 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003356-981344588/dprk-japan-pyongyang-declaration-published/>

<sup>95</sup> NAM, Sung-wook, 2007. Evaluation of the North Korean July 2002 Economic Reform. *North Korean Review*. Spring 2007. Vol. 3, n° 1, pp. 32-44.

paix dans le monde »<sup>96</sup>. Le ton se durcit ensuite avec la publication du document *Nuclear Posture Review* en mars, qui listait la Corée du Nord parmi les cibles potentielles d'une attaque nucléaire américaine<sup>97</sup>. Puis, en septembre, le document *National Security Strategy of the United States of America* précisa que le scénario d'une frappe préemptive contre la Corée du Nord pourrait être envisagé – associant rhétoriquement le concept d'« État hors-la-loi » à celui de « terroriste »<sup>98</sup>. Parallèlement, l'administration américaine cherchait à prouver que la Corée du Nord était en possession d'armes nucléaires produites à partir du plutonium extrait avant son adhésion à l'*Agreed Framework*. Toutefois, les analyses fournies par les renseignements se fondaient non pas sur des preuves directes mais sur la synthèse d'informations à propos de matériel que la Corée du Nord se serait procuré – ou cherchait à se procurer – au cours des dernières années. Après avoir analysé les arguments avancés par les agences de renseignement américaines, Pollack souligne que les déclarations présentent des divergences concernant les dates des opérations d'extraction de plutonium et la quantité de matière fissile produite<sup>99</sup>. Par ailleurs, les renseignements poursuivaient un objectif supplémentaire : démontrer que la Corée du Nord avait aussi remis en route son programme d'enrichissement de l'uranium, ce qui pouvait constituer une violation de l'*Agreed Framework* et de la déclaration conjointe pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne de 1992<sup>100</sup>. Sur ce point particulier, Bolton déclara plus tard dans ses mémoires : « J'avais trouvé le marteau qui allait faire voler en éclats l'*Agreed Framework* »<sup>101</sup>. La métaphore est éloquente et met l'accent sur la détermination de l'administration Bush à abandonner complètement l'héritage de son prédécesseur. Si tel était l'état d'esprit du gouvernement américain, sa volonté de mener des négociations sérieuses avec la Corée du Nord est dès lors sujette à caution. La réalité était techniquement plus complexe : l'accord de 1994 ne fait pas

---

<sup>96</sup> THE WHITE HOUSE, 2002. President Delivers State of the Union Address. *The White House* [en ligne]. 29 janvier 2002. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>

<sup>97</sup> DU PREEZ, Jean, 2002. The impact of the nuclear posture review on the international nuclear nonproliferation regime. *The Nonproliferation Review*. septembre 2002. Vol. 9, n° 3, pp. 67-81.

<sup>98</sup> THE WHITE HOUSE, 2002. The National Security Strategy of the United States of America. *The White House* [en ligne]. 17 septembre 2002. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nssall.html>

<sup>99</sup> POLLACK, Jonathan D., 2003. The United States, North Korea, and the End of the Agreed Framework. *Naval War College Review*. Summer 2003. Vol. 56, n° 3.

<sup>100</sup> PINCUS, Walter, 2003. N. Korea's Nuclear Plans Were No Secret. *The Washington Post*. 1er février 2003.

<sup>101</sup> BOLTON, John, 2008. *Surrender Is Not an Option: Defending America at the United Nations*. New York, NY : Simon and Schuster, p. 106.

explicitement mention de l'interdiction de la Corée du Nord d'enrichir de l'uranium car, comme nous l'étudierons dans le chapitre suivant, en-dessous d'un certain taux, l'enrichissement de l'uranium est considéré comme une opération relevant du domaine du nucléaire civil. Ce fut alors à James Kelly, Secrétaire d'État assistant des États-Unis, qu'incomba la tâche de se rendre début octobre 2002, à Pyongyang, afin d'obtenir des clarifications de la part des autorités nord-coréennes. La stratégie américaine de négociation consistait à conditionner la reprise d'échanges de haut niveau à l'arrêt de toute activité d'enrichissement de l'uranium<sup>102</sup>. Kelly rencontra tout d'abord Kim Gye Gwan, vice-ministre des Affaires étrangères qui lui assura que la Corée du Nord ne dissimulait aucun programme d'enrichissement d'uranium et que les renseignements n'étaient que des « fabrications ». Mais lors du dernier entretien de Kelly avec Kang Sok Ju, premier vice-ministre des Affaires étrangères, ce dernier aurait admis que son pays entretenait un tel programme en raison de la politique hostile de l'administration Bush à son égard. Il aurait ajouté que l'attitude menaçante des États-Unis avait eu pour effet de rendre « nul » l'*Agreed Framework*<sup>103</sup>.

Beaucoup d'encre a coulé sur l'interprétation de la déclaration de Kang Sok Ju. Oberdorfer, qui se rendit à Pyongyang le mois suivant aux côtés de Donald Gregg, ambassadeur américain en Corée du Sud, rencontra les vice-ministres Kim et Kang qui exposèrent la stratégie récemment adoptée par le régime nord-coréen : *neither confirm nor deny*<sup>104</sup>. Kang précisa qu'il avait déclaré que la Corée du Nord « était en droit » de posséder des armes nucléaires mais que cela ne signifiait pas qu'elle en possédait effectivement. La Corée du Nord proposa malgré tout une solution dans le but de prévenir la crise qui se profilait à l'horizon :

---

<sup>102</sup> POLLACK, Jonathan D., 2003. *Op cit.*

<sup>103</sup> DEPARTMENT OF STATE. THE OFFICE OF ELECTRONIC INFORMATION, 2002. U.S.-East Asia Policy: Three Aspects. *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 11 décembre 2002. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2001-2009.state.gov/p/eap/rls/rm/2002/15875.htm> ; KELLY, James A., 2002. *Full Transcript - Asst. Sec. of State James Kelly discusses the U.S. response to North Korea's secret nuclear weapons program* [en ligne]. [PBSNewsHour]. 5 novembre 2002. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.pbs.org/newshour/show/nuclear-weapons>.

<sup>104</sup> OBERDORFER, Don, 2002. My Private Seat At Pyongyang's Table. *The Washington Post* [en ligne]. 10 novembre 2002. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2002/11/10/my-private-seat-at-pyongyangs-table/824c6e6f-4971-4784-b14c-d771b1cf49ac/>



Regretfully, the Pyongyang visit of the special envoy convinced the DPRK that the hostile attempt of the Bush administration to stifle the DPRK by force and backpedal the positive development of the situation in the Korean Peninsula and the rest of Northeast Asia has gone to the extremes.

Producing no evidence, he asserted that the DPRK has been actively engaged in the enriched uranium program in pursuit of possessing nuclear weapons in violation of the DPRK-U.S. agreed framework. [...]

Nobody would be so naive as to think that the DPRK would sit idle under such situation. That was why the DPRK made itself very clear to the special envoy of the U.S. President that the DPRK was entitled to possess not only nuclear weapon but any type of weapon more powerful than that so as to defend its sovereignty and right to existence from the ever-growing nuclear threat by the U.S.

The DPRK has neither need nor duty to explain something to the U.S. seeking to attack it if it refuses to disarm itself. [...]

Nevertheless, the DPRK, with greatest magnanimity, clarified that it was ready to seek a negotiated settlement of this issue on the following three conditions: firstly, if the U.S. recognizes the DPRK's sovereignty, secondly, if it assures the DPRK of nonaggression and thirdly, if the U.S. does not hinder the economic development of the DPRK.<sup>105</sup>

Ces déclarations étaient-elles une nouvelle stratégie de Pyongyang afin d'obtenir des compensations en échange de son retour dans le cadre des négociations ? Le cas échéant, les contreparties attendues n'étaient plus d'ordre économique mais diplomatique. Après avoir normalisé ses relations avec le Japon, présenté dans la propagande nord-coréenne comme la première puissance impérialiste et colonialiste, la Corée du Nord réclamait maintenant un pacte de non-agression de la part de la puissance impérialiste contemporaine responsable, selon elle, de la division de la nation coréenne : les États-Unis. Les incohérences idéologiques n'ont jamais embarrassé le régime nord-coréen car il s'agissait ici de poursuivre plus agressivement une stratégie visant à redonner une légitimité politique et diplomatique à la Corée du Nord qui avait réussi à écarter la Corée du Sud de tout cercle de négociation. Il est possible que Pyongyang ait estimé qu'un supposé programme

---

<sup>105</sup> KCNA, 2002. Conclusion of non-aggression treaty between DPRK and U.S. called for. *KCNA Watch* [en ligne]. 25 octobre 2002. [Consulté le 2 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003339-575177775/conclusion-of-non-aggression-treaty-between-dprk-and-u-s-called-for/>. [Souligné par l'auteur]

d'enrichissement d'uranium constituait un levier assez important pour obtenir des résultats à la hauteur de ses attentes et relancer les échanges avec Washington.

Il fallut attendre trois mois avant que la Corée du Nord ne prenne la lourde décision de se retirer du TNP. Cette hésitation indiquait-elle que, contrairement aux apparences, le régime nord-coréen avait beaucoup à perdre sur le plan économique et diplomatique en sortant du régime de non-prolifération ? En ce qui concernait l'économie, ce furent d'abord les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon qui annoncèrent le 16 novembre, la suspension de leurs livraisons de fioul lourd<sup>106</sup>. Puis, six jours plus tard, ce fut au tour du KEDO d'annoncer qu'il suspendait le projet de construction de réacteur à eau légère<sup>107</sup>. Le ministère des Affaires étrangères nord-coréen, dans un communiqué laconique, déclara alors le 12 décembre que le pays allait reprendre ses opérations et la construction de ses réacteurs nucléaires<sup>108</sup>. Après avoir renvoyé les experts de l'AIEA fin décembre, le gouvernement nord-coréen annonça officiellement le 10 janvier 2003, que son retrait du TNP serait effectif dans les vingt-quatre heures suivantes et non dans trois mois, comme prévu dans le texte, expliquant qu'il avait annoncé son retrait en juin 1993 pour la première fois et s'était rétractée la veille de son retrait officiel. À nouveau, en vertu de son « statut spécial », la Corée du Nord estimait avoir le droit de réduire le délai à un seul jour, interprétant ainsi à la lettre le texte d'un traité multilatéral pour mettre fin à un autre accord bilatéral<sup>109</sup>.

---

<sup>106</sup> KIRK, Don, 2002. Threats and Responses: Seoul; Korea Leader Backs Plan To Block Oil To the North. *The New York Times* [en ligne]. 16 novembre 2002. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2002/11/16/world/threats-and-responses-seoul-korea-leader-backs-plan-to-block-oil-to-the-north.html>

<sup>107</sup> Le KEDO (*Korean Energy Development Organization*) était une organisation multilatérale créée par l'*Agreed Framework* afin de financer et construire les réacteurs nucléaires prévus par l'accord. Voir KEDO, 2002. KEDO Executive Board Meeting. *KEDO News* [en ligne]. 21 novembre 2002. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : [http://www.kedo.org/news\\_detail.asp?NewsID=25](http://www.kedo.org/news_detail.asp?NewsID=25)

<sup>108</sup> KCNA, 2002. DPRK Gov't to immediately resume operation and constr. of its nuclear facilities. *KCNA Watch* [en ligne]. 13 décembre 2002. [Consulté le 4 avril 2002]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003497-804473735/dprk-govt-to-immediately-resume-operation-and-constr-of-its-nuclear-facilities/>

<sup>109</sup> KCNA, 2003. Statement of DPRK Government on its withdrawal from NPT. *KCNA Watch* [en ligne]. 10 janvier 2003. [Consulté le 22 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003631-225477096/statement-of-dprk-government-on-its-withdrawal-from-npt/>

### 1.3.2. Les Pourparlers à six, une solution multilatérale par défaut ? (2004-2005)

La décision de la Corée du Nord de se retirer du TNP résultait d'un calcul coût-bénéfices : le coût économique et stratégique des restrictions imposées au développement de son programme nucléaire et balistique par l'*Agreed Framework* était supérieur aux bénéfices diplomatiques résultant du respect du régime de non-prolifération. Pourtant la Corée du Nord laissa une porte ouverte dans le cadre de sa déclaration du 10 janvier 2003 :

Though we pull out of the NPT, we have no intention to produce nuclear weapons and our nuclear activities at this stage will be confined only to peaceful purposes such as the production of electricity.

If the U.S. drops its hostile policy to stifle the DPRK and stops its nuclear threat to the DPRK, the DPRK may prove through a separate verification between the DPRK and the U.S. that it does not make any nuclear weapon.<sup>110</sup>

Il restait donc à la communauté internationale une mince fenêtre afin de faire revenir la Corée du Nord dans le TNP ou bien pour négocier *a minima* des inspections garantissant un taux d'enrichissement de l'uranium conforme aux normes du nucléaire civil. Nous allons nous intéresser à la stratégie de négociation employée par le régime nord-coréen afin de tirer parti des trois années écoulées entre cette déclaration de modération et son premier essai nucléaire.

Malgré l'assurance de la part du gouvernement nord-coréen que ses réacteurs nucléaires seraient exploités à des fins uniquement pacifiques, en mars 2003, la Représentation permanente de la RPDC auprès des Nations unies fit passer un message à Donald Gregg, ambassadeur américain à Séoul : si le dialogue bilatéral ne reprenait pas, le pays était prêt à lancer un missile multi-étages, en plus d'accélérer le processus d'enrichissement de l'uranium<sup>111</sup>. Début avril, les États-Unis n'ayant pas donné suite à ces sollicitations, Pyongyang, citant l'exemple de la guerre en Irak, fit mention pour la première fois de son intention d'acquérir une « force de dissuasion physique » (물리적 억제력, mullijök ökcheryök) et une « puissante force de dissuasion militaire » (막강한 군사적억제, makkanghan

---

<sup>110</sup> *Ibid.* [Souligné par l'auteur]

<sup>111</sup> POLLACK, Jonathan D., 2003. *Op cit.*

kunsajök ökcheryök) afin de protéger le pays<sup>112</sup>. La détermination de la Corée du Nord à acquérir l'arme nucléaire ne laissait plus de place au doute. Pourtant, l'administration Bush n'était pas encline à céder à ce qu'elle considérait comme un chantage et évitait donc tout dialogue bilatéral<sup>113</sup>. Mais Pyongyang n'envisageait pas d'autre solution, comme par exemple porter l'éventuelle question de la dénucléarisation devant un forum multilatéral :

The U.S. is talking about multilateral talks. But it is becoming clear that the U.S. loudmouthed multilateral talks are not aimed to settle the nuclear issue peacefully but to cover up its moves to isolate and stifle the DPRK.

Dialogue and pressure can never go together.

The U.S. hostile policy toward the DPRK has reached its height, it is using the multilateral talks as a smokescreen to cover up a war without gunfire [...].<sup>114</sup>

En dépit du refus catégorique de Pyongyang de participer à un dialogue multilatéral, les tractations entre Washington et Pékin parvinrent à ramener la RPDC à la table des négociations. La combinaison, d'une part, de la posture militariste des États-Unis dans la région Asie-Pacifique et au Moyen-Orient, et d'autre part, des efforts de la Chine pour intégrer la RPDC dans un dialogue trilatéral en avril suivi d'actions plus coercitives de Pékin comme la suspension de la livraison de fioul durant trois jours<sup>115</sup>, eurent raison de Pyongyang qui accepta de participer aux Pourparlers à six qui s'ouvrirent en août 2003. Mais il est nécessaire de garder à l'esprit que le recours à un forum était la solution trouvée par Washington afin d'éviter de donner à Pyongyang un avantage trop important en acceptant un sommet bilatéral.

---

<sup>112</sup> KCNA, 2003. 조선중앙통신사 상보 조선반도의 비핵화과정을 파탄시킨 미국을 고발 [Chosŏnjug'angt'ongsinsa sangbo chosŏnbandoüi pihækhwagwajöng'ül p'at'ansik'in migugül kobal / Un rapport de la KCNA accuse les États-Unis de chercher à faire échouer le processus de dénucléarisation de la péninsule coréenne]. *KCNA* [en ligne]. 13 mai 2003. [Consulté le 16 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2003/05/05-13/2003-05-13-001.html>

<sup>113</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op. cit.*, p. 397-398 ; PRITCHARD, Charles L., 2007. *Failed Diplomacy: The Tragic Story of How North Korea Got the Bomb*. Washington, D.C.: Brookings Institution, p. 57-60.

<sup>114</sup> KCNA, 2003. DPRK to put spurs to increasing its nuclear deterrent force for self-defence. *KCNA Watch* [en ligne]. 19 juin 2003. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003702-421866391/dprk-to-put-spurs-to-increasing-its-nuclear-deterrent-force-for-self-defence/>

<sup>115</sup> WATTS, Jonathan, 2003. China cuts oil supply to North Korea. *The Guardian* [en ligne]. 1 avril 2003. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/world/2003/apr/01/northkorea.china>

Les Pourparlers à six réunirent la Chine, le Japon, les États-Unis, la Russie et les deux Corées au cours de six *rounds* de négociations de 2003 à 2009. Mais Ouellette observe que la réunion inaugurale manquait déjà de substance, de points d'accords concrets et de convergence d'intérêts entre les différentes parties<sup>116</sup>. Il est vrai que malgré les propositions avancées en matière de gel puis de démantèlement du programme nucléaire nord-coréen, les deuxième et troisième *rounds* ne donnèrent lieu à aucune déclaration conjointe, par manque de consensus. Ces lacunes furent exploitées par Corée du Nord qui poursuivit le développement de son programme nucléaire et annonça en février 2005, à la veille du quatrième *round*, qu'elle suspendait sa participation, étant à présent en possession de l'arme nucléaire<sup>117</sup>. Paradoxalement, le communiqué se conclut par une annonce selon laquelle la Corée du Nord restait ouverte au dialogue et que son but restait la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Elle répondit donc présente lors de l'ouverture du quatrième *round* de négociations en juillet, encouragée par l'assurance des États-Unis qu'ils n'avaient aucune intention d'envahir le territoire nord-coréen<sup>118</sup>. Pour la première fois, les six pays publièrent une déclaration conjointe qui « réaffirm[ait] que le but des Pourparlers à six [était] la dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne »<sup>119</sup>. Le droit de la Corée du Nord de disposer d'un programme nucléaire civil lui fut reconnu ainsi que la livraison d'un réacteur à eau légère « au moment opportun ». Mais, étonnamment, le même jour, lors de la dernière session du quatrième *round*, le Secrétaire d'État assistant américain, Christopher Hill, annonça que les États-Unis « soutenaient la décision de mettre fin au KEDO d'ici la fin de l'année »<sup>120</sup>. Et le lendemain, la Corée du Nord fut visée par des sanctions du Département

---

<sup>116</sup> OUELLETTE, Dean J., 2013. North Korea's Perception of Multilateralism. *North Korean Studies Review*. 2013. Vol. 16, n° 3, pp. 145-213.

<sup>117</sup> KCNA, 2005. DPRK FM on Its Stand to Suspend Its Participation in Six-party Talks for Indefinite Period. *KCNA Watch* [en ligne]. 11 février 2005. [Consulté le 7 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452005410-802594470/dprk-fm-on-its-stand-to-suspend-its-participation-in-six-party-talks-for-indefinite-period/>

<sup>118</sup> DEPARTMENT OF STATE. THE OFFICE OF ELECTRONIC INFORMATION, 2005. U.S. Opening Statement at the Fourth Round of Six-Party Talks. *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 26 juillet 2005. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2001-2009.state.gov/p/eap/rls/rm/2005/50510.htm>

<sup>119</sup> DEPARTMENT OF STATE. THE OFFICE OF ELECTRONIC INFORMATION, 2005. Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks Beijing, September 19, 2005. *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 19 septembre 2005. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2001-2009.state.gov/r/pa/prs/ps/2005/53490.htm>

<sup>120</sup> DEPARTMENT OF STATE. THE OFFICE OF ELECTRONIC INFORMATION, 2005. Assistant Secretary of State Christopher R. Hill's Statement at the Closing Plenary of the Fourth Round of the Six-Party

du Trésor américain contre la *Banco Delta Asia*, soupçonnée de blanchiment d'argent destiné à financer les activités illégales du régime nord-coréen. Toutes les institutions traitant avec la banque seraient également considérées comme en infraction, en vertu du *Patriot Act* adopté après les attentats du 11 septembre<sup>121</sup>. La banque fut à nouveau la cible des autorités américaines en 2006, ce qui freina le déroulement des négociations et précipita la Corée du Nord dans l'ère nucléaire.

### 1.3.3. L'entrée de la Corée du Nord dans l'ère nucléaire : négociier en tant qu'État du seuil (2006-aujourd'hui)

La stagnation des négociations internationales dans le cadre des Pourparlers à six eut pour effet de laisser à la Corée du Nord le champ libre afin de développer son programme nucléaire et balistique. De plus, après deux mandats, George W. Bush laissa sa place à Barack Obama qui mit en œuvre sa stratégie de « patience stratégique » qui, selon certains observateurs, était synonyme de passivité face aux signaux inquiétants lancés par la Corée du Nord<sup>122</sup>. Nous avons retracé en détail l'historique des essais nucléaires et balistiques nord-coréens dans le chapitre suivant, nous tenterons donc d'éviter que nos propos soient redondants.

À ce jour la Corée du Nord reste le seul pays à avoir testé une bombe nucléaire au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Elle a procédé à six essais nucléaires entre 2006 et 2017 ainsi que plus

---

Talks. *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 19 septembre 2005. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2001-2009.state.gov/r/pa/prs/ps/2005/53499.htm>

<sup>121</sup> U.S. DEPARTMENT OF THE TREASURY PRESS CENTER, 2005. Treasury Designates Banco Delta Asia as Primary Money Laundering Concern under USA Patriot Act. *U.S. Department of the Treasury* [en ligne]. 15 septembre 2005. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/pages/js2720.aspx>

<sup>122</sup> AHN, Taehyung, 2012. Patience or Lethargy? U.S. Policy toward North Korea under the Obama Administration. *North Korean Review*. 2012. Vol. 8, n° 1, pp. 67-83. ; GOODBY, James E. et GROSS, Donald, 2010. Strategic Patience Has Become Strategic Passivity. *Brookings* [en ligne]. 22 novembre 2010. [Consulté le 3 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.brookings.edu/articles/strategic-patience-has-become-strategic-passivity/> ; WIT, Joel S. et TOWN, Jenny, 2011. Strategic Patience Is Strategic Blunder. *Foreign Policy* [en ligne]. 16 juin 2011. [Consulté le 3 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://foreignpolicy.com/2011/06/16/strategic-patience-is-strategic-blunder/>

de 140 tests de lancements de missiles balistiques sur la même période<sup>123</sup>. La croissance de l'arsenal nucléaire et balistique nord-coréen ne fut pas seulement quantitatif mais également qualitatif : en 2017, la Corée du Nord a affirmé avoir testé non pas une bombe à fission dite « bombe A » nucléaire mais une bombe à fusion nucléaire dite « bombe H »<sup>124</sup>. En ce qui concerne les technologies balistiques, la dernière innovation en date est le développement d'un missile de longue portée « hypersonique » nommé *Hwasong-8*, qui pourrait constituer un nouveau vecteur pour une ogive nucléaire<sup>125</sup>. La Corée du Nord semble avoir définitivement tourné la page du TNP et a affiché son intention de ne plus employer son programme nucléaire et balistique comme « monnaie d'échange », au moins du point de vue rhétorique<sup>126</sup>. Nous nous intéresserons particulièrement aux récents développements des négociations au sujet de la dénucléarisation de la péninsule coréenne et à la « *summit diplomacy* » engagée par Kim Jong Un à partir de 2017 afin de convaincre la communauté internationale d'accepter une nouvelle réalité, c'est-à-dire que la Corée du Nord est un État doté *de facto* de l'arme nucléaire.

La Corée du Nord a développé une stratégie consistant à faire monter les enchères avant d'ouvrir la porte aux négociations. Mais au fil des négociations, leur objet est devenu de plus en plus important : au début des années 1990, les négociations portaient sur le développement d'un programme nucléaire civil sous l'égide d'une organisation internationale ; puis lors des Pourparlers à six au début des années 2000, il s'agissait de négocier l'abandon de son programme nucléaire militaire ; et enfin, plus récemment, en

---

<sup>123</sup> CSIS, 2017. North Korean Missile Launches & Nuclear Tests: 1984-Present. *CSIS Missile Threat* [en ligne]. 20 avril 2017. [Consulté le 9 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://missilethreat.csis.org/north-korea-missile-launches-1984-present/>

<sup>124</sup> 38 NORTH, 2017. Sixth Nuclear Test Detected at Punggye-ri, Declared to be a Hydrogen Bomb. *38 North* [en ligne]. 3 septembre 2017. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2017/09/nuke090317/>

<sup>125</sup> VAN DIEPEN, Vann H., 2022a. Another North Korean “Hypersonic” Missile? *38 North* [en ligne]. 7 janvier 2022. [Consulté le 9 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2022/01/another-north-korean-hypersonic-missile/>; VAN DIEPEN, Vann H., 2022b. Implications of the Second Launch of North Korea's Second “Hypersonic” Missile. *38 North* [en ligne]. 18 janvier 2022. [Consulté le 20 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2022/01/implications-of-the-second-launch-of-north-koreas-second-hypersonic-missile/>; ZWIRKO, Colin, 2022. Kim Jong Un guided North Korea's third « hypersonic » missile test: state media. *NKNews* [en ligne]. 12 janvier 2022. [Consulté le 15 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2022/01/kim-jong-un-guided-north-koreas-third-hypersonic-missile-test-state-media/>

<sup>126</sup> KCNA, 2018. End of War Is Not A Gift: KCNA Commentary. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 octobre 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1559117062-895287416/end-of-war-is-not-a-gift-kcna-commentary/>

2018, le démantèlement des sites d'essais nucléaires et le développement de missiles intercontinentaux ont constitué leur enjeu majeur. On remarque que la Corée du Nord repousse au fur et à mesure les limites fixées par la communauté internationale qui peine à mettre un frein au développement de son programme nucléaire et balistique. Après l'échec des derniers sommets entre les États-Unis et la Corée du Nord, on peut s'interroger sur l'objet des futures négociations et à quelles conditions la Corée du Nord pourrait accepter de revenir à la table des négociations.

De Kim Il Sung à Kim Jong Un, les dirigeants nord-coréens ont su naviguer les eaux troubles des relations internationales en exploitant les failles des institutions et des pays afin d'acquérir un statut *sui generis* dans le régime mondial de non-prolifération. Face aux diverses stratégies de coopération ou de conflit adoptées tour à tour par la Corée du Nord, la communauté internationale a peiné à conjuguer ses efforts en vue du but commun de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. La peur de Séoul de manquer à l'appel, les rivalités entre « *hawks* » et « *doves* » américains, l'objectif de stabilité de la péninsule coréenne poursuivi par la Chine ainsi que les tractations entre le Conseil des gouverneurs de l'AIEA et le Conseil de sécurité de l'ONU sont autant de cercles décisionnels concurrents qui n'ont souvent pas su se coordonner. En contraste, nous étudierons dans le chapitre suivant comment la Corée du Sud a su tisser des liens avec d'autres pays réfractaires au régime international de non-prolifération afin de développer un arsenal nucléaire et balistique lui permettant de sanctuariser son territoire national.





## 2. L'avènement d'une force de dissuasion nucléaire nord-coréenne : d'un programme nucléaire civil à une menace de frappe nucléaire crédible

En 1993, au milieu de la première crise nucléaire, le président Clinton déclara sur le plateau de la chaîne télévisée NBC : « La Corée du Nord ne doit pas être autorisée à développer une bombe nucléaire »<sup>1</sup>. Les mots frappèrent les esprits mais, la réalité était bien plus complexe. La maîtrise de l'arme nucléaire n'est que le résultat final d'un processus qui comporte de nombreux aspects techniques. En effet, parler d'« arme nucléaire » omet les étapes de développement d'un « programme nucléaire ». Un tel programme implique de maîtriser des opérations telles que l'enrichissement de l'uranium, le retraitement du combustible irradié, la construction d'une chaîne de production d'armes de destruction massive ou encore la miniaturisation de la bombe nucléaire afin d'obtenir une ogive nucléaire assez légère pour être montée sur un vecteur. Les missiles balistiques destinés à être des vecteurs d'ogives nucléaires constituent ainsi un autre enjeu majeur pour un pays ayant pour ambition de devenir une puissance nucléaire. La portée des missiles balistiques joue en effet un rôle central car elle permet à un pays de passer de la sanctuarisation de son territoire, à l'agression d'un territoire ennemi grâce à la force de projection que représentent les missiles. Plusieurs aspects supplémentaires sont à prendre en considération comme par exemple la capacité de la charge utile – c'est-à-dire la partie du missile contenant l'ogive nucléaire – à pénétrer l'atmosphère sans se désintégrer. Ce sont précisément tous ces

---

<sup>1</sup> HOLMES, Steven A., 1993. Clinton Warns North Korea Against Building Atom Bomb. *The New York Times*. New York, NY, 8 novembre 1993.

différents aspects que nous nous proposons d'analyser au cours de ce chapitre afin de déterminer avec précision les capacités de la Corée du Nord. Malgré le manque de transparence de Pyongyang sur les données chiffrées relatives à son programme nucléaire et balistique, nous avons procédé par recoupements de plusieurs sources différentes afin de dresser un état des lieux détaillé des capacités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord. Parmi les sources principales mobilisées, nous pouvons citer les travaux de J. Bermudez et S. Hecker, qui font partie des rares experts internationaux ayant eu accès aux installations nucléaires nord-coréennes et dont les analyses sont disponibles en sources ouvertes<sup>2</sup>. En ce qui concerne les prémices du programme nucléaire nord-coréen, nous avons eu recours aux recherches d'Alexandre Mansourov qui a eu accès aux archives soviétiques et ainsi obtenu des informations sur les technologies nucléaires fournies à par Moscou à Pyongyang<sup>3</sup>. De plus, il faut souligner que les chercheurs sud-coréens se fondent également sur ces travaux des experts internationaux car ils n'ont pas l'autorisation de se rendre en territoire nord-coréen et ne disposent que d'accès limités s'agissant de ressources en langues étrangères<sup>4</sup>.

On peut dès lors s'interroger sur les stratégies mises en place par le pays afin de parvenir en quelques décennies à la maîtrise de l'arme nucléaire ainsi que de vecteurs potentiellement capables d'atteindre le territoire américain. Comment la Corée du Nord a-t-elle acquis le savoir-faire et les ressources technologiques nécessaires au développement de son programme nucléaire et balistique ? Le programme nucléaire nord-coréen était-il, dès son origine, destiné à des fins militaires ou bien la stratégie nucléaire du pays a-t-elle connu des changements ? Et dans quelle mesure est-il encore possible d'induire aujourd'hui un changement de stratégie de la part de la Corée du Nord afin de progresser dans le cadre des négociations sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne ?

---

<sup>2</sup> BERMUDEZ, Joseph S., 2017. *Overview of North Korea's NBC Infrastructure*. Washington, D.C. US-Korea Institute, Johns Hopkins-SAIS. ; HECKER, Siegfried S., 2017. What I Found in North Korea. Foreign Affairs [en ligne]. 9 août 2017. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/northeast-asia/2010-12-09/what-i-found-north-korea>

<sup>3</sup> MANSOUROV, Alexandre Y., 1995. The origins, evolution, and current politics of the North Korean nuclear program. *The Nonproliferation Review*. septembre 1995. Vol. 2, n° 3, pp. 25-38.

<sup>4</sup> KIM, Bo-mi, 2019. 북한 핵프로그램의 시작과 성장: 1950-1960년대를 중심으로 [pukhan haekp'uroguraemü sijakkwa söngjang: ch'öngubaegospich'angubaegyusipnyöndaerül chungsimüro / Débuts et développement du programme nucléaire nord-coréen: Focus sur les années 1950-1960]. *Unification Policy Studies*. 2019. Vol. 28, n° 1, pp. 183-208. ; KIM, Dong-soo, AHN, Jin-soo, LEE, Dong-hoon et JEON, Eun-joo, 2013. 제2-02361호 : 2013년 북한 핵프로그램 및 능력 평가 [ich'önsipsamnyön pukhan haekp'uroguraem mit nüngnyök p'yöngga / Le programme nucléaire nord-coréen en 2013, évaluation des capacités]. Seoul : Korea Institute for National Unification.

Nous verrons tout d'abord que le programme nucléaire nord-coréen a bénéficié à la fois des ressources en minerai d'uranium de son territoire et de l'aide de pays étrangers dans le domaine scientifique afin de débiter le développement d'un programme nucléaire (1). Puis nous nous intéresserons au développement de son programme balistique, enjeu majeur dans le cadre de la dénucléarisation de la péninsule coréenne (2). Cependant, les données que nous possédons aujourd'hui comportent des inconnues, qui doivent d'être prises en compte afin d'obtenir une vue d'ensemble des enjeux relatifs aux capacités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord (3).

## **2.1. GENÈSE ET ÉVOLUTION DU PROGRAMME NUCLÉAIRE : D'UN RÉACTEUR SOVIÉTIQUE À LA BOMBE NUCLÉAIRE**

Dans son discours, la Corée du Nord présente son programme nucléaire comme une réalisation entièrement due au travail des scientifiques nord-coréens<sup>5</sup>. Du point de vue des ressources naturelles, il est vrai que la Corée du Nord possédait des atouts pour développer un programme nucléaire en raison de ses gisements d'uranium. Mais elle avait besoin de l'aide fournie par les puissances étrangères ayant réussi à développer un programme nucléaire. La Corée du Nord, malgré son attachement au principe d'indépendance et d'autosuffisance, a donc mis de côté son idéologie dans le cadre de l'acquisition de technologies nucléaires étrangères. Nous allons observer dans quelle mesure la Corée du Nord était dépendante de cette aide étrangère tant sur le plan technologique que financier. Le développement du programme nucléaire nord-coréen s'est effectué en deux temps : tout d'abord, la recherche de savoir-faire et la formation de ses scientifiques ; puis, l'acquisition du matériel nécessaire au lancement de son programme nucléaire.

---

<sup>5</sup> KCNA, 2017. 《화성-15》형시험발사대성공소식에 접한 조선인민의 환희 [hwasŏng-sibo hyŏngsihŏmbalsadaesŏnggongsosige chŏphan chosŏninminŭi hwanhŭi / Les citoyens nord-coréens accueillent avec joie la nouvelle de la réussite du test du missile Hwasong-15]. *KCNA* [en ligne]. 29 novembre 2017. [Consulté le 3 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/11/11-29/2017-1129-020.html>

### 2.1.1. L'élaboration d'une stratégie de production nationale de matière fissile

L'une des raisons pouvant expliquer la difficulté des organisations internationales à déceler le développement – ou non – d'un programme nucléaire militaire dans un pays peut s'expliquer par le fait que nucléaire civil et nucléaire militaire ne sont que les deux faces d'une même pièce. Le pivot central entre usage civil et usage militaire se trouve dans deux processus clés : l'enrichissement de l'uranium et le retraitement des déchets nucléaires. Tout d'abord, la matière première essentielle au démarrage d'un programme nucléaire est le minerai d'uranium. Or, la Corée du Nord est favorisée par la géographie de la péninsule coréenne : sous la dynastie Chosŏn (1392-1897), la partie méridionale était considérée comme le grenier à riz du royaume tandis que le sous-sol de la partie septentrionale était connu pour sa richesse minérale. Dans les années 1960, deux experts soviétiques avaient déclaré à l'Ambassadeur de l'Union soviétique à Pyongyang, après des opérations de prospection des sous-sols nord-coréens, que l'uranium était « rare » et que l'extraction ainsi que le traitement du minerai serait extrêmement coûteux pour la Corée du Nord<sup>6</sup>. Plus récemment, des estimations très différentes ont été publiées par des experts internationaux : d'après l'Institut Nautilus, qui cite des contacts personnels nord-coréens et chinois comme source, les gisements d'uranium s'élèveraient à 26 millions de tonnes. Toutefois, selon le ministère de l'Unification sud-coréen et les experts de l'université américaine Johns Hopkins, sur ces 26 millions de tonnes, seuls 4 millions pourraient être exploités à des fins d'extraction<sup>7</sup>. La Corée du Nord quant à elle, garde le secret sur la quantité et la qualité d'uranium qu'elle possède. Au regard de ses multiples essais nucléaires, il est permis de penser qu'elle est parvenue à l'autosuffisance en ce qui concerne la production d'uranium par sa détermination à développer sans cesse ses capacités dans le domaine de la prospection, de l'extraction et de la concentration d'uranium. Récemment, la Corée du Nord a notamment tenu à rappeler à ses interlocuteurs étrangers le peu d'effets des sanctions

---

<sup>6</sup> Conversation between Soviet Ambassador in North Korea Vasily Moskovsky and Soviet Specialists in North Korea, 1963. *Wilson Center Digital Archive* [en ligne]. [Consulté le 4 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/110611>

<sup>7</sup> BERMUDEZ, Joseph S., 2017. *Op. cit.*, p. 26 ; YOON, Edward, 2011. *Status and Future of the North Korean Minerals Sector*. San Francisco, CA. Nautilus Institute for Security and Sustainability, p. 21 ; BERGER, Andrea, 2014. What lies beneath: North Korea's uranium deposits. *NK News* [en ligne]. 28 août 2014. [Consulté le 4 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2014/08/what-lies-beneath-north-koreas-uranium-deposits/>

internationales sur le développement de son programme nucléaire étant donné que la matière première nécessaire est présente en quantité suffisante sur son territoire<sup>8</sup>.

La principale mine d'uranium nord-coréenne se situe à Pyongsan, dans la province du Hwanghae du Nord, et une usine de concentration a été construite à proximité afin de traiter le minerai d'uranium et le transformer en combustible. L'usine a été portée à la connaissance de la communauté internationale lorsque la Corée du Nord l'a déclarée dans son rapport soumis à l'AIEA en 1992. Le rapport mentionnait également la mine de Wölbisan, dans la province du Kangwŏn, ainsi qu'une seconde usine de concentration à Pakchon dans la province du Phyŏngan du Nord mais cette dernière ne semble plus avoir conduit d'opération de production de *yellowcake* depuis septembre 2002<sup>9</sup>. L'usine de concentration Pakchon était historiquement la première de ce type, ayant été construite à la fin des années 1970 selon les témoignages de réfugiés nord-coréens de haut niveau<sup>10</sup>. Les observations satellitaires donnent à penser qu'il existerait d'autres usines de concentration et des mines destinées à l'extraction d'uranium à travers le pays, à Chol-san ou Sunchon, mais peu de chiffres sont disponibles quant à leur production<sup>11</sup>. Malgré notre connaissance certaine de la mine de Pyongsan et ses installations, il reste difficile d'estimer la quantité d'uranium enrichi que la Corée du Nord a pu produire à partir du minerai extrait. En effet, à l'état naturel, l'uranium est composé à 99,3% de l'isotope 238 de l'uranium (U-238) qui est une matière fertile, et à 0,7% de l'isotope 235 de l'uranium (U-235) qui est une matière fissile. La réaction recherchée à la fois dans le cadre d'un programme nucléaire civil et dans la fabrication d'une bombe A, dite « bombe à fission » est, précisément, la fission du noyau de l'atome. L'isotope 235 de l'uranium étant une matière fissile, il s'agit donc de l'élément essentiel d'un programme nucléaire. En raison du peu de données disponibles à propos du nombre de mines d'uranium nord-coréennes et de la quantité de minerai extrait, les informations concernant cet élément essentiel sont imprécises, ce qui constitue une lacune importante dans la stratégie de négociation des acteurs extérieurs. Le fait que la Corée du Nord parvienne à garder secrètes ces installations malgré les images satellites et les

---

<sup>8</sup> BERGER, Andrea, 2014. *Op. cit.*

<sup>9</sup> BERMUDEZ, Joseph S. et CHA, Victor, 2019. Pakchon Uranium Concentrate Pilot Plant. *CISIS Beyond Parallel* [en ligne]. 21 août 2019. [Consulté le 4 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://beyonddparallel.csis.org/pakchon-uranium-concentrate-pilot-plant/>

<sup>10</sup> MANSOUROV, Alexandre Y., 1995. *Op. cit.*

<sup>11</sup> BERMUDEZ, Joseph S., 2017. *Op. cit.*

témoignages de transfuges nord-coréens indique leur caractère hautement stratégique ainsi que la capacité de la Corée du Nord à conserver le contrôle sur la diffusion de ces informations sensibles.

Le procédé majoritairement utilisé afin d'enrichir l'uranium est l'ultracentrifugation. Après avoir été extrait des gisements et concentré en une poudre appelée « *yellowcake* », l'uranium subit plusieurs transformations chimiques afin d'être converti en composé gazeux appelé fluorure d'uranium (UF<sub>6</sub>). L'UF<sub>6</sub> est ensuite introduit dans une centrifugeuse qui, grâce à sa rotation à très grande vitesse, va séparer les isotopes 238 et 235. En raison de la différence de poids entre les deux isotopes l'U-238 est projeté à la périphérie tandis que l'U-235 reste au centre de la centrifugeuse, et est aspiré vers une autre centrifugeuse qui va effectuer la même opération. L'installation en cascade des centrifugeuses permet de répéter l'opération jusqu'à ce que la concentration du gaz en U-235 nécessaire soit atteinte. Cette opération est clé car pour les besoins de la recherche, il est possible d'enrichir l'uranium jusqu'à 19,5%, c'est notamment le seuil que la Corée du Nord a dû respecter au début du développement de son programme dans les réacteurs de recherche fournis par Moscou. Mais si l'enrichissement dépasse 20%, l'uranium est considéré comme hautement enrichi ou HEU (*Highly Enriched Uranium*) d'après les conventions internationales. Lorsque la concentration en U-235 est supérieure à 80% et atteint jusqu'à 99%, on considère que l'uranium est de qualité militaire et peut entrer dans la composition d'armes de destruction massive. Ainsi, nous pouvons constater qu'un programme nucléaire civil peut dissimuler un emploi militaire car les opérations techniques sont similaires, ce n'est que le franchissement du seuil d'enrichissement à hauteur de 20% qui différencie le premier du second. Certains États peuvent dès lors décider de fournir à la communauté internationale des garanties concernant le respect du seuil d'enrichissement de l'uranium à un moment donné, lors d'une inspection de l'AIEA, par exemple, puis continuer le processus d'enrichissement afin d'obtenir un combustible destiné à un usage militaire par la suite. Les usines d'enrichissement de l'uranium font donc partie des sites particulièrement sensibles comme nous pourrons l'observer dans le cadre des relations mouvementées entre l'AIEA et la Corée du Nord.

En 2010, la Corée du Nord ouvrit le site de Yongbyon au Dr. Siegfried Hecker, ancien directeur du *Los Alamos National Laboratory* dans le cadre d'une visite destinée à révéler l'avancement du programme nucléaire nord-coréen quelques années après son retrait du TNP. Hecker eut accès à une nouvelle usine d'enrichissement contenant 2 000

centrifugeuses. En fonctionnant à plein régime, ces centrifugeuses pouvaient produire 1,8 tonne d'uranium faiblement enrichi par an<sup>12</sup>. Mais cette quantité n'était pas suffisante pour procéder à la fabrication d'uranium hautement enrichi. En 2013, la Corée du Nord procéda à des travaux d'agrandissement de l'usine afin d'en doubler la surface et donc, le nombre de centrifugeuses<sup>13</sup>. Puis, en 2021, ses images satellites mirent à jour de nouveaux travaux de construction sur l'usine dont les dimensions indiquaient que la Corée du Nord avait entrepris d'ajouter 1 000 centrifugeuses supplémentaires, ce qui porterait le nombre total de centrifugeuses à 5 000<sup>14</sup>. L'ajout de ces nouvelles centrifugeuses augmenterait de 25 % la capacité de l'usine à produire de l'uranium hautement enrichi. À ce jour, on estime que la Corée du Nord aurait produit environ 540 kg d'UHE, enrichi à 90 %<sup>15</sup>. De plus, selon le rapport de la *RAND Corporation*, outre ses installations sur le site de Yongbyon, le pays posséderait trois autres usines d'enrichissement de l'uranium qui contiendraient respectivement : 8 000 centrifugeuses à Kangson, 10 000 centrifugeuses à Bungang et la dernière usine abriterait un nombre inconnu de centrifugeuses à Sowi-ri<sup>16</sup>. Même sans prendre en considération le dernier site à Sow-ri, il serait possible que la Corée du Nord réussisse à produire environ 352 kg d'UHE par an grâce à ces installations nucléaires. Selon Hecker, les installations détectées à Kangson ne seraient pas destinées à l'enrichissement d'uranium mais il estime que le pays serait tout de même en mesure de produire jusqu'à 175 kg d'UHE par an<sup>17</sup>. Il est difficile d'obtenir des données précises dans ce domaine mais

---

<sup>12</sup> HEINONEN, Olli, 2011. North Korea's Nuclear Enrichment: Capabilities and Consequences. *38 North* [en ligne]. 22 juin 2011. [Consulté le 17 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2011/06/heinonen062211/>

<sup>13</sup> HEINONEN, Olli, 2021. Development of the Yongbyon Uranium Enrichment Plant Between 2009 and 2021. *38 North* [en ligne]. 16 juillet 2021. [Consulté le 17 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/07/development-of-the-yongbyon-uranium-enrichment-plant-between-2009-and-2021/>

<sup>14</sup> LEWIS, Jeffrey, POLLACK, Joshua et SCHMERLER, David, 2021. North Korea Expanding Uranium Enrichment Plant at Yongbyon. *Arms Control Wonk* [en ligne]. 14 septembre 2021. [Consulté le 17 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrolwonk.com/archive/1213420/yongbyon-enrichment-plant/>

<sup>15</sup> HEINONEN, Olli, 2021. *Op. cit.*

<sup>16</sup> BENNETT, Bruce W., CHOI, Kang, GO, Myong-Hyun, BECHTOL, Bruce E., PARK, Jiyoung, KLINGNER, Bruce et CHA, Du-Hyeong, 2021. *Countering the risks of North Korean nuclear weapons*. Santa Monica, CA : RAND Corporation. Perspectives, PE-A1015-1.

<sup>17</sup> NORTH, 38, 2021. Estimating North Korea's Nuclear Stockpiles: An Interview With Siegfried Hecker. *38 North* [en ligne]. 30 avril 2021. [Consulté le 17 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/04/estimating-north-koreas-nuclear-stockpiles-an-interview-with-siegfried-hecker/>



ces informations mettent en évidence la rapidité avec laquelle la Corée du Nord a développé sa capacité à produire de l'UHE.

Si le processus d'enrichissement de l'uranium nécessite d'avoir recours au minerai d'uranium, présent à l'état naturel dans les mines, le retraitement des déchets nucléaires constitue un autre processus clé surveillé de près par les instances internationales. Il est en effet possible d'acquérir du plutonium à partir de combustible irradié, c'est-à-dire des barres de combustible usagées, qui ont été retirées des réacteurs nucléaires. Le plutonium n'existe pas dans la nature, il s'agit d'une matière fissile qui se crée quand l'isotope U-238 est bombardé par des neutrons : lorsque l'U-238 « capture » un neutron, il transmute pour devenir du plutonium 239 (Pu-239). Le Pu-239 étant une matière fissile, il peut non seulement servir à créer une bombe nucléaire mais il faut savoir aussi qu'à énergie égale, il faut trois à cinq fois moins de plutonium que d'uranium enrichi pour réaliser une arme nucléaire<sup>18</sup>. On comprend donc la valeur du combustible irradié et l'importance que revêt l'opération de retraitement des déchets nucléaires. Le combustible irradié se compose généralement de 95% d'uranium, 4% de déchets ultimes non valorisables et 1% de plutonium. D'après les réglementations internationales, un État est autorisé à exploiter l'uranium et le plutonium de ce combustible irradié pour créer un nouveau combustible appelé MOX (Mélange d'Oxydes ou *Mixed OXides*)<sup>19</sup>. Mais, encore une fois, sous couvert d'élaborer du MOX, il est possible de procéder à la place à l'enrichissement du plutonium. La proportion de l'isotope 239 doit alors être augmentée à hauteur d'environ 93% afin d'obtenir du plutonium de qualité militaire. Le détournement du plutonium à des fins militaires lors du processus de retraitement des déchets nucléaires peut donc permettre à un État d'acquérir l'arme nucléaire ayant l'apparence d'un programme nucléaire civil.

S'agissant des capacités de la Corée du Nord en matière de retraitement de déchets nucléaires, dans les années 1980, le pays a construit une usine nommée *Yongbyon Radiochemical Laboratory* (북한영변 방사화학연구소, pukhanyŏngbyŏn pangsahwahagyŏnguso). Malgré cette appellation, le rôle de cette installation est bien de retraiter les barres de combustible usées du réacteur de 5 mégawatts du site de Yongbyon. Depuis son retrait du

---

<sup>18</sup> TERTRAIS, Bruno, 2008. *L'arme nucléaire*. Édition du Kindle. Paris : Presses Universitaires de France, chapitre 1, paragraphe 1.

<sup>19</sup> CEA, 2021. Le cycle du combustible nucléaire. *Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives* [en ligne]. 28 juillet 2021. [Consulté le 15 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.cea.fr/Pages/domaines-recherche/energies/energie-nucleaire/dossier-cycle-du-combustible-nucleaire.aspx>

TNP, la Corée du Nord a mené quatre campagnes de retraitement du combustible usé en 2003, 2005, 2009 et 2016. Une partie du plutonium séparé après retraitement a été utilisé lors des essais nucléaires réalisés entre 2006 et 2016, mais selon les estimations, la Corée du Nord disposerait encore de 40 kg de plutonium<sup>20</sup>.

En décembre 2018, au lendemain des engagements pris lors du sommet de Singapour entre les États-Unis et la Corée du Nord et des deux sommets intercoréens, le réacteur de 5 mégawatts à Yongbyon fut mis à l'arrêt. Dans le cadre de la déclaration conjointe signée par les deux Corées, en septembre 2018, la Corée du Nord s'était en effet engagée à procéder au démantèlement permanent des installations nucléaires du site de Yongbyon. Mais après l'échec du sommet de Hanoï en février 2019, la Corée du Nord n'ayant pas obtenu la levée des sanctions internationales, reprit ses activités. Début 2021, des images obtenues grâce à des satellites commerciaux ont montré une reprise d'activité dans l'usine de retraitement de déchets nucléaires, indiquant que la RPDC ne s'estime plus liée par ses précédents engagements<sup>21</sup>.

L'arrêt du réacteur de Yongbyon et la perspective de geler les activités des usines d'enrichissement de l'uranium et de retraitement du combustible usé constituaient des marques de progrès significatifs en vue de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. En effet, le « seuil nucléaire » ne constitue pas une seule étape dans un seul processus : il peut s'agir de l'enrichissement de l'uranium, du retraitement des déchets ou encore du stockage de matière fissile, de la fabrication d'un engin expérimental jusqu'à un essai nucléaire qui rendrait officiel un programme nucléaire jusque-là tenu secret<sup>22</sup>. Sitt insiste sur l'aspect « multidimensionnel » du concept de « seuil nucléaire »<sup>23</sup> et les nombreuses tentatives de définition reflètent ce qualificatif<sup>24</sup>. Parmi les multiples dimensions du seuil nucléaire, les

---

<sup>20</sup> HEINONEN, Olli, PABIAN, Frank V. et LIU, Jack, 2021. North Korea's Yongbyon Nuclear Complex: Assessing Activity at the Radiochemical Laboratory. *38 North* [en ligne]. 25 juin 2021. [Consulté le 17 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/06/north-koreas-yongbyon-nuclear-complex-assessing-activity-at-the-radiochemical-laboratory/>

<sup>21</sup> BERMUDEZ, Joseph S. et CHA, Victor, 2021. Reprocessing Activity at Yongbyon's Radiochemistry Laboratory? *Beyond Parallel* [en ligne]. 30 mars 2021. [Consulté le 17 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://beyondparallel.csis.org/reprocessing-activity-at-yongbyons-radiochemistry-laboratory/>

<sup>22</sup> TERTRAIS, Bruno, 2008. *Op cit.*

<sup>23</sup> SITT, Bernard, 2013. Le concept de seuil nucléaire, et ses implications politico-stratégiques. *Observatoire de la Non-Prolifération (CESIM)*. juillet 2013. N° 82.

<sup>24</sup> COHEN, Avner et FRANKEL, Benjamin, 1990. Opaque nuclear proliferation. *The Journal of Strategic Studies*. 1990. Vol. 13, n° 3, pp. 14-44. ; FORTMANN, Michel, 1992. The Other Side of Midnight: Opaque Proliferation Revisited. *International Journal*. 1992. Vol. 48, n° 1, pp. 151-175. ; QUESTER, George H., 1991. *Conceptions of nuclear*

activités liées à la production d'uranium hautement enrichi et de plutonium constituent la base sur laquelle un pays construit son programme nucléaire. Les négociations dans ces domaines revêtent donc une importance stratégique. Étant donné l'ampleur qu'un démantèlement permanent du site de Yongbyon représente, une approche graduelle par étapes pourrait encourager la Corée du Nord à poursuivre les négociations et éviter une reprise soudaine de ses activités. En étudiant la genèse du programme nucléaire nord-coréen nous pourrions en apprendre davantage sur les objectifs poursuivis par le régime nord-coréen et quels « seuils » la Corée du Nord a franchi au cours du développement de son programme nucléaire. Au-delà des tractations diplomatiques, nous observerons l'évolution de son arsenal nucléaire et, parallèlement, de la crédibilité de sa dissuasion nucléaire.

### 2.1.2. L'acquisition de techniques et des technologies à l'étranger au service du programme nucléaire nord-coréen

Nombreuses sont les déclarations de la Corée du Nord affirmant que son programme nucléaire a vu le jour entièrement grâce à ses scientifiques, sans aucune aide de la part de pays étrangers<sup>25</sup>. Ces propos participent au mythe de l'indépendance nationale entretenu par le discours du régime nord-coréen (cf. chapitre 4). Mais l'histoire du développement du programme nucléaire nord-coréen nous apprend, au contraire, que ce dernier est fondé sur la contribution de scientifiques étrangers ainsi que de matériaux importés.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, Kim Il Sung chercha à acquérir les capacités nécessaires au développement de l'arme nucléaire. Comme nous l'avons indiqué plus haut, le sous-sol de la partie septentrionale de la péninsule nord-coréenne est riche en minerais. À partir de 1949, la Corée du Nord exporta notamment des concentrés de

---

*threshold status*. United States : Oxford University Press. ; SOLINGEN, Etel, 1994. Policy Paper 08 : *The Domestic Sources of Nuclear Postures: Influencing « Fence-Sitters » in the Post-Cold War Era*. Irvine, CA : University of California.

<sup>25</sup> KCNA, 2012. 조선우주공간기술위 4월에 《광명성-3》호 발사 [chosõnujugonggangisurwi sawõre kwangmyõngsõng-samho palsa / Le Comité coréen de la technologie spatiale annonce le lancement du Kwangmyongsong-3 en avril prochain]. *KCNA* [en ligne]. 16 mars 2012. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2012/03/03-16/2012-0316-007.html> ; KCNA, 2017. 김정은위원장 탄도로켓시험발사성공기념 음악무용종합공연 관람 [kimjõng'õnwiwõnjang t'andorok'et'õsihõmbalsasõnggongginyõm õmangmuyongjonghaphkong'yõn kwallam. / Le président Kim Jong Un assiste à une représentation artistique en l'honneur de la réussite du lancement de la fusée]. *KCNA* [en ligne]. 10 juillet 2017. [Consulté le 16 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/07/07-10/2017-0710-001.html>

monazite, de tantale, de niobium et d'uranium à destination de l'URSS en échange d'équipements militaires et d'armes livrés à Pyongyang<sup>26</sup>. L'URSS fut ensuite l'un des principaux partenaires de la Corée du Nord en matière de coopération scientifique dans le cadre du développement de son programme nucléaire civil. Après la Guerre de Corée, le 26 mars et le 7 septembre 1956, l'URSS et la RPDC signèrent deux accords de coopération dans le cadre de projets de recherche sur le nucléaire<sup>27</sup>. Grâce à ces accords, des scientifiques nord-coréens purent ainsi se former à l'Institut unifié de recherches nucléaires de Doubna. Parallèlement, le gouvernement créa un département de physique nucléaire à l'Université Kim Il Sung et également à l'Université de technologie Kim Chaek<sup>28</sup>. La Corée du Nord était donc en pleine activité de développement de son expertise dans le domaine nucléaire. En 1959, elle signa un protocole additionnel aux accords de 1956 avec l'URSS pour l'usage pacifique de l'énergie nucléaire et bénéficia du transfert d'un réacteur nucléaire de taille réduite, destiné principalement à la recherche, ainsi que d'équipements supplémentaires. Le protocole additionnel prévoyait également la livraison d'assemblage de combustible ainsi qu'un réacteur de recherche du modèle soviétique IRT-2000 d'une puissance de 2 mégawatts<sup>29</sup>. Le régime décida de construire le réacteur à Yongbyon, qui reste à ce jour le site le plus stratégique de production de matière fissile en Corée du Nord.

La RPDC n'était pas la seule à bénéficier de tels accords de coopération avec l'Union soviétique. D'autres pays sympathisants du régime communiste tels que le Ghana eurent également accès à des réacteurs de type IRT-2000. Le contexte international dans les années 1950 était en effet caractérisé par la promotion de l'énergie nucléaire. Les États-Unis, étaient notamment les chefs de file de ce mouvement pour le nucléaire. Dans la lignée du discours *Atoms for Peace* du président américain Eisenhower en 1953, les États-Unis adoptèrent l'année suivante, la loi *Atomic Energy Act*, autorisant ainsi le transfert de matériel et d'informations destinées au développement de réacteurs nucléaires civils à des pays amis tels que la Turquie et Israël. Puis, en août 1955, eut lieu à Genève la première Conférence

---

<sup>26</sup> MANSOUROV, Alexandre Y., 1995. The origins, evolution, and current politics of the North Korean nuclear program. In : *The Nonproliferation Review*. septembre 1995. Vol. 2, n° 3, pp. 25-38.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> PARK, Hong-ki et KIM, Jae-soon, 1991. 귀순 북한외교관 고영환씨 1 문 1 답 [kwisun puk'anoegyogwan Ko Yŏng Hwan Hwan-ssi 1mun1tap] - Questions-réponses avec Ko Yŏng Hwan, diplomate nord-coréen. In : *Seoul Simmun* [en ligne]. 14 septembre 1991. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.seoul.co.kr/news/newsView.php?id=19910914003001>.

<sup>29</sup> MANSOUROV, Alexandre Y., 1995. *Op. cit.*

des Nations unies sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique au cours de laquelle les scientifiques du monde entier bénéficièrent d'un accès à des données jusque-là classifiées. Lors de cette conférence, la délégation de scientifiques français exposa par exemple le processus d'extraction de plutonium et les États-Unis déclassifièrent des informations liées à cette technologie<sup>30</sup>. Ce mouvement était destiné à garantir la non-prolifération et il aboutit à la création de l'AIEA. Il permit également à certaines puissances telles que l'Inde ou le Pakistan d'avoir accès à des technologies qui furent ensuite détournées à des fins militaires.

La Corée du Nord, elle, s'engagea très tôt dans une stratégie à double approche : d'une part, continuer à obtenir le soutien scientifique et logistique de l'URSS pour la construction de réacteurs à eau légère ; d'autre part, continuer à mener des recherches et acquérir des technologies lui permettant d'obtenir la bombe nucléaire. Elle obtint ainsi, dans les années 1970, les plans d'un réacteur britannique de type Magnox de la centrale nucléaire de Calder Hall, première centrale au monde à fournir de l'électricité à l'échelle commerciale. Un réacteur de type Magnox pouvait produire de l'électricité et du plutonium, ce qui était l'objectif principal de la Corée du Nord. Au cours de nos recherches afin de vérifier si la Corée du Nord s'était effectivement inspirée du réacteur britannique, nous avons retrouvé une réponse du ministre des Affaires étrangères britannique, Douglas Hogg, en 1992, à la question d'un parlementaire de la Chambre des Communes :

Technical information about the Magnox reactors at Calder Hall, Sellafield, has been in the public domain for over 25 years. We continue to urge the Democratic People's Republic of Korea to fulfil her obligations under the non-proliferation treaty and sign an agreement with the International Atomic Energy Agency which would place all of her nuclear facilities under safeguards.<sup>31</sup>

Cette déclaration confirme le fait que le Royaume-Uni avait suivi le mouvement de promotion de l'énergie nucléaire en déclassifiant les plans de ses réacteurs Magnox graphite-gaz au cours des années 1970, ce qui permit à la Corée du Nord de les acquérir légalement

---

<sup>30</sup> WEISS, Leonard, 2003. Atoms for Peace. In : *Bulletin of the Atomic Scientists*. 1 novembre 2003. Vol. 59, n° 6, pp. 34-44.

<sup>31</sup> HOUSE OF COMMONS HANSARD ARCHIVES, 1992. Item: North Korea. In : *UK Parliament* [en ligne]. 21 janvier 1992. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://hansard.parliament.uk/Commons/1992-01-21/debates/a6a69fc0-8ad7-49c4-9d52-9defecb7906f/NorthKorea>.

une dizaine d'années plus tard. À l'aide de ces plans, elle lança au début des années 1980, la construction d'un réacteur graphite-gaz d'une puissance de 50 mégawatts sur le site de Yongbyon, rapidement repéré et surveillé par les services de renseignements américains<sup>32</sup>. Le site, qui abritait déjà le premier réacteur de recherche soviétique, comptait désormais deux réacteurs auquel s'ajouta un troisième réacteur nucléaire expérimental de 5 mégawatts à partir de janvier 1986, sous l'égide de l'Institut de physique nucléaire de Yongbyon nouvellement créé<sup>33</sup>.

La Corée du Nord avait pour projet de construire également un réacteur d'une puissance de 200 mégawatts à Taecheon, dans la province du Pyŏngan du Nord, mais le projet fut stoppé en 1994 en vertu des dispositions de *l'Agreed Framework*<sup>34</sup>. Ce réacteur se fondait sur les plans du réacteur français G2 de Marcoule, obtenus par le Dr. Choe Hak Kun, nommé conseiller à la mission de la RPDC auprès de l'AIEA, à Vienne<sup>35</sup>. En ce qui concerne la quantité de matière fissile pouvant être produite grâce à ces réacteurs, Hecker estime qu'un réacteur de 5 mégawatts peut produire environ 6 kg de plutonium par an, ce qui représente la quantité nécessaire pour la fabrication d'une bombe. Quant aux réacteurs de 50 mégawatts et de 200 mégawatts, combinés, leur production pouvait s'élever à 300 kg de plutonium par an une fois achevés<sup>36</sup>. Il apparaît donc que la stratégie de la Corée du Nord était d'exploiter le potentiel d'un programme nucléaire indigène à double usage – production d'électricité et de matière fissile.

À la même époque, la Corée du Nord élaborait aussi les plans d'une usine de retraitement du combustible irradié sur le modèle de l'usine Eurochemic, située à Dessel en Belgique et opérationnelle jusqu'en 1974<sup>37</sup>. L'objectif de la Corée du Nord était de tirer parti de toutes technologies mises à disposition par les pays étrangers afin de concevoir un

---

<sup>32</sup> CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, 1984. *East Asia Brief*. 20 avril 1984. [Consulté le 17 septembre 2021]. Disponible à l'adresse: <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB87/nk04.pdf>.

<sup>33</sup> MANSOUROV, Alexandre Y., 1995. *Op cit.*

<sup>34</sup> NTI, 2012. Taecheon 200MWe Nuclear Reactor. *The Nuclear Threat Initiative* [en ligne]. 14 juin 2012. [Consulté le 26 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nti.org/education-center/facilities/taecheon-200mwe-nuclear-reactor/>

<sup>35</sup> MANSOUROV, Alexandre, 2004. *Op cit.*

<sup>36</sup> HECKER, Siegfried, LEE, Sean et BRAUN, Chaim, 2010. North Korea's Choice: Bombs Over Electricity. *The Bridge*. 1 juillet 2010. Vol. 40, pp. 5-12.

<sup>37</sup> HEINONEN, Olli, 2012. The North Korean Nuclear Program in Transition. *38 North* [en ligne]. 26 avril 2012. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2012/04/oheinonen042612/>.

programme nucléaire indigène le plus performant possible. En 1987, la Corée du Nord débuta la construction de sa première usine de retraitement de déchets nucléaires, qu'elle présenta comme un « laboratoire radiochimique »<sup>38</sup>. On peut supposer que cette appellation était destinée à rassurer les observateurs extérieurs sur le fait que les opérations menées dans ce « laboratoire » relevaient uniquement du domaine de la recherche scientifique. L'usine fut conçue pour être capable de retraiter jusqu'à 200 tonnes de combustible irradié par an. Enfin, ce qui concerne le processus d'enrichissement de l'uranium, la Corée du Nord reçut une aide substantielle de la part du Pakistan grâce au Dr. Abdul Qadeer Khan, scientifique considéré comme le « père » du programme nucléaire pakistanais. Dans ses mémoires, l'ancien président pakistanais Pervez Musharraf, confirma que son gouvernement avait fourni des centrifugeuses P1 et P2 ainsi que divers équipements à la Corée du Nord dans les années 1990 et que des ingénieurs nord-coréens avaient bénéficié d'une formation dans les laboratoires de recherche de Khan à Kahuta<sup>39</sup>. Ainsi, depuis le milieu des années 1970, la Corée du Nord bâtissait pas à pas toutes les installations destinées à produire les éléments entrant dans la composition d'une arme nucléaire tout en respectant, en apparence, les réglementations relatives au nucléaire civil.

### *2.1.3. Le démarrage d'un programme nucléaire militaire sous couvert d'activités relevant de la filière civile*

Pour les raisons que nous avons évoquées plus haut, malgré une rigoureuse surveillance des activités de la Corée du Nord, il était difficile pour les observateurs extérieurs de déterminer si son programme nucléaire était destiné à des fins uniquement civiles ou militaires. Nous allons observer comment la Corée du Nord a développé plusieurs stratégies afin d'entretenir cette ambiguïté depuis son entrée dans le TNP en 1985 jusqu'à son retrait en 2003. Cette analyse nous permettra également de comprendre ses motivations et ses objectifs dans la poursuite de cette stratégie.

---

<sup>38</sup> MANSOUROV, Alexandre Y., 1995. *Op. cit.* ; ANON., 2014. Fact Sheet on DPRK Nuclear Safeguards. In : *International Atomic Energy Agency* [en ligne]. 25 juillet 2014. [Consulté le 10 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.iaea.org/newscenter/focus/dprk/fact-sheet-on-dprk-nuclear-safeguards>; RICHELSON, Jeffrey T., 2007. *Spying on the Bomb: American Nuclear Intelligence from Nazi Germany to Iran and North Korea*. Kindle Edition. New York, NY: W. W. Norton & Company, chapitre 14, paragraphe 4.

<sup>39</sup> HEINONEN, Olli, 2012. *Op. cit.*

Les premiers clichés révélant au monde extérieur l'existence du programme nucléaire nord-coréen datent de 1982, lorsqu'un satellite de surveillance américain captura des images indiquant la construction d'une cuve de réacteur nucléaire sur le site Yongbyon. Puis, en 1984, d'autres clichés mirent à jour la tour de refroidissement du réacteur et quelques lignes électriques<sup>40</sup>. Ces photographies cependant ne permettaient pas de distinguer à quel usage ce réacteur était réservé. Comme nous l'avons exposé au cours du chapitre précédent, en 1985, Moscou accepta de fournir à Pyongyang le matériel nécessaire à la construction de réacteurs nucléaires à eau-légère à la condition que le régime adhère au TNP. Cependant, la livraison n'eut pas lieu en raison du contexte troublé dans lequel se trouvait l'URSS à la fin des années 1980 et la Corée du Nord dut entreprendre le développement de son programme nucléaire sans l'aide soviétique. Toutefois, au lieu de débiter le développement de son programme nucléaire par la construction de réacteurs à eau légère, comme il était prévu dans le cadre de la coopération avec l'URSS, la Corée du Nord s'orienta vers des réacteurs graphite-gaz. La plupart des réacteurs nucléaires fonctionnent avec un combustible dans lequel la proportion en U-235 doit être supérieure à celle présente dans l'uranium à l'état naturel sauf dans le cas d'un réacteur Uranium Naturel-Graphite-Gaz (UNGG) car le graphite, grâce à ses propriétés chimiques, est un modérateur qui permet l'utilisation d'un combustible avec de l'uranium naturel, non enrichi. En outre, ce type de réacteur a été utilisé dans certains pays exclusivement dans le but de produire du plutonium de qualité militaire<sup>41</sup>. Dans le cas d'un réacteur à eau légère, qui est le premier modèle de réacteur auquel la Corée du Nord a eu accès grâce à l'URSS, l'uranium doit être enrichi afin que la proportion en U-235 atteigne 3% à 5% et l'objectif premier est la production d'électricité<sup>42</sup>. La Corée du Nord souhaitait donc bénéficier d'un réacteur UNGG qui lui aurait épargné de développer des installations d'enrichissement d'uranium tout en ayant la capacité de produire du plutonium en grande quantité, mais l'URSS avait précisément voulu éviter les possibilités de détournement de matière fissile en lui fournissant des réacteurs à eau légère. Ainsi, en 2003, la Corée du Nord suivit sa stratégie

---

<sup>40</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *The Two Koreas: A Contemporary History*. Kindle Edition. New York, NY: Basic Books, p. 194.

<sup>41</sup> VENDÉ, Ludivine, 2012. *Comportement des déchets graphite en situation de stockage : relâchement et répartition des espèces organiques et inorganiques du carbone 14 et du tritium en milieu alcalin*. Université Nantes Angers Le Mans : École des Mines, pp. 26-31.

<sup>42</sup> COMMISSARIAT À L'ENERGIE ATOMIQUE, 2017. L'essentiel sur l'uranium. In : CEA [en ligne]. 15 décembre 2017. [Consulté le 4 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.cea.fr/comprendre/Pages/radioactivite/essentiel-sur-uranium.aspx>.



initiale consistant à construire un réacteur UNGG. Elle expliqua son choix en 2003 dans le cadre d'un communiqué de la KCNA :

After deciding to regard light water reactors as main means of electricity production in the country, the DPRK had contacts with some developed countries to purchase such reactors, but in vain. None of them responded to our request.

To begin with, we intended to buy advanced LWRs from western countries such as Canada, Sweden and France but failed to do so [...].

An agreement was reached between the DPRK and the former Soviet Union on economic and technical cooperation in building nuclear power plants in 1985 after the DPRK's accession to the NPT. But this agreement was not implemented except a site survey made for the project.

We, therefore, adopted it as a policy to create a nuclear power industry suited to its specific conditions to live our own way and began developing its own nuclear power technology.

For the development of its nuclear power industry, the DPRK chose a graphite-moderated type reactor which could be developed not with any other country's raw materials but with its own rich resources and technology.<sup>43</sup>

La Corée du Nord justifia donc son projet de développement d'un nouveau réacteur graphite-gaz en lieu et place d'un réacteur à eau légère (LWRs pour *Light Water Reactor*, dans le texte) par l'abondance de matières premières dans son sous-sol et le fait que ces minerais n'aient pas besoin d'être enrichis pour être utilisés dans un réacteur UNGG. L'indépendance dans le domaine du nucléaire que la Corée du Nord ambitionnait fut toutefois difficile à réaliser. Comme nous avons pu l'observer, le pays dépendait encore en grande partie des technologies étrangères et notamment de l'aide financière de Moscou dont l'afflux s'arrêta suite à l'effondrement de l'URSS. De plus, au début des années 1990, les rendements des installations nucléaires étaient encore trop faibles pour répondre aux besoins en électricité du pays. La Corée du Nord se trouva donc face à un choix : se soumettre entièrement au régime international de non-prolifération et profiter des contreparties que lui confèreraient sa coopération, ou bien franchir officiellement l'un des

---

<sup>43</sup> KCNA, 2003. KCNA detailed report on circumstances of DPRK's withdrawal from NPT. *KCNA* [en ligne]. 22 janvier 2003. [Consulté le 21 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/item/2003/200301/news01/23.htm#1>

seuils vers le nucléaire militaire en prenant le risque d'être coupée de moyens financiers et de technologies nécessaires au développement de son programme nucléaire.

La Corée du Nord sembla faire le choix de la mise en conformité avec le droit international en déclarant toutes ses installations nucléaires dans son rapport soumis à l'AIEA, y compris le réacteur de Taecheon en cours de construction ainsi que la petite quantité de plutonium qu'elle avait réussi à produire<sup>44</sup>. Le pays ouvrit par la suite ses portes aux inspecteurs de l'AIEA à l'été 1992. Il apparut que la Corée du Nord n'avait pas seulement séparé du plutonium une seule fois en mars 1990 à partir de barres de combustible usé, comme elle l'avait prétendu dans son rapport, mais que le processus avait été répété plusieurs fois. D'après les résultats obtenus par laboratoires situés à Vienne et en Floride chargés des analyses des échantillons, la Corée du Nord aurait retraité plus de plutonium que les 90 grammes initialement déclarés<sup>45</sup>. Les laboratoires avaient mené des analyses comparatives des signatures isotopiques des échantillons de plutonium prélevés par les inspecteurs dans les réservoirs en acier de Yongbyon avec ceux de déchets supposément causés par l'opération de séparation de plutonium de mars 1990. Blix, directeur de l'AIEA, observa métaphoriquement : « nous avons trouvé [une paire de] gants avec un gant de déchets et un gant de plutonium qui ne correspondent pas »<sup>46</sup>. Willi Theis, chef de l'équipe d'inspecteurs de l'AIEA, ajouta :

North Korea grossly underestimated the agency's measurement capability...They never expected us to be able to perform isotopic analyses. They could not understand this or explain the [test result] differences. The more they learned, the more they provided manufactured responses. We had to approach them harder and harder as they realized we were going to discover their wrongdoings.<sup>47</sup>

La Corée du Nord, qui avait fait le choix d'une stratégie d'équilibriste en développant deux filières, civile et militaire, dans le cadre de son programme nucléaire, ne s'était pas préparée à la précision avec laquelle l'Agence pouvait fournir des preuves d'un

---

<sup>44</sup> RICHELSON, Jeffrey T., 2007. *Op. cit.*

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> JEFFREY, Smith, 1993. N. Korea and the Bomb: High-tech Hide-and-seek. In : *The Washington Post* [en ligne]. 27 avril 1993. [Consulté le 12 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1993/04/27/n-korea-and-the-bomb-high-tech-hide-and-seek/40897bf3-12e6-4f0c-ba83-5f8ed2d88e0d/>

<sup>47</sup> OBERDROFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op. cit.*, p. 211.

processus de développement d'armes nucléaires, malgré toutes les précautions prises préalablement à la visite des inspecteurs. D'après les satellites espions de la CIA, à Yongbyon, durant l'hiver 1991, des travailleurs nord-coréens auraient creusé des tranchées dans le sol gelé entre la principale usine de retraitement du combustible irradié et l'une des deux installations soupçonnées de stocker des déchets nucléaires, appelé *Building 500* par l'agence de renseignement américain. Il pouvait s'agir d'une tentative d'enterrer les tuyaux entre les deux installations afin de cacher leur connexion aux inspecteurs de l'AIEA. La CIA présenta également un ensemble de photos représentant les différentes étapes de construction du *Building 500*. Les photos révélèrent que l'un de ses entrepôts était construit sur une dalle de béton sous laquelle étaient cachées de grandes cellules de stockage, peut-être destinées à des déchets nucléaires. Les photos indiquaient également que les travailleurs avaient poussé de la terre autour du niveau inférieur de l'entrepôt pour dissimuler l'existence de cet espace de stockage au sous-sol<sup>48</sup>. Toutefois, au-delà des estimations, des mesures effectuées en laboratoire et des scénarios potentiels, il n'existait aucune preuve que la Corée du Nord ne possédait ne serait-ce qu'une seule bombe nucléaire : ni image, ni communication interceptée, ni aucun rapport capable de confirmer l'hypothèse de la CIA selon laquelle la Corée du Nord était en possession d'une quantité suffisante de plutonium afin de développer une ou peut-être deux armes nucléaires<sup>49</sup>.

Même si elle disposait des éléments principaux permettant de fabriquer une bombe nucléaire, notamment plusieurs kilos de plutonium, la Corée du Nord continuait d'affirmer que son intention n'était pas d'obtenir l'arme nucléaire. Mais ayant analysé les tractations du gouvernement nord-coréen afin d'acquérir des technologies nucléaires depuis la fin de la Guerre de Corée, Mansourov défend la thèse contraire selon laquelle, la production d'électricité n'a jamais été l'objectif du gouvernement nord-coréen<sup>50</sup>. Pourtant, Pyongyang continuait de se livrer à un jeu du chat et de la souris avec l'AIEA et les services de renseignement américains. L'ambiguïté de la position nord-coréenne rejoint la question de la « latence nucléaire » – de l'expression originale *nuclear latency*, en anglais. Pelopidas en donne une définition : il s'agit de la durée nécessaire à un pays disposant des capacités à

---

<sup>48</sup> JEFFREY, Smith, 1993. *Op cit.*

<sup>49</sup> RICHELSON, Jeffrey T., 2007, chapitre 14, paragraphe 5.

<sup>50</sup> MANSOUROV, Alexandre, 2004. *Op. cit.*

développer un système d'armes nucléaires, pour le développer effectivement<sup>51</sup>. Le temps est au cœur de la question de la latence nucléaire : on peut se demander dans quel but la Corée du Nord a continué dans les années 1990 de nier l'existence d'une filière militaire et plus encore, a accepté de geler ses activités nucléaires dans le cadre de l'*Agreed Framework*. Les observateurs extérieurs ont tenté de rationaliser cette question temporelle en qualifiant la stratégie nord-coréenne de chantage (*blackmail*), de négociations (*bargaining*) ou de *brinkmanship*. Mais comme le souligne Hautecourverture, le concept de latence nucléaire est polysémique car il s'inscrit toujours dans un environnement politique et stratégique spécifique<sup>52</sup>. Ce n'est donc pas sur le programme nucléaire en lui-même qu'il faut focaliser l'analyse, mais bien sur le délai dans lequel un programme nucléaire civil peut être militarisé.

Si l'on considère les années 1990 à travers le prisme de la latence nucléaire, on comprend les raisons pour lesquelles la Corée du Nord a accepté de différer le franchissement des seuils nucléaires évoqués plus haut : les contreparties offertes dans le contexte de fin de guerre froide et de difficultés économiques présentaient plus d'intérêt que le non-respect du régime international de non-prolifération avec les risques associés. En outre, en 1991, George H.W. Bush annonça le retrait des armes nucléaires américaines présentes sur le territoire sud-coréen<sup>53</sup>. Par conséquent, lorsqu'en 1994, l'*Agreed Framework* prévoyait de fournir deux réacteurs à eau légère à la Corée du Nord, entièrement financés par le KEDO en échange du gel de ses activités nucléaires, il ne s'agissait pas de son point de vue, de faire un pas vers la dénucléarisation de la péninsule coréenne mais de prolonger sa latence nucléaire. Ce type réacteur était plus moderne, avec une puissance plus grande – 1,000 mégawatts – et il nécessitait deux opérations pouvant servir à des fins militaires : d'une part, l'enrichissement de l'uranium car l'uranium naturel ne pouvait être utilisé dans un réacteur à eau légère, d'autre part, le retraitement du combustible irradié contenant du plutonium. Mais l'échec de l'*Agreed Framework* eut pour effet de réduire la durée au cours de laquelle considérait la latence nucléaire comme une stratégie viable. On peut considérer que

---

<sup>51</sup> PELOPIDAS, Benoît, 2012. Les émergents et la prolifération nucléaire. Une illustration des biais téléologiques en relations internationales et de leurs effets. *Critique internationale*. 13 août 2012. Vol. 56, n° 3, pp. 57-74.

<sup>52</sup> HAUTECOVERTURE, Benjamin, 2021. « Latence » nucléaire, dissuasion « virtuelle » et notion de seuil : introduction au cas iranien. *Fondation pour la Recherche Stratégique* [en ligne]. février 2021. [Consulté le 17 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/latence-nucleaire-dissuasion-virtuelle-notion-seuil-introduction-cas-iranien-1-3-2021>

<sup>53</sup> ROSENBAUM, David E., 1991. U.S. to Pull A-Bombs From South Korea. *The New York Times* [en ligne]. 20 octobre 1991. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1991/10/20/world/us-to-pull-a-bombs-from-south-korea.html>

la Corée du Nord procéda selon un calcul coût-bénéfices et que le coût de renoncer à son programme nucléaire militaire était trop élevé face au peu de bénéfices à respecter le TNP. En particulier, le régime nord-coréen ne semblait pas enclin à prendre le risque de laisser le pays sans force d'autodéfense puissante face à la menace que représentaient les États-Unis qui n'étaient plus considérés comme des partenaires suite à la fin de l'accord de 1994. En 2006, la Corée du Nord réalisa son premier essai nucléaire trois ans après son retrait du TNP. Ce laps de temps très court confirme notre analyse : par la stratégie de latence nucléaire, la Corée du Nord conservait la possibilité de remobiliser ses installations nucléaires à très court terme si les bénéfices attendus n'étaient plus à la hauteur de ses attentes. Mais si la communauté internationale s'était principalement concentrée sur le programme nucléaire nord-coréen, la RPDC avait débuté parallèlement un programme balistique qui connut un rapide développement.

## **2.2. LE DÉVELOPPEMENT EXPONENTIEL DU PROGRAMME BALISTIQUE, FER DE LANCE DE LA FORCE DE DISSUASION NUCLÉAIRE DE LA RPDC**

Si la maîtrise de la fabrication d'armes nucléaires est indispensable à la construction d'une dissuasion nucléaire efficace, ce sont les moyens de délivrer la bombe nucléaire qui confèrent une crédibilité à cette stratégie de dissuasion. Plusieurs types de véhicules sont capables de transporter des ogives nucléaires mais leur portée, leur précision de frappe et leur nombre sont autant de paramètres qui permettent à un État doté de l'arme nucléaire de passer du discours aux actes. Ainsi, parallèlement au développement de son programme nucléaire, les tests de lancement de missiles balistiques nord-coréens ont constitué un moyen de « provoquer » la communauté internationale et d'exercer une pression stratégique sur ses interlocuteurs au moment opportun afin de faire pencher la balance en sa faveur lors des négociations. Bien qu'il soit possible de développer une flotte aérienne capable de transporter des ogives nucléaires ou des sous-marins lanceurs d'engins (SNLE), la Corée du Nord a d'abord opté pour la conception de missiles balistiques. En effet, le pays ne possède pas les trois composantes de la dissuasion nucléaire : sol-sol, air-sol et mer-sol. Elle maîtrise uniquement la première composante de cette triade et œuvre au développement de sous-

marins à partir desquels il serait possible de lancer des missiles balistiques. La possession de cette composante de l'arme nucléaire rendrait la dissuasion nucléaire nord-coréenne crédible et pourrait garantir une certaine stabilité. Aucun adversaire ne serait tenté de lancer une première frappe contre la Corée du Nord sachant qu'elle dispose de SNLE capables de riposter depuis n'importe quel lieu sur le globe. L'enjeu international concernant le programme balistique nord-coréen est dès lors de limiter l'accès de la Corée du Nord aux technologies qui lui permettraient de parvenir à la maîtrise des trois composantes de la dissuasion nucléaire et enrayer le développement exponentiel de son arsenal balistique.

### *2.2.1. L'arsenal balistique nord-coréen aujourd'hui : expérimentation, diversification et innovation*

La Corée du Nord dispose aujourd'hui d'un programme de missiles balistiques très diversifié sur lequel elle communique plus régulièrement que sur son arsenal nucléaire. Elle a développé des missiles balistiques à courte, moyenne et longue portée ainsi que des missiles de croisière également capables de transporter des ogives nucléaires. L'objectif de la Corée du Nord est de dissuader les puissances étrangères qu'elle considère comme des menaces d'envahir son territoire, en particulier les États-Unis. Cet objectif implique donc de démontrer de manière crédible que les missiles balistiques nord-coréens avec des ogives nucléaires sont capables d'atteindre le territoire américain ainsi que les bases militaires américaine dans la région Asie-Pacifique. Nous allons observer quelles ont été les étapes majeures franchies par la Corée du Nord vers la réalisation cet objectif mais également dans quelle mesure elle a diversifié son programme nucléaire afin de disposer de plusieurs options dans le cadre de sa stratégie nucléaire.

Les premiers missiles balistiques nord-coréens furent des modèles dérivés des missiles soviétiques de type Scud importés d'Égypte à la fin des années 1970. La Corée du Nord développa ensuite la production domestique d'environ 100 missiles Scud-B et Scud-C dans les années 1990. Ces missiles ont une portée de 300 à 500 kilomètres et le gouvernement sud-coréen estime qu'à la fin des années 1990, Pyongyang aurait atteint un niveau de production de missiles Scud lui permettant d'exporter environ 450 missiles de ce

type vers l'Iran, l'Irak et la Syrie<sup>54</sup>. Le développement du programme balistique nord-coréen constitue en effet un atout économique important pour le régime nord-coréen grâce à l'exportations de technologies à destination de pays étrangers. Mais avant de nous intéresser à ce volet, nous allons établir un panorama des missiles balistiques dont la Corée du Nord dispose afin de parvenir à une meilleure compréhension de ses capacités en matière de frappe nucléaire.

Depuis 1984 jusqu'à ce jour, la Corée du Nord a procédé à plus de 200 tests de lancement de missiles de croisière et de missiles balistiques. À la différence des missiles balistiques qui emploient une technologie similaire à celle des fusées spatiales avec une trajectoire en arc, les missiles de croisière n'entrent pas dans l'espace extra-atmosphérique et peuvent voler à très basse altitude avec une trajectoire sur le modèle de celle d'un avion<sup>55</sup>. Mais les deux types de missiles peuvent transporter des explosifs conventionnels ou une tête nucléaire, c'est la raison pour laquelle il est nécessaire de les prendre en compte dans notre état des lieux. Le tableau en *Annexe n°1* que nous avons élaboré détaille donc les capacités de la Corée du Nord en termes de missiles balistiques et missiles de croisière. Les types de missiles sont indiqués par leur abréviation en anglais et par ordre croissant selon leur portée : ASCM (*Anti-Ship Cruise Missile*), SRBM (*Short-Range Ballistic Missile*), MRBM (*Medium-Range Ballistic Missile*), IRBM (*Intermediate-Range Ballistic Missile*), ICBM (*Inter Continental Ballistic Missile*), SLBM (*Submarine-Launched Ballistic Missile*). Nous avons fait le choix de ne répertorier que les missiles ayant déjà été testés, qu'ils soient en service ou encore en cours de développement. La Corée du Nord présente régulièrement de nouveaux modèles de missiles lors de ses parades militaires mais certains ne font pas l'objet de tests de lancement et restent à l'état de prototypes, c'est pourquoi nous avons choisi de ne pas les comptabiliser dans ce tableau. De même, ne sont pas répertoriés les modèles obsolètes qui ne sont plus en service afin de dresser un panorama actualisé des capacités de la Corée du Nord en matière de missiles de croisières. On peut remarquer que les missiles nord-coréens possèdent parfois deux appellations : un nom nord-coréen et un nom de type KN suivi d'un nombre. Cela s'explique par le fait que la Corée du Nord ne communique pas systématiquement le nom du missile test, c'est pourquoi les services de renseignement américains lui donnent une

---

<sup>54</sup> OH, Kongdan et HASSIG, Ralph C., 2004. *North Korea through the Looking Glass*. Kindle Edition. Washington, D.C. : Brookings Institution Press, chapitre 5, paragraphe 2.

<sup>55</sup> Fact Sheet: Ballistic vs. Cruise Missiles, 2017. *Center for Arms Control and Non-Proliferation* [en ligne]. [Consulté le 15 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://armscontrolcenter.org/fact-sheet-ballistic-vs-cruise-missiles/>

appellation générique commençant par KN en suivant l'ordre chronologique dans lequel les nouveaux missiles sont testés.

Outre les noms et les types de missiles, le tableau indique la portée, la capacité du missile à transporter une arme nucléaire, le type de carburant utilisé ainsi que des remarques complémentaires. Ces catégories constituent des données importantes que nous nous proposons de détailler ci-après. L'infographie en *Annexe n°2* illustre notamment les pays que la Corée du Nord peut atteindre grâce à ses missiles balistiques. Mais tout d'abord, afin d'évaluer exactement la portée des missiles, il est nécessaire de prendre connaissance de la position des différents sites de lancement de missiles sur le territoire nord-coréen. Le pays compte en effet de nombreux sites de lancements répartis dans différentes provinces comme nous pouvons l'observer sur la carte en *Annexe n°3*. Le premier d'entre eux est le Tonghae Satellite Launching Ground, parfois appelé Musudan-ri, dans la province du Hamgyong du Nord, sur la côte est. À partir de 1984, il constitua le principal site de tests de lancement de missiles et vit le lancement du premier missile à portée intermédiaire, le Taepodong-1, ainsi que du satellite Kwangmyongsong-1, en 1998. Puis, au début des années 2000, le site fut consacré uniquement au développement du programme spatial nord-coréen et l'activité principale en matière de missiles balistiques eut toujours lieu sur la côte est mais plus au sud, sur le site de Kittaeryong, près de la ville de Wonsan, dans la province du Kangwon<sup>56</sup>.

Depuis l'arrivée de Kim Jong Un au pouvoir, le site de lancement de Wonsan est devenu plus actif, notamment parce que la famille Kim possède près de ce site une demeure donnant sur la plage, où le dirigeant a passé une grande partie de son enfance. Il y a également fait construire une piste d'atterrissage que les renseignements étrangers surveillent par images satellites afin de déceler la présence de Kim Jong Un à Wonsan, qui pourrait indiquer un lancement de missiles à venir<sup>57</sup>. Bien qu'il existe des sites de lancement de missiles proches de différentes bases aériennes telles que Sunchon, au nord de Pyongyang, les sites les plus actifs se situent encore aujourd'hui sur la côte est, notamment dans la péninsule de Hodo, au nord de Wonsan, où tous les tests de missiles à courte portée ont été

---

<sup>56</sup> COTTON, Shea, 2017. Understanding North Korea's Missile Tests. *The Nuclear Threat Initiative* [en ligne]. 24 avril 2017. [Consulté le 6 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nti.org/analysis/articles/understanding-north-koreas-missile-tests/>

<sup>57</sup> FIFIELD, Anna, 2019. *The Great Successor: The Secret Rise and Rule of Kim Jong Un*. Kindle Edition. London : John Murray, chapitre 1.



couronnés de succès<sup>58</sup> et le chantier naval de Sinpo, utilisé pour le lancement de missiles SLBM. La localisation de ces sites le long du littoral oriental du pays explique que le Japon se sente particulièrement menacé lors des tests de lancement de missiles nord-coréens de plus en plus performants qui menacent de frapper son territoire. Cette dernière remarque nous amène à considérer la portée des missiles nord-coréens.

On peut observer que l'arsenal nord-coréen est particulièrement diversifié et qu'une frappe dirigée vers le territoire sud-coréen aurait des chances élevées de succès étant donné les bonnes performances des missiles de croisière et des SRBM nord-coréens. Le Japon ainsi que les bases américaines situées dans le Pacifique, notamment Guam, constituent également des cibles potentielles du régime nord-coréen. En revanche, la fiabilité de ses missiles intercontinentaux est encore en cours d'évaluation mais constitue une menace sérieuse pour le territoire américain<sup>59</sup>. En plus de ses multiples sites de missiles, la Corée du Nord a également développé des lanceurs de missiles mobiles (*Transporter Erector Launcher*, TEL) sur route ou par voie ferrée ce qui lui permettrait d'atteindre les cibles évoquées ci-dessus depuis n'importe quelle région de son territoire<sup>60</sup>. La crédibilité de la dissuasion nucléaire du régime nord-coréen a donc gagné en crédibilité en vertu du grand nombre de sites de lancement et de la portée toujours croissante de ses missiles balistiques.

Le type de carburant – appelé aussi propergol – revêt une importance toute particulière car il a un impact sur la mobilité des systèmes de lancement des missiles et donc, sur la dissimulation des sites de lancement et la capacité du pays à survivre à une première frappe nucléaire adverse. Un missile avec une propulsion à propergol liquide doit être entièrement ravitaillé avant d'être lancé alors que les propergols solides peuvent être placés sous forme de blocs dans le missile puis allumés. En outre, les propergols liquides nécessitent un soutien logistique important comme par exemple des camions-citernes contenant le

---

<sup>58</sup> 38 NORTH, 2016. North Korea's Hodo Peninsula Training Area. *38 North* [en ligne]. 5 août 2016. [Consulté le 6 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2016/08/hodo080516/>

<sup>59</sup> CFR, 2021. North Korea's Military Capabilities. *Council on Foreign Relations* [en ligne]. 22 décembre 2021. [Consulté le 6 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.cfr.org/backgrounder/north-korea-nuclear-weapons-missile-tests-military-capabilities>

<sup>60</sup> LEWIS, Jeffrey, 2014. That Ain't My Truck: Where North Korea Assembled Its Chinese Transporter-Erector Launchers. *38 North* [en ligne]. 3 février 2014. [Consulté le 6 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2014/02/jlewis020314/>; BERMUDEZ, Joseph S., 2021. What is the Significance of North Korea's Rail-mobile Ballistic Missile Launcher? *CSIS* [en ligne]. 29 septembre 2021. [Consulté le 6 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.csis.org/analysis/what-significance-north-koreas-rail-mobile-ballistic-missile-launcher>

carburant, ce qui les rend plus facilement repérables par imagerie satellite. On peut aussi ajouter que les propergols liquides sont plus volatiles et corrosifs, ce qui signifie qu'une fois les missiles ravitaillés, ils ne peuvent pas être stockés pour une longue durée, contrairement aux missiles utilisant du propergol solide<sup>61</sup>. Le développement de missiles à propergol solide constitue donc un enjeu majeur pour le programme nucléaire et balistique nord-coréen qui conférerait une plus grande flexibilité aux forces armées de la RPDC en matière de déplacement et de lancement des missiles. On peut observer que le pays a œuvré au développement de missiles à carburant solide pour chaque catégorie de missile et que seule la catégorie des ICBM ne présente pas encore de modèle à propulsion à propergol solide. Il ne faut donc pas s'étonner de l'annonce faite en janvier 2021 par Kim Jong Un, suite au 8<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail, selon laquelle l'armée doit « poursuivre le développement de missiles balistiques intercontinentaux à carburant solide sol-sol et mer-sol »<sup>62</sup>.

Enfin, à la lecture des commentaires de la dernière colonne du tableau, on remarque que tout comme le programme nucléaire, le développement du programme de missiles de la Corée du Nord a connu un réel essor depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Un. Les premiers tests de missiles intercontinentaux ont eu lieu durant son mandat et depuis 2017, le pays semble être en voie de maîtrise de la composante maritime de la dissuasion nucléaire grâce au développement de SLBM, dont les tests sont très médiatisés au niveau domestique comme international en raison de l'avancée stratégique et technologique que représente ce type de missile<sup>63</sup>.

---

<sup>61</sup> PANDA, Ankit, 2017. North Korea Has Tested a New Solid-Fuel Missile Engine. *The Diplomat* [en ligne]. 25 septembre 2017. [Consulté le 10 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2017/10/north-korea-has-tested-a-new-solid-fuel-missile-engine/>

<sup>62</sup> KCNA, 2021. 조선로동당 제8차대회에서 하신 김정은위원장의 보고에 대하여 [chosŏllodongdang chep'altachoesŏ hasin kimjŏng'ŭnwiwŏnjang'ui pogoe taehayŏ / Rapport du dirigeant suprême Kim Jong Un à propos du 8<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail de Corée]. KCNA [en ligne]. 9 janvier 2021. [Consulté le 22 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2021/01/01-09/2021-0109-001.html>

<sup>63</sup> VAN DIEPEN, Vann H., 2021. North Korea's "New Type Submarine-Launched Ballistic Missile": More Political Than Military Significance. *38 North* [en ligne]. 22 octobre 2021. [Consulté le 12 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/10/north-koreas-new-type-submarine-launched-ballistic-missile-more-political-than-military-significance/> ; GARLAUSKAS, Markus, 2021. Garlauskas in The National Interest: Pukkuksong-5: Why North Korea's new solid-fuel missile is a problem. *Atlantic Council* [en ligne]. 2 février 2021. [Consulté le 20 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.atlanticcouncil.org/commentary/garlauskas-in-the-national-interest-pukkuksong-5-why-north-koreas-new-solid-fuel-missile-is-a-problem/>

### 2.2.2. Financer et développer le programme nucléaire grâce à l'exportation de missiles balistiques nord-coréens

Outre l'amélioration de la crédibilité de sa force de dissuasion nucléaire, le programme balistique de la Corée du Nord a également constitué un atout indispensable afin de continuer à financer son programme nucléaire mais également à le développer en termes d'installations et de technologies destinées à la production de matière fissile. En effet, l'exportation de missiles produits en Corée du Nord a permis au pays d'acquérir des devises étrangères qui furent par la suite réinvesties dans son programme nucléaire et balistique.

Dès 1992, le général Uri Sagi, chef des services de renseignements israéliens révéla dans la presse qu'il existait des soupçons concernant l'exportation de missiles Scud-C nord-coréens vers la Syrie. Pyongyang aurait également conclu un contrat afin de construire une ligne de production de ce modèle de missile balistique qui avec une portée moyenne de 400 km, permettant au régime el-Assad de frapper le territoire israélien. Par deux fois, en octobre 1991 et en février 1992, les marines américaine et israélienne tentèrent de dissuader des navires nord-coréens à destination de la Syrie suspectés de transporter des missiles ainsi que du matériel technologique<sup>64</sup>. En 1993, devant les efforts de l'État iranien afin d'acquérir 150 missiles Nodong, Israël décida d'être la « carotte » dans le cadre d'une politique « *carrots-and-sticks* » américaine en établissant des relations avec la RPDC et en fournissant 1 milliard de dollars d'investissements et d'assistance technique afin de l'encourager à ne pas se reposer sur l'exportation de ses missiles pour sa croissance économique<sup>65</sup>. Mais la Corée du Nord trouva dans l'Iran une nouvelle collaboration potentielle dont les résultats sont observables aujourd'hui. Le Groupe d'experts du Comité 1718 des Nations unies a ainsi souligné que la nouvelle ogive du missile de type Nodong, présentée en octobre 2010, comportait de nombreuses similitudes avec la triple ogive du missile iranien de type Shahab-3. Il en est de même pour les lanceurs spatiaux nord-coréens Unha dont le premier étage était similaire au modèle de fusée iranien Simorgh. En analysant les vidéos de lancement de l'Unha-3, ils confirmèrent que les deux types de fusées étaient propulsées par quatre moteurs couplés issus des missiles de type Nodong ou Shahab-3. Enfin, le Groupe d'experts

---

<sup>64</sup> SIGAL, Leon V., 1999. *Disarming Strangers: Nuclear Diplomacy with North Korea*. Kindle Edition. Princeton, NJ : Princeton University Press. Chapitre 3, paragraphe 2.

<sup>65</sup> HABERMAN, Clyde, 1993. Israel Seeks to Keep North Korea From Aiding Iran. *The New York Times* [en ligne]. 20 juin 1993. [Consulté le 22 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1993/06/20/world/israel-seeks-to-keep-north-korea-from-aiding-iran.html>

remarqua que « la largeur et la forme » du troisième étage de la fusée Unha-3 « évoqu[ait] l'étage supérieur du lanceur Safir » iranien<sup>66</sup>.

Les transactions entre la Corée du Nord et le Pakistan constituent un cas encore plus intéressant. En effet, pour la Corée du Nord, il ne s'agissait pas dans ce cadre d'obtenir des contreparties financières de la part du Pakistan, mais plutôt des technologies et des matériaux destinés à développer ses activités d'enrichissement de l'uranium. Dans une interview avec les journalistes d'investigation Levy et Scott-Clark, Benazir Bhutto, ancienne première ministre du Pakistan a révélé qu'en 1993, lors de sa première visite en Corée du Nord, elle a exprimé à Kim Il Sung sa volonté d'acquérir les plans des missiles Nodong. Benazir Bhutto a affirmé qu'elle pensait qu'il s'agissait d'un « *cash deal* ». Mais la Corée du Nord souhaitait que le gouvernement pakistanais lui livre des informations sur des technologies liées à l'enrichissement de l'uranium en échange de plans de missiles enregistrés sur CDs, fournis par les autorités nord-coréennes. Les CDs furent confiés au général Khawaja Ziauddin et Benazir Bhutto n'eut semble-t-il pas accès aux informations sur les termes exacts de l'accord entre l'armée pakistanaise et le régime nord-coréen. L'affaire était désormais entre les mains de l'armée et des renseignements pakistanais, notamment de l'agence *Inter-Services Intelligence* avec l'implication du major général Shujja<sup>67</sup>. Cependant, en 2004, selon les aveux d'Abdul Qadeer Khan, physicien nucléaire et fondateur du programme nucléaire pakistanais, la transaction comportait une importante partie financière. Devant le retard de paiement du gouvernement, Khan aurait personnellement transféré plus de 3 millions de dollars à des officiels nord-coréens pour des missiles de moyenne portée. La transaction aurait été confirmée dans une lettre datée du 15 juillet 1998, signée par Jon Byong Ho, secrétaire du Parti du Travail nord-coréen<sup>68</sup>. L'authenticité du document fait débat mais il est certain que la coopération entre les deux pays s'est intensifiée au cours des années 1990 et que les échanges et les rencontres de haut-niveau entre la Corée

---

<sup>66</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012. S/2012/422 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)* [en ligne]. New York, NY. Conseil de Sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2012/422>.

<sup>67</sup> LEVY, Adrian et SCOTT-CLARK, Catherine, 2014. *Deception: Pakistan, the United States, and the Secret Trade in Nuclear Weapons*. London : Atlantic Books. Chapitre 13, paragraphe 2.

<sup>68</sup> SMITH, R. Jeffrey, 2011. Pakistan's nuclear-bomb maker says North Korea paid bribes for know-how. *The Washington Post* [en ligne]. 6 juillet 2011. [Consulté le 29 mars 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/national-security/pakistans-nuclear-bomb-maker-says-north-korea-paid-bribes-for-know-how/2010/11/12/gIOAZ1kH1H\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/pakistans-nuclear-bomb-maker-says-north-korea-paid-bribes-for-know-how/2010/11/12/gIOAZ1kH1H_story.html)

du Nord et le Pakistan se sont multipliés. L'offre de Kim Il Sung était d'autant plus bienvenue qu'Islamabad avait tenté d'acquérir des missiles M-11 auprès de la Chine qui avait refusé en raison de la pression de la communauté internationale<sup>69</sup>.

La coopération était favorisée par les liens entre la « dynastie » Bhutto – Zulfikar Ali Bhutto, le père de Benazir Bhutto fut premier ministre, puis son mari devint président du Pakistan après l'attentat qui coûta la vie à Benazir Bhutto – et la dynastie Kim dataient de années 1970 et que des accords de vente d'armes conventionnelles avaient été conclus entre les deux pays. En avril 1994, une délégation du ministère des Affaires étrangères menée par Pak Chung Kuk, député de l'Assemblée suprême populaire a effectué une visite le Pakistan au cours de la mission qui avait pour destination l'Iran<sup>70</sup>. Quelques mois plus tard, en septembre, ce fut au tour d'une délégation de la Commission d'État sur la science et la technologie<sup>71</sup> puis en novembre 1995, au cours de sa visite à Islamabad, Choe Kwang, vice-président de la Commission de défense nationale et maréchal de l'Armée populaire fut invité par le général Kakar, chef de l'armée pakistanaise, à se rendre sur le site des laboratoires de recherche Khan. Il put observer les installations destinées à l'enrichissement de l'uranium puis une usine de production de missiles située près de la ville de Faisalabad. Cet échange offrit à la Corée du Nord l'occasion de conclure un nouvel accord en vertu duquel elle s'engageait à fournir des réservoirs de carburant, des moteurs-fusées ainsi que des missiles Nodong – entre douze et vingt-cinq missiles. Les armements seraient fabriqués par le *Fourth Machine Industry Bureau* (제 4 기계공업국, chesagigyegong'öpkuk)<sup>72</sup> et seraient livrés par l'entreprise *North Korea Mining Development Trading Corporation* (조선광업개발무역회사, chosŏngwang'öpkaebalmuyökhoesa) en échange de la formation d'experts nord-coréens en technologie nucléaire<sup>73</sup>. Il est possible que la collaboration entre les deux pays ait eu des ramifications encore plus larges mais les services de renseignements américains ne sont pas

---

<sup>69</sup> RAMANI, Samuel, 2016. The Long History of the Pakistan-North Korea Nexus. *The Diplomat* [en ligne]. 30 août 2016. [Consulté le 26 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2016/08/the-long-history-of-the-pakistan-north-korea-nexus/>

<sup>70</sup> KCNA, 1994. Foreign Ministry Group Leaves for Iran. 31 mars 1994. Traduit par Foreign Broadcast Information Service. FBIS-EAS-94-063. Cité dans LEVY, Adrian et SCOTT-CLARK, 2014. *Op. cit.*

<sup>71</sup> KCNA, 1994. Science Delegation Leaves for Pakistan 26 Sep. Traduit par Foreign Broadcast Information Service. FBIS-EAS-94-187. 26 septembre 1994. Cité dans LEVY, Adrian et SCOTT-CLARK, 2014. *Op. cit.*

<sup>72</sup> IM, Kang-taek, 2000. 북한의 군수산업 정책이 경제에 미치는 효과 분석 [pukhanüi kunsusanöp chŏngch'aegi kyŏngjee mich'inün hyogwa punsök / Analyse des effets de la politique de l'industrie militaire nord-coréenne sur l'économie]. Seoul : Korea Institute of National Unification, p. 78.

<sup>73</sup> LEVY, Adrian et SCOTT-CLARK, 2014. *Op. cit.*

en mesure de confirmer leurs hypothèses. En effet, selon la CIA, la Corée du Nord aurait également fourni au Pakistan le plutonium ayant été utilisé dans les tests nucléaires souterrains de mai 1998 menés dans la région du Baloutchistan<sup>74</sup>.

La liste des pays entretenant des liens avec la Corée du Nord en matière de transfert de technologies liées aux missiles balistiques est encore longue. Il est difficile de savoir si ces liens sont des coopérations officielles ou bien des technologies acquises de manière illicites par la Corée du Nord à l'étranger. La première option est souvent niée par la partie concernée en raison du statut d'État hors-la-loi de la RPDC et il n'est pas aisé de retracer les opérations concernant la seconde option. La plus récente coopération découverte entre la RPDC et l'Ukraine concerne des moteurs de missiles. Les moteurs à carburant liquide testés en mars 2017 sur le site de Sohae et identifiés comme les moteurs des missiles Hwasong-12 et Hwasong-14 seraient des dérivés du modèle de moteur soviétique RD-250, selon une source anonyme du Groupe d'experts du comité 1718 de l'ONU. Ces engins étaient produits en Ukraine jusqu'en 1991 et les documents techniques étaient détenus par le Bureau d'études Yuzhnoye et à l'Association de production Yuzhmash. Selon les experts de ces deux institutions, la rapidité avec laquelle la Corée du Nord a modernisé le moteur RD-250 indique qu'elle a dû bénéficier d'une aide à la conception et d'un appui technique afin de réaliser des progrès aussi significatifs. Le Groupe d'experts mentionne le fait que Franz Klintzevich, premier vice-président de la Commission défense et sécurité du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie aurait affirmé qu'il existait une collaboration entre l'Ukraine et la RPDC depuis plusieurs années mais aucune preuve n'a été apportée à ce sujet<sup>75</sup>. Tout comme le double emploi des technologies nucléaires à des fins à la fois civiles et militaires, le programme balistique de la Corée du Nord poursuit donc un double objectif de renforcement de sa force de dissuasion nucléaire et d'exportations de missiles afin d'obtenir les ressources financières nécessaires à l'amélioration de son arsenal. Le régime nord-coréen joue également sur plusieurs tableaux en combinant programme balistique et programme spatial dans une démarche surveillée de près par la communauté internationale.

---

<sup>74</sup> SANGER, David E. et BROAD, William J., 2004. Pakistan May Have Aided North Korea A-Test. *The New York Times* [en ligne]. 27 février 2004. [Consulté le 29 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2004/02/27/world/pakistan-may-have-aided-north-korea-a-test.html>.

<sup>75</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2018. S/2018/171 : Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009). New York, NY. Conseil de Sécurité, pp. 11-12.

### 2.2.3. *Le programme nucléaire nord-coréen aujourd'hui : la recherche d'une arme toujours plus puissante*

Les capacités nucléaires de la Corée du Nord recouvrent deux domaines distincts mais complémentaires : d'une part, les installations destinées à l'enrichissement de l'uranium et la production de plutonium, et d'autre part, les technologies liées à la fabrication de bombes nucléaires. Nous observerons que si la Corée du Nord ne communique pas sur le premier volet, elle partage en revanche des informations sur le second domaine, notamment au sujet de la puissance des essais nucléaires réalisés et du type de bombe testé. Ces informations nous permettront de dresser un panorama des capacités nucléaires du régime nord-coréen, notamment en termes de nombre d'armes nucléaires et de leur puissance.

Conformément à nos remarques préliminaires, il existe trois types d'installations œuvrant à la production de matière fissile dans le cadre du programme nucléaire nord-coréen, sur lesquelles nous allons nous pencher : les usines d'enrichissement de l'uranium, les usines de retraitement des déchets nucléaires, et bien entendu, les réacteurs nucléaires. Le site nucléaire le plus important sur le territoire nord-coréen et qui regroupe ces trois types d'installation est l'Institut de recherche sur l'énergie atomique de Yongbyon (녕변 원자력 연구소, nyŏngbyŏn wŏnjaryŏk yŏnguso), dans la province du Pyŏngan du Nord, considéré par certains comme « le joyau de la couronne nucléaire » du régime nord-coréen<sup>76</sup>. On y retrouve le laboratoire radiochimique destiné au retraitement du combustible irradié, et une usine d'enrichissement de l'uranium dévoilée en 2010 lors de la visite d'une délégation de chercheurs américains, abritant 2,000 centrifugeuses, et récemment, en travaux d'expansion<sup>77</sup>. En outre, le seul réacteur nucléaire en activité en Corée du Nord à

---

<sup>76</sup> SEIBT, Sébastien, 2021. Le site de Yongbyon, joyau du programme nucléaire nord-coréen. *France 24* [en ligne]. 30 août 2021. [Consulté le 19 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/fr/asi-pacifique/20210830-le-site-de-yongbyon-joyau-du-programme-nucl%C3%A9aire-nord-cor%C3%A9en>

<sup>77</sup> HECKER, Siegfried S., 2010. A Return Trip to North Korea's Yongbyon Nuclear Complex. *Nautilus Institute for Security and Sustainability* [en ligne]. 22 novembre 2010. [Consulté le 18 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://nautilus.org/napsnet/napsnet-special-reports/a-return-trip-to-north-koreas-yongbyon-nuclear-complex/> ; HEINONEN, Olli, PABIAN, Frank V., LIU, Jack et TOWN, Jenny, 2021. North Korea's Uranium Enrichment Plant: What to Make of New Construction. *38 North* [en ligne]. 21 septembre 2021. [Consulté le 27 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/09/north-koreas-uranium-enrichment-plant-what-to-make-of-new-construction/>

ce jour est le réacteur graphite-gaz de 5 mégawatts de Yongbyon. Bien que le pays ait justifié à de nombreuses reprises le développement d'un programme nucléaire à des fins de production d'électricité, il n'existe aucun réacteur consacré à ce but. Il faut préciser que depuis 2010, un réacteur expérimental à eau légère (ELWR, *Experimental Light Water Reactor*) est en cours de construction sur le site de Yongbyon et d'après les images satellites, il serait encore en phase de test, étape indispensable avant d'être pleinement opérationnel<sup>78</sup>. En 2018, la Corée du Nord fut soupçonnée d'avoir construit un site d'enrichissement de l'uranium secret à Kangson, dans la région de Pyongyang<sup>79</sup>. Mais certains experts internationaux réfutèrent cette théorie après analyse des installations. Selon ces derniers, le site de Kangson abriterait plutôt une usine de production de composants entrant dans la fabrication des centrifugeuses employées à Yongbyon afin d'enrichir l'uranium<sup>80</sup>. Malgré ces conclusions divergentes, Kangson a attiré l'attention de l'AIEA. Le directeur général de l'Agence, Rafael Grossi, a déclaré que le site était considéré comme « pertinent » au regard de la surveillance du programme nucléaire nord-coréen et l'AIEA l'a inclus pour la première fois dans son rapport de 2020<sup>81</sup>.

Bien que le réacteur de Yongbyon ait été construit dans les années 1980, la Corée du Nord avait suspendu l'activité du réacteur après la conclusion de l'*Agreed Framework* en 1994, jusqu'à ce qu'elle décide de se retirer du TNP en 2003. Durant huit ans, la Corée du Nord a donc cessé toute activité liée à la production de matière fissile. Puis, les opérations de déchargement du combustible irradié et de retraitement des déchets nucléaires furent à

---

<sup>78</sup> SERBIN, Elliot et PUCCIONI, Allison, 2019. North Korea's Experimental Light Water Reactor: Possible Testing of Cooling System. *38 North* [en ligne]. 6 décembre 2019. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2019/12/yongbyon120519/>

<sup>79</sup> ALBRIGHT, David, 2018. On the Question of Another North Korean Centrifuge Plant and the Suspect Kangsong Plant. *Institute for Science and International Security* [en ligne]. 25 mai 2018. [Consulté le 21 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://isis-online.org/isis-reports/detail/on-the-question-of-another-north-korean-centrifuge-plant-and-the-suspect-ka/> ; PANDA, Ankit, 2018. Exclusive: Revealing Kangson, North Korea's First Covert Uranium Enrichment Site. *The Diplomat* [en ligne]. 13 août 2018. [Consulté le 21 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2018/07/exclusive-revealing-kangson-north-koreas-first-covert-uranium-enrichment-site/>

<sup>80</sup> HEINONEN, Olli, 2020. New Evidence Suggests Kangson Is Not a Uranium Enrichment Plant. *38 North* [en ligne]. 18 décembre 2020. [Consulté le 21 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2020/12/kangson201217/>

<sup>81</sup> IAEA, 2020. GOV/2020/42-GC(64)/18 : *Application of the Safeguards in the Democratic People's Republic of Korea*. Vienna, Austria : Board of Governors General Conference. ; ZWIRKO, Colin, 2020. More clues surface about site thought to be secret North Korean nuclear facility. *NK News* [en ligne]. 19 novembre 2020. [Consulté le 27 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2020/11/more-clues-surface-about-site-thought-to-be-secret-north-korean-nuclear-facility/>



nouveau suspendues en vertu des engagements pris par la Corée du Nord dans le cadre des Pourparlers à six. Afin de prouver sa bonne volonté, le régime nord-coréen avait notamment accepté de détruire la tour de refroidissement du réacteur en juin 2008<sup>82</sup>. Les délais liés à la construction d'un nouveau système de refroidissement suite à l'échec des Pourparlers à six allongèrent la durée durant laquelle la Corée du Nord ne put employer le réacteur afin de produire de l'uranium et du plutonium – mais les autres installations telles que les centrifugeuses, elles, continuèrent d'opérer. L'activité reprit alors en août 2013, jusqu'à la dernière interruption en décembre 2018, suite au sommet de Singapour entre Kim Jong Un et Donald Trump. Mais très récemment, des signes de reprise d'activité ont été observés, signe que la Corée du Nord semble avoir renoncé à ses précédents engagements en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne<sup>83</sup>. Malgré ces interruptions, nous pouvons constater que la Corée du Nord a réussi à accumuler un stock important de matière fissile. Grâce à ces installations, en 2016, on estime que le pays possédait entre 30 et 40 kg de plutonium grâce au réacteur de 5 mégawatts, capable de produire près de 6 kg de plutonium par an. Quant au stock d'uranium enrichi, il serait compris entre 200 et 450 kg avec une production d'environ 150 kg par an<sup>84</sup>. Ces chiffres font état du développement exponentiel du programme nucléaire nord-coréen. D'après les estimations évoquées plus haut, elle pourrait produire entre 4 et 8 bombes atomiques à base de plutonium et 10 à 25 bombes atomiques à base d'uranium<sup>85</sup>. La Corée du Nord posséderait déjà, à ce jour, entre 40 et 50 bombes atomiques et d'après les projections de la *RAND Corporation*, ce chiffre pourrait dépasser la barre des 200 bombes nucléaires d'ici 2027<sup>86</sup>.

---

<sup>82</sup> CHOE, Sang-hun, 2008. North Korea Destroys Tower at Nuclear Site. *The New York Times* [en ligne]. 28 juin 2008. [Consulté le 4 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2008/06/28/world/asia/28korea.html>

<sup>83</sup> UN NEWS, 2021. IAEA 'deeply troubled' by DPRK nuclear reactor development. *United Nations* [en ligne]. 30 août 2021. [Consulté le 7 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://news.un.org/en/story/2021/08/1098822>

<sup>84</sup> ALBRIGHT, David, 2017. North Korea's Nuclear Capabilities: A Fresh Look. *Institute for Science and International Security*. Washington, D.C. 28 avril 2017 ; HECKER, Siegfried S., BRAUN, Chaim et LAWRENCE, Chris, 2016. North Korea's Stockpiles of Fissile Material. *Korea Observer*. Winter 2016. Vol. 47, n° 4, pp. 721-749.

<sup>85</sup> HECKER, Siegfried S. et al., 2016. *Ibid.*

<sup>86</sup> DAVENPORT, Kelsey et KIMBALL, Daryl G., 2022. Nuclear Weapons: Who Has What at a Glance. *Arms Control Association* [en ligne]. janvier 2022. [Consulté le 1 février 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/factsheets/Nuclearweaponswhohaswhat> ; BENNETT, Bruce W., CHOI, Kang, GO, Myong-Hyun, BECHTOL, Bruce E., PARK, Jiyoung, KLINGNER, Bruce et CHA, Du-Hyeogn, 2021. *Countering the risks of North Korean nuclear weapons*. Santa Monica, CA : RAND Corporation. Perspectives.

À ce jour, la Corée du Nord a réalisé six essais nucléaires souterrains, tous effectués sur le site de Punggye-ri, dans la province du Hamgyong du Nord (cf. *Annexe n°3*). Ces derniers se sont succédés à un rythme régulier, environ tous les trois ans, en débutant, le 9 octobre 2006, par son premier essai nucléaire. Le Conseil de sécurité de l'ONU condamna cet essai et, en vertu de sa résolution 1718, instaura des sanctions économiques contre la Corée du Nord ainsi qu'un Panel d'experts chargé de surveiller l'application de ces sanctions. En réponse, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères nord-coréen déclara :

The successful nuclear test in the DPRK was an exercise of its independent and legitimate right as a sovereign state as it was a positive defensive countermeasure to protect the sovereignty of the country and life and security of the people from the U.S. escalated nuclear war threat and sanctions and pressure. [...]

The nuclear test in the DPRK was a great deed that greatly contributed to defending peace and stability not only on the Korean Peninsula but in the rest of Northeast Asia as it demonstrated powerful deterrent for coping with the U.S. nuclear threat and blackmail and foiling its attempt to ignite a new war. [...]

The DPRK vehemently denounces the “resolution”, a product of the U.S. hostile policy toward the DPRK, and totally refutes it.

The adoption of this “resolution” made it impossible for the UNSC to evade the historic responsibility for having patronized and connived at the U.S. which caused the division of Korea, the root cause of all misfortunes of the Korean nation, in violation of the UN Charter the cornerstone of which is the principle of sovereignty, equality and self-determination [...]<sup>87</sup>.

Les arguments avancés ici par Pyongyang sont restés constants tout au long du développement de son programme nucléaire et balistique. Sa justification se fonde sur la souveraineté des États dans un système mondial où il n'existe aucune hiérarchie et où la maximisation de la puissance reste la seule garantie contre une attaque de la part d'un adversaire.

La puissance de ce premier essai était très faible, moins d'une kilotonne, ce qui a poussé certains observateurs à se demander si cet essai pouvait être considéré comme un

---

<sup>87</sup> KCNA, 2006. DPRK Foreign Ministry Spokesman Totally Refutes UNSC « Resolution ». *KCNA Watch* [en ligne]. 18 octobre 2006. [Consulté le 18 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451884537-32902936/dprk-foreign-ministry-spokesman-totally-refutes-unsc-resolution/>

succès<sup>88</sup>. Une kilotonne est l'équivalent de la puissance explosive de 1 000 tonnes de TNT et, à titre de comparaison, la puissance de la bombe atomique ayant explosé à Hiroshima avait été mesurée à 15 kilotonnes. Mais malgré ce premier essai en demi-teinte, la Corée du Nord poursuit ses tests et la puissance de chaque essai nucléaire nord-coréen ne cessa d'augmenter jusqu'au plus récent. C'est ainsi qu'en 2009, la puissance du deuxième essai oscillait entre 2 et 4 kilotonnes<sup>89</sup>. Ensuite, en 2013, la Corée du Nord réalisa son troisième essai nucléaire, d'une puissance de 6 à 7 kilotonnes<sup>90</sup>. Une étape symbolique fut franchie lorsque dans le cadre de l'essai suivant, en janvier 2016, elle annonça avoir procédé pour la première fois au test d'une « arme à hydrogène », c'est-à-dire une arme opérant sur le principe de la fusion nucléaire<sup>91</sup>. Cependant, la puissance mesurée par les observateurs internationaux laissait penser qu'il s'agissait encore d'une arme à fission car sa puissance dépassait de peu celle du troisième essai avec environ 10 kilotonnes<sup>92</sup>. Les doutes précédemment exprimés furent dissipés quelques mois plus tard, en septembre 2016, lorsque la Corée du Nord procéda à son cinquième essai nucléaire, réalisant pour la première fois deux essais dans la même année. Ce dernier affichait une puissance comprise entre 15 et 20

---

<sup>88</sup> GARWIN, Richard L. et VON HIPPEL, Frank N., 2006. A Technical Analysis: Deconstructing North Korea's October 9 Nuclear Test. *Arms Control Association* [en ligne]. novembre 2006. [Consulté le 3 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/act/2006-11/features/technical-analysis-deconstructing-north-korea%E2%80%99s-october-9-nuclear-test>

<sup>89</sup> MURPHY, J. R., STEVENS, J. L., KOHL, B. C. et BENNETT, T. J., 2013. Advanced Seismic Analyses of the Source Characteristics of the 2006 and 2009 North Korean Nuclear Tests. *Bulletin of the Seismological Society of America*. 1 juin 2013. Vol. 103, n° 3, pp. 1640-1661. ; ZHAO, Lian-Feng, XIE, Xiao-Bi, WANG, Wei-Min et YAO, Zhen-Xing, 2012. Yield Estimation of the 25 May 2009 North Korean Nuclear Explosion. *Bulletin of the Seismological Society of America*. 1 avril 2012. Vol. 102, n° 2, pp. 467-478.

<sup>90</sup> CHOI, He-suk, 2013. Estimates differ on size of N.K. blast. *The Korea Herald* [en ligne]. 14 février 2013. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20130214000765> ; DAVENPORT, Kelsey, 2013. North Korea Conducts Nuclear Test. *Arms Control Association* [en ligne]. février 2013. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/act/2013-02/north-korea-conducts-nuclear-test> ; ZHAO, Lien-Feng, XIE, Xiao-Bi, WANG, Wei-Min et YAO, Zhen-Xing, 2014. The 12 February 2013 North Korean Underground Nuclear Test. *Seismological Research Letters* [en ligne]. 1 janvier 2014. Vol. 85, n° 1, pp. 130-134. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://pubs.geoscienceworld.org/srl/article/85/1/130-134/348977>

<sup>91</sup> KCNA, 2013. 조선정부 주체조선의 첫 수소탄시험 완전성공 [chosŏnjŏngbu chuch'ejosŏnŭi ch'ŏt susot'ansihŏm wanjŏnsŏnggong / Succès total pour du gouvernement de la RPDC avec le premier essai nucléaire d'une bombe à hydrogène du *Juche*]. *KCNA* [en ligne]. 6 janvier 2013. [Consulté le 15 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/01/01-06/2016-0106-011.html>

<sup>92</sup> ZHAO, Tong, 2016. Understanding the Small Yield of North Korea's Claimed H-Bomb Test. *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 7 janvier 2016. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://carnegiesinghua.org/2016/01/07/understanding-small-yield-of-north-korea-s-claimed-h-bomb-test-pub-62430>

kilotonnes<sup>93</sup>. Enfin, un an plus tard, en septembre 2017, la Corée du Nord procéda à son dernier essai nucléaire en date, d'une puissance estimée entre 160 et 250 kilotonnes<sup>94</sup>, ce qui en fait l'essai le plus puissant jamais réalisé par le régime nord-coréen.

Le programme nucléaire nord-coréen a connu un essor à partir de l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Un. Comme nous l'avons évoqué plus haut, quatre des six essais nucléaires nord-coréens ont eu lieu au cours de son mandat. En outre, dès avril 2013, la Corée du Nord a inscrit l'arme nucléaire dans le préambule de sa Constitution en se définissant comme un « État doté de l'arme nucléaire » (핵보유국, haekpoyuguk)<sup>95</sup>. L'Assemblée populaire suprême vota également le texte de loi appelé « *DPRK Law on Consolidating the Position of Nuclear Weapons State for Self-Defense* » qui disposait que :

The DPRK is a full-fledged nuclear weapons state capable of beating back any aggressor troops at one strike, firmly defending the socialist system and providing a sure guarantee for the happy life of the people.

Having an independent and just nuclear force, the DPRK put an end to the distress-torn history in which it was subject to outside forces' aggression and interference and could emerge a socialist power of Juche which no one dares provoke.<sup>96</sup>

---

<sup>93</sup> HECKER, Siegfried S., 2016. What to Make of North Korea's Latest Nuclear Test? *38 North* [en ligne]. 12 septembre 2016. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2016/09/shecker091216/> ; KLUG, Foster et KIM, Tong-hyung, 2016. Rhetoric or real? N. Korea nuclear test may be a bit of both. *AP News* [en ligne]. 10 septembre 2016. [Consulté le 3 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://apnews.com/article/f9234cbd0efa4d3caafcbecb88e16576>

<sup>94</sup> LEE, Michelle Ye Hee, 2017. North Korea nuclear test may have been twice as strong as first thought. *The Washington Post* [en ligne]. 13 septembre 2017. [Consulté le 15 mars 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/north-korea-nuclear-test-maybe-have-been-twice-as-strong-as-first-thought/2017/09/13/19b026d8-985b-11e7-a527-3573bd073e02\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/north-korea-nuclear-test-maybe-have-been-twice-as-strong-as-first-thought/2017/09/13/19b026d8-985b-11e7-a527-3573bd073e02_story.html) ; PABIAN, Frank V., BERMUDEZ, Joseph S. et LIU, Jack, 2017. North Korea's Punggye-ri Nuclear Test Site: Satellite Imagery Shows Post-Test Effects and New Activity in Alternate Tunnel Portal Areas. *38 North* [en ligne]. 12 septembre 2017. [Consulté le 15 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2017/09/punggye091217/>

<sup>95</sup> HWANG, Jang-jin, 2012. N.K. calls itself "nuclear-armed state" in revised constitution. *The Korea Herald* [en ligne]. 30 mai 2012. [Consulté le 17 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20120530001382>

<sup>96</sup> KCNA, 2013. Law on Consolidating Position of Nuclear Weapons State Adopted. *KCNA Watch* [en ligne]. 1 avril 2013. [Consulté le 4 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451896124-739013370/law-on-consolidating-position-of-nuclear-weapons-state-adopted/>

L'objectif de Kim Jong Un était de faire de la Corée du Nord un État doté de l'arme nucléaire *de facto* et de contraindre la communauté internationale à reconnaître le pays en tant que tel. En vertu de la ligne politique *byungjin* (병진) introduite à l'origine par Kim Il Sung puis reprise par Kim Jong Un en 2013, le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen devait aller de pair avec le développement de l'économie. Mais en 2018, à la veille du lancement de son offensive diplomatique qui eut pour point d'orgue un sommet historique entre Kim Jong Un et Donald Trump, la ligne *byungjin* fut abandonnée au profit de l'unique « construction d'une économie socialiste »<sup>97</sup>. Cette réorientation symbolisait l'aboutissement officiel du programme nucléaire nord-coréen après son dernier essai nucléaire en 2017. C'est ainsi qu'en mai 2018, le démantèlement du site d'essais nucléaires de Punggye-ri fut annoncée par l'Institut des armes nucléaires et que la presse internationale fut convoquée afin d'être témoin de la destruction des tunnels<sup>98</sup>. Mais encore aujourd'hui, bien que l'activité reste effectivement très limitée sur le site, certains experts estiment que la destruction n'a été que partielle et qu'il serait possible pour le pays de procéder à la reconstruction du site<sup>99</sup>. Le réacteur de 5 mégawatts de Yongbyon était aussi à l'arrêt depuis décembre 2018 mais, contrairement au site de Punggye-ri où le régime nord-coréen continue de respecter ses engagements, de la vapeur a été observée émanant de la salle des générateurs en novembre 2021 par imagerie satellite, ce qui constitue un signe de reprise d'activité<sup>100</sup>. Les difficultés économiques que le pays a rencontrées en raison de la pandémie de Covid-19 semblent avoir eu raison de la politique économique décidée par

---

<sup>97</sup> RUEDIGER, Frank, 2018. North Korea's Economic Policy in 2018 and Beyond: Reforms Inevitable, Delays Possible : Informed Analysis of North Korea. *38 North* [en ligne]. 8 août 2018. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2018/08/rfrank080818/>

<sup>98</sup> POLLARD, Martin Quin, 2018. Foreign media arrive in North Korea, suggesting nuclear shutdown on track. *Reuters* [en ligne]. 22 mai 2018. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-missiles-china-journalists-idUSKCN1IN08F>

<sup>99</sup> LIU, Jack, PABIAN, Frank V. et MAKOWSKY, Peter, 2021. North Korea's Punggye-ri Nuclear Test Site: Three Years After Its Dismantlement. *38 North* [en ligne]. 9 juin 2021. [Consulté le 17 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/06/north-koreas-punggye-ri-nuclear-test-site-three-years-after-its-dismantlement/>

<sup>100</sup> HEINONEN, Olli, MAKOWSKY, Peter, LIU, Jack et TOWN, Jenny, 2021. North Korea's Yongbyon Nuclear Complex: Further Evidence of 5 MWe Reactor Operations. *38 North* [en ligne]. 24 novembre 2021. [Consulté le 6 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/11/north-koreas-yongbyon-nuclear-complex-further-evidence-of-5-mwe-reactor-operations/>; PANDA, Ankit, 2021. What the Restarting of North Korea's Yongbyon Reactor Means. *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 2 septembre 2021. [Consulté le 5 novembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2021/09/02/what-restarting-of-north-korea-s-yongbyon-reactor-means-pub-85260>

Kim Jong Un en 2018. Il apparaît que face au dos tourné de l'administration Biden, réticente à engager de nouvelles négociations, le régime nord-coréen soit retourné à la stratégie qu'il maîtrise le mieux : envoyer des signaux indiquant la production de nouvelles armes nucléaires menaçant la sécurité régionale en Asie-Pacifique. Par ailleurs, ces signaux ne concernent pas uniquement les armes nucléaires nord-coréennes mais également leurs vecteurs, les missiles balistiques, grâce auxquels les sites stratégiques de la région sont à la portée d'une frappe nucléaire nord-coréenne.

### **2.3. DÉSARMEMENT, LANCEURS SPATIAUX ET ARMES CHIMIQUES : LES ZONES D'OMBRES DU PROGRAMME NUCLÉAIRE ET BALISTIQUE NORD-CORÉEN**

À ses débuts, le programme nucléaire nord-coréen a bénéficié de l'ambiguïté sur le possible double emploi des technologies nucléaires à des fins civiles ou militaires. Si le doute fut levé après son retrait du TNP en 2003, d'autres incertitudes subsistent encore quant aux liens entre ce programme nucléaire et le développement d'armes chimiques. En outre, les activités de la RPDC dans le domaine spatial jouent également sur cette ambivalence : les lanceurs de fusées présentent de manière générale des similitudes avec les missiles balistiques, notamment les missiles intercontinentaux. Le premier domaine pourrait potentiellement servir à améliorer les technologies du second. S'intéresser à ces enjeux est d'autant plus important qu'ils font partie intégrante des problématiques liées à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Nous allons tout d'abord nous intéresser à la recherche d'une stratégie alternative de négociation en considérant la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne sous l'angle du désarmement et de la non-prolifération. Cette perspective peut en effet permettre d'ouvrir le champ des négociations à d'autres domaines en lien avec le programme nucléaire et balistique nord-coréen.

### 2.3.1. « Dénucléarisation » ou « désarmement et non-prolifération » : trouver une solution au défi nord-coréen

Le programme nucléaire et balistique nord-coréen représente un défi non seulement en raison du stade avancé auquel il est à présent parvenu en termes de développement quantitatif et qualitatif. Les multiples négociations internationales visant à persuader le régime nord-coréen d'abandonner ce programme et de faire le choix de la dénucléarisation ont échoué successivement, permettant ainsi à la Corée du Nord de poursuivre ses activités illicites. De plus, nous avons pu observer que les sanctions n'ont pas non plus réussi à freiner le développement de son programme nucléaire et balistique car le pays a mis au point diverses méthodes afin de les contourner. La dénucléarisation de la péninsule coréenne est-elle encore un objectif réalisable ? Quel discours serait susceptible d'une part, de ramener la Corée du Nord à la table des négociations et, d'autre part, de la persuader de tenir ses engagements en vue de la réalisation de cet objectif ? Il est possible de répondre à ces questions en deux temps. Tout d'abord, nous allons analyser comment l'expression même de « dénucléarisation de la péninsule coréenne » est source de malentendus, voire de conflits, entre la Corée du Nord et la communauté internationale. Puis, nous observerons dans quelle mesure l'introduction d'un discours se concentrant sur le désarmement et la non-prolifération tout en abordant la possibilité de la conclusion d'un traité de paix avec la Corée du Sud pourrait constituer une solution à l'impasse dans laquelle la communauté internationale se trouve à propos du dossier nord-coréen.

Bien que l'expression « dénucléarisation de la péninsule coréenne » soit régulièrement employée par les dirigeants politiques, les diplomates, la presse internationale et les divers commentateurs, il n'existe aucun consensus entre la Corée du Nord et la communauté internationale à propos de la définition de chacun des termes<sup>101</sup>. Depuis 1991, aucune arme nucléaire n'est entreposée en Corée du Sud tandis que la Corée du Nord continue ses activités relatives à la prolifération nucléaire. Ainsi, du point de vue de la communauté internationale, il est nécessaire d'achever la dénucléarisation de la péninsule en dénucléarisant la Corée du Nord. Toutefois, du point de vue de la Corée du Nord, la

---

<sup>101</sup> PANDA, Ankit, 2018. As 2018 Comes to a Close, North Korea Defines 'Denuclearization of the Korean Peninsula'. *The Diplomat* [en ligne]. 21 décembre 2018. [Consulté le 25 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2018/12/as-2018-comes-to-a-close-north-korea-defines-denuclearization-of-the-korean-peninsula/>

dénucléarisation inclurait certes son territoire national, mais également son voisin du Sud. Elle considère en effet que même si la Corée du Sud ne possède pas d'armes nucléaires sur son territoire, elle bénéficie de la stratégie d'*extended deterrence* des États-Unis qui comprend un parapluie nucléaire ainsi que des représailles assurées en cas de première frappe nord-coréenne<sup>102</sup>. La définition nord-coréenne de la péninsule coréenne s'effectue donc à rebours de celle de la communauté internationale.

S'agissant de la dénucléarisation, la politique de l'administration Biden vis-à-vis de la Corée du Nord est fondée sur une approche qu'elle qualifie de « *calibrated and practical* »<sup>103</sup>. Il s'agit de trouver un équilibre entre la stratégie de « *grand bargain* » de Donald Trump et celle de « *strategic patience* » défendue par Barack Obama. Cependant, cette approche reste vague et depuis ces déclarations, peu de détails concrets ont été communiqués. Il semble que les États-Unis continuent de poursuivre l'objectif CVID (*Complete, Verifiable and Irreversible Dismantlement*), c'est à une dénucléarisation complète, vérifiable avec un démantèlement irréversible<sup>104</sup>. La Corée du Nord a déjà exprimé son désaccord concernant l'objectif CVID qui équivaut pour elle à une demande unilatérale qui mettrait le pays à la merci des États-Unis<sup>105</sup>. Selon la Corée du Nord, les États-Unis lui demandent de s'engager dans un processus irréversible alors qu'ils sont susceptibles de revenir à tout moment sur leur décision. L'un des exemples qui entretient la méfiance du régime nord-coréen vis-à-vis de ces nouvelles exigences est notamment le cas du nucléaire iranien avec la sortie de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien décidée en mai 2018 par le président Donald Trump. L'approche privilégiée par le régime nord-coréen est un processus étape par étape selon les principes qu'elle appelle « parole pour parole » (말 대 말, mal tae mal) et « action pour

---

<sup>102</sup> CHOI, Kang, 2015. The North Korean Nuclear Problem: Twenty Years of Crisis. *Asia Policy*. 2015. N° 19, pp. 28-36.

<sup>103</sup> REUTERS et BOSE, Nandita, 2021. Biden administration sets new North Korea policy of 'practical' diplomacy. *Reuters* [en ligne]. 30 avril 2021. [Consulté le 16 juillet 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/biden-administration-has-completed-north-korea-policy-review-white-house-2021-04-30/>

<sup>104</sup> SHIN, Mitch, 2022. Biden Must Recalibrate Policy on North Korea. *The Diplomat* [en ligne]. 1 février 2022. [Consulté le 16 juillet 2022]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2022/02/biden-must-recalibrate-policy-on-north-korea/>

<sup>105</sup> KCNA, 2018. FM Spokesman on DPRK-U.S. High-level Talks. *KCNA Watch* [en ligne]. 7 juillet 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1531040428-34214303/fm-spokesman-on-dprk-u-s-high-level-talks/>



action » (행동 대 행동, haengdong tae haengdong)<sup>106</sup>. Dans la déclaration conjointe de septembre 2005 des Pourparlers à six, cette approche a été définie comme le principe directeur selon lequel devaient opérer les négociations internationales. La Corée du Nord souhaite donc que les négociations et l'éventuel accord qui pourrait en découler, opèrent selon le principe de réciprocité : à chaque engagement respecté par le régime nord-coréen, un engagement américain doit être également tenu. Cela sous-entend aussi que les mesures prises par les États-Unis soient à la hauteur des attentes nord-coréennes. Ce principe peut notamment rappeler l'*Agreed Framework* qui prévoyait la livraison de fioul afin de compenser les lacunes en électricité du pays suite à l'arrêt des réacteurs nucléaires nord-coréens.

En échange de ses engagements dans le cadre de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, la Corée du Nord estime en effet que les États-Unis et la communauté internationale doivent apporter des contreparties substantielles. On peut trouver dans son discours les conditions auxquelles la Corée du Nord respecterait ses engagements. Comme nous le détaillerons au cours du chapitre 5, la Corée du Nord lie plusieurs autres sujets à celui de la dénucléarisation. Du point de vue nord-coréen, les exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud sont des entraînements destinés à simuler une invasion du territoire nord-coréen grâce à l'emploi d'armes nucléaires. Elle exige donc que les États-Unis et la Corée du Sud renoncent à l'organisation de ces exercices militaires conjoints et même le retrait des forces américaines du territoire sud-coréen. Le but du régime nord-coréen est d'employer les négociations à propos de son programme nucléaire et balistique pour mettre fin à l'alliance entre Séoul et Washington. On remarque donc que l'expression « dénucléarisation de la péninsule coréenne » sous-tend de nombreuses problématiques qui doivent être prises en considération si l'on veut parvenir à un consensus sur sa définition et ainsi, à un accord.

L'ONU définit le désarmement comme « la réduction voire l'élimination des armes nucléaires, la destruction des armes chimiques et le renforcement de l'interdiction des armes

---

<sup>106</sup> KCNA, 2005. 조선외무성대변인 담화 2 기 부쉬 행정부의 대조선정책에 맞게 대응하러 한다 [chosŏnoemusŏngdaebyŏnin tamhwa igi puswi haengjŏngbuŭi taejosŏnjŏngch'aegge matke taeŭngharyŏ handa / Déclaration du porte-parole du ministère des Affaires étrangères nord-coréen : nous allons répondre de manière équivalente à la politique contre la Corée du Nord menée par la seconde administration Bush]. *KCNA* [en ligne]. 8 janvier 2005. [Consulté le 23 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2005/01/01-11/2005-01-11-001.html>

biologiques »<sup>107</sup>. On remarque que l'angle choisi est large et comprend diverses problématiques. L'Article VI du TNP, qui est l'un des piliers du Traité, prévoit « le désarmement nucléaire général et complet » mais les mesures entrant dans le cadre du désarmement ne sont pas précisées. On peut le définir comme la réduction, la limitation ou l'abolition des armes nucléaires. Cette définition peut être complétée par les dispositions d'instruments juridiques tels que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) ou le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). De plus, les projets de résolution élaborés par les États membres de l'ONU illustrent la volonté internationale de réaliser l'objectif d'un désarmement nucléaire général et complet grâce à un instrument juridiquement contraignant interdisant les armes nucléaires en vue de leur élimination complète. Parmi les mesures envisagées, on peut citer l'interdiction de mettre au point des armes nucléaires, l'interdiction des simulations sur des superordinateurs ou encore l'interdiction de former du personnel<sup>108</sup>. On remarque que le terme de « dénucléarisation » apparaît rarement et qu'il n'en existe aucune définition juridique. Or, dans le discours des acteurs internationaux sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen, employer le terme « dénucléarisation » met l'accent sur le fait que ce processus serait la conséquence d'un engagement politique plutôt que l'adhésion à un instrument juridique.

La Corée du Nord retient cette acception en établissant dans son discours un lien entre la dénucléarisation et la conclusion d'un mécanisme de paix sur la péninsule coréenne. Ainsi, dans le cas où la Corée du Nord se trouverait dépourvue de sa force de dissuasion nucléaire, elle n'aurait pas à craindre une agression de la part des États-Unis notamment. La Corée du Nord exige régulièrement que ces derniers signent un traité de non-agression et soutient les initiatives visant à remplacer l'armistice de 1953 par un traité de paix avec la Corée du Sud. Cependant, ces déclarations sont occultées par le fait que le pays continue de développer son arsenal nucléaire et balistique, contrariant ainsi toute possibilité de parvenir à un accord. Cependant, on peut se demander si la mise en place d'un mécanisme de paix sur la péninsule coréenne pourrait être une étape préliminaire à des négociations sur « le désarmement et la non-prolifération » dans la région. En éliminant d'abord la menace sur laquelle la Corée du Nord s'appuie afin de justifier son programme nucléaire et balistique, il serait possible ensuite d'envisager par exemple la création d'une zone

---

<sup>107</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, [sans date]. Désarmement. *United Nations* [en ligne]. [Consulté le 24 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/fr/global-issues/disarmament>

<sup>108</sup> GRANGE, Maryline, 2016. L'élimination des armes nucléaires : approche progressive française vs instrument juridique contraignant. *Annuaire Français de Droit International*. 2016. Vol. 62, n° 1, pp. 711-717.

d'exempte d'armes nucléaires qui repose sur la conclusion d'un accord entre les pays de la région géographique concernée. En effet, sur le modèle du Traité de Rarotonga (1985) pour le Pacifique Sud ou du Traité de Bangkok (1995) pour l'Asie du Sud-Est, les pays de la zone Asie-Pacifique pourraient conclure un accord de garanties généralisées avec l'AIEA<sup>109</sup>. En orientant le discours sur la préservation de la paix sur la péninsule coréenne, il serait également possible de viser au désarmement nucléaire et à la non-prolifération en se concentrant sur l'usage pacifique des technologies nucléaires, c'est-à-dire l'élimination de l'infrastructure militaire et des installations destinées à la production d'armes nucléaires. Moon s'intéresse en particulier à la mise en œuvre de la vérification dans le cadre de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, parmi les principales mesures envisagées, nous avons relevé<sup>110</sup> :

- Le démantèlement et le retrait des armes nucléaires : encourager les responsables nord-coréens à participer au processus visant à éliminer les armes nucléaires afin d'éviter d'éventuels accidents lors de la manipulation ;
- La fermeture des sites d'essais nucléaires : assurer le démantèlement complet des infrastructures et cela de manière irréversible ;
- La fermeture des sites de tirs de missiles balistiques : assurer le démantèlement des stocks de missiles balistiques et reconvertir les infrastructures pour le lancement de satellites dans le respect de la réglementation relative à l'usage pacifique de l'espace extra-atmosphérique ;
- L'arrêt des activités d'enrichissement de l'uranium : obtenir la localisation géographique des installations souterraines, démanteler les installations liées à la production de matière fissile, y compris les usines de retraitement des déchets nucléaires et éliminer tous les stocks de matière fissile ;
- L'inspection des installations nucléaires : ouvrir toutes les installations liées au programme nucléaire aux inspections de l'AIEA et assurer le respect des accords de garanties.

---

<sup>109</sup> Les zones exemptes d'armes nucléaires, 2018. *AIEA* [en ligne]. [Consulté le 26 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.iaea.org/fr/themes/les-zones-exemptes-darmes-nucleaires>

<sup>110</sup> MOON, Sung-joon, 2020. 북한 비핵화 과정의 기술적 검증 적용방안에 관한 연구 [pukhan pihakhwa kwajöng'üi kisuichök kömjüng chögyongbang'ane kwanhan yöngu / Étude sur l'application d'une vérification technique du processus de dénucléarisation de la Corée du Nord]. Gwangju, South Korea : Choson University.

Ces étapes peuvent être mises en œuvre progressivement et il serait possible d'envisager de fournir des compensations à la Corée du Nord si ses engagements sont respectés. On remarque que les réacteurs nucléaires ne sont pas mentionnés dans cette liste. Cette perspective vise à encourager le désarmement, la non-prolifération et la transition vers un programme nucléaire civil. Dans ce cadre, il serait recommandé de traiter de la question des réacteurs nucléaires en lien avec les inspections de l'AIEA qui assureraient qu'aucune matière fissile ne soit détournée.

Les avancées réalisées par la Corée du Nord en termes quantitatifs et qualitatifs concernant son programme nucléaire et balistique font de la dénucléarisation de la péninsule coréenne un défi de plus en plus difficile à relever. Cela nécessite d'adopter une nouvelle approche en recherchant un consensus sur la définition de la dénucléarisation de péninsule coréenne. En outre, considérer la question sous l'angle de la mise en œuvre d'un mécanisme de paix ouvrant la voie à un désarmement progressif et à la garantie que la Corée du Nord renonce à toute activité de prolifération nucléaire pourrait apporter de nouvelles perspectives. Il est possible de tirer des enseignements des échecs successifs lors des négociations internationales depuis 2003 et de les mettre en application<sup>111</sup>.

### *2.3.2. Un programme spatial nord-coréen qui inquiète la communauté internationale*

Nombreuses sont les connexions entre le programme de missiles balistiques nord-coréens et son programme de développement de lanceurs spatiaux. Toutefois, ces deux domaines entretiennent habituellement des liens en raison des similitudes entre les missiles balistiques qui, dans les cas notamment des missiles intercontinentaux, effectuent une grande partie de leur trajectoire dans l'espace extra-atmosphérique. Dans les pays ayant développé des missiles balistiques et des fusées spatiales, les mêmes technologies et les mêmes installations sont donc mobilisées dans les deux programmes<sup>112</sup>. Les progrès dans l'un des domaines peuvent bénéficier à l'autre et inversement. En ce qui concerne la Corée du Nord

---

<sup>111</sup> SHLAPAK, David A., 2021. How Not to Dismantle an Atomic Bomb: A Realistic Approach for Dealing with North Korea's Nuclear Weapons [en ligne]. *RAND Corporation*. [Consulté le 24 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.rand.org/pubs/perspectives/PEA1495-1.html>

<sup>112</sup> MILHOLLIN, Gary, 2000. The Link Between Space Launch and Missile Technology. *Wisconsin Project on Nuclear Arms Control* [en ligne]. 16 mars 2000. [Consulté le 4 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.wisconsinproject.org/the-link-between-space-launch-and-missile-technology/>

en particulier, ce sont les avancées de son programme spatial qui provoquent des interrogations quant à ses intentions et son usage pacifique de l'espace extra-atmosphérique. Officiellement, l'objectif poursuivi par Pyongyang est la mise en orbite de satellites sans aucune perspective de militarisation des technologies spatiales. Le premier type de lancement eut lieu en septembre 1998 avec le satellite Kwangmyongsong-1 et présenté comme un triomphe par les médias nord-coréens<sup>113</sup> mais considéré comme un échec par les experts<sup>114</sup>. Il fut lancé depuis le site de Tonghae – ou Musudan-ri – que nous avons évoqué plus haut dans le cadre du programme balistique nord-coréen. Le site a effectivement été employé à la fois pour des lancements de missiles et de fusées. On remarque donc d'emblée que dès les années 1990, les enjeux du programme spatial étaient multiples. Aujourd'hui, la communauté internationale s'inquiète du développement des technologies spatiales nord-coréennes et nous observerons dans quelle mesure les capacités de la Corée du Nord dans le domaine spatial – peu mentionné dans les négociations internationales et la littérature scientifique – constituent une menace pour la sécurité dans la région Pacifique.

Après l'échec du lancement du satellite Kwangmyongsong-1, il faudra attendre plus d'une décennie avant que la Corée du Nord ne tente à nouveau de tester l'une de ses fusées. Cette fois, la stratégie du régime nord-coréen n'était pas seulement de développer son programme spatial mais de parvenir à obtenir une reconnaissance internationale officielle. C'est pourquoi, avant de procéder au lancement, la RPDC adhéra en mars 2009 au Traité sur l'espace extra-atmosphérique de 1967 et à la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique de 1975. Elle avertit ensuite l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (ICAO) et l'Organisation Maritime Internationale en leur fournissant des informations sur le lancement du satellite Kwangmyongsong-2 qui eut lieu le 4 avril 2009<sup>115</sup>. L'évènement fut condamné par le Conseil de Sécurité de l'ONU dans la résolution 1874 et donna lieu à l'imposition de nouvelles sanctions économiques et financières contre le pays. Toutefois, les sanctions ne produisirent pas l'effet dissuasif

---

<sup>113</sup> KCNA, 1998. Successful launch of first satellite in DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 4 septembre 1998. [Consulté le 23 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452000352-774464396/successful-launch-of-first-satellite-in-dprk/>

<sup>114</sup> WISCONSIN PROJECT, 1998. North Korea Missile Update - 1998. *Wisconsin Project on Nuclear Arms Control* [en ligne]. 1 novembre 1998. [Consulté le 4 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.wisconsinproject.org/north-korea-missile-update-1998/>

<sup>115</sup> HAGGARD, Stephan, 2012. Missile Test, Nuclear Test: Reliving 2006 and 2009. *PIIE* [en ligne]. 9 avril 2012. [Consulté le 4 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.piie.com/blogs/north-korea-witness-transformation/missile-test-nuclear-test-reliving-2006-and-2009>

escompté car la Corée du Nord annonça que le lancement du satellite Kwangmyongsong-3 aurait lieu en avril 2012. Le type de fusée utilisé fut précisé ainsi que le site de lancement – il s’agissait de Sohae. Ce lancement devait marquer l’anniversaire des cent ans de la naissance de Kim Il Sung et être le premier fait d’armes de Kim Jong Un, quelques mois après le décès de son père. De nombreux articles ont été publiés dans les médias nord-coréens au cours des semaines précédant le lancement du satellite afin de faire grandir l’anticipation autour de cet évènement annoncé par le Comité pour la Technologie spatiale nord-coréen. Le ministère des Affaires étrangères annonça que des experts de la NASA ainsi que des médias étrangers avaient également été conviés à l’évènement afin d’assurer la « transparence » du gouvernement nord-coréen vis-à-vis de son programme spatial<sup>116</sup>. Mais le lancement de la fusée Unha-3 échoua en raison d’une défaillance quelques minutes après le tir. Rapidement, afin de faire oublier cet échec, un nouveau lancement fut réalisé le 12 décembre avec une fois encore la fusée Unha-3 et cette fois-ci, le satellite d’observation terrestre Kwangmyongsong 3-2 fut mis en orbite avec succès. Lors du banquet en l’honneur des scientifiques et des travailleurs ayant contribué au lancement de la fusée, un modèle d’exposition d’un nouveau modèle de fusée nommée Unha-9 fut exposé<sup>117</sup>. Ce modèle témoignait de l’ambition de la Corée du Nord dans sa conquête de l’espace. Le lancement du satellite Kwangmyongsong 3-2 avait, en effet, démontré la détermination de la Corée du Nord à devenir une puissance spatiale, bien que ses capacités soient loin de celles des leaders mondiaux dans le domaine. Désireuse de se présenter comme une puissance spatiale responsable, la Corée du Nord enregistra le satellite auprès des Nations unies, comme elle le fera également par la suite pour le lancement suivant<sup>118</sup>. En outre, afin sans doute de

---

<sup>116</sup> KCNA, 2012a. U.S. Should Not Apply Double Standards to DPRK's Satellite Launch: FM Spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 27 mars 2012. [Consulté le 10 février 2020]. Disponible à l’adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451900118-414731065/u-s-should-not-apply-double-standards-to-dprks-satellite-launch-fm-spokesman/>; KCNA, 2012.b Foreign Media Persons Visit Sohae Satellite Launching Station. *KCNA Watch* [en ligne]. 8 avril 2012. [Consulté le 10 février 2020]. Disponible à l’adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451900337-959371448/foreign-media-persons-visit-sohae-satellite-launching-station/>

<sup>117</sup> MADDEN, Michael, 2012. KJU attends Banquet Celebrating U’ nha-3 Launch. *North Korea Leadership Watch* [en ligne]. 22 décembre 2012. [Consulté le 13 octobre 2021]. Disponible à l’adresse : <https://nkleadershipwatch.wordpress.com/2012/12/22/kju-attends-banquet-celebrating-unha-3-launch/>

<sup>118</sup> KWAK, Sung-jin, 2013. North Korea Registers Satellite Launched in December with U.N. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 28 février 2013. [Consulté le 5 octobre 2021]. Disponible à l’adresse : <https://en.yna.co.kr/view/AEN20130227009400325> ; BYRNE, Leo, 2016. North Korea registers satellite with UN. *NK News* [en ligne]. 27 mai 2016. [Consulté le 5 octobre 2021]. Disponible à l’adresse : <https://www.nknews.org/2016/05/north-korea-registers-satellite-with-un/>

renforcer sa crédibilité, elle adhéra la même année à la Convention de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellite (IMSO)<sup>119</sup>. L'IMSO est chargée de la supervision de certains services de communication de sûreté et de sécurité par satellite fournis par les systèmes de communication mobiles par satellite. Parmi ses missions, elle assure également le bon fonctionnement du système mondial de suivi et l'identification à longue distance des navires pour l'Organisation maritime internationale (OMI) dont la Corée du Nord est membre depuis 1986. On peut constater que la Corée du Nord cherchait à gagner en légitimité en adhérant aux conventions internationales dans le domaine spatial. Ces opérations confèrent au programme spatial nord-coréen une certaine stature internationale mais lui permettent surtout aux scientifiques chargés du programme d'avoir accès à des formations dispensées par des instituts à l'étranger afin de développer leurs connaissances technologiques. C'est notamment à cet effet que le CSNU a mentionné au paragraphe 17 de la résolution 2270 (2016) et au paragraphe 10 de la résolution 2321 (2016) l'interdiction pour les ressortissants nord-coréens d'accéder à « l'enseignement ou la formation spécialisés dans des disciplines » susceptibles de contribuer au programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord. Cette interdiction fit suite au lancement en février 2016 du satellite Kwangmyongsong-4 qui est officiellement un satellite d'observation de la Terre et que la Corée du Nord enregistra à nouveau auprès des Nations unies, trois mois plus tard.

Malgré les efforts du régime nord-coréen pour légitimer son programme spatial, ce dernier reste controversé car deux conceptions du droit international s'opposent<sup>120</sup>. D'un côté, la Corée du Nord revendique la légalité de ses actions qui respectent des dispositions du Traité sur l'espace de 1967 auquel elle a adhéré car, conformément à ses dispositions, elle n'a mis en orbite aucune arme de destruction massive. De l'autre côté, les États-Unis et une partie de la communauté internationale voient dans ces lancements une violation des résolutions de l'ONU. Ce dernier argument est contesté par les autorités nord-coréennes qui considèrent que les résolutions du Conseil de Sécurité ne peuvent contrevenir aux normes internationales et par conséquent, aux lancements nord-coréens entrepris dans le respect de ces normes. Mais nous pouvons observer que, plutôt que deux conceptions du

---

<sup>119</sup> KANG, Tae-jun, 2013. North Korea joins International Mobile Satellite Organization. *NK News* [en ligne]. 2 décembre 2013. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2013/12/north-korea-joins-international-mobile-satellite-organization/>

<sup>120</sup> GAILLARD-SBOROWSKY, Florence, 2016. La Corée du Nord spatiale. *Fondation pour la Recherche Stratégique*. février 2016. N° 1.

droit international, ce sont deux interprétations des actions de la partie adverse qui entrent ici en conflit. Les États-Unis et une partie de la communauté internationale mettent en doute les *intentions* derrière les actions de la Corée du Nord en soupçonnant les lanceurs des fusées d'être des missiles balistiques modifiés et testés à l'occasion de la mise en orbite de satellites. En retour, la Corée du Nord estime que la partie adverse pousse sa logique « impérialiste » jusqu'aux confins de l'espace extra-atmosphérique. Les propos du Représentant de la RPDC auprès des Nations unies, en octobre 2012, illustrent notre analyse :

Certains pays ont associé les activités spatiales pacifiques de mon pays à un programme militaire et sont allés jusqu'à proférer des allégations infondées, notamment au sujet d'un essai de missile de longue portée et d'un programme d'enrichissement de l'uranium. Ces pays affirment qu'en vertu des résolutions du Conseil de sécurité, la République populaire démocratique de Corée ne peut effectuer aucun lancement en utilisant la technologie des missiles balistiques, et que même le lancement d'un satellite à des fins pacifiques ne doit pas être autorisé. Si ces mêmes pays sont libres de lancer des satellites spatiaux et que seule la République populaire démocratique de Corée n'en a pas le droit, cela constituerait une violation intolérable de la souveraineté de la République populaire démocratique de Corée.<sup>121</sup>

L'argument fait ici par le diplomate nord-coréen concerne la liberté de chaque État membre de l'ONU à utiliser l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques. C'est en vertu de ce droit que la Corée du Nord a procédé pour la deuxième fois à la mise en orbite du satellite Kwangmyongsong-3 quelques mois après cette prise de parole, en décembre 2012. Pourtant les clauses de préambule de la résolution 2087(2013) condamnant ce tir rappelaient que « tous les États sont libres d'explorer et d'utiliser l'espace en se conformant au droit international »<sup>122</sup>, ce qui laissait à penser que si les intentions de la Corée du Nord n'étaient pas de tester des missiles balistiques, elle pouvait continuer à lancer des fusées. Mais le Conseil de sécurité continua à interpréter l'action de la Corée du Nord comme un « tir recourant à la technologie des missiles balistiques »<sup>123</sup>. Nous allons dès lors analyser

---

<sup>121</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012. A/C.1/67/PV.7 : *Procès-verbal de la 7e séance de la Première Commission*. Soixante-septième session. Assemblée générale des Nations Unies. New York, NY, p. 24.

<sup>122</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2013. S/RES/2087. Conseil de sécurité. New York, NY, p.1.

<sup>123</sup> *Ibid.*



dans quelle mesure les informations et indices disponibles au sujet du programme spatial nord-coréen, à la fois dans une perspective technique et symbolique, permettent de discerner quels sont les objectifs poursuivis.

Du point de vue technique, il apparaît que les lancements de fusées mobilisent des composants balistiques mais que la modification de ces derniers dans un but spatial les rendent moins performants du point de vue balistique. La première fusée à avoir été mise au point pour mettre en orbite le satellite Kwangmyongsong-1 éveilla les soupçons d'une partie de la communauté internationale car les deux premiers étages de la fusée étaient en fait un missile balistique Taepodong-1 qui témoignait de l'avancement du pays en termes de développement d'un missile intercontinental<sup>124</sup>. En ce qui concerne les tirs de lancement de 2009 et avril 2012, d'après les analystes de la Fondation pour la recherche stratégique en France et les experts internationaux, même si les lanceurs mobilisaient des technologies de missiles balistiques à courte et moyenne portée de type Scud et Nodong pour la propulsion, l'objectif du pays était bien d'effectuer un tir spatial, pas de tester un missile balistique<sup>125</sup>. Le troisième tir, en décembre 2012, eut lieu pour la première fois sur le site de Sohae. La Corée du Nord compte deux sites majeurs de lancement de fusée, situés sur les côtes ouest et est. Sur la côte ouest se trouve le site de Sohae (littéralement, « mer de l'ouest » en coréen) appelé aussi Tonchang-ri et sur la côte est, se trouve le site de Tonghae (« littéralement, « mer de l'est » en coréen) appelé aussi Musudan-ri, employé comme site de tests de missiles balistiques comme nous l'avons évoqué plus haut. Le fait que la Corée du Nord ait choisi en décembre 2012 de lancer sa fusée depuis le site de Sohae pourrait indiquer une volonté d'apaisement vis-à-vis de la communauté internationale : il s'agissait notamment de s'assurer que les débris des différents étages de la fusée ne retombent pas sur le territoire sud-coréen ou japonais. Aucune activité de lancement n'a été repérée depuis 2013 sur le site de Tonghae et un nouveau lancement nécessiterait notamment un réaménagement du pas de tir<sup>126</sup>. Le site de Sohae est, par conséquent, celui où se concentrent les activités de développement du programme spatial nord-coréen. Le Groupe

---

<sup>124</sup> BERMUDEZ, Joseph S., 1999. *A History of Ballistic Missile Development in the DPRK*. Monterey, CA : Center for Non-Proliferation Studies, p. 30.

<sup>125</sup> GAILLARD-SBOROWSKY, Florence, 2016. *Op cit.*

<sup>126</sup> BERMUDEZ, Joseph S. et CHA, Victor, 2019. December 2019 Update: Tonghae Satellite Launching Ground. *Beyond Parallel - Center for Strategic and International Studies* [en ligne]. 17 décembre 2019. [Consulté le 2 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://beyondparallel.csis.org/december-2019-update-tonghae-satellite-launching-ground/>

d'experts de l'ONU chargé de la vérification de l'application des sanctions a également observé que la tour du lancement du pas de tir du site de Sohae était beaucoup plus grande que celle de Tonghae, environ 50 mètres de haut, ce qui lui permettait de lancer des fusées de grande taille<sup>127</sup>. Enfin, s'agissant du tir de 2016, il est possible d'y voir différentes interprétations, mais le développement rapide des missiles ICBM laisse à penser que le programme spatial n'était pas destiné à les améliorer, d'autant plus que, traditionnellement, les programmes balistiques sont exploités afin de faire progresser technologiquement les programmes spatiaux, et non l'inverse<sup>128</sup>. La Corée du Nord cherchait également à cette époque, comme nous l'analyserons plus bas, à améliorer les capacités de ses missiles en matière de rentrée (*reentry vehicle*), c'est-à-dire franchir à nouveau l'atmosphère pour frapper la cible visée, principe fondamentalement opposé à celui des fusées qui ont vocation à se désintégrer une fois l'atmosphère franchie pour mettre seulement le satellite qu'elles transportent en orbite<sup>129</sup>.

Du point de vue symbolique, le programme spatial nord-coréen occupe une place à part entière dans le schéma institutionnel du pays. Le prestige que la conquête de l'espace lui confère est indépendant du domaine nucléaire et balistique. L'ambition internationale de la Corée du Nord se retrouve jusque dans l'étrange similitude entre les initiales choisies pour sa nouvelle Administration nationale du développement aérospatial (NADA) créée en 2013 et la NASA américaine ainsi que dans la ressemblance entre les deux logos. Puis en avril, l'Assemblée suprême populaire annonça la création du Bureau public du développement spatial<sup>130</sup>. Dans la lignée de la stratégie de promotion de son usage de

---

<sup>127</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012. S/2012/422 : Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) [en ligne]. New York, NY. Conseil de Sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2012/422>

<sup>128</sup> GAILLARD-SBOROWSKY, Florence, 2015. Prolifération spatiale versus dissémination en matière spatiale : des enjeux sémantiques aux enjeux politiques. *Fondation pour la Recherche Stratégique* [en ligne]. 22 septembre 2015. [Consulté le 2 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.frstrategie.org/publications/notes/prolifération-spatiale-versus-dissémination-matière-spatiale-enjeux-semantiques-aux-enjeux-politiques-2015>

<sup>129</sup> RAUF, Tariq, 2016. North Korea's Space Launch. *Stockholm International Peace Research Institute* [en ligne]. 9 février 2016. [Consulté le 22 septembre 2015]. Disponible à l'adresse : <https://www.sipri.org/commentary/expert-comment/2016/north-koreas-space-launch>

<sup>130</sup> KCNA, 2013. DPRK SPA Decides to Set Up State Space Development Bureau. *KCNA* [en ligne]. 1 avril 2013. [Consulté le 7 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.kcna.co.jp/item/2013/201304/news01/20130401-18ee.html> ; KCNA, 2014. National Aerospace Development Administration of DPRK. *KCNA* [en ligne]. 31 mars 2014. [Consulté le 7 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/item/2014/201403/news31/20140331-24ee.html>

l'espace à des fins pacifiques, la NAD adhérera à la Fédération internationale d'astronautique en octobre 2015 mais une semaine plus tard, à la demande de l'Institut coréen de recherche aérospatial (KARI) de Daejeon et du Groupe d'experts du Comité 1718 de l'ONU, l'adhésion fut révoquée<sup>131</sup>. Mais cette déconvenue n'empêcha pas Hyon Kwang Il, directeur du département de la recherche scientifique de la NADA, de déclarer que le pays ambitionnait de « planter le drapeau de la RPDC sur la Lune »<sup>132</sup>.

En conclusion, on peut souligner que lorsqu'elle a procédé à des tirs de missiles balistiques, la Corée du Nord n'a pas tenté de cacher ses intentions réelles, de même que pour ses essais nucléaires. Il n'y a donc pas lieu de penser que ses ambitions dans le domaine spatial soient une couverture pour les essais balistiques. Le conflit qui existe aujourd'hui entre Pyongyang et une partie de la communauté internationale au sujet des tirs de lancement de fusées nord-coréens ont pour origine l'enjeu symbolique que représente l'espace extra-atmosphérique. Permettre à la Corée du Nord d'y avoir accès pourrait ouvrir la voie à la militarisation de son programme spatial<sup>133</sup> et la reconnaissance implicite de son statut de puissance spatiale. Fidèle à sa stratégie consistant à maintenir l'ambiguïté sur ses programmes stratégiques, la Corée du Nord a notamment effectué un essai nucléaire après chaque tir de lancement depuis 2009. Si ses motivations visent des objectifs à l'échelle internationale, le programme spatial revêt également une importance au niveau domestique. Ce programme spatial représente l'un des fleurons de la recherche scientifique du pays et un moyen pour le régime nord-coréen d'asseoir un peu plus sa légitimité pour pallier toute tentative de dissension<sup>134</sup>.

---

<sup>131</sup> O'CARROLL, Chad, 2015. N. Korean space agency becomes member of Intl' Astronautical Federation. *NK News* [en ligne]. 12 octobre 2015. [Consulté le 7 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2015/10/n-korean-space-agency-becomes-member-of-intl-astronautical-federation/>;

O'CARROLL, Chad, 2015. N. Korean membership of Intl' Astronautical Federation « revoked ». *NK News* [en ligne]. 19 octobre 2015. [Consulté le 7 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2015/10/n-korean-membership-of-intl-astronautical-federation-revoked/>

<sup>132</sup> NOLAND, Marcus, 2016. Not Satire: North Korea's Moonshot. *PIIE* [en ligne]. 12 août 2016. [Consulté le 16 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.piie.com/blogs/north-korea-witness-transformation/not-satire-north-koreas-moonshot> ; POWER, John, 2016. North Korea's Kim Jong-un Aims for the Moon. *The Diplomat* [en ligne]. 5 août 2016. [Consulté le 16 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2016/08/north-koreas-kim-jong-un-aims-for-the-moon/>

<sup>133</sup> CSIS, 2018. Space Threat 2018: North Korea Assessment. *Aerospace Security* [en ligne]. 12 avril 2018. [Consulté le 16 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://aerospace.csis.org/space-threat-2018-north-korea/>

<sup>134</sup> OLBRICH, Philipp et SHIM, David, 2019. Symbolic practices of legitimation: exploring domestic motives of North Korea's space program. *International Relations of the Asia-Pacific*. 1 janvier 2019. Vol. 19, n° 1, pp. 33-61.

### 2.3.3. Arsenal chimique et rentrée atmosphérique des missiles : inconnues dans l'équation du nucléaire nord-coréen

Plusieurs angles morts subsistent encore en ce qui concerne le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen. L'un des points stratégiques sur lesquels peu d'informations sont disponibles en sources ouvertes concerne d'un part, la capacité de la Corée du Nord à miniaturiser l'arme nucléaire afin de l'intégrer dans des ogives de missiles et d'autre part, son avancement technologique en matière de mirvage. Premièrement, en mars 2016, le pays avait annoncé qu'il avait réussi le pari de la miniaturisation de l'arme nucléaire : un article du *Rodong Sinmun* présentait une « tête de missile miniaturisée » pouvant « être montée sur des fusées balistiques »<sup>135</sup>. La KCNA confirma ensuite cette information quelques mois plus tard en affirmant que le couplage missile-arme nucléaire avait été testé en conditions réelles et avait été un succès<sup>136</sup>. Il fallut attendre août 2017 pour que les États-Unis, par le biais de la *Defense Intelligence Agency*, puis le ministère de la Défense japonais, confirment que la Corée du Nord avait effectivement réussi à produire au moins une arme nucléaire miniaturisée, franchissant ainsi une étape cruciale dans son programme nucléaire et balistique<sup>137</sup>. Mais peu d'informations sont disponibles à ce jour concernant le nombre d'armes miniaturisées produites par la Corée du Nord et la capacité de ses missiles à effectuer un vol complet munis d'ogives nucléaires pour atteindre une cible précise. Deuxièmement, nous avons évoqué le mirvage qui est terme dérivé de l'anglais, *Multiple Independently targetable Reentry Vehicles* (MIRV). Il s'agit d'une technologie développée d'abord par les États-Unis et l'URSS au cours des années 1960, en lien avec le développement de missiles intercontinentaux. Une ogive de missile peut contenir

---

<sup>135</sup> KCNA, 2016. Kim Jong Un Guides Work for Mounting Nuclear Warheads on Ballistic Rockets. *KCNA Watch* [en ligne]. 9 mars 2016. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/252503/kim-jong-un-guides-work-for-mounting-nuclear-warheads-on-ballistic-rockets/>

<sup>136</sup> KCNA, 2016. DPRK Succeeds in Nuclear Warhead Explosion Test. *KCNA Watch* [en ligne]. 9 septembre 2016. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/262885/dprk-succeeds-in-nuclear-warhead-explosion-test/>

<sup>137</sup> WARRICK, Joby, NAKASHIMA, Ellen et FIFIELD, Anna, 2017. North Korea now making missile-ready nuclear weapons, U.S. analysts say. *The Washington Post* [en ligne]. 8 août 2017. [Consulté le 14 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/national-security/north-korea-now-making-missile-ready-nuclear-weapons-us-analysts-say/2017/08/08/e14b882a-7b6b-11e7-9d08-b79f191668ed\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/north-korea-now-making-missile-ready-nuclear-weapons-us-analysts-say/2017/08/08/e14b882a-7b6b-11e7-9d08-b79f191668ed_story.html)

plusieurs *Reentry Vehicles* ou véhicules de rentrée, généralement de forme conique, abritant eux-mêmes des charges nucléaires. La maîtrise du mirvage signifie que les véhicules de rentrée sont capables de frapper chacun une cible différente de manière indépendante. Afin de tromper les défenses adverses, il est possible de charger dans les ogives nucléaires des véhicules de rentrée qui sont en réalité des leurres. Le système le plus basique porte le nom de *Multiple Reentry Vehicles* (MRV) : il s'agit de larguer des véhicules de rentrée avec charges nucléaires et des leurres le long d'une même trajectoire, ce qui implique une dispersion réduite. Le système *Multiple Independently targetable Reentry Vehicles* (MIRV) est plus sophistiqué car, comme nous l'avons indiqué, chaque véhicule de rentrée et chaque lure suit sa propre trajectoire, ce qui peut considérablement affaiblir tout système antibalistique. Il rend possible la frappe de plusieurs cibles, même éloignées par de grandes distances. Enfin, le système de mirvage le plus évolué porte le nom de *Maneuverable Reentry Vehicles* (MARV). Grâce à ce dernier, chaque véhicule de rentrée, y compris les leurres, peuvent être pilotés afin d'échapper à toute interception de la part d'un système de défense adverse. La Corée du Nord n'a pas encore procédé à un test de lancement impliquant la technologie de mirvage. Mais d'après les experts internationaux, le mirvage pourrait être employé sur des missiles actuellement en service, notamment le SLBM Pukguksong-3 et le missile intercontinental Hwasong-15. La forme de la coiffe de ces deux missiles suggérerait la capacité d'y abriter plusieurs véhicules de rentrée<sup>138</sup>. En outre, en octobre 2020, la Corée du Nord a dévoilé une nouvelle version du missile intercontinental évoqué précédemment lors d'une parade militaire en l'honneur du 75<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du Parti du Travail qui a été baptisé Hwasong-16. Puis en janvier 2021, quelques jours après le 8<sup>e</sup> Congrès du Parti, une version améliorée du SLBM a été paradée à son tour sous le nom de Pukguksong-5. Ce missile semble similaire au missile américain Poseidon qui est capable de larguer plusieurs têtes nucléaires avec une portée allant jusqu'à 4,600 km mais les estimations pour le modèle nord-coréen seraient plus proches de 3,000 km<sup>139</sup>. Il n'est pas inhabituel pour le régime nord-coréen de présenter des modèles factices de missiles lors des parades militaires afin d'alimenter les commentaires à propos de son arsenal nucléaire, les

---

<sup>138</sup> GARLAUSKAS, Markus, 2020. We Must Prevent North Korea from Testing Multiple Reentry Vehicles. *Beyond Parallel* [en ligne]. 5 novembre 2020. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://beyondparallel.csis.org/we-must-prevent-north-korea-from-testing-multiple-re-entry-vehicles/>

<sup>139</sup> ELLEMAN, Michael, 2021. North Korea's Newest Submarine-Launched Ballistic Missile, Same as the Old One? *38 North* [en ligne]. 15 janvier 2021. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/01/north-koreas-newest-submarine-launched-ballistic-missile-same-as-the-old-one/>

missiles en question restant à l'état de prototypes. Ces deux missiles n'ayant pas encore fait l'objet de tests, le doute continue de planer quant à leurs capacités réelles<sup>140</sup>.

Parmi les inconnues subsistant encore au sujet du régime nord-coréen, il faut également prendre en considération les armes chimiques. Au premier abord, il est difficile de trouver des liens entre le programme nucléaire et balistique nord-coréen et son arsenal d'armes chimiques. Pourtant, d'après les témoignages de réfugiés nord-coréens, les deux types d'armes sont étroitement liés car le fondateur du programme nucléaire fut avant tout un chimiste : Dr. Ri Sung Ki. Co-inventeur du vinalon, fibre synthétique similaire au nylon, surnommée la « fibre *Juche* » par le régime, Ri Sung Ki est considéré comme le père de l'industrie nord-coréenne de production de fibre polymère<sup>141</sup>. Il est notamment à l'origine de la construction en 1961 de l'usine chimique nommée *February 8th Vinalon Complex*<sup>142</sup>, à Hamhung, dans la province du Hamgyong du sud qui compte aujourd'hui plus de 10 000 employés<sup>143</sup>. On peut s'interroger cette fois sur les liens entre l'industrie textile et les armes chimiques nord-coréennes. La réponse se trouve dans la composition du vinalon, et plus particulièrement, de l'un de ses composants : l'éthanol. Converti en acétate de vinyle puis en alcool polyvinylique, il peut être filé en fibre de vinalon mais l'éthanol peut aussi être détourné pour fabriquer un agent chimique servant à la fabrication de la base de l'ypérite, appelé aussi « gaz moutarde ». La Corée du Nord possède d'importants gisements de charbon anthracite et de calcaire qui, mélangés à de l'eau, permettent de produire du gaz acétylène puis de l'éthanol<sup>144</sup>. Ainsi, sous couvert de produire du vinalon, il est possible pour le régime nord-coréen de détourner une partie de la production d'éthanol afin de produire des armes chimiques. Cette hypothèse est d'autant plus probable que le sol nord-coréen est riche en minéraux qui constituent les matières premières nécessaires. D'autre part, l'industrie textile pourrait servir non seulement de couverture pour la production d'armes

---

<sup>140</sup> ELLEMAN, Michael, 2020. Does Size Matter? North Korea's Newest ICBM. *38 North* [en ligne]. 21 octobre 2020. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2020/10/melleman102120/> ; DAVENPORT, Kelsey, 2020. North Korea Parades New Missile. *Arms Control Association* [en ligne]. novembre 2020. [Consulté le 12 juin 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/act/2020-11/news/north-korea-parades-new-missile>

<sup>141</sup> CRODDY, Eric, 2003. Vinalon, the DPRK, and Chemical Weapons Precursors. In : *Nuclear Threat Initiative* [en ligne]. 1 février 2003. [Consulté le 8 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nti.org/analysis/articles/vinalon-dprk-and-chemical-weapons/>

<sup>142</sup> En coréen : 2 월 8 일섬유연합기업소 [iwŏl palil sŏmyuyŏnhapkiŏpso].

<sup>143</sup> ANON., 2003. February 8th Vinalon Complex. *Nuclear Threat Initiative* [en ligne]. 1 mars 2003. [Consulté le 8 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nti.org/learn/facilities/603/>

<sup>144</sup> CRODDY, Eric, 2003. *Op cit.*

chimiques mais également de diméthylhydrazine asymétrique, qui est un carburant destiné aux missiles balistiques de longue portée tels que le Hwasong-12 ou le Hwasong-14. En 2017, la découverte et la traduction de trois articles de la revue nord-coréenne *Chemistry and Chemical Engineering* (화학과학공학, hwahakkwahwahakkonghak) publiés entre 2013 et 2016 mirent à jour l'existence d'une production domestique de diméthylhydrazine asymétrique – plus communément appelé UDMH – dans les installations industrielles du complexe de Hamhung<sup>145</sup>. Cette découverte confirma les soupçons des renseignements américains selon lesquels la Corée du Nord possédait les capacités de produire le carburant nécessaire au développement de son programme balistique et ne dépendait donc plus d'aides extérieures en la matière. Cela signifierait que les sanctions à l'encontre de la Corée du Nord n'ont qu'une efficacité limitée car le pays dispose à la fois des matières premières et de la technologie nécessaires à la production d'UDMH. La Corée du Nord dissimulerait ainsi une industrie d'armes chimiques et de carburant destiné aux ICBM derrière le complexe d'industrie textile de Hamhung. On comprend pourquoi Ri Sung Ki a reçu à deux reprises le Prix Kim Il Sung, plus haute distinction du régime nord-coréen, et été nommé à la tête de l'Institut de Recherche pour l'Énergie Atomique puis de l'Académie des Sciences de Hamhung<sup>146</sup>. Outre l'élaboration de ces composants chimiques, la Corée du Nord a également réussi à maîtriser le procédé lui permettant d'extraire de l'uranium à partir de produits fertilisants, en particulier les engrais phosphatés<sup>147</sup>. Ses usines de produits fertilisants, notamment à Sunchon, pourraient avoir un double emploi et contribuer à la production de *yellowcake*. Bien qu'elle ait adhéré en 1987 à la Convention sur les armes biologiques, la RPDC n'a pas adhéré à la Convention l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques, ce qui laisse le doute planer quant aux activités de son industrie chimique. Ce traité est pourtant quasi-universel, car seuls trois États – dont la RPDC – ne sont pas signataires.

La Corée du Nord entretient également une coopération au niveau international avec certains pays, dont la Syrie dans le domaine des armes chimiques. Elle aurait fourni au

---

<sup>145</sup> LEWIS, Jeffrey, 2017. Domestic UDMH Production in the DPRK. *Arms Control Wonk* [en ligne]. 27 septembre 2017. [Consulté le 8 février 2021]. Disponible à l'adresse : <http://www.armscontrolwonk.com/archive/1204170/domestic-udmh-production-in-the-dprk/>

<sup>146</sup> GREENLEES, Donald, 2006. How North Korea fulfilled its nuclear quest. *The New York Times* [en ligne]. 23 octobre 2006. [Consulté le 8 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2006/10/23/world/asia/23iht-bomb.3257012.html>

<sup>147</sup> CROY, Margaret, 2020. *Dual Use in the DPRK: Uranium Extraction from Phosphate Fertilizer Factories*. Monterey, CA : James Martin Center for Nonproliferation Studies.

régime syrien les composants ainsi que l'expertise technique pour élaborer des missiles balistiques, vecteurs pour des armes chimiques. Le Centre d'études et de recherches scientifiques syrien (SSRC) emploierait des spécialistes nord-coréens dans le domaine des missiles balistiques en vertu d'accords militaires secrets passés entre les deux États<sup>148</sup>. En juillet 2007, lors d'une explosion sur le site de stockage de missiles et productions d'armes chimiques de Al-Safir, au nord du pays, près de quinze militaires et spécialistes syriens, plusieurs dizaines d'Iraniens et au moins trois spécialistes nord-coréens auraient trouvé la mort. L'explosion aurait eu lieu lors d'un test visant à armer un missile Scud C d'une ogive contenant du gaz moutarde. Elle aurait en effet libéré des agents neurotoxiques – VX et Sarin – ainsi que du gaz moutarde dans l'atmosphère<sup>149</sup>. Bien que Pyongyang démente toute coopération avec Damas dans ce domaine<sup>150</sup>, les relations entre les deux pays sont connues des experts internationaux et des services de renseignement. Néanmoins, le détournement du programme nucléaire et balistique à des fins de développement d'une composante chimique et biologique reste encore aujourd'hui l'un des secrets les mieux gardés du régime nord-coréen.

Depuis son lancement au sortir de la Guerre de Corée, le programme nucléaire et balistique nord-coréen n'a cessé de gagner en crédibilité tant au niveau quantitatif que qualitatif. Grâce à l'aide fournie par ses alliés communistes au cours de la guerre froide, la Corée du Nord a pu avoir accès aux technologies nécessaires à la production de matière fissile, la fabrication d'armes nucléaires et la conception de missiles balistiques. Elle a su diversifier son arsenal nucléaire et balistique afin d'améliorer sa versatilité. Kim Jong Un semble déterminé à poursuivre l'amélioration et la modernisation de son programme nucléaire et balistique. D'après son discours en janvier 2021, lors du 8<sup>e</sup> Congrès du Parti, toutes les armes de destruction massive du pays ont vocation à voir leur puissance décuplée :

---

<sup>148</sup> THAYER, Nate, 2013. North Korea and Syrian chemical and missile programs. In : *NK News* [en ligne]. 19 juin 2013. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2013/06/north-korea-and-syrian-chemical-and-missile-programs/>

<sup>149</sup> *Ibid.*

<sup>150</sup> KCNA, 2013. 조선외무성 수리아사태와 관련한 적대세력들의 헛소문 배격 [chosŏnoemusŏng suriasat'aewa kwallyŏnhan chŏktaeseryŏktŭrŭi hŏssomun paegyŏk / Porte-parole du ministère des Affaires étrangères : Rejet des fausses rumeurs élaborées par des forces hostiles concernant la situation en Syrie]. *KCNA* [en ligne]. 14 novembre 2013. [Consulté le 10 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/11/11-14/2013-1114-028.html>



« méga-bombes à hydrogène » (초대형수소탄, ch'odaehyöngsusot'an), lance-roquettes multiples géants (초대형 방사포, ch'odaehyöng pangsap'o), nouveaux missiles tactiques (신형전술로켓, sinhyöngjönsulloket'ü) et armes nucléaires tactiques de pointe (첨단핵전술무기, ch'ömdanhaekchönsulmugi) telles que « le monde n'en a jamais vu »<sup>151</sup> sont les objectifs affichés par le régime.

À la lumière de notre analyse, il apparaît que la dénucléarisation de la péninsule est un défi qu'il est urgent de relever. Plus les années passent et plus la Corée du Nord s'ancre dans une stratégie fondée sur une vision réaliste des relations internationales consistant à maximiser sa puissance afin de maintenir son indépendance. La maîtrise de l'arme la plus puissante jamais créée et notamment de sa version thermonucléaire, est en effet une conquête que le régime nord-coréen ne semble pas prêt à abandonner. Les réactions coercitives de la communauté internationale à son égard ne semblent que renforcer cette position. C'est pourquoi nous plaidons en faveur d'une approche fondée sur l'analyse de l'intersubjectivité que sous-tend le concept de dissuasion nucléaire.

---

<sup>151</sup> LEE, Yong-sun et YOO, Yong-won, 2021. "전술핵 개발하라" 南 겨냥해 핵위협. *Chosun Ilbo* [en ligne]. 10 janvier 2021. [Consulté le 18 mai 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.chosun.com/politics/north\\_korea/2021/01/11/DLOHX6G4DFDBVBZCMVR77HB4GM/](https://www.chosun.com/politics/north_korea/2021/01/11/DLOHX6G4DFDBVBZCMVR77HB4GM/)

# 3. Le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen à travers le prisme des grandes théories des relations internationales : l'apport de l'approche constructiviste

« L'équilibre des puissances atteint par l'accumulation compétitive d'armes ne pourra jamais empêcher la guerre » affirmaient, dans un communiqué conjoint, les trois grandes institutions étatiques de la RPDC, c'est-à-dire le Comité central du Parti du Travail, l'Assemblée populaire suprême et le gouvernement nord-coréen, en 1988<sup>1</sup>. Le communiqué fait ici référence au concept réaliste de l'équilibre des puissances (*balance of power*), selon lequel les États cherchent à se prémunir contre un rival soit en augmentant leur puissance militaire, soit en concluant des alliances avec d'autres États<sup>2</sup>. La Corée du Nord apparaissait comme encline à considérer la seconde stratégie, en avertissant ses interlocuteurs des dangers d'une course à l'armement. En effet, dans un contexte de guerre froide, une telle stratégie pourrait mener à un second conflit entre les deux Corées. De plus, la Corée du Nord se trouvait dans une position défavorable car les États-Unis avaient entreposé des armes nucléaires sur le territoire sud-coréen depuis 1958, ce qui constituait un avantage

---

<sup>1</sup> KCNA, 1988. Peace Proposal Communiqué Issued at Joint Meeting. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 8 novembre 1988.

<sup>2</sup> LEE, Jae-Bong, 2009. US Deployment of Nuclear Weapons in 1950s South Korea & North Korea's Nuclear Development: Toward Denuclearization of the Korean Peninsula. *The Asia-Pacific Journal*. 17 février 2009. Vol. 7, n° 8, p. 4.; NORRIS, Robert S., ARKIN, William M. et BURR, William, 1999. Where they were. *Bulletin of the Atomic Scientists*. novembre 1999. Vol. 55, n° 6, p. 26-35.

stratégique important<sup>3</sup>. On comprend dès lors pourquoi la signature d'un traité de paix avec son voisin du sud semblait une meilleure option. Le discours pacifique de la Corée du Nord s'inscrivait donc dans une stratégie de *soft balancing*<sup>4</sup> face à la puissance américaine et son allié sud-coréen.

Dans le discours nord-coréen, le programme nucléaire et balistique nord-coréen est aujourd'hui représenté comme une arme garantissant l'indépendance du pays vis-à-vis des « puissances impérialistes ». Mais comme nous l'avons évoqué au chapitre 1 à propos de l'histoire des négociations internationales sur le programme nucléaire nord-coréen, jusqu'au début des années 2000, son discours se caractérisait par une volonté de développer un programme nucléaire civil et de poursuivre le dialogue relatif à la réunification des deux Corées. La Corée du Nord a ainsi soumis son programme nucléaire aux réglementations du régime international de non-prolifération. Parallèlement, elle a contribué à plusieurs sommets intercoréens en vue de la conclusion d'un traité de paix entre les deux Corées. Au cours du chapitre 2, nous avons observé l'évolution des capacités nucléaires et balistiques du pays en termes technologiques. La Corée du Nord a su tirer parti de ressources fournies par des pays étrangers afin de développer ses réacteurs nucléaires et ses missiles balistiques. Toutefois, après cette analyse des grandes lignes de la stratégie nucléaire de la Corée du Nord, il convient de chercher à comprendre les facteurs influant sur la prise de décision des dirigeants nord-coréen ainsi que la nature de leurs motivations.

On peut se demander quelle est la grille de lecture la plus pertinente afin de comprendre les motivations de la Corée du Nord concernant le développement de son programme nucléaire et balistique. Parmi les grandes théories de relations internationales, dans quelle mesure la théorie constructiviste, et plus particulièrement le courant de l'analyse du discours, constitue-t-elle une approche capable de rendre compte des évolutions de la stratégie nucléaire de la Corée du Nord ?

Nous répondrons à ces interrogations en trois temps en prenant pour modèle la théorie des trois images énoncée par Waltz dans *Man, the State and War*. Il s'interroge sur les causes de la guerre et parvient à définir ses trois sources principales, classées selon leur ordre

---

<sup>3</sup> KRISTENSEN, Hans M. et NORRIS, Robert S., 2017. A history of US nuclear weapons in South Korea. *Bulletin of the Atomic Scientists*. 2 novembre 2017. Vol. 73, n° 6, pp. 349-357.

<sup>4</sup> PAPE, Robert A., 2005. Soft Balancing against the United States. *International Security*. 2005. Vol. 30, n° 1, pp. 7-45. ; PAUL, T. V., 2005. Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy. *International Security*. 2005. Vol. 30, n° 1, pp. 46-71.

croissant d'importance : l'homme, l'État et le système international<sup>5</sup>. Chacune de ces causes est appelée « image » et c'est sur la base de cette classification qu'il opère son analyse. Par l'homme, Waltz entend la nature humaine, c'est-à-dire la propension des hommes à entrer en conflit afin d'acquérir plus de pouvoir et par l'État, Waltz fait référence à la politique intérieure du pays. Ces deux « images » sont pertinentes car il n'est pas possible d'expliquer les guerres sans y faire référence, mais le système international est, selon lui, encore plus important parce qu'il permet d'expliquer la possibilité et la récurrence de la guerre<sup>6</sup>. Rien dans l'anarchie qui caractérise le système international ne peut empêcher l'irruption d'une guerre, c'est pourquoi la guerre entre États reste toujours une option dans tous les cas de figure. La troisième image, c'est-à-dire le système international, pèse donc plus lourd dans la balance de la théorie néo-réaliste des relations internationales que l'influence de la politique intérieure des États ou les hommes qui sont à leur tête.

Grâce aux éléments historiques et techniques que nous avons exposés au cours des chapitres 1 et 2, nous avons pu obtenir une vision globale de l'évolution de la stratégie de la Corée du Nord concernant le développement de son programme nucléaire et balistique. Nous possédons dès lors les connaissances nécessaires afin de considérer cette évolution à travers le prisme des différentes théories des relations internationales. Nous constaterons dans un premier temps que la théorie de Waltz est partiellement valide car la structure anarchique du système international peut expliquer le choix du régime nord-coréen d'agir selon une logique réaliste de maximisation de sa puissance en développant son programme nucléaire et balistique. Mais cette logique a montré des limites, d'où l'adhésion de la Corée du Nord aux valeurs libérales des organisations internationales en respectant temporairement le régime international de non-prolifération (1). Cependant, se concentrant sur le système international, la théorie de Waltz ne permet pas de rendre compte des différents facteurs qui influencent la stratégie fluctuante de la Corée du Nord. Nous verrons que la seconde image, c'est-à-dire l'État, doit être prise en considération, notamment en termes de sécurité nationale. Grâce aux théories critiques de la sécurité, nous observerons dans quelle mesure le programme nucléaire et balistique nord-coréen est une réponse aux menaces pesant sur son système politique et l'identité nationale coréenne (2). Enfin, nous mettrons en évidence le rôle central de la première image, c'est-à-dire l'homme politique,

---

<sup>5</sup> WALTZ, Kenneth N., 2001. *Man, the State and War – A Theoretical Analysis*. Revised Edition. New York : Columbia University Press, pp. 1-15.

<sup>6</sup> SUGANAMI, Hidemi, 2009. Understanding Man, the State, and War. *International Relations*. septembre 2009. Vol. 23, n° 3, pp. 372-388.

dans la prise de décision. L'arme nucléaire, en raison des dommages inacceptables qu'elle permet d'infliger à un pays, remet la question de l'avenir de l'humanité au centre du discours sur la lutte contre la prolifération nucléaire. Ainsi, grâce aux théories d'analyse du discours, nous montrerons que l'affrontement entre la Corée du Nord et la communauté internationale se situe avant tout au niveau du discours sur le développement de son programme nucléaire et balistique (3).

### **3.1. LA STRATÉGIE NUCLÉAIRE NORD-CORÉENNE : SAISIR LES OPPORTUNITÉS D'UN SYSTÈME INTERNATIONAL LIBÉRAL EN ADOPTANT UNE VISION RÉALISTE**

À la lumière de l'historique des négociations internationales sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen et de l'étude de l'évolution de la stratégie de la RPDC en la matière, il apparaît que la théorie néo-réaliste peut expliquer la situation sur la péninsule coréenne ainsi que les décisions prises par le régime nord-coréen. Depuis son premier accord avec l'URSS concernant la livraison de réacteurs nucléaires jusqu'à ses déclarations sur l'acquisition de la bombe à hydrogène, la stratégie de la Corée du Nord semble avoir suivi les principes de la théorie réaliste et en particulier, la maximisation de la puissance militaire. Waltz a cependant mis en garde les théoriciens sur les limites de leur démarche :

A theory is a picture, mentally formed, of a bounded realm or domain of activity. A theory is a depiction of the organization of a domain and the connection among its parts. [...] Theories do construct a reality but no one can ever say that it is *the* reality.<sup>7</sup>

En effet, aucune théorie ne peut prétendre à l'exhaustivité et il subsiste toujours des domaines inexplorés en raison de la sélectivité opérée au départ lors de la formulation des hypothèses. D'où le focus choisi par la théorie néo-réaliste sur la structure, c'est-à-dire le système international, plutôt que sur le système politique d'un État ou sur ses dirigeants.

---

<sup>7</sup> WALTZ, Kenneth N., 1979. *Theory of International Politics*. Boston, MA : Addison-Wesley, pp. 8-9, et pour une analyse plus détaillée des travers dans lesquels il est possible de tomber en adoptant une méthode inductive voir WÆVER, Ole, 2009. Waltz's Theory of Theory. *International Relations*. juin 2009. Vol. 23, n° 2, pp. 201-222.

Bien que cette focalisation quasi-exclusive sur la troisième image ait fait l'objet de critiques<sup>8</sup>, elle est toutefois utile. Cette approche a déjà été privilégiée par plusieurs chercheurs, notamment Singer qui décrit la troisième image comme « le plus exhaustif des niveaux disponibles, englobant la totalité des interactions qui ont lieu au sein du système et de son environnement »<sup>9</sup>. Waltz encourage en outre à « tester » sa théorie<sup>10</sup>, ce que nous nous proposons de faire en prenant pour prémisses ses deux grands principes : (1) le système international se caractérise par un état d'anarchie entraînant (2) une distribution inégale de la puissance, favorisant la polarisation de la politique mondiale autour d'un ou plusieurs États plus puissant(s). Par ailleurs, nous formulons l'hypothèse suivante : bien que le système international puisse expliquer dans une certaine mesure le choix de la Corée du Nord de procéder au développement d'un programme nucléaire et balistique, l'État et l'homme occupent une place prépondérante et cela, au moyen du discours des agents qui construit une réalité stratégique influant par voie de conséquence sur les objectifs du régime nord-coréen. Il nous faut tout d'abord confronter la théorie néo-réaliste à la situation sur la péninsule internationale. Pour cela, il faut s'intéresser à la troisième image telle que définie par Waltz en demandant si la structure du système international depuis 1985 est caractérisée par un état d'anarchie.

### 3.1.1. *Face à l'anarchie, le programme nucléaire nord-coréen comme solution réaliste ?*

Dans les années 1980, les interactions entre les puissances au niveau international étaient marquées du sceau de la bipolarité qui régnait au cours de la guerre froide. Face à la compétition entre les États-Unis et l'URSS, la plupart États avaient adopté une stratégie de *bandwagoning* en s'alignant sur l'un des deux blocs afin d'assurer leur survie. En ce qui concerne la Corée du Nord, son désir de s'émanciper de la rivalité entre Moscou et Pékin après la rupture sino-soviétique à la fin des années 1950, a précipité le développement de son programme nucléaire. Ce choix stratégique illustre la logique réaliste du régime nord-

---

<sup>8</sup> SINGER, J. David, 1961. The Level-of-Analysis Problem in International Relations. *World Politics*. octobre 1961. Vol. 14, n° 1, pp. 77-92. ; SOLTANI, Fakhreddin, NAJI, Saeid et EKHTIARI AMIRI, Reza, 2015. Levels of Analysis in International Relations and Regional Security Complex Theory. *Journal of Public Administration and Governance*. 26 octobre 2015. Vol. 4, n° 4, pp. 166. ; TAMAKI, Taku, 2015. The Levels of Analysis of the International System. In : KAVALSKI, Emilian (éd.), *Encounters with World Affairs*. London : Routledge. pp. 85-106.

<sup>9</sup> SINGER, J. David, 1961. *Op. cit.*

<sup>10</sup> WALTZ, Kenneth N., 1979. *Op. cit.*, p. 13.

coréen qui a immédiatement cherché à maximiser sa puissance militaire en tentant d'acquiescer l'arme la plus puissante jamais développée : la bombe nucléaire. La possession de cette arme était également un moyen de se prémunir et de sécuriser sa position d'État non-aligné en cas de changement dans l'équilibre des puissances, comme lors de la chute de l'URSS en 1991. Contrairement à ce que certains observateurs ont affirmé, l'effondrement de la puissance soviétique a certes bouleversé l'équilibre des puissances et laissé le champ libre aux États-Unis dans la course au statut de superpuissance, mais elle n'a pas changé la structure du système international. Malgré la nouvelle unipolarité du système international, la logique de *self-help* caractérisait encore les interactions entre les États et nous pouvons même affirmer que celle-ci s'est accentuée après la chute de l'URSS. Dans un mouvement de *bandwagoning*, les anciens États satellites du bloc soviétique ont recherché activement une adhésion à l'Union européenne afin de bénéficier non seulement du marché économique européen mais également des garanties dans le domaine de la sécurité au niveau régional. Waltz a notamment souligné que si des « changements dans le système » ont eu lieu, il n'y a pas eu de « changements du système »<sup>11</sup>. La transformation de la structure du système international n'advient donc pas de sitôt, et « le jour où le système international n'est plus peuplé par des États qui doivent s'aider eux-mêmes » n'est pas encore arrivé<sup>12</sup>.

Intéressons-nous dès lors aux bouleversements qui ont eu lieu dans la région Asie-Pacifique afin de déterminer dans quelle mesure les acteurs de la région ont perpétué la structure anarchique du système international en suivant une logique de *self-help*. La Chine tout d'abord est apparue dans les années 1990 comme une puissance économique en plein essor avant de prendre davantage de poids politique dans les années 2000, jusqu'à défier les ambitions américaines dans la région. Pour Mearsheimer, la montée en puissance de la Chine démontre la pertinence de la théorie du « réalisme offensif » (*offensive realism*)<sup>13</sup>. Il faut noter que la région Asie-Pacifique est caractérisée par sa réticence à démontrer une participation plus active au sein des instances supranationales<sup>14</sup>. L'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) avec notamment son format ASEAN+3 incluant la Chine, le

---

<sup>11</sup> WALTZ, Kenneth N., 2000. Structural Realism after the Cold War. *International Security*. summer 2000. Vol. 25, n° 1, pp. 5-41.

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> MEARSHEIMER, John J., 2014. *The Tragedy of the Great Power Politics*. Updated Edition. New York, NY : W. W. Norton & Company, pp. 360-412.

<sup>14</sup> CHESTERMAN, Simon, 2016. Asia's Ambivalence about International Law and Institutions: Past, Present and Futures. *European Journal of International Law*. 1 novembre 2016. Vol. 27, n° 4, pp. 945-978.

Japon et la Corée du Sud, aurait pu constituer un potentiel système de sécurité collective. Mais bien que les dix membres fondateurs de l'ASEAN aient signé une charte juridiquement contraignante, le niveau d'intégration de chaque État reste très éloigné d'une organisation telle que l'OTAN, l'OSCE ou l'Union européenne<sup>15</sup>. Par exemple, il n'existe pas de clause d'assistance mutuelle. Si peu d'alliances militaires entre États de la région Asie-Pacifique ont été conclues, le Japon, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Australie et les Philippines ont, en revanche, signé des accords militaires bilatéraux avec la seule puissance capable de contrebalancer les ambitions chinoises<sup>16</sup>. Les États-Unis ont en effet tissé des liens avec de nombreux pays de la zone et accru progressivement leur présence dans la région d'abord dans la continuité de leur politique consistant d'endiguer la vague communiste après la Seconde Guerre mondiale<sup>17</sup>. La présence militaire américaine se traduit notamment aujourd'hui par la présence de bases militaires au Japon, à Guam et en Corée du Sud – le Camp Humphreys à Pyongtaek, la plus grande base militaire américaine à l'étranger, illustre l'engagement de Washington à défendre ses alliés et sécuriser ses intérêts dans la région. L'engagement américain prend également de l'ampleur grâce à la promotion de la stratégie *Free and Open Indo-Pacific* (FOIP) qui comprend un volet consacré au maintien de la paix dans la région :

Integrated deterrence will be the cornerstone of our approach. We will more tightly integrate our efforts across warfighting domains and the spectrum of conflict to ensure that the United States, alongside our allies and partners, can dissuade or defeat aggression in any form or domain.<sup>18</sup>

La stratégie FOIP par sa vaste étendue géographique ainsi que son ambitieuse feuille de route englobant des problématiques économiques, diplomatiques, logistiques et militaires,

---

<sup>15</sup> CHA, Victor D., 2010. Powerplay: Origins of the U.S. Alliance System in Asia. *International Security*. 1 janvier 2010. Vol. 34, n° 3, pp. 158-196.

<sup>16</sup> VAUGHN, Bruce, 2007. RL33821 : *U.S. Strategic and Defense Relationships in the Asia-Pacific Region*. Washington, D.C. : Congressional Research Service.

<sup>17</sup> CHA, Victor D., 2010. Powerplay: Origins of the U.S. Alliance System in Asia. *International Security*. 1 janvier 2010. Vol. 34, n° 3, pp. 158-196. ; TOW, William T., 1999. Assessing U.S. Bilateral Security Alliances in the Asia Pacific's "Southern Rim": Why the San Francisco System Endures. *America's Alliances with Japan and Korea in a Changing Northeast Asia Project Discussion Papers*. Stanford University, octobre 1999.

<sup>18</sup> WHITE HOUSE, 2022. *Indopacific Strategy of the United States* [en ligne]. Washington, D.C. [Consulté le 1 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf>



s'apparente à ce que le régime nord-coréen considère comme une expansion « impérialiste ». Ainsi, face à la dissuasion nucléaire américaine, qui dépasse encore de loin celle de la Chine<sup>19</sup>, la Corée du Nord, idéologiquement opposée à toute stratégie de *bandwagoning*, poursuit, dans l'optique du *self-help*, le développement de son un programme nucléaire. Selon le concept de *self-help*, chaque État ne peut que compter que sur lui-même afin de protéger ses intérêts. On peut remarquer que cette idée se rapproche de l'idéologie du *Juche* sur laquelle est fondée le régime nord-coréen. Elle tire son inspiration des mouvements de libération de la Corée durant la période de la colonisation japonaise, dont certains avaient pour origine le courant anarchiste européen du XIX<sup>e</sup> siècle. Le *Juche* prône l'indépendance (자주, chaju) du pays vis-à-vis de toute puissante extérieure et la lutte contre toute forme d'« impérialisme ». L'indépendance est, en outre, un *leitmotiv* dans la rhétorique du régime nord-coréen et fait partie des trois fondements de la politique étrangère de la RPDC (cf. chapitre 4)<sup>20</sup>.

Depuis son retrait du TNP en 2003, la Corée du Nord suit effectivement une logique de maximisation de sa puissance. Pyongyang justifia à l'époque sa décision en qualifiant ce retrait de « mesure de légitime défense »<sup>21</sup>. Son objectif premier est d'atteindre un niveau optimal de puissance, c'est-à-dire posséder l'arme nucléaire afin de pouvoir parvenir à représenter une menace relativement égale à celle des États-Unis, faute de pouvoir atteindre un niveau maximal étant donné l'ampleur de l'arsenal nucléaire américain. Comme nous l'avons observé précédemment, à ce jour, la Corée du Nord ne maîtrise que la composante sol de l'arme nucléaire, contrairement à son adversaire dont les moyens militaires et les avancées technologiques surpassent largement les siens. Malgré le fait qu'elle donne la priorité à l'acquisition de l'arme nucléaire, elle continue également de développer ses forces

---

<sup>19</sup> DONNET, Pierre-Antoine, 2021. Puissance militaire : entre la Chine et les États-Unis, qui a l'avantage ? *Asialyst* [en ligne]. 20 juillet 2021. [Consulté le 2 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <http://asialyst.com/fr/2021/07/20/puissance-militaire-entre-chine-etats-unis-qui-avantage/>

<sup>20</sup> KCNA, 1999. 유엔총회 제54차회의에서 한 백남순외무장 연설 [yuench'onghoe chesipsach'ahoeüiesö han Baek Namsunoemusang yönsöl / Discours de Paik Nam Soon, ministre des Affaires étrangères, lors de la 54<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies]. *KCNA Watch* [en ligne]. 27 septembre 1999. [Consulté le 14 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451908554-87696575/유엔총회%E3%80%80제 5 4 차회의에서%E3%80%80한%E3%80%80백남순외무장/>.

<sup>21</sup> KCNA, 2003. 조선정부성명 핵무기전파방지조약에서 탈퇴 [chosönjöngbusöngmyöng haengmugijönp'abangjijoyagesö t'alt'oe / Déclaration de retrait du TNP du gouvernement de la RPDC]. *KCNA* [en ligne]. 10 janvier 2003. [Consulté le 21 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2003/01/01-11/2003-01-11-001.htm>.

conventionnelles. Le personnel en service actif de l'Armée populaire de Corée compte 1,1 millions de personnes et son budget s'élève à 24 % de son PIB, contrastant avec les 2,4 % de la Corée du Sud<sup>22</sup>. Enfin, nous avons observé qu'au-delà du fait de développer ses forces armées, la démarche de la Corée du Nord en elle-même constitue un exemple manifeste d'une posture réaliste en refusant reconnaître l'autorité des instances supranationales en bravant les sanctions onusiennes. Pyongyang continue de défier les régulations du régime international de non-prolifération car la garantie de sa sécurité et de la survie de son régime grâce à l'arme nucléaire prime sur tout autre objectif<sup>23</sup>.

### *3.1.2. Une coopération nord-coréenne partielle au régime international de non-prolifération : la théorie libérale en difficulté*

Selon Waltz, la prolifération nucléaire n'est pas synonyme d'instabilité mais, au contraire, de plus de stabilité au sein du système international<sup>24</sup>. Loin de désinhiber les multiples États nouvellement dotés et de les pousser à déclencher des guerres tous azimuts, la possession d'une force de dissuasion nucléaire accroîtrait la prudence des États, freinant leurs ambitions belligérantes face au risque d'escalade pouvant mener à un type de guerre pouvant provoquer des dégâts encore jamais constatés dans l'histoire de l'humanité. Les dommages infligés par une guerre nucléaire ne sauraient en effet être négligés, quel que soit le gain envisagé par l'État agresseur. L'évolution logique d'une situation de tension entre deux puissances nucléaires serait donc la désescalade et non l'escalade comme on pourrait le supposer au premier abord. Les exemples tels que la gestion de la crise des missiles Cuba en 1962 ont notamment donné raison à l'analyse de Waltz. Pourtant, bien que la Corée du Nord ait adopté une posture fondée sur le paradigme réaliste, elle n'a pas toujours souscrit à cette lecture. En effet, elle a temporairement adhéré aux valeurs libérales prônées par les organisations internationales telles que les Nations unies et l'AIEA en soumettant ses

---

<sup>22</sup> Pour des données chiffrées sur l'Armée populaire de Corée voir LEE, Chung Min et BOTTO, Kathryn, 2020. *Korea Net Assessment: Politicized Security and Unchanging Strategic Realities*. Carnegie Endowment for International Peace. 2020. pp. 106.

<sup>23</sup> WINNEFELD, James A. Jr. et MORELL, Michael, 2017. Realism and North Korea. *Belfer Center for Science and International Affairs* [en ligne]. 30 mars 2017. [Consulté le 2 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.belfercenter.org/publication/realism-and-north-korea>

<sup>24</sup> WALTZ, Kenneth N., 1981. The Spread of Nuclear Weapons: More May Better. *The Adelphi Papers*. Autumn 1981. N° 171.

installations nucléaires à des inspections puis en renonçant à développer un programme nucléaire militaire. Quels facteurs ont influencé la décision nord-coréenne de se conformer aux normes du régime international de non-prolifération ? Si les bouleversements de la structure du système international à la fin de la guerre froide ont certes eu un impact sur la prise de décision du régime nord-coréen, il s'avère que les relations d'interdépendance entre les acteurs de la région Asie-Pacifique ont principalement pesé dans son calcul stratégique.

Le régime de non-prolifération garanti par le TNP reste toujours respecté par la grande majorité des États non-dotés qui y voient des intérêts car ils se retrouvent ainsi à l'abri de l'attaque nucléaire d'un État doté, alors que les États proliférants sont mis au ban de la communauté internationale. Ce fonctionnement est conforme à la vision libérale des relations internationales, renforcée par le fait que le régime dictatorial en vigueur en Corée du Nord s'oppose diamétralement aux valeurs prônées par la majorité des États de la région Asie-Pacifique. Elle se trouve donc exclue de cette « société internationale » (*international society*) au sens que lui donne Bull, c'est-à-dire lorsque plusieurs États « conscients de certains intérêts communs et de valeurs communes, forment une société [en se considérant] liés par un ensemble commun de règles dans leurs relations mutuelles et participent au fonctionnement d'institutions communes »<sup>25</sup>. Les libéraux partent du postulat selon lequel les États, en tant qu'unités rationnelles, sont capables d'autoréguler leurs relations à des fins de stabilité et d'ordre, même en l'absence d'une autorité supérieure qui veillerait au respect des règles.

Durant un certain laps de temps, la Corée du Nord a tenté d'adhérer à cette société internationale en signant l'*Agreed Framework* en 1994 qui entraîna le gel de son programme nucléaire. Ainsi, en faisant siennes les normes internationales, la Corée du Nord a affiché durant dix-huit ans, une volonté d'appartenir à la communauté internationale avec toutes les conditions que cela impliquait. Pourquoi a-t-elle fait le choix d'adopter une telle stratégie alors qu'elle aurait pu développer une arme nucléaire sans être entravée par les normes relatives à la non-prolifération, avant de considérer une adhésion au TNP ? La logique réaliste dicterait un refus catégorique d'adhérer au TNP, plaçant la maximisation de la puissance matérielle, via le développement de la bombe nucléaire, au-delà de tout autre intérêt. En outre, cette décision aurait pu être motivée à l'époque par le contexte d'insécurité lié à la guerre froide et surtout, la présence d'armes nucléaires sur le sol sud-coréen, ce dont

---

<sup>25</sup> BULL, Hedley, 1977. *The Anarchical Society*. London: Palgrave, p. 13.

la Corée du Nord avait connaissance. La Corée du Nord a toujours prôné son appartenance au mouvement des États non-alignés en faisant sienne la formule de Mearsheimer selon laquelle les alliances sont seulement des mariages de convenance dans le cadre desquels le partenaire d'aujourd'hui pourrait devenir l'ennemi de demain et l'ennemi d'aujourd'hui pourrait devenir le partenaire de demain<sup>26</sup>. Cette vision viendrait renforcer sa volonté de développer une arme nucléaire nationale et de ne pas se ranger sous la protection de l'un des deux blocs ni même rechercher la protection de son voisin chinois. Pourtant, la Corée du Nord a renoncé durant un temps à la maximisation de sa puissance et s'est rangée sous l'égide non seulement du TNP mais également de plusieurs organisations interétatiques telles que l'AIEA ou le KEDO.

Si la Corée du Nord a accepté durant une période donnée de se soumettre aux normes du régime international de non-prolifération, on peut supposer que les contreparties devaient surpasser sa volonté de conserver un statut indépendant, conforme à l'idéologie du *Juche*. Comme nous l'avons étudié précédemment, en signant l'accord *Agreed Framework* avec Washington, Pyongyang a non seulement bénéficié d'avantages technologiques et économiques prévus par le texte, mais également d'une garantie implicite de sa sécurité étant donné que la participation économique des États-Unis prévue par l'*Agreed Framework* impliquait un maintien de la paix sur la péninsule coréenne. On peut rappeler à cet effet que trois ans avant la signature de l'accord, George W. Bush avait ordonné le retrait des armes nucléaires américaines présentes sur le territoire sud-coréen. Devenus puissance hégémonique au sortir de la guerre froide, les États-Unis étaient en effet moins inquiets de l'influence communiste de la Russie, encore ébranlée après la chute du régime soviétique, et de la Chine qui n'avait pas encore affiché de manière aussi offensive qu'aujourd'hui ses ambitions dans la région. La sécurisation des intérêts américains était complètement assurée grâce à la promesse faite par la Corée du Nord de ne développer qu'un programme nucléaire civil et de renoncer à toute ambition nucléaire. Cet esprit de concorde entre la Corée du Nord et les États-Unis bénéficiait entre autres aux alliés de la puissance américaine qui voyaient disparaître la menace nucléaire nord-coréenne, remplacée par un « doux commerce » dans le cadre du KEDO.

---

<sup>26</sup> MEARSHEIMER, John J., 1994. The False Promise of International Institutions. *International Security*. 1994. Vol. 19, n° 3, p. 5-49.

La sécurité de la Corée du Nord semblait aussi assurée dans le cadre de l'accord passé avec les États-Unis. Mais ce réchauffement des relations dans la région Asie-Pacifique ne servait pas les intérêts chinois en raison de l'influence grandissante des États-Unis. L'objectif de la Chine était de faire pencher l'équilibre des puissances en sa faveur. Sa réussite économique se traduisit par un acte symbolique, en 2007, avec l'augmentation record de la part budgétaire consacrée à sa défense. Elle envoyait ainsi un signal fort concernant sa posture régionale<sup>27</sup>. Par la suite, les revendications accrues de la Chine concernant des territoires contestés tels que les îles Senkaku/ Diaoyu revendiquées par le Japon ou l'archipel des Spratleys en mer de Chine méridionale constituèrent un élément central de la compétition qu'elle entretient encore actuellement avec les États-Unis. Sous l'administration Obama, Hillary Clinton alors secrétaire d'État, déclara dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de « rééquilibrage » (*rebalancing*) vers l'Asie :

Strategically, maintaining peace and security across the Asia-Pacific is increasingly crucial to global progress, whether through defending freedom of navigation in the South China Sea, countering the proliferation efforts of North Korea, or ensuring transparency in the military activities of the region's key players. Just as Asia is critical to America's future, an engaged America is vital to Asia's future.<sup>28</sup>

Les États-Unis réaffirmaient ainsi leur engagement dans la région et désignaient implicitement la Chine comme l'une des cibles de leur stratégie. Deux ans plus tard, le gouvernement chinois présentait la *Belt and Road Initiative* (BRI) projet pharaonique de construction d'infrastructures ferroviaires et portuaires destiné à connecter l'Asie à l'Europe et l'Afrique. Cette « nouvelle route de la soie » s'étendrait sur les territoires de plus de 60 pays représentant 64% de la population mondiale et 30% du PIB mondial<sup>29</sup>. Bien qu'elle ait avant tout une visée économique, la BRI comporte un volet géopolitique que les autorités

---

<sup>27</sup> BUCKLEY, Chris, 2007. China's defense budget to jump 17.8 pct in 2007. *Reuters* [en ligne]. 4 mars 2007. [Consulté le 3 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-china-military-budget-idUSSP20100020070304>

<sup>28</sup> CLINTON, Hillary, 2011. America's Pacific Century. *Foreign Policy* [en ligne]. 11 octobre 2011. [Consulté le 4 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/>

<sup>29</sup> HUANG, Yiping, 2016. Understanding China's Belt & Road Initiative: Motivation, framework and assessment. *China Economic Review*. septembre 2016. Vol. 40, pp. 314-321.

chinoises tentent de minimiser mais que les puissances régionales ne peuvent ignorer<sup>30</sup>. On peut donc parler de véritable rivalité stratégique entre les deux pays<sup>31</sup>. Par la suite, cette rivalité s'est étendue à la guerre commerciale qui a débuté en 2018 ou encore aux valeurs défendues par chacune des parties notamment sur la question du statut de Hong Kong.

Pourtant, sur le dossier du nucléaire nord-coréen, la Chine sut remplir le rôle de « *responsible stakeholder* »<sup>32</sup> que les États-Unis attendaient d'elle en encourageant le dialogue avec le dirigeant de l'époque, Kim Jong Il, dans le cadre des Pourparlers à six. La stabilité sur la péninsule coréenne et la nécessité de maintenir la Corée du Nord comme zone tampon face à la présence américaine en Corée du Sud expliquaient le choix de Pékin d'assurer la fonction de médiateur entre la communauté internationale et le régime nord-coréen. Mais la capacité de la Chine à influencer sur les décisions du régime nord-coréen concernant la dénucléarisation de la péninsule resta limitée. Selon les propos d'un diplomate sud-coréen rapportés par Lankov :

China doesn't have leverage when it comes to dealing with North Korea. What it has is not a lever, but rather a hammer. China can knock North Korea unconscious if it wishes, but it cannot really manage its behavior.<sup>33</sup>

Conformément à son idéologie du *Juche*, la Corée du Nord veillait à ne pas dépendre d'un autre pays, bien que celui-ci affirme être son allié. Selon la théorie libérale, le lien de dépendance économique du régime nord-coréen vis-à-vis de la Chine constituerait une motivation suffisante pour encourager Pyongyang à suivre les recommandations de Pékin. Mais la rupture de 2003 rappela à la communauté internationale que si les contreparties à l'abandon de l'arme nucléaire n'étaient pas à la hauteur des attentes du régime nord-coréen, celui-ci restait libre de sortir de toute structure normative. S'estimant vulnérable et à la

---

<sup>30</sup> LI, Mingjiang, 2020. The Belt and Road Initiative: geo-economics and Indo-Pacific security competition. *International Affairs*. 1 janvier 2020. Vol. 96, n° 1, pp. 169-187. ; ZHANG, Zhexin, 2018. The Belt and Road Initiative: China's New Geopolitical Strategy? *China Quarterly of International Strategic Studies*. janvier 2018. Vol. 4, n° 3, pp. 327-343.

<sup>31</sup> ZHAO, Suisheng, 2015. A New Model of Big Power Relations? China-US strategic rivalry and balance of power in the Asia-Pacific. *Journal of Contemporary China*. 4 mai 2015. Vol. 24, n° 93, pp. 377-397.

<sup>32</sup> ZOELLICK, Robert B., 2005. Whither China: From Membership to Responsibility? *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 21 septembre 2005. [Consulté le 20 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2001-2009.state.gov/s/d/former/zoellick/rem/53682.htm>

<sup>33</sup> LANKOV, Andrei, 2013. *The Real North Korea: Life and Politics in the Failed Stalinist Utopia*. Kindle Edition. Oxford : Oxford University Press, chapitre 4, paragraphe 5.

merci des puissances régionales qui ne cessaient de renforcer leurs alliances militaires face à la Chine, la Corée du Nord prit donc la décision de redémarrer son programme nucléaire. Nous ouvrons ici une parenthèse en nous demandant quel aurait été le développement des événements si les États-Unis avaient répondu positivement à la demande de la Corée du Nord de conclure un pacte de non-agression<sup>34</sup>. L'équilibre des puissances aurait été profondément altéré, avec pour effet de pousser la Chine dans ses retranchements. Hagström et Lundström ont étudié la possibilité d'un tel scénario à travers une approche éclectique des théories des relations internationales dans l'espoir de réconcilier le désir de la Corée du Nord de parvenir à un statut de puissance sur la scène internationale et le besoin de sécurité ontologique des États-Unis<sup>35</sup>. Il apparaît que ni l'angle de la seule maximisation de la puissance matérielle ni celui des bénéfices de la coopération internationale n'aident à établir une vision correcte des relations entre les États dans la région Asie-Pacifique. Or, la compréhension des dynamiques entre les États de la région constitue un facteur essentiel afin de comprendre les motivations du régime nord-coréen concernant le développement de son programme nucléaire et balistique.

Le sentiment d'insécurité du régime nord-coréen est étroitement lié à la rivalité entre les puissances chinoise et américaine qui, en retour, considèrent la Corée du Nord comme une menace à la sauvegarde du *statu quo*. Cela peut expliquer pourquoi, embarrassée par son voisin belliqueux et sous pression de la part de la communauté internationale, la Chine prit la décision d'appliquer des sanctions économiques à l'encontre du pays suite aux cinquième et sixième essais nucléaires réalisés par le régime nord-coréen<sup>36</sup>. Ainsi, les États ne sont pas des blocs juxtaposés dont les actions sont guidées par une unique logique de *self-help* mais ils constituent plutôt un réseau complexe fondé sur le principe d'interdépendance,

---

<sup>34</sup> KCNA, 2004. Conclusion of non-aggression treaty between DPRK and U.S. called for. *KCNA Watch* [en ligne]. 25 octobre 2004. [Consulté le 2 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003339-575177775/conclusion-of-non-aggression-treaty-between-dprk-and-u-s-called-for/>

<sup>35</sup> HAGSTRÖM, Linus et LUNDSTRÖM, Magnus, 2019. Overcoming US-North Korean Enmity: Lessons from an Eclectic IR Approach. *The International Spectator*. 2 octobre 2019. Vol. 54, n° 4, pp. 94-108.

<sup>36</sup> SENGUPTA, Somini, 2016. U.S. and China Agree on Proposal for Tougher North Korea Sanctions. *The New York Times* [en ligne]. 25 février 2016. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2016/02/26/world/asia/north-korea-sanctions.html> ; China to enforce UN sanctions against North Korea. *The Guardian* [en ligne]. 23 septembre 2017. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/world/2017/sep/23/china-to-enforce-un-sanctions-against-north-korea>

ce qui nécessite donc un ajustement constant de leurs stratégies afin d'assurer leur survie. Leurs interactions s'inscrivent en l'occurrence dans le contexte particulier de la région Asie-Pacifique, qui se distingue du système international par ses enjeux géopolitiques spécifiques dont la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Ce diagnostic semble se rapprocher de la notion de complexe de sécurité régional définie par Buzan comme « un groupe d'États dont les principales préoccupations en matière de sécurité sont liées si étroitement entre elles que leur sécurité nationale ne puisse pas être considérée comme étant distincte de celle des autres États »<sup>37</sup>. Ainsi, la sécurité d'un État est étroitement liée à celle d'un autre dans la région Asie-Pacifique. La sécurité de la Corée du Nord dépend de sa relation avec la Corée du Sud qui a formé une alliance militaire avec les États-Unis. Ces derniers ont également conclu une alliance similaire avec le Japon. Et ces alliances posent un défi aux ambitions chinoises dans la région. De son côté, le programme nucléaire et balistique nord-coréen cristallise les préoccupations de tous les acteurs de la région en matière de sécurité. La Corée du Nord estime que le développement de l'arme nucléaire ainsi que de missiles balistiques est une mesure défensive, destinée à garantir la sécurité de son pays mais elle est perçue comme une menace par certains acteurs extérieurs. En vertu du complexe de sécurité, les mesures défensives nord-coréennes produisent des effets sur la sécurité des autres États. La structure du système régional influe donc sur les actions et les objectifs des acteurs dans une dynamique d'interdépendance entre les différents acteurs. Les acteurs étatiques étant incarnés par leurs dirigeants, nous proposons de dépasser la focalisation de la troisième image sur la structure du système international afin de considérer plus en détail la seconde image, c'est-à-dire le poids des enjeux politiques nord-coréens et de son élite dirigeante dans la balance des relations interétatiques de la région.

---

<sup>37</sup> BUZAN, Barry, 1983. *People, States and Fear: An Agenda For International Security Studies In The Post-Cold War Era*. 2nd edition. Brighton : Wheatsheaf Books, p. 190.



### 3.2. LE PROGRAMME NUCLÉAIRE ET BALISTIQUE NORD-CORÉEN À LA LUMIÈRE DES THÉORIES CRITIQUES DE LA SÉCURITÉ : UNE ARME GARANTE DE LA DYNASTIE KIM ET DE L'IDENTITÉ NATIONALE CORÉENNE

Si la structure du système international ne peut expliquer à elle seule la situation sur la péninsule coréenne, il nous faut analyser la première et la deuxième image. Il n'est plus possible de souscrire uniquement à la vision de l'État comme une « boîte noire » (*black box*). Les enjeux domestiques des États ont un impact sur leur définition de la sécurité et par conséquent, sur leurs choix stratégiques. La situation économique difficile à laquelle la Corée du Nord était confrontée au cours des années 1990, peut par exemple expliquer son choix d'accepter des inspections de l'AIEA sur ses installations nucléaires et sa volonté de respecter les engagements prévus par l'*Agreed Framework*. En effet, suite à la chute de l'URSS, le pays se trouvait privé d'aides économiques substantielles. De nombreuses inondations avaient entraîné la destruction des récoltes agricoles, privant les habitants de nourriture et obligeant le régime nord-coréen à accepter de l'aide humanitaire de la part de pays étrangers. Avec un système public de distribution de grains et de plants (공공배급제, konggongbaegŭpche) défaillant, les citoyens nord-coréens durent faire face à la « Marche de la douleur » (고난의 행군, konanŭi haenggun). Cette expression issue d'un mouvement de propagande créé par le gouvernement nord-coréen est un euphémisme destiné à éviter officiellement l'usage du terme « famine ». Dans ce contexte, l'arme nucléaire constituait une monnaie d'échange (*bargaining chip*) pour la Corée du Nord afin d'obtenir des contreparties économiques et diplomatiques de la communauté internationale. Cette stratégie visait à obtenir divers types de concessions en plaçant la survie économique de la Corée du Nord avant sa sécurité, au sens réaliste du terme. De plus, l'effondrement de la RPDC pour raisons économiques aurait un impact sur la sécurité de la Chine avec un afflux de migrants nord-coréens à ses frontières ainsi que des conséquences sévères sur la Corée du Sud sur laquelle le fardeau d'une réunification retomberait, avec tout ce que cela impliquerait tant au niveau économique que social. En raison d'un effondrement soudain du régime nord-coréen, on peut penser que les États-Unis et le Japon subiraient également l'impact d'une telle déstabilisation. Les États-Unis devraient notamment veiller à la protection de leurs alliés sud-coréen et japonais, de leurs propres intérêts stratégiques, ainsi que de leurs installations matérielles. Le complexe régional de sécurité en Asie-Pacifique

présente ainsi de multiples facettes, manifestant la nécessité de combiner à la logique réaliste, une approche constructiviste.

Le concept de complexe de sécurité régional repose sur la notion centrale de sécurité qui n'a pas encore fait l'objet d'une définition précise. Nous avons constaté que la sécurité est une notion reposant sur la perception de ce qui peut constituer une menace pour les intérêts d'un État. La sécurité est donc une notion qui comporte une part importante d'intersubjectivité et doit être manipulée avec précaution. Les travaux de l'École de Copenhague s'intéressent particulièrement au concept de la sécurité et critiquent sa définition traditionnelle<sup>38</sup>. Malgré la composition éclectique des théoriciens de l'École de Copenhague, leur approche s'inscrit dans la lignée du courant constructiviste<sup>39</sup>. Parmi eux, Wolfers souligne que la sécurité est un « symbole ambigu » et essentiellement soumis à une évaluation et une spéculation subjective<sup>40</sup>. Tout en reconnaissant les contestations existantes au sujet de la définition du concept de sécurité, Buzan propose la sienne en y voyant avant tout « la recherche d'une [situation] libre de toute menace »<sup>41</sup>. Il identifie par la suite cinq « secteurs » (*sectors of security*) qui pourraient constituer un enjeu de sécurité nationale : militaire, politique, économique, sociétale et environnementale<sup>42</sup>.

- La sécurité militaire a trait aux menaces pesant sur la capacité d'un État à protéger son territoire et ses citoyens ;
- La sécurité politique se rapporte à la crédibilité de l'appareil étatique d'un pays, son système gouvernemental ainsi que les idéologies qui lui confèrent une légitimité ;
- La sécurité économique concerne l'ouverture du pays à un marché économique lui permettant d'accéder à des ressources financières et

---

<sup>38</sup> MACLEOD, Alex, 2004. Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique. *Cultures & Conflicts*. 1 juin 2004. N° 54, pp. 13-51.

<sup>39</sup> Barry BUZAN, Ole WAEVER, et Jaap De WILDE, 1998. *Security, A New Framework for Analysis*. Boulder, CO : Lynne Rienner, pp. 203-207.

<sup>40</sup> WOLFERS, Arnold, 1965. *Discord and Collaboration: Essays on International Politics*. Baltimore, MD : Johns Hopkins University Press, p. 151.

<sup>41</sup> BUZAN, Barry, 1983. *Op. cit.*, p. 11.

<sup>42</sup> BUZAN, Barry, 1991. New patterns of global security in the twenty-first century. *International Affairs*. juillet 1991. Vol. 67, n° 3, pp. 431-451.

matérielles. Elle est liée à la sécurité militaire, en raison de l'investissement économique que représente l'entretien des forces armées d'un pays ;

- La sécurité sociétale relève de la préservation de l'identité nationale et culturelle d'un État ;
- Et enfin, la sécurité environnementale concerne la résilience face aux menaces écologiques comme par exemple le risque de submersion marine des territoires dû au réchauffement climatique<sup>43</sup>.

Nous souscrivons à cette vision sectorielle du concept de sécurité, car elle est en phase avec l'évolution de la stratégie de négociation de la Corée du Nord au sujet du développement de son programme nucléaire et balistique. Nous avons traité le sujet de la sécurité militaire précédemment ainsi que celle des sanctions économiques internationales pesant sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen au cours du chapitre 2. Ces sanctions économiques ont un effet sur la sécurité militaire du pays dans la mesure où selon Buzan « les capacités militaires reposent sur l'approvisionnement en matériel stratégique clé, et lorsque celui-ci doit être obtenu à l'étranger, les menaces pesant sur l'approvisionnement [relèvent] de la sécurité nationale »<sup>44</sup>. Ayant ainsi exposé le poids de la sécurité militaire et économique dans la stratégie de développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen, nous nous intéresserons donc à la sécurité politique et sociétale en faisant le choix de ne pas aborder la sécurité environnementale car cet angle ne semble pas pertinent ici. Nous nous proposons donc d'analyser dans quelle mesure les enjeux de sécurité politique et sociétale correspondent aujourd'hui aux défis auxquels la Corée du Nord répond en développant son programme nucléaire et balistique.

---

<sup>43</sup> BUZAN, Barry, 1983. *Op. cit.*, pp. 75-83. ; STONE, Marianne, 2009. Security According to Buzan: A Comprehensive Security Analysis. *Security Discussion Papers*. Spring 2009. Series 1.

<sup>44</sup> BUZAN, Barry, 1983. *Op. cit.*, p. 80.

### 3.2.1. L'arme nucléaire et la sécurité politique : préservation d'un système politique décrit par la communauté internationale

Régime dictatorial souvent décrit comme le dernier bastion du communisme<sup>45</sup>, la Corée du Nord apparaît comme l'un des ultimes pays résistant à la mondialisation. Depuis les années 1990, nombreux ont été les pronostics concernant son effondrement prochain et la possibilité d'un « *soft landing* » du régime nord-coréen<sup>46</sup>. Les voix en faveur d'une transformation progressive du régime estiment que ce processus aurait pour finalité une réunification de la péninsule coréenne avec pour avantage de faciliter économiquement et politiquement la prise de relais du gouvernement sud-coréen. Toutefois, malgré le caractère hypothétique d'un tel scénario, du point de vue nord-coréen, toute discussion d'une transformation progressive de son régime politique ou d'un effondrement du pays est interprétée comme une provocation et une violation du principe de non-ingérence dans les affaires internes d'un État. C'est dans cette perspective que la Corée du Nord justifie le développement de son programme nucléaire et balistique. Il n'est pas qu'un instrument de maximisation de la puissance matérielle, mais un garant de la sauvegarde du régime politique *sui generis* qu'est la RPDC. Les propos des porte-paroles du gouvernement nord-coréen illustrent bien ce lien entre arme nucléaire et sécurité politique. Les deux extraits ci-dessous se situent temporellement avant et après la fracture de la RPDC avec la communauté internationale en 2003 et ont été sélectionnés car ils sont représentatifs des arguments régulièrement défendus par la RPDC, nous permettant ainsi d'apprécier la continuité dans son discours :

---

<sup>45</sup> CHANTEBOUT, Bernard, 1911. La Corée du Nord, dernier bastion du socialisme. *Revue de Défense Nationale* [en ligne]. février 1911. N° 517, pp. 139-151. [Consulté le 18 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=6222> ; RIGOULOT, Pierre, 2004. La Corée du Nord, dernier bastion du communisme. *L'Histoire* [en ligne]. juin 2004. N° 288. [Consulté le 18 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.lhistoire.fr/la-corée-du-nord-dernier-bastion-du-communisme>

<sup>46</sup> HARRISON, Selig S., 1997. Promoting a Soft Landing in Korea. *Foreign Policy*. Spring 1997. N° 106, pp. 57-75. ; KAPLAN, Robert D., 2006. When North Korea Falls. *The Atlantic* [en ligne]. 1 octobre 2006. [Consulté le 12 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2006/10/when-north-korea-falls/305228/> ; SOKOLSKY, Richard et MILLER, Aaron David, 2017. Regime Change in North Korea: Be Careful What You Wish For. *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 2 août 2017. [Consulté le 12 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2017/08/02/regime-change-in-north-korea-be-careful-what-you-wish-for-pub-72712> ; WEITZ, Richard, 2011. Can North Korea Have Soft Landing? *The Diplomat* [en ligne]. 20 décembre 2011. [Consulté le 12 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2011/12/can-north-korea-have-soft-landing/>

La question nucléaire sur la péninsule coréenne n'est rien d'autre qu'une question militaire et politique qui doit être réglée par la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis. [...] La question nucléaire sur la péninsule coréenne n'est pas une question technique mais une question militaire et politique grave. C'est pourquoi les autorités sud-coréennes n'ont aucune influence pour ce qui est de la question nucléaire, vu qu'elles n'ont aucune prérogative en ce qui concerne les questions militaires et politiques.<sup>47</sup>

Au cours de sa tournée en Asie [...], le président Bush a clairement exposé ses dangereux plans visant à violer notre souveraineté et à interférer ouvertement dans nos affaires intérieures afin de nous écraser par la force. Au cours de cette tournée, il s'est livré à la diffamation, a renchéri en mentionnant un « changement » de notre système [politique] et a outrageusement calomnié nos autorités suprêmes.

Il est clair que lorsque Bush a tenu des propos déplacés en nous qualifiant d'« Axe du mal », cela n'était pas dû à une question relative aux armements ou aux « liens avec le terrorisme » mais il s'agit plutôt pour lui, en essence, d'un rejet de nos autorités suprêmes et de notre système [politique] comme l'opinion publique internationale a pu en juger.<sup>48</sup>

Dans le premier extrait, le représentant nord-coréen lie les enjeux militaires aux enjeux politiques et rejette toute participation de la Corée du Sud à la discussion sur le développement du programme nucléaire de la RPDC. Dans le second extrait, la déclaration du ministère des Affaires étrangères vise à délégitimer la Corée du Sud sous prétexte qu'elle est sous contrôle américain. Ainsi, la Corée du Nord apparaît comme le seul interlocuteur crédible en raison notamment du statut diplomatique et militaire que lui confère son programme nucléaire. On peut donc observer le lien étroit entre sécurité politique et sécurité militaire. La politique est à nouveau au cœur du second extrait : les déclarations de George W. Bush lors de son discours *State of the Union Address* du 29 janvier 2000, sont

---

<sup>47</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1999. A/53/PV.51 : *Procès-verbal de la 51e séance plénière*. Cinquante-troisième session. New York, NY. Assemblée générale des Nations Unies, p. 25. [Souligné par l'auteur]

<sup>48</sup> KCNA, 2002. 우리 체제에 대한 부쉬의 망발은 우리와의 대화부정선언 - 조선외무성대변인 담화 [uri ch'ejee taehan puswiü mangbarün uriwai taehwabujöngsönon - chosönoemusöngdaebyönin tamhwa / Les propos déplacés de Bush vis-à-vis de notre système démontrent un rejet de tout dialogue avec nous - Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC]. *KCNA Watch* [en ligne]. 22 février 2002. [Consulté le 7 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451910408-733622733/우리%80%80체제에%80%80대한%80%80부쉬의%80%80망발은%80%80우리와의/> [Traduit et souligné par l'auteur]

interprétées par la Corée du Nord comme une attaque contre son régime politique. Le discours se situe sur le terrain de l'idéologie et le conflit porte sur les valeurs politiques du régime nord-coréen qui sont perçues par les États-Unis comme proches de celles du « terrorisme ». En outre, la RPDC évoque un « changement de régime » qui fait écho aux ambitions américaines dans la région du Moyen-Orient. Selon Pyongyang, le véritable objectif de Washington est similaire en Asie-Pacifique : une intervention américaine destinée à renverser le régime nord-coréen et instaurer un système politique identique à celui de la Corée du Sud, voire une réunification par absorption. Nous sommes donc face à un affrontement entre deux discours : le discours sur la légitimité du régime politique de la RPDC, défenseur de la nation coréenne face au discours néoconservateur américain qui inscrit la RPDC dans « l'Axe du mal », assimilant ainsi le pays aux régimes politiques hors-la-loi qu'il faudrait renverser afin de faire triompher la liberté et garantir la paix.

Si l'on considère plus en détail la stratégie américaine, on peut constater un parallèle avec ce que Buzan et Wæver appellent « idéologies universalistes ». Ces idéologies ont non seulement influencé l'identité fondamentale des superpuissances mais elles avaient également pour cible les élites et les masses en Occident et dans le monde socialiste<sup>49</sup>. Par sa visée universelle, la « guerre contre le terrorisme » de l'administration Bush et sa théorisation à travers le concept d'« Axe du mal », illustrent le rôle constitutif de l'idéologie dans le contexte de la sécurité internationale. En présentant dans son discours la Corée du Nord comme une menace devant le Conseil de sécurité de l'ONU, l'administration Bush a défini institutionnellement et discursivement la menace comme universelle, l'inscrivant ainsi dans le contexte de la sécurité internationale<sup>50</sup>. Il ne s'agit dès lors plus uniquement d'une question de sécurité militaire circonscrite aux acteurs de la région Asie-Pacifique, mais d'une menace universelle qui touche aux valeurs prônées par les systèmes politiques que sont les démocraties libérales.

Il existe une autre raison pour laquelle ces discours sur l'effondrement du pays sont considérés comme un affront selon les médias et politiques nord-coréens. La famille Kim, qui concentre la grande majorité du pouvoir et des ressources financières du pays entre ses mains, serait la première à souffrir dans le cas d'un tel scénario. Dans ce contexte, le

---

<sup>49</sup> BUZAN, Barry et WÆVER, Ole, 2004. Macrosecuritisation and Security Constellations: Reconsidering Scale in Securitisation Theory. *Review of International Studies*. avril 2004. Vol. 35, n° 2, pp. 253-276.

<sup>50</sup> BALZACQ, Thierry et BARNIER-KHAWAM, Pablo, 2020. Ideology and International Security. In : GIESEN, Klaus-Gerd (éd.), *Ideologies in World Politics*. Wiesbaden : Springer, pp. 51-70.

développement d'un programme nucléaire et balistique n'est pas seulement un moyen d'assurer la survie du pays mais aussi celle de la dynastie Kim<sup>51</sup>. Tous les aspects de la vie politique sont en effet subordonnés à cet objectif. Cela concerne par exemple la croissance économique qui n'est un enjeu important que dans la mesure où elle permet le développement du pays, éloigne la menace de l'effondrement, et donc, contribue au maintien de la dynastie Kim à la tête du pays. Ici, la limite entre première et deuxième image est moins nette : les membres de la famille Kim sont des individus, agents de la structure étatiques pourtant, en raison du régime dictatorial qui leur permet de centraliser le pouvoir politique, ils ne sont pas uniquement les représentants de l'État mais son cœur même. Les individus qui composent la famille sont considérés comme une institution, un objet politique, dont la sécurité doit être assurée à tout prix. Le culte de la personnalité vient par ailleurs renforcer ce devoir patriotique de protéger la dynastie Kim, de donner sa vie pour le Dirigeant Suprême. Chaque membre de la famille Kim pourrait reprendre la formule de Louis XIV : « L'État, c'est moi ». La sécurité politique est dès lors un enjeu central dans la question du développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

### *3.2.2. L'arme nucléaire et la sécurité sociétale : un instrument de sauvegarde de l'identité nationale coréenne*

Au cœur de la notion de sécurité sociétale, on retrouve le concept de l'identité et plus précisément, la préservation de l'identité nationale et de tout ce qui la constitue, notamment la culture, les coutumes et les traditions. Notre démarche étant de démontrer que l'arme nucléaire est l'épée choisie par la Corée du Nord pour la défendre contre toute menace pesant sur sa sécurité sociétale, nous allons nous intéresser aux liens entre le programme nucléaire et balistique nord-coréen et l'identité nationale nord-coréenne.

À ce titre, il serait plus exact de parler d'identité coréenne tout court. En effet, la Corée du Nord rappelle régulièrement que si la péninsule est divisée en deux États, elle reste

---

<sup>51</sup> QUINONES, C. Kenneth, 2006. Reconciling Nuclear Standoff and Economic Shortfalls. In : KIHIL, Young Whan et KIM, Hong Nack, *North Korea: The Politics of Regime Survival*. Armonk, NY : M.E. Sharpe, pp. 75-96. ; LANKOV, Andrei, 2017. Why Nothing Can Really Be Done about North Korea's Nuclear Program. *Asia Policy*. 2017. Vol. 23, n° 1, pp. 104-110.

néanmoins une seule et même nation. Elle impute la division du peuple coréen à des puissances étrangères, en particulier aux États-Unis :

This is the revelation of the sinister intention of the American colonialists to exterminate the Korean nation, turn the whole Korean peninsula into a base to realize their strategy for putting Northeast Asia under their control.

The U.S. cooked up the UN “sanctions resolution” against the DPRK while viciously faulting the DPRK’s just measures for bolstering nuclear force for self-defence. This is aimed to foster mistrust, antagonism, hostility and confrontation among Koreans, hinder national reconciliation and unity and prevent the independent reunification of Korea.

The U.S. imperialists are the sworn enemy as they extremely threaten the sovereignty and the right to existence of the Koreans and the common prosperity of the nation after dividing the Korean nation into two and as they stand in the way of the national reunification, the supreme desire of the nation.<sup>52</sup>

La déclaration ci-dessus est d’autant plus symbolique que l’institution dont elle émane est le Comité nord-coréen chargé de la mise en œuvre de la déclaration conjointe du 15 juin 2000 signée par Kim Jong Il et Kim Dae-jung. Fruit de la *Sunshine Policy* du président sud-coréen, la déclaration conjointe constitue une référence importante dans l’historique des relations intercoréennes. Le fait que la Corée du Nord choisisse de faire allusion au développement de son « arme nucléaire à des fins d’autodéfense » met en évidence le lien entre la réunification des deux Corées et la force de dissuasion nucléaire nord-coréenne. De plus, le texte mentionne à plusieurs reprises la « nation coréenne » et la Corée du Nord et la Corée du Sud individuellement. Le comité attire ainsi l’attention du lecteur sur le fait qu’il s’agit du même peuple vivant de part et d’autre du 38<sup>e</sup> parallèle. Un seul peuple parlant la même langue, une seule nation avec les mêmes traditions. Mais ce peuple est menacé par une puissance « colonialiste » selon la vision géopolitique de Pyongyang. La sécurité sociétale non seulement de la Corée du Nord mais également de toute la péninsule coréenne est donc en jeu.

---

<sup>52</sup> KCNA, 2017. Nationwide Anti-U.S. Resistance Called for. *KCNA Watch* [en ligne]. 14 août 2017. [Consulté le 5 février 2020]. Disponible à l’adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/278756/nationwide-anti-u-s-resistance-called-for/> [Souligné par l’auteur]



Selon l'argumentaire nord-coréen, son programme nucléaire n'est pas synonyme de guerre mais de réunification. Ce paradoxe est au centre de la stratégie rhétorique du régime nord-coréen qui justifie le développement de son programme nucléaire et balistique par le fait qu'il s'agit d'une mesure de défense destinée à préserver l'identité de la nation contre des puissances impérialistes. Ainsi, le démantèlement de son arsenal nucléaire n'est pas synonyme de paix pour la Corée du Nord, mais de division :

The U.S. is now spreading rumors that [...] “the south-north relations can be mended only when the north dismantles its nuclear weapons first”. [...]

The nuclear force of the DPRK is by no means something to which it had access in the hope of “recognition” by the U.S. and its followers.

It is the self-defensive treasured sword to defend the whole Korean nation and preserve the regional peace and security from the U.S. increasing nuclear threats and blackmail.<sup>53</sup>

Ici, le porte-parole des forces stratégiques de l'armée nord-coréenne confirme l'argument selon lequel l'arme nucléaire sert à défendre « la nation coréenne toute entière » des « menaces » et du « chantage » des États-Unis qui possèdent également une puissance de frappe nucléaire. Selon ses propos, il n'est pas envisageable que le pays renonce à l'arme nucléaire en premier car cela sonnerait le glas de la nation coréenne. En mars 2013, dans le cadre du développement de la première doctrine nucléaire officielle de la RPDC, Kim Jong Un a déclaré que l'arme nucléaire lui permettait non seulement d'empêcher les États-Unis d'annexer la partie septentrionale de la péninsule coréenne et ainsi de « faire du peuple coréen des esclaves modernes », qu'elle constituait également un moyen de défense de l'idéologie, de l'histoire et de la culture nord-coréennes<sup>54</sup>. Le discours du dirigeant met clairement en évidence le fait que l'arme nucléaire permet de se prémunir contre les menaces qui pèsent sur les représentations traditionnelles de la société nord-coréenne.

---

<sup>53</sup> KCNA, 2014. U.S. Urged to Drop Bad Habit of Deliberately Blaming Others: KPA Strategic Force Spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 mars 2014. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546474615-627163686/u-s-urged-to-drop-bad-habit-of-deliberately-blaming-others-kpa-strategic-force-spokesman/>

<sup>54</sup> KCNA, 2013. 조선로동당 중앙위 2013년 3월전원회의 [chosŏllodongdang chung'ang'wi ich'ŏnsipsamnyŏn samwŏlchŏnwŏnhoeŭi / Réunion plénière du Comité central du Parti du Travail de Corée en mars 2013]. *KCNA* [en ligne]. 31 mars 2013. [Consulté le 4 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/03/03-31/2013-0331-024.html>.

La sauvegarde de l'identité coréenne va encore plus loin que le seul concept de nation dans le discours nord-coréen. Selon Myers, la Corée du Nord ne cherche pas seulement à restaurer l'unité du peuple coréen mais également à assurer la « pureté » de l'ethnie coréenne.

Koreans in both republics generally agree that they are a uniquely homogenous, i.e., pure-blooded people whose innate goodness has made them perennial victims of foreign powers. While the DPRK expresses itself more stridently on such matters, there has never been as sharp an ideological divide as the one that separated West and East Germany.<sup>55</sup>

Les deux Corées s'accordent donc sur le fait qu'elles appartiennent à une seule et même communauté, qu'elles forment une nation composée d'une seule ethnie. En effet, la nation est un espace politique, juridique et administratif commun légitimé par la communauté des citoyens, tandis que l'ethnie désigne une communauté historique qui a la conscience d'être unique et souhaite le rester<sup>56</sup>. La perception de la péninsule coréenne comme ethniquement homogène mais divisée en deux États renforce, en contraste, la menace pesant sur son peuple. Plus le peuple est uni, plus l'adversaire doit être puissant pour le diviser, d'où la stratégie de la Corée du Nord d'imputer aux États-Unis la responsabilité de la menace nucléaire. Elle adresse notamment une critique sévère aux États-Unis en leur reprochant de ne pas avoir réussi à créer « des liens raciaux et ethniques » entre ses propres citoyens, ce qu'elle interprète comme un signe avant-coureur de la chute de l'empire américain<sup>57</sup>. On peut ainsi conclure que l'arme nucléaire nord-coréenne apparaît comme la garante de la « pureté » et de la pérennité non seulement de la nation mais également de l'ethnie coréenne.

L'arme nucléaire constitue une solution aux multiples enjeux que sous-tend le concept de sécurité pour la Corée du Nord. Qu'il s'agisse de sauvegarder la dynastie Kim, son système politique ou encore la nation coréenne, la bombe nucléaire apparaît comme

---

<sup>55</sup> MYERS, B. R., 2011. *The Cleanest Race: How North Koreans See Themselves and Why It Matters*. Kindle Edition. New York, NY : Melville House, partie 1, paragraphe 6.

<sup>56</sup> SCHNAPPER, Dominique, 2011. Ethnies et nations. *Cahiers de recherche sociologique*. 26 avril 2011. N° 20, pp. 157-167.

<sup>57</sup> KCNA, 2016. U.S. Is Empire of Evils: DPRK Institute for International Studies. *KCNA Watch* [en ligne]. 15 août 2016. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546381354-74385372/u-s-is-empire-of-evils-dprk-institute-for-international-studies/>

l'arme absolue. Cela peut expliquer pourquoi la Corée du Nord refuse aujourd'hui de se départir de cet atout qui lui confère en outre un statut sur la scène internationale. Le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen ne trouve donc pas sa raison d'être uniquement dans la maximisation de sa puissance matérielle. L'étendue de sa puissance symbolique est beaucoup plus vaste. C'est à travers l'angle du discours que nous proposons d'analyser la force avec laquelle cette puissance symbolique s'exerce au sein de la communauté internationale.

### 3.3. LE DISCOURS COMME LIEU DE LUTTE POUR LE POUVOIR DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

L'omniprésence du discours dans les relations internationales entraîne paradoxalement sa mise au second plan en termes d'analyse. Pourtant, il faut rappeler que les États « déclarent » la guerre, les institutions internationales « demandent » à leurs États membres de respecter leurs normes, les chefs d'État galvanisent leurs citoyens par de multiples « discours » et les acteurs non-étatiques élèvent régulièrement leurs « voix » afin de faire entendre leurs nombreuses revendications. Ces actes de parole sont l'objet d'étude de la théorie du *speech act* développée par Austin<sup>58</sup>. Il distingue dans un premier temps, les effets illocutoires du langage, c'est-à-dire – pour reprendre le titre de son œuvre – lorsque « dire c'est faire ». Dans le cadre de l'effet illocutoire, l'énoncé prononcé est lui-même une action comme par exemple le fait de prononcer deux personnes mari et femme en fait un couple marié. Puis dans un second temps, Austin observe les effets perlocutoires du langage, c'est-à-dire lorsque l'énoncé prononcé a des conséquences sur l'auditoire comme par exemple l'obéissance à un ordre ou l'adhésion à un argument.

Les théories des relations internationales ont emprunté à Austin sa théorie relative aux effets illocutoires et perlocutoires du langage pour les appliquer au discours politique et à ses effets sur le système international. C'est notamment sur les travaux d'Austin que s'appuie le concept de « sécuritisation » (*securitization*) développé par Buzan, Wæver et de

---

<sup>58</sup> AUSTIN, John Langshaw, 1991. *Quand dire, c'est faire*. Paris : Seuil. Voir aussi SEARLE, John R., 1969. *Speech Acts: An Essay in the Philosophy of Language*. Cambridge : Cambridge University Press.

Wilde. Ce concept est un processus qui advient lorsqu'un acteur emploie une rhétorique de menace existentielle (*rhetoric of existential threat*) et sort ainsi un sujet des conditions de « politique normale »<sup>59</sup>. Ainsi, au moyen du discours, un domaine habituellement confiné au seul domaine politique, parce qu'il est perçu de manière subjective comme étant menacé, entre dans le domaine de la sécurité. Balzacq, Léonard et Ruzicka ont dressé un panorama exhaustif des problématiques ayant fait l'objet d'un processus de sécuritisation et auxquelles le monde de la recherche s'est intéressé<sup>60</sup>. On retrouve notamment les questions liées à l'immigration, la religion, l'énergie ou encore la santé. Concernant ce dernier domaine, le discours d'Emmanuel Macron annonçant le début des restrictions de liberté de circulation face à l'irruption de la première vague de Covid-19 constitue l'un des exemples les plus récents de sécuritisation. Afin de justifier ces restrictions, le président français a déclaré que la France était « en guerre » et appelait à la « mobilisation générale »<sup>61</sup>, faisant ainsi entrer la santé publique dans le domaine de la sécurité. En vertu de ce discours, des mesures telles que la restriction de certaines libertés individuelles et la limitation des déplacements à l'étranger sont devenues des actions prioritaires destinées à assurer la sécurité de l'État français. Le discours politique constitue donc un instrument puissant entre les mains des hommes d'État qui deviennent capables d'élargir le champ des sujets relevant de la sécurité nationale et ainsi, de modifier leur environnement international.

Nous avons pu observer les limites de la théorie de Waltz selon laquelle la troisième image, c'est-à-dire le système international caractérisé par un état d'anarchie, est le principal facteur explicatif des choix stratégiques d'un État. Cette théorie réaliste nous a permis de comprendre que la Corée du Nord a poursuivi une stratégie réaliste en maximisant sa puissance militaire grâce à l'arme nucléaire tout en tirant profit des bénéfices offerts par la coopération avec des organisations internationales. Nous avons ensuite pris en considération la seconde image, l'État, afin de mettre en évidence les enjeux du complexe de sécurité dans la région Asie-Pacifique. Le programme nucléaire et balistique nord-coréen n'est pas seulement une stratégie militaire mais une réponse défensive face à ce que la Corée

---

<sup>59</sup> BUZAN, Barry, WÆVER, Ole et DE WILDE, Jaap, 1998. *Security : A New Framework For Analysis*. Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers., p. 26.

<sup>60</sup> BALZACQ, Thierry, LÉONARD, Sarah et RUZICKA, Jan, 2016. 'Securitization' revisited: theory and cases. *International Relations*. décembre 2016. Vol. 30, n° 4, pp. 494-531.

<sup>61</sup> LE MONDE, 2020. « Nous sommes en guerre » : le verbatim du discours d'Emmanuel Macron. *Le Monde* [en ligne]. 16 mars 2020. [Consulté le 25 février 2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/16/nous-sommes-en-guerre-retrouvez-le-discours-de-macron-pour-lutter-contre-le-coronavirus\\_6033314\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/16/nous-sommes-en-guerre-retrouvez-le-discours-de-macron-pour-lutter-contre-le-coronavirus_6033314_823448.html)

du Nord considère comme des menaces politiques et sociétales. À présent, nous allons analyser dans quelle mesure la sécurité est une construction discursive qui exerce une influence sur les deux autres images.

Le discours est l'arme employée par les agents dans une structure sociale, ici les relations internationales, pour convaincre, persuader ou réfuter. Leaders politiques, diplomates et acteurs non-étatiques s'affrontent sur la scène internationale au moyen d'un vaste arsenal sémantique qui renforce un peu plus à chaque fois la structure sociale dans laquelle s'inscrivent leurs discours tandis que cette structure sociale, à son tour, leur confère légitimité et crédibilité. Se crée ainsi une dynamique où les discours, au pluriel, deviennent le discours, au singulier : on peut parler de discours diplomatique, de discours féministe, de discours extrémiste, etc. Le discours est rendu pérenne par les discours qui l'alimentent mais s'il y a irruption de voix discordantes, l'équilibre de la structure est alors ébranlé par l'agent aux discours dissonants.

Nous observerons tout d'abord que l'analyse du discours constitue une grille de lecture pertinente qui nous permet de rendre compte des évolutions et des changements de la stratégie nucléaire de la Corée du Nord. Puis, nous verrons qu'avant même de posséder l'arme nucléaire, ce fut d'abord le discours dissonant du régime nord-coréen à propos du développement de son programme nucléaire et balistique qui constitua une menace pour la sécurité internationale. Cette démarche nous permettra de comprendre pourquoi, encore aujourd'hui, le discours nord-coréen mérite d'être étudié grâce aux outils méthodologiques des théories de l'analyse du discours.

### *3.3.1. L'application de l'analyse du discours au programme nucléaire et balistique nord-coréen*

À rebours de Clausewitz qui affirmait que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens<sup>62</sup>, Foucault estimait que la politique était la continuation de la guerre par d'autres moyens<sup>63</sup>. Selon lui, au lieu de combattre sur le champ de bataille, le combat s'est déplacé dans les arènes politiques. Il ne s'agit plus de mettre en présence des généraux

---

<sup>62</sup> CLAUSEWITZ, Carl von, 2014. *De la guerre*. Paris : Payot & Rivages, pp. 3401-341.

<sup>63</sup> FOUCAULT, Michel, 1997. *Il faut défendre la société. Cours au Collège de France*. Paris : Gallimard., pp. 15-16 cité dans HÉRISSON, Audrey, 2018. Clausewitz versus Foucault : regards croisés sur la guerre. *Cahiers de philosophie de l'université de Caen*. 2018. N° 55, pp. 143-162.

à la tête de leurs armées mais de rivalités entre des coalitions politiques dirigées par un leader charismatique. Ce personnage aux qualités extraordinaires, au sens que lui reconnaît Weber<sup>64</sup>, combine deux identités : une identité sociale et une identité discursive<sup>65</sup>. Son charisme, en d'autres termes, l'image qu'il donne à percevoir, est co-constitutive de ses actes de langage dans le cadre du monde politique. Gee va encore plus loin en affirmant que tout discours est politique<sup>66</sup>. Dans le cas du discours nord-coréen sur le développement de son programme nucléaire et balistique, nous allons nous intéresser en particulier aux actes de parole des dirigeants nord-coréens ainsi qu'aux grandes institutions du système politique nord-coréen : le gouvernement nord-coréen, le Parti du Travail de Corée et l'Assemblée populaire suprême. Ces institutions communiquent en effet à propos des stratégies officielles du pays dans le domaine de la défense et de la diplomatie. Mais avant de détailler les spécificités du discours politique nord-coréen, nous allons observer dans quelle mesure l'analyse du discours constitue une grille de lecture pertinente et quelle méthodologie peut être mobilisée.

Le discours a fait l'objet de plusieurs théories relevant de divers domaines tels que la psychanalyse, le marxisme, le poststructuralisme, la philosophie analytique, la théorie des actes de parole et la pragmatique. Mais toutes ces approches acceptent la prémisse selon laquelle les relations sociales façonnent et sont façonnées par les pratiques discursives. Le discours n'est ainsi pas uniquement un acte de communication entre des individus appartenant à une société mais il façonne également cette structure sociale. Angermuller remarque que les théories du discours ont également en commun trois grands axes d'étude : la connaissance, le pouvoir, et la subjectivité<sup>67</sup>. La connaissance fait référence à la dimension communicative du discours tandis que le pouvoir et la subjectivité renvoient au fait qu'un sujet peut posséder une puissance discursive capable d'influer sur la structure et de créer ainsi une réalité subjective. On retrouve le caractère social du discours chez Howarth et Stavrakakis qui le décrivent comme un « système de relations sociales et de pratiques

---

<sup>64</sup> WEBER, Max, 1971. *Économie et société*, Paris : Plon, p. 320.

<sup>65</sup> CHARAUDEAU, Patrick, 2015. Le charisme comme condition du leadership politique. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*. 1 juillet 2015. N° 7.

<sup>66</sup> GEE, James Paul, 2011. *An Introduction to Discourse Analysis: Theory and Method*. 3rd ed. New York, NY : Routledge, p. 7.

<sup>67</sup> ANGERMULLER, Johannes, MAINGUENEAU, Dominique et WODAK, Ruth, 2014. *The Discourse Studies Reader: Main currents in theory and analysis*. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, p. 6.

intrinsèquement politiques »<sup>68</sup>, dans la lignée de l'approche post-structuraliste. Holzscheiter précise qu'il s'agit de « l'espace où la signification intersubjective est créée, entretenue, transformée, et devient ainsi constitutive de la réalité sociale »<sup>69</sup>. Souscrivant au plus récent courant de l'institutionnalisme discursif (*discursive institutionalism*), Schmidt définit le discours comme « le processus interactif de transmission d'idées »<sup>70</sup>. Ainsi, pour résumer, le discours est un processus social impliquant l'échange d'idées qui crée du sens et dans lequel l'intersubjectivité joue un rôle central.

Les théories du discours suivent donc le sillage de la théorie constructiviste<sup>71</sup> et particulièrement l'approche de Kratochwil :

We have to understand how the social world is intrinsically linked to language and how language, because it is a rule-governed activity, can provide us with a point of departure for our inquiry into the function of norms in social life.<sup>72</sup>

Le langage étant la porte d'entrée vers une compréhension du monde social, il est possible grâce à l'analyse du discours du régime nord-coréen à propos de son programme nucléaire et balistique, de comprendre le système normatif – c'est-à-dire le régime international de non-prolifération – dans lequel ce discours prend place. Fierke estime que les normes et les règles sont des motifs (*patterns*) qui gouvernent les interactions entre les agents. Elles peuvent être plus ou moins stables, plus ou moins institutionnalisées, elles peuvent évoluer ou se réifier au point de pouvoir prendre l'apparence une réalité objective mais elles restent le produit d'un échange intersubjectif<sup>73</sup>.

---

<sup>68</sup> HOWARTH, David et STAVRAKAKIS, Yannis, 2000. Introducing discourse theory and political analysis. In : HOWARTH, David, NORVAL, Aletta J. et STAVRAKAKIS, Yannis (éd.), *Discourse theory and political analysis - Identities, Hegemonies and Social Change*. Manchester : Manchester University Press. pp. 1-23.

<sup>69</sup> HOLZSCHEITER, Anna, 2014. Between Communicative Interaction and Structures of Signification: Discourse Theory and Analysis in International Relations. *International Studies Perspectives*. mai 2014. Vol. 15, n° 2, pp. 142-162.

<sup>70</sup> SCHMIDT, Vivien A., 2010. Taking ideas and discourse seriously: explaining change through discursive institutionalism as the fourth 'new institutionalism'. *European Political Science Review*. mars 2010. Vol. 2, n° 1, pp. 1-25.

<sup>71</sup> ONUF, Nicholas, 2012. *World Of Our Making*. Reissue Edition. London New York : Routledge. ; WENDT, ALEXANDER. (1999) *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.

<sup>72</sup> KRATOCHWIL, Friedrich V., 1989. *Rules, Norms, and Decisions: On the Conditions of Practical and Legal Reasoning in International Relations and Domestic Affairs*. Cambridge : Cambridge University Press. Cambridge Studies in International Relations, p. 6.

<sup>73</sup> FIERKE, K.M., 2002. Links Across the Abyss: Language and Logic in International Relations. *International Studies Quarterly*. septembre 2002. Vol. 46, n° 3, pp. 331-354.

Tel un clin d'œil à notre projet de recherche, Wendt explique que du point de vue des États-Unis, cinq cent armes nucléaires britanniques apparaissent moins menaçantes que cinq armes nucléaires nord-coréennes car le Royaume-Uni est considéré comme un ami, et la Corée du Nord comme un ennemi<sup>74</sup>. La théorie réaliste ne saurait expliquer cette configuration des relations par la seule distribution des ressources matérielles – qui ferait du Royaume-Uni la plus grande menace. Elle ne prend pas en compte la structure dans laquelle s'inscrivent ces relations : elles n'ont de sens qu'en vertu des concepts d'amitié et inimitié qui reposent sur une structure de compréhension commune (*structure of shared knowledge*) partagée par les États-Unis et leurs alliés<sup>75</sup>. Mais force est de constater qu'en pratique, le discours diplomatique n'est pas toujours aussi transparent, ce qui peut expliquer qu'il souffre parfois d'une mauvaise image<sup>76</sup>. Sur la forme, il semble redondant et sur le fond, il reste très ambigu. Jervis souligne en effet que la langue diplomatique est « codée », difficilement accessible<sup>77</sup>. Ce cadre précis fait du discours diplomatique un véritable langage à part entière.

En ce qui concerne plus particulièrement le discours sur la non-prolifération nucléaire, on peut observer que les codes régissant le discours sont particulièrement complexes et réservés à un nombre très réduit d'initiés : « dissuasion par interdiction » (*deterrence by denial*), « dissuasion par représailles » (*deterrence by punishment*), « États dotés », « États non-dotés », etc. L'usage de ce jargon<sup>78</sup> par les agents diplomatiques produit un discours conforme aux usages et normes internationales en la matière dans une structure sémantique donnée. Hamidi met notamment en évidence le fait que la construction d'un discours politique dans le cadre du droit international sur la non-prolifération nucléaire œuvre à la compartimentation de la question du désarmement et celle de la non-prolifération<sup>79</sup>. Si les États non-dotés ont renoncé à toute ambition nucléaire, l'arsenal

---

<sup>74</sup> WENDT, Alexander, 1995. Constructing International Politics. *International Security*. 1995. Vol. 20, n° 1, pp. 71-81.

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> VILLAR, Constanze, 2005. Pour une théorie du discours diplomatique. *Annuaire Français de Relations Internationales*. 2005. Vol. VI, pp. 45-61.

<sup>77</sup> JERVIS, Robert, 1970. *The Logic of Images in International Relations*. Princeton University Press: Princeton, p. 118.

<sup>78</sup> Chilton parle de « *nukespeak* » dans CHILTON, Paul, 1985. *Language and the Nuclear Arms Debate: Nukespeak Today*. London: F Pinter.

<sup>79</sup> HAMIDI, Sidra, 2020. Law as discursive resource: the politics of the nuclear/non-nuclear distinction in the Non-Proliferation Treaty. *European Journal of International Relations*. juin 2020. Vol. 26, n° 2, pp. 545-568.



nucléaire des États dotés, lui, est reconnu par le TNP à la condition de converger « *at an early date* » vers le désarmement en vertu de l'Article VI. Mais l'ambiguïté du discours légal au sujet de la temporalité sur la question désarmement des États dotés a eu pour effet de créer une structure que certains États considèrent comme un « *nuclear apartheid* »<sup>80</sup>.

L'ambiguïté du discours diplomatique, en particulier à propos de l'arme nucléaire peut être expliquée par la théorie du signe de Saussure dans son *Cours de linguistique générale*. Il établit une distinction entre la représentation mentale d'un concept ou objet – appelé « signifié » – et sa traduction phonique – appelé « signifiant »<sup>81</sup>. Saussure démontre que dans le langage, le lien entre le signifiant et le signifié, plus simplement, entre un objet et le mot qui lui est attribué, est arbitraire. C'est à cette relativité du langage que Villar attribue la responsabilité de l'ambiguïté sémantique du discours diplomatique<sup>82</sup>. Du point de vue linguistique, une ambiguïté naît de la conjonction d'un même signifiant pour deux ou plusieurs signifiés. Du point de vue diplomatique, un élément de langage peut avoir plusieurs références normatives, politiques, stratégiques ou encore culturelles qui sont autant de représentations sémantiques différentes. Dans le contexte de l'analyse du discours du régime nord-coréen, par exemple, le terme « dénucléarisation » (비핵화, pihaekwa) fait référence à plusieurs représentations sémantiques : l'abandon du programme nucléaire militaire nord-coréen, la poursuite d'un programme civil afin de pallier les besoins en énergie du pays et l'engagement des États-Unis à ne pas introduire des armes nucléaires sur la partie sud de la péninsule coréenne en cas de conflit. Pour ajouter à la complexité du concept de discours, les représentations évoquées ci-dessus ne correspondent pas à celles de ses interlocuteurs, notamment des États-Unis. La perception des intentions d'un interlocuteur et l'interprétation du discours jouent en effet un rôle prépondérant dans la compréhension du message à transmettre. Dans le cas d'une divergence d'intérêts ou de valeurs, si aucune représentation sémantique ne peut être partagée, de lieu d'échange et de débats, le discours peut devenir un lieu de combats.

Le combat peut avoir des enjeux politiques, stratégiques ou identitaires. C'est notamment le cas du discours nord-coréen au sujet de son programme nucléaire et balistique qui, en vertu de la stratégie de sécuritisation, parvient à lier différentes

---

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> SAUSSURE, Ferdinand de, 1971. *Cours de linguistique générale*. Paris : Payot.

<sup>82</sup> VILLAR, Constanze, 2005. *Op. cit.*

problématiques à la question de l'arme nucléaire. L'affrontement se situe donc autant sur le plan des actions militaires que sur le plan du discours. Mais il existe un aspect du discours sur l'arme nucléaire qui dépasse les enjeux sécuritaires et qui est négligée par la recherche scientifique. Il s'agit de la dimension éthique du discours sur l'arme nucléaire, qui peut expliquer l'intensité avec laquelle s'affrontent la Corée du Nord et la communauté internationale ainsi que les impasses auxquelles les négociations sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen font face.

### 3.3.2. *Les enjeux éthiques de l'arme nucléaire : la construction d'un discours moralisateur sur la Corée du Nord*

Si le discours sur la non-prolifération est clivant, c'est notamment en raison de l'interprétation que font certains États des normes internationales, principalement du TNP, par en termes d'inclusion et d'exclusion. Les armes nucléaires sont frappées du sceau de l'interdit sauf pour cinq États dont le statut est convoité. Braver cet interdit revient à violer les normes internationales, se placer dans le registre de l'anormal, et même parfois, dans celui de l'irrationnel. Et Foucault nous rappelle que « le fou est celui dont le discours ne peut pas circuler comme les autres »<sup>83</sup>. L'irrationalité des dirigeants nord-coréens a fait couler beaucoup d'encre avant que les observateurs n'abandonnent ce lieu commun et lui reconnaissent, au contraire, une pensée stratégique<sup>84</sup>. Dans le monde diplomatique, ce n'est en effet plus la rationalité des leaders nord-coréens qui est remise en question, c'est désormais leur moralité qui est interrogée.

Parler de moralité dans le cadre d'une problématique stratégique et technique telle que la prolifération nucléaire peut paraître hors sujet mais pourtant, Kim démontre que la Corée du Nord s'est construite une identité en opposition aux normes internationales dont la pierre angulaire se situe dans le fait de briser le « tabou nucléaire » (*nuclear taboo*), terme

---

<sup>83</sup> FOUCAULT, Michel, 1971. *L'ordre du discours : Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*. Paris : Gallimard, p. 12.

<sup>84</sup> DALTON, Bronwen, JUNG, Kyungja, WILLIS, Jacqueline et BELL, Markus, 2016. Framing and dominant metaphors in the coverage of North Korea in the Australian media. *The Pacific Review*. 7 août 2016. Vol. 29, n° 4, pp. 523-547. ; KANG, David C., 1995. Rethinking North Korea. *Asian Survey*. 1995. Vol. 35, n° 3, pp. 253-267.; LANKOV, Andrei, 2017. Nikki Haley is wrong: North Korea is not « irrational ». *NK News* [en ligne]. 14 mars 2017. [Consulté le 4 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2017/03/nikki-haley-is-wrong-north-korea-is-not-irrational/>; PARK, Han S., 2000. North Korean Perceptions of Self and Others: Implications for Policy Choices. *Pacific Affairs*. 2000. Vol. 73, n° 4, pp. 503-516.

emprunté aux analyses freudiennes de la tension entre désir et prohibition<sup>85</sup>. L'arme nucléaire est en effet imprégnée de la problématique de l'interdit, notamment en raison de sa capacité de destruction massive. Une guerre nucléaire constituerait un danger pour l'humanité entière non seulement à cause de la puissance des armes nucléaires et du nombre de morts qu'elles pourraient infliger mais également en raison de leurs conséquences sur le long terme pour la santé des populations qui auraient réussi à échapper à la mort et l'impact sur l'environnement. L'arme nucléaire est ainsi devenue un symbole dans un discours fondé sur des valeurs morales plus que militaires.

Conscient de ces enjeux, le général américain Omar Bradley avait déclaré dès 1948 que le monde était entré dans l'ère de « géants nucléaires et de nourrissons éthiques »<sup>86</sup>. Le contraste entre le stade de développement des puissances possédant l'arme nucléaire et la réflexion sur la dimension éthique qu'implique une telle capacité relançait donc le débat opposant guerre et morale, remontant aux sources des réflexions sur la guerre juste. Le Manifeste Russell-Einstein de 1955 témoignait aussi de la même inquiétude de la communauté scientifique vis-à-vis des dangers que représentaient les armes nucléaires pour l'humanité. Étant donné la portée universelle de la question, la communauté religieuse prit également part à la réflexion sur le dilemme moral posé par l'arme nucléaire : en 1982, le Pape Jean-Paul II s'adressa à l'Assemblée générale de l'ONU et partagea ses préoccupations au sujet des arsenaux nucléaires en insistant sur le caractère transitoire de la dissuasion nucléaire qui ne devait être qu'une « étape » vers un désarmement complet. L'année suivante, une lettre pastorale sur la guerre et la paix rendue publique lors de la Conférence nationale des évêques catholiques américains reprenait des éléments de langage similaires à ceux du Pape et soulignait que « l'âge nucléaire est une ère de danger physique mais également moral » qui marquait « la première génération depuis la Genèse possédant le pouvoir de menacer l'ordre créé »<sup>87</sup>.

Quelques années plus tard, le débat faisait toujours rage lorsque la Cour internationale de Justice fut saisie en 1996, pour avis consultatif, sur la « licéité de la menace

---

<sup>85</sup> KIM, Jina, 2014. *The North Korean Nuclear Weapons Crisis: The Nuclear Taboo Revisited?* London : Palgrave Macmillan, p. 13.

<sup>86</sup> BRADLEY, Omar Nelson, 1948. Armistice Day Address. *What So Proudly We Hail* [en ligne]. 10 novembre 1948. [Consulté le 2 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.whatsoproudlywehail.org/curriculum/the-american-calendar/armistice-day-address>

<sup>87</sup> UNITED STATES CONFERENCE OF CATHOLIC BISHOPS, 1983. The Challenge of Peace: God's Promise and Our Response. *National Conference of Catholic Bishops*. Washington, D.C. 3 mai 1983.

ou de l'emploi d'armes nucléaires ». Dans son opinion individuelle, le Juge Ranjeva évoquait le même dilemme que celui évoqué par le général Bradley :

Le droit des armes nucléaires représente une des branches du droit international qu'on ne saurait envisager sans un minimum d'exigences éthiques qui expriment des valeurs auxquelles participent les membres de la communauté dans leur ensemble. [...] Dans les grandes causes de l'humanité, les exigences du droit positif et de l'éthique font un et les armes nucléaires de par leurs effets destructeurs en sont.<sup>88</sup>

La Cour internationale de Justice a déclaré que l'emploi d'armes nucléaires devait être limité notamment par l'interdiction de leur usage sur les populations civiles. Mais le gouvernement nord-coréen fit part de son opinion plus tranchée dans une lettre adressée au président de la CIJ. Selon cette lettre, le gouvernement nord-coréen considéra que la menace ou l'usage d'armes nucléaires dans n'importe quel cas constituait une violation de la Charte des Nations unies et des lois internationales en vigueur<sup>89</sup>. La voix de la Corée du Nord s'était donc jointe au chœur des acteurs non-étatiques plaidant pour la limitation voire l'interdiction des programmes nucléaires militaires. Tout comme une majorité des acteurs sur la scène internationale, le discours nord-coréen sur l'arme nucléaire s'inscrivait dans une démarche de dénonciation de l'immoralité de cette arme. Le débat se poursuivit au fil des années et aboutit, en 2017, à la signature du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, entré en vigueur le 22 janvier 2021, dont le préambule rappelle les « impératifs éthiques pour le désarmement nucléaire »<sup>90</sup>. Le discours sur l'arme nucléaire est donc teinté de théologie, de philosophie et d'éthique. Il est un lieu de conflits et d'affrontements couvrant plusieurs terrains qui ont trait à la limite entre science et éthique, à l'opposition entre la théorie de la guerre juste et le coût des victimes de la guerre, à la protection de l'environnement au sens large du terme en incluant la survie de l'être humain dans son écosystème.

---

<sup>88</sup> COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, 1996. *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif*. 8 juillet 1996. [Souligné par l'auteur]

<sup>89</sup> AMB. PAK, Gil Yon, 1995. *Letter dated 18 May 1995 from the Permanent Representative of the Democratic People's Republic of Korea to the United Nations* [en ligne]. 18 mai 1995. [Consulté le 2 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.icj-cij.org/public/files/case-related/95/8668.pdf>.

<sup>90</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017. *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires* [en ligne]. 7 juillet 2017. [Consulté le 2 août 2021]. Disponible à l'adresse : [https://treaties.un.org/doc/Treaties/2017/07/20170707%2003-42%20PM/Ch\\_XXVI\\_9.pdf](https://treaties.un.org/doc/Treaties/2017/07/20170707%2003-42%20PM/Ch_XXVI_9.pdf).

En 2013, le gouvernement nord-coréen déclara officiellement être doté de l'arme nucléaire. La communauté internationale était préoccupée par les ambitions nucléaires de la Corée du Nord, régime politique qui restait l'un des plus autoritaires au monde. L'enjeu moral était donc démultiplié car il était inconcevable qu'un régime politique incarnant toutes les valeurs opposées à la démocratie et à la liberté puisse avoir accès à l'arme nucléaire. Mais qu'advient-il lorsque ledit régime autoritaire invoque des raisons considérées comme justes par les institutions internationales ? Nous l'avons vu plus haut, la Corée du Nord a déclaré en 2003 que son retrait du TNP était une « mesure de légitime défense ». Or, dans l'avis consultatif de la CIJ en 1996, l'institution avait statué qu'elle « ne [pouvait] cependant conclure de façon définitive que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait licite ou illicite dans une circonstance extrême de légitime défense dans laquelle la survie même d'un État serait en cause »<sup>91</sup>. L'ambiguïté de cette conclusion a laissé planer le doute quant à l'interprétation des conditions dans lesquelles la « survie » d'un État serait en jeu et a constitué une brèche juridique dans laquelle la Corée du Nord s'est empressée de s'engouffrer.

Si l'on tente de définir dans quelles conditions un État peut invoquer le droit à la légitime défense, on peut se référer à la réflexion de Roche et Tardy Joubert :

Cette légitime défense doit être à la fois une cause juste – elle doit suivre effectivement une attaque initiale, et relever d'une bonne intention –, elle doit poursuivre de bonne foi et sans duplicité l'objectif de faire cesser l'agression et non cacher d'autres motivations. [...]

La menace de représailles nucléaires doit donc viser l'avenir, le rétablissement de la dissuasion et l'arrêt de l'agression. L'emploi effectif de l'arme nucléaire devrait être proportionné à ce seul objectif.<sup>92</sup>

Les conditions de l'emploi de l'arme nucléaire doivent donc être encadrées, limitées et avoir pour motif une « cause juste ». Ces définitions mettent en relief la difficulté de jauger le caractère « juste » ou non d'un recours à l'arme nucléaire, les « bonnes intentions » ou non d'un État dans son processus décisionnel ainsi que l'impossibilité de savoir s'il possède des

---

<sup>91</sup> COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, 1996. *Op. cit.*

<sup>92</sup> ROCHE, Nicolas et TARDY JOUBERT, Hubert, 2019. Peut-on réconcilier morale et dissuasion nucléaire ? *Commentaire*. 2019. Vol. 168, n° 4, pp. 795.

motivations cachées ou s'il fait preuve de transparence. Tout repose sur la conscience morale de décideurs au plus haut niveau de l'appareil étatique. En effet, contrairement à une guerre conventionnelle qui mobiliserait des forces humaines ainsi qu'un engagement de la population à l'effort de guerre, dans le cadre de la décision de l'emploi de l'arme nucléaire, aucune consultation démocratique, aucun soutien de l'opinion publique n'est requis. Les dirigeants devraient donc répondre à un « impératif catégorique nucléaire »<sup>93</sup> afin de s'assurer que l'emploi de l'arme nucléaire correspond bien à une cause juste. Cette vision libérale d'inspiration kantienne permet de prendre toute la mesure des enjeux moraux au cœur du discours sur l'arme nucléaire<sup>94</sup>.

La Corée du Nord n'est pas étrangère aux débats concernant la dimension éthique de l'emploi de l'arme nucléaire. Elle induit elle aussi des éléments moraux dans son discours à propos de son programme nucléaire et balistique, en particulier suite aux déclarations du président Bush concernant « l'Axe du mal ». Cette catégorisation en tant que régime politique représentant le mal absolu a provoqué une réaction de la Corée du Nord. Afin de remporter la victoire dans ce combat rhétorique, il s'agissait dès lors de prouver que le programme nucléaire et balistique nord-coréen n'était pas une manifestation de l'immoralité de son régime politique mais une mesure de légitime défense contre un ennemi qui, lui, devait être présenté comme immoral. L'un des arguments majeurs de la Corée du Nord consiste encore aujourd'hui à rappeler que seuls les États-Unis ont employé l'arme nucléaire contre des civils lors des bombardements atomiques à Hiroshima et Nagasaki en 1945, ce qui en fait *de facto* un État violant les principes éthiques du recours à l'arme nucléaire. Au fur et à mesure, la question de l'éthique et de la morale a gagné d'autres sujets corollaires tels que les sanctions de l'ONU suite aux essais nucléaires de la Corée du Nord. On peut observer ce glissement dans la position défendue par la Représentation permanente de la RPDC auprès de l'ONU suite aux résolutions liées à l'essai nucléaire de 2006 :

Ces projets de résolution sont le comble de la partialité et de l'immoralité, car ils montent en épingle de manière sélective l'exercice, par la République populaire démocratique de Corée, de son droit de défendre sa souveraineté, tout en négligeant la

---

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> Voir aussi d'autres réflexions sur le débat : FINNIS, John, BOYLE, Joseph et GRISEZ, Germain, 1987. *Nuclear Deterrence, Morality, and Realism*. Oxford : Clarendon Press. ; FISHER, David, 1985. *Morality and the Bomb: An Ethical Assessment of Nuclear Deterrence*. New York, NY : Routledge.

politique hostile des États-Unis à son égard, qui est la cause profonde de la question nucléaire dans la péninsule coréenne.<sup>95</sup>

La Corée du Nord justifie le développement de son programme nucléaire et balistique par le « droit de défendre sa souveraineté » face à la « politique hostile des États-Unis » mais elle estime que ses arguments ne sont pas entendus par la communauté internationale. La référence à « l'immoralité » supposée des États ayant voté ces résolutions sous-entend que la Corée du Nord considère que sa cause est juste, et que ses intentions défensives sont bonnes. Le but principal est de prévenir une agression. Pourtant, ce n'est pas l'interprétation de la communauté internationale et la RPDC s'indigne de cette « partialité » en faveur des États-Unis. Dans ce cas de figure, on comprend que le débat ne se situe pas sur le terrain de la stratégie militaire mais que les deux camps, avec des systèmes de valeurs antagonistes, s'affrontent plutôt sur le terrain de la moralité. Le dilemme de sécurité que nous avons analysé précédemment se double à présent d'un dilemme moral.

En outre, afin de mettre en lumière la profonde complexité des enjeux éthiques liés à la question du développement du programme nucléaire nord-coréen, nous pouvons ajouter que les sanctions économiques auxquelles le Représentant de la RPDC fait référence sont, elles aussi, sujettes à interrogations quant à leur portée morale. Juridiquement, les sanctions font partie des instruments légaux à dispositions des organisations internationales et des États. Colonomos estime pourtant que « la doctrine des sanctions suit les sentiers de la guerre juste »<sup>96</sup>. Cela signifie que la communauté internationale considère que les sanctions économiques sont justifiées, tant qu'elles respectent les principes de la guerre juste que Walzer définit comme des guerres « limitées et menées conformément à un ensemble de règles destinées à éliminer [...] l'usage de la violence et de la contrainte à l'encontre des populations non-combattantes »<sup>97</sup>. Il s'agit de faire revenir dans le droit chemin des régimes politiques considérés comme non démocratiques. Ce fut par exemple le cas des sanctions économiques destinées à mettre fin à l'*apartheid* en Afrique du Sud. Les États censeurs estiment donc que les sanctions ont pour but une cause juste et qu'ils ne peuvent pas rester indifférents face aux violations des droits de l'homme commises par l'État ciblé. Mais les sanctions économiques se heurtent aux mêmes écueils que la théorie de la guerre juste. En

---

<sup>95</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2006. A/C.1/61/PV.21 : *Procès-verbal de la 21e séance de la Première Commission*. Soixante et unième session. Assemblée générale des Nations Unies. New York, NY, p. 2-3.

<sup>96</sup> COLONOMOS, Ariel, 2005. *La Morale dans les relations internationales*. Paris : Odile Jacob, p. 120.

<sup>97</sup> WALZER, Michel, 1999. *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*. Paris : Belin, p. 13.

effet, elles n'ont pas toujours été efficaces et elles ont même été meurtrières comme par exemple dans le cas de l'Irak où elles ont causé la mort de près d'un million et demi de personnes<sup>98</sup>. Dès lors la question éthique se pose et ouvre « un débat sur la mort » et sur la responsabilité du censeur et de la cible<sup>99</sup>. Ce sont tous ces enjeux liés à l'arme nucléaire et aux dilemmes éthiques qu'elle implique que nous retrouvons dans le discours nord-coréen au sujet du développement de son programme nucléaire et balistique depuis le milieu des années 1980.

À ce jour la Corée du Nord est soumise à des sanctions unilatérales imposées par les gouvernements américain, sud-coréen et japonais mais également des sanctions internationales prises par l'ONU et l'Union européenne<sup>100</sup>. Dès les premières sanctions américaines en 2004, la Corée du Nord a annoncé qu'elle considérait ces sanctions économiques « comme une déclaration de guerre »<sup>101</sup> que le gouvernement nord-coréen dénonce régulièrement. Il blâme certains États membres qui auraient recours un à procédé rhétorique consistant à relier la question nucléaire à des enjeux plus vastes :

Les États-Unis ont souvent dit qu'ils ne lieraient pas l'humanitaire aux questions politiques mais, après que la question nucléaire a été soulevée, ils ont astucieusement avancé des préconditions telles que l'ouverture de toute la RPDC dans le but d'inventer un prétexte afin de stopper l'aide alimentaire à destination de la RPDC.

À travers de telles préconditions, les États-Unis voulaient signifier que l'aide alimentaire ne serait possible que lorsque la RPDC aurait ouvert au monde ses installations militaires à caractère sensible du point de vue de la sécurité nationale.<sup>102</sup>

---

<sup>98</sup> GARFIELD, Richard, 1999. *Morbidity and Mortality among Iraqi Children from 1990 through 1998: Assessing the Impact of the Gulf War and Economic Sanctions*. New York, NY: Columbia University.

<sup>99</sup> COLONOMOS, Ariel, 2005. *Op. cit.*, p. 148.

<sup>100</sup> FIFIELD, Anna, 2016. Punishing North Korea: A rundown on current sanctions. In : *The Washington Post* [en ligne]. 22 février 2016. [Consulté le 3 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/02/22/punishing-north-korea-a-run-down-on-current-sanctions/>

<sup>101</sup> KCNA, 2004. 조선외무성대변인 공화국을 포함하는 미국부대통령 체이니의 망발을 규탄 [chosŏnoemusŏngdaebyŏnin konghwagugŭl mohamhanŭn migukpudaet'ongnyŏng ch'einiŭi mangbarŭl kyut'an / Porte-parole du ministère des Affaires étrangères : condamnation des propos déplacés et diffamatoires du vice-président américain D. Cheney à propos de la RPDC]. *KCNA Watch* [en ligne]. 19 avril 2004. [Consulté le 16 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451913289-855919403/조선외무성대변인-공화국을-포함하는-미국부대통/>.

<sup>102</sup> KCNA, 2003. 조선외무성 대변인 미국의 <대화>설은 기만극 [chosŏnoemusŏng taebŏnin migugŭi taehwasŏrŭn kimangŭk / Porte-parole du ministère des Affaires étrangères : le prétendu « dialogue » des États-



La Corée du Nord reproche au discours américain sur l'arme nucléaire de déborder sur d'autres domaines et d'inclure les questions humanitaires qui elles-mêmes sous-tendent des enjeux éthiques et moraux. Or, selon le régime nord-coréen, l'aide alimentaire destinée à ses citoyens ne saurait être conditionnée à des questions touchant à la sécurité nationale. Mais son discours s'oppose ainsi à celui des États-Unis. On peut donc observer que le discours de la Corée du Nord comme celui de la communauté internationale, au sujet du développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen, est un lieu de lutte pour le triomphe de valeurs, de normes et d'intérêts opposés. Les acteurs qui renforcent, avec chaque déclaration, leurs positions antagonistes et cette dynamique nous donne à voir le rôle de l'intersubjectivité dans les relations internationales, qui constitue l'objet d'étude du courant constructiviste.

Au premier abord, les rapports de force dans la région Asie-Pacifique semblent correspondre à la théorie réaliste dans la mesure où l'état d'anarchie qui caractérise les relations au niveau du système international sont reproduites à l'échelle régionale. Dans ce contexte, la décision de la Corée du Nord de poursuivre le développement de son programme nucléaire et balistique apparaît comme l'exacte illustration de la logique de maximisation de la puissance matérielle. Pourtant, la théorie réaliste peine à expliquer les changements de stratégie opérés par la Corée du Nord, notamment l'*Agreed Framework* conclu avec les États-Unis en 1994, qui prévoyait le désarmement et la fin du programme nucléaire militaire américain. Mais en considérant la question sous l'angle de la sécurité, nous avons observé que la Corée du Nord se trouve au cœur d'un complexe de sécurité régional. Les manœuvres stratégiques des autres pays de la région avaient un impact sur sa propre sécurité et *vice versa*, ce qui nécessitait de prendre en considération les préoccupations politiques des États de la région afin de comprendre le réseau complexe de leurs interactions. Nous avons pu observer que, dans le cas de la Corée du Nord, la possession de l'arme nucléaire n'avait pas pour objectif unique sa sécurité militaire, mais également sa sécurité économique, politique et sociétale.

Notre question initiale portait sur la recherche de la grille de lecture la plus pertinente afin de comprendre les motivations de la Corée du Nord concernant le

---

Unis est une farce]. *KCNA* [en ligne]. 15 janvier 2003. [Consulté le 21 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcnaco.jp/calendar/2003/01/01-16/2003-01-16-001.htm>. [Traduction de l'auteur]

développement de son programme nucléaire et balistique. Nous avons pu constater les limites de la théorie réaliste et de la théorie libérale puis nous nous sommes intéressés à la théorie constructiviste, et plus particulièrement au courant de l'analyse du discours. Cette approche rend compte des évolutions de la stratégie nucléaire de la Corée du Nord car le discours constitue le moyen privilégié par les représentants de l'autorité étatique de communiquer leur représentation du monde. Les dirigeants politiques nord-coréens cherchent non seulement à garantir la sécurité de leur pays mais également à défendre une vision anti-impérialiste grâce à un discours qui inscrit l'arme nucléaire dans un contexte normatif, stratégique et moral. Ce discours a pour caractéristique principale le fait d'être fondé sur la subjectivité. Le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen est autant un défi diplomatique et technologique qu'un défi discursif. Le discours sur l'arme nucléaire est le lieu de l'affrontement de différentes subjectivités et, parce que l'emploi de la bombe nucléaire reste un tabou dans les relations internationales, il apparaît comme l'ultime champ de bataille sur lequel la Corée du Nord défie les représentations et les valeurs de la communauté internationale.

Nous avons posé le cadre historique, technique et théorique de nos travaux de recherche. Au cours du chapitre 1, nous avons étudié les évolutions de la stratégie nucléaire de la Corée du Nord à travers l'histoire des négociations internationales en vue de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Puis, le chapitre 2 nous a permis de comprendre comment la Corée du Nord a développé ses relations avec des pays étrangers en vue d'acquiescer les technologies nécessaires à la mise en œuvre d'un programme nucléaire et balistique. Nous avons ainsi pris la mesure des capacités du pays en termes d'armes nucléaires et de missiles, ce qui constitue une étape nécessaire dans la compréhension des enjeux techniques de la dénucléarisation. Enfin, si la question nord-coréenne relève de la défense et de la diplomatie, elle révèle aussi un affrontement discursif entre le système de valeurs nord-coréen et celui de la communauté internationale. Chaque camp justifie sa position grâce à un discours qui élargit progressivement la question technique de l'arme nucléaire à des problématiques éthiques et morales. L'analyse du discours constitue donc une approche pertinente pour établir une vue d'ensemble des préférences, motivations, et limites de la stratégie de la Corée du Nord concernant son programme nucléaire et balistique.

Il est à présent temps de s'intéresser à la culture stratégique de la Corée du Nord afin de comprendre dans quel contexte politique et idéologique situer le développement du

programme nucléaire et balistique nord-coréen. Dans un régime où tout acte doit être conforme à l'idéologie du *Juche*, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'art ou de manifestations sportives, nous étudierons la place de l'arme nucléaire dans cet ensemble qui se veut cohérent mais qui peine à l'être réellement. Cette démarche sera l'occasion d'observer comment le discours peut faire d'une vision subjective, une réalité.

## ***DEUXIÈME PARTIE***

---

# **COMPRENDRE LA CULTURE STRATÉGIQUE DU RÉGIME NORD-CORÉEN À TRAVERS SON DISCOURS**

« Les hommes le plus souvent se querellent pour des mots.  
C'est pour des mots qu'ils tuent et se font tuer le plus  
volontiers. »

Anatole France, *Le mannequin d'osier*

La stratégie de la Corée du Nord en termes de négociations sur son programme nucléaire et balistique s'inscrit dans le cadre d'un complexe de sécurité régional mais comprend également des facteurs domestiques tels que la légitimité de la dynastie Kim. Prendre en compte les éléments stratégiques ainsi que les éléments subjectifs – tels que la perception de la menace ou encore l'interprétation des intentions de l'adversaire en fonction des interactions passées – influant sur son processus décisionnel relatif au développement du programme nucléaire nord-coréen apparaît donc comme un premier pas dans la compréhension des manœuvres diplomatiques et militaires du régime nord-coréen. En effet, il est nécessaire de connaître, analyser et prendre en compte les références culturelles propres au pays adverse et, en particulier, sa culture stratégique dans le but d'en comprendre l'efficacité <sup>1</sup>. Afin de réaliser cet objectif, l'approche que nous privilégions donc est celle de la culture stratégique. La culture stratégique peut être définie comme l'impact

---

<sup>1</sup> TERTRAIS, Bruno, 2008. *L'arme nucléaire*. Édition du Kindle. Chapitre 2, partie 1, paragraphes 2 et 3.

de la situation géostratégique, de l'histoire, de l'expérience militaire et de la culture politique sur les stratégies développées par un État dans des domaines clés relatifs à la guerre, la paix et aux menaces extérieures<sup>2</sup>.

Dans quel contexte idéologique, stratégique et politique s'inscrit le discours de la Corée du Nord à propos de son programme nucléaire et balistique ? Que nous apprend le discours des principales institutions nord-coréennes sur sa culture stratégique ?

Dès lors, nous étudierons dans quelle mesure l'idéologie du *Juche* est le produit de l'histoire de la Corée, en particulier du traumatisme national provoqué par la colonisation japonaise, ainsi que le résultat de sa position géopolitique en tant que petit pays au milieu de puissances rivales. L'idéologie *Juche* occupe une place centrale dans la culture stratégique nord-coréenne en raison de son influence non seulement sur les objectifs stratégiques de la Corée du Nord, mais également sur l'organisation institutionnelle et la culture politique autour du développement de son programme nucléaire et balistique (4). Puis, nous aborderons le cœur de nos travaux de recherche, c'est-à-dire l'analyse du discours, grâce à une méthode à la fois qualitative et quantitative. Dans le cadre de la méthode qualitative, nous avons eu recours à l'approche de la *Critical Discourse Analysis* (5). Cette approche nous permettra d'étudier les liens que la Corée du Nord établit dans son discours entre l'arme nucléaire et les concepts stratégiques de guerre, de paix et de menace. S'agissant de la méthode quantitative, nous avons employé un logiciel d'analyse de texte afin de déterminer le code opérationnel des dirigeants nord-coréens, c'est-à-dire leurs préférences stratégiques et tactiques, à partir de leurs discours officiels (6).

---

<sup>2</sup> BALL, Desmond, 1993. Strategic Culture in the Asia-Pacific Region. *Security Studies*. septembre 1993. Vol. 3, n° 1, pp. 44-74. ; BOOTH, Ken, TROOD, Russell B. et MACMILLAN, Alan, 1999. Strategic Culture. In : BOOTH, Ken et TROOD, Russell B. (éd.), *Strategic cultures in the Asia-Pacific region*. New York : St. Martin's Press, p.8 cité dans LANTIS, Jeffrey S., 2016. Strategic Cultures and Security Policies in the Asia-Pacific. In : LANTIS, Jeffrey S. (éd.), *Strategic Cultures and Security Policies in the Asia-Pacific*. London : Routledge. pp. 1-21.

## 4. Le programme nucléaire et balistique nord-coréen, pilier de l'idéologie du *Juche*

S'il existe un terme que l'on rencontre régulièrement dans le discours nord-coréen, et ce dans tous les domaines de la vie politique et militaire, c'est celui du *Juche*. L'idéologie du *Juche* fait en effet partie intégrante de la culture stratégique de la Corée du Nord car elle est le filtre à travers lequel l'histoire, le système politique, l'économie et les objectifs stratégiques du pays sont considérés, tant au niveau national qu'international. Il est possible de remettre en cause l'artificialité de l'idéologie mais on ne saurait nier son pouvoir symbolique. En effet, comprendre les fondements idéologiques sur lesquels s'appuie le régime nord-coréen peut nous permettre de réaliser une analyse plus précise en situant son discours dans un contexte historique, politique et même philosophique.

On peut dès lors se demander quels sont les principes fondamentaux de l'idéologie du *Juche* et dans quelle mesure ces derniers influencent les objectifs stratégiques de la Corée du Nord. En outre, nous pouvons nous interroger sur la part qu'occupe l'idéologie du *Juche* dans le discours du régime nord-coréen au sujet de son programme nucléaire et balistique.

Nous allons tout d'abord tenter de définir l'idéologie du *Juche* afin d'analyser la vision du monde qu'elle propose et comment elle rend dès lors indispensable le développement d'une arme nucléaire afin de garantir la sécurité nationale (1). Nous observerons qu'en vertu de cette idéologie, le dirigeant suprême à la tête de l'État domine les institutions politiques et centralise toute prise de décision au sujet du développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen (2). Cette organisation institutionnelle autour du dirigeant suprême met l'arme nucléaire au centre de la vie politique nord-coréenne et influence son développement économique ainsi que sa politique étrangère. Établir un panorama des institutions en lien avec le programme nucléaire et balistique nord-coréen permettra

d'identifier les interlocuteurs clés et la crédibilité de leur discours. Enfin, nous verrons que c'est dans ce cadre institutionnel, idéologique et politique que la Corée du Nord continue de faire évoluer sa stratégie nucléaire (3).

#### 4.1. L'INFLUENCE DE L'IDÉOLOGIE DU *JUCHE* SUR LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LA CORÉE DU NORD

Bien que la Corée du Nord définisse son système politique comme monolithique, l'idéologie du *Juche*, elle, apparaît comme flexible. Robin définit l'idéologie comme un ensemble de principes au nom desquels un acteur politique s'efforce de rallier le soutien des membres de la société aux décisions concrètes qui lui paraissent nécessaires<sup>1</sup>. C'est notamment la définition retenue par Cheong dans le cadre de ses travaux sur la genèse et l'évolution de l'idéologie du *Juche*. Contrairement à l'image de loi immuable que le régime nord-coréen souhaite lui attribuer, l'idéologie du *Juche* s'adapte en effet aux changements politiques et elle a fait l'objet de nombreuses reformulations. Ces évolutions ont fait l'objet de travaux qui ont mis en évidence son caractère protéiforme : Rhee la compare à un *Gladstone bag*, sac rendu populaire pour son extensibilité, tandis qu'Armstrong préfère la qualifier d'indéfinissable<sup>2</sup>. Il est intéressant d'observer dans quelle mesure l'idéologie du *Juche* constitue la source de légitimité du discours nord-coréen sur son programme nucléaire et balistique mais également, comment ce discours renforce en retour l'autorité du *Juche* dans toutes les sphères politiques en Corée du Nord.

---

<sup>1</sup> ROBIN, Maurice. 1988. *Histoire comparative des idées politiques*. I. Paris : Economica. p. 25 cité dans CHEONG, Seong-chang, 1997. *Idéologie et système en Corée du Nord : De Kim Il-Sông à Kim Chông-Il*. Paris: L'Harmattan. p. 154.

<sup>2</sup> RHEE, Sang-woo. Chuch'e Ideology as North Korea's Foreign Policy Guide in SCALAPINO, Robert A. et YI, Hong-gu, 1986. *North Korea in a regional and global context*. Berkeley, CA: Institute of East Asian Studies, University of California, Center for Korean Studies, p. 37. ; ARMSTRONG, Charles K., 2013. *The Koreas*. 2nd edition. New York : Routledge.

#### 4.1.1. Aux origines de l'idéologie du *Juche* : une appropriation nord-coréenne du mouvement de libération de la Corée

Dès le préambule de la Constitution de la RPDC, l'idéologie du *Juche* est présentée comme la fondation sur laquelle est construite l'ensemble du système étatique nord-coréen. La Constitution définit en effet la Corée du Nord comme « l'État socialiste du *Juche* » (주체의 사회주의국가, chuch'eüi sahoejuũgukka)<sup>3</sup>. Originellement, l'idéologie porte le nom de *Juche sasang* (주체사상) où *sasang* signifie « idée » ou « pensée ». Mais le terme « *Juche* » apparaît communément tel quel dans les sources primaires, les traductions ainsi que les articles scientifiques ou journalistiques sur l'idéologie nord-coréenne. On rencontre donc fréquemment l'expression « idéologie du *Juche* » ou comme variante, « doctrine du *Juche* », sans indication étymologique du dernier terme, ni traduction. Juxtaposée à cette expression on retrouve une définition du terme comme « autonomie », « indépendance », « autosuffisance ». Mais ces traductions semblent être employées de manière interchangeable, ce qui nous pousse à nous interroger sur le sens originel du terme. Comprendre les origines du *Juche* constitue une étape nécessaire pour déterminer non seulement comment l'idéologie influence les objectifs stratégiques du régime nord-coréen mais aussi de distinguer les cas où cette idéologie est instrumentalisée afin d'élaborer un discours justifiant le développement d'un programme nucléaire et balistique.

Pour ce faire, il est nécessaire de s'intéresser à l'étymologie du terme *Juche*, notamment à ses racines sino-coréennes. Il s'agit de la combinaison de deux sinogrammes : premièrement, *ju* (主) qui signifie « maître, propriétaire », et deuxièmement, *che* (體) qui signifie « corps ». La traduction littérale signifierait donc « le maître du corps », une définition plus proche de la nature humaine en tant que telle que de l'indépendance d'une nation. Si l'on remonte le cours de l'histoire à la recherche de son usage premier, on retrouve les origines du terme *juche* dans la langue japonaise, à travers le terme *shutai*, dont la transcription en kanji est la même que les sinogrammes étudiés. Apparue pour la première fois en 1887 dans l'ouvrage *The Basics of Philosophy* (*Tetsugaku yōryō*) du penseur japonais Inoue Enryō, *shutai* a été initialement utilisé afin de traduire le terme allemand *das Subjekt*, c'est-à-

---

<sup>3</sup> 조선민주주의인민공화국 사회주의헌법 [chosŏnminjujuũinmingonghwaguk sahoejuũihŏnbŏp / Constitution socialiste de la RPDC], 2019. 통일법제데이터베이스 [t'ong'ilpŏpchedeit'ŏbeisũ / Base de données juridiques sur la réunification] [en ligne]. [Consulté le 3 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.unilaw.go.kr/bbs/selectBoardList.do?bbsId=BBSMSTR\\_00000000021&bbsSubId=001](https://www.unilaw.go.kr/bbs/selectBoardList.do?bbsId=BBSMSTR_00000000021&bbsSubId=001)



dire l'être doué de conscience, l'individu, en d'autres mots l'entité qui perçoit, agit sur un objet ou un environnement. Les écrits des philosophes allemands tels que Kant commençaient alors à se répandre, y compris en Chine et en Corée, et on le retrouve à quelques reprises en 1908 dans les écrits du militant anarcho-nationaliste coréen Sin Ch'ae-ho<sup>4</sup>. C'est alors que le terme commence à se colorer d'une nuance nationaliste en circulant à travers les mouvements de libération de la Corée, qui visaient à mettre fin à la colonisation japonaise.

L'histoire des mouvements de libération de la Corée qui débute en 1910 avec l'annexion de la Corée par le Japon, nous apprend que l'esprit national (민족정신, minjokchöngsin) du peuple coréen constituait l'essence de la résistance aux politiques colonisatrices du Japon. Ainsi, la conscience nationale s'est exprimée à travers la conscience de soi (주체의식, jucheŭishik), proportionnellement à la force de l'impact extérieur, c'est-à-dire de l'oppression japonaise. Ici, on constate que, le terme *juche*, se construit dans le discours des mouvements de libération en opposition aux factions pro-japonaises. En outre, Shin Chae-ho prônait l'opposition au principe de « *sadaejjuŭi* » (사대주의), qui peut être traduit par « servir les grands », c'est-à-dire la soumission des petits États aux grandes puissances. Ayant connu un monde sino-centré dans lequel un tribut devait être payé régulièrement à l'Empire du milieu, puis la colonisation japonaise, l'idéal que Shin Chae-ho se proposait de réaliser était celui de la résurrection de la nation coréenne à travers la construction d'une véritable identité et d'un « esprit autonome » (주체의 정신, chuch'e ŭi chöngsin)<sup>5</sup>. Le *juche* est devenu la conscience de soi, non au sens philosophique du terme, mais au sens nationaliste. Sous la colonisation japonaise, il s'agissait de prendre conscience de son appartenance individuelle à une nation, qui a en grande partie matériellement disparu mais qui, dans l'esprit collectif, existe encore et doit triompher.

De nos jours, aucune référence à Shin Chae-ho n'apparaît dans les écrits nord-coréens et sa contribution à la lutte contre les forces japonaises a été effacée de l'historiographie nord-coréenne. La création du terme *juche* est exclusivement attribuée à Kim Il Sung. Pourtant, en Corée du Sud, le terme *juche* a continué d'être employé dans la vie politique. Myers a recensé l'usage du terme *juche* dans plusieurs discours d'hommes

---

<sup>4</sup> MYERS, B. R., 2015. *North Korea's Juche Myth*. Busan : Sthele Press, p. 11.

<sup>5</sup> ROBINSON, Michael, 1984. National Identity and the Thought of Sin Ch'ae-ho: Sadaejjuŭi and Chuch'e in History and Politics. *The Journal of Korean Studies*. 1984. Vol. 2, pp. 121-142.

politiques sud-coréens jusque dans le milieu des années 1960. Ainsi, en 1956, le candidat présidentiel Cho Pong-am prônait le « développement des capacités [subjectives] » du pays. Plus tard, dans l’anthologie des discours prononcés par le président Park Chung-hee, ce dernier aurait utilisé le terme *juchesŏng* (주체성) – variante du terme *juche* avec l’ajout du suffixe *-sŏng* qui prend alors le sens de « subjectivité » – plus fréquemment que Kim Il Sung au cours de ses quinze premières années à la tête de la RPDC<sup>6</sup>. Sous Park Chung-hee le terme entra même dans la Constitution Yusin en 1972 qui, marquant le début de la IV<sup>e</sup> République. Cette nouvelle constitution permit à Park Chung-hee de multiplier les mandats présidentiels. Il est intéressant de noter que cette même année, le terme entra également dans la Constitution de la RPDC.

Au nord comme au sud de la péninsule coréenne, le terme *juche* n’a pas de traduction officielle malgré la place centrale qu’il occupe dans le discours politique. En Corée du Sud, au cours du mandat de Park Chung-hee, une loi instaurant la création d’un Congrès national pour l’Unification fut promulguée en décembre 1972. En langue coréenne, la loi s’intitule *T’ongil chuch’e gungminhoeüibŏp* (통일주체국민회의법), c’est-à-dire la Loi sur le Congrès national pour l’Unification *Juche*<sup>7</sup>. On retrouve dans ce nom le terme *juche*, qui est omis dans les traductions officielles en langues étrangères. En anglais par exemple, la traduction officielle est *National Conference for Unification*<sup>8</sup>. Cela peut expliquer les erreurs d’interprétations à propos du terme *juche* qui a longtemps été utilisé dans le monde politique en Corée du Sud sans aucune connotation communiste ou isolationniste. Le Congrès national pour l’Unification était un collège électoral destiné à élire le président de la République sud-coréen. Cette fonction était devenue une formalité administrative en raison de la mainmise de Park Chung-hee sur le pouvoir. Quelques jours après la promulgation de la loi instaurant le Congrès National pour l’Unification, un article du *Joongang Ilbo* expliquait que « le Congrès est une organisation composée de 2,539 élus [...] qui représentent les citoyens de manière fidèle et [elle] construit la puissance nationale *juche* »<sup>9</sup>. Volontairement

<sup>6</sup> MYERS, B. R., 2015. *Op cit.*, p. 13.

<sup>7</sup> 통일주체국민회의법 [T’ongil chuch’e gungminhoeüibŏp / Loi sur le Congrès National pour l’Unification *Juche*], 1972. 국가법령정보센터 [kukkabŏpŕyŏngjŏngbosen’t’ŏ / Centre national d’information juridique] [en ligne]. [Consulté le 8 janvier 2021]. Disponible à l’adresse : <https://www.law.go.kr/LSW//lsEfInfoP.do?lsiSeq=4327#>

<sup>8</sup> HAN, Sung-joo, 1974. South Korea: The Political Economy of Dependency. *Asian Survey*. 1974. Vol. 14, n° 1, pp. 43-51. ; KIM, C. I. Eugene, 1973. Korea at the Crossroads: The Birth of the Fourth Republic. *Pacific Affairs*. 1973. Vol. 46, n° 2, pp. 218-231.

<sup>9</sup> 통일 주체 국민회의 대의원 선거의 의의- 평화통일 추진시킬 민족 주체 세력의 집약 [t’ongil chuch’e kungminhoeüi taeüiwŏn sŏn’gŏüi üüüi p’yŏnghwat’ongil ch’ujinshik’il minjok chuch’e seryŏgüi chibyak / De l’importance de

mis en exergue et non traduit, le terme *juche* n'est pas défini. Pourtant, il ne peut être associé à sa définition initiale comme « sujet » dans ce contexte. Le terme semble plutôt devenir un mot-valise pour tout ce qui se rapporte à l'histoire du peuple coréen et à sa résistance à l'influence japonaise grâce à la puissance de la conscience coréenne. On pourrait parler de « coréanité », de tout ce qui distingue la Corée de tout autre nation, de toute influence extérieure. Il apparaît dès lors qu'avant même que la Corée du Nord n'utilise officiellement ce terme dans son idéologie, *juche* était l'expression par excellence du nationalisme coréen.

Cette acception est reprise par le politologue Choi Chang-kyoo en 1975, qui élargit même le sens de *juche* à un vaste ensemble de valeurs et de mythes constituant l'imaginaire collectif national qui aurait permis aux mouvements indépendantistes de gagner en puissance :

La chose la plus importante à rechercher dans les mouvements de libération c'est le *juche*, c'est l'histoire *juche* qui préserve notre histoire nationale vieille de cinq mille ans, c'est l'État *juche*, c'est le *juche* culturel, ce sont cinquante millions de Coréens qui ont construit en plus de mille ans une homogénéité en tant que peuple réunifié et formé d'une seule ethnie.<sup>10</sup>

Choi souligne que les mouvements indépendantistes coréens n'étaient pas simplement des mouvements de libération destinés à restaurer l'indépendance perdue de la Corée. Leur lutte ne devait pas prendre fin avec la libération de la Corée en 1945, mais elle avait vocation à perpétuer l'expansion de l'indépendance coréenne face aux grandes puissances<sup>11</sup>. On peut donc comprendre *juche* comme une indépendance fondée sur l'ethnicité coréenne et le rejet de toute influence extérieure qui pourrait venir corrompre cette essence, ce « soi coréen ». Il semble que jusque dans les années 1970, la Corée du Sud et la Corée du Nord aient partagé la même vision en termes nationalistes. Cependant, la compétition entre les deux

---

d'élire un délégué au Congrès National pour l'Unification *Juche* – Consolidation des forces nationales du *Juche* pour la promotion de l'unification pacifique], 1972. *Joongang Ilbo* [en ligne]. [Consulté le 8 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://news Joins.com/article/1335704>

<sup>10</sup> CHOI, Chang-kyoo, 1975. 정신문화 면에서 본 한민족의 독립운동 [Chōngshinmunhwa myōnesō pon hanminjogūi tongnibundong / La culture intellectuelle du mouvement indépendantiste coréen]. 독립운동사편찬위원회 [tongnibundongsap'yōnch'anwihoe]. 광복 30주년 기념 독립운동십포지움 논문집 [kwangbok samsipchunyōn kinyōm tongnibundongsimp'ojiium nonmunjip]. 원호처 [wōnhoch'ō]1975, cité dans KIM, Dong-choon, 1997. 한국 사회과학의 새로운 모색 [Han'guk sahoegwahagūi saeroun mosaek / Nouveaux champs de recherche pour les sciences sociales sud-coréennes]. Paju : Changbi Publishers, p. 52.

<sup>11</sup> *Ibid.*

États était d'autant plus féroce que chacun se proclamait comme seul régime politique représentant légitimement la nation coréenne.

En Corée du Nord, le terme *juche* fut employé pour la première fois en décembre 1955, par Kim Il Sung, pour critiquer le « fractionnisme » dans la classe politique<sup>12</sup>. En effet, du gouvernement et deux factions s'opposaient : d'une part, la faction Yan'an, composée de partisans du communisme chinois et d'autre part, la faction pro-soviétique. Selon Kim Il Sung, l'affrontement entre ces deux factions illustre la dépendance de la politique nord-coréenne aux grandes puissances de la région. Sa remarque intervint au milieu de la rupture sino-soviétique qui provoqua une division entre les partis communiste chinois et soviétique. Soucieux de ne pas subir l'influence de cette rupture, Kim Il Sung œuvra pour maintenir le Parti du Travail de Corée à équidistance entre les deux courants majeurs de la pensée communiste et trouver le chemin de l'autonomie<sup>13</sup>. On peut y voir l'acte de naissance du *Juche* en tant qu'idéologie nord-coréenne. Le terme pourrait donc être traduit par « indépendance » car l'intention de Kim Il Sung était bien de rendre le Parti du Travail de Corée indépendant des partis communistes soviétique et chinois. Il s'agissait d'adapter les principes marxistes-léninistes au contexte politique, économique et social de la Corée. On voit dans cette stratégie les prémices de la pensée du « socialisme à notre manière » (우리식 사회주의, urisik sahoejuŭi) qui conjugue nationalisme coréen et principes marxistes-léninistes. Mais bien que le projet de Kim Il Sung se voulait original, il s'inspirait bien du modèle chinois qui s'était lancé dans une indigénisation de la pensée marxiste-léniniste durant la révolution culturelle des années 1960.

Ce fut en 1967 que le *Juche* devint officiellement l'idéologie officielle du régime nord-coréen, remplaçant ainsi la pensée marxiste-léniniste. Il fallut donc attendre dix-neuf ans après la fondation de la RPDC, pour que le *Juche* soit promu comme idéologie officielle. Cette décision fut prise dans la lignée de la mise en œuvre d'un culte de la personnalité autour de la famille Kim. Certaines figures politiques nord-coréennes telles que Pak Geum Cheol, Ri Hyo Soon et Kim Do Ma, tous membres du Comité central du Parti du Travail de Corée, s'opposèrent à cette montée en puissance du culte de la personnalité ainsi qu'aux décisions du gouvernement nord-coréen concernant la politique de planification

---

<sup>12</sup> CHEONG, 1997. *Op cit.* p. 155.

<sup>13</sup> PARK, Han S., 2005. *North Korea: The Politics of Unconventional Wisdom*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, pp. 17-21.

économique. Ces hommes politiques appartenaient tous à la faction Kapsan (갑산파, kapsanpha) composée de vétérans de la lutte contre la colonisation japonaise<sup>14</sup>. En 1967, la faction Kapsan fit l'objet d'une purge justifiée par le fait que ses membres étaient des dissidents politiques. Ainsi, une fois les vétérans de la lutte contre la colonisation japonaise écartés, Kim Il Sung devint le seul détenteur de la mémoire du mouvement de libération de la Corée. La propagande nord-coréenne contribua à mettre en avant les qualités martiales de Kim Il-Sung dans le cadre de ses actions de guérilla contre l'occupation japonaise en Mandchourie et évoqua même de supposés exploits contre les forces américaines en omettant le déploiement d'un million et demi de soldats chinois en Corée du Nord venus en aide à l'armée nord-coréenne<sup>15</sup>. Il devenait possible pour la famille Kim de s'approprier la création de l'idéologie du *Juche* en la présentant comme issue de la pensée nationaliste nord-coréenne, indépendante de toute autre influence.

#### 4.1.2. Une vision géopolitique mondiale et régionale façonnée par l'idéologie du *Juche*

Tous les aspects de la vie quotidienne en Corée du Nord sont gouvernés par l'idéologie du *Juche*, jusqu'au calendrier basé, depuis sa réforme en 1997, sur l'année de naissance de Kim Il Sung, c'est-à-dire 1912, devenu « l'an *Juche* 1 » (주체1년, chuch'eillyŏn). Le terme d'idéologie semble donc être inapproprié tant la portée du *Juche* est vaste. Il dépasse le simple slogan politique pour devenir une vision du monde unique et cohérente<sup>16</sup>. En effet, le *Juche* implique par exemple que tout citoyen nord-coréen doive respecter le culte de la personnalité dédié à la famille Kim en portant un badge à l'effigie de Kim Il Sung et Kim Jong Il. Leurs portraits doivent également être affichés dans plusieurs lieux publics et jusque dans le domicile des Nord-Coréens. D'après ce culte de la personnalité, la famille Kim est appelée la « lignée du mont Paektu » (백두혈통, paektuhyŏlt'ong). Le mont Paektu est une montagne située à la frontière entre la province nord-coréenne de Ryanggang (량강도)

---

<sup>14</sup> PERSON, James. The 1967 Purge of the Gapsan Faction and Establishment of the Monolithic Ideological System. *Wilson Center* [en ligne]. [Consulté le 6 février 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.wilsoncenter.org/publication/the-1967-purge-the-gapsan-faction-and-establishment-the-monolithic-ideological-system>

<sup>15</sup> MARTIN, Bradley K., 2006. *Under the Loving Care of the Fatherly Leader: North Korea And the Kim Dynasty*. New York, NY : Saint Martin's Griffin, pp. 88-89.

<sup>16</sup> PARK, Han S., 2005. *Op. cit.*, p. 26.

et la province chinoise du Jilin, où Tangun, mythique fondateur de la Corée, serait descendu des cieux en l'an 2333 avant notre ère<sup>17</sup>. L'hagiographie des dirigeants nord-coréens retrace leur généalogie jusqu'à ce personnage fictif qui est pourtant considéré comme historique. L'idéologie du *Juche* tient donc parfois du mythe et son ampleur s'étend également aux activités quotidiennes des citoyens nord-coréens. L'indépendance prônée par le *Juche* s'incarne politiquement dans le « socialisme à notre manière » qui se fonde sur le principe d'une révolution perpétuelle destinée à renverser les puissances impérialistes. Ce principe s'applique à plusieurs domaines : l'agriculture pour garantir l'autosuffisance nutritionnelle du pays, l'éducation pour former les futures générations qui reprendront le flambeau de la révolution, le monde médical pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 sans avoir recours à de l'aide internationale, etc. Les affiches de propagande véhiculent ces différents messages à travers des slogans glorifiant le socialisme nord-coréen, la nation coréenne et la lignée du mont Paektu (cf. *Annexe n°5, Figures 1 à 4*).

Si l'idéologie gouverne tous les domaines de la vie publique et privée des citoyens nord-coréens, elle est aussi le prisme à travers lequel ils voient le monde. L'idéologie du *Juche* place l'indépendance du pays en tant que source doctrinale guidant toutes les actions politiques, y compris l'économie, la défense et la politique étrangère du pays. Les principes directeurs de l'idéologie du *Juche* ont été exposés pour la première fois par Kim Il Sung dans un discours intitulé « *Let Us Embody the Revolutionary Spirit of Independence, Self-Reliance, and Self-defense More Thoroughly in All Fields of State Activities* » dans la version anglaise. Il prononça ce discours devant l'Assemblée populaire suprême, le 16 décembre 1967, dont l'extrait suivant expose clairement les trois principes fondamentaux du *Juche* :

Le gouvernement de la République, en incarnant brillamment l'idéologie du *Juche* de notre Parti dans tous les secteurs, va œuvrer à la réalisation de la ligne [politique] de l'indépendance [자주, chaju], de l'autosuffisance [자립, charip] et de l'autodéfense [자위, chawi] dans le but de renforcer les capacités défensives du pays afin d'assurer par ses propres moyens la protection de notre patrie en solidifiant l'indépendance politique [자주성, chajusöng] de notre pays et en renforçant encore plus les fondations d'une

---

<sup>17</sup> SEIBT, Sébastien, 2019. Kim Jong-un et son cheval blanc, une image forte en symboles. *France 24* [en ligne]. 16 octobre 2019. [Consulté le 5 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/fr/20191016-coree-nord-kim-jong-cheval-symboles-mont-paektu-neige-annonce>

économie nationale indépendante [자립적, charipjök] capable de garantir une réunification entièrement indépendante ainsi que la prospérité du peuple.<sup>18</sup>

Le terme « indépendance » apparaît plusieurs fois dans cet extrait mais la version originale en coréen présente des nuances différentes. En effet, trois formes d'indépendance sont énoncées, correspondant à trois domaines distincts de la vie politique :

- En premier lieu, le terme *chaju* (자주) fait référence à l'indépendance de la Corée du Nord, on peut parfois le retrouver traduit dans les textes officiels par « souveraineté ». Cela témoigne de l'importance que le régime nord-coréen accorde à la non-ingérence dans les affaires internes de l'État ;
- En second lieu, on trouve le concept d'indépendance économique ou plus précisément, d'autonomie (자립, charip). On peut remarquer qu'il ne s'agit pas de promouvoir l'autarcie ou la rupture avec le marché économique global, mais plutôt de s'assurer que l'économie nationale est « prospère » et résiliente face aux aléas qui pourraient surgir en cas de conflit ou crise ;
- Enfin, en dernier lieu, l'idéologie *Juche* implique la promotion d'une force d'autodéfense (자위, chawi) afin de garantir la sécurité nationale.

Ainsi, on peut souligner que le processus décisionnel en matière de politique intérieure et extérieure est fondé sur une structure normative qui ne vise pas à une maximisation des gains matériels mais avant tout, à une garantie de l'indépendance politique, économique et militaire de la Corée du Nord. Toute prise de décision politique s'effectue en fonction de ces trois grands principes qui peuvent expliquer les préférences de la Corée du Nord telles que sa méfiance vis-à-vis de la Chine dont elle ne veut pas être économiquement dépendante ou son manque de participation au sein des instances multilatérales. Il faut également souligner le fait que, d'après la vision géopolitique nord-coréenne, la Corée reste une et

---

<sup>18</sup> KIM, Il Sung, 1967. 국가활동의 모든 분야에서 자주, 자립, 자위의 혁명정신을 더욱 철저히 구현하자 [kukkahwaltong'ui modun punyaesö chaju, charip, chawiüi hyöngmyöngjöngsinül töuk ch'ölchöhi kuhyönhaja / Incarnons complètement l'esprit révolutionnaire d'indépendance, d'autosuffisance et d'autodéfense dans tous les domaines de l'activité nationale]. 평양 : 조선로동당출판사 [p'yöng'yang chosölldongdangch'ulp'ansa / Pyonyang : Maison d'édition du Parti du Travail de Corée]. [Traduction de l'auteur]

indivisible. La RPDC constitue la partie « libre » de la Corée tandis que le Sud est occupé par les forces impérialistes américaines qui ont succédé aux forces japonaises. C'est dans ce contexte idéologique que la Corée du Nord élabore sa politique de défense et sa politique étrangère.

Jusqu'au début des années 1970, la ligne politique poursuivie par la Corée du Nord était en accord avec la vision du monde promue par l'idéologie du *Juche*. Grâce à son industrie performante, la situation économique du pays était prospère, ce qui en faisait un modèle de réussite parmi les pays en développement. Cette réussite économique fut l'opportunité pour Kim Il Sung de se présenter comme un leader du mouvement des pays non-alignés<sup>19</sup>. Sur le plan de la défense, le pays menait des actions que l'on peut qualifier de guérilla afin de troubler le pouvoir politique en place à Séoul : en janvier 1968, une tentative d'assassinat contre le président sud-coréen Park Chung-hee fut menée par un commando nord-coréen ; en décembre 1969, l'avion YS-11 de la compagnie sud-coréenne Korean Air fut détourné et ses passagers retenus prisonniers en Corée du Nord ; puis, en octobre 1983, un attentat à la bombe visant le président Chun Doo-hwan fut perpétré à Rangoun, en Birmanie. La Corée du Nord visait à prendre l'ascendant sur son rival au sud grâce à ces tactiques coercitives. Mais le succès de l'idéologie du *Juche* est à nuancer en raison de l'aide substantielle que l'URSS fournissait à la Corée du Nord. À partir des années 1990, la planification économique n'atteignit plus ses objectifs : des goulets d'étranglement dans l'industrie nord-coréenne ainsi que des mauvaises récoltes en raison de pluies diluviennes plongèrent le pays dans de graves difficultés économiques. Ces échecs furent aggravés par des dépenses militaires massives qui drainèrent les ressources des autres secteurs, ainsi que par un faible commerce extérieur ne put ni compenser les pénuries, ni atténuer les difficultés économiques du pays<sup>20</sup>. L'idéologie du *Juche* avait touché à ses limites et Corée du Nord devint alors dépendante de l'aide humanitaire internationale, ce qui était contraire à tous les principes fondamentaux du *Juche*. Le régime nord-coréen ne renonça pas pour autant à la militarisation du pays en vertu du principe du *chawi*, c'est-à-dire l'autodéfense. Au contraire, le discours sur le *Juche* se réorienta progressivement vers la

---

<sup>19</sup> ARMSTRONG, Charles, 2009. *Juche and North Korea's Global Aspirations. North Korea International Documentation Project*. avril 2009. ; KOH, B. C., 1965. North Korea and Its Quest for Autonomy. *Pacific Affairs*. Autumn-Winter 1965. Vol. 38, n° 3/4, pp. 294-306.

<sup>20</sup> PARK, Philip H., 2002. *Self-Reliance or Self-Destruction? Success and Failure of the Democratic People's Republic of Korea's Development Strategy of Self-Reliance 'Juche'*. London: Routledge, pp. 116-117.



promotion de ce principe comme le plus important des trois car il s'agissait du seul domaine que la Corée du Nord pouvait considérer comme une réussite.

À l'origine, l'idéologie du *Juche* défendait une vision du monde fondée sur le respect de la souveraineté des petits États et leur indépendance vis-à-vis des grandes puissances grâce à une économie performante garantissant l'autosuffisance ainsi qu'à de solides forces de défenses. Puis, en raison des bouleversements sur la scène internationale et de la dégradation de l'économie au plan interne, elle connut une reformulation afin de mettre l'accent sur la militarisation du pays. La Corée du Nord s'est renfermée sur elle-même en s'érigant en bastion révolutionnaire socialiste contre le monde. À partir de 1997, Kim Jong Il introduisit la politique *songun* (선군, « *military-first* » en anglais). Il s'agissait de subordonner tous les domaines de la vie politique et économique au développement de l'armée<sup>21</sup>. Puis, l'année suivante, en 1998, le Parti du Travail de Corée fit la promotion d'un nouveau slogan : « *kangsong taeguk* » (강성대국). Cette expression signifie « un pays puissant militairement et prospère économiquement ». L'objectif était d'encourager les travailleurs à soutenir ce que l'on peut appeler un effort de guerre en augmentant leur production malgré la famine qui sévissait à l'époque dans tout le pays. De plus, ces stratégies visaient à renforcer l'autorité du dirigeant, nouvellement arrivé au pouvoir après le décès de Kim Il Sung en 1994, et à conférer au fils héritier une légitimité militaire à la hauteur des exploits de son père.

La transition idéologiquement opérée vers ce discours militaire s'explique par les lacunes de Kim Jong Il en matière d'expérience au combat. Contrairement à son père, Kim Jong Il n'a participé à aucune opération de guérilla et était trop jeune pour avoir combattu lors de la Guerre de Corée (1950-1953). Or, l'idéologie du *Juche* prône le respect du « système du *Suryöng* » (수령체제, *suryöngch'eje*), c'est-à-dire le système du « leader suprême » ou « dirigeant suprême ». Mis en œuvre par Kim Il Sung peu après son arrivée au pouvoir, ce système consiste à placer le dirigeant du pays au sommet de la pyramide hiérarchique en lui accordant les pleins pouvoirs dans toutes les institutions étatiques. Et afin de maintenir la direction donnée par le dirigeant suprême, un système de succession héréditaire a été mis

---

<sup>21</sup> KOH, Byung-chul, 2005. "Military-First Politics" And Building A "Powerful And Prosperous Nation" In North Korea. *Nautilus Institute for Security and Sustainability* [en ligne]. 14 avril 2005. [Consulté le 9 février 2022]. Disponible à l'adresse : <https://nautilus.org/napsnet/napsnet-policy-forum/military-first-politics-and-building-a-powerful-and-prosperous-nation-in-north-korea/>

en place. Ce système assure aussi la pérennité de la dynastie Kim<sup>22</sup>. Cette personnalisation du pouvoir met en évidence le poids de la première image de Waltz, c'est-à-dire l'homme, dans le cadre de l'analyse de la prise de décision politique en Corée du Nord. Nous avons en effet observé, au cours du chapitre 3, que la famille Kim incarne le pouvoir et influence sur le processus décisionnel de manière considérable par rapport à des régimes démocratiques.

Nous allons à présent observer qu'en lien avec la progressive militarisation de la vie politique nord-coréenne conformément au principe d'autodéfense au cœur de l'idéologie du *Juche*, une militarisation de son discours est également opérée. L'arme nucléaire constituant le moyen le plus sûr de garantir la sécurité nationale, le discours à ce sujet est imprégné de l'idéologie du *Juche*.

#### 4.1.3. L'omniprésence du *Juche* dans le discours nord-coréen sur son programme nucléaire et balistique

Nous avons observé comment l'idéologie du *Juche* s'infiltré dans tous les domaines de la vie publique et privée en Corée du Nord. Avant de s'intéresser à la place de l'arme nucléaire dans le discours nord-coréen, analysons dans quelle mesure le discours constitue un moyen privilégié de diffusion de l'idéologie. Les analyses des stratégies de *language planning and policy* (LPLP) de la RPDC ont mis en lumière les corrélations entre politique linguistique, idéologie et propagande<sup>23</sup>. Dès le début des années 1960, Kim Il Sung posa les lignes directrices et les prescriptions concernant le développement de politiques linguistiques visant à établir un dialecte nord-coréen standard et à effacer toutes les traces historiques d'influence étrangère dans la langue nord-coréenne, conformément à l'idéologie du *Juche*. Cela concernait notamment tout le lexique sino-coréen ainsi que les termes empruntés à des langues étrangères telles que l'anglais et le russe. C'est ainsi que naquit le *munhwaŏ* (문화어), le langage idéologiquement conforme aux principes du *Juche*. Cette langue standard vise à refléter l'indépendance de la RPDC en cultivant sa pureté.

---

<sup>22</sup> SUZUKI, Masayuki, 1992. *Kita Chosen: Shakaishugi to Dento no Kyomei* [North Korea: Confluence of Socialism and Tradition]. Tokyo: University of Tokyo Press, p. 6. Cité dans SAKAI, Takashi, 2013. North Korea's Political System. *Kaigai Jijo*. Février 2013. Vol.61, n°2, pp. 46-59.

<sup>23</sup> TERRELL, Jacob A., 2007. Political Ideology and Language Policy in North Korea. *Annual Meeting of the Berkeley Linguistics Society* [en ligne]. 5 novembre 2007. Vol. 33, n° 1, pp. 425. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <http://journals.linguisticsociety.org/proceedings/index.php/BLS/article/view/3545>.

De plus, face à la puissance de la relation entre idéologie et langage, on peut considérer le langage du régime nord-coréen comme un langage totalitaire. D'une part, le langage peut être considéré comme totalitaire en raison de la nature totalitaire du régime nord-coréen et d'autre part, le langage employé par le régime est, en essence, totalitaire<sup>24</sup>. Les travaux de Klemperer sur l'émergence d'un nouveau langage sous le régime nazi de Hitler durant le III<sup>e</sup> Reich constituent une référence dans le domaine de la linguistique. En se fondant sur ces travaux, Turpin a réalisé une étude complète de la sémiotique du langage totalitaire. Elle recense ainsi ses caractéristiques principales<sup>25</sup> : il investit tous les canaux et les sphères tant publiques que privées ; il a une « homogénéité effroyable » ; il est irréductiblement lié à la violence et à la mort ; il s'agit d'un langage forcé, anhistorique, entièrement idéologique ; il désinvestit le sujet de sa propre pensée ; et enfin, il s'agit d'un langage de type mystique. Le *munhwaŏ* nord-coréen correspond bien à cette description : il s'agit d'un langage entièrement idéologique en vertu duquel la vie privée de la population nord-coréenne relève de la vie publique. Les citoyens sont considérés comme des « camarades » (동지, tongji ou 동무, tongmu) dont le but principal est de servir la « tradition révolutionnaire » (혁명전통, hyŏngmyŏngjŏnt'ong) menée par le dirigeant suprême. La violence fait partie intégrante du langage et on peut voir dans la politique linguistique nord-coréenne une autre forme de violence dans l'homogénéité forcée du langage. On peut penser au fait d'effacer le lexique sino-coréen ainsi que les influences étrangères qui font partie intégrante de l'histoire de la Corée. Ces politiques rappellent notamment les mesures prises par les forces coloniales japonaises afin d'interdire l'usage du coréen dans la sphère publique de 1910 à 1945. En ce qui concerne la dernière caractéristique sur la nature mystique du langage totalitaire, nous avons observé la construction d'un mythe autour de la lignée du mont Paektu. Ainsi, si l'idéologie *Juche* imprègne la langue nord-coréenne pour en faire un langage totalitaire, tout discours nord-coréen devient un acte idéologique.

Si Kim Il Sung mit en œuvre des politiques linguistiques destinées à imposer un langage totalitaire, un autre membre de la dynastie Kim fut chargé de la rédaction d'œuvres exposant les fondements de l'idéologie du *Juche*<sup>26</sup>. En 1969, Kim Jong Il fut nommé vice-

---

<sup>24</sup> FAYE, Jean-Pierre, 2009. *Introduction aux langages totalitaires*. Paris : Le Livre de Poche.

<sup>25</sup> AUBRY, Laurence et TURPIN, Beatrice, 2012. *Victor Klemperer, repenser le langage totalitaire*. Édition du Kindle. Paris : Cnrs, partie 1, chapitre 3, paragraphe 3.

<sup>26</sup> TAN, Er-win et YOO, Hyun-chung, 2021. North Korean Political Thinking As A Reflection of Regime Survival Strategy. *International Journal of Korean Unification Studies*. 2021. Vol. 30, n° 2, pp. 191-228.

chef du Département de la Propagande et de l'Agitation (선전선동부, sŏnjŏnsŏndongbu) du Comité Central du Parti du Travail de Corée, dont la mission est d'éduquer les masses en ayant recours à des outils de propagande afin de leur inculquer les principes de l'idéologie officielle. Le Département de la Propagande et de l'Agitation (DAP) agit à la fois comme une agence de relations publiques, une maison d'édition (ouvrages idéologiques, presse...), une société de production de médias (films, musique, etc.) et un organe responsable de la censure. Kim Jong Il est présenté par la propagande officielle comme un grand penseur et théoricien, auteur de nombreuses œuvres portant non seulement sur l'idéologie du *Juche* mais également sur les lignes politiques telles que la politique *songun*. L'un de ses ouvrages, intitulé *Des idées du Juche*, qui a fait l'objet d'une présentation lors du symposium national organisé pour célébrer le 70<sup>e</sup> anniversaire de Kim Il Sung, est devenu un ouvrage de référence dont la lecture est obligatoire pour tous les idéologues de Pyongyang<sup>27</sup>.

C'est dans ce contexte que le programme nucléaire et balistique nord-coréen a été théorisé idéologiquement. Dans le discours nord-coréen, le développement de l'arme nucléaire doit correspondre aux trois principes fondamentaux du *Juche* afin d'être justifié. Les communiqués ci-dessous illustrent la mobilisation de ces principes dans l'argumentation du régime nord-coréen :

The DPRK does not conceal the fact that it is developing missiles to repel the aggression by the U.S. imperialists and defend its vital rights and sovereignty. Its missile program assumes self-defensive and peaceful nature from a to z. No one is entitled to take issue with this.<sup>28</sup>

It is all attributable to his great Songun-based leadership that the KPA, equipped with both sophisticated offensive and defensive means, has emerged victorious in the anti-imperialist, anti-US struggle, demonstrating its might as a strong army with a self-defensive war deterrent.<sup>29</sup>

---

<sup>27</sup> CHEONG, 1997. *Op cit.* p. 155.

<sup>28</sup> KCNA, 2002. U.S. deceptive remarks about missile threat from DPRK refuted. *KCNA Watch* [en ligne]. 12 novembre 2002. [Consulté le 5 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003243-52638768/u-s-deceptive-remarks-about-missile-threat-from-dprk-refuted/> [Souligné par l'auteur]

<sup>29</sup> KCNA, 2010. Korean People Boast of Strong Army. *KCNA Watch* [en ligne]. 24 avril 2010. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451888375-357615097/korean-people-boast-of-strong-army/> [Souligné par l'auteur]

The army and people of the DPRK will steadily escalate its nuclear deterrence of justice both in quality and quantity to reliably guarantee the future of the revolutionary cause of Juche for all ages.<sup>30</sup>

Les arguments évoqués dans le premier extrait, publié avant même le retrait de la Corée du Nord du TNP, mettent en évidence la vision de la région comme prise au piège de l'empire américain et présentent l'arme nucléaire comme seul recours dans le but de garantir la souveraineté nationale. Il semble que la révolution nord-coréenne ne puisse pas connaître de fin tant que les États-Unis resteront une menace pour régime, garant de la cause du *Juche*. Ce dernier est dès lors indissociable de son ultime épée à la fois pour des moyens offensifs et défensifs : la bombe nucléaire. Les deux extraits suivants mentionnent le *Juche* et son corollaire, la politique *songun*. Le développement d'une arme nucléaire est encore une fois justifié par la lutte révolutionnaire contre les forces impérialistes. Ces déclarations soulignent le lien entre les deux premiers principes fondamentaux de l'idéologie *Juche*, et l'arme nucléaire. En effet, elle représente non seulement le moyen le plus puissant de sanctuariser le territoire nord-coréen mais également d'assurer l'indépendance politique du pays. De plus, l'arme nucléaire possède un pouvoir symbolique qui permet de perpétuer un discours provocateur vis-à-vis de la communauté internationale et de ses valeurs tout en renforçant la légitimité du *Suryŏng* à la tête de la RPDC.

Le gouvernement nord-coréen s'efforce également d'entretenir le mythe de l'autosuffisance, conformément au troisième principe fondamental de son idéologie. En 2017, au lendemain de son sixième essai nucléaire, Kim Jong Un réaffirma le caractère central du *Juche* jusque dans la conception des composants de la bombe à hydrogène testée :

All components of the H-bomb were homemade and all the processes ranging from the production of weapons-grade nuclear materials to precision processing of components

---

<sup>30</sup> KCNA, 2016. DPRK Proves Successful in H-bomb Test. *KCNA Watch* [en ligne]. 6 janvier 2016. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/249291/dprk-proves-successful-in-h-bomb-test/> [Souligné par l'auteur]

and their assembling were put on the Juche basis, thus enabling the country to produce powerful nuclear weapons as many as it wants.<sup>31</sup>

D'après cette déclaration, le programme nucléaire serait entièrement national et aurait prospéré sans aide étrangère. Mais nous avons observé précédemment, notamment au cours du chapitre 2, l'esprit pragmatique l'a souvent emporté sur l'idéologie. On peut citer par exemple, les conclusions du Groupe d'experts chargé de l'application des sanctions de l'ONU à propos de l'analyse des débris de fusées lancées par la Corée du Nord en 2012. Les fusées étaient composées de moteurs de missiles balistiques et les résultats ont révélé que certaines pièces provenaient de l'étranger comme par exemple les capteurs, les interrupteurs de pression, les câbles ainsi que d'autres instruments électroniques. Le Groupe d'experts conclut que « le fait que Pyongyang achète à l'extérieur jusqu'aux pièces et composants les plus modestes de ses fusées montre les limites de son industrie nationale et la dépendance de ses activités et programmes interdits vis-à-vis des marchés étrangers »<sup>32</sup>. Pourtant, même si l'on considère que la déclaration de Kim Jong Un relève de la propagande du régime nord-coréen, ce type de référence ne doit pas être négligé. L'intention de Kim Jong Un est de réaffirmer la suprématie de l'idéologie du *Juche* et par là, l'efficacité des décisions politiques. En effet, comme nous allons l'observer, le dirigeant suprême est un personnage politique étroitement associé à l'arme nucléaire ainsi que la clé de voûte d'un système institutionnel organisé autour du programme nucléaire et balistique.

---

<sup>31</sup> KCNA, 2017a. Kim Jong Un Gives Guidance to Nuclear Weaponization. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 septembre 2017. [Consulté le 10 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1528033251-638955484/kim-jong-un-gives-guidance-to-nuclear-weaponization/> [Souligné par l'auteur]

<sup>32</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2013. S/2013/337 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité* [en ligne]. New York, NY. Conseil de sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2013/337>.

## 4.2. UNE ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DE L'ÉTAT NORD-CORÉEN AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ARME NUCLÉAIRE

La Constitution de l'État nord-coréen dispose à l'article 12 que la RPDC est une « dictature de la démocratie populaire » (인민민주주의독재, inminminjujuuidokchae)<sup>33</sup> et qu'en vertu de ce principe, l'organe le plus élevé de l'État est l'Assemblée populaire suprême<sup>34</sup>. D'après la loi suprême nord-coréenne, le Parti du Travail et le Cabinet occupent une place secondaire mais dans la pratique institutionnelle, l'organisation du pouvoir politique a pour noyau central le *Suryŏng*, le dirigeant suprême, qui a pour mission de défendre la souveraineté du pays. Tout le pouvoir est concentré entre ses mains grâce à des pratiques politiques qui annihilent toute tentative de séparation du pouvoir, rendant ainsi le dirigeant nord-coréen capable d'influer sur toutes les décisions, notamment celles relatives au domaine de la défense.

Dans le cadre du programme nucléaire et balistique, ces pratiques politiques font de la Commission militaire centrale du Parti du Travail, l'organe le plus puissant du système étatique nord-coréen. Elle répond directement aux ordres du *Suryŏng* qui est aussi le président de la Commission militaire. C'est ainsi au moyen de relations complexes entre la Commission militaire centrale, l'Armée populaire de Corée et le complexe militaro-industriel nord-coréen sous contrôle exclusif de l'État, que la Corée du Nord développe sa stratégie nucléaire. Cette stratégie est par la suite communiquée au moyen de déclarations et de discours officiels destinés à un public national et international. Mais toutes les institutions n'ont pas le même poids dans le processus décisionnel et leurs déclarations ne revêtent pas la même importance quant à leur crédibilité. Les discours d'un dirigeant suprême, parce qu'ils émanent de la plus haute autorité, peuvent par exemple être considérés comme des annonces crédibles qui vont vocation à être mis en œuvre par les institutions subordonnées. Au contraire, les communiqués de certains organes du Cabinet

---

<sup>33</sup> 조선민주주의인민공화국 사회주의헌법 [chosŏnminjujuuinmingonghwaguk sahoejuuihŏnbŏp / Constitution socialiste de la RPDC], 2020. 통일법제데이터베이스 [t'ong'ilpŏpchedeit'ŏbeisŭ / Base de données juridiques sur la réunification] [en ligne]. [Consulté le 2 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.unilaw.go.kr/bbs/selectBoardArticle.do?sessionid=4SDIOvVvfRVea-ifYCRwmhXtm4MRPXtrx\\_wkvEkH.node20#](https://www.unilaw.go.kr/bbs/selectBoardArticle.do?sessionid=4SDIOvVvfRVea-ifYCRwmhXtm4MRPXtrx_wkvEkH.node20#)

<sup>34</sup> *Ibid.*

ne possèdent pas la même valeur stratégique. Nous allons donc nous intéresser à l'organisation institutionnelle de la RPDC afin de déterminer dans quelle mesure le programme nucléaire et balistique constitue le noyau autour duquel s'organise la vie politique nord-coréenne. Cette analyse nous permettra ensuite de hiérarchiser les déclarations de ces institutions pour comprendre les priorités de la stratégie nucléaire du pays.

#### 4.2.1. L'arme nucléaire comme noyau central de l'État nord-coréen

Au cours de nos recherches, nous avons pu constater que les sources relatives aux institutions impliquées dans le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen étaient rares. Cela peut s'expliquer par le caractère sensible des informations dans ce domaine qui rend difficile la recherche d'informations dans les sources ouvertes, mais également par la focalisation sur l'observation et l'analyse des événements – tirs de missiles balistiques, essais nucléaires, etc. – plutôt que sur les institutions. Pourtant, il nous paraît important de nous y intéresser afin de comprendre dans quelles structures réside le pouvoir décisionnel au sujet du programme nucléaire et balistique nord-coréen. L'état des lieux le plus complet que nous avons mis à jour est celui réalisé par Oh *et al.* de l'Institut coréen pour l'unification nationale (KINU)<sup>35</sup> ainsi que les travaux de Bermudez<sup>36</sup>, expert international reconnu par ses pairs dans le domaine. Leurs observations seront complétées par les éléments que nous avons obtenus grâce à la lecture des rapports du Panel d'experts du Comité 1817 des Nations unies.

Dès le début de leur exposé, Oh *et al.* placent le *Suryŏng* au sommet de la hiérarchie institutionnelle de l'industrie de l'armement. Conformément à l'idéologie du *Juche*, le leader

---

<sup>35</sup> OH, Gyeong-seop, KIM, Jin-ah, HAN, Byeong-jin et PARK, Yong-han, 2018. 북한 군사경제 비대화의 원인 실태 [pukhan kunsagyŏngje pidaehwaŭi wŏnin silt'ae / Causes de l'hypertrophie de l'économie militaire de la Corée du Nord]. Seoul : Korean Institute for National Unification.

<sup>36</sup> BERMUDEZ, Joseph S., 1999. *A History of Ballistic Missile Development in the DPRK*. Monterey, CA : Center for Non-Proliferation Studies. ; BERMUDEZ, Joseph S., 2017. *Overview of North Korea's NBC Infrastructure*. Washington, D.C. : US-Korea Institute, Johns Hopkins-SAIS.



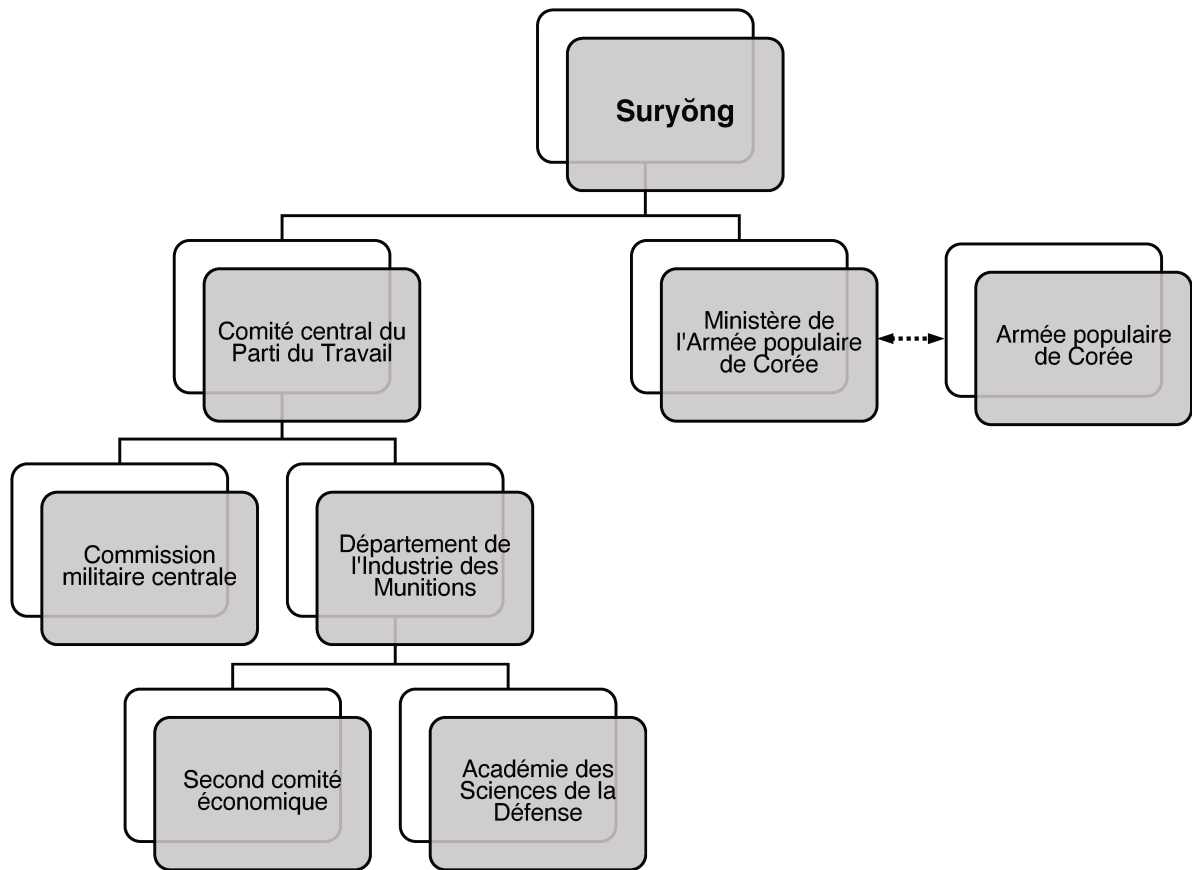


Figure 1 – Organisation institutionnelle de l'industrie de l'armement

suprême est considéré comme une institution à part entière qui chapeaute l'organisation de la production d'armes nucléaires et balistiques (cf. *Figure 1*). Ainsi, Kim Jong Un est à la fois président de la Commission des Affaires d'État, secrétaire général du Parti du Travail et le commandant suprême de l'Armée populaire de Corée. En vertu de ces titres, il dispose d'un pouvoir sans égal et de l'ultime voix pouvant trancher lors du processus décisionnel. Puis, les institutions subordonnées s'organisent de la manière suivante : la Commission militaire centrale du Parti du Travail de Corée (당중앙군사위원회, tangjung'anggunsawiwŏnhoe) supervise le Département de l'Industrie des munitions (군수산업부, kunsusanŏpbu). Ce département est lui-même composé du Second comité économique (제 2 경제위원회, cheigyŏngjewiwŏnhoe) et de l'Académie des Sciences de la Défense (국방과학원, kukpangwahagwŏn)<sup>37</sup>.

<sup>37</sup> YONHAP NEWS AGENCY, 2017. NK renames agency handling weapons development. *The Korea Herald* [en ligne]. 20 mars 2017. [Consulté le 25 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <http://m.koreaherald.com/view.php?ud=20170320000746>

La plus importante de ces institutions est la Commission militaire centrale du Parti. Il s'agit de l'organe qui détermine l'orientation de la politique de l'industrie militaire telles que la production d'armes et d'équipements techniques de combat, et de produits de première nécessité. Elle est actuellement présidée par Kim Jong Un qui possède le pouvoir d'approuver les principales politiques élaborées par la Commission. On peut remarquer que le dirigeant suprême se situe non seulement au sommet de la pyramide hiérarchique mais qu'il occupe également le poste le plus élevé dans chaque institution, ce qui nous donne à voir l'étendue de son autorité. Les décisions validées par le président de la Commission militaire sont ensuite transmises au Département de l'Industrie des munitions. Si le pouvoir décisionnel réside principalement dans les institutions du Parti du Travail de Corée, ces dernières restent en lien avec le Cabinet, c'est-à-dire le gouvernement nord-coréen. Ainsi, les décisions validées par la Commission militaire centrale sont aussi transmises au ministère de l'Armée populaire de Corée qui joue le rôle de relais entre l'état-major de l'armée et le Parti<sup>38</sup>. Pourtant, malgré le fait qu'elle soit l'instance décisionnelle la plus importante, on peut remarquer que la Commission militaire centrale communique rarement au sujet du développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Ses communiqués sont transmis via la KCNA, agence de presse nationale, ou le *Rodong Sinmun*, journal du Parti du Travail. Ils donnent peu de détails sur la stratégie nucléaire. Les réunions de la Commission se font à huis clos d'où seules quelques photographies filtrent afin de mettre en évidence les figures clés dans une tactique de communication médiatique très contrôlée<sup>39</sup>. Le rôle du porte-parole officiel est délégué au ministère des Affaires étrangères et dans le cas d'annonces importantes, ce sont les membres de la famille Kim qui présentent les orientations politiques du régime nord-coréen. La recherche scientifique et la production industrielle sont subordonnées à la ligne politique décidée par le Parti du Travail de Corée et *in fine*, par le dirigeant suprême.

En ce qui concerne les hauts responsables du Département de l'Industrie des munitions, ces derniers communiquent peu mais en revanche, ils sont régulièrement présents lors des tirs d'essais de missiles et accompagnent Kim Jong Un sur les sites en lien

---

<sup>38</sup> MADDEN, Michael, 2018. Ministry of the People's Armed Forces. *North Korea Leadership Watch* [en ligne]. mars 2018. [Consulté le 2 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <http://www.nkleadershipwatch.org/dprk-security-apparatus/ministry-of-the-peoples-armed-forces/>

<sup>39</sup> North Korea Proceeds Down a Nuclear Path, 2020. *38 North* [en ligne]. 20 juillet 2021 [Consulté le 6 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2020/07/cmc072020/>

avec la production d'armes conventionnelles ou nucléaires<sup>40</sup>. Le Département de l'Industrie des Munitions œuvre en lien avec les institutions au sein desquelles réside le pouvoir décisionnel, les industries de l'armement et les instituts de recherche et développement dans le domaine de la défense comme on peut l'observer dans ce communiqué à propos d'une visite de Kim Jong Un liée à la mise au point de la bombe à hydrogène :

[Kim Jong Un] was greeted by senior officials of the Department of Munitions Industry of the Central Committee of the Workers' Party of Korea (WPK) and scientists of the Nuclear Weapons Institute before being briefed on the details of nuclear weaponization. The institute recently succeeded in making a more developed nuke, true to the strategic intention of the WPK for bringing about a signal turn in nuclear weaponization.<sup>41</sup>

Depuis son arrivée au pouvoir, Kim Jong Un n'a cessé de mettre l'accent sur la nécessité d'encourager le progrès scientifique, selon lui source de prospérité. Durant le mandat de son père, Kim Jong Il, les militaires étaient mis à l'honneur mais Kim Jong Un a opéré une transition vers « l'ère des scientifiques » qui sont régulièrement honorés dans les médias nord-coréens<sup>42</sup>. Dans le discours du régime nord-coréen, ce sont désormais les scientifiques qui sont le moteur de son programme nucléaire et balistique. C'est grâce aux avancées technologiques permises par la recherche scientifique que le pays dispose d'une force de défense contre les menaces extérieures, conformément à l'idéologie du *Juche*.

L'organigramme que nous avons réalisé (*Figure 1*) nous apprend que le Département de l'Industrie des munitions supervise également le Second comité économique et

---

<sup>40</sup> 경애하는 최고령도자 김정은동지께서 핵무기병기화사업을 지도하시였다 [kyöng'aehanün ch'oegoryöngdoja kimjöng'ündongjikkesö haengmugibyönggihwasaöbül chidohasiyötta / Le suprême dirigeant Kim Jong Un a guidé un projet d'armements nucléaires], 2017. [en ligne]. Pyongyang, [Consulté le 2 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <http://www.uriminzokkiri.com/index.php?ptype=ccentv&mtype=view&no=35920>

<sup>41</sup> KCNA, 2017a. *Op. cit.*

<sup>42</sup> JI, Dagyum, 2019. Kim Jong Un promotes 103 scientists for achievements in « national defense ». *NK News* [en ligne]. 13 août 2019. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/08/kim-jong-un-promotes-103-scientists-for-achievements-in-national-defense-kcna/> ; LEE, Choon-geun et KIM, Jong-sun, 2019. 북한 김정은 시대의 과학기술정책 변화와 시사점 [puk, kimjöng'ün kwahakcha sarang pugak kakchong udaech'aek sönjön / La politique scientifique et technologique nord-coréenne de l'ère Kim Jong Un, changements et implications]. *STEPI Insight*. septembre 2019. N° 173, pp. 1-29. ; YOON, Il-geon, 2013. 北, 김정은 « 과학자 사랑 » 부각...각종 우대책 선전 [pukhan kimjöng'ün sidaeüi kwahakkisulchöngch'aek pyönhwawa sisajöm / Corée du Nord, « l'amour pour les scientifiques » de Kim Jong Un...Diverses promotions et incitations]. *Yonhap News* [en ligne]. 14 août 2013. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20130814165600014>

l'Académie des sciences de la défense. Le Second comité économique est chargé de lever des fonds afin de financer l'industrie de l'armement grâce notamment à l'exportation d'armes. Il veille également à l'importation des matériaux nécessaires à la fabrication d'armements à technologie avancée qui ne seraient pas disponibles dans le pays. L'Académie des sciences de la défense, quant à elle, est responsable de la recherche et du développement dans le domaine des armements. Ses principales missions comprennent la recherche sur les missiles à courte, moyenne et longue portées, les armes d'artillerie autonomes, le développement de mines à haute performance, la modernisation des armes conventionnelles et la recherche sur les armes nucléaires. Sous son égide on retrouve plusieurs instituts dont le plus éminent est l'Institut de recherche 101 en physique nucléaire et en chimie (101 핵물리화학연구소, paegil mullihwahagyönguso). Construit sous un tunnel hors de portée des images satellites, il est situé à Gonggui-ri, Ganggye-si, dans la province de Chagang<sup>43</sup>. Il est composé d'un personnel de recherche d'environ 300 chercheurs en énergie nucléaire, physique et chimie et 150 assistants. Dans le cadre des essais nucléaires, l'Institut 101 coopère avec l'Institut de recherche en chimie (화학연구소, hwahagyönguso), l'Institut de recherche sur les matériaux chimiques (화학재료연구소), l'Institut de recherche en physique (물리학연구소, mullihagyönguso) et le Bureau 131 de l'énergie atomique (131 원자력 지도국, paeksamsibirwönjaryök chidoguk)<sup>44</sup>, tous sous l'égide du ministère de l'Industrie de la défense (군수공업부, kunsugong'öppu). Il existe un autre centre de recherche assez important pour être mentionné dans l'extrait du communiqué mentionné plus haut sous le nom anglais de *Nuclear Weapons Institute* (핵무기연구소, haengmugiyönguso). Créé en 2016, il est encore difficile de savoir s'il appartient à l'Académie des sciences de la défense

---

<sup>43</sup> HA, Ju-hee, 2020. 핵무기 개발하는 북한 제 2 자연과학원의 실체 [haengmugi kaebalhanün pukhan cheijayöngwahagwönüi silch'e / La seconde académie des sciences naturelles, l'entité développant les armes nucléaires nord-coréennes]. *Choson Ilbo* [en ligne]. 29 juillet 2020. [Consulté le 27 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.chosun.com/site/data/html\\_dir/2013/04/28/2013042800444.html](https://www.chosun.com/site/data/html_dir/2013/04/28/2013042800444.html)

<sup>44</sup> JOO, Sung-ah, 2013. 北 3 차 핵실험 후폭풍]북핵 몸통은 '131 부대'... 28 년간 비밀시설 건설-우라늄 농축 [puk samch'a haeksilhöm hup'okp'ung pukhaek momt'ong'ün paeksamsibilpudae isipp'allyöngan pimilsisöl könsöl uranyum nongch'uk / Après la tempête provoquée par le 3<sup>e</sup> essai nucléaire, le Bureau 131, coeur du programme nucléaire nord-coréen... Construction secrète d'une usine d'enrichissement de l'uranium pendant 28 ans]. *Donga Ilbo* [en ligne]. 14 février 2013. [Consulté le 27 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.donga.com/news/Politics/article/all/20130214/53020920/1>

ou s'il est sous l'autorité directe du Département de l'Industrie des munitions<sup>45</sup>. Il serait dirigé par Ri Hong Seop, ancien directeur de l'Institut de recherches du site de Yongbyon<sup>46</sup>.

Parmi les avancées attribuées à l'Académie des sciences de la défense, on retrouve par exemple, la mise au point du missile intercontinental Hwasong-15. Dans un communiqué de la KCNA, l'Académie est explicitement citée en lien avec Kim Jong Un, ce qui équivaut en Corée du Nord à une décoration officielle de la part du Parti :

[Kim Jong Un] indicated the orientation of developing a new type rocket that can make the final victory of the country in the showdown with the U.S. imperialists and gave detailed instructions every day to the Academy of Defence Science for doing so and thus made sure that the Hwasong-15 weapon system was successfully completed.<sup>47</sup>

Enfin, les forces armées occupent toujours une place importante aux côtés de la recherche et de l'industrie dans la mise en œuvre de la stratégie nucléaire et balistique. Cependant, même si le discours nord-coréen rend toujours hommage à la politique du *songun* afin de ne pas désavouer les décisions prises par le prédécesseur de Kim Jong Un, l'Armée populaire de Corée est moins mise en avant dans la propagande du régime. Au sein de l'armée, l'organisation principalement responsable est la *Strategic Rocket Force* (전략로케트군, chölyyangnok'et'ŭgun) anciennement connue sous l'appellation *Missile Guidance Bureau* (미사일지도국, misailchidoguk). La *Strategic Rocket Force* est notamment chargée des tirs de missiles balistiques et de l'emploi des armes nucléaires. On peut souligner que le ministère de l'Armée populaire ne fait pas de déclaration officielle tandis que l'Armée populaire de Corée est une institution qui communique peu, mais lorsqu'elle le fait, ses déclarations interviennent après une série d'avertissements émanant habituellement du ministère des Affaires étrangères. Dans le cas où l'Armée s'exprime officiellement, elle a pour intermédiaire le porte-parole de l'État-major de l'Armée populaire de Corée ou le chef de

---

<sup>45</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017. S/2017/150 : Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité. New York, NY : Conseil de sécurité.

<sup>46</sup> OH, Gyeong-seop, *et al. Op cit.*, p. 65.

<sup>47</sup> KCNA, 2017. Kim Jong Un Guides Test-fire of ICBM Hwasong-15. *KCNA Watch* [en ligne]. 29 novembre 2017. [Consulté le 3 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/283577/kim-jong-un-guides-test-fire-of-icbm-hwasong-15/>

la mission de l'Armée populaire de Corée à Panmunjeom<sup>48</sup>. Ces déclarations, en raison de leur rareté, revêtent également un caractère urgent.

On peut observer que l'appareil étatique est organisé autour du Parti du Travail et de son secrétaire général qui est aussi le dirigeant suprême du pays. Ce dernier occupe également le poste le plus haut gradé de toutes les institutions intermédiaires et ses efforts sont focalisés sur la défense du pays. En effet, d'après le rapport du département d'État américain intitulé *World Military Expenditures and Arms Transfers*, pour l'année 2019, la Corée du Nord occupait la première place en ce qui concerne le budget consacré à la défense en proportion de son PIB<sup>49</sup>. Dans un pays en proie à de graves difficultés économiques, le fait que le régime nord-coréen consacre près de 23,3 % de son budget à la défense met en lumière ses priorités et l'influence de l'idéologie sur ses objectifs stratégiques. Nous allons dès lors étudier comment l'État nord-coréen subordonne tous les secteurs, public et privé, à la sauvegarde de sa sécurité nationale et donc, au développement de son programme nucléaire et balistique.

#### 4.2.2. *Un discours institutionnel qui passe sous silence les activités illicites du régime nord-coréen*

L'organisation institutionnelle autour du programme nucléaire et balistique nord-coréen est complexe voire opaque. Établir un panorama de ces institutions nous a permis d'identifier les interlocuteurs privilégiés lors des négociations internationales et leur place dans l'appareil étatique de la RPDC. Conformément à l'idéologie du *Juche* et au régime politique dictatorial de la Corée du Nord, le dirigeant suprême se situe au sommet de la

---

<sup>48</sup> KCNA, 2007. KPA Proposes Talks between DPRK and U.S. Militaries. *KCNA Watch* [en ligne]. 14 juillet 2007. [Consulté le 5 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451884930-311864357/kpa-proposes-talks-between-dprk-and-u-s-militaries/> ; KCNA, 2009. Principled Stand of KPA to Defend Socialist Country as Firm as Iron Wall Clarified. *KCNA Watch* [en ligne]. 17 janvier 2009. [Consulté le 9 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451888110-815686876/principled-stand-of-kpa-to-defend-socialist-country-as-firm-as-iron-wall-clarified/> ; KCNA, 2015. KPA Will Never Remain Passive Onlooker to Key Resolve and Foal Eagle: Spokesman for General Staff of KPA. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 mars 2015. [Consulté le 13 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451904329-631885130/kpa-will-never-remain-passive-onlooker-to-key-resolve-and-foal-eagle-spokesman-for-general-staff-of-kpa/>

<sup>49</sup>LEE, Won-joo, 2020. N. Korea ranks No.1 in military spending as percentage of GDP. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 9 janvier 2020. [Consulté le 16 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://en.yna.co.kr/view/AEN20200109007500325>

pyramide. En termes de pouvoir décisionnel, nous avons observé que l'institution la plus importante après le dirigeant suprême est la Commission militaire centrale du Parti du Travail. Cependant, en termes de communication, si le dirigeant suprême reste la principale autorité, le ministère des Affaires étrangères est le porte-parole et négociateur en chef officiel du régime nord-coréen sur le dossier de l'arme nucléaire et des missiles balistiques. En outre, la recherche scientifique et l'industrie militaire sont également soumises aux autorités politiques. Elles relèvent en effet toutes deux du secteur public nord-coréen. Mais il existe des informations stratégiques qui n'apparaissent pas dans le discours des institutions. Il est nécessaire de prendre connaissance des données que la Corée du Nord tente de dissimuler afin d'acquérir une vision d'ensemble la plus exacte possible lorsque nous aborderons en détail l'évolution de sa stratégie nucléaire. Ne pas tenir compte de ces données aurait pour conséquence une perception inexacte, car tronquée, des objectifs de la Corée du Nord et des enjeux au cœur de la question du développement de son programme nucléaire et balistique. Nous allons donc nous intéresser aux activités que les institutions nord-coréennes ne mentionnent pas dans leur discours et qui font pourtant partie intégrante des problématiques liées à la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Le ministère des Affaires étrangères – et non le ministère de l'Armée populaire comme on peut le souligner – est le porte-parole officiel du régime nord-coréen dans la majorité des domaines relatifs à l'arme nucléaire nord-coréenne. Mais selon les témoignages de réfugiés nord-coréens ayant exercé une fonction au sein du ministère, son rôle ne se limite pas au seul dialogue diplomatique. D'après l'ancien diplomate Ko Young Hwan et le colonel Choe Ju Hwai, tous deux réfugiés en Corée du Sud, les diplomates sont aussi chargés d'obtenir le transfert de technologies nucléaires de la part de pays étrangers<sup>50</sup>. Selon le Groupe d'experts mandatés par le Secrétaire général de l'ONU afin d'établir régulièrement un rapport sur l'application des sanctions contre la Corée du Nord, les missions diplomatiques à l'étranger travaillent également « en étroite collaboration » avec des « bureaux commerciaux » dont les activités comprennent des transactions illicites ainsi que des acquisitions illicites telles que des armes de destruction massive ou bien des armes

---

<sup>50</sup> LEVY, Adrian et SCOTT-CLARK, Catherine, 2014. *Deception: Pakistan, the United States, and the Secret Trade in Nuclear Weapons*. London : Atlantic Books. Chapitre 14, paragraphe 8.

conventionnelles.<sup>51</sup> Ainsi au Congo, un diplomate et un général de l'Armée populaire de la RPDC furent liés à une affaire de reconditionnement illicite de véhicules blindés et de matériel militaire. Le paiement aurait été effectué via des comptes bancaires diplomatiques<sup>52</sup>. On peut également citer un autre exemple, en 2011, lorsque Ryu Song Chol et Ri Thae Gil, deux fonctionnaires en poste à la Représentation commerciale de la RPDC en Biélorussie se rendirent en Ukraine et entrèrent en contact avec un employé de la firme *Yuzhnoye Design Office*, entreprise publique ayant auparavant mis au point des missiles balistiques intercontinentaux à moyenne portée et dont les activités portent à présent sur les lanceurs spatiaux. Le but des deux fonctionnaires était d'obtenir des thèses universitaires confidentielles portant sur les technologies nécessaires à la conception de systèmes de missiles, de composants et de logiciels pour engins spatiaux<sup>53</sup>.

Alors même qu'ils sont chargés de représenter le régime nord-coréen au cours de négociations relatives à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, les diplomates de la RPDC se livrent à des activités illicites afin de contribuer au développement de son programme nucléaire et balistique. En outre, d'autres institutions étatiques impliquées dans les négociations internationales emploient des stratagèmes afin de dissimuler leurs activités parallèles. Aux côtés du ministère des Affaires étrangères, deux institutions qui prennent régulièrement part au dialogue avec la communauté internationale sur le sujet du programme nucléaire de la RPDC. Il s'agit du Bureau général de l'énergie atomique (원자력총국, wŏnjaryŏkch'ongguk) ainsi que du ministère de l'Industrie de l'énergie atomique (원자력공업성, wŏnjaryŏkkong'ŏpsŏng). Le Bureau général de l'énergie atomique est chargé du programme nucléaire nord-coréen, ce qui inclut l'Institut de recherche nucléaire de Yongbyon, la production de plutonium, les installations de fabrication et de retraitement du combustible irradié<sup>54</sup>. Le Bureau représenta notamment la RPDC lors des négociations sur

---

<sup>51</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2010. S/2010/571 : Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 [en ligne]. New York, NY. Conseil de sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2010/571>.

<sup>52</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2013. S/2013/337 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité* [en ligne]. New York, NY. Conseil de sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2013/337>.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL. General Bureau of Atomic Energy. *United Nations* [en ligne]. [Consulté le 27 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/materials/summaries/entity/general-bureau-of-atomic-energy-%28gbac%29>



le nucléaire avec l'AIEA<sup>55</sup>. Quant au ministère de l'Industrie de l'énergie atomique, il fut créé en 2013, suite à la Loi sur la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense. Il devint dès lors le visage du programme nucléaire de la Corée du Nord pour le public international. La description de son mandat est plutôt générale et large : la modernisation et la poursuite le développement de l'industrie nucléaire, notamment la production de matière fissile<sup>56</sup>. Par le passé, ses membres participaient à des négociations internationales. Cependant, les sanctions croissantes contre le programme nucléaire nord-coréen et le personnel associé ont limité le nombre de membres du personnel du ministère identifiés publiquement. Le Groupe d'experts de l'ONU soupçonne depuis 2014 que le Bureau général de l'énergie atomique et le ministère de l'Industrie de l'énergie atomique ne sont qu'une seule et même entité<sup>57</sup>. D'autres sources suggèrent que le ministère de l'Industrie de l'énergie atomique serait une « façade » derrière laquelle se dissimulerait le département de l'Industrie des Munitions<sup>58</sup>. Le régime nord-coréen œuvre à désorienter les observateurs extérieurs pour échapper aux sanctions internationales et éviter que ses institutions étatiques ne soient entachées de scandales concernant leurs activités illicites.

Outre les activités cachées des grandes institutions de l'État nord-coréen, les liens entre le secteur public et le secteur privé permettent d'identifier les stratégies développées par la RPDC dans le cadre de son programme nucléaire et balistique. Au sein du système économique nord-coréen inspiré du marxisme-léninisme, les entreprises privées sont soumises à un contrôle du gouvernement nord-coréen. Dans le cas de l'industrie de l'armement, il s'agirait plutôt d'une mainmise de l'État. Cette stratégie permet au régime de dissimuler certaines activités qui sont ainsi menées au nom des entreprises privées. Si des complications telles que des sanctions internationales survenaient, les chefs d'entreprises seraient seuls à en subir les conséquences et le régime resterait hors de tout scandale.

---

<sup>55</sup> HAGGARD, Stephan, 2012. The General Department of Atomic Energy and the IAEA. *Peterson Institute for International Economics* [en ligne]. 6 avril 2012. [Consulté le 27 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.piie.com/blogs/north-korea-witness-transformation/general-department-atomic-energy-and-iaea>

<sup>56</sup> JANG, Cheol-woon, 2013. 핵무력 병진노선 천명한 北, 원자력공업성 신설 [haengmuryök pyöngjinnosön ch'önmyöngghan puk wönjaryökkong'öpsöng sinsöl / Déclaration de la ligne *byungjin*, création d'un ministère de l'Industrie nucléaire]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 12 avril 2013. [Consulté le 27 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20130412156500014>

<sup>57</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2015. S/2015/131 : Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité. New York, NY : Conseil de sécurité, p. 16.

<sup>58</sup> BERMUDEZ, Joseph S., 2017. *Op. cit.*, p. 21.

Dans le premier rapport publié par le Groupe d'experts de l'ONU en 2010, il apparaît que le Myanmar, la Syrie et l'Iran font partie des États entretenant des liens avec la Corée du Nord, dans le cadre de trafic d'armes nucléaires et de missiles balistiques. Afin de réaliser ces transactions, le gouvernement nord-coréen a développé des mécanismes complexes destinés à dissimuler ses opérations illégales au sein du commerce international et du système financier international. Le Groupe d'experts a exposé le recours à des sociétés écrans qui mêlent activités licites et illicites. En avril 2009, il avait désigné trois entités qui ont par la suite fait l'objet de sanctions onusiennes :

- La *Korea Mining Development Trading Corporation* (조선광업개발무역회사, chosŏngwang'ŏpkalbalmuyŏkhoesa), principal marchand d'armes et exportateur de missiles balistiques et armes conventionnelles ;
- La *Korea Ryonbong General Corporation* (조선련봉총회사, chosŏllyŏnbongch'onghoesa), entreprise appartenant au complexe militaro-industriel nord-coréen ;
- Et la *Tanchon Commercial Bank* (단천상업은행, tanch'ŏnsang'ŏbŭnhaeng), banque liée à l'exportation de missiles balistiques ainsi que d'armes classiques<sup>59</sup>.

Le Groupe d'experts a également mené une enquête sur l'entreprise *Korea Kumsan Trading Corporation* (조선금산무역회, chosŏngŭmsanmuyŏkhoesa) et a ainsi découvert qu'elle partageait une ligne de téléphone, une ligne de télécopie, une adresse postale et électronique avec le Bureau général de l'énergie atomique ainsi que le ministère de l'Industrie de l'énergie atomique<sup>60</sup>. Ces éléments pourraient non seulement confirmer l'hypothèse formulée plus haut selon laquelle ces deux institutions ne sont en réalité qu'une seule et même entité, mais également prouver que l'État nord-coréen emploie cette entreprise privée comme société-écran avec toutes les conséquences financières que cela implique. Ces conclusions rejoignent celle des États-Unis et de la Corée du Sud qui ont mis à jour le fait

---

<sup>59</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2009. S/2009/222 : Lettre datée du 24 avril 2009, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) [en ligne]. New York, NY. Conseil de sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2009/222>.

<sup>60</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017. S/2012/422 : Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009). New York, NY. Conseil de sécurité.

que la *Korea Kumsan Trading Corporation* était un représentant du ministère de l'Industrie de l'énergie atomique à l'étranger ainsi qu'un moyen pour le gouvernement nord-coréen d'acquérir des devises étrangères via le commerce de matériel nécessaire au développement du programme nucléaire nord-coréen<sup>61</sup>. De plus, les entreprises désignées possèdent toutes des appellations alternatives pour dissimuler leurs activités dans différents pays et rendre le traçage des transactions plus difficile. Le Groupe d'experts remarque à ce propos que la Corée du Nord crée probablement des prête-noms pour les entités participant à des transactions commerciales illicites plus vite que les sanctions de l'ONU ne les désignent<sup>62</sup>.

En outre, les liens entre le gouvernement nord-coréen et les entreprises privées concernent aussi le transport maritime. Le *Chong Chon Gang*, navire de marchandises de la RPDC transportant illégalement des systèmes de missiles ainsi que des pièces d'avions MiD-21 et du matériel militaire divers cachés sous des sacs de sucre, relevait de l'autorité du Bureau de la gestion maritime du Ministère des terres et des transports maritimes nord-coréen<sup>63</sup>. Ainsi, à nouveau, cela fournit la preuve que les entités publiques utilisent des sociétés qui apparaissent comme privées afin de conclure des marchés avec des interlocuteurs étrangers. De même, en ce qui concerne le transport aérien, la compagnie aérienne nationale *Air Koryo* ainsi que tous les aéroports et aérodromes nord-coréens sont sous l'autorité du Bureau de l'aviation civile de la Force aérienne populaire de Corée, c'est-à-dire l'armée de l'air de la RPDC. Le personnel *Air Koryo* ainsi que les techniciens chargés des travaux d'entretien seraient des membres de l'armée de l'air<sup>64</sup>. Par ailleurs, le Groupe d'experts a procédé à l'analyse comparative d'avions militaires présentés lors de parades militaires et de la flotte d'Air Koryo. Les résultats ont démontré que des avions civils avaient

---

<sup>61</sup> JEON, Seul-gi, 2020. 정부, 북한 《돈줄》 끊는다… 개인 40명·단체 30개 금융 제재 [chōngbu pukhan tonjul kkūnhnūnda kaein sapsipmyōngtanch'e samsipkae kūmyung chejjae / Le gouvernement coupe la « source de l'argent » de la Corée du Nord...40 individus et 30 organisations visés par des sanctions économiques]. *Choson Ilbo* [en ligne]. 24 juillet 2020. [Consulté le 14 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.chosun.com/site/data/html\\_dir/2016/03/08/2016030802312.html](https://www.chosun.com/site/data/html_dir/2016/03/08/2016030802312.html) ; Treasury Sanctions Individuals and Entities Supporting the North Korean Government and its Nuclear and Weapons Proliferation Efforts, 2016. *U.S. Department of the Treasury* [en ligne]. [Consulté le 26 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jl0677>.

<sup>62</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012. S/2012/422 : Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009). New York, NY. Conseil de sécurité.

<sup>63</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2014. S/2014/147 : Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité. New York, NY. Conseil de sécurité.

<sup>64</sup> *Ibid.*

été repeints avant le défilé militaire et que certains portaient encore des traces de peinture lors de leurs vols à destination de l'étranger<sup>65</sup>. La perméabilité de la frontière entre aviation civile et aviation militaire permet à la RPDC d'utiliser des avions de fret de la flotte civile à des fins d'exportation de cargaisons contenant du matériel lié aux missiles balistiques. L'utilisation de l'aéroport international de Pyongyang-Sunan comme site de lancement des missiles Hwasong-12 en 2017 puis du nouveau missile ICBM Hwasong-17 en mars 2022, illustre la difficulté à distinguer la frontière entre l'aviation militaire et l'aviation civile.

Enfin, en ce qui concerne le programme balistique en lui-même, selon les informations fournies par un État membre des Nations unies, la Corée du Nord aurait recours à des usines civiles ainsi que des installations militaires afin d'assembler ses missiles balistiques. Le missile balistique intercontinental Hwasong-15 aurait ainsi été assemblé à l'usine de production de camions de Pyongsong nommée « usine automobile du 16 mars ». Cette stratégie lui permettrait de mieux camoufler ses activités relatives aux missiles balistiques et d'éviter ainsi que ces sites clés fassent l'objet de frappes aériennes de la part de forces adverses. Selon Yang, le lien entre industrie civile et militaire constitue un enjeu important dans la perspective de la dénucléarisation de la péninsule coréenne<sup>66</sup>. Il affirme qu'il est nécessaire d'encourager la reconversion des moyens de production de l'industrie militaire vers d'autres secteurs de production dans le domaine civil en tirant parti des caractéristiques de l'industrie militaire, notamment ses larges ressources humaines, afin de promouvoir la croissance économique du pays.

Dans les faits, les frontières sont poreuses et le complexe militaro-industriel nord-coréen apparaît comme protéiforme afin d'échapper à la surveillance de la communauté internationale. Ces éléments nous permettent de mettre en évidence le fait que lorsque la Corée du Nord, dans son discours, tente de dissocier l'État des entreprises privées ainsi que le domaine civil du domaine militaire, il ne s'agit que d'une distinction rhétorique. Grâce aux analyses que nous avons effectuées, nous disposons d'une vue d'ensemble complète du cadre idéologique et institutionnel dans lequel la stratégie de la Corée du Nord concernant son programme nucléaire et balistique est élaborée. Nous pouvons dès lors tenter de retracer l'évolution de sa stratégie nucléaire et les débuts de l'élaboration de sa doctrine de dissuasion nucléaire.

---

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> YANG, Un-cheol, 2019. 북한 군수산업의 민수전환을 위한 한국의 역할 [pukhan kunsusanöbui minsujönhwanül wihan hangugüi yökhal / Le rôle de la Corée du Sud dans la conversion civile de l'industrie militaire nord-coréenne]. *Sejong Policy Brief*. 26 décembre 2019. N° 22.

### 4.3. L'ÉVOLUTION DE LA STRATÉGIE NUCLÉAIRE NORD-CORÉENNE : D'UN PROGRAMME NUCLÉAIRE COMME MONNAIE D'ÉCHANGE À UNE MENACE DE FRAPPE PRÉEMPTIVE

En vertu de l'idéologie du *Juche*, la lignée du mont Paektu dispose d'un droit naturel à gouverner reconnu politiquement et culturellement. Selon cette logique dynastique, l'arme nucléaire n'est pas un moyen de légitimer son régime politique mais plutôt une protection supplémentaire de la part du « père » de la nation face à ses ennemis. En effet, dans un régime totalitaire qui n'est socialiste que de nom, c'est la capacité du *Suryöng* à défendre la nation contre ses agresseurs qui prime – et non la capacité de l'État à redistribuer les richesses de manière égalitaire. La légitimité du *Suryöng* est constamment renouvelée, si l'on en croit la propagande diffusée par les différentes institutions : l'agresseur américain n'a pas encore osé déclencher un conflit et le nord de la péninsule coréenne reste « libre » grâce à la dynastie Kim qui assure la sauvegarde de la nation coréenne. En ce sens, le *Suryöng* devient le garant de l'indépendance politique et militaire de la Corée du Nord, conformément aux principes fondamentaux du *Juche*. Pourtant, si l'idéologie du *Juche* peut expliquer l'attachement constant des dirigeants nord-coréens au développement du programme nucléaire et balistique du pays, il reste difficile de trouver une cohérence aux différentes stratégies nucléaires de la Corée du Nord.

En effet, comme nous l'avons souligné, l'idéologie peut évoluer en fonction des priorités politiques des dirigeants successifs. Nous avons observé les stratégies de négociation de la RPDC sur son programme nucléaire et balistique depuis 1985 au cours du chapitre 1. Mais cette analyse doit être complétée par une chronologie de la doctrine de stratégie nucléaire. En effet, la doctrine nucléaire ne se résume pas à la dissuasion. La dissuasion nucléaire est l'une des multiples stratégies qu'un État peut développer, en fonction de ses motivations, lorsqu'il entreprend le développement d'une arme nucléaire. Nous allons donc nous intéresser à l'évolution de la stratégie nucléaire de la Corée du Nord : dans quelle mesure a-t-elle modifié son discours pour adopter l'*ethos* d'un État doté *de facto* de l'arme nucléaire ?

#### 4.3.1. Typologie des différentes stratégies nucléaires de la Corée du Nord

L'acquisition de l'arme nucléaire étant un processus long et semé d'embûches, les tactiques des États et leur positionnement sur la scène internationale évoluent au fur et à mesure de leurs progrès technologiques. De 1985 à 2003, la Corée du Nord a respecté le régime international de non-prolifération tout en faisant planer la menace d'un redémarrage de son programme nucléaire afin d'obtenir des concessions économiques et diplomatiques. Mais après son retrait du TNP en 2003, la Corée du Nord n'a fait aucune déclaration officielle relative à sa doctrine de dissuasion nucléaire pendant une décennie. Il a fallu attendre la Loi sur la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense (자위적핵보유국의 지위를 더욱 공고히 할데 대한 법, *chawijökhaekpoyugugüi chiwirül tök konggohi halte taehan pöp*)<sup>67</sup> pour obtenir des éléments d'information. Par la suite, la Corée du Nord a continué de développer son arsenal nucléaire et balistique qualitativement et quantitativement sans mettre formellement à jour sa doctrine de dissuasion nucléaire. Nous allons donc tenter d'établir une typologie des différentes stratégies nucléaires employées par la Corée du Nord en fonction non seulement de ses déclarations mais également de l'évolution de ses capacités nucléaires et balistiques.

Dans le cadre de ses travaux sur les puissances nucléaires régionales, Narang a identifié quatre types de stratégies nucléaires<sup>68</sup> :

- (1) la stratégie consistant à faire du programme nucléaire une monnaie d'échange afin d'obtenir des concession politiques, économiques ou diplomatiques ;
- (2) la stratégie catalytique consiste à faire planer la menace d'une escalade vers une guerre nucléaire afin de provoquer l'intervention de grandes puissances ;
- (3) la stratégie de représailles stratégiques assurées (*Assured Strategic Retaliation*) qui suppose une capacité de seconde frappe sur les cibles stratégiques de l'adversaire ;

---

<sup>67</sup> KCNA, 2013a. 자위적핵보유국의 지위를 더욱 공고히 할데 대한 법 채택 [chawijökhaekpoyugugüi chiwirül tök konggohi halte taehan pöp ch'aet'aek / Adoption d'une loi pour la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense]. *KCNA* [en ligne]. 1 avril 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.kcna.co.jp/calendar/2013/04/04-01/2013-0401-030.html>

<sup>68</sup> NARANG, Vipin, 2014. *Nuclear Strategy in the Modern Era: Regional Powers and International Conflict*. Princeton, NJ: Princeton University Press, pp. 14-23.

- (4) la stratégie ultime de la menace de l'emploi en premier qui mènerait à une guerre avec l'emploi à la fois de forces conventionnelles et nucléaires, notamment sur le champ de bataille au moyen d'armes nucléaire tactiques.

C'est à partir de ces quatre stratégies principales que nous avons choisi d'élaborer une typologie des stratégies nucléaires de la Corée du Nord depuis 1985 jusqu'à aujourd'hui. Au cours de nos recherches, nous avons mis à jour une analyse menée par Smith qui se fonde également sur les travaux de Narang pour observer l'évolutions de la stratégie nucléaire de la Corée du Nord<sup>69</sup>. Nous avons donc décidé de comparer nos résultats à ceux de Smith. Le *Tableau 1* ci-dessous récapitule l'analyse de Smith. Selon lui, la Corée du Nord a progressivement adapté sa stratégie nucléaire en fonction de ses capacités matérielles. Durant une première période, la Corée du Nord, dont le programme était encore à ses prémices a accepté de dialoguer et de respecter le régime international de non-prolifération en échange de concessions telles que l'*Agreed Framework*. Puis, avec le développement de ses moyens techniques et technologiques, elle a adopté une attitude plus coercitive en ayant recours à la stratégie catalytique afin d'impliquer notamment la Chine dans le but de faire pencher l'équilibre des puissances en sa faveur. Par la suite, depuis 2013, la Corée du Nord serait dans une logique de dissuasion par représailles stratégiques assurées en vertu de sa puissance de frappe permise par les six essais nucléaires réussis et le développement d'un arsenal balistique diversifié.

---

<sup>69</sup> SMITH, Shane, 2015. *North Korea's Evolving Nuclear Strategy*. US-Korea Institute at SAIS.

Période	Stratégie	Caractéristiques
1985-2005	<b>1</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Agreed Framework</i> (1994)</li> <li>- Pourparlers à six</li> <li>- Aide humanitaire</li> </ul>
2006-2012	<b>2</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Démonstration des moyens techniques</li> <li>- Torpillage du <i>Cheonan</i></li> <li>- Bombardement de l'île de Yeonpyeong</li> </ul>
2013-aujourd'hui	<b>3</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de capacités de seconde frappe</li> </ul>
Futur proche	<b>4</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Politique <i>byungjin</i></li> <li>- Loi sur le nucléaire du 1<sup>er</sup> avril 2013</li> </ul>

**Tableau 1** – Évolution de la stratégie nucléaire nord-coréenne selon Smith

Dans le *Tableau 2*, nous avons proposé notre interprétation de la stratégie nucléaire nord-coréenne d'après les éléments que nous avons mis à jour précédemment au sujet de la culture stratégique du pays. Notre découpage diffère de celui de Smith dans la mesure où nous mettons en évidence le fait que plusieurs stratégies peuvent être simultanément employées. En effet, la typologie de Narang constitue un outil qui ne peut pas être appliqué tel quel à la stratégie nucléaire d'un pays. Du point de vue théorique, nous avons constaté que la théorie constructiviste est la plus pertinente afin de rendre compte des changements de stratégie de la Corée du Nord (cf. chapitre 3). Ainsi, notre objectif est de garder cette approche en mettant en évidence la versatilité de la stratégie nucléaire nord-coréenne ainsi que le sens de l'opportunité que le régime nord-coréen a affiné au fil des années en fonction des interlocuteurs du camp adverse.



Période	Stratégie	Caractéristiques
1985-2001	1(a)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adhésion au TNP en échange de réacteurs nucléaires soviétiques</li> <li>- <i>Agreed Framework</i> (1994)</li> <li>- Participation à la <i>Sunshine Policy</i> (tourisme, zone industrielle de Kaesong, etc.)</li> </ul>
2002-2012	1(b)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourparlers à six</li> <li>- <i>Leap Day Agreement</i></li> </ul>
	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des véhicules</li> <li>- Miniaturisation de l'arme nucléaire</li> <li>- Loi sur le nucléaire du 1<sup>er</sup> avril 2013</li> </ul>
2013-aujourd'hui	1(b)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sommets intercoréens de 2018</li> <li>- Sommets RPDC-États-Unis</li> </ul>
	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de missiles hypersoniques</li> <li>- Conception d'armes tactiques</li> </ul>

**Tableau 2** – Version révisée par l'auteur de l'évolution de la stratégie nord-coréenne

Tout d'abord, on peut remarquer que nous avons apporté une modification concernant la première stratégie, c'est-à-dire la stratégie consistant à faire du programme nucléaire une monnaie d'échange. Nous avons estimé que cette stratégie s'inscrivait dans une catégorie plus large, c'est-à-dire l'emploi du programme nucléaire comme atout dans le cadre des négociations diplomatiques internationales. Et ainsi, nous avons distingué deux sous-stratégies : (1a) l'utilisation du programme nucléaire nord-coréen comme monnaie d'échange et (1b) comme levier de négociation. La différence réside selon nous dans le fait qu'une monnaie d'échange suppose que la Corée du Nord puisse abandonner son programme nucléaire militaire tandis que le levier de négociation n'implique pas un renoncement à l'arme nucléaire mais plutôt le fait de faire planer une menace nucléaire afin de forcer la main à ses interlocuteurs. Cette menace peut prendre plusieurs formes : un essai nucléaire, une augmentation de la quantité d'enrichissement d'uranium, des progrès technologiques, etc. La stratégie 1(a) fut notamment employée par la Corée du Nord jusqu'en 2002 car ses capacités nucléaires n'avaient pas encore atteint un stade suffisamment avancé pour être considérées comme une menace crédible.

Ensuite, nous avons observé que la Corée du Nord s'était tournée vers la stratégie 1(b) car contrairement à sa première annonce de retrait du TNP en 1993, son retrait effectif

en 2003 était définitif. À partir de cette décision, son programme nucléaire s'est progressivement développé pour constituer une menace pour la sécurité internationale. Ses essais nucléaires et le perfectionnement des missiles balistiques à courte portée de type Scud puis à portée intermédiaire de type Nodong lui ont permis d'évoluer vers une stratégie de représailles stratégiques assurées (3). Mais la Corée du Nord, en raison de ses difficultés internes sur le plan économique, a gardé une porte ouverte afin d'obtenir de l'aide extérieure en employant l'arme nucléaire comme levier de négociations (1b). Selon nous, la Corée du Nord a conservé cette stratégie aujourd'hui mais l'a combinée à la stratégie ultime de la menace de l'emploi en premier (4) prévue par la Loi sur la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense, promulguée en 2013. Cette double stratégie peut en effet expliquer la tendance de la Corée du Nord à prendre des engagements puis à contrevenir à ces mêmes engagements en agitant une nouvelle menace lorsque les circonstances ne lui semblent plus favorables. Nous nous proposons donc d'analyser plus en détail chaque étape de l'évolution de la stratégie nucléaire de la Corée du Nord.

#### 4.3.2. *Le programme nucléaire nord-coréen, une arme avant tout diplomatique (1985-2001)*

Dès son adhésion au Traité de non-prolifération sur les armes nucléaires, l'objectif de la Corée du Nord était de remplir les conditions posées par l'Union soviétique concernant la livraison des réacteurs nucléaires qui lui permettraient de développer un programme nucléaire. Par ailleurs, en entrant dans le régime international de non-prolifération, elle eut accès à de nombreux transferts de technologies nucléaires comme nous l'avons observé dans le chapitre 1. Sur le plan diplomatique, le positionnement de la Corée du Nord comme un État officiellement non-doté au sens du TNP permit un rapprochement avec les États-Unis. En octobre 1988, le président américain Reagan ouvrit une ligne de dialogue diplomatique entre l'ambassade américaine et nord-coréenne à Pékin appelée la « *Beijing channel* » afin de promouvoir les échanges entre les deux pays. L'administration Reagan autorisa l'envoi d'aide humanitaire à destination de la Corée du Nord et jusqu'en 1993, le pays reçut environ l'équivalent de 100 milliards de dollars de céréales<sup>70</sup>. Par la suite, le successeur de Reagan, George H. W. Bush, procéda au retrait des armes nucléaires américaines sur le territoire

---

<sup>70</sup> CHA, Victor, 2012. *The Impossible State: North Korea, Past and Future*. London : Bodley Head, p. 280.

sud-coréen en 1991, quelques mois avant que la Corée du Nord ne signe les accords de garanties de l'AIEA. Si le programme nucléaire officiellement civil de la Corée du Nord fut l'occasion de profiter de concessions diplomatiques et économiques, brandir la menace de franchir le seuil nucléaire pour basculer dans un programme nucléaire militaire lui permit d'accéder à un nouveau statut sur la scène internationale. Durant la première crise nucléaire, en 1993, le Représentant de la RPDC auprès des Nations unies avait exposé les demandes de son gouvernement afin de résoudre la crise :

La République populaire démocratique de Corée a avancé une proposition qui vise le remplacement de ses modèles actuels de réacteurs au graphite et des installations nucléaires annexes par des réacteurs à eau légère, démontrant ainsi encore plus clairement la transparence et l'intégrité de sa politique non nucléaire.

Si tous les engagements [qui ont été] convenus entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique sont respectés – y compris les garanties contre le recours à la menace ou à l'emploi de la force, notamment au moyen d'armes nucléaires, et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire par des réacteurs à eau légère, en plus de garanties négatives de sécurité – cela offrira des perspectives de parvenir à un règlement complet et définitif de la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne et jettera les bases d'une amélioration des relations entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique.<sup>71</sup>

Cette crise nucléaire se conclut par l'*Agreed Framework* qui, pour rappel, prévoyait la normalisation des relations entre Pyongyang et Washington, des garanties de sécurité de la part des États-Unis ainsi que la livraison de réacteurs nucléaires à eau légère et de fioul. On remarque ici l'emploi de la stratégie (1a). L'avantage de cette stratégie consistant à utiliser un programme nucléaire comme monnaie d'échange réside dans le fait qu'une très faible transparence concernant le développement du programme nucléaire est suffisante pour obtenir des résultats<sup>72</sup>. En effet, il suffit de démontrer que le pays possède les éléments basiques qui lui permettraient de concevoir une arme nucléaire tout en laissant la porte ouverte aux négociations pour produire l'effet désiré.

---

<sup>71</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1993. A/48/PV.17 : *Procès-verbal de la 17e séance plénière*. Quarante-huitième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations unies, pp. 13-14.

<sup>72</sup> SMITH, Shane, 2015. *Op. cit.*

Cette stratégie fut encore une fois employée dans le cadre de la *Sunshine Policy* initiée par le président sud-coréen Kim Dae-jung en 1998. Malgré le tir de lancement d'un missile nord-coréen à portée intermédiaire Taepodong-1 en août 1998, Séoul poursuivit sa politique d'engagement vis-à-vis de Pyongyang qui accepta un moratoire sur les tirs de lancement de missiles à longue portée qui fut respecté jusqu'en 2005. En échange, le régime nord-coréen obtint l'ouverture d'une zone touristique dans la région des monts Kungang ainsi que la zone industrielle de Kaesong qui constituèrent une source de revenus substantiels dans un contexte marqué par de graves difficultés économiques. En outre, le premier sommet intercoréen qui eut lieu le 15 juin 2000 entre Kim Dae-jung et Kim Jong Il fut entaché par un scandale qui décrédibilisa partiellement les avancées réalisées par la « politique du rayon de soleil ». Le gouvernement sud-coréen fut accusé d'avoir versé près de 500 millions de dollars à la Corée du Nord en échange de sa participation au sommet<sup>73</sup>. Le conglomérat Hyundai fut également mis en cause en raison du financement de projets en Corée du Nord. Les enquêtes menées par les autorités sud-coréennes mirent au jour ce scandale qui fut tel qu'il provoqua en août 2003, le suicide de Chung Mong-hun, fils du fondateur de l'entreprise et dirigeant de la filiale *Hyundai Asan Corporation*<sup>74</sup>.

Ainsi, jusqu'en 2002, la Corée du Nord ne disposait pas d'un programme nucléaire assez avancé pour pouvoir développer une doctrine de dissuasion nucléaire. On comprend donc qu'elle ait privilégié la stratégie 1(a). On peut remarquer que selon Smith, cette stratégie s'est prolongée jusqu'en 2005, c'est-à-dire l'ouverture des Pourparlers à six. Nous ne souscrivons pas à cette délimitation temporelle car dès 2002, la Corée du Nord avait déclaré qu'elle se tenait prête à reprendre le développement de son programme nucléaire à tout moment, ce qui représentait un changement radical qu'il est nécessaire de marquer. En outre, nous affirmons que la Corée du Nord fit le choix non pas d'évoluer vers une stratégie catalytique (2) mais fit plutôt une transition vers une double stratégie d'emploi de l'arme nucléaire comme levier de négociation (1b) complétée par la suite par la stratégie de représailles stratégiques assurées (3).

---

<sup>73</sup> KIM, Jong-gu, 2003. 대북송금 의혹 수사가 남긴 것 [taebuksonggŭm ūihok susaga namgin kōt / Vestiges de l'enquête sur les allégations de transferts de fonds vers la Corée du Nord]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 25 juin 2003. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20030625000300022>

<sup>74</sup> YOON, Chang-hee et LEE, Cheol-jae, 2003. 정몽헌 현대아산 회장 투신 자살 [chōngmonghōn hyōndaeasan hoejang t'usin chasal / Suicide de Chung Mong-hun, président de *Hyundai Asan Corporation*]. *Joongang Ilbo* [en ligne]. 4 août 2003. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.joongang.co.kr/article/210195#home>

#### 4.3.3. Une diplomatie coercitive s'appuyant sur une stratégie nucléaire de représailles stratégiques assurées (2002-2012)

La deuxième phase de la stratégie nord-coréenne couvre une période correspondant au mandat de Kim Jong Il jusqu'à la première année suivant l'arrivée au pouvoir de son fils, Kim Jong Un. Notre objectif est de démontrer que, fondamentalement, une partie de la stratégie nucléaire de la RPDC n'a pas changé depuis 1985. Le programme nucléaire et balistique nord-coréen reste en effet toujours un instrument de pression dans le cadre des négociations internationales. L'intensité de ses tactiques coopératives ou conflictuelles peut varier, comme nous le verrons notamment au cours du chapitre 6, mais sa stratégie reste la même. La différence que nous effectuons entre tactique et stratégie est temporelle : une tactique consiste en la mobilisation de moyens immédiats tels que des déclarations, des exercices militaires, des essais nucléaires ou des moratoires, destinés à servir les intérêts d'une stratégie qui s'inscrit dans une période temporelle plus longue. Il est donc possible d'observer des transitions brusques d'une tactique à une autre, c'est pourquoi il est nécessaire de comprendre dans quel contexte stratégique elles s'inscrivent.

Or, de 2002 à 2012, la Corée du Nord a oscillé entre la menace de représailles stratégiques assurées et l'emploi continu de l'arme nucléaire comme levier de négociations. Contrairement aux bornes temporelles proposées par Smith, nous avons observé que la Corée du Nord n'avait pas attendu son retrait officiel du TNP pour prévenir l'assistant du Secrétaire d'État américain, Kelly, lors de sa visite en 2002, que le pays se réservait le droit de posséder des armes nucléaires afin de garantir sa souveraineté<sup>75</sup>. Par ailleurs, dès son arrivée au pouvoir, en 1997, Kim Jong Il mit en œuvre la politique du *songun* (« l'armée en premier »). Commandant Suprême de l'Armée populaire de Corée et depuis le décès de Kim Il Sung, président de la Commission de défense nationale (국방위원회, kukpang'wiwŏnhoe), Kim Jong Il ne possédait pourtant aucune expérience militaire contrairement à son père. La politique de *songun* ainsi que les institutions créées suite à la promotion de cette politique comme par exemple le *Missile Guidance Bureau*<sup>76</sup>, lui permirent

---

<sup>75</sup> KCNA, 2004. Conclusion of non-aggression treaty between DPRK and U.S. called for. *KCNA Watch* [en ligne]. 25 octobre 2004. [Consulté le 2 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003339-575177775/conclusion-of-non-aggression-treaty-between-dprk-and-u-s-called-for/>

<sup>76</sup> KIM, Gwi-geun, 2006. 北, 야포·미사일전력 위주 군사력 증강 [puk yap'o misailchŏllyŏk wiju kunsaryŏk chŭnggang / Augmentation de la puissance militaire de la Corée du Nord centrée sur l'artillerie et les missiles].

d'obtenir une certaine légitimité aux yeux des généraux de l'Armée du Peuple. L'arme nucléaire représentait un moyen supplémentaire de renforcer cette légitimité en affirmant la supériorité militaire de la Corée du Nord face à son rival du Sud.

Comme nous l'avons observé plus haut, malgré l'adoption de la politique *songun*, Kim Jong Il avait accepté la main tendue de Kim Dae-jung et participé au premier sommet intercoréen en juin 2000. Sur la même lancée, Kim Jong Il fit entrer la Corée du Nord dans le cadre des Pourparlers à six en août 2003, quelques mois après son retrait du TNP. Cependant, cette fois-ci, contrairement aux négociations précédentes, il ne s'agissait pas d'échanger son programme nucléaire contre des concessions diplomatiques et économiques mais plutôt de l'utiliser comme levier afin d'ouvrir un dialogue qui ici, à défaut d'être bilatéral avec Washington, était multilatéral. Le discours de la Corée du Nord sur l'arme nucléaire nous pousse également à considérer la stratégie (1b) comme différente de la stratégie (1a) : il s'agissait à présent de demander des préconditions à la reprise des négociations sur le programme nucléaire et balistique, qui comprenaient notamment des garanties de non-agression, et non de mettre l'arme nucléaire directement sur la table avant même le début du dialogue<sup>77</sup>. En outre, l'intervention chinoise dans le cadre des Pourparlers à six répondait à la demande des États-Unis et de la communauté internationale de trouver de nouvelles voies de dialogue avec Pyongyang, ce qui explique que l'on ne puisse pas considérer que cet évènement entre dans la catégorie de la stratégie catalytique (2).

Malgré ces propositions diplomatiques, le premier essai nucléaire nord-coréen eut lieu le 9 octobre 2006, ce qui confirme l'hypothèse selon laquelle Pyongyang poursuivait à la fois la stratégie (3) et la stratégie (1a). Cette double stratégie explique également l'attitude du régime nord-coréen face à la tentative du président sud-coréen Roh Moo-hyun de renouveler la politique d'engagement de son prédécesseur. En effet, les présidents des deux Corées participèrent à un second sommet à Pyongyang en octobre 2007 au cours duquel ils réaffirmèrent la nécessité de mettre en œuvre la déclaration conjointe de juin 2000. Le gouvernement sud-coréen était notamment inquiet devant la détermination de Pyongyang à poursuivre le développement de son programme nucléaire, d'où son désir de pacifier ses

---

*Korea Economic Daily* [en ligne]. 2 avril 2006. [Consulté le 8 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hankyung.com/politics/article/2005020461728>

<sup>77</sup> KCNA, 2003. DPRK FM spokesman on U.S. rumor about dialogue. *KCNA Watch* [en ligne]. 16 janvier 2003. [Consulté le 13 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003865-789829488/dprk-fm-spokesman-on-u-s-rumor-about-dialogue/>

relations avec la RPDC dans un contexte où le dialogue avec les États-Unis était compliqué par les déclarations de l'administration Bush au sujet de « l'Axe du mal ».

Fidèle à sa double stratégie, un an avant son second essai nucléaire, la Corée du Nord, adressa aux États-Unis un rapport d'environ 18,000 pages détaillant le fonctionnement de deux de ses principales installations sur le site de Yongbyon, en mai 2008. Puis en juin, la Chine, qui présidait les Pourparlers à six, eut à son tour accès à ces documents. En échange du rapport nord-coréen sur ses activités nucléaires, le président George W. Bush annula l'application du *Trading with the Enemy Act* vis-à-vis de la Corée du Nord et notifia au Congrès son intention de la retirer de la liste des États soutenant le terrorisme<sup>78</sup>. Le déroulement des événements met en évidence le recours à la tactique « 통미통남 » (t'ongmit'ongnam), qui consiste à dialoguer avec les États-Unis afin de pouvoir ouvrir par la suite un dialogue avec la Corée du Sud. En effet, en se rapprochant des États-Unis, la Corée du Nord profita de la poursuite de ses bonnes relations avec Séoul. La stratégie inverse « 통미봉남 » (t'ongmibongnam), consiste à privilégier un dialogue avec les États-Unis et empêcher l'implication de la Corée du Sud<sup>79</sup>. L'objectif du régime nord-coréen était donc bien d'obtenir des concessions diplomatiques grâce à la menace de l'arme nucléaire – tout en continuant le développement de ses capacités nucléaires.

Une fois officiellement lancée dans la course à l'arme nucléaire, la Corée du Nord accéléra le développement de son arsenal nucléaire. Entre 2006 et 2017, Pyongyang effectua six essais nucléaires et annonça vouloir miniaturiser l'arme afin de pouvoir la monter sur des ogives nucléaires dont les véhicules eux-mêmes ont fait l'objet d'améliorations et de diversification. La Corée du Nord développa notamment des missiles à portée intermédiaire fiables tels que les missiles KN-08 et Musudan tout en commençant à tester des missiles ICBM. De plus, dès novembre 2010, les chercheurs américains John W. Lewis, Siegfried S. Hecker et Robert Carlin, en visite dans le pays lors d'une opération de diplomatie « *Track II* », constatèrent qu'une nouvelle installation destinée à l'enrichissement de l'uranium avec

---

<sup>78</sup> DAVENPORT, Kelsey, 2020. Chronology of U.S.-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy. *Arms Control Association* [en ligne]. juillet 2020. [Consulté le 12 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/factsheets/dprkchron>

<sup>79</sup> MOON, Seok-mook, 2019. 북한의 통미봉남 전략과 한국의 대응 [pukhanŭi t'ongmibongnam chölllyakkwa hangugŭi taeŭng / La stratégie nord-coréenne de rapprochement avec les États-Unis et de blocage de la Corée du Sud : réponse sud-coréenne]. *Seoul Sinmun* [en ligne]. 3 septembre 2019. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.seoul.co.kr/news/newsView.php?id=20190903031012>

deux milles centrifugeuses venait d'être achevée et que la construction d'un réacteur expérimental à eau légère était en cours<sup>80</sup>. Le combustible usé d'un réacteur à eau légère produit un plutonium plus difficile à exploiter que celui issu d'un réacteur graphite-gaz dans le cadre de la fabrication d'une bombe nucléaire, ce qui laissait à penser que la Corée du Nord tentait avant tout de pallier ses besoins en électricité. En revanche, l'usine d'enrichissement d'uranium était un indicateur clair que la Corée du Nord possédait la capacité de produire de l'uranium pouvant potentiellement entrer dans la fabrication d'armes nucléaires. Ces révélations, minutieusement orchestrées par Pyongyang qui avait laissé à Lewis, Hecker et Carlin l'accès à ces installations sensibles, remplirent leur objectif, c'est-à-dire compliquer le processus diplomatique en redéfinissant le concept de dénucléarisation : la Corée du Nord semblait avoir renoncé à la filière plutonium mais en ce qui concernait l'uranium, son emploi pacifique semblait en apparence justifié<sup>81</sup>. À présent en position de force, la Corée du Nord cherchait à imprimer sa marche à la communauté internationale.

Quelques jours après cette visite, le 23 novembre 2010, l'armée nord-coréenne bombardait l'île de Yeonpyeong, faisant deux victimes dans l'armée sud-coréenne ainsi que plusieurs blessés militaires et civils confondus<sup>82</sup>. Il est nécessaire d'analyser cet événement en particulier car selon Smith, cet incident s'inscrivait dans une stratégie catalytique qui avait pour objectif d'attirer l'attention des grandes puissances afin de restaurer la stabilité dans la région. Or, nous ne souscrivons pas à cette analyse car cet événement doit être remis dans son contexte stratégique. Cette méthodologie pourrait également être utilisée pour analyser d'autres événements et comprendre de quel type de stratégie ils relèvent.

Le bombardement de l'île de Yeonpyeong fut le résultat de plusieurs semaines de tensions dans la zone de la *Northern Limit Line* (NLL) qui est une frontière maritime entre les deux pays, contestée par la Corée du Nord. La carte en *Annexe n°4* illustre les deux tracés sur lesquels portent le contentieux entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Le nom

---

<sup>80</sup> HECKER, Siegfried S., 2010. What I Found in North Korea. *Foreign Affairs* [en ligne]. 9 décembre 2010. [Consulté le 17 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/northeast-asia/2010-12-09/what-i-found-north-korea>

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> MCDONALD, Mark, 2010. 'Crisis Status' in South Korea After North Shells Island. *The New York Times* [en ligne]. 23 novembre 2010. [Consulté le 17 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2010/11/24/world/asia/24korea.html>



même de la limite diffère d'une Corée à l'autre : la Corée du Sud reconnaît le nom anglais et le tracé officiel établi en 1953 par le Commandement des Nations unies en Corée. Le nom fut traduit dans la version sud-coréenne par « 북방한계선 » (pukpanghangyesŏn). Au contraire, la Corée du Nord proposa son propre tracé en 1990 qui englobe des îles appartenant à son rival du Sud. Dans la version nord-coréenne, cette limite porte le nom de « 조선 서해 해상 군사분계선 » (chosŏn sŏhae haesang kunsabungyesŏn), qui signifie ligne de démarcation militaire de la RPDC en mer de l'Ouest.

Le bombardement de l'île de Yeonpyeong en novembre 2010 est lié à un autre incident : le torpillage du *Cheonan*, corvette de la marine sud-coréenne, qui eut lieu en mars de la même année. Plusieurs rapports internationaux ont été publiés sur le sujet bien que la Corée du Nord nie jusqu'à aujourd'hui toute responsabilité<sup>83</sup>. Ce torpillage intervint lors d'exercices militaires conjoints en mer entre la Corée du Sud et les États-Unis, qui sont considérés comme des provocations du point de vue nord-coréen. La confusion qui règne encore autour de l'incident du *Cheonan* laisse à penser qu'il s'agissait de représailles nord-coréennes que l'on peut qualifier d'improvisées tandis que les tirs d'artillerie nord-coréens en direction de l'île de Yeonpyeong avaient été minutieusement planifiés<sup>84</sup>. Néanmoins, dès l'incident du *Cheonan*, la Corée du Nord avait agité la menace de déclencher « en représailles, une guerre sainte basée sur [sa] force de dissuasion nucléaire » (핵억제력에 기초한보복성전, haegŏkcheryŏge kich'ohan poboksŏngjŏn) si les États-Unis et la Corée du Sud poursuivaient leurs « provocations militaires » (군사적도발, kunsajŏktobal)<sup>85</sup>. On peut observer que la stratégie (3) était explicitement exploitée par le régime nord-coréen : procéder à de nouvelles

---

<sup>83</sup> CYRANOSKI, David, 2010. Controversy over South Korea's sunken ship. *Nature*. 8 juillet 2010. ; KIM, Ho-joon, 2010. 천안함 최종보고서 주요 쟁점별 정리 [ch'ŏnanham ch'oejongbogoso chuyo chaengjŏmbyŏl chŏngni / Résumé des principaux points de contentieux dans le rapport final sur le *Cheonan*]. *Yonhap News* [en ligne]. 13 septembre 2010. [Consulté le 7 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20100913145300043> ; KIM, Hwang Su et CARESTA, Mauro, 2014. What Really Caused the ROKS Cheonan Warship Sinking? *Advances in Acoustics and Vibration*. 20 novembre 2014. Vol. 2014. ; Russia's Cheonan investigation suspects that the sinking Cheonan ship was caused by a mine in water, 2010. *Hankyoreh* [en ligne]. [Consulté le 7 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://english.hani.co.kr/arti/english\\_edition/e\\_northkorea/432232.html](https://english.hani.co.kr/arti/english_edition/e_northkorea/432232.html)

<sup>84</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *The Two Koreas: A Contemporary History*. New York, NY : Basic Books, p. 452.

<sup>85</sup> KCNA, 2010a. 국방위원회 성명 군사연습에 《핵억제력에 기초한 보복성전》 [kukpang'wiwŏnhoe sŏngmyŏng kunsayŏnsŭbe haegŏkcheryŏge kich'ohan poboksŏngjŏn / Déclaration de la Commission de défense nationale : « une guerre sainte basée sur une force de dissuasion nucléaire en représailles » face aux exercices militaires]. *KCNA* [en ligne]. 24 juillet 2010. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2010/07/07-24/2010-0724-004.html>

représailles mais en employant l'arme nucléaire, cette fois. Ainsi, ce bombardement attira certes l'attention des grandes puissances de la région<sup>86</sup> mais il n'avait pas vocation à provoquer leur intervention. Le premier destinataire de ce message belliqueux était Washington.

L'administration Obama avait en effet opté pour la politique de « patience stratégique » à l'égard de Pyongyang, ce qui signifiait qu'aucune concession politique, diplomatique ou économique ne serait accordée au régime nord-coréen tant que celui-ci n'apportait pas des preuves suffisantes de sa bonne volonté au sujet de la dénucléarisation de la péninsule coréenne et acceptait de reprendre les négociations sans préconditions. Plus tard, cette politique fut vivement critiquée notamment car elle reposait sur l'hypothèse d'un effondrement imminent du régime qui a laissé à Pyongyang le champ libre pour accélérer le développement de son programme nucléaire et balistique<sup>87</sup>. Après avoir orchestré les révélations concernant son nouveau programme d'enrichissement de l'uranium lors de la visite de Lewis, Hecker et Carlin, le régime nord-coréen décida donc d'augmenter radicalement les enjeux en menaçant de déclencher une « guerre totale » (전면전쟁, chŏnmyŏnjŏnjaeng) sur la péninsule coréenne en infligeant des « un châtiment sans pitié » (무자비한 징벌, mujabihan chingböl) à ses adversaires<sup>88</sup>. Dans un contexte de préparation à l'introduction d'un nouveau successeur, Kim Jong Un, jusque-là inconnu du grand public, et de promotion de son programme nucléaire, on peut se demander pourquoi le régime nord-coréen prit la décision d'entreprendre des actions aussi risquées au lieu de rechercher la stabilité. En effet, la Corée du Sud aurait pu décider d'exercer des représailles au moyen d'armes conventionnelles et le scénario d'une escalade nucléaire ne pouvait pas être écarté. La réponse, que nous détaillerons plus longuement au cours du chapitre 8, réside dans le fait que les provocations du régime nord-coréen peuvent viser deux objectifs alternatifs : créer une diversion destinée à cacher aux yeux des observateurs une période de crise au niveau domestique ou bien, renforcer le pouvoir du dirigeant et de son noyau proche juste

---

<sup>86</sup> SNYDER, Scott et BYUN, See-won, 2011. Cheonan and Yeonpyeong : The Northeast Asian Response to North Korea's Provocations. *The RUSI Journal*. mai 2011. Vol. 156, n° 2, pp. 75-81.

<sup>87</sup> CHOI, Jong Kun, 2015. The Perils of Strategic Patience with North Korea. *The Washington Quarterly*. 2 octobre 2015. Vol. 38, n° 4, pp. 57-72.

<sup>88</sup> KCNA, 2010b. 평화옹호위 미제와 남조선의 전쟁모의는 선전포고와 같다 [p'yŏnghwaonghowi mijewa namjosŏnŭi chŏnjaengmoŭinŭn sŏnjŏnp'ogowa katta / Comité national pour la défense de la paix : les complots de guerre des impérialistes américains et de la Corée du Nord ressemblent à une déclaration de guerre]. *KCNA* [en ligne]. 11 décembre 2010. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2010/12/12-11/2010-1211-012.html>

après une période de crise au niveau domestique. Sachant que le pays traversait une crise économique due à la dévaluation du won et qu'une période de transition entre Kim Jong Il et Kim Jong Un était en cours de préparation à ce moment, on peut en conclure que le bombardement de Yeonpyeong trouve son explication première dans des facteurs intérieurs<sup>89</sup>.

La Corée du Nord eut à nouveau recours à la stratégie 1(b) quelques mois plus tard en adoptant une attitude plus coopérative en mars 2011, lorsqu'elle annonça qu'elle « n'[était] pas opposée » à la négociation d'un moratoire sur les essais nucléaires et les lancements de missiles balistiques, ainsi qu'à un retour dans le cadre des Pourparlers à six, suite à une rencontre entre des diplomates nord-coréens et le ministre des Affaires étrangères russe, Alexei Borodavkin<sup>90</sup>. À présent en position de force suite aux événements de l'année passée, la Corée du Nord entendait dicter le rythme des négociations. Ce fut le signal que Washington attendait et en avril, l'ancien président Jimmy Carter joua à nouveau le rôle de médiateur en se rendant à Pyongyang avec trois autres anciens chefs d'État afin d'encourager le régime nord-coréen à reprendre le dialogue<sup>91</sup>. Ainsi, les négociations bilatérales entre les États-Unis et la RPDC débutèrent en juillet et se poursuivirent jusqu'en octobre. Mais le décès de Kim Jong Il, le 17 décembre 2011, interrompit le processus.

La nouvelle de son décès fut officiellement annoncée deux jours plus tard, en même temps que le nom de son successeur, Kim Jong Un, par plusieurs communiqués de la KCNA<sup>92</sup>. Les négociations reprirent leur cours et un accord nommé *Leap Day Agreement* fut

---

<sup>89</sup> LANKOV, Andrei, 2010. The Yeonpyeong Island Incident: Why It Happened, Why Nothing Can Be Done, and What to Expect: Some Thoughts. *North Korean Economy Watch*. 8 décembre 2010. ; LENOX, Joseph, 2015. *Explaining the 2010 North Korean Shelling of Yeonpyeong Island* [en ligne]. Thèse. Seoul : Seoul University Graduate School. [Consulté le 24 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://s-space.snu.ac.kr/handle/10371/134100>

<sup>90</sup> KCNA, 2011a. 조선외무성 6 자회담에서 우라늄농축문제론의 반대하지 않다 [Chosŏnoemusŏng ryukchahoedamesŏ uraniumnongch'ungmunjeronŭi pandaehaji anhta / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : aucune opposition à la question de l'enrichissement de l'uranium dans le cadre des Pourparlers à six]. *KCNA* [en ligne]. 15 mars 2011. [Consulté le 12 février 2011]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2011/03/03-15/2011-0315-018.html>

<sup>91</sup> LAURENCE, Jeremy, 2011. Carter arrives in North Korea on peace-building mission. *Reuters* [en ligne]. 26 avril 2011. [Consulté le 18 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/uk-korea-north-idUKTRE73P0O420110426>

<sup>92</sup> KCNA, 2011b. 김정은동지의 령도따라 최후승리를 이룩할 열의에 넘쳐있는 인민들 [Kim Jŏng'undongjiŭi ryŏngdottara ch'ohesŭngnirŭl irukhal yŏrŭie nŏmch'yŏitnŭn inmindŭl / Le peuple déborde d'enthousiasme pour remporter la victoire finale sous la direction du camarade Kim Jong-un]. *KCNA* [en ligne]. 19 novembre 2011. [Consulté le 12 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2011/12/12-19/2011-1219-038.html> ; KCNA, 2011b. 우리에게는 존경하는 김정은동지께서 계신다 [uriegenŭn chongyŏnghannŭn Kim

finalement trouvé entre les États-Unis et la Corée du Nord, le 29 février 2012. D'après le communiqué du ministère des Affaires étrangères nord-coréen, les États-Unis avaient promis de livrer 240,000 tonnes d'aide alimentaire tandis que la Corée du Nord s'était engagée à respecter un moratoire sur les essais nucléaires, les tirs de lancement de missiles à longue portée ainsi que ses activités d'enrichissement d'uranium, lesquelles seraient soumises à la surveillance d'inspecteurs de l'AIEA<sup>93</sup>. Mais, contre toute attente, le Comité pour la Technologie Spatiale nord-coréen annonça deux semaines plus tard son intention de lancer le satellite Kwangmyongsong-3 entre le 12 et le 16 avril au moyen d'une fusée de type Unha-3 pour marquer l'anniversaire des 100 ans de la naissance du Président Kim Il Sung<sup>94</sup>. La Corée du Nord justifia cette décision par le fait que le moratoire prévu par le *Leap Day Agreement* concernait uniquement les tests de lancement de missiles balistique à longue portée et non la mise en orbite de satellites à l'aide de lanceurs contenant des missiles balistiques<sup>95</sup>. Le lancement du satellite se solda par un échec mais le régime nord-coréen procéda à un second lancement, le 12 décembre 2012. La mise en orbite du satellite Kwangmyongsong 3-2 fut un succès et cet évènement marqua une étape importante dans le développement du programme spatial nord-coréen. Le Conseil de sécurité de l'ONU vota la résolution 2087 condamnant le lancement du satellite et élargissant le régime des sanctions contre la Corée du Nord. En réaction, le ministère des Affaires étrangères nord-coréen publia un communiqué qui offrit à la communauté internationale un aperçu de la ligne stratégique que Pyongyang souhaitait poursuivre à l'avenir :

---

Jǒng'undongjikkesǒ kyesinda / Le respecté camarade Kim Jong Un est avec nous]. *KCNA* [en ligne]. 19 novembre 2011. [Consulté le 12 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2011/12/12-19/2011-1219-039.html>

<sup>93</sup> KCNA, 2012a. 조선외무성 조미회담에 대한 합의사항 언급 [Chosǒnoemusǒng chomihodame taehan habüisahang öngüp / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : accord sur une réunion entre la Corée du Nord et les États-Unis]. *KCNA* [en ligne]. 29 février 2012. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2012/02/02-29/2012-0229-039.html>

<sup>94</sup> KCNA, 2012b. 조선우주공간기술위 4 월에 《광명성-3》호 발사 [chosǒnujugonggangisurwi sawǒre kwangmyöngsǒng-samho palsa / Le Comité coréen de la technologie spatiale annonce le lancement du Kwangmyongsong-3 en avril prochain]. *KCNA* [en ligne]. 16 mars 2012. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2012/03/03-16/2012-0316-007.html>

<sup>95</sup> KCNA, 2012c. 조선외무성 미국의 평화적위성발사에 대한 이중기준 적용 비난 [chosǒnoemusǒng migugüi p'yönghwajögwisöngbalsae taehan ijunggijun chögyong pinan / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : Critique de l'application de doubles standards par les États-Unis à propos du lancement pacifique d'un satellite]. *KCNA* [en ligne]. 27 mars 2012. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2012/03/03-27/2012-0327-020.html>

The DPRK will continue to exercise its independent and legitimate right to launch satellites for peaceful purposes while abiding by universally recognized international law on the use of space for peaceful purposes. [...]

The DPRK drew a final conclusion that denuclearization of the Korean Peninsula is impossible unless the denuclearization of the world is realized as it has become clear now that the U.S. policy hostile to the DPRK remains unchanged.

The September 19 joint statement adopted at the six-party talks on the principle of respect for sovereignty and equality has now become defunct and the prospect for denuclearization of the Korean Peninsula has become gloomier, due to the U.S. hostile policy to the DPRK that has become evermore pronounced.

There can be talks for peace and stability of the Korean Peninsula and the region in the future, but no talks for the denuclearization of the peninsula. [...]

The DPRK will take steps for physical counteraction to bolster the military capabilities for self defence including the nuclear deterrence both qualitatively and quantitatively to cope with the evermore undisguised moves of the U.S. to apply sanctions and pressure against the DPRK.<sup>96</sup>

Mettant définitivement fin aux progrès accomplis dans le cadre des Pourparlers à six, la Corée du Nord refusa de traiter de la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Elle afficha aussi sa résolution à développer davantage son programme nucléaire et balistique à la fois « quantitativement », c'est-à-dire accroître la production de matière fissile, d'armes nucléaires et de missiles balistiques, mais également « qualitativement », c'est-à-dire améliorer ses vecteurs nucléaires ainsi que les technologies avancées telles que la miniaturisation des bombes nucléaires ou la capacité de rentrée de ses missiles balistiques. La double stratégie de la Corée du Nord avait porté ses fruits et avec Kim Jong Un, nouveau dirigeant jeune et ambitieux, la possibilité de la faire évoluer devint plus concrète.

---

<sup>96</sup> KCNA, 2013b. DPRK Refutes UNSC's « Resolution » Pulling Up DPRK over Its Satellite Launch. *KCNA Watch* [en ligne]. 23 janvier 2013. [Consulté le 25 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895796-862386454/dprk-refutes-unscs-resolution-pulling-up-dprk-over-its-satellite-launch/>. [Souligné par l'auteur]

#### 4.3.4. *L'émergence d'une doctrine de dissuasion nucléaire prévoyant l'emploi en premier (2013-2022)*

L'arrivée au pouvoir de Kim Jong Un en 2011, fut l'occasion d'une redéfinition de la ligne stratégique de la Corée du Nord et se caractérisa par des progrès importants dans le développement de son programme nucléaire et balistique. Conscient que les négociations internationales ne pourraient fournir les résultats attendus et s'étendraient sur plusieurs années, le nouveau dirigeant entreprit une accélération du développement des technologies liées au nucléaire, aux missiles balistiques et aux engins spatiaux. Le premier essai nucléaire sous Kim Jong Un eut lieu le 12 février 2013. Le même jour, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères nord-coréen publia un communiqué afin d'expliquer les raisons ayant motivé cet essai :

By origin, the DPRK had neither need nor plan to conduct a nuclear test.

The DPRK's nuclear deterrence has already acquired the trustworthy capability strong enough to make a precision strike at bases for aggression and blow them up at a single blow no matter where they are on the earth. [...]

The DPRK's patience reached its limit as the U.S. intensified such hostile act as implementing before anyone else the UNSC's "resolution on sanctions" [...].

The main objective of the current nuclear test is to express the surging resentment of the army and people of the DPRK at the U.S. brigandish hostile act and demonstrate the will and capability of Songun Korea to defend the sovereignty of the country to the last.<sup>97</sup>

On remarque que la Corée du Nord affirme qu'elle a été poussée par les États-Unis à conduire un essai nucléaire alors qu'elle n'en avait pas l'intention. On peut mettre en doute cette affirmation car un essai nucléaire nécessite une importante préparation logistique et stratégique. Néanmoins, l'essai nucléaire est intervenu quelques semaines après l'annonce du gouvernement américain relative à l'application de sanctions économiques unilatérales contre des individus et des entreprises soupçonnés de financer le programme nucléaire et

---

<sup>97</sup> KCNA, 2013c. Spokesman for DPRK Foreign Ministry Urges U.S. to Choose between Two Options. 12 février 2013. *KCNA Watch* [en ligne]. [Consulté le 13 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451900654-611521710/spokesman-for-dprk-foreign-ministry-urges-u-s-to-choose-between-two-options/> [Souligné par l'auteur].

ballistique nord-coréen<sup>98</sup>. Ces sanctions faisaient suite à la résolution votée par le Conseil de sécurité de l'ONU en raison du lancement du satellite Kwangmyongsong 3-2, en décembre 2012. On observe que la Corée du Nord ne blâme pas l'ONU mais bien les États-Unis. Elle choisit donc de se poser comme victime de l'attitude hostile des États-Unis face à laquelle elle se devait de procéder à un essai nucléaire, conformément à l'esprit de la politique *songun*. Cette argumentation s'inscrivait dans une stratégie plus large que l'on pourrait qualifier d'intronisation de Kim Jong Un sur le plan international.

En effet, dans l'optique d'affirmer son leadership à la tête du pays malgré son manque d'expérience, en particulier dans le domaine militaire, le nouveau dirigeant adopta une posture martiale. On retrouve une stratégie déjà employée par son père, Kim Jong Il, lui aussi militairement inexpérimenté. Né en 1984, près de trois décennies après la fin de la Guerre de Corée, et ayant effectué son éducation en Suisse, il était crucial pour Kim Jong Un de démontrer sa capacité à diriger le pays et à assurer la pérennité de la lignée du mont Paektu. Or, si Kim Jong Un n'avait pas connu la guerre, il était possible pour lui de créer les conditions d'une guerre afin d'en ressortir victorieux et par conséquent, perpétuer l'image forgée par la propagande nord-coréenne à propos de son grand-père, Kim Il Sung, comme guerrier invaincu. Nous avons identifié cinq étapes qui illustrent le basculement effectué par le régime nord-coréen vers la stratégie 4, tout en conservant la stratégie 1(b) :

- i. 5 mars 2013** : annonce de l'annulation de l'armistice de 1953 ;
- ii. 30 mars 2013** : déclaration de guerre à la Corée du Sud et aux États-Unis ;
- iii. 1er avril 2013** : promulgation de la Loi sur la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense qui prévoit officiellement l'emploi en premier de l'arme nucléaire ;
- iv. Avril-mai 2013** : montée des tensions pour justifier l'état de guerre et l'adoption d'une nouvelle stratégie nucléaire (fermeture de la zone industrielle frontalière de Kaesong, menace de redémarrage des

---

<sup>98</sup> KIM, Jack, 2013. North Korea threatens war with South over U.N. sanctions. *Reuters* [en ligne]. 25 janvier 2013. [Consulté le 19 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-korea-north-idUSBRE90O0AJ20130125>

installations nucléaires de Yongbyon, évacuation du personnel diplomatique en Corée du Nord, tirs de missiles balistiques, etc.) ;

- v. **6 juin 2013** : Apaisement et proposition de reprise du dialogue, y compris des Pourparlers à six.

Cette chronologie s'inscrit dans la lignée des tensions survenues suite au lancement du satellite Kwangmyongsong 3-2. Ce contexte constituait une opportunité de déclencher la première étape, le 5 mars 2013, lorsque le Commandement suprême de l'Armée populaire nord-coréenne annonça soudainement :

The KPA Supreme Command will make the Korean Armistice Agreement totally nullified.

The war maneuvers being staged by the U.S. imperialists and the south Korean puppet forces are a vivid expression of their systematic violation of the AA.

Accordingly, the Supreme Command of the KPA will completely declare invalid the AA, which has existed for form's sake from March 11, the day when the war maneuvers will enter into a full-dress stage. [...]

The DPRK will make a strike of justice at any target anytime as it pleases without limit, not bound to the AA, and achieve the great cause of the country's reunification, the cherished desire of the nation.<sup>99</sup>

Symboliquement, l'année 2013 marquait les 60 ans de la signature de l'armistice entre la Corée du Nord et les États-Unis. À titre indicatif, nous rappelons ici que la Corée du Sud n'a pas signé cet armistice. Le gouvernement nord-coréen prévint la communauté internationale qu'elle se préparait à mener une frappe préemptive (핵선제타격, haeksŏnjet'agyŏk) ce qui signifie qu'une frappe pourrait être ordonnée dans le cas d'une menace perçue comme imminente<sup>100</sup>. Ce type de stratégie est à différencier de la frappe

---

<sup>99</sup> KCNA, 2013d. Spokesman for Supreme Command of KPA Clarifies Important Measures to Be Taken by It. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 mars 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895555-935842349/spokesman-for-supreme-command-of-kpa-clarifies-important-measures-to-be-taken-by-it/>

<sup>100</sup> KCNA, 2013e. 조선외무성 핵선제타격권리 행사하게 될것이다 [Chosŏnoemusŏng haeksŏnjet'agyŏkkwŏlli haengsahage toelkŏsida / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : nous allons exercer notre droit à une frappe préemptive]. *KCNA* [en ligne]. 7 mars 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/03/03-07/2013-0307-025.html>



préventive (핵예방타격, haegyebangt'agyö̅k), qui vise à anticiper et annihiler une potentielle menace avant même qu'elle ne soit effective<sup>101</sup>. La Corée du Nord, en pleine crise, faisait évoluer sa stratégie nucléaire par le biais de ses déclarations officielles. Le recours à la stratégie (4) de déclenchement d'une guerre nucléaire eut l'effet désiré : le risque était assez élevé pour que la communauté internationale considère ce scénario comme envisageable.

La crise diplomatique atteignit son apogée le 30 mars 2013, lorsque la Corée du Nord déclara :

From this moment, the north-south relations will be put at the state of war and all the issues arousing between the north and the south will be dealt with according to the wartime regulations.

The state of neither peace nor war has ended on the Korean Peninsula. [...]

This war will not be a three day-war but it will be a blitz war through which the KPA will occupy all areas of south Korea including Jeju Island at one strike, not giving the U.S. and the puppet warmongers time to come to their senses, and a three-dimensional war to be fought in the air, land and seas and on the front line and in the rear.<sup>102</sup>

Cette déclaration de guerre constituait la seconde étape de la stratégie nord-coréenne. Dans les communiqués successifs, le régime nord-coréen détailla ses premières cibles : en premier lieu, les bases militaires américaines dans la région Asie-Pacifique, en citant explicitement Hawaï et Guam, ainsi que celles situées sur le territoire américain ; et en second lieu, les bases militaires américaines en Corée du Sud ainsi que les institutions sud-coréennes telles que la Maison Bleue et les installations militaires sud-coréennes. Comme nous l'analyserons dans le cadre du chapitre 5, cette crise est représentative du pouvoir du discours dans les relations internationales et des stratégies discursives employées par la Corée du Nord depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Un. L'objectif principalement recherché était l'obtention de la reconnaissance du statut d'État doté *de facto* de l'arme nucléaire pour la RPDC.

---

<sup>101</sup> JANG, Gwang-il, 2016. 선제타격과 예방타격 [sönjet'agyö̅kkwa yebangt'agyö̅k / Frappe préemptive et frappe préventive]. *Hankook Ilbo* [en ligne]. 19 octobre 2016. [Consulté le 8 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hankookilbo.com/News/Read/201610191539260417?t=20220324150827>

<sup>102</sup> KCNA, 2013f. North-South Relations Have Been Put at State of War: Special Statement of DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 30 mars 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895968-222257477/north-south-relations-have-been-put-at-state-of-war-special-statement-of-dprk/> [Souligné par l'auteur]

Officiellement en guerre, la RPDC saisit alors l'opportunité d'institutionnaliser son statut d'État doté : le même jour, lors d'une réunion du Comité central du Parti du Travail, la ligne *byungjin* prévoyant le développement parallèle de l'économie ainsi que du programme nucléaire et balistique nord-coréen fut adoptée. Puis, le lendemain, la troisième étape fut mise en œuvre avec l'adoption de la Loi sur la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense par l'Assemblée suprême populaire, le 1<sup>er</sup> avril<sup>103</sup>. Il s'agit de l'unique document officiel publié par la Corée du Nord au sujet de sa doctrine de dissuasion nucléaire. La loi dispose notamment que les armes nucléaires sont des moyens de défense (방위수단, pang'wisudan), que des représailles pourraient être envisagées mais la Corée du Nord s'engage à ne pas employer d'armes nucléaires contre des États non dotés. Le pays se rapproche donc, au moins rhétoriquement, de son objectif stratégique consistant à être reconnu officiellement comme un État doté.

Les déclarations qui suivirent confirmèrent l'emploi de frappes préemptives même si ces dernières n'étaient pas mentionnées dans la loi<sup>104</sup>. Mais comme le soulignent, Allard *et al.*, la Corée du Nord n'a à ce jour pas encore distingué l'emploi des forces conventionnelles de celles des forces nucléaires dans un contexte de guerre<sup>105</sup>. Par la suite, le 14 avril, le ministère de l'Énergie atomique fut créé par décret avec pour missions « la modernisation de l'industrie de l'énergie atomique [...] et l'accroissement de la quantité et de la qualité des matières nucléaires »<sup>106</sup>. Le ministère devait reprendre les fonctions du Département général de l'énergie atomique. La Corée du Nord annonça également, le 2 avril, qu'elle avait pris la décision de redémarrer toutes ses installations nucléaires, y compris l'usine d'enrichissement d'uranium sur le site Yongbyon et le réacteur gaz-graphite de 5 mégawatts<sup>107</sup>, mettant ainsi fin à tous les progrès accomplis au cours des dernières décennies

---

<sup>103</sup> KCNA, 2013a. *Op. cit.*

<sup>104</sup> KCNA, 2013g. Second Korean War Is Unavoidable: DPRK FM Spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 7 mars 2013. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895695-237189903/second-korean-war-is-unavoidable-dprk-fm-spokesman/>

<sup>105</sup> ALLARD, Léonie, DUCHÂTEL, Mathieu et GODEMENT, François, 2017. *Pre-empting defeat: In search of North Korea's nuclear doctrine*. European Council on Foreign Relations.

<sup>106</sup> KCNA, 2013h. 조선에서 원자력공업성을 내오기로 결정 [chosŏnesŏ wŏnjaryŏkkong'ŏpsŏng'ŭl naeogiro kyŏlchŏng / Création d'un ministère de l'Énergie atomique]. *KCNA* [en ligne]. 12 avril 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/04/04-12/2013-0412-026.html>

<sup>107</sup> KCNA, 2013i. 조선원자력총국 현존 핵시설들의 용도 조절변경 언급 [chosŏnwŏnjaryŏkch'ongguk hyŏnjon haeksisŏltŭrŭi yongdo chojŏlpyŏngyŏng ŏngŭp / Modifications de l'emploi des installations nucléaires existantes

dans le cadre des accords bilatéraux ainsi que des Pourparlers à six. Cette quatrième étape consistait à augmenter les tensions dans le but d'obtenir des concessions diplomatiques et économiques à la hauteur des menaces que représentaient ces dernières décisions concernant son programme nucléaire. La Corée du Nord se réservait ainsi le droit de déterminer à quel moment elle reviendrait à la stratégie (1b), ce qu'elle ferait avec une position de force nouvellement acquise et l'assurance que devant de telles menaces, la réponse de la communauté internationale à une ouverture nord-coréenne serait positive.

C'est ainsi qu'en juin, elle proposa à la Corée du Sud de reprendre le dialogue au sujet de la zone industrielle de Kaesong, qu'elle avait unilatéralement fermée en avril. La dernière étape de la crise eut lieu en juillet 2014, avec le rétablissement de la ligne téléphonique entre Pyongyang et Séoul ainsi que la réouverture du complexe industriel de Kaesong. Malgré tout, la Commission de défense nationale qui était, à l'époque, l'organe le plus élevé du régime nord-coréen tint à rappeler que :

The U.S. should properly understand that Pyongyang's nuclear deterrence is neither a means for bargaining nor a plaything to be used by it keen on dialogue and blinded by the improvement of relations.<sup>108</sup>

Le défi d'équilibriste de Pyongyang était d'employer son programme nucléaire et balistique comme moyen de pression en maintenant une marge de manœuvre grâce à des tactiques coopératives – comme par exemple, un moratoire sur le tir de missiles balistiques d'une certaine catégorie – tout en poursuivant le développement son arsenal nucléaire. La dissuasion nucléaire nord-coréenne n'était peut-être plus un « *bargaining chip* » mais elle était certainement un appât capable d'attirer l'attention de la communauté internationale afin de soutirer des concessions le plus souvent diplomatiques à ses principaux rivaux sud-coréen et américain.

---

par l'Administration générale de l'énergie atomique de la RPDC]. *KCNA* [en ligne]. 2 avril 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/04/04-02/2013-0402-020.html>

<sup>108</sup> KCNA, 2014. NDC of DPRK Clarifies Stand on U.S. Hostile Policy towards It. *KCNA Watch* [en ligne]. 14 mars 2014. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546474241-77576775/ndc-of-dprk-clarifies-stand-on-u-s-hostile-policy-towards-it/>

La double stratégie du régime nord-coréen s'avéra efficace : le programme nucléaire et balistique nord-coréen connut un développement exponentiel dans les années qui suivirent sans que la communauté internationale ne réussisse à mener des résultats concrets dans le cadre des négociations sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Le 6 janvier 2016, la Corée du Nord annonça avoir testé pour la première fois une bombe à hydrogène. Et à nouveau pour la première fois depuis les débuts du programme nucléaire nord-coréen, le pays procéda à un second essai nucléaire dans la même année, le 9 septembre 2016. Il est intéressant de noter que l'Armée populaire de Corée dévoila un plan de frappe nucléaire en affirmant que toutes les forces stratégiques et tactiques de l'Armée Populaire de Corée étaient mobilisées dans le cadre d'une frappe préemptive<sup>109</sup>. La stratégie de déclenchement d'une guerre nucléaire par frappe préemptive n'était donc pas à envisager dans un futur proche, mais d'après le discours nord-coréen, elle était déjà effective. Par la suite, dès le début de l'année 2017, par le biais du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, la Corée du Nord prévint la communauté internationale que ce qui n'était une déclaration en 2013, était devenu un fait :

Despite the unheard-of harsh sanctions and pressure, the DPRK developed H-bomb and had access to standardized nuclear warheads by bolstering up its nuclear weapons on a high level at an unimaginably high speed on the strength of self-development. The ICBM will be launched anytime and anywhere determined by the supreme headquarters of the DPRK.<sup>110</sup>

La Corée du Nord annonça ainsi qu'elle possédait la capacité de frapper le territoire américain grâce à des missiles intercontinentaux performants pouvant transporter des ogives nucléaires. L'essai nucléaire du 3 septembre 2017, le plus puissant réalisé à ce jour, acheva de sceller la stratégie de la Corée du Nord. Puis, après la réussite du tir de lancement du missile balistique intercontinental Hwasong-15, le 29 novembre 2017, le Représentant de la

---

<sup>109</sup> KCNA, 2016. 조선인민군 최고사령부 《참수작전》 제압작전수행 진입할것 천명 [chosŏninmingun ch'oegosaryŏngbu ch'amsujakchŏn cheapchakchŏnsuhaeng chiniphalkŏt ch'ŏnmyŏng / Commandement suprême de l'Armée populaire de Corée déclare l'ouverture des représailles avec « l'opération décapitation »]. *KCNA* [en ligne]. 23 février 2016. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/02/02-23/2016-0223-027.html>

<sup>110</sup> KCNA, 2017b. DPRK's ICBM Development Is to Cope with U.S. Nuclear War Threat: FM Spokesman. 8 janvier 2017. *KCNA Watch* [en ligne]. [Consulté le 27 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/268944/dprks-icbm-development-is-to-cope-with-u-s-nuclear-war-threat-fm-spokesman/>. [Sougliné par l'auteur]

RPDC auprès des Nations unies sembla annoncer la fin de la stratégie 1(b) consistant à utiliser du programme nucléaire et balistique comme levier de négociation :

La possession d'armes nucléaires et de missiles balistiques intercontinentaux par la République populaire démocratique de Corée est une mesure de légitime de défense en réponse à la menace nucléaire nette et précise imposée par les États-Unis. Pour le peuple coréen, qui a subi les conséquences désastreuses d'une guerre menée sur son propre territoire par les États-Unis, une force de dissuasion militaire puissante pour assurer la défense de son État est une option stratégique inévitable et un atout stratégique précieux qui ne saurait être annulé ou marchandé.<sup>111</sup>

Il ne faut pourtant pas interpréter cette déclaration comme un abandon de la stratégie 1(b). Il s'agissait toujours d'utiliser non pas le programme nucléaire et balistique dans son ensemble, mais certaines activités seulement, comme levier de négociation. Cela fait référence par exemple aux tirs de missiles intercontinentaux ou à l'enrichissement de l'uranium.

L'objectif de la déclaration ci-dessus était de réaffirmer la position de force de la Corée du Nord après la réussite du tir de lancement du missile balistique intercontinental Hwasong-15. Le régime nord-coréen lançait un signal à la communauté internationale en posant les conditions de sa reprise d'un dialogue. Début 2018, Kim Jong Un lança des signaux indiquant sa volonté de coopérer lors des Jeux Olympiques d'hiver organisés à Pyeongchang en Corée du Sud. La stratégie (1b) porta ses fruits dans la mesure où, lors des sommets intercoréens qui suivirent ainsi que les sommets bilatéraux avec les États-Unis, à Singapour et à Hanoï, Kim Jong Un traita sur un même pied d'égalité avec ses interlocuteurs Moon Jae-in et Donald Trump. Il réussit également à attirer l'attention de Pékin et les deux pays renouvelèrent, en 2021, le Traité sino-coréen d'amitié, d'assistance et de coopération mutuelle. S'il est possible de parler d'échec du côté sud-coréen et américain<sup>112</sup>, en revanche, du côté nord-coréen, ses efforts diplomatiques furent un succès

---

<sup>111</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017. A/C.1/72/PV.14 : *Procès-verbal de la 14e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-douzième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations unies.

<sup>112</sup> JEON, Sung-hoon, 2019. 비핵화외교의 실패와 한국의 전략적 대응 [pilhaekhwaogyoŭi silp'aewa hangugŭi chŏllyakchŏk taeŭng / Échec de la diplomatie sur la dénucléarisation et réponse stratégique de la Corée du Sud]. 전략연구[chŏllyagyŏngu / Recherche stratégique]. juillet 2019. Vol. 26, n° 2, pp. 205-232. ; KIM, Dong-soo, 2021. 북한 비핵화 협상의 실패: 구성주의적 시각을 중심으로 [pukhan pihakhwa hyŏpsang'ŭi silp'ae kusŏngjuŭjŏk sigagŭl

sur le plan symbolique et stratégique. Du point de vue nord-coréen, comme exposé lors de la troisième réunion plénière du Comité central du Parti, après avoir élevé son pays au rang de puissance nucléaire, Kim Jong Un avait réussi à créer « un climat de détente et de paix » dans la région et à induire « des changements spectaculaires dans le système politique international »<sup>113</sup>.

La culture stratégique de la Corée du Nord est à l'image des fondations sur lesquelles elle s'est construite, c'est-à-dire l'idéologie du *Juche*. Élaborée en réaction au traumatisme de la colonisation japonaise et aussi flexible que versatile, l'idéologie du *Juche* se renouvelle au fur et à mesure des évolutions économiques, politiques et stratégiques que connaît le pays, tout comme sa stratégie nucléaire qui tire profit des opportunités diplomatiques et militaires qui se présentent. L'idéologie du *Juche* sert dans certains cas à justifier les décisions prises par le régime au sujet du développement de son programme nucléaire et balistique. Dans d'autres cas, elle devient la fin poursuivie par le développement du programme nucléaire et balistique du régime nord-coréen pour conformer la réalité politique de la RPDC aux idéaux prônés par l'idéologie du *Juche* – idéaux auxquels la classe dirigeante est sincèrement attachée car ils garantissent le maintien du pouvoir entre les mains d'un seul leader et de l'élite qui l'entoure. En ce sens nous pouvons affirmer avec Aron que l'idéologie n'est ni la fin unique ni le moyen exclusif ; elle est parfois utilisée comme moyen pour atteindre une fin et à d'autres moments, la société est modelée de force sur l'idéologie<sup>114</sup>.

En découle ainsi une dynamique dialectique où toute réalité est soumise à l'idéologie et où l'idéologie devient réalité. Ainsi la vision du monde selon le *Juche* justifie le développement d'une arme nucléaire qui provoque une réaction des puissances extérieures justifiant à son tour la nécessité de poursuivre et d'accélérer la quête à la bombe nucléaire. Dans la culture stratégique nord-coréenne, la garantie de la souveraineté nationale occupe une place centrale et cette garantie est assurée par le *Suryŏng* qui est à la fois au sommet et

---

chungsimŭro / L'échec des négociations sur la dénucléarisation de la Corée du Nord dans une perspective constructiviste]. 한국동북아논총 / *Journal of Northeast Asian Studies*. décembre 2021. Vol. 26, n° 4, pp. 147-163.

<sup>113</sup> KCNA, 2018. 조선로동당 중앙위 제7기 제3차전원회의 – 김정은위원장 지도 [chosŏllodongdang chung'ang'wi chech'ilki chesamch'ajŏnwŏnhoeŭi kimjŏng'ŭnwiwŏnjang chido / 3e réunion plénière du 7e Comité central du Parti du Travail de Corée sous l'égide du président Kim Jong Un]. *KCNA* [en ligne]. 21 avril 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/04/04-21/2018-0421-001.html>

<sup>114</sup> ARON, 1987. *Ibid*, p. 272.

au cœur de l'organisation institutionnelle autour du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Il devient le garant de la cohérence du discours à ce sujet et en vertu de ce rôle, comme nous pourrions l'observer par la suite, il devient l'architecte façonnant la définition de la sécurité nationale.

# 5. Analyse qualitative des discours du régime nord-coréen par l'analyse critique du discours (*Critical Discourse Analysis*)

« L'exactitude des mots relevait une importance talmudique pour tous ceux qui vivaient sur la péninsule coréenne »<sup>1</sup> déclara Robert Gallucci, négociateur en chef de la délégation américaine au cours des négociations entre les États-Unis et la Corée du Nord au sujet de l'*Agreed Framework* signé en 1994. Les propos de Robert Gallucci illustrent l'enjeu que représente le langage dans les négociations internationales relatives au développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

L'institutionnalisme discursif, comme nous l'avons exposé précédemment, considère que le langage est un lieu de lutte pour le pouvoir. Le régime nord-coréen, en vertu de l'idéologie du *Juche*, exerce un pouvoir politique doublé d'un contrôle social sur sa population au moyen de stratégies discursives proches du langage totalitaire. Sur le terrain de l'idéologie Fairclough précise que la lutte se manifeste aussi bien *dans* le langage que *sur* le langage<sup>2</sup>. S'inspirant des travaux de la théorie critique, Fairclough fut à l'initiative de l'élaboration de la *Critical Discourse Analysis*, discipline dont l'objectif consiste à mettre en lumière les relations de pouvoir qui s'exercent dans le discours entre les différents interlocuteurs mais également les stratégies employées par ces derniers afin d'exploiter et de manipuler le discours. L'analyse critique du discours se distingue par la prise en compte du contexte social, politique, historique et idéologique dans lequel le discours se forme et se

---

<sup>1</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *The Two Koreas: A Contemporary History*. Kindle Edition. New York, NY : Basic Books, p. 279.

<sup>2</sup> FAIRCLOUGH, Norman, 1989. *Language and Power*. London : Longman, p. 88.



transforme. Nous avons choisi d'appliquer cette méthode d'analyse critique à un corpus de textes composé de déclarations officielles d'institutions nord-coréennes tirées des archives de la *Korean Central News Agency* (KCNA) ainsi que de prises de paroles des Représentants permanents de la RPDC auprès des Nations unies. L'analyse critique du discours considérant que le discours est une pratique sociale, nous observerons dans quelle mesure le discours de la Corée du Nord au sujet de l'arme nucléaire reflète non seulement sa défiance par rapport au régime international de non-prolifération, mais également sa tentative de restructuration de l'ordre mondial garanti par le TNP.

Après une introduction à la *Critical Discourse Analysis* et sa méthodologie (1), nous nous intéresserons à ce que le discours nord-coréen nous apprend de la place de l'arme nucléaire dans la culture stratégique du pays (2). Pour cela, nous analyserons les liens discursifs entre l'arme nucléaire et les concepts de paix, de guerre et de menaces dans leur contexte idéologique et politique. À partir de ces éléments, nous pourrions établir une méthode de lecture des déclarations du régime nord-coréen qui pourra servir de base pour de futurs travaux de recherche sur le discours de la Corée du Nord (3).

## 5.1. L'ANALYSE CRITIQUE DU DISCOURS APPLIQUÉE AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Ainsi que nous avons pu l'observer au cours du chapitre 3, nombreuses sont les théories d'analyse du discours et tout aussi nombreuses sont les définitions attribuées au concept de discours. La multiplicité de ces approches rend difficile le choix d'une théorie plutôt qu'une autre. Cependant, l'approche proposée par la *Critical Discourse Analysis* (CDA) se distingue par le fait qu'elle considère avant tout le discours comme « un instrument de pouvoir et de contrôle ainsi qu'un [...] instrument de construction sociale de la réalité »<sup>3</sup>. Cette définition rejoint en tous points notre démarche consistant à étudier le pouvoir du discours dans les relations internationales, c'est-à-dire l'influence et le contrôle que peuvent exercer les acteurs dans le cadre de l'ordre social établi par la communauté internationale. Avec Fairclough, Mulderrig et Wodak, nous considérons donc que le discours est « une

---

<sup>3</sup> VAN LEEUWEN, Theo, 1993. Genre and Field in Critical Discourse Analysis: A Synopsis. *Discourse & Society*. 1993. Vol. 4, n° 2, pp. 193-223.

forme de pratique sociale » né d'une « relation dialectique entre un événement discursif particulier et les situations, institutions et structures sociales qui l'encadrent »<sup>4</sup>. La dynamique est donc double : les situations, institutions et structures sociales façonnent le discours mais ce dernier les construit ou les déconstruit également en retour. Le discours peut contribuer à maintenir le *statu quo* ou bien le transformer en partie, voire entièrement.

Grâce à l'analyse critique du discours, nous serons donc en mesure de comprendre les relations de pouvoir et de contrôle qui sous-tendent le discours du régime nord-coréen au sujet de son programme nucléaire et balistique. Nous pourrions observer les stratégies et structures discursives créées et maintenues en place par la rhétorique relative à l'arme nucléaire.

### 5.1.1. Introduction à l'analyse critique du discours (Critical Discourse Analysis)

Ayant vu le jour dans les années 1980, l'analyse critique du discours – que l'on retrouvera ici sous l'abréviation CDA – tire ses origines de la *Critical Theory* de l'École de Francfort, en particulier Habermas, et également du matérialisme historique de la pensée marxiste<sup>5</sup>. Fairclough, chef de file de la CDA, cite également parmi ses influences Pierre Bourdieu, Michel Foucault, Ernesto Laclau, Michel Pêcheux et Chantal Mouffe, dans le domaine des sciences sociales et politiques, ainsi que Michael Halliday avec son approche linguistique systémique-fonctionnelle, et l'approche althussérienne du langage définissant le pouvoir comme un phénomène discursif<sup>6</sup>. La CDA établit donc un pont entre plusieurs disciplines avec pour ambition l'application pratique de ses travaux de recherche : « mettre en crise un système où les inégalités de pouvoir sont excessives en découvrant ses rouages et ses effets par l'analyse d'objets culturels puissants – les textes – et contribuer ainsi à la réalisation d'un ordre social plus équitable »<sup>7</sup>. Adopter l'approche de la CDA implique de

---

<sup>4</sup> FAIRCLOUGH, Norman, MULDERRIG, Jane et WODAK, Ruth, 2011. Critical Discourse Analysis. In : *Discourse Studies: A Multidisciplinary Introduction*. 2nd edition. London : Sage Publications Ltd. pp. 357-378.

<sup>5</sup> CHOULIARAKI, Lilie et FAIRCLOUGH, Norman, 1999. *Discourse in Late Modernity: Rethinking Critical Discourse Analysis*. Edinburgh University Press, pp. 74-75.

<sup>6</sup> FAIRCLOUGH, Norman, 2020. *Critical discourse analysis as 'dialectical reasoning': from normative critique towards action, by way of explanation* [en ligne]. [Mots. Les langages du politique]. 19 mars 2020. [Consulté le 25 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-mots-2020-1-page-113.htm>

<sup>7</sup> KRESS, Gunther, 1996. Representational resources and the production of subjectivity: Questions for the theoretical development of Critical Discourse Analysis in a multicultural society. In : CALDAS-COULTHARD,

poser un « regard critique »<sup>8</sup> sur le discours en l'inscrivant plus largement dans une structure sociale et politique. L'enjeu principal au cœur de cette structure est la lutte pour le pouvoir et le but de la CDA est d'en mesurer les effets, voire de les dénoncer pour les déconstruire.

À l'image de ses influences, la CDA couvre un large éventail de domaines et qui s'explique par la diversité des spécialités de ses principaux auteurs. Parmi eux, on retrouve Fairclough et ses travaux se concentrant sur les relations dialectiques entre le langage et les pratiques sociales<sup>9</sup>, Teun van Dijk et son approche socio-cognitive<sup>10</sup>, Gunther Kress et Theo van Leeuwen sur l'interconnexion entre langage et modalités sémiotiques, et enfin l'approche historique du discours de Ruth Wodak<sup>11</sup>. Van Dijk, qui préfère par ailleurs le terme de *Critical Discourse Studies*, estime qu'il s'agit plutôt d'une « *cross-discipline* »<sup>12</sup>. En effet, les outils théoriques et méthodologiques de la CDA peuvent être appliqués à plusieurs questions sociales qui influencent la construction des identités et les systèmes de croyance telles que la corruption dans le monde politique<sup>13</sup>, le pouvoir du discours des institutions chargées de l'éducation<sup>14</sup>, les représentations sociales liées au port du voile<sup>15</sup>, le racisme<sup>16</sup>,

---

Carmen Rosa et COULTHARD, Malcolm (éd.), *Texts and Practices : Readings in Critical Discourse Analysis*. London : Routledge. pp. 15-31.

<sup>8</sup> REISIGL, Martin et WODAK, Ruth, 2001. *Discourse and Discrimination: Rhetorics of Racism and Antisemitism*. London/New York : Routledge.

<sup>9</sup> FAIRCLOUGH, Norman, 2009. A dialectical-relation approach to critical discourse analysis in social research. In : WODAK, Ruth et MEYER, Michael (éd.), *Methods of Critical Discourse Studies*. London : Sage Publications Ltd. pp. 162-186.

<sup>10</sup> VAN DIJK, Teun A., 2009. Critical Discourse Studies: A Sociocognitive Approach. In : MEYER, Michael et WODAK, Ruth (éd.), *Op cit.*, pp. 62-86.

<sup>11</sup> WODAK, Ruth et REISIGL, Martin. 2009. The Discourse-Historical Approach. In : WODAK, Ruth et MEYER, Michael (éd.), *Op cit.*, pp. 87-121.

<sup>12</sup> VAN DIJK, Teun A., 1997. Discourse as Interaction in Society. In : VAN DIJK, Teun A. (éd.), *Discourse as Social Interaction*. London : SAGE Publications Ltd. pp. 1-37.

<sup>13</sup> ORPIN, Debbie, 2005. Corpus Linguistics and Critical Discourse Analysis: Examining the ideology of sleaze. *International Journal of Corpus Linguistics*. 11 mars 2005. Vol. 10, n° 1, pp. 37-61.

<sup>14</sup> CORSON, David, 1995. *Discourse and Power in Educational Organizations*. Cresskill, NJ : Hampton Press. ; ROGERS, Rebecca (éd.), 2004. *An introduction to critical discourse analysis in education*. Mahwah, NJ : Lawrence Erlbaum Associates Publishers.

<sup>15</sup> AL-HEJIN, Bandar, 2015. Covering Muslim women: Semantic macrostructures in BBC News. *Discourse & Communication*. février 2015. Vol. 9, n° 1, pp. 19-46.

<sup>16</sup> WODAK, Ruth et VAN DIJK, Teun A., 2000. *Racism at the Top: Parliamentary Discourses on Ethnic Issues in Six European States*. Klagenfurt : Drava.

le discours médical<sup>17</sup> ; le discours académique et scientifique<sup>18</sup> ou les interviews et discours d'hommes politiques comme par exemple Tony Blair sur le sujet de la guerre en Irak<sup>19</sup>. La CDA a également donné lieu à des approches dérivées : le but du *Feminist Critical Discourse Analysis* vise par exemple à analyser la relation entre le genre et le langage<sup>20</sup>. Le sexisme, la victimisation, l'émancipation et la construction de l'identité font partie des problématiques abordées dans le cadre de cette approche.

On peut remarquer que la CDA se concentre sur les problèmes sociaux et les questions politiques, car elle tente d'expliquer ces questions en termes d'interactions et de structures sociales, d'où son appartenance à la catégorie des *problem-solving theories*<sup>21</sup>. Dans la lignée de cette perspective socio-politique, la CDA s'est donc définie comme « la linguistique avec une conscience et une cause, qui cherche à révéler les usages et les abus du langage dans l'exercice du pouvoir »<sup>22</sup>. Son objectif premier est de mettre en évidence les structures et les stratégies discursives employées afin de persuader ou contraindre leur destinataire<sup>23</sup>. Elle s'intéresse ainsi à la manière dont le discours agit comme relais ou, au contraire, comme remise en question, des idéologies dominantes qui elles-mêmes coexistent ou bien entrent en concurrence dans le cadre du discours<sup>24</sup>. Mais cette dynamique n'est pas à sens unique : les acteurs qui produisent du discours créent, renforcent ou transforment des structures sociales qui, à leur tour, influent sur les acteurs en les formant ou les transformant.

---

<sup>17</sup> JONES, Rodney H., 2015. Discourse and Health Communication. In : TANNEN, Deborah, HAMILTON, Heidi E. et SCHIFFRIN, Deborah (éd.), *The Handbook of Discourse Analysis*. Hoboken, NJ : John Wiley & Sons, Ltd. pp. 841-857.

<sup>18</sup> BIZZELL, Patricia, 1992. *Academic Discourse and Critical Consciousness*. Pittsburgh, PA : University of Pittsburgh Press. ; MARTIN, J. R. et VEEL, Robert (éd.), 1998. *Reading Science: Critical and Functional Perspectives on Discourses of Science*. London : Routledge.

<sup>19</sup> SARACENI, Mario, 2003. The strange case of Dr Blair and Mr Bush: Counting their words to solve a mystery. *English Today*. juillet 2003. Vol. 19, n° 3, pp. 3-13.

<sup>20</sup> LAZAR, Michelle M. (éd.), 2005. *Feminist Critical Discourse Analysis: Gender, Power and Ideology in Discourse*. London : Palgrave Macmillan UK. ; LITOSSELITI, Lia, 2006. *Gender and Language Theory and Practice*. London : Routledge.

<sup>21</sup> FAIRCLOUGH, Norman, MULDERRIG, Jane et WODAK, Ruth, 2011. Critical Discourse Analysis. In : VAN DIJK, Teun A. (éd.), *Discourse Studies: A Multidisciplinary Introduction*. 2nd edition. London : Sage Publications Ltd. pp. 357-378.

<sup>22</sup> WIDDOWSON, Henry George, 1998. The Theory and Practice of Critical Discourse Analysis. *Applied Linguistics*. 1 avril 1998. Vol. 19, n° 1, pp. 136-151.

<sup>23</sup> VAN DIJK, Teun A., 1993. Principles of Critical Discourse Analysis. *Discourse & Society*. 1 avril 1993. Vol. 4, n° 2, pp. 249-283.

<sup>24</sup> TENORIO, Encarnacion Hidalgo, 2011. Critical Discourse Analysis, An overview. *Nordic Journal of English Studies*. 1 janvier 2011. Vol. 10, n° 1, pp. 183-210.

La CDA s'intéresse principalement à la relation entre le discours et deux concepts principaux : le pouvoir et les institutions. En ce qui concerne le pouvoir, la CDA puise dans la définition de l'hégémonie d'après Gramsci. Dans ses *Cahiers de prison*, Gramsci développe la pensée selon laquelle la classe dominante peut remporter l'adhésion de la majorité de la population et exercer son pouvoir non pas par la coercition, l'oppression ou l'exploitation, mais plutôt grâce à la diffusion d'une idéologie véhiculée par une culture capable d'influer sur les représentations sociales de la classe dominée afin de produire un consensus. L'hégémonie culturelle s'exerce dans toutes les sphères de la société, y compris dans le domaine stratégique du langage comme exposé dans le *Cahier 29*, consacré aux outils linguistiques pouvant être mobilisés dans le but de produire un conformisme national linguistique dans les grandes masses<sup>25</sup>. Le langage peut dès lors être considéré comme un concept socialement déterminé qui construit à son tour une réalité sociale permettant à la classe dominante de renforcer son hégémonie.

Dans le cadre de notre analyse, c'est au discours des organisations, plus précisément aux institutions nord-coréennes que nous nous intéressons. La CDA n'établit pas de distinction entre organisations et institutions mais elle considère que les institutions sont généralement associées à des organes publics au sein d'un État. Par opposition, un discours non-institutionnel pourrait être défini comme structuré autour de rôles définis et présentant des asymétries de pouvoir entre les participants en termes de distribution des connaissances, de droit à ces connaissances, d'accès aux ressources conversationnelles et de participations dans les interactions<sup>26</sup>. On peut prendre pour exemple le discours produit dans le cadre d'une cour de justice, les interactions entre un professeur et ses élèves ou entre un docteur et son patient, dans lesquelles l'un des participants détient un accès privilégié à la connaissance et possède la capacité de limiter l'autre. Le discours des institutions nord-coréennes sous-entend qu'elles possèdent le monopole de l'interprétation de l'idéologie du *Juche*, ce qui constitue un exemple d'asymétrie de pouvoir lié à la connaissance et à l'exclusion de la participation citoyenne à la conversation en raison du contrôle social exercé par le régime nord-coréen sur sa population. Le discours officiel produit par les institutions d'un État agit sur les représentations sociales de ses citoyens et, à l'échelle internationale, ce

---

<sup>25</sup> SCHIRRU, Giancarlo, 2016. L'hégémonie de Gramsci entre la sphère politique et la sphère symbolique. *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*. 1 décembre 2016. N° 128-2.

<sup>26</sup> DREW, Paul et SORONJEN, Marja-Leena, 1997. Institutional Dialogue. In : VAN DIJK, Teun A. (éd.), *Op cit.*, pp. 92-118.

discours a un impact sur la perception des autres États. La place centrale qu'occupe le discours institutionnel explique les nombreuses études ont il est l'objet car il s'exerce dans toutes les sphères de la société, forgeant les interactions sociales non seulement entre les institutions étatiques et les citoyens mais également entre les individus. Selon Fairclough, Mulderrig et Wodak, le discours est constitutif des institutions car il est l'un des moyens privilégiés de créer une réalité sociale qui leur appartient<sup>27</sup>. À ce sujet, Mumbly et Clair ajoutent par ailleurs que :

Organizations exist only in so far as their members create them through discourse. This is not to claim that organizations are 'nothing but discourse', but rather that discourse is the principal means by which organizational members create a coherent social reality that frames their sense of who they are.<sup>28</sup>

Lors de notre analyse relative à l'influence du *Juche* sur les objectifs stratégiques de la Corée du Nord, nous avons pu observer la manière dont le régime nord-coréen avait recours à l'idéologie afin de construire une nouvelle réalité géopolitique et de justifier le développement de son programme nucléaire et balistique. Les principaux vecteurs de cette idéologie, plus que dans un régime démocratique, sont les institutions nord-coréennes telles que le Parti du Travail de Corée, le ministère des Affaires étrangères et de manière évidente, le *Suryŏng*. Ces enjeux constituent le cœur des objets d'étude de la CDA. Parmi les chercheurs appartenant à la discipline, Chilton s'est par exemple intéressé à la représentation linguistique des armes nucléaires dans les médias au cours des années 1970 et 1980, dans un contexte de déploiement généralisé et de course aux armements nucléaires<sup>29</sup>. Il a donné au discours des médias sur l'arme nucléaire l'appellation de « *Nukespeak* », un jeu de mots faisant référence à l'expression « *Newspeak* » dans l'œuvre *1984* de George Orwell. Pour Chilton, le *Nukespeak* est un registre – au sens sociolinguistique du terme – dont la principale fonction est de masquer aux yeux de l'opinion publique les aspects problématiques et les menaces liées à la prolifération des armes de destruction massive, notamment au Royaume-Uni et aux États-Unis. Il a observé que l'une des stratégies discursives employées par les médias consistait par exemple à établir un lien entre les politiques de défense des

---

<sup>27</sup> FAIRCLOUGH, Norman, MULDERRIG, Jane et WODAK, Ruth, 2011. *Op cit.*

<sup>28</sup> MUMBY, Dennis et CLAIR, Robin, 1997. Organizational discourse. In : VAN DIJK, Teun A. (éd.), *Op cit.*, pp. 181–205

<sup>29</sup> CHILTON, Paul (éd.), 1985. *Language and the Nuclear Arms Debate: Nukespeak Today*. London : Francis Pinter.

gouvernements et des stéréotypes présents dans la culture populaire afin d’attiser le soutien de la population et légitimer les décisions des autorités politiques. Dans la lignée des travaux de Chilton, Moss s’est intéressé au projet de défense anti-missile *Strategic Defense Initiative* de Reagan surnommé « *Star Wars program* » dans les médias. Il a observé que cette référence conférait au projet une certaine popularité auprès du public en raison de la référence aux films de science-fiction à succès. Il a également analysé les noms attribués aux missiles : le missile balistique *Pershing* fut nommé d’après John Pershing, un général leader du corps expéditionnaire américain durant la Première guerre mondiale ; le nom du SLBM *Trident* tire ses origines de la mythologie grecque, effaçant ainsi toute correspondance avec la réalité contemporaine ; et le nom du missile de croisière *Tomahawk* célèbre le mythe américain de la conquête de l’Ouest<sup>30</sup>. Ces exemples illustrent la puissance des institutions qui donnent à voir une réalité sous un angle délibérément choisi et construit par leur discours. Simpson, Mayr et Statham observent que les problématiques soulevées par l’analyse du *Nukespeak* restent d’actualité dans le discours sur la guerre : le terme technique « *human assets* » remplace fréquemment celui de « *soldiers* », tout comme « *enhanced interrogation* » atténue la réalité de la torture et on évoque plus aisément les « *collateral damages* » plutôt que les « *dead civilians* »<sup>31</sup>. On peut également s’interroger sur la pertinence de l’expression « guerre contre le terrorisme » (*war on terror*) et sur sa justification morale<sup>32</sup>.

### 5.1.2. Présentation de la méthodologie de l’analyse qualitative du discours nord-coréen

La méthodologie que nous avons choisie pour analyser le corpus sélectionné comporte deux approches : la première méthode dite « qualitative » consiste en la lecture des textes en langue nord-coréenne et anglaise et en l’application d’une méthode d’analyse inspirée des travaux de Fairclough ; la seconde méthode dite « quantitative » est une analyse

<sup>30</sup> MOSS, Peter, 1985. Rhetoric of defence in the United States: language, myth and ideology. In : CHILTON, Paul (éd.), *Op cit.*, pp. 45–63.

<sup>31</sup> SIMPSON, Paul, MAYR, Andrea et STATHAM, Simon, 2018. *Language and Power: A Resource Book for Students*. New York, NY : Routledge, p. 58.

<sup>32</sup> BECHROURI, Ibrahim, 2018. La « guerre globale contre la terreur » : un discours contre-productif pour la lutte antiterroriste. *Les Champs de Mars*. 25 mai 2018. Vol. 30, n° 1, pp. 479-489. ; ALONSO, Pierre, 2017. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer : « Dire qu’on est en ‘guerre contre le terrorisme’, c’est un non-sens sur le plan de la sémantique ». *Libération* [en ligne]. 1 décembre 2017. [Consulté le 2 août 2021]. Disponible à l’adresse : [https://www.liberation.fr/debats/2017/12/01/jean-baptiste-jeangene-vilmer-dire-qu-on-est-en-guerre-contre-le-terrorisme-c-est-un-non-sens-sur-le\\_1613906/](https://www.liberation.fr/debats/2017/12/01/jean-baptiste-jeangene-vilmer-dire-qu-on-est-en-guerre-contre-le-terrorisme-c-est-un-non-sens-sur-le_1613906/)

sémantique réalisée par logiciel à partir du corpus en langue anglaise (chapitre 6). Par la méthode qualitative nous étudierons en profondeur les textes sélectionnés. La méthode quantitative nous fournira des données chiffrées desquelles nous dégagerons des motifs discursifs : en raison de la taille de notre corpus et de l'étendue de la période historique étudiée, seule l'intelligence artificielle le permet. La méthode qualitative aboutit à des résultats sur deux niveaux : nous allons tout d'abord observer les stratégies discursives employées par les institutions nord-coréennes afin de comprendre quelles sont les relations établies entre l'arme nucléaire et les concepts de menace, de paix et de guerre qui constituent la culture stratégique du pays (5.2.). Puis, nous présenterons la méthode d'analyse de la structure des communiqués de la KCNA que nous avons élaborée par nos recherches. En effet, les déclarations des institutions nord-coréennes via l'agence de presse officielle du régime nord-coréen présentent une structure textuelle dans laquelle les informations sont organisées et hiérarchisées de manière spécifique (cf. 5.3.).

À l'origine, pour Fairclough, un texte est le résultat d'un processus de production, il est aussi une ressource mobilisée dans le cadre d'un processus d'interprétation. Analyser un texte n'est donc qu'une partie de l'approche de la CDA, il faut y ajouter l'analyse du processus de production de ce texte mais également l'analyse du processus d'interprétation du texte et ce, dans un contexte social donné. L'analyse du discours consiste donc à analyser le texte et l'ensemble de ces processus dans ce contexte social. En outre, dans le cadre de ces deux processus, les individus mobilisent des ressources cognitives telles que leur connaissance de la langue, leur représentation du monde, leurs valeurs ou encore leurs croyances, qui peuvent elles-mêmes être considérées comme socialement déterminées. Le discours se forme et se forge au cours de ces interactions sociales et, en considérant ces dernières sous un angle plus large, on observe que les conditions d'emploi des ressources précédemment évoquées subissent également l'influence du contexte social dans lequel elles opèrent : les stratégies cognitives conventionnellement mobilisées dans le processus d'interprétation ou de production d'un poème ou d'un discours politique sont différentes<sup>33</sup>.

Ainsi, Fairclough distingue trois niveaux d'analyse du discours (cf. *Figure 1*) :

- La « description » qui consiste à analyser les propriétés formelles du texte ;

---

<sup>33</sup> FAIRCLOUGH, Norman, 1989. *Op. cit.*, pp. 24-25.



- L'« interprétation », qui consiste à analyser la relation entre le texte et les interactions ;
- L'« explication » qui consiste à analyser la relation entre les interactions et le contexte social<sup>34</sup>.



Fig. 2.1 Discourse as text, interaction and context

**Figure 1** – Composition du discours selon Fairclough (1989)

Les niveaux d'analyse proposés par Fairclough ne constituent pas une méthode rigide à laquelle il était nécessaire de souscrire sans réserve mais plutôt un aperçu des principaux enjeux au cœur de la CDA et une entrée en matière ciblée. Petitclerc remarque avec justesse que dans ses travaux plus récents, Fairclough ne mentionne plus le contexte social du discours<sup>35</sup>. Et plutôt que de définir le discours comme pratique sociale à part entière, il considère à présent que toute pratique sociale comporte un élément discursif. Faisant évoluer sa méthode sur la base de ce postulat, il combine critique normative, explication et action dans une conception de la CDA comme une forme de « *dialectical reasoning* »<sup>36</sup>. Il

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>35</sup> PETITCLERC, Adèle, 2009. Introduction aux notions de contexte et d'acteurs sociaux en *Critical Discourse Analysis*. *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours* [en ligne]. 1 juin 2009. N° 27. [Consulté le 26 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/semen/8540#ftn1>

<sup>36</sup> FAIRCLOUGH, Norman, 2020. *Critical discourse analysis as 'dialectical reasoning': from normative critique towards action, by way of explanation* [en ligne]. [Mots. Les langages du politique]. 19 mars 2020. [Consulté le 25 mars 2022].

prend pour exemple le discours consistant à promouvoir la « *marketization* » des universités qui, sur le modèle des entreprises, développent leur « *brand* » afin de se distinguer de leurs concurrentes. La critique normative de ce discours observe l'incompatibilité de ces objectifs avec le but premier pour lequel ont été créées ces universités qui doit les distinguer des entreprises. L'explication de ce discours met en lumière l'influence du néolibéralisme sur l'enseignement supérieur avec comme action le changement de paradigme des universités. L'analyse critique du discours peut donc mobiliser plusieurs outils méthodologiques pertinents dans le cadre du domaine dans lequel elle s'exerce et s'intéresse à plusieurs propriétés du discours telles que la syntaxe, le lexique, les techniques de *storytelling* ou encore les figures de styles littéraires. Van Dijk rappelle à cet effet qu'il subsiste « un malentendu largement répandu à propos de la CDA [présentée] comme une méthode spéciale d'analyse du discours mais une telle méthode n'existe pas »<sup>37</sup>.

Néanmoins, nous avons choisi de garder comme guide les questions proposées par Fairclough (cf. *Annexe n°7*) dans la version originale de sa méthode afin d'analyser le corpus sélectionné en minimisant l'influence des représentations auxquelles le lecteur lui-même est assujéti<sup>38</sup>. Il est en effet difficile d'adopter un point de vue entièrement objectif, en particulier lorsqu'il s'agit de textes s'inscrivant dans la lignée d'une représentation du monde en tous points contraire à celle dans laquelle le lecteur évolue. Toutefois, le recours à une grille de questions permet de réduire ce biais idéologique. Grâce à ces questions, il est possible de distinguer trois valeurs du discours : expérientielle, relationnelle et expressive. La valeur expérientielle fait référence à des indices liés à la représentation de l'expérience que l'agent ayant produit le texte se fait de son monde naturel ou social. La valeur relationnelle fait référence aux indices liés aux relations sociales qui se jouent à travers le texte. Enfin, la valeur expressive fait référence aux indices liés à l'évaluation par l'agent ayant produit le texte de la réalité dans laquelle il évolue. Ces trois valeurs permettent de mesurer le pouvoir des croyances, des relations sociales et des identités sociales présentées dans un texte. Nous avons donc soumis le corpus sélectionné en gardant pour guide la grille

---

Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-mots-2020-1-page-113.htm> ; FAIRCLOUGH, Norman, 2018. CDA as dialectical reasoning. In : FLOWERDEW, John et RICHARDSON, John E. (éd.), *The Routledge Handbook of Critical Discourse Studies*. London : Routledge. pp. 13-25.

<sup>37</sup> VAN DIJK, Teun A., 2015. Critical Discourse Analysis. In : TANNEN, Deborah, HAMILTON, Heidi E. et SCHIFFRIN, Deborah (éd.), *The Handbook of Discourse Analysis*. 2nd edition. Hoboken, NJ : John Wiley & Sons, Ltd. pp. 466-485.

<sup>38</sup> FAIRCLOUGH, Norman, 1989. *Op. cit.*, pp. 110-111.

de questions de Fairclough tout en appliquant aux textes le raisonnement dialectique fondé sur la critique normative, l'explication et l'action.

Les résultats obtenus grâce à la CDA nous ont permis de dégager dans un premier temps les liens discursifs établis entre le programme nucléaire et balistique nord-coréen et les concepts de guerre, de paix et de menace, conformément à la définition que nous avons donnée de la culture stratégique d'un pays. Dans un second temps, la CDA nous a permis de mettre en évidence la rigidité formelle du discours des institutions nord-coréennes, les mécanismes à l'œuvre afin de maîtriser l'espace discursif et ainsi, maintenir leur position de pouvoir.

### *5.1.3. Présentation du corpus de déclarations des institutions nord-coréennes*

Si elle a remporté l'adhésion de chercheurs de différents horizons académiques, la CDA a également fait l'objet de critiques. Stubbs a notamment souligné qu'en raison du manque de méthode de la CDA dans l'analyse d'un texte, les analystes trouvaient précisément ce qu'ils espéraient trouver<sup>39</sup>. En effet, en manquant de rigueur méthodologique et également éthique, il est possible de manipuler un texte, en particulier lorsqu'aucune logique comparative n'est mobilisée afin d'appuyer les résultats obtenus. Afin de pallier ce biais, la constitution d'un corpus est une solution efficace. Parmi les travaux cités précédemment, il existe notamment des analyses fondées non pas sur une vision fragmentée ne présentant qu'un extrait ou un seul texte, mais mobilisant un vaste corpus qui implique même parfois le recours à des programmes informatiques afin de traiter la masse de données récoltées<sup>40</sup>. Nous avons également fait le choix de recourir à la collecte de textes afin d'établir un corpus de déclarations des institutions nord-coréennes. Cette démarche est d'autant plus nécessaire qu'il n'existe à ce jour aucune étude mobilisant la CDA afin d'analyser le discours du régime nord-coréen sur son programme nucléaire et balistique.

---

<sup>39</sup> STUBBS, Michael, 1997. Whorf's children: Critical comments on critical discourse analysis. In: RYAN, Ann, and WRAY, Alison (éd.), *Evolving models of language*. Clevedon: Multilingual Matters, pp. 100-116.

<sup>40</sup> ENSSLIN, Astrid et JOHNSON, Sally, 2006. Language in the news: investigating representations of 'Englishness' using WordSmith Tools. *Corpora*. novembre 2006. Vol. 1, n° 2, pp. 153-185. ; MAUTNER, Gerlinde, 2007. Mining large corpora for social information: The case of elderly. *Language in Society*. janvier 2007. Vol. 36, n° 1, pp. 51-72.

En effet, en dressant l'état de l'art, on remarque que les travaux de recherche relatifs à la Corée du Nord dans le cadre d'une approche mobilisant la CDA s'intéressent plutôt au discours *à propos de* la Corée du Nord et non au discours *produit par* la Corée du Nord. Nous pouvons citer Min qui effectue une analyse du discours sur la perception de la menace nucléaire nord-coréenne à partir d'un corpus de 92 articles publiés dans les journaux *New York Times* et *Korea Herald* sur période s'étendant de septembre à décembre 1994<sup>41</sup>. Min observe au sujet de la lexicalisation que dans le *New York Times*, la situation sur la péninsule coréenne était associée à un vocabulaire alarmant tel que « *crackdown* », « *breakthrough* » ou « *crisis* ». En revanche, le *Korea Herald* ne présentait pas une lexicalisation aussi abondante autour du thème de la crise et s'attachait à dépeindre la situation comme généralement moins instable. En outre, le *New York Times* mettait en avant les participants américains en tant qu'agents des processus de négociation, tandis que l'action des participants sud-coréens était minimisée par divers procédés rhétoriques. Au contraire, le *Korea Herald* présentait les participants sud-coréens comme les principaux acteurs des négociations nucléaires entre les États-Unis et la Corée du Nord, accordant un rôle moins important aux participants américains. Pour sa part, Kim, dans une perspective centrée sur les enjeux de la traduction, analyse le discours des médias américains *Newsweek* et *CNN* ainsi que leurs traductions en coréen dans *Newsweek Hangukpan* et *CNN Hangeul News* sur la Corée du Nord. Grâce à une analyse logicielle, Kim relève que la Corée du Nord est le plus fréquemment associée à l'Iran dans le discours médiatique américain et que le lexique associé au régime nord-coréen était négatif, le terme « *dictator* » étant utilisé par exemple pour nommer le dirigeant plutôt que « *president* », qui aurait été employé pour le chef d'État d'un autre pays<sup>42</sup>. Toutefois, dans le cadre des versions coréennes, les pays les plus fréquemment associés à la Corée du Nord sont la Chine et le Japon<sup>43</sup> et les dirigeants nord-coréens sont désignés par leur titre officiel, rendant ainsi le ton plus culturellement adapté et plus conciliant. Les deux études que nous venons de citer illustrent la pertinence du recours à un corpus dans le cadre d'une analyse fondée sur la CDA et l'utilité d'une approche multilingue pour traiter notre sujet.

---

<sup>41</sup> MIN, Sur Jung, 1999. Strategies of constructing meaning: A critical discourse analysis of news on the North Korean nuclear threat. *ITL - International Journal of Applied Linguistics*. 1 janvier 1999. Vol. 123, n° 1, pp. 1-35.

<sup>42</sup> KIM, Kyung-hye, 2013. *Mediating American and South Korean News Discourses about North Korea through Translation: A Corpus-based Critical Discourse Analysis*. Manchester : University of Manchester, p. 154.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 237.

Les textes que nous avons sélectionnés afin de constituer notre corpus répondent tous à quatre critères : (1) ils comportent plusieurs mentions relatives au développement du programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord, (2) ils abordent les problématiques de politique étrangère, (3) ils ont été produits par des institutions étatiques nord-coréennes et enfin, (4) ils ont été prononcés entre 1985 et 2019. Pour les raisons que nous avons évoquées plus haut au sujet des particularités de l'analyse du discours institutionnel, nous avons fait le choix de restreindre notre collecte de textes aux organes appartenant au Parti du Travail de Corée, au gouvernement nord-coréen et à l'Assemblée populaire suprême. Nous avons également cherché à intégrer dans notre corpus les déclarations des Représentants permanents de la RPDC auprès des Nations unies pour trois raisons principales : premièrement, les Représentants sont mandatés par le ministère des Affaires étrangères nord-coréen qui constitue le principal acteur dans les négociations internationales au sujet du programme nucléaire et balistique nord-coréen ; deuxièmement, le discours de la Mission permanente de la RPDC auprès des Nations unies constitue une illustration concrète des relations de pouvoir qui se jouent entre la Corée du Nord et la communauté internationale sur le thème de la prolifération nucléaire ; et troisièmement, les déclarations des Représentants n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse discursive dans le monde académique, et nous souhaitons porter à la connaissance des chercheurs cette source substantielle de discours institutionnel.

La source principale de notre corpus est la *Korean Central News Agency* (조선 중앙통신사, chosŏn chung'angt'ongsinsa) ou KCNA, agence de presse officielle du régime nord-coréen qui regroupe les publications de plusieurs médias tels que le *Rodong Sinmun*, journal du Parti du Travail de Corée ainsi que les déclarations d'institutions étatiques comme par exemple le ministère des Affaires étrangères nord-coréen (조선민주주의인민공화국 외무성, chosŏnminjujuŭiinmingonghwaguk oemusŏng). En effectuant des recherches destinées à établir une revue de la littérature sur notre sujet, nous avons remarqué que les travaux d'analyse de communiqués publiés par la KCNA n'effectuaient pas de distinction entre les différentes institutions produisant du discours<sup>44</sup>. Les articles journalistiques étaient traités sur le même plan que les déclarations par exemple du gouvernement nord-coréen.

---

<sup>44</sup> HOWARD, Peter, 2004. Why Not Invade North Korea? Threats, Language Games, and U.S. Foreign Policy. *International Studies Quarterly*. décembre 2004. Vol. 48, n° 4, pp. 805-828. ; KANG, Ji-hae, 2007. Recontextualization of News Discourse: A Case Study of Translation of News Discourse on North Korea. *The Translator*. novembre 2007. Vol. 13, n° 2, pp. 219-242. ; RICH, Timothy S., 2012. Deciphering North Korea's

Le *Suryŏng* étant considéré comme la clé de voûte du régime nord-coréen, nous avons inclus les discours prononcés par les dirigeants nord-coréens dans notre corpus. Sur le même mode opératoire que les déclarations des institutions nord-coréennes, nous avons recherché des discours comportant plusieurs références à l'arme nucléaire. La plupart des discours et des interviews disponibles en anglais ont pour principaux destinataires un public étranger, ce qui rendait plus aisé une première identification des discours stratégiques à collecter. Il existe cependant des discours visant un public à la fois national et étranger comme celui du Nouvel An (신년사, *sinnyŏnsa*), tradition instaurée par Kim Il Sung au 1<sup>er</sup> janvier et reprise plus tard par Kim Jong Un. Bien que ces discours s'adressent à une audience nationale, ils présentent traditionnellement les orientations des politiques de la RPDC pour l'année à venir dans divers domaines, y compris pour son programme nucléaire et balistique. Ils font l'objet d'analyses de la part des observateurs étrangers, c'est pourquoi nous avons choisi de les inclure dans notre corpus. De même, les discours prononcés par les dirigeants lors des Congrès du Parti du Travail de Corée ou encore les discours à l'occasion de fêtes nationales telles que la célébration de la fondation de la RPDC, par leur nature exceptionnelle et leur contenu en matière de politique étrangère, sont aussi considérés comme s'adressant à une audience internationale. En outre, il est fréquent que des représentants étrangers soient invités sur place lors de ces événements, ce qui explique notre décision de les inclure également dans le corpus. Le régime nord-coréen est conscient de la portée internationale de ces célébrations, ce qui se reflète dans la rhétorique employée dans ces discours.

Enfin, notre corpus inclut également des interviews données par les dirigeants nord-coréens à des médias étrangers. Il peut s'agir d'entretiens avec des journalistes étrangers ou bien de réponses écrites à des questions qui sont ensuite publiées en anglais dans des compilations de discours éditées par la maison d'édition des Langues Étrangères de Pyongyang (en anglais, *Pyongyang Foreign Languages Publishing House*). Les archives de l'organisation non-gouvernementale *National Committee on North Korea* (NCNK)<sup>45</sup> ont aussi constitué une source de discours et d'interviews pour ces travaux. Ainsi, nous avons collecté plus de 450 déclarations des institutions nord-coréennes, environ 200 prises de parole des Représentants permanents de la RPDC auprès des Nations unies et 53 discours des dirigeants nord-coréens au sujet du développement du programme nucléaire et balistique

---

Nuclear Rhetoric: An Automated Content Analysis of KCNA News. *Asian Affairs: An American Review*. avril 2012. Vol. 39, n° 2, pp. 73-89.

<sup>45</sup> NCNK DOCUMENT DATABASE. *National Committee on North Korea* [en ligne]. [Consulté le 26 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.ncnk.org/resources/publications>.

de la Corée du Nord entre 1985 et 2019. À partir de ces données, nous avons procédé à une analyse destinée à mettre en évidence les liens discursifs établis par le discours institutionnel nord-coréen entre l'arme nucléaire et les concepts clés de la notion culture stratégique, c'est-à-dire la paix, la guerre et les menaces extérieures.

Les publications de la KCNA sont disponibles via deux sites internet. Le premier site internet est *KCNA Watch*<sup>46</sup>. Il s'agit d'une plateforme appartenant au *think tank* américain et agence de presse *Korea Risk Group*. Le second site internet est le site officiel de la KCNA hébergé au Japon<sup>47</sup>, accessible seulement avec une adresse IP japonaise. Les deux sites répertorient des articles en anglais et en coréen. Il existe un site officiel de la KCNA hébergé en Corée du Nord mais ses archives ne remontent qu'à 2013, contrairement à la version japonaise dont les articles les plus anciens datent de 1997. En outre, les sites internet officiels du régime nord-coréen qui sont hébergés en Corée du Nord représentent un risque en termes de protection des données personnelles car ils peuvent distribuer des logiciels malveillants à l'insu de leurs utilisateurs. Ces sites peuvent également être hors-service pendant plusieurs heures. Nous avons donc utilisé alternativement les deux premiers sites internet complémentaires : le site officiel en coréen de la KCNA hébergé au Japon qui propose des fonctionnalités très limitées en termes de recherche et le site américain *KCNA Watch* qui permet d'effectuer des recherches par mot-clé ou par auteur<sup>48</sup>.

Afin de collecter les textes nécessaires à la construction de notre corpus nous avons effectué des recherches à partir des mots clés suivants en coréen : « 핵 » (haek), « 위성 » (wisŏng), « 원자 » (wŏnja) et « 미사일 » (missail) ainsi que de leur traduction en anglais : « nuclear », « satellite », « atom » et « missile ». Le moteur de recherche de *KCNA Watch* a inclus d'autres termes relatifs au nucléaire à partir du morphème « 핵 » comme par exemple « 핵무기 » (haengmugi) ou « 비핵화 » (pihaekhwa). De même, les recherches en anglais ont inclus les termes « nuclear weapons » ou « denuclearization ». Enfin, la période historique que nous avons choisie dans le cadre de notre étude du discours nord-coréen à propos de son programme nucléaire et balistique démarrant en 1985, nous avons dû trouver des sources

---

<sup>46</sup> Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/>

<sup>47</sup> Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/>

<sup>48</sup> Note de l'auteur : bien que le site *KCNA Watch* permette d'accéder aux articles de manière sécurisé, le nombre de recherches par mois est limité et il est nécessaire de souscrire un abonnement pour avoir un accès illimité aux ressources du *Korea Risk Group*.

complémentaires pour les années manquantes. Nous avons donc obtenu l'accès aux archives du *Foreign Broadcast Information Service* (FBIS) qui était anciennement un service de la Central Intelligence Agency (CIA) américaine, chargé d'analyser des sources ouvertes d'origine étrangère<sup>49</sup>. Grâce au FBIS, nous avons pu avoir accès aux déclarations de différents organes étatiques, aux retranscriptions d'émissions radiophoniques ainsi qu'aux publications de journaux nord-coréens traduits en anglais. Bien que les médias nord-coréens soient très strictement contrôlés par les autorités politiques, qu'il s'agisse de la presse ou des discours révisés et publiés par la maison d'édition des Langues Étrangères de Pyongyang, ils ne sont pas de simples instruments de propagande. Ils sont utilisés pour influencer l'atmosphère dans laquelle les négociations évoluent et délivrer des messages aux observateurs étrangers<sup>50</sup>.

## 5.2. UN ÉTAT DE GUERRE PERMANENT MIS EN SCÈNE DANS LE DISCOURS NORD-CORÉEN : ENJEUX ET EFFETS

Étudier la culture stratégique d'un pays implique de considérer l'impact de la situation géostratégique, de l'histoire, de l'expérience militaire et de la culture politique sur les stratégies développées par un État dans des domaines clés relatifs à la guerre, la paix et les menaces extérieures. C'est donc en vertu de cette définition que nous allons appliquer la méthode de la CDA au corpus que nous avons sélectionné. Cela permettra de comprendre dans quelle mesure le discours des institutions nord-coréennes au sujet du développement du programme nucléaire et balistique du pays reflète la place stratégique accordée à l'arme nucléaire dans les domaines clés évoqués précédemment. À titre indicatif, nous tenons à préciser que les extraits du corpus sont présentés ici en anglais pour permettre une lecture par le plus grand nombre mais ces derniers ont tous fait l'objet d'une analyse dans leur version originale en coréen.

---

<sup>49</sup> Disponible à l'adresse : <https://www.readex.com/products/foreign-broadcast-information-service-fbis-daily-reports-1941-1996>

<sup>50</sup> SNYDER, Scott, 1999. *Negotiating on the Edge: North Korean Negotiating Behavior*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press, p. 47.



Notre objectif est de mettre en évidence la pertinence de l'analyse critique du discours dans la compréhension de la relation entre l'arme nucléaire et la conception nord-coréenne de la guerre. Nous verrons dans un premier temps, qu'au début de la période étudiée, le discours de la Corée du Nord était favorable à la non-prolifération car l'arme nucléaire était perçue comme le principal obstacle à la paix dans le monde et entre les deux Corées. Mais peu à peu, ce discours a évolué pour aboutir à une rhétorique présentant le programme nucléaire et balistique nord-coréen comme un moyen de garantir la stabilité sur la péninsule coréenne, contrairement aux ambitions étrangères qui, selon le régime nord-coréen, menacent la paix dans la région. L'arme nucléaire constitue par ailleurs pour la Corée du Nord un symbole d'égalité dans les relations internationales et un moyen de dénoncer ce qu'elle appelle les « doubles standards » de la communauté internationale. Dans un deuxième temps, nous observerons que l'arme nucléaire est liée à l'historiographie nord-coréenne telle qu'élaborée par les institutions soumises à la dynastie Kim afin de justifier une lutte contre « l'impérialisme américain ». Enfin, dans un troisième temps, grâce à une approche plus détaillée, nous constaterons qu'il est possible d'appliquer la méthodologie de Fairclough à un corpus plus restreint de déclarations du régime nord-coréen durant l'année 2013, au cours de laquelle la Corée du Nord provoqua une crise diplomatique et militaire afin d'officialiser son statut de puissance nucléaire.

### *5.2.1. Une prétention à servir la « paix » dans la région Asie-Pacifique grâce à l'arme nucléaire*

Nous allons nous intéresser à l'évolution du lien entre l'arme nucléaire et la paix dans le discours nord-coréen. La Corée du Nord se présente dans son discours comme un pays pacifique qui est contraint d'adopter une posture belliqueuse en raison de la menace que représentent les États-Unis pour sa sécurité. Nous allons observer dans quelle mesure son discours a d'abord présenté l'arme nucléaire comme un danger pour la paix pour ensuite transitionner vers un lien positif entre arme nucléaire et paix. La représentation de la Corée du Nord comme victime des intentions hostiles des puissances étrangères à son égard a continué d'être un argument central du discours nord-coréen afin de souligner l'asymétrie de pouvoir jouant en sa défaveur.

Dès 1985, année de l'entrée de la Corée du Nord dans le régime international de non-prolifération suite à la signature du TNP, le pays s'est posé en défenseur de la

dénucléarisation au niveau mondial. Kim Il Sung déclara notamment dans une interview pour un journal japonais :

People oppose war and demand peace. All people, be they in developed capitalist countries or in developing countries, are opposed to nuclear war.

Whoever values peace must not turn his back on the grave need of the times, but must fight resolutely to remove the danger of a nuclear war from the earth and safeguard world peace.

Today the increasing danger of a new world war, a thermonuclear war, is no reason to live in despair. War is in no way inevitable.

The imperialists cannot make free use of nuclear weapons. Nuclear arms are not their exclusive property. That is why the imperialists are afraid of them, even though they are intensifying the arms race sharply to maintain “nuclear supremacy”. [...]

In order to remove the danger of a nuclear war for all time, nuclear arms must be completely abolished. At present the numbers of nuclear weapons stockpiled throughout the world are massive enough to endanger the existence of mankind and civilization itself.<sup>51</sup>

L’arme nucléaire est décrite ici comme capable d’anéantir l’humanité toute entière et le ton est particulièrement alarmiste. Ce sentiment de danger voire d’urgence semble être partagé par les États dotés de l’arme nucléaire qui sont décrits comme effrayés à la perspective que cette arme de destruction massive puisse tomber entre les mains d’autres acteurs. Le terme « *supremacy* » met en évidence la volonté du dirigeant nord-coréen de souligner les asymétries de pouvoir existant entre les États dotés de l’arme nucléaire et ceux qui ne le sont pas. Le discours leur oppose les concepts de « *mankind* » et de « *civilization* », ce qui renforce l’antagonisme entre les États ayant accès à des armes de destruction massive et leurs victimes potentielles, c’est-à-dire ceux qui n’aspirent qu’à la paix. Ainsi les puissances nucléaires apparaissent à travers ce discours comme des institutions faisant peu de cas du reste de l’humanité. Kim Il Sung appelle donc à l’action afin de mettre un terme à cette hiérarchie nucléaire et éliminer tous les stocks d’armes nucléaires, ce qui contribuerait d’une part à libérer le monde de la menace de guerre nucléaire et garantir la paix ; et d’autre part, à corriger les asymétries de pouvoir entre les membres de la communauté internationale en rétablissant l’égalité dans leurs relations.

---

<sup>51</sup> Answers to Questions Raised by the Managing Editor of the Japanese Politico-Theoretical Magazine *Sekai*, 1985. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House. pp. 85-86. [Souligné par l’auteur]

On peut souligner que jusqu'à son décès en 1994, Kim Il Sung plaida pour la mise en œuvre d'une « *nuclear-free zone* » sur la péninsule afin de prévenir tout risque de guerre nucléaire.

In order to remove the root cause of a nuclear war from the Korean peninsula it is necessary to rid south Korea of nuclear weapons and US troops, and convert the Korean peninsula into a nuclear-free peace zone.

In June last year the Government of our Republic put forward a new proposal to convert the Korean peninsula into a nuclear-free peace zone. In this proposal we declared our unshakable policy of refraining from testing, producing, storing and importing nuclear weapons, and of banning the establishment of any foreign military bases here, nuclear bases included, and the passage of foreign nuclear weapons through our land, air space and territorial waters. At the same time, we requested the United States and the south Korean authorities to adopt corresponding measures, and expressed our readiness to come to negotiations in any form and at any time concerning our proposal, should they so desire.<sup>52</sup>

The Korean peninsula still remains a dangerous hotbed of nuclear war, which causes the apprehension of the peace-loving people throughout the world. We will fight more dynamically to eliminate the danger of nuclear war and ease tension in our country and to turn the Korean peninsula into a nuclear-free, peace zone.<sup>53</sup>

The masters of Asia are the Asian people. If they fight in unity under the banner of independence and peace, they will be able to ensure peace and security in this area.

We can guarantee peace and security in Northeast Asia by making this region a nuclear-free, peace zone. Nuclear powers must offer guarantees that they will not make nuclear threats against non-nuclear countries, and the latter must not develop, produce and ship over nuclear weapons.<sup>54</sup>

---

<sup>52</sup> Answers to Questions Raised by the Editors-In-Chief of the Nepalese Newspapers *Astitwa* and *Akhabar*, 1987. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House. pp. 311. [Souligné par l'auteur]

<sup>53</sup> New Year Address, 1990. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House. pp. 207. [Souligné par l'auteur]

<sup>54</sup> Answers to Questions Raised by a Japanese Journalist Delegation from NHK, 1994. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House. p. 337. [Souligné par l'auteur]

Dans le dernier extrait datant de 1994, on peut remarquer Kim Il Sung élargit la zone exempte d'armes nucléaires à l'Asie du Nord-Est toute entière. Il est possible d'expliquer cette évolution du discours par le fait que Pyongyang et Séoul ont toutes les deux signé la déclaration conjointe sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne en 1992. Le vœu de paix sur la péninsule coréenne du dirigeant nord-coréen ayant été également entendu côté américain avec le retrait de leurs armes du territoire sud-coréen l'année précédente, il s'agissait alors pour Kim de demander à étendre la zone exempte d'armes nucléaires à un périmètre géographiquement plus large. Cette stratégie permettait à la Corée du Nord de garantir sa sécurité vis-à-vis de tous les pays voisins et de repousser encore un peu plus les forces américaines présentes dans la région.

Lorsque la Corée du Nord emploie le terme « paix » (평화, p'yŏnghwa) sa définition diffère de la vision occidentale de la paix qui peut se définir comme l'absence de conflit et se traduirait par la fin des provocations nucléaires et balistiques de la RPDC. Par contraste, pour la Corée du Nord le concept de paix, à court terme, implique l'arrêt des exercices militaires conjoints entre la Corée du Sud et les États-Unis ; à moyen terme, une normalisation des relations avec les États-Unis ainsi que le retrait des troupes étrangères présentes sur le sol sud-coréen ; et à long terme, la signature d'un traité de paix qui comporterait des garanties de non-agression de la part des nations considérées comme hostiles au régime. En vertu de la méthodologie de Fairclough concernant les valeurs expérientielles de mots, on peut observer que la paix est également synonyme d'indépendance pour la Corée du Nord. Comme l'explique Kim Il Sung, la paix sur la péninsule coréenne ne pourrait être réalisée qu'à condition que les deux Corées ne soient plus sous l'influence de puissances étrangères qui leur dicteraient leurs politiques. Le modèle dont s'inspire le dirigeant nord-coréen est notamment celui de la Suisse :

Switzerland declared neutrality a long time ago and has not participated in any war; the people [...] have lived peacefully. [...] It is laudable for small countries to adhere to a policy of neutrality, nonalignment and peace, evading being conquered by large countries.

We wish to build an independent and neutral state that is not a satellite of any other country and live in peace, but we are harassed by many countries which are trying to conquer our country.

We wish to build a neutral state after reunification, but the imperialists do not believe our stand. [...] The imperialists are saying that we are “bellicose”, but in fact, the imperialists themselves are bellicose. In order to disguise their warlike true colours, the imperialists are resorting to a crafty trick of branding the communists “warlike”. Americans allege that they have nuclear weapons because the Soviet Union is threatening them with nuclear weapons. This is a lie. The United States was the first to make nuclear weapons. Since [they] made nuclear weapons and threatened the world, other countries had to produce such weapons to deter them.<sup>55</sup>

Ici, le leader nord-coréen réfute la description de son régime comme « belliqueux » en rejetant la faute sur les États dotés de l’arme nucléaire, notamment les États-Unis. Ces déclarations sont intervenues dans un contexte de guerre froide et reflètent la détermination du régime nord-coréen à ne pas suivre la logique de l’alignement sur un bloc ou sur un autre. La Corée du Sud ayant conclu une alliance militaire avec les États-Unis, le souhait de Kim Il Sung apparaît alors comme difficilement réalisable. On remarque que l’arme nucléaire est synonyme de guerre, de menace et de mensonges. Les États-Unis, par effet d’association, sont accusés de mentir sur leurs réelles ambitions de conquête mondiale tandis que la Corée du Nord se donne à voir comme un pays pacifique, simplement désireux d’assurer la stabilité à ses frontières afin que ses relations extérieures soient dénuées de toute hostilité et fondées sur l’égalité entre tous les pays. Il s’agit là de la devise de la Corée du Nord en matière de politique étrangère : « l’indépendance (자주, chaju), la paix (평화, p’yŏnghwa) et l’amitié (친선, ch’insŏn) ». Cette devise est le *leitmotiv* de la RPDC dans le cadre de sa diplomatie, y compris en ce qui concerne les négociations internationales sur le développement de son programme nucléaire et balistique :

The guiding principles of the foreign policy pursued by the Government of the Democratic People’s Republic of Korea are independence, friendship and peace. The Government and people of the Democratic People’s Republic of Korea will promote friendship and develop co-operative relations with all countries of the world that respect our sovereignty, in accordance with these basic principles of our foreign policy.<sup>56</sup>

---

<sup>55</sup> Talk to a Delegation of the Labour Party of Switzerland, 1988. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House. pp. 82-83.

<sup>56</sup> UNITED NATIONS, 1985. A/40/PV.40 : *40th meeting*. Fortieth session. New York, NY : General Assembly, p. 25. [Souligné par l’auteur]

On the basis of the fundamental ideal of its foreign policy – independence, peace and friendship – the Democratic People’s Republic of Korea is paying close attention to the realization of disarmament and the dismantling of all nuclear weapons of mass destruction on our planet.<sup>57</sup>

À partir de l’arrivée au pouvoir de Kim Jong Il, le plaidoyer du régime nord-coréen pour la paix devint plus précis et les demandes, plus pressantes. Tout d’abord, la Corée du Nord instrumentalisa son statut d’État non doté de l’arme nucléaire afin de faire pression sur les États-Unis pour leur soutirer des contreparties substantielles telles que l’arrêt des exercices militaires conjoints, la résolution bilatérale de la question nucléaire sans l’intervention d’organisations internationales, le retrait des troupes américaines stationnées sur le territoire sud-coréen et le démantèlement de l’*United Nations Command*. Par la suite, au cours de la première crise nucléaire, la Corée du Nord formula de nouvelles exigences vis-à-vis de la Corée du Sud cette fois. Malgré la signature de la déclaration conjointe pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne en 1992, la mise en œuvre du texte se solda par un échec en raison de l’impossibilité des deux pays de s’accorder sur des inspections bilatérales réciproques dans le cadre de la JNCC comme nous l’avons expliqué au cours du chapitre 1.

Dans une impasse également vis-à-vis de l’AIEA qui demandait d’avoir accès à des sites nucléaires nord-coréens afin de mener des inspections spéciales, Kang Song San, premier ministre de la RPDC à l’époque, pressa son voisin du Sud d’accéder à ses nouvelles requêtes dans le but de sauvegarder la paix sur la péninsule coréenne :

It is unreasonable for the South side to hold dialogue with the North on denuclearization amid nuclear war game to attack the North, its dialogue partner [...]. The South side must no more try to fool the dialogue partner nor disappoint the people at home and abroad who desire peace in our country and its peaceful reunification with conflicting words and deeds. To this end, they must make a bold decision to clearly manifest their attitude toward our principled demand. [...]

[T]hey must scrap the “national security law” which impedes national unity and reunification, dissolve the “security planning board”, stop suppressing the patriotic students and people who come out for independence, democracy and reunification and

---

<sup>57</sup> UNITED NATIONS, 1992. A/C.1/47/PV.15 : *15th meeting*. Forty-seventh session. New York, NY : General Assembly First Committee, p. 14.

release all those who have been arrested on unwarrantable charges including “political prisoners”.<sup>58</sup>

La question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne est ici liée par le discours du premier ministre à des problématiques intérieures. Le premier ministre nord-coréen demande notamment à ce que le gouvernement sud-coréen abolisse la loi de sécurité nationale qui restreint non seulement les contacts entre les citoyens des deux Corées mais interdit également l'accès des Sud-coréens à certaines ressources nord-coréennes telles que des livres, des journaux ou des sites internet. Si ces demandes avaient été formulées par Séoul à destination de Pyongyang, on peut supposer qu'elles auraient été interprétées comme une ingérence dans les affaires internes du pays. On peut noter que l'emploi du modal « *must* » à plusieurs reprises réduit la marge de manœuvre du gouvernement sud-coréen et appuie le caractère impératif des demandes nord-coréennes. À nouveau, la bonne volonté de la partie adverse est mise en question.

Pyongyang exigea également symboliquement devant les États assemblés au sein de l'Assemblée générale des Nations unies que la Corée du Sud renonce au parapluie nucléaire fourni par les États-Unis :

As for the issue of denuclearization of the Korean peninsula, it can never be realized as long as there are nuclear threats against the North and a nuclear umbrella for the South. The South Korean authorities should stop begging for nuclear protection, and the United States should refrain from providing a nuclear umbrella to South Korea and give legally binding assurances not to use or threaten to use nuclear weapons against the Democratic People's Republic of Korea, if they really want to see a denuclearized Korean peninsula.<sup>59</sup>

La Corée du Nord sous-entend que si la Corée du Sud ne met pas fin à la protection fournie par les États-Unis, c'est qu'elle ne désire pas réellement la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Grâce à cette stratégie discursive, les demandes de la Corée du Nord apparaissent comme justifiées. Et dans le cas où la Corée du Sud refuserait ces requêtes, cela constituerait une preuve de sa mauvaise foi. Dès lors, dans le discours nord-coréen, la Corée du Sud

---

<sup>58</sup>KCNA, 2001. Premier : N-S Talks Depend on South Attitude. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang. 8 septembre 2001.

<sup>59</sup> UNITED NATIONS, 1998. A/C.1/53/PV.4 : *4th meeting*. Fifty-third session. New York, NY : General Assembly First Committee, p. 21.

apparaît comme le seul obstacle à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Ici, l'appel à l'action tire sa légitimité et sa crédibilité du fait que la Corée du Nord se présente comme un État non doté respectant scrupuleusement ses engagements tandis que l'honnêteté de son rival est remise en cause.

À terme, la Corée du Nord souhaitait obtenir la signature d'un accord de non-agression voire un accord de paix avec les États-Unis. Pyongyang souhaitait en effet profiter du climat de relative confiance entre les deux pays après la signature de l'*Agreed Framework* de 1994, pour pallier l'isolement du pays depuis la chute de l'URSS. Il s'agissait donc pour la Corée du Nord de nouer de nouvelles relations diplomatiques. Au début des années 2000, les présidents nord-coréen et russe signèrent ainsi le *Treaty on Friendship, Good-Neighborly Relations and Cooperation* entre la RPDC et la Russie en février 2000, puis en mai, Kim Jong Il se rendit en Chine pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, et quelques semaines plus tard, en juin, eut lieu le premier sommet intercoréen à Pyongyang. L'année suivante, la RPDC entreprit d'établir des relations diplomatiques avec plusieurs pays européens dont la Grèce, l'Espagne et l'Allemagne ainsi qu'avec le Canada. En septembre 2002, le premier ministre Koizumi Junichiro se rendit à Pyongyang dans le cadre d'un sommet entre les deux pays qui aboutit à la signature d'une déclaration conjointe. Cette déclaration permit notamment de régler partiellement des sujets épineux tels que l'enlèvement de citoyens japonais par les autorités nord-coréennes et la reconnaissance par le Japon de sa responsabilité concernant « la souffrance et les dommages considérables » subis par le peuple coréen durant la période coloniale<sup>60</sup>. Cependant, en janvier 2002, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le discours *State of the Union Address* du président George W. Bush qui désigna la Corée du Nord comme faisant partie de « l'Axe du mal », mit fin aux projets diplomatiques de Pyongyang. Comme nous l'avons évoqué précédemment, les retards liés à la construction des réacteurs à eau légère et la livraison de fioul prévus par l'*Agreed Framework* eurent raison de la stratégie pacifiste de la Corée du Nord dont le discours sur l'arme nucléaire et la définition du concept paix prit paradoxalement une tournure plus belligérante.

Après l'annonce de son retrait du TNP en 2003, la Corée du Nord établit dans son discours un nouveau lien entre arme nucléaire et paix : à présent, l'arme nucléaire

---

<sup>60</sup> Japan-DPRK Pyongyang Declaration, 2002. *Ministry of Foreign Affairs of Japan* [en ligne]. [Consulté le 5 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n\\_korea/pmv0209/pyongyang.html](https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n_korea/pmv0209/pyongyang.html)



garantissait la paix sur la péninsule coréenne dans la mesure où elle constituait un moyen de légitime défense contre les agresseurs américains. Au niveau national, la promotion de la politique *songun* constitua la fondation idéologique sur laquelle s'appuyait cette politique étrangère :

The United States even put pressure upon my country to give up its nuclear programme and accept nuclear inspection with the aim of disarming the country, while openly attempting to overthrow the Government by force. The peace now maintained on the Korean peninsula is entirely thanks to the powerful deterrence to war, which has been built up by our policy of independence, the songun policy. Our deterrence policy is not intended to attack anyone, but to serve as a means of self-defence to safeguard our sovereignty in all intents and purposes.<sup>61</sup>

Comment comprendre cette déclaration ? De manière générale, les États définissent la paix par l'absence de menaces et d'éléments pouvant déclencher un conflit. Mais le concept de paix relève d'une définition différente du point de vue nord-coréen. Il se fonde avant tout sur la notion de justice, et son opposé, l'injustice, dans les relations internationales<sup>62</sup>.

D'après la Corée du Nord, l'injustice ronge l'ordre international qui ne parvient pas à sauvegarder l'égalité entre tous les États. Attaché à une vision réaliste du monde, le régime nord-coréen déplore donc la mise en place d'une hiérarchie entre les différents pays qui composent la communauté internationale. Cette hiérarchie est particulièrement manifeste au sein du régime international de non-prolifération avec un discours légitimant et consolidant la position des États dotés de l'arme nucléaire. Pour la Corée du Nord, tant que cette hiérarchie subsiste, l'égalité entre les États ne peut être assurée et la paix n'est qu'illusoire car le déclenchement d'un conflit mondial aurait fatalement raison des États non dotés de l'arme nucléaire. En ce sens, la Corée du Nord rejoint la position Waltz sur le fait que l'augmentation d'États dotés de l'arme nucléaire serait synonyme de stabilité et non l'inverse<sup>63</sup>. Ainsi il est possible de comprendre le lien que la déclaration ci-dessus effectue entre paix et dissuasion nucléaire : elle permet à la RPDC de sanctuariser son territoire, de

---

<sup>61</sup> UNITED NATIONS, 2003. A/58/PV.17 : *17th plenary meeting*. Fifty-eighth session. New York, NY : General Assembly, p. 26. [Souligné par l'auteur]

<sup>62</sup> WOO, Seongji, 2011. Pyongyang and the World: North Korean Perspectives on International Relations under Kim Jong-il. *Pacific Focus*. août 2011. Vol. 26, n° 2, pp. 188-205.

<sup>63</sup> WALTZ, Kenneth N., 1981. The Spread of Nuclear Weapons: More May Better. *The Adelphi Papers*. Autumn 1981. N° 171.

prévenir toute frappe préemptive américaine et de sauvegarder son régime politique. Tout au long du mandat de Kim Jong Il, le lien discursif entre paix et dissuasion nucléaire fut renforcé, s'étoffant un peu plus après chaque essai nucléaire.

Nous pouvons l'observer dans ces déclarations qui ont eu lieu respectivement en 2004, puis l'année du premier essai en 2006 et enfin, l'année suivante en 2007 :

The DPRK will increase its nuclear deterrent force in every way and take a decisive countermeasure for self-defence when necessary in order to avert a war and defend peace in the Korean peninsula and the rest of Northeast Asia.<sup>64</sup>

The nuclear test in the DPRK was a great deed that greatly contributed to defending peace and stability not only on the Korean Peninsula but in the rest of Northeast Asia as it demonstrated powerful deterrent for coping with the U.S. nuclear threat and blackmail and foiling its attempt to ignite a new war.<sup>65</sup>

That Security Council resolution is nothing less than clear proof of the irresponsible and unfair actions of the Security Council. Our nuclear tests and ballistic missiles pose no threat to any country. Our war deterrent contributes to peace and security in the region of North-East Asia and beyond by ensuring a balance of power.<sup>66</sup>

La Corée du Nord se présente comme le seul acteur de la région Asie-Pacifique capable de défendre la paix. Elle revêt l'*ethos* du petit État opprimé contre l'empire oppresseur. Il s'agit d'un stéréotype du faible contre le fort que l'on retrouve dans de nombreux discours, y compris les récits mythiques tels que David contre Goliath, qui permet de légitimer les actions de l'opprimé. En 2007, la Corée du Nord ajouta au fait que l'arme nucléaire serve à défendre la paix dans la région Asie-Pacifique, sa contribution à l'équilibre des puissances. Le discours mit alors en relation paix et équilibre des puissances de manière

---

<sup>64</sup> KCNA, 2004. DPRK to Take Decisive Countermeasure for Self-Defence. *KCNA Watch* [en ligne]. 1 avril 2004. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452004743-1726272/dprk-to-take-decisive-countermeasure-for-self-defence/> [Souligné par l'auteur]

<sup>65</sup> KCNA, 2006. DPRK Foreign Ministry Spokesman Totally Refutes UNSC « Resolution ». *KCNA Watch* [en ligne]. 18 octobre 2006. [Consulté le 18 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451884537-32902936/dprk-foreign-ministry-spokesman-totally-refutes-uns-resolutions/> [Souligné par l'auteur]

<sup>66</sup> UNITED NATIONS, 2007. A/C.1/62/PV.22 : 22nd meeting. Sixty-second session. New York, NY : General Assembly First Committee, p.4. [Souligné par l'auteur]

paradoxale car cette situation suppose une lutte constante pour le pouvoir plutôt qu'un état de paix et de coopération. La Corée du Nord, souhaitait se présenter comme une puissance nucléaire pacifiste qui ne représentait aucune menace, contrairement aux autres États de la région en compétition. Nous avons par ailleurs remarqué dans le cadre de nos recherches que le concept de paix a été progressivement désolidarisé de celui de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Celle-ci reste dans la rhétorique nord-coréenne un objectif à atteindre mais dans une perspective de négociations internationales en échange de concessions diplomatiques et économiques, conformément à l'évolution de sa stratégie nucléaire.

Le discours nord-coréen sous Kim Jong Un continua dans la lignée des arguments précédemment exposés. En 2016, après le cinquième essai nucléaire, Ri Tong Il, déclara devant les membres de la Première Commission des Nations unies :

Peace, which is most precious to the Korean people, cannot be granted by anyone else, nor can it be bought in return for anything else. It can be secured only when the Korean people are strong enough and can be ensured only through their own strength. The Democratic People's Republic of Korea possesses a nuclear deterrent in order to counter the nuclear threat from the United States of America and to safeguard the supreme interests of the country, the security of the nation and peace.<sup>67</sup>

On peut remarquer que la paix est définie comme quelque chose qui ne peut pas être acheté, tout comme récemment dans la rhétorique nord-coréenne, l'arme nucléaire est affichée comme un acquis qui ne peut plus faire l'objet de marchandages. La distinction entre l'arme nucléaire et la paix devient de plus en plus ténue dans le discours nord-coréen. En effet, l'arme nucléaire est indissociable de paix qui elle-même est intrinsèquement liée aux intérêts et à la sécurité de la RPDC.

En 2017, après le dernier essai nucléaire nord-coréen en date, les remarques du porte-parole pour le *Korea Asia-Pacific Peace Committee*, organe du Parti du Travail de Corée, démontre le virage à 360° que le discours sur le lien entre arme nucléaire et paix a opéré :

The DPRK's successful test of H-bomb helped greatly deter the danger of a nuclear war by the U.S. in Far East and Asia-Pacific including the Korean peninsula and

---

<sup>67</sup> UNITED NATIONS, 2016. A/C.1/71/PV.5 : *5th plenary session*. Seventy-first session. New York, NY : General Assembly First Committee, p.8.

provided a reliable guarantee for ensuring world peace and security. This feat deserves admiration by humankind.

However, the hostile forces including the U.S. are going desperate to apply fresh sanctions and pressure on the DPRK while branding its successful H-bomb test as “threat” to peace and security and “challenge” to UN “resolutions”.<sup>68</sup>

Là où le premier extrait datant de 1985 que nous avons analysé présentait l’arme nucléaire comme une menace pour l’humanité et pour la civilisation dans son intégralité, ici elle devient un objet d’admiration. Le fait que la Corée du Nord soit en possession de cette arme est à présent digne d’être célébré par l’humanité car cela garantirait la paix vis-à-vis de la menace américaine. Le discours nord-coréen défie également la réalité créée par le discours américain au sujet de son programme nucléaire et balistique. Par la mise entre guillemets des termes remis en question, il tente de déconstruire la réalité sociale établie par celui de la communauté internationale afin de rétablir une réalité en concordance avec les intérêts nord-coréens. L’arme nucléaire entre les mains du régime nord-coréen est synonyme de paix tandis que l’arme nucléaire entre les mains des États-Unis est synonyme de danger de guerre nucléaire. On retrouve ici la caractérisation des États-Unis comme la plus grande menace pesant sur la péninsule coréenne, ce qui constitue une stratégie rhétorique constante de la part de la Corée du Nord.

### *5.2.2. La fabrication d’une menace américaine : l’arme nucléaire au service du révisionnisme historique nord-coréen*

En Corée du Nord, le fait social, politique et même économique, est subordonné à l’idéologie du *Juche*. Il n’est donc pas étonnant de constater que le vocabulaire et les énoncés dans le corpus sélectionné renvoient à un monde vu à travers l’idéologie dominante. Le discours sur l’arme nucléaire reste conforme aux grands principes du *Juche* et s’inscrit plus particulièrement dans une stratégie de révisionnisme historique destiné à justifier le développement d’une arme de destruction massive afin de lutter contre « l’impérialisme

---

<sup>68</sup> KCNA, 2017a. KAPPC Clarifies Stand on Hostile Forces’ Moves for Another Sanctions on DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 7 septembre 2017. [Consulté le 1 mars 2020]. Disponible à l’adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/279814/kappc-clarifies-stand-on-hostile-forces-moves-for-another-sanctions-on-dprk/> [Souligné par l’auteur].

américain » qui représente jusqu'à aujourd'hui la principale menace non seulement pour la sécurité nationale de la RPDC, mais surtout pour son existence même. De plus, nous observerons que si le discours sur l'arme nucléaire renforce l'historiographie nord-coréenne, dans une double dynamique, cette dernière renforce à son tour le discours sur l'arme nucléaire comme la seule « épée » permettant de défendre et préserver le régime nord-coréen.

La Corée du Nord a construit son histoire selon ses propres principes historiographiques et effectue régulièrement des modifications dans sa narration afin de s'assurer que celle-ci soit toujours en conformité avec son idéologie. Cette approche révisionniste de l'histoire n'est pas sans rappeler la démarche de l'activiste S'in Chae-ho, lui-même historien, et sa vision nationaliste de la Corée<sup>69</sup>. Comme nous l'avons vu précédemment, l'idéologie du *Juche* trouve sa source dans les écrits de S'in Chae-ho. Il n'est dès lors pas surprenant que le régime nord-coréen se livre à une réécriture de son histoire. En outre, dans le cadre du culte de la personnalité dont les dirigeants nord-coréens font l'objet, les éléments biographiques ainsi que leurs supposées autobiographies sont plus proches du style employé dans les textes hagiographiques que de la vérité historique. Le témoignage de transfuges nord-coréens sur ce sujet sont rares en raison du caractère sensible de telles informations et par conséquent, du petit nombre de personnes ayant eu accès à ce type de documents.

Parmi ces rares témoignages, celui d'un transfuge nord-coréen connu sous le pseudonyme de Jang Jin-sung peut nous apprendre plus sur les moyens employés par le régime nord-coréen afin de fabriquer la menace américaine grâce à un discours fondé sur des faits prétendument historiques. Jang était anciennement employé au sein du Bureau 101 du Département du Front Uni (통일전선부, *thongiljõnsõn-bu*), plus connu sous son nom anglais *United Front Department*, qui est une branche du Comité Central du Parti du Travail de Corée. Jang décrit le processus d'écriture d'ouvrages à vocation historique. D'après son témoignage, on constate que ce ne sont pas à des historiens que la tâche d'effectuer des recherches historiographiques est confiée mais à des employés du Département du Front Uni. Cet organe du Parti est principalement chargé du renseignement dans le domaine des relations intercoréennes, de la diplomatie, en particulier les relations avec la Corée du Sud

---

<sup>69</sup> ROBINSON, Michael, 1984. National Identity and the Thought of Sin Ch'aeho: Sadaejuüi and Chuch'e in History and Politics. *The Journal of Korean Studies*. 1984. Vol. 2, pp. 121-142.

et formule des recommandations politiques dans ce domaine en particulier<sup>70</sup>. Jang explique que le rôle d'un écrivain nord-coréen est de réaliser le travail qui lui a été assigné en produisant une œuvre articulant au mieux les idées du Parti avec les exigences esthétiques déterminées à l'avance par ses dirigeants. Aucune place n'est laissée aux idées nouvelles ou à l'expérimentation.

Par exemple, les mémoires de Kim Il Sung intitulées *À travers le siècle* (세기와 더불어, *segiwa tōburō*), furent rédigés par un ensemble d'auteurs sélectionnés par le Parti, communément appelés *April 15 Literary Group*, en référence à la date anniversaire de la naissance de Kim Il Sung – qui est aussi une fête nationale nord-coréenne appelée Jour du Soleil (태양절, *thaeyangjöl*)<sup>71</sup>. À l'origine de la création de ce groupe, on retrouve Kim Jong Il, qui, dès le début des années 1960, se lança dans une entreprise de construction d'un culte de la personnalité si puissant qu'il inspira notamment d'autres leaders communistes tels que Nicolae Ceausescu. L'acte de naissance du *April 15 Literary Group* fut le discours « Sur l'établissement de l'Unité de Production Littéraire du 15 Avril » prononcé par Kim Jong Il devant les officiels du Département de la Propagande et de l'Agitation en juin 1967, dans lequel il précisa le rôle et les missions du nouveau bureau :

The April 15 Literary Production Unit should be a creative group which will successfully fulfil the historic task of describing the glorious revolutionary history of the great leader and his revolutionary family in novels and of recasting as novels the immortal classics personally written by the leader.

[...] In the future, the April 15 Literary Production Unit should enforce a rigid structure of discipline under which it will report directly to the Party Central Committee on all the problems that arise in its creative work and communal life, and deal with them in accordance with the unified instructions and decisions of the Party.<sup>72</sup>

Bien que l'adjectif « créatif » soit employé, les écrivains ne disposent en réalité d'aucune liberté artistique en matière de narration. Jang souligne la similitude entre le Bureau 101 dans lequel il a été engagé afin de rédiger des poèmes à la gloire de la dynastie Kim et la

---

<sup>70</sup> JANG, Jin-sung, 2014. *Dear Leader: North Korea's senior propagandist exposes shocking truths behind the regime*. Kindle Edition. London: Ebury Digital, p. 6.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>72</sup> On Establishing the April 15 Literary Production Unit. A Talk to Senior Officials of the Propaganda and Agitation Department of the Central Committee of the Worker's Party of Korea, 1967. In : *Kim Jong Il Selected Works, 1964-1969*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House, pp. 232-242.

Salle 101 du roman dystopique *1984* de George Orwell, qui était destinée à la torture physique et psychologique. Après le *Nukespeak* de Chilton, la nouvelle référence de Jang au monde dystopique créé par Orwell démontre qu'il s'agit distinctement de manipulation psychologique de la population nord-coréenne à travers la rédaction d'une épopée historique factice de la nation, profondément imprégnée de l'idéologie du *Juche*. Le chapitre décrivant les activités de la Section 5 (Littérature), la Division 19 (Poésie) ainsi que celles des différentes divisions – comme par exemple la Division 1 chargée de la presse – s'intitule très justement « Guerre Psychologique ». Cette guerre est celle menée par le régime nord-coréen contre les puissances adverses malgré le fait que les citoyens nord-coréens en soient les premières victimes. Ayant ainsi démontré dans quelle mesure l'historiographie de la RPDC n'est aucunement une science mais un travail effectué par des employés sous les ordres du Parti du Travail, nous pouvons nous intéresser à la manière dont cette histoire est rapportée puis instrumentalisée afin de justifier le développement de son programme nucléaire et balistique.

L'argument principal au cœur du discours nord-coréen est resté constant depuis sa fondation : les actions de la Corée du Nord ne sont que des réactions face à l'hostilité des États-Unis. En devenant la cause de la militarisation du régime nord-coréen, ils sont également devenus sa raison d'être. En effet, le fait d'avoir à ses frontières un ennemi susceptible de mener une invasion à tout moment confère une légitimité au régime coréen ainsi qu'à sa stratégie de privilégier avant tout la course à l'arme nucléaire au détriment, par exemple, du développement économique et de l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens<sup>73</sup>. Le discours nord-coréen a dès lors participé à la « fabrication d'un ennemi », pour reprendre l'expression de Conesa<sup>74</sup>, en justifiant historiquement sa vision géopolitique. C'est sur le fondement de cette stratégie discursive que s'est construite la rhétorique du régime nord-coréen au sujet de son programme nucléaire et balistique.

Nous avons analysé comment les membres de la famille Kim retracent leur généalogie jusqu'à Tangun, mythique fondateur de la Corée et qu'ils sont à ce titre, désignés par l'appellation « lignée du mont Paektu ». Dès lors, la Corée du Nord ne reconnaît pas la division de la nation coréenne. Par conséquent, la Corée du Sud en tant qu'État-nation

---

<sup>73</sup> MYERS, B. R., 2011. *The Cleanest Race: How North Koreans See Themselves and Why It Matters*. Kindle Edition. New York, NY : Melville House, partie 2, chapitre 5.

<sup>74</sup> CONESA, Pierre, 2011. *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi*. Paris : Robert Laffont.

indépendant n'est pas une réalité dans sa vision historique et géopolitique. Kim souligne que dans le discours nord-coréen, les expressions « patrie », « un seul peuple », « une seule lignée de sang », ne sont pas des termes abstraits qui relaient vaguement une idéologie mais une réalité qui rappelle chaque jour que le Nord et le Sud s'inscrivent dans un seul et même processus historique<sup>75</sup>. La Corée du Nord continue d'affirmer que la Corée est une et indivisible mais que le Sud est un territoire occupé par des forces étrangères. Cette vision géopolitique est relayée par le leader Kim Jong-Il en personne :

The world knows that we are not threatening the United States, but that the United States is constantly threatening us by occupying a half of our country by force of arms.<sup>76</sup>

Les premières relations diplomatiques entre la Corée et les États-Unis furent établies en 1882 avec le Traité de Commerce et d'Amitié signé entre les deux pays. Mais ces relations étaient déjà teintées de sang car les représentations américaines n'étaient pas les bienvenues : le navire commerçant *General Sherman* avait été brûlé au large de Pyongyang en 1866 et un conflit avait éclaté entre des troupes américaines débarquées sur l'île de Ganghwa et des soldats coréens en 1871<sup>77</sup>. Ce traité marqua le début d'une histoire diplomatique tourmentée, faite de promesses non tenues, de soupçons et de trahisons. Le premier acte considéré comme une trahison par la Corée du Nord fut « l'accord Taft-Katsura ». En 1905, à l'issue de la guerre russo-japonaise qui vit la puissance nipponne triompher de l'armée du tsar Nicolas II, William Howard Taft, secrétaire à la Guerre américain conclut un « accord » avec le premier ministre japonais, le comte Katsura Tarō qui reconnaissait d'une part, la sphère d'influence du Japon, comprenant notamment la Corée, et d'autre part, la sphère d'influence des États-Unis, comprenant les Philippines. Le porte-parole du Comité pour la Réunification pacifique de la Patrie nord-coréen, qui est un organe du Département du Front Uni, le rappela au souvenir de la communauté internationale en marquant les cent ans de l'accord en 2005 :

---

<sup>75</sup> KIM, Dong-choon, 1997. *Op. cit.*, p. 129.

<sup>76</sup> KCNA, 2001. Answers given by Kim Jong Il to questions raised by Itar-Tass. *KCNA Watch* [en ligne]. 27 juillet 2001. [Consulté le 16 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452002484-563872181/answers-given-by-kim-jong-il-to-questions-raised-by-itar-tass/>

<sup>77</sup> LEVEAU, Arnaud, 2013. Corée du Sud-États-Unis. Une relation sous influence. In : *Outre-Terre* [en ligne]. 2013. Vol. N° 37, n° 3, pp. 327. [Consulté le 5 février 2021]. DOI 10.3917/oute1.037.0327. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2013-3-page-327.htm?ref=doi>.



Through the “Taft-Katsura Agreement” which was signed in the form of exchanging secret documents on July 29, 1905 the U.S. recognized the Japanese imperialists’ occupation of Korea and domination over it and Japan promised the U.S. not to interfere in its colonial rule over the Philippines. [...]

The U.S. and Japan had worked in complicity for colonial rule over Philippines and Korea a century ago. Today they have collaborated with each other in the U.S. nuclear racket against the DPRK and war moves to invade it to dominate the whole of Korea and in Japan’s ambition for reinvasion of Korea.<sup>78</sup>

Le discours du Comité emploie une stratégie consistant à lier le problème du développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen aux aléas de l’histoire des relations diplomatiques entre la Corée et les États-Unis. Selon la Corée du Nord, si les deux pays ont collaboré autrefois afin de satisfaire leurs ambitions coloniales, ils sont capables de collaborer à nouveau aujourd’hui afin de poursuivre leurs desseins. La déclaration sous-entend qu’il n’y a que l’arme nucléaire qui puisse mettre fin à leurs projets.

Cependant, l’accord en question, fut en réalité le mémorandum d’un entretien entre Taft et Katsura ayant eu lieu le 27 juillet 1905 à Tokyo. Il ne fit pas l’objet d’une classification en tant que document « secret ». Tyler Dennett, professeur à l’université Johns Hopkins, révéla l’existence du document en octobre 1924, en publiant un article intitulé “*President Roosevelt’s secret pact with Japan*” dans la revue *The Current History Magazine*. Dennett présenta le document comme un « pacte secret », interprétation reprise par le régime nord-coréen. Pourtant, dans le document, on peut lire que le secrétaire américain Taft a rappelé au comte Katsura que le président Roosevelt ne pouvait pas conclure d’accord formel sans l’approbation préalable du Sénat. Il ne pouvait donc pas s’agir d’un accord au sens du droit international mais d’une entente tacite entre deux gouvernements. L’entretien entre le secrétaire Taft et le comte Katsura intervenait dans un contexte de rivalité entre le Japon, la Grande-Bretagne et les États-Unis en Asie de l’est. La puissance nipponne était en pleine expansion suite à la conclusion d’une alliance avec la Grande-Bretagne en 1902, qui reconnaît les intérêts japonais en Corée et les intérêts britanniques en Chine. Ajoutés à cet accord, les succès militaires du Japon face à l’empire russe en 1905, poussèrent les États-Unis, ayant établi un protectorat sur les Philippines suite à la guerre hispano-américaine, à

---

<sup>78</sup> KCNA, 2005. U.S.-Japan Conspiracy for Aggression of Korea Flailed. *KCNA Watch* [en ligne]. 1 août 2005. [Consulté le 24 janvier 2020]. Disponible à l’adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452005241-901791993/u-s-japan-conspiracy-for-aggression-of-korea-flailed/> [Souligné par l’auteur]

trouver une solution afin de sauvegarder leurs intérêts dans la région. L'entretien n'avait pas pour objet la Corée mais la protection des intérêts américains pour qui, la Corée constituait un partenaire commercial et non un allié. Cependant, encore aujourd'hui, l'interprétation de ce mémorandum fait débat<sup>79</sup>.

Le choix par le régime nord-coréen d'appuyer ses arguments sur un document controversé est judicieux et produit l'effet recherché : l'ambiguïté persiste quant à la position américaine vis-à-vis de la Corée et justifie la méfiance de la Corée du Nord à l'encontre de tout accord conclu avec les États-Unis. La propagande nord-coréenne contribue, à ce sujet, au débat sur les ambitions impérialistes des puissances occidentales et du Japon qui ont conduit à la réduction de nations telles que les Philippines ou la Corée à de simples vassaux. Le fait de marquer les cent ans du mémorandum Taft-Katsura, agit comme un rappel historique de la longue souffrance du peuple coréen, qui justifie aujourd'hui le recours à une arme puissante.

En réalité, la Corée n'a acquis d'importance aux yeux des États-Unis qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les Soviétiques déployèrent leurs troupes en Mandchourie et dans la partie septentrionale de la Corée. D'après Richard Whelan, à ce moment, les États-Unis ne s'étaient pas préparés aux conséquences d'une occupation de la Corée par les troupes soviétiques ou à ce que ce pays devienne une région stratégique dans le partage des zones d'influence en Asie-Pacifique entre les vainqueurs du conflit mondial<sup>80</sup>. Ce manque d'anticipation peut expliquer la précipitation avec laquelle les lieutenants-colonels américains Dean Rusk et Charles Bonesteel proposèrent d'occuper la zone au Sud du 38<sup>e</sup> parallèle et de laisser le Nord aux Soviétiques<sup>81</sup>. Gregory Henderson, ancien agent du service extérieur et universitaire américain, écrivit en 1974 qu'il n'existait aucune division à propos de laquelle le gouvernement américain ne partageait une si lourde part de

---

<sup>79</sup> Voir les dissensions entre ESTHUS, Raymond A., 1959. *The Taft-Katsura Agreement-Reality or Myth?* *The Journal of Modern History*. 1959. Vol. 31, n° 1, pp. 46-51.; HANE, Mikiso, 1996. Review of Theodore Roosevelt and Korea: The U.S. Response to the Japanese Policy to make Korea its Protectorate. *The Journal of American History*. 1996. Vol. 82, n° 4, pp. 1599-1600, et KATSIAFICAS, George, 2012. *Asia's Unknown Uprisings*. Oakland, CA : PM Press, p. 40.

<sup>80</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *The Two Koreas: A Contemporary History*. Kindle Edition. New York, NY: Basic Books, p. 4.

<sup>81</sup> FRY, Michael, 2013. National Geographic, Korea, and the 38th Parallel. *National Geographic* [en ligne]. 4 août 2013. [Consulté le 5 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nationalgeographic.com/news/2013/8/130805-korean-war-dmz-armistice-38-parallel-geography/>

responsabilité que dans le cas de la division de la Corée<sup>82</sup>. C'est cette responsabilité que le régime nord-coréen souhaite rappeler dans son discours. Les origines de la Guerre de Corée constituent un enjeu majeur afin d'imputer la situation actuelle à un seul acteur, les États-Unis, et justifier le développement de son programme nucléaire et balistique.

Contrairement aux affirmations du régime nord-coréen, la division entre les deux Corées fut sédimentée progressivement par des événements successifs qui ont mené à l'invasion du Sud par le Nord. Parmi les décisions qui entérinèrent la division au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle, la mise en place d'une commission des Nations unies chargée de mener des élections nationales au cours de l'année 1948 afin de donner un nouveau gouvernement à la Corée contribua à accélérer l'antagonisme entre les deux zones d'influence. Le refus des Soviétiques de procéder à ces élections entraîna plusieurs protestations, notamment au sud de la péninsule, à l'image du soulèvement de Jeju (제주 4.3 사건, cheju sasam sagõn) d'avril 1948 à mai 1949. La victoire du candidat favori de l'administration américaine, Syngman Rhee, éduqué à Harvard et Princeton, et ayant vécu en grande majorité hors de la péninsule coréenne, fut l'un des éléments ayant contribué à pérenniser la division entre les deux Corées. Quant au déclenchement de la Guerre de Corée, la RPDC celle-ci nie toute responsabilité et accuse les États-Unis d'avoir déclenché la guerre :

The U.S. imperialists ignited the Korean war on June 25, 1950 to realize their wild ambition to dominate Asia and the rest of the world with the Korean Peninsula as its springboard. They hurled into the war even troops of its satellite countries by abusing the UN flag, and applied all sorts of the most brutal war methods and means including the threat of A-bombs.<sup>83</sup>

Cette version des faits est rappelée à de nombreuses reprises dans les discours du régime nord-coréen sur l'origine de la Guerre de Corée. La Corée du Nord blâme l'ambition impérialiste des États-Unis qui souhaitaient étendre leur hégémonie dans la région. L'extrait mentionne la menace américaine d'avoir recours à la bombe nucléaire durant la Guerre de

---

<sup>82</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *Op. cit.*, p. 5.

<sup>83</sup> KCNA, 2013. National Meeting Marks 60th Anniversary of Victory in Fatherland Liberation War. *KCNA Watch* [en ligne]. 26 juillet 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895733-723436651/national-meeting-marks-60th-anniversary-of-victory-in-fatherland-liberation-war/>

Corée. Cette hypothèse fut en effet envisagée par les États-Unis mais jamais concrétisée<sup>84</sup>. Cet argumentaire nous aide à comprendre la fascination du régime nord-coréen pour la bombe nucléaire et pourquoi il est crucial pour lui d'acquérir l'arme même qui a eu un tel impact sur non seulement sur son histoire mais aussi sur ses frontières et son identité.

Pourtant, un acteur est passé sous silence par l'historiographie nord-coréenne : l'Union soviétique. L'ouverture des archives de l'URSS après la fin de la guerre froide permit la découverte d'une étude menée par des membres non identifiés du personnel des archives du ministère des Affaires étrangères soviétique sur la participation de la Chine et de l'URSS à la Guerre de Corée. Compilée en 1966, cette étude était destinée aux fonctionnaires soviétiques alors en pourparlers avec la République populaire de Chine et le Viêt Nam du Nord au sujet de la possibilité de fournir de l'aide au Viêt-Cong dans la guerre contre les États-Unis. Ayant eu accès à l'étude, Weathersby note qu'elle comporte de nombreuses citations de télégrammes du ministère des Affaires étrangères soviétique et d'après les informations fournies, les allégations de la Corée du Nord – et du gouvernement soviétique de l'époque – selon lesquelles les actions militaires menées par la RPDC, le 25 juin 1950, n'étaient qu'une réponse de légitime défense après une provocation par la Corée du Sud sont tout simplement erronées<sup>85</sup>. Il s'agissait en effet d'une initiative nord-coréenne : Staline aurait fini par donner son accord au lancement d'une attaque contre le Sud après quarante-huit demandes adressées par Kim Il Sung via télégramme. Les traductions fournies par Weathersby mettent à jour un facteur important : Kim Il Sung pensait que les États-Unis n'entreraient pas en guerre contre la Corée du Sud et que l'aide militaire fournie par l'armée soviétique suffirait à faire pencher la balance en faveur du camp communiste en cas de conflit<sup>86</sup>. Selon Bajanov, qui a également analysé les archives soviétiques, Staline estimait qu'une intervention américaine était toujours possible mais que la victoire des forces communistes en Chine en 1949 et la réussite du premier essai nucléaire soviétique la

---

<sup>84</sup> BERNSTEIN, Barton J., 2010. New Light on the Korean War. *The International History Review*. 1 décembre 2010. Vol. 3, n° 2, pp. 256-277. ; CRANE, Conrad C., 2000. To avert impending disaster: American military plans to use atomic weapons during the Korean War. *Journal of Strategic Studies*. 1 juin 2000. Vol. 23, n° 2, pp. 72-88. ; DINGMAN, Roger, 1988. Atomic Diplomacy during the Korean War. *International Security*. 1988. Vol. 13, n° 3, pp. 50-91. ; FARLEY, Robert, 2016. What If the United States had Used the Bomb in Korea? *The Diplomat* [en ligne]. 5 janvier 2016. [Consulté le 12 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2016/01/what-if-the-united-states-had-used-the-bomb-in-korea/>

<sup>85</sup> WEATHERSBY, Katheryn, 1998. New Findings on the Korean War. *Cold War International History Project Bulletin*. Winter 1998. pp. 176-185.

<sup>86</sup> *Ibid.*

même année étaient des facteurs clés pouvant contribuer à une victoire de son allié nord-coréen<sup>87</sup>. À ces facteurs s'ajoutait la perception côté soviétique d'un affaiblissement de la position américaine, notamment dans la région Asie-Pacifique. Mais la Corée du Nord déclare ne pas avoir déclenché le conflit et elle affirme même l'avoir remporté :

And in the period of Fatherland Liberation War, Korean People's Army defeated imperialist allied forces headed by USA [sic] that had 2 million strong forces and modern weapons, because it had superior political and ideological force. Political and ideological superiority is ever-victorious weapon more powerful than an atom bomb.<sup>88</sup>

Dans la version coréenne, le texte désigne la Guerre de Corée par 6.25 조선전쟁 (ryugisibojosönjõnjaeng), signifie « Guerre de Corée du 25 juin », date à laquelle le conflit débuta en 1950 – cette appellation est proche de celle employée au Sud (6.25 전쟁, yugisibojõnjaeng). Dans la version anglaise, le conflit est désigné sous un autre nom : *Fatherland Liberation War* (조국해방전쟁, chogukhaebangjõnjaeng), qui met l'emphase sur le fait que la guerre a été couronnée de succès selon le régime nord-coréen. Les États-Unis sont désignés par le terme péjoratif « 미제 » (mije) qui est la contraction de l'expression « 미국 제국주의자들 » (miguk chegukchuï jadül), qui signifie « les impérialistes américains »<sup>89</sup>. Cette expression est régulièrement employée dans les communiqués des institutions nord-coréennes afin d'associer aux États-Unis une ambition coloniale et hégémonique dans la région. On peut souligner que l'expression « 미제 » (mije) est parfois « sous-traduite » dans la version anglaise des communiqués qui mentionnent simplement « les États-Unis ». On constate l'importance de pouvoir accéder aux sources dans leur version originale. De plus, le communiqué met à nouveau en relation les États-Unis et la bombe atomique afin de présenter clairement la menace à laquelle le pays doit faire face. Mais une alternative à l'arme nucléaire est mentionnée : la puissance idéologique.

---

<sup>87</sup> BAJANOV, Evgueni, 1998. Assessing the Politics of the Korean War, 1949-1951. *Cold War International History Project Bulletin*. Winter 1998. pp. 87-90.

<sup>88</sup> KCNA, 2007. True Way to Self-defensive Military Power. *KCNA Watch* [en ligne]. 29 janvier 2007. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1565258172-868231704/true-way-to-self-defensive-military-power/>

<sup>89</sup> KCNA, 2007. 자위적국방의 참된 길 [chawijökkukpang'ui ch'amdoen kil / Le vrai chemin vers une défense nationale autonome]. *KCNA Watch* [en ligne]. 29 janvier 2007. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1565258522-71427933/자위적국방의-참된-길/>

En vertu de cette idéologie, le régime nord-coréen s'efforce de diffuser et de renforcer un discours relayant son révisionnisme historique qui désigne les États-Unis comme la source des problèmes stratégiques et diplomatiques contemporains. Parmi les déclarations collectées, les exemples sont nombreux :

The nuclear issue is the product of the deep-rooted hostile policy towards the Democratic People's Republic of Korea pursued by the United States for more than half a century.<sup>90</sup>

It was the U.S. that introduced nuclear weapons into the Korean Peninsula for the first time. In the latter half of the 1950s the U.S. transferred its nuclear weapons to south Korea from Japan. Since then, the deployment of U.S. nukes had steadily increased in south Korea, bringing the number of them to over 1,000 in the middle of the 1970s. [...]

[The DPRK] worked hard to remove the U.S nuclear threat by means of establishing a nuclear-free zone through peaceful dialogue and negotiation [...].

All these efforts, however, proved futile. The last and only option was to react to “nukes with nukes”.<sup>91</sup>

Today, due to the ongoing hostile policy of the United States towards the Democratic People's Republic of Korea, a vicious cycle of confrontation and aggravation of tension continues to afflict the Korean peninsula, which has become the world's most dangerous hotspot, a place where a spark could set off a thermonuclear war. At the root of that hostile policy, which has lasted for more than half a century, towards the Democratic People's Republic of Korea lies the intention of the United States to destroy the ideas and system our people have chosen and to occupy the entire Korean peninsula, in order to use it as a stepping stone in realizing its strategy of dominating all of Asia. Since the day the Democratic People's Republic of Korea was founded, the United States has designated it an enemy and refused to recognize its sovereignty. Since then, it has pursued every kind of sanction, pressure and military provocation against the

---

<sup>90</sup> UNITED NATIONS, 2004. A/59/PV.11 : *11th plenary meeting*. Fifty-ninth session. New York, NY : General Assembly, p. 28.

<sup>91</sup> KCNA, 2010. Foreign Ministry Issues Memorandum on N-Issue. *KCNA Watch* [en ligne]. 21 avril 2010. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451888769-800819191/foreign-ministry-issues-memorandum-on-n-issue/>

Democratic People's Republic of Korea for more than half a century. Its hostile policy is most deeply rooted in the military field.<sup>92</sup>

Même au cours de la courte période de détente entre les deux pays en 2018, le discours sur la responsabilité des États-Unis au sujet de la Guerre de Corée et de la division du pays est resté constant :

After conclusion of the Armistice Agreement, the DPRK government directed every possible measures to turn the state of armistice to a durable peace, but the U.S. blocked the advent of peace on the Korean Peninsula by deliberately and systematically violating the Armistice Agreement and destroying the armistice system established according to the Agreement.

In August 1953, when the ink of the signatures on the Armistice Agreement was yet to dry, the U.S. concluded the “mutual defense treaty” with south Korea, thus “legalizing” the permanent presence of the U.S. armed forces in south Korea; This was an open violation of Paragraph 60 of Article 4 of the Armistice Agreement which stipulates for the withdrawal of all foreign armed forces from Korea and the peaceful settlement of the Korean issue. [...]

These extremely dangerous and unstable security environment had persisted while the U.S. hostile policy towards the DPRK entered a more extremely dangerous phase, in which they intensified political isolation, nuclear threats and barbarous economic sanctions against the DPRK; It is against this background that the nuclear issue on the Korean Peninsula spawned.<sup>93</sup>

History sharply tells the world that without the U.S. presence in south Korea that led to the division of the land of Korea and the start of war to be followed by unceasing military provocations and nuclear blackmail, the nuclear issue of the Korean peninsula wouldn't have been raised from the outset.

---

<sup>92</sup> UNITED NATIONS, 2012. A/67/PV.20 : *20th plenary meeting*. Sixty-seventh session. New York, NY : General Assembly, p. 23.

<sup>93</sup> KCNA, 2018. Building a Peace Regime on the Korean Peninsula – An Urgent Demand of the Times-Kim Yong Guk, Director General of the Institute for Disarmament and Peace, Ministry of Foreign Affairs, Democratic People's Republic of Korea. *KCNA Watch* [en ligne]. 4 septembre 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1536055244-985650223/building-a-peace-regime-on-the-korean-peninsula--an-urgent-demand-of-the-times-kim-yong-guk-director-general-of-the-institute-for-disarmament-and-peace-ministry-of-foreign-affairs-democrat/>

As shown, the U.S. is totally to blame for all the problems on the Korean peninsula including the nuclear issue and therefore, the very one that caused all those must untie the knot it made.<sup>94</sup>

Grâce à une analyse logicielle des articles de la KCNA, Rich a pu observer qu'il existait une corrélation entre l'arme nucléaire et les États-Unis. En général, les pays les plus souvent cités par les articles étaient la Corée du Sud ou le Japon, mais sur la question nucléaire, les États-Unis occupaient la première place en termes de références, et ce, avec des connotations négatives<sup>95</sup>. Le discours nord-coréen lie donc stratégiquement l'enjeu nucléaire aux États-Unis, procédant à la fabrique d'un ennemi grâce à un discours présentant une vision révisionniste de l'histoire s'appuyant sur l'idéologie du *Juche*. Le *Juche* puise par la suite sa légitimité dans cette version de l'histoire, justifiant sa soif d'autonomie et d'indépendance. Woo observe à ce titre que la perspective nord-coréenne est inspirée de la conception marxiste de l'histoire et qu'ainsi, l'histoire est considérée comme le processus de réalisation du *chajusŏng*, c'est-à-dire l'indépendance politique. Cette vision téléologique consiste en une trajectoire évolutive linéaire vers une forme complète de gouvernance dans laquelle l'indépendance et l'égalité sont assurées<sup>96</sup>. Cela correspond bien au mythe de l'État révolutionnaire entretenu par le discours nord-coréen<sup>97</sup> : la révolution ne saurait être achevée tant que la menace nucléaire américaine continue de prévaloir sur la péninsule coréenne. Howard confirme que les intérêts, les menaces et les réactions sont construits par les règles du langage, et non par les capacités matérielles brutes<sup>98</sup>. Les objectifs stratégiques du régime nord-coréen et son interprétation du complexe de sécurité dans région Asie-

---

<sup>94</sup> KCNA, 2018. Institute for American Studies of DPRK Foreign Ministry Urges U.S. to Abandon Foolish Daydream. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 novembre 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/296072/institute-for-american-studies-of-dprk-foreign-ministry-urges-u-s-to-abandon-foolish-daydream/>

<sup>95</sup> RICH, T., 2014. Propaganda with purpose: uncovering patterns in North Korean Nuclear Coverage, 1997-2012. *International Relations of the Asia-Pacific*. 1 septembre 2014. Vol. 14, n° 3, pp. 427-453.

<sup>96</sup> WOO, Seongji, 2011. Pyongyang and the World: North Korean Perspectives on International Relations under Kim Jong-il. *Pacific Focus*. août 2011. Vol. 26, n° 2, pp. 188-205.

<sup>97</sup> YOUNG, Benjamin R., 2019. The revolution that wasn't: is North Korea really a « revolutionary » state? *NK News* [en ligne]. 25 décembre 2019. [Consulté le 6 février 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/12/the-revolution-that-wasnt-is-north-korea-really-a-revolutionary-state/>

<sup>98</sup> HOWARD, Peter, 2004. Why Not Invade North Korea? Threats, Language Games, and U.S. Foreign Policy. *International Studies Quarterly*. décembre 2004. Vol. 48, n° 4, pp. 805-828.



Pacifique sont donc fonction du discours sur les menaces extérieures, en particulier les États-Unis.

Howard propose de sortir des paradigmes habituels en termes de discours et de représentations, ce qu'il appelle les « règles du jeu ». Mais dans ce jeu, la Corée du Nord n'est pas la seule à tirer parti de la fabrication d'un ennemi. Il serait intéressant de se demander dans quelle mesure Washington joue au même jeu que Pyongyang. Le discours américain au sujet de la Corée du Nord renforce dans une certaine mesure le discours nord-coréen au sujet des menaces qui pèsent sur le pays. Pourtant, en changeant de paradigme il serait possible de considérer que les États-Unis constituent aussi un potentiel allié avec la Corée du Nord qui en réalité, au vu de ses relations conflictuelles avec la Chine, n'en a pas. À l'image du renversement opéré par Donald Trump et Kim Jong Un dans leurs relations au cours de l'année 2018, le discours est un outil capable de contribuer au pire mais aussi au meilleur.

### *5.2.3. Le discours sur la « Seconde Guerre de Corée » : création d'une fiction destinée à justifier le recours à l'arme nucléaire*

La Corée du Nord entretient un discours qui présente les États-Unis comme la cause de la division de la Corée. Elle justifie ce discours par une historiographie élaborée d'après les directives du Parti du Travail qui se fonde lui-même sur l'idéologie du *Juche*. En vertu de ces mécanismes discursifs, les États-Unis constituent la principale menace à la paix sur la péninsule coréenne. En contraste, nous allons observer comment la Corée du Nord continue de se présenter comme un pays pacifiste face à un adversaire régulièrement associé au concept de guerre. Nous établirons une typologie des expressions relatives à la guerre afin de comprendre d'une part, comment la Corée du Nord définit le concept de guerre et quelle place l'arme nucléaire occupe dans ce cadre ; et d'autre part, quel est le risque de déclenchement d'un conflit ouvert sur la péninsule coréenne.

La Corée du Nord emploie régulièrement le terme de « guerre » (전쟁, chŏnjaeng) dans son discours. Mais il faut souligner qu'il est le plus fréquemment associé à des acteurs extérieurs et que le régime nord-coréen tient à rappeler qu'il n'est en aucun cas l'agresseur. Cette posture contraste avec les menaces que les médias nord-coréens formulent à l'égard de la Corée du Sud ou de la communauté internationale. Pourtant, si l'on analyse le discours

sur la guerre, on remarque que la Corée du Nord justifie ses menaces par le principe de la légitime défense (자위, chawi), conformément à l'idéologie du *Juche*. Il ne s'agit pas selon elle de déclarations de guerre telles qu'elles peuvent être faites par un pays considéré comme un agresseur. En effet, dans le cadre de nos recherches, nous avons établi une typologie des expressions établissant un lien entre le concept de guerre et l'arme nucléaire. Nous avons identifié quatre catégories principales présentées dans le *Tableau 1* ci-dessous.

	Version originale	Transcription	Traduction
1	대조선 침략전쟁 북침전쟁	taejosŏn ch'imnyakchŏnjaeng pukch'imjŏnjaeng	Guerre d'agression contre la RPDC
2	핵전쟁	haekchŏnjaeng	Guerre nucléaire
3	전쟁연습 전쟁책동	chŏnjaeng'yŏnsŭp chŏnjaengch'aekdong	Exercices de guerres Manœuvres de guerre
4	제 2 의 조선전쟁	cheiüijosŏnjŏnjaeng	Seconde Guerre de Corée

**Tableau 1** – Typologie des expressions liées à la guerre et l'arme nucléaire

On peut tout d'abord observer les stratégies élaborées par la Corée du Nord dans son discours pour faire durer un état de guerre permanent sur la péninsule coréenne tout dissociant son programme nucléaire et balistique de la guerre. Il peut paraître paradoxal pour la Corée du Nord de chercher à dissocier la guerre et le développement de son programme nucléaire et balistique. À la lumière des éléments que nous avons présentés précédemment à propos du lien entre la paix et l'arme nucléaire, on peut comprendre que la Corée du Nord veuille mettre en avant le fait que si une guerre devait éclater sur la péninsule coréenne, son arme nucléaire serait un moyen de légitime défense et non un moyen d'agression. Cette inversion des valeurs prônées par le régime international de non-prolifération fait partie intégrante du discours de la Corée du Nord. La première expression met en évidence cette inversion : le régime nord-coréen considère que ses adversaires, en particulier les États-Unis, entretiennent de manière continue une « guerre d'agression » contre le pays. Le terme « agression » (침략, ch'imnyak) signifie également « invasion » dans certains contextes. Selon la vision nord-coréenne, les négociations diplomatiques ne peuvent

pas empêcher les États-Unis de réaliser leur seule stratégie depuis la fin de la Guerre de Corée : achever ce conflit qui dure depuis 1953 et envahir la Corée du Nord.

À l'occasion du 53<sup>e</sup> anniversaire de la « victoire » de la RPDC lors de la Guerre de Corée, le vice-maréchal Kim Il Chol, ministre de l'Armée populaire de Corée et membre de la Commission de défense nationale, déclara :

The army and people of the DPRK find it hard to repress their towering hatred and resentment at the U.S. and the Japanese reactionaries who are working hard to form an international alliance against the DPRK in a bid to provoke another Korean war of aggression [...].

Should the U.S. and its allies including Japan ignite a war of aggression at any cost despite our repeated warnings the army and people of the DPRK will mercilessly wipe out the aggressors and remove the very root cause of the misfortune imposed upon the Koreans century after century by fully displaying the invincible might of Songun Korea that they have built under the guidance of the brilliant commander of Mt. Paektu.<sup>99</sup>

On peut observer dans cette déclaration que tous les éléments que nous avons mis au jour à propos de l'idéologie du *Juche* et de l'historiographie nord-coréenne sont présents. La Guerre de Corée est décrite comme une invasion menée par les États-Unis avec l'aide de la communauté internationale. La déclaration rappelle les exploits du « commandant du mont Paektu », ce qui renvoie au discours sur aux origines mythiques de Kim Il Sung et inscrit ses actions dans l'Histoire de la Corée en mentionnant les siècles d'agression dont le pays a été victime. Le vice-maréchal Kim Il Chol souligne également la participation du Japon dans la supposée invasion qui se prépare contre la RPDC. Il s'agit d'une référence aux exercices militaires conjoints organisés par les deux pays dans le cadre de leur alliance militaire. Ainsi, du point de vue nord-coréen, les grandes puissances de la région Asie-Pacifique sont ligüées contre la RPDC, y compris la Corée du Sud.

En effet, en 2006, Lee Myung-bak, candidat du parti conservateur sud-coréen aux élections présidentielles fit l'objet de violentes critiques de la part de la Corée du Nord en raison de sa position en faveur d'un renforcement de l'alliance militaire entre Séoul et Washington :

---

<sup>99</sup> KCNA, 2006. National Meeting Marks Day of Victory in War. *KCNA Watch* [en ligne]. 27 juillet 2006. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451884613-29163034/national-meeting-marks-day-of-victory-in-war> [Souligné par l'auteur]

[T]he U.S. and the south Korean puppet warmongers are hell-bent on increasing the military threat to the DPRK and stepping up their moves to ignite a war for aggression against it from the outset of the new year [...].

The present developments clearly prove that the U.S. hostile policy toward the DPRK and ambition to stifle it militarily remain unchanged and that the “strategy for waiting” touted by Lee Myung Bak is the one to prepare a war for aggression against the north, i.e., to kill fellow countrymen[...].<sup>100</sup>

La Corée du Sud est ici accusée de préparer, en complicité avec les États-Unis, une invasion de la Corée du Nord. La politique de Lee Myung Bak au début de son mandat était fondée sur le plan « 비핵 개방 3000 » (pihaek kaebang samch'ŏn) qui consistait à proposer à la Corée du Nord de démanteler son programme nucléaire et balistique en échange d'une aide économique lui permettant de faire passer son PIB par habitant de 500 à 3 000 dollars<sup>101</sup>. Mais cette proposition ne fut pas favorablement accueillie par Pyongyang qui y voyait une tentative d'interférer dans sa politique économique guidée par les principes du *Juche*, ce qui explique ses reproches et son interprétation de la posture sud-coréenne comme l'attente d'un changement de régime.

Nous avons observé les exemples où la Corée du Nord accuse les acteurs extérieurs de vouloir déclencher une guerre, mais paradoxalement, elle se prépare également à un éventuel conflit. En 2015, suite à de nouvelles sanctions économiques prises par les États-Unis qui soupçonnaient la Corée du Nord d'avoir mené des opérations de *hacking* contre l'entreprise Sony Entertainment, le Comité pour la Réunification pacifique de la Corée avertit :

---

<sup>100</sup> KCNA, 2009a. Immediate Halt to Moves for War of Aggression against DPRK Demanded. KCNA Watch [en ligne]. 23 janvier 2009. [Consulté le 8 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451887952-186339498/immediate-halt-to-moves-for-war-of-aggression-against-dprk-demanded/> [Souligné par l'auteur]

<sup>101</sup> PARK, Jong-Chul, 2008. Lee Myung-Bak Administration's North Korea Policy: Challenges and Tasks. *The Journal of East Asian Affairs*. 2008. Vol. 22, n° 2, pp. 39-61. ; SUH, Jae-jin, 2008. 이명박 정부의 비핵·개방·3000 구상과 북핵문제 해결의 전략 [imyōngbak chōngbuüi pihaek kaebang samch'ŏn kusanggwa pukhaengmunje haegyŏrüi chōllyak / Le plan dénucléarisation/ouverture/3000 de l'administration Lee Myung-bak et la stratégie de résolution de la question du nucléaire nord-coréen]. *Korea Institute of National Unification*. 2008. Vol. 17, n° 1, pp. 27-50.

We do not want the Korean peninsula to suffer another war disaster. We have bolstered up the military capacity in every way despite stern test of history. It was aimed to avert the U.S. war of aggression and protect the destiny of the nation. The DPRK's access to smaller, precision and diversified nuclear strike means was designed to conclude the final battle with the U.S. in its mainland.<sup>102</sup>

L'acquisition de nouvelles armes tactiques est justifiée par le fait que les actions des États-Unis sont considérées comme un prélude à la guerre. La Corée du Nord semble donc suivre l'adage « *si vis pacem para bellum* ». On remarque que ce discours de victimisation renforce en retour la position de force de l'appareil étatique nord-coréen qui se présente comme le seul rempart contre un agresseur toujours plus puissant. À bien des égards, les États-Unis continuent d'être la raison d'être du régime nord-coréen et de son programme nucléaire.

La seconde expression que nous avons repérée concerne en effet directement la question de la « guerre nucléaire » (핵전쟁, haek chŏnjaeng). La Corée du Nord désigne ainsi le moyen que les États-Unis, selon elle, vont employer afin de réaliser leur dessein. Nous avons précédemment mentionné la volonté de Kim Il Sung de développer un programme nucléaire suite au bombardement américain à Hiroshima et Nagasaki. Le discours nord-coréen entretient cette paranoïa. Nous avons observé que la « guerre nucléaire » était régulièrement présente dans les déclarations aux côtés de la troisième expression « exercices de guerre » (전쟁연습, chŏnjaeng'yŏnsŭp). Dans le lexique nord-coréen, cette expression fait référence aux exercices militaires conjoints de la Corée du Sud et des États-Unis. La Corée du Nord ne les qualifie pas d'exercice militaire mais de « préparation à la guerre », de « manœuvres de guerre » ou de « répétitions d'un scénario de guerre ». Le régime nord-coréen a toujours considéré ces exercices militaires comme une préparation à l'invasion de son territoire et par conséquent, son discours prend un ton plus menaçant au cours de cette période. Ils ne sont pas perçus comme des mesures défensives ou d'intimidation mais comme un entraînement au déclenchement d'une guerre nucléaire visant le territoire nord-coréen. Pour la Corée du Sud et les États-Unis, ces exercices sont l'opportunité d'afficher la solidité de leur l'alliance militaire ainsi que la supériorité technologique de leurs armées. Par

---

<sup>102</sup> KCNA, 2015. S. Korean Authorities' Toeing U.S. Policy Will Lead to Miserable End: CPRK Special Statement. *KCNA Watch* [en ligne]. 11 février 2015. [Consulté le 15 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451904064-862715308/s-korean-authorities-toeing-u-s-policy-will-lead-to-miserable-end-cprk-special-statement/> [Souligné par l'auteur]

exemple, les exercices *Key Resolve/Foal Eagle* mobilisent des équipements de pointe capables de mettre en échec l'armée nord-coréenne tels que des avions de chasse F-22 *Raptor*, des bombardiers furtifs B-2 *Spirit* pouvant transporter des ogives nucléaires et des bombardiers stratégiques B-52 *Stratofortress*<sup>103</sup>. Sachant que la Corée du Nord ne maîtrise pas la composante nucléaire aéroportée, ces exercices lui apparaissent comme particulièrement menaçants.

Dans le cadre de nos recherches, nous avons observé les critiques formulées par la Corée du Nord à l'égard des exercices militaires conjoints depuis le milieu des années 1980. Nous avons pu constater qu'il s'agit d'une stratégie discursive qui se répète durant chaque période où les exercices ont lieu, c'est-à-dire deux fois par an. En 1989, le *Rodong Sinmun*, journal officiel du Parti du Travail de Corée accusait l'alliance militaire entre Séoul et Washington de se préparer à l'invasion de la Corée du Nord :

It is a matter of elementary common knowledge that repeated military actions of one side signify a strategical deception against the other side under the conditions where they are in confrontation with each other militarily. In other words, they seek in their annual exercises to make the other side regard the exercises as a matter of no importance while they become proficient in war practices, and then take advantage of the moment the other side grow lax to mount a surprise attack on it.

The "Team Spirit" is from A to Z an offensive one [sic] for invading our republic, not a "defensive" [one].<sup>104</sup>

Les arguments avancés par la Corée du Nord sont restés constants. La rhétorique agressive employée durant la période des exercices militaires conjoints peut être considérée comme habituelle. Grâce à une analyse par logiciel informatique des déclarations du régime nord-coréen lors des exercices militaires conjoints, D'Orazio met en lumière le fait qu'il s'agit d'une pratique routinière qui n'est pas liée à une attitude plus conflictuelle de la part de la Corée du Nord<sup>105</sup>. Pourtant, ces exercices militaires restent un enjeu important lors des

---

<sup>103</sup> WASSERBLY, Daniel, 2013. Exercise « Foal Eagle » features in efforts to deter North Korea. *Janes* [en ligne]. 3 avril 2013. [Consulté le 5 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.janes.com/article/23346/exercise-foal-eagle-features-in-efforts-to-deter-north-korea>

<sup>104</sup> NODONG SINMUN, 1989. "Team Spirit" Casts Shadow over Talks. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 10 février 1989. [Souligné par l'auteur]

<sup>105</sup> D'ORAZIO, Vito, 2012. War Games: North Korea's Reaction to US and South Korean Military Exercises. *Journal of East Asian Studies*. 2012. Vol. 12, n° 2, pp. 275-294.

négociations internationales. En 2018, par exemple, dans un geste d'apaisement, les ministres de la Défense sud-coréen et américain ont annoncé la suspension de l'exercice militaire conjoint *Ulchi Freedom Guardian*, qui mobilise les postes de commandement et de contrôle dans le cadre de la plus grande simulation informatique d'un scénario de guerre<sup>106</sup>. Mais de manière générale, la Corée du Nord maintient sa rhétorique consistant à affirmer que ses adversaires, sous couvert de diplomatie, continuent de préparer l'invasion de son territoire :

Large-scale joint military exercises and the deployment of up-to-date war means for actual battles and other moves of the U.S. and Japan indicate that they are stepping up the preparations for the second Korean war in real earnest behind the scene of dialogue and this has already gone beyond the danger line.

The U.S. is demanding the DPRK dismantle its nuclear deterrent force without any reward[...]. This is a brigandish demand of an aggressor.<sup>107</sup>

La traduction en anglais de cette déclaration s'éloigne de la version originale qui met l'accent sur le manque d'honnêteté des États-Unis et du Japon. Plutôt que de suggérer que ces derniers utilisent le « dialogue » comme prétexte, la version en coréen juge qu'ils « cachent leurs véritables intentions » (본심을 숨기지 않고있다, ponsimül sumgiji anhkoitta)<sup>108</sup>. La sincérité des États-Unis et du Japon est mise en question dans les deux versions mais en coréen, il n'y a pas d'allusion au dialogue en tant que tactique trompeuse. De plus, la dernière phrase de la déclaration, qui est aussi sa conclusion, est différente dans la version originale. En effet, en coréen, la Corée du Nord affirme : « Notre réponse face aux agresseurs est claire et reste la même » (침략자들에 대한 우리의 대답은 일관하며 명백하다,

---

<sup>106</sup> KIM, Ho-joon, 2018. 한미 국방부, 올해 8월 UFG 한미연합훈련 중단 결정 [hanmi kukpangbu, olhae p'arwöl UFG hanmiyönhaphullyön chungdan kyölc'höng / Décision des ministères de la Défense sud-coréen et américain de suspendre les exercices militaires conjoints UFG en août prochain]. *Yonhap News* [en ligne]. 19 juin 2018. [Consulté le 14 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20180619011300014>

<sup>107</sup> KCNA, 2004. DPRK to Take Decisive Countermeasure for Self-Defence. *KCNA Watch* [en ligne]. 1 avril 2004. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452004743-1726272/dprk-to-take-decisive-countermeasure-for-self-defence/> [Souligné par l'auteur]

<sup>108</sup> KCNA, 2004. 외무성대변인 미국의 이지스구축함배비에 결정적인 자위적대응조치 [oemusöngdaebyönin migugüi jjisüguch'ukhambaebie kyölc'höngjög'in chawijöktaeüngjoch'i / Porte-parole du ministère des Affaires étrangères : contre-mesure d'autodéfense décisive face au déploiement du système de combat américain Aegis ]. *KCNA Watch* [en ligne]. 1 avril 2004. [Consulté le 16 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451912136-407381268/외무성대변인-미국의-이지스구축함배비에-결정적/>

ch'imnyakchadüre taehan uriüi taedabün ilkwanhamyö myöngbaekhada). Cette déclaration, destinée à un public domestique, met en évidence la détermination du régime nord-coréen plutôt que l'attitude de ses adversaires.

Nous avons observé qu'il existe une forte corrélation entre l'expression « guerre nucléaire » et « exercices militaires ». Les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon sont accusés par le discours nord-coréen de se préparer régulièrement à une invasion du territoire nord-coréen au moyen d'armes nucléaires. En outre, comme on peut l'observer dans la dernière déclaration analysée, la quatrième expression, « Seconde Guerre de Corée » (제 2 의 조선전쟁, cheiüijosönjönjaeng) est liée aux exercices militaires. Il s'agit là d'une stratégie rhétorique de la Corée du Nord qui met en scène un évènement pouvant potentiellement advenir sur la péninsule coréenne. De plus, mettre en garde à la fois la population nord-coréenne et la communauté internationale contre une « Seconde Guerre de Corée » fait appel à une mémoire commune qui rend la menace très concrète dans les esprits de ses interlocuteurs. On peut souligner qu'il n'existe pas d'équivalent dans la langue sud-coréenne : le régime nord-coréen monopolise le discours à propos de cette menace.

En effet, la Corée du Nord occupe l'ensemble de l'espace discursif au sujet de la Guerre de Corée afin de justifier sa « tradition révolutionnaire » (혁명전통, hyöngmyöngjönt'ong). La Corée du Nord considère que sa « révolution » ne sera pas achevée tant que les puissances impérialistes continueront de dominer les relations internationales. Mais il s'agit là d'un discours idéologique qui n'est fondé sur aucune réalité historique : loin d'avoir mené une révolution au sens communiste du terme, après la Guerre de Corée, la Corée du Nord ne fut pas non plus un pays indépendant comme elle le prétendait car elle accueillit des troupes chinoises sur son territoire jusqu'à la fin des années 1958 et elle bénéficia de l'aide économique soviétique jusqu'au début des années 1990. En outre, jusque dans les années 1980, le tissu industriel nord-coréen devait ses bonnes performances aux infrastructures héritées de la colonisation japonaise<sup>109</sup>. Pourtant, le discours nord-coréen continue aujourd'hui d'entretenir le mythe de la révolution pour donner un but à son programme nucléaire et balistique. Ainsi, la guerre fait partie intégrante de l'identité nationale nord-coréenne, qu'il s'agisse de combattre les puissances impérialistes ou de contre-attaquer face à une invasion étrangère.

---

<sup>109</sup> YOUNG, Benjamin R., 2019. *Op. cit.*



Selon l'historiographie nord-coréenne, l'armée sud-coréenne fut la première à déclencher les hostilités, le 25 juin 1950. La Corée du Nord ne reconnaît pas la version reconnue par l'ensemble de la communauté internationale à propos de sa responsabilité dans l'invasion du territoire sud-coréen qui entraîna la Guerre de Corée. Elle continue de se présenter comme une victime face à des agresseurs extérieurs. On peut remarquer que la Seconde Guerre de Corée est mentionnée à plusieurs reprises par les institutions sous l'égide de l'Armée populaire de Corée :

A spokesman for the Panmunjom Mission of the Korean People's Army (KPA) released a statement on Sunday as regards the fact that the U.S. and south Korean bellicose forces started what they called Key Resolve and Foal Eagle joint military exercises under the simulated conditions of the second Korean war across south Korea on March 2.<sup>110</sup>

The Panmunjom mission of the Korean People's Army (KPA) on Tuesday released an open letter disclosing the gravity of military provocations and confrontation acts being made by the warmongers in the area along the Military Demarcation Line (MDL) to ignite the second Korean war.<sup>111</sup>

Contrairement aux communiqués relatifs aux négociations sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen qui sont publiés par le ministère des Affaires étrangères, les communiqués impliquant des avertissements concernant un potentiel conflit militaire sont publiés par l'Armée populaire de Corée. Conformément à sa rhétorique, toute action militaire de la part de la Corée du Nord aurait lieu dans le cadre de la légitime défense face à une agression ou une provocation. D'un point de vue stratégique, les déclarations de l'armée coréenne donnent des indications sur les intentions du régime nord-coréen :

---

<sup>110</sup> KCNA, 2008. KPA to Counter with Its Positive Retaliatory Blows Any Attempt to Stifle DPRK by Force of Arms. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 mars 2008. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451886296-979810360/kpa-to-counter-with-its-positive-retaliatory-blows-any-attempt-to-stifle-dprk-by-force-of-arms/> [Souligné par l'auteur]

<sup>111</sup> KCNA, 2016. KPA Panmunjom Mission on Gravity of Military Provocations in MDL Area. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 juillet 2016. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/259180/kpa-panmunjom-mission-on-gravity-of-military-provocations-in-mdl-area/> [Souligné par l'auteur]

The U.S. and the south Korean puppet forces should clearly bear in mind that our warning that if a single bullet is fired into the areas where the sovereignty of the DPRK is exercised, it will blow up the bases of aggression and provocation with the matchless Hwasong artillery pieces mounted with nuclear warheads, is not hot air.<sup>112</sup>

Si peu d'indications précises sont communiquées à propos des cibles de l'armée, le type de missile balistique est indiqué ainsi que la possibilité d'une frappe nucléaire. En coréen, le porte-parole de l'Armée Populaire de Corée prévient que ce « ne sont pas des paroles en l'air » (빈말이 아니라는 것, pinmari aniranŭn gŏt)<sup>113</sup>. Ce type d'avertissement est fréquent dans les communiqués nord-coréens, notamment en ce qui concerne l'emploi de l'arme nucléaire.

On peut néanmoins se demander dans quelles situations ces déclarations peuvent constituer de véritables menaces et, au contraire, à quelles occasions elles ne revêtent pas d'intérêt particulier. Grâce à la typologie que nous avons établie, il est possible d'identifier les expressions les plus fréquemment employées par dans le discours nord-coréen au sujet de la guerre. Malgré leur caractère menaçant, leur usage fréquent en diminue l'intensité rhétorique. Ainsi, si l'on retrouve une ou plusieurs de ces expressions dans une déclaration, on peut en déduire qu'il s'agit de la rhétorique classique du régime nord-coréen. De plus, si une déclaration s'inscrit dans un discours plus idéologique que stratégique et qu'il est possible d'identifier des lieux communs liés à la vision géopolitique véhiculée par le *Juche*, on peut conclure que la menace n'est pas élevée. En revanche, si les objectifs stratégiques et les intentions de la Corée du Nord sont clairement énoncés, il est nécessaire de considérer avec attention ce que le pays cherche à communiquer. On peut prendre pour exemple la crise de 2013 précédemment évoquée au cours de laquelle le régime nord-coréen révéla les cibles stratégiques visées telles que les bases américaines en Corée du Sud, à Guam et à Hawaï. Il ne s'agissait plus seulement de mentionner une « guerre nucléaire ». Les signaux envoyés par la Corée du Nord à travers son discours méritent donc d'être analysés afin de déterminer leur intensité et leur signification.

---

<sup>112</sup> KCNA, 2017c. Ballistic Rocket Launching Drill Is Right for Self-defence of Sovereign State: KPA Strategic Force Spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 9 mars 2017. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/270328/ballistic-rocket-launching-drill-is-right-for-self-defence-of-sovereign-state-kpa-strategic-force-spokesmn> [Souligné par l'auteur]

<sup>113</sup> KCNA, 2017. 조선인민군 전략군 로케트발사훈련 시비질은 도적이 매를 드는 추태 [chosŏninmingun chŏllyakkun rok'et'ŭbalsahullyŏn sibijirŭn tojŏgi maerŭl tŭnŭn ch'ut'ae / Les tergiversations à propos des tirs de missiles balistiques par les Forces stratégiques de l'Armée populaire de Corée sont des comportements scandaleux ]. *KCNA* [en ligne]. 9 mars 2017. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/03/03-09/2017-0309-017.html>

Plus la Corée du Nord parle de guerre, plus elle met en réalité en œuvre une institutionnalisation du discours sur la guerre. L'état de guerre garantit la survie du régime nord-coréen ainsi que le développement de son programme nucléaire et balistique. La légitimité et le fonctionnement des institutions nord-coréennes dépendent de ce discours qui construit une réalité dans laquelle le pays est sous la menace constante de puissances cherchant à l'envahir. La force de l'argumentaire des institutions nord-coréennes réside dans la victimisation et le fait de se présenter comme un pays à la merci de l'hyperpuissance américaine. Cette stratégie rhétorique identifiée, il est possible à des interlocuteurs extérieurs d'en tirer profit : reconnaître à la Corée du Nord le dilemme de sécurité dont elle se prétend victime pourrait constituer un premier pas vers un dialogue destiné à trouver des alternatives au développement de l'arme nucléaire. De plus, si la Corée du Nord se présente comme un État fondamentalement pacifiste, le fait de lui rappeler ses propres déclarations, par exemple dans le cadre de négociations internationales, pourrait être efficace afin d'obtenir des résultats concrets concernant le démantèlement de son programme nucléaire et balistique. Toutefois, il faut souligner que toute tentative perçue comme une ingérence dans les affaires internes du pays aurait pour conséquence un blocage du dialogue en raison de la place centrale qu'occupent l'idéologie du *Juche* et la dynastie Kim.

Cependant, le raisonnement que le discours nord-coréen construit à partir des relations entre la paix, la guerre et l'arme nucléaire est précaire. L'arme nucléaire est présentée comme une garantie de maintien de la paix dans la région Asie-Pacifique car elle dissuade les ennemis du régime nord-coréen de déclencher une invasion. Pourtant, c'est cette peur de la guerre d'agression qui occupe tout l'espace discursif et justifie l'acquisition de l'arme nucléaire. Dans cette perspective, les déclarations de la Corée du Nord à propos de la conclusion d'un accord de paix avec la Corée du Sud dans le but de mettre fin à l'état de guerre permanente sur la péninsule coréenne peuvent apparaître comme contradictoires. Le peu de succès que les initiatives intercoréennes ou internationales ont rencontré à ce sujet pourrait notamment s'expliquer par le fait que les différences entre les deux parties concernant les enjeux n'ont pas été suffisamment prises en considération. L'analyse du discours peut contribuer à comprendre ces difficultés. Mais il est important de mettre en évidence le caractère tautologique du discours nord-coréen afin de prendre du recul et d'analyser avec plus de précision les déclarations des institutions et des figures clés du régime nord-coréen. De plus, en vertu de la formalité qui définit le discours nord-coréen, ces

déclarations suivent une structure fixe qui peut nous en apprendre plus sur la méthode à employer pour les interpréter correctement.

### **5.3. MÉTHODOLOGIE DE L'ANALYSE DE LA STRUCTURE DES DÉCLARATIONS DU RÉGIME NORD-CORÉEN**

L'analyse du discours de la Corée du Nord au sujet de son programme nucléaire et balistique nous a permis de mettre en lumière la culture stratégique du pays, en particulier le lien entre l'arme nucléaire et les concepts clés que sont la paix, la guerre et les menaces extérieures. Pourtant ces grandes thématiques ne sont qu'une partie des stratégies discursives mobilisées par les institutions dans le cadre du discours sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen. Nous allons donc nous intéresser aux particularités du discours des institutions nord-coréennes.

Bien que le corpus sélectionné rassemble des déclarations émanant de différentes institutions, nous avons remarqué que leur point commun réside dans une organisation formelle respectant un schéma similaire. Ainsi que nous l'observerons par la suite, les déclarations débutent par une recontextualisation des événements relatés dans une stratégie de défi du discours dominant afin de rétablir ce que le régime nord-coréen établit comme une vérité incontestable. Puis, dans le corps des déclarations, au moyen de l'intertextualité, les institutions nord-coréennes se posent comme victimes de l'injustice régnant dans les relations internationales. Enfin, nous verrons que la « substantifique moelle » des déclarations se situe en leur fin. Les derniers paragraphes révèlent les intentions de la Corée du Nord et dans le cas particulier de la question nucléaire, les lignes rouges établies par le pays, avertissant ainsi ses interlocuteurs des limites à ne pas franchir. Nous souhaitons souligner que notre démarche ne consiste pas à séparer le fond de la forme. Dans le cas du discours nord-coréen, en raison de la rigidité qui caractérise son appareil étatique et de la formalité qui régit la vie politique, la forme est indissociable du fond. Tout comme les titres honorifiques attribués aux dirigeants suprêmes, la formalité du discours revêt une importance de premier plan qu'il convient d'analyser en lien avec les arguments avancés dans le texte.

Dans le but de maintenir une cohérence dans l'analyse des extraits des déclarations, nous avons sélectionné trois événements correspondant aux trois mandats des différents dirigeants nord-coréens afin d'étudier la continuité des stratégies discursives de la Corée du Nord : la première annonce du retrait du TNP en 1993, le lancement du satellite Kwangmyongsong-2 en 2009, et un événement moins médiatique mais tout aussi polémique, les déclarations du secrétaire d'État américain, John Kerry, en 2017. Ces événements représentent des marqueurs importants dans l'évolution du discours de la Corée du Nord sur son programme nucléaire et balistique.

### *5.3.1. Exorde et recontextualisation : exposé de la version nord-coréenne des faits et événements*

Toute déclaration des institutions nord-coréenne débute avec une recontextualisation de l'évènement traité ou des commentaires publiés dans la presse étrangère que l'institution souhaite commenter. Cette stratégie rhétorique permet d'inscrire le sujet dans la perspective nord-coréenne et ainsi, de faire comprendre au destinataire la manière dont l'évènement ou le message a été reçu et interprété par la Corée du Nord. Il s'agit souvent de dévoiler le « véritable » sens des mots ainsi que les « véritables » intentions. Dans l'exorde de chaque déclaration, les institutions nord-coréennes mobilisent ainsi le registre relatif à la vérité et son contraire, celui de la falsification. L'enjeu est donc d'imposer par le discours une réalité contraire à celle relayée dans les médias étrangers.

Examinons la déclaration du ministre de l'Énergie atomique exposant les raisons du retrait de la Corée du Nord au cours de la première crise nucléaire en 1993. Traditionnellement, le ministère des Affaires étrangères est chargé des annonces au sujet du programme nucléaire et balistique. Le fait que le devoir d'annoncer la décision plus importante du gouvernement nord-coréen depuis 1985 incombe au ministère de l'Énergie atomique est hautement symbolique. Cela signifie d'un part, que la décision n'est plus soumise aux négociations, et que le pays n'a pas l'intention de répondre aux demandes d'inspections spéciales de l'AIEA ; et d'autre part, que la Corée du Nord envisage de mener sa propre politique en matière d'énergie nucléaire, indépendante de toute coopération avec les institutions internationales compétentes dans ce domaine. La déclaration débute avec un récapitulatif des faits :

The minister of atomic energy of the Democratic Peoples [sic] Republic of Korea Thursday publish a statement denouncing the unjustifiable “resolution” to transfer the so-called “nuclear problem” of the DPRK to the United Nations on the charge of “noncompliance with the safeguards agreement” which was forced through the Board of Governors of the International Atomic Energy Agency by the United States and its followers on April 1.<sup>114</sup>

The minister declares: “There is a shady background in this, on which a revealing light must be shed. It was from early November last year [...] that some officials of the secretariat of the IAEA abruptly began to bring forward the fictitious problem of ‘inconsistency’. This ‘inconsistency’ was, in essence, one caused by the difference in the calculating methods and interpretation and assessment resulting from a mistake of the agency. It was by no means a difference between our declaration and the results of inspection by the agency.”<sup>115</sup>

L’un des premiers indices visuels de la remise en cause du discours international sur le programme nucléaire consiste en la mise entre guillemets des termes contestés par la version nord-coréenne. Conformément aux principes fondamentaux du *Juche* qui prônent l’indépendance politique du pays, ne reconnaissant dès lors pas l’autorité des institutions multilatérales, le ministre de l’Énergie atomique n’accepte pas l’autorité des résolutions du CSNU. En outre, selon la Corée du Nord, il n’existe pas de problème concernant son programme nucléaire mais plutôt une fausse interprétation de ses intentions de la part des acteurs extérieurs. Elle réaffirme par la voix de son ministre sa transparence en matière d’accords de sauvegarde tout en affirmant que l’opacité résiderait plutôt dans le camp adverse : derrière un « *shady background* » se dissimuleraient des tractations douteuses entre l’AIEA et les États-Unis. La Corée du Nord fait référence aux informations fournies par les services de renseignement américains à l’organisation internationale au sujet des installations nucléaires sur son territoire. Mais comme nous l’avons rappelé, si cette collusion consistait une première dans l’histoire de l’AIEA, elle restait toutefois conforme à son règlement. La Corée du Nord conteste également les différences observées entre le rapport qu’elle a soumis à l’AIEA et les résultats des inspections. À nouveau, la Corée du

---

<sup>114</sup> KCNA, 1993. Reaction to Nuclear Treaty Withdrawal Continues. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 8 avril 1993.

<sup>115</sup> *Ibid.*

Nord tente de rétablir sa version des faits, se présentant comme une victime des erreurs de calcul de l'AIEA.

Nous retrouvons la même stratégie discursive dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères nord-coréen datant d'avril 2009. La Corée du Nord avait procédé, le 5 avril, au lancement d'un satellite qui fut condamné par le Conseil de Sécurité de l'ONU<sup>116</sup>. En réaction, le régime nord-coréen annonça qu'il refusait de poursuivre les négociations au sujet de la dénucléarisation de la péninsule coréenne dans le cadre des Pourparlers à six :

The Foreign Ministry of the DPRK issued the following statement Tuesday denouncing the United States and its followers for finally perpetrating hostile acts of daring take issue with the DPRK's satellite launch for peaceful purposes by abusing the United Nations Security Council defying its repeated warnings.<sup>117</sup>

L'une des principales différences entre la version originale du communiqué en coréen et sa traduction en anglais réside dans les qualificatifs employés pour désigner le locuteur du discours. En coréen, une fois l'institution désignée par son nom officiel, comme ici par exemple le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, le pronom personnel « nous » (우리, uri) est utilisé tandis qu'en anglais, le nom officiel ou celui du pays apparaît le plus souvent. Dans la version coréenne, la stratégie discursive consistant à opposer « nous » et « eux » est plus visible et réalise plus efficacement son but de polariser le discours. On remarque que le terme « hostile » (적대행위, chöktaehaeng'wi) attribué aux États-Unis et à leurs « followers » (추종세력, ch'ujongseryök) est opposé au « satellite launch for peaceful purposes » (평화적위성발사, p'yönghwajögwisöngbalsa) de la Corée du Nord<sup>118</sup>. À nouveau les liens entre les États-Unis et une institution multilatérale, ici l'ONU, sont remis en question. Ces

---

<sup>116</sup> UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, 2009. S/PRST/2009/7 : *Statement by the President of the Security Council*. New York, NY.

<sup>117</sup> KCNA, 2009b. DPRK Foreign Ministry Vehemently Refutes UNSC's « Presidential Statement ». *KCNA Watch* [en ligne]. 14 avril 2009. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451886844-302374302/dprk-foreign-ministry-vehemently-refutes-unscs-presidential-statement/>

<sup>118</sup> KCNA, 2009c. 조선외무성 성명 《6 자회담은 필요없게 되었다》 [chosönoemusöng söngmyöng ryukchahoedamün p'iryoöpke toeyötta / Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC : « Les Pourparlers à six ne sont plus d'aucune utilité »]. *KCNA Watch* [en ligne]. 14 avril 2009. [Consulté le 18 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451993228-873156084/조선외무성-성명-《6 자회담은-필요없게-되었다》/>

derniers sont accusés de s'approprier illégalement ou d'usurper (도용하다, toyonghada) le Conseil de Sécurité, sous-entendant ainsi que les États-Unis se seraient livrés à des pratiques douteuses, contrairement à la Corée du Nord qui a formulé plusieurs avertissements, communiquant de manière transparente ses intentions.

À nouveau, des soupçons au sujet des objectifs cachés des États-Unis furent formulés par la Corée du Nord lorsqu'elle commenta les remarques du secrétaire d'État américain, John Kerry à son sujet lors du Forum économique mondial qui s'est tenu à Davos, en Suisse, en janvier 2017. La RPDC avait reçu une invitation à participer mais en raison des deux essais nucléaires effectués l'année précédente, son invitation fut révoquée. Cet événement qui fut considéré comme un affront, fit l'objet de violentes critiques côté nord-coréen. Pour rétablir le contexte dans lequel le communiqué nord-coréen fut publié, nous pouvons rappeler les propos de Kerry à Davos :

I am proud of all of the things that we've been doing simultaneously – an incredible kind of juggling act, if you will – between the rebalance to Asia, bringing China along twice to ratchet up the sanctions with respect to North Korea. [...]

We've mobilized, we've deployed, including the possibility of THAAD and Aegis in order to defend our allies and ourselves against the potential of a nuclear weapon and a reckless, young, untested, and impulsive dictator.<sup>119</sup>

Ces remarques donnèrent lieu à une réaction virulente de la part du ministère des Affaires étrangères nord-coréen dont le communiqué destiné à répondre aux remarques de Kerry débuta ainsi :

A spokesman for the Foreign Ministry of the DPRK gave the following answer to a question raised by KCNA Thursday in connection with the fact that the U.S. State Secretary made remarks faulting the dignity of the supreme leadership of the DPRK. U.S. State Secretary Kerry at a briefing at the Davos world economic forum on Jan. 17 spouted coarse invective that deployment of THAAD in south Korea is to “cope with

---

<sup>119</sup> A Conversation With John Kerry: Diplomacy in an Era of Disruption with Tom Friedman, 2017. *U.S. Department of State* [en ligne]. [Consulté le 2 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://2009-2017.state.gov/secretary/remarks/2017/01/267073.htm>



the nuclear weapons of north Korea and the potentiality of its reckless and unverified impulsive dictator.”<sup>120</sup>

La Corée du Nord a régulièrement recours à la stratégie discursive de « réponse à une question » de la presse ou d'un autre média afin de commenter l'actualité. Tout comme le porte-parole reste anonyme, la question originale n'est jamais citée. Il s'agit donc d'une stratégie employée par les institutions comme motif pour réagir à des événements ou à des déclarations, notamment quand ceux-ci sont d'importance moindre mais que le régime nord-coréen souhaite quand même y répondre. Ici, les remarques de Kerry ont porté sur le caractère même du *Suryöng*, ce qui constitue un crime de lèse-majesté qui ne peut pas rester impuni. Si ses remarques avaient porté sur une décision de Kim Jong Un plutôt que sur sa personne, la réponse nord-coréenne aurait sans doute été moins virulente, voire inexistante. La traduction pour « *reckless* » (무모하다, mumohada), « *unverified* » (검증되지 않다, kŏmjŭngdoeji anhta) et « *impulsive* » (충동적, ch'ungdongjök) correspond aux adjectifs employés par le secrétaire d'État américain mais l'adjectif « *young* » a été omis dans le communiqué nord-coréen<sup>121</sup>. Dans la version en coréen comme dans la traduction, la potentialité est attribuée à l'arme nucléaire alors que dans la déclaration originale de Kerry, c'est l'arme nucléaire qui représente une menace potentielle et le caractère du dictateur est traité dans une proposition différente. On peut se demander si la partie coréenne a correctement interprété les propos de la partie opposée ou bien si elle manipule délibérément les déclarations afin de les inscrire dans un nouveau contexte dont elle en a construit la structure. Mais les guillemets servent également à mettre en doute les intentions des États-Unis au sujet du déploiement de leur système antimissiles THAAD sur le territoire sud-coréen. Cela sous-entend que la Corée du Nord ne perçoit pas son programme nucléaire ni le caractère de Kim Jong Un comme une justification crédible au déploiement d'un tel système. Dans la réalité construite par le discours nord-coréen, les États-Unis

---

<sup>120</sup> KCNA, 2017d. FM Spokesman Denounces U.S. State Secretary's Remarks Faulting Dignity of Supreme Leadership of DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 19 janvier 2017. [Consulté le 8 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/269173/fm-spokesman-denounces-u-s-state-secretarys-remarks-faulting-dignity-of-supreme-leadership-of-dprk/>

<sup>121</sup> KCNA, 2017e. 조선외무성 미국무장관의 《독재자》망발은 패배자의 녀두리 [chosŏnoemusŏng migungmujanggwanŭi tokchaeja mangbarŭn p'aebaejaŭi nŏkturi / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : les paroles et les actions du secrétaire d'État américain à propos du « dictateur » ne sont que les plaintes d'un perdant]. *KCNA* [en ligne]. 19 janvier 2017. [Consulté le 8 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/01/01-19/2017-0119-024.html>

accroissent la pression sur le pays des justifications dissimulant leurs ambitions impérialistes : ils décrédibilisent son dirigeant afin de renverser son régime politique.

D'autres déclarations pourraient être citées et analysées mais grâce à ces trois extraits publiés à différentes périodes de l'évolution du programme nucléaire et balistique nord-coréen, nous pouvons constater que les entrées en matière des déclarations introduisent une version nord-coréenne des faits dans un combat rhétorique pour la vérité et la transparence afin d'installer un contexte qui soutiendra sa structure argumentative.

### *5.3.2. Une réfutation du discours dominant sur la non-prolifération : examen de l'argumentaire nord-coréen*

Une fois le contexte établi, les déclarations procèdent à l'explication des actions du régime nord-coréen ainsi. Au cours de nos travaux d'analyse dans le cadre de la CDA, nous avons remarqué que l'argumentation de la Corée du Nord dans le corps de ses déclarations s'articule autour d'une stratégie discursive majeure : la dénonciation de la « politique des doubles standards » (이중기준정책, ijunggijunjöngch'aek). D'après la Corée du Nord, le TNP a créé une hiérarchie entre les États et imposé un discours dominant sur la prolifération nucléaire qui construit et renforce une structure internationale fondée sur le principe « deux poids, deux mesures ». Cette hiérarchie existe elle-même en vertu de deux dynamiques : la première est la mise en œuvre de mesures destinées à garantir le respect du régime international de non-prolifération par les États non dotés ; la seconde relève d'un tabou au sujet des États officieusement dotés de l'arme nucléaire mais qui ne sont pas visés par des sanctions en raison de liens privilégiés avec les institutions internationales. L'expression « discours dominant », lourde de sens, est employée sciemment ici afin de mettre en évidence la lutte pour le pouvoir qu'elle sous-tend. Nous avons précédemment étudié comment les institutions supranationales avaient contribué à la mise en œuvre d'une législation internationale concernant l'arme nucléaire. Le discours construit sur cette base législative fut ensuite imprégné de valeurs morales liées à la possession ou non de l'arme nucléaire. Cette structure discursive est dès lors considérée comme naturelle et légitime. On peut donc affirmer que le discours actuel sur l'arme nucléaire défendu par les organisations internationales et la majorité de leurs États membres n'est pas seulement le discours

dominant mais bien plus, ce discours a été internalisé<sup>122</sup>. Rares sont les États qui osent proposer un discours alternatif et s'ils le font, ils font l'objet d'une mise en marge par la société internationale voire d'une condamnation comme ce fut le cas des États soupçonnés de prolifération comme l'Irak, qualifiés d'« États hors-la-loi » ou d'« Axe du mal » par l'administration Bush. Un discours naturalisé est d'autant plus puissant qu'il se situe au-delà de toute idéologie puisqu'il est considéré comme naturel et évident, relevant du « sens commun » pour se référer au concept de Gramsci. Ainsi, lorsque la Corée du Nord, en vertu de son idéologie du *Juche*, remet en cause le discours dominant sur l'arme nucléaire, elle questionne les fondations de l'ordre international.

L'accès au « pouvoir égalisateur de l'atome »<sup>123</sup> longtemps recherché par le régime nord-coréen relevait d'une quête de puissance tout autant que d'une soif de justice. Les éléments de langage employés à ce sujet par In Il Ri, Représentant permanent de la RPDC auprès des Nations unies sont éloquentes :

I want to say to the representatives of France and the United Kingdom that if they really believe nuclear weapons to be as bad as they claimed in their statements, we strongly urge them to dismantle their own nuclear arsenals and accede to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons as non-nuclear States.<sup>124</sup>

La bonne volonté des États dotés de l'arme nucléaire en matière de dénucléarisation, dans les conditions prévues par le TNP afin d'aboutir à un monde sans armes nucléaires, est ici remise en cause.

Le régime nord-coréen s'en prend également directement dans son discours à la notion de souveraineté et aux actions entreprises par la communauté internationale afin de l'en priver. Ces arguments sont une ligne stratégique constante dans le discours nord-coréen, notamment dans ses prises de position en faveur des pays non-alignés durant la guerre froide ou ses plaidoyers pour une réforme de l'ONU, en particulier pour un Conseil de Sécurité

---

<sup>122</sup> FAIRCLOUGH, Norman, 1989. *Op cit.*, p. 91.

<sup>123</sup> GALLOIS, Pierre-Marie, 2009. *Stratégie de l'âge nucléaire*. Réédition. Paris : Francois-Xavier de Guibert. L'expression apparaît pour la première fois dans l'édition de 1960.

<sup>124</sup> UNITED NATIONS, 2017. A/C.1/72/PV.14 : *14th meeting*. Seventy-second session. New York, NY : General Assembly First Committee, p. 28.

plus inclusif. Ainsi, on comprend pourquoi la souveraineté constitue la pierre angulaire de l'argumentation dans la déclaration de 1993 :

We, proceeding from the stand of discharging our obligations under the safeguards agreement for three months, proposed on March 30 in explicit terms negotiations with the IAE [sic]. [...]

However, some officials of the IAEA secretariat ignore our proposal and answered it with the adoption of an unreasonable 'resolution' on transferring our problem to the United Nations.

This was contrary to article 3 of the agreement which stipulates cooperation in its implementation and to article III of the statute of the IAEA which calls for respecting the sovereignty of the given country. [...]

So, the secretariat has no legal ground to conclude 'it is not able to verify that there has been no diversion of nuclear material to nuclear weapons or other nuclear explosive devices'.<sup>125</sup>

Au cœur de son argumentation, la Corée du Nord a recours à de nombreuses reprises à l'intertextualité. Ici, les références au droit international confèrent une crédibilité à son discours. L'article III du Statut de l'AIEA dispose bien à la dernière section, section D, que « l'Agence exerce ses fonctions en respectant les droits souverains des États »<sup>126</sup>. Mais le même article rappelle qu'elle « agit selon les buts et principes adoptés par les Nations Unies »<sup>127</sup>. Le transfert de la question au CSNU, bien qu'il soit déploré par la Corée du Nord et qualifié de « *unreasonable* », ne constitue pas une violation des accords conclus. Le discours oppose la volonté de négociation de la part de Pyongyang à la pression de l'AIEA. Il s'agit d'une stratégie rhétorique récurrente dans le discours sur l'arme nucléaire : sans cet atout, un petit État se retrouve à la merci des grandes puissances qui imposent leurs règles du jeu sur l'échiquier international, en particulier dans les organisations multilatérales où elles occupent une position privilégiée. Un proverbe coréen est souvent utilisé pour illustrer cette situation : « Lorsque les baleines se disputent, le dos de la crevette se brise » (고래 싸움에 새우등 터진다, *korae ssaume saeudŭng t'ŏjinda*). La Corée du Nord entretient dans son

---

<sup>125</sup> KCNA, 1993. *Op. cit.*

<sup>126</sup> AIEA, 1989. Statut de l'AIEA. *AIEA* [en ligne]. [Consulté le 21 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.iaea.org/fr/laiea/statut>

<sup>127</sup> *Ibid.*

discours un « complexe » de nation faible qui la pousse à constamment revendiquer sa souveraineté nationale et son indépendance et à chercher à mettre en œuvre le principe de la dissuasion du faible au fort afin de pallier cette inégalité. Elle se présente comme victime du jeu des grandes puissances. La Corée du Nord endosse régulièrement l'*ethos* de leader des petites nations opprimées par les grandes puissances impérialistes et remet en cause l'ordre international de manière très virulente :

What on earth is international law? Who should implement it? Is the United States judgement or argument international law? Is the United States entitled to assess the implementation of international agreements and punish the violators of its judgements? Should only small countries have the obligation to implement them? Is it not a violation of the NPT that the United States threatens to use nuclear weapons against small countries developing new types of nuclear weapons?

The Democratic People's Republic of Korea decided to withdraw from the NPT and strengthen its nuclear deterrence to cope with the ever-intensifying United States hostile policy and pressure on the Democratic People's Republic of Korea. Are these truly threats to other countries or a violation of international law? Is the threat of the big countries against the small countries designed for peace? Where is the resistance of the small countries against threats to peace? It is necessary for the international community to discuss sincerely and frankly the issues of peace and security and justice and impunity.<sup>128</sup>

Loin d'affaiblir sa position, la stratégie de victimisation de la Corée du Nord la rend légitime dans sa critique du système international. La tirade du Représentant permanent de la RPDC à l'ONU ci-dessus illustre bien la force que le pays tire de son statut de petit État opprimé par les injustices caractérisant le droit international. Ici, la succession de questions rhétoriques adressées à l'Assemblée générale transforme le discours en plaidoyer en prenant les États à partie comme dans une cour de justice. Le champ lexical de la justice est par ailleurs disséminé dans tout le texte : « *judgement* », « *international law* », « *violators* », « *violation* », « *justice* », « *impunity* » ... À quatre reprises, la Corée du Nord évoque les « *small countries* » sans défense qui n'ont d'autre choix que de se tourner vers un programme nucléaire afin de se prémunir contre les puissances impérialistes. Le *pathos* employé dans

---

<sup>128</sup> UNITED NATIONS, 2003. A/C.1/58/PV.23 : *23rd meeting*. Fifty-eighth session. New York, NY : General Assembly First Committee, p. 7.

cette déclaration vise à persuader l'auditoire que le combat de la Corée du Nord est celui de la justice et que le régime nord-coréen devient un héros malgré lui (*reluctant hero*), inversant la narration américaine du « *benign hegemon* ».

S'agissant du lancement du satellite en avril 2009, la déclaration du ministère des Affaires étrangères reprend le discours relatif à l'injustice dans les relations internationales qui permet à certains États de bénéficier de l'usage pacifique de l'espace extra-atmosphérique tandis que d'autres font l'objet de condamnations de la part du CSNU :

The prevailing situation clearly proves that the principle of sovereign equality and impartiality stipulated in the UN Charter are a mere show and it is only the logic of strength which works in the international relations.

First, the DPRK vehemently refutes and condemns the unjust action taken by the UNSC wantonly infringing upon the sovereignty of the DPRK and seriously hurting the dignity of the Korean people.

The DPRK will continue to exercise its independent right to the use of outer space based on international law including the outer space treaty reflecting the unanimous will of the international community, not arbitrary practices of the UNSC which has been reduced to a tool for high-handed acts.<sup>129</sup>

L'explication fournie par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères introduit une déclaration en trois points – dont les deux autres seront analysés séparément ci-dessous – dans ce qui constitue un exemple de *speech act*. La Corée du Nord réfute et condamne la résolution du CSNU et passe à l'action en affirmant qu'elle continuera à jouir de son droit à l'usage de l'espace extra-atmosphérique. À nouveau, on observe un phénomène d'intertextualité par le recours à un texte de droit international dans la mention du Traité sur l'espace de 1967. La traduction est fidèle à l'esprit de la version originale qui dénonce le caractère arbitraire, voire despotique (전횡, chŏnhoeng) du CSNU qui est décrit comme un outil au service de l'autoritarisme de certains de ses membres. L'expression traduite en anglais « *unjust action* » apparaît dans la version originale en coréen en tant que « mesures extrêmement injustes » (부당천만한 처사, pudangch'ŏnmanhan ch'ŏsa). La version originale opte donc pour une condamnation plus sévère. Conformément au discours en version coréenne, le porte-parole évoque la violation de « la souveraineté de notre république »

---

<sup>129</sup> KCNA, 2009b. *Op. cit.* [Souligné par l'auteur]

(우리 공화국의 자주권, *uri konghwagugŭi chajugwŏn*) et de « la dignité de notre peuple » (우리 인민의 존엄, *uri inminŭi chonŏm*) renforçant la force des effets directs de l'action du Conseil de Sécurité de l'ONU. Dans une seconde clause, la Corée du Nord met fin à sa participation aux Pourparlers à six :

Second, there is no need any more to have the six-party talks which the DPRK has attended.

[...] The DPRK will never participate in such six-party talks nor will it be bound any longer to any agreement of the talks as they have been reduced to a platform for encroaching upon its sovereignty and forcing it to disarm itself and bringing down its system.<sup>130</sup>

Le titre coréen de l'article est tiré de ce second point qui déclare que les Pourparlers à six sont désormais caducs en raison du non-respect de la souveraineté nationale du pays. Originellement, la question de la condamnation par l'ONU de la mise en orbite du satellite Kwangmyongsong-2 est différente de celle de la négociation de la dénucléarisation de la péninsule coréenne au sein des Pourparlers à six. Les deux organisations se distinguent notamment par leur objet et leur format. Mais au moyen cette déclaration, la Corée du Nord lie les deux enjeux, condamnant toutes les issues diplomatiques. L'emploi de l'adverbe « *never* » renforce le caractère définitif de la décision du régime nord-coréen. Au cours de la première analyse de cette seconde clause dans le cadre de CDA, avec du recul sachant que la Corée du Nord allait procéder à son deuxième essai nucléaire quelques semaines plus tard le 25 avril 2009, cet auteur a estimé que cette déclaration sonnait comme un avertissement en vertu duquel la Corée du Nord annonçait qu'elle n'était plus liée par aucune obligation ni aucune organisation et qu'elle était ainsi libre de poursuivre indépendamment ses objectifs nucléaires. Cette déduction fut confirmée par la troisième clause détaillant explicitement l'hypothèse formulée, prouvant ainsi que la grille de lecture adoptée permettait de comprendre de manière efficace les enjeux du discours nord-coréen :

Third, the DPRK will boost its nuclear deterrent for self-defence in every way. [...]

The DPRK will take a measure to restore to their original state the nuclear facilities which had been disabled according to the agreement of the six-party talks and bring

---

<sup>130</sup> *Ibid.*

their operation back on a normal track and fully reprocess the spent fuel rods churned out from the pilot atomic power plant as its part.<sup>131</sup>

La Corée du Nord ne laisse aucun doute quant à ses intentions et dans la version originale, elle annonce bien qu'elle va développer par tous les moyens sa force de dissuasion à des fins d'autodéfense (자위적핵억제력을 백방으로 강화해나갈것이다, chawijökhaegökcheryögül paekpang'üro kanghwahaenagalkösida) ainsi que retraiter les barres de combustible irradiées (폐연료봉들이 깨끗이 재처리될것이다, p'eyölyobongdüri kkaekküsi chaech'öridoelkösida). Joignant les actes à la parole, la Corée du Nord procéda à l'expulsion des inspecteurs de l'AIEA deux jours plus tard puis redémarra le retraitement du combustible irradié le 25 avril, prouvant ainsi la théorie du langage d'Austin selon laquelle « dire, c'est faire ».

Enfin, concernant les réactions aux remarques de Kerry lors du Forum de Davos, on remarque que la stratégie rhétorique de la Corée du Nord a connu quelques modifications :

The rubbish made by bete noire Kerry against the dignity of the supreme leadership of the DPRK is nothing but a shriek made by the wretched one bound for ruin after sustaining only bitter defeat and shame in the stand-off with the DPRK, failing to realize the wild ambition for “bringing down” the DPRK.

Kerry's remarks are just ridiculous rubbish of a loser thrown into extreme horror and uneasiness, much upset by the shining development made by the DPRK, which has risen as a nuclear power and a military power in the East.<sup>132</sup>

Ici, la Corée du Nord adopte l'*ethos* non plus d'un petit pays mais d'un État doté de l'arme nucléaire *de facto* et ce, malgré les obstacles posés par la communauté internationale. Il faut préciser que les termes péjoratifs sont régulièrement employés par les médias nord-coréens dans la description de leurs adversaires afin de les décrédibiliser et, dans les cas les plus extrêmes, afin de les déposséder de la notion même d'humanité. Les expressions employées dans cette déclaration ne sont donc pas surprenantes pour un habitué des invectives du régime nord-coréen mais il est étonnant de relever parmi elles une expression française : « bête noire », qui est aussi éloignée linguistiquement que sémantiquement de la version

---

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> KCNA, 2017d. *Op. cit.*



originale en coréen « 인간추물 » (inganch'umul) qui signifie « pourriture humaine »<sup>133</sup>. Il ne s'agit donc pas d'une description qui indiquerait un ennemi détesté ou redouté mais plutôt d'une insulte dégradante. La traduction anglaise reste dans un champ lexical similaire en employant le terme « *rubbish* » pour désigner les déclarations de Kerry, mais l'intensité n'est pas aussi forte. La Corée du Nord se décrit par contraste comme « *a nuclear power and a military power in the East* » (동방의 핵강국[과] 군사강국, tongbang'üi haekkangguk[kwa] kunsagangguk). Elle affirme ainsi son accès à un nouveau statut, ce qui implique de nouvelles prérogatives et la nécessité pour la communauté internationale de changer de discours à propos de la RPDC et de son dirigeant. Déjà en 2013, le Représentant permanent nord-coréen, en réponse à une remarque de la délégation israélienne au sujet de son programme nucléaire et balistique avait répliqué :

Israel's nuclear-weapons possession is nothing more than a full expression of the United States exercise of double standards within the international legal framework and system that they like so much to mention. Reality speaks for itself. There is complete silence about Israel's possession of nuclear weapons by the United States and the Security Council for the simple reason that it is an ally of the United States. There is a totally different standard used when it comes to the Democratic People's Republic of Korea because we are not an ally of the United States.<sup>134</sup>

On retrouve l'allusion à la politique « deux poids, deux mesures » qui est le cheval de bataille du discours nord-coréen au sujet de l'arme nucléaire. Aussi polémique que la position de la Corée du Nord puisse paraître, elle est toutefois partagée par d'autres pays et même par certains représentants des institutions internationales telles que la CIJ. Le Juge Weeramantry, dans son opinion dissidente au sujet de l'avis consultatif de la Cour sur la « licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires » en 1996 précédemment cité, avait adopté un point de vue similaire en contestant l'avis rendu par la CIJ. Il estimait que la Charte de l'ONU garantissait « l'égalité de droit des nations grandes et petites – idéal que la notion de puissance nucléaire met sérieusement en péril ». Le juge avait ajouté que si l'on rendait licite l'emploi de l'arme nucléaire, il était « illogique de refuser à cent quatre-vingts des cent quatre-vingt-cinq Membres de l'Organisation des Nations unies le droit de

---

<sup>133</sup> KCNA, 2017d. *Op. cit.*

<sup>134</sup> UNITED NATIONS, 2013. A/C.1/68/PV.9 : *9th meeting*. Sixty-eighth session. New York, NY : General Assembly First Committee, p. 23.

simplement *posséder* cette arme »<sup>135</sup>. L'argumentaire du juge mettait également à mal la justification du droit à la légitime défense invoquée par les États dotés de l'arme nucléaire.

Force est de reconnaître qu'à ce jour le TNP en tant qu'instrument légal n'a pas permis de mettre fin à ce « régime dualiste », il a au contraire été employé comme moyen de l'entériner au lieu de remplir sa fonction première, c'est-à-dire « la cessation de la fabrication d'armes nucléaires, la liquidation de tous les stocks existants desdites armes, et l'élimination des armes nucléaires et de leurs vecteurs des arsenaux nationaux »<sup>136</sup>.

### 5.3.3. Avertissements et injonctions : décrypter les lignes rouges du régime nord-coréen

Si le corps des déclarations des institutions nord-coréennes donne à voir les enjeux tels que la lutte pour la défense de la souveraineté nationale et la dénonciation de l'injustice caractérisant l'ordre international, la conclusion est généralement l'occasion de formuler des avertissements et d'indiquer les potentielles décisions pouvant être prises à court ou moyen terme par le régime nord-coréen. Parfois, les avertissements peuvent également prendre la forme d'injonctions adressées au destinataire du communiqué. Ne pas tenir compte de ces injonctions constitue dès lors pour la Corée du Nord, une preuve de la mauvaise volonté de son interlocuteur. Il s'agit aussi d'une stratégie de la part de la Corée du Nord qui consiste à rejeter sur la partie adverse la responsabilité de l'amélioration ou non de la situation.

We have nothing to be afraid of, even though the DPRK-U.S. framework agreement is repealed. [...] Whether the DPRK-U.S. agreement is implemented or not depends entirely on the attitude of U.S. hardline conservatives.<sup>137</sup>

---

<sup>135</sup> COUR DE JUSTICE INTERNATIONALE, 1996. Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif, 8 juillet 1996.

<sup>136</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1968. *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* [en ligne]. 1 juillet 1968. [Consulté le 14 février 2019]. Disponible à l'adresse : <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20729/volume-729-I-10485-French.pdf>.

<sup>137</sup> KCNA, 1998. We can no longer pin our hope only on agreement. *KCNA Watch* [en ligne]. 10 octobre 1998. [Consulté le 12 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452000134-97125389/we-can-no-longer-pin-our-hope-only-on-agreement/>.

The improvement of the north-south ties cannot be achieved by the efforts of one side only. The prospect for the north-south ties entirely depends on the attitude of the south Korean authorities.<sup>138</sup>

Whether peace desired by our nation and the rest of the world settles on the Korean peninsula or a situation that no one desires is developed in the vicious cycle of confrontation depends entirely on the attitude of the U.S.<sup>139</sup>

Tous les extraits présentés ci-dessus emploient l'expression « *depends on the attitude* » afin de présenter la partie adverse comme celle qui a le destin de la péninsule coréenne entre ses mains. La traduction en anglais reprend bien mot pour mot la forme grammaticale en coréen « 태도에 달려있다 » (t'aedoe tallyōitta). Dès lors, si l'évolution de la situation dépend de la partie adverse, il n'est pas possible d'imputer la responsabilité des tensions sur la péninsule coréenne à la Corée du Nord. En revanche, dans le cas où la partie adverse accepterait les conditions et la perspective nord-coréenne sur la question, la Corée du Nord pourrait se targuer d'avoir contribué à un résultat positif. Ainsi, apparaît la nature stratégique de la conclusion dans la déclaration d'une institution nord-coréenne. Pour un analyste du discours, la conclusion peut être considérée comme la partie la plus importante d'une déclaration<sup>140</sup>.

En 1993, le ton de la conclusion de la déclaration du ministre de l'Énergie atomique oscille entre menace et coopération :

Nobody has the right to wrongly interpret or violate relevant articles of the statute of the IAEA and the agreement.

Some officials of the IAEA secretariat must strictly abide by the safeguards agreement and the statute of the IEAE, not reducing themselves to servants of the United States

---

<sup>138</sup>KCNA, 2014. DPRK Blasts S. Korean Forces' Rhetoric against DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 février 2014. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546478497-834201760/cprk-blasts-s-korean-forces-rhetoric-against-dprk/>

<sup>139</sup> KCNA, 2018. DPRK Foreign Ministry Spokesman on DPRK-U.S. Dialogue. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 mars 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1528032456-625380503/dprk-foreign-ministry-spokesman-on-dprk-u-s-dialogue/>

<sup>140</sup> Entretien du 6 mai 2019 avec OUELLETTE, Dean, vice-président de l'Institute for Far Eastern Studies de Kyungnam University, Séoul, Corée du Sud.

in its anti-DPRK scheme to have all its ordinary military bases opened one by one by demanding a 'special inspection'.

Consistent is our stand to discharge our obligations under the safeguards agreement and solve problems arising in this regard through negotiations.<sup>141</sup>

La Corée du Nord prend étonnamment un rôle de gendarme des relations internationales en rappelant à l'AIEA sa mission : « *abide by the safeguards agreement and the statute of the IEAE* ». Parallèlement, le pays affiche sa volonté de s'acquitter (« *discharge* ») de ses devoirs en respectant l'accord de garanties afin de trouver une solution par la coopération. Cette conclusion nous donne des indices sur l'attitude de la Corée du Nord : elle sous-entend que la porte des négociations reste ouverte malgré les tensions. De fait, peu après cette option survint avec l'élaboration du texte de l'*Agreed Framework*, en 1994.

En 2009, une référence au passé de la Corée en tant qu'État colonisé apparaît dans la conclusion de la déclaration du porte-parole du ministère des Affaires étrangères :

It is the basic purport of independence, Songun of the DPRK that it can never repeat the disgraceful history a century ago when the whole of Korea was conquered by the Japanese imperialists in the long run, after being violated and cajoled by big powers around it as it was weak in its national power.

The DPRK will defend the peace and security on the Korean Peninsula with the might of Songun in a responsible manner though the six-party talks cease to exist and the process of denuclearization collapses due to the hostile forces.<sup>142</sup>

La Corée du Nord rappelle son histoire marquée par cent ans d'humiliation (« 100 년전의 치욕의 력사 », paengnyŏnjŏnŭi ch'iyogŭi ryŏksa) et mentionne par deux fois la politique songun qui est présentée comme la solution pouvant éviter au pays de vivre à nouveau cette humiliation. Elle affirme qu'elle ne sera plus victime ni des puissances voisines (« 주변력강들 », chubyŏllyŏlkangdŭl), ni des forces hostiles (« 적대세력들 », chŏktaeseryŏktŭl). Si l'on s'intéresse à ce que le discours ne dit pas, on peut remarquer qu'aucune proposition de négociation ou de dialogue n'est formulée de la part du régime nord-coréen. Il est permis

---

<sup>141</sup> KCNA, 1993. *Op. cit.*

<sup>142</sup> KCNA, 2009b. *Op. cit.*

d'être pessimiste quant à l'évolution de la situation avec ce type de conclusion. En effet, quelques semaines plus tard, le deuxième essai nucléaire nord-coréen eut lieu.

Enfin, la conclusion du communiqué diffusé en réaction aux remarques du secrétaire d'État américain Kerry marque par sa brièveté :

Whoever provokes even a little the dignity of the supreme leadership of the DPRK, which represents our destiny, will be made to pay a very high price beyond imagination.<sup>143</sup>

Le discours a recours à une hyperbole afin d'amplifier sa menace et laisse planer le doute sur ce qui pourrait constituer une ligne rouge. En effet, seule la Corée du Nord pourrait distinguer ce qui représenterait une violation relative à « *the dignity of the supreme leadership of the DPRK* ». Cette déclaration de la Corée du Nord a été sélectionnée car elle n'occupe pas une place aussi stratégique dans le discours nord-coréen que les deux autres déclarations mais elle présente néanmoins des éléments intéressants pour l'étude du discours nord-coréen. Les déclarations similaires à celles ci-dessus laissent perplexes certains observateurs car elles semblent n'être que rhétoriques et sans objectif particulier. La Corée du Nord rappelle qu'ici les remarques des représentants étrangers ne passent pas inaperçues et ne resteront pas impunies.

En considérant le discours comme un lieu de lutte pour le pouvoir, la CDA nous aide à discerner les stratégies discursives employées par la Corée du Nord afin de défier le discours dominant sur le régime international de non-prolifération. Conformément au contexte idéologique et politique dans lequel il est élaboré, le discours nord-coréen justifie sa course à l'arme nucléaire par la présence à ses frontières d'un ennemi historique, les États-Unis. En opérant un renversement des valeurs défendues par la communauté internationale, la Corée du Nord caractérise l'arme nucléaire comme garante de la paix et de la stabilité sur la péninsule coréenne. En revanche, à l'image les déclarations faites durant la crise des missiles de 2013, la Corée du Nord n'envisage pas de déclencher un conflit nucléaire, dans lequel elle perdrait le statut de victime des grandes puissances impérialistes.

---

<sup>143</sup> KCNA, 2017d. *Op. cit.*

Mais, en cas de frappe préemptive de la part du camp adverse, elle prévient que le recours à la bombe nucléaire serait envisagé, ce qui a été confirmé par la loi du 1<sup>er</sup> avril sur son statut d'État doté de l'arme nucléaire.

Grâce à l'analyse de la structure des déclarations du régime nord-coréen, nous avons pu mettre en évidence le *modus operandi* du discours nord-coréen qui consiste tout d'abord à redéfinir systématiquement le contexte dans lequel les évènements adviennent, notamment leur cadre historique, afin de donner du poids aux arguments suivants. Ces derniers s'articulent autour de la stratégie majeure de dénonciation de l'inégalité qui caractérise les relations internationales et contre laquelle le régime nord-coréen part en croisade, armé de sa force de dissuasion nucléaire. Ainsi, nous pouvons à nouveau constater que la situation géopolitique du pays n'explique pas à elle seule le choix de développer un programme nucléaire et balistique. Les idéaux politiques occupent en effet une place centrale dans le discours nord-coréen, qu'il est nécessaire de prendre en compte afin de progresser vers la résolution de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. La compréhension des objectifs stratégiques de la Corée du Nord peut enfin passer par une analyse des dernières lignes de conclusion dans les déclarations des institutions nord-coréennes dans lesquelles sont affichées leurs intentions et leurs attentes.

L'analyse qualitative présente des lacunes dues à l'ampleur du corpus qui augmente la probabilité d'omission. Le traitement d'un tel corpus par un analyste humain peut donner lieu à des omissions et il existe également des schémas récurrents qui ne peuvent être discernés que grâce à une lecture systématique effectuée par un système informatique. C'est pourquoi nous allons procéder à une analyse du discours au moyen d'un logiciel informatique ci-après.



## 6. Comprendre les dirigeants nord-coréens : l'analyse du code opérationnel (*operational code analysis*)

Dès les premières lignes de son œuvre *Le système totalitaire*, Arendt affirme que les dirigeants à la tête des mouvements totalitaires peuvent faire l'objet d'une substitution sans que ce changement n'affecte leur organisation :

Rien ne caractérise mieux les mouvements totalitaires en général, et la gloire de leurs leaders en particulier, que la rapidité surprenante avec laquelle on les oublie et la facilité surprenante avec laquelle on les remplace.<sup>1</sup>

Pourtant, le régime nord-coréen se distingue par la permanence de la lignée du Mont Paektu, c'est-à-dire la famille Kim, qui concentre le pouvoir entre ses membres et n'accepte aucun rival politique. En vertu du culte de la personnalité, les dirigeants ne sont pas remplaçables, ils sont même éternellement présents dans les institutions grâce à des titres et des postes honorifiques attribués *post-mortem* ainsi que des références élogieuses dans le discours des institutions de l'État nord-coréen.

Ainsi, s'il est un régime politique où la parole du dirigeant possède un poids à la fois hautement symbolique mais également tangible dans ses effets, c'est bien la Corée du Nord. Dès lors, il nous paraît indispensable de nous consacrer à une analyse approfondie du discours de Kim Il Sung, de Kim Jong Il et de Kim Jong Un, chacun individuellement. Une étude détaillée des discours et interviews des trois dirigeants peut aider à la compréhension du diagnostic que chacun pose sur l'univers politique dans lequel il évolue et de ses

---

<sup>1</sup> ARENDT, Hannah, 2005. *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme*. Paris : Points, p. 37.



préférences lorsqu'il se trouve dans une situation où un choix s'impose, en particulier au sujet du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Cette analyse pourrait également permettre, à terme, d'émettre des hypothèses quant à la prévisibilité comportement du dirigeant.

L'analyse qualitative a éclairé les stratégies discursives employées par les institutions nord-coréennes mais avec Hardt-Mautner, nous défendons la position selon laquelle il est nécessaire de combiner une approche qualitative et une approche quantitative<sup>2</sup>. Plusieurs méthodologies coexistent dans le milieu scientifique en matière d'analyse de discours de dirigeants. Nous avons fait le choix d'avoir recours à la méthode de l'« *operational code analysis* », que nous qualifierons en français d'analyse du code opérationnel. Cette approche élaborée par Leite dans les années 1950<sup>3</sup>, consistait à réaliser une analyse lexicale à partir d'un corpus de discours prononcés par un dirigeant politique en pondérant certains termes afin d'obtenir des données chiffrées. Cette méthode fut ensuite systématisée par George<sup>4</sup>, qui contribua à sa diffusion dans le monde académique. Grâce aux nouvelles technologies, l'analyse de textes initialement réalisée par le chercheur est effectuée aujourd'hui par logiciel informatique. Les résultats sont obtenus sous forme de données chiffrées correspondant à douze indices. Ces indices mettent en évidence différents aspects de la pensée stratégique d'un dirigeant politique et tous combinés, ces indices constituent ce que l'on appelle le code opérationnel du dirigeant.

Notre objectif est de comprendre, grâce à l'analyse du code opérationnel, selon quel système de croyances un dirigeant politique opère et quelle perception de lui-même et des autres se reflète dans son discours. Pour ce faire, nous avons sélectionné un corpus de discours politiques de Kim Il Sung, Kim Jong Il et Kim Jong Un ayant pour objet la politique étrangère de la Corée du Nord et comportant plusieurs références à l'arme nucléaire. Comme nous l'observerons, ces discours constituent la source première d'informations sur les motivations et les intentions nord-coréennes relatives au développement de son programme nucléaire et balistique (1). Nous analyserons les données obtenues par le logiciel informatique en deux temps : tout d'abord, nous émettrons des

---

<sup>2</sup> HARDT-MAUTNER, Gerlinde, 1995. 'Only Connect.' *Critical Discourse Analysis and Corpus Linguistics* [en ligne]. août 1995. Wirtschaftsuniversität Wien. [Consulté le 22 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://ucrel.lancs.ac.uk/papers/techpaper/vol6.pdf>

<sup>3</sup> LEITE, Nathan, 1953. *A Study of Bolshevism by Leites*. Santa Monica, CA : RAND Corporation.

<sup>4</sup> GEORGE, Alexander L., 1969. The « Operational Code »: A Neglected Approach to the Study of Political Leaders and Decision-Making. *International Studies Quarterly*. juin 1969. Vol. 13, n° 2, pp. 190.

hypothèses à propos de chaque indice en prenant en compte les éléments mis à jour grâce à l'analyse qualitative précédemment réalisée ; puis, nous comparerons les résultats du code opérationnel à nos hypothèses afin de souligner la complémentarité des deux approches (2). Enfin, nous observerons les autres applications possibles de cette analyse du code opérationnel des dirigeants politiques et dans quelle mesure elle peut contribuer à élargir le champ de la recherche (3).

### **6.1. L'OPERATIONAL CODE ANALYSIS : UNE APPROCHE NOVATRICE DE L'ANALYSE DU DISCOURS**

Au cours de l'analyse qualitative réalisée au chapitre 5, nous avons employé l'approche de l'analyse critique du discours (en anglais, *Critical Discourse Analysis* ou CDA). Cette approche consiste à mettre en évidence les structures et les stratégies discursives employées par un locuteur dans le but de persuader ou contraindre son destinataire. Elle s'intéresse ainsi aux relations de pouvoir qui sous-tendent le discours et à la mesure dans laquelle il relaie ou réfute des idéologies dominantes. Nous avons employé les questions élaborées par Fairclough afin d'analyser le discours de la Corée du Nord à propos de son programme nucléaire et balistique (cf. *Annexe n°7*). Cependant, nous avons souligné qu'il n'existe pas une seule et unique méthodologie concernant l'analyse d'un texte dans le cadre de la CDA. Widdowson, l'un de ses critiques les plus sévères<sup>5</sup>, s'est notamment interrogé sur la place de l'interprétation dans le cadre de la CDA. Il considère que les analystes ont tendance à interpréter les textes à travers leurs propres préconceptions et que leurs conclusions sont en accord avec les objectifs idéologiques qu'ils poursuivent. En effet, l'idéologie étant au cœur des enjeux analysés par la CDA, il apparaît selon ses critiques que les analystes soient eux-mêmes tentés de projeter leurs partis pris idéologiques dans leur méthode analytique.

---

<sup>5</sup> WIDDOWSON, Henry George, 1995. Discourse analysis: a critical view. *Language and Literature*. 1 août 1995. Vol. 4, n° 3, pp. 157-172. ; WIDDOWSON, Henry George, 1996. Reply to Fairclough: Discourse and interpretation: conjectures and refutations. *Language and Literature*. 1 février 1996. Vol. 5, n° 1, pp. 57-69.; WIDDOWSON, Henry George, 1998. The Theory and Practice of Critical Discourse Analysis. *Applied Linguistics*. 1 avril 1998. Vol. 19, n°1, pp; 136-151.

De plus, Schegloff rejoint également le rang des critiques en affirmant que le contexte dans lequel le discours prend place n'est pas traité de manière suffisamment rigoureuse par les analystes de la CDA. Ils négligeraient les intérêts des participants au discours au profit de leurs intérêts académiques et idéologiques<sup>6</sup>. Afin de pallier ces lacunes, Stubbs recommande la constitution d'un corpus exhaustif et représentatif ainsi que le recours à des techniques d'analyse quantitative afin de compléter l'analyse qualitative selon des modèles permettant de formuler des généralisations quant à l'usage du langage<sup>7</sup>. Il s'agit notamment de l'entreprise que nous nous sommes fixés à travers la réalisation d'une analyse quantitative du discours selon la technique de l'*operational code analysis* et ce, au moyen d'un logiciel informatique afin de minimiser les probabilités d'erreur humaine.

#### 6.1.1. Introduction à l'operational code analysis : discerner les préférences des dirigeants politiques

Que ce soit en vertu de la maximisation de sa puissance matérielle ou de la défense de son système de normes et de valeurs, la politique étrangère d'un État semble être déterminée par des facteurs différents selon les théories des relations internationales. Mais ces théories occultent le processus de prise de décision en matière de politique étrangère dans un gouvernement et plus particulièrement, les individus à l'origine de ces décisions. Mearsheimer admet que la théorie réaliste « tend à traiter les États comme des boîtes noires » et que dans ce cadre, « il importe peu pour la théorie que l'Allemagne de 1905 ait été dirigée par Bismark, l'empereur Guillaume II, Adolf Hitler, ou bien que l'Allemagne soit un régime démocratique ou autocratique »<sup>8</sup>. Quant à Wendt, il reconnaît la tendance à l'anthropomorphisme dans l'étude de la politique étrangère d'un État qui a pour conséquence le fait que les théories des relations internationales lui attribuent des qualités humaines telles que l'identité, les intérêts et les intentions. Mais il se refuse à considérer les États au niveau de l'individu en rappelant que ces derniers n'ont de sens que dans la mesure

---

<sup>6</sup> SCHEGLOFF, Emanuel A., 1997. Whose Text? Whose Context? *Discourse & Society*. 1 avril 1997. Vol. 8, n° 2, pp. 165-187.

<sup>7</sup> STUBBS, Michael, 1997. Whorf's Children: Critical Comments on Critical Discourse Analysis (CDA). In : RYAN, Ann et WRAY, Alison (éd.), *Evolving Models of Language*. Clevedon : Multilingual Matters. pp. 110-116.

<sup>8</sup> MEARSHEIMER, John J., 2001. *The Tragedy of the Great Power Politics*. First Edition. New York, NY : W. W. Norton & Company, p. 11.

où ils agissent au sein d'une structure et que, par conséquent, « un groupe d'individus ne devient un gouvernement qu'en vertu de l'État qu'il incarne »<sup>9</sup>. Pourtant, on peut se demander dans quelle mesure il est possible de considérer, par exemple, les idées comme des facteurs décisifs dans la prise de décision en politique étrangère<sup>10</sup>, tout en omettant les individus qui les formulent. Selon Hermann et Hermann, en matière de politique étrangère, le choix final revient à une « *ultimate decision unit* », ou à un leader prédominant<sup>11</sup>. Dans le cas de la RPDC, le *Suryöng* se situant au sommet de la pyramide, on peut donc le considérer comme l'ultime autorité décisionnaire en la matière. En ce qui concerne les décisions liées au programme nucléaire en particulier, on peut rappeler que la loi du 1<sup>er</sup> avril sur la consolidation du statut d'État doté de l'arme nucléaire dispose à l'article 4 que seul le commandant suprême de l'Armée populaire de Corée peut donner le « *final order* » (최종명령, ch'oejongmyöngnyöng) pour déclencher une frappe nucléaire<sup>12</sup>. Ainsi, en Corée du Nord, plus que dans un autre régime politique, les préférences personnelles du leader peuvent influencer la politique étrangère et, ici, la politique de défense du pays. Holsti souligne à cet effet, la pertinence d'une approche au niveau de l'individu dans le cas d'un régime politique où « les décisions [ne] sont prises qu'au sommet de la hiérarchie gouvernementale par des dirigeants qui sont relativement libres de toutes contraintes, notamment organisationnelles »<sup>13</sup>. La Corée du Nord, en raison de sa centralisation du pouvoir politique autour d'un seul homme, correspond à cette définition.

Le tournant de la psychologie politique a permis de mettre en lumière l'enjeu que constitue l'individu avec son caractère, ses préférences et ses appréhensions, dans la prise de décision politique. Harold Lasswell est considéré comme le père de la psychologie

---

<sup>9</sup> WENDT, Alexander, 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, pp. 215-218.

<sup>10</sup> GOLDSTEIN, Judith et KEOHANE, ROBERT O., 1993. Ideas and Foreign Policy: An Analytical Framework. In : GOLDSTEIN, Judith et KEOHANE, Robert O. (éd.), *Ideas and Foreign Policy: Beliefs, Institutions, and Political Change*. Ithaca, NY : Cornell University Press. pp. 3-30.

<sup>11</sup> HERMANN, Margaret G. et HERMANN, Charles F., 1989. Who Makes Foreign Policy Decisions and How: An Empirical Inquiry. *International Studies Quarterly*. 1989. Vol. 33, n° 4, pp. 361-387.

<sup>12</sup> KCNA, 2013. 자위적핵보유국의 지위를 더욱 공고히 할데 대한 법 채택 [chawijökhaekpoyugugüi chiwirül töuk konggohi halte taehan pöp ch'aet'aek / Adoption d'une loi pour la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense]. *KCNA* [en ligne]. 1 avril 2013. [Consulté le 4 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/04/04-01/2013-0401-030.html>

<sup>13</sup> HOLSTI, Ole R., 1976. Cognitive Process Approaches to Decision-Making: Foreign Policy Actors Viewed Psychologically. *American Behavioral Scientist*. 1 septembre 1976. Vol. 20, n° 1, pp. 11-32.

politique grâce à ses travaux sur l'impact des processus psychologiques dans les décisions politiques<sup>14</sup>. Son objectif était de trouver la source des comportements politiques dans les processus psychologiques des individus, en particulier dans les cas de pathologies psychologiques. La psychologie politique en tant que discipline fut officiellement reconnue dans les années 1970 avec la création de l'*International Society of Political Psychology* en janvier 1978. Elle remet en question les modèles de choix rationnels sur lesquels reposent les théories politiques, en particulier au sujet de la politique étrangère, qui supposent que les acteurs suivent constamment un modèle de comportement rationnel conçu pour maximiser un certain type d'intérêt personnel. Bien que ces modèles théoriques puissent s'intéresser à des acteurs individuels, ils divergent de l'approche de la psychologie politique qui se fonde sur les preuves empiriques descriptives produites par des psychologues qui prennent en considération les incohérences qui tendent à affecter les processus décisionnels humains<sup>15</sup>. Par ailleurs, les modèles de choix rationnels, qui s'inspirent des modèles économiques, se concentrent sur la structure et développent des théories générales sans distinguer entre les individus qui sont considérés comme interchangeable<sup>16</sup>. Or, les individus montrent des comportements différents dans des situations similaires. Un comportement autodestructeur ne saurait être expliqué par un modèle de choix rationnel, mais il peut l'être grâce à la psychologie. La rationalité en psychologie politique n'a donc pas pour antonyme l'irrationalité mais la diversité des comportements humains, aussi paradoxaux que ces derniers puissent paraître.

La psychologie politique a pour objet l'individu, l'être humain. En ce sens, elle peut constituer une approche pertinente dans la compréhension des origines des préférences des personnages politiques, la description du processus de prise de décision, l'explication des choix en matière de communication, l'interprétation des menaces ainsi que d'autres questions auxquelles la théorie constructiviste s'intéresse. La complémentarité d'une approche empruntant des outils à la psychologie politique permet également de pallier les

---

<sup>14</sup> DEUTSCH, Morton, 1983. What is Political Psychology? *International Social Science Journal*. 1983. Vol. 35, n° 2, pp. 221-36.

<sup>15</sup> MCDERMOTT, Rose, 2004. *Political Psychology in International Relations*. Ann Arbor, MI : University of Michigan Press, p. 8.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 14.

lacunes de certaines théories au sujet de l'explication des changements de préférences et leur influence sur le processus décisionnel<sup>17</sup>.

La psychologie politique se caractérise par son application empirique à des sujets de société tels que la résolution de conflit, les discriminations, le terrorisme ou encore l'influence des médias de masse. On retrouve ici le cheval de bataille de Lasswell qui fut un pionnier dans l'étude de la propagande en employant des techniques de « *content analysis* ». Il définit notamment la technique d'analyse de contenu dans son ouvrage *Propaganda, Communication and Public Opinion* :

An adequate content analysis results in a condensed description of (1) the frequency with which selected symbols have been mentioned, (2) the number of times that the mentioned symbols have been presented favorably, neutrally, or unfavorably, and (3) the number of times the presentations have been made with given degrees of intensity.<sup>18</sup>

Sur la base de ces règles, l'analyse du discours s'est développée dans le cadre de la psychologie politique. C'est dans ce contexte qu'en 1951, Leites présenta ses premiers travaux d'analyse du discours grâce à une nouvelle approche : l'*operational code*. Il appliqua cette approche aux déclarations du Politburo soviétique dans une version abrégée intitulée *The Operational Code of the Politburo*. Par la suite, une version complète fut publiée en 1953, sous le titre *A study of Bolshevism*, dans laquelle Leite entreprit de dresser un portrait du « *Bolshevik character* », c'est-à-dire, identifier dans le discours du Politburo les règles de conduite considérées comme acceptables par les Bolcheviks ainsi que les normes relatives au comportement qu'un individu doit internaliser afin d'être identifié comme Bolchevik. Il expliqua aussi l'origine de ce personnage Bolchevik typique par une analyse psychoculturelle des motivations fondamentales associées au bolchevisme et à leur manifestation à des degrés divers dans les personnalités de Lénine et de Staline.

Les travaux de Leite bénéficièrent d'un coup de projecteur dans le milieu académique grâce à un article du professeur Alexander L. George en 1969, qui démontra

---

<sup>17</sup> HOLSTI, Ole R., 1989. Crisis Decision Making. In : TETLOCK, Philip E., HUSBANDS, Jo L., JERVIS, Robert, STERN, Paul S. et TILLY, Charles (éd.), *Behavior, Society, and Nuclear War*. New York, NY : Oxford University Press, pp. 8-84.

<sup>18</sup> LASSWELL, Harold D., 1946. Describing the Contents of Communications. In : SMITH, Bruce Lannes et LASSWELL, Harold D., *Propaganda, Communication and Public Opinion*. Princeton, NJ : Princeton University Press. pp. 74-94.

la pertinence de son approche et la systématisa<sup>19</sup>. Son but était de se concentrer sur les croyances qui influencent les principes de stratégie politique<sup>20</sup>. Il organisa l'approche élaborée de Leite autour de dix questions relatives aux croyances philosophiques (« *philosophical beliefs* ») et les croyances instrumentales (« *instrumental beliefs* ») d'un individu. Les croyances philosophiques comprennent les hypothèses formulées par un individu au sujet de la nature fondamentale du monde politique, la nature du conflit politique et le rôle de l'individu dans l'histoire, tandis que les croyances instrumentales se concentrent sur les relations entre les fins et les moyens ainsi que les calculs tactiques élaborés par l'individu dans le contexte de l'action politique. L'objectif poursuivi par George était la systématisation du code opérationnel qui consistait encore à l'époque en une approche qualitative réalisée par un analyste.

Le code opérationnel ne pouvait pas décrire toutes les nuances caractérisant le système de croyances (« *belief system* ») d'un dirigeant mais il permettait d'en dégager les grandes lignes à travers les dix questions de George sur les croyances philosophiques et instrumentales du dirigeant (cf. *infra*). Ces croyances prennent en considération le fait que les acteurs politiques peuvent disposer d'informations incomplètes dans une situation donnée qui échappe ainsi à leur contrôle, ce qui influe sur leur prise de décision. Dans de telles situations, la rationalité peut être insuffisante, poussant ainsi le dirigeant politique à se reposer sur son système de croyances. Les travaux de George firent par la suite des émules, notamment Ole R. Holsti, qui mit au point une typologie dans le but d'identifier six types de systèmes de croyances à partir des dix questions formulées par George<sup>21</sup>. Walker et Falkowski révisèrent par la suite la typologie de Holsti en démontrant, dans leurs recherches sur la relation entre les tactiques de négociations des présidents américains et celles de leurs secrétaires d'État en temps de crise, qu'il existait un phénomène d'hybridation des systèmes de croyances<sup>22</sup>.

---

<sup>19</sup> GEORGE, Alexander L., 1969. *Op. cit.*

<sup>20</sup> WALKER, Stephen G., 1990. The Evolution of Operational Code Analysis. *Political Psychology*. juin 1990. Vol. 11, n° 2, pp. 403-418.

<sup>21</sup> HOLSTI, Ole R., 1977. *The "operational code" as an approach to the analysis of belief systems*. Durham, N.C. : Duke University.

<sup>22</sup> WALKER, Stephen G. et FALKOWSKI, Lawrence S., 1984. The Operational Codes of U.S. Presidents and Secretaries of State: Motivational Foundations and Behavioral Consequences. *Political Psychology*. 1984. Vol. 5, n° 2, pp. 237-266, cité dans WALKER, Stephen G., 1990. *Op. cit.*

Dans les années 1990, Walker développa ensuite, en collaboration avec ses collègues Michael Young, Robert Woyach et Mark Schafer, une version automatisée du code opérationnel grâce à un logiciel opérant d'après la méthode *Verbs in Context* (VICS). Nous présenterons les spécificités de cette méthode plus loin. Cette nouvelle méthode d'analyse quantitative, s'appuie toujours sur l'étude d'un ensemble de croyances mais attribue des valeurs numériques aux questions posées par George et Holsti, conformément aux règles de base de l'approche de « *content analysis* ». La version automatisée du code opérationnel ouvrit la voie à un nouveau champ de recherches et rendit possible l'étude de corpus de textes exhaustifs grâce aux technologies informatiques. Les premiers travaux publiés portèrent sur l'analyse des codes opérationnels des présidents américains : John F. Kennedy<sup>23</sup>, George W. Bush, Bill Clinton<sup>24</sup>, Barack Obama<sup>25</sup> ainsi que d'autres figures politiques proéminentes telles que le secrétaire d'État Henry Kissinger<sup>26</sup>.

Les chercheurs internationaux appliquèrent par la suite l'analyse du code opérationnel à leurs leaders politiques nationaux, comme en Chine<sup>27</sup>. Feng a notamment élaboré sa propre typologie, identifiant quatre types de postures adoptées par les leaders chinois successifs en fonction de leurs croyances au sujet de la place de la Chine dans la communauté internationale et de son attitude face au *statu quo* qui y prévaut. Yang *et al.* ont étendu le terrain de recherches en appliquant l'*operational code analysis* aux livres blancs de la Défense publiés par le gouvernement chinois<sup>28</sup>. En dressant un panorama de la recherche au sujet de l'analyse du code opérationnel des dirigeants politiques, on peut cependant remarquer un certain biais de la recherche pour les figures politiques aux tendances

---

<sup>23</sup> MARFLEET, B., 2000. The Operational Code of John F. Kennedy During the Cuban Missile Crisis: A Comparison of Public and Private Rhetoric. *Political Psychology*. 1 septembre 2000. Vol. 21, n° 3.

<sup>24</sup> SCHAFER, Mark et CRICHLLOW, Scott, 2000. Bill Clinton's Operational Code: Assessing Source Material Bias. *Political Psychology*. 2000. Vol. 21, n° 3, pp. 559-571.

<sup>25</sup> JOHNSON, Magnus, 2009. *The World View of Barack Obama: An Operational Code Analysis*. Stockholm : Swedish Defence University.

<sup>26</sup> WALKER, Stephen G., 1977. The Interface Between Beliefs and Behavior: Henry Kissinger's Operational Code and the Vietnam War. *Journal of Conflict Resolution*. 1 mars 1977. Vol. 21, n° 1, pp. 129-168.

<sup>27</sup> FENG, Huiyun, 2006. Crisis Deferred: An Operational Code Analysis of Chinese Leaders Across the Strait. In : SCHAFER, Mark et WALKER, Stephen G. (éd.), *Beliefs and Leadership in World Politics*. London : Palgrave Macmillan. pp. 151-170. ; HE, Kai et FENG, Huiyun, 2013. Xi Jinping's Operational Code Beliefs and China's Foreign Policy. *The Chinese Journal of International Politics*. 1 septembre 2013. Vol. 6, n° 3, pp. 209-231.

<sup>28</sup> YANG, Yi Edward, KELLER, Jonathan W. et MOLNAR, Joseph, 2018. An Operational Code Analysis of China's National Defense White Papers: 1998-2015. *Journal of Chinese Political Science*. décembre 2018. Vol. 23, n° 4, pp. 585-602.



extrêmes que ce soient des leaders de partis politiques européens<sup>29</sup> ou des chefs d'États controversés tels Poutine ou Erdogan<sup>30</sup>. Malici et Buckner tentent de mettre en évidence le fait que les dirigeants politiques de pays considérés comme en marge de la communauté internationale en raison de leur hostilité agissent en fonction d'un système de valeurs qu'ils considèrent comme menacé et d'une représentation subjective de la réalité qui influence leurs prises de décisions<sup>31</sup>. Özdamar applique une démarche similaire aux leaders islamistes en identifiant ainsi les limites du code opérationnel lorsqu'il est appliqué à des cas hors du monde occidental avec des spécificités linguistiques et culturelles qui impactent les résultats obtenus<sup>32</sup>. Dans le monde arabe, les organisations terroristes sont l'un des rares cas où l'objet de recherche n'est pas un individu mais une organisation, avec pour intérêt majeur la possibilité de progrès en matière de prospective<sup>33</sup>. Enfin, les premiers travaux à propos d'un dirigeant nord-coréen ont été menés par Malici et Malici dans le cadre d'une étude comparative des codes opérationnels de Kim Il Sung et de Fidel Castro durant la guerre froide afin d'observer la capacité des deux leaders à apprendre et modifier leurs stratégies en fonction de l'évolution de l'équilibre des puissances sur le plan international<sup>34</sup>. Toutefois, à ce jour, aucune étude n'a été entreprise sur le sujet du discours des trois dirigeants de la RPDC à propos du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Mais avant de nous intéresser au corpus que nous avons sélectionné et aux résultats obtenus, nous allons

---

<sup>29</sup> ÖZDAMAR, Özgür et CEYDILEK, Erdem, 2020. European populist radical right leaders' foreign policy beliefs: An operational code analysis. *European Journal of International Relations*. 1 mars 2020. Vol. 26, n° 1, pp. 137-162.

<sup>30</sup> DERMAN, Giray Saynur et OBA, Hande, 2017. Reading the moves of the leaders on the Eurasian chessboard: comparative operational code analysis of Vladimir Putin and Recep Tayyip Erdogan. *International Journal of Business Perspectives & Social Sciences Information*. 2017. Vol. 1, n° 1, pp. 2-18. ; DYSON, Stephen Benedict et PARENT, Matthew J., 2018. The operational code approach to profiling political leaders: understanding Vladimir Putin. *Intelligence and National Security*. 2 janvier 2018. Vol. 33, n° 1, pp. 84-100. ; SCHAFER, Mark, NURMANOVA, Didara et WALKER, Stephen G., 2021. Revisiting the Operational Code of Vladimir Putin. In : *Operational Code Analysis and Foreign Policy Roles: Crossing Simon's Bridge*. Kindle Edition. New York, NY : Routledge, partie II, chapitre 3.

<sup>31</sup> MALICI, Akan et BUCKNER, Allison L., 2008. Empathizing with Rogue Leaders: Mahmoud Ahmadinejad and Bashar al-Asad. *Journal of Peace Research*. 1 novembre 2008. Vol. 45, n° 6, pp. 783-800.

<sup>32</sup> ÖZDAMAR, Özgür, 2017. Leadership Analysis at a "Great Distance": Using the Operational Code Construct to Analyse Islamist Leaders. *Global Society*. 3 avril 2017. Vol. 31, n° 2, pp. 167-198.

<sup>33</sup> PICUCCI, Peter Michael, 2008. *Terrorism's Operational Code: An examination of the belief systems of al-Qaeda and Hamas*. Lawrence, KS : University of Kansas. ; WALKER, Stephen G., 2011. Anticipating attacks from the operational codes of terrorist groups. *Dynamics of Asymmetric Conflict*. 1 juillet 2011. Vol. 4, n° 2, pp. 135-143.

<sup>34</sup> MALICI, Akan et MALICI, Johnna, 2005. The Operational Codes of Fidel Castro and Kim Il Sung: The Last Cold Warriors? *Political Psychology*. 2005. Vol. 26, n° 3, pp. 387-412.

procéder à une présentation de la méthodologie employée et du mode de fonctionnement du logiciel destiné à l'analyse du code opérationnel.

### 6.1.2. *L'analyse du code opérationnel : méthodologie et grille d'analyse*

Avant le recours à des outils informatiques, l'*operational code analysis* reposait sur une analyse dont la méthodologie restait subjective et manquait de systématisation. Comme nous l'avons précédemment exposé, persuadé de la pertinence de cette approche, Alexander L. George tenta de dégager dix questions principales auxquelles l'analyste devait soumettre le texte analysé<sup>35</sup>. Les questions étaient divisées en deux catégories destinées à distinguer d'une part, les préférences philosophiques du dirigeant politique et d'autre part, ses préférences instrumentales. Les questions portant sur les préférences philosophiques du dirigeant ont pour objectif de déterminer quelle est sa perception de l'univers politique dans lequel il évolue :

- i. Quelle est la nature de l'univers politique ? Est-il harmonieux ou conflictuel ?  
Quel est le caractère fondamental de chaque opposant politique ?
- ii. Quelles sont les perspectives de réalisation des valeurs politiques ou des aspirations d'un dirigeant ?
- iii. L'avenir politique est-il prévisible ? Si oui, dans quelle mesure ?
- iv. Dans quelle mesure le dirigeant politique peut-il exercer un contrôle sur les développements historiques ? Quel rôle joue-t-il dans la marche de l'histoire afin d'en influencer sa direction ?
- v. Quel est le rôle de la chance dans les affaires humaines et dans les développements historiques ?

Quant aux questions portant sur ses préférences instrumentales, elles aident l'analyste à déterminer quelles sont les stratégies et les tactiques mobilisées par le dirigeant politique :

- i. Quelle est la meilleure approche à adopter lors de la sélection des buts et objectifs pour l'action politique ?

---

<sup>35</sup> GEORGE, Alexander L., 1969. *Op. cit.*

- ii. Comment les objectifs fixés pour l'action politique peuvent-ils être poursuivis efficacement ?
- iii. Comment les risques de l'action politique sont-ils calculés, contrôlés et acceptés ?
- iv. Quel est le meilleur « *timing* » pour mener une action afin de faire avancer ses intérêts ?
- v. Quels sont l'utilité et le rôle des différents moyens mobilisables afin de faire avancer ses intérêts ?

Ainsi, l'ensemble de la grille de lecture obtenue permettait d'établir un panorama le plus complet possible du système de croyances d'un dirigeant politique<sup>36</sup>. En ayant recours à des outils informatiques, Walker, Schafer et Young ont créé une série de douze indices afin de systématiser les questions précédemment élaborées par George pour évaluer les préférences philosophiques et instrumentales du dirigeant politique. Ces douze indices permettent de quantifier les préférences du dirigeant politique au moyen de valeurs chiffrées<sup>37</sup>. Le *Tableau 1* ci-dessous présente les indices créés par Walker, Schafer et Young.

---

<sup>36</sup> WALKER, Stephen G., 1990. *Op. cit.*

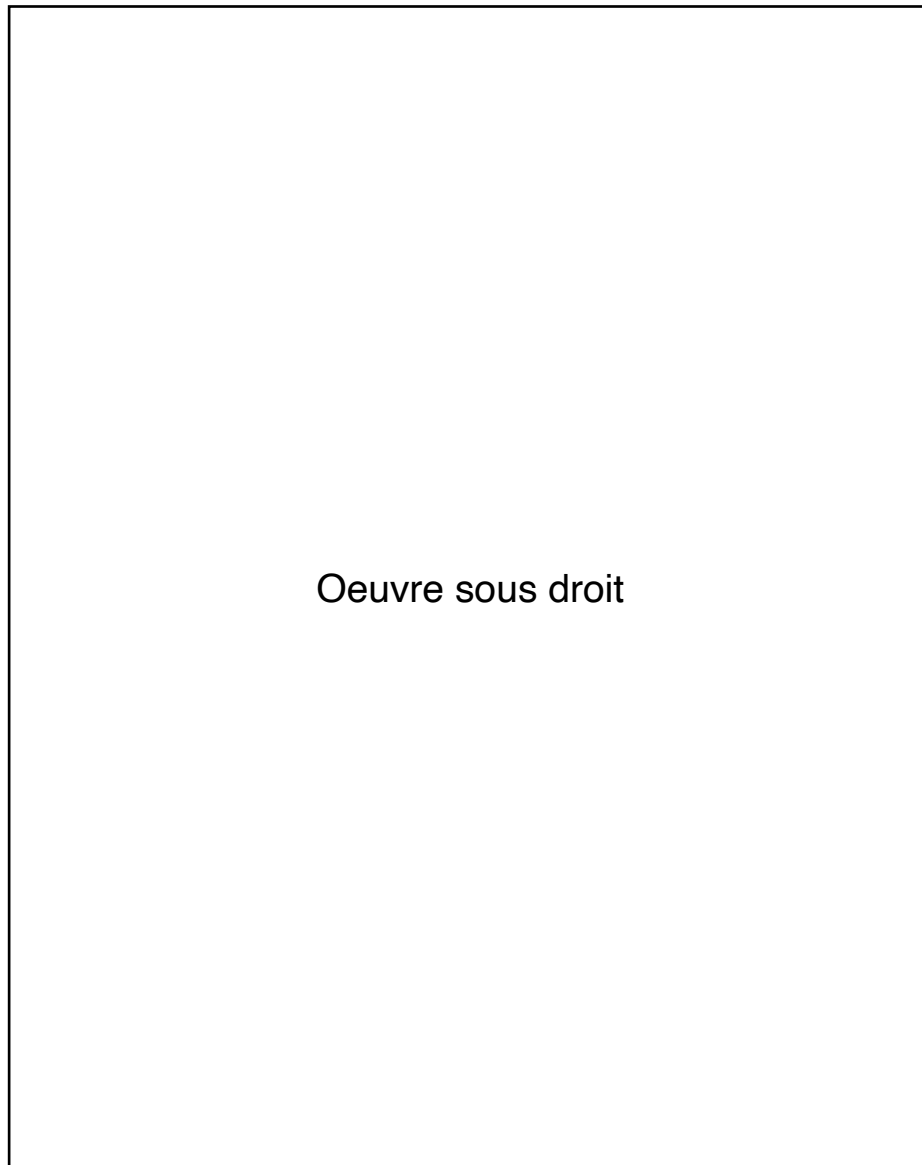
<sup>37</sup> WALKER, Stephen G., SCHAFER, Mark et YOUNG, Michael D., 1998. Systematic Procedures for Operational Code Analysis: Measuring and Modeling Jimmy Carter's Operational Code. *International Studies Quarterly*. 1998. N° 42, pp. 175-190.

	Indice	Définition	
<b>Préférences philosophiques</b>	<b>P-1</b>	Nature de l'univers politique c'est-à-dire la nature des politiques, du conflit politique et image de l'adversaire.	
	<b>P-2</b>	Perspectives générales de réalisation des valeurs politiques fondamentales du dirigeant politique.	
	<b>P-3</b>	Prévisibilité de l'avenir politique.	
	<b>P-4</b>	Capacité d'un dirigeant politique à influencer les développements historiques et à en contrôler les conséquences.	
	<b>P-5</b>	Rôle de la chance.	
<b>Préférences instrumentales</b>	<b>I-1</b>	Approche favorisée lors de la sélection des objectifs à atteindre dans le domaine de l'action politique, c'est-à-dire, la stratégie.	
	<b>I-2</b>	Comment poursuivre ces objectifs et ces buts de la manière la plus efficace possible, c'est-à-dire les tactiques.	
	<b>I-3</b>	Approche favorisée en matière de calcul, de contrôle ainsi que l'aversion ou l'acceptation des risques que comportent une action politique.	
	<b>I-4</b>	<b>a</b>	« <i>Timing</i> » et propension à passer de la coopération au conflit
		<b>b</b>	« <i>Timing</i> » et propension à passer de la parole aux actes
<b>I-5</b>	Utilité et rôle des moyens suivants : punition (PUN) ou récompense (RÉC), menace (MEN) ou promesse de bénéfices(PRO), opposition (OPP) ou appel au soutien (APP).		

**Tableau 1** – Indices et définitions du code opérationnel

Cette grille d'analyse permet ainsi de dresser un portrait précis du dirigeant et de son système de valeurs. Walker, Schafer et Young ont complété cette grille par une méthode se fondant sur le relevé par un logiciel informatique des verbes transitifs dans un discours en prenant en compte le sujet et le complément d'objet : il s'agit du *Verbs in Context System* (VICS), c'est-à-dire l'analyse des verbes dans leur contexte. En effet, très souvent, les analyses de discours sont effectuées sur la base de critères quantitatifs, comme par exemple le nombre d'occurrences du verbe « provoquer », mais elles n'indiquent pas s'il s'agit du locuteur qui profère des menaces à l'encontre du destinataire ou bien si, au contraire, le locuteur se considère comme la victime de menaces de la part d'un agresseur. D'autres analyses

quantitatives mesurent le nombre de fois où un pays est mentionné dans les déclarations, parfois en relation avec la RPDC, et en déduisent des coefficients de corrélation. Mais ces données n'indiquent pas quel type de relation entretiennent les deux pays ni l'intensité de cette relation – les nuances qu'impliquent le concept de perception de la menace, par exemple, ne sont pas reflétées dans les résultats quantitatifs. Grâce à la méthode VICS, l'outil informatique prend en compte la définition du sujet et de l'objet des verbes transitifs puis les verbes transitifs relevés sont classés selon six catégories : appel, promesse, récompense, opposition, menace et punition. Les trois premières catégories sont identifiées comme des verbes à connotation positive et les trois autres, comme des verbes à connotation négative. Une pondération est appliquée par l'outil informatique en fonction de ces catégories en plus des analyses complémentaires effectuées (cf. *Figure 1*). Le détail du calcul informatique et des formules ensuite appliquées par l'auteur afin d'obtenir les résultats présentés sont disponibles en *Annexe n°6*.



Oeuvre sous droit

*Figure 1 – Code informatique du Verbs in Context System (VICS)*

Pour les besoins de notre étude, nous avons eu recours au logiciel ProfilerPlus<sup>1</sup>, disponible gratuitement en ligne pour les travaux scientifiques. Il effectue des analyses de discours à partir de sources en format UTF-8. Nous avons donc converti les discours des dirigeants dans le format adapté avant de les télécharger dans le logiciel en ligne qui, ensuite, a effectué les calculs nécessaires. Le logiciel ne fournissant qu'une partie des données, nous y avons appliqué les formules de calcul mises au point par Walker, Schafer et Young afin d'obtenir

---

<sup>1</sup> LEVINE, Nick, and YOUNG, Michael D. Young, 2014. Leadership Trait Analysis and Threat Assessment with Profiler Plus. Proceedings of ILC 2014 on 8th International Lisp Conference, Montreal, QC, Canada — August 14 - 17, 2014. *Association for Computing Machinery* [en ligne]. [Consulté le 26 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://profilerplus.org/>.

un tableau complet<sup>2</sup>. Les indices obtenus après les calculs varient entre -1.0 et 1.0 et peuvent être interprétés de la manière suivante :

Indice	Échelle de valeurs	
<b>Préférences philosophiques</b>		
<b>P-1</b> Nature de l'univers politique	-1.0 Conflictuel	+1.0 Coopératif
<b>P-2</b> Réalisation des valeurs politiques	-1.0 Pessimiste	+1.0 Optimiste
<b>P-3</b> Prévisibilité du futur politique	0.0 Faible	+1.0 Fort
<b>P-4</b> Contrôle des développements historiques	0.0 Contrôlé par autrui	+1.0 Contrôlé par soi
<b>P-5</b> Rôle de la chance	.00 Faible	1.0 Élevé
<b>Préférences instrumentales</b>		
<b>I-1</b> Stratégie	-1.0 Conflictuelle	+1.0 Coopérative
<b>I-2</b> Tactiques	-1.0 Très conflictuelles	+1.0 Très coopératives
<b>I-3</b> Propension au risque	.00 Aversion des risques	1.0 Acceptation des risques
<b>I-4a</b> Timing coopération vs conflit	.00 Faible propension au changement	1.0 Forte propension au changement
<b>I-4b</b> Timing mots vs actions	.00 Faible propension au changement	1.0 Forte propension au changement
<b>I-5</b> Utilité des moyens	.00 Faible utilité	1.0 Forte utilité

*Tableau 2 – Valeurs des indices du système VICS*

<sup>2</sup> WALKER, Stephen G., SCHAFER, Mark et YOUNG, Michael D., 1998. *Op. cit.*

### 6.1.3. Composition du corpus de discours des dirigeants nord-coréens dans le cadre de l'analyse du code opérationnel

Notre première tâche a été d'établir un corpus de discours politiques de chaque dirigeant nord-coréen puis de convertir les documents ainsi choisis dans le format nécessaire à l'analyse par logiciel informatique. Nous avons ainsi compilé trente-cinq discours et interviews de Kim Il Sung et dix-huit discours de Kim Jong Un sur la période étudiée. Nous exposerons plus loin la méthode employée pour la collecte des discours de Kim Jong Il. La sélection des discours a été effectuée selon quatre critères :

- 1) Le logiciel informatique ne prenant pas en charge les langues asiatiques, nous avons sélectionné la version anglaise des textes ;
- 2) Le programme nucléaire et balistique nord-coréen est mentionné au moins à deux reprises ;
- 3) Les discours ou interviews, dans leur version écrite ou orale, ont pour auteur officiel un dirigeant nord-coréen ;
- 4) Les discours ou interviews ont été écrits ou prononcés entre 1985 et 2019.

Nous avons pris en considération le fait que les discours peuvent avoir été rédigés par des auteurs anonymes comme par exemple des conseillers politiques. Néanmoins, nous n'avons pas considéré ce fait comme une difficulté car l'indice le plus important reste le fait que le dirigeant nord-coréen, en tant que *Suryŏng*, y appose officiellement son nom ou le prononce devant un public, endossant la responsabilité directe des paroles prononcées. Par ailleurs, nous avons précédemment expliqué le choix du point de départ temporel de nos travaux par la signature du TNP par la RPDC en 1985. Mais en ce qui concerne la borne temporelle de 2019, nous avons fait le choix d'arrêter notre collecte au mois de décembre de cette année car nous n'avons pas pu collecter de données suffisantes pour l'année 2020 en raison de la crise sanitaire causée par l'épidémie de Covid-19 qui a dominé les actualités. Les activités du programme nucléaire et balistiques nord-coréen sont passées au second plan de son agenda politique et les discours à ce sujet, trop rares, ne pouvaient pas constituer une base de données suffisantes pour une analyse quantitative. À partir de 2021, les travaux de rédaction ayant pris le dessus sur la recherche, nous n'avons pas collecté de discours.

La collecte des discours et interviews de Kim Il Sung et Kim Jong Un a mobilisé une méthode similaire à celle présentée dans le chapitre précédent. En effet, le *site KCNA Watch*



constitue l'une des sources les plus complètes et fiables pour rechercher ce type de données et nous avons complété les données obtenues par le site NCNK ainsi que les discours et interviews publiés par la Foreign Languages Publishing House de Pyongyang notamment les multiples volumes de *Kim Il Sung Works*. Cependant, en ce qui concerne le mandat de Kim Jong Il, il a été difficile d'obtenir des textes car le dirigeant nord-coréen n'a donné aucun discours ayant pour objet la politique étrangère ou les affaires militaires du pays. Au cours de notre mission de terrain au printemps 2019, nous avons obtenu l'accès aux archives de l'*University of North Korean Studies* qui est affiliée à l'*Institute for Far Eastern Studies* de *Kyungnam University* à Séoul. En raison des restrictions imposées par la Loi de sécurité nationale, cette université est la seule institution sud-coréenne avec le ministère de l'Unification, à être autorisée à posséder des archives de documents nord-coréens. Cependant, nos recherches n'ont pas été concluantes : il existe des archives de discours et d'interviews de Kim Jong Il mais elles se limitent aux affaires intérieures et à quelques sujets relatifs à la politique étrangère du pays mais nous n'avons trouvé aucune mention du programme nucléaire et balistique nord-coréen. En outre, toutes les archives sont disponibles uniquement au format papier, ce qui a rendu difficile la recherche et impossible l'emploi d'une analyse par logiciel informatique, aucun service de numérisation n'étant disponible.

Kim Jong Il n'a pris publiquement la parole qu'à une seule et unique occasion, en 1992, lors d'une parade militaire et il n'a prononcé qu'une phrase : « Gloire aux héroïques soldats de l'Armée populaire de Corée ! » (영웅적 조선인민군 장병들에게 영광이 있으라, yŏng'ungjŏk chosŏninmingun changbyŏngdŭrege yŏnggwang'i issŭra )<sup>3</sup>. Lors de ses apparitions publiques, aucune prise de parole officielle n'a été consignée. Pourtant, au cours des seize années de son mandat, on peut retrouver de très nombreuses déclarations des principales institutions nord-coréennes au sujet la politique étrangère du régime et du développement de son programme nucléaire et balistique. En analysant de plus près ces déclarations, nous avons constaté qu'elles émanaient majoritairement d'une institution en particulier : le ministère des Affaires étrangères nord-coréen. En effet, comme nous l'avons étudié dans le chapitre 1 sur l'historique des négociations internationales sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen, le ministère des Affaires étrangères nord-coréen a joué

---

<sup>3</sup> OH, Kongdan et HASSIG, Ralph, 2021. *North Korea in a Nutshell: A Contemporary Overview*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield, p. 30. La vidéo d'archives peut être visionnée sur YouTube : CURTIS MELVIN, 2011. *Kim Jong-il's only public speech in North Korea* [en ligne]. Pyongyang. 2 mai 2011. [Consulté le 22 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.youtube.com/watch?v=v02nlU\\_ZATk](https://www.youtube.com/watch?v=v02nlU_ZATk).

un rôle central et les acteurs ayant le plus communiqué sur le sujet sont les vice-ministres des Affaires étrangères, les diplomates de la Représentation permanente de la RPDC auprès des Nations unies à New York ainsi que le « porte-parole » du ministère des Affaires étrangères. Les communiqués de ce « porte-parole », dont la position dans l'administration n'est pas mentionnée, peuvent prendre plusieurs formes : par exemple, une réponse du « porte-parole » à une question posée par un média officiel du régime peut constituer un moyen de clarifier la position du gouvernement ou un communiqué publié au cours d'une période de négociations internationales peut signaler un changement dans sa ligne politique pour le public international. Par le biais des déclarations de ces acteurs diplomatiques, les interlocuteurs étrangers de la RPDC disposent ainsi d'éléments concrets concernant les objectifs et les intentions du gouvernement nord-coréen au cours d'un processus de négociation<sup>4</sup>.

Étant donné la nature dictatoriale du régime nord-coréen, nous pouvons supposer que la parole déléguée aux représentants du régime est celle du dirigeant. Par ailleurs, selon une source anonyme interviewée lors d'un déplacement au siège des Nations unies à New York, les diplomates de la Représentation permanente de la RPDC sont soumis aux injonctions de l'administration centrale à Pyongyang et disposent d'une marge de manœuvre limitée dans les différentes négociations ayant lieu au sein des arènes internationales<sup>5</sup>. Il existe donc une continuité quasi-totale entre les directives du dirigeant et la ligne politique défendue par la délégation nord-coréenne auprès des Nations unies. Cette continuité est renforcée par le fait que les dirigeants nord-coréens n'effectuent que très rarement des déplacements à l'étranger, contrairement aux chefs d'États des démocraties occidentales, ce qui renforce la nécessité de nommer comme diplomates les représentants les plus fidèles du régime. Ces derniers se doivent donc d'incarner loyalement la pensée et les actions de leur dirigeant, sous peine de représailles une fois de retour à Pyongyang<sup>6</sup>. Dès lors, les lacunes concernant les discours prononcés par Kim Jong Il nous

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 49-50.

<sup>5</sup> Entretien du 12 juillet 2018 au siège de l'ONU à New York, NY.

<sup>6</sup> BICKER, Laura, 2019. Trump-Kim summit: The sorry fate of North Korea's diplomat defectors. *BBC News* [en ligne]. 22 février 2019. [Consulté le 22 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/world-asia-47301876> ; JANG, Seulkee, 2020. Choe Son Hui recently underwent three months forced labor. *Daily NK* [en ligne]. 27 octobre 2020. [Consulté le 22 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.dailynk.com/english/choi-sun-hee-recently-underwent-three-months-forced-labor/> ; SON, Hyemin et JUN, Leejin (trad.), 2021. North Korean Diplomats Recalled from Malaysia May Face Punishment Over U.S. Extradition. *Radio Free Asia* [en ligne]. 23 mars 2021. [Consulté le 22 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.rfa.org/english/news/korea/extradition-03232021183659.html>.

ont amenées à adopter une nouvelle approche : considérant que les porte-paroles du régime nord-coréen auprès des Nations unies reproduisent le système de croyance du dirigeant ainsi que ses intérêts, nous avons collecté les discours et les interventions des diplomates de la Représentation permanente de la RPDC dans le cadre des institutions onusiennes non seulement au cours des années durant lesquelles Kim Jong Il était à la tête du pays, mais également sur la totalité de notre période de recherche, c'est-à-dire entre 1985 et 2019.

Notre objectif était certes d'obtenir des déclarations officielles des diplomates du régime nord-coréen durant le mandat de Kim Jong Il mais nous avons aussi jugé nécessaire de collecter des discours de ces diplomates sur les quatre décennies que couvre notre étude afin d'évaluer la pertinence de notre méthodologie. Nous avons en effet formulé l'hypothèse suivante :

*La méthode consistant à analyser les discours des diplomates nord-coréens au sein de l'ONU dans le but de déterminer le code opérationnel de Kim Jong Il sera valide :*

- Si et seulement si, les résultats du code opérationnel de Kim Il Sung obtenus à partir de ses discours officiels sont similaires aux résultats obtenus à partir des discours de ses diplomates à l'ONU ;
- Si et seulement si, les résultats du code opérationnel de Kim Jong Un obtenus à partir de ses discours officiels sont similaires aux résultats obtenus à partir des discours de ses diplomates à l'ONU.

Ces conditions réunies, il serait possible d'affirmer avec certitude non seulement que la Mission permanente de la RPDC à New York est un relai direct des injonctions du leader suprême transmises depuis Pyongyang, mais également que les discours et les communiqués des représentants du ministère des Affaires étrangères nord-coréen sont le reflet de la pensée politique du dirigeant nord-coréen et de ses objectifs stratégiques. Nous avons donc collecté tous les procès-verbaux de débats et de discours au sein des institutions onusiennes selon les critères énoncés précédemment – à l'exception du troisième critère étant donné que les auteurs sont les diplomates nord-coréens. Les archives de l'ONU sont disponibles en ligne dans une base de données exhaustive : la Bibliothèque Numérique des Nations unies<sup>7</sup>. Les mots clés utilisés pour nos recherches sont similaires à ceux employés par les archives de la

---

<sup>7</sup> Le site est disponible dans les six langues officielles de l'ONU à l'adresse suivante : <https://digitallibrary.un.org/>

KCNA : « *nuclear* », « *satellite* », « *atom* » et « *missile* ». Après lecture des discours des diplomates nord-coréens et de leurs interventions lors des débats entre États membres, nous avons déterminé qu’au vu de l’uniformité des éléments rhétoriques de la délégation nord-coréenne au sein des différentes commissions et comités, les discours et les interventions dans le cadre de l’Assemblée générale des Nations unies constituaient les références les plus représentatives de la rhétorique nord-coréenne au sujet de son programme nucléaire et balistique. Ainsi, c’est une compilation d’environ 200 discours et interventions de diplomates nord-coréens devant les représentants des États membres de l’Assemblée générale de l’ONU que nous avons soumis à une analyse de texte par le logiciel ProfilerPlus.

Nous pouvons donc nous intéresser à présent aux résultats obtenus et les commenter dans le cadre de l’*operational code analysis*. Notre description des résultats suit un ordre chronologique en débutant par Kim Il Sung puis Kim Jong Il et enfin, Kim Jong Un. Dans le cas de Kim Jong Il, pour la cohérence de notre raisonnement, nous souhaitons préciser que notre hypothèse concernant la recevabilité des discours des diplomates nord-coréens à l’ONU comme relai direct des paroles du dirigeant nord-coréen a été validée. Nous étudierons de manière comparative les résultats confirmant notre hypothèse (cf. VI.3.). Nous allons tout d’abord observer les évolutions du code opérationnel des dirigeants nord-coréens au sujet du programme nucléaire et balistique de la RPDC.

## **6.2. DE KIM IL SUNG À KIM JONG UN : ANALYSE DU CODE OPÉRATIONNEL DES DIRIGEANTS NORD-CORÉENS**

Après avoir présenté la méthodologie du système VICS et le corpus mobilisé, nous allons exposer les résultats obtenus pour chaque dirigeant nord-coréen. Nous débuterons chaque cas par la formulation d’hypothèses à partir des éléments que nous avons mis à jour grâce à l’analyse qualitative puis nous comparerons ces hypothèses aux résultats. En procédant ainsi, notre but est d’illustrer la complémentarité des deux types d’approches ainsi que la pertinence du code opérationnel dans l’analyse du discours des dirigeants nord-coréens.

### 6.2.1. Le code opérationnel de Kim Il Sung : un leader prudent ouvert à la coopération

Avant de nous intéresser de plus près aux résultats, il est possible de formuler des hypothèses quant aux préférences philosophiques et instrumentales de Kim Il Sung au cours de son mandat de 1985 à 1994. Les discours de Kim Il Sung au cours de cette période s'inscrivaient dans un contexte troublé par la montée en puissance de la Corée du Sud sur la scène internationale, la pression exercée par l'AIEA concernant les accords de garanties et enfin, la chute de l'URSS, allié du régime nord-coréen qui devait également lui fournir des réacteurs nucléaires en échange de son adhésion au TNP.

On peut alors supposer que le dirigeant considérait que l'environnement en matière de politique étrangère était plutôt hostile (P-1), ce qui le rendait pessimiste quant à la réalisation de ses objectifs politiques (P-2). L'avenir devait très certainement lui paraître imprévisible (P-3) étant donné les bouleversements géopolitiques auxquels la Corée du Nord devait faire face. Pourtant, comme nous l'avons vu plus haut, au cours de cette période, dans les arcanes du pouvoir, Kim Jong Il préparait déjà sa succession, ce qui a pu influencer sur la confiance de Kim Il Sung dans sa capacité à contrôler, dans une certaine mesure, les développements historiques (P-4). Quant au rôle de la chance, le complexe de sécurité dans lequel se trouvait le pays depuis la fin de la Guerre de Corée, laissait une grande marge aux éléments aléatoires, ce dont le dirigeant devait être conscient (P-5).

En ce qui concerne la stratégie adoptée au cours de cette période, nous avons vu que Kim Il Sung avait opté pour la coopération internationale (I-1) en adhérant au TNP et en tentant de se conformer aux normes internationales. Le régime nord-coréen semblait enclin à suspendre ses activités nucléaires. On peut donc supposer que les tactiques employées (I-2) aient également été coopératives. Il est difficile de savoir si Kim Il Sung avait une aversion particulière au risque (I-3) mais étant donné l'importance du programme nucléaire et balistique nord-coréen, il est probable que Kim Il Sung ait été peu enclin à prendre des risques sur le plan de la sécurité nationale. Ensuite, comme nous l'avons décrit, la stratégie de la Corée du Nord concernant le développement de son programme nucléaire et balistique connut plusieurs retournements de situation, notamment lors des *rounds* de négociations avec les États-Unis et l'annonce de son retrait du TNP en 1993 qui finalement, n'a pas eu lieu. Cela indique donc une forte propension à changer de stratégie ou de tactiques (I-4a). La propension du dirigeant nord-coréen à passer de la parole aux actes (I-4b) est l'un des indices qu'il est également difficile de quantifier. Walker, Schafer et Young expliquent que l'indice

I-4b représente l'intensité avec laquelle les dirigeants cherchent à éviter une situation de soumission dans le cadre d'un compromis ou d'impasse dans le cadre d'un conflit<sup>8</sup>. Les dirigeants qui montrent une faible propension à passer de la parole aux actes sont moins réticents quant à la probabilité d'être dans une situation de soumission ou de d'impasse, alors qu'une propension plus élevée indique, à l'inverse, une forte réticence. On peut dès lors supposer que les résultats pourraient indiquer que Kim Il Sung cherchait à éviter toute soumission ou impasse. Enfin, en tant que dirigeant d'un État dont la stratégie politique est fondée sur un système de valeurs contrastant fortement avec celles promues par la communauté internationale, la rhétorique de Kim Il Sung devait mettre en avant sa capacité à s'opposer à ceux qui ne respectaient pas le régime nord-coréen tout en faisant appel au soutien de la communauté internationale (I-5).

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	MOY
<i>Préférences philosophiques</i>											
<b>P-1</b>	.36	.28	.27	.18	.38	.27	.42	.33	.26	.42	<b>.32</b>
<b>P-2</b>	.23	.17	.13	.06	.24	.12	.23	.20	.12	.26	<b>.18</b>
<b>P-3</b>	.11	.11	.14	.10	.13	.14	.14	.13	.10	.12	<b>.12</b>
<b>P-4</b>	.17	.10	.07	.18	.15	.06	.12	.10	.19	.15	<b>.13</b>
<b>P-5</b>	.98	.99	.99	.98	.98	.99	.98	.99	.98	.98	<b>.98</b>
<i>Préférences instrumentales</i>											
<b>I-1</b>	.42	.08	.45	.44	.24	.41	.57	.52	.40	.21	<b>.37</b>
<b>I-2</b>	.14	.04	.17	.23	.06	.24	.25	.30	.12	.13	<b>.17</b>
<b>I-3</b>	.18	.04	.23	.14	.18	.18	.32	.15	.21	.07	<b>.17</b>
<b>I-4(a)</b>	.58	.92	.55	.56	.76	.59	.43	.48	.60	.79	<b>.63</b>
<b>I-4(b)</b>	.54	.93	.79	.73	.97	.56	.75	.72	.54	.54	<b>.71</b>
<b>I-5 [PUN]</b>	.16	.21	.24	.25	.18	.21	.18	.16	.20	.14	<b>.19</b>
<b>[MEN]</b>	.03	.05	.03	.06	.04	.02	.02	.04	.03	.04	<b>.04</b>
<b>[OPP]</b>	.13	.11	.09	.08	.11	.13	.08	.13	.12	.12	<b>.11</b>
<b>[APP]</b>	.35	.27	.29	.30	.32	.34	.39	.34	.38	.35	<b>.33</b>
<b>[PRO]</b>	.05	.06	.06	.03	.03	.06	.05	.03	.03	.04	<b>.04</b>
<b>[RÉC]</b>	.29	.30	.29	.29	.33	.23	.29	.30	.23	.31	<b>.29</b>

**Tableau 3** – Résultats de l'analyse du code opérationnel de Kim Il Sung (1985-1994)

<sup>8</sup> WALKER, Stephen G., SCHAFER, Mark et YOUNG, Michael D., 1998. *Op. cit.*

Si l'on se réfère aux résultats obtenus et compilés dans le *Tableau 3* ci-dessus, on peut constater qu'en moyenne, Kim Il Sung, dans son discours, reconnaissait la nature conflictuelle de la situation politique au niveau international (P-1) et faisait preuve d'un certain pessimisme quant à la réalisation de ses objectifs politiques (P-2), conformément aux hypothèses que nous avons formulées. Le dirigeant considérait aussi que l'avenir était plutôt incertain (P-3). Mais, contrairement à nos prévisions, malgré le fait que sa succession ait été assurée depuis plusieurs années, d'après son discours, Kim Il Sung estimait que l'avenir était entre les mains d'acteurs extérieurs (P-4). Dès les années 1980, Kim Jong Il occupait des postes clés au sein des institutions telles que la Commission militaire centrale et le Secrétariat du Parti du Travail de Corée, apparaissant ainsi comme le successeur de Kim Il Sung. Ces résultats montrent donc que malgré la succession assurée, Kim Il Sung restait incertain face à l'avenir. Mais cela rappelle aussi que la Corée du Nord laisse régulièrement entendre dans ses discours que la balle est dans le camp de l'opposition. Ce qui peut paraître, au premier abord, comme un aveu de faiblesse, est plutôt une stratégie rhétorique qui consiste à s'assurer qu'en cas d'échec des négociations, le camp adverse en porte la responsabilité. Le rôle de la chance est très élevé (P-5) : on peut préciser à cet effet que dans le calcul effectué par le logiciel, les résultats concernant cet indice varient souvent d'un extrême à un autre.

Concernant ses préférences instrumentales, l'approche choisie par le dirigeant tendait plutôt à la coopération (I-1) et afin de réaliser ses objectifs de la manière la plus efficace, les tactiques employées se rapprochaient du point de neutralité avec également une légère tendance à la coopération (I-2). Sachant que les tactiques sont également considérées comme l'intensité avec laquelle le dirigeant met en œuvre sa stratégie, on peut interpréter ce résultat par le fait que le choix de la coopération de la part de Kim Il Sung semble être un choix par défaut, poursuivi avec peu de conviction. Cette observation correspond historiquement à une période au cours de laquelle la Corée du Nord doit se conformer aux normes du droit international en matière de prolifération en vertu de son adhésion relativement récente au TNP. Kim Il Sung a présenté une forte aversion aux risques (I-3), contrairement à ce que nous avons anticipé. Mais en ce qui concerne la propension à passer de la coopération au conflit (I-4a) ainsi que de la parole aux actes (I-4b), on peut observer une forte tendance aux changements de stratégies. Enfin, les moyens les plus employés dans la rhétorique du dirigeant sont, en premier lieu, l'appel et, en second lieu, la récompense (I-5). Par contraste, les moyens jugés les moins utiles sont la menace et la promesse.

D'après ces résultats, Kim Il Sung se présentait dans son discours comme un dirigeant généralement peu enclin au conflit. Dans les cas où les chiffres pouvaient donner

lieu à des valeurs négatives, comme pour l'indice P-1, les résultats sont restés au-dessus de zéro. En particulier, en 1991 et 1992, Kim Il Sung a affiché l'attitude la plus coopérative avec cependant une intensité modérée si l'on observe les indices I-4a et I-4b. Les négociations à propos des inspections de l'AIEA étaient en cours à cette période et on peut penser que le discours de Kim Il Sung était plus coopératif avec l'Agence après avoir perdu son allié soviétique. Mais le programme nucléaire nord-coréen ne semble pas avoir été employé comme une menace d'après la typologie des moyens privilégiés par le leader dans son discours. Le leader cultive cependant l'imprévisibilité dans son discours en évitant de faire des promesses qui l'engageraient dans un monde lui-même jugé comme imprévisible. Le discours de Kim Il Sung reste prudent, et son aversion au risque était particulièrement forte l'année de la signature de l'*Agreed Framework*, qui fut aussi l'année de son décès.

<b>Kim Il Sung</b>		
	<b>1991-1994</b>	<b><i>Malici et Malici</i> 1991-1994</b>
<i>Préférences philosophiques</i>		
<b>P-1</b>	.36	.38
<b>P-2</b>	.20	.26
<b>P-3</b>	.12	.15
<b>P-4</b>	.14	.19
<b>P-5</b>	.98	.97
<i>Préférences instrumentales</i>		
<b>I-1</b>	.43	.44
<b>I-2</b>	.20	.25
<b>I-3</b>	.19	.20
<b>I-4(a)</b>	.58	.56
<b>I-4(b)</b>	.64	.76
<b>I-5 [PUN]</b>	.20	.11
<b>[MEN]</b>	.03	.008
<b>[OPP]</b>	.11	.009
<b>[APP]</b>	.37	.38
<b>[PRO]</b>	.04	.01
<b>[RÉC]</b>	.28	.27

**Tableau 4** – Comparaison des résultats de la moyenne du code opérationnel de Kim Il Sung avec Malici et Malici

Il nous a paru pertinent de comparer les résultats obtenus avec ceux de chercheurs dont les travaux font autorité au sujet du code opérationnel. Parmi eux, Malici et Malici,



ont procédé à l'analyse du code opérationnel de Kim Il Sung pendant et après la guerre froide pour étudier d'une part, les changements que la fin de la guerre froide a provoquée sur son système de croyances, et d'autre part, la capacité des leaders à apprendre du passé<sup>9</sup>. Il faut rappeler que les résultats présentés dans la dernière colonne du *Tableau 4* sont basés sur un corpus de discours et d'interviews relatifs à la politique intérieure et étrangère du pays, ce qui diffère de notre sélection se concentrant sur les textes au sujet du programme nucléaire nord-coréen. Malici et Malici ayant débuté l'analyse à partir de 1980 sans détailler chaque année mais seulement en présentant les résultats sur deux périodes, c'est-à-dire de 1980 à 1985, et de 1991 à 1994, nous avons sélectionné la seconde période pour notre analyse comparative. Nous pouvons observer une cohérence dans le discours de Kim Il Sung au niveau de ses préférences philosophiques avec une vision de l'univers politique comme plutôt conflictuel (P-1) ainsi qu'un certain pessimisme quant à la réalisation de ses valeurs politiques (P-2). Les deux analyses présentent des résultats similaires en ce qui concerne la perception du futur politique comme imprévisible (P-3) le peu de contrôle dont le leader pense disposer quant aux développements historiques (P-4).

S'agissant des préférences instrumentales du leader, on peut encore une fois observer des résultats proches, en particulier le choix d'une stratégie plutôt coopérative (I-1) avec cependant peu d'intensité dans sa mise en œuvre tactique (I-2) ainsi la forte aversion au risque de Kim Il Sung (I-3). Les moyens privilégiés sont, dans les deux cas, l'appel et la récompense (I-5). Dans leur analyse, Malici et Malici observent que le discours de Kim Il Sung est caractérisé par la constance au cours des deux périodes étudiées et que la guerre froide n'a pas eu d'impact significatif sur le système de croyances du leader nord-coréen. Qu'il s'agisse alors du discours sur l'arme nucléaire ou sur la politique intérieure et domestique, durant ou après la guerre froide, Kim Il Sung affiche une rigidité dans ses préférences philosophiques et instrumentales. Cette démarche comparative nous aide notamment à prendre la mesure de l'inflexibilité affichée par le dirigeant nord-coréen qui peut représenter un défi pour ses interlocuteurs.

Les recherches dans le monde académique français au sujet de l'analyse du discours dans les relations internationales restant encore en friche, il était important pour nous de vérifier si les résultats de notre analyse étaient recevables en les comparant à ceux d'experts américains dans le domaine. Cette comparaison confirme donc que notre analyse respecte le protocole original et la méthodologie de l'*operational code analysis*.

---

<sup>9</sup> MALICI, Akan et MALICI, Johnna, 2005. *Op. cit.*

6.2.2. *Le code opérationnel de Kim Jong Il : maintenir le contrôle sur le destin de la Corée du Nord grâce à l'arme nucléaire*

La période correspondant au mandat de Kim Jong Il s'étend sur seize ans, ce qui permet d'obtenir des résultats plus affinés que les neuf ans pour la période précédente. Elle coïncide également avec le développement progressif du programme balistique nord-coréen ainsi que ses premiers essais nucléaires. Le militarisme affiché de Kim Jong Il pendant cette période nous pousse à formuler l'hypothèse selon laquelle il percevait l'univers politique comme très conflictuel (P-1) et que par conséquent, il y avait peu de chances pour que ses valeurs politiques soient réalisées sur la scène internationale (P-2). C'est au cours de cette période que la Corée du Nord prit la décision de se retirer du TNP, décision qui plongea la communauté internationale dans l'inconnu. On peut supposer que Kim Jong Il, même s'il avait calculé la prise de risque que représentait ce retrait, faisait lui aussi face à un avenir incertain (P-3) sur lequel il n'avait que peu de contrôle (P-4) et qui comportait un facteur chance élevé (P-5).

La stratégie de Kim Jong Il apparaissait comme majoritairement conflictuelle au cours de cette période (I-1) tout comme l'intensité des tactiques employées (I-2). La multiplication des « provocations » du régime nord-coréen au cours de la période étudiée peut être considérée comme une prise de risque élevée (I-3). Ces « provocations » laissent à penser que le dirigeant restait fidèle à une stratégie conflictuelle avec une faible propension à osciller entre coopération et conflit (I-4a). Kim Jong Il devait toutefois être très réticent à l'idée de devoir se soumettre ou faire face à une impasse donc on peut supposer qu'il présentait une forte propension à passer des paroles aux actes (I-4b). Enfin, il est possible que les moyens les plus employés par les représentants du régime nord-coréen aient été l'opposition ou la menace en cas de prises de mesures contraires aux intérêts du régime (I-5).

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<i>Préférences philosophiques</i>									
<b>P-1</b>	.28	.23	.21	.24	.23	.35	.24	.29	.12
<b>P-2</b>	.11	.09	.02	.10	.10	.15	.11	.12	-.01
<b>P-3</b>	.13	.11	.16	.13	.09	.16	.13	.13	.11
<b>P-4</b>	.10	.11	.07	.08	.13	.09	.09	.07	.11
<b>P-5</b>	.99	.99	.99	.99	.99	.99	.99	.99	.99
<i>Préférences instrumentales</i>									
<b>I-1</b>	.29	.11	.56	.20	.48	.76	.29	.38	-.15
<b>I-2</b>	.01	.08	.11	0	.37	.33	-.02	.06	-.27
<b>I-3</b>	.24	.08	.47	.20	.08	.34	.20	.25	.16
<b>I-4a</b>	.71	.89	.44	.80	.52	.24	.71	.63	.85
<b>I-4b</b>	.57	.93	.70	.49	.27	.62	.93	.64	.22
<b>I-5 [PUN]</b>	.22	.24	.27	.21	.18	.20	.25	.22	.25
<b>[MEN]</b>	.00	.04	.03	.02	.03	.01	.01	.04	.04
<b>[OPP]</b>	.13	.11	.08	.14	.16	.09	.12	.08	.16
<b>[APP]</b>	.37	.30	.40	.35	.31	.40	.32	.34	.34
<b>[PRO]</b>	.06	.06	.03	.05	.11	.04	.04	.08	.06
<b>[RÉC]</b>	.21	.25	.19	.21	.20	.25	.26	.23	.14

*Tableau 5 – Résultats de l'analyse du code opérationnel de Kim Jong Il (1995-2003), partie 1 sur 2*

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	MOY
<i>Préférences philosophiques</i>									
<b>P-1</b>	.19	.30	-.05	.21	.19	.09	.15	.23	<b>.21</b>
<b>P-2</b>	.06	.10	-.14	.10	.06	-.03	-.004	.09	<b>.06</b>
<b>P-3</b>	.12	.11	.13	.11	.15	.13	.16	.12	<b>.13</b>
<b>P-4</b>	.06	.11	.05	.08	.04	.07	.08	.10	<b>.08</b>
<b>P-5</b>	.99	.99	.99	.99	.99	.99	.99	.99	<b>.99</b>
<i>Préférences instrumentales</i>									
<b>I-1</b>	.83	.33	.71	1	.50	.38	.63	.53	<b>.46</b>
<b>I-2</b>	.42	.11	.33	.52	.33	.21	.20	.14	<b>.17</b>
<b>I-3</b>	.38	.17	.31	.32	.10	.22	.56	.38	<b>.26</b>
<b>I-4a</b>	.17	.67	.29	.00	.50	.63	.37	.47	<b>.52</b>
<b>I-4b</b>	.63	.43	.24	.05	.29	.13	.01	.41	<b>.44</b>
<b>I-5 [PUN]</b>	.24	.20	.27	.16	.20	.22	.22	.19	<b>.22</b>
<b>[MEN]</b>	.04	.06	.07	.05	.04	.04	.02	.03	<b>.03</b>
<b>[OPP]</b>	.11	.08	.17	.16	.16	.19	.16	.14	<b>.13</b>
<b>[APP]</b>	.30	.37	.31	.34	.36	.36	.42	.39	<b>.35</b>
<b>[PRO]</b>	.10	.10	.07	.10	.04	.06	.03	.04	<b>.06</b>
<b>[RÉC]</b>	.21	.18	.11	.20	.20	.14	.14	.20	<b>.20</b>

*Tableau 6 – Résultats de l'analyse du code opérationnel de Kim Jong Il (2004-2011), partie 2 sur 2*

D'après les résultats, Kim Jong Il, via les déclarations des diplomates nord-coréens, percevait effectivement l'univers politique comme hostile (P-1) et était pessimiste au sujet de la réalisation de ses valeurs politiques (P-2). On peut observer que les résultats obtenus sont plus critiques que sur la période couvrant le mandat de Kim Il Sung, en particulier en ce qui concerne l'indice P-2 qui, à quatre reprises en 2003, 2006, 2009 et 2010 est passé en négatif. Ces résultats coïncident notamment avec les années où la Corée du Nord effectua des essais nucléaires. On peut donc supposer que ces événements constituaient certes une démonstration de force du régime nord-coréen mais également l'expression d'un profond pessimisme face à l'échec de la réalisation de ses valeurs sur le plan international. Dans le contexte précis de la politique *songun* instaurée par Kim Jong Il et des échecs successifs des Pourparlers à six, cela indiquerait que les « provocations » du régime nord-coréen peuvent être interprétées comme un recours ultime afin de manifester la frustration du régime quant au traitement de la question de son programme nucléaire et balistique. Les discours laissent également apparaître l'incertitude des représentants du dirigeant au sujet du futur politique (P-3) qui était, en apparence, entre les mains du camp adverse (P-4). Le facteur chance, comme nous l'avons supposé, est très élevé (P-5).

Cependant, contrairement à notre hypothèse, la stratégie de Kim Jong Il tendait plus à la coopération que sous Kim Il Sung (I-1). Cela peut être dû au fait que la prise de parole au sein des organes des Nations unies nécessite de mobiliser des éléments de langage souvent plus diplomatiques que les discours tenus dans les institutions nationales. En effet, les représentants des États membres de l'ONU respectent des règles de courtoisie lors de la prise de parole dans les comités de l'organisation afin d'assurer le bon déroulement du débat tandis que les déclarations des institutions nationales sont plus directes et emploient un ton plus conflictuel. On peut effectivement constater par la suite que les tactiques employées relevaient du conflit (I-2). Mais on peut observer une forte aversion au risque (I-3) : il semble que la coopération représentait parfois un risque plus grand pour le régime nord-coréen que l'hostilité. Lorsque le résultat de l'indice I-3 est élevé, il indique une aversion à changer de stratégie. Il faut se référer à l'indices I-1 pour observer la stratégie choisie et ainsi, au contraire, celle que le dirigeant considère comme un risque. Toutefois, on peut observer une certaine modération dans la propension du discours à passer de la coopération au conflit (I-4a) et des paroles aux actes (I-4b). Il semble que si la stratégie dominante était conflictuelle, les tactiques employées pour la mettre en œuvre n'étaient pas précisément déterminées. Ces résultats confirment notre analyse historique selon laquelle Kim Jong Il a veillé en priorité

à conserver le régime et à maintenir sa stabilité à travers la militarisation du pouvoir mais que sa stratégie relevait plutôt de l'opportunisme. Le développement du programme nucléaire et balistique était employé comme une monnaie d'échange et non comme une arme non négociable. En outre, il est intéressant de constater que l'appel au soutien de la communauté internationale a constitué le moyen rhétorique le plus mobilisé mais que la punition a pris la seconde place (I-5).

Si l'on s'intéresse aux dynamiques et aux variations du code opérationnel de Kim Jong Il, on peut constater que les résultats concernant la réalisation de ses valeurs politiques (P-2) se sont progressivement détériorés. Le développement officiel du programme nucléaire et balistique, à partir de 2003, n'a pas eu d'effet sur cet aspect et n'a pas non plus contribué à améliorer la perception du leader selon laquelle il ne possédait que peu de contrôle sur les développements historiques (P-4). Selon le discours du dirigeant, l'acquisition de l'arme nucléaire n'avait pas pour objet la maîtrise de l'univers politique mais était plutôt une réaction à ce que Kim Jong Il percevait comme une domination de la partie adverse. On remarque que l'année de chaque essai nucléaire, l'indice P-1 passait en-dessous de la moyenne et l'indice P-2 virait au négatif. Toutefois, de manière surprenante, Kim Jong Il a opté pour une stratégie très coopérative (I-1) en 2006, année du premier essai nucléaire nord-coréen. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que la Corée du Nord ait souhaité se présenter comme un État responsable en présentant le lancement du *Taepodong-2* la même année comme son droit à user de l'espace extra-atmosphérique en vertu des conventions internationales dans le domaine et annonçant son essai nucléaire à l'avance en octobre. Elle a notamment accepté quelques mois plus tard de nouvelles inspections sur le site nucléaire de Yongbyon puis un sommet intercoréen en 2007. Cette coopération soudaine illustre la capacité de la Corée du Nord à souffler le chaud et le froid afin de maintenir la communauté internationale dans l'incertitude quant à ses prochaines actions. Comme après chaque essai nucléaire, Kim Jong Il percevait l'univers stratégique comme sensiblement plus coopératif (P-1) et se montre donc plus coopératif lui-même (I-1). Ces évolutions confirment notre analyse de la stratégie nucléaire nord-coréenne au chapitre 4 : Kim Jong Il considérait sa coopération comme la suite logique après une « provocation » destinée à obtenir des contreparties économiques et diplomatiques ou bien à augmenter la pression sur ses interlocuteurs. Nous allons observer dans quelle mesure les choix de son successeur ont été influencés par un système de valeurs transmis de génération en génération à l'image du pouvoir en Corée du Nord.

### 6.2.3. *Le code opérationnel de Kim Jong Un : un programme nucléaire et balistique conférant prestige et puissance au discours d'un jeune héritier*

Lors de son arrivée au pouvoir, Kim Jong Un était presque inconnu du peuple nord-coréen ainsi que des observateurs internationaux. D'aucuns pensaient qu'il serait difficile pour le jeune successeur de reprendre les rênes du pays dont la situation économique s'était aggravée, notamment suite à la décision de réévaluer la monnaie nord-coréenne en 2009 qui avait provoqué une grave crise économique. Le pays était également sous le joug des sanctions internationales en raison du développement de son programme nucléaire et balistique. On peut donc supposer qu'au moment de son arrivée au pouvoir, Kim Jong Un devait percevoir l'univers politique auquel il faisait face comme particulièrement hostile (P-1) et que cette perception a dû s'accroître au fil des années car c'est sous son mandat que le programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord s'est développé le plus rapidement en multipliant des essais nucléaires ainsi que des tests de lancement de missiles à une allure jamais observée auparavant. Par conséquent, il est très probable que l'on observe dans son discours une vision pessimiste en matière de réalisation de ses valeurs politiques (P-2) qui restent idéologiquement contraires à celles de la communauté internationale. On peut aussi supposer que le futur politique doit lui paraître imprévisible (P-3) et que durant ces premières années à la tête de la Corée du Nord, il n'a eu que peu de contrôle sur le développement historique des événements (P-4), laissant ainsi une place importante au rôle de la chance (P-5).

S'agissant des préférences instrumentales de Kim Jong Un, on peut conjecturer que son discours reflète son choix d'adopter une stratégie conflictuelle (I-1) avec néanmoins une amélioration pour les années 2018 et 2019 au cours desquelles il a lancé une offensive de charme diplomatique afin de faire accepter à la communauté le nouveau statut d'État doté *de facto* de l'arme nucléaire et parvenir à négocier d'égal à égal avec les États-Unis. En outre, les tactiques utilisées, elles aussi, semblent conflictuelles (I-2). Par ailleurs, en matière de risque (I-3), on peut s'attendre à observer une prise de risque plus grande de la part de Kim Jong Un qui s'est illustrée, entre autres, par une multiplication des crises sur la péninsule coréenne comme par exemple la crise des missiles en 2013 et la hausse exponentielle des « provocations » du régime nord-coréen qui a affiché sa détermination à ne pas tenir compte des avertissements de la communauté internationale. Mais conformément au *modus operandi* de ses successeurs, il est probable que la rhétorique de Kim Jong Un indique une forte

propension à passer rapidement de la coopération au conflit (I-4a) et de la parole aux actes (I-4b) dans le but d'éviter toute situation où il serait en position de faiblesse. Enfin, on peut postuler que Kim Jong Un emploie le plus fréquemment l'opposition et la menace dans son discours comme moyens d'exercer son pouvoir rhétorique (I-5).

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	MOY
<i>Préférences philosophiques</i>									
<b>P-1</b>	.37	.36	.22	.30	.48	.24	.28	.49	<b>.34</b>
<b>P-2</b>	.25	.23	.11	.13	.32	.17	.18	.18	<b>.21</b>
<b>P-3</b>	.16	.14	.10	.13	.15	.07	.10	.14	<b>.12</b>
<b>P-4</b>	.09	.11	.11	.13	.09	.15	.12	.11	<b>.11</b>
<b>P-5</b>	.99	.98	.99	.98	.99	.99	.99	.99	<b>.99</b>
<i>Préférences instrumentales</i>									
<b>I-1</b>	.64	.80	.16	.26	.33	.52	.35	.27	<b>.42</b>
<b>I-2</b>	.21	.33	.08	.10	.15	.27	.13	.10	<b>.17</b>
<b>I-3</b>	.76	.77	.60	.61	.66	.56	.59	.62	<b>.65</b>
<b>I-4a</b>	.36	.20	.84	.74	.67	.48	.65	.73	<b>.58</b>
<b>I-4b</b>	.62	.87	.96	.97	.97	.92	.99	.48	<b>.85</b>
<b>I-5 [PUN]</b>	.19	.18	.22	.23	.14	.19	.20	.14	<b>.19</b>
<b>[MEN]</b>	.02	.01	.01	.01	.02	.01	.02	.04	<b>.02</b>
<b>[OPP]</b>	.10	.10	.16	.10	.11	.16	.13	.09	<b>.12</b>
<b>[APP]</b>	.30	.36	.31	.36	.32	.29	.29	.39	<b>.33</b>
<b>[PRO]</b>	.02	.01	.03	.03	.06	.05	.06	.06	<b>.04</b>
<b>[RÉC]</b>	.37	.34	.27	.26	.35	.30	.30	.29	<b>.31</b>

**Tableau 7** – Résultats de l'analyse du code opérationnel de Kim Jong Un (2013-2019)

Les résultats obtenus indiquent qu'en moyenne, Kim Jong Un perçoit l'univers politique (P-1) dans lequel il évolue comme hostile et qu'il est pessimiste quant à la réalisation de ses valeurs politiques (P-2), comme nous l'avions postulé plus haut. Cependant, l'année 2016 affiche des résultats qui poussent à la réflexion : il apparaît que le discours de Kim Jong Un reflétait une vision de l'univers politique comme plus coopératif et que le dirigeant était optimiste au sujet de la réalisation de ses valeurs politiques. Or, il s'agit de l'année où la Corée du Nord a effectué deux essais nucléaires, dont une bombe à hydrogène en janvier, selon ses déclarations. Il est possible de comparer ces résultats avec ceux de l'année 2013, au cours de laquelle la Corée du Nord avait également réalisé un essai nucléaire : on retrouve à nouveau des valeurs au-dessus de la moyenne. La perception d'un univers plus coopératif n'est pas synonyme pour Kim Jong Un d'un assouplissement de sa

ligne stratégique, bien au contraire. Il serait nécessaire d'observer le code opérationnel de Kim Jong Un sur une plus longue durée pour pouvoir discerner un schéma répétitif mais jusqu'ici, on peut supposer que lors d'évènements marquants tels que des essais nucléaires, le jeune dirigeant considère qu'il possède une plus grande marge de manœuvre afin de réaliser ses valeurs politiques sur la scène internationale. L'indice P-3 reflète la continuité du discours sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen depuis Kim Il Sung : les résultats obtenus sont très proches de ceux de ses prédécesseurs qui ont continué à considérer l'avenir politique comme imprévisible. Il en est de même pour les développements historiques qui semblent échapper au contrôle du dirigeant (P-4). Cela est en lien avec la tendance de la RPDC à attribuer ses difficultés sur le plan de la sécurité nationale à des acteurs extérieurs et à se poser en tant que victime de la vision du monde « anachronique » de ses adversaires qu'elle estime « héritée de la guerre froide ». On peut en effet remarquer que l'indice P-4 était à son plus bas à deux reprises : en 2012, c'est-à-dire la première année de Kim Jong Un à la tête du pays et en 2016, c'est-à-dire l'année de l'essai de la bombe à hydrogène et du test de lancement d'un missile à longue portée qui a entraîné les sanctions de la résolution 2270 du Conseil de Sécurité qui a représenté la première imposition d'un régime de sanctions économiques non restreint à ses seules activités dans le domaine du nucléaire et des missiles balistiques. Comme nous l'avons vu précédemment, le rôle de la chance (P-5) occupe encore une proportion importante dans le discours du dirigeant.

En ce qui concerne à présent ses préférences instrumentales, nous avons supposé que sa stratégie (I-1) serait majoritairement conflictuelle, mais lorsque l'on observe la moyenne des résultats pour la période, on remarque plutôt une tendance à la coopération. Au cours des premières années suivant son arrivée au pouvoir, en particulier en 2012 et 2013, Kim Jong Un avait opté pour une stratégie nettement coopérative, ce qui contraste avec ses actions sur le plan militaire, notamment la crise des missiles de 2013. Cette stratégie s'accompagnait d'une intensité tactique (I-2) beaucoup plus élevée que la moyenne. Pourtant, à la lumière des évènements de l'année 2013, l'aggravation des relations conflictuelles avec le gouvernement sud-coréen de Lee Myung-bak et un essai nucléaire, les résultats obtenus peuvent pousser à l'interrogation. Par contraste, lors des années 2018 et 2019 au cours desquelles Kim Jong Un a ouvert un dialogue diplomatique avec les États-Unis et la Corée du Sud, sa stratégie apparaît comme modérément coopérative. Cela remet en perspective l'engagement de Kim Jong Un et sa détermination à renouer des relations avec ces pays. Mais conformément à ce que nous avons conjecturé, le discours de Kim Jong



Un indique que le dirigeant est moins averse au risque que ses prédécesseurs (I-3), ce qui se reflète dans ses choix politiques, notamment sa décision d'accélérer le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen afin de déclarer, dès 2017, que la Corée du Nord était un État doté de l'arme nucléaire *de facto*. Ce caractère téméraire révélé par le discours de Kim Jong Un est conforme aux observations de la CIA qui a identifié sa tolérance élevée au risque dès ses premières années à la tête de la RPDC<sup>10</sup>. Cette tendance à prendre plus de risques est doublée d'une propension à osciller fortement entre la coopération et le conflit (I-4a), ce qui signifie que selon les circonstances, l'indice I-1 ne peut pas être considéré comme la stratégie dominante du dirigeant car elle est susceptible de connaître de fortes variations. On retrouve ici une caractéristique de Kim Jong Un qui s'est illustrée lors de ses récentes conversations avec l'ancien président Trump. Les deux dirigeants présentant une forte propension à osciller entre la coopération et le conflit, la communauté internationale a observé la relation conflictuelle entre les deux hommes, faite de menaces et d'insultes, devenir une amitié décrite dans des termes dithyrambiques par Trump. De plus, Kim Jong Un affiche aussi dans son discours une tendance élevée à passer des paroles aux actes (I-4b). On peut donc en conclure que si Kim Jong Un semble être favorable à la prise de risques, il est également prêt à changer de *modus operandi* très rapidement si les résultats ne sont pas à la hauteur de ses attentes. Ces observations peuvent être particulièrement intéressantes dans le cadre de négociations avec le régime nord-coréen au sujet de son programme nucléaire et balistique : les interlocuteurs peuvent être optimistes sur le fait que Kim Jong Un soit prêt à mettre en jeu des gains plus élevés, mais en termes de durée, la fenêtre de négociation peut se refermer très rapidement. D'où l'importance de savoir déterminer le bon *timing* selon le dirigeant. Enfin, nous avons échoué à anticiper les moyens les plus fréquemment employés par Kim Jong Un dans sa rhétorique (I-5) : il s'agit de l'appel à la communauté internationale et de la récompense, conformément aux moyens employés précédemment par Kim Il Sung, dont il tente d'imiter le style en matière de leadership.

En étudiant individuellement le code opérationnel des dirigeants nord-coréens, on remarque des éléments de continuité mais aussi des ruptures qui confirment que chaque individu possède un système de croyances qui lui est propre et qui évolue en fonction de la

---

<sup>10</sup> PAK, Jung H., 2020. *Becoming Kim Jong Un: A Former CIA Officer's Insights into North Korea's Enigmatic Young Dictator*. New York, NY : Ballantine Books, p. 74, 82, 104, 137 et 227.

perception de l'univers politique qui l'entoure. Il serait intéressant de procéder à une analyse comparative des codes opérationnels de Kim Il Sung, Kim Jong Il et Kim Jong Un grâce aux outils méthodologiques développés dans le cadre de la recherche relative à l'*operational code analysis*.

### **6.3. ÉTUDE COMPARATIVE DU CODE OPÉRATIONNEL DE KIM IL SUNG, KIM JONG IL ET KIM JONG UN**

Au cours de notre analyse, nous avons eu recours à la collecte de discours prononcés par des diplomates nord-coréens au sein des institutions de l'ONU afin de pallier le manque de données dans le cas de Kim Jong Il. Il est en effet fréquent que l'accès aux ressources nécessaires à la recherche soit limité lorsque le régime politique étudié ne met que rarement à disposition du contenu pour les observateurs extérieurs. Nous avons démontré que notre démarche respecte la méthodologie de l'*operational code analysis*. Il est à présent nécessaire de confirmer le choix que nous avons fait en conjecturant que le discours des diplomates de la Représentation permanente de la RPDC auprès des Nations unies peut être considéré comme le reflet du système de croyances du dirigeant nord-coréen et donc, être analysé en tant que tel.

#### *6.3.1. Continuité et cohérence entre le code opérationnel des dirigeants et diplomates nord-coréens*

Nous avons reporté les résultats de l'analyse des discours et interviews de Kim Il Sung dans la première colonne du *Tableau 8* et les déclarations des diplomates nord-coréens à l'ONU dans la seconde colonne sur une même période s'étendant de 1985 à 1994.

	1985-1994	
	Kim Il Sung	ONU
<i>Préférences philosophiques</i>		
<b>P-1</b>	.32	.29
<b>P-2</b>	.18	.15
<b>P-3</b>	.12	.13
<b>P-4</b>	.13	.09
<b>P-5</b>	.98	.99
<i>Préférences instrumentales</i>		
<b>I-1</b>	.37	.29
<b>I-2</b>	.17	.07
<b>I-3</b>	.17	.30
<b>I-4a</b>	.63	.56
<b>I-4b</b>	.71	.55
<b>I-5 [PUN]</b>	.19	.18
<b>[MEN]</b>	.04	.03
<b>[OPP]</b>	.11	.14
<b>[APP]</b>	.33	.35
<b>[PRO]</b>	.04	.06
<b>[RÉC]</b>	.29	.24

**Tableau 8** – Résultats comparatifs de l'analyse du code opérationnel de Kim Il Sung

Nous pouvons débiter en soulignant les similitudes entre les résultats obtenus à partir du corpus de discours de Kim Il Sung et celui des diplomates de l'ONU au cours de la même période. En ce qui concerne les préférences philosophiques, on peut remarquer que les résultats sont très proches avec toutefois une tendance des diplomates nord-coréens à être moins optimistes en ce qui concerne l'univers politique dans lequel ils évoluent (P-1) et la réalisation des valeurs politiques du régime nord-coréen (P-2). En outre, assez logiquement, ils semblent exprimer un moindre contrôle sur les développements historiques (P-4) que Kim Il Sung étant donné la marge de manœuvre limitée dont ils disposent par rapport à leur dirigeant. Mais dans l'ensemble, on peut affirmer qu'il existe une grande continuité entre la perception du monde reflétée dans le discours de Kim Il Sung au sujet du développement du programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord et celle de ses représentants au sein des Nations unies. À présent, si l'on se tourne vers les préférences instrumentales, on remarque que les diplomates emploient une stratégie conflictuelle (I-1) et en ce qui concerne le *timing*, ils présentent une forte propension à passer du conflit à la coopération (I-4a) ainsi

que de la parole aux actes (I-4b). Conformément au discours de leur dirigeants, les diplomates du régime nord-coréen favorisent l'appel à la communauté internationale et la récompense plutôt que la menace ou l'opposition.

Les différences observées entre Kim Il Sung et ses représentants au sein de l'ONU n'ont pas d'incidence sur l'orientation générale de la politique de la Corée du Nord au sujet de son programme nucléaire et balistique. Comme nous l'avons vu, les préférences philosophiques restent les mêmes et en ce qui concerne les préférences instrumentales, les tactiques (I-3) sont nettement plus conflictuelles avec, toutefois, une moindre aversion au risque (I-3). Même si la propension à changer de stratégie est moins marquée (I-4a et I-4b) chez les diplomates nord-coréens, ils tendent malgré tout à calquer les tactiques de leur dirigeant qui perçoit, comme eux, l'avenir qui les attend comme particulièrement imprévisible (P-3). À la lumière de ces observations, on peut conclure que le discours des diplomates nord-coréen au sein des institutions onusiennes au sujet du développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen s'inscrit dans la lignée de celui de leur dirigeant et qu'il constitue une source valable afin de déterminer le code opérationnel de celui-ci dans le cas où les sources sont insuffisamment nombreuses.

Concernant Kim Jong Un, le *Tableau 9* reprend les résultats obtenus dans l'analyse des discours et interviews de Kim Jong Un dans la première colonne et les déclarations des diplomates nord-coréens à l'ONU dans la seconde colonne sur une même période s'étendant de 2012 à 2019.

2012-2019		
	Kim Jong Un	ONU
<i>Préférences philosophiques</i>		
<b>P-1</b>	.34	.14
<b>P-2</b>	.21	.03
<b>P-3</b>	.12	.12
<b>P-4</b>	.11	.10
<b>P-5</b>	.99	.99
<i>Préférences instrumentales</i>		
<b>I-1</b>	.42	.33
<b>I-2</b>	.17	.18
<b>I-3</b>	.65	.22
<b>I-4a</b>	.58	.60
<b>I-4b</b>	.85	.46
<b>I-5 [PUN]</b>	.19	.22
<b>[MEN]</b>	.02	.03
<b>[OPP]</b>	.12	.17
<b>[APP]</b>	.33	.33
<b>[PRO]</b>	.04	.05
<b>[RÉC]</b>	.31	.20

**Tableau 9** – Résultats comparatifs de l'analyse du code opérationnel de Kim Jong Un

Tout comme pour la comparaison faite précédemment concernant la période du mandat de Kim Il Sung, nous allons débiter notre analyse par les similitudes entre les deux corpus. En général, on observe que le discours des diplomates nord-coréen perpétue les préférences philosophiques de leur leader. L'indice P-1, indique qu'ils considèrent, comme Kim Jong Un, que l'univers politique auquel ils font face est hostile, et ceci encore plus que leur leader. De même, les diplomates sont encore plus pessimistes que ce dernier en ce qui concerne la réalisation des valeurs politiques de la Corée du Nord (P-2). Les résultats relatifs aux trois autres indices sont étonnamment similaires, ce qui va dans le sens de notre hypothèse. Quant aux préférences instrumentales des diplomates nord-coréens au sein de l'ONU, tout comme sous Kim Jong Un, elles reflètent une stratégie privilégiant le conflit (I-1) et ceci avec une intensité plutôt marquée (I-2). En outre, l'appel à la communauté internationale apparaît comme la tactique rhétorique la plus employée avec un indice I-5 [APP] identique à celui de Kim Jong Un. Nous avons obtenu des résultats très proches s'agissant de la seconde tactique rhétorique utilisée le plus fréquemment par les diplomates :

contrairement au discours de leur leader, ces derniers présentent une légère préférence pour la punition (0.22) plutôt que pour la récompense (0.20). Mais ces résultats restent respectivement proches de ceux du code opérationnel de Kim Jong Un, en particulier en ce qui concerne la punition (0.19).

La plus grande différence entre le discours de Kim Jong Un et celui de ses diplomates à l'ONU réside dans la prise de risques (I-3) qui est près de trois fois plus élevée chez le leader nord-coréen. Cela peut s'expliquer par le fait que Kim Jong Un a fait de nombreux coups d'éclat au niveau diplomatique, en particulier depuis 2018 et qu'il prenait directement la parole au sujet des perspectives du pays, notamment sur le dossier des négociations relatives à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Kim Jong Un a adopté l'*ethos* du leader charismatique, communiquant beaucoup plus fréquemment que son père et prenant des risques plus élevés à l'image du *grand bargain* proposé par Donald Trump au cours des premiers sommets bilatéraux entre les deux chefs d'État. Il existe en outre des disparités entre les résultats de l'indice I-4b : la propension du dirigeant à passer des paroles aux actes est beaucoup plus élevée, ce que nous avons également observé dans le cadre de la comparaison entre le code opérationnel de Kim Il Sung et celui de ses diplomates. La marge de manœuvre limitée des diplomates peut expliquer ces disparités ainsi que le style de leadership de Kim Jong Un, plus actif et dynamique que ses prédécesseurs, en phase avec la vitesse à laquelle les informations sont communiquées de nos jours.

Il faut noter que le tableau ci-dessus indique la moyenne des résultats obtenus pour la période 2012-2019 et non le détail de chaque année. Pour rappel, nous avons émis quelques réserves concernant les résultats de l'année 2013, notamment pour l'indice I-1. Nous pouvons constater que la valeur affichée pour cet indice est de 0.20, ce qui semble plus proche de la réalité stratégique de l'époque et contraste avec le 0.80 obtenu lors de l'analyse des discours de Kim Jong Un uniquement. Toutefois, en moyenne, le discours de Kim Jong Un et celui de ses diplomates auprès des Nations unies tend vers l'adoption d'une stratégie conflictuelle. Un écart tel que celui de l'année 2013 entre les résultats reste ponctuel.

En outre, il est nécessaire de prendre en compte le fait que les discours des leaders nord-coréens sont rares et interviennent à des occasions précises qui sont rythmées par le calendrier du *Juche* et non par les aléas des relations internationales. Un tel contexte n'est pas propice à la spontanéité mais plutôt à la mise en scène d'un chef d'État rationnel et mesuré. En contraste, les discours des diplomates nord-coréens sont rythmés par le calendrier des sessions des institutions onusiennes et leurs déclarations peuvent être spontanées lorsqu'elles surviennent en réaction à des interpellations faites par d'autres États

membres, ce qui favorise l'adoption d'une posture plus conflictuelle. On pourrait penser que les diplomates nord-coréens opteraient pour une attitude coopérative dans le cadre de l'ONU mais il ne faut pas oublier que même dans ce contexte multilatéral, la Corée du Nord reste isolée et particulièrement hostile aux mécanismes onusiens qu'elle considère comme injustes envers les petits États dont elle fait partie.

À la lumière des résultats obtenus, on peut donc conclure que les discours des diplomates de la Représentation permanente de la RPDC auprès des Nations unies peuvent constituer une source valide dans le cadre de l'élaboration du code opérationnel d'un dirigeant nord-coréen. Les éléments de continuité sont nombreux, en particulier en ce qui concerne les préférences philosophiques. Nous espérons que notre démarche pourrait ouvrir des horizons pour la recherche sur le discours des diplomates au sein des institutions multilatérales, en particulier dans le cas des pays limitant l'accès aux ressources nécessaires comme la Corée du Nord.

### *6.3.2. Perceptions et stratégies divergentes : évolution du code opérationnel des trois dirigeants nord-coréens*

Afin de bénéficier d'une meilleure vue d'ensemble des résultats et procéder de manière efficace à une étude comparative de leur code opérationnel, nous avons reporté les moyennes de chaque indice pour chaque dirigeant dans le *Tableau 10*. Nous allons nous intéresser aux éléments de continuité et de rupture dans le discours des dirigeants nord-coréens à propos du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

	<b>Kim Il Sung 1985-1994</b>	<b>Kim Jong Il 1995-2011</b>	<b>Kim Jong Un 2012-2019</b>
<i>Préférences philosophiques</i>			
<b>P-1</b>	.32	.21	.34
<b>P-2</b>	.18	.06	.21
<b>P-3</b>	.12	.13	.12
<b>P-4</b>	.13	.08	.11
<b>P-5</b>	.98	.99	.99
<i>Préférences instrumentales</i>			
<b>I-1</b>	.37	.46	.42
<b>I-2</b>	.17	.17	.17
<b>I-3</b>	.17	.26	.65
<b>I-4a</b>	.63	.52	.58
<b>I-4b</b>	.71	.44	.85
<b>I-5 [PUN]</b>	.19	.22	.19
<b>[MEN]</b>	.04	.03	.02
<b>[OPP]</b>	.11	.13	.12
<b>[APP]</b>	.33	.35	.33
<b>[PRO]</b>	.04	.06	.04
<b>[RÉC]</b>	.29	.20	.31

**Tableau 10** – Résultats du code opérationnel de Kim Il Sung, Kim Jong Il et Kim Jong Un

Parmi les éléments de continuité entre les leaders successifs, on peut observer que tous les trois considèrent que l'avenir politique semble très imprévisible (P-3). Cette posture contraste avec l'assurance démontrée lors de leurs déclarations et apparitions en public ainsi que le culte de la personnalité construit autour d'eux. Si la Corée du Nord est fréquemment décrite comme un régime politique entouré de secret et imprévisible, il apparaît ici que ses dirigeants considèrent que le monde qui entoure est, lui aussi, imprévisible. Pourtant, contrairement aux attentes conventionnelles, les trois leaders ne tentent pas de compenser cette imprévisibilité par un plus fort contrôle sur les développements historiques (P-4). Kim Jong Il apparaît comme étant celui à qui le contrôle des événements a le plus échappé. Cette observation est d'autant plus intéressante que son mandat a marqué un tournant dans le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen avec son officialisation en 2003. Mais à la lumière de ces résultats, on peut considérer que le retrait du TNP était une réaction à la rhétorique de l'administration Bush puis à la guerre en Irak plutôt qu'une décision réfléchie de longue date ou une stratégie de la Corée du Nord. Pourtant, la stratégie poursuivie par Kim Jong Il se présentait en moyenne comme plus coopérative que celle de son père et de son fils (I-1). Comme nous l'avons évoqué, les discours des Représentants



permanents de la RPDC auprès de l'ONU présentent une tendance à employer un langage plus diplomatique, ce qui peut influencer les résultats obtenus. Néanmoins, on peut observer que si les dirigeants sont en moyenne plutôt coopératifs, leurs tactiques sont conflictuelles (I-2) avec des résultats identiques. Ce paradoxe peut expliquer le fait que le discours des dirigeants est généralement favorable à la dénucléarisation de la péninsule coréenne mais qu'en revanche, l'attitude adoptée au cours des négociations soit plus proche du conflit que de la coopération. Quant à l'exécution de leurs actions, les trois dirigeants accordent une grande importance au « *timing* » mais Kim Il Sung et surtout, Kim Jong Un, sont particulièrement susceptibles de changer de stratégie en passant du conflit à la coopération ou inversement et oscillant entre les déclarations et la mise en action de leurs paroles. Ces deux dirigeants apparaissent comme plus flexibles dans la prise de décision face aux changements extérieurs tandis que Kim Jong Il le serait moins. On peut enfin remarquer que l'appel est l'un des moyens dont l'utilité s'est avérée la plus élevée (I-5).

L'image de la Corée du Nord comme un « royaume ermite » ne correspond pas au système de croyances de ses dirigeants qui dépendent fortement de leurs interlocuteurs, qui nous l'avons souligné, influent sur les développements historiques du pays. Le programme nucléaire nord-coréen ne vise pas uniquement à défendre la forteresse nationale mais est également un moyen de garantir une ligne de communication avec des acteurs extérieurs. Pour les trois dirigeants, la menace fait notamment partie des moyens dont l'utilité est considérée comme la plus faible. En contraste, la punition constitue un moyen que les dirigeants nord-coréens considèrent comme plus efficace. Il s'agit d'une réaction considérée comme justifiée, un châtement suite à une faute commise par la partie adverse. On peut toutefois se demander pourquoi la Corée du Nord continue à faire appel à la communauté internationale et semble promouvoir à de multiples reprises les rencontres de haut niveau et le dialogue.

Cette stratégie est héritée de celle développée par Kim Il Sung au début des années 1980. Malgré les troubles causés par la disparition du vol sud-coréen l'attentat de Rangoun en septembre 1983 contre le président sud-coréen Chun Doo-hwan, puis l'attentat à la bombe sur le vol Korean Air 858 en novembre 1987, la Corée du Nord a continué à proposer régulièrement des sommets trilatéraux entre les États-Unis et les deux Corées. En mai 1984, lors d'une visite à Berlin, Kim Il Sung expliqua à Erich Honecker, que l'un des objectifs poursuivis à travers ces propositions était d'exercer une pression sur l'administration Reagan afin de le dissuader d'augmenter le nombre de troupes américaines sur le sol sud-coréen et également d'exposer ce qu'il considérait comme des excuses des

États-Unis qui désiraient rester militairement implantés dans la région Asie-Pacifique. Il s'agissait de montrer au monde que les États-Unis ne voulaient pas réellement que la réunification devienne une réalité sur la péninsule coréenne<sup>11</sup>. L'appel peut être ainsi instrumentalisé dans le discours nord-coréen.

En général, les préférences philosophiques des trois leaders suprêmes nord-coréens présentent des résultats similaires et se caractérisent par une perception de l'univers politique comme conflictuel (P-1) et une vision pessimiste quant à la réalisation de leurs valeurs politiques (P-3). Ces dernières étant fondées sur les principes de l'idéologie du *Juche*, au moins dans leur discours officiel, on peut ainsi comprendre la constance de ces indices. Il est vrai que Kim Jong Il apparaît comme plus pessimiste au sujet de la réalisation de ses valeurs politiques, ce qui peut s'expliquer par ses échecs en matière de politique étrangère malgré les efforts fournis au début des années 2000, ses relations parfois conflictuelles avec la Chine sur la question du programme nucléaire nord-coréen, et une situation politique au niveau domestique particulièrement difficile en raison de la famine qui ravagea le pays à la fin des années 1990.

Si les préférences philosophiques des trois dirigeants sont similaires, leurs choix tactiques et stratégiques diffèrent en quelques points. La plus forte variation peut être observée à propos de la prise de risque qui apparaît comme près de quatre fois plus élevée chez Kim Jong Un par rapport à Kim Il Sung et deux fois et demie plus élevée chez le jeune dirigeant que chez son père, Kim Jong Il. La personnalité plus impulsive et son âge lors de son arrivée à la tête du pays ont pu contribuer à ces résultats. Pour un œil extérieur, la propension élevée de Kim Jong Un à prendre des risques peut présenter des avantages dans la négociation d'un accord où un accord ambitieux du type « *all or nothing* » pourrait remporter plus de succès qu'une approche « *step-by-step* ». Mais paradoxalement, Kim Jong Un est également le dirigeant qui présente une forte tendance à alterner entre les mots et les actes, ce qui signifie qu'il est susceptible de mettre en œuvre ses paroles dans le cas d'une situation favorable mais également de revenir sur ses déclarations s'il se retrouve dans une impasse. Sa capacité à prendre des risques n'est exercée uniquement tant que la situation lui apparaît comme favorable, ce qui met en évidence l'importance du « *timing* » lors de la négociation. L'ultimatum formulé par la Corée du Nord en 2019, suite à l'échec du sommet

---

<sup>11</sup> OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *The Two Koreas: A Contemporary History*. Kindle Edition. New York, NY: Basic Books, p. 114.

de Hanoï et le changement brusque de ton du gouvernement coréen vis-à-vis de l'administration Trump, illustre cette stratégie ainsi que le caractère central du « *timing* ». La Corée du Nord attendait des mesures concrètes de la part des États-Unis, faute de quoi elle reprendrait les tests de tirs de missiles balistiques à longue portée, ce qu'elle a fait en 2021. Enfin, les préférences instrumentales de Kim Jong Un semblent se démarquer de celles de ses prédécesseurs dans ses choix de moyens : l'appel et la récompense. Contrairement à la punition qui est une sanction avec une connotation négative, la récompense suggère à ses interlocuteurs d'acquiescer avec le dirigeant dans le but de recevoir des contreparties positives. La posture de Kim Jong Un est moins révisionniste et semble indiquer que le but recherché n'est pas le changement de *statu quo* mais plutôt une marge de manœuvre plus importante pour le pays à l'intérieur de cette structure. Le pays ayant accédé au statut d'État doté *de facto* de l'arme nucléaire sous Kim Jong Un, le dirigeant reconnaîtrait cette nouvelle réalité comme par exemple un comportement responsable de la RPDC en tant que puissance nucléaire. Mais les données s'étendant sur une période relativement courte, il serait intéressant de poursuivre l'analyse des déclarations de Kim Jong Un afin d'affiner les résultats obtenus et observer dans quelle mesure ce dernier continue – ou non – à se démarquer de ses prédécesseurs dans le domaine des préférences instrumentales.

### 6.3.3. La dynastie Kim face au monde : typologie du style de leadership nord-coréen

L'analyse du code opérationnel des trois dirigeants nord-coréens met en lumière le fait que, malgré les injonctions du *Juche*, leur ambition n'est pas de perpétuer l'image du « royaume ermite ». Mais dans quelle mesure les dirigeants nord-coréens sont-ils réellement coopératifs ou non, en comparaison avec leurs homologues sur la scène internationale ? Schafer et Walker ont répondu à cette question en compilant le code opérationnel de leaders politiques de plusieurs pays développés ou non, considérés comme puissants ou faibles, au cours de différentes périodes historiques afin de constituer un groupe normatif (« *norming group* »). Il en ressort alors le code opérationnel d'un leader moyen (« *average leader* ») auquel il est possible de comparer les résultats obtenus pour le leader d'un pays en particulier<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> MARFLEET, Gregory B. et WALKER, Stephen G., 2006. A World of Beliefs: Modeling Interactions Among Agents with Different Operational Codes. In : SCHAFER, Mark et WALKER, Stephen G. (éd.), *Beliefs and Leadership in World Politics: Methods and Applications of Operational Code Analysis*. 1st edition. London : Palgrave Macmillan. pp. 53-73.

Nous allons donc nous intéresser à l'usage de ce nouvel indicateur pour étudier le style de leadership de chaque dirigeant nord-coréen.

Si le code opérationnel des leaders nord-coréens nous a permis de mettre en évidence le choix d'une stratégie conflictuelle ou coopérative (I-1), elle ne donne pas davantage de précisions. Afin de comprendre plus en détail les préférences instrumentales d'un leader politique, il est possible d'employer la *Theory of Inferences about Preferences* (TIP) développée par Schafer et Walker à cet effet. Il s'agit non plus d'analyser chaque indice de manière cloisonnée mais de les mettre en relation les uns avec les autres dans le but d'obtenir une vision plus complète et dynamique des motivations d'un acteur et de leur impact sur son processus décisionnel. La TIP considère que les indices sur la nature de l'univers politique (P-1) et le choix de stratégie (I-1) sont les indicateurs les plus importants dans le code opérationnel. Ils y ajoutent l'indice (P-4) relatif au degré de contrôle sur les développements historiques en distinguant cette fois la croyance du leader dans sa propre capacité à contrôler les développements historiques (P-4a) et son contraire, le degré de contrôle attribué à la partie adverse (P-4b). La pertinence de la TIP réside dans le fait que l'orientation stratégique d'un dirigeant politique repose principalement sur un choix entre conflit ou coopération (I-1) en fonction de sa perception de l'univers politique comme hostile ou coopératif (P-1) en prenant en compte la puissance et le contrôle dont il pense disposer (P-4a) par rapport aux autres acteurs (P-4b).

Indice	Kim Il Sung	Kim Jong Il	Kim Jong Un	Leader moyen <sup>13</sup>
<b>P-1</b>	.32 (+)	.21 (–)	.34 (+)	.25
<b>P-4a</b>	.14 (=)	.08 (<)	.11 (=)	.21
<b>P-4b</b>	.86 (>)	.92 (>)	.60 (>)	
<b>I-1</b>	.37 (+)	.46 (+)	.42 (+)	.33

**Tableau 11** – Indices et pondération selon la TIP

Le *Tableau 11* récapitule les quatre indices de la TIP avec, entre parenthèses, une pondération. Cette pondération a été obtenue via une comparaison avec le code

<sup>13</sup> Les données relatives au groupe normatif sont présentées dans FENG, Huiyun, 2006. *Crisis Deferred: An Operational Code Analysis of Chinese Leaders Across the Strait*. In : SCHAFER, Mark et WALKER, Stephen G. (éd.), *Beliefs and Leadership in World Politics*. New York, NY : Palgrave Macmillan. pp. 151-170. Et les mêmes valeurs sont utilisés dans les travaux de recherche les plus récents dans SCHAFER, Mark, et WALKER, Stephen G., 2021, *Operational Code Analysis and Foreign Policy Roles: Crossing Simon's Bridge*. New York, NY : Routledge. La valeur d'un écart-type (EC) pour le groupe normatif du leader moyen équivaut à : EC(P-4) = .12.

opérationnel du leader moyen. Pour les indices (P-1) et (I-1), il est indiqué si le résultat se situe au-dessus (+) de celui du leader moyen ou en-dessous (-). Pour l'indice (P-4), il est indiqué si le résultat se situe au-dessus (>), en-dessous (<) de la valeur d'un écart-type du résultat du leader moyen ou s'il est compris dans (=) la valeur d'un écart-type du résultat du leader moyen. Par exemple, pour Kim Jong Il, l'indice (P-4a) indique qu'il est en-dessous (<) de la valeur d'un écart-type du résultat du leader moyen, cela signifie que Kim Jong Il estime que sa capacité de contrôle est plus faible que celle de la partie adverse qui, elle, se situe au-dessus (>) de celle du leader moyen. Ainsi, il devient alors possible d'appliquer la TIP aux données obtenues.

Self	Other	Values	#	Strategies
(I-1, P-4a)	(P-1, P-4b)	(+, <)	1	Settle> Deadlock>Submit>Dominate: <b>Appease</b>
		(+, =)	2	Settle> Deadlock>Dominate>Submit: <b>Deter/Reward</b>
		(+, >)	3	Settle> Dominate> Deadlock>Submit: <b>Exploit</b>
		(-, <)	4	Dominate> Settle>Submit>Deadlock: <b>Bluff</b>
		(-, =)	5	Dominate> Settle> Deadlock>Submit: <b>Punish/Compel</b>
		(-, >)	6	Dominate> Deadlock>Settle>Submit: <b>Bully</b>

**Tableau 12** – *Theory of Inferences about Preferences (TIP)*

Le *Tableau 12* présente la TIP selon six stratégies différentes (*appease*, *deter/reward*, *exploit*, *bluff*, *punish/compel* et *bully*) qui sont elles-mêmes composées de quatre tactiques (*settle*, *deadlock*, *submit*, et *dominate*) classées de la tactique privilégiée à celle qui doit être évitée. Les colonnes « *self* » et « *other* » précisent les indices pondérés utilisés pour évaluer quelle stratégie le leader emploie pour lui-même et quelle stratégie il attribue à la partie adverse selon sa perception. La classification des stratégies distingue entre les stratégies 1 à 3 qui sont considérées comme coopératives tandis que les stratégies 4 à 6 sont qualifiées de conflictuelles. Chaque stratégie consiste en un enchaînement de tactiques par ordre de préférence. Par exemple, pour la stratégie 1 qui est nommée « *appease* », on remarque que la première préférence est « *settle* », c'est-à-dire trouver un accord. Mais dans le cas où cette première tactique échouerait, la stratégie pourrait dès lors évoluer de plusieurs manières :

- a) L'acteur le plus fort utilisera sa puissance pour imposer sa domination ou pousser la situation à l'impasse afin d'éviter toute soumission (*deadlock*) ;
- b) En cas d'égalité entre les parties, on se retrouvera face à une impasse et elles préféreront dominer plutôt que de se soumettre (*submit*) ;
- c) La partie la plus faible va rechercher à éviter la soumission mais finira par accepter la domination de l'autre (*dominate*).

Il est possible d'appliquer cette lecture aux stratégies suivantes. Pour la seconde catégorie, on remarque que pour la stratégie 4, nommée « *bluff* », la première préférence tactique est « *dominate* », c'est-à-dire garder la main haute en cas de conflit et imposer sa volonté. Mais, dans le cas où cette première tactique échouerait, la stratégie pourrait évoluer de plusieurs manières :

- a) La partie la plus faible va rechercher un accord mais accepter la soumission car elle ne peut pas se retrouver dans une impasse (*settle*);
- b) En cas d'égalité entre les parties, elles vont toutes rechercher un accord en se soumettant, ce qui implique de faire des concessions (*submit*) ;
- c) La partie la plus forte va rechercher l'impasse plutôt que d'accepter un accord qui lui est défavorable ou la soumission (*deadlock*)<sup>14</sup>.

Nous pouvons à présent comparer les résultats du *Tableau 11* aux stratégies présentées dans le *Tableau 12* en commençant par Kim Il Sung. On observe que les indices correspondant à la colonne « *self* » sont pondérés avec la combinaison de valeurs suivante : (+, =), ce qui équivaut à la stratégie 2, c'est-à-dire la dissuasion/la récompense. D'après les données brutes, le leader semblait être plutôt coopératif dans sa stratégie (P-1), ce qui est toujours valide en comparaison avec le leader moyen. Kim Il Sung estime par ailleurs qu'il est à égalité avec les autres acteurs en matière de contrôle des développements futurs, ce qui implique qu'il privilégie la recherche d'un accord mais qu'il souhaite avant tout éviter de se soumettre et préférera le blocage. Cette approche détaillée nous permet de comprendre le mode opératoire du leader nord-coréen au cours de la première crise nucléaire nord-coréenne en 1993. La Corée du Nord a certes accepté des inspections de routine l'AIEA mais lorsque l'institution a demandé à mener des inspections spéciales sur la base de

---

<sup>14</sup>MALICI, Akan et BUCKNER, Allison L., 2008. *Op. cit.*

renseignements fournis par les États-Unis, le pays a préféré le retrait du TNP – ce qui peut être considéré comme un blocage jusqu’à l’*Agreed Framework* en 1994 ou bien même comme une domination sur le long terme.

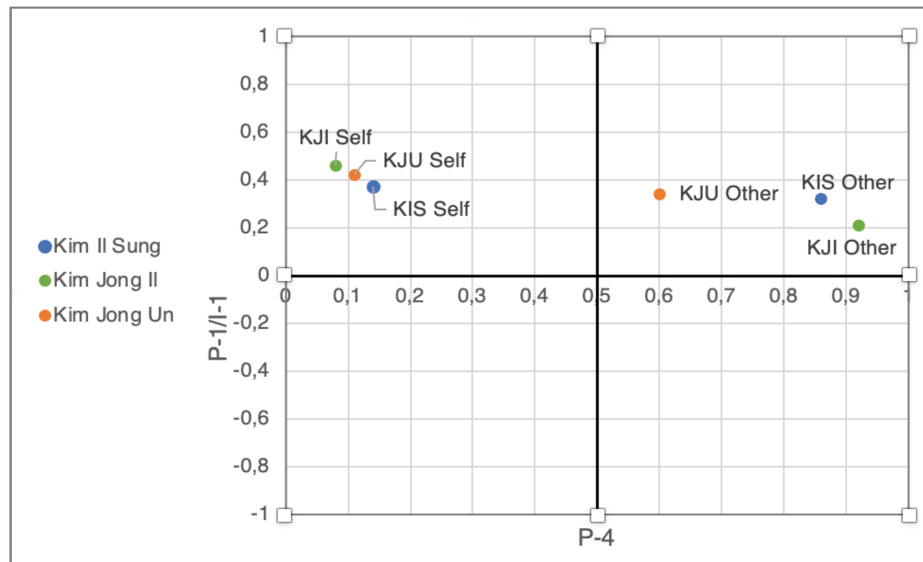
Concernant la perception de la stratégie adverse, ce qui correspond aux indices de la colonne « *other* », on remarque que les résultats équivalent à la stratégie 3, c’est-à-dire l’exploitation. Kim Il Sung attribue à la partie adverse une stratégie coopérative consistant à trouver d’abord un accord mais en cas d’échec, celle-ci pourrait chercher immédiatement à dominer le leader nord-coréen. Mais, comme lui, elle préférerait l’impasse à la soumission, ce qui explique les situations de blocage que le pays a connues en relation avec les inspections de l’AIEA au début des années 1990. La résolution fut trouvée à travers une approche fondée sur le principe de réciprocité après que la Corée du Nord ait forcé la main des États-Unis en entreprenant des actions progressivement menaçantes telles que le déchargement des barres de combustible de son réacteur sans la présence d’inspecteurs de l’AIEA en mai 1994. Après cet évènement, le rythme des négociations s’accéléra pour aboutir à un accord quelques mois plus tard sur un principe de *quid pro quo*, conformément à la volonté de Kim Il Sung de traiter avec la partie adverse sur un même pied d’égalité. En attribuant à la partie adverse la stratégie 3, il considère ainsi ses interlocuteurs comme coopératifs mais réticents à l’idée d’une impasse, préférant dans ce cas la domination.

La perception de soi-même et de l’autre suit une logique manichéenne dans le cas de Kim Jong Il. Il apparaît comme plus coopératif que le leader moyen et en vertu de cette approche, il s’identifie à la stratégie 1 qui vise l’apaisement. En revanche, il est particulièrement pessimiste par comparaison au leader moyen en considérant que l’univers politique lui est hostile et que la quasi-totalité du contrôle est entre les mains de la partie adverse qui opère comme un tyran via la stratégie 6. Il semble que ces résultats soient un aveu d’impuissance de Kim Jong Il qui se considère comme l’acteur le plus faible et qui voit dans les États-Unis une puissance dominante. Cette vision coïncide avec la stratégie de victimisation de la Corée du Nord que nous avons identifiée grâce à l’analyse critique du discours au chapitre précédent. On remarque enfin que les stratégies 1 et 6 se situent aux deux extrémités du spectre de la TIP, ce qui met en évidence les difficultés de parvenir à un consensus entre les deux parties au cours de négociations.

Kim Jong Un apparaît, quant à lui, comme sensiblement plus coopératif que le leader moyen mais son contrôle sur les développements historiques reste relativement faible en

comparaison avec l'indice (P-4b) qui attribue un fort contrôle à la partie adverse. La TIP révèle que la stratégie 2 adoptée par Kim Jong Un est effectivement coopérative mais qu'il préférerait une impasse à une soumission aux acteurs extérieurs. La domination ne fait pas partie des tactiques privilégiées, ce qui signifie qu'en cas de situation avantageuse, le leader serait enclin à accepter un accord. En outre, sur le modèle de Kim Il Sung, le jeune dirigeant nord-coréen considère la partie adverse comme coopérative en vertu de la stratégie 3 qu'il lui attribue. On remarque que les perceptions stratégiques de Kim Jong Un sont identiques à celles de son grand-père. Kim Jong Un cherche certes à l'imiter pour des raisons liées à son culte de la personnalité qui fait appel à la nostalgie des années Kim Il Sung, mais il semble partager de nombreux points communs relatifs au système de valeurs de ce dernier. S'agissant des potentielles négociations au sujet du programme nucléaire et balistique nord-coréen qui pourraient avoir lieu dans un futur incertain, on peut supposer que la lutte entre Kim Jong Un et ses interlocuteurs pourrait se situer au niveau de la perception du rapport de forces. Si côté nord-coréen, l'autre partie est soupçonnée de tenter de dominer la situation, Kim Jong Un pourrait décider de faire marche arrière et de se retrancher derrière ses positions, en endurant une impasse. On retrouve le combat pour une conception nord-coréenne de la justice que nous avons identifié dans l'analyse qualitative.

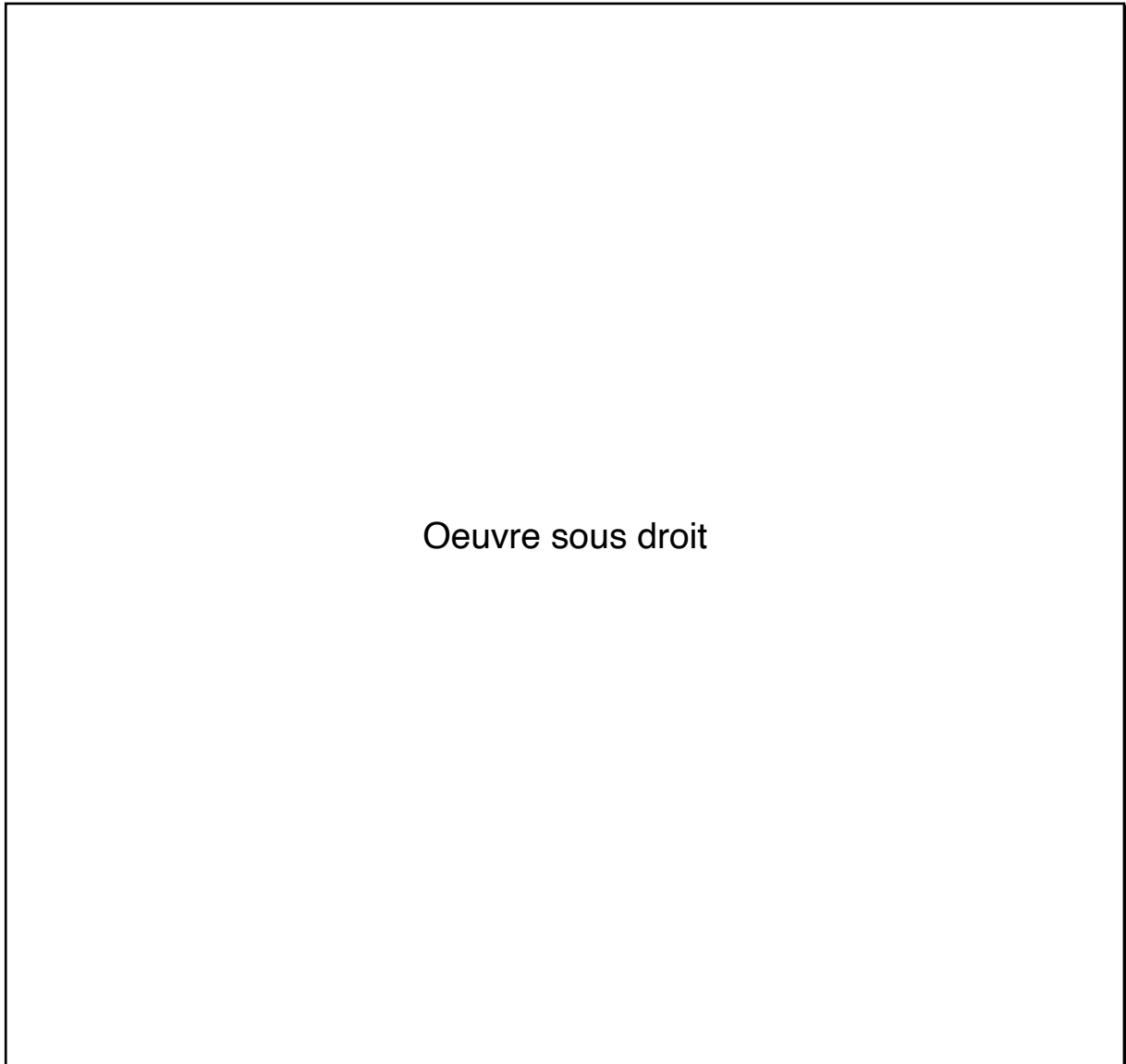




**Figure 2** – Matrice réalisée par l’auteur selon la méthode TIP

Nous avons reporté les résultats obtenus grâce à la TIP dans une matrice 2x2 qui correspond à la typologie de Holsti du code opérationnel révisée par Walker et Schafer<sup>15</sup>. Cette matrice nous donne à voir la versatilité de la méthode du code opérationnel. Cela nous permet notamment de considérer le système de croyances d’un leader politique sous de multiples angles. L’intérêt de la *Figure 2* réside dans le fait de pouvoir visualiser de manière graphique la posture adoptée par chaque leader nord-coréen concernant la perception de soi et de l’autre. L’axe  $x$  correspond à l’indice P-4 et l’axe  $y$  correspond à l’indice P-1/I-1. Puis, en superposant la *Figure 2* à la *Figure 3* qui expose les quatre types de leadership selon la typologie révisée nous pouvons en déduire à quel type appartiennent les dirigeants nord-coréens.

<sup>15</sup> SCHAFER, Mark et WALKER, Stephen G., 2006. Beliefs Systems as Causal Mechanisms in World Politics An Overview of Operational Code Analysis. In : SCHAFER, Mark et WALKER, Stephen G. (éd.), *Beliefs and Leadership in World Politics: Methods and Applications of Operational Code Analysis*. 1st ed. London : Palgrave Macmillan. pp. 3-24.



**Figure 4** – Typologie du code opérationnel de Holsti révisée par Walker et Schafer (1995)

Grâce à la matrice de la *Figure 4*, on peut remarquer l’homogénéité des résultats entre les trois dirigeants. Malgré leurs divergences et les variations dans leurs discours au fil des années, Kim Il Sung, Kim Jong Il et Kim Jong Un peuvent tous les trois être identifiés comme appartenant au type A qui considère que la guerre est temporaire. De plus, lorsque l’on combine la matrice avec le *Tableau 11* qui illustre l’ordre des préférences dans les stratégies employées par un dirigeant politique du type A, on remarque qu’elles correspondent à celles de Kim Il Sung et Kim Jong Un (stratégie 2, *deter/reward*) et en partie, à celle de Kim Jong Il (stratégie 1, *appease*). Les deux premiers leaders peuvent donc bien être identifiés comme appartenant au type A. Selon ce type de leaders, les conflits sont dus à des malentendus ou des erreurs de communication entre les interlocuteurs. Ils affichent

une préférence pour la recherche d'une résolution du conflit en établissant des objectifs dans un cadre qui mettrait l'accent sur les intérêts communs entre eux et la partie adverse. Ces premières observations peuvent être précieuses dans le cadre de négociations avec la Corée du Nord car elles nous apprennent que si les leaders politiques considèrent que les incompréhensions entre les parties sont sources de conflit, la résolution desdits conflits peut passer par la recherche d'une meilleure manière de communiquer et d'un consensus sur les termes ou expressions stratégiques qui sont au centre des tensions comme par exemple une définition universellement reconnue de « la dénucléarisation de la péninsule coréenne ». En effet, la Corée du Nord ne définit ni le processus de dénucléarisation ni la péninsule coréenne de la même manière que les États-Unis ou la Corée du Sud (cf. paragraphe 3.3.1).

Par ailleurs, les leaders appartenant au type A cherchent à contrôler les risques en évitant l'escalade et en s'orientant vers la négociation en vue de trouver un compromis. Ils peuvent faire preuve d'une certaine flexibilité dans leurs stratégies pour pouvoir agir rapidement lorsqu'une opportunité de conciliation se présente. Il est vrai que Kim Jong Un a présenté une propension au risque plus élevée que celle de ses prédécesseurs dans son code opérationnel mais il reste fidèle au *modus operandi* traditionnel qui consiste à passer rapidement de la coopération au conflit et inversement, ainsi que de la parole aux actes. Il est intéressant de constater que les leaders politiques appartenant au type A poursuivent constamment la négociation et le compromis, ce qui signifie qu'il est avantageux pour leurs interlocuteurs d'ouvrir une fenêtre d'opportunités assez large pour amener la Corée du Nord à la table des négociations. Néanmoins, on peut rappeler que si la Corée du Nord peut répondre favorablement à une ouverture diplomatique, elle est susceptible de fermer la porte des négociations si elle perçoit des signaux défavorables ou bien si les négociations ne servent plus ses intérêts.

Au sujet du type de leadership attribué à la partie adverse, les trois dirigeants nord-coréens identifient tous encore une fois leurs interlocuteurs comme un type C. Cela signifie que selon les dirigeants nord-coréens, leurs adversaires ont pour objectif de restructurer le système anarchique afin de rétablir l'ordre. La rationalité qui guide leurs actions repose sur une vision réaliste du système international qui tend au pessimisme tant que le système ne sera pas modifié. On peut supposer que le défi que la Corée du Nord pose au régime international de non-prolifération est une menace pour ses interlocuteurs qui souhaiteraient voir le pays entrer à nouveau dans le TNP et respecter ses engagements. Or, c'est précisément contre cet ordre mondial que la Corée du Nord entretient un discours

contestataire, voire révisionniste. Pourtant, les dirigeants politiques appartenant au type C sont aussi susceptibles de saisir des opportunités de négocier lorsque celles-ci se présentent. En outre, ces derniers privilégient des ressources alternatives aux « *military capacities* », on peut notamment penser au recours à la « *Track II diplomacy* » ainsi qu'à l'organisation ou la participation à des événements propices à un rapprochement culturel. Dès lors, en jugeant que la partie adverse s'apparente au type C, la Corée du Nord indique qu'elle est consciente que ses interlocuteurs sont enclins à la discussion et à la négociation.

En combinant les résultats de la matrice à ceux du *Tableau 11*, on s'aperçoit que Kim Il Sung et Kim Jong Un, estiment tous deux que la partie adverse a recours à la stratégie 3 (*Settle > Dominate > Deadlock > Submit : Exploit*), ce qui correspond bien au type C. Kim Jong Un apparaît comme le leader le plus cohérent quant à la perception de son type de leadership, son choix de stratégie et les mêmes facteurs dans le cas de l'autre partie. En effet, comme observé précédemment, Kim Jong Un attribue à ses interlocuteurs la stratégie 3 (*Settle > Dominate > Deadlock > Submit : Exploit*) qui correspond exactement au type C de leadership et il a lui-même recours à la stratégie 2 (*Settle > Deadlock > Dominate > Submit : Deter/Reward*) qui correspond exactement au type A de leadership. On remarque qu'il est le seul par parmi les dirigeants à obtenir des résultats qui illustrent une cohérence entre le choix de stratégie et le type de leadership à la fois pour lui-même et pour la partie adverse. Cette harmonie pourrait indiquer que ses actions et ses paroles s'inscrivent dans une logique avec une continuité plus rigoureuse que celle de ses prédécesseurs. Il serait intéressant d'obtenir des données concernant les années postérieures à celle de la période que nous avons étudiée afin d'observer si ces résultats restent constants. Le cas échéant, ses interlocuteurs pourraient tenter de rechercher des stratégies destinées à maintenir un dialogue continu et sans rupture avec Kim Jong Un. La probabilité de résolution de la guerre apparaît comme plus élevée avec Kim Jong Un par rapport à ses prédécesseurs car malgré sa perception de l'univers politique comme hostile, il maintient un style de leadership coopératif ainsi qu'une stratégie fondée sur la recherche d'un accord face à des interlocuteurs identifiés comme également coopératifs, tant au niveau du style de leadership que de leurs stratégies. Au vu de ces paramètres, dans un contexte propice à la négociation, une approche *step-by-step* pourrait effectivement mener à la conclusion d'un accord. Quant à Kim Jong Il, sa vision est plus extrême, conformément à sa position sur la matrice, car il estime que la partie adverse est un tyran dont les objectifs sont de malmener et dominer. Ainsi, la méfiance de Kim Jong Il vis-à-vis de ses interlocuteurs est plus grande, et ce faisant, il entretient le manque de communication qu'il caractérise pourtant lui-même comme

source de conflits. Amener Kim Jong Il à la table des négociations constituerait donc une tâche plus ardue qu'avec Kim Il Sung et Kim Jong Un. Seules des contreparties substantielles telles que les financements et l'aide humanitaire fournis dans le cadre de la *Sunshine Policy* ont pu convaincre le leader d'accepter l'ouverture d'un dialogue.

#### 6.3.4. *Le code opérationnel : un outil présentant des défis linguistiques mais ouvrant des perspectives de recherche*

À l'image des conclusions d'Özdamar qui a analysé le code opérationnel des leaders islamistes à partir d'un corpus en anglais, nous avons identifié des limites à la méthode de l'*operational code analysis* qui sont tout d'abord d'ordre linguistique<sup>16</sup>. Bien que nous ayons mis en lumière au chapitre précédent le fait que la traduction des communiqués effectuée par les médias nord-coréens eux-mêmes soit majoritairement conforme à la version originale en coréen, il existe des cas où les nuances sont perdues. Cela est notamment vrai concernant l'intensité des verbes employés qui peut différer de la traduction en anglais.

Il faut également rappeler que les verbes catégorisés comme transitifs ne le sont pas systématiquement en coréen, ce qui modifie la relation sujet-verbe-objet (SVO) et par conséquent, la méthodologie sur laquelle repose la méthode VICS. D'autre part, le coréen est classé comme langue « sujet-objet-verbe » (SOV), contrairement à l'anglais qui est classé comme langue « sujet-verbe-objet » (SVO) ce qui complexifie encore la traduction. En outre, il peut aussi exister des cas où des éléments grammaticaux identifiés comme COD peuvent appartenir à la catégorie des sujets en coréen. La classification linguistique en coréen opère sur la base d'une distinction entre quatre catégories de verbes, et parmi elles, certaines catégories n'existent pas dans la langue anglaise. On trouve notamment des « verbes descriptifs » (형용사, hyōng'yongsa) et des « verbes d'action » (동사, tongsa). Les verbes descriptifs équivalent à des adjectifs sous forme verbale. Par exemple, en anglais la proposition « *The weather is nice* » a pour sujet « *the weather* », pour verbe conjugué à la troisième personne du singulier « *is* » et comme adjectif « *nice* ». En coréen « 날씨가 좋다 » (nalssiga chotta) a d'abord pour verbe descriptif à la forme infinitive « 좋다 » (chotta) et comme sujet « 날씨 » (nalssi) avec le marqueur « ~가 » (~ga). On remarque qu'il n'existe pas de conjugaison ni d'adjectif opérant comme attribut du sujet mais seulement l'emploi d'un

---

<sup>16</sup> ÖZDAMAR, Özgür, 2017. *Op. cit.*

verbe descriptif – qui, selon le niveau de registre peut rester à la forme infinitive ou non. Ainsi, la relation entre « *self* » et « *other* » peut connaître des modifications entre la version en coréen et sa traduction en anglais. Ces exemples démontrent qu'en coréen les verbes, qui ne peuvent pas être identifiés uniquement sur la base de la distinction transitif/intransitif, remplissent des fonctions très différentes sous des formes également différentes et qu'il peut exister des disparités avec leur traduction en anglais, ce qui influe sur la méthode VICS et la détermination du code opérationnel des dirigeants nord-coréens.

D'autre part, il est rare en coréen que le locuteur s'identifie par un pronom personnel. La plupart du temps, la première personne du singulier est omise dans le texte ou le discours, par politesse, ou bien elle est remplacée par la première personne du pluriel. Ainsi, là où le texte en anglais identifie comme sujet « *I* » dans le discours d'un leader, en coréen il est possible que le pronom soit totalement omis ou l'on peut retrouver « 우리 » (*uri*), c'est-à-dire « nous ». Dans le cas où le pronom est mentionné plusieurs fois en anglais, il peut par exemple contribuer à augmenter le nombre de fois où le leader nord-coréen fait référence au « *self* » dans la version originale. Cela passe également sous silence le fait qu'en coréen, lorsque la première personne du singulier est mentionnée, il s'agit d'une rare emphase destinée à marquer la singularité de la déclaration. Cette différence n'est pas prise en compte dans le communiqué en version anglaise qui emploie systématiquement « *I* » pour désigner le locuteur, par exemple. En outre, lorsque le locuteur emploie le « nous », il est généralement traduit par « *the DPRK* » en anglais. Nous nous sommes interrogés à ce sujet sur le calcul opéré par le logiciel et il est probable que les mentions « *the DPRK* » ne soient pas prises en compte comme des références à « *self* » car le logiciel ne connaît pas l'origine du texte ou le statut de l'énonciateur. Ainsi, à l'inverse des lacunes évoquées ci-dessus, ce cas de figure peut avoir pour conséquence un manque de références à « *self* » dans les résultats finaux. Mais les disparités sont moins marquées pour les références à « *other* » car le logiciel prend en considération tous les compléments d'objet différents des pronoms personnels à la première personne du singulier ou du pluriel.

Malgré les précautions prises afin de mesurer rigoureusement le code opérationnel des leaders nord-coréens, il existe donc une marge d'erreur en raison des disparités linguistiques qui doit être prise en compte. Afin de pallier ces lacunes, une version du logiciel ProfilerPlus permettant l'analyse des textes pour les langues asiatiques serait la bienvenue. Parmi les alternatives possibles pour le chercheur, on pourrait recommander d'effectuer l'analyse manuellement comptabilisant le nombre de verbes transitifs puis en les pondérant selon la méthode VICS. Mais cette solution ne serait réalisable que dans le cas d'un corpus

de textes moins exhaustif. Cela impliquerait également de prendre en considération un autre type de marge d'erreur due à l'omission ou à une classification erronée de certains verbes.

Si les limites identifiées sont principalement d'ordre linguistique et culturel, il peut exister des difficultés liées à l'objet politique étudié. Dans le cas d'un régime politique tel que la Corée du Nord, le manque de transparence relatif au fonctionnement des institutions et la diffusion massive de propagande complique l'interprétation de certains résultats. La médiatisation de la vie politique dans les régimes politiques démocratiques facilite l'analyse de la cohérence entre le discours et les actes d'un dirigeant. En revanche, dans le cas de la Corée du Nord, la mise en scène des membres de la famille Kim complique la tâche de l'analyste dans la distinction entre la propagande et les déclarations reflétant le véritable système de valeurs selon lequel opère le dirigeant. Néanmoins, l'analyse du code opérationnel ouvre de nombreuses perspectives de recherche. Le code opérationnel étant fondé sur le concept de la perception, il serait tout d'abord intéressant de mener une étude comparative du code opérationnel de Kim Jong Un avec celui des dirigeants politiques de la région Asie-Pacifique ainsi que des États-Unis. Ainsi, il serait possible d'observer les concordances – et les discordances – entre les chefs d'État afin d'éviter les écueils lors de négociations et de parvenir à un accord au sujet de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. En outre, à partir des résultats de la TIP, Malici s'est intéressé à la probabilité de prévoir l'évolution de des croyances et des perceptions de Kim Il Sung en matière de politique étrangère au cours de la guerre froide<sup>17</sup>. Pour réaliser cette étude, Malici a emprunté la méthodologie de Brams qui a développé une nouvelle approche à la théorie des jeux nommée *Theory of Moves* (TOM)<sup>18</sup>. Cette approche peut s'avérer particulièrement intéressante afin de dépasser la théorie des jeux conventionnelle car elle cherche à représenter des dynamiques plus réalistes relatives à la politique internationale. Contrairement à la théorie des jeux conventionnelle, la TOM considère que les décisions prises par plusieurs acteurs ne sont pas simultanées et qu'elles n'ont pas toujours d'effet sur la partie adverse. Elle opère donc selon un calcul de mouvements séquentiels sur une matrice 2x2, similaire à celle de la TIP. Les travaux de Malici ont mis au jour le fait que la perception de Kim Il Sung à propos de l'univers politique hostile qui l'entourait et la rigidité qui

---

<sup>17</sup> MALICI, Akan, 2008. *When Leaders Learn and When They Don't: Mikhail Gorbachev and Kim Il Sung at the End of the Cold War*. Albany, NY : State University of New York Press.

<sup>18</sup> BRAMS, Steven, 1994. *Theory of Moves*. Cambridge: Cambridge University Press.

caractérisait son système de croyances auraient limité le champ d'action du leader qui s'était lui-même enfermé dans une logique de préservation du *statu quo*<sup>19</sup>. Le code opérationnel d'un dirigeant politique peut être exploité dans le cadre d'approches diverses, ce qui souligne la valeur de cet outil qu'Alexander L. George avait à juste titre qualifié de « *neglected* »<sup>20</sup> mais qui trouve aujourd'hui sa place dans le champ de la science politique.

Par ailleurs, la sortie de la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 étant amorcée, la Corée du Nord a repris de manière intensifiée le développement de son programme balistique et le discours qui y correspond. Sur la base des données que nous avons fournies, une observation en continu de l'évolution du code opérationnel de Kim Jong Un sur la question pourrait être menée. Ce projet de recherche peut aussi inclure d'autres problématiques, notamment la question des droits de l'homme, qui est parfois liée à la question nucléaire par les acteurs extérieurs. En effet, nombreux sont les observateurs qui tentent d'évaluer le système de valeurs selon lequel Kim Jong Un ainsi que ses prédécesseurs, opèrent au sujet du contrôle de leurs citoyens.

Le code opérationnel reste un outil pertinent dans l'éventail méthodologique d'un analyste. En présentant de manière quantitative les préférences philosophiques et instrumentales, il permet de dresser un portrait du système de croyances d'un dirigeant politique. Le code opérationnel lève ainsi le voile sur la perception du monde et les représentations qui font l'homme politique. Avoir recours au code opérationnel permet de donner un contexte aux déclarations des dirigeants politiques notamment en ce qui concerne l'influence des croyances sur son processus décisionnel. Les données chiffrées ainsi que la méthodologie systématique permettent d'établir une typologie destinée à distinguer ses choix stratégiques et son type de leadership. Cependant, le discours politique constitue une mise en scène ainsi que des conventions rhétoriques qu'il est nécessaire de prendre en compte. Ainsi, les résultats du code opérationnel ne doivent pas être considérés comme un reflet exact de la pensée stratégique d'un dirigeant mais plutôt comme un indicateur utile afin d'éviter les écarts d'interprétation. Par exemple, en 2018, l'offensive de charme de Kim Jong Un à travers sa diplomatie des sommets avec les États-Unis et la Corée du Sud a été interprétée comme une stratégie de coopération qui laissait présager des percées sur la

---

<sup>19</sup> MALICI, Akan, 2008. *Op. cit.*, p. 135-136.

<sup>20</sup> GEORGE, Alexander L., 1969. *Op. cit.*



question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Toutefois, si l'on observe son code opérationnel, on remarque que sa stratégie était modérément coopérative (I-1), poursuivie avec peu d'intensité (I-2) et qu'il était probable que Kim Jong Un change rapidement de tactique si celle-ci ne lui rapportait pas les bénéfices attendus (I-4) car il percevait toujours l'environnement politique dans lequel il évoluait comme hostile (P-1). Le code opérationnel permet de prendre de la distance par rapport aux événements et de considérer la stratégie de Kim Jong Un dans un contexte plus large qui remet ses actions en perspective. Le discours du dirigeant nord-coréen indiquait qu'il s'attendait à ce que ses attentes soient entendues et qu'il restait prudent dans ses engagements diplomatiques.

En vertu de la dynastie qu'ils représentent, Kim Il Sung, Kim Jong Il et Kim Jong Un partagent une perception du monde commune. Ils estiment que l'univers politique dans lequel ils évoluent est hostile, que la probabilité de voir leurs valeurs politiques se réaliser est faible, et ce, malgré l'acquisition de l'arme nucléaire. Celle-ci ne leur confère pas plus de contrôle sur l'avenir, qui reste déterminé par des acteurs extérieurs. Pourtant, ils définissent la guerre comme temporaire et recherchent une sortie de la situation de crise par la conclusion d'un accord. L'intensité avec laquelle ils poursuivent chacun cette stratégie ou les risques qu'ils sont prêts à prendre afin d'y parvenir varient selon les individus mais tous s'accordent sur ce point : il faut saisir les opportunités de dialogue qui se présentent. Il ne nous appartient pas de juger à quel moment la volonté de dialoguer émane d'un engagement sincère ou bien d'une stratégie destinée à gagner du temps voire des contreparties diplomatiques. Ainsi, il convient de dépasser le lieu commun du discours nord-coréen belliqueux afin de considérer avec plus d'attention les perceptions mais aussi les « *misperceptions* », les erreurs de jugements, qu'il reflète. Cette démarche est d'autant plus cruciale dans le cadre d'une question telle que la dissuasion nucléaire qui repose particulièrement sur le concept d'intersubjectivité. White propose de faire le pari de la « *realistic empathy* »<sup>21</sup> afin de briser les schémas cognitifs dans lesquels s'enferment les leaders politiques et qui, par-là même, enferment leurs populations.

Afin d'acquérir une meilleure compréhension des manœuvres diplomatiques et militaires de la Corée du Nord, notamment dans le cadre de son programme nucléaire et balistique, nous avons fait le choix de nous intéresser à sa culture stratégique. Nous avons

---

<sup>21</sup> WHITE, Ralph K., 1991. Empathizing with Saddam Hussein. *Political Psychology*. juin 1991. Vol. 12, n° 2, pp. 291.

précédemment défini la culture stratégique comme l'impact de la situation géostratégique, de l'histoire, de l'expérience militaire et de la culture politique sur les stratégies développées par un État dans des domaines relatifs à la guerre, à la paix et aux menaces extérieures<sup>22</sup>. Nous nous sommes donc demandés comment les déclarations des institutions et des dirigeants nord-coréens pourraient nous fournir des éléments d'information sur le contexte idéologique, stratégique et politique dans lequel s'inscrit le discours de la Corée du Nord à propos de son programme nucléaire et balistique.

Nous avons pu observer que l'idéologie du *Juche*, en vertu de ses trois principes fondamentaux que sont l'indépendance politique, l'autosuffisance économique et l'autodéfense, influence les objectifs stratégiques du régime nord-coréen. Mais dans une dynamique inverse, le régime nord-coréen instrumentalise en retour l'idéologie du *Juche* pour que celle-ci serve ses intérêts, notamment le fait de subordonner la prospérité économique du pays au développement de son programme nucléaire et balistique. Grâce à l'approche de l'analyse critique du discours, nous avons vu qu'en caractérisant les États-Unis comme une menace et en entretenant un discours sur le danger d'une « Seconde Guerre de Corée », le régime nord-coréen justifiait le développement d'une arme nucléaire afin de garantir la paix sur la péninsule coréenne. Enfin, l'analyse du code opérationnel de Kim Il Sung, Kim Jong Il et Kim Jong Un à travers leurs déclarations officielles nous ont permis de mettre en lumière le système de croyances de chaque dirigeant nord-coréen. Ainsi, le code opérationnel peut constituer un indicateur utile pour comprendre le poids des représentations et de la perception dans le processus de prise de décision des leaders nord-coréens.

Le discours constitue donc un moyen privilégié pour la Corée du Nord de communiquer et de justifier le développement de son programme nucléaire et balistique grâce à des arguments historiques, stratégiques et idéologiques. L'étude de la culture stratégique à travers le discours de la RPDC nous permet d'évaluer la crédibilité des menaces mais également des promesses faites par les institutions et les dirigeants nord-coréens. En outre, cette approche nous instruit sur les objectifs poursuivis par ces derniers ainsi que la stratégie employée pour les réaliser. À présent, il est temps de dépasser le cadre expérimental et théorique de notre analyse en changeant de longueur focale pour considérer la place de ce discours dans l'univers géopolitique qui l'entoure afin d'évaluer son pouvoir effectif.

---

<sup>22</sup> BALL, Desmond, 1993. *Op. cit.*

## **TROISIÈME PARTIE**

---

### **LE DISCOURS « ARMÉ » D'UN ÉTAT DOTÉ : PERSPECTIVES POUR LA RÉGION ASIE- PACIFIQUE**

« Vous et votre pays, vous faites régner un silence lourd de réserves, et insondable du fait de son opacité. Soit vous n'aimez pas la parole, soit vous ne la maîtrisez pas, soit vous la sanctifiez avec désobligeance : le monde du langage articulé ne sait ni n'apprend où vous en êtes. Mon ami, c'est dangereux. La langue est la civilisation même... La parole a bien du liant en dépit des divergences, alors que le mutisme isole. »

Thomas Mann, *La montagne magique*

Le pouvoir est un concept indissociable du discours, plus encore dans le discours politique. Weber définit le pouvoir – *Macht* en allemand – comme « toute chance de faire triompher au sein d'une relation sociale sa propre volonté, même contre des résistances »<sup>1</sup>. Dans le cas de la Corée du Nord, on remarque que son discours défie la structure institutionnelle que représente le régime international de non-prolifération. Elle tente de faire triompher sa volonté dans ce cadre dans le but de renverser ce qu'elle considère comme les asymétries de pouvoir institutionnalisées au fil des années en affichant une stratégie conflictuelle. Krebs et Jackson soulignent que dans un contexte international, la coercition rhétorique est moins susceptible de fournir des résultats probants. Mais la communauté politique doit partager au moins une certaine compréhension des limites du discours

---

<sup>1</sup> WEBER, Max, 1995. *Économie et société*. Paris : Pocket, p. 95.

acceptable pour que le pouvoir d'un discours puisse s'exercer<sup>2</sup>. Or, dans le cas nord-coréen, le système de croyances qui s'exprime à travers le discours de ses dirigeants entre en totale contradiction avec celui de la communauté internationale. Le discours de la Corée du Nord rencontre des difficultés à remplir ses objectifs et exercer un pouvoir au sein de la structure institutionnelle visée. Cependant, Bachrach et Baratz complètent la définition de Weber en mettant en évidence le fait que le pouvoir ne concerne pas seulement le potentiel de menace et de coercition mais également la lutte pour la transformation des institutions et des agendas politiques<sup>3</sup>. Le pouvoir du discours ne réside pas uniquement dans le fait d'imposer sa volonté face à une résistance mais également d'exclure les voix dissidentes afin d'exercer une influence dans le processus de recherche d'un consensus. Ainsi, les institutions internationales, à travers leur discours, cherchent à accroître leur pouvoir en sélectionnant et en excluant certains sujets spécifiques, certaines visions du monde ou modes d'expression<sup>4</sup>. On peut donc observer qu'une lutte pour le pouvoir a lieu entre la Corée du Nord et la communauté internationale sur le sujet de la prolifération nucléaire, mobilisant des stratégies discursives de coercition et d'exclusion.

Mais quel est le pouvoir réel du discours nord-coréen face au régime de non-prolifération et comment s'exerce-t-il à la fois dans la région Asie-Pacifique et sur la scène internationale ? De sa puissance militaire et du pouvoir de son discours, quel instrument est plus susceptible de changer le *statu quo* sur la péninsule coréenne ? Le paradoxe du discours nord-coréen réside dans le fait que malgré l'augmentation de la puissance matérielle du pays, le pouvoir de son discours semble faiblir face aux barrières institutionnelles qui se renforcent. La Corée du Nord est aujourd'hui un État doté *de facto* de l'arme nucléaire mais outre ce statut, la communauté internationale ne lui a accordé aucune concession, de quelque nature que ce soit. C'est bien dans une situation d'isolement et d'exclusion que le pays se trouve actuellement.

Pour répondre à ces interrogations, nous allons voir comment la Corée du Nord emploie son statut d'État du seuil pour mettre en œuvre une réinterprétation des engagements qu'elle a pris concernant la dénucléarisation de la péninsule coréenne ainsi que des normes internationales relatives à la non-prolifération (7). Cette stratégie vise à

---

<sup>2</sup> KREBS, Ronald R. et JACKSON, Patrick Thaddeus, 2007. Twisting Tongues and Twisting Arms: The Power of Political Rhetoric. *European Journal of International Relations*. mars 2007. Vol. 13, n° 1, pp. 35-66.

<sup>3</sup> BACHRACH, PETER et BARATZ, Morton S., 1977. *Macht und Armut. Eine theoretisch-empirische Untersuchung*. Frankfurt: Suhrkamp, p. 46.

<sup>4</sup> LUKES, Steven, 1974. *Power: A Radical View*. London : MacMillan, p. 22.

induire un changement dans l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique. Cependant, nous verrons qu'une telle stratégie rencontre des limites : les tactiques de communication nord-coréennes dépendent de la perception et de l'interprétation de la partie adverse (8). Enfin, nous étudierons d'une part, s'il est possible de faire entrer de nouveaux acteurs dans le dialogue avec la Corée du Nord et d'autre part, comment élaborer des éléments de langage permettant aux décideurs politiques internationaux d'employer un discours qui trouverait un écho auprès de leurs interlocuteurs nord-coréens (9).





## 7. Un discours nord-coréen remodelant les normes internationales grâce à son statut d'État du seuil

La Corée du Nord se présente comme détentrice du « droit d'auteur du nationalisme coréen »<sup>1</sup>, et en vertu de ce droit, elle place la sauvegarde de la souveraineté nationale au-dessus de toute considération. Du point de vue nord-coréen, l'effondrement de la RPDC serait ainsi considéré comme l'effondrement la nation coréenne elle-même. Afin de parer cette éventualité, l'arme nucléaire représente la garantie de la sauvegarde de la souveraineté nationale et également de la nation coréenne. En considérant que la nation coréenne reste une et indivisible, la Corée du Nord nie la réalité géopolitique actuelle sur la région Asie-Pacifique. Elle se présente dans son discours comme le seul représentant légitime de la nation coréenne qui possède en outre la force militaire nécessaire à sa protection grâce à l'arme nucléaire. Ainsi, l'arme nucléaire permet à la RPDC de construire un discours de défiance face au *statu quo* dans la région Asie-Pacifique et de contrevenir à tous ses engagements officiels, juridiquement contraignants ou non.

En vertu de cette vision géopolitique, comment la Corée du Nord tente-t-elle d'écarter la Corée du Sud de la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne ? Comment construit-elle un discours ayant pour objectif de saper les fondements de l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis afin de remodeler l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique ?

Dans un premier temps, nous verrons que l'arme nucléaire est considérée comme un agent de changement dans les relations sur la péninsule coréenne (1). Puis, dans un

---

<sup>1</sup> Entretien avec Pr. Jean Do, Konkuk University, 15 mai 2019.



deuxième temps, nous analyserons dans quelle mesure le régime nord-coréen a élaboré un discours destiné à dissoudre le cadre institutionnel que constituent les accords sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne en les vidant de leur substance (2). Enfin, nous étudierons comparativement le discours nord-coréen et celui de deux États du seuil, l'Iran et le Pakistan, afin de déterminer la position spécifique qu'occupe la Corée du Nord sur la scène internationale (3).

### 7.1. UN DISCOURS VISANT LA REMISE EN CAUSE DU *STATU QUO* DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Au cours de notre analyse qualitative du discours nord-coréen dans le chapitre 5, nous avons observé le lien que la Corée du Nord tisse entre l'indépendance politique prônée par l'idéologie du *Juche* et l'arme nucléaire. Chacune de ses déclarations renforce ce lien, en particulier lors de ses essais nucléaires. L'acquisition de l'arme nucléaire est dès lors représentée comme une garantie de l'indépendance politique du pays (자주성, *chajusŏng*) et par conséquent, de la sauvegarde de sa souveraineté nationale (자주권, *chajugwŏn*), ce qui la rend indispensable. On remarque que les termes *chajusŏng* et *chajugwŏn* ont la même racine : *chaju* qui signifie indépendance ou autonomie. Le lien entre indépendance et souveraineté est donc très marqué dans la langue coréenne.

D'un point de vue théorique, le concept de souveraineté comporte deux facettes : la première fait référence à l'autorité de l'État à l'intérieur des frontières qui délimitent son territoire et la seconde fait référence à la reconnaissance de cette autorité par les autres États étrangers. Selon l'approche constructiviste, étant donné le rôle central que joue la souveraineté en matière de construction et de régulation des relations internationales, il s'agit d'un concept fondamentalement social<sup>2</sup>. La reconnaissance mutuelle de la souveraineté par les États représente en effet la fondation sur laquelle se construisent les relations internationales, créant ainsi un environnement social à l'intérieur duquel prennent

---

<sup>2</sup> BIERSTEKER, Thomas J. et WEBER, Cynthia, 1996. The social construction of state sovereignty. In : BIERSTEKER, Thomas J. et WEBER, Cynthia (éd.), *State Sovereignty as Social Construct*. Cambridge : Cambridge University Press. pp. 1-21.

place des interactions. D'après la vision géopolitique de la Corée du Nord, la souveraineté à l'intérieur des frontières est assurée en ce qui concerne la partie septentrionale de la péninsule coréenne seulement. Elle considère en effet la partie méridionale comme un territoire colonisé par les forces militaires américaines. Ainsi, bien que l'autorité que le régime nord-coréen exerce à l'intérieur de ses frontières soit reconnue par les pays ayant normalisé leurs relations avec ce dernier, en vertu de l'idéologie nord-coréenne, la lutte pour la reconnaissance de l'autorité de la Corée du Nord sur toute la péninsule coréenne doit être poursuivie. Nous avons étudié précédemment dans quelle mesure le régime révolutionnaire nord-coréen poursuit son combat pour la libération de la Corée : le concept de souveraineté se double donc ici d'une revendication de légitimité. Cette légitimité est pourtant constamment contestée par les acteurs extérieurs. Elle remettrait notamment en question l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique, ce qui constitue l'un des objectifs principaux du discours nord-coréen sur son programme nucléaire et balistique.

#### *7.1.1. Défier le droit international pour imposer sa définition de la souveraineté nationale*

Étant reconnu par la communauté internationale comme un État souverain, elle estime qu'elle bénéficie des droits qui en découlent, en particulier le respect du principe de la non-ingérence dans les affaires internes d'un État. La conception nord-coréenne de la souveraineté nationale met en effet l'accent sur ce droit qu'elle considère comme fondamental, conformément au principe d'indépendance politique prôné par l'idéologie du *Juche*. Selon la Corée du Nord, le développement d'un programme nucléaire et balistique relève uniquement des affaires internes du pays et à ce titre, le droit international ne peut s'appliquer à ces activités. De plus, la complexité du cas nord-coréen ne s'arrête pas seulement à la définition de la souveraineté nationale. En effet, les principaux éléments qui définissent un État souverain, c'est-à-dire la population, le territoire, l'autorité et la reconnaissance internationale, font tous l'objet de définitions différentes de celles communément admises par la communauté internationale. Selon le régime nord-coréen, la population se rapporte à l'ensemble des individus appartenant à l'ethnie coréenne et non aux habitants résidant à l'intérieur des frontières nord-coréennes ; le territoire se rapporte à la péninsule coréenne dans son entier et non aux deux Corées ; l'autorité se rapporte à la dynastie Kim et non à un gouvernement établi selon les principes démocratiques prônés par la majorité de la communauté internationale et enfin, la reconnaissance internationale se

rapporte à l'assurance des États étrangers qu'ils ne violeront pas l'exclusivité de ses revendications territoriales<sup>3</sup> et non pas à la participation à un système supranational régulé par une législation à vocation universelle. On peut remarquer que le dernier point constitue un déni du droit international dans son ensemble et marque la préférence du régime nord-coréen pour un environnement international s'apparentant à un état d'anarchie où chaque État agit selon ses intérêts nationaux. Ainsi, nous allons observer comment la Corée du Nord tente d'imposer grâce à son discours cette définition de la souveraineté nationale en s'appuyant sur son programme nucléaire et balistique.

Dès les années 1980, sans mentionner encore le développement d'un programme nucléaire, les penseurs du régime nord-coréen définissaient la souveraineté nationale de la manière suivante :

A country should have a means to defend itself. Only when a country has self-reliant defence power capable of defending its sovereignty, people and territory from imperialist aggression, can it be called a completely independent and sovereign state.<sup>4</sup>

Bien que le peuple et le territoire fassent partie intégrante de la définition de la souveraineté nationale, on remarque que celle-ci repose essentiellement sur sa puissance militaire. Elle ne dépend donc ni de la reconnaissance de la communauté internationale, ni de l'adhésion de sa population au concept de nation, ni de son intégrité territoriale mais de la capacité à repousser une agression militaire grâce à sa défense nationale. Cette définition reste d'actualité dans le discours officiel nord-coréen :

The UNSC has no authority to prohibit a sovereign state from exercising its right to self-defense such as steps for bolstering defense capabilities including nuclear test and there is no provision in the UN Charter and any international law which stipulates that nuclear test poses threat to international peace and security.<sup>5</sup>

---

<sup>3</sup> WENDT, Alexander et FRIEDHEIM, Daniel, 1995. Hierarchy under anarchy: informal empire and the East German state. *International Organization*. ed 1995. Vol. 49, n° 4, pp. 689-721.

<sup>4</sup> KIM, Chang-ha, 1984. *The Immortal Juche Idea*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House, p. 324.

<sup>5</sup> KCNA, 2016. Briefing Held for Diplomatic Envoys Here. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 décembre 2016. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/267548/briefing-held-for-diplomatic-envoys-here/>

On retrouve ici le lien entre « *sovereign state* » (주권국가, chugwŏngukka) et « *right to self-defense* » (자위권행사, chawigwŏnhaengsa) qui est caractéristique du discours nord-coréen à propos de son acquisition de l'arme nucléaire. Les deux expressions sont mises en contraste avec « *the UN Charter* » (유엔헌장, yuenhŏnjang) et « *international law* » (국제법전, kukchebŏpchŏn)<sup>6</sup>. On remarque ainsi que la Corée du Nord privilégie la souveraineté nationale qui prévoit le droit à la légitime défense plutôt que le respect du droit international. Ce lien se double d'une contestation de l'autorité de l'ONU dans un domaine que la RPDC considère comme relevant des affaires internes d'un État – et non de la sécurité internationale. La Corée du Nord affirme donc ici que sa souveraineté nationale se fonde sur le développement d'une arme dont l'acquisition est interdite d'après les dispositions du droit international. Mais cela n'empêche pas Kim Jong Un de réaffirmer plus récemment son adhésion à cette immuable définition :

Aujourd'hui, dans le monde entier, il apparaît clairement que les puissances impérialistes bafouent sans aucun scrupule la souveraineté des autres pays et qu'un nombre non négligeable de pays ne peuvent pas se défendre. Ils sont donc contraints d'endurer un misérable destin. Il est difficile de trouver un pays tel que notre République qui repose solidement sur le principe de l'indépendance et puisse garantir sa sécurité nationale ainsi que le bonheur sa population. [...]

La capacité d'autodéfense est une puissante épée qui assure la sauvegarde de la souveraineté de notre République.<sup>7</sup>

Ici, il s'agit d'une définition en creux par rapport aux violations subies par d'autres pays qui ne possédaient pas une puissance militaire suffisante pour assurer la défense de la souveraineté de leur pays. Cette déclaration de Kim Jong Un peut être interprétée comme une référence implicite aux événements qui se sont déroulés en Irak, en Libye et en Syrie. Ces pays sont régulièrement mentionnés comme des exemples à ne pas suivre dans le

---

<sup>6</sup> KCNA, 2016. 조선외무성 주조 외교대표들 위한 《제재결의》 관련 통보모임 [chosŏnoemusŏng chujŏ oegyodaep'yodŭl wihan chejaegyŏrŭi kwallyŏn t'ongbomoim / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : Annonce de réunion du corps diplomatique nord-coréen à propos de la « résolution sur les sanctions »]. *KCNA* [en ligne]. 2 décembre 2016. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/12/12-02/2016-1202-030.html>

<sup>7</sup> KCNA, 2019. 김정은위원장 최고인민회의 제14기 제1차회의 시정연설 [kimjŏng'ŭnwiwŏnjang ch'ŏegoinminhoeŭi chesasipki cheilch'ahoeŭi sijŏng'yŏnsŏl / Discours du président Kim Jong Un lors de la première session de la 14<sup>e</sup> Assemblée populaire suprême]. *KCNA* [en ligne]. 13 avril 2019. [Consulté le 28 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/04/04-13/2019-0413-002.html> [Traduction de l'auteur]

discours du régime nord-coréen. L'intervention de Colin Powell devant le CSNU en 2003 concernant les soupçons de production d'armes chimiques irakiennes restent une référence pour la Corée du Nord en matière de violation de la souveraineté nationale. De même, l'abandon par la Libye de ses programmes de développement d'armes de destruction massive sous la pression des États-Unis en 2003, suivi huit ans plus tard par l'attaque d'une coalition de l'ONU a renforcé l'opinion de Pyongyang selon laquelle aucun de ces événements ne se serait produit si le pays avait eu à sa disposition des armes nucléaires<sup>8</sup>. Dans l'extrait du discours de Kim Jong Un, on peut souligner l'emploi de l'expression « puissante épée » (강력한 보검, kangnyŏkhan pogŏm) qui est une métaphore fréquemment employée dans la rhétorique du régime nord-coréen pour faire référence à l'arme nucléaire. La Corée du Nord présente donc l'arme nucléaire comme le seul moyen d'assurer la sauvegarde de sa souveraineté nationale et empêcher l'intervention de puissances extérieures dans ses affaires internes. Pyongyang continue encore aujourd'hui de dénoncer les tentatives de reproduire le « modèle libyen » en Corée du Nord, c'est-à-dire consentir à un abandon total de son programme nucléaire en premier, au risque de voir son régime être renversé. Tant du côté nord-coréen que du côté américain, cette référence continue de compliquer les négociations internationales au sujet de la dénucléarisation de péninsule coréenne<sup>9</sup>. Le modèle libyen continue d'être cité, aux côtés de la guerre en Irak, comme une menace planant sur le pays si celui-ci n'était pas en mesure d'assurer sa défense :

[T]he nuclear armed forces are the most reliable and mighty means for defending the nation's sovereignty and dignity in the present-day era when the imperialists openly threaten other countries with nukes. This is truth shown by tragedies in Libya and several other countries.<sup>10</sup>

---

<sup>8</sup> BERMUDEZ, Joseph S., 2015. *North Korea's Development of a Nuclear Weapons Strategy*. Johns Hopkins University : US-Korea Institute at SAIS, p. 12.

<sup>9</sup> HONG, Suhryung, 2019. Trump: Bolton Made « Big Mistake » Demanding Libya Model from N. Korea. *KBS World* [en ligne]. 12 septembre 2019. [Consulté le 19 mars 2021]. Disponible à l'adresse : [http://world.kbs.co.kr/service/news\\_view.htm?Seq\\_Code=148003](http://world.kbs.co.kr/service/news_view.htm?Seq_Code=148003) ; SPECIA, Megan et SANGER, David E., 2018. How the 'Libya Model' Became a Sticking Point in North Korea Nuclear Talks. *The New York Times* [en ligne]. 16 mai 2018. [Consulté le 19 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2018/05/16/world/asia/north-korea-libya-model.html>

<sup>10</sup> KCNA, 2013. Seminar on New Strategic Line Held. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 mai 2013. [Consulté le 13 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895695-354748328/seminar-on-new-strategic-line-held/>

What compelled the DPRK to possess nuclear weapons was mainly the military arbitrariness, armed intervention and high-handed practices done by the U.S. in Iraq, Libya and other parts of the world, the article said, adding it is none other than the U.S. who threatens the whole world while escalating the tense situation.<sup>11</sup>

Par ailleurs, plus récemment, le gouvernement nord-coréen a réaffirmé son soutien à la Syrie, allié historique, qui représente un nouvel exemple, à ses yeux, de violation de la souveraineté nationale d'un État. Le communiqué du ministère des Affaires étrangères ci-dessous fait allusion à un bombardement par des forces américaines commis par erreur contre une unité militaire syrienne alors qu'elles visaient les combattants de l'organisation terroriste État islamique<sup>12</sup>. D'après la Corée du Nord, ce bombardement était intentionnel et illustre la violation de la souveraineté nationale de la Syrie :

According to press reports, U.S. fighters made an air attack on a base of the government force in Syria on Sept. 17, leaving many people killed or wounded. The DPRK vehemently denounces the U.S. recent air attack as it was not made by "mistake" but intentional aggression against a sovereign state. The incident made it clearer that the "anti-terrorism war" being staged by the U.S. in Syria is aimed to bring down the independent Syrian government. [...]

The DPRK government extends full support and solidarity to the government and people of the Syrian Arab Republic in their struggle to beat back the aggression and terrorism by the hostile forces including the U.S. and protect the country's sovereignty, stability and territorial integrity.<sup>13</sup>

L'interprétation nord-coréenne sur les intentions des forces américaines est teintée de défiance vis-à-vis du pays qu'elle décrit régulièrement comme une puissance impérialiste. Mais en ce qui concerne la légalité de l'intervention américaine en Syrie, la Corée du Nord

---

<sup>11</sup> KCNA, 2016. DPRK Scholar on U.S. Rhetoric « Threat to World Community ». *KCNA Watch* [en ligne]. 3 octobre 2016. [Consulté le 20 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/264312/dprk-scholar-on-u-s-rhetoric-threat-to-world-community/>

<sup>12</sup> BARNARD, Anne et MAZZETTI, Mark, 2016. U.S. Admits Airstrike in Syria, Meant to Hit ISIS, Killed Syrian Troops. *The New York Times* [en ligne]. 17 septembre 2016. [Consulté le 11 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2016/09/18/world/middleeast/us-airstrike-syrian-troops-isis-russia.html>

<sup>13</sup> KCNA, 2016. U.S. Air Attack on Base of Syrian Government Force Is Intentional Aggression: DPRK FM Spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 20 septembre 2016. [Consulté le 20 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/263521/u-s-air-attack-on-base-of-syrian-government-force-is-intentional-aggression-dprk-fm-spokesman/>

n'est pas la seule à avoir formulé des critiques à l'égard de Washington<sup>14</sup>. Contrairement à la Russie qui est intervenue « en réponse à une requête du président de la République arabe syrienne, Bachar el-Assad »<sup>15</sup>, les États-Unis ont invoqué des raisons diverses allant de leur droit à la légitime défense face à la menace que représentait l'organisation État islamique pour leur pays à la *Responsibility To Protect* (R2P) face aux crimes commis par le régime syrien contre sa propre population – pour rappel, une intervention armée en vertu de la R2P nécessite en amont l'accord du CSNU, ce qui n'a pas été le cas pour la Syrie en raison du veto russe. Mais ces justifications font encore polémique et représentent, du point de vue nord-coréen, une violation de la souveraineté nationale de la Syrie. Pourtant, le pays ne contrôle aujourd'hui que 15% de ses frontières et reste sous l'influence de plusieurs puissances étrangères telles la Russie, l'Iran, et la Turquie<sup>16</sup>. Cependant, cette situation n'est pas contestée par la Corée du Nord qui estime que ces puissances sont intervenues sur invitation du gouvernement syrien, en respectant le principe fondamental de la non-ingérence dans les affaires internes d'un État énoncé par l'Article 2, paragraphe 7 du Chapitre 1 de la Charte des Nations unies. Bien que considérablement affaibli dans son autorité, Bachar el-Assad est encore à la tête du pays, ce qui n'est pas le cas de Saddam Hussein, ni de Mouammar Kadhafi, morts respectivement par pendaison et par lynchage. Ces événements représentent un scénario catastrophe pour le régime nord-coréen, en particulier la dynastie Kim qui voit dans l'arme nucléaire une garantie de ne pas connaître la même fin. Il s'agit tout autant de préserver la lignée de la dynastie Kim que le pays, aucune distinction ne pouvant être faite entre les deux entités. La Corée du Nord s'érige ainsi en défenseur de la souveraineté nationale : la sienne et celle des pays qu'elle considère comme victimes d'oppression. Selon l'ordre mondial qu'elle envisage, tous les pays devraient être libres de développer un programme nucléaire afin de sauvegarder leur souveraineté et leur indépendance.

---

<sup>14</sup> BENJAMIN, Amy Baker, 2018. Syria: The Unbearable Lightness of Intervention. *Wisconsin International Law Journal*. summer 2018. Vol. 35, n° 3, pp. 515-548. ; OGUNNOWO, Oluwaseyi Emmanuel et CHIDOZIE, Felix, 2020. International Law and Humanitarian Intervention in the Syrian Civil War: The Role of the United States. *SAGE Open*. 1 avril 2020. Vol. 10, n° 2, pp. 1-11.

<sup>15</sup> UNITED NATIONS, 2015. S/2015/792 : *Letter dated 15 October 2015 from the Permanent Representative of the Russian Federation to the United Nations addressed to the President of the Security Council*. New York, NY : Security Council.

<sup>16</sup> DAOU, Marc, 2021. Syrie : Bachar al-Assad, un président sous tutelle ? *France 24* [en ligne]. 15 mars 2021. [Consulté le 18 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210315-syrie-bachar-al-assad-un-pr%C3%A9sident-sous-tutelle>

À la lumière de ces enjeux, on peut observer que la définition westphalienne de la souveraineté n'est pas adaptée à la situation sur la péninsule coréenne. Cela est aussi vrai à une échelle plus large pour les pays de la zone Asie-Pacifique. Afin de comprendre les dynamiques en jeu aujourd'hui, il convient de se défaire d'une approche européenne des relations internationales pour considérer l'évolution historique des relations diplomatiques et économiques dans cette zone géographique en particulier. En effet, l'approche européenne considère les relations internationales à travers le prisme de l'État-nation, né après le Traité de Westphalie en 1648. Or, en Asie, l'organisation socio-politique qu'est l'État-nation n'a vu le jour qu'au XX<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. Auparavant, durant plusieurs siècles, les relations entre les États étaient organisées autour d'empires multi-ethniques tels que l'Empire chinois dont la naissance date de 221 avant notre ère, avec la première dynastie Qin. Les relations entre les États de la région portent encore les traces de cet héritage historique au niveau politique, économique et culturel qu'il est nécessaire de prendre en considération. Dans le cas particulier de la Corée, l'État-nation, concept importé par des puissances étrangères après la Seconde Guerre mondiale, reste un modèle inachevé selon la Corée du Nord qui estime que la nation coréenne doit être unie au sein d'un même État : la RPDC.

En outre, d'après Kang, la politique étrangère des États de la région ne se situe pas sur un spectre classique allant de l'hégémonie au *bandwagoning*<sup>18</sup>. En effet, selon l'approche réaliste des relations internationales, en matière de politique étrangère, les États ont le choix entre plusieurs stratégies qui varient selon leur puissance militaire. Les plus puissants peuvent accéder au statut d'hégémon que les États plus faibles peuvent choisir de rejoindre, conformément à la stratégie de *bandwagoning*, afin de former une coalition. À propos de la structure géopolitique en Asie de l'Est du XIII<sup>e</sup> jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, il explique alors dans quelle mesure ces stratégies étaient différentes :

The traditional international order in East Asia encompassed a regionally shared set of norms and expectations that guided relations and yielded substantial stability. In Chinese eyes – and explicitly accepted by the surrounding nations – the world of the past millennium has consisted of civilization (China) and barbarians (all other states).

---

<sup>17</sup> BRUNEAU, Michel, 2014. Les États-nations de l'espace eurasiatique issus d'empires, de cités-États, d'États-mandala : que doivent-ils au modèle européen occidental ? *L'Espace géographique*. 2014. Vol. 43, n° 3, pp. 251-264.

<sup>18</sup> KANG, David C., 2003. Hierarchy, Balancing, and Empirical Puzzles in Asian International Relations. *International Security*. 2003. Vol. 28, n° 3, pp. 165-180.



In this view, as long as the barbarian states were willing to 'kowtow' (to publicly show acceptance of Chinese authority) to the Chinese emperor and show formal acceptance of their lower position in the hierarchy, the Chinese had neither the need to invade these countries nor the desire to do so.<sup>19</sup>

On remarque donc que si la structure hiérarchique des relations entre les pays de la zone Asie était dominée par la position hégémonique de la Chine, les plus petits États n'adoptèrent pas pour autant une stratégie de *bandwagoning*, mais plutôt de « *kowtowing* ». La stratégie de *kowtowing*, que l'on peut traduire en français par « faire des courbettes », consiste pour les petits États à accepter un statut de vassal vis-à-vis d'un État plus puissant militairement qui assure, en échange de tributs, leur protection contre d'éventuels agresseurs. Ici, il s'agissait de rendre publiquement hommage à la Chine afin de ne pas courir le risque de voir son territoire être envahi. Cette révérence vis-à-vis de l'empire chinois, principalement de façade comme le sous-entend l'expression, se manifestait également par le paiement de tributs, mais impliquait un engagement moindre par rapport à l'alignement quasi-total qu'exige la stratégie de *bandwagoning*. La légitimité de la Chine en tant que puissance hégémonique n'était par ailleurs que rarement remise en question, d'où la relative stabilité du système interétatique en Asie de l'Est jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, avec des conflits limités plutôt que des guerres telles que l'Europe a pu en connaître.

Dans son discours, la Corée du Nord rappelle donc cette réalité géopolitique et en la comparant à la période de l'après-guerre froide qui vit, selon elle, l'avènement des États-Unis comme nouvelle puissance hégémonique à laquelle les pays d'Asie de l'Est doivent encore aujourd'hui rendre hommage :

The south Korean people are gradually gaining a correct understanding of our Republic and are getting rid of their idea of worshipping and kowtowing to the United States. With a view to concealing their crimes as stooges of the US imperialists, the south Korean reactionaries have conducted a lot of false propaganda against the northern half of Korea among the south Korean people [...].<sup>20</sup>

---

<sup>19</sup> KANG, David C., 2007. Stability and Hierarchy in East Asian International Relations, 1300–1900 CE. In : KAUFMAN, Stuart J., LITTLE, Richard et WOHLFORTH, William C. (éd.), *The Balance of Power in World History*. London : Palgrave Macmillan UK. pp. 199-227.

<sup>20</sup> On Our People's Struggle for Socialist Construction and National Reunification : Talk To A Delegation from the Communist Party of the United States of America, 1988. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House. pp. 128-141.

The puppet forces are no more than cat's paws disgustingly kowtowing to their U.S. master keen to bring the dark clouds of nuclear war to the nation and colonial stooges who cannot exist even a moment without the U.S. backing. Yet, they are crying out for “unification of social systems” and “unification through absorption” in an effort to bring down the inviolable and dignified social system in the DPRK.<sup>21</sup>

[T]he United States is the ring leader of nuclear proliferation. It is also disturbing to witness the Security Council acting as a tool of the United States and doing its bidding instead of maintaining impartiality [...]. While the Security Council has ignored our repeated requests to raise the issue of the provocative and aggressive joint military exercises — the most obvious manifestation of the United States nuclear threats and blackmail — in this forum, it busies itself with kowtowing to the United States, which advocates for sanctions and pressure against us by condemning our self-defensive measures.<sup>22</sup>

Le premier extrait, tiré de l'anthologie des discours de Kim Il Sung, rappelle que la RPDC est bien « *the northern half of Korea* », c'est-à-dire, uniquement une moitié d'un pays dont la division et l'occupation sont imputées aux « *US imperialists* » avec la collaboration de leurs « *stooges* ». Cette dernière expression désigne les responsables politiques sud-coréens accusés d'être à la solde de Washington et de diffuser une propagande visant à attiser l'hostilité de la population vis-à-vis du Nord. On retrouve l'allusion à la tradition de « *kowtowing* » appliquée aux États-Unis, cette fois.

Le second extrait est issu d'un communiqué du Comité pour la réunification pacifique de la Corée. À nouveau, la Corée du Sud est accusée de se soumettre sans condition aux États-Unis et de poursuivre la stratégie de « *kowtowing* ». Dans la version coréenne, le gouvernement sud-coréen est qualifié de « lâches qui se prosternent » (아부굴종하는 쓸개빠진자들, abugulchonghanŭn ssŭlkaeppajinjadŭl) devant les États-Unis<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> KCNA, 2015. S. Korean Plot-Breeding Organization against Reunification Should Be Dissolved: CPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 14 mars 2015. [Consulté le 15 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451904122-149053369/s-korean-plot-breeding-organization-against-reunification-should-be-dissolved-cprk/>

<sup>22</sup> UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, 2017. S/PV.8137 : *8137th meeting*. Seventy-second year. New York, NY : Security Council, p. 22.

<sup>23</sup> KCNA, 2015. 조평통 괴뢰통일준비위원회는 당장 해체되어야 한다 [chop'yŏngt'ong koerŏet'ong'ilchunbiwiwŏnhoenŭn tangjang haech'edoeyŏya handa / Comité pour la Réunification pacifique de la patrie: le Comité fantôme de préparation à la réunification doit être dissout immédiatement]. *KCNA* [en ligne].

La Corée du Nord estime que le projet de la Corée du Sud et des États-Unis est de procéder à une « réunification par absorption » (흡수통일, hŭpsut'ong'il) du Nord par le Sud. Cette perspective représente une menace pour les intérêts nationaux de Pyongyang qui lie alors dans son discours la question de la réunification, la souveraineté nationale et l'arme nucléaire.

Enfin, le dernier extrait est tiré d'une intervention de Ja Song Nam, Représentant de la RPDC auprès des Nations unies, lors d'une réunion du Conseil de Sécurité en décembre 2017, quelques mois après le dernier essai nucléaire nord-coréen. Le diplomate va encore plus loin cette fois en accusant le Conseil de Sécurité de s'incliner devant la volonté des États-Unis, décrits comme « *the ring leader of nuclear proliferation* ». L'ordre mondial qui prévaut selon cette vision nord-coréenne ne s'organise plus autour du leader traditionnel qu'est la Chine mais autour des États-Unis, qui constituent pour elle l'ennemi juré du régime nord-coréen.

Le concept de souveraineté fait l'objet d'une contestation régulière de la part de la Corée du Nord qui affirme que les inégalités persistent au sein de la communauté internationale et que le principe d'égalité souveraine des États n'est pas respecté. Ces critiques sont souvent accompagnées de métaphores sur le fait que les institutions internationales appliqueraient le système dit « deux poids, deux mesures » et que, par conséquent, les États plus faibles seraient la proie des plus forts. À ce sujet, Krasner a mis en évidence le fait que la souveraineté westphalienne peut en effet faire l'objet de violations car une certaine « hypocrisie organisée » subsiste dans le système international :

Outcomes in the international system are determined by rulers whose violation of, or adherence to, international principles or rules is based on calculations of material and ideational interests, not taken-for-granted practices derived from some overarching institutional structures or deeply embedded generative grammars. Organized hypocrisy is the normal state of affairs.<sup>24</sup>

En d'autres termes, cela signifie que les États sont généralement animés par une logique coût-bénéfices plutôt que par un respect profond pour des normes supranationales. Leur

---

14 mars 2015. [Consulté le 15 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2015/03/03-14/2015-0314-015.html>

<sup>24</sup> KRASNER, Stephen D., 1999. *Sovereignty: Organized Hypocrisy*. Princeton : Princeton University Press, p. 9.

adhésion à des régulations internationales dépendrait dès lors de l'intérêt que représente ce comportement pour eux malgré le fait qu'ils justifient leurs actions par des discours mettant en avant leur croyance en ces régulations internationales. Cette vision du système international rejoint la grille de lecture réaliste et la perspective nord-coréenne des relations internationales. Ainsi, que ce soit dans le cadre de l'ONU ou dans les médias nationaux, le régime nord-coréen dénonce l'hypocrisie qui prévaut dans les relations internationales :

The United States, the world's largest nuclear weapon State and the only country in the world that has used nuclear weapons against humankind, recently announced a new program to modernize all of its existing nuclear weapons, which poses a great threat to international peace and security. [...] Nevertheless, the United States frequently speaks of a so-called vision of a world free of nuclear weapons. That is mere hypocrisy intended to deceive the world, and nothing other than a smoke screen for covering up their strategy of nuclear monopoly and world hegemony.<sup>25</sup>

Bush's recent remarks openly demanding the DPRK to disarm itself clearly indicate that his utterances that the U.S. has no intention to invade north Korea and it would never attack north Korea are nothing but a gimmick as they are hypocrisy and a deceptive artifice to fool the world public.

He, in the final analysis, clearly disclosed that it is the real intention of the U.S. to bring down the system in the DPRK by force though everything in the world may change.<sup>26</sup>

Le régime international de non-prolifération est considéré comme un exemple d'hypocrisie par la Corée du Nord qui dénonce le fait que les puissances nucléaires, en particulier les États-Unis, poursuivent le développement qualitatif de leur arsenal nucléaire et constituent ainsi un frein à la réalisation de la dénucléarisation à l'échelle mondiale. Ce faisant, la RPDC estime que sa souveraineté se trouve menacée tant sur le plan politique que territorial. Le régime nord-coréen lie ainsi par le discours les concepts de prolifération nucléaire, d'États dotés de l'arme nucléaire, de sauvegarde du régime politique, d'intégrité du territoire et de souveraineté nationale. La Corée du Nord dénonce le fait que les États-Unis,

---

<sup>25</sup> UNITED NATIONS, 2016. A/C.1/71/PV.5 : *5th meeting*. Seventy-first session. New York, NY : General Assembly First Committee, p. 7.

<sup>26</sup> KCNA, 2004. DPRK Foreign Ministry Spokesman Blasts Bush's Reckless Remarks. *KCNA Watch* [en ligne]. 24 août 2004. [Consulté le 6 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452004155-88545720/dprk-foreign-ministry-spokesman-blasts-bushs-reckless-remarks/>

tout en employant un discours encourageant la communauté internationale à respecter les normes internationales en matière de non-prolifération, effectuent un calcul coût-bénéfices. Dans le cadre de ce calcul, les États-Unis ont par exemple entrepris des opérations militaires sans l'accord des Nations unies. Cette disparité entre les paroles et les actes a poussé la Corée du Nord à se présenter comme un acteur qui refuse cette disparité.

Sa définition de la souveraineté nationale se définit en creux par rapport à celle proposée par la communauté internationale. Elle implique le respect du principe fondamental de la non-ingérence des puissances dans ses affaires internes ainsi que le droit à la non-participation aux instances internationales et à la non-soumission à leurs règles, en particulier lorsque « *inter arma silent leges* », c'est-à-dire lorsqu'en temps de guerre, la loi se tait. Dès 1955, le Manifeste Russell-Einstein avait mis en garde la communauté internationale contre cet adage :

Whatever agreements not to use H-bombs had been reached in time of peace, they would no longer be considered binding in time of war, and both sides would set to work to manufacture H-bombs as soon as war broke out, for, if one side manufactured the bombs and the other did not, the side that manufactured them would inevitably be victorious.<sup>27</sup>

Entre les deux Corées, une « *endless war* » qui continue de se jouer<sup>28</sup> et, les accords conclus sont bafoués les uns après les autres. Alors que l'espoir d'une réconciliation s'étirole au fil des années, la posture de la Corée du Nord elle, se renforce grâce au développement de son programme nucléaire et balistique. Cette posture est à son tour consolidée par le discours sur le rôle qu'elle entend assurer tant au niveau régional qu'international.

---

<sup>27</sup> Statement: The Russell-Einstein Manifesto, 1955. *Pugwash Conferences on Science and World Affairs* [en ligne]. [Consulté le 3 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://pugwash.org/1955/07/09/statement-manifesto/>

<sup>28</sup> WERTHEIM, Stephen, 2019. The Only Way to End 'Endless War'. *The New York Times* [en ligne]. 14 septembre 2019. [Consulté le 19 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/09/14/opinion/sunday/endless-war-america.html>

### 7.1.2. Endosser le rôle de défenseur d'un nouvel ordre mondial

L'arme nucléaire fait partie intégrante de l'identité de la Corée du Nord. Lors de la révision de la Constitution en avril 2012, le pays a inscrit son statut d'État doté de l'arme nucléaire (핵보유국, haekpoyuguk) pour la première fois dans le texte. On peut alors supposer que le régime nord-coréen estimait que sa souveraineté nationale était assurée et qu'il affirmait ainsi son nouveau rôle au niveau régional et international. Parler de rôle dans les relations internationales renvoie à la perspective constructiviste qui observe les pratiques sociales qui ont lieu dans une structure donnée. Wendt a mis en évidence le fait que si un acteur traite un autre acteur comme un ennemi, ce dernier va accepter la définition de leur relation comme hostile et se composer un rôle caractérisé par l'inimitié conformément à cette définition<sup>29</sup>. En ce qui concerne la Corée du Nord, l'identification du pays comme hors-la-loi par la communauté internationale a donc pu contribuer à amplifier son attitude de défiance.

C'est notamment la question à laquelle Caisova tente de répondre à propos du rôle national que la Corée du Nord souhaite endosser sur un plan régional et mondial<sup>30</sup>. Caisova fonde ses travaux sur la théorie du rôle national élaborée par Holsti qui propose une typologie de 17 rôles nationaux à partir de l'analyse de discours de politique étrangère de 71 pays différents<sup>31</sup>. Il s'agit d'analyser la place occupée par la perception dans la politique étrangère d'un pays en se concentrant sur la conception que ses dirigeants politiques se font de leur rôle, ce qui influence par la suite la manière dont un État se présente devant la communauté internationale. Appliquée à la Corée du Nord, la théorie du rôle national permet de comprendre de quelle manière les décideurs politiques décrivent à travers leurs discours le rôle que celle-ci doit jouer dans les relations internationales et les conséquences de cette description sur la mise en œuvre de leur politique étrangère. Le rôle national se construit et se transforme au fil des relations sociales que les acteurs de la communauté internationale entretiennent, en particulier ceux considérés comme « *significant others* », c'est-à-dire les principaux acteurs dont un pays a besoin afin de construire un rôle. Dans notre cas précis, le rôle peut alors être plus précisément défini comme le discours employé par le

---

<sup>29</sup> WENDT, Alexander, 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 327.

<sup>30</sup> CAISOVA, Lenka, 2018. *North Korea's Foreign Policy: The DPRK's Part on the International Scene and Its Audiences*. New York, NY : Routledge.

<sup>31</sup> HOLSTI, K. J., 1970. National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy. *International Studies Quarterly*. 1970. Vol. 14, n° 3, pp. 233-309.

régime nord-coréen à propos de ses engagements, de ses tâches et de ses devoirs lorsqu'il interagit avec les pays considérés comme ses « *significant others* ». Il s'agit dès lors d'une combinaison des conceptions élaborées par son *ego* et des attentes formulées par son *alter*<sup>32</sup>. On retrouve ici la distinction effectuée au cours du chapitre 6 lors de l'analyse du code opérationnel des dirigeants nord-coréens entre la perception de soi-même et la perception de l'autre<sup>33</sup>.

Nous allons nous intéresser de plus près aux résultats de ces travaux afin de mesurer comment ces derniers complètent les analyses que nous avons nous-mêmes réalisées. Caisova réalise une analyse discursive à partir d'un corpus d'articles issus des périodiques nord-coréens *Korea Today* et *The Pyongyang Times* entre 1994 et 2015. À partir de ses observations, Caisova dresse une typologie de huit rôles nationaux majeurs que la Corée du Nord s'attribue en tant qu'acteur de la communauté nationale. Par ordre d'importance, il s'agit des rôles suivants :

- Le développeur interne (*internal developer*) : l'État accorde de l'importance aux questions liées au développement national plutôt qu'à un rôle au niveau international ;
- L'indépendant (*independent*) : l'État prend ses décisions politiques en fonction de ses propres intérêts plutôt que de soutenir les objectifs d'autres États dans le cadre d'une politique étrangère pouvant être définie comme passive ;
- L'indépendant actif (*active independent*) : l'État présente les mêmes caractéristiques que le rôle de l'indépendant mais présente une politique étrangère active en recherchant à lier des relations diplomatiques avec plusieurs États ;
- L'isolé (*isolate*) : l'État entretient un minimum de contacts avec l'extérieur et place la sauvegarde de sa souveraineté nationale comme objectif premier ;

---

<sup>32</sup> CAISOVA, Lenka, 2018. *Op. cit.*, p. 17.

<sup>33</sup> Note de l'auteur : nous soulignons la complémentarité de deux approches différentes qu'il est nécessaire de bien distinguer pour ne pas porter à confusion, d'une part celle de Ole R. HOLSTI qui a élaboré les questions du code opérationnel et d'autre part, celle de K. J. HOLSTI qui a établi une typologie des rôles nationaux.

- Le bastion de la révolution et libérateur (*bastion of revolution-liberator*) : l'État dirige plusieurs mouvements révolutionnaires à l'étranger et leur fournit un soutien matériel, politique ou idéologique ;
- L'agent anti-impérialiste (*anti-imperialist agent*) : l'État agit comme un agent de lutte contre l'impérialisme ;
- Le protecteur de la paix globale (*global peace protector*) : l'État s'engage à défendre la paix dans le monde ;
- Le protecteur de la paix régionale (*regional peace protector*) : l'État s'engage à défendre la paix au niveau régional.

La typologie ci-dessus est intéressante à plusieurs égards. Tout d'abord, cette typologie est détaillée : une distinction est marquée entre l'indépendant et l'indépendant actif, ainsi qu'entre le protecteur de la paix mondiale et le protecteur de la paix régionale. Ces nuances ont leur importance dans le cadre du discours car elles s'adressent à un public différent et elles visent des objectifs différents. De même, nous souscrivons à la distinction entre le bastion de la révolution et l'agent impérialiste. Les deux rôles présentent des points communs car ils impliquent une lutte contre des acteurs considérés comme des oppresseurs mais le premier s'inscrit dans une démarche plus proche de la guérilla locale tandis que le second comporte une dimension mondiale. En outre, cette typologie présente ses similitudes avec les résultats que nous avons obtenus lors de nos analyses qualitatives et quantitatives. Elle permet de donner un nom à des stratégies que nous avons observées. En effet, nous avons vu que les trois grands principes du *Juche* – l'indépendance politique, l'autosuffisance économique et l'autodéfense – influencent les objectifs stratégiques de la Corée du Nord. Mais ici on peut constater que ces trois principes correspondent aux cinq premiers rôles de la typologie, c'est-à-dire le développeur interne, l'indépendant, l'indépendant actif, l'isolé, le bastion de la révolution et libérateur et enfin, l'agent anti-impérialiste. Cette grille de lecture nous permet donc d'affiner nos résultats et de considérer quelle influence jouent les rôles et leurs représentations sur les stratégies de la Corée du Nord en lien avec l'arme nucléaire.



D'après la typologie de Caisova, le rôle national le plus fréquemment adopté par la Corée du Nord est celui de développeur interne : cela signifie que l'acteur se concentre sur les questions liées au développement interne du pays plutôt qu'à sa place sur l'échiquier international. Cependant, cela ne signifie pas que l'acteur rejette toute coopération internationale, si cela bénéficie au développement du pays, il peut au contraire rechercher une coopération économique ou technique<sup>34</sup>. En effet, Caisova souligne le fait que dans le cas de la Corée du Nord, le rôle de développeur interne est étroitement lié avec le développement de son programme nucléaire et balistique. Son analyse discursive confirme le fait que le régime nord-coréen reste fidèle au concept du *kangsŏngdaeguk* (강성대국) apparu pour la première fois dans son discours en janvier 1999<sup>35</sup>. Traduit littéralement, l'expression *kangsŏngdaeguk* signifie la construction d'une grande nation (대국, daeguk) à la fois puissante (강, kang) et prospère (성, sŏng). Le lien entre puissance militaire et prospérité économique reste indissociable dans son discours et ce lien a été renforcé avec la mise en œuvre des politiques *songun* puis, à partir de 2013, le rôle de développeur interne a été modifié en mettant l'accent sur le développement économique, conformément à la politique *byungjin* prônée par Kim Jong-un. Il apparaît donc que dans la rhétorique du régime nord-coréen, le développement de son programme nucléaire et balistique ait pour objectif la contribution à la prospérité économique du pays et non comme un moyen militaire destiné à l'agression vis-à-vis d'acteurs extérieurs. Il est à ce titre intéressant de souligner que les trois rôles nationaux suivants n'ont pas non plus pour cible des acteurs extérieurs : il s'agit de se concentrer sur l'indépendance du pays et d'assurer son autosuffisance. Les rôles de l'indépendant et de l'indépendant actif, adoptés par la Corée du Nord, visent à faire savoir à la communauté internationale que le pays ne veut accepter aucune directive et ne réagira à aucun *stimuli* de la part de puissances étrangères mais également qu'il est capable de trouver seul des solutions aux défis qu'il rencontre. En ce qui concerne plus particulièrement le rôle de l'indépendant actif, Holsti précise qu'en assumant ce rôle, un État accomplit un effort supplémentaire afin de se présenter en tant que non-aligné, notamment durant la période de la guerre froide, tout en cultivant un grand nombre de relations avec différents

---

<sup>34</sup> CAISOVA, Lenka, 2018. *Op. cit.*, p. 269.

<sup>35</sup> KOH, Byung-chul, 2005. "Military-First Politics" And Building A "Powerful And Prosperous Nation" In North Korea. In : *Nautilus Institute for Security and Sustainability* [en ligne]. 14 avril 2005. [Consulté le 1 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://nautilus.org/napsnet/napsnet-policy-forum/military-first-politics-and-building-a-powerful-and-prosperous-nation-in-north-korea/>

pays<sup>36</sup>. Ces pays sont les États n'ayant exprimé aucune hostilité vis-à-vis du régime nord-coréen ainsi que les alliés de longue date de la RPDC tels que la Chine ou la Russie. Ces observations corroborent également les nombreuses déclarations de la Corée du Nord faites au sujet de la coopération Sud-Sud, notamment lors des forums internationaux tels que le Sommet Asie-Afrique en avril 2015 au cours duquel Kim Yong Nam avait appelé à la mise en œuvre d'un nouveau partenariat stratégique afro-asiatique<sup>37</sup>.

Le rôle de l'isolé paraît toutefois contraster avec cette ouverture internationale car il s'agit de la volonté d'un État de réduire au minimum ses contacts avec des acteurs extérieurs. Caisova note que ce rôle est fréquemment lié à celui de l'agent anti-impérialiste, ce qui la conduit à conclure que la Corée du Nord veut démontrer à une audience internationale que sa souveraineté nationale, sa dignité et son système politique sont des valeurs essentielles qu'elle est prête à défendre à tout prix, sans compromis possible. Cependant, bien que Caisova relève le paradoxe entre le fait de vouloir faire de la RPDC une forteresse imprenable et son désir d'établir des liens avec les pays considérés comme amis du régime, elle ne cherche pas à analyser ce paradoxe. D'après l'analyse de la culture stratégique nord-coréenne que nous avons réalisée, nous pouvons émettre une hypothèse : la coopération avec des États désignés comme des amis est recherchée car la Corée du Nord estime que ces pays n'ont pas pour objectif de renverser le régime et n'exercent donc aucune menace vis-à-vis de sa souveraineté nationale. En revanche, le statut de forteresse imprenable doit être consolidé face à des forces considérées comme hostiles. La politique étrangère de la RPDC oscille constamment entre ces deux pôles opposés et la balance penche d'un côté ou de l'autre en fonction non seulement de sa perception de l'environnement international, mais plus précisément, en fonction de l'impact que ce dernier peut avoir sur sa souveraineté nationale. En effet, l'environnement international peut être perçu comme hostile par la Corée du Nord, sans que cela représente une menace pour sa souveraineté nationale. Nous avons observé précédemment que les dirigeants considèrent traditionnellement que l'univers politique dans lequel ils évoluent est hostile mais cette vision était contrebalancée par leur préférence stratégique pour la coopération en vue de la conclusion d'un accord. À

---

<sup>36</sup> HOLSTI, K. J., 1970. *Op. cit.*, p. 262.

<sup>37</sup> KCNA, 2015. Kim Yong Nam Calls for Boosting Friendly and Cooperative Relations with Asian, African Countries. *KCNA Watch* [en ligne]. 24 avril 2015. [Consulté le 4 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546405908-619860282/kim-yong-nam-calls-for-boosting-friendly-and-cooperative-relations-with-asian-african-countries/>. [Traduction de l'auteur]

l'inverse, la communauté internationale peut faire preuve d'engagement vis-à-vis de la Corée du Nord et pourtant, représenter un danger pour sa souveraineté nationale. On peut prendre pour exemple les catastrophes naturelles ainsi que les famines ayant sévi à la fin des années 1990 qui ont contraint le régime nord-coréen à accepter de l'aide humanitaire de la part d'organisations internationales ainsi que de pays étrangers. Cette coopération a constitué une grande menace aux yeux du régime nord-coréen dans la mesure où elle pouvait être interprétée comme un aveu de faiblesse, notamment par l'opinion publique domestique et provoquer une remise en cause de l'autorité de la classe politique dirigeante. Toute la tension concernant la prise de décision au sujet de la politique étrangère de la Corée du Nord se concentre donc dans la sauvegarde de sa souveraineté nationale.

Le rôle de bastion de la révolution et de libérateur est une attitude que nous avons déjà observée dans le cadre de l'analyse qualitative que nous avons effectuée grâce à l'approche de la *Critical Discourse Analysis*. D'après la nomenclature élaborée par Holsti, le rôle de bastion de la révolution et de libérateur trouve sa source dans le mouvement anticolonialiste et le désir de réaliser une unité ethnique fondés sur des principes idéologiques<sup>38</sup>. Cependant, ce rôle est devenu de plus en plus « vague et symbolique » au fil des années en raison du manque de pertinence d'une posture anticolonialiste au début des années 2000 pour devenir un rôle supposé de promotion de la justice et de l'égalité au niveau mondial. La cible des critiques a également changé : il s'agit plutôt aujourd'hui des organisations internationales telles que l'ONU et seuls les États-Unis sont considérés comme une puissance impérialiste.

Les deux derniers rôles adoptés par la Corée du Nord confirment les conclusions que nous avons établies précédemment : elle se présente comme un protecteur de la paix au niveau global et régional. Caisova a observé, comme nous l'avons expliqué au cours du chapitre 4, que selon la Corée du Nord, la paix se réalise à travers la confrontation plutôt que l'harmonie. En outre, ce rôle a connu des évolutions : entre 1995 et 1997, la Corée du Nord se fixait pour mission la défense d'un monde sans armes nucléaires mais au fur et à mesure que se développait son programme nucléaire, elle a établi dans son discours un lien entre la dissuasion nucléaire et la garantie de la paix et de la sécurité tant au niveau mondial que sur la péninsule coréenne. Une connexion entre le rôle de protecteur de la paix et celui de bastion de la révolution apparaît dans les données étudiées et cela en vertu de la volonté

---

<sup>38</sup> HOLSTI, K.J., 1970. *Op. cit.*, p. 296.

de la Corée du Nord de créer un nouvel ordre international pacifique, libéré de la domination hégémonique des États-Unis. Enfin, les huit rôles majeurs assumés par la Corée du Nord ont fait l'objet d'une classification en fonction du public auquel ils s'adressent : les « amis » de la Corée du Nord, ou ses « ennemis ». Le résultat est frappant : à l'exception du rôle d'indépendant actif destiné à ses « amis », tous les autres rôles ont pour cible ses « ennemis ». Cela signifie que les discours de la Corée du Nord à propos de sa politique étrangère et l'image qu'elle se forge sur la scène internationale, ont pour premier destinataire ses « ennemis », c'est-à-dire les pays qui critiquent le gouvernement nord-coréen et sont perçus comme une menace pour la souveraineté nationale.

Cependant, à la lumière des résultats obtenus lors de l'analyse qualitative et quantitative des discours que nous avons effectuée, la théorie des rôles nationaux comporte des aspects qui peuvent être interrogés. Tout d'abord, la typologie ne présente pas de rôle en relation avec le *statu quo* dans la région Asie-Pacifique. En effet, nous avons constaté que le discours de la Corée du Nord sur le développement de son programme nucléaire et balistique était ancré dans l'histoire de la Corée. Le but du régime nord-coréen est de briser l'image d'un pays vulnérable ayant subi des invasions étrangères et de se présenter comme un État possédant une force de dissuasion nucléaire. Cette puissance est nécessaire afin de conférer de la crédibilité à ses demandes concernant l'arrêt des exercices militaires conjoints, le retrait des troupes américaines du territoire sud-coréen, l'abandon du parapluie nucléaire américain et le renoncement de la Corée du Sud à la stratégie de réunification par absorption de la Corée du Nord. En outre, nous avons observé que le rôle de bastion de la révolution relevait majoritairement de la propagande du régime nord-coréen que d'un réel soutien logistique et financier à des mouvements de révolution à l'étranger. Il aurait été intéressant de donner des exemples de soutien à des mouvements révolutionnaires et à défaut, tenter de comprendre les motivations du régime nord-coréen dans la perpétuation de cette image. Enfin, grâce à notre analyse quantitative à travers l'analyse du code opérationnel des dirigeants, nous avons mis en évidence le fait que les leaders nord-coréens peuvent présenter une forte propension à changer de stratégies et de tactiques. Nous avons pu observer par exemple, que si un dirigeant nord-coréen estimait qu'une attitude coopérative ne lui apportait pas les bénéfices attendus, il pouvait basculer vers une stratégie conflictuelle car selon lui, l'impasse était préférable au compromis. On peut se demander, dans le cas de la typologie de Caisova, comment s'articulent ces rôles de manière dynamique, à quels moments stratégiques la Corée du Nord adopte un rôle plutôt qu'un autre et comment expliquer ces préférences. Mais devant la versatilité des rôles adoptés par la Corée

du Nord, nous allons observer que son discours présente une stratégie constante visant à réinterpréter les textes de loi officiels concernant le régime international de non-prolifération et la dénucléarisation de la péninsule coréenne afin de rétablir un ordre mondial plus juste, fondé sur sa conception de la souveraineté nationale.

## **7.2. UNE RÉINTERPRÉTATION NORD-CORÉENNE DES TRAITÉS INTERNATIONAUX ET DES DÉCLARATIONS CONJOINTES**

À travers l'étude de son discours, nous avons constaté que la Corée du Nord refusait de reconnaître l'ordre international actuel. Lorsqu'elle s'engage dans le cadre d'accords internationaux juridiquement contraignants, son discours permet aussi de comprendre son interprétation du texte et dans quelle mesure cette interprétation diffère parfois de l'esprit dans lequel il a été rédigé. En effet, les cycles de crises internationales liées au développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen ne s'expliquent pas uniquement par les « provocations » militaires de la Corée du Nord mais aussi par le fait que cette dernière a considéré, à plusieurs reprises, qu'en vertu de son interprétation des accords en vigueur, les essais nucléaires ainsi que les tests de lancement de missiles n'étaient pas des « provocations ». Essayons de comprendre quels sont les mécanismes d'interprétation des accords internationaux du régime nord-coréen et quelles sont les lacunes qu'il exploite pour justifier ses actions.

Acquérir les outils nécessaires à cette analyse est d'autant plus nécessaire que les accords conclus entre la RPDC et les différents acteurs de la région – États-Unis, Corée du Sud, Chine, Japon et Russie – se sont multipliés au fil des années sans qu'aucun n'ait encore pu aboutir à une dénucléarisation de la péninsule coréenne bien que ce sujet ait occupé une place centrale. Le discours de la Corée du Nord au sujet de son interprétation des traités est donc à considérer attentivement, au même titre que les accords eux-mêmes. Nous allons tout d'abord nous intéresser au noyau du contentieux qui oppose la Corée du Nord à la communauté internationale : le TNP. Puis nous considérerons son discours au sujet des déclarations conjointes juridiquement contraignantes concernant la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

### 7.2.1. Exploiter les biais du régime international de non-prolifération au profit de la stratégie nucléaire nord-coréenne

Lorsque la Corée du Nord annonça son retrait du TNP en 2003, Jon Yong Ryong, Représentant de la RPDC auprès de l'ONU avait apostrophé les États membres au sein l'Assemblée générale en leur demandant : « *What on earth is international law ? Who should implement it ?* »<sup>39</sup>. Les questions de Jon Yong Ryong mettent en évidence le fait que la Corée du Nord ne reconnaît pas les normes du droit international car elle considère que celles-ci participent à la construction d'un système international injuste. Pourtant en 1985, en signant le TNP, le régime a accepté de respecter ces normes. La même année, Nye observait que les États étaient prêts à « accepter une certaine inégalité organisée en termes d'armements » en vertu du Traité car, dans un contexte de course aux armements due à la rivalité entre les deux blocs, « une égalité anarchique apparaît plus dangereuse »<sup>40</sup>. Dans un contexte de guerre froide, la Corée du Nord a donc fait le choix de privilégier temporairement ses relations avec la puissance soviétique. Mais nous allons observer qu'elle a employé de manière constante un discours mettant en cause d'une part, l'interprétation du TNP, et d'autre part, les biais du régime international de non-prolifération.

Dès la première annonce de son retrait du TNP, en 1993, le régime nord-coréen a mis en place un discours qui défie les limites du droit international en matière de non-prolifération. Ce discours était doublé d'actions significatives qui modifiaient son statut vis-à-vis des accords internationaux, comme par exemple son retrait de l'AIEA en juin 1994. Déjà en octobre 1993, devant le refus de la Corée du Nord d'autoriser la tenue d'inspections spéciales de l'AIEA sur le site de Yongbyon, Hans Blix, directeur de l'agence, avait rappelé que les accords de garanties n'étaient pas un menu « *à la carte* » dans lequel l'État concerné pourrait choisir de se soumettre à tout ou partie des inspections mais qu'il s'agissait d'un « *whole menu* »<sup>41</sup>. C'est en effet la stratégie employée par la Corée du Nord dans le cadre de

---

<sup>39</sup> UNITED NATIONS, 2003. A/C.1/58/PV.23 : *23rd meeting*. Fifty-eighth session. New York, NY : General Assembly First Committee, p. 6.

<sup>40</sup> NYE, Joseph S., 1985. NPT: The Logic of Inequality. *Foreign Policy*. 1985. n° 59, pp. 123-131.

<sup>41</sup> SIGAL, Leon V., 1999. *Disarming Strangers: Nuclear Diplomacy with North Korea*. Kindle Edition. Princeton, NJ : Princeton University Press. Chapitre 3, paragraphe 3.

l'interprétation des accords et des déclarations conjointes : il s'agit de sélectionner les parties favorables à ses intérêts afin de redéfinir le texte ainsi que, parfois même, son contexte. En 2003, la Corée du Nord réduisit le délai effectif actant son retrait au bout trois jours, contrairement aux trois mois prévus par le Traité, interprétant sa première annonce de retrait annulée trois jours avant la date butoir comme faisant partie du délai déjà écoulé. En plus de cette interprétation à la carte du texte, elle rappela qu'elle n'était plus membre de l'AIEA, ce qui rendait son cas d'autant plus complexe et le recours à un tribunal d'arbitrage quasi-inaccessible : fallait-il dès lors conclure qu'elle n'est plus juridiquement liée par le Traité et qu'elle pouvait agir à son gré ? Si oui, en vertu de quelles dispositions juridiques était-il possible de la contraindre à stopper le développement de son programme nucléaire et balistique ? Sinon, comment prouver son appartenance à un Traité dont elle venait officiellement de se retirer alors que, par exemple, les États-Unis s'étaient retirés du Traité ABM sur l'interdiction de développement de systèmes anti-missiles en 2001, en vertu de l'Article XV paragraphe 2, très similaire à l'Article X paragraphe 1 du TNP, au motif que : « des événements extraordinaires liés à l'objet du traité [avaient] mis en péril ses intérêts suprêmes »<sup>42</sup> sans subir de conséquences ultérieures ?

Asada démontre que les États membres du TNP eux-mêmes, plusieurs mois après l'annonce du retrait, évitèrent délibérément de trancher l'épineuse question en raison de la confusion qui régnait non seulement vis-à-vis des dispositions du Traité, mais également en ce qui concernait le lien entre le KEDO et l'AIEA dont les accords de garanties devaient être respectés en vertu de l'*Agreed Framework*<sup>43</sup>. Dès 1998, la Corée du Nord effectua un lien entre les deux traités qui donna lieu à des éléments de langage que la communauté internationale a négligés.

En 1994, le Cadre agréé entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis a été adopté, et nous avons temporairement suspendu notre retrait annoncé du TNP, à condition que le Cadre agréé soit mis en œuvre. Par conséquent, la question de l'application de l'Accord de garanties ne peut être résolue que si le Cadre [agréé] est mis en œuvre. [...] Les deux Accords sont inséparablement liés. [...] Si le Cadre agréé

---

<sup>42</sup> ARMS CONTROL ASSOCIATION, [2001]. U.S. Withdrawal From the ABM Treaty: President Bush's Remarks and U.S. Diplomatic Notes. *Arms Control Association* [en ligne]. [Consulté le 29 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/act/2002-01/us-withdrawal-abm-treaty-president-bush%E2%80%99s-remarks-us-diplomatic-notes>

<sup>43</sup> ASADA, Masahiko, 2004. Arms Control Law in Crisis? A Study of The North Korean Nuclear Issue. *Journal of Conflict & Security Law*. Winter 2004. Vol. 9, n° 3, pp. 331-335.

entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis est rompu, nous n'aurons d'autre choix que d'exécuter notre décision de nous retirer du TNP.<sup>44</sup>

Il apparaît clairement ici que la Corée du Nord cherchait à tirer parti de la complexité des engagements auxquels elle était liée pour assurer sa sortie. Dans son discours, elle lie l'accord de garanties signé avec AIEA à l'accord bilatéral *Agreed Framework* conclu avec les États-Unis. Ce dernier prévoyait certes des contreparties financières et diplomatiques pour la Corée du Nord en échange de l'autorisation donnée à l'AIEA de mener des inspections spéciales, mais cela ne signifiait pas que le régime nord-coréen était dispensé de respecter le TNP. Or, selon l'argumentaire de la Corée du Nord, les manquements des États-Unis concernant l'*Agreed Framework* lui donnaient le droit de se retirer du TNP. Cette interprétation était un avertissement pour la communauté internationale : la Corée du Nord était en mesure d'exploiter les failles des multiples accord internationaux pour justifier ses actions.

Après 2003, la Corée du Nord a continuellement dénoncé l'inégalité entre les États dotés de l'arme nucléaire et les États non dotés qui, selon elle, fait intégrante du TNP et s'étend également au régime de non-prolifération dans son intégralité. Ce régime est composé de plusieurs institutions et accords internationaux, juridiquement contraignants ou non. Le tableau ci-dessous nous permet de dresser un panorama – non exhaustif – du régime international de non-prolifération.

**Table 6.1** Dimensions of the Nuclear Non-proliferation Regime

Rule-making	Core	Complementary	Deliberation
Law-based	NPT, RevCons		UNGA 1st Committee
Institutional	IAEA, UNSC		
Non-law based	NAM	NSG	UNSGABDM
Institutional	Western Group	PSI	
Informal	NAC, NPDI, JACUSNNZ	NSS	Annecy Meetings, Carnegie Conf. Wilton Park Meet.

**Tableau 1** – Régime international de non-prolifération

Source : MÜLLER, Harald et TOKHI, Alexandros, 2019. The Contestation of the Nuclear Non-proliferation Regime. In : STEPHEN, Matthew D. et ZÜRN, Michael (éd.), *Contested World Orders: Rising Powers, Non-Governmental Organizations, and the Politics of Authority Beyond the Nation-State*. Oxford : Oxford University Press. pp. 202-241.

<sup>44</sup> NATIONS UNIES, 1998. A/C.1/53/PV.6 : *Procès-verbal de la 6e séance de la Première Commission*. Cinquante-troisième session. Assemblée générale des Nations unies. New York, NY, p. 29.



L'institutionnalisation de l'asymétrie de puissance entre les États dotés et les États non dotés dans le cadre du régime international de non-prolifération fait régulièrement l'objet de contestation de la part de ces derniers, en particulier du mouvement des non-alignés et des pays de la zone Moyen-Orient<sup>45</sup>. Le TNP constitue la clé de voûte de ce régime international mais, comme nous allons le constater, il existe des biais dans l'interprétation du texte que la Corée du Nord a réussi à exploiter afin de faire progresser sa stratégie nucléaire. Au moyen de l'intertextualité, elle a construit un discours qui pourrait potentiellement être reproduit par d'autres acteurs insatisfaits. C'est dans l'esprit de contestation évoqué plus haut que la Corée du Nord justifia son retrait du TNP en exerçant son droit de retrait le 12 mars 1993 « conformément au paragraphe 1 de l'Article X du TNP, au regard de la situation extraordinaire qui prévaut en RPDC et qui met en péril ses intérêts suprêmes »<sup>46</sup>. La menace planant sur les intérêts suprêmes auxquels la lettre fait référence à la résolution du Conseil des gouverneurs de l'AIEA qui exigeait du pays « d'ouvrir [ses] sites militaires qui n'ont absolument aucun lien avec des activités nucléaires » afin de mener des inspections spéciales. La lettre ajoute également que les inspections sur des sites militaires pourraient créer un précédent qui contribuerait à légitimer les ingérences dans les affaires internes d'un pays. Or, il est vrai que l'Article X prévoit, au paragraphe précédemment indiqué, une possibilité de retrait sous de telles circonstances :

Chaque Partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, aura le droit de se retirer du Traité si elle décide que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du présent Traité, ont compromis les intérêts suprêmes de son pays. Elle devra notifier ce retrait à toutes les autres Parties au Traité ainsi qu'au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies avec un préavis de trois mois. Ladite notification devra contenir un exposé des événements extraordinaires que l'État en question considère comme ayant compromis ses intérêts suprêmes.<sup>47</sup>

---

<sup>45</sup> MÜLLER, Harald et TOKHI, Alexandros, 2019. *Op cit.*

<sup>46</sup> KIM, Yong Nam, 1993. S/25405 : *Letter dated 12 March 1993 from the Minister for Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea addressed to the President of the Security Council*. New York, NY. United Nations Security Council.

<sup>47</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017. Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. *Nations unies Collection des Traités* [en ligne]. 7 juillet 2017. [Consulté le 30 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=XXVI-9&chapter=26&clang=fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVI-9&chapter=26&clang=fr) [Souligné par l'auteur]

D'un point de vue strictement procédural, la Corée du Nord remplissait les conditions énoncées à l'Article X. Mais la procédure qui eut lieu fut plus complexe : tout d'abord, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, déclara en février 2003 que la Corée du Nord n'était pas en règle au regard de ses obligations vis-à-vis des accords de garanties et saisit le CSNU<sup>48</sup>. Pourtant, selon ses mots, « l'AIEA n'est pas partie au TNP et n'est donc pas en mesure de déterminer le statut d'adhésion d'un État partie au [TNP] »<sup>49</sup>. Cela signifie que l'AIEA ne possède pas la compétence pour interpréter le traité. En outre, si l'on s'intéresse à la structure institutionnelle qui sous-tend le traité, on s'aperçoit qu'aucune autre institution ne possède d'autorité en matière d'interprétation du texte<sup>50</sup>. Or, selon la doctrine traditionnelle du droit international, les États parties à un traité sont considérées comme compétentes pour interpréter le texte. Cette interprétation dite authentique est à distinguer de l'interprétation qui fait foi rendue par un tribunal international<sup>51</sup>. Selon les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne, les parties doivent interpréter un traité « de bonne foi ». La seule instance qui possède l'autorité de débattre du texte est le Premier comité de l'Assemblée générale de l'ONU, comme exposé dans le *Tableau 1*. Or, la Corée du Nord avait choisi de saisir le CSNU. Joyner souligne le fait que ce vide juridique a laissé au CSNU toute la latitude d'interpréter le TNP selon ses intérêts et plus particulièrement, selon ceux des États dotés de l'arme nucléaire qui, dans leurs discours, ont accordé beaucoup d'importance au premier pilier du Traité c'est-à-dire la non-prolifération, au détriment des deux autres – l'usage pacifique et le désarmement – ce qui a eu pour effet une interprétation biaisée du texte et une situation déséquilibrée au niveau international<sup>52</sup>.

En effet, les États dotés ont construit un discours selon lequel la priorité absolue devrait être accordée à la non-prolifération qui constituerait le « cœur » du Traité, délaissant d'une part, les problématiques liées à l'usage pacifique des technologies liées au nucléaire pourtant décrit à l'Article IV comme « un droit inaliénable de toutes les Parties

---

<sup>48</sup> IAEA, 2014. Fact Sheet on DPRK Nuclear Safeguards. In : *International Atomic Energy Agency* [en ligne]. 25 juillet 2014. [Consulté le 10 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.iaea.org/newscenter/focus/dprk/fact-sheet-on-dprk-nuclear-safeguards>

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> TZENG, Peter, 2015. Nuclear arbitration: Interpreting non-proliferation agreements. *Nuclear Law Bulletin*. 4 décembre 2015. Vol. 2015, n° 1, pp. 41-64.

<sup>51</sup> LIEBY, Thomas, 2020. Quelques réflexions sur l'interprétation des conventions internationales du travail par le juge national. *Revue internationale de droit économique*. 2020. Vol. XXXIV, n° 1, pp. 5-31.

<sup>52</sup> JOYNER, Daniel H., 2011. *Interpreting the Nuclear Non-Proliferation Treaty*. Oxford : OUP Oxford, pp. 35-46.

au Traité »<sup>53</sup> et d'autre part, leur propre responsabilité vis-à-vis de l'objectif de désarmement mondial, qui sous-entend le démantèlement de leurs arsenaux nucléaires. L'emploi de l'expression « droit inaliénable » est assez rare dans les traités internationaux pour être souligné : l'expression est généralement réservée au domaine des droits de l'homme, ce qui renforce la légitimité des demandes des États non dotés d'accéder aux technologies du nucléaire civil voire l'obligation des États possédant lesdites technologies de les y aider. Cela pose également, en creux, la question de la légitimité de certaines sanctions économiques unilatérales ou multilatérales prises à l'encontre de pays afin d'empêcher le développement d'un programme nucléaire militaire : ces mesures coercitives doivent être proportionnées afin de n'entraver en aucun cas l'accès au nucléaire civil qui est « un droit inaliénable » de tous les États partie au TNP. Or, la portée des sanctions devrait également relever de l'autorité compétente en matière d'interprétation du Traité mais en l'absence de désignation d'une institution, l'imposition de sanctions relève des États membres eux-mêmes ou bien du CSNU. Pourtant, les accords de garanties conclus entre l'AIEA et la Corée du Nord prévoyaient une possibilité d'arbitrage en cas de litige entre un pays membre et l'Agence. Une clause d'arbitrage était prévue dès 1977, lorsque la RPDC avait conclu l'accord de garanties INFCIRC/66 avec l'Agence qui couvrait les modalités d'accès au réacteur de recherche fourni par l'URSS. Puis, en vertu de l'Article 22 de l'accord de garanties de 1992, la Corée du Nord jouissait également du droit d'invoquer un tribunal d'arbitrage :

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord, [...] doit, à la demande de l'une ou de l'autre, être soumis à un tribunal d'arbitrage composé comme suit : la République populaire démocratique de Corée et l'Agence désignent chacune un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés élisent un troisième arbitre qui préside le tribunal. Si la [RPDC] ou l'Agence n'a pas désigné d'arbitre dans les trente jours qui suivent la demande d'arbitrage, la [RPDC] ou l'Agence peut demander au Président de la Cour internationale de justice de nommer un arbitre, la même procédure est appliquée si le troisième arbitre n'est pas élu dans les trente jours qui suivent la désignation ou la nomination du deuxième.<sup>54</sup>

---

<sup>53</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017. *Op. cit.*

<sup>54</sup> AIEA, 1992. INFCIRC/403 : Accord du 30 janvier 1992 entre le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [en ligne]. Vienne. *AIEA*.

La Corée du Nord aurait pu invoquer cette clause d'arbitrage afin de ne pas subir des mesures coercitives de la part du Conseil de sécurité de l'ONU et se tourner vers la Cour internationale de justice. En effet, la CIJ pourrait trancher en faveur de la Corée du Nord, notamment dans le cadre de sa contestation des processus d'évaluation des preuves par des organes politiques tels que le Conseil de sécurité et l'AIEA. La Corée du Nord avait plusieurs fois affirmé que l'AIEA était partielle car elle avait fondé sa décision de non-conformité en 1993 sur des renseignements secrets fournis par les États-Unis que Pyongyang n'avait pas été en mesure de contester<sup>55</sup>. À ce jour, le gouvernement de la RPDC estime qu'aucun texte juridique ne peut le contraindre à interrompre le développement de son programme nucléaire et balistique bien que le Conseil de sécurité de l'ONU l'appelle à rentrer dans le régime du TNP.

#### 7.2.2. *Dénoncer les accords fondamentaux sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne*

Parmi les accords fondamentaux sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne conclus entre les deux Corées, on trouve la *Joint Declaration of South and North Korea on the Denuclearization of the Korean Peninsula* de 1992. Elle reste pertinente encore aujourd'hui pour deux raisons : il s'agit d'un accord juridiquement contraignant qui ne contient aucune clause de retrait et il constitue la base sur laquelle sont fondés les accords majeurs sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen qui l'ont suivi comme par exemple l'*Agreed Framework* de 1994. Bien que Kim Jong Il et Kim Dae-jung aient signé la *South-North Joint Declaration* lors du sommet intercoréen de juin 2000, ce texte était faible en substance et ne mentionnait ni l'armistice de 1953 ni la déclaration conjointe de 1992. Il ne s'agit donc pas d'un accord fondamental. Par la suite, les deux Corées ont ensuite signé la *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks* de 2005 – qui est mentionnée dans les déclarations ultérieures des Pourparlers à six ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>56</sup>. Nous allons

---

[Consulté le 20 mai 2020]. Disponible à l'adresse : [https://www.iaea.org/sites/default/files/publications/documents/infcircs/1992/infcirc403\\_fr.pdf](https://www.iaea.org/sites/default/files/publications/documents/infcircs/1992/infcirc403_fr.pdf).

<sup>55</sup> FRY, James D., 2013. *Legal Resolution of Nuclear Non-Proliferation Disputes*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 308.

<sup>56</sup> LEWIS, Jeffrey, 2011. Why the 1992 Joint Declaration on Denuclearization of the Korean Peninsula Still Matters. *38 North* [en ligne]. 18 mars 2011. [Consulté le 10 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2011/03/1992-joint-declaration/>

donc nous concentrer sur l'analyse du discours nord-coréen à propos des déclarations conjointes de 1992, 2005 et enfin, la déclaration plus récente de Panmunjeom signée en 2018 entre Kim Jong Un et Moon Jae-in.

Au cours d'un processus de négociation, les acteurs doivent dépasser les demandes et les promesses de la partie adverse et anticiper la manière dont les accords, une fois conclus, seront respectés. En effet, malgré sa précision, le texte d'un accord ne peut pas couvrir en détail toutes les éventualités. Il subsiste donc une marge quant à sa mise en œuvre qui dépend de la manière dont les parties adverses interprètent le texte. Garfield et Whyte choisissent d'illustrer ce principe à travers l'exemple suivant :

The skillful manager or union leader does not confine his attention in bargaining to the phraseology of contract clauses. He interprets a particular clause against his estimate of the people who sit across the table from him. Would they take advantage of a technicality? Would they be willing to make adjustments for many situations that are difficult to cover in written words?<sup>57</sup>

Les négociateurs doivent donc évaluer leurs interlocuteurs afin de déterminer non seulement ce qu'ils peuvent obtenir d'eux, mais également ce qu'ils doivent obtenir d'eux. Plus leur crainte et leur méfiance sont grandes, plus l'accord devra être détaillé et plus ils exigeront des garanties<sup>58</sup>. Les accords et les déclarations conjointes constituent une structure au sein de laquelle les négociations internationales sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne prennent place. Les engagements pris conditionnent l'évolution des relations entre les parties. Mais dans le cas de la Corée du Nord, malgré sa méfiance, elle affiche une préférence pour les accords moins détaillés, qui laissent une marge importante à l'interprétation voire à la renégociation. La réticence de ses interlocuteurs à détailler le texte l'encourage à tirer parti du contexte changeant afin de remettre en question l'esprit d'un accord. Et par conséquent, petit à petit, elle est parvenue à éroder la base sur laquelle reposent les négociations relatives à la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

---

<sup>57</sup> GARFIELD, Sidney et WHYTE, William F., 1950. *The Collective Bargaining Process: A Human Relations Analysis*. *Human Organization*. 1950. Vol. 9, n° 4, pp. 25-29, cité dans JERVIS, Robert, 1976. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton, NJ : Princeton University Press, p. 45.

<sup>58</sup> *Ibid.*

L'interprétation de la déclaration conjointe de 1992 est cruciale car elle vaut pour toutes négociations ultérieures sur le développement du programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord. Les deux Corées s'étaient engagées à ne pas tester, fabriquer, produire, recevoir, posséder, stocker, déployer ou utiliser des armes nucléaires, ni posséder d'installations de retraitement et d'enrichissement de l'uranium. De plus, l'usage de l'énergie nucléaire devait être limité à des fins pacifiques<sup>59</sup>. Après la signature de la déclaration, la Corée du Nord communiqua sa première interprétation la définissant comme « une déclaration par laquelle le Nord et le Sud résoudre les problèmes de la paix et de la réunification grâce à des efforts conjoints »<sup>60</sup>. Si l'accord fut conclu entre les deux Corées, aucune clause ne circonscrit la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne à ces deux États exclusivement. Le préambule mentionne par ailleurs que l'objectif est de contribuer à la paix et la sécurité en Asie et dans le monde. Il est donc possible de comprendre que la contribution d'acteurs extérieurs à cette juste cause était encouragée. Ce fut encore le cas avec la déclaration conjointe du 19 septembre 2005 conclue par les pays participant aux Pourparlers à six. Elle mentionnait explicitement la déclaration de 1992 à l'article 1, et le fait que ni la Corée du Sud, ni les États-Unis ne stockeraient d'armes nucléaires sur le territoire sud-coréen<sup>61</sup>. La déclaration de 2005 fut source d'espoir pour la communauté internationale car d'après l'article 1, Pyongyang s'engageait aussi à abandonner son programme et ses armes nucléaires et à respecter à nouveau les dispositions du TNP ainsi que les accords de garanties de l'AIEA. À l'article 2, la RPDC et les États-Unis s'engageaient en outre à respecter mutuellement leur souveraineté, à coexister pacifiquement et à prendre des mesures pour normaliser leurs relations.

Pourtant, l'article 2 constitua le fondement de l'argumentaire du ministère des Affaires étrangères nord-coréen lorsqu'il avertit les États parties des Pourparlers à six du

---

<sup>59</sup> Joint Declaration of South and North Korea on the Denuclearization of the Korean Peninsula, 2011. *Nuclear Threat Initiative* [en ligne]. [Consulté le 9 février 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nti.org/learn/treaties-and-regimes/joint-declaration-south-and-north-korea-denuclearization-korean-peninsula/>

<sup>60</sup> PYONGYANG KOREAN CENTRAL BROADCASTING NETWORK, 1992. N-S Nuclear Accord « Fruition » of Peace Policy. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 23 janvier 1992.

<sup>61</sup> DEPARTMENT OF STATE. THE OFFICE OF ELECTRONIC INFORMATION, 2005. Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks Beijing, September 19, 2005. *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 19 septembre 2005. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2001-2009.state.gov/r/pa/prs/ps/2005/53490.htm>

possible abandon du processus, quelques mois avant le deuxième essai nucléaire nord-coréen en 2009 :

We consented to the September 19 Joint Statement, not prompted by the desire to improve the relations through denuclearization, but proceeding from the principled stand to realize the denuclearization through the normalization of the relations. Our aim to denuclearize the Korean Peninsula is, above all, to remove the U.S. nuclear threat to the DPRK that has lasted for the past half century. [...]

It is a twisted logic to assert that the bilateral relations can be improved only when we show nukes before anything else, and this is a distortion of the spirit of the September 19 Joint Statement.<sup>62</sup>

La Corée du Nord interprète l'abandon de ses armes nucléaires prévu par l'article 1 de la déclaration de 2005 comme une mesure postérieure à la normalisation des relations avec les États-Unis. Elle met en avant les mesures que la partie américaine doit prendre sans mentionner ses propres obligations. En outre, la « logique » nord-coréenne se concentre exclusivement sur une partie des dispositions de l'article 2, passant sous silence le fait que l'article prévoit que les participants des Pourparlers à six doivent « respecter les objectifs et les principes de la Charte des Nations unies et les normes internationales ». Il semble que la normalisation des relations avec les États-Unis est considérée comme le motif premier de la signature nord-coréenne de la déclaration de 2005. Bien que le texte évoque le principe de « *action for action* », la Corée du Nord estime que l'esprit de la déclaration n'est pas respecté. Le désaveu de la déclaration de 2005 a marqué l'échec des Pourparlers à six.

Par la suite, ce fut au tour de la déclaration de 1992 d'être attaquée dans le discours nord-coréen lors de la crise des missiles 2013. C'est à nouveau par la même interprétation qu'elle justifie l'annulation de la déclaration conjointe :

[W]e declare complete nullification of the “Joint Declaration on Denuclearization on the Korean Peninsula” adopted in 1992 and its total invalidity.

The joint declaration already proved a dead paper long ago due to the moves of the U.S. and the puppet group for a nuclear war against the north and their nuclear rackets

---

<sup>62</sup> KCNA, 2009. DPRK Foreign Ministry's Spokesman Dismisses U.S. Wrong Assertion. *KCNA Watch* [en ligne]. 13 janvier 2009. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451888235-271243431/dprk-foreign-ministrys-spokesman-dismisses-u-s-wrong-assertion/>

against it. It is needless to say that there is no need for us to be bound to the declaration.<sup>63</sup>

Selon le discours nord-coréen, les États-Unis, qui ne sont pourtant ni parties à la déclaration ni mentionnés dans le texte, sont responsables de sa fin. La Corée du Nord fait référence ici aux exercices militaires conjoints des USFK et de l'armée sud-coréenne qui sont considérés comme des exercices nucléaires destinés à préparer l'invasion du pays. L'année suivante, en 2014, la Corée du Nord, au moyen de l'intertextualité, remet en cause la structure même du dialogue intercoréen en se basant sur l'annulation de la déclaration de 1992 :

In 1992, the north-south agreement was adopted and [...] the north and the south agreed on their political will and ways for solving the question of the country's reunification and peace by the Koreans themselves in the June 15 north-south joint declaration in 2000 and the October 4 declaration in 2007. This left the U.S. with no justifications to keep its forces in south Korea. It is, therefore, self-evident that had the U.S. forces pulled out of south Korea, the situation would not have deteriorated due to the military exercises on the peninsula.<sup>64</sup>

Ici, le discours nord-coréen remet en question la déclaration de 1992 ainsi que toutes les déclarations conjointes publiées lors des sommets intercoréens qui eurent lieu en 2000 et 2007. La présence des USFK au sud de la péninsule constitue la justification de la Corée du Nord pour mettre fin à ses engagements. Le fait que Séoul n'entretienne pas une relation exclusive avec Pyongyang est considéré comme une violation de l'esprit – et même du texte – des déclarations conjointes. Le discours nord-coréen est paradoxal : d'une part, la RPDC déclare qu'elle ne reconnaît pas la légitimité de la Corée du Sud au sujet de la question nucléaire et qu'elle ne souhaite traiter qu'avec les États-Unis ; et d'autre part, elle exige de la Corée du Sud un dialogue bilatéral exclusif afin de réaliser la dénucléarisation de la

---

<sup>63</sup> KCNA, 2013. DPRK FM Statement Distributed as Official Document at UNSC. *KCNA Watch* [en ligne]. 25 janvier 2013. [Consulté le 25 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895908-977574289/dprk-fm-statement-distributed-as-official-document-at-unsc/>

<sup>64</sup> KCNA, 2014. U.S. Forces in S. Korea Are Cancer-like Entity: Institute for Disarmament and Peace. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 septembre 2014. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451896719-952538851/u-s-forces-in-s-korea-are-cancer-like-entity-institute-for-disarmament-and-peace/>



péninsule coréenne. Le régime nord-coréen a pu se défaire d'une grande partie de ses engagements en jouant de cette contradiction qui n'était pas flagrante au premier abord. Plus récemment, la Corée du Nord a contesté la déclaration de Panmunjeom pour la paix, la prospérité et la réunification de la péninsule coréenne conclue en 2018 lors du sommet intercoréen entre Kim Jong Un et Moon Jae-in<sup>65</sup>. Dans le texte de la déclaration de Panmunjeom, la déclaration de 1992 n'est plus mentionnée, seul l'armistice de 1953 est évoqué – et cela alors que la Corée du Sud n'est pas signataire de l'armistice. La stratégie de la Corée du Nord d'éliminer toute mention de la déclaration de 1992 avait porté ses fruits. Toutefois, la déclaration de Panmunjeom peut être considérée comme une avancée en raison des détails concernant la mise en œuvre des engagements des deux parties, leur engagement à suspendre leurs exercices militaires et leur projet de transformer la zone démilitarisée en zone de paix. Mais en 2019, lors de la reprise des exercices militaires conjoints entre la Corée du Sud et les États-Unis, la Corée du Nord déclara que ces actions violaient toutes les déclarations signées au cours de l'année précédente :

Despite our repeated warnings, the United States and south Korean authorities have finally started the joint military exercise targeting the DPRK.

This is an undisguised denial and a flagrant violation of June 12 DPRK-U.S. Joint Statement, Panmunjom Declaration and September Pyongyang Joint Declaration, all of which are agreements to establish new DPRK-U.S. relations and build a lasting and stable peace regime on the Korean peninsula.<sup>66</sup>

Dans ces déclarations, la Corée du Sud, les États-Unis et la Corée du Nord s'étaient engagés à limiter les hostilités militaires, en particulier sur la DMZ, mais sans plus de précisions sur ce que chaque partie considère comme un acte hostile. En outre, la suspension des exercices militaires était un engagement temporaire, ce qui explique que Séoul et Washington aient repris leurs exercices militaires conjoints. La Corée du Nord a interprété ces actions comme une démonstration d'hostilité et une rupture du dialogue. Ainsi, malgré le caractère plus

---

<sup>65</sup> Agreement on the Implementation of the Historic Panmunjom Declaration in the Military Domain, 2018. *The National Committee on North Korea* [en ligne]. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.ncnk.org/resources/publications/agreement-implementation-historic-panmunjom-declaration-military-domain.pdf>

<sup>66</sup> KCNA, 2019. Spokesperson for Ministry of Foreign Affairs of DPRK Issues Press Statement. *KCNA Watch* [en ligne]. 6 août 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1565101262-835698019/spokesperson-for-ministry-of-foreign-affairs-of-dprk-issues-press-statement/>

détaillé de la déclaration de Panmunjeom, la Corée du Nord cherche à exploiter les détails non mentionnés pour blâmer les autres parties<sup>67</sup>.

Le document officiel le plus complet, et auquel aucune référence n'est pourtant faite, est un document annexe à la déclaration de Panmunjeom : l'*Agreement on the Implementation of the Historic Panmunjom Declaration in the Military Domain* signé par le ministre de la Défense sud-coréen et le ministre des Forces armées nord-coréen<sup>68</sup>. Cet *Agreement* comporte une série de mesures destinées à éviter un « *accidental military clash* », notamment des modalités concernant les exercices militaires. Après étude du document, nous avons conclu que les exercices militaires conjoints ne constituaient pas une violation des engagements américains et sud-coréens. On peut regretter que la rhétorique traditionnellement véhémente de la Corée du Nord à propos des exercices militaires conjoints ait mis fin au premier accord militaire conclu dans l'histoire des deux Corées. Chung estime que le texte constituait une base solide pour la mise en œuvre d'une stratégie destinée à dénucléariser la péninsule coréenne et à mettre fin aux affrontements militaires<sup>69</sup>. Par la diversité des domaines militaires couverts par l'*Agreement – No Fly Zones*, signaux d'alerte, exercices militaires, démilitarisation de la JSA – le texte représentait une opportunité d'ouvrir de nouveaux dialogues entre les deux pays. Cependant, ces domaines ne constituant pas une priorité pour la Corée du Nord qui passa de la coopération au conflit. Son discours a progressivement mis fin à tous les accords précédemment conclus au sujet de la dénucléarisation de la péninsule coréenne dans le but de reconstruire l'équilibre des puissances dans la région sur une nouvelle base : celle de son statut d'État doté *de facto* de l'arme nucléaire. En vertu de cette stratégie, le pays affiche des priorités spécifiques à sa situation et son histoire, qui divergent de celles des autres États présentant des ambitions nucléaires, bien qu'elle y soit assimilée.

---

<sup>67</sup> CARLIN, Robert, 2016. Details, Details: History Lessons from Negotiating with North Korea. *38 North* [en ligne]. 14 octobre 2016. [Consulté le 7 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2016/10/rcarlin101416/>

<sup>68</sup> SONG, Young Moo et NO, Kwang-chol, 2018. Agreement on the Implementation of the Historic Panmunjom Declaration in the Military Domain. *The National Committee on North Korea* [en ligne]. 19 septembre 2018. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.ncnk.org/resources/publications/agreement-implementation-historic-panmunjom-declaration-military-domain.pdf>

<sup>69</sup> CHUNG, Kyung-young, 2018. 판문점선언 이행을 위한 군사분야 합의서의 오해와 진실 [p'anmunjomsŏnŏn ihaeng'ŭl wihan kunsabunya habŭisŏŭi ohaewa chinsil / Malentendus et vérités à propos de l'accord militaire pour la mise en œuvre de la Déclaration de Panmunjeom]. *Sejong Institute* [en ligne]. 11 octobre 2018. [Consulté le 21 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://sejong.org/web/board/1/egoread.php?bd=2&itm=&txt=&pg=1&seq=4459>

### 7.3. LE REFUS DU MODÈLE IRANIEN ET L'AMBITION DE RECONNAISSANCE DE L'ARME NUCLÉAIRE PAKISTANAISE

Le panorama de la culture stratégique de la Corée du Nord que nous avons dressé précédemment nous a permis de remettre en contexte les déclarations du régime nord-coréen au sujet de son programme nucléaire et balistique. Puis, les résultats obtenus d'après nos analyses discursives ont permis de formuler une hypothèse selon laquelle le programme nucléaire et balistique nord-coréen est avant tout un moyen de légitime défense afin d'assurer la souveraineté nationale du pays et non une arme offensive. Si notre hypothèse se vérifie, nous serons en mesure d'affirmer que cette dernière constitue la « grande stratégie » de la RPDC. Différentes approches coexistent en ce qui concerne le concept de « grande stratégie ». Les débats opposent d'une part, les classicistes qui considèrent que le facteur central dans la définition d'une grande stratégie de la part d'un État est la puissance militaire<sup>70</sup>, et d'autre part, la tradition des relations internationales qui défend une acception plus large du concept afin d'y inclure non seulement la stratégie militaire mais également des instruments diplomatiques, économiques et technologiques<sup>71</sup>. Balzacq *et al.* ont fait le choix de considérer le concept de grande stratégie comme un « concept empirique » fondé sur quatre attributs majeurs : la mémoire collective ou historique relayée à travers une littérature alimentant une « pathologie nationale » ; la priorisation des objectifs, notamment à long terme ; l'ajustement des ressources à disposition afin de réaliser lesdits objectifs ; et enfin, l'identification d'un cadre intellectuel ou d'un principe directeur sur lequel se fondent les politiques étatiques<sup>72</sup>.

Cette approche empirique nous intéresse car elle permet de réaliser une analyse comparative de la grande stratégie de la Corée du Nord. D'après nos observations, sa culture stratégique possède des similitudes avec celle de l'Iran et du Pakistan. Les trois pays

---

<sup>70</sup> ART, Robert, 2003. *A Grand Strategy for America*. Ithaca, NY: Cornell University Press. ; POSEN, Barry R., 2014. *Restraint: A New Foundation for U.S. Grand Strategy*. Ithaca, NY: Cornell University Press.

<sup>71</sup> FEAVER, Peter, 2009. What is grand strategy and why do we need it? *Foreign Policy* [en ligne]. 8 avril 2009. [Consulté le 22 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://foreignpolicy.com/2009/04/08/what-is-grand-strategy-and-why-do-we-need-it/>

<sup>72</sup> BALZACQ, Thierry, DOMBROWSKI, Peter et REICH, Simon (éd.), *Comparative Grand Strategy: A Framework and Cases*. Oxford : OUP Oxford, pp. 9-10.

ont en commun le fait qu'ils défient l'équilibre des puissances et le *statu quo* dans leurs régions respectives en développant un programme nucléaire. Ils partagent une vision réaliste de la situation à laquelle ils font face mais dénoncent régulièrement le fait que les dynamiques internationales ne répondent pas à une logique anarchique au sens réaliste mais à une hiérarchie fondée sur des idéaux libéraux, incompatibles avec leurs idéologies. Tous trois entretiennent également des liens relatifs au transfert de technologies liées à la prolifération nucléaire et à la production de missiles balistiques. De plus, tout comme la Corée du Nord, les stratégies de dissuasion nucléaire de l'Iran et du Pakistan peuvent être qualifiées de « dissuasion du faible au fort »<sup>73</sup>. Pourtant, ces trois États ont connu des trajectoires différentes. Du côté pakistanais, son refus d'adhérer au TNP et le développement de son programme nucléaire dans le but de contrebalancer la puissance indienne ont été couronnés de succès alors que du côté iranien, le respect des injonctions du Traité a été subordonnée aux réalités de l'équilibre des puissances au Moyen-Orient sans pour autant que le programme nucléaire iranien, contraint par les régulations internationales, ne réussisse à se développer sur le modèle de Pyongyang. Depuis son retrait du TNP en 2003 et jusqu'à ce jour, la Corée du Nord diffère fondamentalement du régime iranien qui lutte pour développer son programme nucléaire indigène. La Corée du Nord, elle, continue de développer son arsenal nucléaire et balistique malgré les sanctions internationales en cherchant à se rapprocher de la stratégie nucléaire du Pakistan. Effectuer une analyse comparative nous permettrait de tracer, en pointillés, une trajectoire conjecturale du programme nucléaire nord-coréen pour les années à venir.

### 7.3.1. *L'accord sur le nucléaire iranien, un scénario redouté par la Corée du Nord*

Le choix de l'Iran comme premier sujet de comparaison peut s'expliquer par le fait que les deux pays partagent de nombreuses similitudes et que d'après la perception américaine, ils ont tous deux fait partie, à un moment de l'histoire, de « l'Axe du mal » selon la vision du monde proposée par George W. Bush. Mais l'association faite va encore plus loin car en se fondant sur un corpus exhaustif de près de 69,000 articles publiés entre 1998 et 2010 par *The New York Times*, *CNN* et *Newsweek*, Kim a obtenu des résultats démontrant

---

<sup>73</sup> BOUCHERON, Jean-Michel et MYARD, Jacques, 2009. *2085 : Les enjeux géostratégiques des proliférations* [en ligne]. Rapport d'information. Paris. Assemblée Nationale. [Consulté le 14 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i2085.asp>.

que le premier pays mentionné en relation avec la RPDC était l'Iran<sup>74</sup>. En outre, le vocabulaire le plus fréquemment utilisé lors des références faites sur le des deux pays était, entre autres, « hors-la-loi », « imprévisible », « danger », « menace » et « attaque ». Même si nombre d'États membres de la communauté internationale n'ont pas explicitement adhéré à ce discours, la majorité a consenti à la mise en œuvre d'un régime de sanctions contre la RPDC et l'Iran. La Corée du Nord elle-même reconnaît les similitudes entre les deux pays et les médias ainsi que les institutions étatiques de la RPDC ont fait mention de l'Iran à plusieurs reprises. En effet, le régime nord-coréen considère la République islamique d'Iran comme l'un de ses « amis » au sein de la communauté internationale. L'ambassade de la RPDC à Téhéran sert encore aujourd'hui de couverture dans le cadre d'activités de vente d'armes, y compris des missiles<sup>75</sup>. Les deux pays entretiennent des relations commerciales de longue date dans ce domaine : en 1980, au cours de la guerre Iran-Irak, Pyongyang livra des tanks et des munitions à Téhéran puis la coopération s'étendit aux technologies balistiques avec la livraison de missiles Nodong et Musudan<sup>76</sup>. Les voyages à l'étranger des membres de l'élite politique nord-coréenne étant rares, on peut remarquer que l'Iran fait en effet partie des pays qui a reçu la visite de personnages politiques prestigieux tels que Kim Yong Nam, en août 2017. Le président du Présidium de l'Assemblée populaire suprême s'est rendu à Téhéran dans le cadre de l'inauguration au pouvoir du président Hassan Rouhani<sup>77</sup>. Pyongyang lie aussi continuellement son destin de lutte contre l'impérialisme américain à celui de Téhéran :

Branding the DPRK together with Cuba, Iran, Belarus and some other countries strongly advocating independence against the U.S. as "outposts of tyranny," Rice asserted that the U.S. would stand by the people subject to tyranny and spread

---

<sup>74</sup> KIM, Kyung-hye, 2014. Examining US news media discourses about North Korea: A corpus-based critical discourse analysis. *Discourse & Society*. mars 2014. Vol. 25, n° 2, pp. 221-244.

<sup>75</sup> FRETWELL, James, 2021. An Open Source Review : Where Contemporary Iran-DPRK Relations are Going. *NK News* [en ligne]. 2021. [Consulté le 2 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.nknews.org/pro/wp-content/uploads/sites/4/2021/10/GMT20211022-130116\\_Recording\\_1920x1030.mp4](https://www.nknews.org/pro/wp-content/uploads/sites/4/2021/10/GMT20211022-130116_Recording_1920x1030.mp4)

<sup>76</sup> RAMANI, Samuel, 2021. The North Korea-Iran Relationship: An Anti-American Alliance or Transactional Partnership? *38 North* [en ligne]. 24 novembre 2021. [Consulté le 12 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/11/the-north-korea-iran-relationship-an-anti-american-alliance-or-transactional-partnership/>

<sup>77</sup> KCNA, 2017. Kim Yong Nam Attends Iranian Presidential Inauguration. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 août 2017. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1528033748-892734774/kim-yong-nam-attends-iranian-presidential-inauguration/>

American style liberty and democracy and urge north Korea to abandon its nuclear ambition.<sup>78</sup>

Out of 193 member states of the UN, only the DPRK, together with Iran and Cuba have no diplomatic ties with the U.S. This clearly shows that the U.S. pursues extremely hostile policy towards these countries unprecedented case in the history of contemporary international relations.<sup>79</sup>

Idéologiquement, le « spectre de l'impérialisme » plane sur l'Iran et la Corée du Nord qui ont focalisé leur « grande stratégie » sur la recherche de leur indépendance vis-à-vis de toute influence extérieure. Cette quête se double d'une lutte pour la défense de leur souveraineté dans un contexte de rivalités entre les grandes puissances de leurs régions respectives. Au XIX<sup>e</sup> siècle, Amir Kabir, chancelier de l'empire perse, avait introduit pour la première fois le principe de « l'équilibre » (*tavāzon*) dans une perspective de non-alignement afin de tenir à distance les ambitions britanniques et russes<sup>80</sup>. Repris par l'ancien premier ministre Mohammad Mossadegh, le principe est devenu la doctrine de l'« équilibre négatif » qui vise à émanciper l'Iran des influences étrangères et réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis<sup>81</sup>. Après la révolution islamique, ce fut sur les mêmes bases que l'ayatollah Khomeini, guide suprême de la révolution, mena un âpre combat contre la culture occidentale<sup>82</sup>. Ce rejet des influences extérieures perçues comme des violations de la souveraineté nationale n'est pas sans rappeler les stratégies rhétoriques de la Corée du Nord et son rôle d'agent anti-impérialiste. Acquérir la bombe nucléaire était un projet qui aurait permis à l'Iran de sauvegarder son régime et aurait assuré à la communauté chiïte une sanctuarisation des territoires où résident ses croyants face aux puissances régionales telles

---

<sup>78</sup> KCNA, 2005. Memorandum of DPRK Foreign Ministry. *KCNA Watch* [en ligne]. 4 mars 2005. [Consulté le 22 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452005008-914741129/memorandum-of-dprk-foreign-ministry/>

<sup>79</sup> KCNA, 2012. DPRK FM Memorandum Terms U.S. Hostile Policy towards DPRK Main Obstacle in Resolving Nuclear Issue. *KCNA Watch* [en ligne]. 31 août 2012. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451899878-39520168/dprk-fm-memorandum-terms-u-s-hostile-policy-towards-dprk-main-obstacle-in-resolving-nuclear-issue/>

<sup>80</sup> BALZACQ, Thierry et RAMADAN-ALBAN, Wendy, 2019. Iran. In : BALZACQ, Thierry, DOMBROWSKI, Peter et REICH, Simon (éd.), *Op. cit.*, pp. 192-216.

<sup>81</sup> DJALILI, Mohammad-Reza et THERME, Clément, 2020. L'Iran après la Révolution islamique de 1979 vu d'Occident. *Confluences Méditerranée*. 20 juillet 2020. Vol. 113, n° 2, pp. 13-27.

<sup>82</sup> SHARIFI, Majid, 2013. *Imagining Iran: The Tragedy of Subaltern Nationalism*. Lanham, MD: Lexington Books, p. 99, cité dans BALZACQ, Thierry, DOMBROWSKI, Peter et REICH, Simon (éd.), *Op. cit.*, p. 195.

que l'Arabie Saoudite à majorité sunnite. Il s'agissait également de faire face à la menace d'une frappe nucléaire israélienne – ainsi qu'éventuellement celle de son allié américain.

Du point de vue institutionnel, on retrouve également des similitudes avec la Corée du Nord, notamment la présence au sommet de la hiérarchie étatique d'un « guide suprême » (*rahbar*). En vertu de l'Article 113 de la Constitution iranienne, le président de la République islamique d'Iran est la seconde personnalité politique du pays, chargé du pouvoir exécutif mais ses domaines d'actions restent limités tant les pouvoirs du guide suprême sont étendus<sup>83</sup>. Nommé par l'Assemblée des Experts, composée de quatre-vingt-huit représentants religieux élus au suffrage universel, le guide suprême exerce un mandat à vie et, conformément l'Article 110 de la Constitution, il définit la politique générale du pays et supervise sa bonne exécution, commande les forces armées, déclare la guerre, arbitre les conflits entre les trois pouvoirs<sup>84</sup>. Mais le guide a également pour mission de rechercher des compromis afin d'éviter les affrontements entre les factions qui constituent le paysage politique iranien. La grande stratégie de l'Iran, particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de Rouhani, se caractérisait par une volonté de modérer l'agressivité envers les influences extérieures afin de poursuivre un engagement constructif fondé sur une approche modérée tout en assurant la sécurité nationale du pays<sup>85</sup>. Ces objectifs laissaient à penser que le développement d'un programme nucléaire indigène serait relégué au second plan en faveur d'une promotion du multilatéralisme et de la coopération internationale dans l'élimination des menaces. Mais la modération affichée fut mise en difficulté par les récents troubles internationaux, notamment le retrait des États-Unis de l'accord *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) en 2018. En 2020, après l'assassinat par les États-Unis de Qasem Soleimani, général iranien, le pays a annoncé qu'il ne limiterait plus son taux d'enrichissement de l'uranium. En octobre, la construction d'un centre de production de centrifugeuses à Natanz débuta afin de remplacer celui détruit quelques mois plus tôt dans une attaque attribuée par le gouvernement iranien à Israël. Puis, en novembre, en réponse à l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh, éminent scientifique dans le domaine du nucléaire, également attribué à Israël, le Parlement iranien adopta une loi approuvant la suspension des inspections des

---

<sup>83</sup> DOIX, Vincent, 2017. Iran : architecture du pouvoir et conservatisme. *Politique étrangère*. 2017. Hiver, n° 4, pp. 131-143.

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> ZARIF, Mohammad Javad, 2014. What Iran Really Wants - Iranian Foreign Policy in the Rouhani Era. *Foreign Affairs* [en ligne]. mai 2014. [Consulté le 13 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/iran/2014-04-17/what-iran-really-wants>.

installations nucléaires du pays par l'AIEA et l'augmentation du taux d'enrichissement de l'uranium si les autres signataires du JCPoA ne lui accordaient pas un allègement des sanctions économiques<sup>86</sup>. Avec l'arrivée au pouvoir de Joe Biden au pouvoir côté américain et d'Ebrahim Raïssi côté iranien, les négociations sur l'accord entre l'Iran et les P5+1 reprurent en 2021. Les modalités de l'abandon du programme nucléaire militaire iranien et la levée des sanctions économiques contre son pays incluent également la conclusion d'un accord avec l'AIEA qui reste en discussion.

Lorsque l'Iran signa le JCPoA en 2015, de nombreux observateurs estimaient qu'un tel accord pourrait être un modèle satisfaisant dans le cadre de la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Les deux pays appartenant à la catégorie des États ayant ratifié le TNP, il s'agit d'une comparaison régulièrement évoquée depuis le début des années 2000 dans les médias comme dans le milieu académique. Nous allons démontrer dans quelle mesure celle-ci n'est pas pertinente et comment la trajectoire des deux pays a progressivement divergé. Plus particulièrement, nous nous intéresserons aux enseignements que la Corée du Nord tire des négociations au sujet du programme nucléaire iranien afin d'ajuster son discours. Au lendemain de la conclusion du JCPoA, en octobre 2015, la Corée du Nord souligna la distinction entre son programme nucléaire et celui de l'Iran. En observant les éléments de langage employés par Kang Myong Chol, Représentant de la RPDC auprès des Nations unies, on peut parvenir à une compréhension plus complète de la perception de la Corée du Nord de la question iranienne :

[W]ith regard to the reference made to the Iranian nuclear deal in addressing the nuclear issue on the Korean peninsula, as far as Iran's nuclear agreement is concerned the Democratic People's Republic of Korea's position is that it is the result of Iran's protracted efforts to have its independent right to nuclear activities recognized and sanctions lifted. However, the situation of the [DPRK] is quite different. The [DPRK] is a nuclear-weapon State, both in name and reality, and it has interests as a nuclear-weapon State. The [DPRK] is not at all interested in a dialogue to discuss the issue of making it freeze or dismantle its nuclear weapons unilaterally first. The nuclear deterrence of the [DPRK] is not a bargaining chip to be put on the negotiating table, but an essential means to protect its sovereignty and vital rights from the nuclear threat

---

<sup>86</sup> ROBINSON, Kali, 2022. What Is the Iran Nuclear Deal? *Council on Foreign Relations* [en ligne]. 28 avril 2022. [Consulté le 11 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.cfr.org/backgrounder/what-iran-nuclear-deal>



and hostile policy of the United States. Therefore, it is illogical to compare Iran's nuclear agreement with the situation of the [DPRK].<sup>87</sup>

Tout d'abord, la Corée du Nord se considère comme un État doté de l'arme nucléaire, rappelant implicitement que son retrait du TNP, contrairement à l'Iran qui est toujours partie au traité. Ensuite, la RPDC souligne le fait que le contentieux qui l'oppose à la communauté internationale porte sur le possession de l'arme nucléaire contrairement au cas iranien qui porte sur le taux l'enrichissement de l'uranium. Tout comme pour la Corée du Nord, le point de départ des ambitions nucléaires de l'Iran se situe dans les années 1950 sous régime du Chah, à la faveur du programme américain *Atoms for Peace*. En 1967, conformément à leur programme visant au partage des technologies nucléaires à des fins pacifiques, les États-Unis livrèrent au *Tehran Nuclear Research Center*, un réacteur de recherche de 5 mégawatts, alimenté en uranium hautement enrichi. En 1973, le Chah chargea l'*Atomic Energy Organization of Iran* nouvellement fondée de mettre en œuvre un ambitieux plan visant à construire des installations capables de fournir 23,000 mégawatts d'énergie nucléaire d'ici la fin du XX<sup>e</sup> siècle<sup>88</sup>. La révolution iranienne de 1979 puis la guerre Iran-Irak mirent un frein aux travaux de recherche sur le nucléaire qui reprirent une décennie plus tard, sous l'impulsion de l'ayatollah Khomeini. Le pays signa des accords de coopération avec le Pakistan (1987), la Chine (1990) et la Russie (1992) afin d'augmenter la taille de son parc de réacteurs nucléaires et d'obtenir la livraison de nouvelles installations destinées à l'enrichissement d'uranium. Cependant, les États-Unis soupçonnaient le régime iranien d'avoir franchi le seuil nucléaire et de développer un programme militaire. Washington fit pression sur les pays coopérant avec l'Iran afin de limiter le transfert de technologies<sup>89</sup>. Mais ce ne fut qu'en août 2002, que la preuve du développement d'un programme destiné à acquérir l'arme nucléaire fut portée à la connaissance de la communauté internationale lorsque le *National Council of Resistance of Iran*, organisation dissidente iranienne, révéla que l'Iran avait procédé à la construction d'une installation d'enrichissement d'uranium à

---

<sup>87</sup> UNITED NATIONS, 2015. A/C.1/70/PV.4 : 4th meeting. Seventieth session. New York, NY : General Assembly First Committee, p. 32'

<sup>88</sup> CIRINCIONE, Joseph, WOLFSTHAL, Jon B. et RAJKUMAR, Miriam, 2011. *Deadly Arsenal: Nuclear, Biological, and Chemical Threats*. Washington, D.C. : Carnegie Endowment for International Peace, pp. 295-314.

<sup>89</sup> Iran Nuclear Overview - Recent Developments and Current Status, 2020. *The Nuclear Threat Initiative* [en ligne]. [Consulté le 20 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://live-nuclear-threat-initiative.pantheonsite.io/analysis/articles/iran-nuclear/>

Natanz et d'un réacteur à eau lourde à Arak<sup>90</sup>. Le pays n'avait pas rendu compte à l'AIEA de ces activités nucléaires comme il était tenu de le faire, ce qui a renforcé les soupçons concernant le potentiel double usage de ces installations. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne (EU-3) prirent alors l'initiative d'engager un dialogue avec l'Iran pour tenter de résoudre la question nucléaire par la voie diplomatique. Ces négociations débutèrent une décennie de discussions et d'allers-retours dans un cercle d'acteurs qui s'élargit au fur et à mesure pour inclure d'abord l'AIEA, puis le Conseil de Sécurité et l'ensemble des États membres de l'Union européenne qui imposèrent des sanctions économiques à l'Iran à partir de 2006. Le commerce extérieur du pays étant plus développé que celui de la Corée du Nord, l'économie iranienne subit un coup dur lorsque les sanctions se multiplièrent. En 2012, le pays subit notamment de plein fouet l'embargo de l'UE sur les importations de pétrole iranien, le PIB chuta de 7% en passant de 583 à 380 milliards de dollars en l'espace de quelques mois alors que l'inflation augmenta de 35% selon les chiffres de la Banque mondiale<sup>91</sup>. On comprend alors pourquoi il était urgent pour le gouvernement iranien de conclure un accord sur son programme nucléaire afin de sortir le pays de la crise économique. Le JCPOA prévoit en effet la levée des sanctions économiques en échange de la limitation des activités d'enrichissement d'uranium de l'Iran notamment le nombre de centrifugeuses qui doit passer de 21 000 à 5 060 ; le taux d'enrichissement qui ne doit pas dépasser 3,67% ainsi que le stock d'uranium qui est limité à 300kg. Des dispositions supplémentaires prévoient également la vérification par des inspections de l'AIEA de la conformité des installations à l'accord<sup>92</sup>.

À bien des égards, la grande stratégie de l'Iran diffère de celle de la Corée du Nord, notamment sur le rôle de son programme nucléaire. Contrairement au régime nord-coréen, les représentants du régime iranien ont toujours rappelé que leur programme nucléaire avait vocation à demeurer pacifique. Le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Djavad Zarif, écrivait en 2014 :

---

<sup>90</sup> ELBARADEI, Mohamed, 2011. *The Age of Deception: Nuclear Diplomacy in Treacherous Times*. London : Bloomsbury, p. 112.

<sup>91</sup> JUNG, Euijin, 2016. Iran Sanctions: A Successful Episode. *Peterson Institute for International Economics* [en ligne]. 29 janvier 2016. [Consulté le 20 novembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.piie.com/blogs/trade-investment-policy-watch/iran-sanctions-successful-episode>

<sup>92</sup> MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, 2022. La question nucléaire iranienne. *France Diplomatie* [en ligne]. mars 2022. [Consulté le 15 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/iran/la-question-nucleaire-iranienne/>

Israel and its American benefactors [...] seek to “securitize” Iran— that is, to delegitimize the Islamic Republic by portraying it as a threat to the global order. [...] That is why Rouhani wasted no time in breaking the impasse and engaging in negotiations [...] to find common ground and reach an agreement that will ensure nonproliferation, preserve Iran’s scientific accomplishments, honor Iran’s inalienable national under the Nuclear Nonproliferation Treaty, and end the unjust sanctions that have been imposed by outside powers. Iran has no interest in nuclear weapons and is convinced that such weapons would not enhance its security. Iran does not have the means to engage in nuclear deterrence—directly or through proxies—against its adversaries. Furthermore, the Iranian government believes that even a perception that Iran is seeking nuclear weapons is detrimental to the country’s security and to its regional role.<sup>93</sup>

Comme le rappelle Zarif, le pays n’a ni développé d’arme nucléaire ni effectué d’essai nucléaire et il n’a pas non plus présenté de stratégie de dissuasion nucléaire. Les installations d’enrichissement et ses réacteurs au plutonium sont avant tout destinés à la production d’énergie ainsi que d’autres usages pacifiques de l’énergie nucléaire, comme la production d’isotopes médicaux. McEachern et McEachern soulignent qu’il est important de reconnaître que le gouvernement iranien ne se contente pas d’imposer cette distinction entre énergie nucléaire et développement d’armes nucléaires à ses interlocuteurs étrangers, mais qu’il l’explique de la même manière au peuple iranien<sup>94</sup>. L’Iran se distingue encore de la Corée du Nord par le fait que l’opinion publique peut peser dans la balance de la prise de décision en matière de programme nucléaire. Elson et Nader ont mené une enquête auprès des citoyens iraniens afin de déterminer à propos des relations entre l’Iran et les États-Unis qui touchait à plusieurs sujets tels que les sanctions et leur impact sur l’économie du pays ainsi que le programme nucléaire iranien<sup>95</sup>. La grande majorité des Iraniens (87% des interrogés) affirment être en faveur du développement d’un programme nucléaire civil, mais la population reste divisée, voire polarisée sur la question des armes nucléaires. L’enquête

---

<sup>93</sup> ZARIF, Mohammad Javad, 2014. What Iran Really Wants: Iranian Foreign Policy in the Rouhani Era. *Foreign Affairs*. 2014. Vol. 93, n° 3, pp. 49-59.

<sup>94</sup> MCEACHERN, Patrick et MCEACHERN, Jaclyn O’Brien, 2017. *North Korea, Iran and the Challenge to International Order: A Comparative Perspective*. New York, NY : Routledge, p. 130.

<sup>95</sup> ELSON, Sara Beth et NADER, Alireza, 2011. *What Do Iranians Think? : A Survey of Attitudes on the United States, the Nuclear Program, and the Economy* [en ligne]. RAND Corporation. [Consulté le 5 février 2022]. Disponible à l’adresse : [https://www.rand.org/pubs/technical\\_reports/TR910.html](https://www.rand.org/pubs/technical_reports/TR910.html)

démontre que la population iranienne effectue une nette distinction entre le nucléaire civil et militaire, tandis que cette distinction tend à être beaucoup moins claire en ce qui concerne l'opinion publique à l'étranger.

Officiellement, l'arme nucléaire ne fait pas partie de la grande stratégie de l'Iran. L'ayatollah Khamenei a même déclaré en 2012, que l'arme nucléaire était un péché en plus de représenter un danger<sup>96</sup>. Malgré sa compétition avec Israël, le coût du développement d'un programme nucléaire militaire s'avère élevé pour l'Iran maintenant que le pays est sous surveillance internationale. Son discours sur l'usage pacifique de la technologie nucléaire rappelle celui de la Corée du Nord dans les années 1980 et 1990. Cela est dû au fait qu'à cette époque le programme nucléaire nord-coréen se trouvait au même stade de développement que celui de l'Iran. Pourtant, on peut s'étonner du fait que les négociations sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne portent sur des modalités équivalentes du JCPoA alors que programme nucléaire nord-coréen est beaucoup plus avancé. Le JCPoA est d'autant plus différent qu'il a pour objectif d'allonger le « *breakout time* » de l'Iran jusqu'à un an, ce qui fait référence à la durée qu'il faudrait au pays pour produire assez de matière fissile nécessaire à la création d'une bombe nucléaire<sup>97</sup>. L'accord, comme nous l'avons mentionné plus haut, entre dans des détails techniques pour garantir cet objectif. Concernant la Corée du Nord, les négociations sur la « dénucléarisation » ne comportent pas suffisamment de précisions sur des facteurs pourtant clés tels que le taux d'enrichissement de l'uranium, le nombre de centrifugeuses, les stocks d'uranium et de plutonium, la capacité de retraitement du combustible irradié, etc. De plus, la Corée du Nord tirant partie de son isolement du système international résiste aux sanctions internationales. Il apparaît dès lors inutile pour les acteurs extérieurs de continuer dans cette voie qui produit des résultats insatisfaisants. Par conséquent, le discours consistant à associer les deux pays ou à les catégoriser comme des pays ne respectant pas leurs engagements dans le cadre du TNP est réducteur et omet les éléments stratégiques différenciant les deux pays.

---

<sup>96</sup> ASSOCIATED PRESS, 2012. Iran's supreme leader denies Tehran is seeking nuclear weapons. *The Guardian* [en ligne]. 22 février 2012. [Consulté le 20 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/world/2012/feb/22/iran-supreme-leader-nuclear-weapons-denial>

<sup>97</sup> DAVENPORT, Kelsey et MASTERSON, Julia, 2020. The Limits of Breakout Estimates in Assessing Iran's Nuclear Program. *Arms Control Association Issue Briefs* [en ligne]. 4 août 2020. Vol. 12, n° 6. [Consulté le 16 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/issue-briefs/2020-08/limits-breakout-estimates-assessing-irans-nuclear-program>

La Corée du Nord se démarque notamment par son discours sur l'arme nucléaire qui est aujourd'hui la pierre angulaire de sa grande stratégie en vertu de laquelle la sauvegarde de sa souveraineté nationale et le maintien de la dynastie Kim au pouvoir sont garanties. Du point de vue nord-coréen, le fait que l'Iran tienne à respecter les engagements pris dans le cadre du TNP peut être perçu comme un aveu de faiblesse mais les ambitions de Téhéran sont bien différentes. L'Iran cherche à acquérir non pas le statut d'État doté mais celui de puissance régionale voire internationale, ce qui lui permettrait non seulement de contrebalancer les alliances sunnites et mais aussi de traiter d'égal à égal avec Israël. Le gouvernement estime que l'arme nucléaire ne contribuerait qu'à attiser les rivalités dans la région et mise plutôt sur une stratégie d'offensive diplomatique à grande échelle. Zarif explique notamment que « le multilatéralisme jouera un rôle central dans les relations extérieures de l'Iran, [il] impliquera une contribution active à l'établissement de normes mondiales et une participation suivie à des coalitions d'États partageant les mêmes idées afin de promouvoir la paix et la stabilité »<sup>98</sup>. L'Iran a fait le choix d'une trajectoire différente de celle que la Corée du Nord a entamée depuis 2003. Le défi porte sur les normes et les valeurs que la République islamique d'Iran souhaite promouvoir sur la scène internationale. Alors que la Corée du Nord par son discours veut faire oublier son statut de paria pour affirmer de manière autonome celui d'État doté de l'arme nucléaire, Téhéran défend sa volonté de participer au système international mais dépend de ce dernier afin de réaliser sa grande stratégie.

### 7.3.2. *Le programme nucléaire pakistanais, un modèle de puissance régionale à suivre pour la Corée du Nord ?*

Après la partition des Indes en 1947, qui donna lieu, dans des circonstances sanglantes, à la création de deux États indépendants, l'Inde et le Pakistan, les conflits entre les deux pays ne cessèrent de se multiplier. En 1965 et en 1971, le Pakistan subit des défaites qui poussèrent le pays à considérer l'option nucléaire afin de remédier à ces échecs face à la supériorité des forces conventionnelles indiennes<sup>99</sup>. Ainsi, parmi les points communs que

---

<sup>98</sup> ZARIF, Mohammad Javad, 2014. *Op. cit.*

<sup>99</sup> KREPON, Michael, 2013. Pakistan's Nuclear Strategy and Deterrence Stability. In : KREPON, Michael et THOMPSON, Julia (éd.), *Deterrence Stability and Escalation Control in South Asia*. Washington, D.C. : Stimson Center. pp. 41-64.

partagent la Corée du Nord et le Pakistan, on trouve à l'origine de la fondation du pays une scission territoriale donnant lieu à une rivalité et une lutte pour la reconnaissance de la souveraineté nationale. Dans les deux cas, la puissance militaire de son rival, c'est-à-dire la Corée du Sud – avec l'assistance des forces américaines stationnées sur son territoire – pour la Corée du Nord, et l'Inde pour le Pakistan, surpassent largement la leur. Le choix de développer une arme nucléaire s'inscrit dès lors dans une stratégie de « dissuasion du faible au fort ». Mais la particularité du Pakistan réside dans le fait que sa stratégie émane d'une vision réaliste de la situation sécuritaire dans la région et non d'une justification historique ou nationale. Zulfikar Ali Bhutto, premier ministre du Pakistan jusqu'en 1977, avait déclaré : « Si l'Inde fabrique la bombe, nous mangerons de l'herbe ou des feuilles, nous mourrons de faim mais nous aurons la nôtre. Nous n'avons pas le choix. »<sup>100</sup> La rivalité entre le Pakistan et l'Inde constitue le nœud central de la grande stratégie du Pakistan. Dans ce contexte, le développement du programme nucléaire pakistanais est principalement destiné à dissuader l'Inde vis-à-vis de ses ambitions territoriales révisionnistes mais également dans le cas d'une attaque terroriste qui pourrait être liée à Islamabad, d'éviter toute forme de représailles<sup>101</sup>.

Le Cachemire reste une région où le Pakistan souhaite faire valoir son projet révisionniste en ce qui concerne les frontières avec l'Inde – encore un parallèle avec la ligne de démarcation qui sépare les deux Corées. Un an après avoir procédé à six essais nucléaires en mai 1998, le Pakistan déclencha un conflit dans la région du Kargil. Ce fut le premier conflit opposant des puissances nucléaires, qui plus est, toutes deux non signataires du TNP. Mais aucun des deux adversaires ne fit usage de l'arme nucléaire durant la guerre, seules les forces conventionnelles furent mobilisées. Selon Husain, le concept de grande stratégie est le talon d'Achille de l'État pakistanais qui n'a jamais effectué la démarche d'intégrer ses objectifs de politique étrangère dans un ensemble cohérent avec ses politiques économiques et ses intérêts en matière de sécurité nationale<sup>102</sup>. Il choisit pour exemple la guerre de Kargil afin d'illustrer dans quelle mesure les trois paramètres énoncés ci-dessus ont manqué de coordination, donnant lieu à des actions complètement contre-productives pour l'État pakistanais. Avant que le conflit n'éclate, le premier ministre de l'époque, Nawaz Sharif,

---

<sup>100</sup> SINGH, Khushwant, 1979. Pakistan, India and The Bomb. *The New York Times* [en ligne]. 1 juillet 1979. [Consulté le 14 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1979/07/01/archives/foreign-affairs-pakistan-india-and-the-bomb.html>.

<sup>101</sup> KREPON, Michael, 2013. *Op. cit.*

<sup>102</sup> HUSAIN, Javid, 2016. *Pakistan and a World in Disorder : A Grand Strategy for the Twenty-First Century*. New York : Palgrave Macmillan, p. 160.

avait rencontré son homologue indien, Atal Bihari Vajpayee, et les deux chefs d'État avaient signé la Déclaration de Lahore<sup>103</sup> ainsi qu'un protocole d'accord afin d'encadrer les tests de missiles balistiques et d'élaborer des mesures destinées à renforcer la confiance dans le domaine nucléaire pour prévenir tout conflit, en particulier dans la zone sensible du Cachemire<sup>104</sup>. Mais les efforts en vue d'une résolution du conflit furent réduits à néant par l'offensive du général Pervez Musharraf qui déclencha la guerre du Kargil. La mauvaise coordination civilo-militaire peut être attribuée aux initiatives contraires des deux camps qui ont compromis l'établissement d'un mécanisme de paix durable dans la région et aggravé la situation du Pakistan avec la défaite subie lors de la guerre du Kargil qui resta finalement sous l'autorité indienne.

Toutefois, dans une certaine mesure, en testant les limites de l'escalade du conflit, le Pakistan peut considérer son incursion en territoire indien comme une victoire partielle de son bluff. Il apparaît que l'Inde ne compte pas faire appel à l'arme nucléaire dans le cadre d'un conflit, ce qui laisse une marge de manœuvre à son voisin pakistanais. Celle-ci est d'autant plus importante que le Pakistan et la Corée du Nord possèdent un autre point commun : ils ne communiquent que sporadiquement au sujet de leur doctrine nucléaire. Selon les déclarations officielles des responsables politiques pakistanais, le fondement de sa doctrine nucléaire se compose de trois grands principes : le concept de dissuasion minimale crédible (*Minimum Credible Deterrence*), le choix de ne pas définir de « ligne rouge » dont le franchissement par une partie adverse entraînerait une frappe nucléaire et enfin, l'option d'emploi en premier de l'arme nucléaire<sup>105</sup>. Le premier principe, c'est-à-dire la dissuasion minimale crédible, a fait l'objet d'une définition de la part du ministre des Affaires étrangères pakistanais en 1999, quelques mois après les premiers essais nucléaires : il s'agit de maintenir l'arsenal nucléaire pakistanais au minimum nécessaire pour dissuader toute agression de la part de l'Inde et contrebalancer les capacités nucléaires de cette dernière. Toutefois, il a précisé que le minimum ne peut être quantifié en termes de nombres et qu'en fonction de l'évolution de ses relations avec l'Inde ainsi que de l'arsenal nucléaire indien, le

---

<sup>103</sup> À ne pas confondre avec le Traité de Lahore de 1846 qui a mis fin à la guerre entre l'empire britannique et les Sikhs et la Résolution de Lahore de 1940 adoptée par la Ligue musulmane pour la création d'États musulmans indépendants.

<sup>104</sup> Lahore Declaration, 1999. *Nuclear Threat Initiative* [en ligne]. [Consulté le 14 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://media.nti.org/documents/lahore\\_declaration.pdf](https://media.nti.org/documents/lahore_declaration.pdf)

<sup>105</sup> ZEB, Rizwan, 2006. David Versus Goliath? Pakistan's Nuclear Doctrine: Motivations, Principles and Future. *Defense & Security Analysis*. décembre 2006. Vol. 22, n° 4, pp. 387-408.

minimum en question pourrait faire l'objet d'une « réévaluation »<sup>106</sup>. En d'autres termes, en vertu du principe de dissuasion minimale crédible, le développement du programme nucléaire pakistanais est proportionnel aux progrès de l'Inde dans le cadre de son propre programme nucléaire. Le danger de basculer dans une course aux armements entre les deux États est réel et renforcé par le second principe de sa doctrine nucléaire : l'absence de définition d'une « ligne rouge ». En 2002, le général Kidwai, directeur de la *Strategic Plans Division Force*, agence gouvernementale responsable du programme nucléaire et balistique, a fourni un rare exposé des « seuils » (*thresholds*) qui, s'ils étaient franchis par l'Inde, pourraient provoquer un recours à l'arme nucléaire de la part du Pakistan :

- Le seuil spatial : une attaque de l'Inde et l'occupation d'une majeure partie du territoire pakistanais ;
- Le seuil militaire : une destruction d'une majeure partie des forces pakistanaises terrestres et aériennes ;
- Le seuil économique : l'étranglement de l'économie pakistanaise par un blocus naval, par exemple ;
- Le seuil politique : une déstabilisation politique du Pakistan ou la création d'un mouvement de subversion interne à grande échelle.<sup>107</sup>

Cette politique est restée constante en raison de l'asymétrie croissante des armes conventionnelles en faveur de l'Inde. En outre, il existe un large consensus dans les communautés universitaires et politiques en faveur du maintien de l'option de première frappe même si cela implique de sérieux défis<sup>108</sup>. Elle exige notamment des services de renseignements militaires performants et un système d'alerte très efficace. Le risque d'escalade nucléaire n'est donc pas négligeable et exige du pays qu'il communique régulièrement sur l'évolution de sa stratégie afin de lever toute ambiguïté qui pourrait pousser l'Inde à entreprendre certaines actions militaires. En 2004, le général Mahmud

---

<sup>106</sup> Pakistan to Upgrade Nuclear Deterrent, 1999. *Dawn*. 25 novembre 1999 cité dans ZEB, Rizwan, 2006, *Op. cit.*

<sup>107</sup> COTTA-RAMUSINO, Paolo et MARTELLINI, Maurizio, 2002. Report on Nuclear safety, nuclear stability and nuclear strategy in Pakistan. *Pugwash Conferences on Science and World Affairs* [en ligne]. 14 janvier 2002. [Consulté le 15 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://pugwash.org/2002/01/14/report-on-nuclear-safety-nuclear-stability-and-nuclear-strategy-in-pakistan/>.

<sup>108</sup> TASLEEM, Sadia, 2016. Pakistan's Nuclear Use Doctrine. *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 30 juin 2016. [Consulté le 15 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2016/06/30/pakistan-s-nuclear-use-doctrine-pub-63913>.



Durrani rappela que la stratégie nucléaire du Pakistan consistait principalement à dissuader toute tentative d'agression en combinant forces conventionnelles et stratégiques, dans une perspective de stabilisation de la région d'Asie du Sud<sup>109</sup>.

Le risque d'une escalade se renforce avec le temps en raison du rapprochement entre les États-Unis et l'Inde qui s'est opéré au cours de l'année 2006 avec la création de plusieurs partenariats stratégiques, dont un accord sur la coopération dans le domaine du nucléaire civil. D'aucuns virent dans cet accord une reconnaissance implicite du statut d'État doté *de facto* de l'arme nucléaire. Il est possible d'y voir la volonté des États-Unis de constituer un « glacis sécuritaire » afin de contrer à la fois l'influence de l'Iran, fournisseur de matières premières pour l'Inde, mais également celle de la Chine qui partage – parfois de manière conflictuelle – ses frontières et également de forts liens économiques avec le pays<sup>110</sup>. Tout comme sur la péninsule coréenne, les États-Unis restent des acteurs majeurs dans la région. En 2016, Washington et New Delhi ont signé un nouveau contrat d'une valeur de 3,1 milliards de dollars prévoyant la livraison d'hélicoptères américains Apache et Chinook, de lance-missiles sol-air Stinger ainsi que de missiles Hellfire Longbow et Hellfire-II<sup>111</sup>. Pourtant, en 1981, les États-Unis avaient conclu un accord pour un montant similaire de 3 milliards avec Islamabad alors que le pays était en cours de développement de son programme nucléaire<sup>112</sup>. L'aide était principalement destinée à la défense du pays et au développement de son économie mais son annonce suscita la controverse parce qu'ils semblaient contredire les engagements américains contre la prolifération nucléaire. Bien que « bien conscients » des avancées du programme nucléaire pakistanais, l'administration Reagan cherchait avant tout à faire d'Islamabad un « rempart contre l'expansion soviétique » en Afghanistan. En 2007, l'administration Bush poursuivit son engagement en faveur de la sécurisation du programme nucléaire pakistanais en fournissant au pays une

---

<sup>109</sup> ZEB, Rizwan, 2006. *Op. cit.*

<sup>110</sup> DROUHAUD, Pascal, 2006. Inde-Pakistan : les vertus de la dissuasion nucléaire. In : *Revue internationale et stratégique*. 2006. Vol. 63, n° 3, pp. 43-56.

<sup>111</sup> GADY, Franz-Stefan, 2016. India to Buy 245 US Stinger Air-to-Air Missiles. *The Diplomat* [en ligne]. 1 avril 2016. [Consulté le 18 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2016/04/india-to-buy-245-us-stinger-air-to-air-missiles/>

<sup>112</sup> MUSTAFA, Zubeida, 1981. Pakistan-US Relations: The Latest Phase. *The World Today*. 1981. Vol. 37, n° 12, pp. 469-475. ; WALSH, Edwin, 1981. U.S. and Pakistan Agree on \$3 Billion Aid Plan. *The Washington Post* [en ligne]. 16 juin 1981. [Consulté le 18 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1981/06/16/us-and-pakistan-agree-on-3-billion-aid-plan/ddf0a1e3-06d3-4236-9855-f5493fca9960/>

aide de 100 millions de dollars dans le cadre d'un projet tenu secret<sup>113</sup>. Il visait principalement à renforcer la sécurité concernant les installations nucléaires du pays ainsi que les stocks de matière fissile et d'armes nucléaire afin de prévenir toute tentative de détournement de ces matériaux par des organisations terroristes. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, six ans auparavant, le Pakistan avait déjà reçu environ 10 milliards de dollars destinés au développement de ses activités de contre-terrorisme pour lutter contre les Talibans et Al-Qaïda. La relation triangulaire entre les États-Unis, le Pakistan et l'Inde est donc source de tensions dans la région. Une asymétrie subsiste entre d'une part, la relation entre l'Inde et les États-Unis traitant d'égal à égal ; et d'autre part, la relation entre le Pakistan et les États-Unis qui a longtemps été qualifiée de clientéliste. Chaque partie y trouvait son intérêt : côté américain, soutenir l'armée pakistanaise lui permettait de contrarier les ambitions soviétiques dans la région et côté pakistanais, l'aide économique américaine lui permettait de tenir l'Inde en échec.

À bien des égards, la situation du Pakistan est enviable du point de vue nord-coréen. Nous avons montré dans quelle mesure les deux pays avaient entretenu des liens suivis dans le cadre de transferts de technologies nucléaires, notamment les travaux de A. Q. Khan, père fondateur du programme nucléaire pakistanais. Mais aujourd'hui le Pakistan dispose du droit de conserver son arsenal nucléaire et parvient à rester hors des dispositions prévues par le TNP. Jaffrelot estime que le Pakistan aspire à devenir un « État pivot »<sup>114</sup>, c'est-à-dire qu'il souhaite améliorer sa flexibilité dans ses relations avec les acteurs extérieurs afin de ne pas se retrouver enfermé dans une relation exclusive qui pourrait conduire à une impasse en cas d'intérêts divergents. Parmi ces acteurs extérieurs, on retrouve au premier plan la Chine puis l'Union européenne, la Russie, l'ASEAN et le monde musulman. Cette aspiration à l'ouverture contraste avec l'isolement nord-coréen. Pourtant, la stratégie d'État pivot pourrait être stratégiquement avantageuse pour le régime nord-coréen en raison des bénéfices économiques qu'elle lui rapporterait. Géographiquement, la Corée du Nord se trouve au carrefour de plusieurs grandes puissances telles que la Russie, le Japon, la Corée du Sud, et plus particulièrement, la Chine, son premier partenaire commercial. Il aurait été possible à Kim Jong Un d'étoffer son offensive diplomatique en 2018 afin de se rapprocher

---

<sup>113</sup> SANGER, David E. et BROAD, William J., 2007. U.S. Secretly Aids Pakistan in Guarding Nuclear Arms. *The New York Times* [en ligne]. 18 novembre 2007. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2007/11/18/washington/18nuke.html>

<sup>114</sup> JAFFRELOT, Christophe, 2012. La relation Pakistan - États-Unis : un patron et son client au bord de la rupture ? *Les études du Centre d'études et de recherches internationales*. septembre 2012. N° 187, pp. 1-49.

de ce statut de pivot. En outre, le programme nucléaire nord-coréen, contrairement à celui du Pakistan, n'encourt pas de risques de détournement de la part d'acteurs non-étatiques, ce qui représente une garantie que le pays pourrait mettre en avant afin d'encourager la confiance des acteurs extérieurs dans la préservation de la sécurité de la région. En outre, conformément à la théorie de Waltz, sur le modèle Pakistan-Inde, la présence d'armes nucléaires dans la région serait synonyme de stabilité si la Corée du Nord abaissait ses ambitions révisionnistes concernant le territoire sud-coréen. Mais cette voie pakistanaise supposerait quelques concessions et des preuves concrètes de coopération de la part du régime nord-coréen<sup>115</sup>.

La meilleure défense est l'attaque, selon la Corée du Nord. Elle multiplie les offensives rhétoriques contre le *statu quo* sur la péninsule coréenne ainsi que les accords qui garantissent afin de transformer l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique. La Corée du Nord endosse aussi les rôles de pays indépendant et de bastion anti-impérialiste, affichant sa détermination à lutter contre l'ordre mondial établi par régime international de non-prolifération. Elle ambitionne ainsi de se défaire de la comparaison de sa situation avec celle de l'Iran et convoite le statut du Pakistan. Selon Jackson, la grande stratégie de la Corée du Nord consiste donc à acquérir, « une position sur le plan international et la diminution ou la rupture de l'alliance des États-Unis avec la Corée du Sud afin de pouvoir unifier la péninsule dans des conditions favorables au Nord » grâce à l'arme nucléaire<sup>116</sup>.

Le discours nord-coréen exerce sa puissance en vertu de l'arsenal nucléaire duquel il tire sa légitimité. On peut cependant se demander où s'arrête le pouvoir des mots et où commence celui des armes. Si Corée du Nord a pu réussir à faire avancer ses pions sur l'échiquier international en mettant en action sa vision du monde grâce à son discours « armé », force est de constater que le pouvoir de ce discours reste, à certaines occasions, plutôt limité dans ses effets.

---

<sup>115</sup> TIERNEY, Dominic, 2018. North Korea Wants to End up Like Pakistan, Not Libya. *The Atlantic* [en ligne]. 26 mai 2018. [Consulté le 17 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/05/north-korea-pakistan-libya/561341/>

<sup>116</sup> JACKSON, Van, 2018. *On the Brink: Trump, Kim, and the Threat of Nuclear War*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 50.

# 8. Entre discours et réalité : les limites de la remise en cause de l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique

Se fondant sur une vision du monde dictée par une idéologie anti-impérialiste, la Corée du Nord considère que les petits États sont la proie des grandes puissances. Nous avons observé que dans son discours, le régime nord-coréen présentait l'acquisition de l'arme nucléaire comme un moyen de se prémunir contre toute agression étrangère et comme un atout permettant de se hisser au même niveau que les États dotés reconnus par le TNP, qu'en outre, le statut d'État doté *de facto* de l'arme nucléaire constituait pour elle une opportunité de conformer l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique à son projet révisionniste. Cependant, le poids de l'intersubjectivité pèse lourdement dans le complexe de sécurité que constitue la région Asie-Pacifique. En effet, il existe une forte interdépendance sécuritaire entre les pays qui partagent aussi un sentiment commun d'insécurité. En effet, la Corée du Nord se sent menacée par les États-Unis et les alliances militaires que Washington a conclues avec la Corée du Sud et le Japon tandis que du point de vue de ces pays, c'est le régime nord-coréen qui constitue une menace. De plus, la Corée du Nord dépend du soutien économique et diplomatique de la Chine qui entretient une rivalité militaire avec les États-Unis qui s'étend au-delà de la région. Or, le concept de menace repose sur la combinaison de deux facteurs : la capacité de l'agresseur et ses intentions<sup>1</sup>. Nous avons analysé les capacités de l'arsenal nucléaire et balistique nord-coréen

---

<sup>1</sup> DEUTCH, John M., 1992. The New Nuclear Threat. *Foreign Affairs*. 1992. Vol. 71, n° 4, pp. 120. ; FLOYD, Rita, 2011. Can securitization theory be used in normative analysis? Towards a just securitization theory. *Security Dialogue*. août 2011. Vol. 42, n° 4-5, pp. 427-439.

au cours du chapitre 2 puis ses intentions grâce à l'analyse de son discours dans les chapitres 5 et 6. Nous allons à présent adopter une approche combinant ces deux facteurs afin de déterminer comment la Corée du Nord cherche à mettre en œuvre sa stratégie destinée à bouleverser le *statu quo* dans la région.

Plus que de la dissuasion, qui consiste à décourager une potentielle agression, la stratégie de la Corée du Nord se rapproche de la coercition, c'est-à-dire la capacité à obtenir d'un acteur qu'il fasse quelque chose qu'il ne veut pas faire<sup>2</sup>. On remarque que la coercition se rapproche du concept wébérien de pouvoir que nous avons précédemment défini comme toute chance de faire triompher au sein d'une relation sociale sa propre volonté, même contre des résistances<sup>3</sup>. En effet, la coercition consiste en l'exercice d'un pouvoir destiné à produire des résultats conformes aux attentes de la partie qui l'emploie, mais contraires aux aspirations de la partie adverse. Schelling, pour sa part, distingue deux aspects dans le concept de coercition. Il s'agit d'une part de la dissuasion (*deterrence*) définie comme « une menace destinée à empêcher [un adversaire] de commencer quelque chose » et d'autre part, de la contrainte (*compellence*) définie comme « une menace destinée à [pousser] un adversaire à faire quelque chose »<sup>4</sup>. Toutefois, une stratégie de dissuasion peut être perçue – ou plutôt *misperceived* – comme une stratégie de contrainte. Cette erreur de perception peut dès lors avoir des conséquences par la suite sur le choix de tactiques à adopter et ainsi contribuer à une escalade. Jervis, dans son ouvrage majeur, *Perception and Misperception in International Relations*, s'intéresse à la place de la perception dans la prise de décision des acteurs politiques et a ouvert un nouveau champ de recherches dans ce domaine<sup>5</sup>. Il met en évidence le fait que malgré leur capacité à formuler des décisions rationnelles, il ne faut pas minimiser les facteurs psychologiques intervenant dans la prise de décision. Les acteurs politiques doivent prendre en compte leur propre perception des actions de la partie adverse mais également le point de vue de la partie adverse qui comprend la crédibilité et la possibilité que des erreurs d'interprétation soient commises. La situation bascule alors dans deux types de modèles : la spirale (*spiral model*) ou la dissuasion (*deterrence model*). À propos de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, Jervis et Rapp-Hooper décrivent la situation

---

<sup>2</sup> ART, Robert J. et GREENHILL, Kelly M., 2018. The Power and Limits of Compellence: A Research Note. *Political Science Quarterly*. mars 2018. Vol. 133, n° 1, pp. 77-97.

<sup>3</sup> WEBER, Max, 1995. *Économie et société*. Paris : Pocket, p. 95.

<sup>4</sup> SCHELLING, Thomas C., 2008. *Arms And Influence*. New Haven, CT : Yale University Press, p. 69.

<sup>5</sup> JERVIS, Robert, 1976. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

comme « *a perfect storm of misperception* »<sup>6</sup>. Il semble que tous les éléments pouvant mener à une guerre nucléaire soient présents dans la région.

Considérant la stratégie nord-coréenne, plusieurs questions se posent : comment la Corée du Nord perçoit-elle les actions des parties adverses ? Qu'est-ce que la Corée du Nord considère comme une menace crédible ? Ces questions peuvent aussi être formulées en miroir : comment la Corée du Nord pense-t-elle que ses actions sont perçues par ses adversaires ? Est-ce que la Corée du Nord estime représenter une menace crédible aux yeux de ses adversaires ?

Tout d'abord, nous observerons que dans certains cas, les « provocations » de la Corée du Nord peuvent être considérées comme un acte de communication et non une menace (1). La distinction entre action militaire et provocation peut aider les acteurs de la région à poursuivre un dialogue plus suivi grâce à une interprétation plus précise des intentions du régime nord-coréen. Nous verrons ensuite que le discours nord-coréen à propos de l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique se heurte à des systèmes de valeurs opposés, ce qui augmente le risque d'erreurs d'interprétations quant à ses actions militaires et entraîne la possibilité d'une escalade des tensions sur la péninsule coréenne (2). Enfin, nous observerons que la stratégie nucléaire de la Corée du Nord peine à réaliser son ambition d'indépendance car elle dépend des dynamiques entre les pays au sein du complexe de sécurité dans la région Asie-Pacifique dont notamment, la concurrence entre la Chine et les États-Unis, ces derniers entretenant aussi une alliance tripartite avec la Corée du Sud et le Japon (3).

---

<sup>6</sup> JERVIS, Robert et RAPP-HOOPER, Mira, 2018. Perception and Misperception on the Korean Peninsula. *Foreign Affairs*. Mai-juin 2018. Vol. 97, n° 3, pp. 14.

## 8.1. LES ACTIONS MILITAIRES DE LA CORÉE DU NORD : « PROVOCATION » OU COMMUNICATION ?

Qu'il s'agisse de la presse ou des revues académiques, les actions militaires de la Corée du Nord sont communément qualifiées de « *provocation* » en anglais ou « 도발 » (tobal) en coréen<sup>7</sup>. On peut se demander quelles sont les raisons qui expliquent le choix d'employer ce terme. En effet, dans le monde politique, parler de provocation comporte un aspect péjoratif qui sous-entend que les actions d'une partie s'inscrivent dans une stratégie de manipulation, ce qui encourage les préjugés<sup>8</sup>. En français, le Larousse définit le verbe « provoquer » comme « le fait d'inciter quelqu'un par une sorte de défi, à accomplir un acte hardi, violent ou blâmable »<sup>9</sup>. Ainsi, si l'on se réfère à cette définition, les actions militaires de la Corée du Nord auraient pour but principal d'inciter les parties adverses à exercer des représailles. Mais souscrire à cette logique, c'est donc considérer que de très nombreuses actions militaires de la Corée du Nord sont entreprises dans le but de déclencher une réaction de la part de la communauté internationale. Dès lors, parmi lesdites actions, les tirs de missiles, par exemple, auraient pour objectif principal de faire réagir les observateurs extérieurs et l'objectif du développement du programme balistique nord-coréen serait secondaire. On peut s'interroger sur ce raisonnement et se demander si les actions militaires nord-coréennes qualifiées de « provocations » sont bien destinées à provoquer une réaction. Le cas échéant, il est nécessaire d'analyser si les « provocations » atteignent les objectifs poursuivis par le régime nord-coréen. Il est également possible que celui-ci dispose d'un éventail de « provocations » différentes selon le type de réaction attendu. Nous tenterons

---

<sup>7</sup> FISHER, Max, 2013. The five stages of North Korean provocation. *The Washington Post* [en ligne]. 24 janvier 2013. [Consulté le 23 février 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2013/01/24/the-five-stages-of-north-korean-provocation/>; HAN, Gwang-soo, 2012. 탈냉전기 북한 대남도발의 전략적 의도와 행태 : 사례분석과 전망 [t'allaengjŏngi pukhan taenamdo-barŭi chŏllyakchŏk ūidowa haengt'ae saryebunsŏkkwa chŏnmang / Intentions stratégiques et comportements de la Corée du Nord vis-à-vis de ses provocations contre la Corée du Sud dans l'après-guerre froide : analyse de cas et perspectives]. 전략연구 [chŏllyagyŏngu / Recherche stratégique]. mars 2012. pp. 33-64. ; KIM, Insoo et LEE, Minyong, 2011. Has South Korea's Engagement Policy Reduced North Korea's Provocations? *North Korean Review*. 2011. Vol. 7, n° 2, pp. 57-65.

<sup>8</sup> KARWAT, Mirosław, 2022. *Theory of Provocation: In Light of Political Science*. Bern : Peter Lang International Academic Publishers, p. 62.

<sup>9</sup> LAROUSSE, [sans date]. Définitions : provoquer. *Larousse* [en ligne]. [Consulté le 16 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/provoquer/64675>.

tout d'abord d'approfondir la définition du terme « provocation » dans le contexte stratégique de la situation sur la péninsule coréenne puis nous nous intéresserons à l'emploi par la Corée du Nord de « provocations » comme outil politique.

### *8.1.1. Distinction entre provocation et action : une question de perceptions*

Le concept de provocation comporte de multiples facettes<sup>10</sup>. Une provocation peut être rhétorique, militaire ou relever de la gestuelle. Elle peut se manifester par divers moyens tels que le défi, le bluff, l'insulte, la calomnie ou encore les actes de terrorisme. Dans le contexte de nos recherches, nous avons traité le sujet des menaces dans le discours nord-coréen, nous allons donc considérer ici la provocation sous l'angle des actions militaires.

Snyder remarque que selon la culture de négociation américaine, les négociations sont un processus linéaire avec un début, un milieu et une fin, c'est-à-dire que toutes les parties doivent honorer leurs engagements sans questionner les termes de l'accord une fois qu'il a été signé. Par contraste, les négociateurs nord-coréens adoptent une approche cyclique : une fois un accord trouvé, il est possible de revenir sur ses dispositions afin d'en spécifier les détails. Ce cycle peut se répéter indéfiniment après la signature de l'accord<sup>11</sup>. La signature d'une déclaration conjointe ou d'un accord par la Corée du Nord ne signifie pas qu'elle adhère complètement à ce qui a été conclu, ce qui explique qu'elle propose par la suite sa propre interprétation du texte. À de nombreuses reprises, le fait que la Corée du Nord défie les termes d'un accord, par son discours ou par ses actions, a été interprété comme un manque de sincérité et d'honnêteté par la partie adverse. Les actions militaires nord-coréennes, en particulier, sont régulièrement qualifiées de « provocations » par ses interlocuteurs ou la presse étrangère.

Afin de gagner en précision et de remettre en contexte l'expression « provocation », nous pouvons compléter la définition du Larousse énoncée précédemment par celle du *Congressional Research Service* (CRS). Le CRS établit une liste des actions militaires nord-coréennes considérées comme des « provocations » et y inclut :

---

<sup>10</sup> KARWAT, Mirosław, 2022. *Op. cit.*, p. 95.

<sup>11</sup> SNYDER, Scott, 1999. *Negotiating on the Edge: North Korean Negotiating Behavior*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press, pp. 62-63.



- L'invasion armée ;
- Les violations des frontières ;
- L'infiltration de saboteurs armés et d'espions ;
- La piraterie aérienne, les enlèvements, le terrorisme (y compris les assassinats et les bombardements) ;
- Les menaces et les intimidations visant des dirigeants politiques, des journalistes et des institutions, et l'incitation à renverser le gouvernement sud-coréen<sup>12</sup>.

Bien que la liste proposée par le CRS établisse une typologie détaillée, on peut remarquer que les actions considérées sont majoritairement des actions entreprises par la Corée du Nord par le passé. En effet, elle n'a pas entrepris d'invasion armée depuis 1953. Il est vrai que jusqu'à la fin des années 1980, le pays a mené des opérations relevant principalement du terrorisme avec également des tentatives d'infiltration du territoire sud-coréen. Parmi les actions les plus symboliques, on peut citer le raid sur la Maison Bleue mené par le commando d'élite nord-coréen dénommé « unité 124 » (124 부대, paegisipsa budae) en 1968, la tentative d'assassinat du président sud-coréen Park Chung-hee en 1974, l'attentat de Rangoun en 1983 qui avait pour cible le président Chun Doo-hwan, successeur de Park Chung-hee, et l'attentat contre le vol Korean Air 858 dont l'explosion a été causée par une bombe posée en cabine par des agents nord-coréens. Mais dans les années 1990, la stratégie de la Corée du Nord a basculé vers des actions militaires maritimes, des tests de lancements de missiles balistiques et des essais nucléaires. On peut souligner à ce titre que les tirs de missiles balistiques et les essais nucléaires n'entrent pas dans cette classification bien qu'ils soient mentionnés dans les rapports du CRS. Enfin, une partie du discours nord-coréen entre dans la définition du concept de provocation car les menaces et les intimidations font partie de la liste. On peut donc considérer cette liste comme éclectique avec des catégories qui pourraient être actualisées.

La définition du CRS n'est pas celle retenue par le *think tank* américain *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) qui présente une définition comportant un biais particulier. En effet, le CSIS ne se concentre pas sur les stratégies ou tactiques employées mais sur le principe de souveraineté et le droit international, deux concepts qui, comme nous l'avons vu, sont sources de contentieux entre la Corée du Nord et la communauté internationale :

---

<sup>12</sup> NANTO, Dick K., 2003. *North Korea: Chronology of Provocations, 1950-2003*. Washington, D.C.: Congressional Research Service.

A provocation is defined as the following: an intentional military action taken by North Korea that breaches the sovereignty of a third country such as South Korea or the United States, causes personal injury or damage to property, and/or constitutes a serious violation of international law for the attainment of specific military, political, or diplomatic objectives.<sup>13</sup>

La Corée du Nord se considérant comme le représentant légitime de l'ensemble de la population de la péninsule coréenne, ne reconnaît ni la souveraineté du gouvernement sud-coréen ni l'autorité des USFK. Dès lors, la définition proposée par le CSIS, adopte un biais défavorable vis-à-vis de la culture stratégique de la RPDC. Elle contient les germes d'un conflit entre la Corée du Nord et les parties qui y souscrivent.

Du point de vue sud-coréen, le comité des chefs d'État-major interarmées définit les « provocations » nord-coréennes comme « toute action visant à nuire au territoire, à la population ou au patrimoine de la République de Corée en ayant recours à l'armée, à des armes ou à la guerre »<sup>14</sup>. Ici, l'angle considéré est celui d'une atteinte à la République de Corée, elle ne prend pas en considération d'autres cibles. Lee reconnaît qu'il n'existe pas de consensus sur la définition du concept de provocation<sup>15</sup>. Cela peut expliquer pourquoi de nombreux travaux de recherche portant sur l'analyse des « provocations » de la Corée du Nord ne comportent aucune définition du terme ni aucune précision sur la distinction entre une « action militaire » et une « provocation militaire »<sup>16</sup>. Mais, en nous appuyant sur la définition initiale du Larousse, nous pouvons proposer une alternative en considérant les

---

<sup>13</sup> COLLINS, Lisa, 2017. U.S.-DPRK Negotiations and North Korean Provocations. *CSIS Beyond Parallel* [en ligne]. 2 octobre 2017. [Consulté le 22 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://beyondparallel.csis.org/dprk-provocations-and-us-negotiations/>. [Souligné par l'auteur]

<sup>14</sup> ROK JOINT CHIEFS OF STAFF, 2006. 합동·연합작전 군사용어사전 [haptong yönhapchakchön kunsayong'ōsa / Glossaire militaire des opérations interarmées et conjointes]. Seoul : ROK Joint Chiefs of Staff, p. 71

<sup>15</sup> LEE, Min-sook, 2011. 군사협상과 군사도발 병행 행태를 통해 본 북한의 대남전략 [kunsahyōpsanggwa kunsadobal pyōnghaeng haengt'aerül t'onghae pon pukhanūi taenamjōllyak / La stratégie de confrontation de la Corée du Nord envers la Corée du Sud à travers une conduite simultanée de négociations et de provocations militaires]. 통일정책연구 / *Unification Policy Studies*. 2011. Vol. 20, n° 2, pp. 125-158.

<sup>16</sup> BECK, Peter M., 2011. North Korea in 2010. *Asian Survey*. 1 février 2011. Vol. 51, n° 1, pp. 33-40. ; IZUMIKAWA, Yasuhiro, 2017. Acting on the North Korea Playbook: Japan's Responses to North Korea's Provocations. *Asia Policy*. 2017. Vol. 23, n° 1, pp. 90-96. ; KIM, Hong-Cheol, 2012. How to Deter North Korea's Military Provocations. *The Korean Journal of International Studies*. 30 juin 2012. Vol. 10, n° 1, pp. 63-93. ; KIM, Yongho, 2013. North Korea's Threat Perception and Provocation Under Kim Jong-un: The Security Dilemma and the Obsession with Political Survival. *North Korean Review*. 2013. Vol. 9, n° 1, pp. 6-19.

actions militaires de la Corée du Nord à travers le prisme de la perception. Ainsi, une action militaire nord-coréenne peut être considérée comme une provocation si elle est initiée par la Corée du Nord et si elle est destinée à susciter une réaction conflictuelle de la part des acteurs de la région ou de la communauté internationale. Nous avons fait le choix de ne pas retenir le critère de la violation du droit international ou de la souveraineté d'un État car ils induisent un biais dans cette définition qui doit rester aussi neutre que possible et ne pas contenir de concept sur lequel il n'existe pas de consensus entre la Corée du Nord et les autres acteurs.

Selon le discours nord-coréen, les États-Unis sont les instigateurs originaux des tensions sur la péninsule coréenne. Mais d'après les États-Unis, c'est bien la Corée du Nord qui représente un danger depuis son invasion du territoire sud-coréen en 1953, puis le développement d'un programme nucléaire illégal. La stratégie de chaque partie consiste donc à prouver par le discours que les actions du camp opposé sont la cause des tensions militaires. Mais encore faudrait-il pouvoir distinguer les actions militaires qui relèvent du champ de la provocation, c'est-à-dire qu'elles sont destinées à susciter une réaction conflictuelle, et celles qui n'ont pas vocation à attirer l'attention du camp opposé. À nouveau, au cœur de la distinction entre les actions militaires relevant de la « provocation » et les autres, nous retrouvons la notion d'intersubjectivité : la partie adverse peut choisir d'interpréter une action comme une incitation à répliquer ou bien rester indifférente. De même, une partie peut entreprendre des actions militaires en pensant que la partie adverse ne réagira pas et sera surprise lorsque lesdites actions seront qualifiées de « provocations » – et, à l'inverse, une réelle volonté de provoquer un adversaire peut passer inaperçue.

Le cas de la « provocation » est particulier car c'est l'acteur contre lequel l'action militaire est dirigée qui est le premier à donner officiellement son interprétation de l'évènement : on peut dire qu'un processus narratif est enclenché dès le premier acte qualifié de provocation. Ainsi, les provocations entrent dans le champ discursif en tant que relevant d'une stratégie de communication. C'est notamment le point de vue défendu par Boudana et Seguev qui, après avoir procédé à l'analyse du discours sur les « provocations » militaires de la Corée du Nord dans la presse américaine ont remarqué :

The provocative act or speech is performed for or against a person or a group whose expected reaction is supposed to serve the provocateur's goals. But provocation is a

risky strategy. If exposed, the provocateur becomes the one accountable in the eyes of third parties. As long as the provocation is not identified as such, it might benefit the provocateur as it serves to expose the provoked to judgment by third parties. But from the moment when it is recognized as a “provocation,” that is, put in a persuasive narrative, the blame is shifted to the provocateur who will be accountable for the reaction of the provoked one, even if this reaction makes him/her the victim of violence. Provocation narratives may thus transfer blame to victims by hiding or reversing causality.<sup>17</sup>

On remarque qu’une provocation doit être identifiée en tant que telle par un acteur qui réagit à l’action en se considérant comme cible visée. Il construit alors un discours persuasif qui désigne l’autre partie comme un provocateur. La notion de discours implique donc une communication et on constate qu’il existe une interaction entre le provoqué et le provocateur. On peut dès lors considérer qu’en qualifiant les actions militaires de la Corée du Nord comme des « provocations », les acteurs extérieurs entrent dans un processus de communication. De même, la Corée du Nord identifie certaines actions, militaires ou non, des acteurs extérieurs comme des « provocations ». On peut citer par exemple les sanctions du Conseil de sécurité de l’ONU ou les exercices conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud. Un affrontement discursif a donc lieu entre la Corée du Nord et les acteurs de la région. En outre, les organisations internationales ajoutent des normes au discours sur les « provocations » nord-coréennes qui sont à leur tour contestées par le discours nord-coréen, comme nous l’avons étudié au cours du chapitre 4 sur la place de l’idéologie du *Juche* dans la vision du monde entretenue par le régime nord-coréen. Pour les États et les organisations internationales se sentant visés par les actions militaires nord-coréennes, l’objectif est de prouver que lesdites actions représentent une menace pour la région Asie-Pacifique et, plus largement, pour la sécurité internationale.

Ayant ainsi posé le cadre de notre analyse, et avec les connaissances que nous avons accumulées au sujet de la culture stratégique nord-coréenne, nous pouvons tenter de distinguer quelles actions militaires entrent dans la catégorie des « provocations » destinées à susciter une réaction de la part de la communauté internationale et quelles actions relèvent de la catégorie des actions militaires habituelles. La remise en contexte des actions militaires

---

<sup>17</sup> BOUDANA, Sandrine et SEGEV, Elad, 2017. Theorizing Provocation Narratives as Communication Strategies: Provocation Narratives. *Communication Theory*. novembre 2017. Vol. 27, n° 4, pp. 329-346.

dans leur contexte géostratégique ainsi que l'étude du discours du régime nord-coréen à leur sujet peuvent nous en apprendre plus sur les motivations et le but recherché. Nous tenterons par la suite de relever un schéma selon lequel la Corée du Nord opère afin de provoquer des réactions de la part de la communauté internationale et des pays dans la région Asie-Pacifique.

### *8.1.2. Déterminer les motivations à l'origine des actions du régime nord-coréen*

Lorsque l'on s'intéresse aux incidents impliquant la Corée du Nord, on remarque que le mode opératoire a changé au cours des années. D'actions militaires pouvant être identifiées comme des actes de terrorisme, la Corée du Nord n'est tournée vers des actions liées à son programme nucléaire et balistique qui représentent une menace non seulement pour la sécurité dans région Asie-Pacifique mais également pour la sécurité internationale. L'objectif principal de la Corée du Nord étant le développement de son programme nucléaire et balistique, il est difficile de distinguer quels tirs de missiles ou essais nucléaires sont des actions s'inscrivant dans cette stratégie et lesquels sont destinés à susciter une réaction de la part de la communauté internationale. Par défaut, la communauté internationale considère que ces actions violent le droit international et sont donc des provocations. Mais cette généralisation tend à faire passer au second plan le contexte géostratégique dans lequel ces actions militaires ont lieu. En effet, l'étude du contexte peut nous aider à déterminer les motivations et les buts recherchés par le régime nord-coréen à travers le recours à des actions militaires. Nous allons donc tout d'abord nous intéresser à deux contextes en particulier : les négociations internationales et les exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud. Puis, nous étudierons le lien entre les actions militaires et le discours du régime nord-coréen pour tenter de déterminer si ce dernier peut nous donner des indications sur ses intentions, ce qui nous permettrait de distinguer les actions militaires et les provocations. Enfin, nous analyserons comparativement les actions militaires nord-coréennes et les événements sur le plan national et international afin d'affiner nos observations.

Les négociations internationales à propos du programme nucléaire et balistique nord-coréen ont débuté dans les années 1990, après que la Corée du Nord ait signé des accords de garanties avec l'AIEA. Par la suite, comme nous l'avons décrit au chapitre I,

plusieurs *rounds* de négociations se sont succédé tant au format multilatéral que bilatéral. Nous allons observer s'il existe une corrélation entre les périodes de négociations et les actions militaires de la Corée du Nord. Le programme nucléaire ayant été employé comme monnaie d'échange et comme levier de négociations, il est en effet possible que le pays ait procédé à des provocations afin de pousser la communauté internationale à ouvrir des négociations.

<b>Dirigeant</b>	<b>Négociations</b>	<b>Actions militaires</b>
<b>Kim Il Sung</b> (janvier 1990-juin 1994)	26	10
<b>Kim Jong Il</b> (juillet 1994-décembre 2011)	175	68
<b>Kim Jong Un</b> (janvier 2012-octobre 2018)	13	63
<b>Total</b>	<b>214</b>	<b>141</b>

**Tableau 1** – Ratio négociations-provocations d'après les données du CSIS

Le *Tableau 1* ci-dessus présente les résultats obtenus par le CSIS dans le cadre d'une étude du ratio entre les négociations États-Unis-Corée du Nord, et les actions militaires nord-coréennes. Dans ses travaux, le CSIS emploie l'expression « provocation » selon la définition présentée plus haut mais nous avons préféré faire apparaître les résultats en termes d'actions militaires car à ce stade de notre raisonnement, les motivations de la Corée du Nord restent indéterminées. Nous avons également actualisé les résultats de Kim Jong Un jusqu'en octobre 2018 grâce aux données disponibles sur le site du CSIS. Ainsi, il apparaît qu'en période de négociations bilatérales ou multilatérales, la Corée du Nord a tendance à diminuer ses actions militaires<sup>18</sup>. La diplomatie a donc pour effet d'encourager les négociations et de limiter les actions militaires de la part du régime nord-coréen. Dans un sens, on peut dire qu'il décide de respecter les règles du jeu diplomatique. L'étude menée démontre que le parti politique auquel l'administration américaine en charge appartient, qu'il s'agisse du parti républicain ou démocrate, n'a pas d'impact significatif sur les actions militaires nord-coréennes. Par ailleurs, on observe que l'efficacité de la diplomatie était plus importante sous Kim Il Sung dont le mandat affiche le ratio négociations-actions militaires

<sup>18</sup> COLLINS, Lisa, 2017. *Op cit.*

le plus élevé avec 26 rounds de négociations pour 10 actions militaires alors que l'arrivée au pouvoir de son petit-fils, Kim Jong Un a représenté un retournement de situation avec le ratio négociations-actions militaires le plus faible de l'histoire : 13 rounds de négociations contre 80 actions militaires. En termes de chiffres absolus, le mandat de Kim Jong Il a représenté une période d'engagement significatif de la part de la Corée du Nord avec 175 *rounds* de négociations. L'échec le plus retentissant côté américain a été la politique de « patience stratégique », qui s'étendait de janvier 2009 à décembre 2011, adoptée par l'administration Obama qui a été interprétée côté nord-coréen comme une opportunité de relever le seuil de tolérance américain sans s'exposer à des risques élevés de représailles. C'est notamment durant cette période que la Corée du Nord a procédé à son second test nucléaire, a coulé la corvette sud-coréenne *Cheonan* et a bombardé l'île de Yeonpyeong. Les chiffres sont donc éloquentes : une politique d'engagement américaine envers la Corée du Nord contribue à réduire les actions militaires de sa part, et par conséquent, à réduire les tensions sur la péninsule coréenne. Cela ne signifie pas que les activités de prolifération verticale et horizontale cessent durant les négociations mais que, dans sa stratégie de communication, le régime nord-coréen privilégie la négociation à l'action militaire comme l'indiquent les résultats combinés des trois dirigeants.

On peut supposer que si les actions militaires de la Corée du Nord visaient à induire une réaction des acteurs extérieurs, elles seraient plus nombreuses au cours des périodes durant lesquelles les exercices militaires conjoints des armées sud-coréenne et américaine ont lieu. Or, Cha, Lee et Lim, ont réalisé une analyse quantitative des échanges entre la Corée du Nord et les États-Unis avant et après les exercices militaires conjoints de grande ampleur *Foal Eagle*, au printemps, et *Ulchi Freedom Guardian*, à l'automne. Les résultats ont démontré que ces exercices militaires conjoints n'avaient eu aucun impact sur les relations diplomatiques entre les deux pays<sup>19</sup>. Qu'il s'agisse d'échanges rhétoriques ou physiques, la Corée du Nord a démontré sa capacité à « compartimenter ses réactions » face aux exercices militaires conjoints. Cela signifie que la Corée du Nord ne laisse pas son hostilité vis-à-vis des exercices militaires conjoints déborder sur d'autres sujets. Par exemple, en 2008, Pyongyang a isolé les Pourparlers à six qui étaient en cours de développement de son

---

<sup>19</sup> CHA, Victor, LEE, Na Young et LIM, Andy, 2016. DPRK provocations and US-ROK Military Exercises. *CSIS Beyond Parallel* [en ligne]. 18 août 2016. [Consulté le 22 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://beyondparallel.csis.org/wp-content/uploads/2016/08/NK-Provocations-v.-US-ROK-Exercises-Study\\_FINAL\\_160816.pdf](https://beyondparallel.csis.org/wp-content/uploads/2016/08/NK-Provocations-v.-US-ROK-Exercises-Study_FINAL_160816.pdf).

hostilité envers le gouvernement de Lee Myung-bak : avant et après les exercices militaires conjoints, les relations sont restées positives jusqu'à ce que des désaccords sur la question de la vérification ne fassent échouer les Pourparlers en décembre.

Ces conclusions semblent contraster au premier abord avec les observations faites dans le cadre de notre analyse qualitative dans la mesure où nous avons mis en évidence une intensification de la rhétorique négative du régime nord-coréen à l'égard des États-Unis et de la Corée du Sud lors de leurs exercices militaires. En effet, au cours du chapitre 5, nous avons souligné l'emploi d'arguments nord-coréens identifiant les exercices militaires comme des tentatives d'invasion du territoire nord-coréen, ce qui donnait lieu à des propos violents. Cette différence entre l'étude citée précédemment et nos résultats peut s'expliquer par le fait que l'analyse quantitative citée ci-dessus s'intéresse aux éléments discursifs qui produisent un effet sur les relations diplomatiques telles que « l'expression d'une volonté de négocier ou l'annonce d'un moratoire sur son programme nucléaire »<sup>20</sup> tandis que nous avons adopté un point de vue plus large afin de comprendre le contexte historique et idéologique dans lequel la rhétorique hostile de la Corée du Nord s'inscrivait. Par ailleurs, les résultats de notre analyse qualitative peuvent être interprétés de la manière suivante : la rhétorique négative et récurrente de la Corée du Nord à propos des exercices militaires conjoints que nous avons observée, s'accompagne rarement d'actions militaires hostiles. Le caractère récurrent de ces déclarations négatives, qui ne sont pourtant pas suivies de représailles militaires, permet de les catégoriser comme des déclarations de principe qui n'ont pas d'impact sur les relations diplomatiques de la Corée du Nord. L'hypothèse la plus probable est que ces déclarations de principe sont une forme de propagande destinée à un public domestique afin de renforcer la légitimité du régime nord-coréen ainsi que son combat pour une guerre révolutionnaire contre l'impérialisme américain. Cela met en évidence le fait qu'une rhétorique hostile n'est pas le reflet d'un refus de négocier de la part de la Corée du Nord.

Nous avons analysé les actions militaires de la Corée du Nord sous l'angle des négociations internationales et des exercices militaires conjoints. Il apparaît que les actions militaires diminuent en période de négociations et que les exercices militaires conjoints ne perturbent pas les tractations diplomatiques. Nous pouvons donc tenter de déterminer quels sont les buts recherchés par la Corée du Nord lorsqu'elle se livre à des actions militaires en-dehors des deux périodes citées ci-dessus.

---

<sup>20</sup> *Ibid.*



Si la rhétorique hostile de la Corée du Nord au cours des exercices militaires conjoints n'est qu'une façade affichée de manière banalisée et qu'elle ne compromet pas les chances de voir des négociations aboutir, on peut supposer que certaines de ses actions routinières, pourtant perçues de l'extérieur comme hostiles, ne le sont pas. La question des motivations est difficile à trancher car elle nécessite de sonder avec précision les intentions des élites dirigeantes nord-coréennes, ce qui constitue un véritable défi encore aujourd'hui. En 2016, le ministère des Affaires étrangères nord-coréen a publié un mémorandum dans lequel il a exposé plusieurs événements que le régime nord-coréen identifie comme « des antécédents criminels qui ont poussé [la Corée du Nord] à consolider ses forces nucléaires »<sup>21</sup>. En d'autres termes, il s'agissait d'événements que le régime nord-coréen considérait de son point de vue comme des provocations qui ont induit une réaction défensive de sa part. À partir de cette déclaration, nous avons réalisé une typologie des actions militaires ou non militaires qui sont considérées comme des provocations par la Corée du Nord (cf. *Tableau 2*).

<b>Actions non militaires</b>	Sanctions économiques	
	Menaces/Avertissements	
	Résolutions de l'ONU	
	Déclarations officielles	Programme nucléaire et balistique
		Droits de l'homme
		Effondrement du régime nord-coréen
<b>Actions militaires</b>	Tirs de missiles	
	Déploiement de systèmes antimissiles	
	Déploiement de forces navales	
	Exercices militaires conjoints	
	Survols de bombardiers nucléaires	

**Tableau 2** – Typologie des événements identifiés comme des provocations par le MAE nord-coréen

<sup>21</sup> KCNA, 2016. 조선외무성 공화국을 핵무력강화에도 떠민 미국의 범죄적행적 폭로 [chosŏnoemusŏng konghwagugŭl haengmuryŏkkanghwaero ttŏmin migugŭi pŏmjoejŏkhaengjŏk p'ongno / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : révélation des actes criminels des États-Unis qui poussent la République à renforcer ses capacités nucléaires]. *KCNA* [en ligne]. 21 novembre 2016. [Consulté le 8 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/11/11-21/2016-1121-018.html>

À partir de ce mémorandum, Hess a également entrepris d'étudier le lien entre les évènements listés par le ministère des Affaires étrangères et les actions militaires de la Corée du Nord entre 2011 et 2016<sup>22</sup>. Les conclusions de Hess mettent en lumière le fait que lorsque les évènements listés ont lieu, la Corée du Nord ne se livre pas à des représailles et ce, durant une période de 7 à 14 jours après l'évènement. Il apparaît ainsi que les actions militaires de la Corée du Nord ne sont pas des réactions impulsives face à une provocation mais des évènements planifiés. À la lumière de ces observations, si les évènements internationaux ne présentent pas de corrélation avec les actions militaires de la Corée du Nord, on peut se demander quels facteurs influencent le déclenchement ces actions. Certains observateurs y voient des activités dont le seul objectif est d'améliorer le programme nucléaire et balistique nord-coréen<sup>23</sup> mais cela ne peut pas expliquer le choix de mener ces actions à une période précisément déterminée. Il est nécessaire de regarder donc du côté des évènements au niveau interne. La distinction entre les facteurs internes et internationaux reste floue car un incident peut simultanément poursuivre plusieurs objectifs différents. Par exemple, un tir de missile balistique peut avoir lieu en l'honneur d'une célébration annuelle, contribuer à faire progresser la recherche dans le domaine des armements et être également un message destiné à la communauté internationale. C'est sur cette ambivalence que repose une grande partie de la stratégie de la Corée du Nord qui laisse une marge d'interprétation à ses interlocuteurs, tel un test afin de déterminer si la situation lui est favorable ou non avant d'engager ses pions. Le but de nos travaux n'est pas de prévoir les futures actions de la Corée du Nord mais d'essayer d'y apporter plus de clarté en les éclairant à la lumière du passé. En effet, l'analyse comparée du discours nord-coréen et de ses actions militaires peut nous aider à identifier des éléments permettant de déterminer les objectifs poursuivis par le régime nord-coréen et ainsi, catégoriser une action comme une provocation ou non.

---

<sup>22</sup> HESS, Ashley A.C., 2018. Why Does North Korea Engage in Provocations? *Journal of Asian Security and International Affairs*. avril 2018. Vol. 5, n° 1, pp. 57-83.

<sup>23</sup> CHA, Victor D., 2009. What Do They Really Want? : Obama's North Korea Conundrum. *The Washington Quarterly*. 1 octobre 2009. Vol. 32, n° 4, pp. 119-138. ; CORDESMAN, Anthony H., 2006. North Korea's Missile Tests: Saber Rattling or Rocket's Red Glare. *CSIS* [en ligne]. 5 juillet 2006. [Consulté le 29 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.csis.org/analysis/north-koreas-missile-tests-saber-rattling-or-rockets-red-glare> ; LEE, Hong Yung, 2014. North Korea in 2013 : Economy, Executions, and Nuclear Brinkmanship. *Asian Survey*. 1 février 2014. Vol. 54, n° 1, pp. 89-100.

### 8.1.3. Cycles de « provocations » et discours : une étude comparée

Pour les analystes travaillant uniquement avec des sources ouvertes, la principale source directe d'informations disponibles sur la Corée du Nord reste ses déclarations. Ainsi, c'est sur la base de ces déclarations, combinées aux informations disponibles à propos d'une action militaire, qu'un analyste doit être capable de déterminer si cette action militaire peut être considérée comme une provocation ou non. Par conséquent, il est nécessaire de replacer l'action dans son contexte temporel, stratégique et discursif. Par exemple, le tir d'un nouveau type de missile balistique à portée intermédiaire ne sera pas considéré par la Corée du Nord comme une tentative de provocation. Mais s'il s'accompagne d'une déclaration condamnant le Conseil de Sécurité de l'ONU, il peut s'agir d'une provocation. À partir d'une base donnée compilant toutes les actions militaires entreprises par la Corée du Nord à ce jusqu'en 2019<sup>24</sup> ainsi que les *rounds* de négociations comptabilisés par le CSIS, nous avons donc créé le graphique ci-dessous (cf. *Figure 1*). Puis, nous y avons ajouté les données obtenues pour l'indice I-1 du code opérationnel des dirigeants nord-coréens. Pour rappel, l'indice I-1 concerne la stratégie coopérative ou conflictuelle adoptée par un leader politique vis-à-vis de la communauté internationale. Notre objectif est de déterminer si le discours nord-coréen à propos de sa stratégie se reflète dans ses actions. Si l'on observe que les actions militaires sont accompagnées d'un discours conflictuel, on pourra en conclure que les actions militaires peuvent être considérées comme des provocations destinées à susciter une réaction de la communauté internationale. Si, au contraire, on observe que les actions militaires ne sont pas accompagnées d'un discours conflictuel, on pourra en conclure que les actions militaires ne peuvent pas être considérées comme des provocations.

---

<sup>24</sup> CSIS, 2019. Database: North Korean Provocations. *CSIS Beyond Parallel* [en ligne]. 20 décembre 2019. [Consulté le 24 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://beyondparallel.csis.org/database-north-korean-provocations/>

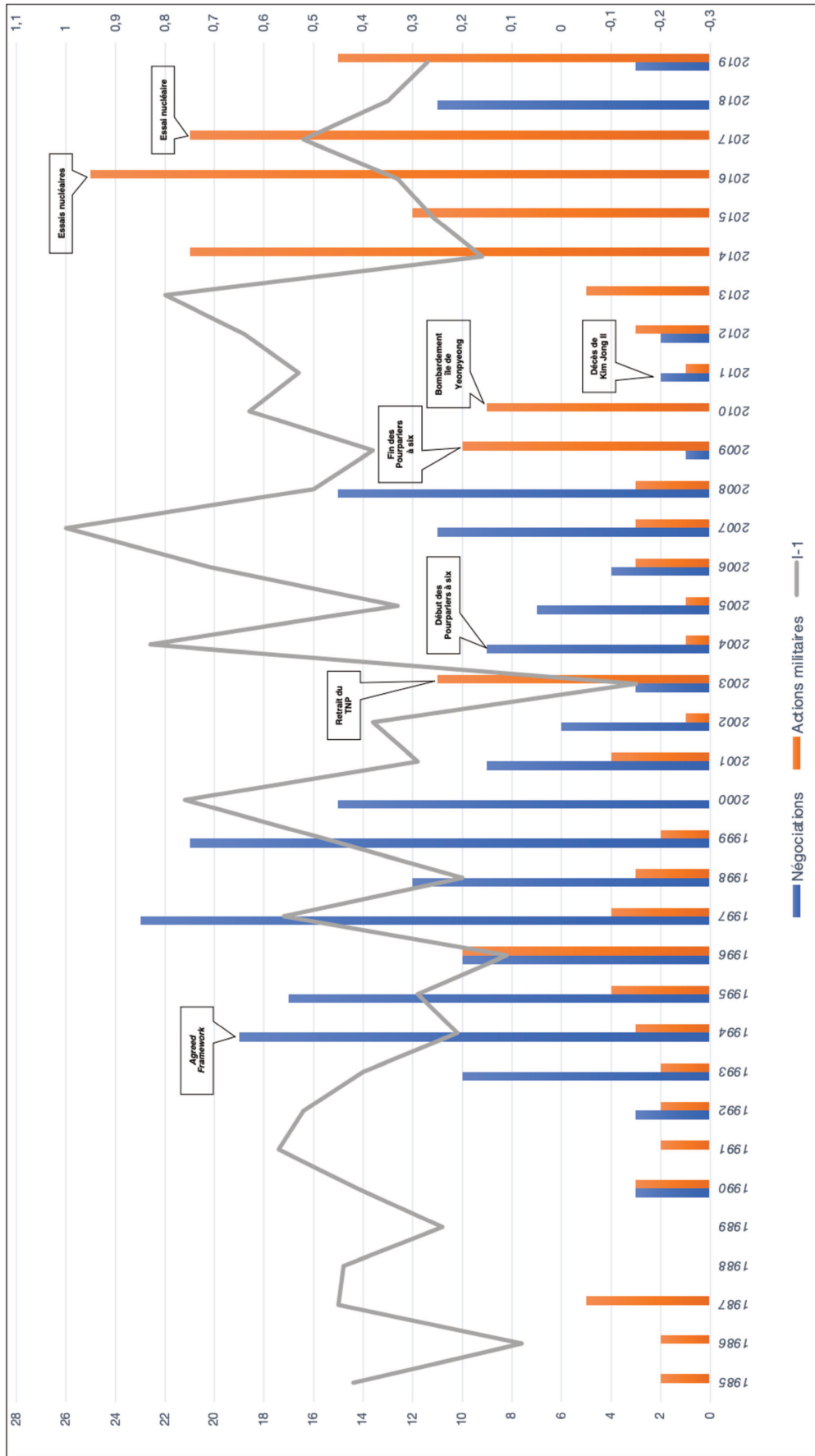


Figure 1 – Comparaison du code opérationnel (I-1) et du ratio négociations-actions militaires réalisée par l'auteur

La *Figure 1* met en évidence le fait qu'il existe une corrélation entre le discours des dirigeants nord-coréens au sujet de leurs stratégies politiques dans le cadre du développement du programme nucléaire et balistique de la RPDC, d'une part, et les cycles d'actions militaires et de négociations internationales d'autre part. Durant toute la période étudiée, la courbe de l'indice I-1 atteint son point le plus bas en 2003, ce qui correspond à l'année où la RPDC a annoncé son retrait du TNP avec une augmentation notable du nombre d'actions militaires. On remarque qu'à cette même date, les actions militaires de la Corée du Nord sont en nette augmentation. Au contraire, les périodes au cours desquelles l'indice I-1 se rapproche de la valeur 1 sur l'axe des ordonnées de droite, correspondent aux cycles de négociations internationales, quand la stratégie politique tend à la coopération, notamment de 2004 à 2008 durant les Pourparlers à six. Les Pourparlers ont abruptement pris fin en 2009 et on peut observer à cette occasion que le ratio négociations-actions militaires s'inverse : les actions militaires deviennent dix fois plus nombreuses que les négociations. Ces résultats s'accompagnent d'une dégradation de l'attitude coopérative du gouvernement dans son discours. On trouve ici une confirmation de ce que le code opérationnel constitue un indicateur fiable de mesure de la motivation d'un dirigeant à coopérer ou à entreprendre des provocations. Dans le cas particulier que nous avons étudié, c'est-à-dire les discours à portée internationale qui font mention du programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord, le code opérationnel nous permet de comprendre le positionnement d'un dirigeant vis-à-vis de la communauté internationale. Il apparaît que la rhétorique d'un dirigeant à propos de sa stratégie politique ne se reflète pas exactement dans ses actions : durant deux périodes, de 2012 à 2013 et de 2015 à 2017, alors que les tests de missiles balistiques et les essais nucléaires se sont multipliés, l'indice I-1 avait un niveau élevé. Cela signifie que la stratégie de Kim Jong Un, selon son discours, n'était pas conflictuelle. On peut supposer que l'objectif premier de ces tests de missiles et ces essais nucléaires n'était pas de provoquer la communauté internationale mais d'achever le plus rapidement possible le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

Afin de vérifier notre méthodologie et de confirmer les résultats obtenus, nous avons créé un second graphique comparant le ratio négociations-actions militaires à l'indice I-2 du code opérationnel qui correspond aux tactiques privilégiées par un dirigeant politique (cf. *Figure 2*). Cet indice se concentre sur la manière dont les objectifs d'un leader peuvent être mis en œuvre le plus efficacement possible : il s'agit de mesurer l'intensité qu'il va employer afin de réaliser ses objectifs.

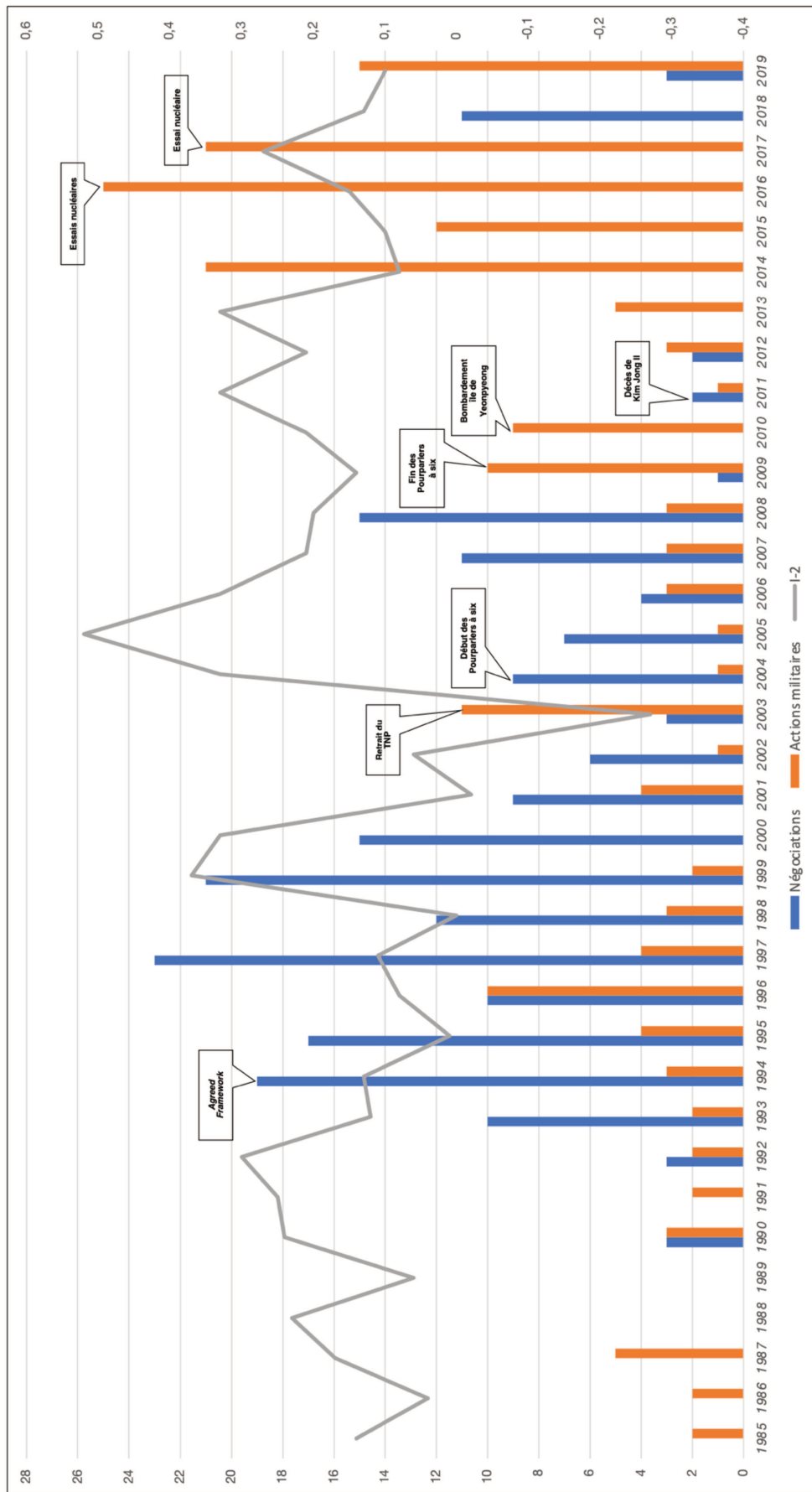


Figure 2 – Comparaison du code opérationnel (I-2) et du ratio négociations-actions militaires réalisée par l'auteur

On peut observer que l'évolution de la courbe de l'indice est très similaire à celle de l'indice I-1. Les résultats corroborent ceux de l'indice I-1 avec une tendance à préférer les tactiques conflictuelles même si les valeurs les plus élevées ont été atteintes en période de négociations bilatérales ou multilatérales, notamment juste après la déclaration conjointe des Pourparlers à six de septembre 2005. Le graphique met en évidence le fait que Kim Jong Il avait estimé que la coopération était la tactique la plus efficace pour atteindre ses objectifs politiques et dans ce contexte de hiatus. Les neuf mois durant lesquels les négociations ont été suspendues en 2006 ont été fatals à la communauté internationale car la Corée du Nord a profité du fait que les négociations étaient au point mort pour mener un essai nucléaire. L'évolution des indices I-1 et I-2 nous apprend que la dynamique tendait plutôt à la coopération, c'est pourquoi un accord de mise en œuvre de la Déclaration conjointe de 2005 a encore pu être conclu en février 2007, après l'essai nucléaire. Il aurait été souhaitable de profiter de cette dynamique pour garder la Corée du Nord le plus longtemps possible à la table des négociations mais Obama a succédé à Bush en janvier 2009 et sa politique de « patience stratégique » a marqué un violent coup d'arrêt aux négociations bilatérales.

Nous pouvons donc déduire de nos analyses que le code opérationnel des dirigeants nord-coréens au sujet du programme nucléaire et balistique est un indicateur pertinent afin de comprendre dans quel contexte de stratégie politique s'inscrivent les actions militaires de la Corée du Nord et avec quelle intensité ses dirigeants sont effectivement engagés dans des tactiques hostiles ou coopératives. Plus que les pics d'activité ou d'intensité concernant la stratégie choisie, il faut s'intéresser aux dynamiques des indices du code opérationnel. En effet, grâce aux graphiques ci-dessus, on peut conclure que lorsqu'une action intervient dans une dynamique tendant au conflit, cela tend à suggérer qu'il s'agit d'une provocation et dans le cas d'une dynamique plus positive s'orientant vers la coopération, il existe une forte probabilité pour qu'elle soit destinée à la poursuite d'objectifs liés à la politique intérieure du pays.

Afin de déterminer avec précision à quel moment les objectifs du régime nord-coréen sont principalement intérieurs, il est nécessaire d'étudier le contexte dans lequel ces actions militaires ont eu lieu. Grâce à une méthode d'analyse logicielle, Woo a établi un lien entre

les périodes de tensions politiques au sein du régime nord-coréen et les actions militaires<sup>25</sup>. Il apparaît que la probabilité de voir le régime nord-coréen entreprendre des actions militaires augmente lorsque la situation interne nécessite un renforcement de l'autorité et de la légitimité du dirigeant. Gause précise ces résultats en montrant que les tensions telles que la lutte pour le leadership, le décès d'un dirigeant ou la nomination d'un successeur à la tête du pays, sont des événements susceptibles d'être suivis de provocations militaires de la part de la Corée du Nord<sup>26</sup>. Gause observe que les actions militaires n'ont pas eu lieu durant les périodes de tensions mais juste après celles-ci. Par exemple, après le décès de Kim Il Sung, la Corée du Nord n'a pas adopté un comportement provocateur durant près d'un an jusqu'en 1995, lorsqu'un navire de patrouille a ouvert le feu sur un bateau de pêche sud-coréen. Les provocations de la Corée du Nord suivraient la règle suivante : les provocations ont lieu lorsque la stabilité a été rétablie au niveau interne et que le régime est à nouveau capable de se tourner vers l'extérieur. Au niveau interne, elles ont pour but d'affermir la nouvelle configuration du pouvoir au sein du régime et de faire taire toute contestation. Au niveau international, elles signalent que le régime est stable et en position de force. Mais nous ne souscrivons pas à cette analyse car plusieurs cas n'entrent pas dans le schéma proposé.

L'une des exceptions majeures à la règle est l'attaque de la corvette sud-coréenne *Cheonan* en 2010. À travers son analyse des actions militaires entreprises par le régime nord-coréen au cours l'année 2010, Moon cherche la raison du nombre croissant d'actions militaires au cours de cette année et il en a conclu que la motivation première était de promouvoir la stabilité du régime<sup>27</sup>. Ces deux périodes ont coïncidé avec l'émergence de nouveaux héritiers, au cours desquelles les dirigeants en place étaient incités à montrer leur pouvoir ou à dissuader d'éventuels défis. Han a également mené une étude comparative des provocations locales entre les mandats de Kim Jong Il et de Kim Jong Un. Selon Han, les provocations militaires de la Corée du Nord ont eu tendance à augmenter pendant les crises

---

<sup>25</sup> WOO, Byung-Deuk, 2019. Why does North Korea Commit Provocations? *The Korean Journal of Defense Analysis*. mars 2019. Vol. 31, n° 1, pp. 43-59.

<sup>26</sup> GAUSE, Ken E., 2015. *North Korea's Provocation and Escalation Calculus: Dealing with the Kim Jong-un Regime* [en ligne]. Fort Belvoir, VA. Defense Technical Information Center. [Consulté le 15 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://apps.dtic.mil/sti/citations/ADA621100>.

<sup>27</sup> MOON, Soon-Bo, 2012. North Korea's provocations environmental comparison: Focusing on the major events of 1968 and 2010. *Sejong Policy Studies*. N°13, cité dans HESS, Ashley A.C., 2018. *Op.cit.*



économiques et les périodes de construction du successeur du régime<sup>28</sup>. Cet argument repose essentiellement sur la théorie de la guerre de diversion, qui suggère que les outils militaires peuvent être considérés comme utiles pour détourner le mécontentement national lorsqu'un dirigeant ou un groupe dirigeant est confronté à des problèmes qui ne peuvent être rapidement résolus. En effet, en 2009, le régime nord-coréen avait décidé de procéder à une réévaluation de la monnaie qui a plongé le pays dans une crise économique et entraîné une vague de critiques des élites politiques. Ces observations viennent infirmer la thèse de Gause selon laquelle les actions militaires nord-coréennes ont lieu après la stabilisation du régime. Ici, on constate qu'elles ont lieu au cœur de crises politiques et de changements dans la hiérarchie.

Dans le *Tableau 3*, nous avons établi une chronologie comparative des événements internes, des actions militaires et des événements internationaux qui ont eu lieu au cours de cette période. On remarque que dès janvier 2010, la Corée du Nord avait interdit une zone maritime comme « *no-sail zone* », c'est-à-dire que toute navigation était interdite. Cette décision faisait suite à la bataille de Daecheong, le 10 novembre 2009, qui est un événement impliquant un navire nord-coréen n'ayant pas respecté la NLL, frontière maritime entre les deux Corées, et subi des tirs de navires de la marine sud-coréenne. Après les déclarations de la Corée du Nord en janvier 2010, des tirs d'artillerie ont à nouveau été échangés. Ainsi, en prenant en compte le contexte général, on observe que les actions militaires de la Corée du Nord s'inscrivaient dans une longue période de tensions en mer Jaune.

---

<sup>28</sup> HAN, Kwan-soo, 2012. Analysis and Outlook of North Korean Strategic Intentions and Provocations Against South Korea in the Post-Cold War Era. *Strategic Studies*. janvier 2012. Vol. 19, n° 54, pp. 33-64.

Évènements internes	Actions militaires	Évènements internationaux
<b>2009</b>		
	<b>10 novembre</b> Bataille de Daecheong	
<b>1er décembre</b> Réévaluation de la monnaie		
<b>2010</b>		
	<b>26 janvier</b> Déclaration de “no-sail zone”	
	<b>27-29 janvier</b> Échange de tirs d’artillerie	
	<b>31 janvier</b> Déclaration de “no-sail zone”	
<b>17 mars</b> Exécution de Pak Nam Gi		
	<b>26 mars</b> Torpillage du ROKS <i>Cheonan</i>	
<b>3-7 mai</b> Visite de Kim Jong Il en Chine		
<b>7 juin</b> Nomination de Jang Song Thaek à la Commission de défense nationale		
		<b>24 mai</b> Sanctions sud-coréennes
	<b>9 août</b> Tirs d’artillerie	
		<b>25 août</b> Visite de Jimmy Carter à Pyongyang
		<b>30 août</b> Sanctions économiques américaines
<b>26-31 août</b> Visite en Kim Jong Il en Chine		
<b>27 septembre</b> Ri Yong Ho nommé vice- maréchal		
<b>28 septembre</b> Kim Jong Un et Kim Kyong Hui nommés généraux quatre étoiles		
	<b>12 novembre</b> Annonce programme d’enrichissement de l’uranium	
	<b>23 novembre</b> Bombardement de l’île de Yeonpyeong	

**Tableau 3** – Tableau comparatif des événements de 2009-2010

S’agissant du contexte politique interne, on observe que la transition du pouvoir entre Kim Jong Il et son fils s’est poursuivie parallèlement aux tensions. Il est possible que Kim Jong Un ait accompagné son père en Chine afin de rencontrer les dirigeants politiques

du PC chinois lors de sa seconde visite de l'année, en août<sup>29</sup>. On observe que les personnages politiques clés ont également été promus afin de constituer l'entourage du futur dirigeant comme par exemple Ri Yong Ho, chef de l'État-major de la KPA qui a accédé au plus haut grade de l'armée en tant que vice-maréchal, ainsi que sa tante paternelle, Kim Kyong Hui, nommée général quatre étoiles et son mari, Jang Song Thaek qui accède à un poste au sein de la Commission de défense nationale, organe le plus élevé dans la hiérarchie de l'appareil étatique nord-coréen. On ne remarque pas de corrélation directe entre ces événements et les actions militaires de la Corée du Nord, ce qui invalide à nouveau la thèse de Gause.

---

<sup>29</sup> JANG, Se-jung, 2010. 1983 년 김정일, 덩샤오핑에게 후계신고 ... 이번엔 김정은? [ch'öngubaekp'alsipsamnyön kimjōng'il, tōngsyaop'ing'ege hugyesingo ibōnen kimjōng'ūn / En 1983, Kim Jong Il fut présenté à Deng Xiaoping comme l'héritier...cette fois-ci serait-ce Kim Jong Un?]. *Joongang Ilbo* [en ligne]. 28 août 2010. [Consulté le 2 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.joongang.co.kr/article/4415643>

Évènements internes	Actions militaires	Évènements internationaux
<b>2012</b>		
	<b>13 avril</b> Lancement du satellite Kwangmyongsong-3-1	
<b>16 juillet</b> Ri Yong Ho est démis de ses fonctions		
	<b>12 décembre</b> Lancement du satellite Kwangmyongsong-3-2	
<b>2013</b>		
		<b>22 janvier</b> Résolution 2087 du CSNU
<b>27 janvier</b> Réunion de sécurité nationale convoquée par Kim Jong suite à la résolution du CSNU		
<b>29 janvier</b> Réunion des secrétaires des cellules du Parti du Travail		
	<b>12 février</b> Essai nucléaire	
		<b>18 février</b> Sanctions économiques de l'UE
		<b>7 mars</b> Résolution 2094 du CSNU
		<b>1<sup>er</sup> mars</b> Début des exercices militaires conjoints <i>Foal Eagle</i>
<b>5 mars</b> Annulation de l'armistice de 1953		
	<b>15 mars</b> Tir de SRBM	
<b>31 mars</b> Adoption de la ligne <i>byungjin</i>		
<b>1<sup>er</sup> avril</b> Adoption de la loi sur la consolidation du statut d'État doté de l'arme nucléaire		
<b>5 avril</b> Ambassades en RPDC doivent être évacuées		
<b>15 avril</b> Anniversaire de la naissance de Kim Il Sung (pas de parade militaire)		
<b>25 avril</b> Anniversaire de la fondation de la KPA		
<b>30 avril</b> Réunion du gouvernement nord-coréen		<b>30 avril</b> Fin des exercices militaires conjoints <i>Foal Eagle</i>

**Tableau 4** – Tableau comparatif des évènements de 2012-2013, partie 1 sur 2

Évènements internes	Actions militaires	Évènements internationaux
	<b>18 mai</b> Tir de SRBM	
	<b>19 mai</b> Tir de missile à courte portée	
	<b>20 mai</b> Tir de SRBM	
<b>9 août</b> Réforme des <i>Dix principes pour l'établissement d'un système dirigé par un parti unique</i>		
	<b>29 août</b> Activité observée sur le réacteur nucléaire de Yongbyon	
<b>Fin novembre</b> Exécution de Ri Ryong Ha et Jang Su Gil		
<b>8 décembre</b> Exécution de Jang Song Thaek		

**Tableau 5** – Tableau comparatif des évènements de 2012-2013, partie 2 sur 2

Nous avons observé qu'il n'y a pas de corrélation entre la période de transition entre Kim Jong Il et son fils et les actions militaires nord-coréennes. Mais qu'en est-il des premières années ayant suivi l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Un ? Cette période peut être considérée comme une période de tensions au niveau interne, notamment en raison des purges des opposants politiques qui ont eu lieu. Existe-t-il un lien entre les multiples tirs de missiles ainsi que l'essai nucléaire de 2013 et les luttes politiques au sein des institutions nord-coréennes ?

Suite au décès de Kim Jong Il en décembre 2011, Kim Jong Un a entrepris de constituer un nouveau cercle de proches, différent de celui mis en place par son père. On remarque que Ri Yong Ho et Jang Song Thaek, qui avaient été promus à des postes élevés dans la hiérarchie en 2010, ont été exécutés trois ans plus tard. En novembre 2013, deux autres proches du dirigeant ont aussi été exécutés, Ri Ryong Ha et Jang Su Gil, vice-directeurs du département administratif du Parti du Travail de Corée. La crise des missiles de 2013 a réellement commencé avec le premier lancement du satellite Kwangmyongsong-3-1, en avril 2012, qui devait célébrer le centenaire de la naissance de Kim Il Sung. L'échec de la mise en orbite du satellite a conduit la Corée du Nord à procéder à un second lancement en décembre, qui a été condamné par le Conseil de sécurité de l'ONU. Les provocations de la Corée du Nord se sont succédées par la suite, parallèlement à la consolidation du pouvoir de Kim Jong Un et aux purges au sein de son entourage. Il s'agissait de créer un contexte de guerre afin de justifier l'adoption de la Loi sur la

consolidation du statut d'État doté de l'arme nucléaire ainsi que la modification de l'un des textes fondateurs de l'idéologie, les *Dix principes pour l'établissement d'un système dirigé par un parti unique*. Nous avons choisi de ne pas détailler toutes les interactions entre la Corée du Nord et la Corée du Sud au cours de la crise des missiles car le but ici est de s'intéresser à la dynamique générale dans laquelle s'inscrivent les actions militaires de la Corée du Nord. On remarque ainsi que ce sont à la fois des facteurs internes et les facteurs internationaux qui ont eu une influence sur les actions militaires que l'on peut qualifier de provocations. On peut souligner qu'après le tir de SRBM en mai 2013, aucune action militaire n'a été entreprise durant les mois qui ont suivi. Ce n'est qu'à la fin du mois de février 2014, que des missiles de courte portée ont été lancés depuis la côte est de la Corée du Nord.

Grâce à ces observations, nous pouvons conclure qu'il n'existe de pas schéma-type permettant de déterminer si une action militaire est une provocation ou non. Les actions militaires de la Corée du Nord ne suivent pas une logique systématique vis-à-vis des actions de la communauté internationale et les provocations en tant que telles peuvent se produire avant, pendant et après une crise interne. L'un des enseignements que nous pouvons tirer de ces travaux est que les efforts externes et les tentatives internationales visant à modifier le comportement du régime nord-coréen ne peuvent avoir qu'un effet limité s'ils ne prennent pas en considération le contexte domestique<sup>30</sup>. Si les acteurs extérieurs souhaitent induire un changement de comportement sur des questions à portée internationale, ils doivent commencer par susciter un changement au niveau de la politique intérieure.

Par conséquent, il apparaît qu'il est réducteur de parler de « provocations » qui comporte une appréciation portée sur un évènement. Certaines actions de la Corée du Nord n'ont pas pour destinataire les États-Unis, d'autres pays de la région ou le Conseil de Sécurité de l'ONU mais une audience nationale. Ainsi, il est erroné d'employer le terme de « provocation » tant que les signaux ne peuvent pas être clairement interprétés et que le destinataire n'est pas rigoureusement déterminé. Employer le terme « provocation » sous-entend que l'énonciateur adopte un parti pris et considère un autre camp comme l'instigateur d'une relation conflictuelle, ce qui éloigne de la position de neutralité souhaitable de la part d'un observateur extérieur. C'est pourquoi, nous recommandons

---

<sup>30</sup> YOO, Sangbeom et KIM, Sangjin, 2017. The Pattern of North Korea's Local Military Provocations. *The Korean Journal of International Studies*. avril 2017. Vol. 15, n° 1, pp. 71-84.

l'usage d'une expression plus descriptive et neutre comme par exemple « action militaire » ou « action cinétique » en ce qui concerne les essais nucléaires, les tirs de missiles ou de satellites ainsi que tous les évènements relevant du domaine militaire.

Cette démarche concernant le discours sur les actions militaires nord-coréennes est d'autant plus importante qu'il est difficile de déterminer au premier abord les motivations et les intentions du régime. Nous avons vu en effet que la Corée du Nord se livrait à des déclarations de principe critiquant les exercices militaires conjoints de la Corée du Sud et des États-Unis mais qu'il n'existait pas de corrélation avec ses actions militaires. Ces observations font toutefois apparaître que l'un des moyens dont la communauté internationale dispose pour parer toute action militaire nord-coréenne est la négociation. En temps de négociations, nous avons en effet constaté une diminution des actions militaires et même un discours plus coopératif grâce à la comparaison du ratio négociations-actions militaires avec les résultats de notre analyse du code opérationnel des dirigeants. De plus, un discours hostile de la Corée du Nord ne s'accompagne pas systématiquement d'actions militaires. Mais lorsque celles-ci ont lieu dans le cadre de négociations, on peut les qualifier de provocations ayant pour objectif de susciter une réaction de la part de ses interlocuteurs. Enfin, bien qu'il soit difficile de déterminer avec précision l'influence des facteurs internes sur les actions militaires nord-coréennes, nous avons observé que les actions militaires peuvent servir un double dessein : d'une part, consolider le pouvoir du régime au niveau national et faire avancer le programme nucléaire et balistique, d'autre part, provoquer la communauté internationale au niveau mondial pour faire passer un message.

En considérant les actions militaires de la Corée du Nord comme des actes de communication, le champ des possibles s'ouvre en termes de coopération. En effet, en interprétant correctement une action militaire nord-coréenne en fonction de son destinataire, de son objectif et de son niveau d'intensité, il est possible pour son interlocuteur de calibrer sa réponse. Cette réponse pourra être une non-réponse dans le cas où l'action ne le vise pas directement, ce qui limiterait le risque d'escalade.

## **8.2. LA CORÉE DU NORD ET LE COMPLEXE DE SÉCURITÉ RÉGIONAL : ANALYSER LES RISQUES D'ERREUR D'INTERPRÉTATION DES SIGNAUX**

Si nous avons obtenu des éléments explicatifs concernant les préférences des dirigeants nord-coréens en termes de coopération ou de conflit ainsi que de tactiques, il reste encore des zones d'ombres concernant la manière dont ils opèrent des choix face aux alternatives qui se présentent à eux. En effet, nous avons constaté que les leaders nord-coréens, en particulier Kim Il Sung et Kim Jong Un, affichent une forte propension à passer de la parole aux actes, et inversement. Mais les facteurs expliquant ces changements de stratégie et de tactiques ne sont pas expliqués. Nous nous proposons de le faire ici en mettant en perspective les résultats obtenus précédemment, à travers le jeu de perceptions qui se déroule lorsque plusieurs parties se font face. Tout le mécanisme d'action-réaction repose sur la perception des intentions de la partie adverse et l'interprétation de ses actions. Comme nous l'avons observé au cours du chapitre 3, les relations entre les acteurs de la région Asie-Pacifique sont caractérisées par un complexe de sécurité régional. En effet, chaque acteur perçoit l'autre comme une menace pour sa sécurité qui est elle-même définie de manière subjective. Ainsi, on peut comprendre les enjeux de la définition du concept de provocation qui repose sur une perception et une interprétation subjective des actions de la partie adverse. Dans le cadre du complexe de sécurité régional, il est nécessaire de prendre en compte les risques d'escalade vers un conflit ouvert que représenterait une interprétation erronée d'une déclaration ou d'une action militaire.

Nous allons tout d'abord observer dans quelle mesure la Corée du Nord perçoit les promesses ou les menaces formulées à son égard comme crédibles ou non. Comprendre la perception nord-coréenne concernant des événements précis permettent d'envoyer des signaux qui seront reçus positivement par la Corée du Nord afin d'engager un dialogue. Puis, nous allons étudier comment la Corée du Nord utilise son image afin d'influer sur les relations entre les acteurs de la région Asie-Pacifique. Ces observations nous permettront d'analyser comment il serait possible pour les acteurs de la région d'élaborer des stratégies de communication destinées à éviter des erreurs d'interprétation.



### 8.2.1. Méfiance et prudence : perceptions nord-coréennes des déclarations et actions militaires des parties adverses

Les chapitres 5 et 6 nous ont aidés à comprendre le regard que les dirigeants nord-coréens posent sur le monde extérieur ainsi que leurs préférences instrumentales. Il est possible, à partir de ces résultats, de constater que la Corée du Nord affiche une certaine méfiance quant aux promesses qu'un acteur extérieur pourrait faire. Depuis la fin de l'*Agreed Framework*, le régime nord-coréen reste méfiant à l'égard des États-Unis en particulier car elle estime avoir respecté ses engagements en termes de gel de ses activités nucléaires tandis que la partie adverse n'a pas livré les quantités de fioul brut ni les réacteurs à eau légère prévus par l'accord. Puis, par la suite, on peut citer d'autres accords auxquels la Corée du Nord a mis fin en justifiant cette décision par le fait que les États-Unis ou dans d'autres cas, l'ONU, n'avaient pas respecté les termes de l'accord. L'objectif est de mettre en évidence le fait que la perception nord-coréenne des intentions de ses interlocuteurs est, par défaut, fondée sur la méfiance. En effet, dans le cadre des accords internationaux et des engagements pris au format bilatéral et multilatéral, la perception nord-coréenne des intentions de son interlocuteur joue un rôle important dans la réussite ou l'échec de l'accord. Mais nous verrons qu'il existe des exemples qui mettent en évidence le fait que la Corée du Nord peut être encline à tenir ses promesses lorsqu'elle perçoit des signaux positifs. Nous nous intéresserons ensuite à la place de la perception nord-coréenne lorsque ses interlocuteurs formulent des menaces à son égard et même, lorsqu'ils entreprennent des actions militaires dont le régime nord-coréen estime qu'il est la cible.

L'exemple plus récent du *Leap Day Agreement* en 2012 illustre les enjeux liés à la perception dans le respect des accords passés entre la Corée du Nord et la communauté internationale. Pour rappel, l'accord prévoyait un moratoire sur le lancement de missiles intercontinentaux ainsi qu'un gel des activités nucléaires nord-coréennes en échange d'aide alimentaire. Quelques semaines plus tard, la Corée du Nord procéda au lancement du satellite Kwangmyongsong-3-1 et les États-Unis mirent formellement fin à l'accord<sup>31</sup>. Côté nord-coréen, la justification américaine selon laquelle les lancements de satellite violaient les résolutions de l'ONU furent perçues comme une excuse pour se défaire de l'accord qui

---

<sup>31</sup> NULAND, Victoria, 2012. Daily Press Briefing - March 16, 2012. *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 16 mars 2012. [Consulté le 12 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2009-2017.state.gov/r/pa/prs/dpb/2012/03/185935.htm>

ne mentionnait pas ce type de lancement – et cela d’autant plus que la Corée du Nord considère les résolutions comme sans fondement car elle estime que tous les pays disposent du droit d’usage pacifique de l’espace extra-atmosphérique. Côté américain, la bonne foi du régime nord-coréen fut remise en question car l’administration américaine estimait que la Corée du Nord devait respecter à la fois le texte de l’accord et les résolutions de l’ONU, malgré le fait que celles-ci ne soient pas explicitement mentionnés dans l’accord. On peut supposer que pour la Corée du Nord, le lancement de Kwangmyongsong-3 constituait un test, non de ses capacités en termes de lancement de satellite, mais de sincérité de l’administration Obama. Si ce test venait à échouer, il représentait une moindre perte du point de vue nord-coréen. En effet, Kim Jong Un, qui venait d’arriver au pouvoir à cette époque, cherchait avant tout à affirmer sa légitimité à la tête du pays malgré son jeune âge et son manque d’expérience. L’annulation de l’accord ne fit que contribuer à son image en tant que chef d’État capable de tenir tête aux États-Unis et a constitué un coup d’éclat aux yeux de l’élite politique nord-coréenne. Du point de vue de Washington, il s’agissait également d’une mise à l’épreuve du régime nord-coréen : « comme l’a rappelé plus tard un haut responsable de l’administration Obama, il s’agissait d’un accord informel (*“gentlemen’s agreement”*) destiné à tester si le Nord était sincère ou non dans ses négociations avec les États-Unis »<sup>32</sup>. On peut constater que des deux côtés, le *Leap Day Agreement* constituait un test destiné à évaluer la sincérité de l’autre partie et la crédibilité de son engagement. La responsabilité a donc été mutuelle mais la source du problème a été caractérisée de deux manières différentes, on pourrait parler ici de « *misperception of deception* ».

L’attitude que la Corée du Nord choisit par défaut face aux promesses d’une partie adverse est donc la méfiance. Mais il existe des exemples qui illustrent que la Corée du Nord a considéré certaines promesses comme crédibles et auxquelles elle est restée fidèle. Carlin, ancien conseiller politique américain au sein de la KEDO (*Korean Peninsula Energy Development Organization*), rappelle que la Corée du Nord a respecté ses engagements à plusieurs reprises : en 1995, lors des accords relatifs à la KEDO ; en 1999, avec l’accord de Kumchang-ri ; et en 2007, lors du sommet intercoréen entre Kim Jong Il et Roh Moo-hyun<sup>33</sup>. Dans le premier

---

<sup>32</sup> WIT, Joel S., 2019. The Leap Day Deal: A Cautionary Tale for the Trump Administration. *38 North* [en ligne]. 7 mars 2019. [Consulté le 9 janvier 2021]. Disponible à l’adresse : <https://www.38north.org/2019/03/editor030719/>

<sup>33</sup> CARLIN, Robert, 2016. Details, Details: History Lessons from Negotiating with North Korea. *38 North* [en ligne]. 14 octobre 2016. [Consulté le 7 mai 2022]. Disponible à l’adresse : <https://www.38north.org/2016/10/rcarlin101416/>

cas, les accords juridiques couvraient plusieurs domaines relatifs au transport, aux communications et, surtout, des garanties « quasi-consulaires » pour les ressortissants sud-coréens et américains travaillant sur le site de construction des réacteurs à eau légère en Corée du Nord. Le régime nord-coréen respecta les termes de l'accord durant toute la durée de construction des réacteurs, « jusqu'à la dernière minute » en janvier 2006, lorsque l'organisation abandonna le site<sup>34</sup>. Le second exemple cité concerne l'accord de Kumchang-ri conclu en mai 1999, qui autorisa une inspection américaine sur un site soupçonné d'abriter une installation clandestine de production de matières fissiles selon des informations fournies par les services de renseignement américain. Cette inspection constitua un exemple de « *trust-building* » dans la recherche d'une solution face au développement du programme nucléaire nord-coréen<sup>35</sup>. Enfin, la Corée du Nord a respecté les termes de la déclaration conjointe publiée lors du sommet intercoréen de 2007, entre Kim Jong Il et Roh Moo-hyun. La durée de vie de l'accord fut de courte durée puisqu'en 2008, lors de sa prise de fonction à la tête du gouvernement sud-coréen, le président Lee Myung-bak, nouvellement élu, rejeta l'accord. Le texte présentait pourtant des objectifs ambitieux pour le développement des contacts entre les deux pays comme par exemple des projets de coopération commerciale et des mesures visant à atténuer les tensions en mer Jaune. Il apparaît que la Corée du Nord, lorsqu'elle perçoit des signaux de sincérité ainsi que des bénéfices substantiels, peut accorder sa confiance à la partie adverse.

En conséquence, la Corée du Nord, même si elle se méfie des promesses, peut également considérer certaines comme crédibles. On peut dès lors se demander à quelles conditions elle perçoit les menaces des parties adverses comme crédibles ou non. Par exemple, les avertissements formulés par Rex Tillerson, secrétaire américain à la Défense sous l'administration Trump, et par le président américain lui-même qui promettait « *fire and fury* », n'ont pas trouvé écho côté nord-coréen qui a réalisé son essai nucléaire le plus puissant malgré ces menaces en septembre 2017. Une décennie plus tôt, en 2007, la Corée du Nord n'avait pas non plus tenu compte des menaces américaines concernant l'aide

---

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> WIT, Joel, 2019. Opinion: What I Learned Leading America's 1st Nuclear Inspection In North Korea. *NPR* [en ligne]. 22 janvier 2019. [Consulté le 12 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.npr.org/2019/01/22/681174887/opinion-what-i-learned-leading-americas-1st-nuclear-inspection-in-north-korea>

qu'elle apportait au programme nucléaire syrien<sup>36</sup>. Depuis son retrait du TNP, la communauté internationale a été contrainte de repousser progressivement ses lignes rouges au fur et à mesure que le programme nucléaire nord-coréen se développait, ce qui a entraîné une perte de crédibilité quant aux menaces formulées. En outre, le *timing* des menaces diminue leur efficacité. En effet, celles-ci sont en règle générale des réactions à une action initiée par la Corée du Nord. Or, comme nous l'avons observé, le pays gère ses actions militaires de manière à ce que celles-ci ne suivent pas un schéma prévisible.

On peut dès lors s'interroger sur les facteurs qui poussent la Corée du Nord à considérer les menaces formulées par des acteurs extérieurs comme crédibles. Selon Jervis, et Rapp-Hooper, il existe quatre conditions qui, si elles sont remplies, peuvent avoir pour effet de rendre une menace – ou une promesse – crédible aux yeux de la Corée du Nord :

- 1) Lorsque la partie adverse a déjà démontré par le passé sa capacité à réaliser ses promesses ou à mettre à exécution ses menaces ;
- 2) Lorsque les coûts du passage à l'action pour la partie adverse sont bas ;
- 3) Lorsque la partie adverse a une forte motivation à agir ;
- 4) Et enfin, lorsque la partie adverse ne dispose pas de moyens moins coûteux de mettre en œuvre sa menace<sup>37</sup>.

Si ces conditions sont réunies, on peut estimer que le discours de la partie adverse peut produire des effets sur le processus décisionnel nord-coréen. On peut prendre pour exemple le cas des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Les États membres du Conseil – y compris les traditionnels alliés chinois et russe de la RPDC – ont démontré par le passé leur capacité à mettre en œuvre les sanctions économiques contre le pays (1). Ces sanctions représentent un faible coût de passage à l'action car la Corée du Nord ne pèse pas dans la balance du commerce international (2) et les États membres du Conseil ont une forte motivation à agir en raison du danger que représente son programme nucléaire pour le régime international de non-prolifération (3). Les résolutions sont moins coûteuses que la

---

<sup>36</sup> JERVIS, Robert et RAPP-HOOPER, Mira, 2018. *Op. cit.*

<sup>37</sup> *Ibid.*

formation d'une coalition militaire ou ouvrir une longue période de négociations avec la RPDC (4). On remarque que les sanctions économiques constituent un sujet central dans le discours de la Corée du Nord sur son programme nucléaire et balistique car leur application constitue une menace crédible. En 2016, elles ont même remporté l'adhésion de son plus proche allié, la Chine, ce qui a renforcé à la fois leur crédibilité et leur impact<sup>38</sup>. Les sanctions économiques ont notamment été la pierre d'achoppement à laquelle se sont heurtées les négociations lors du sommet de Hanoï en 2019.

Bien qu'un tel scénario n'ait pas encore eu lieu, quelle pourrait être la réaction nord-coréenne face à une menace de frappe aérienne américaine sur des sites stratégiques nord-coréens tels que des sites de tirs de lancement de missiles balistiques, des installations nucléaires ou des stocks d'armes nucléaires ? Les États-Unis ayant préféré des frappes aériennes plutôt à des interventions au sol contre des États considérés comme proliférants par le passé, cette menace pourrait apparaître comme crédible pour la Corée du Nord. Il serait également possible pour les États-Unis de mettre en œuvre des actions qui signaleraient leur détermination dans la mise en œuvre de ces menaces comme par exemple la mise en alerte des USFK, l'évacuation de ressortissants américains ou des réunions d'urgence avec les chefs d'État-major des armées de pays alliés comme la Corée du Sud et le Japon.

En comparaison avec les multiples actions militaires entreprises par la Corée du Nord, celles des parties adverses peuvent être considérées comme rares. De plus, les pays de la région Asie-Pacifique voient dans leurs actions militaires des mesures défensives contre les « provocations » nord-coréennes. Mais la Corée du Nord ne partage pas ce point de vue et interprète ces mesures défensives comme des menaces, ce qui augmente les risques d'une potentielle escalade en raison d'erreurs d'interprétation. Parmi les actions militaires qui font l'objet d'interprétations différentes, on trouve les exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud. En 2019, lors de la reprise des exercices militaires après l'échec du sommet de Hanoï, le ministère des Affaires étrangères nord-coréen eut recours à la rhétorique classique à leur sujet :

---

<sup>38</sup> SENGUPTA, Somini, 2016. U.S. and China Agree on Proposal for Tougher North Korea Sanctions. *The New York Times* [en ligne]. 25 février 2016. [Consulté le 25 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2016/02/26/world/asia/north-korea-sanctions.html>

As the U.S. and south Korean authorities take every possible occasion to claim that the joint military exercises are “defensive” in nature, an “essential element” for combat preparedness, etc., so we are compelled to develop, test and deploy the powerful physical means essential for national defence.<sup>39</sup>

La Corée du Nord réfute l’argument de la partie adverse selon laquelle les exercices militaires poursuivent un but uniquement défensif. Selon sa perception, le discours des États-Unis et de la Corée du Sud est trompeur et cache leurs véritables intentions, qui sont offensives. On peut souligner l’emploi du terme « *compelled* » en anglais qui met en évidence le fait que la Corée du Nord considère que les exercices militaires sont des provocations, destinées à induire une réaction ou un changement de sa part. La version anglaise est directement destinée à un public international, ce qui explique cette tournure de phrase. En coréen, l’affixe verbal « ~지 않으면 안되게 될 것 » (~chi anhŭmyŏn andoege toel kŏt) qui signifie « ne pas avoir d’autre choix que » est apposé au verbe « déployer » (배비하다, paebihada)<sup>40</sup>. La nuance est légèrement différente de la contrainte car elle présente à nouveau la Corée du Nord comme une victime de l’agression des États-Unis. Mais l’esprit du texte est conservé car c’est à contrecœur que le régime nord-coréen déclare devoir prendre ses mesures en représailles. Du point de vue américain et sud-coréen, on estime que les signaux sont clairs : les gouvernements assurent qu’il s’agit d’une mesure défensive de dissuasion. Mais l’interprétation de ces signaux côté nord-coréen est erronée, ce qui présente un risque d’escalade.

Afin d’illustrer la résistance de la Corée du Nord face aux menaces formulées contre elle sous la forme d’actions militaires, il est également possible de citer l’exemple du déploiement du système anti-missiles américain THAAD (*Terminal High Altitude Area Defense*) sur le territoire sud-coréen. Washington et Séoul annoncèrent l’installation du système THAAD en juillet 2016 dans une déclaration conjointe. Les deux pays indiquèrent qu’il

---

<sup>39</sup> KCNA, 2019. Spokesperson for Ministry of Foreign Affairs of DPRK Issues Press Statement. *KCNA* [en ligne]. 6 août 2019. [Consulté le 21 mars 2020]. Disponible à l’adresse : <http://kcna.co.jp/item/2019/201908/news06/20190806-02ee.html>

<sup>40</sup> KCNA, 2019. 조선외무성 미국남조선합동군사연습개시 비난 [chosŏnoemusŏng migunghanjŏsŏnhaptonggunsayŏnsŭpkaesi pinan / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : critique de l’ouverture des exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud]. *KCNA* [en ligne]. 6 août 2019. [Consulté le 27 mai 2021]. Disponible à l’adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/08/08-06/2019-0806-002.html>

s'agissait là d'une mesure défensive (방어적 조치, pang'öjök choch'i)<sup>41</sup>. Au lendemain de cette déclaration, la Corée du Nord procéda au test de lancement du missile balistique mer-sol Pukguksong-1 puis trois missiles à courte portée et deux missiles à portée intermédiaire dans les semaines qui suivirent. Ces actions s'accompagnèrent d'une violente rhétorique, notamment à l'égard de la présidente sud-coréenne Park Geun-hye qui fut qualifiée de traître et de responsable de l'éventuel déclenchement d'une guerre nucléaire sur la péninsule<sup>42</sup>. Dans un communiqué, le Bureau de l'artillerie de l'État-major de la KPA promettait également des représailles<sup>43</sup>. On peut remarquer que malgré son discours menaçant, la Corée du Nord signalait à travers le fait de choisir le Bureau de l'artillerie de la KPA pour communiquer que les représailles ne seraient pas nucléaires car ce bureau n'est pas chargé des armes stratégiques ou tactiques. Elle continua cependant de manifester son mécontentement en augmentant la cadence de ses tirs de missiles jusqu'en 2017 dont le tir du nouveau modèle de missile Pukguksong-2 et le premier test de lancement du missile intercontinental Hwasong-14. Le point culminant fut l'essai nucléaire de 2017 qui fut présenté comme une bombe à hydrogène par les médias nord-coréens. Le déploiement du THAAD, qui était considéré comme une mesure défensive par les États-Unis et la Corée du Sud, a été interprété comme une mesure offensive par la Corée du Nord. Celle-ci a répondu à ce qu'elle estimait être une provocation en procédant à une démonstration de force jusqu'à mener un essai nucléaire. On peut se demander si les mesures défensives de la partie adverse sont sincèrement interprétées comme offensives ou bien s'il s'agit d'une stratégie de la part du régime nord-coréen pour justifier ses représailles. Il paraît difficile de résoudre la question de la sincérité car cela nécessiterait d'avoir un accès direct au pouvoir décisionnaire qui, en outre, accepterait de révéler ses motivations sans dissimulation ou falsification

---

<sup>41</sup> KIM, Gwi-geun, 2016. 한미, 한반도사드배치 결정...“오직 北핵·미사일위협에만 운용” [hanmi hanbando sadübaech'i kyölchöng ojik pukhaek misairwihyöbeman unyong / Décision américaine et sud-coréenne de déploiement du THAAD... « une exploitation destinée uniquement à la menace nucléaire et balistique nord-coréenne »]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 8 juillet 2016. [Consulté le 18 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20160708055551014>

<sup>42</sup> KCNA, 2016. 조평통 《짜드》 배치 결정한 박근혜야말로 희세의 전쟁사환군 [chop'yöngt'ong ssadüpaech'i kyölchöngghan pakkünhyeyamallo hüiseüi chönjaengsahwangun / Comité pour la réunification pacifique de la patrie : la décision prise par Park Geun-hye de déployer le THAAD est un rare cas de servilité militaire]. *KCNA* [en ligne]. 14 juillet 2016. [Consulté le 21 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/07/07-14/2016-0714-040.html>

<sup>43</sup> KCNA, 2016. Artillery Bureau of General Staff of KPA Strongly Warns against U.S. and S. Korea's Decision to Deploy THAAD. *KCNA* [en ligne]. 11 juillet 2016. [Consulté le 21 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/item/2016/201607/news11/20160711-02ee.html>

aucune. Les acteurs doivent dès lors rester vigilants face aux conséquences d'une mauvaise interprétation des intentions de la partie adverse dans le cadre d'un complexe de sécurité tel que celui qui prévaut sur la région Asie-Pacifique.

### *8.2.2. La communication du régime nord-coréen : manipuler son image selon les circonstances*

Il semble que le mot d'ordre de la Corée du Nord est la méfiance, tant en ce qui concerne les promesses que les menaces. Mais on peut s'interroger sur l'image que le régime nord-coréen pense renvoyer à la communauté internationale. Est-ce que la Corée du Nord estime représenter une menace crédible aux yeux de ses adversaires ? Est-elle en mesure d'influencer les relations entre les acteurs de la région en manipulant l'image que ces derniers perçoivent d'elle ? Telle une mise en abîme, il s'agit d'observer le régime nord-coréen analysant son propre reflet dans un miroir afin de déterminer comment le monde extérieur le perçoit. Nous verrons que la Corée du Nord maîtrise l'art de la mise en scène afin de manipuler le public international mais que cette stratégie connaît des limites.

En 2018, dans son discours du Nouvel An, Kim Jong Un envoya des signaux favorables en faveur d'une reprise du dialogue intercoréen. Malgré le fait que le discours mentionnait la nécessité de développer des armes stratégiques plus puissantes, la dernière partie de l'oraison du dirigeant nord-coréen comportait une rare invitation de sa part adressée aux autorités sud-coréennes. Les représentants politiques sud-coréens étaient les bienvenus en Corée du Nord car Kim Jong Un souhaitait « atténuer les tensions militaires » (군사적긴장상태를 완화하다, kunsajökkinjangsangt'aerül wanhwahada) entre les deux pays et créer « un environnement pacifique » (평화적환경, p'yöngghwajökhwangyöng) sur la péninsule coréenne<sup>44</sup>. Ce fut le point de départ d'une « offensive de charme » destinée à l'acquisition de bénéfices diplomatiques liés à ce qu'elle considérait comme son nouveau statut de puissance nucléaire. Sonnevend et Kim mettent en évidence les changements drastiques dans la communication du leader nord-coréen à partir de 2018. Par exemple, on peut noter l'augmentation exponentielle des photos du dirigeant dans des situations plus spontanées

---

<sup>44</sup> RODONG SINMUN, 2018. 2018 년 신년사 [ich'önsipp'allyön sinnyönsa / Discours du Nouvel An 2018]. 1 janvier 2018.



que les poses des médias nord-coréens traditionnels, y compris un *selfie* lors du sommet de Singapour, le premier de l'histoire des dirigeants nord-coréens<sup>45</sup>. Ces changements ont eu un effet positif sur l'image de Kim Jong Un, en particulier dans la presse étrangère. On peut également noter que la Corée du Nord avait entrepris des actions militaires à dix-huit reprises en 2017 et qu'elle a cessé toute activité dans ce domaine durant toute l'année 2018 jusqu'en mai 2019 lorsqu'un missile balistique à courte portée fut tiré. Cette suspension des actions militaires a contribué à montrer la bonne volonté du régime nord-coréen dans le cadre des négociations sur la dénucléarisation de la péninsule. Le régime nord-coréen est donc conscient de l'image qu'il renvoie et met en place des stratégies afin de la modifier selon les objectifs poursuivis.

Ainsi, si la Corée du Nord est capable de se présenter sous un jour meilleur afin d'obtenir des concessions diplomatiques et économiques, on peut supposer qu'elle sait également pousser à l'extrême son image belligérante. D'après son discours, la Corée du Nord est consciente d'être considérée comme un « État hors-la-loi » par la communauté internationale, ce qu'elle lui reproche régulièrement<sup>46</sup>. La rhétorique excessive des déclarations officielles publiées par la KCNA nous le rappelle. Mais il est possible d'émettre des doutes quant à sa capacité à se présenter comme crédible vis-à-vis de la représentation habituelle de son imprévisibilité. L'image du régime nord-coréen doit répondre à des contraintes domestiques. Contrairement à un régime démocratique dans lequel le débat politique et le principe institutionnel de l'équilibre des pouvoirs influent sur le processus décisionnel, en Corée du Nord le pouvoir est centralisé entre les mains du *Suryöng*. Ce dernier doit apparaître comme infaillible et plus important, ne jamais être l'objet de critiques ou d'une humiliation. Ainsi, sur la question stratégique du programme nucléaire et balistique du pays, aucune démonstration de faiblesse n'est permise. Snyder souligne que cette attitude est courante dans le cadre des négociations de la Corée du Nord au sujet de son

---

<sup>45</sup> SONNEVEND, Julia et KIM, Youngrim, 2020. An Unlikely Seducer: Kim Jong-un's Charm Offensive From the PyeongChang Winter Olympics Until the Trump–Kim Summit. *International Journal of Communication*. 23 février 2020. Vol. 14, pp. 1398-1420.

<sup>46</sup> KCNA, 2008. U.S. Anti-DPRK Confrontation Moves Assailed. *KCNA Watch* [en ligne]. 26 mars 2008. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451886499-516575095/u-s-anti-dprk-confrontation-moves-assailed/> ; KCNA, 2017. DPRK Foreign Ministry Spokesman Snipes at U.S. Report on "National Security Strategy". *KCNA Watch* [en ligne]. 22 décembre 2017. [Consulté le 3 mars 2020]. Disponible à l'adresse : [https://kcnawatch.org/newstream/1528032538-26604068/dprk-foreign-ministry-spokesman-snipes-at-u-s-report-on-\"national-security-strategy\"/](https://kcnawatch.org/newstream/1528032538-26604068/dprk-foreign-ministry-spokesman-snipes-at-u-s-report-on-\) ; KCNA, 2019. Spokesperson for Ministry of Foreign Affairs of DPRK Issues Press Statement. *KCNA Watch* [en ligne]. 6 août 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1565101262-835698019/spokesperson-for-ministry-of-foreign-affairs-of-dprk-issues-press-statement/>

programme nucléaire sous la forme du principe du « 체면 » (ch'emyŏn)<sup>47</sup>. Le terme signifie au sens propre « visage » et au sens figuré « dignité, honneur ». Selon ce principe, la Corée du Nord se doit de « sauver les apparences » afin de renvoyer une image forte. Cela peut expliquer le fait que la Corée du Nord se retire parfois brutalement des négociations et adopte tout à coup une attitude perçue comme hostile. Ce principe sur lequel le régime nord-coréen ne veut pas transiger illustre le fait qu'il n'est pas prêt à éliminer certains obstacles qui entachent son image et sa crédibilité du point de vue extérieur.

De même, si l'on prend du recul afin de considérer le contexte politique dans lequel la question du programme nucléaire est traitée on peut remarquer que la Corée du Nord manque de crédibilité dans plusieurs domaines tels que les droits de l'homme ou l'économie, ce qui porte préjudice à son statut de puissance nucléaire. Le discours nord-coréen a circonscrit la crédibilité du régime nord-coréen au domaine nucléaire. Or, l'une des raisons majeures pour laquelle les États ne sont pas prêts à traiter avec la RPDC réside dans la nature de son régime politique dictatorial. La stratégie nord-coréenne de *compellence* ne fonctionne qu'en vertu de ses actions militaires et de son discours sur son programme nucléaire et balistique. En ayant recours à cette stratégie, la Corée du Nord a certes obtenu de l'aide humanitaire ou économique, la reprise de négociations ou la réouverture du dialogue avec Séoul mais les bénéfices sont limités. En effet, cette contrainte ne parvient pas à s'exercer en dehors de ces périmètres et elle ne parvient pas non plus à produire les effets attendus sur des objectifs à court terme tels que la normalisation des relations avec Washington ou sur une éventuelle levée des sanctions. La Corée du Nord peut certes réussir à manipuler ses interlocuteurs et les persuader de revenir à table des négociations mais sa stratégie de communication dépend des intérêts de la partie adverse. La Corée du Nord peut donc influencer les dynamiques des relations entre les acteurs de la région Asie-Pacifique mais ne peut en forcer l'évolution vers l'objectif souhaité.

En outre, on peut observer que chaque fois qu'une stratégie échoue, la Corée du Nord doit augmenter l'intensité de cette stratégie pour avoir une chance de la voir réussir. Cela signifie par exemple que si la Corée du Nord n'atteint pas les buts recherchés par des provocations militaires telles que des tirs de missiles à courte portée, elle va augmenter l'intensité des tirs en les multipliant puis il est possible qu'elle procède à des tirs de missile à plus longue portée. Pour les parties adverses, une telle stratégie implique que les « carottes »

---

<sup>47</sup> SNYDER, Scott, 1999. *Negotiating on the Edge: North Korean Negotiating Behavior*. Washington, D.C. : United States Institute of Peace Press, pp. 89-91.

proposées à la Corée du Nord pour abandonner son attitude conflictuelle doivent elles aussi augmenter proportionnellement. Les ouvertures diplomatiques de Kim Jong Un à partir de 2018 constituent une illustration pertinente car le régime nord-coréen a repris le dialogue avec la Corée du Sud, signé une déclaration conjointe et accepté la mise en œuvre d'un moratoire sur les tirs de missiles intercontinentaux. Mais après l'échec des négociations lors du sommet de Hanoï en février 2019, le pays a repris les tirs de missiles balistiques à courte portée, puis à portée intermédiaire jusqu'aux tests de missiles dits hypersoniques depuis la fin de l'année 2021. Malgré les déclarations du président Biden qui souhaite reprendre des négociations sans préconditions, la Corée du Nord reste fermée à toute coopération. On peut supposer que la main tendue de la partie adverse devra être remplie de bénéfices inédits afin d'amener à nouveau la Corée du Nord à la table des négociations.

### 8.2.3. De la perception à la précision : éviter les erreurs d'interprétation

Des incohérences persistent entre l'image que la Corée du Nord souhaite renvoyer, celle perçue par les acteurs extérieurs et *vice versa*. Les erreurs de perception et d'interprétation constituent un facteur aggravant de l'échec des négociations au sujet du programme nucléaire et balistique nord-coréen. William Perry, secrétaire à la Défense sous l'administration Clinton à l'origine du « *Perry Process* » en 1999, a récemment proposé une solution à cette impasse : « maintenant nous devons faire face aux réalités nord-coréennes telles qu'elles sont, et non telles qu'elles étaient ou telles que nous aurions souhaité qu'elles soient »<sup>48</sup>. Il s'agit de considérer la réalité des capacités nucléaires actuelles de la RPDC et de ne pas laisser les influences du passé perturber la représentation que les États-Unis se font du régime nord-coréen. On peut rappeler que cette démarche était celle de Perry en 1999 et qui fut accueillie favorablement par Kim Jong Il. Le dirigeant nord-coréen accepta un moratoire sur les tirs de missiles balistiques en échange de l'ouverture de négociations sur la normalisation des relations entre Pyongyang et Washington<sup>49</sup>. Conformément au

---

<sup>48</sup> PERRY, William J., 2017. North Korea Called Me a 'War Maniac.' I Ignored Them, and Trump Should Too. *Politico Magazine* [en ligne]. 3 octobre 2017. [Consulté le 17 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.politico.com/magazine/story/2017/10/03/north-korea-war-maniac-donald-trump-215672>

<sup>49</sup> FIFIELD, Anna, 2018. North Korea says it will suspend nuclear and missile tests, shut down test site. *The Washington Post* [en ligne]. 20 avril 2018. [Consulté le 18 avril 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/north-korean-leader-suspends-nuclear-and-missile-tests-shuts-down-test-site/2018/04/20/71ff2cea-44e7-11e8-baaf-8b3c5a3da888\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/north-korean-leader-suspends-nuclear-and-missile-tests-shuts-down-test-site/2018/04/20/71ff2cea-44e7-11e8-baaf-8b3c5a3da888_story.html)

réalisme prôné par Perry, la déclaration conjointe d'octobre 2000 mentionnait le fait que les deux pays reconnaissaient « le changement de circonstances sur la péninsule coréenne » et comportait également des éléments de langage communs avec le discours nord-coréen<sup>50</sup>. En effet, les deux parties « ont réaffirmé que leurs relations devaient être fondées sur les principes du respect de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun ». Mais l'accord fut abandonné par l'administration Bush dont la représentation de la Corée du Nord correspondait à celle d'un « État-voyou » appartenant à l'Axe du mal avec lequel il était moralement impossible de négocier. Encore aujourd'hui, la communauté internationale peine à accepter la réalité d'une Corée du Nord possédant l'arme nucléaire. En passant d'une stratégie de dénucléarisation à une stratégie de désarmement et de non-prolifération, les ambitions nucléaires de la Corée du Nord pourraient être contenues le temps de trouver comment parvenir à faire de la péninsule coréenne une zone dénucléarisée. La Corée du Nord quant à elle, aurait tout intérêt à négocier en priorité des accords limités avec les États-Unis, comme par exemple des garanties de non-agression et une levée partielle et progressive des sanctions.

Le défi d'une approche plus pragmatique et plus proche de la réalité telle que celle proposée ci-dessus, réside dans le fait que, selon l'interprétation des signaux, plusieurs réalités peuvent coexister. On peut notamment observer que la Corée du Nord sous-estime le risque encouru en cas de mauvaise interprétation de ses menaces ou de ses actions militaires. D'où l'importance d'établir un ensemble de règles partagées avec les principaux acteurs de la région Asie-Pacifique pour éviter toute escalade due à un malentendu. Il s'agit notamment là de l'un des objectifs des dirigeants nord-coréens en vertu de la typologie selon la *Theory of Inferences about Preferences* (TIP) vue dans le chapitre 6. Pour rappel, les dirigeants nord-coréens appartiennent tous au type A qui considère que le conflit est temporaire et qu'il trouve principalement sa source dans des malentendus et des erreurs de communication entre les interlocuteurs qui peuvent induire un risque de réponses impulsives menant à un conflit ouvert. On peut alors considérer que le coût d'une mise au point sur les signaux partagés serait peu élevé en comparaison avec les bénéfices que le régime nord-coréen pourrait en tirer. Les risques d'escalade nucléaire se retrouveraient atténués tandis que les menaces ou les actions militaires seraient plus clairement interprétées

---

<sup>50</sup> OFFICE OF THE SPOKEMAN U.S. DEPARTMENT OF STATE, 2000. U.S.-D.P.R.K. Joint Communiqué. *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 12 octobre 2000. [Consulté le 21 février 2021]. Disponible à l'adresse : [https://1997-2001.state.gov/www/regions/eap/001012\\_usdprk\\_jointcom.html](https://1997-2001.state.gov/www/regions/eap/001012_usdprk_jointcom.html)

par la partie adverse, ce qui permettrait d'échelonner progressivement l'intensité de la pression exercée dans une stratégie de *compellence*. Et dans le cas d'une stratégie coopérative, des signaux bien interprétés pourraient permettre de passer du discours à la négociation de manière plus rapide et plus efficace<sup>51</sup>.

Ce type de mesure est d'autant plus nécessaire que les signaux peuvent souvent être « brouillés » comme dans le cas évoqué plus haut où des actions militaires peuvent poursuivre à la fois un objectif de politique intérieure et de politique extérieure. Malgré une attitude qui peut être perçue comme manichéenne ou excessive, la Corée du Nord est en réalité passée maître dans l'art de cultiver l'ambivalence. S'agissant notamment des stratégies de *deterrence* ou *compellence* telles que définies par Schelling, on peut remarquer qu'elles ne sont pas nécessairement exclusives l'une de l'autre. À long terme, la stratégie de la Corée du Nord repose sur la dissuasion alors qu'à moyen ou court terme, son discours et ses actions s'inscrivent dans une stratégie de *compellence*. Les deux stratégies peuvent coexister. L'une de leurs principales distinctions réside en effet dans la temporalité : alors que la dissuasion consiste à communiquer les lignes rouges à ne pas franchir puis à attendre, la stratégie de *compellence* consiste à entreprendre une action afin de contraindre l'adversaire à adopter le comportement voulu. Nous avons vu que dans la partie finale de ses communiqués, le régime nord-coréen émet régulièrement des menaces qui impliquent des conséquences. Pour prendre un exemple d'actualité, après ses déceptions suites aux résultats insatisfaisants des sommets bilatéraux avec les États-Unis, la Corée a émis un ultimatum concernant le moratoire sur les tirs de lancement de missiles balistiques. Le régime avait fixé la fin de l'année 2019 comme dernier délai, ce qui correspond à la stratégie de *compellence* caractérisée par le fait qu'il « doit y avoir une date limite [parce que] si l'action ne comporte pas de date limite, elle n'est qu'une posture ou une cérémonie sans conséquences »<sup>52</sup>. De plus, tout comme la dissuasion et la contrainte sont complémentaires, la coopération et le conflit ne sont pas exclusifs l'un de l'autre. La Corée du Nord peut entrer dans un cycle de « provocations » tout en considérant favorablement l'ouverture de négociations. Cette ambivalence, qui ne correspond pas au mode opératoire de ses interlocuteurs, est source de tensions.

---

<sup>51</sup> POLLACK, Joshua, 2017. U.S. should start talking with North Korea to prevent nuclear war — a tactic that solved Cuban Missile Crisis. *New York Daily News* [en ligne]. 9 août 2017. [Consulté le 7 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nydailynews.com/news/politics/u-s-start-talking-north-korea-prevent-nuclear-war-article-1.3394949>

<sup>52</sup> SCHELLING, Thomas C., 2008. *Op. cit.*, p. 75.

Les erreurs d'interprétation nécessitent un développement de la communication entre les différents acteurs de la région Asie-Pacifique. Le fait que la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon n'aient pas de liens diplomatiques officiels avec la Corée du Nord prive toutes les parties d'une ligne de communication majeure. Il faut rappeler à cet effet que le déclenchement de la Guerre de Corée est en partie due à une erreur d'interprétation. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, les analyses des télégrammes échangés entre Kim Il Sung et Staline ont permis d'observer que le dirigeant nord-coréen était en effet certain que les États-Unis ne s'engageraient pas dans la Guerre de Corée et a convaincu Staline d'autoriser l'invasion du territoire sud-coréen. La Guerre de Corée illustre en effet le complexe de sécurité régional sur la péninsule coréenne qui s'est construit puis solidifié au fil des années. C'est dans cette structure que le discours et les actions du régime nord-coréen tentent de faire basculer l'équilibre des puissances en sa faveur, sans pouvoir parvenir à réaliser entièrement ses ambitions en raison de la relation d'interdépendance qui caractérise les interactions des acteurs de la région. Nous allons observer comment cette relation d'interdépendance s'exerce en particulier entre la Corée du Nord, la Chine et le Japon.

### **8.3. BRISER LE MYTHE DE L'INDÉPENDANCE : LE POIDS DES RELATIONS AVEC LA CHINE ET LE JAPON**

La Corée du Nord et la Chine sont souvent dépeintes comme des alliés historiques, aussi proches que « les lèvres et les dents » pour reprendre une expression communément utilisée pour décrire leur étroite collaboration. Mais la réalité est plus nuancée, en particulier s'agissant de la place du programme nucléaire et balistique nord-coréen dans la relation sino-coréenne. Bien que la Chine, pour plus de stabilité dans la région Asie-Pacifique, préférerait que la Corée du Nord n'ait pas accès à l'arme nucléaire, elle reconnaît de manière pragmatique la difficile réversibilité du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Ce dernier est donc devenu pour la Corée du Nord un atout non négligeable dans la gestion de sa relation avec la puissance chinoise.

Le régime nord-coréen se trouve au cœur d'un complexe de sécurité qui implique outre l'ennemi historique américain, l'alliance militaire États-Unis-Corée du Sud et l'alliance militaire États-Unis-Japon, les tensions entre la Chine, Hong-Kong et Taïwan et

bien sûr, les relations intercoréennes. De plus, les interactions au sein de ce complexe de sécurité sont compliquées par le fait que « les analystes de la défense en Corée du Sud, aux États-Unis, au Japon et en Chine ont des perceptions différentes des objectifs de la Corée du Nord [et] toute option est susceptible de susciter une réaction régionale »<sup>53</sup>. À nouveau, la perception joue un rôle central dans la définition de la sécurité nationale de chaque pays. Cette perception influence la prise de décision des acteurs dans la région Asie-Pacifique et peut expliquer le fait que les pays présentent des intérêts divergents, même au sein des alliances traditionnelles.

Il est vrai que, dans son discours, la Corée du Nord tient les États-Unis pour seuls responsables de la division de la nation coréenne et qu'elle justifie l'acquisition de l'arme nucléaire par le principe de légitime défense, mais les essais nucléaires et les tirs de missiles ne visent pas seulement les autorités américaines. En effet, les actions militaires et les provocations du régime nord-coréen ont également pour but d'attirer l'attention de son allié chinois afin de susciter son intervention, et mettre le Japon en alerte afin de produire des effets sur l'alliance nippo-américaine. Ces situations bénéficient à la Corée du Nord qui tente de se trouver en position de force pour exercer une pression sur les pays de la zone Asie-Pacifique. Tantôt employée comme un moyen de pression, tantôt comme un levier stratégique, l'arme nucléaire constitue une opportunité pour Pyongyang de se dégager de ce complexe de sécurité en exploitant des failles dans les relations entre les acteurs de la région. Nous étudierons tout d'abord l'influence de la Chine sur le régime nord-coréen et sa capacité à limiter partiellement les ambitions nucléaires de Pyongyang. Puis, nous nous intéresserons aux tensions qui subsistent entre la Corée du Nord et le Japon en raison d'un contentieux historique non résolu.

---

<sup>53</sup> DALTON, Toby, NARUSHIGE, Mischishita et TONG, Zhao, 2018. Security Spillover: Regional Implications of Evolving Deterrence on the Korean Peninsula. *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 11 juin 2018. [Consulté le 14 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2018/06/11/security-spillover-regional-implications-of-evolving-deterrence-on-korean-peninsula-pub-76483>

### 8.3.1. La Corée du Nord et la Chine, les enjeux d'une « relation spéciale »

Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la Chine était le centre de l'univers civilisé<sup>54</sup> et la politique étrangère des pays de l'Asie de l'Est s'organisaient dans un monde sino-centré. Mais l'augmentation des liens avec le monde occidental puis les conflits mondiaux ont laissé place à une nouvelle hiérarchie. La Chine, sortie victorieuse de la Seconde Guerre mondiale s'engagea ensuite dans une lutte idéologique avec l'autre puissance socialiste victorieuse, l'URSS. Soucieuse de maintenir un statut d'État non-aligné, la Corée du Nord réussit à maintenir ses distances avec les deux pays tout en tentant de tirer des bénéfices de ces liens traditionnels. La chute de l'Union soviétique vit la consécration de la superpuissance américaine et une croissance importante de son influence en Asie de l'Est. Mais aujourd'hui, la Chine apparaît comme le nouveau *challenger* capable de détrôner les États-Unis et les deux pays sont engagés dans ce que certains qualifient de « piège de Thucydide »<sup>55</sup>. Nous avons expliqué précédemment que la politique étrangère nord-coréenne a pour pierre angulaire le principe d'indépendance (자주성, chajusǒng) en vertu duquel elle rejette la tradition du *sadaejui* (사대주의), c'est-à-dire la révérence des petits pays envers les grandes puissances. Dans le contexte politique actuel, l'articulation de cette politique étrangère consiste à exploiter la rivalité entre les deux superpuissances afin d'obtenir des contreparties économiques et diplomatiques. Dans une démarche pragmatique, face aux aléas de sa relation avec les États-Unis – avec qui elle reste encore prête à signer des accords de non-agression – la Corée du Nord continue de chercher à se rapprocher de la Chine et tente de s'inscrire dans le sillage de sa montée en puissance sur la scène internationale.

La Corée du Nord rappelle régulièrement que sa relation avec la Chine appartient à une catégorie distincte, qu'il s'agit d'une « relation spéciale » (특별관계, t'ŭkpyŏlkwangye).

---

<sup>54</sup> KRASNER, S. D., 2001. Organized hypocrisy in nineteenth-century East Asia. *International Relations of the Asia-Pacific*. 1 août 2001. Vol. 1, n° 2, pp. 173-197.

<sup>55</sup> ALLISON, Graham, 2017. *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?* Boston : Houghton Mifflin Harcourt. ; JAN, Michel, 2020. Chine/États-Unis : le piège de Thucydide. *Conflits: Revue de Géopolitique* [en ligne]. 5 juillet 2020. [Consulté le 2 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.revueconflits.com/chine-etats-unis-thucydide-michel-jan/>



Hoshino et Hiraiwa identifient quatre facteurs qui caractérisent la relation spéciale existant entre Pékin et Pyongyang<sup>56</sup> :

- 1) L'idéologie socialiste ;
- 2) Les liens traditionnels entre les deux pays ;
- 3) Les enjeux liés à la sécurité nationale ;
- 4) Les relations économiques.

Ces facteurs expliquent le fait que les deux pays partagent des intérêts communs mais il est aussi intéressant de constater qu'ils sont source de confrontations.

Tout d'abord, l'idéologie socialiste et les liens traditionnels constituent les points forts de la relation spéciale. Les deux régimes partagent un système politique organisé autour du Parti communiste et affichent des tendances répressives qui font l'objet de condamnation de la part de la communauté internationale. Ensuite, s'agissant des enjeux de sécurité nationale, ils sont régulièrement liés aux relations économiques qu'entretiennent les deux pays. Si la Corée du Nord équivaut à une part minime dans la balance commerciale de la Chine, en contraste, cette dernière reste le premier partenaire commercial de Pyongyang. En 2017 et 2018, la Chine représentait 95% du total des échanges commerciaux de la Corée du Nord<sup>57</sup>. C'est en vertu du poids économique chinois dans l'économie nord-coréenne que celle-ci tente d'influencer les décisions au sujet du programme nucléaire nord-coréen. Mais ces actions ne sont pas reçues favorablement par Pyongyang et nous allons analyser dans quelle mesure ces facteurs peuvent à la fois être source de rapprochement ou de tensions entre les deux pays.

En 2021, la Corée du Nord et la Chine ont renouvelé leur traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé en 1961. Le traité contient notamment une clause d'assistance qui dispose que les deux pays s'engagent à se venir mutuellement en aide en cas d'attaque d'un pays tiers. La Chine étant la seule puissance capable de contrebalancer

---

<sup>56</sup> HOSHINO, Masahiro et HIRAIWA, Shunji, 2020. Four factors in the "special relationship" between China and North Korea: a framework for analyzing the China–North Korea Relationship under Xi Jinping and Kim Jong-un. *Journal of Contemporary East Asia Studies*. 2 janvier 2020. Vol. 9, n° 1, pp. 18-28.

<sup>57</sup> FROHMAN, Ben, RAFAELOF, Emma et DALE-HUANG, Alexis, 2022. *The China-North Korea Strategic Rift: Background and Implications for the United States*. Washington, D.C. : U.S.-China Economic and Security Review Commission.

l'impérialisme américain, la Corée du Nord a un intérêt certain à s'aligner sur les objectifs stratégiques chinois, quand la situation lui paraît avantageuse. Cette relation clientéliste est bénéfique aux deux parties : la Chine souhaite conserver un pays politiquement stable à ses frontières qui constitue également un tampon avec les forces américaines présentes en Corée du Sud. En retour, la Corée du Nord jouit des ressources de la première puissance économique mondiale – en parité de pouvoir d'achat – et de sa force de dissuasion grâce à sa puissance militaire.

Le cas du déploiement du système anti-missile THAAD sur le territoire sud-coréen illustre le soutien mutuel que les deux pays s'apportent dans des situations où leurs objectifs stratégiques sont partagés. Dès 2016, la Chine, dans la lignée des déclarations du régime nord-coréen, annonça qu'elle était défavorable à l'installation du système américain THAAD en Corée du Sud. Selon elle, le rayon qui couvrait le radar du système THAAD offrait aux États-Unis la possibilité de cibler des missiles chinois, ce qui constituait une menace pour la sécurité de la Chine<sup>58</sup>. L'inquiétude laissa par la suite place à des menaces publiques jusqu'à une série de sanctions commerciales contre la Corée du Sud. La Chine étant le premier partenaire commercial de la Corée du Sud<sup>59</sup>, cette décision eut un impact significatif sur son économie. Au-delà de l'aspect économique et commercial, ces mesures représentaient également une tentative chinoise de désolidariser Séoul de son allié américain. Cette stratégie œuvrait également en faveur des intérêts de la Corée du Nord.

Mais les intérêts chinois en matière de sécurité nationale ne coïncident pas toujours avec les ambitions nucléaires nord-coréennes. La Chine a déjà joué le rôle de médiateur afin de réaliser la dénucléarisation de la péninsule coréenne, notamment dans le cadre des Pourparlers à six. Cependant, elle s'avère de plus en plus réticente à l'idée d'endosser à nouveau cette responsabilité qui, en cas d'échec, la met en porte-à-faux avec la communauté internationale sur un sujet qu'elle considère comme secondaire dans sa grande stratégie. En effet, lorsque la Corée du Nord multiplie les essais nucléaires et les tests de tirs de missiles balistiques, la Chine est considérée comme responsable et son manque d'influence sur

---

<sup>58</sup> AHN, Sung-kyu, CHOI, Kang, KWON, Eun-yool et LENG, Rachel, 2016. 4 : 한반도 사드 배치와 중국 [hanbando sadŭ paech'iwa chungguk / Le déploiement du THAAD sur la péninsule coréenne et la Chine]. Issue Brief. Seoul : The Asan Institute for Policy Studies. ; LEE, Ji-yong, 2016. IF 2016-03K : 사드(THAAD) 배치 논쟁과 한·중관계 [sadŭ paech'i nonjaenggwa hanjungkwangye / La controverse sur le déploiement du THAAD et la relation entre la Corée du Sud et la Chine]. Seoul : Institute of Foreign Affairs and National Security.

<sup>59</sup> OBSERVATORY OF ECONOMIC COMPLEXITY, 2022. South Korea (KOR) Exports, Imports, and Trade Partners. *Observatory of Economic Complexity* [en ligne]. avril 2022. [Consulté le 7 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://oec.world/en/profile/country/kor/?subnatTradeValueSelector=tradeScale0>

Pyongyang est pointé du doigt. L'arme nucléaire garantit à la Corée du Nord son indépendance non seulement vis-à-vis des États-Unis mais aussi de la Chine qui entre dans la définition des grandes puissances auxquelles elle refuse de se soumettre en vertu de l'indépendance politique prônée par l'idéologie du *Juche*<sup>60</sup>.

Après le troisième essai nucléaire nord-coréen, en février 2013, Deng Yuwen, vice-éditeur du *Study Times*, journal de l'École centrale du Parti communiste chinois, avait publié un article intitulé « *China should abandon North Korea* » dans le *Financial Times*<sup>61</sup>. Rappelant que la Corée du Nord avait réécrit l'histoire de la Guerre de Corée en dénigrant l'importance du soutien chinois, Deng remettait en question la pertinence de l'alliance entre les deux pays qui causait du tort à l'image de la Chine. Il évoquait en outre la possibilité que le régime nord-coréen se retourne contre son allié : « une Corée du Nord dotée de l'arme nucléaire pourrait tenter de tordre le bras de la Chine si celle-ci ne répondait pas à ses exigences ou si les États-Unis faisaient preuve de bonne volonté à son égard ». La tentation de se désolidariser de son voisin nord-coréen est une constante dans la politique étrangère chinoise. La Chine redoute en effet ne pas pouvoir se sortir d'un « *entrapment* » (piège) tandis que la Corée du Nord redoute un « *abandonment* » (abandon)<sup>62</sup>. Du point de vue chinois, la Corée du Nord est un allié imprévisible et elle pourrait se trouver piégée dans une alliance militaire qui, en cas de conflit, serait en position de faiblesse face au reste de la communauté internationale. Du point de vue nord-coréen, si la Chine mettait fin à ses relations avec la RPDC, celle-ci se retrouverait totalement isolée sur le plan diplomatique et économique. La peur revêt donc différentes formes selon les différents camps : côté chinois, il s'agit d'éviter de se retrouver piégé dans un conflit qui nuirait à ses intérêts stratégiques ; tandis que côté nord-coréen, il s'agit de s'assurer le soutien de son partenaire commercial malgré une montée des tensions sur la péninsule.

En 2017, la Corée du Nord sembla mettre à l'épreuve son allié chinois en multipliant ses tirs de missiles balistiques. Le *timing* de certains de ces tests semble avoir été conçu pour embarrasser volontairement Pékin. La Corée du Nord tira un missile balistique juste avant

---

<sup>60</sup> SEO, Jung-kyung, 2015. 북중관계의 새로운 변화와 동맹의 딜레마 [pukchunggwangyeü saeroun pyönhwawa tongmaeng'üi tillema / La relation entre la Corée du Nord et la Chine, nouveaux changements et dilemmes de l'alliance]. *Sungkyun China Brief*. janvier 2015. Vol. 3, n° 1, pp. 39-45.

<sup>61</sup> DENG, Yuwen, 2013. China should abandon North Korea. *Financial Times* [en ligne]. 27 février 2013. [Consulté le 11 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/9e2f68b2-7c5c-11e2-99f0-00144feabdc0>

<sup>62</sup> PARK, Hongseo et PARK, Jae Jeok, 2017. How Not To Be Abandoned by China: North Korea's Nuclear Brinkmanship Revisited. *The Korean Journal of Defense Analysis*. septembre 2017. Vol. 29, n° 3, pp. 371-387.

le sommet entre Donald Trump et Xi Jinping en Floride en avril, puis un autre avant le Forum « *Belt and Road* » à Pékin en mai. Et enfin, le dernier essai nucléaire de septembre 2017 eut lieu quelques heures avant que Xi Jinping ne prononce un discours lors du sommet des BRICS à Xiamen<sup>63</sup>. La Chine, qui avait voté en faveur de la résolution 2371 du CSNU en août, vota à nouveau pour l'adoption de la résolution 2375 en décembre condamnant cet essai nucléaire et appelant à la mise en œuvre d'un nouveau régime de sanctions économiques contre le pays. Elle approuva aussi par la suite la résolution 2395<sup>64</sup>. Dans un article du *Global Times*, quotidien sous l'égide du Parti communiste chinois, des critiques sévères furent également formulées à l'égard de la Corée du Nord : « La Corée du Nord possédant des armes nucléaires est devenue une menace majeure et réelle pour la paix et la stabilité de la péninsule. C'est un fait indiscutable. [...] Le rôle de la Chine est d'inciter la Corée du Nord à revenir à la raison et à changer d'attitude. »<sup>65</sup> Le ministère du commerce chinois déclara que, conformément aux résolutions du CSNU, les exportations de produits pétroliers raffinés ainsi que de condensats et de gaz naturel liquéfié vers la Corée du Nord seraient stoppés, ainsi que les importations de textiles en provenance du pays<sup>66</sup>. On remarque que la Chine poursuivait alors une stratégie de *compellence* afin de changer l'attitude du régime nord-coréen. Trois mois après la publication de cet article, le régime nord-coréen répliqua dans un article publié par la KCNA. Il mettait en garde la Chine sur le fait que la Corée du Nord ne risquerait pas son programme nucléaire pour maintenir une « amitié » ou même un « frère »<sup>67</sup>. Mais il faut nuancer l'attitude conflictuelle de la Chine

---

<sup>63</sup> FROHMAN, Ben, RAFAELOF, Emma et DALE-HUANG, Alexis, 2022. *Op. cit.*

<sup>64</sup> UNITED NATIONS, 2017a. Security Council Tightens Sanctions on Democratic People's Republic of Korea, Unanimously Adopting Resolution 2397 (2017). *United Nations Meetings Coverage and Press Releases* [en ligne]. 22 décembre 2017. [Consulté le 14 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://press.un.org/en/2017/sc13141.doc.htm> ; UNITED NATIONS, 2017b. Security Council Imposes Fresh Sanctions on Democratic People's Republic of Korea, Including Bans on Natural Gas Sales, Work Authorization for Its Nationals. *United Nations Meetings Coverage and Press Releases* [en ligne]. 11 septembre 2017. [Consulté le 14 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://press.un.org/en/2017/sc12983.doc.htm> ; UNITED NATIONS, 2017c. Security Council Toughens Sanctions Against Democratic People's Republic of Korea, Unanimously Adopting Resolution 2371 (2017). *United Nations Meetings Coverage and Press Releases* [en ligne]. 5 août 2017. [Consulté le 14 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://press.un.org/en/2017/sc12945.doc.htm>

<sup>65</sup> OH, Kongdan et HASSIG, Ralph, 2021. *North Korea in a Nutshell: A Contemporary Overview*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield, p. 127.

<sup>66</sup> China to enforce UN sanctions against North Korea, 2017. *The Guardian* [en ligne]. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/world/2017/sep/23/china-to-enforce-un-sanctions-against-north-korea>

<sup>67</sup> KCNA, 2017. 중국은 더이상 무모한 언행 하지 말아야 한다 [chunggugŭn tŏisang mumohan ōnhaeng haji maraya handa / La Chine ne doit plus commettre d'actes ni de paroles imprudents]. *KCNA* [en ligne]. 3 mai 2017.

et la possibilité qu'elle puisse abandonner la RPDC. En effet, le commerce entre les deux a continué de se développer grâce à des stratégies de contournement des sanctions onusiennes<sup>68</sup>.

La lutte de la RPDC pour l'avènement de son projet révisionniste dépasse même les frontières de la péninsule coréenne et cette lutte sert les intérêts chinois. Mastro et Cho soulignent que « la Corée du Nord a explicitement lié ses missiles à l'implication des États-Unis en Chine »<sup>69</sup>. Sur le modèle de la répression de la révolution des parapluies à Hong Kong, la Chine souhaite réaffirmer son contrôle sur Taïwan. Et la Corée du Nord adhère au *One China Principle*<sup>70</sup> et son discours reflète clairement cette position. Pak Myung Ho, vice-ministre des Affaires étrangères nord-coréen a déclaré que Taïwan faisait partie intégrante du territoire chinois et que cette question relevait « des affaires internes de la Chine du début jusqu'à la fin » (철두철미 중국의 내정에 속하는 문제이다, ch'öltuch'ölmī chunggugüi naejöng'e sokhanŭn munjeida)<sup>71</sup>. Il a également prévenu qu'une ingérence américaine dans la question taïwanaise pourrait avoir des conséquences sur la situation dans la péninsule coréenne. Par le discours, la Corée du Nord lie son programme nucléaire et balistique à la rivalité entre Pékin et Washington, créant par la même occasion une division dans l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis. En effet, pour Séoul, une intervention américaine serait susceptible de causer une hausse des tensions sur la péninsule, un risque qui ne vaut pas la peine d'être pris. La Corée du Nord entend jouer les trouble-fête dans la relation entre Séoul et Washington, une stratégie qui sert les intérêts chinois dans la région. La Corée du Sud pourrait en effet s'inquiéter d'un délaissement américain en faveur d'une intervention à Taïwan, alimentant ainsi sa volonté de développer sa défense afin de prévenir

---

[Consulté le 12 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/05/05-03/2017-0503-023.html>

<sup>68</sup> WERTZ, Daniel, 2020. China-North Korea Trade: Parsing the Data. *38 North* [en ligne]. 25 février 2020. [Consulté le 1 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2020/02/dwertz022520/>

<sup>69</sup> MASTRO, Oriana Skylar et CHO, Sungmin, 2022. North Korea Is Becoming an Asset for China. *Stanford University* [en ligne]. 3 février 2022. [Consulté le 6 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://fsi.stanford.edu/news/north-korea-becoming-asset-china>

<sup>70</sup> À ne pas confondre avec la politique américaine *One China Policy*.

<sup>71</sup> KCNA, 2021. 박명호 외무성 부상 미국의 대만문제간섭은 조선방도정세긴장 촉진 [pangmyöngho oemusöng pusang migugüi taemanmunjegansöbün chosönbangdojöngseginjang ch'okchin / Park Myung Ho, vice-ministre des Affaires étrangères : l'interventionnisme américain sur la question de Taïwan exacerbe les tensions sur la péninsule coréenne]. *KCNA* [en ligne]. 23 octobre 2021. [Consulté le 2 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2021/10/10-23/2021-1023-003.html>

toute action offensive nord-coréenne. Séoul est donc prise dans un dilemme stratégique qui oppose son premier partenaire commercial à son premier partenaire stratégique<sup>72</sup>.

En 2022, Pyongyang a affiché son soutien aux projets révisionnistes de la Russie en votant, avec quatre autres pays, contre la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU qui demandait à la Russie de mettre fin à l'invasion du territoire ukrainien. La Chine, elle, s'était abstenue au cours du vote, ce qui conduisit Pulford à analyser le vote nord-coréen comme une nouvelle manifestation de défiance du régime nord-coréen à l'égard de ce qu'il considère comme la « domination occidentale ». Et Lankov d'ajouter que : « si quelqu'un cause des difficultés aux États-Unis et/ou à ses alliés, celles-ci sont toujours les bienvenues »<sup>73</sup>. La Corée du Nord tente donc de troubler le *statu quo* dans la région en liant des enjeux internationaux aux tensions autour de la péninsule coréenne. Cela lui permet de continuer à promouvoir sa définition de la souveraineté nationale et justifier son projet de réunification de la Corée fondé sur des bases historiques. Tout comme la Russie invoque des raisons liées à l'histoire et à l'ethnicité russe, la Corée du Nord estime que ses justifications liées à la colonisation japonaise et à la nation coréenne sont toujours d'actualité.

Enfin, tout le savoir-faire stratégique du régime nord-coréen réside dans sa capacité à manœuvrer ses relations avec les États-Unis et la Chine. Les deux puissances sont les seules à pouvoir se contrebalancer l'une et l'autre. La Corée du Nord cherche donc à exploiter ce jeu de balancier afin de servir ses intérêts. Le projet géopolitique nord-coréen se double en effet d'une lutte révolutionnaire contre les valeurs et normes véhiculées par l'impérialisme américain. Ségard remarque avec justesse que la politique américaine vis-à-vis de la RPDC, dans le domaine des négociations ou des sanctions, « visait à faire en sorte que la Corée du Nord s'approprie les représentations américaines en matière de comportement adéquat sur la scène internationale »<sup>74</sup>. Il s'agissait de conformer le régime nord-coréen aux exigences normatives de la communauté internationale afin qu'elle puisse en tirer des bénéfices.

---

<sup>72</sup> KIM, Heung-Kyu, 2022. South Korea's Strategic Dilemma Amid US-China Competition. *Stimson Center* [en ligne]. 28 février 2022. [Consulté le 30 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.stimson.org/2022/south-koreas-strategic-dilemma-amid-us-china-competition/>

<sup>73</sup> DERR, Arius et CHUNG, Chaewon, 2022. North Korea votes against UN resolution condemning Russia's invasion of Ukraine. *NK News* [en ligne]. 3 mars 2022. [Consulté le 14 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2022/03/north-korea-votes-against-un-resolution-condemning-russias-invasion-of-ukraine/>

<sup>74</sup> SÉGARD, Pauline, 2018. *La négociation diplomatique dans une perspective constructiviste : Identité et refus de négocier*. [en ligne]. Science politique. S.l. : Université de Bordeaux et Université du Québec. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02066617>

Aucune administration américaine, jusqu'à ce jour, n'a abandonné cette stratégie malgré le constat flagrant que l'appartenance à la communauté internationale ne constituait pas une priorité pour le régime nord-coréen.

Esquisser un rapprochement avec les États-Unis dans le cadre de négociations américaines attise l'intérêt de la Chine qui ne souhaite pas rester en marge de la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Dans le cas contraire, un mouvement de convergence manifeste entre Pyongyang et Pékin suscite l'inquiétude de Washington qui voit dans cette alliance une véritable menace pour ses intérêts stratégiques. C'est sur cette dernière stratégie que la Corée du Nord s'est appuyée en 2019, après trois visites en Chine en l'espace de cent jours, lorsque Kim Jong Un déclara :

Saying that last year the meetings between the top leaders of the two parties and the two countries served as a firm foundation and a powerful engine to develop the relations between the DPRK and China as required by a new era, he expressed his will to go on writing a beautiful epic of the DPRK-China friendship to be envied by the world and handed down generation after generation by joining hands with comrades of China and firmly defend peace and stability on the Korean peninsula and the region by the concerted efforts of the DPRK and China this year, too.

He sincerely wished the fraternal Chinese people endless success in the long journey for attaining the "Two Century Goals" and realizing the dream of China, i.e. great prosperity of the Chinese nation, united close around the CPC with Xi Jinping as the core this year marking the 70th anniversary of the birth of new China.<sup>75</sup>

Le leader nord-coréen rappelle dans son discours la longue histoire des relations diplomatiques entre les deux pays, en passant sous silence les périodes de latence dues à la rivalité sino-soviétique et aux relations parfois tendues entre Pékin et Pyongyang au sujet des sanctions économiques contre le programme nucléaire et balistique nord-coréen. Dans le second paragraphe, Kim Jong Un fait également siens les éléments de langage du Parti communiste chinois qui s'apprêtait à célébrer le centenaire de sa fondation en 2021. Il annonce ainsi son soutien indéfectible à la Chine et reconnaît sa réussite en matière de croissance économique. Dans le cadre de l'annonce de la fin de la ligne *byungjin* en 2018, la Corée du Nord a lancé son offensive diplomatique en direction de la Chine, afin de

---

<sup>75</sup> KCNA, 2019. Supreme Leader Kim Jong Un Visits China. *KCNA Watch* [en ligne]. 10 janvier 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1547114431-750852719/supreme-leader-kim-jong-un-visits-china/>

bénéficiaire des retombées économiques du rapprochement initié par Kim Jong Un. Le leader souhaite à présent se concentrer exclusivement sur le développement économique du pays. Mais on peut observer que le calcul coût-bénéfices de ce dernier impliquait également les États-Unis à travers les sommets de Singapour en 2018 et Hanoï en 2019 qui visaient à obtenir la levée des sanctions économiques internationales contre le pays. L'équilibre des puissances que la Corée du Nord entend modifier implique alors de jouer les équilibristes en ce qui concerne ses relations avec Washington et Pékin. Cette explication nuance la propagande belliqueuse de la Corée du Nord vis-à-vis des États-Unis.

Dans ce contexte, l'indépendance de la RPDC est garantie par sa capacité à naviguer entre les grandes puissances de la région afin de maximiser ses bénéfices tout en renforçant son indépendance et sauvegardant sa souveraineté nationale. Mais cette stratégie comporte des risques et la situation actuelle dans laquelle la Corée du Nord est plongée en raison de la pandémie du Covid-19 qui a fait irruption dans le pays la complique davantage<sup>76</sup>. Le discours du régime nord-coréen met en évidence sa difficulté à tirer parti des dynamiques du complexe de sécurité régional.

### *8.3.2. Le fardeau du contentieux historique dans la relation RPDC-Japon*

Même après la fin de la période de la colonisation japonaise en 1945, la sécurité du Japon est restée liée à la situation sur la péninsule coréenne. En 1951, le Traité de San Francisco mit officiellement fin à la Seconde Guerre mondiale et dans sa lignée fut conclu un traité de sécurité qui prévoyait le stationnement de troupes américaines sur le territoire japonais en leur conférant des prérogatives importantes dans la gestion des forces armées. L'archipel japonais constitua par la suite l'une des principales bases arrière de l'armée américaine au cours de la Guerre de Corée. Aux représailles commises par les autorités japonaises durant la période de colonisation de la Corée s'ajouta cette nouvelle alliance que la Corée du Nord dénonce régulièrement encore aujourd'hui. L'histoire de la colonisation constitue le fondement d'un discours hostile au Japon et du point de vue de Tokyo, l'enlèvement de citoyens japonais par le régime nord-coréen reste un obstacle au dialogue

---

<sup>76</sup> UNITED NATIONS, 2022. DPR Korea's grip on population has tightened since COVID. *UN News* [en ligne]. 21 mars 2022. [Consulté le 23 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://news.un.org/en/story/2022/03/1114302>



entre les deux pays. Nous allons observer comment le concept de sécurité nationale est vu par les deux pays à travers le prisme de l'histoire.

Dès les années 1970, la sécurité du Japon fut liée à celle de la péninsule coréenne en raison de son alliance militaire avec les États-Unis. En 1978, les deux pays adoptèrent les *Guidelines for Japan-U.S. Defense Cooperation* destinées à fournir un cadre général et une orientation politique aux rôles et missions du Japon et des États-Unis, ainsi que des moyens de coopération et de coordination dans le cas d'une attaque contre le Japon ou des *situations in areas surrounding Japan* (SIASJ)<sup>77</sup>. Les *Guidelines* furent régulièrement mises à jour en 1997 puis en 2015 en fonction des évolutions de la sécurité internationale. L'alliance entre les deux pays s'étend notamment au-delà des frontières de l'Asie de l'Est, comme on peut le constater à travers l'ambiguïté de la définition géographique du concept de SIASJ. Les SIASJ correspondaient au départ aux situations qui avaient une influence sur la paix et la sécurité du Japon avant d'évoluer pour devenir un concept variable dépendant d'une construction fonctionnelle et conceptuelle, plutôt que géographique et objective, de l'environnement sécuritaire changeant du Japon<sup>78</sup>. La péninsule coréenne est dès lors entrée très tôt dans le cadre des SIASJ en raison de la menace que représentait la Corée du Nord pour la sécurité du Japon. En 1998, la Corée du Nord effectua son premier tir de missile balistique avec le Taepodong-1 dont une partie finit sa course dans la mer de l'Est<sup>79</sup> et l'autre survola le Japon avant de s'écraser au large de la côte de Sanriku, dans l'océan Pacifique. La Corée du Nord était donc capable de frapper le territoire japonais dès la fin des années 1990. L'amélioration et l'augmentation de son arsenal de missiles balistiques contribua au renforcement des forces d'autodéfense japonaises. En 2021, dans son Livre blanc de la Défense, le Japon estimait que la Corée du Nord représentait une menace « grave et imminente » pour la sécurité du pays<sup>80</sup>.

---

<sup>77</sup> MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF JAPAN, [sans date]. The Guideline for Japan-U.S. Defense Cooperation. *Ministry of Foreign Affairs of Japan* [en ligne]. [Consulté le 15 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.mofa.go.jp/region/n-america/us/security/guideline2.html>

<sup>78</sup> KATZENSTEIN, Peter J. et OKAWARA, Nobuo, 2001. Japan, Asian-Pacific Security, and the Case for Analytical Eclecticism. *International Security*. 2001. Vol. 26, n° 3, pp. 153-185.

<sup>79</sup> L'appellation « mer du Japon » étant contestée par les deux Corées, nous préférons l'usage de l'appellation plus neutre de « mer de l'Est ».

<sup>80</sup> JAPAN MINISTRY OF DEFENSE, 2021. Defense of Japan 2021. *Japan Ministry of Defense* [en ligne]. 2021. [Consulté le 2 février 2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.mod.go.jp/en/publ/w\\_paper/index.html](https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/index.html)

Les tensions entre la Corée du Nord et le Japon sont exacerbées par le fait que les deux pays ne parviennent pas à établir une communication durable. Aucune représentation diplomatique de l'un et l'autre pays n'est établie sur leurs territoires respectifs. Cela peut s'expliquer par le fait que plusieurs sujets liés au passé historique des deux pays restent irrésolus à l'image de l'enlèvement de citoyens japonais par le régime nord-coréen dans les années 1970 et 1980, ainsi que la question des dommages et intérêts réclamés par Pyongyang – et Séoul – en raison des crimes commis par les autorités coloniales japonaises durant l'occupation de la Corée. Dans les années 1990, la Corée du Nord et le Japon entamèrent un rapprochement afin de trouver une résolution. Tokyo reconnut notamment sa responsabilité durant la colonisation et offrit d'accorder des compensations économiques à la Corée du Nord. Mais Pyongyang exigea que le calcul prenne également en compte la période après la Seconde Guerre mondiale et aucun accord ne put être trouvé. La première crise nucléaire nord-coréenne fut aussi source de tensions entre les deux pays. Mais Tokyo et Pyongyang relancèrent tout de même les discussions sur la normalisation de leurs relations dans les années 2000. Le premier sommet entre Kim Jong Il et Koizumi Junichiro, premier ministre japonais de l'époque eut lieu en 2002, à Pyongyang. Le dirigeant nord-coréen admit à cette occasion que treize citoyens japonais avaient été enlevés et que seuls cinq d'entre eux étaient toujours vivants, les huit autres étant décédés suite à des accidents ou morts de causes naturelles<sup>81</sup>. Mais les explications du régime nord-coréen concernant le décès de ces derniers ainsi que le rapatriement des familles des citoyens enlevés causa un scandale au Japon et mit fin au processus de rapprochement entre les deux pays. À nouveau, au milieu de ce regain de tensions, l'annonce du retrait de la Corée du Nord du TNP vint troubler les relations entre les deux pays qui ne se retrouvèrent pas à la table des négociations avant le début des Pourparlers à six.

En 2009, les relations entre la Corée du Nord et le Japon se détériorèrent considérablement. La Corée du Nord poursuivit ses tirs de missiles balistiques ainsi que le test de lancement de la fusée Unha-2, suivi d'un deuxième essai nucléaire. Le gouvernement japonais répondit en élargissant son régime de sanctions contre la RPDC et en mettant en place des mesures instituant une interdiction de toutes les exportations vers le pays<sup>82</sup>. Au cours des premières années après l'arrivée de Kim Jong Un à la tête du pays, il semblait

---

<sup>81</sup> MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF JAPAN, 2012. *Abductions of Japanese Citizens by North Korea* [en ligne]. Tokyo : Ministry of Foreign Affairs of Japan. [Consulté le 3 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n\\_korea/abduction/pdfs/abductions\\_en.pdf](https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n_korea/abduction/pdfs/abductions_en.pdf)

<sup>82</sup> *Ibid.*

qu'il serait en mesure de reprendre des négociations en vue d'une normalisation des relations avec le Japon. Les deux gouvernements ouvrirent une série de négociations entre 2012 et 2014 et la Corée du Nord accepta de créer un comité d'enquête spécial sur la question des enlèvements mais y mit brusquement fin en 2016<sup>83</sup>. Le régime nord-coréen reprit sa rhétorique hostile vis-à-vis de Tokyo qu'il considère comme un laquais de Washington<sup>84</sup>. L'hostilité historique de la Corée du Nord vis-à-vis des États-Unis continue d'alimenter les tensions entre Pyongyang et Tokyo. Les deux gouvernements n'ont pas tenu d'autre réunion officielle depuis près de six ans. La Corée du Nord n'a pas manifesté de volonté de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les relations nippon-coréennes et a affiché ses priorités en privilégiant le dialogue avec les États-Unis et la Chine. Cela peut notamment s'expliquer par le fait que les concessions diplomatiques et surtout économiques que le régime nord-coréen pourrait retirer de ses relations avec le Japon sont moindres que celles qu'il pourrait obtenir des autres pays.

Face à ce dialogue rompu, la seule ligne de communication existante entre les deux pays est l'Association générale des résidents coréens au Japon (재일본조선인총련합회, chaeilponjosöninch'ongnyönhaphoe) plus connue sous le nom de Chongryon (총련) en coréen et de Chosen Soren en japonais. La Chongryon fut fondée en 1995, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque plus de 2 millions de Coréens vivaient alors au Japon. La majorité d'entre eux retournèrent en Corée du Sud après la guerre, mais 600 000 Coréens appelés « *Zainichi* » décidèrent de rester. Les Coréens sympathisants de la RPDC ou s'identifiant comme Nord-Coréens créèrent alors la Chongryon avec l'aide, notamment financière, de Pyongyang. L'Association fut entre autres un moyen de pallier les difficultés liées à la nationalité japonaise dont furent privés certains ressortissants Coréens et de lutter contre la discrimination dont ils étaient victimes. L'association revêt encore aujourd'hui plusieurs rôles dont celui d'ambassade nord-coréenne informelle à Tokyo. Elle regroupe également des coopératives de crédit servant à collecter des fonds et à les envoyer en Corée du Nord ainsi qu'à faciliter des échanges commerciaux avec le Japon. Mais la Chongryon

---

<sup>83</sup> SANG-HUN, Choe, 2016. North Korea Cancels Investigation Into Abductions of Japanese Citizens. *The New York Times* [en ligne]. 13 février 2016. [Consulté le 16 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2016/02/14/world/asia/north-korea-japan-abductions.html>

<sup>84</sup> ISOZAKI, Atsuhito, 2022. Explaining the Impasse in Japan's Relations with North Korea. *The Diplomat* [en ligne]. 2 mai 2022. [Consulté le 24 mai 2022]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2022/05/explaining-the-impasse-in-japans-relations-with-north-korea/>

dissimule aussi des activités illégales et en raison des difficultés économiques que la Corée du Nord a traversées en particulier à la fin des années 1990, l'association est en déclin. Le nombre de ses membres est passé de 500 000 au plus fort de ses adhésions à environ 150 000 aujourd'hui<sup>85</sup>. En juin 2012, la justice japonaise a notamment contraint la Chongryon à vendre aux enchères le bâtiment de son siège social à Tokyo afin de payer ses dettes. L'influence de la Corée du Nord au Japon s'amenuise donc de jour en jour et l'investissement dans la Chongryon ne constitue pas l'une des priorités du régime nord-coréen.

Pourtant, la relation hostile de la Corée du Nord avec le Japon limite la marge de manœuvre du régime nord-coréen. En effet, la coopération trilatérale entre les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon en matière de défense continue de se développer. Cette stratégie permet non seulement au Japon de bénéficier de l'*extended deterrence* des États-Unis pour faire face aux menaces de la Corée du Nord, de maintenir la Corée du Sud plus étroitement alliée aux États-Unis et enfin, de développer la coopération militaire entre le Japon et la Corée du Sud. Le Japon reconnaît que la Corée du Sud est mieux placée pour détecter les lancements de missiles nord-coréens et les intercepter étant donné ses installations anti-missiles équipées de radars ainsi que ses capteurs positionnés à proximité des sites de lancement de missiles nord-coréens. Les deux pays ont également signé le *General Security of Military Information Agreement (GSOMIA)* en 2019, un accord sur l'échange de renseignements militaires au sujet notamment de la Corée du Nord. Cet accord est venu compléter et étoffer le *Trilateral Intelligence Sharing Arrangement (TISA)* conclu en 2014 par Washington, Tokyo et Séoul. Le gouvernement Moon avait hésité jusqu'à la dernière minute à signer le GSOMIA pour des raisons liées à la compensation financière des dommages commis par le Japon dans le cadre de travaux forcés imposés à des citoyens coréens durant la période de la colonisation. Mais le gouvernement sud-coréen, encouragé par Washington, a finalement dépassé les différends historiques pour conclure l'accord. Cette décision illustre le dilemme qui caractérise les relations intercoréennes et que la Corée du Nord ne devrait pas sous-estimer. En continuant d'ignorer l'urgence de la résolution des relations avec le Japon, le régime nord-coréen contribue au renforcement de l'alliance trilatérale et à sa propre isolation. Comme nous l'avons vu, les relations avec la Chine sont fluctuantes et empreintes de

---

<sup>85</sup> BLOMQUIST, Rachel et WERTZ, Daniel, 2015. *An Overview of North Korea – Japan Relations*. Washington, D.C. : The National Committee on North Korea.

rivalités, ce qui ne constitue pas une alliance aussi stable que celle que la Corée du Sud et le Japon développent sous l'égide de l'*extended deterrence* des États-Unis.

En outre, le Japon est également entré en concurrence avec l'allié traditionnel de Pyongyang en lançant en 2016 la stratégie *Free and Open Indo-Pacific* (FOIP) consistant à développer une zone libre et ouverte garantissant un ordre international fondé sur un partage de normes communes, de manière inclusive et transparente afin de garantir la stabilité et la prospérité dans une région qui s'étend de la côte est de l'Afrique au Moyen-Orient ; de l'Inde à l'Asie du Sud-est ; et de l'Asie de l'Est à l'océan Pacifique<sup>86</sup>. La stratégie FOIP est en effet une réponse directe au projet *Belt and Road Initiative* du gouvernement chinois<sup>87</sup>. La Corée du Nord n'étant qu'un acteur mineur en termes économiques dans la région de l'Asie de l'Est, elle ne peut pas prétendre à un rôle important dans l'initiative chinoise et n'entre pas dans le projet du FOIP. Son statut contraste avec celui de son voisin sud-coréen, qui tiraillé entre ses liens stratégiques et commerciaux avec les deux camps, doit effectuer un choix délicat entre les différentes stratégies<sup>88</sup>. La Corée du Nord, elle, s'enferme dans une impasse vis-à-vis du Japon en privilégiant le développement de son programme nucléaire et balistique ainsi que le dialogue avec d'autres puissances de la région à la communication avec Tokyo.

Plus l'arsenal nucléaire nord-coréen s'étoffe, plus son discours gagne en crédibilité et par là même, en puissance. La dissuasion nucléaire lui permet de tenir à distance les menaces pour son territoire, en particulier les États-Unis. Outre la capacité de dissuasion, que lui confère son programme nucléaire, la Corée du Nord emploie aussi la contrainte à travers ses provocations militaires afin d'induire une réaction voire un changement de comportement des parties adverses. Mais ces multiples stratégies induisent une complexification de sa communication qui ne semble pas avoir été anticipée par le régime

---

<sup>86</sup> MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF JAPAN, 2022. *Free and Open Indo-Pacific*. *Ministry of Foreign Affairs of Japan* [en ligne]. 16 mai 2022. [Consulté le 27 mai 2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.mofa.go.jp/policy/page25e\\_000278.html](https://www.mofa.go.jp/policy/page25e_000278.html)

<sup>87</sup> NAGY, Stephen, 2021. Sino-Japanese Reactive Diplomacy as Seen Through the Interplay of the Belt Road Initiative (BRI) and the Free and Open Indo-Pacific Vision (FOIP). *China Report*. 1 février 2021. Vol. 57, n° 1, pp. 7-21.; INSISA, Aurelio et PUGLIESE, Giulio, 2022. The free and open Indo-Pacific versus the belt and road: spheres of influence and Sino-Japanese relations. *The Pacific Review*. 4 mai 2022. Vol. 35, n° 3, pp. 557-585.

<sup>88</sup> IUPPA, Giulia, 2020. The Free and Open Indo-Pacific: South Korea's Strategic Challenges. *European Institute for Asian Studies* [en ligne]. 22 avril 2020. [Consulté le 3 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://eias.org/publications/op-ed/the-free-and-open-indo-pacific-south-koreas-strategic-challenges/>

nord-coréen. Il s'agit là de l'une des failles majeures du discours de la Corée du Nord au sujet de son programme nucléaire et balistique. En effet, les perceptions et les erreurs d'interprétations constituent des enjeux majeurs dans le cadre du complexe de sécurité dans la région Asie-Pacifique. Ces enjeux, qui conditionnent une éventuelle escalade des tensions sur la péninsule coréenne, ne sont pas suffisamment pris en considération par le discours nord-coréen qui court le risque de s'enfermer dans un jeu à somme nulle malgré ses tractations diplomatiques. D'un côté, sa relation avec la Chine est sujette aux aléas de la concurrence idéologique entre Pyongyang et Pékin. Et de l'autre côté, les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon partagent un ensemble de normes à travers leur alliance militaire qui se renforce au fur et à mesure que les provocations nord-coréennes augmentent en intensité.

Face à ces relations triangulaires qui demandent de faire preuve d'une habile stratégie de communication, qu'il s'agisse de son discours, de ses actions militaires ou diplomatiques, nous avons constaté que le régime nord-coréen ne possède qu'une influence limitée dans la région. Il dépend en grande partie de la réaction des parties adverses qui jouent un rôle important dans la gestion des situations de crise en fonction de leurs perceptions. Dans le cas notamment des relations intercoréennes, les récents efforts de la Corée du Nord afin d'améliorer ses missiles balistiques a été interprété par la Corée du Sud comme une menace nécessitant un développement de ses capacités balistiques. Malgré les tentatives diplomatiques du gouvernement Moon dès son arrivée au pouvoir en 2017, il apparaît qu'une course à l'armement se profile donc sur la péninsule coréenne. Si les actions sont plus éloquentes que les paroles, il alors temps de mettre en œuvre des actions de communication qui permettent de rétablir le dialogue.



## 9. Perspectives d'avenir : apaiser les tensions sur la péninsule coréenne grâce au pouvoir du discours dans les relations internationales

Au début de nos travaux, nous avons évoqué l'entrée dans l'ère nucléaire de la Corée du Nord puis nous avons détaillé les capacités de la Corée du Nord concernant son arsenal d'armes nucléaires et de missiles balistiques. Nous allons nous intéresser aux évolutions les plus récentes de sa stratégie nucléaire afin de prendre du recul pour étudier les perspectives en matière de négociations sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Après les années de « patience stratégique » de l'administration Obama, le style iconoclaste de son successeur Donald J. Trump, laissaient présager un avenir tumultueux pour les relations entre Pyongyang et Washington. En août 2017, il promettait à la Corée du Nord « le feu et la fureur » si celle-ci continuait à menacer les États-Unis<sup>1</sup>. Notons que l'expression marqua l'opinion publique à un tel point qu'elle fut choisie pour le titre de l'ouvrage best-seller *Fire and Fury* décrivant le quotidien de Trump à la Maison Blanche<sup>2</sup>. Les relations entre les États-Unis et la Corée du Nord semblaient alors placées sous le signe de l'hostilité la plus vive. À la surprise de la communauté internationale, ces relations glaciales se réchauffèrent pourtant au point où, en février 2019, D. Trump déclarait être « tombé amoureux » de Kim

---

<sup>1</sup> BAKER, Peter et SANG-HUN, Choe, 2017. Trump Threatens 'Fire and Fury' Against North Korea if It Endangers U.S. *The New York Times* [en ligne]. 8 août 2017. [Consulté le 5 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2017/08/08/world/asia/north-korea-un-sanctions-nuclear-missile-united-nations.html>

<sup>2</sup> WOLFF, Michael, 2018. *Fire and Fury: Inside the Trump White House*. New York : Macmillan USA.



Jong Un<sup>3</sup>. D'un point de vue diplomatique, les perspectives ouvertes par l'administration Trump furent aussi inattendues qu'impressionnantes et d'un point de vue discursif, le passage d'un extrême à un autre en termes de stratégie rhétorique illustre la place centrale du discours dans les relations internationales. Mais la Maison Blanche ne fut pas la seule à œuvrer pour le réchauffement des relations entre les deux pays. Côté nord-coréen, après avoir répliqué de la manière la plus vive – parfois même en ayant recours à des insultes pour le moins obsolètes qui laissèrent perplexes les observateurs internationaux<sup>4</sup> – Pyongyang choisit également d'adoucir sa rhétorique anti-impérialiste vis-à-vis des États-Unis pendant quelques mois. Mais malgré ce réchauffement des relations, aucun accord ne put être trouvé et, la Corée du Nord reprit ses activités sur le réacteur de Yongbyon ainsi que les tirs de missiles balistiques.

Dans quelle mesure les réflexes et les grilles de lectures figés des acteurs de la région Asie-Pacifique empêchent-ils l'évolution du dialogue ? De plus, comment expliquer l'échec des récentes négociations au sujet de la dénucléarisation de la péninsule coréenne et est-il possible de relancer ce dialogue ?

Nous observerons que l'ouverture de Kim Jong Un en faveur du dialogue a trouvé écho auprès du président sud-coréen Moon Jae-in qui a développé une politique d'engagement vis-à-vis de la Corée du Nord (1). Ce rapprochement fut par la suite exploité par Pyongyang dans le but d'entamer des négociations avec Washington tout en tirant parti de son statut d'État doté *de facto* de l'arme nucléaire pour traiter avec l'administration Trump sur un même pied d'égalité. Le manque de mesures concrètes poussa la Corée du Nord vers la sortie. Il est donc nécessaire de chercher de nouveaux canaux de communication et de nouveaux interlocuteurs afin de ramener la Corée du Nord à la table des négociations (2). Néanmoins, dans un contexte de nouvelle montée des tensions sur la péninsule coréenne, le manque d'informations disponibles concernant la chaîne de commandement contrôlant le programme nucléaire et balistique nord-coréen et les biais du discours médiatique au sujet de la RPDC constituent deux facteurs pouvant provoquer des erreurs de perceptions et ainsi, une escalade vers un conflit sur la péninsule coréenne (3).

---

<sup>3</sup> RUCKER, Philip et DAWSEY, Josh, 2019. 'We fell in love': Trump and Kim shower praise, stroke egos on path to nuclear negotiations. *The Washington Post* [en ligne]. 25 février 2019. [Consulté le 5 août 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/politics/we-fell-in-love-trump-and-kim-shower-praise-stroke-egos-on-path-to-nuclear-negotiations/2019/02/24/46875188-3777-11e9-854a-7a14d7fec96a\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/we-fell-in-love-trump-and-kim-shower-praise-stroke-egos-on-path-to-nuclear-negotiations/2019/02/24/46875188-3777-11e9-854a-7a14d7fec96a_story.html).

<sup>4</sup> RAMZY, Austin, 2017. Kim Jong-un Called Trump a 'Dotard.' What Does That Even Mean? *The New York Times* [en ligne]. 22 septembre 2017. [Consulté le 5 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2017/09/22/world/asia/trump-north-korea-dotard.html>.

## 9.1. LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS SUR LA DÉNUCLÉARISATION DE LA PÉNINSULE CORÉENNE : UNE RHÉTORIQUE SENSATIONALISTE MAIS DES DÉSACCORDS PERSISTANTS

Au cours de l'année 2018, les relations diplomatiques entre la Corée du Nord et la Corée du Sud mais également les relations entre la Corée du Nord et les États-Unis connurent une rapide évolution. Le discours de réconciliation du Nouvel An 2018 de Kim Jong Un inaugura le début d'une « diplomatie des sommets » marqué par une volonté de mettre l'emphase sur un rapprochement des deux Corées. La Corée du Sud répondit positivement par une politique d'engagement vis-à-vis de Pyongyang qui aurait trouvé en partie sa source dans les origines nord-coréennes du président Moon Jae-in. Certains membres de sa famille vivaient encore dans le nord de la péninsule à ce jour<sup>5</sup>. Par la suite, les États-Unis acceptèrent de reprendre le dialogue sur dénucléarisation de la péninsule coréenne avec la Corée du Nord. Après une « diplomatie des sommets » caractérisée par une communication sensationnaliste sur des événements présentés comme historiques, l'embellie fut de courte durée. Le discours seul a-t-il été l'élément catalyseur de cette dynamique exceptionnelle ? Comment expliquer le fait que les négociations sur dénucléarisation de la péninsule coréenne n'aient pas abouti malgré les efforts diplomatiques des deux Corées et des États-Unis ?

Nous verrons dans un premier temps que l'amélioration des relations entre Pyongyang et Séoul s'inscrivait dans une stratégie nord-coréenne consistant à se rapprocher de la Corée du Sud pour attirer l'attention de la communauté internationale, et en particulier, des États-Unis. Puis, dans un second temps, que la Corée du Nord entretenait l'espoir qu'une fois le dialogue avec les États-Unis aurait repris, D. Trump serait favorable à une « nouvelle approche » de la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Enfin, dans troisième temps, nous ferons un bilan de ces années de « diplomatie des sommets » en tentant de comprendre les difficultés des acteurs à passer des paroles aux actes en dépassant leurs désaccords.

---

<sup>5</sup> CAMPBELL, Charlie, 2021. Moon Jae-in's Final Attempt to Heal South Korea. *Time* [en ligne]. 23 juin 2021. [Consulté le 14 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://time.com/6075235/moon-jae-in-south-korea-election/>; O, Tara, 2019. Curious Circumstances: Moon Jae-in Met his Aunt in North Korea During the 2004 Family Reunion. *East Asia Research Center* [en ligne]. 17 juillet 2019. [Consulté le 14 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://eastasiaresearch.org/2019/07/17/curious-circumstances-moon-jae-in-met-his-aunt-in-north-korea-during-the-2004-family-reunion/>

### 9.1.1. Une initiative nord-coréenne de rapprochement avec Séoul : un signal destiné à Washington ?

Lors de son traditionnel discours du Nouvel An en janvier 2018, Kim Jong Un, triomphant après les essais nucléaires menés avec succès l'année précédente, déclara que le pays était prêt à dialoguer avec la Corée du Sud. Nous verrons que ce discours a représenté le point de départ du réchauffement des relations entre les deux Corées avec des mesures ayant contribué à l'ouverture d'un dialogue qui semblait durable. Puis nous analyserons les facteurs ayant contribué à ce rapprochement ainsi que les objectifs poursuivis par la Corée du Nord, notamment sa volonté d'envoyer un signal à destination des États-Unis pour reprendre les négociations sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

On peut souligner tout d'abord que dans son discours, Kim Jong Un mit en avant un rapprochement fondé sur le concept de l'ethnicité coréenne. Il rappela en effet que malgré la division, les habitants de la Corée du Nord et du Sud constituaient un seul « peuple qui partage le même sang » (한피줄을 나눈 겨레로, hanp'ijurül nanun kyöre)<sup>6</sup>. Par contraste, le ton employé envers les États-Unis dans son discours était hostile. Ce discours apparaissait donc comme une tentative de mettre en place une stratégie nommée « 통남봉미 » (t'ongnambongmi), ce qui signifie « dialogue avec la Corée du Sud et blocage des États-Unis »<sup>7</sup>. En donnant la priorité au développement des relations avec la Corée du Sud, le discours de Kim Jong Un fit donc passer au second plan les États-Unis, ce qui était susceptible de créer des tensions entre les deux alliés. La Corée du Nord cherchait à s'immiscer dans les relations entre Washington et Séoul afin de l'affaiblir. Contrairement à sa stratégie consistant à isoler la Corée du Sud de la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne au titre qu'il ne s'agit pas d'un État souverain<sup>8</sup>, le discours nord-coréen

<sup>6</sup> RODONG SINMUN, 2018. 2018 년 신년사 [ich'önsipp'allyön sinnyönsa]. 1 janvier 2018.

<sup>7</sup> LEE, Jong-jin, 2018. 北, 남북관계 발판 정세돌파 시도하나... '통남봉미' 태도도 [puk nambukkwangye palp'an chöngsedolp'a sidohana t'ongnambongmi t'aedodo / Corée du Nord, tentative de percée grâce au tremplin des relations intercoréennes... l'attitude de « dialogue avec la Corée du Sud, blocage des États-Unis »]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 1 janvier 2018. [Consulté le 26 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20180101037851014> ; LEE, Mi-ah, 2018. 미국엔 핵 위협, 남한엔 대화 손짓... 김정은 '통남봉미'로 출구 찾나 [migugen haek wihyöp namhanen taehwa sonjit kimjöng'ün 't'ongnambongmi'ro ch'ulku ch'anna]. *The Korea Economic Daily* [en ligne]. 1 janvier 2018. [Consulté le 26 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.hankyung.com/politics/article/2018010152361>

<sup>8</sup> Entretien avec LEE Sang-sook, research professor au sein de l'*Institute of Foreign Affairs and National Security* (외교안보연구소), 7 mai 2019.

mettait cette fois l'accent sur la nécessité de développer les relations intercoréennes : Kim Jong Un offrait ainsi à Séoul l'opportunité de jouer un rôle central sur cette question.

L'année 2018 allait marquer l'anniversaire des 70 ans de la fondation de la Corée du Nord, mais également de la Corée du Sud. Kim Jong Un évoqua cet anniversaire et appela de ses vœux un rapprochement symbolique à cette occasion. Parmi les propositions destinées à améliorer la relation entre les deux Corées, Kim Jong Un évoqua la participation de la RPDC aux Jeux Olympiques d'hiver de Pyeongchang. Quelques jours plus tard, le 17 janvier 2018, en écho à ce discours au ton optimiste, les discussions entre le Nord et le Sud sur la participation de la RPDC aux Jeux Olympiques d'hiver débutèrent et pour l'ouverture de la compétition, une délégation menée par Kim Yo Jong, sœur cadette du leader, et Kim Yong Nam, numéro deux du gouvernement, se rendit en Corée du Sud. Kim Yo Jong transmit à cette occasion une lettre d'invitation au président Moon de la part de Kim Jong Un et d'après le rapport de la KCNA, les discussions entre les membres de la délégation et le président sud-coréen furent « franches et sincères » (솔직하고 허심탄회하게, solchikhago hōsim'tanhoehage)<sup>9</sup>. Ainsi, le discours politique nord-coréen était caractérisé par la volonté de coopérer et une indulgence inédite vis-à-vis des autorités sud-coréennes. On peut observer un changement de paradigme de la part de la Corée du Nord dans sa caractérisation d'une part, des autorités sud-coréennes et d'autre part, de la relation entre les deux pays. En effet, les décideurs politiques étaient considérés comme indépendants de l'influence américaine tandis que la Corée du Nord ne se présentait plus comme le seul garant de la nation coréenne. Les relations intercoréennes étaient à présent fondées sur l'ethnicité commune que partagent les deux pays.

En mars 2018, Chung Eui-yong, directeur de la sécurité nationale du gouvernement Moon, transmit à la Maison Blanche un message de Kim Jong Un invitant Donald Trump à le rencontrer afin de discuter de la dénucléarisation de la péninsule coréenne<sup>10</sup>. L'initiative

---

<sup>9</sup> KCNA, 2018a. 조선고위급대표단 청와대에서 남조선대통령을 만났다 [chosōngowigūptaep'yodan ch'ōng'wadaeēsō namjosōndaet'ongnyōng'ūl mannatta /Une délégation de haut-niveau nord-coréenne a rencontré le président sud-coréen à la Maison bleue]. *KCNA* [en ligne]. 11 février 2018. [Consulté le 3 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/02/02-11/2018-0211-005.html>.

<sup>10</sup> FIFIELD, Anna, NAKAMURA, David et KIM, Seung-min, 2018. Donald Trump to meet North Korean leader Kim Jong Un. *The Washington Post* [en ligne]. 8 mars 2018. [Consulté le 26 juin 2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/asia\\_pacific/north-korean-leader-kim-jong-un-has-invited-president-trump-to-a-meeting/2018/03/08/021cb070-2322-11e8-badd-7c9f29a55815\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/north-korean-leader-kim-jong-un-has-invited-president-trump-to-a-meeting/2018/03/08/021cb070-2322-11e8-badd-7c9f29a55815_story.html); KIM, Sung-ryong, 2018. 김정은과 트럼프, 5월에 만나 이룰처럼? [kimjōng'ūngwa t'ürōmp'ū, owōre manna idulch'ōrōm? / Kim Jong Un et Donald Trump vont-ils se rencontrer en mai ?]. *Joongang Ilbo* [en ligne]. 9 mars 2018. [Consulté le 26 août 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.joongang.co.kr/article/22427666#home>

nord-coréenne marqua la seconde phase de la stratégie de Kim Jong consistant à mener une politique d'apaisement vis-à-vis des États-Unis après avoir initié un premier rapprochement avec Séoul. Par la suite, au cours du Congrès du Parti du Travail en avril 2018, Kim Jong Un annonça un moratoire sur les essais nucléaires ainsi que les tirs de missiles balistiques intercontinentaux<sup>11</sup>. Le gouvernement joignit par la suite les actes aux paroles en mai 2018, en faisant exploser les tunnels de tests du site de Punggye-ri devant un parterre de journalistes étrangers invités pour l'occasion<sup>12</sup>. Toutefois, on peut nuancer ces actions en notant qu'il ne s'agissait pas uniquement d'une preuve de la bonne volonté du régime nord-coréen, mais plutôt d'une démonstration ultime de la puissance de la dissuasion nucléaire nord-coréenne qui, s'étant hissée au même rang que les États officiellement dotés de l'arme nucléaire, n'avait plus besoin d'effectuer d'essais nucléaires ni de tests de lancement de missiles de longue portée. Certains y virent même une tentative de devancer les négociateurs en détruisant des installations qui aurait pu faire l'objets d'éventuelles inspections internationales dans un potentiel accord avec les États-Unis<sup>13</sup>. S'agissait-il effectivement de préparer les négociations avec Washington ? Quels sont les facteurs ayant contribué au rapprochement entre les deux Corées et ce dernier visait-il uniquement à attirer l'attention des États-Unis ?

Le premier facteur pouvant expliquer l'approche du régime nord-coréen est la position de force qu'il avait acquise après la réussite de ses essais nucléaires l'an passé. Le pays avait annoncé avoir réussi pour la première fois à mettre au point une arme à fusion nucléaire, soit une étape cruciale dans le développement de son programme nucléaire. En effet, bien que Kim Jong Un avait appelé de ses vœux un rapprochement entre les deux Corées lors de son discours du Nouvel An 2018, il avait aussi rappelé dès le début de sa déclaration que le pays avait atteint ses objectifs stratégiques avec succès et possédait une « super-arme thermonucléaire » (초강력열핵무기, ch'ogangnyögyöilhaengmugi) ainsi que

---

<sup>11</sup> KCNA, 2018c. *Op. cit.*

<sup>12</sup> HAAS, Benjamin et BORGER, Julian, 2018. North Korea « destroys » nuclear test site as world's media watches. *The Guardian* [en ligne]. 24 mai 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2018/may/24/north-korea-destroys-nuclear-test-site-as-worlds-media-watches>

<sup>13</sup> TARABAY, Jamie, 2018. To experts, North Korea dismantling nuclear site is like destroying evidence. *CNN* [en ligne]. 23 mai 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://edition.cnn.com/2018/05/22/asia/north-korea-destroy-nuclear-site-intl/index.html>.

« divers vecteurs nucléaires » (핵운반수단, haegunbansudan)<sup>14</sup>. Ayant ainsi franchi une étape majeure, la Corée du Nord disposait d'un avantage que ni Washington ni Séoul ne pouvait ignorer.

Le second facteur est la continuité politique entre Kim Jong Un et ses prédécesseurs : depuis Kim Il Sung, les dirigeants nord-coréens ne recherchent pas la conclusion d'un accord de paix avec la Corée du Sud uniquement pour cesser les hostilités entre les deux pays mais pour obtenir le retrait des forces américaines de la péninsule coréenne. Ainsi que nous l'avons observé, la Corée du Nord fonde sa conception de la paix sur la maîtrise de l'arme nucléaire afin de rétablir le principe de l'égalité entre tous les pays dans les relations internationales. Dans l'esprit de sa stratégie rhétorique, paix et arme nucléaire ne sont pas antinomiques. Dès lors, le fait d'être enfin en possession de l'arme à fusion nucléaire constitua pour elle la meilleure opportunité d'entamer à nouveau un dialogue avec Séoul et Washington dans le but de mettre en œuvre un régime de paix sur la péninsule coréenne. C'est notamment l'explication donnée par Kim Jong Un lors de la troisième réunion plénière du 7<sup>e</sup> Congrès du Comité Central du Parti du Travail de Corée qui s'est tenue en avril 2018. Il estimait qu'après avoir fait du pays une puissance nucléaire, le gouvernement nord-coréen avait entrepris des « des efforts proactifs » (주동적인 행동, chudongjögün haengdong) qui avaient contribué à l'avènement d'un « nouveau climat de détente et de paix » (긴장완화와 평화에로 향한 새로운 기류, kinjang'wanhwawa p'yöngghwaero hyanghan saeroun kiryu) sur la péninsule coréenne<sup>15</sup>. D'après Kim Jong Un, ce climat n'avait pu être réalisé qu'une fois « l'achèvement de la force nucléaire nationale » (국가핵무력완성, kukkahaengmuryögwansöng) réussi.

Enfin, le troisième facteur expliquant la volonté de la Corée du Nord de mettre fin aux hostilités avec la Corée du Sud, est l'espoir, une fois la paix conclue entre les deux pays, de s'entendre avec Washington. Sigal souligne que face à la montée en puissance de la Chine, la Corée du Nord pourrait chercher un allié lui fournissant des garanties de sécurité plus importantes que le soutien chinois comme par exemple le parapluie nucléaire américain

---

<sup>14</sup> RODONG SINMUN, 2018. *Op. cit.*

<sup>15</sup> KCNA, 2018b. 조선로동당 중앙위 제 7 기 제 3 차전원회의 - 김정은위원장 지도 [chosölldongdang chung'ang'wi chech'ilki chesamch'ajönwönhoeü kimjöng'ünwiwöngjang chido / 3<sup>e</sup> réunion plénière du 7<sup>e</sup> Congrès du Comité central du Parti du Travail de Corée - sous la direction de Kim Jong Un]. *KCNA* [en ligne]. 21 avril 2018. [Consulté le 14 août 2021]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/04/04-21/2018-0421-001.html> [Traduction de l'auteur]

fourni à la Corée du Sud<sup>16</sup>. Kim Il Sung avait déjà cherché à se rapprocher de Moscou afin de frustrer Pékin durant la guerre froide, mais en 1988, anticipant l'effondrement de l'URSS, il avait décidé de tendre la main aux États-Unis, à la Corée du Sud et au Japon.

Dans cette perspective, la stratégie consistant à rechercher un rapprochement avec la Corée du Sud n'était donc que temporaire. Kim Jong Un continua d'employer le discours comme un outil destiné à faire avancer sa stratégie, et multiplia les engagements à propos du programme nucléaire et balistique nord-coréen afin de convaincre le public international de sa bonne volonté. De plus, l'arme thermonucléaire avait permis à la Corée du Nord d'obtenir un statut équivalent à celui des États officiellement dotés de l'arme nucléaire, lui conférant ainsi la capacité de négocier la paix sur la péninsule coréenne selon ses propres termes et, plus largement, de remettre en question l'équilibre des relations internationales. Aujourd'hui, comme nous l'avons vu au cours du chapitre 4, la force de dissuasion nucléaire nord-coréenne n'est plus une monnaie d'échange mais un atout dont dispose le régime pour induire des changements dans le *statu quo* dans la région Asie-Pacifique.

#### 9.1.2. *Le leitmotiv nord-coréen pour une « nouvelle approche » de la dénucléarisation de la péninsule coréenne*

Si les premières déclarations de Kim Jong Un trouvèrent écho chez le gouvernement de Moon Jae-in, elles furent également accueillies favorablement par le président américain Donald Trump. Les changements opérés par Kim Jong Un dans son discours correspondaient au style de leadership politique de D. Trump et mettaient en avant leur volonté de « rompre avec les règles du jeu ordinaires »<sup>17</sup>. Michael D'Antonio, biographe de D. Trump a également souligné que « ces hommes parlent le même langage »<sup>18</sup>. En avril 2018, Pyongyang avait annoncé unilatéralement la suspension de ses essais nucléaires et de ses tests de lancement de missiles intercontinentaux. Le régime nord-coréen attendait des actions au moins aussi significatives de la part de ses interlocuteurs.

---

<sup>16</sup> SIGAL, Leon V., 2020. Paved with Good Intentions: Trump's Nuclear Diplomacy with North Korea. *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*. 2 janvier 2020. Vol. 3, n° 1, pp. 163-182.

<sup>17</sup> HIRSCHFELD DAVID, Julie, 2018. Trump on Kim Jong-un: Once a 'Madman,' Now a 'Very Honorable' Leader. *The Washington Post* [en ligne]. 10 mai 2018. [Consulté le 26 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2018/05/10/us/politics/trump-kim-jong-un-language.html>

<sup>18</sup> *Ibid.*

Le premier sommet historique entre la RPDC et les États-Unis, en juin 2018, à Singapour, fut l'occasion pour le régime de mesurer la volonté d'engagement de ses interlocuteurs. Ce sommet fut certes la consécration de sa stratégie destinée à obtenir la reconnaissance internationale – bien qu'informelle – de statut d'État doté de l'arme nucléaire. Mais les observateurs étrangers ont surestimé cet objectif au détriment de la stratégie que sous-tendait la reconnaissance du statut d'État doté, c'est-à-dire la réécriture des règles de l'équilibre des puissances dans la région Asie-Pacifique et la redistribution des cartes entre les différents acteurs. Suite au sommet de Singapour, la KCNA publia un rapport mettant en avant les « sentiments amicaux » partagés par Kim Jong Un et Donald Trump et leur volonté de « dépasser le passé » afin de « mettre fin aux hostilités » entre les deux pays<sup>19</sup>. Le rapport de la KCNA présente de multiples répétitions du terme « paix » afin de marquer la sincérité de l'engagement de la RPDC. Il insiste aussi sur le fait que ce sommet marque « un nouveau départ » permettant ainsi aux deux pays de « construire de nouvelles relations » grâce à « une transformation totale » pour entrer dans une « nouvelle ère » et un « nouveau futur »<sup>20</sup>. L'objectif de la Corée du Nord apparaît clairement : la RPDC s'attendait à une redéfinition des relations avec les États-Unis avec certainement des concessions historiquement inédites de leur part. Nous allons observer que jusqu'en 2019, la Corée du Nord a signalé dans son discours ses attentes en employant un *leitmotiv* consistant à évoquer le besoin de « nouveauté » à la fois sur la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne mais également concernant sa place dans ses relations diplomatiques avec les pays de la région Asie-Pacifique.

Au lendemain du sommet de Singapour, certains observateurs avaient exprimé leur scepticisme face à la déclaration conjointe publiée par les deux pays<sup>21</sup>. La déclaration avait

---

<sup>19</sup> KCNA, 2018d. 김정은위원장 력사상 첫 조미수뇌상봉과 회담, 공동성명 채택 [Kim Jōng'ūnwiwōnjang ryōksasang ch'ōt chomisunoesangbonggwa hoedam, kongdongsōngmyōng ch'aet'aek / Premier sommet de l'histoire entre la RPDC et les États-Unis avec le président Kim Jong Un, pourparlers et adoption d'une déclaration conjointe]. *KCNA* [en ligne]. 13 juin 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/06/06-13/2018-0613-001.html>.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> GALLUCCI, Robert L., 2018. Reaction to the Singapore Summit. *38 North* [en ligne]. 12 juin 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2018/06/rgallucci061218/> ; TAYLOR, Adam, 2018. Was the Trump-Kim summit a huge success or a colossal failure?. *The Washington Post* [en ligne]. 13 juin 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2018/06/13/was-the-trump-kim-summit-a-huge-success-or-a-colossal-failure/>



pour vertu le fait de faire référence aux efforts de la RPDC en vue de la « dénucléarisation de la péninsule coréenne », conformément au discours employé par le régime nord-coréen, et de permettre le rapatriement de dépouilles de soldats américains morts durant la Guerre de Corée<sup>22</sup>. Mais elle manquait de substance, ne mentionnant aucune concession ni engagement concret de la part de l'une ou de l'autre partie, Lankov la qualifiant même de « vide de sens »<sup>23</sup>. L'unique élément qui aurait pu donner lieu à la « transformation totale » des relations que souhaitait la Corée du Nord, était la promesse de D. Trump de fournir des « garanties de sécurité » (안전담보, anjōndambo) à la Corée du Nord comme preuve de la volonté des États-Unis des « d'établir de nouvelles relations » entre les deux pays<sup>24</sup>.

Malgré les imprécisions et les lacunes de la déclaration conjointe de Singapour, la Corée du Nord émergea comme le grand vainqueur de cet évènement, ayant obtenu une reconnaissance internationale de son statut d'État doté, un texte officiel entérinant la nécessité d'établir de « nouvelles relations » ainsi que la suspension des exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud promis par D. Trump. En outre, la semaine suivant le sommet de Singapour, Kim Jong Un se rendait pour la seconde fois de l'année en visite officielle en Chine en compagnie de sa femme, Ri Sol Ju ainsi qu'une délégation composée des responsables déjà présents à Singapour, assumant pleinement la posture d'un chef État d'une envergure jamais atteinte par son père ni son grand-père auparavant. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères souligna le fait que « les relations entre la Chine et la RPDC étaient entrées dans une nouvelle phase » caractérisée par une « nouvelle vigueur » ouvrant « un nouveau futur pour la péninsule coréenne et la région »<sup>25</sup>. Encore une fois le *leitmotiv* de la nouveauté se faisait entendre avec les ambitions de redéfinition des relations entre les puissances de la région qui marque le discours nord-coréen. Ainsi, on

---

<sup>22</sup> KCNA, 2018e. 조미수뇌회담 공동성명 [chomisunoehoedam kongdongsōngmyōng / Déclaration conjointe de la Corée du Nord et des États-Unis]. *KCNA* [en ligne]. 13 juin 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/06/06-13/2018-0613-002.html>.

<sup>23</sup> NK NEWS, 2018. North Korea to work towards denuclearization in exchange for security guarantees. *NK News* [en ligne]. 12 juin 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2018/06/north-korea-to-work-towards-denuclearization-in-exchange-for-security-guarantees/>

<sup>24</sup> KCNA, 2018e. *Op. cit.*

<sup>25</sup> DPRK MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, 2018a. Kim Jong Un Visits China. *KCNA Watch* [en ligne]. 20 juin 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1529488831-722055272/kim-jong-un-visits-china/>

comprend la déception exprimée par le ministère des Affaires étrangères nord-coréen dès le début des négociations avec les États-Unis et la Corée du Sud après le sommet de Singapour :

Chairman Kim Jong Un expressed his expectation and conviction that good personal relations forged with President Trump and his sentiments of good faith built towards the latter at the Singapore summit and talks would be further consolidated through the process of future dialogues such as high-level talks this time.

But the U.S. side came up only with its unilateral and gangster-like demand for denuclearization just calling for CVID, declaration and verification, all of which run counter to the spirit of the Singapore summit meeting and talks.

The U.S. side never mentioned the issue of establishing a peace regime on the Korean peninsula which is essential for defusing tension and preventing a war. It took the position that it would even backtrack on the issue it had agreed on to end the status of war under certain conditions and excuses. [...]

We thought that the U.S. side would come with a constructive proposal which accords with the spirit of the DPRK-U.S. summit meeting and talks. But expectation and hope of ours were so naive as to be foolish.

Conventional ways can never create new things. Treading on trite stereotype of all the failure would invite another failure only.<sup>26</sup>

Le ton de la déclaration oscille entre la frustration et l'impatience suite au sommet de Singapour, et ce que la Corée du Nord perçoit comme de la mauvaise volonté côté américain face aux concessions qu'elle a consenties. L'attitude des États-Unis est décrite encore une fois comme celle d'un « gangster » (강도, kando) terme employé régulièrement dans la rhétorique nord-coréenne pour désigner les pays qui, selon elle, ne respectent pas sa souveraineté. Elle ne se considère pas comme un « État-voyou » mais désigne en retour les États qui correspondent, de son point de vue, à cette définition. En outre, la Corée du Nord interprète l'état des relations comme un retour en arrière dans les relations entre les deux pays. Il semble que la délégation nord-coréenne ait reçu pour directive de ne pas négocier sur les bases des précédentes discussions de haut niveau mais d'aller droit au but recherché, c'est-à-dire la signature d'un traité de paix et les garanties de sécurité promises par D. Trump. La déclaration du ministère des Affaires étrangères souligne de manière étonnante

---

<sup>26</sup> KCNA, 2018f. FM Spokesman on DPRK-U.S. High-level Talks. *KCNA Watch* [en ligne]. 7 juillet 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1531040428-34214303/fm-spokesman-on-dprk-u-s-high-level-talks/> [Souligné par l'auteur]

que malgré la déception de la délégation nord-coréenne, leur leader, Kim Jong Un, renouvelait sa confiance dans la bonne volonté du président américain. Conformément à ses usages diplomatiques traditionnels, la Corée du Nord a continué de privilégier les relations personnelles – qualifiées ici d’« excellentes ».

Le dirigeant nord-coréen eut raison d’espérer que ses échanges avec le président américain aboutiraient à des résultats favorables car les négociations en amont du sommet suivant à Hanoï, en février 2019, semblaient progresser de manière satisfaisante d’après Stephen Biegun, Représentant spécial des États-Unis pour la Corée du Nord. Quelques mois plus tôt, lors de la rencontre entre Kim Jong Un et le Secrétaire d’État américain, Mike Pompeo, à Pyongyang, ce dernier s’était engagé à déclarer officiellement la fin de la guerre tandis que Kim avait accepté de démanteler les usines nord-coréennes d’enrichissement d’uranium et de plutonium en ajoutant que leurs engagements pouvaient inclure des concessions supplémentaires<sup>27</sup>. Les exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée furent aussi annulés ou réduits de manière drastique. Les exercices aériens *Vigilant Ace* furent annulés pendant deux années consécutives ainsi que les exercices militaires sud-coréens *Ulchi* et *Taeguk*<sup>28</sup>. Quant aux exercices militaires conjoints *Foal Eagle* et *Key Resolve*, ils furent réduits. Toutefois, l’équilibre restait fragile car la Corée du Nord restait sur ses gardes face à un nouvel exercice militaire conjoint nommé *Dong Maeng* (qui signifie « alliance » en coréen) qui ne répondait pas à ses demandes d’arrêt total de ce type d’exercices. Elle décida cependant d’appliquer le principe de réciprocité qui fait partie intégrante de sa rhétorique en réduisant également la portée de ses exercices militaires en 2018<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup> *Remarks on the DPRK by Stephen Biegun, U.S. Special Representative for North Korea* cité dans RONKIN, Noa, 2019. U.S. Special Envoy for North Korea Stephen Biegun Delivers First Public Address on U.S.-DPRK Diplomacy at a Shorenstein APARC Event. *Stanford University* [en ligne]. 31 janvier 2019. [Consulté le 18 août 2021]. Disponible à l’adresse : <https://fsi.stanford.edu/news/us-special-envoy-north-korea-stephen-biegun-delivers-first-public-address-us-dprk-diplomacy>.

<sup>28</sup> PANDA, Ankit, 2019. US, South Korea Call Off Foal Eagle and Key Resolve Exercises, Announce New Exercise. *The Diplomat* [en ligne]. 4 mars 2019. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l’adresse : <https://thediplomat.com/2019/03/us-south-korea-call-off-foal-eagle-and-key-resolve-exercises-announce-new-exercise/>

<sup>29</sup> DANIELS, Jeff, 2018. North Korea is scaling back its annual winter military exercises. *CNBC* [en ligne]. 30 janvier 2018. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l’adresse : <https://www.cnbc.com/2018/01/29/north-korea-is-scaling-back-its-annual-winter-military-exercises.html>.

De son côté, la Corée du Sud avait accueilli favorablement les efforts diplomatiques du régime nord-coréen. Séoul tenta notamment de consolider un dialogue diplomatique direct avec Pyongyang, sans interférences, afin de cultiver une relation indépendante de Washington. En effet, face à la déception nord-coréenne concernant le manque de concrétisation des promesses américaines, la relation intercoréenne illustra la possibilité de mettre en place de « nouvelles » pratiques. L'année 2018 fut notamment marquée par trois sommets intercoréens, une première dans l'histoire des relations entre Pyongyang et Séoul. Le premier sommet intercoréen eut lieu le 27 avril 2018, à Panmunjeom, onze ans après le dernier sommet entre Kim Jong Il et Roh Moo-hyun. La rencontre entre Kim Jong Un et Moon Jae-in était d'autant plus symbolique qu'il s'agissait de la première fois qu'un dirigeant nord-coréen franchissait la ligne de démarcation pour se rendre en territoire sud-coréen. Puis, sans avoir fait l'objet d'une annonce préalable, le deuxième sommet intercoréen se tint le 26 mai 2018, ce qui lui a valu le qualificatif de « sommet surprise » dans la presse<sup>30</sup>. Le troisième sommet intercoréen fut par la suite l'occasion pour le président Moon de se rendre à Pyongyang du 18 au 20 septembre 2018. Cette rencontre fut la plus productive en termes d'engagements et de progression vers l'élimination de toutes les sources de tensions sur la péninsule coréenne, notamment au niveau militaire. Les deux dirigeants n'apposèrent pas uniquement leurs signatures au bas de la déclaration de Pyongyang mais ils signèrent également l'accord militaire nommé *l'Agreement on the Implementation of the Historic Panmunjom Declaration in the Military Domain* (également connu sous le nom d'*Inter-Korean Comprehensive Military Agreement* ou CMA en abrégé)<sup>31</sup>. Nous avons étudié cet accord dans le cadre du chapitre 7. Il prévoyait notamment plusieurs mesures concrètes afin de prévenir toute escalade militaire dans la région notamment en ce qui concernait les zones de tensions autour de la DMZ sur terre et de la NLL en mer. Étaient également mentionnés le déminage et retrait des explosifs présents dans la zone de la *Joint Security Area* des deux côtés, la destruction d'une vingtaine de postes de gardes le long de la DMZ et la

---

<sup>30</sup> Korean leaders meet in surprise summit, 2018. *BBC News* [en ligne]. [Consulté le 19 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/world-asia-44265287> ; SOHN, Sung-tae, 2018. 문 대통령, 26일 김정은 두번째 < 깜짝 > 정상회담 [mun taet'ongnyōng isibyugil kimjōng'un tubōntchae « kkamtchak » chōngsanghoedam / Président Moon, sommet « surprise » pour la deuxième fois avec Kim Jong Un le 26 mai]. *Hankyung* [en ligne]. 26 mai 2018. [Consulté le 19 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hankyung.com/politics/article/201805265922i>

<sup>31</sup> Agreement on the Implementation of the Historic Panmunjom Declaration in the Military Domain, 2018. *The National Committee on North Korea* [en ligne]. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.ncnk.org/resources/publications/agreement-implementation-historic-panmunjom-declaration-military-domain.pdf>

mise en place d'un Bureau de liaison intercoréen (*Inter-Korean Liaison Office*) et d'un comité militaire conjoint afin de superviser la mise en place de l'accord militaire.

Dès le retour du président Moon à Pyongyang, certains experts américains s'inquiétèrent des tensions que le rapprochement entre les deux Corées pourrait provoquer au sein de l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis<sup>32</sup>. Les nouveaux progrès réalisés par les deux Corées contribuaient à la stratégie de la Corée du Nord de s'immiscer dans l'alliance militaire entre Séoul et Washington. Pour diminuer l'une des sources de tensions, la Corée du Sud aurait pu choisir de reconsidérer sa contribution financière au stationnement des USFK. Dans un contexte où la Maison Bleue avait consenti en 2017 à assurer 92% du coût de construction du Camp Humphreys, la plus grande base militaire américaine à l'étranger, alors que l'accord original prévoyait une division égale des coûts entre la Corée du Sud et les États-Unis<sup>33</sup>, un rapprochement entre les deux Corées sur le plan militaire pouvait en effet être source de contestations et de protestation de la part de l'opinion publique. Dans le discours, l'étanchéité entre le domaine militaire et les questions économiques n'était plus garantie. Les avancées permises par la stratégie d'engagement du gouvernement Moon envers la Corée du Nord telles que les nouveaux projets économiques dans le complexe industriel de Kaesong et le rétablissement de la connexion des chemins de fer accélérèrent la perméabilité de la frontière entre les deux domaines. À l'image de ces premières failles dans l'alliance entre Séoul et Washington, les effets du sommet de Singapour pouvaient être considérés comme positifs pour la Corée du Nord. Mais le fait que les grands dossiers tels que le gel des activités nucléaires nord-coréennes, la conclusion d'un traité de paix ou la signature d'un accord de non-agression entre la RPDC et les États-Unis soient restés à l'état de discours sans mise en application concrète a fait obstacle à la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

---

<sup>32</sup> SNYDER, Scott, 2018. The Pyongyang Declaration: Implications for U.S.-ROK Coordination on North Korea. *Council on Foreign Relations* [en ligne]. 24 septembre 2018. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.cfr.org/blog/pyongyang-declaration-implications-us-rok-coordination-north-korea>.

<sup>33</sup> PARK, Byung-soo, 2017. 정부 '평택기지 비용 50% 부담'은 거짓말이었다 [chǒngbu p'yōngt'aekkiji piyong osipp'ūro pudamūn kōjinmariōtna / Gouvernement sud-coréen : « le coût de la base militaire de Pyongtaek assumé à hauteur de 50% » était un mensonge]. *Hankyoreh*. 9 novembre 2017. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hani.co.kr/arti/politics/defense/818189.html>.

### 9.1.3. Passer des paroles aux actes : l'échec de la « diplomatie des sommets »

Au début de l'année 2019, l'optimisme qui prévalait depuis le discours du Nouvel An 2018 de Kim Jong Un s'était dissipé devant le durcissement de la position américaine. En outre, sur le plan interne, le jeune dirigeant faisait face à des critiques de la part des responsables de l'Armée populaire de Corée, partisans d'une ligne dure, qui estimaient que le choix de la négociation ne produisait que peu d'effets<sup>34</sup>. Le défi principal qui attendait les deux parties lors de ce sommet était le passage des paroles aux actes, des déclarations bienveillantes à des mesures d'engagement concrètes concernant les sujets les plus épineux, c'est-à-dire les usines d'enrichissement d'uranium et de plutonium nord-coréennes et les sanctions économiques américaines imposées au régime nord-coréen. Le changement de paradigme de chaque acteur a trouvé ses limites dans la concrétisation des engagements, et aucun d'entre eux n'a pu se défaire des grilles de lectures qui conditionnaient leur marge de manœuvre dans la recherche d'un consensus.

Lors de son discours à l'université de Stanford, en janvier 2019, Stephen Biegun avait fait part de certaines modifications concernant la position américaine. Si les négociateurs américains avaient auparavant estimé qu'une déclaration de la RPDC au sujet de l'ensemble de son stock de matières fissiles et de ses installations nucléaires était suffisante, ils réclamaient à présent une suspension vérifiable de la production de matières fissiles ainsi que l'inspection des sites qui devaient faire l'objet d'un démantèlement<sup>35</sup>. La Corée du Nord, de son côté, était restée sur le principe de la déclaration des stocks de matières fissiles ainsi que des installations précédemment évoquées et demandait en échange une levée partielle des sanctions économiques<sup>36</sup>. Ainsi, lors du sommet de Hanoï, en février 2019, les négociations tournèrent court, la délégation américaine préférant même annuler le déjeuner de clôture du sommet au cours duquel devait avoir lieu la signature d'une déclaration conjointe. Au cours des conférences de presse des deux parties à la fin du second jour, les discours tenus étaient diamétralement opposés. Ri Yong Ho, ministre des Affaires

---

<sup>34</sup> Entretien avec Pr. KIM Hyun-wook, *Institute of Foreign Affairs and National Security* (외교안보연구소), 7 mai 2019.

<sup>35</sup> Remarks on the DPRK by Stephen Biegun, U.S. Special Representative for North Korea cité dans RONKIN, Noa, 2019. *Op. cit.*

<sup>36</sup> WONG, Edward, 2019. Trump's Talks With Kim Jong-un Collapse, and Both Sides Point Fingers. *The New York Times* [en ligne]. 28 février 2019. [Consulté le 18 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/02/28/world/asia/trump-kim-vietnam-summit.html>. ; SIGAL, Leon V., 2020. *Op. cit.*

étrangères nord-coréen, confirma qu'il n'avait demandé la levée que des sanctions prévues par cinq résolutions des Nations unies adoptées en 2016 et 2017 sur un total de onze résolutions imposées à la Corée du Nord en échange du « démantèlement complet et permanent de toutes les installations de production d'uranium et de plutonium en présence d'experts américains »<sup>37</sup>. Choe Son Hui, vice-ministre des Affaires étrangères et membre de la délégation nord-coréenne, aurait même tenté de trouver un accord de dernière minute avec les négociateurs américains en proposant le démantèlement complet du site de Yongbyon, une première dans l'histoire des négociations sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen<sup>38</sup>. Du côté américain, le président Trump continua d'affirmer que la RPDC avait exigé une levée totale des sanctions et qu'il n'était pas possible d'accéder à de telles demandes, d'où la fin pour le moins abrupte du sommet.

À la surprise des observateurs, la Corée du Nord continua quelques jours plus tard à communiquer au sujet de l'échec du sommet de Hanoï et de ses futures intentions concernant les négociations avec les États-Unis par le biais d'une conférence de presse de Choe Son Hui, le 15 mars 2019. La vice-ministre des Affaires étrangères de la RPDC rejeta la faute sur « l'atmosphère d'hostilité et de défiance » créée par le secrétaire d'État Mike Pompeo et John Bolton, conseiller pour la sécurité nationale. Mais le président Trump fut épargné par les critiques du gouvernement nord-coréen, ce qui pouvait être vu comme un signal positif indiquant la volonté de la RPDC de continuer à préserver le dialogue entre les deux hommes d'État malgré les difficultés rencontrées à Hanoï, à défaut d'une reprise des négociations<sup>39</sup>. Toutefois, les médias nord-coréens ne relayèrent pas les propos de Choe Son Hui lors de la conférence de presse du 15 mars, ce que la presse sud-coréenne ne manqua pas de remarquer<sup>40</sup>. Ce silence – on pourrait parler de censure – est habituel lorsque de

---

<sup>37</sup> CGTN AMERICA, 2019. *DPRK Foreign Minister disputes U.S. reason for breakdown at Trump-Kim summit* [en ligne]. Hanoi, Vietnam : 28 février 2019. [Consulté le 18 août 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.youtube.com/watch?v=o-NWGHQt\\_rk](https://www.youtube.com/watch?v=o-NWGHQt_rk).

<sup>38</sup> O'CARROLL, Chad, 2019. Choe Son Hui promoted to first vice foreign minister, state media confirms. *NK News* [en ligne]. 12 avril 2019. [Consulté le 18 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/04/choe-son-hui-promoted-to-first-vice-foreign-minister-state-media-confirms/>

<sup>39</sup> SANG-HUN, Choe, 2019. North Korea Threatens to Scuttle Talks With the U.S. and Resume Tests. *The New York Times* [en ligne]. 15 mars 2019. [Consulté le 24 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/03/15/world/asia/north-korea-kim-jong-un-nuclear.html>.

<sup>40</sup> LEE, Je-hun, 2019. 북한 3 대 매체가 '최섉희 회견' 보도하지 않는 이유는 ? [pukhan samtae maech'ega Ch'oe Sŏn Hŭi hoegyŏn' podohaji anhnŭn iyunŭn / Pourquoi les trois principaux médias nord-coréens ne mentionnent pas « l'interview de Choe Son Hui » ?]. *Hankyoreh* [en ligne]. 17 mars 2019. [Consulté le 24 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hani.co.kr/arti/politics/defense/886228.html>.

nouveaux éléments, qui seraient susceptibles d'entrer en contradiction avec la ligne de négociation précédemment définie, sont introduits. Dans ce cas précis, il pourrait s'agir d'une volonté de ne pas rappeler à l'opinion publique l'échec des négociations et le retour de Kim Jong Un du Viêt Nam sans avoir réussi à conclure un accord avec les États-Unis. Cette stratégie de communication est aussi destinée prioritairement à la communauté internationale plutôt qu'au public domestique afin de démontrer que le pays restait disposé à négocier avec prudence.

En avril 2019, Kim Jong Un accéda au poste de président de la Commission des Affaires d'État. Cette accession à la position la plus élevée de l'État fut accompagnée de plusieurs nouvelles nominations : Choe Ryung Hae comme président du Presidium de l'Assemblée populaire suprême en remplacement de Kim Yong Nam ; Pak Pong Ju accéda au poste de vice-président du Parti du Travail de Corée, devenant ainsi premier ministre aux côtés de Kim Jae Ryong ; Choe Son Hui succéda à Kim Gye Gwan en tant que première vice-ministre des Affaires étrangères et devint également membre de la Commission des Affaires d'État<sup>41</sup>. Lors de son discours devant les représentants de l'Assemblée, Kim Jong Un envoya un signal fort en manifestant son intention de mettre fin à cette diplomatie des sommets qui ne portait pas de fruits. Son message était implicitement adressé au président américain uniquement et comportait un ultimatum clair :

Actuellement, les États-Unis parlent beaucoup de tenir un troisième sommet entre la RPDC et les États-Unis mais nous n'accueillons pas favorablement le fait qu'un sommet tel que celui de Hanoï se reproduise et nous n'en avons pas non plus le désir.

Toutefois, comme le président Trump ne cesse de le dire, les liens personnels entre lui et moi ne sont pas hostiles comme les relations entre nos deux pays et nous entretenons toujours d'excellentes relations, nous pouvons échanger des lettres pour prendre de nos nouvelles, à tout moment.

Si les États-Unis adoptent une attitude correcte et qu'ils proposent de tenir un troisième sommet entre la RPDC et les États-Unis dans des conditions permettant de trouver une méthodologie que nous puissions partager, nous pourrions envisager de nouvelles discussions.

---

<sup>41</sup> KCNA, 2019a. First Session of 14th SPA Held. *KCNA Watch* [en ligne]. 12 avril 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1555481018-230513212/first-session-of-14th-spa-held/>



Cependant, après réflexion, je me demande s'il est nécessaire de s'accrocher au sommet avec les États-Unis et rester dans une attente interminable à cause de la question de la levée des sanctions.

Quoi qu'il en soit, nous attendrons une décision audacieuse des États-Unis avec patience jusqu'à la fin de l'année, mais il sera certainement difficile d'obtenir une aussi bonne opportunité que le sommet précédent.<sup>42</sup>

On remarque que le ton de Kim Jong Un n'est pas hostile mais plutôt pessimiste. Le dirigeant nord-coréen choisit la stratégie de compromis qui consistait à attendre des États-Unis qu'ils établissent une « méthodologie » qui puisse être conciliée avec le processus de dénucléarisation envisagé par la RPDC. L'annonce de Kim Jong Un fut ponctuée par sept tests deancements de missiles de courte portée cinq jours plus tard<sup>43</sup>. Pourtant, le dialogue entre les deux présidents ne fut pas rompu. Au cours du mois de juin 2019, conformément à la déclaration de Kim Jong Un, les deux chefs d'État échangèrent en effet des lettres<sup>44</sup>. Il est possible que ces lettres aient été l'occasion de fixer un nouveau sommet afin de pallier l'échec de Hanoï mais aucune fuite dans les médias à propos du contenu des lettres n'eut lieu.

Si Kim Jong Un était peu enclin à tenir un nouveau sommet, D. Trump estimait qu'il s'agissait d'un moyen de communication efficace tant sur le plan diplomatique que médiatique. Le 29 juin 2019, à la fin du sommet du G20 à Osaka, au Japon, avant de

---

<sup>42</sup> KCNA, 2019b. 김정은위원장 최고인민회의 제 14 기 제 1 차회의 시정연설 [kimjōng'ūnwiwōnjang ch'oegoinminhoeü chesipsagi cheilch'ahoeü sijōng'yōnsöl / Discours président Kim Jong-un lors de la 1<sup>ère</sup> réunion plénière de la 14<sup>e</sup> Assemblée populaire suprême]. *KCNA* [en ligne]. 13 avril 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/04/04-13/2019-0413-002.html>. [Traduit et souligné par l'auteur]

<sup>43</sup> KCNA, 2019c. 김정은위원장 신형 전술유도무기 사격 시험 지도 [kimjōng'ūnwiwōnjang sinhyōng jōnsuryudomugi sagyōk sihōm chido / Test de nouvelles armes tactiques sous la direction de Kim Jong Un]. *KCNA* [en ligne]. 18 avril 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/04/04-18/2019-0418-001.html>. ; SANG-HUN, Choe, 2019. North Korea's Latest Weapons Test: Short in Range but Long in Message. *The New York Times* [en ligne]. 18 avril 2019. [Consulté le 6 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/04/18/world/asia/north-korea-weapons-test.html>.

<sup>44</sup> DENYER, Simon, 2019. North Korea's Kim receives 'excellent letter' from Trump, state media says. *The Washington Post* [en ligne]. 23 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/north-koreas-kim-receives-excellent-letter-from-trump-state-media-says/2019/06/22/283c2d54-9558-11e9-b72d-d56510fa753e\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/north-koreas-kim-receives-excellent-letter-from-trump-state-media-says/2019/06/22/283c2d54-9558-11e9-b72d-d56510fa753e_story.html). ; ITKOWITZ, Colby et HUDSON, John, 2019. Trump praises Kim Jong Un, saying he received a 'beautiful' letter from him. *The Washington Post* [en ligne]. 11 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/politics/trump-praises-kim-jong-un-saying-he-received-a-beautiful-letter-from-him/2019/06/11/4359f4d6-8c70-11e9-b08e-cfd89bd36d4e\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/trump-praises-kim-jong-un-saying-he-received-a-beautiful-letter-from-him/2019/06/11/4359f4d6-8c70-11e9-b08e-cfd89bd36d4e_story.html).

s'envoler pour la Corée du Sud, D. Trump publia spontanément un message sur Twitter proposant une rencontre à Kim Jong Un sur la DMZ afin de lui « dire bonjour »<sup>45</sup>. La décontraction affichée par le président Trump fut reprise par Kim qui répondit positivement à peine quelques heures plus tard par l'intermédiaire de Choe Son Hui<sup>46</sup>. Le lendemain, le 30 juin 2019, eut lieu le sommet entre les États-Unis et les deux Corées sur la DMZ. En outre, D. Trump décida de franchir la ligne de démarcation, devenant le premier président américain en exercice à poser le pied en Corée du Nord.

Malgré le caractère inédit de cette rencontre et l'espoir d'une progression des négociations au sujet du programme nucléaire nord-coréen suite à celle-ci, Lankov décrivit comme un « *show* » et il a ajouté que les deux hommes « avaient besoin de quelque chose qui soit fort en apparence mais faible en substance »<sup>47</sup>. Kim Jong Un avait déjà orchestré une telle opération quelques jours auparavant avec la Chine dans le cadre de la visite officielle de Xi Jinping à Pyongyang. Cette visite avait été l'occasion de fêter en grande pompe l'anniversaire des 70 ans de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays<sup>48</sup>. Kim Jong Un avait profité de cette visite pour réaffirmer son statut de dirigeant d'un État à la stature internationale. L'un des facteurs qui renforce aussi l'analyse de cette rencontre comme une opération de communication est le fait que le président Moon Jae-in, bien que présent sur les photographies pour échanger des poignées de main avec Donald Trump et Kim Jong Un, ne fut pas convié aux échanges qui suivirent entre les délégations américaine et nord-coréenne. D'après les mémoires de John Bolton, le président américain n'était pas favorable à la présence de son homologue sud-coréen et aurait souhaité que ce dernier reste à la Maison Bleue, là où une rencontre bilatérale s'était tenue quelques heures auparavant. Toutefois, Moon Jae-in aurait insisté pour saluer Kim Jong Un et l'accueillir

---

<sup>45</sup> CROWLEY, Michael, 2019. Trump's Offer to Say 'Hello' to Kim at DMZ Carries Risks and Rewards for Both. *The New York Times* [en ligne]. 29 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/06/29/world/asia/trump-kim-dmz.html>.

<sup>46</sup> CHOI, Sun-young, 2019. 최설희, 트럼프 DMZ 정상회담 제안에 « 흥미로운 제안 » [ch'oesŏnhŭi, t'ŭrŏmp'ŭ DMZ chŏngsanghoedong cheane hŭngmiroun chean / Choe Son Hui, la proposition de D. Trump de réunion sur la DMZ est « une proposition intéressante »]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 29 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20190629034000504>.

<sup>47</sup> KIM, Seung-min et DENYER, Simon, 2019. Trump becomes first sitting president to set foot into North Korea. *The Washington Post* [en ligne]. 30 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/politics/trump-says-north-koreas-kim-wants-to-join-him-at-the-dmz/2019/06/29/ef99dc98-9a99-11e9-830a-21b9b36b64ad\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/trump-says-north-koreas-kim-wants-to-join-him-at-the-dmz/2019/06/29/ef99dc98-9a99-11e9-830a-21b9b36b64ad_story.html).

<sup>48</sup> JI, Dagyum, 2019. Kim, Xi agree to boost ties amid « grave » international situation. *NK News* [en ligne]. 21 juin 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/06/kim-xi-agree-to-boost-ties-amid-grave-international-situation-kcna/>

sur le territoire sud-coréen. Bolton confirma également que cette rencontre à Panmunjom n'était qu'une « irrésistible séance photo »<sup>49</sup>. Il est intéressant de souligner que cette « séance photo » rencontra un grand succès en Corée du Nord. Le quotidien *Rodong Sinmun* joua le jeu du président Trump en rapportant que la rencontre entre les deux chefs d'État avait été organisée à son initiative<sup>50</sup>. Cette mention eut pour effet de renforcer l'image de la Corée du Nord comme celle d'un pays avec lequel la plus grande puissance mondiale et ancienne rivale souhaitait à présent traiter de toute urgence.

En revanche, la mise à distance du locataire de la Maison Bleue peut être interprétée comme une volonté de la délégation américaine de procéder selon le *modus operandi* de Donald Trump qui, en tant que *businessman* préfère traiter directement avec la partie concernée afin de parvenir à *deal* satisfaisant, ce qui sert les intérêts de la Corée du Nord qui se considère comme le seul représentant légitime du peuple coréen. Elle n'avait en effet guère apprécié les efforts du gouvernement Moon. On retrouve ici la dynamique de la relation triangulaire que nous avons mise à jour précédemment : lorsque les relations entre deux acteurs changent, les relations de ces derniers avec le troisième acteur sont fortement impactées, ce qui peut perturber l'équilibre des puissances.

Après un entretien de cinquante-trois minutes avec Kim Jong Un, le président Trump déclara que les négociations démarreraient dans deux à trois semaines mais aucune annonce significative ne suivit. Selon certaines sources, le président américain aurait fait deux promesses : la signature d'un armistice entre les deux pays et l'annulation des nouveaux exercices conjoints *Dong Maeng* avec la Corée du Sud qui devaient avoir lieu quelques semaines plus tard<sup>51</sup>. Cependant, ces informations ne furent ni confirmées ni infirmées par la Maison Blanche. Fidèles à leurs déclarations, les deux parties se retrouvèrent à Stockholm, le 5 octobre 2019, pour un nouveau *round* de négociations. La route vers ce nouveau sommet était semée d'embûches, notamment en raison la décision des États-Unis de finalement procéder aux exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud, malgré les promesses faites

---

<sup>49</sup> KIM, Sarah, 2020. Trump didn't want Moon in DMZ, writes Bolton. *JoongAng Daily* [en ligne]. 22 juin 2020. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://koreajoongangdaily.joins.com/2020/06/22/national/politics/memoir-North-Korea-Donald-Trump/20200622192607853.html>.

<sup>50</sup> JI, Dagyum, 2019. North Korean media hails « historic » Kim-Trump meeting at Panmunjom. *NK News* [en ligne]. 1 juillet 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/06/north-korean-media-hails-historic-kim-trump-meeting-at-panmunjom/>

<sup>51</sup> WARD, Alex, 2019. Exclusive: Here's the nuclear proposal the US plans to offer North Korea this weekend. *Vox* [en ligne]. 2 octobre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.vox.com/world/2019/10/2/20894979/north-korea-trump-nuclear-talks-deal>.

par D. Trump à Panmunjom. En réponse, trois jours avant le sommet de Stockholm, un nouveau type de missile lancé depuis une plateforme sous-marine fut testé par la Corée du Nord<sup>52</sup>.

À Stockholm, les discussions ne durèrent que quelques heures. Les déclarations à la fin de la première journée reflétèrent la rupture entre les deux délégations. Côté américain, le bilan semblait presque encourageant mentionnant le fait que « les États-Unis avaient apporté des idées créatives et avaient eu de bonnes discussions » alors que le négociateur en chef de la RPDC, Kim Myong Gil, n'hésita pas à blâmer leurs interlocuteurs, les accusant d'être arrivés « les mains vides » et d'avoir choisi de « ne pas abandonner son ancienne position et [son ancienne] attitude »<sup>53</sup>. Pourtant, il semblerait que les États-Unis ne soient pas arrivés les mains vides : la délégation américaine avait l'intention de proposer une suspension des sanctions sur le textile et le charbon pendant trente-six mois en échange de la fermeture vérifiable du site de Yongbyon et, éventuellement, d'un arrêt des opérations d'enrichissement d'uranium<sup>54</sup>. Il est difficile de savoir si ces propositions furent véritablement mises sur la table étant donné qu'aucune des deux délégations ne communiqua de précisions sur le contenu des échanges. On peut cependant noter que les observations de Kim Myong Gil à la fin du sommet rejoignaient les avertissements précédemment formulés par Choe Son Hui. Le négociateur en chef de RPDC déplora le fait que la méthodologie des États-Unis reste identique :

J'ai prêté attention aux récentes déclarations des représentants officiels américains en charge des négociations avec la RPDC d'après lesquelles ils sont à nouveau prêts à ouvrir des discussions entre la RPDC et les États-Unis.

Kim Jong Un [...] a clarifié sa position [...] selon laquelle il est nécessaire pour les États-Unis d'abandonner leur méthode de calcul actuelle pour approcher avec une nouvelle méthode, et nous attendrons avec patience jusqu'à la fin de cette année une décision de la part des États-Unis. [...]

---

<sup>52</sup> KUHN, Anthony, 2019. North Korea May Have Taken Step Toward Submarine-Launched Ballistic Missile. *NPR* [en ligne]. 2 octobre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.npr.org/2019/10/02/766324902/north-korea-missile-test-may-have-been-launched-from-a-submarine>.

<sup>53</sup> SANGER, David E., 2019. U.S. Nuclear Talks With North Korea Break Down in Hours. *The New York Times* [en ligne]. 5 octobre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/10/05/us/politics/trump-north-korea-nuclear.html>.

<sup>54</sup> WARD, Alex, 2019. *Op. cit.*

Si les États-Unis, lors des négociations entre la RPDC et les États-Unis qui vont se tenir après tant de difficultés, jouent encore une fois avec un scénario obsolète qui n'a aucun lien avec la nouvelle méthode de calcul, les relations entre la RPDC et les États-Unis pourraient prendre fin.<sup>55</sup>

Devant la difficulté d'obtenir des engagements concrets après les déclarations successives, la Corée du Nord tente de communiquer son approche des négociations au sujet de son programme nucléaire en faisant de multiples allusions à des « problèmes méthodologiques » (방도적인 문제, pangdojŏgin munje) et « une nouvelle méthode de calcul » (새로운 계산법, saeroun kyesanbŏp). Peu de commentaires ont été faits sur ces termes mais il est possible d'en déduire que, par l'emploi de ces expressions, la Corée du Nord a poursuivi sa stratégie consistant à légitimer l'établissement d'un nouvel équilibre des puissances dans la région. Il peut s'agir en effet de faire comprendre aux observateurs américains qu'ils doivent revoir leurs « calculs » en prenant en compte le fait que la Corée du Nord se considère, depuis 2017, comme un État doté de l'arme nucléaire et qu'elle souhaite être traitée en tant telle dans le cadre des négociations. La nouvelle « méthodologie » a pu également faire référence à une approche *step-by-step* fondée sur le principe de la réciprocité, en contraste avec les précédentes demandes américaines qui attendaient en premier une manifestation de la bonne volonté de la Corée du Nord caractérisée par des mesures vérifiables et irréversibles, avant de procéder de leur côté à des concessions – souvent interprétées comme non équivalentes. On peut souligner le fait que le président Trump avait bien interprété les signaux envoyés par la Corée du Nord et avait même fait siens les éléments de langage nord-coréens en défendant le besoin d'une « nouvelle méthode » lors des négociations et en limogeant John Bolton, dont l'approche belliqueuse avait mis en danger le dialogue avec les négociateurs nord-coréens<sup>56</sup>. Si la confiance entre Kim et Trump resta intacte tout au long du processus, il n'en fut pas de même pour les équipes de négociations et il est possible que les propositions avancées par la délégation américaine lors du sommet de Stockholm aient

---

<sup>55</sup> KCNA, 2019e. 최선희 외무성 제1부상 미국측과 협상할 용의 표명 [Ch'oe Sŏnhŭi oemusŏng che|pusang migukch'ŭkkwa hyŏpsanghal yong'ui p'yomyŏng / Choe Son Hui, première vice-ministre des Affaires étrangères, a exprimé sa volonté de négocier avec les États-Unis]. *KCNA* [en ligne]. 9 septembre 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/09/09-09/2019-0909-026.html>. [Traduction de l'auteur]

<sup>56</sup> HOTHAM, Oliver, 2019. Trump says « new method » possible in U.S. talks with North Korea. *NK News* [en ligne]. 20 septembre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/09/trump-says-new-method-possible-in-u-s-talks-with-north-korea/>

été perçues par la délégation nord-coréenne comme un retour en arrière, voire un déni de la réalité de la nouvelle situation sur la péninsule coréenne, ce qui explique que la RPDC n'ait pas souhaité donner suite aux négociations.

Les limites de la relation entre les deux chefs d'État apparurent au grand jour lors de ce sommet : lorsque les discussions prennent place entre les deux hommes, les termes des négociations ainsi que la méthodologie paraissent clairs mais lorsque lesdites discussions s'étendent à un cercle plus élargi sans la présence de leurs dirigeants, les négociations se compliquent et se heurtent à une impasse. On peut donc constater que la dynamique *top-down* a rencontré ses limites et que les réunions de travail (*working-levels*) n'ont pas pu atteindre les standards fixés par les responsables de haut niveau (*high-levels*).

La partie américaine espérait une reprise des discussions quinze jours plus tard, contrairement à la partie nord-coréenne. Mais avec l'irruption de la pandémie de Covid-19 quelques mois plus tard, suivie de la campagne présidentielle aux États-Unis, les discussions restèrent au point mort. Le président Trump avait besoin d'améliorer rapidement le bilan de son mandat afin d'avoir une chance d'être réélu et les négociations avec la Corée du Nord progressant très lentement avec de fortes probabilités d'échec, il était nécessaire pour l'administration américaine de se concentrer sur des dossiers qui serviraient plus efficacement la cause de D. Trump. En outre, Dalton a expliqué l'échec des négociations par « le gouffre entre le fantasme politique des États-Unis et les grandes attentes de la Corée du Nord ». Selon lui, à l'avenir, il sera nécessaire de se concentrer sur la recherche d'un « ingénieux compromis entre des attentes nord-coréennes raisonnables et les réalités politiques américaines »<sup>57</sup>. C'est notamment ce que Kelly Craft, Représentant permanent des États-Unis auprès des Nations unies proposa à la RPDC en décembre 2019. Face à l'approche de la date butoir de l'ultimatum imposé par le régime nord-coréen, Craft annonça que l'ONU était « prête à être flexible », à mettre en œuvre des actions « en parallèle » ainsi que des mesures concrètes de manière « simultanée »<sup>58</sup>. La stratégie diplomatique de Kim Jong Un porta ses fruits car, au sein du Conseil de sécurité, la Chine

---

<sup>57</sup> DALTON, Toby, 2019. U.S.-DPRK Nuclear Path After Stockholm. *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 8 octobre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2019/10/08/u.s.-dprk-nuclear-path-after-stockholm-pub-80164>.

<sup>58</sup> REUTERS, 2019. U.S. Tells U.N. It Is Ready to Be Flexible in North Korea Talks, Warns Against Provocations. *The New York Times* [en ligne]. 14 décembre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://web.archive.org/web/20191214003212/https://www.nytimes.com/reuters/2019/12/12/world/europe/12reuters-northkorea-usa-un.html>.

et la Russie soutinrent la position de Pyongyang sur la question. Zhang Jun, Représentant permanent de la Chine auprès des Nations unies déclara à cette occasion qu'il était « impératif » que le Conseil allège les sanctions contre la RPDC<sup>59</sup>. Mais la rupture entre les États-Unis et la Corée du Nord, et plus particulièrement, entre Donald Trump et la Corée du Nord, avait déjà été consommée au début du mois de décembre lorsque Choe Son Hui émit une critique vis-à-vis d'une expression employée par le président américain lors d'un sommet de l'OTAN à Londres. La première vice-ministre des Affaires étrangères nord-coréenne interpréta les propos de D. Trump au sujet d'un éventuel emploi de la force militaire contre la Corée du Nord comme une « provocation »<sup>60</sup>. Puis, Kim Yong Chol, président du Comité pour la paix dans la région Asie-Pacifique condamna « les mots et les expressions très risqués et inappropriés » du président américain, le qualifiant de « vieil homme inconscient et erratique »<sup>61</sup>. Il ajouta également que la Corée du Nord n'avait « plus rien à perdre », ce qui laissait présager le pire.

La stratégie de la Corée du Nord trouva ses limites malgré un discours coopératif en raison de la difficulté à faire accepter ses valeurs sur la scène internationale. La perception des leaders nord-coréens selon laquelle la capacité à influencer sur les développements historiques appartient à ses interlocuteurs s'est donc vérifiée dans les récents événements. Cela étant, si une telle influence réside entre les mains des interlocuteurs de la Corée du Nord, on peut donc se demander si l'entrée de nouveaux interlocuteurs dans les négociations pourrait contribuer à faire évoluer les grilles de lecture de chaque acteur et permettre une vision plus holistique de la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

---

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> KCNA, 2019f. 최선희 외무성 제1부상 미국대통령의 발언 의도적도발이라면 맞대응 [Ch'oe Sŏnhŭi oemusŏng chelpusang miguktaet'ongnyŏng'ŭi parŏn ūidojŏktobariramyŏn mattaeŭng / Choe Son Hui, première vice-ministre des Affaires étrangères, réagira si les remarques du président américain sont des provocations intentionnelles]. *KCNA* [en ligne]. 5 décembre 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/12/12-05/2019-1205-014.html>

<sup>61</sup> SHIN, Hyonhee, 2019. North Korea resumes insults of « erratic old man » Trump. *Reuters* [en ligne]. 9 décembre 2019. [Consulté le 7 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-missiles-idUSKBN1YD0IT>

## 9.2. LA DÉNUCLÉARISATION DE LA PÉNINSULE CORÉENNE : QUELLE PLACE POUR DE NOUVEAUX INTERLOCUTEURS ?

En juin 2020, la Corée du Nord procéda à la démolition du Bureau de liaison intercoréen, marquant ainsi l'arrêt brutal de la communication entre les deux pays après une période d'intenses tractations diplomatiques<sup>62</sup>. Les images des bâtiments détruits au moyen d'explosifs ont particulièrement marqué les esprits. Malgré le fait que les bureaux dans le bâtiment aient été fermés en raison de la pandémie de Covid-19, la violence et le symbolisme de l'évènement n'en n'étaient pas moins importants. Pour justifier cet acte, les médias nord-coréens ont déclaré que les associations de transfuges nord-coréens en Corée du Sud avaient provoqué le régime en continuant à larguer des ballons contenant des prospectus, des clés USB contenant des vidéos de journaux télévisés et de *dramas* sud-coréens, des billets d'un dollar américain ainsi que de la nourriture destinée à la population du Nord. Puis, début 2022, la Corée du Nord mit à fin à son moratoire sur le tir de missiles intercontinentaux.

La relation entre Pyongyang et Séoul semble être aujourd'hui au point mort et le dialogue avec l'administration Biden ne parvient pas à évoluer davantage. Quels acteurs de la région Asie-Pacifique pourraient être mobilisés afin de relancer le dialogue au sujet du programme nucléaire nord-coréen et également, quelle approche serait susceptible de faire revenir Pyongyang à table des négociations ?

L'urgence est palpable sur la péninsule coréenne où une course à l'armement se profile alors que la Corée du Nord menace de procéder à un nouvel essai nucléaire<sup>63</sup>. Il est donc nécessaire de trouver des interlocuteurs pertinents afin de traiter avec la Corée du Nord ainsi que de nouveaux canaux de communication. Nous verrons comment, compte tenu du complexe de sécurité régional qui caractérise les relations entre les acteurs, le recours à des organisations régionales pourrait être pertinent pour résoudre la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Nous observerons par la suite dans quelle

---

<sup>62</sup> SHIN, Hyonhee et SMITH, Josh, 2020. North Korea destroys inter-Korean liaison office in « terrific explosion ». *Reuters* [en ligne]. 15 juin 2020. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-southkorea-idUSKBN23M31Q>.

<sup>63</sup> CHUNG, Chaewon, 2022. North Korea has finished preparations for a nuclear test, Seoul says. *NK News* [en ligne]. 13 juin 2022. [Consulté le 14 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2022/06/north-korea-has-finished-preparations-for-a-nuclear-test-seoul-says/>



mesure les négociations internationales ont compartimenté plusieurs problématiques différentes, dont les questions liées au traité de paix entre les deux Corée. Une approche plus holistique serait susceptible de faire évoluer les pratiques en matière de négociation. Et nous verrons enfin que dans ce cadre, l'Union européenne pourrait jouer un rôle en contribuant dans la mise en place d'une architecture institutionnelle garantissant la paix et la prospérité sur la péninsule coréenne.

### *9.2.1. Trouver une solution plus régionale à un défi régional*

En raison du complexe de sécurité qui influence les relations dans la région Asie-Pacifique, les actions de la Corée du Nord ont des conséquences sur les autres États, en particulier sur l'alliance tripartite entre les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon. La recherche d'une solution aux tensions créées par le développement du programme nord-coréen doit donc passer par la mise en œuvre de nouvelles dynamiques d'interaction entre ces puissances. La reprise des pourparlers avec ces trois acteurs majeurs apparaît donc comme essentielle mais la Corée du Nord pourrait refuser des négociations dans un format qu'elle considérerait comme un affrontement à un contre trois.

Parmi les suggestions évoquées pour pallier ce déséquilibre, il serait possible d'impliquer la Chine et la Russie dans les négociations et ainsi, de raviver les Pourparlers à six<sup>64</sup>. Han propose d'approfondir le cadre limité des Pourparlers qui prirent fin en 2009, sans avoir pu parvenir à un gel durable des activités nucléaires nord-coréennes ni obtenir l'accès aux installations nucléaires afin de vérifier l'arrêt des activités<sup>65</sup>. Il s'agirait cette fois de promouvoir la mise en place de mécanismes de coopération régionale, et par la suite multilatérale, en matière de sécurité afin de réduire les tensions et de contrôler la course aux armements à laquelle se livrent les pays. Ce format aurait alors vocation à devenir une institution politique destinée à résoudre non seulement les questions liées au programme nucléaire et balistique nord-coréen mais également les enjeux plus larges de sécurité dans la région. Cet effort diplomatique collectif permettrait d'élaborer une approche « *step-by-step* »

---

<sup>64</sup> MOON, Chung-in, 2013. *The Six Party Talks and Implications for Peninsular and Regional Peace and Security*. In : RÜDIGER, Frank et SWENSON-WRIGHT, John (éd.), *Korea and East Asia : The Stony Road to Collective Security*. Leiden : Brill, pp. 217-239. *Studies on East Asian Security and International Relations*.

<sup>65</sup> HAN, Young-sup, 2021. *A Way Out from the US-DPRK Deadlock : Toward North Korea's Denuclearization*. Stockholm : Institute for Security & Development Policy.

incluant les principaux acteurs de la région vers un but commun. Sur le modèle de l'*Agreed Framework* qui prévoyait des concessions économiques correspondant aux étapes de vérification du site de Yongbyon, il serait alors possible aux pays participant aux Pourparlers à six de partager le fardeau économique entre eux. Cette enceinte multilatérale constituerait un cadre privilégié pour encourager la Corée du Nord à mettre fin à son programme nucléaire et balistique en échange en vertu de mesures de « *trust building* ».

Il est également possible d'envisager d'avoir recours aux institutions actuellement existantes dans la région afin de participer à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Si la Corée du Nord affiche régulièrement son hostilité aux organisations multilatérales, elle le fait en raison de ce qu'elle perçoit comme une inégalité de l'ordre international. Cela est particulièrement problématique dans le cadre de l'ONU qui est considérée comme une organisation sous l'emprise des États-Unis selon le régime nord-coréen. Mais d'autres enceintes multilatérales pourraient représenter une opportunité pour la Corée du Nord de traiter sur un pied d'égalité avec ses membres sans l'influence américaine. L'institution la plus pertinente est le Forum régional de l'ASEAN (*ASEAN Regional Forum, ARF*) créé en 1993 qui réunit vingt-huit membres, dont les pays prenant part aux Pourparlers à six. Son objectif est de favoriser le dialogue et la consultation sur les enjeux politiques et de sécurité afin de développer une diplomatie préventive dans la région ainsi que renforcer la confiance entre les pays<sup>66</sup>. En 2000, la Corée du Nord rejoignit l'ARF qui contribua la même année à ouvrir la voie à des rencontres de haut niveau entre les États-Unis et la Corée du Nord<sup>67</sup>. La première rencontre bilatérale au niveau ministériel entre les deux pays eut lieu en marge de la première réunion de l'ARF à laquelle la RPDC participa<sup>68</sup>. Madeleine Albright, secrétaire d'État américaine, rencontra son homologue nord-coréen Paek Nam Sun, ministre des Affaires étrangères. Trois mois plus tard, Albright se rendit à Pyongyang pour rencontrer Kim Jong Il. Depuis, la Corée du Nord participe régulièrement aux réunions de l'ARF.

Le Forum représente une réalisation concrète des valeurs prônées par la Corée du Nord en ce qui concerne l'égalité entre les pays et la non-ingérence dans leurs affaires

---

<sup>66</sup> ASEAN Regional Forum, [sans date]. *ASEAN Regional Forum* [en ligne]. [Consulté le 18 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://aseanregionalforum.asean.org/about-arf/>.

<sup>67</sup> HO, Shawn et SEKSAN, Anantasirikiat, 2021. What North Korea gains from participating in the ASEAN Regional Forum. *NK News* [en ligne]. 27 août 2021. [Consulté le 10 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2021/08/what-north-korea-gains-from-participating-in-the-asean-regional-forum/>

<sup>68</sup> Joint Press Statement The First ASEAN-Republic of Korea Dialogue Kuching, 11-13 May 1993, 1993. *ASEAN* [en ligne]. [Consulté le 18 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://asean.org/joint-press-statement-the-first-asean-republic-of-korea-dialogue-kuching-11-13-may-1993/>

internes. C'est notamment pour ces raisons que les villes de Singapour et de Hanoï ont été symboliquement choisies par le régime nord-coréen afin de tenir les sommets entre Kim Jong Un et Donald Trump car les deux États sont membres de l'ASEAN. L'ARF a donc comblé un vide en devenant le seul grand forum de sécurité offrant la possibilité d'établir un climat de confiance entre Pyongyang et les États membres de l'ASEAN. Ce rôle est important pour les partisans du régionalisme qui souhaitent que les membres de l'ASEAN restent aux commandes de la coopération régionale<sup>69</sup>. Mais l'efficacité de l'ARF reste limitée, notamment en raison de son format de plateforme consacrée prioritairement au dialogue plutôt qu'à la résolution des conflits. Les responsables politiques japonais décrivent le Forum comme un « *talking shop* » en raison de son manque de résultats concrets, notamment en ce qui concerne la sécurité du pays face à la menace des tirs de missiles balistiques<sup>70</sup>. Toutefois, Tan *et al.* rappellent que l'ARF peut aider à promouvoir des changements concernant le système économique en Corée du Nord, en suivant par exemple le modèle de réformes économiques de certains pays tels que le Viêtnam, ce qui pourrait constituer un premier pas vers une intégration dans la communauté internationale<sup>71</sup>.

Il serait également possible d'envisager une approche combinée en relançant les Pourparlers à six tout en encourageant la participation de la Corée du Nord à l'ARF<sup>72</sup>. Les Pourparlers à six disposent d'un meilleur potentiel structurel afin de traiter les enjeux liés au programme nucléaire nord-coréen que l'ARF dans le cas où les acteurs régionaux parviendraient à surmonter les obstacles liés aux différences entre leurs intérêts stratégiques et leurs priorités politiques. Mais l'ARF pourrait tout de même jouer un rôle complémentaire, pour apaiser les tensions et améliorer les relations dans un cadre non-conflictuel. L'objectif reste de régionaliser la question du développement du programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord afin que le poids ne pèse plus uniquement sur un nombre restreint d'acteurs mais que l'équilibre soit réparti entre plusieurs d'entre eux.

---

<sup>69</sup> PARAMESWARAN, Prashanth, 2017. Should North Korea Be Kicked Out of the ASEAN Regional Forum? *The Diplomat* [en ligne]. 3 août 2017. [Consulté le 10 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2017/08/should-north-korea-be-kicked-out-of-the-asean-regional-forum/>

<sup>70</sup> YUZAWA, Takeshi, 2005. Japan's changing conception of the ASEAN Regional Forum: from an optimistic liberal to a pessimistic realist perspective. *The Pacific Review*. 1 décembre 2005. Vol. 18, n° 4, pp. 463-497.

<sup>71</sup> TAN, Er-Win, GOVINDASAMY, Geetha et PARK, Chang Kyoo, 2015. The Potential Role of South-East Asia in North Korea's Economic Reforms: The Cases of ASEAN, Vietnam and Singapore. *Journal of Asian and African Studies*. 5 mars 2015. Vol. 52, n° 2, pp. 172-187.

<sup>72</sup> TAN, Ming Hui, 2017. Multilateral Engagement of North Korea: An Assessment of the Six-Party Talks and the ASEAN Regional Forum. *Asian Journal of Peacebuilding*. 30 novembre 2017. Vol. 5, n° 2, pp. 307-324.

Il existe d'autres organisations et mécanismes qu'il serait pertinent de mobiliser afin d'apaiser les tensions sur la péninsule coréenne. Dans l'éventualité d'une impasse au niveau des négociations internationales, ces organisations pourraient jouer le rôle actif de relais. Par exemple, les mécanismes prévus par l'armistice de 1953 dans le but d'assurer la paix dans la région sont lentement tombés en désuétude en raison du manque de participation de la Corée du Nord. Son objectif étant de remplacer l'armistice par un traité de paix, elle s'est progressivement retirée de certaines organisations mises en place par l'armistice. Pourtant, celles-ci pourraient constituer des enceintes officielles au sein desquelles un traité de paix entre les deux Corées pourrait être négocié.

Parmi ces organisations, on peut citer la Commission de supervision des nations neutres en Corée (*Neutral Nations Supervisory Commission*, NNSC), créée par l'armistice de Panmunjom. Son rôle consiste à surveiller et inspecter le personnel militaire ainsi que les armements introduits dans la zone démilitarisée, conformément à l'article 13, paragraphes c) et d) de l'armistice<sup>73</sup>. Elle veille au respect des dispositions de l'armistice des deux côtés de la ligne de démarcation. La Commission est composée de quatre officiers supérieurs issus de nations neutres. Sont considérées comme neutres les nations dont les forces armées n'ont pas pris part à la Guerre de Corée. Ainsi, à la fin de la Guerre de Corée, deux officiers issus de ces nations neutres furent nommés par le Commandement des Nations unies (UNC) et deux autres officiers furent désignés par l'Armée populaire de Corée et l'Armée des volontaires du peuple chinois. L'UNC choisit la Suisse et la Suède, tandis que les forces armées nord-coréennes et chinoises désignèrent la Tchécoslovaquie et la Pologne. Lors de la dissolution du pays, en 1993, la Tchécoslovaquie fut contrainte de se retirer de la NNSC, notamment sous la pression du gouvernement nord-coréen. Puis, en avril 1995, la Corée du Nord expulsa la délégation polonaise dans une tentative de mettre fin aux mécanismes prévus par l'armistice. La Pologne continua de prendre part aux activités de la Commission en Corée du Sud en participant aux consultations annuelles avec la Suisse et la Suède<sup>74</sup>. Ces

---

<sup>73</sup>Agreement Between the Commander-in-Chief, United Nations Command, on the One Hand, and the Supreme Commander of the Korean People's Army and the Commander of the Chinese People's Volunteers, on the Other Hand, Concerning a Military Armistice in Korea, 1953. *United Nations Peacemaker* [en ligne]. [Consulté le 22 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/KP%2BKOR\\_530727\\_AgreementConcerningMilitaryArmistice.pdf](https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/KP%2BKOR_530727_AgreementConcerningMilitaryArmistice.pdf)

<sup>74</sup> 2019 Joint Statement by Neutral Nations Supervisory Commission Member States, 2019. *Regeringskansliet* [en ligne]. [Consulté le 18 mars 2022]. Disponible à l'adresse :

deux derniers États neutre rejoignirent la *Special Investigation Team* (SIT) de la Commission d'armistice militaire du Commandement des Nations unies (UNCMAC) pour enquêter sur les incidents susceptibles de représenter des violations de l'armistice de Panmunjom. Par exemple, en 2010, la NNSC et l'UNCMAC enquêtèrent ensemble sur le naufrage du *Cheonan* et le bombardement de l'île de Yeonpyeong afin de déterminer la responsabilité de l'Armée populaire de Corée dans le cadre des deux incidents. On peut également citer les événements d'avril 2020, lorsque des soldats nord-coréens tirèrent plusieurs coups de feu sur un poste de garde sud-coréen, donnant lieu à une riposte qui entraîna un échange de coups de feu. L'enquête de la SIT, mandatée par l'UNC, conclut alors que les deux Corées avaient violé l'armistice<sup>75</sup>. La NNSC remplit aussi des missions diplomatiques destinées à favoriser l'émergence d'un climat de paix entre les deux Corées. Elle a notamment contribué au bon déroulement du sommet intercoréen de 2018 et la gestion du calendrier de l'évènement<sup>76</sup>.

La NNSC pourrait donc être mobilisée plus fréquemment afin de mettre en place des actions de *trust-building* entre les armées des deux pays comme par exemple proposer à la Corée du Nord de former des unités militaires aux questions liées à la conclusion d'un armistice, comme c'est le cas côté sud-coréen, ou encore autoriser la NNSC à observer les exercices militaires de grande envergure comme elle le fait lors de ce type d'exercices en Corée du Sud<sup>77</sup>. Mais ces objectifs nécessitent que la Commission retrouve un format conforme à son statut neutre. À ce jour, le fait que la Corée du Nord ne reconnaisse pas l'autorité de la NNSC et que celle-ci soit réduite de moitié, œuvrant uniquement côté sud-coréen, pourrait s'apparenter à une prise de position en faveur d'un camp plutôt que de l'autre<sup>78</sup>. Pourtant, il s'agirait de ne pas négliger cette organisation à laquelle la Corée du Nord pourrait à nouveau adhérer grâce à des propositions se rapprochant de ses intérêts, notamment la discussion à propos d'un traité de paix et des avantages économiques. Les nations neutres, qui par définition ne poursuivent pas leurs propres intérêts, seraient des

---

<https://www.regeringen.se/uttalanden/2019/03/2019-joint-statement-by-neutral-nations-supervisory-commission-member-states/>

<sup>75</sup> SMITH, Josh et SHIN, Hyonhee, 2020. U.N. Command finds both Koreas violated armistice agreement in DMZ shooting. *Reuters* [en ligne]. 26 mai 2020. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-southkorea-idUSKBN2320YX>

<sup>76</sup> BAN, Kil Joo, 2020. Making Neutrality Credibly Work: The NNSC on the Korean Peninsula. *East Asia*. décembre 2020. Vol. 37, n° 4, pp. 349-368.

<sup>77</sup> ENGMAN, Mats, 2020. *Op. cit.*

<sup>78</sup> BAN, Kil Joo, 2020. *Op. cit.*

médiateurs particulièrement adaptés à la résolution des tensions qui caractérisent les relations entre l'UNC, la Corée du Nord, la Corée du Sud et la Chine.

Pour rappel, la Corée du Sud n'était pas partie à l'armistice, c'est l'une des raisons pour lesquelles la Corée du Nord refuse de traiter avec elle dans le cadre des négociations au sujet de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. La Corée du Sud pourrait donc voir un intérêt stratégique à conclure un traité de paix afin de s'assurer une légitimité plus importante et éviter que la Corée du Nord ne sape les fondations des organisations prévues par l'armistice. De nos jours, à l'instar de la Commission de supervision des nations neutres, la Commission d'armistice militaire du Commandement des Nations unies ne remplit plus sa fonction initiale car la Corée du Nord et la Chine ne participent plus à ses réunions depuis les années 1990. À l'origine, l'UNCMAC réunissait cinq officiers nommés par l'UNC et cinq autres officiers nommés par la Corée du Nord et la Chine. En tant que commission d'armistice militaire, l'UNCMAC doit veiller au respect de ce « *living document* » aussi bien dans la zone démilitarisée que le long de la NLL<sup>79</sup>. Mais, en mars 1991, lorsqu'un général sud-coréen fut nommé pour la première fois à la place d'un homologue américain à la tête de la délégation de l'UNC pour prendre part aux réunions de l'UNCMAC, la Corée du Nord refusa de participer aux réunions ultérieures. Elle retira officiellement ses représentants en avril 1994 puis la Chine fit de même avec ses représentants en décembre. De nos jours, la Corée du Nord et l'UNC se réunissent occasionnellement avec la participation de la Corée du Sud comme lors des discussions sur la mise en œuvre de l'accord militaire intercoréen conclu entre Séoul et Pyongyang en 2018. Le général Vincent K. Brooks à la tête de l'UNC a salué cet accord en encourageant le recours aux « mécanismes de l'armistice existants »<sup>80</sup>. Malgré cela, la Corée du Nord continue à considérer que l'UNC est un frein à l'amélioration des relations entre les deux Corées<sup>81</sup>.

---

<sup>79</sup> Military Armistice Commission - Secretariat, [sans date]. *United Nations Command* [en ligne]. [Consulté le 8 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.uncmil/Organization/UNCMAC-S/>

<sup>80</sup> UNC, ROK, DPRK Conduct Historic Trilateral Meeting – 유엔사 및 남북한은 역사적인 3 차회의 개최 [yuensa mit nambukaneun yeoksajeogin samhoeui gaechoe], 2018. *United States Forces Korea* [en ligne]. [Consulté le 13 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.usfk.mil/Media/Press-Releases/Article/1664148/unc-rok-dprk-conduct-historic-trilateral-meeting-3/>

<sup>81</sup> CHUNG, Chaewon, 2021. North Korean diplomat calls for dismantling 'illegally established' UN Command. *NK News* [en ligne]. 4 novembre 2021. [Consulté le 13 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2021/11/north-korean-diplomat-calls-for-dismantling-illegally-established-un-command/>

Les organisations prévues par l'armistice reposent sur un cadre institutionnel resté en place depuis la fin de la Guerre de Corée qu'il est nécessaire de revigorer. Les différences entre les priorités des deux pays peuvent expliquer l'impasse dans laquelle se retrouvent les deux pays mais l'armistice de 1953 est le seul document qui assure encore aujourd'hui la paix entre les deux Corées. La question de la conclusion d'un traité de paix est liée au discours sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, ce qui explique que le régime prévu par l'armistice reste en vigueur car malgré le discours de la Corée du Nord sur le risque d'une « Seconde Guerre de Corée », aucun des deux pays ne souhaite le déclenchement d'un nouveau conflit sur la péninsule coréenne. Ainsi, le lien inextricable qui caractérise la relation entre la paix et le programme nucléaire nord-coréen illustre la nécessité de considérer une approche holistique de la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

### *9.2.2. Pour une approche holistique de la dénucléarisation de la péninsule coréenne*

Les enjeux de la dénucléarisation de la péninsule coréenne ne touchent pas uniquement à des problématiques concernant le programme nucléaire et balistique nord-coréen mais également à des sujets tels que la conclusion d'un traité de paix que la Corée du Nord appelle de ses vœux. Comment la prise en compte de ces problématiques à travers une approche holistique peut-elle pallier la polarisation des négociations sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne ?

Tout d'abord, la Corée du Sud minimise l'importance stratégique et symbolique que la Corée du Nord accorde à un traité de paix dans le cadre des négociations sur son programme nucléaire et balistique, tandis que les États-Unis craignent qu'un tel accord ne déclenche des débats sur le rôle de l'UNC et des USFK<sup>82</sup>. Pourtant, en ce qui concerne les USFK, leur présence est prévue par un accord militaire bilatéral entre Séoul et Washington, qui ne serait pas directement remis en cause par la conclusion d'un traité de paix entre les deux Corées. Ainsi, la question militaire étant subsidiaire dans une certaine mesure, Park

---

<sup>82</sup> KIM, Jina, 2020. Denuclearisation and peace regime on the Korean Peninsula: Perspectives of the two Koreas. In : PANDA, Jagannath P. (éd.), *The Korean Peninsula and Indo-Pacific Power Politics*. London : Routledge. pp. 87-105.

propose de considérer les enjeux du point de vue de la gestion des conflits<sup>83</sup>. La gestion des conflits comprend la régulation et la résolution des conflits, deux concepts à propos desquels les stratégies des deux Corées s'opposent. La Corée du Nord préfère une stratégie de résolution des conflits au moyen de traités de non-agression et de traités de paix. Elle soutient que la paix ne peut être établie sur la péninsule coréenne que par un traité, la dissolution de l'UNC et l'évacuation des USFK. Sa stratégie a notamment rendu partiellement obsolètes les organisations créées par l'armistice, comme nous l'avons vu précédemment. La Corée du Sud, elle, est favorable à une régulation des conflits qui vise la réduction des tensions, le contrôle des armes et le désarmement, notamment au moyen d'accords tels qu'un armistice. Selon cette vision, les traités de paix ne sont pas des assurances suffisantes pour faire face à une potentielle agression. Les deux Corées s'opposent donc sur la question de la gestion des conflits, c'est-à-dire une méthodologie englobant la dénucléarisation de la péninsule coréenne. C'est à ce niveau qu'il serait pertinent d'entreprendre des négociations et ainsi en partant du plus général au plus précis, aboutir à un accord sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen.

Parmi les autres approches se concentrant de manière inefficace sur le programme nucléaire et balistique uniquement, on peut citer les sanctions économiques unilatérales et multilatérales. On peut constater que l'isolement et la coercition dans le domaine économique n'ont pas réussi à produire les effets recherchés au sujet du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Lee rappelle en effet que le durcissement du régime de sanctions économiques contre la Corée du Nord néglige les facteurs politiques et idéologiques influant sur sa prise de décision concernant la dénucléarisation de la péninsule coréenne<sup>84</sup>. Pourtant, les résolutions de l'ONU mentionnent la possibilité d'exceptions au régime de sanctions ainsi que la mise en œuvre de mesures pacifiques pour résoudre le conflit. Le paragraphe 25 de la résolution 2397 mentionne ainsi la possibilité suivante : « le Comité peut, au cas par cas, exclure une activité des mesures imposées par ces résolutions » afin de ne pas nuire au niveau de vie de la population nord-coréenne ni entraver le travail

---

<sup>83</sup> PARK, Jong-chul, 2015. A Search for Introducing Confidence-Building Measures and a Peace Regime on the Korean Peninsula. In : PARK, Jong-chul et HARTE, Joseph (éd.), *Inter-Korean Relations and the Unification Process in Regional and Global Contexts*. Seoul : Korea Institute for National Unification. pp. 167-190.

<sup>84</sup> LEE, Inyeop, 2022. Rethinking Economic Sanctions on North Korea: Why Crippling Economic Sanctions Will Not Make North Korea Denuclearize. *Korea Observer*. Spring 2022. Vol. 53, n° 1, pp. 47-73.



des organisations humanitaires présentes sur place<sup>85</sup>. De même, le paragraphe 28 rappelle que le Conseil de Sécurité « continuera de surveiller en permanence les actes de la République populaire démocratique de Corée et qu'il est prêt à renforcer, modifier, suspendre ou lever les mesures prises contre elle s'il y a lieu au vu de la manière dont elle s'y conforme »<sup>86</sup>. Les dispositions de la résolution sont donc susceptibles d'être modifiées, voire suspendues dans le cas où la Corée du Nord s'engagerait à coopérer dans le cadre du régime international de non-prolifération. Si un accord pouvait être conclu, la communauté internationale serait alors en mesure d'autoriser des investissements économiques dans le pays qui pourraient, selon la vision libérale, contribuer à la transformation du régime nord-coréen. Un tel accord pourrait notamment prendre en compte d'autres problématiques liées aux armes de destruction massive comme par exemple l'usage de l'espace extra-atmosphérique, le développement économique du pays et l'amélioration des conditions de vie des citoyens nord-coréens.

Plusieurs experts internationaux considèrent que la Corée du nord n'est pas susceptible d'abandonner son arsenal nucléaire dans un futur proche<sup>87</sup>. On comprend que les enjeux ne se limitent pas uniquement à la dénucléarisation mais qu'ils touchent des domaines adjacents tels que la limitation des stocks de missiles balistiques, les garanties de sécurité mais aussi les transferts illégaux de technologies nucléaires, la part du budget accordée à la défense par le gouvernement nord-coréen, les tensions croissantes entre Pyongyang et Séoul, etc. Face à l'ampleur de la tâche que représente la dénucléarisation de la péninsule coréenne, l'*International Study Group on North Korea Policy* de la *Federation of American Scientists* (FAS) propose une stratégie prenant en compte à la fois les enjeux liés à la sécurité, à la défense, à la diplomatie mais également à l'économie ainsi qu'à la sécurité humaine<sup>88</sup>.

---

<sup>85</sup> UNITED NATIONS, 2017. S/RES/2397 (2017): *Résolution 2397 (2017)*. New York, NY : Conseil de sécurité.

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> NARANG, Vipin et PANDA, Ankit, 2018. North Korea Is a Nuclear Power. Get Used to It. *The New York Times* [en ligne]. 12 juin 2018. [Consulté le 5 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2018/06/12/opinion/trump-kim-summit-denuclearization-north-korea.html> ; RAPP-HOOPER, Mira, 2017. America Is Not Going to Denuclearize North Korea. *The Atlantic* [en ligne]. 29 novembre 2017. [Consulté le 5 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/11/north-korea-icbm-kim-trump-nuclear/547040/> ; WOLFSTHAL, Jon B., 2017. Give Up on Denuclearizing North Korea. *The Atlantic* [en ligne]. 28 juillet 2017. [Consulté le 5 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/07/give-up-on-denuclearizing-north-korea/535347/>

<sup>88</sup> MOUNT, Adam et BERGER, Andrea, 2019. *Report of the International Study Group on North Korea Policy*. Washington, D.C. : Federation of American Scientists.

Dans le cadre de cette approche holistique, la FAS estime que la priorité serait la négociation d'un « *threshold agreement* » qui permettrait, comme son appellation l'indique, de contenir le programme nucléaire et balistique en-dessous d'un certain seuil. Il serait ainsi une première étape vers le maintien de la stabilité dans la région en empêchant l'expansion des arsenaux d'armes nucléaires et de missiles balistiques nord-coréens. Ce type d'accord aurait pour caractéristique de limiter matériellement les armes de destruction massive de la Corée du nord tout en prévoyant des bénéfices proportionnels à la valeur des restrictions mises en œuvre.

En s'appuyant sur les engagements pris par Kim Jong Un en 2018 dans son discours du Nouvel An, un tel accord pourrait prévoir la fin des essais nucléaires et l'interdiction de tirs de missiles au-delà d'une certaine portée en incluant explicitement la mise en orbite de satellites afin de prévenir toute ambiguïté. De plus, un tel accord pourrait également s'inspirer de la déclaration conjointe conclue par Kim Jong Un et Moon Jae-in lors du sommet intercoréen à qui s'est tenu à Pyongyang, en septembre 2018. Dans le cadre de cette déclaration, la Corée du Nord s'était engagée à démanteler le site de lancement de Tongchang-ri ainsi que ses installations nucléaires à Yongbyon<sup>89</sup>. En vertu de ce texte, un « *threshold agreement* » pourrait mettre en place un plan visant à désactiver de manière vérifiable les réacteurs nord-coréens, y compris le réacteur à eau légère en construction. Parmi les bénéfices envisagés en échange d'un respect des dispositions de l'accord, il serait possible de proposer des exercices militaires conjoints restreints ainsi qu'une levée partielle du régime de sanctions économiques afin d'alléger leur poids sur la population nord-coréenne. Dans ce contexte, les entreprises pourraient être plus favorables à l'investissement dans des projets de moyenne envergure.

Pourtant, les arguments de la FAS en faveur d'un tel accord, bien que pertinents, se concentrent sur « la transformation [de la RPDC] d'une manière compatible avec les intérêts des États-Unis et de leurs alliés, et des incitations pour atténuer [tout] comportement déstabilisateur »<sup>90</sup>. Revendiquer ouvertement cet objectif pourrait constituer un obstacle à la reprise des négociations avec la RPDC, qui perçoit le discours sur sa

---

<sup>89</sup> 9월 평양공동선언 [kuwŏl p'yŏng'yanggongdongsŏnŏn / Déclaration conjointe de Pyongyang, juin 2018], 2018. *Ministry of Foreign Affairs - Republic of Korea* [en ligne]. [Consulté le 21 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : [https://www.mofa.go.kr/www/brd/m\\_3973/view.do?seq=367940&srchFr=&srchTo=&srchWord=&srchTp=&multi itm seq=0&itm seq 1=0&itm seq 2=0&company cd=&company nm=&page=1](https://www.mofa.go.kr/www/brd/m_3973/view.do?seq=367940&srchFr=&srchTo=&srchWord=&srchTp=&multi itm seq=0&itm seq 1=0&itm seq 2=0&company cd=&company nm=&page=1)

<sup>90</sup> MOUNT, Adam et BERGER, Andrea, 2019. *Op. cit.*

potentielle transformation comme une ingérence dans les affaires internes du pays. La puissance du discours dans les négociations sur son programme nucléaire et balistique ne peut être négligée.

À cet effet, le discours gagnerait en efficacité s'il se concentrait sur l'opportunité d'apporter enfin paix et stabilité sur la péninsule coréenne. Minnich rappelle que c'est l'asymétrie de puissance perçue par la Corée du Nord entre elle-même et les États-Unis qui alimente sa motivation à développer son arsenal nucléaire<sup>91</sup>. Plutôt que d'attendre un changement unilatéral de la part du régime nord-coréen, il plaide donc en faveur d'une transformation de la relation entre la Corée du Nord et les États-Unis :

Sustainable peace, security, and stability must first be realized for Pyongyang to willingly eliminate its nuclear capabilities. Capabilities do not constitute a threat, which is why Washington does not posture against the nuclear forces of France and the United Kingdom and why Pyongyang does not perceive military threats from China and Russia. Threat is the combination of capability plus intent. This is why Washington will more easily eliminate Pyongyang's intent (or willingness) to use nuclear weapons before it gains Pyongyang's willful elimination of its nuclear weapons.<sup>92</sup>

Notons que selon lui, l'élimination de la motivation nord-coréenne apparaît comme plus envisageable que l'élimination de ses capacités. Sa motivation trouvant ses racines dans l'histoire de la colonisation japonaise, la perception de la menace américaine et la lutte pour la légitimité politique vis-à-vis de la Corée du Sud, ce sont à ces questions qu'il faudrait accorder la priorité. Ce projet paraît ambitieux et élargit encore le nombre des domaines qui doivent être pris en considération en vue de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. À la diplomatie, la défense et l'économie, il conviendrait d'ajouter les systèmes de valeurs et les représentations. Dans le cadre d'une telle approche, la dénucléarisation de la péninsule coréenne ne serait plus une fin en soi mais une contribution essentielle à la mise en œuvre d'un mécanisme de paix pérenne contribuant à la stabilité dans la région Asie-Pacifique. Lee rejoint ce point de vue en affirmant : « la réussite de la dénucléarisation et la mise en œuvre d'un régime de paix ne peuvent pas être considérées comme des objectifs distincts

---

<sup>91</sup> MINNICH, James M., 2020. Denuclearization through Peace: A Policy Approach to Change North Korea from Foe to Friend. *Military Review*. décembre 2020. pp. 13-27.

<sup>92</sup> *Ibid.*

[mais] doivent être mutuellement constitutifs »<sup>93</sup>. Du point de vue des pratiques diplomatiques, une approche holistique constitue un défi car l'ampleur de la tâche et sa complexité nécessitent un dialogue suivi entre plusieurs parties aux intérêts antagonistes. Loin de troubler les négociations, l'entrée en jeu de nouveaux acteurs pourrait constituer une opportunité d'ouvrir le dialogue et de bénéficier de l'expérience d'organisations telles que l'Union européenne qui a su créer au-delà d'un marché économique commun, des normes et une identité commune à une échelle inédite.

### 9.2.3. À la recherche de nouveaux canaux de communication

Récemment, il a été porté à la connaissance de la communauté internationale que des entretiens tenus secrets entre des responsables des services de renseignements américains et nord-coréens ont eu lieu durant près d'une décennie afin de régler des problématiques spécifiques telles que la libération de ressortissants américains détenus en Corée du Nord ou l'organisation du sommet entre Kim Jong Un et Donald Trump à Singapour<sup>94</sup>. Ce « canal » des services de renseignements fut inauguré en 2009 sous l'administration Obama avec comme interlocuteur nord-coréen clé, le général Kim Yong Chol, ancien chef du Bureau général de reconnaissance. Toujours en activité aujourd'hui, ce canal est l'un des moyens de communication à privilégier en plus des voies diplomatiques classiques. L'harmonisation des éléments de langage entre les renseignements et les diplomates permettrait d'augmenter l'efficacité de ce type de contact, en particulier si les sujets sur lesquels portent les négociations sont circonscrits.

D'un point de vue pragmatique, le recours aux services de renseignements pourrait être complété par des canaux ouverts au public afin de rendre officiels les échanges entre les États. Pyongyang dispose d'une représentation aux États-Unis grâce à sa Mission permanente auprès des Nations unies mais les États-Unis n'ont pas d'équivalent à Pyongyang. Ils emploient le canal de New York ou bien l'intermédiaire d'autres pays pour

---

<sup>93</sup> LEE, Sangsoo, 2020. U.S.-North Korea Denuclearization Negotiations: An Irresolvable Issue? *Focus Asia*, juin 2020.

<sup>94</sup> GORDON, Michael R. and STROBEL, Warren P., 2019. U.S. and North Korean Spies Have Held Secret Talks for a Decade. *Wall Street Journal* [en ligne]. 21 janvier 2019. [Consulté le 22 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.wsj.com/articles/u-s-and-north-korean-spies-have-held-secret-talks-for-a-decade-11548091335>.

transmettre leurs messages. L'établissement d'une représentation officielle à Pyongyang pourrait renforcer la crédibilité des garanties de sécurité américaines, car les États-Unis seraient moins susceptibles de lancer une attaque surprise contre la Corée du Nord si leur personnel diplomatique réside dans le pays. Cette représentation améliorerait également la communication directe et la rapidité des échanges, ce qui est stratégiquement important lors des négociations. Si les États-Unis sont réticents à une normalisation officielle des relations avec la Corée du Nord, cette représentation peut prendre une forme plus réduite avec par exemple, des diplomates américains hébergés dans un lieu partagé avec d'autres représentations diplomatiques comme le Royaume-Uni, l'Allemagne ou la Suède. Le poids que représentent les États-Unis dans la dénucléarisation de la péninsule coréenne serait alors partagé avec des États européens déjà engagés dans la coopération multilatérale avec la Corée du Nord.

Ursula von der Leyen, présidente de la nouvelle Commission européenne ayant pris ses fonctions en décembre 2019, a appelé l'Union européenne à « apprendre le langage de la puissance »<sup>95</sup>. En tant qu'ancienne ministre de la Défense au sein du gouvernement allemand, von der Leyen envoyait ainsi un signal fort : le *soft power* européen n'était plus suffisant, l'UE devait désormais envisager sérieusement le développement d'une Europe de la défense, prête à protéger ses intérêts de manière plus assertive, notamment en termes de sécurité. Face à la montée en intensité de la concurrence entre les États-Unis et la Chine, l'UE avait pour ambition de prendre une place d'acteur de premier plan sur les questions stratégiques au niveau international telles que le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

Dès 1997, l'UE s'était saisie de la question du nucléaire en rejoignant la KEDO, créée par l'*Agreed Framework*. En vertu de cet accord, Euratom travailla avec les trois membres fondateurs – États-Unis, Corée du Sud et Japon – pour les aider à atteindre les objectifs de l'organisation. Les objectifs politiques de l'UE consistaient à s'engager dans le processus de réconciliation intercoréen afin de garantir la paix et la stabilité, d'induire des changements dans le domaine des droits de l'homme en Corée du Nord, de soutenir la lutte contre la prolifération nucléaire, de promouvoir des réformes structurelles de l'économie et

---

<sup>95</sup> CARREL, Paul, 2019. EU needs to learn the « language of power », incoming chief says. *Reuters* [en ligne]. 8 novembre 2019. [Consulté le 21 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-eu-commission-von-der-leyen-idUSKBN1XI2BI>

d'ouvrir un nouveau marché aux investisseurs européens<sup>96</sup>. Parallèlement, depuis 1995, l'UE fournissait une aide économique au pays qui culmina à près de 61,2 millions de dollars en 2002. Au cours de cette période, l'UE constitua le troisième partenaire commercial de la Corée du Nord. Dans un contexte de famine et de potentiel effondrement du régime nord-coréen, l'approche européenne consistait alors à se concentrer sur les enjeux économiques sans aborder les sujets litigieux liés à la sécurité, dans la lignée de sa politique originelle d'intégration. L'ouverture de la Corée du Nord à des capitaux étrangers grâce à une « *quiet diplomacy* » était perçue comme une stratégie qui pourrait porter des fruits et encourager le régime nord-coréen à engager des changements politiques lui permettant de retrouver sa place dans le concert des nations<sup>97</sup>. En effet, l'UE et la Corée du Nord entamèrent un dialogue diplomatique régulier<sup>98</sup>. En 1998, elles lancèrent un dialogue politique bilatéral afin de d'échanger au sujet du programme nucléaire nord-coréen, de la sécurité régionale et de la situation des droits de l'homme dans le pays. Trois ans plus tard, l'UE établit officiellement des relations diplomatiques avec la RPDC. Ce dialogue fut ensuite complété au début des années 2000 par des relations dans le cadre multilatéral du Forum régional de l'ASEAN dont l'UE faisait partie depuis sa première réunion en 1994. L'un après l'autre, les États membres normalisèrent leurs relations avec la Corée du Nord, à l'exception de la France.

Mais suite à l'échec de l'*Agreed Framework* et le retrait de la Corée du Nord du TNP, l'UE modifia sa stratégie pour adopter une politique d'« engagement critique », conditionné au respect du régime de sanctions économiques internationales contre le pays. En 2018, le Conseil européen adopta une nouvelle stratégie baptisée *Enhancing EU Security Cooperation in and with Asia* donnant la priorité à la lutte contre la prolifération des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires<sup>99</sup>. La Corée du Nord continue donc d'être une préoccupation sécuritaire de premier plan dans la stratégie de sécurité de l'UE en Asie. En

---

<sup>96</sup> HAUTECOUVERTURE, Benjamin, 2020. A look back on KEDO: the European involvement. *Recherches & Documents*. décembre 2020. N°20.

<sup>97</sup> BERKOFSKY, Axel, 2003. BP 03/01. *EU's policy towards the DPRK-engagement or standstill?* Bruxelles : European Institute for Asian Studies.

<sup>98</sup> PACHECO PARDO, Ramon, 2021. Contemporary EU-Korea relations: 1991–2020. In : CASARINI, Nicola, FIORI, Antonio, KIM, Nam-kook, LEE, Jae-seung et PACHECO PARDO, Ramon (éd.), *The Routledge Handbook of Europe–Korea Relations*. London : Routledge, pp. 32-44.

<sup>99</sup> COUNCIL OF THE EU, 2018. Deepening EU security cooperation with Asian partners: Council adopts conclusions. *Council of the European Union* [en ligne]. 28 mai 2018. [Consulté le 19 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2018/05/28/deepening-eu-security-cooperation-with-asian-partners-council-adopts-conclusions/>

effet, face aux défis posés par le statut d'État doté *de facto* que le régime nord-coréen revendique, « Bruxelles [...] ne peut pas se permettre d'être un spectateur dans l'un des principaux problèmes de sécurité en Asie de l'Est, surtout si l'on considère le succès de son engagement diplomatique sur le programme nucléaire de l'Iran. »<sup>100</sup>

Selon Bisley, l'ensemble complexe d'institutions, de règles et d'alliances qui sous-tendent la sécurité européenne pourrait également constituer un exemple fondamental d'architecture de sécurité dans la région Asie-Pacifique<sup>101</sup>. L'architecture de sécurité européenne s'articule autour d'une combinaison d'aspects allant de la réduction des risques de conflit grâce à des accords relatifs au contrôle des armements comme par exemple le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE), aux institutions permettant un dialogue sur les questions de sécurité telles que l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). L'exemple européen repose également sur un consensus et des décisions politiquement contraignantes. Bien que l'exemple européen soit difficile à reproduire dans le cas de la région Asie-Pacifique, il peut néanmoins servir de modèle pour l'établissement d'un système de gestion des conflits<sup>102</sup>.

L'Union européenne pourrait bénéficier d'une relation privilégiée avec la Corée du Nord, bien qu'elle soit loin d'exploiter cet atout sur le plan diplomatique. Li Hyong Chol, Représentant de la RPDC auprès des Nations unies souligne le contraste entre les relations de son pays avec les États-Unis et celles entretenues avec l'UE :

During the past two years, we have established official relations with almost all member States of the European Union (EU) and diplomatic relations with the EU itself, and countries of other regions as well, on the basis of the principles of respect for sovereignty and equality. We are also ready to develop relations with the United States on the principles of equality and mutual benefit if the United States respects our sovereignty

---

<sup>100</sup> PARDO, Roman Pacheco, BALLBACH, Eric, BURGHART, Sabine, CASARINI, Nicola, ESTEBAN, Mario, HUSENICOVA, Luisa, LEE, Sangsoo, NICOLAS, Françoise, NILSSON-WRIGHT, John, PIETREWICZ, Oskar et SINKKONEN, Elina, 2020. It's Time for the European Union to Talk to North Korea. *38 North* [en ligne]. 2 mars 2020. [Consulté le 19 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2020/03/eu030220/>

<sup>101</sup> BISLEY, Nick, 2009. Chapter Four: Imagining Alternatives. *The Adelphi Papers*. 1 août 2009. Vol. 49, n° 408, pp. 103-130. Cité dans ENGMAN, Mats, 2020. Towards a New Conflict Management System on the Korean Peninsula: A Military Perspective. *Focus Asia*. juillet 2020.

<sup>102</sup> ENGMAN, Mats, 2020. Towards a New Conflict Management System on the Korean Peninsula: A Military Perspective. In : *Focus Asia*. juillet 2020. pp. 16.

and freedom of choice, takes an attitude of good will towards us on an equal footing, and refrains from obstructing the reunification of Korea.<sup>103</sup>

La Corée du Nord estime que ses relations avec l'UE respectent les principes d'égalité entre les pays et que l'organisation régionale participe à la réconciliation entre les deux Corées. Cette déclaration intervient dans un contexte de normalisation des relations entre Pyongyang et de nombreux pays membres de l'UE. En raison de son soutien économique et de son engagement diplomatique, l'UE est donc décrite sous un jour favorable. Dans une certaine mesure, la « *quiet diplomacy* » de l'UE peut être considérée comme efficace pour continuer à entretenir le dialogue avec le régime nord-coréen. Cela illustre le fait qu'en cas de blocage entre les États-Unis et la Corée du Nord, « un dialogue entre l'UE et la RPDC pourrait servir de canal de communication informel pour Washington et Pyongyang »<sup>104</sup>.

En soulignant les leviers que l'UE pourrait actionner afin de soutenir le processus de dénucléarisation de la péninsule coréenne, l'ECFR recommande d'accueillir des entretiens de type *Track II* dans le cadre de *think tanks* d'Europe du Nord afin de signaler à Pyongyang que le désarmement nucléaire reste la seule solution et la seule raison pour l'UE d'engager un dialogue<sup>105</sup>. Les réunions de type *Track II* ne remplacent pas le dialogue ou les négociations officiels mais peuvent les compléter en offrant aux gouvernements un forum où les participants puissent se rencontrer en marge des événements officiels, créant ainsi des relations plus fluides et une meilleure compréhension de la dynamique institutionnelle en jeu. Les recommandations de l'ECFR mentionnent cependant que les entretiens *Track II* ne dispensent pas l'UE de l'application des sanctions économiques contre la Corée du Nord<sup>106</sup>.

L'une des premières expériences de diplomatie *Track II* avec la Corée du Nord fut mise en œuvre durant la première crise nucléaire nord-coréenne à partir de 1993. À cette époque, l'*Institute on Global Conflict and Cooperation* (IGCC) de l'Université de Californie fonda le *Northeast Asia Cooperation Dialogue* (NEACD), qui réunissait des diplomates américains,

---

<sup>103</sup> UNITED NATIONS, 2001. A/56/PV.51 : *51st plenary meeting*. Fifty-sixth session. New York, NY : General Assembly, p. 34.

<sup>104</sup> PARDO, Roman Pacheco *et al.*, 2020. *Op. cit.*

<sup>105</sup> ALLARD, Léonie, DUCHÂTEL, Mathieu et GODEMENT, François, 2017. Pre-empting defeat: In search of North Korea's nuclear doctrine [en ligne]. European Council on Foreign Relations. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : [https://www.ecfr.eu/publications/summary/pre\\_empting\\_defeat\\_in\\_search\\_of\\_north\\_koreas\\_nuclear\\_doctrine](https://www.ecfr.eu/publications/summary/pre_empting_defeat_in_search_of_north_koreas_nuclear_doctrine)

<sup>106</sup> *Ibid.*



japonais, chinois, sud-coréen et nord-coréens dans le cadre de conférences annuelle<sup>107</sup>. L'objectif était d'ouvrir un dialogue à propos des enjeux liés à la sécurité dans la région. Les réunions furent suspendues au début des années 2000, mais d'autres canaux de communication furent exploités, notamment le *Council for Security Cooperation in the Asia-Pacific* (CSCAP)<sup>108</sup> ainsi que des *think tanks* tels que l'Atlantic Council, basé à Washington, qui a accueilli des délégations nord-coréennes. Ces canaux de communication ont été particulièrement mobilisés en situations de crise comme lors de la période suivant l'échec de l'*Agreed Framework*. Alors que les Pourparlers à six commençaient à se réunir pour relever le défi nucléaire nord-coréen, les réunions de type *Track II* offrirent la possibilité de compléter les négociations officielles par des discussions organisées conjointement par le *National Committee on American Foreign Policy* (NCAFP) et la *Korea Society* à New York. La reprise des Pourparlers à six, en particulier le quatrième *round* en 2005, qui aboutit à la déclaration du 19 septembre 2005 sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, fut le résultat de réunions organisées durant l'été par le NCAFP.

Par la suite, les réunions *Track II* opérèrent en parallèle des Pourparlers afin de garder une ligne de communication ouverte comme lorsque les négociations furent rompues au printemps 2007, après l'imposition de sanctions financières américaines suite au premier essai nucléaire nord-coréen. Le dialogue *Track II* n'est pas confiné aux questions liées à la sécurité mais peut produire des résultats en marge des négociations sur le programme nucléaire international afin d'encourager les mesures de *confidence-building*. L'un des principes fondamentaux de la diplomatie *Track II* repose sur l'idée selon laquelle les avancées dans le domaine culturel, économique ou encore humanitaires peuvent avoir des retombées positives qui contribuent à des percées sur des sujets plus conflictuels tels que la sécurité. La *Korea Society* a par exemple aidé à organiser la visite de l'orchestre philharmonique de New York à Pyongyang, en 2008. On peut également citer les efforts de l'Université de Stanford qui ont débouché sur un partenariat avec le ministère de la santé publique nord-coréen pour la construction du premier laboratoire de diagnostic de la tuberculose en Corée du Nord. Cependant, nous soulignons le fait que ces rencontres sont sporadiques car limitées par la multiplication des sanctions interdisant les déplacements à

---

<sup>107</sup> SHIRK, Susan L., 2012. The Northeast Asia cooperation dialogue: An experiment in Track II multilateral diplomacy. In : PEMPEL, T. J. et LEE, Chung-min (éd.), *Security Cooperation in Northeast Asia: Architecture and Beyond*. London : Routledge. pp. 193-211.

<sup>108</sup> Council for Security Cooperation in the Asia Pacific, [sans date]. *CSCAP* [en ligne]. [Consulté le 6 février 2022]. Disponible à l'adresse : <http://www.cscap.org/>

l'étranger de certains hauts responsables nord-coréens, ce qui complique l'organisation d'entretiens directs. En outre, la diplomatie *Track II* avec la Corée du Nord implique souvent un certain nombre d'interlocuteurs du ministère des Affaires étrangères nord-coréen qui participent également aux négociations sur le programme nucléaire, ce qui ne permet pas de diversifier les approches et de faire évoluer le dialogue dans de nouvelles directions<sup>109</sup>.

Malgré le fait que la diplomatie *Track II* ait un impact que certains peuvent considérer comme marginal, cela ne signifie pas qu'elle doit être négligée. De même, les hésitations de l'UE en matière de sécurité dans la région Asie-Pacifique nécessitent d'être dépassées afin que l'organisation puisse prendre une place stratégique dans la création d'une architecture de sécurité qui permettrait de réaliser le souhait des deux Corées de voir la péninsule coréenne prospérer dans un contexte pacifique. Mais, à l'instar du projet de la présidente de la Commission européenne pour une UE plus assertive, toute manifestation d'une volonté politique passe par le discours. Ainsi, une politique d'engagement commence par la communication de signaux pouvant être perçus comme positifs côté nord-coréen.

### 9.3. EXPLORATION DES FACTEURS DE RISQUES POUR LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Le programme nucléaire et balistique nord-coréen est symptomatique de la peur de la dynastie Kim de voir son régime s'effondrer. Il ne s'agit pas de préserver l'État nord-coréen mais de préserver la lignée du mont Paektu. Cela explique pourquoi ni les avantages économiques promis en contrepartie du renoncement à son programme nucléaire ni les sanctions économiques n'ont réussi à susciter une coopération de la part de la Corée du Nord<sup>110</sup>. Nous avons mis au jour les stratégies rhétoriques de la Corée du Nord et la vision géopolitique dans laquelle celles-ci s'inscrivent. En effet, si la stratégie de la Corée du Nord a été tour à tour qualifiée de *brinkmanship*, de *blackmail*, ou de *hedging*, la réalité est beaucoup

---

<sup>109</sup> JACKSON, Van, 2020. How to Engage the Enemy: The Case for National Security Diplomacy with North Korea. *United States Institute of Peace* [en ligne]. 3 septembre 2020. [Consulté le 21 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.usip.org/publications/2020/09/how-engage-enemy-case-national-security-diplomacy-north-korea>

<sup>110</sup> KIM, Yongho, 2013. North Korea's Threat Perception and Provocation Under Kim Jong-un: The Security Dilemma and the Obsession with Political Survival. *North Korean Review*. 1 avril 2013. Vol. 9, n° 1, pp. 6-19.

plus simple : le seul « atout » qu'elle a entre les mains est l'arme nucléaire. Mais la RPDC n'ayant pas de doctrine de dissuasion nucléaire officielle, il est plus complexe de déterminer les conditions auxquelles elle pourrait envisager de recourir à l'arme nucléaire.

Quels facteurs pourraient pousser la Corée du Nord à employer cet atout et ainsi, provoquer le déclenchement d'un conflit sur la péninsule coréenne ? Outre les actions militaires, quels éléments de langage pourraient conduire la Corée du Nord à se lancer dans une escalade des tensions qui représenterait un danger pour la sécurité internationale ?

Nous étudierons tout d'abord un sujet à propos duquel peu d'informations est disponible : le système de commandement et de contrôle de la force de dissuasion nucléaire nord-coréenne. Ce sujet est d'autant plus important qu'il est un élément central dans la prise de décision concernant l'emploi de l'arme nucléaire. Mais plusieurs facteurs peuvent influencer sur le système de commandement et de contrôle et mener à des erreurs d'interprétations qui auraient de graves conséquences pour la sécurité internationale. Puis, nous observerons comment le discours médiatique peut représenter un obstacle au dialogue avec la Corée du Nord en raison des représentations qu'il véhicule et conduire à une montée des tensions sur la péninsule coréenne.

### *9.3.1. Le commandement et le contrôle du programme nucléaire et balistique nord-coréen : un système clé qui reste mal connu*

Malgré les analyses discursives que nous avons menées et les conclusions que nous avons pu en tirer, des inconnues subsistent encore au sujet de l'interprétation de la rhétorique du régime nord-coréen au sujet de son programme nucléaire et balistique. Nous avons mis en lumière le fait que le discours sur l'arme nucléaire est le lieu de luttes pour le pouvoir entre la Corée du Nord et la communauté internationale, et plus particulièrement, son plus grand rival, les États-Unis. La Corée du Nord, en déployant dans son discours des preuves de la crédibilité de sa dissuasion nucléaire, cherche à asseoir son autorité en tant qu'État doté *de facto* de l'arme nucléaire. Ces efforts se sont multipliés depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Un qui a entériné cette posture dans la Constitution de la RPDC en 2013. Cependant, il est nécessaire de prendre en considération des éléments stratégiques à propos desquels la Corée du Nord ne communique pas.

Nombre d'observateurs limitent leur analyse sur la crédibilité de la dissuasion nucléaire nord-coréenne à l'estimation des stocks de matière fissile, au nombre et à la portée

des missiles balistiques et aux déclarations pouvant être interprétées comme la doctrine nucléaire nord-coréenne, passant sous silence le maillon essentiel de la chaîne : le commandement et le contrôle des opérations militaires (*command and control*, en anglais). Désigné plus souvent par l'abréviation « C2 », le commandement et le contrôle des opérations militaires combine deux concepts clés : le commandement, qui consiste à définir et attribuer des missions ou des tâches aux moyens subordonnés, et le contrôle, qui consiste à évaluer et ajuster la mise en œuvre de ces moyens<sup>111</sup>. En temps de guerre, sa mission est d'évaluer la menace, de prendre une décision et de la transmettre aux moyens subordonnés qui ont pour mission d'exécuter l'ordre – qui peut consister en un recours à l'arme nucléaire. Appliqué à la dissuasion nucléaire, l'efficacité organisationnelle du C2 est directement liée à sa crédibilité.

Peu d'informations sont disponibles en sources ouvertes sur le sujet du C2 nord-coréen, en particulier dans le cas d'un usage de l'arme nucléaire. Pourtant, la communication au sujet du C2 est hautement stratégique d'une part, afin de rassurer la communauté internationale sur le fait qu'un scénario similaire à celui du fameux film *Dr. Strangelove* ne pourrait pas se produire dans la réalité et, d'autre part, afin de renforcer sa dissuasion nucléaire vis-à-vis des puissances considérées comme hostile qui seraient convaincues de la crédibilité de la menace devant l'exposé de l'efficacité de la chaîne de commandement et son organisation rigoureuse. Ainsi, face au manque d'informations, de nombreuses questions restent en suspens : Kim Jong Un est-il le seul à posséder l'autorité de commandement ? Les têtes nucléaires sont-elles stockées à proximité des aires de lancement des missiles ? Quelles forces armées disposent de la capacité à procéder à l'assemblage puis au lancement ? Nous ne pouvons répondre qu'en partie à ces interrogations à partir de l'aide de l'analyse du discours nord-coréen.

En ce qui concerne en premier lieu le « commandement », Kim Jong Un a précisé en 2018 qu'il disposait d'un « bouton nucléaire »<sup>112</sup>. Dans un État, le commandement ne pourrait être réduit à un seul bouton nucléaire mais l'image est claire : il est le seul apte à prendre la décision d'avoir recours à l'arme nucléaire ou non, sur le modèle de la « mallette nucléaire » qui accompagne les présidents américain, français et russe et dont ils sont les

---

<sup>111</sup> GROS, Philippe, 2020. La décentralisation du commandement et du contrôle (C2) des opérations aériennes. *Fondation pour la Recherche Stratégique* [en ligne]. septembre 2020. n° 12. [Consulté le 12 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/recherches-et-documents/2020/202012.pdf>.

<sup>112</sup> RODONG SINMUN, 2018. 2018년 신년사 [ich'önsipp'allyön sinnyönsa]. 1 janvier 2018.

seuls à détenir les codes de tir nucléaires. Mais rien n'indique que la Corée du Nord dispose d'un tel système permettant une grande flexibilité en cas de déplacement du chef d'État. Les services de renseignement américains, en 2017, ont relevé des signaux de radios TETRA provenant des corps d'élites chargés de la sécurité de Kim Jong Un lorsque celui-ci était en déplacement. Ces signaux pourraient être une méthode choisie pour communiquer des ordres liés à l'arme nucléaire. Les radios TETRA pourraient faire office de « mallette nucléaire » et constitueraient une composante du C2 nord-coréen mais il reste difficile d'évaluer le réseau sur lequel se base l'infrastructure du C2 dans son entier<sup>113</sup>. Ce système reste encore rudimentaire par rapport aux technologies de pointe des systèmes de C2 dans les États officiellement dotés de l'arme nucléaire. Si l'on se réfère à la loi d'avril 2013 sur la consolidation de la posture en tant qu'État doté de l'arme nucléaire, seul « le commandant suprême de l'Armée populaire » peut donner « l'ordre final » d'utiliser l'arme nucléaire<sup>114</sup>. Cependant, dans le cas où le dirigeant serait dans l'incapacité de communiquer des ordres ou dans le cas d'un décès, aucun plan ne précise à qui le pouvoir serait délégué. Il est possible que la tâche revienne à un membre de la famille Kim, notamment sa sœur, Kim Yo Jong, qui a été photographiée en août et septembre 2019 aux côtés de son frère lors du test d'un lance-roquettes multiple, ce qui semble indiquer son implication dans les affaires militaires<sup>115</sup>. Plus récemment, suite à une réunion du Politburo du Comité central du Parti, elle a été nommée suppléante du Bureau, ce qui a accru les spéculations quant à sa possible nomination dans le cas où il serait nécessaire de désigner un successeur à la tête de l'État<sup>116</sup>. Kim Yo Jong représente en effet le choix le plus logique afin de préserver la lignée du mont Paektu au pouvoir. Mais qu'il s'agisse de Kim Jong Un ou d'un autre membre de la famille Kim, le système repose sur la perception de la menace, un concept subjectif qui comme

---

<sup>113</sup> PANDA, Ankit, 2020. *Op cit.* Kindle Edition, partie 2, chapitre 9, paragraphe 2.

<sup>114</sup> KCNA, 2013. 자위적핵보유국의 지위를 더욱 공고히 할데 대한 법 채택 [chawijökhaekpoyugugüi chiwirül tók konggohi halte taehan pöp ch'aet'aek / Adoption d'une loi pour la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense]. *KCNA* [en ligne]. 1 avril 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.kcna.co.jp/calendar/2013/04/04-01/2013-0401-030.html>.

<sup>115</sup> YONHAP NEWS AGENCY, 2019. (2e LD) La Corée du Nord dit avoir testé un nouveau lance-roquettes multiple de très grande taille. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 25 août 2019. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20190825001000884>. ; REUTERS, 2019. North Korea says it test-fired a « super-large multiple rocket launcher ». *France 24* [en ligne]. 11 septembre 2019. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/en/20190911-north-korea-says-it-test-fired-super-large-multiple-rocket-launcher>.

<sup>116</sup> LEE, Sae-rom, 2020. Le dirigeant nord-coréen pourrait désigner sa sœur Kim Yo-jong à sa future succession. *Agence de presse Yonhap* [en ligne]. 29 avril 2020. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20200429002100884>.

nous l'avons vu, peut être une source potentielle d'erreurs. En effet, un signal mal interprété pourrait donner lieu à une décision présentant un risque d'escalade du conflit et ce risque est d'autant plus grand que la décision finale revient à un seul individu. D'où l'importance d'obtenir plus d'informations à propos du commandement en maintenant un dialogue avec la Corée du Nord afin de comprendre son mode opératoire.

En ce qui concerne en second lieu le « contrôle », la Corée du Nord dispose de systèmes d'alertes obsolètes, ce qui peut augmenter le risque d'erreurs de la part du commandement. En effet, le C2 n'est pas uniquement une dynamique *top-down* où l'ordre part du chef des forces armées vers les unités subordonnées, mais également une dynamique *bottom-up* où les unités subordonnées font remonter les signaux d'alerte et communiquent avec le commandement. Les systèmes d'alerte nord-coréens sont composés en partie de radars développés par l'URSS au début des années 1960, mais le Pentagone estime que couplés à une antenne réseau à commande de phase, à un système antimissile, une artillerie antiaérienne et des avions de combats, la Corée du Nord dispose d'un système de défense dense. Cependant, les moyens de détection de la Corée du Nord sont limités en matière de capteurs sous-marins et spatiaux ainsi que dans le domaine des avions furtifs tels que les B-2 et F-22 américains, ce qui représente des lacunes très importantes pour le système de commandement<sup>117</sup>. Dans le cas d'une attaque mobilisant précisément les moyens que la Corée du Nord ne serait pas en mesure de détecter, l'efficacité du C2 serait moindre et cela peut remettre en question la force même de la dissuasion nucléaire nord-coréenne. Tous ces éléments démontrent qu'à présent au regard des capacités nucléaires de la Corée du Nord, il est nécessaire de développer une grille de lecture prenant en compte le système de commandement et de contrôle. Il s'agit aussi d'étudier les références discursives concernant ses objectifs, son développement ainsi que ses limites. Les éléments que nous avons pu relever à ce sujet dans le discours nord-coréen à propos de son programme nucléaire et balistique nous ont permis de dresser une première ébauche du C2 nord-coréen mais les indices sont encore peu nombreux.

En septembre 2022, l'Assemblée populaire suprême a adopté une nouvelle loi sur les forces nucléaires de la RPDC qui précise le rôle et les missions du système de

---

<sup>117</sup> ROEHRIG, Terence, 2017. The abilities — and limits — of North Korean early warning. *Bulletin of the Atomic Scientists* [en ligne]. 27 novembre 2017. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thebulletin.org/2017/11/the-abilities-and-limits-of-north-korean-early-warning/>.

commandement et de contrôle<sup>118</sup>. Elle confirme que le président de la Commission des affaires d'État, c'est-à-dire Kim Jong Un, est le seul à posséder le pouvoir décisionnel concernant l'emploi de l'arme nucléaire. Il peut désigner les membres du « commandement forces nucléaires nationales » (국가핵무력지휘기구, kukkahaengmuryōkchihwigu) chargés de l'assister dans la prise de décision. Mais le nombre de membres et leur rang n'est pas précisé. La loi dispose qu'en cas de « mise en danger » (위험에 처하는 경우, wihōme ch'ōhanūn kyōng'u) du système de commandement et de contrôle, la frappe nucléaire « sera exécutée automatiquement et immédiatement » (자동적으로 즉시에 단행된다, chadongjōgūro chūksie tanhaengdoenda) selon un plan opérationnel validé à l'avance. En outre, le texte détaille cinq cas dans lesquels la Corée du Nord envisage un recours à l'arme nucléaire :

- Une frappe nucléaire, une frappe nucléaire imminente ou une attaque employant d'autres armes de destruction massive contre le pays ;
- Une frappe nucléaire ou une frappe nucléaire imminente contre le chef d'État ou des membres du commandement des forces nucléaires du pays ;
- Une attaque mortelle (치명적인 군사적공격, ch'imyōngjōgin kunsajōkkonggyōk) ou une attaque mortelle imminente contre des sites stratégiques de l'État ;
- Une nécessité d'empêcher l'expansion ou la prolongation d'un conflit ;
- Une situation de crise menaçant l'existence de l'État ou la sécurité de la population dans laquelle une frappe nucléaire est inévitable.

On remarque que cette typologie, même si elle fournit des informations supplémentaires par rapport aux déclarations antérieures de la Corée du Nord, manque de précision, en particulier en ce qui concerne le caractère « imminent » ou non d'une attaque. La perception et l'interprétation des signaux du camp adverse par le président de la Commission des affaires d'État et les membres du commandement des forces nucléaires joue donc un rôle central dans le processus décisionnel. Enfin, le dernier article de la loi précise que la loi de 2013 est désormais considérée comme « sans effet » (효력을 잃는다, hyoryōgūl ōpsaenda). La Corée du Nord continue donc de développer une doctrine de dissuasion

---

<sup>118</sup> KCNA, 2022. 최고인민회의 법령 《조선민주주의인민공화국 핵무력정책에 대하여》 [ch'oegoinminhoeūi pōpnyōng chosōnminjujuūinmingonghwaguk haengmuryōkchōngch'aege taehayō / Loi de l'Assemblée populaire suprême : « Loi sur la politique relative aux forces nucléaires de la RPDC »]. KCNA [en ligne]. 9 septembre 2022. [Consulté le 24 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2022/09/09-09/2022-0909-021.html>

nucléaire officielle et de communiquer à propos de ses objectifs et ses capacités. Mais le régime entretient encore le secret sur des points stratégiques tels que la chaîne de transmission des décisions du commandement jusqu'aux forces nucléaires ou le type d'armes nucléaires dont l'emploi est envisagé, ce qui met en évidence la nécessité de suivre avec attention ses déclarations ultérieures.

### 9.3.2. *Le discours médiatique au sujet de la Corée du Nord, source potentielle de conflits*

Depuis la signature du TNP, la Corée du Nord a continué de percevoir l'univers politique dans lequel elle évolue comme hostile et ce, quels que soient ses interlocuteurs. On peut donc se demander dans quelle mesure les éléments de langage employés par la communauté alimentent la perception de la Corée du Nord selon laquelle elle doit recourir à une rhétorique belliqueuse et des stratégies conflictuelles pour atteindre ses objectifs. Tout d'abord, on observe que le programme nucléaire et balistique nord-coréen a fait l'objet de campagnes de désinformation afin de faire douter de la sincérité des engagements de la RPDC lors des négociations au sujet de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. L'un des exemples les plus récents date du 26 juin 2018, quelques jours après le sommet de Singapour, *38 North*, site spécialisé sur les questions liées à la Corée du Nord et reconnu par la communauté scientifique internationale pour ses analyses, publia un article intitulé « *Infrastructure Improvements at North Korea's Yongbyon Nuclear Research Facility* »<sup>119</sup>. L'article illustre par des images satellites les modifications qui ont eu lieu sur les installations du site nucléaire de Yongbyon, notamment sur le réacteur à 5 mégawatts ainsi que le réacteur expérimental à eau légère. Les auteurs précisent que « les travaux sur les installations de Yongbyon ne doivent pas être considérées comme ayant un lien quelconque avec l'engagement de la Corée du Nord à dénucléariser »<sup>120</sup>. Ils ajoutèrent qu'il s'agissait d'une situation de « *business as usual* » en attendant que Pyongyang fixe un calendrier spécifique. En effet, la déclaration du 12 juin de Singapour ne faisait mention d'aucun délai concernant la mise en œuvre des premières mesures de dénucléarisation<sup>121</sup>. Cependant, les informations

---

<sup>119</sup> PABIAN, Frank V., BERMUDEZ, Joseph S. et LIU, Jack, 2018. Infrastructure Improvements at North Korea's Yongbyon Nuclear Research Facility. *38 North* [en ligne]. 26 juin 2018. [Consulté le 4 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2018/06/yongbyon062618/>

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> ANON., 2018. The Trump-Kim Summit Statement: Read the Full Text. *The New York Times* [en ligne]. 12 juin 2018. [Consulté le 4 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2018/06/12/world/asia/trump-kim-summit-statement.html>.



fournies furent reprises dans les médias américains, notamment *NBC News*, *CNN* et le *Wall Street Journal*, puis interprétées comme des preuves que la Corée du Nord ne respectait pas ses engagements en matière de dénucléarisation. Le site *38 North* publia par la suite un article dénonçant l'entreprise de désinformation menée par les médias américains en titrant « *How the Media Wove a Narrative of North Korean Nuclear Deception* »<sup>122</sup>. Il leur reprochait non seulement d'avoir créé un malentendu mais d'avoir cherché à prouver que « la Corée du Nord a l'intention de tromper les États-Unis dans les négociations sur la dénucléarisation ». L'article citait le *Wall Street Journal* qui avait utilisé des images antérieures au sommet de Singapour afin de prouver que de nouveaux bâtiments avaient été construits sur le site de l'usine de Hamhung dans le but d'augmenter la production de carburant solide pour ses missiles balistiques. La conclusion de l'article est frappante, selon l'auteur ce type de couverture médiatique relative aux activités nucléaires de la Corée du Nord sous-tendait un problème : « un parti pris puissant et sous-jacent selon lequel il est futile de négocier avec la Corée du Nord ». Les médias jouent un rôle important dans l'élaboration du discours à propos d'un événement ou d'un personnage public. En présentant un biais défavorable vis-à-vis de la Corée du Nord, on peut penser qu'ils découragent d'entreprendre une politique d'engagement envers le pays.

Les défis liés à la couverture médiatique américaine sur le sujet de la RPDC ne s'arrêtent pas aux négociations entre Washington et Pyongyang. Comme nous l'avons précédemment évoqué dans le cadre de l'analyse comparative de la grande stratégie de la Corée du Nord et de l'Iran, le discours des médias américains au sujet du régime nord-coréen, peu importe le domaine traité, l'associe très régulièrement aux notions d'État « hors-la-loi »<sup>123</sup>. Kim met en lumière le fait que « les médias américains divisent le monde en groupes spécifiques de pays, sur la base de la position politique de ces pays vis-à-vis des États-Unis, plutôt que sur celle des relations géographiques ou historiques entre ces pays eux-mêmes »<sup>124</sup>. Nous sommes donc face à un phénomène de reproduction d'un discours qui promeut un ordre mondial polarisé entre les alliés de la puissance américaine et ses opposants, voire ses ennemis. Là où les médias nord-coréens ont majoritairement recours à

---

<sup>122</sup> PORTER, Gareth, 2018. *How the Media Wove a Narrative of North Korean Nuclear Deception*. *38 North* [en ligne]. 26 juillet 2018. [Consulté le 4 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2018/07/gporter072618/>

<sup>123</sup> KIM, Kyung-hye, 2014. Examining US news media discourses about North Korea: A corpus-based critical discourse analysis. *Discourse & Society*. mars 2014. Vol. 25, n° 2, pp. 221-244.

<sup>124</sup> *Ibid.*

des arguments historiques afin de prouver la légitimité du régime nord-coréen et par extension, du développement de son programme nucléaire et balistique, les médias américains mettent en avant un système de valeurs afin de légitimer leur vision hiérarchisée du monde qui opposent les pays partageant lesdites valeurs et ceux qui, au contraire, représentent une menace à leur diffusion.

La puissance des médias s'illustre également par l'influence que ces derniers exercent sur les institutions internationales et par conséquent, leur discours. Lorsqu'il s'agit de la Corée du Nord, une attitude de défiance est adoptée et le fait que les moindres agissements du régime nord-coréen soient interprétés comme des actes de guerre fait pencher la balance en faveur d'une sévérité plus accrue des institutions internationales en matière de sanctions. Le 15 mai 2017, *Fox News* publia un article d'après lequel depuis plus d'un an, une agence des Nations unies à Genève avait aidé la Corée du Nord à préparer une candidature à un brevet international pour la production de cyanure de sodium qui figure sur la liste des matériaux interdits à l'exportation vers ce pays par le Conseil de sécurité de l'ONU depuis 2006<sup>125</sup>. La Représentation permanente des États-Unis à l'ONU apporta son soutien à l'article de *Fox News* sous la forme d'un communiqué de presse publié le 19 mai 2017, déplorant le fait que le cyanure de sodium, qui est un précurseur de certaines armes chimiques, puisse être placé entre les mains de la Corée du Nord, ce qui « défi[ait] le sens commun » selon les mots de Nikki Haley, chef de la mission américaine auprès des Nations unies<sup>126</sup>. Le Groupe d'experts du Comité 1718 sur les sanctions contre la RPDC ouvrit une enquête et informa l'OMPI qu'elle aurait dû prendre contact avec le Comité pour vérifier que le traitement d'une demande de dépôt de brevet concernant la production d'un produit interdit par le Conseil ne contrevenait pas aux dispositions de ses résolutions<sup>127</sup>. Le cyanure de sodium peut notamment servir à la fabrication du tabun, qui est un gaz neurotoxique. Mais il existe également plusieurs usages dans lequel le cyanure de sodium est utilisé : traitements thermiques des métaux, extraction de l'or et de l'argent ou encore d'autres

---

<sup>125</sup> RUSSELL, George, 2017. UN agency helps North Korea with patent application for banned nerve gas chemical. *Fox News* [en ligne]. 15 mai 2017. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.foxnews.com/world/un-agency-helps-north-korea-with-patent-application-for-banned-nerve-gas-chemical>.

<sup>126</sup> UNITED STATES MISSION TO THE UNITED NATIONS, 2017. Press Release : North Korea's Patent Application at WIPO for the Production of a Banned Substance. *United States Mission to the United Nations* [en ligne]. 19 mai 2017. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <http://usun.usmission.gov/press-release-north-koreas-patent-application-at-wipo-for-the-production-of-a-banned-substance/>

<sup>127</sup> ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2018. S/2018/171 : Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009). New York, NY. Conseil de sécurité, p. 16.

utilisations dans l'industrie pharmaceutique<sup>128</sup>. De plus, il s'agissait d'un brevet concernant la production du cyanure de sodium et non de la matière en elle-même, comme le précise le communiqué de presse de l'OMPI publié le 22 mai<sup>129</sup>. L'organisation réfuta les accusations de l'article de *Fox News* qu'elle décrivit comme inexactes et erronées. Aucune aide n'avait été apportée par l'organisation à la candidature de la RPDC et aucune violation des résolutions du CSNU n'avait eu lieu car les brevets ne sont pas couverts par les dispositions de ces résolutions. En outre, le Groupe d'experts du comité 1718, tout comme les médias, put consulter toutes les informations relatives au dépôt de la candidature via la base de données de l'OMPI, accessible au public.

On peut constater que les institutions onusiennes sont interpellées par les médias qui entretiennent un biais défavorable vis-à-vis de la Corée du Nord. Elles agissent ensuite selon les informations fournies par ces médias, ce qui les pousse à adopter une attitude de suspicion à l'égard des autorités politiques avec lesquelles elles devraient pourtant coopérer. Le dépôt de brevet s'inscrivait dans la stratégie économique internationale de la Corée du Nord qui tentait de légitimer son statut aux yeux de la communauté internationale en adhérant à plusieurs traités internationaux. Le pays poursuivit cette stratégie en créant un Bureau de la propriété intellectuelle en août 2019, puis en adhérant en octobre de la même année à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques qui est géré par l'OMPI<sup>130</sup>. Ces opérations concernent les brevets, les marques déposées et les produits avec une appellation d'origine contrôlée comme par exemple le ginseng coréen. Elles n'ont pas de lien direct ni avec les sanctions imposées par les États-Unis ou l'ONU ni avec le développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

---

<sup>128</sup> INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SÉCURITÉ, 2018. Cyanure de sodium, Cyanure de potassium [en ligne]. Fiches Toxicologiques, 111. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.inrs.fr/publications/bdd/fichetox/fiche.html?refINRS=FICHETOX\\_111&section=caracteristiques](https://www.inrs.fr/publications/bdd/fichetox/fiche.html?refINRS=FICHETOX_111&section=caracteristiques).

<sup>129</sup> WIPO MEDIA CENTER, 2017. Statement on Media Reports Pertaining to Patent Applications from the DPRK. *World Intellectual Property Organization* [en ligne]. 22 mai 2017. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.wipo.int/pressroom/en/articles/2017/article\\_0009.html](https://www.wipo.int/pressroom/en/articles/2017/article_0009.html).

<sup>130</sup> JIN, Hwa-young, 2019. Pyongyang crée un « bureau de la propriété intellectuelle ». *Agence de presse Yonhap* [en ligne]. 18 août 2019. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20190818001100884>; FROMER, Jacob, 2019. North Korea signs on to global intellectual property treaty: WIPO. *NK News* [en ligne]. 11 octobre 2019. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/10/north-korea-signs-on-to-global-intellectual-property-treaty-wipo/>

Le discours médiatique sur la Corée du Nord peut donc constituer un obstacle au dialogue. Il existe un biais négatif en ce qui concerne le régime nord-coréen qui est renforcé par ses actions militaires et ses relations conflictuelles avec les membres de la communauté internationale. Ce biais peut s'expliquer par les pratiques médiatiques qui consistent à effectuer une sélection entre les sujets d'actualité, une hiérarchisation tendant parfois au sensationnalisme et une recontextualisation à destination du public visé qui implique une narration selon un « angle » prédéfini<sup>131</sup>. Bennett, Lawrence et Livingston ajoutent que le succès d'un récit médiatique ne dépend pas de sa véracité mais plutôt du fait qu'il soit diffusé par des figures politiques dominantes dans les arènes institutionnelles<sup>132</sup>. Les médias deviennent alors le relais de l'idéologie de la classe politique dominante et de sa stratégie de communication. Dans le cas nord-coréen, on peut considérer qu'il s'agit d'une réaction de la sphère politique face à un acteur opposé à la promotion de la « gouvernance » présentant un discours hostile à la rhétorique des organisations internationales sur l'universalisme<sup>133</sup>. De plus, on peut voir dans ce discours médiatique une manifestation d'un besoin de « catharsis sociale » dans laquelle le fait de dresser définir une entité comme « représentant du mal absolu » renforcerait la solidarité au sein de la communauté internationale<sup>134</sup>. Cependant, le fait d'identifier et de reconnaître ce biais permet d'éviter les écueils causés par la méfiance et favoriser un climat de confiance. Nous avons analysé précédemment dans quelle mesure un procédé de « fabrication de l'ennemi »<sup>135</sup> prend place à travers le discours nord-coréen, notamment au sujet des États-Unis. Il apparaît que la dynamique contraire existe également dans les médias américains. Toutefois, si fabrication il y a, on peut supposer qu'une déconstruction est aussi possible.

Après une brève période d'effusion, la perspective d'une dénucléarisation de la péninsule coréenne s'est éloignée pour faire place à nouveau à climat de défiance entre les

---

<sup>131</sup> BOYDSTUN, Amber E., 2013. *Making the News: Politics, the Media, and Agenda Setting*. Chicago, IL : University of Chicago Press.

<sup>132</sup> BENNETT, W. Lance, LAWRENCE, Regina G. et LIVINGSTON, Steven, 2008. *When the Press Fails: Political Power and the News Media from Iraq to Katrina*. Chicago, IL : University of Chicago Press. Studies in Communication, Media, and Public Opinion.

<sup>133</sup> KRIEG-PLANQUE, Alice et OGER, Claire, 2010. Discours institutionnels. Perspectives pour les sciences de la communication. *Mots. Les langages du politique*. 30 novembre 2010. N° 94, pp. 91-96.

<sup>134</sup> CHARAUDEAU, Patrick, 2010. Une éthique du discours médiatique est-elle possible? *Communication. Information médias théories pratiques*. 31 mars 2010. N° Vol. 27/2, pp. 51-75.

<sup>135</sup> CONESA, Pierre, 2011. *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi*. Paris : Robert Laffont.

acteurs de la région. Les déclarations successives lors des sommets de Panmunjom et de Singapour n'ont pas réussi évoluer vers des engagements concrets, en particulier en ce qui concerne un accord sur un calendrier relatif au démantèlement du programme nucléaire et balistique nord-coréen en échange d'une levée partielle des sanctions économiques contre le pays. Le cycle de tensions et de provocations semble alors être sur le point de se répéter, sans qu'aucun acteur ne parvienne à le briser. C'est dans ce contexte que nous avons émis des suggestions dont la promotion du dialogue au sein d'organisations régionales telles que le Forum régional de l'ASEAN qui remplit les critères de non-ingérence dans les affaires internes et d'égalité entre les États membres, chers au régime nord-coréen. Les relations avec l'UE pourraient également être approfondies en raison de son expérience de l'organisation dans la gestion et la prévention des conflits ainsi que dans la création d'une architecture régionale de sécurité. À ce titre, le passé historique de la relation franco-allemande qui constitue le fondement de l'UE pourrait bénéficier aux deux Corées. La mise en œuvre d'un mécanisme de paix sur la péninsule coréenne relève de la responsabilité de la communauté internationale en raison de la menace que représente l'éclatement d'un conflit dans la région. Cette responsabilité passe notamment par la recherche d'éléments de langage favorisant l'apaisement entre les parties et la recherche d'un compromis.

Mais l'étude du discours ne se rapporte pas uniquement aux déclarations mais également aux silences de la Corée du Nord au sujet de son programme nucléaire et balistique. Or, pour des raisons stratégiques, ces silences sont nombreux et constituent un danger en matière d'interprétation des menaces. Le régime nord-coréen étant caractérisé par son opacité, il est nécessaire pour la communauté internationale de concentrer ses efforts sur les éléments connus. Cela implique une stratégie discursive qui communiquerait clairement ses intentions, c'est-à-dire le désarmement, avant d'envisager la dénucléarisation de la péninsule coréenne. En effet, la communauté internationale ne peut plus faire l'économie d'une vision pragmatique face à l'urgence de la situation sécuritaire dans la région Asie-Pacifique.

# Conclusion

---

En 1993, Mearsheimer dénonçait la stratégie de l'administration Clinton qui encourageait l'Ukraine à renoncer à ses armes nucléaires et à les transférer à la Russie afin d'assurer la stabilité en Europe<sup>1</sup>. Selon lui, cette décision était une erreur qui faisait de la Russie une potentielle menace pour la sécurité de l'Ukraine. Devenu l'unique État doté de l'arme nucléaire en Europe de l'Est, la Russie pourrait alors s'en servir de prétexte pour se lancer dans une reconquête du territoire ukrainien. Mearsheimer défendait le point de vue selon lequel « *nuclear proliferation sometimes promotes peace* »<sup>2</sup>. Deux décennies plus tard, en février 2014, la Russie procéda à l'annexion de la péninsule de la Crimée, puis début 2022, le territoire ukrainien dans son entier fit face à une invasion des forces armées russes. À la lumière des arguments avancés par Mearsheimer, on peut s'interroger sur la probabilité que de tels événements se produisent si l'Ukraine avait acquis officiellement le statut d'État doté de l'arme nucléaire dans les années 1990. Mais l'Ukraine n'était pas le seul pays à se trouver dans un tel dilemme : en 1993, la Corée du Nord avait également annoncé son intention de se retirer du TNP afin de développer son programme nucléaire. Et lorsque son retrait officiel eut lieu dix ans plus tard, la raison invoquée fut la menace américaine qui pesait sur le régime nord-coréen. En effet, l'arme nucléaire apparaissait comme le seul moyen de sanctuariser le territoire nord-coréen et prévenir l'irruption d'une « Seconde Guerre de Corée ». Le développement du programme nucléaire nord-coréen apparaissait comme une garantie de la stabilité sur la péninsule coréenne et, plus largement, dans la région Asie-Pacifique. Le discours nord-coréen reste identique : sa force de dissuasion nucléaire est efficace car le pays n'a connu aucune attaque et par conséquent, jusqu'à ce jour, arme nucléaire et paix ne sont pas des concepts antinomiques.

---

<sup>1</sup> MEARSHEIMER, John J., 1993. The Case for a Ukrainian Nuclear Deterrent. *Foreign Affairs*. 1993. Vol. 72, n° 3, pp. 50.

<sup>2</sup> *Ibid.*

Le discours nord-coréen véhicule donc des représentations de l'arme nucléaire opposées à celles de la communauté internationale et nous nous sommes interrogés sur la manière dont celles-ci peuvent influencer sa prise de décision politique en matière de sécurité nationale et de politique étrangère. Le discours étant un instrument de communication privilégié des dirigeants politiques, nous nous sommes demandés quels effets, voire quel pouvoir coercitif, celui-ci pouvait produire sur les acteurs de la région Asie-Pacifique et également sur la communauté internationale.

Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, nous avons présenté un raisonnement en trois temps. Dans un premier temps nous nous sommes intéressés à l'évolution de la stratégie développée par la Corée du Nord afin de conquérir le « pouvoir égalisateur de l'atome ». Au fil des négociations internationales, le régime nord-coréen a su tirer profit de la rivalité entre les acteurs institutionnels du régime international de non-prolifération pour obtenir des concessions diplomatiques et économiques en échange de sa coopération (1). Chaque acteur poursuivait des intérêts divergents qui furent exploités par la Corée du Nord qui tourna ce manque de coordination à son avantage. Cela lui permit de bénéficier d'un transfert de savoir-faire et de technologies soviétiques pour développer un programme nucléaire civil puis d'établir des liens avec des pays étrangers pour accroître ses stocks de matière fissile, d'armes nucléaires et de missiles balistiques. À travers l'étude de l'évolution du programme nucléaire et balistique nord-coréen nous avons ainsi pu établir un panorama détaillé de ses capacités nucléaires et balistiques à ce jour (2). La dénucléarisation de la péninsule coréenne doit dès lors prendre en compte les progrès technologiques effectués par le pays, ce qui comprend notamment les usines d'enrichissement de l'uranium, les usines de retraitement du combustible usagé, les sites dissimulés et non repérables par imagerie satellite ainsi que les installations destinées aux tirs de missiles balistiques. C'est pourquoi nous avons recommandé une approche centrée sur un désarmement progressif, étape par étape, et la non-prolifération plutôt que l'approche CVID (*Complete, Verifiable and Irreversible Dismantlement*) prônée par le gouvernement américain. Tout comme Mearsheimer, il est possible de voir dans l'acquisition de l'arme nucléaire par la Corée du Nord une tentative de maximisation de la puissance militaire. Mais en analysant les paradigmes de la théorie réaliste, nous avons observé qu'ils ne peuvent expliquer la volonté de la RPDC de se conformer au régime international de non-prolifération de 1985 à 2003 (3). Nous avons donc considéré le cas du programme nucléaire nord-coréen à travers le prisme du constructivisme et plus particulièrement, de l'analyse du discours. En effet, l'arme nucléaire, en raison des dégâts

inacceptables qu'elle peut infliger, est une arme symbolique dont la puissance s'exprime également par le discours, notamment sous la forme d'une doctrine de dissuasion nucléaire. S'agissant de la Corée du Nord, nous avons observé que le discours nord-coréen à propos de l'arme nucléaire défiait les normes conventionnelles en termes de morale à cause de la nature de son régime politique, ainsi que les normes du droit international à cause de l'absence de respect des règles relatives à la non-prolifération nucléaire. En outre, nous avons souligné que l'analyse du discours pouvait fournir des éléments de compréhension des motivations, intentions et objectifs du régime nord-coréen.

Dans un deuxième temps, nous avons mis en évidence la place du programme nucléaire et balistique dans la culture stratégique de la RPDC. La culture stratégique a été définie comme l'impact de la situation géostratégique, de l'histoire, de l'expérience militaire et de la culture politique sur les stratégies développées par un État dans des domaines clés relatifs à la guerre, à la paix et aux menaces extérieures<sup>3</sup>. S'agissant tout d'abord de l'histoire et de la culture politique, nous avons observé que l'idéologie du *Juche* occupe une place centrale dans le discours nord-coréen sur son programme nucléaire et balistique (4). En effet, en Corée du Nord, le *Juche* est inéluctable : il est présent dans la vie quotidienne de tout citoyen nord-coréen, tant dans la sphère publique que privée. Le concept de *Juche* trouve ses racines dans le mouvement de libération de la Corée durant la colonisation japonaise mais il fit l'objet d'une réappropriation par le régime nord-coréen après la Guerre de Corée. Dans la sphère politique, toute décision est soumise au respect des trois principes du *Juche*, c'est-à-dire l'indépendance politique, l'autosuffisance économique et l'autodéfense. En outre, le *Juche* s'accompagne d'un culte de la personnalité envers la famille Kim, appelée « lignée du mont Paektu » en vertu de ses origines mythiques, qui représente le noyau de l'État. Le programme nucléaire et balistique nord-coréen apparaît donc comme le bras armé de l'État nord-coréen car il incarne le respect des trois principes de l'idéologie du *Juche* et il assure la sauvegarde du régime totalitaire nord-coréen. Que les références au *Juche* soient artificielles ou preuves d'un sincère attachement à ses principes directeurs, l'idéologie occupe néanmoins une place centrale dans la culture stratégique de la Corée du Nord. Grâce à l'analyse critique du discours (*Critical Discourse Analysis*), nous avons observé dans

---

<sup>3</sup> BALL, Desmond, 1993. Strategic Culture in the Asia-Pacific Region. *Security Studies*. septembre 1993. Vol. 3, n° 1, pp. 44-74. ; BOOTH, Ken, TROOD, Russell B. et MACMILLAN, Alan, 1999. Strategic Culture. In : BOOTH, Ken et TROOD, Russell B. (éd.), *Strategic cultures in the Asia-Pacific region*. New York : St. Martin's Press, p.8 cité dans LANTIS, Jeffrey S., 2016. Strategic Cultures and Security Policies in the Asia-Pacific. In : LANTIS, Jeffrey S. (éd.), *Strategic Cultures and Security Policies in the Asia-Pacific*. London : Routledge. pp. 1-21.



quelle mesure l'acquisition de l'arme nucléaire avait permis au régime nord-coréen d'élaborer des stratégies discursives visant à défier le discours dominant sur le régime international de non-prolifération (5). Le discours devient un espace de lutte pour asseoir la légitimité de la RPDC face à un gouvernement sud-coréen considéré comme colonisé et l'arme nucléaire est présentée comme le seul instrument capable d'assurer une réunification de la Corée sans ingérence extérieure. S'agissant du discours de Kim Il Sung, Kim Jong Il et Kim Jong Un en particulier, nous avons procédé à une analyse par logiciel de leurs déclarations en employant l'approche du code opérationnel (6). Les résultats obtenus nous ont permis de souligner les éléments de continuité entre le discours des trois dirigeants, notamment le fait qu'ils n'excluent pas la coopération dans le dialogue sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne mais qu'ils préfèrent l'impasse dans les négociations à un aveu de faiblesse. Grâce à l'analyse du code opérationnel nous avons aussi pu remarquer des éléments de rupture comme par exemple le style de leadership de Kim Jong Un, caractérisé par une prise de risque plus élevée, ce qui correspond à la multiplication des tirs de missiles balistiques et des essais nucléaires depuis son arrivée au pouvoir. Le code opérationnel constitue un indicateur pertinent pour comprendre les préférences guidant les choix politiques des dirigeants nord-coréens d'après leur discours.

Enfin, dans un troisième temps, nous avons évalué les effets du discours nord-coréen sur les relations entre les pays dans la région Asie-Pacifique. Dans son discours, la Corée du Nord partage sa vision du monde et son objectif est de renverser l'équilibre des pouvoirs dans la région grâce à l'acquisition de son statut d'État doté *de facto* de l'arme nucléaire (7). Cette stratégie s'exprime à travers la redéfinition du concept de souveraineté nationale qui lui permet de se présenter comme l'unique garant de l'identité coréenne et la manipulation des accords à propos de la dénucléarisation de la péninsule auxquels le régime avait souscrit depuis le début des années 1990. La Corée du Nord redoute de se retrouver dans une situation similaire à celle de l'Iran qui a vu l'accord JCPOA vidé de sa substance après le retrait des États-Unis et souhaite que l'on reconnaisse son statut d'État du seuil, qui n'est plus juridiquement lié par le TNP, à l'instar du Pakistan. Mais les ambitions que la Corée du Nord exprime à travers son discours ainsi que les stratégies qu'elle met en œuvre rencontrent des limites (8). Cela s'explique par la difficulté des acteurs de la région de se défaire de pratiques et de grilles de lecture figées qui tendent à reproduire les mêmes erreurs d'interprétation des intentions de leurs interlocuteurs (9). Dans le cadre du complexe de sécurité qui caractérise les relations entre les pays de la région Asie-Pacifique où le concept d'intersubjectivité est clé, une perception erronée peut conduire à une escalade des tensions.

En outre, malgré son discours sur son indépendance politique, les stratégies de la Corée du Nord restent conditionnées par sa relation avec la Chine et la puissance de l'alliance tripartite entre les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon.

Nous pouvons conclure qu'au moyen de ses déclarations, la Corée du Nord parvient à inciter ses interlocuteurs à agir selon ses intérêts. Ce pouvoir augmente proportionnellement au développement de son programme nucléaire et balistique car il gagne en crédibilité. Mais le discours nord-coréen n'atteint qu'en partie ses objectifs. D'une part, même s'il parvient à certaines occasions à convaincre ses interlocuteurs d'ouvrir un dialogue, le discours nord-coréen dépend de leur volonté de passer des paroles aux actes. D'autre part, les grands principes idéologiques relayés par le régime nord-coréen dans son discours – tels que sa définition de la souveraineté nationale ou sa lutte contre l'inégalité caractérisant selon lui le régime international de non-prolifération – sont considérés comme l'expression du dogmatisme d'un régime totalitaire à l'héritage marxiste-léniniste. En outre, le discours n'est pas le seul moyen de communication employé par le régime. Nous avons vu que certaines actions militaires nord-coréennes entrent dans le cadre de sa stratégie de communication et visent à provoquer une réaction de la part de la communauté internationale. Toutefois, il faut reconnaître qu'en raison de l'opacité de l'appareil étatique nord-coréen, il est difficile de distinguer si les facteurs motivant ces actions relèvent de la politique intérieure ou de la politique étrangère du pays est difficile.

L'analyse du discours nous a permis de mettre en lumière les motivations, les intentions et les lignes rouges du régime nord-coréen à propos de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Cependant, comme la grille de lecture constructiviste repose sur le concept de l'intersubjectivité, il est possible que certaines zones d'ombre subsistent quant à la compréhension du mode opératoire du régime nord-coréen. Nous avons souligné le fait que la perception de la menace et les décisions qui découlent de son évaluation ne sont pas fondées sur l'irrationalité des dirigeants nord-coréens mais sur une logique différente de celle de ses adversaires. Pourtant, le concept de perception implique qu'il existe une marge d'erreur conséquente en matière d'interprétation des intentions de la partie adverse. Par exemple, les systèmes de contrôle peuvent fournir des indicateurs et des mesures objectives, l'interprétation de ces informations est sujette à l'erreur humaine et ce sont précisément des humains qui se font face de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle. Le risque de sous- ou de surévaluation de la menace est donc bien présent et l'approche que nous avons choisie ne permet pas d'avoir une vision claire de la nature des facteurs pouvant influencer sur ce risque.

En effet, si nous avons pu souligner que le processus décisionnel en Corée du Nord n'était pas monolithique, il reste opaque, malgré nos observations relatives au C2 nord-coréen. Le facteur humain et l'urgence de la situation pourraient prendre le pas sur la culture stratégique et les objectifs énoncés en temps de paix. Sagan affirme que les « dictatures personalistes » peuvent contrarier l'efficacité de la dissuasion nucléaire car un leader entouré de ses « *yes-men* » n'aura personne pour remettre en question ses hypothèses erronées ni pour contester ses décisions<sup>4</sup>. En ce qui concerne la Corée du Nord, la dissuasion nucléaire repose donc sur la capacité de Kim Jong Un à évaluer précisément les priorités et les perceptions des pays de la région Asie-Pacifique sachant que le niveau de compréhension requis aujourd'hui entre les adversaires nucléaires potentiels a augmenté de façon exponentielle, englobant les systèmes de commandement et de contrôle, la culture stratégique et militaire, l'analyse des discours, la pression des intérêts nationaux, les aspirations et les objectifs des dirigeants, etc. Selon Rublee, il s'agit là d'un changement qualitatif majeur dans le concept de dissuasion nucléaire qui revient à passer d'une perception « analogique » bipolaire au « numérique » multipolaire<sup>5</sup>.

Mais il ne faut pas surestimer le pouvoir du dirigeant nord-coréen. Les erreurs d'interprétations peuvent en effet venir du camp adverse en raison justement du manque d'informations à propos des signaux envoyés par la Corée du Nord. Les décideurs politiques peuvent avoir tendance à surévaluer la capacité de leurs homologues adverses à imposer leur volonté à leurs gouvernements. Le comportement d'un État est souvent perçu par ses opposants comme plus contrôlé et plus centralisé qu'il ne l'est<sup>6</sup>.

Par ailleurs l'approche constructiviste a fait l'objet de critiques, notamment en raison de l'absence de la notion de puissance dans son cadre théorique. Certains lui reprochent par exemple de mettre l'accent sur les structures normatives et les processus d'apprentissage et de persuasion, au détriment de la maximisation de la puissance recherchée par les acteurs<sup>7</sup>. Nous affirmons que l'angle discursif permet d'introduire la notion de puissance dans le cadre

---

<sup>4</sup> SAGAN, Scott D., 2018. Armed and Dangerous: When Dictators Get the Bomb. *Foreign Affairs*. décembre 2018. Vol. 97, n° 6, pp. 35-43.

<sup>5</sup> RUBLEE, Maria Rost, 2020. Nuclear Deterrence Destabilized. In : AFINA, Yasmin, LEWIS, Patricia et BEYZA, Unal (éd.), *Perspectives on Nuclear Deterrence in the 21st Century*. London : Chatham House. pp. 14-18.

<sup>6</sup> JERVIS, Robert, 1976. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton, NJ : Princeton University Press, p. 324.

<sup>7</sup> BARNETT, Michael et DUVALL, Raymond, 2005. Power in International Politics. *International Organization*. 2005. Vol. 59, n° 1, pp. 39-75.

de la théorie constructiviste. L'interprétation des asymétries de puissance matérielle proposée par l'étude du discours diffère fortement de celle proposée par la théorie réaliste. Par exemple, Holzscheiter démontre dans quelle mesure les acteurs matériellement inférieurs en termes de puissance réussissent néanmoins à déployer des capacités discursives qui compensent cette infériorité. Les différentes stratégies discursives employées par les organisations de plaidoyer, les ONG ou les petits États insulaires ont été conceptualisées par des chercheurs : le discours réflexif<sup>8</sup>, la coercition rhétorique<sup>9</sup>, l'humiliation, le blâme et la persuasion morale<sup>10</sup>.

Mais il faut reconnaître que l'approche constructiviste se heurte au contexte actuel de crise du régime international de non-prolifération et du contrôle des armements, qui se double d'un délitement des alliances traditionnelles. Les États-Unis ont quitté l'accord JCPOA sur le programme nucléaire iranien en 2018 puis se sont retirés du Traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) suite à une violation présumée du texte par la Russie et enfin, les deux pays ont officiellement annoncé leur retrait du Traité Ciel ouvert. Toutefois, les tractations difficiles sous la présidence Trump concernant le traité *New START* ont abouti avec la nouvelle administration Biden à une prolongation de cinq ans du texte, jusqu'en 2026. Face à ce contexte troublé, António Guterres, secrétaire général des Nations unies avait déjà déclaré en février 2019, lors de son discours d'ouverture de la Conférence du désarmement à Genève, que des « éléments clés de l'architecture internationale de la maîtrise des armements s'effondrent » et que la communauté internationale avait besoin d'une « nouvelle vision de la maîtrise des armements dans un contexte de sécurité complexe sur le plan international aujourd'hui »<sup>11</sup>.

Face à ces enjeux liés directement à la puissance militaire, l'approche constructiviste doit considérer le fait que peu de motifs peuvent pousser les États à abandonner leurs armes nucléaires. Hecker, rejoint cette conclusion en proposant une stratégie d'endiguement (*containment*) du développement du programme nucléaire et balistique nord-coréen fondée

---

<sup>8</sup> STEELE, Brent J., 2007. Making Words Matter: The Asian Tsunami, Darfur, and « Reflexive Discourse » in International Politics. *International Studies Quarterly*. 2007. Vol. 51, n° 4, pp. 901-925.

<sup>9</sup> KREBS, Ronald R. et JACKSON, Patrick Thaddeus, 2007. Twisting Tongues and Twisting Arms: The Power of Political Rhetoric. *European Journal of International Relations*. mars 2007. Vol. 13, n° 1, pp. 35-66.

<sup>10</sup> KECK, Margaret E. et SIKKINK, Kathryn, 1998. *Activists beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Cornell University Press.

<sup>11</sup> GUTERRES, António, 2019. Remarks to the Conference on Disarmament. *United Nations Secretary-General* [en ligne]. 25 février 2019. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2019-02-25/remarks-the-conference-disarmament>.

sur le principe des *Three Nos* : *no new weapons, no better weapons, no transfer of nuclear technology or weapons*<sup>12</sup>. À ces « trois non » s'ajouteraient des « incitations positives » à se conformer aux régulations internationales en matière de non-prolifération. L'approche prônée par Hecker met en évidence le fait qu'il est nécessaire de compartimenter les défis posés par le programme nord-coréen et de dépasser l'illusion créée par l'expression « dénucléarisation ». Cette expression regroupe plusieurs problématiques sous une étiquette dont l'interprétation est différente selon chaque partie. La compartimentation permettrait de relancer les négociations de manière plus efficace : en s'attaquant, entre autres, aux enjeux de modernisation de l'arme nucléaire ou bien de transferts de technologies nucléaires, les « trois non » pourraient encourager la Corée du Nord, via le désarmement, à faire un premier pas vers la dénucléarisation.

---

<sup>12</sup> PERRY, William J., 2016. How to contain North Korea. In : *Politico* [en ligne]. 11 janvier 2016. [Consulté le 7 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.politico.eu/article/how-to-contain-north-korea-nuclear-weapons/>

# Annexes

*Annexe n°1 : Tableau récapitulatif des types de missiles balistiques nord-coréens*

Nom coréen	Nom alternatif	Type de missile	Portée	Observations
<b>Hwasong-5</b>	Scud-B	SRBM	300 km	Carburant liquide.
<b>Hwasong-6</b>	Scud-C	SRBM	500 km	Carburant liquide.
S/O	KN-02, Toksa	SRBM	120-170 km	Carburant solide.
<b>Hwasong-9</b>	KN-04, Scud-ER	SRBM	1,000 km	Variante du Hwasong-6 avec une portée étendue. Carburant liquide.
S/O	KN-18, Scud MaRV	SRBM	450 km	Testé pour la première fois le 28 mai 2017. Carburant liquide.
S/O	KN-21	SRBM	250 km	Testé pour la première fois le 26 août 2017.
S/O	KN-23	SRBM	690 km	Similaire au Iskander-M russe. Carburant solide.
S/O	KN-24	SRBM	410 km	Testé pour la première fois en août 2019. Carburant solide.
S/O	KN-25	SRBM	380 km	Testé pour la première fois le 25 août 2019. Carburant solide.
<b>Hwasong-7</b>	Nodong 1	MRBM	1,200-1,500 km	Carburant liquide.
<b>Pukguksong-2</b>	KN-15, KN-11 Mod 1	MRBM	1,200-2,000 km	Carburant solide.
<b>Hwasong-8</b>	S/O	IRBM	S/O	Testé pour la première fois le 29 septembre 2021. Equipé d'une ogive

				« hypersonique ». Similaire au Hwasong-12.
<b>Nom coréen</b>	<b>Nom alternatif</b>	<b>Type de missile</b>	<b>Portée</b>	<b>Observations</b>
<b>Hwasong-10</b>	BM-25, Musudan, Nodong B, Mirim	IRBM	2,500-4,000 km	Carburant liquide.
<b>Hwasong-12</b>	KN-17	IRBM	4,500 km	Testé pour la première fois le 14 mai 2017. Carburant liquide.
<b>Hwasong-14</b>	KN-20	ICBM	10,000 km	Testé pour la première fois le 4 juillet 2017. Carburant liquide.
<b>Hwasong-15</b>	KN-22	ICBM	8,500-13,000 km	Carburant liquide.
<b>Hwasong-16</b>	KN-27	ICBM	S/O	Présenté lors d'une parade en octobre 2020. Jamais encore testé.
<b>Pukguksong-1</b>	KN-11	SLBM	1,250-2,500 km	Carburant solide. Premier succès en août 2016.
<b>Pukguksong-2</b>	KN-15	SLBM	1,200-2,000 km	Version améliorée du Pukguksong-1 testé pour la première fois le 11 février 2017. Carburant solide.
<b>Pukguksong-3</b>	KN-28, KN-26	SLBM	1,900 km	Testé pour la première fois le 2 octobre 2019. Carburant solide.
<b>Pukguksong-4</b>	S/O	SLBM	S/O	Présenté lors d'une parade en octobre 2020 et d'un salon sur les équipements militaires nord-coréens en octobre 2021.
<b>Pukguksong-5</b>	S/O	SLBM	S/O	Présenté lors d'une parade en janvier 2021.

*Annexe n°2 : Infographie sur la portée des missiles nord-coréens*



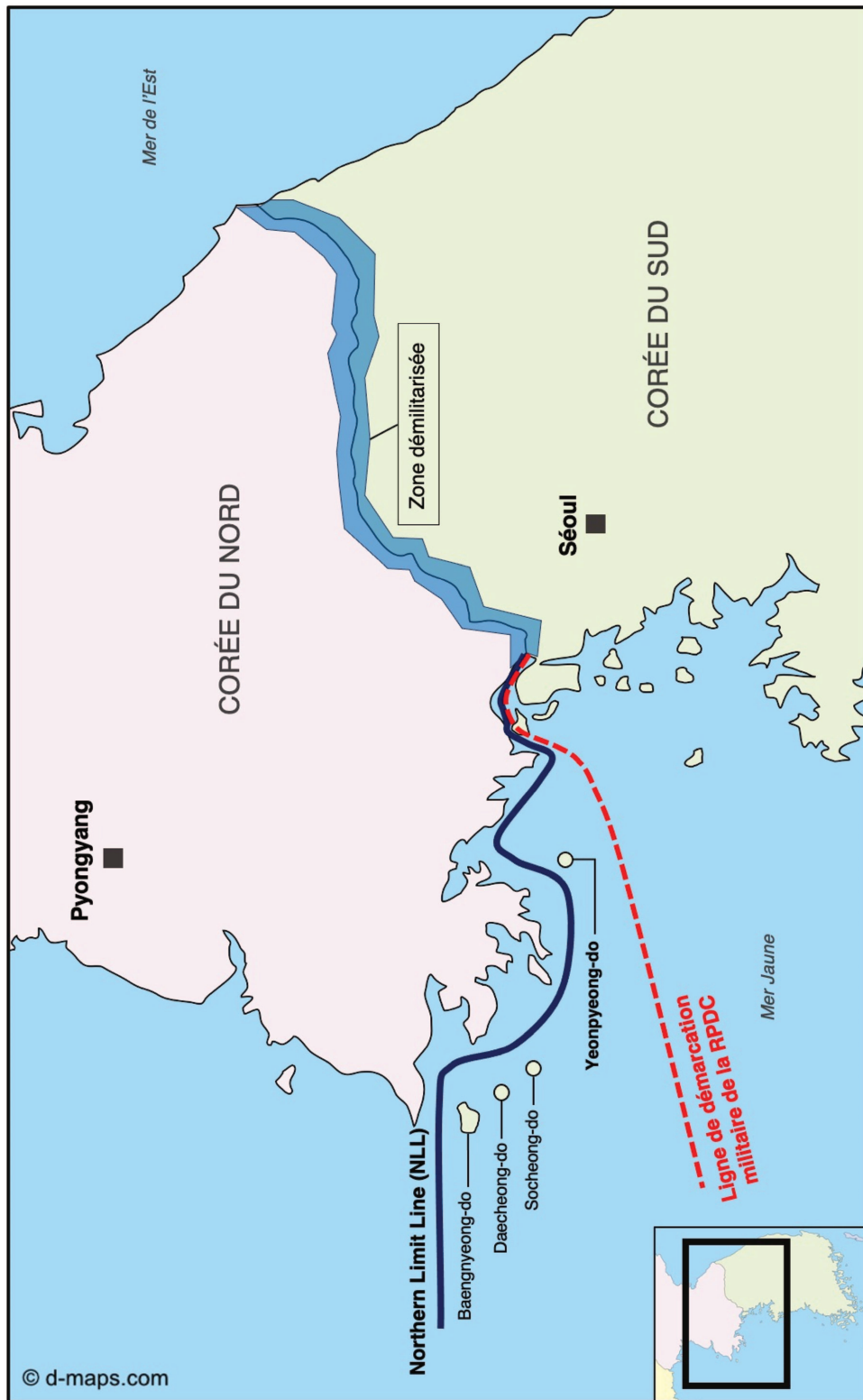


*Annexe n°3 : Carte des principales installations nucléaires et sites de lancement de missiles en Corée du Nord réalisée par l'auteur*

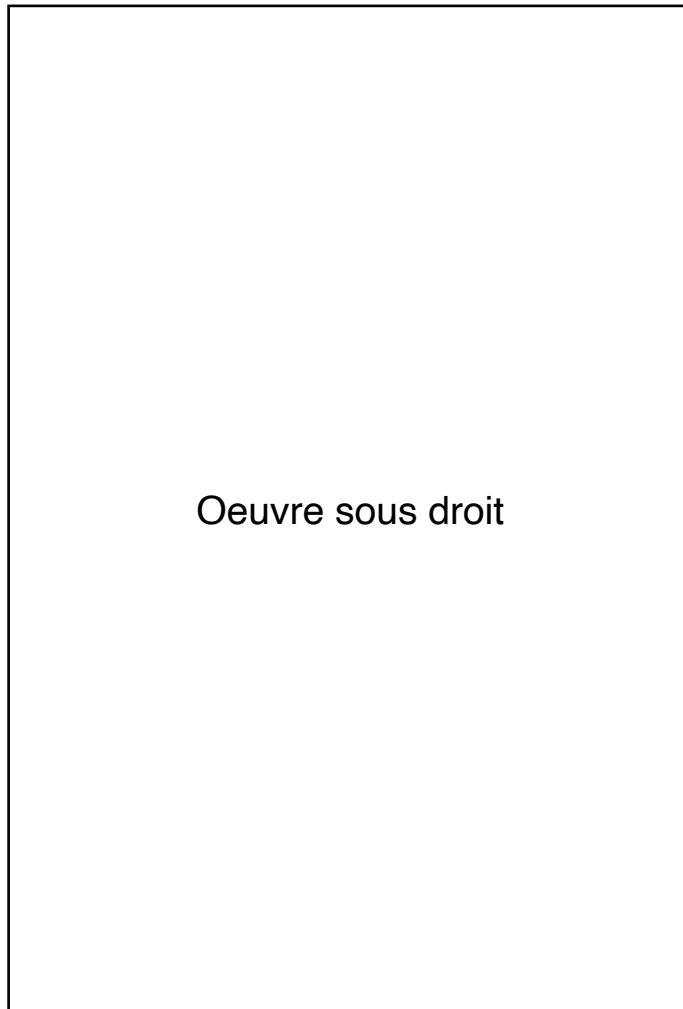


Sources : Nuclear Threat Initiative, Nikkei Asia, James Martin Center for Nonproliferation Studies.

*Annexe n°4 : Carte de la frontière maritime contestée par la Corée du Nord et la Corée du Sud réalisée par l'auteur*



*Annexe n°5 : Corpus iconographique de propagande nord-coréenne*



**Figure 1** – Affiche présentant un agriculteur avec un recueil intitulé « Techniques agricoles du *Juche* » avec le slogan « Mobilisons toutes les forces afin de nous emparer de l'objectif [de production] de 10 millions de tonnes de grain cette année ! »

Source : Willem van der Bijl Collection

Oeuvre sous droit

**Figure 2** – Paquets de cigarettes commercialisés en Corée du Nord : les paquets (b), (d) et (f) présentent une référence au cheval mythique *Chollima*, qui est aussi l’emblème d’une campagne idéologique du gouvernement lancée dans les années 1990 pour augmenter la production agricole et industrielle nord-coréenne ; sur le paquet (e) est affiché l’emblème de la Corée réunifiée avec le terme « *hana* » qui équivaut au chiffre « un » en coréen.

Source : BONNER, Nicholas, 2017. *Made in North Korea: Graphics from Everyday Life in the DPRK*. New York, NY : Phaidon.



**Figure 3** – Affiche photographiée dans une école élémentaire à Pyongyang avec le slogan « Lançons tous avec puissance une campagne scolaire pour remporter le drapeau rouge de la gloire ! ». Les drapeaux portent les inscriptions suivantes : « Prenons comme modèle la glorieuse jeunesse du grand commandant suprême Kim Il Sung ! » et « Soyons toujours prêts pour notre partie socialiste ! ».

Source : GILLILAND, Clay, 2014. *Political Poster* [en ligne]. [photo]. 23 juin 2014. [Consulté le 6 août 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.flickr.com/photos/26781577@N07/15521752716/>



**Figure 4** – Affiche de propagande anti-Covid-19 avec le slogan « Avec la solidarité de tous les citoyens, réalisons la victoire dans la construction de l'économie et le défi de la prévention de l'épidémie ! » et des drapeaux affichant les expressions « union d'un seul corps » et « régénération autonome ».

Source : naenara.com

*Annexe n°6 : Codebook de l'analyse du code opérationnel des dirigeants politiques grâce au logiciel ProfilerPlus*

<b>Preferences</b>	<b>Index</b>
<b>P-1</b>	% Positive Other Attributions minus % Negative Other Attributions
<b>P-2</b>	Mean Intensity of Other Conflict/Cooperation Transitive Verb Attributions for Scale with Values of -3 = Punish, -2 = Threaten, -1= Oppose/Resist, 0 = Neutral, +1 = Appeal/Support, +2 = Promise, +3 = Reward. Comments: To make the scale's range more comparable to the other indices, the mean is divided by 3.
<b>P-3</b>	1 minus Index of Qualitative Variation (IQV)
<b>P-4</b>	Self Attributions divided by [Self Attributions plus Other Attributions]
<b>P-5</b>	1 minus [Predictability Index multiplied by the Control Over Historical Development Index]
<b>I-1</b>	% Positive Self Attributions minus % Negative Self Attributions
<b>I-2</b>	Mean Intensity of Self Conflict/Cooperation Attributions for Scale with Values of -3 = Punish, -2 = Threaten, -1= Oppose/Resist, 0 = Neutral, +1 = Appeal/Support, +2 = Promise, +3 = Reward. Comments: To make the scale's range more comparable to the other indices, the mean is divided by 3.
<b>I-3</b>	1 minus IQV for self-attributions
<b>I-4a</b>	1 minus Absolute Value of [% Positive Self Attributions minus % Negative Self Attributions]
<b>I-4b</b>	1 minus Absolute Value of [% Words minus % Deeds]
<b>I-5</b>	Percentages for Transitive Verb Categories (Punish, Threaten, Oppose/resist, Appeal/Support, Promise, Reward)

Source : WALKER, Stephen G., SCHAFER, Mark et YOUNG, Michael D., 1998. Systematic Procedures for Operational Code Analysis: Measuring and Modeling Jimmy Carter's Operational Code. *International Studies Quarterly*. 1998. N° 42, pp. 175-190.

*Annexe n°7 : Méthodologie de l'analyse critique du discours élaborée par Fairclough*

<b>Vocabulaire</b>	1. Quelles valeurs expérientielles les mots possèdent-ils ?	<i>Quels mots sont idéologiquement ambivalents ?</i>
		<i>Quelles sont les relations sémantiques idéologiquement importantes entre les mots (synonymie, antonymie, hyponymie) ?</i>
		<i>Y a-t-il des reformulations, réinterprétations ou surinterprétations ?</i>
	2. Quelles valeurs relationnelles les mots possèdent-ils ?	<i>Y a-t-il des euphémismes ?</i>
		<i>Y a-t-il des expressions formelles ou informelles ?</i>
3. Quelles valeurs expressives les mots possèdent-ils ?		
4. Quelles métaphores sont utilisées ?		
<b>Grammaire</b>	1. Quelles valeurs expérientielles les éléments grammaticaux possèdent-ils ?	<i>Comment l'énoncé est-il grammaticalement construit (place du sujet, verbe, type de compléments) ?</i>
		<i>Y a-t-il des mots substantivés ?</i>
		<i>Les énoncés sont-ils actifs ou passifs ?</i>
		<i>Les énoncés sont-ils positifs ou négatifs ?</i>
	2. Quelles valeurs relationnelles les éléments grammaticaux possèdent-ils ?	<i>Quels types d'énoncés sont employés (déclaratif, impératif, interrogatif, exclamatif) ?</i>
		<i>Quels modes et temps verbaux sont employés ?</i>
<i>Les pronoms « nous » et « vous » sont-ils employés, si oui, comment ?</i>		



	3. Quelles valeurs expressives les éléments grammaticaux possèdent-ils ?	
	4. Comment les phrases sont-elles reliées ?	<i>Quels connecteurs logiques sont employés ?</i>
		<i>Les énoncés complexes emploient-ils des propositions de coordination ou de subordination ?</i>
		<i>Y a-t-il des références intertextuelles ou extratextuelles ?</i>
<b>Structures textuelles</b>	1. Quelles conventions interactionnelles sont utilisées ?	
	1. Quelles structures le texte mobilise-t-il à une plus grande échelle ?	<i>Comment le texte est-il organisé (introduction, développement, conclusion) ?</i>
		<i>Le texte appartient-il à un corpus plus large, si oui, lequel ?</i>

Source : FAIRCLOUGH, Norman, 1989. *Language and Power*. London : Longman, pp. 110-111.

*Annexe n°8 : Liste des entretiens effectués par l'auteur*

Entretien du 12 juillet 2018 avec Eric Marzolf, membre du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité de l'ONU de 2010 à 2014, à New York, États-Unis.

Entretien du 3 mai 2019 avec Lee Sang-sook, professeur, Institute of Foreign Affairs and National Security (IFANS), Korea National Diplomatic Academy (KNDA), à Séoul, Corée du Sud.

Entretien du 6 mai 2019 avec Kim Hyun-wook, professeur, directeur général du Département des études américaines de l'Institute of Foreign Affairs and National Security (IFANS), Korea National Diplomatic Academy (KNDA), à Séoul, Corée du Sud.

Entretien du 7 mai 2019 avec Dean Ouellette, professeur, vice-président de l'Institute for Far Eastern Studies de Kyungnam University, à Séoul, Corée du Sud.

Entretien du 15 mai 2019 avec Do Jean, professeur, Konkuk University, Research Center of the Humanities for Unification, à Séoul, Corée du Sud.



# Bibliographie

---

## *Sources nord-coréennes*

DPRK FOREIGN MINISTRY SPOKESMAN, 1992. Ministry Announces Intention to Sign N-Accord. *Foreign Broadcasting Information Service (FBIS)* (trad.). Pyongyang, 7 janvier 1992.

DPRK MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, 2018. Kim Jong Un Visits China. *KCNA Watch* [en ligne]. 20 juin 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1529488831-722055272/kim-jong-un-visits-china/>

DPRK MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, 2019. 조선민주주의인민공화국 외무성 권정근 미국담당 국장 담화 [chosŏnminjujuŭiinmin'gonghwaguk oemusŏng kwŏnjŏnggŭn miguktamdang kukchang tamhwa / Déclaration de Kwon Jung Geun, directeur général du département des États-Unis du ministère des Affaires étrangères de la RPDC]. *DPRK Ministry of Foreign Affairs* [en ligne]. 11 août 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.mfa.gov.kp/kp/press-statement-by-director-general-of-dprk-foreign-ministry/>

JUNG, Jae Yeon, 2012. 외무성비망록 미국의 대조선적대시정책은 조선반도핵문제해결의 기본장애 [oemusŏngbimangnok migugŭi taejosŏnjŏktaesijŏngch'aegŭn chosŏnbandohaengmunjehaegyŏrŭi kibonjang'ae / Mémoire du ministère des Affaires étrangères : la politique hostile des États-Unis vis-à-vis de la RPDC est un obstacle fondamental à la résolution du problème de la dénucléarisation de la péninsule coréenne]. *Minzokilbo* [en ligne]. 1 septembre 2012. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.minzokilbo.com/xo/politics/1670>

KCNA, 1985a. CPRF on Atomic Weapons Deployment in the South. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 17 janvier 1985.

KCNA, 1985b. Foreign Ministry Spokesman on Single UN Entry. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 3 octobre 1985.

KCNA, 1987. Denuclearization called for on Korean Peninsula. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 13 mars 1987.

KCNA, 1988a. CPRF Decries South's Plea for U.S. Pressure. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 23 juin 1988.

KCNA, 1988b. Peace Proposal Communiqué Issued at Joint Meeting. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 8 novembre 1988.

KCNA, 1989a. Foreign Ministry Issues Statement on Afghanistan. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 23 février 1989.

KCNA, 1989b. Position on Nuclear-Free Peninsula Reiterated. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 7 août 1989.

KCNA, 1990a. Foreign Ministry Views DPRK-U.S. Contact. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 8 janvier 1990.

KCNA, 1990b. Foreign Ministry Rejects U.S. Nuclear Demands. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 16 juillet 1990.

KCNA, 1991. Chon In-chol Views Nuclear Issue. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 30 janvier 1991.

KCNA, 1993. Reaction to Nuclear Treaty Withdrawal Continues. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 8 avril 1993.

KCNA, 1994. Ministry Spokesman on North-U.S. Geneva Accord. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 18 novembre 1994.

KCNA, 1998a. Successful launch of first satellite in DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 4 septembre 1998. [Consulté le 23 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452000352-774464396/successful-launch-of-first-satellite-in-dprk/>

KCNA, 1998b. We can no longer pin our hope only on agreement. *KCNA Watch* [en ligne]. 10 octobre 1998. [Consulté le 12 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452000134-97125389/we-can-no-longer-pin-our-hope-only-on-agreement/>

KCNA, 1998c. KPA will answer U.S. aggression forces' challenge with annihilating blow - Statement of KPA general staff spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 décembre 1998. [Consulté le 9 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452000125-994443500/kpa-will-answer-u-s-aggression-forceschallenge-with-annihilating-blow-statement-of-kpa-general-staff-spokesman/>

KCNA, 1998d. 미침략군의 도전에 섬멸적인 타격으로 대답 - 조선인민군 총참모부 대변인 성명 [mich'imnyakkunŭi tojŏne sŏmmyŏlchŏgin t'agyŏgŭro taedap chosŏninmingun

ch'ongch'ammobu taebŏnin sŏngmyŏng / Face à l'invasion militaire américaine, une réponse par frappe visant à une destruction totale – Déclaration du porte-parole du chef d'État-major des armées]. *KCNA* [en ligne]. 2 décembre 1998. [Consulté le 8 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/item2/1998/9812/news12/02.htm#1>

KCNA, 1999. 유엔총회 제 54 차회의에서 한 백남순외무상 연설 [yuench'onghoe chesipsach'ahoeüiesŏ han baek namsunoemusang yŏnsŏl / Discours de Paik Nam Soon, ministre des Affaires étrangères, lors de la 54e session de l'Assemblée générale des Nations unies]. *KCNA Watch* [en ligne]. 27 septembre 1999. [Consulté le 14 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451908554-87696575/유엔총회%3%80%80 제 5 4 차회의에서%3%80%80 한%3%80%80 백남순외무상/>

KCNA, 2000a. 미사일발사림시중지문제를 고려하지 않을 수 없다 - 외무성대변인 [missailbalsarimshijungjimunjŕul koryŏhaji anŭl su ŏpta oemusŏngdaebyŏnin / La question de la suspension temporaire des tirs de missiles est inévitable – Porte-parole du ministère des Affaires étrangères]. *KCNA Watch* [en ligne]. 22 janvier 2000. [Consulté le 16 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451909078-427357571/미사일발사림시중지문제를%3%80%80 고려하지%3%80%80 않을수%3%80%80/>

KCNA, 2000b. 백남순외무상 로씨야외무상의 조선방문관련 서면인터뷰 발표 [paengnamsunoemusang rossiyaodemusang'ui chosŏnbangmungwallyŏn sŏmyŏnint'ŏbyu palp'yo / Interview entre le ministre des Affaires étrangères Paik Nam Soon et son homologue russe lors d'une visite en Corée du Nord]. *KCNA Watch* [en ligne]. 12 février 2000. [Consulté le 13 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451909115-830115756/백남순외무상%3%80%80 로씨야외무상의%3%80%80 조선방문관련%3%80%80/>

KCNA, 2001a. 미국의 그 어떤 대조선정책에도 준비되어 있다 -외무성대변인 [migugŭi kŭ ŏttŏn taejosŏnjŏngch'aegedo chunbidoeyŏ itta oemusŏngdaebyŏnin / Qu'importe la politique américaine contre la Corée du Nord, nous sommes prêts – Porte-parole du ministère des Affaires étrangères]. *KCNA Watch* [en ligne]. 22 février 2001. [Consulté le 14 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451909907-884115972/미국의%3%80%80 그%3%80%80 어떤%3%80%80 대조선정책에도%3%80%80 준비되어%3%80%80/>

KCNA, 2001b. 조선외무성대변인 미행정부의 <대화재개제안>에 대한 공화국의 립장 천명 [chosŏnoemusŏngdaebyŏnin mihaengjŏngbuüi taehwajaegaejeane taehan konghwagugŭi ripchang ch'ŏnmyŏng / Porte-parole du ministère des Affaires étrangères : Déclaration de la position de la RPDC concernant la « proposition de reprise du dialogue » de

l'administration américaine.], *KCNA Watch* [en ligne]. 18 juin 2001. [Consulté le 13 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/?p=11>

KCNA, 2001c. KCNA on U.S.-proposed resumption of DPRK-U.S. negotiations. *KCNA Watch* [en ligne]. 28 juin 2001. [Consulté le 15 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452002540-89981502/kcna-on-u-s-proposed-resumption-of-dprk-u-s-negotiations/>

KCNA, 2001d. Answers given by Kim Jong Il to questions raised by Itar-Tass. *KCNA Watch* [en ligne]. 27 juillet 2001. [Consulté le 16 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452002484-563872181/answers-given-by-kim-jong-il-to-questions-raised-by-itar-tass/>

KCNA, 2001e. 김정일총비서께서 로씨야 이따르 – 따쓰통신사가 제기한 질문에 주신 대답 [Kim Chõngilch'ongbisõkkesõ rossiya ittarõt'tassõt'ongshinsaga chegihan chilmune chushin taedap / Réponses données par le premier secrétaire général Kim Jong Il lors d'un interview avec l'agence de presse russe *Itar-Tass*]. *KCNA Watch* [en ligne]. 27 juillet 2001. [Consulté le 16 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451909752-891902115/김정일총비서께서%E3%80%80 로씨야%E3%80%80 이따르 – 따쓰통신사/>

KCNA, 2001f. Premier : N-S Talks Depend on South Attitude. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 8 septembre 2001.

KCNA, 2001g. 대통령의 체모에 어울리지 않는 부쉬의 경솔한 언동 - 조선외무성대변인 [taet'ongnyõng'üi ch'emoe õulliji anhnün puswiüi kyõngsolhan õndong - Chosõnoemusõngdaebyõnin / Les paroles et les actions irréflechies de Bush ne correspondent à la posture d'un président – Porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la RPDC]. *KCNA Watch* [en ligne]. 23 octobre 2001. [Consulté le 15 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451910107-803252539/대통령의%E3%80%80 체모에%E3%80%80 어울리지%E3%80%80 않는% E3%80%80 부쉬의%E3%80%80 경/>

KCNA, 2002a. 우리 체제에 대한 부쉬의 망발은 우리와의 대화부정선언 - 조선외무성대변인 담화 [uri ch'ejee taehan puswiüi mangbarün uriwaüi taehwabujõngsõnõn - chosõnoemusõngdaebyõnin tamhwa / Les propos déplacés de Bush vis-à-vis de notre système démontrent un rejet de tout dialogue avec nous – Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC]. *KCNA Watch* [en ligne]. 22 février 2002. [Consulté le 7 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451910408-733622733/우리%E3%80%80 체제에%E3%80%80 대한%E3%80%80 부쉬의%E3%80%80 망발은%E3%80%80 우리와의/>

KCNA, 2002b. DPRK-Japan Pyongyang declaration published. *KCNA Watch* [en ligne]. 17 septembre 2002. [Consulté le 14 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003356-981344588/dprk-japan-pyongyang-declaration-published/>

KCNA, 2002c. 조미사이의 불가침조약체결이 핵문제해결의 합리적이고 현실적인 방도 - 조선외무성 대변인 [chomisaiüi pulkach'imjoyakch'egyöri haengmunjehaegyöri haprijögigo hyönsilchögin pangdo chosönoemusöng taeböyin /La conclusion d'un pacte de non-agression entre la RPDC et les États-Unis est une manière raisonnable et réaliste de résoudre la question nucléaire – Porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la RPDC]. *KCNA* [en ligne]. 24 octobre 2002. [Consulté le 16 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/item2/2002/200210/news10/25.htm#2>

KCNA, 2002d. U.S. deceptive remarks about missile threat from DPRK refuted. *KCNA Watch* [en ligne]. 12 novembre 2002. [Consulté le 5 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003243-52638768/u-s-deceptive-remarks-about-missile-threat-from-dprk-refuted/>

KCNA, 2002e. DPRK Gov't to immediately resume operation and constr. of its nuclear facilities. *KCNA Watch* [en ligne]. 13 décembre 2002. [Consulté le 14 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003497-804473735/dprk-govt-to-immediately-resume-operation-and-constr-of-its-nuclear-facilities/>

KCNA, 2003a. Statement of DPRK Government on its withdrawal from NPT. *KCNA Watch* [en ligne]. 10 janvier 2003. [Consulté le 22 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003631-225477096/statement-of-dprk-government-on-its-withdrawal-from-npt/>

KCNA, 2003b. 조선정부성명 핵무기전파방지조약에서 탈퇴 [chosönjöngbusöngmyöng haengmugijönp'abangijjoyagesö t'alt'oe / Déclaration de retrait du TNP du gouvernement de la RPDC]. *KCNA* [en ligne]. 10 janvier 2003. [Consulté le 21 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2003/01/01-11/2003-01-11-001.htm>

KCNA, 2003c. 조선외무성 대변인 미국의 <대화>설은 기만극 [chosönoemusöng taeböyin migugüi taehwasörun kimangük / Porte-parole du ministère des Affaires étrangères : le prétendu « dialogue » des États-Unis est une farce]. *KCNA* [en ligne]. 15 janvier 2003. [Consulté le 21 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2003/01/01-16/2003-01-16-001.htm>

KCNA, 2003d. DPRK FM spokesman on U.S. rumor about dialogue. *KCNA Watch* [en ligne]. 16 janvier 2003. [Consulté le 13 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003865-789829488/dprk-fm-spokesman-on-u-s-rumor-about-dialogue/>



KCNA, 2003e. 조선중앙통신 론평 국제원자력기구의 부당한 처사 [chosŏnjung'angt'ongsin ronp'yŏng kukchewŏnjaryŏkkiguŭi pudanghan ch'ŏsa / Commentaire de la KCNA sur les mesures injustes de l'AIEA]. *KCNA* [en ligne]. 16 janvier 2003. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2003/01/01-17/2003-01-17-004.htm>

KCNA, 2003f. KCNA « Detailed Report » Explains NPT Withdrawal [FBIS Translated Text]. *Federation of American Scientists* [en ligne]. 22 janvier 2003. Disponible à l'adresse : <https://fas.org/nuke/guide/dprk/nuke/dprk012203.html>

KCNA, 2003g. KCNA detailed report on circumstances of DPRK's withdrawal from NPT. *KCNA* [en ligne]. 22 janvier 2003. [Consulté le 21 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/item/2003/200301/news01/23.htm#1>

KCNA, 2003h. 조선중앙통신사 상보 조선반도의 비핵화과정을 파탄시킨 미국을 고발 [Chosŏnjung'angt'ongsinsa sangbo chosŏnbandoŭi pihakhwagwajŏng'ŭl p'at'ansik'in migugŭl kobal / Un rapport de la KCNA accuse les États-Unis de chercher à faire échouer le processus de dénucléarisation de la péninsule coréenne]. *KCNA* [en ligne]. 13 mai 2003. [Consulté le 16 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2003/05/05-13/2003-05-13-001.html>

KCNA, 2003i. 로동신문 조미뉴욕공동성명발표 10 년, 미국의 일방주의적행위로 최악의 사태 [rodongsinmun chominyuyokkongsŏngmyŏngbalp'yo sipnyŏn, migugŭi ilpangjuŭjŏkhaeng'wiro ch'oeagŭi sat'ae / Rodong Sinmun, la situation est au plus mal dix ans après la signature de la déclaration conjointe de la RPDC et des États-Unis en raison des actions unilatérales américaines]. *KCNA* [en ligne]. 12 juin 2003. [Consulté le 14 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2003/06/06-12/2003-06-12-004.html>

KCNA, 2003j. DPRK to put spurs to increasing its nuclear deterrent force for self-defence. *KCNA Watch* [en ligne]. 19 juin 2003. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003702-421866391/dprk-to-put-spurs-to-increasing-its-nuclear-deterrent-force-for-self-defence/>

KCNA, 2003k. 조미사이의 핵문제에 관한 6 자회담 개최 - 조선측 일괄타결도식과 동시행동순서 제시 [chomisaiŭi haengmunjee kwanhan ryukchahoedam kaech'oe - chosŏnch'ŭk ilkwalt'agyŏltosikkwa tongsihaengdongsunŏ chesi / Organisation des Pourparlers à six à propos de la question nucléaire entre la RPDC et les États-Unis - Proposition nord-coréenne d'un terrain d'entente avec un schéma d'actions simultanées]. *KCNA Watch* [en ligne]. 30 août 2003. [Consulté le 13 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451912027-598484040/조미사이의%E3%80%80 핵문제에%E3%80%80 관한%E3%80%80 6 자회담%E3%80%80 개최 - />

KCNA, 2004a. DPRK to Take Decisive Countermeasure for Self-Defence. *KCNA Watch* [en ligne]. 1 avril 2004. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452004743-1726272/dprk-to-take-decisive-countermeasure-for-self-defence/>

KCNA, 2004b. 외무성대변인 미국의 이지스구축함배비에 결정적인 자위적대응조치 [oemusöngdaebyönin migugüi ijisüguch'ukhambaebie kyölichöngjögin chawijöktaeüngjoch'i / Porte-parole du ministère des Affaires étrangères : contre-mesure d'autodéfense décisive face au déploiement du système de combat américain Aegis]. *KCNA Watch* [en ligne]. 1 avril 2004. [Consulté le 16 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451912136-407381268/외무성대변인-미국의-이지스구축함배비에-결정적/>

KCNA, 2004c. 조선외무성대변인 공화국을 모함하는 미국부대통령 체이니의 망발을 규탄 [chosönoemusöngdaebyönin konghwagugül mohamhanün migukpudaet'ongnyöng ch'einiüi mangbarül kyut'an / Porte-parole du ministère des Affaires étrangères : condamnation des propos déplacés et diffamatoires du vice-président américain D. Cheney à propos de la RPDC]. *KCNA Watch* [en ligne]. 19 avril 2004. [Consulté le 16 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451913289-855919403/조선외무성대변인-공화국을-모함하는-미국부대통/>

KCNA, 2004d. DPRK Foreign Ministry Spokesman Blasts Bush's Reckless Remarks. *KCNA Watch* [en ligne]. 24 août 2004. [Consulté le 6 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452004155-88545720/dprk-foreign-ministry-spokesman-blasts-bushs-reckless-remarks/>

KCNA, 2004e. Conclusion of non-aggression treaty between DPRK and U.S. called for. *KCNA Watch* [en ligne]. 25 octobre 2004. [Consulté le 2 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452003339-575177775/conclusion-of-non-aggression-treaty-between-dprk-and-u-s-called-for/>

KCNA, 2004f. 평화옹호위 대변인 미국의 신형미사일 배비계획을 규탄 [p'yönghwaonghowi taebönin migugüi shinhyöngmissail paebigyehoekül kyut'an / Porte-parole pour la préservation de la paix : condamnation des projets de déploiement de missiles américains nouvelle génération]. *KCNA Watch* [en ligne]. 30 décembre 2004. [Consulté le 16 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451912195-329513774/평화옹호위-대변인-미국의-신형미사일-배비계획을/>

KCNA, 2005a. 조선외무성대변인 담화 2 기 부쉬 행정부의 대조선정책에 맞게 대응하려 한다 [chosönoemusöngdaebyönin tamhwa igi puswi haengjöngbuüi taejosönjöngch'aeye matke taeüngharyö handa / Déclaration du porte-parole du ministère des Affaires étrangères nord-coréen : nous allons répondre de manière équivalente à la politique contre la Corée du Nord menée par la seconde administration Bush]. *KCNA* [en ligne]. 8 janvier 2005.

[Consulté le 23 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2005/01/01-11/2005-01-11-001.html>

KCNA, 2005b. DPRK FM on Its Stand to Suspend Its Participation in Six-party Talks for Indefinite Period. *KCNA Watch* [en ligne]. 11 février 2005. [Consulté le 7 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452005410-802594470/dprk-fm-on-its-stand-to-suspend-its-participation-in-six-party-talks-for-indefinite-period/>

KCNA, 2005c. Memorandum of DPRK Foreign Ministry. *KCNA Watch* [en ligne]. 4 mars 2005. [Consulté le 22 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452005008-914741129/memorandum-of-dprk-foreign-ministry/>

KCNA, 2005d. 조선외무성 비망록 [chosŏnoemusŏng pimangnok / Mémorandum du ministère des Affaires étrangères]. *KCNA Watch* [en ligne]. 4 mars 2005. [Consulté le 22 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/>

KCNA, 2005e. U.S.-Japan Conspiracy for Aggression of Korea Flailed. *KCNA Watch* [en ligne]. 1 août 2005. [Consulté le 24 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1452005241-901791993/u-s-japan-conspiracy-for-aggression-of-korea-flailed/>

KCNA, 2006a. 조선대표 핵군축에 관한 특별위원회 수립 지지 [chosŏndaep'yo haekkunch'uge kwanhan t'ŭkpyŏrwiwŏnhoe surip chiji / Soutien à la création d'un comité spécial sur le désarmement nucléaire]. *KCNA* [en ligne]. 11 mars 2006. [Consulté le 7 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2006/03/03-11/2006-0311-004.html>

KCNA, 2006b. 외무성대변인 미사일발사는 정상 군사훈련의 일환 [oemusŏngdaebyŏnin missailpalsanŭn chŏngsang kunsahullyŏnŭi ilhwan / Porte-parole du ministère des Affaires étrangères : les tirs de missiles font partie des exercices militaires habituels]. *KCNA Watch* [en ligne]. 7 juillet 2006. [Consulté le 13 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451915113-686388578/외무성대변인-미사일발사는-정상-군사훈련의-일환/>

KCNA, 2006c. 조선외무성 성명 유엔안보리 《결의》를 전면배격 [Chosŏnoemusŏng sŏngmyŏng yuenanbori kyŏrŭirŭl chŏnmyŏnbaegyŏk / Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC : rejet des « sanctions » du Conseil de sécurité de l'ONU]. *KCNA Watch* [en ligne]. 18 juillet 2006. [Consulté le 13 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451914921-773752807/조선외무성-성명-유엔안보리-《결의》를-전면배격/>

KCNA, 2006d. National Meeting Marks Day of Victory in War. *KCNA Watch* [en ligne]. 27 juillet 2006. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse :

<https://kcnawatch.org/newstream/1451884613-29163034/national-meeting-marks-day-of-victory-in-war>

KCNA, 2006e. 조선외무성 성명 자위적전쟁억제력 새 조치, 앞으로 핵시험을 하게 된다 [Chosŏnoemusŏng sŏngmyŏng chawijŏkchŏnjaeng'ŏkcheryŏk sae choch'i, apŭro haeksihŏmŭl hage toenda / Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC : nouvelles mesures relatives au forces de dissuasion et d'autodéfense, nouvel essai nucléaire prévu]. *KCNA Watch* [en ligne]. 4 octobre 2006. [Consulté le 13 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451914795-124771950/조선외무성-성명-자위적전쟁억제력-새-조치앞으로/>

KCNA, 2006f. 지하핵시험 성공 [chihahaeksihŏm sŏnggong / Succès d'un essai nucléaire souterrain]. *KCNA Watch* [en ligne]. 10 octobre 2006. [Consulté le 13 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451914750-479567780/지하핵시험-성공/>

KCNA, 2006g. DPRK Foreign Ministry Spokesman Totally Refutes UNSC « Resolution ». *KCNA Watch* [en ligne]. 18 octobre 2006. [Consulté le 18 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451884537-32902936/dprk-foreign-ministry-spokesman-totally-refutes-uns-resolution/>

KCNA, 2007a. True Way to Self-defensive Military Power. *KCNA Watch* [en ligne]. 29 janvier 2007. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1565258172-868231704/true-way-to-self-defensive-military-power/>

KCNA, 2007b. 자위적국방의 참된 길 [chawijŏkkukpang'ŭi ch'amdoen kil / Le vrai chemin vers une défense nationale autonome]. *KCNA Watch* [en ligne]. 29 janvier 2007. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1565258522-71427933/자위적국방의-참된-길/>

KCNA, 2007c. KPA Proposes Talks between DPRK and U.S. Militaries. *KCNA Watch* [en ligne]. 14 juillet 2007. [Consulté le 5 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451884930-311864357/kpa-proposes-talks-between-dprk-and-u-s-militaries/>

KCNA, 2008a. KPA to Counter with Its Positive Retaliatory Blows Any Attempt to Stifle DPRK by Force of Arms. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 mars 2008. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451886296-979810360/kpa-to-counter-with-its-positive-retaliatory-blows-any-attempt-to-stifle-dprk-by-force-of-arms/>

KCNA, 2008b. U.S. Anti-DPRK Confrontation Moves Assailed. *KCNA Watch* [en ligne]. 26 mars 2008. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse :

<https://kcnawatch.org/newstream/1451886499-516575095/u-s-anti-dprk-confrontation-moves-assailed/>

KCNA, 2008c. Crimes Committed by Lee Myung Bak Group during 100 Days of Their Office Brought to Light. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 juin 2008. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451886552-196812828/crimes-committed-by-lee-myung-bak-group-during-100-days-of-their-office-brought-to-light/>

KCNA, 2008d. DPRK Foreign Ministry Spokesman on Implementation of Agreement Adopted by Six-Party Talks. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 juillet 2008. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451886254-767369914/dprk-foreign-ministry-spokesman-on-implementation-of-agreement-adopted-by-six-party-talks/>

KCNA, 2008e. 조선외무성 군사연습에 실천적조치를 취해나갈것이다 [chosŏnoemusŏng kunsayŏnsŭbe silch'ŏnjŏkchoch'irŭl ch'wihagalkŏsida / Le ministère des affaires étrangères de la RPDC prendra des mesures pratiques concernant les exercices militaires]. *KCNA* [en ligne]. 21 août 2008. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2008/08/08-21/2008-0820-013.html>

KCNA, 2008f. 군사회담 북측 북남전면차단을 포함한 중대결단이 실행될것이다 [kunsahoedam pukch'ŭk punnamjŏnmyŏnch'adanŭl p'ohamhan chungdaegyŏltani silhaengdoelkŏsida / Des décisions importantes vont être mises en œuvre, y compris le blocage des pourparlers militaires entre la Corée du Nord et la Corée du Sud]. *KCNA Watch* [en ligne]. 29 octobre 2008. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451992656-363899469/군사회담-북측-북남전면차단을-포함한-중대결단이/>

KCNA, 2009a. DPRK Foreign Ministry's Spokesman Dismisses U.S. Wrong Assertion. *KCNA Watch* [en ligne]. 13 janvier 2009. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451888235-271243431/dprk-foreign-ministrys-spokesman-dismisses-u-s-wrong-assertion/>

KCNA, 2009b. Principled Stand of KPA to Defend Socialist Country as Firm as Iron Wall Clarified. *KCNA Watch* [en ligne]. 17 janvier 2009. [Consulté le 9 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451888110-815686876/principled-stand-of-kpa-to-defend-socialist-country-as-firm-as-iron-wall-clarified/>

KCNA, 2009c. Immediate Halt to Moves for War of Aggression against DPRK Demanded. *KCNA Watch* [en ligne]. 23 janvier 2009. [Consulté le 8 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451887952-186339498/immediate-halt-to-moves-for-war-of-aggression-against-dprk-demanded/>

KCNA, 2009d. 총참모부 대변인 남조선은 조선반도핵문제에 끼여들 자격 없다 [ch'ongch'ammobu taebyōnin namjosōnūn chosōnbandohaengmunjee kkiyōdūl chagyōk ōpta / Porte-parole du chef d'État-major des armées : la Corée du sud n'a pas le droit d'intervenir sur la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne]. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 février 2009. [Consulté le 19 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451993458-249333485/총참모부-대변인-남조선은-조선반도핵문제에-끼여/>

KCNA, 2009e. 조평통 리명박의 핵, 미사일발언은 반민족적망발 [chop'yōngt'ong Ri Myōngbagūi haek, missailbarōnūn panminjokchōngmangbal / Comité pour la réunification pacifique de la patrie : les propos de Lee Myung-bak concernant le nucléaire et les missiles sont antipatriotiques]. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 mars 2009. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451993489-8895455/조평통-리명박의-핵미사일발언은-반민족적망발/>

KCNA, 2009f. DPRK Foreign Ministry Vehemently Refutes UNSC's « Presidential Statement ». *KCNA Watch* [en ligne]. 14 avril 2009. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451886844-302374302/dprk-foreign-ministry-vehemently-refutes-unscs-presidential-statement/>

KCNA, 2009g. 조선외무성 성명 《6 자회담은 필요없게 되었다》 - 안보리 의장성명 [chosōnoemusōng sōngmyōng ryukchahoedamūn p'iryōpke toeyōtta anbori ūijangsōngmyōng / / Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC : « Les Pourparler à six ne sont plus d'aucune utilité ». *KCNA Watch* [en ligne]. 14 avril 2009. [Consulté le 18 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451993228-873156084/조선외무성-성명-《6 자회담은-필요없게-되었다》/>

KCNA, 2009h. 조선외무성 안보리도발에는 더 이상의 자위적조치 [chosōnoemusōng anboridobarenūn tōisang'ūi chawijōkchoch'i / Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC : face aux provocations du Conseil de sécurité, encore plus de mesures d'autodéfense]. *KCNA Watch* [en ligne]. 29 mai 2009. [Consulté le 8 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451993442-533854550/조선외무성-안보리도발에는-더이상의-자위적조치/>

KCNA, 2009i. KCNA Report on New Successful Underground Nuclear Test. *KCNA Watch* [en ligne]. 25 septembre 2009. [Consulté le 19 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451888251-399764254/kcna-report-on-new-successful-underground-nuclear-test/>

KCNA, 2010a. Foreign Ministry Issues Memorandum on N-Issue. *KCNA Watch* [en ligne]. 21 avril 2010. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse :

<https://kcnawatch.org/newstream/1451888769-800819191/foreign-ministry-issues-memorandum-on-n-issue/>

KCNA, 2010b. Korean People Boast of Strong Army. *KCNA Watch* [en ligne]. 24 avril 2010. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451888375-357615097/korean-people-boast-of-strong-army/>

KCNA, 2010c. 국방위원회 성명 군사연습에 《핵억제력에 기초한 보복성전》 [kukpang'wiwŏnhoe sŏngmyŏng kunsayŏnsŭbe haegŏkcheryŏge kich'ohan poboksŏngjŏn / Déclaration de la Commission de défense nationale : « une guerre sainte basée sur une force de dissuasion nucléaire en représailles » face aux exercices militaires]. *KCNA* [en ligne]. 24 juillet 2010. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2010/07/07-24/2010-0724-004.html>

KCNA, 2010d. 평화옹호위 미제와 남조선의 전쟁모의는 선전포고와 같다 [p'yŏnghwaonghowi mijewa namjosŏnŭi chŏnjaengmoŭinŭn sŏnjŏnp'ogowa katta / Comité national pour la défense de la paix : les complots de guerre des impérialistes américains et de la Corée du Nord ressemblent à une déclaration de guerre]. *KCNA* [en ligne]. 11 décembre 2010. [Consulté le 21 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2010/12/12-11/2010-1211-012.html>

KCNA, 2011a. 조선외무성 6 자회담에서 우라늄농축문제론의 반대하지 않다 [Chosŏnoemusŏng ryukchahoedamesŏ uraniumnongch'unngmunjeronŭi pandaehaji anhta / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : aucune opposition à la question de l'enrichissement de l'uranium dans le cadre des Pourparlers à six]. *KCNA* [en ligne]. 15 mars 2011. [Consulté le 12 février 2011]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2011/03/03-15/2011-0315-018.html>

KCNA, 2011b. 조선외무성 리비아에 대한 미국의 군사적공격을 단죄 [chosŏnoemusŏng ribiaea taehan migugŭi kunsajŏkkonggyŏgŭl tanjoe / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : condamnation de l'attaque des États-Unis contre la Libye]. *KCNA* [en ligne]. 23 mars 2011. [Consulté le 12 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2011/03/03-22/2011-0322-037.html>

KCNA, 2011c. 김정은동지의 령도따라 최후승리를 이룩할 열의에 넘쳐있는 인민들 [Kim Jŏng'undongjiŭi ryŏngdottara ch'oehusŏngnirŭl irukhal yŏrŭie nŏmch'yŏitnŭn inmindŭl]. *KCNA* [en ligne]. 19 novembre 2011. [Consulté le 12 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2011/12/12-19/2011-1219-038.html>

KCNA, 2011d. 우리에게는 존경하는 김정은동지께서 계신다 [uriegenŭn chongyŏnghanŭn Kim Jŏng'undongjikkesŏ kyesinda / Le respecté camarade Kim Jong Un est avec nous]. *KCNA* [en ligne]. 19 novembre 2011. [Consulté le 12 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2011/12/12-19/2011-1219-039.html>

KCNA, 2012a. 조평통 백서 리명박역적패당 반통일대결정책 폭로 [chop'yōngt'ong paeksō rimyōngbakyōkchōkp'aedang pant'ongiltaegyōlchōngch'aek p'ongno / Le livre blanc du comité pour la réunification pacifique de la patrie révèle la politique anti-réunification du traître Lee Myung-bak]. *KCNA Watch* [en ligne]. 12 janvier 2012. [Consulté le 7 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/?p=11>

KCNA, 2012b. 조선외무성 조미회담에 대한 합의사항 언급 [Chosōnoemusōng chomihodame taehan habūisahang ōngūp / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : accord sur une réunion entre la Corée du Nord et les États-Unis]. *KCNA* [en ligne]. 29 février 2012. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2012/02/02-29/2012-0229-039.html>

KCNA, 2012c. 조선우주공간기술위 4 월에 《광명성-3》호 발사 [chosōnujugonggangisurwi sawōre kwangmyōngsōng-samho palsa / Le Comité coréen de la technologie spatiale annonce le lancement du Kwangmyongsong-3 en avril prochain]. *KCNA* [en ligne]. 16 mars 2012. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2012/03/03-16/2012-0316-007.html>

KCNA, 2012d. 조선외무성 미국의 평화적위성발사에 대한 이중기준 적용 비난 [chosōnoemusōng migugūi p'yōnghwajōgwisōngbalsae taehan ijunggijun chōgyong pinan / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : Critique de l'application de doubles standards par les États-Unis à propos du lancement pacifique d'un satellite]. *KCNA* [en ligne]. 27 mars 2012. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2012/03/03-27/2012-0327-020.html>

KCNA, 2012e. 지구관측위성 《광명성-3》호 궤도진입 성공하지 못하였다 [chigugwanch'ūgwisōng kwangmyōngsōng-samho kwedojinip sōnggonghaji mothayōtta / Le satellite d'observation Kwangmyongsong-3 a échoué à entrer en orbite]. *KCNA* [en ligne]. 13 avril 2012. [Consulté le 26 février 2002]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2012/04/04-13/2012-0413-005.html>

KCNA, 2012f. DPRK NDC Clarifies Its Principled Stand to U.S., S. Korea's Anti-DPRK Terrorism. *KCNA Watch* [en ligne]. 29 juillet 2012. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451892637-837626232/dprk-ndc-clarifies-its-principled-stand-to-u-s-s-koreas-anti-dprk-terrorism/>

KCNA, 2012g. DPRK FM Memorandum Terms U.S. Hostile Policy towards DPRK Main Obstacle in Resolving Nuclear Issue. *KCNA Watch* [en ligne]. 31 août 2012. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451899878-39520168/dprk-fm-memorandum-terms-u-s-hostile-policy-towards-dprk-main-obstacle-in-resolving-nuclear-issue/>

KCNA, 2012h. 조선외무성 비망록 미국의 적대시정책은 핵문제해결의 기본장에 [chosōnoemusōng pimangnok migugūi chōktaeshijōngch'aekūn haengmunjehaegyōrūi kibonjangae / Selon le mémorandum du ministère des Affaires étrangères de la RPDC, la



politique hostile des États-Unis constitue l'obstacle fondamental à la résolution de la question du nucléaire]. *KCNA Watch* [en ligne]. 31 août 2012. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/>

KCNA, 2013a. 조선정부 주체조선의 첫 수소탄시험 완전성공 [chosŏnjŏngbu chuch'ejosŏnŭi ch'ŏt susot'ansihŏm wanjŏnsŏnggong / Succès total pour du gouvernement de la RPDC avec le premier essai nucléaire d'une bombe à hydrogène du *Juche*]. *KCNA* [en ligne]. 6 janvier 2013. [Consulté le 15 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/01/01-06/2016-0106-011.html>

KCNA, 2013b. DPRK Refutes UNSC's « Resolution » Pulling Up DPRK over Its Satellite Launch. *KCNA Watch* [en ligne]. 23 janvier 2013. [Consulté le 25 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895796-862386454/dprk-refutes-unscs-resolution-pulling-up-dprk-over-its-satellite-launch/>

KCNA, 2013c. DPRK NDC Issues Statement Refuting UNSC Resolution. *KCNA Watch* [en ligne]. 24 janvier 2013. [Consulté le 25 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895911-877730651/dprk-ndc-issues-statement-refuting-unsc-resolution/>

KCNA, 2013d. 조선국방위 나라의 자주권을 수호하기 위한 전면대결전에 나설것 [chosŏngukpang'wi naraŭi chajugwŏnŭl suhohagi wihan chŏnmyŏndaegyŏlchŏne nasŏlkŏt / Le ministère de la Défense de la RPDC va recourir à des mesures drastiques afin de sauvegarder l'indépendance du pays]. *KCNA* [en ligne]. 24 janvier 2013. [Consulté le 15 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/01/01-24/2013-0124-010.html>

KCNA, 2013e. DPRK FM Statement Distributed as Official Document at UNSC. *KCNA Watch* [en ligne]. 25 janvier 2013. [Consulté le 25 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895908-977574289/dprk-fm-statement-distributed-as-official-document-at-unsc/>

KCNA, 2013f. 조선외무성 핵선제타격권리 행사하게 될것이다 [chosŏnoemusŏng haeksŏnjet'agyŏkkwŏlli haengsahage toelkŏsida / Ministère des Affaires étrangères va exercer son droit à une frappe préemptive]. *KCNA* [en ligne]. 7 février 2013. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/03/03-07/2013-0307-025.html>

KCNA, 2013g. Spokesman for DPRK Foreign Ministry Urges U.S. to Choose between Two Options. *KCNA Watch* [en ligne]. 12 février 2013. [Consulté le 25 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451900654-611521710/spokesman-for-dprk-foreign-ministry-urges-u-s-to-choose-between-two-options/>

KCNA, 2013h. Chief of KPA Panmunjom Mission Sends Telephone Message to U.S. Forces Commander in S. Korea. *KCNA Watch* [en ligne]. 23 février 2013.

[Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451896111-489300932/chief-of-kpa-panmunjom-mission-sends-telephone-message-to-u-s-forces-commander-in-s-korea/>

KCNA, 2013i. DPRK's Nuclear Test Was Decisive Measure against U.S. Hostility: DPRK Delegate. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 mars 2013. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451896075-77780811/dprks-nuclear-test-was-decisive-measure-against-u-s-hostility-dprk-delegate/>

KCNA, 2013j. Spokesman for Supreme Command of KPA Clarifies Important Measures to Be Taken by It. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 mars 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895555-935842349/spokesman-for-supreme-command-of-kpa-clarifies-important-measures-to-be-taken-by-it/>

KCNA, 2013k. Second Korean War Is Unavoidable: DPRK FM Spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 7 mars 2013. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895695-237189903/second-korean-war-is-unavoidable-dprk-fm-spokesman/>

KCNA, 2013l. North-South Relations Have Been Put at State of War: Special Statement of DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 30 mars 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895968-222257477/north-south-relations-have-been-put-at-state-of-war-special-statement-of-dprk/>

KCNA, 2013m. 조선정부, 정당, 단체 선군조선의 본때 맛보게 될것 강조 [chosŏnjŏngbu, chŏngdang, tanch'e sŏngunjosŏnŭi ponttae matpoge toelkŏt kangjo / Le gouvernement, le parti et les organisations de la RPDC vont donner un aperçu de la Corée *songun*]. *KCNA* [en ligne]. 30 mars 2013. [Consulté le 4 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/03/03-30/2013-0330-007.html>

KCNA, 2013n. 조선로동당 중앙위 2013년 3월전원회의 [chosŏllodongdang chung'ang'wi ich'ŏnsipsamnyŏn samwŏlchŏnwŏnhoeŭi / Réunion plénière du Comité central du Parti de Corée en mars 2013]. *KCNA* [en ligne]. 31 mars 2013. [Consulté le 4 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/03/03-31/2013-0331-024.html>

KCNA, 2013o. DPRK SPA Decides to Set Up State Space Development Bureau. *KCNA* [en ligne]. 1 avril 2013. [Consulté le 7 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.kcna.co.jp/item/2013/201304/news01/20130401-18ee.html>

KCNA, 2013p. Law on Consolidating Position of Nuclear Weapons State Adopted. *KCNA Watch* [en ligne]. 1 avril 2013. [Consulté le 4 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451896124-739013370/law-on-consolidating-position-of-nuclear-weapons-state-adopted/>

KCNA, 2013q. 자위적핵보유국의 지위를 더욱 공고히 할데 대한 법 채택 [chawijökhækpoyugugüi chiwirül töuk konggohi halte taehan pöp ch'aet'aek / Adoption d'une loi pour la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires d'autodéfense]. *KCNA* [en ligne]. 1 avril 2013. [Consulté le 4 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/04/04-01/2013-0401-030.html>

KCNA, 2013r. New Strategic Line, Succession of Line of Simultaneously Developing Economy and Defense. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 avril 2013. [Consulté le 13 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451900733-853575208/new-strategic-line-succession-of-line-of-simultaneously-developing-economy-and-defense/>

KCNA, 2013s. 조선원자력총국 현존 핵시설들의 용도 조절변경 언급 [Chosönwönjaryökch'ongguk hyönjon hæksisöltürüi yongdo chojölpyöngyöng öngüp / Modifications de l'emploi des installations nucléaires existantes par l'Administration générale de l'énergie atomique de la RPDC]. *KCNA* [en ligne]. 2 avril 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/04/04-02/2013-0402-020.html>

KCNA, 2013t. 조선에서 원자력공업성을 내오기로 결정 [Chosönesö wönjaryökkong'öpsöng'ül naeogiro kyölchöng / Création d'un ministère de l'Énergie atomique]. *KCNA* [en ligne]. 12 avril 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2013/04/04-12/2013-0412-026.html>

KCNA, 2013u. Seminar on New Strategic Line Held. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 mai 2013. [Consulté le 13 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895695-354748328/seminar-on-new-strategic-line-held/>

KCNA, 2013v. 국방위 조미당국사이에 고위급회담을 가질것을 제안 [kukpang'wi chomidangguksaie kowigüphoedamül kajilkösül chean / Proposition du ministère de la Défense pour l'organisation d'un sommet de haut-niveau entre les autorités nord-coréenne et américaine]. *KCNA* [en ligne]. 15 juin 2013. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/index-k.htm>

KCNA, 2013w. National Meeting Marks 60th Anniversary of Victory in Fatherland Liberation War. *KCNA Watch* [en ligne]. 26 juillet 2013. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451895733-723436651/national-meeting-marks-60th-anniversary-of-victory-in-fatherland-liberation-war/>

KCNA, 2014a. CPRK Secretariat Sends Notice to Unification Ministry of S. Korea. *KCNA Watch* [en ligne]. 9 janvier 2014. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546478262-486385351/cprk-secretariat-sends-notice-to-unification-ministry-of-s-korea/>

KCNA, 2014b. CPRK Blasts S. Korean Forces' Rhetoric against DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 février 2014. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546478497-834201760/cprk-blasts-s-korean-forces-rhetoric-against-dprk/>

KCNA, 2014c. U.S. Urged to Drop Bad Habit of Deliberately Blaming Others: KPA Strategic Force Spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 mars 2014. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546474615-627163686/u-s-urged-to-drop-bad-habit-of-deliberately-blaming-others-kpa-strategic-force-spokesman/>

KCNA, 2014d. NDC of DPRK Clarifies Stand on U.S. Hostile Policy towards It. *KCNA Watch* [en ligne]. 14 mars 2014. [Consulté le 3 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546474241-77576775/ndc-of-dprk-clarifies-stand-on-u-s-hostile-policy-towards-it/>

KCNA, 2014e. National Aerospace Development Administration of DPRK. *KCNA* [en ligne]. 31 mars 2014. [Consulté le 7 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/item/2014/201403/news31/20140331-24ee.html>

KCNA, 2014f. U.S. Forces in S. Korea Are Cancer-like Entity: Institute for Disarmament and Peace. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 septembre 2014. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451896719-952538851/u-s-forces-in-s-korea-are-cancer-like-entity-institute-for-disarmament-and-peace/>

KCNA, 2015a. S. Korean Authorities' Toeing U.S. Policy Will Lead to Miserable End: CPRK Special Statement. *KCNA Watch* [en ligne]. 11 février 2015. [Consulté le 15 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451904064-862715308/s-korean-authorities-toeing-u-s-policy-will-lead-to-miserable-end-cprk-special-statement/>

KCNA, 2015b. KPA Will Never Remain Passive Onlooker to Key Resolve and Foal Eagle: Spokesman for General Staff of KPA. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 mars 2015. [Consulté le 13 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451904329-631885130/kpa-will-never-remain-passive-onlooker-to-key-resolve-and-foal-eagle-spokesman-for-general-staff-of-kpa/>

KCNA, 2015c. S. Korean Plot-Breeding Organization against Reunification Should Be Dissolved: CPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 14 mars 2015. [Consulté le 15 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1451904122-149053369/s-korean-plot-breeding-organization-against-reunification-should-be-dissolved-cprk/>

KCNA, 2015d. 조평통 괴뢰통일준비위원회는 당장 해체되어야 한다 [chop'yōngt'ong koeroet'ong'ilchunbiwiwōnhoenūn tangjang haech'edoeyōya handa / Comité pour la Réunification pacifique de la patrie : le Comité fantoche de préparation à la réunification doit être dissout immédiatement]. *KCNA* [en ligne]. 14 mars 2015.

[Consulté le 15 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2015/03/03-14/2015-0314-015.html>

KCNA, 2015e. Kim Yong Nam Calls for Boosting Friendly and Cooperative Relations with Asian, African Countries. *KCNA Watch* [en ligne]. 24 avril 2015. [Consulté le 4 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546405908-619860282/kim-yong-nam-calls-for-boosting-friendly-and-cooperative-relations-with-asian-african-countries/>

KCNA, 2015f. 조선국가우주개발국 대변인 평화로운 우주개발은 공화국의 합법적인 권리라고 강조 [chosŏn'gukkaujugaebalguk taebŏnin p'yŏnghwaroun ujugaebarŭn konghwagugŭi happŏpchŏgin kwŏllirago kangjo / Le porte-parole de l'Agence nationale de développement spatial souligne que le développement spatial pacifique est un droit légalement reconnu de la République]. *KCNA Watch* [en ligne]. 8 mai 2015. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/?p=11>

KCNA, 2016a. DPRK Proves Successful in H-bomb Test. *KCNA Watch* [en ligne]. 6 janvier 2016. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/249291/dprk-proves-successful-in-h-bomb-test/>

KCNA, 2016b. 조선정부 주체조선의 첫 수소탄시험 완전성공 [chosŏnjŏngbu chuch'ejosŏnŭi ch'ŏt susot'ansihŏm wanjŏnsŏnggong / Succès total pour du gouvernement de la RPDC avec le premier essai nucléaire d'une bombe à hydrogène du *Juche*]. *KCNA* [en ligne]. 6 janvier 2016. [Consulté le 13 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/01/01-06/2016-0106-011.html>

KCNA, 2016c. 조선인민군 최고사령부 《참수작전》 제압작전수행 진입할것 천명 [chosŏninmingun ch'oegosaryŏngbu ch'amsujakchŏn cheapchakchŏnsuhaeng chiniphalkŏt ch'ŏnmyŏng / Commandement suprême de l'Armée populaire de Corée déclare l'ouverture des représailles avec « l'opération décapitation »]. *KCNA* [en ligne]. 23 février 2016. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/02/02-23/2016-0223-027.html>

KCNA, 2016d. Kim Jong Un Guides Work for Mounting Nuclear Warheads on Ballistic Rockets. *KCNA Watch* [en ligne]. 9 mars 2016. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/252503/kim-jong-un-guides-work-for-mounting-nuclear-warheads-on-ballistic-rockets/>

KCNA, 2016e. KPA Panmunjom Mission on Gravity of Military Provocations in MDL Area. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 juillet 2016. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/259180/kpa-panmunjom-mission-on-gravity-of-military-provocations-in-mdl-area/>

KCNA, 2016f. Artillery Bureau of General Staff of KPA Strongly Warns against U.S. and S. Korea's Decision to Deploy THAAD. *KCNA* [en ligne]. 11 juillet 2016.

[Consulté le 21 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/item/2016/201607/news11/20160711-02ee.html>

KCNA, 2016g. 조평통 《짜드》 배치 결정한 박근혜야말로 희세의 전쟁사환군 [chop'yōngt'ong ssadūpaech'i kyōlchōnghān pakkūnhyeyamallo hūiseūi chōnjaengsahwangun / Comité pour la réunification pacifique de la patrie : la décision prise par Park Geun-hye de déployer le THAAD est un rare cas de servilité militaire]. *KCNA* [en ligne]. 14 juillet 2016. [Consulté le 21 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/07/07-14/2016-0714-040.html>

KCNA, 2016h. U.S. Is Empire of Evils: DPRK Institute for International Studies. *KCNA Watch* [en ligne]. 15 août 2016. [Consulté le 14 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1546381354-74385372/u-s-is-empire-of-evils-dprk-institute-for-international-studies/>

KCNA, 2016i. DPRK Succeeds in Nuclear Warhead Explosion Test. *KCNA Watch* [en ligne]. 9 septembre 2016. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/262885/dprk-succeeds-in-nuclear-warhead-explosion-test/>

KCNA, 2016j. U.S. Air Attack on Base of Syrian Government Force Is Intentional Aggression: DPRK FM Spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 20 septembre 2016. [Consulté le 20 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/263521/u-s-air-attack-on-base-of-syrian-government-force-is-intentional-aggression-dprk-fm-spokesman/>

KCNA, 2016k. DPRK Scholar on U.S. Rhetoric « Threat to World Community ». *KCNA Watch* [en ligne]. 3 octobre 2016. [Consulté le 20 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/264312/dprk-scholar-on-u-s-rhetoric-threat-to-world-community/>

KCNA, 2016l. 조선외무성 공화국을 핵무력강화에로 떠민 미국의 범죄적행적 폭로 [chosōnoemusōng konghwagugūl haengmuryōkkanghwaero ttōmin migugūi pōmjoejōkhaengjōk p'ongno / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : révélation des actes criminels des États-Unis qui pousent la République à renforcer ses capacités nucléaires]. *KCNA* [en ligne]. 21 novembre 2016. [Consulté le 8 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/11/11-21/2016-1121-018.html>

KCNA, 2016m. Briefing Held for Diplomatic Envoys Here. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 décembre 2016. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/267548/briefing-held-for-diplomatic-envoys-here/>

KCNA, 2016n. 조선외무성 주조 외교대표들 위한 《제재결의》 관련 통보모임 [chosōnoemusōng chujō oegyodaep'yodūl wihan chejaegyōrūi kwallyōn t'ongbomoim / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : Annonce de réunion du corps diplomatique

nord-coréen à propos de la « résolution sur les sanctions ». *KCNA* [en ligne]. 2 décembre 2016. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2016/12/12-02/2016-1202-030.html>

KCNA, 2017a. FM Spokesman Denounces U.S. State Secretary's Remarks Faulting Dignity of Supreme Leadership of DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 19 janvier 2017. [Consulté le 8 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/269173/fm-spokesman-denounces-u-s-state-secretarys-remarks-faulting-dignity-of-supreme-leadership-of-dprk/>

KCNA, 2017b. 조선외무성 미국무장관의 《독재자》 망발은 패배자의 넉두리 [chosŏnoemusŏng migungmujanggwanŭi tokchaeja mangbarŭn p'aebaejaŭi nŏkturi / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : les paroles et les actions du secrétaire d'État américain à propos du « dictateur » ne sont que les plaintes d'un perdant]. *KCNA* [en ligne]. 19 janvier 2017. [Consulté le 8 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/01/01-19/2017-0119-024.html>

KCNA, 2017c. Ballistic Rocket Launching Drill Is Right for Self-defence of Sovereign State: KPA Strategic Force Spokesman. *KCNA Watch* [en ligne]. 9 mars 2017. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/270328/ballistic-rocket-launching-drill-is-right-for-self-defence-of-sovereign-state-kpa-strategic-force-spokesman>

KCNA, 2017d. 조선인민군 전략군 로켓발사훈련 시비질은 도적이 매를 드는 추태 [chosŏninmingun chŏllyakkun rok'et'ŭbalsahullyŏn sibijirŭn tojŏgi maerŭl tŭnŭn ch'ut'ae / Les tergiversations à propos des tirs de missiles balistiques par les Forces stratégiques de l'Armée populaire de Corée sont des comportements scandaleux]. *KCNA* [en ligne]. 9 mars 2017. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/03/03-09/2017-0309-017.html>

KCNA, 2017e. 중국은 더이상 무모한 언행 하지 말아야 한다 [chunggugŭn tŏisang mumohan ŏnhaeng haji maraya handa / La Chine ne doit plus commettre d'actes ni de paroles imprudents]. *KCNA* [en ligne]. 3 mai 2017. [Consulté le 12 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/05/05-03/2017-0503-023.html>

KCNA, 2017f. Army-People Gathering Held Here to Celebrate Test-fire of Hwansong-14. *KCNA Watch* [en ligne]. 6 juillet 2017. [Consulté le 10 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/276975/army-people-gathering-held-here-to-celebrate-test-fire-of-hwansong-14/>

KCNA, 2017g. 김정은위원장 탄도로켓시험발사성공기념 음악무용종합공연 관람. [kimjŏng'ŭnwiwŏnjang t'andorok'et'ŭsihŏmbalsasŏnggongginyŏm ŭmangmuyongjonghapkong'yŏn kwallam. / Le président Kim Jong Un assiste à une représentation artistique en l'honneur de la réussite du lancement de la fusée]. *KCNA* [en ligne]. 10 juillet 2017. [Consulté le 16 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/07/07-10/2017-0710-001.html>

KCNA, 2017h. Kim Yong Nam Attends Iranian Presidential Inauguration. *KCNA Watch* [en ligne]. 5 août 2017. [Consulté le 18 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1528033748-892734774/kim-yong-nam-attends-iranian-presidential-inauguration/>

KCNA, 2017i. U.S. War Hysteria Will Only Bring Miserable End of American Empire: Spokesman for KPA General Staff. *KCNA Watch* [en ligne]. 8 août 2017. [Consulté le 10 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1528033728-287987444/u-s-war-hysteria-will-only-bring-miserable-end-of-american-empire-spokesman-for-kpa-general-staff/>

KCNA, 2017j. Nationwide Anti-U.S. Resistance Called for. *KCNA Watch* [en ligne]. 14 août 2017. [Consulté le 5 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/278756/nationwide-anti-u-s-resistance-called-for/>

KCNA, 2017k. Kim Jong Un Gives Guidance to Nuclear Weaponization. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 septembre 2017. [Consulté le 10 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1528033251-638955484/kim-jong-un-gives-guidance-to-nuclear-weaponization/>

KCNA, 2017l. KAPPC Clarifies Stand on Hostile Forces' Moves for Another Sanctions on DPRK. *KCNA Watch* [en ligne]. 7 septembre 2017. [Consulté le 1 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/279814/kappc-clarifies-stand-on-hostile-forces-moves-for-another-sanctions-on-dprk/>

KCNA, 2017m. 조선로동당 제 7 기 제 2 차전원회의 - 김정은위원장 지도 [chosŏllodongdang chechilki cheich'ajŏnwŏnhoeüi kim chŏngŭnwiwŏnjang chido / 2<sup>e</sup> réunion plénière du 7<sup>e</sup> Comité central du Parti du Travail de Corée sous la direction de Kim Jong Un]. *KCNA Watch* [en ligne]. 7 octobre 2017. [Consulté le 3 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.kcna.co.jp/calendar/2017/10/10-08/2017-1008-001.html>

KCNA, 2017n. U.S. Warmongers' Reckless Action Denounced. *KCNA Watch* [en ligne]. 20 octobre 2017. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/281887/u-s-warmongers-reckless-action-denounced/>

KCNA, 2017o. 조선중앙통신사 론평 아셈외무상회의 《의장성명》을 단죄 [chosŏnjung'angt'ongsinsa ronp'yŏng asem oemusanghoeüijangsŏngmyŏngŭl tanjoe / Commentaire de la KCNA condamnant la déclaration ministérielle de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Asie et de l'UE (ASEM)]. *KCNA* [en ligne]. 25 novembre 2017. [Consulté le 26 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/11/11-25/2017-1125-020.html>

KCNA, 2017p. Kim Jong Un Guides Test-fire of ICBM Hwasong-15. *KCNA Watch* [en ligne]. 29 novembre 2017. [Consulté le 3 mars 2020]. Disponible à l'adresse :



<https://kcnawatch.org/newstream/283577/kim-jong-un-guides-test-fire-of-icbm-hwasong-15/>

KCNA, 2017q. 《화성-15》형시험발사대성공소식에 접한 조선인민의 환희 [hwasöng-sibo hyöngsihömbalsadaesönggongsosige chöphan chosöninminüi hwanhüi / Les citoyens nord-coréens accueillent avec joie la nouvelle de la réussite du test du missile Hwasong-15]. *KCNA* [en ligne]. 29 novembre 2017. [Consulté le 3 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2017/11/11-29/2017-1129-020.html>

KCNA, 2017r. DPRK Foreign Ministry Spokesman Snipes at U.S. Report on “National Security Strategy”. *KCNA Watch* [en ligne]. 22 décembre 2017. [Consulté le 3 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1528032538-26604068/dprk-foreign-ministry-spokesman-snipes-at-u-s-report-on-“national-security-strategy”/>

KCNA, 2018a. 조선고위급대표단 청와대에서 남조선대통령을 만났다 [chosöngowigüptaep'yodan ch'öng'wadaeesö namjosöndaet'ongnyöng'ül mannatta / Une délégation de haut-niveau nord-coréenne a rencontré le président sud-coréen à la Maison bleue]. *KCNA* [en ligne]. 11 février 2018. [Consulté le 3 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/02/02-11/2018-0211-005.html>

KCNA, 2018b. DPRK Foreign Ministry Spokesman on DPRK-U.S. Dialogue. *KCNA Watch* [en ligne]. 3 mars 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1528032456-625380503/dprk-foreign-ministry-spokesman-on-dprk-u-s-dialogue/>

KCNA, 2018c. 3rd Plenary Meeting of 7th C.C., WPK Held in Presence of Kim Jong Un. *KCNA Watch* [en ligne]. 21 avril 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1524400229-922732211/3rd-plenary-meeting-of-7th-c-c-wpk-held-in-presence-of-kim-jong-un/>

KCNA, 2018d. 조선로동당 중앙위 제 7 기 제 3 차전원회의 - 김정은위원장 지도 [chosölldodongdang chung'ang'wi chech'ilki chesamch'ajönwönhoeüi - Kim Jöng'ünwiwöngjang chido / 3e réunion plénière du 7e Congrès du Comité central du Parti du Travail de Corée – sous la direction de Kim Jong Un]. *KCNA* [en ligne]. 21 avril 2018. [Consulté le 14 août 2021]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/04/04-21/2018-0421-001.html>

KCNA, 2018e. 김정은위원장 력사상 첫 조미수뇌상봉과 회담, 공동성명 채택 [Kim Jöng'ünwiwöngjang ryöksasang ch'öt chomisunoesangbonggwa hoedam, kongdongsöngmyöng ch'aet'aek / Premier sommet de l'histoire entre la RPDC et les États-Unis avec le président Kim Jong Un, pourparlers et adoption d'une déclaration conjointe]. *KCNA* [en ligne]. 13 juin 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/06/06-13/2018-0613-001.html>

KCNA, 2018f. 조미수뇌회담 공동성명 [chomisunoehoedam kongdongsŏngmyŏng / Déclaration conjointe de la Corée du Nord et des États-Unis]. *KCNA* [en ligne]. 13 juin 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/06/06-13/2018-0613-002.html>

KCNA, 2018g. FM Spokesman on DPRK-U.S. High-level Talks. *KCNA Watch* [en ligne]. 7 juillet 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1531040428-34214303/fm-spokesman-on-dprk-u-s-high-level-talks/>

KCNA, 2018h. 조선외무성 조미고위급회담 미국측의 태도와 립장은 유감 [chosŏnoemusŏng chomigowigŭphoedam migukch'ŭgŭi t'aedowa ripchang'ŭn yugam / L'attitude et la position américaines lors de la réunion de haut-niveau entre la RPDC et les États-Unis sont regrettables]. *KCNA* [en ligne]. 7 juillet 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2018/07/07-07/2018-0707-015.html>

KCNA, 2018i. Building a Peace Regime on the Korean Peninsula – An Urgent Demand of the Times-Kim Yong Guk, Director General of the Institute for Disarmament and Peace, Ministry of Foreign Affairs, Democratic People's Republic of Korea. *KCNA Watch* [en ligne]. 4 septembre 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1536055244-985650223/building-a-peace-regime-on-the-korean-peninsula--an-urgent-demand-of-the-times-kim-yong-guk-director-general-of-the-institute-for-disarmament-and-peace-ministry-of-foreign-affairs-democrat/>

KCNA, 2018j. End of War Is Not A Gift: KCNA Commentary. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 octobre 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1559117062-895287416/end-of-war-is-not-a-gift-kcna-commentary/>

KCNA, 2018k. Institute for American Studies of DPRK Foreign Ministry Urges U.S. to Abandon Foolish Daydream. *KCNA Watch* [en ligne]. 2 novembre 2018. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/296072/institute-for-american-studies-of-dprk-foreign-ministry-urges-u-s-to-abandon-foolish-daydream/>

KCNA, 2019a. Supreme Leader Kim Jong Un Visits China. *KCNA Watch* [en ligne]. 10 janvier 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1547114431-750852719/supreme-leader-kim-jong-un-visits-china/>

KCNA, 2019b. First Session of 14th SPA Held. *KCNA Watch* [en ligne]. 12 avril 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1555481018-230513212/first-session-of-14th-spa-held/>

KCNA, 2019c. 김정은위원장 최고인민회의 제 14 기 제 1 차회의 시정연설 [Kim Jōng'ūnwiwōnjang ch'oegoinminhoeüi chesipsagi cheilch'ahoeüi sijōng'yōnsōl / Discours de Kim Jong Un lors de la première session de la 14<sup>e</sup> Assemblée populaire suprême]. *KCNA* [en ligne]. 13 avril 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/04/04-13/2019-0413-002.html>

KCNA, 2019d. 김정은위원장 신형전술유도무기사격시험 지도 [Kim Jōng'ūnwiwōnjang sinhyōngjōnsuryudomugisagyōksihōm chido / Kim Jong Un dirige le test de tir de nouvelles armes tactiques guidées]. *KCNA* [en ligne]. 18 avril 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/04/04-18/2019-0418-001.html>

KCNA, 2019e. 김정은위원장 미국대통령과 판문점에서 력사적인 상봉 [Kim Jōng'ūnwiwōnjang miguktaet'ongnyōnggwa p'anmunjōmesō ryōksajōgin sangbong / Réunion historique entre Kim Jong Un et le président américain à Panmunjeom]. *KCNA* [en ligne]. 1 juillet 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/07/07-01/2019-0701-001.html>

KCNA, 2019f. Spokesperson for Ministry of Foreign Affairs of DPRK Issues Press Statement. *KCNA* [en ligne]. 6 août 2019. [Consulté le 21 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/item/2019/201908/news06/20190806-02ee.html>

KCNA, 2019g. 조선외무성 미국남조선합동군사연습개시 비난 [chosōnoemusōng migungnamjōsōnhaptonggunsayōnsūpkaesi pinan / Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : critique de l'ouverture des exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud]. *KCNA* [en ligne]. 6 août 2019. [Consulté le 27 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/08/08-06/2019-0806-002.html>

KCNA, 2019h. 최선희 외무성 제 1 부상 미국측과 협상할 용의 표명 [Ch'oe Sōnhūi oemusōng che lpusang migukch'ūkkwa hyōpsanghal yong'üi p'yomyōng / Choe Son Hui, première vice-ministre des Affaires étrangères, a exprimé sa volonté de négocier avec les États-Unis]. *KCNA* [en ligne]. 9 septembre 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/09/09-09/2019-0909-026.html>

KCNA, 2019i. 최선희 외무성 제 1 부상 미국대통령의 발언 의도적도발이라면 맞대응 [Ch'oe Sōnhūi oemusōng che lpusang miguktaet'ongnyōng'üi parōn üidojōktobariramyōn mattaeūng / Choe Son Hui, première vice-ministre des Affaires étrangères, réagira si les remarques du président américain sont des provocations intentionnelles]. *KCNA* [en ligne]. 5 décembre 2019. [Consulté le 4 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2019/12/12-05/2019-1205-014.html>

KCNA, 2021a. Great programme for struggle leading Korean-style socialist construction to fresh victory. *KCNA Watch* [en ligne]. 9 janvier 2021. [Consulté le 20 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/1610215315-881070247/great-programme-for-struggle-leading-korean-style-socialist-construction-to-fresh-victory/>

KCNA, 2021b. 조선로동당 제 8 차대회에서 하신 김정은원수님의 보고에 대하여 [Chosŏn Rodongdang che 8ch'a taehoesŏ hashin Kim Jŏng Ŭn wŏnsunimŭi pogoe taehayŏ / À propos du rapport du général Kim Jong Un relatif au 8<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail de Corée]. *Choson Sinbo* [en ligne]. 9 janvier 2021. [Consulté le 12 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.chosonsinbo.com/2021/01/9-31/>

KCNA, 2021c. Sixth-Day Sitting of 8th WPK Congress Held. *KCNA Watch* [en ligne]. 11 janvier 2021. [Consulté le 12 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://kcnawatch.org/newstream/>

KCNA, 2021d. 박명호 외무성 부상 미국의 대만문제간섭은 조선방도정세긴장 촉진 [pangmyŏngho oemusŏng pusang migugŭi taemanmunjegansŏbŭn chosŏnbangdojŏngseginjang ch'okchin / Park Myung Ho, vice-ministre des Affaires étrangères : l'interventionnisme américain sur la question de Taïwan exacerbe les tensions sur la péninsule coréenne]. *KCNA* [en ligne]. 23 octobre 2021. [Consulté le 2 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2021/10/10-23/2021-1023-003.html>

KCNA, 2022. 최고인민회의 법령 《조선민주주의인민공화국 핵무력정책에 대하여》 [ch'oegoinminhoeŭi pŏpŕyŏng chosŏnminjujuŭiinmingonghwaguk haengmuryŏkchŏngch'aegae taehayŏ / Loi de l'Assemblée populaire suprême : « Loi sur la politique relative aux forces nucléaires de la RPDC »]. *KCNA* [en ligne]. 9 septembre 2022. [Consulté le 24 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <http://kcna.co.jp/calendar/2022/09/09-09/2022-0909-021.html>

KIM, Chang-ha, 1984. *The Immortal Juche Idea*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

KIM, In-ok, 2004. 김정일장군, 선군정치리론 [kimjŏng'ilchanggun, sŏngunjŏngch'iriron / Général Kim Jong Un, Théorie de la politique *songun*]. Pyongyang : 평양출판사 [p'yŏng'yangch'ulp'ansa].

KIM, Jong Il, 2002a. *De la philosophie Juche*. Pyongyang : Éditions en Langues Étrangères.

KIM, Jong Il, 2002b. « Des idées du Juche », Thèse adressée au Symposium national sur les idées du Juche organisé pour célébrer le 70<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du camarade Kim Il Sung, grand Leader, le 31 mars 1982. In : *De la philosophie du Juche*. Pyongyang : Éditions en Langues Étrangères. pp. 20-116.

PYONGYANG DOMESTIC SERVICE, 1989. U.S. « Armed Invasion of Panama » Denounced - Government Issues Statement. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 22 décembre 1989.

PYONGYANG KOREAN CENTRAL BROADCASTING NETWORK, 1992. N-S Nuclear Accord « Fruition » of Peace Policy. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 23 janvier 1992.

PYONGYANG KOREAN CENTRAL BROADCASTING NETWORK, 1994. Foreign Ministry Communique on U.S.-North Accord. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 20 octobre 1994.

RODONG SINMUN, 1989. “Team Spirit” Casts Shadow over Talks. *Foreign Broadcast Information Service (FBIS) Daily Reports*. Pyongyang, 10 février 1989.

URIMINZOKKIRI, 2019. Chairman of Korea Asia-Pacific Peace Committee Issues Statement. 11 décembre 2019.

*Kim Il Sung Works, December 1992-July 1994*, 1999. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

*Kim Il Sung Works, January 1988-May 1989*, 1996. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

*Kim Il Sung Works, May 1986-December 1987*, 1995. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

Answers to Questions Raised by a Japanese Journalist Delegation from NHK, 1994. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

Answers to Questions Raised by the Editors-In-Chief of the Nepalese Newspapers Astitwa and Akhabar, 1987. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

Answers to Questions Raised by the Managing Editor of the Japanese Politico-Theoretical Magazine Sekai, 1985. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

New Year Address, 1990. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

On Establishing the April 15 Literary Production Company. A Talk to Senior Officials of the Information and Publicity Department of the Central Committee of the Worker’s Party of Korea, 1992. In : *Kim Jong Il Selected Works, 1964-1969*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House. pp. 232-242.

On Establishing the April 15 Literary Production Unit. A Talk to Senior Officials of the Propaganda and Agitation Department of the Central Committee of the Worker’s Party of Korea, June 20, 1967., 1992. In : *Kim Jong Il Selected Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House. pp. 232-242.

On Our People's Struggle for Socialist Construction and National Reunification : Talk To A Delegation from the Communist Party of the United States of America, 1988. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House. pp. 128-141.

Talk to a Delegation of the Labour Party of Switzerland, 1988. In : *Kim Il Sung Works*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

### ***Archives de l'Organisation des Nations Unies***

Agreement Between the Commander-in-Chief, United Nations Command, on the One Hand, and the Supreme Commander of the Korean People's Army and the Commander of the Chinese People's Volunteers, on the Other Hand, Concerning a Military Armistice in Korea, 1953. *United Nations Peacemaker* [en ligne]. [Consulté le 22 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/KP%2BKR\\_530727\\_AgreementConcerningMilitaryArmistice.pdf](https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/KP%2BKR_530727_AgreementConcerningMilitaryArmistice.pdf)

Comité des sanctions 1718 (République populaire démocratique de Corée), 2006. *Conseil de Sécurité des Nations Unies* [en ligne]. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/1718/resolutions?page=2>

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, 1994. INFCIRC/457 : *Agreed Framework of October 1994 between the United States of America and the Democratic People's Republic of Korea*. Geneva, Switzerland.

KIM, Yong Nam, 1993. S/25405 : *Letter dated 12 March 1993 from the Minister for Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea addressed to the President of the Security Council*. New York, NY : United Nations Security Council.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1991. A/46/PV.18 : *Procès-verbal de la 18e séance plénière*. Quarante-sixième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1992a. S/23500 : *Note du président du Conseil de Sécurité*. New York, NY : Conseil de Sécurité des Nations unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1992b. A/47/PV.16 : *Procès-verbal de la 16e séance plénière*. Quarante-septième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1993. A/48/PV.17 : *Procès-verbal de la 17e séance plénière*. Quarante-huitième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1995. A/50/PV.47 : *Procès-verbal de la 47e séance plénière*. Cinquantième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1997. A/52/P.49 : *Procès-verbal de la 49e séance plénière*. Cinquante-deuxième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1998a. A/53/PV.18 : *Procès-verbal de la 18e séance plénière*. Cinquante-troisième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1998b. A/C.1/53/PV.6 : *Procès-verbal de la 6e séance plénière de la Première Commission*. Cinquante-troisième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1998c. A/C.1/53/PV.12 : *Procès-verbal de la 12e séance plénière de la Première Commission*. Cinquante-troisième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1998d. A/53/PV.40 : *Procès-verbal de la 40e séance plénière*. Cinquante-troisième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1998e. A/53/PV.43 : *Procès-verbal de la 43e séance plénière*. Cinquante-troisième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 1999. A/53/PV.51 : *Procès-verbal de la 51e séance plénière*. Cinquante-troisième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2002a. A/57/PV.13 : *Procès-verbal de la 13e séance plénière*. Cinquante-septième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2002b. A/57/PV.47 : *Procès-verbal de la 47e séance plénière*. Cinquante-septième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2003a. A/C.1/58/PV.3 : *Procès-verbal de la 3e séance plénière de la Première Commission*. Cinquante-huitième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2003b. A/58/PV.29 : *Procès-verbal de la 29e séance plénière*. Cinquante-huitième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2003c. A/C.1/58/PV.11 : *Procès-verbal de la 11e séance plénière de la Première Commission*. Cinquante-huitième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2004a. A/C.1/59/PV.6 : *Procès-verbal de la 6e séance de la Première Commission*. Cinquante-neuvième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2004b. A/C.1/59/PV.10 : *Procès-verbal de la 10e séance plénière de la Première Commission*. Cinquante-neuvième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2004c. A/C.1/59/PV.20 : *Procès-verbal de la 20e séance plénière de la Première Commission*. Cinquante-neuvième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2006a. SC/8778 : *Security Council Condemns Democratic People's Republic of Korea's Missile Launches, Unanimously Adopting Resolution 1695* [en ligne]. New York, NY : Conseil de Sécurité. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/press/en/2006/sc8778.doc.htm>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2006b. A/61/PV.20 : *Procès-verbal de la 20e séance plénière*. Soixante et unième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2006c. A/C.1/61/PV.10 : *Procès-verbal de la 10e séance de la Première Commission*. Soixante et unième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2006d. A/C.1/61/PV.21 : *Procès-verbal de la 21e séance plénière de la Première Commission*. Soixante et unième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2009a. S/2009/222 : *Lettre datée du 24 avril 2009, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)* [en ligne]. New York, NY : Conseil de Sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2009/222>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2009b. A/C.1/64/PV.13 : *Procès-verbal de la 13e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-quatrième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2010a. Texte du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. *Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* [en ligne]. mai 2010. [Consulté le 29 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/fr/conf/npt/2010/npttext.shtml>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2010b. A/C.1/65/PV.6 : *Procès-verbal de la 6e séance de la Première Commission*. Soixante-cinquième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2010c. A/65/PV.23 : *Procès-verbal de la 23e séance plénière*. Soixante-cinquième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2010d. A/65/PV.24 : *Procès-verbal de la 24e séance plénière*. Soixante-cinquième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2010e. S/2010/571 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874* [en ligne]. New York, NY : Conseil de Sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2010/571>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2011a. A/C.1/66/PV.11 : *Procès-verbal de la 11e séance de la Première Commission*. Soixante-sixième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2011b. A/C.1/66/PV.23 : *Procès-verbal de la 23e séance de la Première Commission*. Soixante-sixième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012a. S/2012/422 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)* [en ligne]. New York, NY : Conseil de Sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2012/422>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012b. A/C.1/67/PV.3 : *Procès-verbal de la 3e séance de la Première Commission*. Soixante-septième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012c. A/C.1/67/PV.4 : *Procès-verbal de la 4e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-septième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012d. A/C.1/67/PV.7 : *Procès-verbal de la 7e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-septième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012e. A/C.1/67/PV.8 : *Procès-verbal de la 8e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-septième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012f. A/C.1/67/PV.10 : *Procès-verbal de la 10e séance de la Première Commission*. Soixante-septième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2012g. A/C.1/67/PV.19 : *Procès-verbal de la 19e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-septième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2013a. *Lettre datée du 24 janvier 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies*. S/2013/50. 24 janvier 2013.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2013b. *Lettre datée du 27 mars 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies*. S/2013/194. 27 mars 2013.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2013c. S/2013/337 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité* [en ligne]. New York, NY : Conseil de Sécurité. Disponible à l'adresse : <https://www.undocs.org/fr/S/2013/337>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2014a. S/2014/147 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité*. New York, NY : Conseil de Sécurité.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2014b. A/69/PV.16 : *Procès-verbal de la 16e séance plénière*. Soixante-neuvième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2015a. S/2015/131 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité*. New York, NY : Conseil de sécurité.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2015b. A/70/393 : *Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée - Rapport du Secrétaire général pour 2015*. New York, NY : Assemblée générale.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2015c. A/70/PV.24 : *Procès-verbal de la 24e séance plénière*. Soixante-dixième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2015d. A/C.1/70/PV.4 : *Procès-verbal de la 4e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-dixième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2016. A/C.1/71/PV.11 : *Procès-verbal de la 11e séance plénière de la Première Commission*. Soixante et onzième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017a. S/2017/150 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité*. New York, NY : Conseil de sécurité.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017b. S/2017/150 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)*. New York, NY : Conseil de Sécurité.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017c. Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. *Nations Unies Collection des Traités* [en ligne]. 7 juillet 2017. [Consulté le 30 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=XXVI-9&chapter=26&clang=fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVI-9&chapter=26&clang=fr)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017d. A/C.1/72/PV.3 : *Procès-verbal de la 3e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-douzième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2017e. A/C.1/72/PV.4 : *Procès-verbal de la 4e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-douzième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2018a. S/2018/171 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)*. New York, NY : Conseil de Sécurité.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2018b. A/C.1/73/PV.8 : *Procès-verbal de la 8e séance plénière de la Première Commission*. Soixante-treizième session. New York, NY : Assemblée générale des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2019. S/2019/171 : *Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité*. New York, NY : Conseil de Sécurité.

UNITED NATIONS, 1985. A/40/PV.40 : *40th meeting*. Fortieth session. New York, NY : General Assembly.

UNITED NATIONS, 1992. A/C.1/47/PV.15 : *15th meeting*. Forty-seventh session. New York, NY : General Assembly First Committee.

UNITED NATIONS, 1998. A/C.1/53/PV.4 : *4th meeting*. Fifty-third session. New York, NY : General Assembly First Committee.

UNITED NATIONS, 2001. A/56/PV.51 : *51st plenary meeting*. Fifty-sixth session. New York, NY : General Assembly.

UNITED NATIONS, 2003a. A/58/PV.17 : *17th plenary meeting*. Fifty-eighth session. New York, NY : General Assembly.

UNITED NATIONS, 2003b. A/C.1/58/PV.23 : *23rd meeting*. Fifty-eighth session. New York, NY : General Assembly First Committee.

UNITED NATIONS, 2004. A/59/PV.11 : *11th plenary meeting*. Fifty-ninth session. New York, NY : General Assembly.

UNITED NATIONS, 2007. A/C.1/62/PV.22 : *22nd meeting*. Sixty-second session. New York, NY : General Assembly First Committee.

UNITED NATIONS, 2012. A/67/PV.20 : *20th plenary meeting*. Sixty-seventh session. New York, NY : General Assembly.

UNITED NATIONS, 2013. A/C.1/68/PV.9 : *9th meeting*. Sixty-eighth session. New York, NY : General Assembly First Committee.

UNITED NATIONS, 2015a. A/C.1/70/PV.4 : *4th meeting*. Seventieth session. New York, NY : General Assembly First Committee.

UNITED NATIONS, 2015b. S/2015/792 : *Letter dated 15 October 2015 from the Permanent Representative of the Russian Federation to the United Nations addressed to the President of the Security Council*. New York, NY : Security Council.

UNITED NATIONS, 2016a. A/C.1/71/PV.5 : *5th meeting*. Seventy-first session. New York, NY : General Assembly First Committee.

UNITED NATIONS, 2016b. A/C.1/71/PV.5 : *5th plenary session*. Seventy-first session. New York, NY : General Assembly First Committee.

UNITED NATIONS, 2017a. A/C.1/72/PV.14 : *14th meeting*. Seventy-second session. New York, NY : General Assembly First Committee.

UNITED NATIONS, 2017b. S/RES/2397 (2017) : *Resolution 2397 (2017)*. New York, NY : Security Council.

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, 2009. S/PRST/2009/7 : *Statement by the President of the Security Council*. New York, NY.

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, 2013. S/2013/91 : *Note verbale dated 13 February 2013 from the Permanent Mission of the Democratic People's Republic of Korea to the United Nations addressed to the President of the Security Council* [en ligne]. New York, NY. [Consulté le 2 mars 2020]. Disponible à l'adresse : [https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s\\_2013\\_91.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2013_91.pdf)

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, 2017. S/PV.8137 : *8137th meeting*. Seventy-second year. New York, NY : Security Council.

### ***Ouvrages***

ABT, Felix, 2014. *A Capitalist in North Korea: My Seven Years in the Hermit Kingdom*. Tokyo : Tuttle Publishing.

AIKMAN, David, 2010. *Billy Graham: His Life and Influence*. Nashville, TN : Thomas Nelson.

ALLISON, Graham, 2017. *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?* Boston : Houghton Mifflin Harcourt.

ANGERMULLER, Johannes, MAINGUENEAU, Dominique et WODAK, Ruth, 2014. *The Discourse Studies Reader: Main currents in theory and analysis*. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company.

ARENDT, Hannah, 2005. *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme*. Paris : Points.

ARMSTRONG, Charles K., 2013. *The Koreas*. 2nd edition. New York : Routledge.

ARON, Raymond, 1987. *Démocratie et totalitarisme*. Paris : Folio.

ART, Robert J., 2013. *A Grand Strategy for America*. Ithaca, NY : Cornell University Press.

AUBRY, Laurence et TURPIN, Beatrice, 2012. *Victor Klemperer, repenser le langage totalitaire*. Edition du Kindle. Paris : CNRS.

AUSTIN, John Langshaw, 1991. *Quand dire, c'est faire*. Paris : Seuil.

BALZACQ, Thierry, DOMBROWSKI, Peter et REICH, Simon, 2019. *Comparative Grand Strategy: A Framework and Cases*. Oxford : OUP Oxford.

BARRÉ, Bertrand et JANCOVICI, Jean-Marc, 2017. *Pourquoi le nucléaire*. Kindle Edition. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur.

- BARTELSON, Jens, 1995. *A Genealogy of Sovereignty*. Cambridge : Cambridge University Press.
- BATTISTELLA, Dario, 2019. *Théories des relations internationales*. 6e édition. Paris : Les Presses de Sciences Po.
- BEAUFRE, Général André, 2012. *Introduction à la stratégie*. Paris : Pluriel.
- BECHTOL, Bruce E., 2007. *Red Rogue: The Persistent Challenge of North Korea*. Illustrated edition. Potomac Books Inc.
- BECHTOL, Bruce E., 2010. *Defiant Failed State: The North Korean Threat to International Security*. Illustrated édition. Washington, D.C : Potomac Books.
- BECKER, Jasper, 2006. *Rogue Regime: Kim Jong Il and the Looming Threat of North Korea*. Oxford : Oxford University Press.
- BENNETT, Bruce W., CHOI, Kang, GO, Myong-Hyun, BECHTOL, Bruce E., PARK, Jiyoung, KLINGNER, Bruce et CHA, Du-Hyeong, 2021. *Countering the risks of North Korean nuclear weapons*. Santa Monica, CA : RAND Corporation. Perspectives, PE-A1015-1.
- BENNETT, W. Lance, LAWRENCE, Regina G. et LIVINGSTON, Steven, 2008. *When the Press Fails: Political Power and the News Media from Iraq to Katrina*. Chicago, IL : University of Chicago Press. Studies in Communication, Media, and Public Opinion.
- BIALLY-MATTERN, Janice, 2004. *Ordering International Politics: Identity, Crisis and Representational Force*. New York, NY : Routledge.
- BIERSTEKER, Thomas J. et WEBER, Cynthia, 1996. *State Sovereignty as Social Construct*. Cambridge : Cambridge University Press.
- BIZZELL, Patricia, 1992. *Academic Discourse and Critical Consciousness*. Pittsburgh, PA : University of Pittsburgh Press.
- BOLTON, John, 2008. *Surrender Is Not an Option: Defending America at the United Nations*. New York, NY : Simon and Schuster.
- BONNER, Nicholas, 2017. *Made in North Korea: Graphics from Everyday Life in the DPRK*. New York, NY : Phaidon.
- BORDENS, Kenneth S. et HOROWITZ, Irwin A., 2001. *Social Psychology*. 2 édition. Mahwah, NJ : Routledge.
- BOYDSTUN, Amber E., 2013. *Making the News: Politics, the Media, and Agenda Setting*. Chicago, IL : University of Chicago Press.

- BULL, Hedley, 1977. *The Anarchical Society*. Palgrave. London.
- BUZAN, Barry, 1983. *People, States and Fear: An Agenda For International Security Studies In The Post-Cold War Era*. 2nd edition. Brighton : Wheatsheaf Books.
- BUZAN, Barry, 2008. *People, States & Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*. University of Essex : ECPR Press.
- BUZAN, Barry et HANSEN, Lene (éd.), 2007. *International Security*. Newbury Park : SAGE Publishing.
- BUZAN, Barry, WÆVER, Ole et DE WILDE, Jaap, 1998. *Security : A New Framework For Analysis*. Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers.
- CAISOVA, Lenka, 2018. *North Korea's Foreign Policy: The DPRK's Part on the International Scene and Its Audiences*. New York, NY : Routledge.
- CARTA, Caterina, MORIN, Jean-Frederic et MORIN, Jean-Frederic, 2016. *EU Foreign Policy through the Lens of Discourse Analysis : Making Sense of Diversity*. London : Routledge.
- CHA, John H., 2012. *Exit Emperor Kim Jong-Il: Notes from His Former Mentor*. Kindle Edition. U.S. : Abbott Press.
- CHA, Victor, 2012. *The Impossible State: North Korea, Past and Future*. London : Bodley Head.
- CHEONG, Seong-chang, 1997. *Idéologie et système en Corée du Nord : De Kīm II-Sōng à Kīm Chōng-Il*. Paris : L'Harmattan.
- CHILTON, Paul (éd.), 1985. *Language and the Nuclear Arms Debate: Nukespeak Today*. London : Francis Pinter.
- CHINOY, Mike, 2010. *Meltdown: The Inside Story of the North Korean Nuclear Crisis*. New York, NY : St Martin's Press.
- CHOULIARAKI, Lillie et FAIRCLOUGH, Norman, 1999. *Discourse in Late Modernity: Rethinking Critical Discourse Analysis*. Edinburgh University Press.
- CIRINCIONE, Joseph, WOLFSTHAL, Jon B. et RAJKUMAR, Miriam, 2011. *Deadly Arsenals: Nuclear, Biological, and Chemical Threats*. Washington, D.C. : Carnegie Endowment for International Peace.
- CLAUSEWITZ, Carl von, 2014. *De la guerre*. Paris : Payot & Rivages.
- COLONOMOS, Ariel, 2005. *La Morale dans les relations internationales*. Paris : Odile Jacob.

- CONESA, Pierre, 2011. *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi*. Paris : Robert Laffont.
- CORSON, David, 1995. *Discourse and Power in Educational Organizations*. Cresskill, NJ : Hampton Press.
- CREEKMORE, Marion, 2009. *A Moment of Crisis: Jimmy Carter, the Power of a Peacemaker, and North Korea's Nuclear Ambitions*. Kindle Edition. New York, NY : PublicAffairs.
- CUMINGS, Bruce, 2003. *North Korea: Another Country*. New York : The New Press.
- CUMINGS, Bruce, 2005. *Korea & Place in the Sun : A Modern History Revised*. New York : W. W. Norton & Company.
- DAYEZ-BURGEON, Pascal, 2016. *La dynastie rouge — Corée du Nord (1945-2015)*. Paris : Tempus Perrin.
- DONNELLY, Jack, 2000. *Realism and international relations*. New York, NY : Cambridge University Press.
- DUPONT, Christophe, 1994. *La Négociation. Conduite, théorie, applications*. Paris : Dalloz.
- EBERSTADT, Nicholas, 1999. *The End of North Korea*. Washington, D.C : Aei Press.
- ECKERT, Carter J., LEE, Ki-Baik, LEW, Young Ick, ROBINSON, Michael et WAGNER, Edward W., 1991. *Korea Old and New: A History*. Seoul : Ilchokak Publishers.
- ELBARADEI, Mohamed, 2011. *The Age of Deception: Nuclear Diplomacy in Treacherous Times*. Kindle Edition. London : Bloomsbury Publishing.
- EPSTEIN, Charlotte, 2008. *The Power of Words in International Relations: Birth of an Anti-Whaling Discourse*. Cambridge : MIT Press.
- FABRE, André, 2001. *Histoire de la Corée*. Paris : L'Asiathèque.
- FAIRCLOUGH, Norman, 1989. *Language and Power*. London : Longman.
- FAYE, Jean-Pierre, 2009. *Introduction aux langages totalitaires*. Paris : Le Livre de Poche.
- FIFIELD, Anna, 2019. *The Great Successor: The Secret Rise and Rule of Kim Jong Un*. Kindle Edition. London : John Murray.
- FINNIS, John, BOYLE, Joseph et GRISEZ, Germain, 1987. *Nuclear Deterrence, Morality, and Realism*. Oxford : Clarendon Press.



FISHER, David, 1985. *Morality and the Bomb: An Ethical Assessment of Nuclear Deterrence*. New York, NY : Routledge.

FISHER, David, 2020. *Morality and the Bomb: An Ethical Assessment of Nuclear Deterrence*. Taylor & Francis Group.

FOUCAULT, Michel, 1971. *L'ordre du discours: Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*. Paris : Gallimard.

FOUCAULT, Michel, 2008. *L'archéologie du savoir*. Paris : Gallimard.

FREEDEN, Michael, 2003. *Ideology: A Very Short Introduction*. Oxford : Oxford University Press.

FRY, James D., 2013. *Legal Resolution of Nuclear Non-Proliferation Disputes*. Cambridge : Cambridge University Press.

FUNABASHI, Yoichi, [sans date]. *The Peninsula Question: A Chronicle of the Second Korean Nuclear Crisis*.

GALLOIS, Pierre-Marie, 2009. *Stratégie de l'âge nucléaire*. Réédition. Paris : Francois-Xavier de Guibert.

GAUSE, Ken E., 2006. *North Korean civil-military trends: military-first politics to a point*. Carlisle Barracks, PA : Strategic Studies Institute, U.S. Army War College. Demystifying North Korea, 3.

GAUSE, Ken E., 2015. *North Korean house of cards: leadership dynamics under Kim Jong-un*. Washington, DC : Committee for Human Rights in North Korea.

GEE, James Paul, 2011. *An Introduction to Discourse Analysis: Theory and Method*. 3rd ed. New York, NY : Routledge.

GRAHAM, Billy, 2018. *Just as I Am: The Autobiography of Billy Graham*. Grand Rapids, MI : HarperOne.

GROSSER, Pierre, 2017. *L'Histoire du monde se fait en Asie: Une autre vision du XXIe siècle*. Paris : Odile Jacob.

HAGGARD, Stephan et NOLAND, Marcus, 2009. *Famine in North Korea: Markets, Aid, and Reform*. Columbia University Press.

HALDEMAN, H. R. et DIMONA, Joseph, 2019. *The Ends of Power: An explosive insider's account of Watergate*. London : Lume Books.

- HARRISON, Selig S., 2002. *Korean Endgame: A Strategy for Reunification and U.S. Disengagement*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- HASSNER, Pierre, 1995. *La violence et la paix: de la bombe atomique au nettoyage ethnique*. Paris : Editions Esprit.
- HAYES, Peter, 1990. *Pacific Powderkeg: American Nuclear Dilemmas in Korea*. Lexington, MA : Lexington Books.
- HOARE, George et SPERBER, Nathan, 2013. *Introduction à Antonio Gramsci*. Paris : La Découverte.
- HOLSTI, Ole R., 1977. *The « operational code » as an approach to the analysis of belief systems*. Durham, N.C. : Duke University.
- HUSAIN, Javid, 2016. *Pakistan and a World in Disorder: A Grand Strategy for the Twenty-First Century*. New York : Palgrave Macmillan.
- HYMANS, Jacques E. C., 2006. *The Psychology of Nuclear Proliferation: Identity, Emotions and Foreign Policy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- ISOZAKI, Atsuhito et HENDRIKS, Rob, 2017. *Understanding the North Korean Regime*. Washington, DC : Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- JACKSON, Robert H., 1991. *Quasi-States: Sovereignty, International Relations and the Third World*. Cambridge : Cambridge University Press.
- JACKSON, Van, 2018. *On the Brink: Trump, Kim, and the Threat of Nuclear War*. Cambridge : Cambridge University Press.
- JANG, Jin-sung, 2014. *Dear Leader: North Korea's senior propagandist exposes shocking truths behind the regime*. Kindle Edition. London : Ebury Digital.
- JERVIS, Robert, 1976. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- JERVIS, Robert, 2011. *Why Intelligence Fails: Lessons from the Iranian Revolution and the Iraq War*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- JOURNOUD, Pierre (dir.), 2014. *La Guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours*. Paris : Editions L'Harmattan.
- JOYNER, Daniel H., 2011. *Interpreting the Nuclear Non-Proliferation Treaty*. Oxford : OUP Oxford.

KARWAT, Mirosław, 2022. *Theory of Provocation: In Light of Political Science*. Bern : Peter Lang International Academic Publishers.

KATSIAFICAS, George, 2012. *Asia's Unknown Uprisings*. Oakland, CA : PM Press.

KECK, Margaret E. et SIKKINK, Kathryn, 1998. *Activists beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Cornell University Press.

KENT, Gregory, 2006. *Framing War and Genocide: British Policy and News Media Reaction to the War in Bosnia*. First Edition. Creskill, NJ : Hampton Press.

KIM, Chang-ha, 1984. *The Immortal Juche Idea*. Pyongyang : Foreign Languages Publishing House.

KIM, Dong-choon, 1997. 한국 사회과학의 새로운 모색 [han'guk sahoegwahagüi saeroun mosaek / Nouveaux champs de recherche pour les sciences sociales sud-coréennes]. Paju : Changbi Publishers.

KIM, Jina, 2014. *The North Korean Nuclear Weapons Crisis: The Nuclear Taboo Revisited?* London : Palgrave Macmillan.

KLEMPERER, Victor, 2003. *Lti, la langue du IIIème Reich*. 2e édition. Paris : Pocket.

KRASNER, Stephen D., 1999. *Sovereignty: Organized Hypocrisy*. Princeton : Princeton University Press.

KRATOCHWIL, Friedrich V., 1989. *Rules, Norms, and Decisions: On the Conditions of Practical and Legal Reasoning in International Relations and Domestic Affairs*. Cambridge : Cambridge University Press. Cambridge Studies in International Relations.

LANKOV, Andrei, 2005. *Crisis in North Korea: The Failure of De-Stalinization, 1956*. Honolulu, HI : University of Hawai'i Press.

LANKOV, Andrei, 2007. *North of the DMZ: Essays on Daily Life in North Korea*. Jefferson, N.C : McFarland & Co Inc.

LANKOV, Andrei, 2013. *The Real North Korea: Life and Politics in the Failed Stalinist Utopia*. Kindle Edition. Oxford : Oxford University Press.

LAZAR, Michelle M. (éd.), 2005. *Feminist Critical Discourse Analysis : Gender, Power and Ideology in Discourse*. London : Palgrave Macmillan UK.

LEITE, Nathan, 1953. *A Study of Bolshevism by Leites*. Santa Monica, CA : RAND Corporation.

- LEVY, Adrian et SCOTT-CLARK, Catherine, 2014. *Deception: Pakistan, the United States, and the Secret Trade in Nuclear Weapons*. London : Atlantic Books.
- LIM, Jae-Cheon, 2008. *Kim Jong-il's Leadership of North Korea*. Routledge.
- LITOSSELITI, Lia, 2006. *Gender and Language Theory and Practice*. London : Routledge.
- MALICI, Akan, 2008. *When Leaders Learn and When They Don't: Mikhail Gorbachev and Kim Il Sung at the End of the Cold War*. Albany, NY : State University of New York Press.
- MARTIN, Bradley K., 2006. *Under the Loving Care of the Fatherly Leader: North Korea And the Kim Dynasty*. New York, NY : Saint Martin's Griffin.
- MARTIN, J. R. et VEEL, Robert (éd.), 1998. *Reading Science: Critical and Functional Perspectives on Discourses of Science*. London : Routledge.
- MAURUS, Patrick, 2018. *Les trois Corées*. Paris : Hémisphères Éditions.
- MCDERMOTT, Rose, 2004. *Political Psychology in International Relations*. Ann Arbor, MI : University of Michigan Press.
- MCEACHERN, Patrick, 2010. *Inside the Red Box: North Korea's Post-totalitarian Politics*. New York, NY : Columbia University Press.
- MCEACHERN, Patrick et MCEACHERN, Jaelyn O'Brien, 2017. *North Korea, Iran and the Challenge to International Order: A Comparative Perspective*. New York, NY : Routledge.
- MEARSHEIMER, John J., 2014. *The Tragedy of the Great Power Politics*. Updated Edition. New York, NY : W. W. Norton & Company.
- MILLS, Sara, 2004. *Discourse*. New York, NY : Routledge.
- MORILLOT, Juliette et MALOVIC, Dorian, 2018. *Le Monde selon Kim Jong-un*. Paris : Robert Laffont.
- MYERS, B. R., 2011. *The Cleanest Race: How North Koreans See Themselves and Why It Matters*. Kindle Edition. New York, NY : Melville House.
- MYERS, B. R., 2015. *North Korea's Juche Myth*. Busan : Sthele Press.
- NARANG, Vipin, 2014. *Nuclear Strategy in the Modern Era – Regional Powers and International Conflict*. Princeton : Princeton University Press.
- OBERDORFER, Don et CARLIN, Robert, 2013. *The Two Koreas: A Contemporary History*. Kindle Edition. New York, NY : Basic Books.

OH, Kongdan et HASSIG, Ralph, 2021. *North Korea in a Nutshell: A Contemporary Overview*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield.

OH, Kongdan et HASSIG, Ralph C., 2004. *North Korea through the Looking Glass*. Kindle Edition. Washington, D.C. : Brookings Institution Press.

ONUF, Nicholas, 2012. *World Of Our Making*. Reissue édition. London New York : Routledge.

PAK, Jung H., 2020. *Becoming Kim Jong Un: A Former CIA Officer's Insights into North Korea's Enigmatic Young Dictator*. New York, NY : Ballantine Books.

PANDA, Ankit, 2020. *Kim Jong Un and the Bomb: Survival and Deterrence in North Korea*. Kindle Edition. London : Hurst.

PARK, Han S., 2005. *North Korea: The Politics of Unconventional Wisdom*. Boulder : Lynne Rienner Publishers.

PARK, Kyung-Ae et SNYDER, Scott (éd.), 2012. *North Korea in Transition: Politics, Economy, and Society*. Lanham : Rowman & Littlefield.

PARK, Seo-Hyun, 2017. *Sovereignty and Status in East Asian International Relations*. Cambridge : Cambridge University Press.

PETITEVILLE, Franck et PLACIDI-FROT, Delphine, 2013. *Négociations internationales*. Paris : Les Presses de Sciences Po.

POLLACK, Jonathan D., 2011. *No Exit: North Korea, Nuclear Weapons, and International Security*. Abingdon, UK : Routledge.

PONS, Philippe, 2016. *Corée du Nord, un État-guérilla en mutation*. Paris : Gallimard.

POSEN, Barry, 2015. *Restraint: A New Foundation for U.S. Grand Strategy*. Ithaca, NY : Cornell University Press.

POST, Jerrold M., 2010. *The Psychological Assessment of Political Leaders: With Profiles of Saddam Hussein and Bill Clinton*. 1er édition. Ann Arbor : University of Michigan Press.

PRITCHARD, Charles L., 2007. *Failed Diplomacy: The Tragic Story of How North Korea Got the Bomb*. Washington, D.C. : Brookings Institution.

QUESTER, George H., 1991. *Conceptions of nuclear threshold status*. United States : Oxford University Press.

REISIGL, Martin et WODAK, Ruth, 2001. *Discourse and Discrimination: Rhetorics of Racism and Antisemitism*. London/New York : Routledge.

REISS, Mitchell, 1995. *Bridled Ambition: Why Countries Constrain Their Nuclear Capabilities*. Washington, D.C. : Woodrow Wilson Center Press.

RICHELSON, Jeffrey T., 2007. *Spying on the Bomb: American Nuclear Intelligence from Nazi Germany to Iran and North Korea*. Kindle Edition. New York, NY : W. W. Norton & Company.  
ROGERS, Rebecca (éd.), 2004. *An introduction to critical discourse analysis in education*. Mahwah, NJ : Lawrence Erlbaum Associates Publishers.

RIGOULOT, Pierre, 2007. *La Corée du Nord, État-voyou*. Paris : Buchet Chastel.

ROTBURG, Robert I. (éd.), 2004. *When States Fail*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

RUBLEE, Maria Rost, 2009. *Nonproliferation Norms: Why States Choose Nuclear Restraint*. Athens : University of Georgia Press.

SAUSSURE, Ferdinand de, 1971. *Cours de linguistique générale*. Paris : Payot.

SCALAPINO, Robert A et YI, Hong-gu, 1986. *North Korea in a regional and global context*. Berkeley, CA : Institute of East Asian Studies, University of California, Center for Korean Studies.

SCHAFER, M. et WALKER, S., 2006. *Beliefs and Leadership in World Politics: Methods and Applications of Operational Code Analysis*. London : Palgrave Macmillan.

SHELLING, Thomas C., 2008. *Arms And Influence*. New Haven, CT : Yale University Press.

SEARLE, John R., 1969. *Speech Acts: An Essay in the Philosophy of Language*. Cambridge : Cambridge University Press.

SIGAL, Leon V., 1999. *Disarming Strangers: Nuclear Diplomacy with North Korea*. Kindle Edition. Princeton, NJ : Princeton University Press.

SIKKINK, Kathryn et KECK, Margaret E., 2014. *Activists beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca, NY : Cornell University Press.

SIMPSON, Paul, MAYR, Andrea et STATHAM, Simon, 2018. *Language and Power: A Resource Book for Students*. New York, NY : Routledge.

SMITH, Hazel, 2005. *Hungry for Peace: International Security, Humanitarian Assistance, and Social Change in North Korea*. Washington, D.C. : US Institute of Peace Press.

SNYDER, Scott, 1999. *Negotiating on the Edge: North Korean Negotiating Behavior*. Washington, D.C. : United States Institute of Peace Press.

- SUH, Dae-Sook, 1995. *Kim Il Sung*. Revised edition. Columbia University Press.
- SZALONTAI, Balázs, 2005. *Kim Il Sung in the Khrushchev Era: Soviet-DPRK Relations and the Roots of North Korean Despotism, 1953-1964*. Stanford University Press.
- TERTRAIS, Bruno, 2007. *La France et la dissuasion nucléaire : Concepts, moyens, avenir*. Paris : La Documentation française.
- TERTRAIS, Bruno, 2008. *L'arme nucléaire*. Kindle Edition. Paris : Presses Universitaires de France.
- WALTZ, Kenneth N., 1979. *Theory of International Politics*. Boston, MA : Addison-Wesley.
- WALTZ, Kenneth N., 2001. *Man, the State and War – A Theoretical Analysis*. Revised Edition. New York : Columbia University Press.
- WEBER, Max, 1995. *Économie et société*. Paris : Pocket.
- WENDT, Alexander, 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- WIT, Joel S., PONEMAN, Daniel B. et GALLUCCI, Robert L., 2005. *Going Critical: The First North Korean Nuclear Crisis*. Washington, D.C. : Brookings Institution.
- WODAK, Ruth et VAN DIJK, Teun A., 2000. *Racism at the Top: Parliamentary Discourses on Ethnic Issues in Six European States*. Klagenfurt : Drava.
- WOLFERS, Arnold, 1965. *Discord and Collaboration: Essays on International Politics*. Baltimore, MD : Johns Hopkins University Press.
- WOMACK, Brantly, 2016. *Asymmetry and International Relationships*. Cambridge : Cambridge University Press.

### **Chapitres d'ouvrages**

- AVENHAUS, Rudolf et ZARTMAN, I. William, 2007. Introduction: Formal Models of, in, and for International Negotiations. In : AVENHAUS, Rudolf et ZARTMAN, I. William (éd.), *Diplomacy Games: Formal Models and International Negotiations*. Berlin, Heidelberg : Springer. pp. 1-22.
- BALZACQ, Thierry et BARNIER-KHAWAM, Pablo, 2020. Ideology and International Security. In : GIESEN, Klaus-Gerd (éd.), *Ideologies in World Politics* [en ligne]. Wiesbaden : Springer. pp. 51-70. [Consulté le 29 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02943788>

BALZACQ, Thierry et RAMADAN-ALBAN, Wendy, 2019. Iran. In : BALZACQ, Thierry, DOMBROWSKI, Peter et REICH, Simon (éd.), *Comparative Grand Strategy: A Framework and Cases*. Oxford : OUP Oxford. pp. 192-216.

BIERSTEKER, Thomas J. et WEBER, Cynthia, 1996. The social construction of state sovereignty. In : BIERSTEKER, Thomas J. et WEBER, Cynthia (éd.), *State Sovereignty as Social Construct*. Cambridge : Cambridge University Press. pp. 1-21.

BOOTH, Ken, TROOD, Russell B. et MACMILLAN, Alan, 1999. Strategic Culture. In : BOOTH, Ken et TROOD, Russell B. (éd.), *Strategic cultures in the Asia-Pacific region*. New York : St. Martin's Press.

FAIRCLOUGH, Norman, 2009. A dialectical-relation approach to critical discourse analysis in social research. In : WODAK, Ruth et MEYER, Michael (éd.), *Methods of Critical Discourse Studies*. London : Sage Publications Ltd. pp. 162-186.

FAIRCLOUGH, Norman, 2018. CDA as dialectical reasoning. In : FLOWERDEW, John et RICHARDSON, John E. (éd.), *The Routledge Handbook of Critical Discourse Studies*. London : Routledge. pp. 13-25.

FAIRCLOUGH, Norman, MULDERRIG, Jane et WODAK, Ruth, 2011. Critical Discourse Analysis. In : TEUN A., Van Dijk (éd.), *Discourse Studies: A Multidisciplinary Introduction*. 2nd edition. London : Sage Publications Ltd. pp. 357-378.

FENG, Huiyun, 2006. Crisis Deferred: An Operational Code Analysis of Chinese Leaders Across the Strait. In : SCHAFER, Mark et WALKER, Stephen G. (éd.), *Beliefs and Leadership in World Politics*. London : Palgrave Macmillan. pp. 151-170.

GOLDSTEIN, Judith et KEOHANE, ROBERT O., 1993. Ideas and Foreign Policy: An Analytical Framework. In : GOLDSTEIN, Judith et KEOHANE, Robert O. (éd.), *Ideas and Foreign Policy: Beliefs, Institutions, and Political Change*. Ithaca, NY : Cornell University Press. pp. 3-30.

HOLSTI, Ole R., 1989. Crisis Decision Making. In : TETLOCK, Philip E., HUSBANDS, Jo L., JERVIS, Robert, STERN, Paul S. et TILLY, Charles (éd.), *Behavior, Society, and Nuclear War*. New York, NY : Oxford University Press. pp. 8-84.

HOWARTH, David et STAVRAKAKIS, Yannis, 2000. Introducing discourse theory and political analysis. In : HOWARTH, David, NORVAL, Aletta J. et STAVRAKAKIS, Yannis (éd.), *Discourse theory and political analysis - Identities, Hegemonies and Social Change*. Manchester : Manchester University Press. pp. 1-23.

JONES, Rodney H., 2011. Discourse and Health Communication. In : VAN DIJK, Teun A. (éd.), *Discourse Studies: A Multidisciplinary Introduction*. 2nd edition. London : Sage Publications Ltd. pp. 841-857.



JONES, Rodney H., 2015. Discourse and Health Communication. In : TANNEN, Deborah, HAMILTON, Heidi E. et SCHIFFRIN, Deborah (éd.), *The Handbook of Discourse Analysis*. Hoboken, NJ : John Wiley & Sons, Ltd. pp. 841-857.

JOYNER, Daniel H., 2014. The legal meaning and implications of Article VI of the Non-Proliferation Treaty. In : NYSTUEN, Gro, CASEY-MASLEN, Stuart et BERSAGEL, Annie Golden (éd.), *Nuclear Weapons under International Law*. Cambridge : Cambridge University Press. pp. 397-417.

KANG, David C., 2007. Stability and Hierarchy in East Asian International Relations, 1300–1900 CE. In : KAUFMAN, Stuart J., LITTLE, Richard et WOHLFORTH, William C. (éd.), *The Balance of Power in World History*. London : Palgrave Macmillan UK. pp. 199-227.

KIM, Jina, 2020. Denuclearization and peace regime on the Korean Peninsula: Perspectives of the two Koreas. In : PANDA, Jagannath P. (éd.), *The Korean Peninsula and Indo-Pacific Power Politics*. London : Routledge. pp. 87-105.

KREPON, Michael, 2013. Pakistan's Nuclear Strategy and Deterrence Stability. In : KREPON, Michael et THOMPSON, Julia (éd.), *Deterrence Stability and Escalation Control in South Asia*. Washington, D.C. : Stimson Center. pp. 41-64.

KRESS, Gunther, 1996. Representational resources and the production of subjectivity: Questions for the theoretical development of Critical Discourse Analysis in a multicultural society. In : CALDAS-COULTHARD, Carmen Rosa et COULTHARD, Malcolm (éd.), *Texts and Practices : Readings in Critical Discourse Analysis*. London : Routledge. pp. 15-31.

LANTIS, Jeffrey S., 2016. Strategic Cultures and Security Policies in the Asia-Pacific. In : LANTIS, Jeffrey S. (éd.), *Strategic Cultures and Security Policies in the Asia-Pacific*. London : Routledge. pp. 1-21.

LASSWELL, Harold D., 1946. Describing the Contents of Communications. In : SMITH, Bruce Lannes et LASSWELL, Harold D., *Propaganda, Communication and Public Opinion*. Princeton, NJ : Princeton University Press. pp. 74-94.

LAVOY, Peter R., 2008. Islamabad's Nuclear Posture: Its Premises and Implementation. In : SOKOLSKI, Henry D. (éd.), *Pakistan's Nuclear Future: Worries Beyond War*. Carlisle, PA : Strategic Studies Institute, U.S. Army War College. pp. 129-165.

LISSNER, Rebecca, 2021. "An Entirely New War": The Korean War and the Realization of Containment. In : LISSNER, Rebecca, *Wars of Revelation: The Transformative Effects of Military Intervention on Grand Strategy*. Oxford : Oxford University Press. pp. 22-64.

MARFLEET, Gregory B. et WALKER, Stephen G., 2006. A World of Beliefs: Modeling Interactions Among Agents with Different Operational Codes. In : SCHAFER, Mark et

WALKER, Stephen G. (éd.), *Beliefs and Leadership in World Politics: Methods and Applications of Operational Code Analysis*. London : Palgrave Macmillan. pp. 53-73.

MOON, Chung-in, 2013. The Six Party Talks and Implications for Peninsular and Regional Peace and Security. In : RÜDIGER, Frank et SWENSON-WRIGHT, John (éd.), *Korea and East Asia : The Stony Road to Collective Security*. Leiden : Brill. pp. 217-239. Studies on East Asian Security and International Relations.

MÜLLER, Harald et TOKHI, Alexandros, 2019. The Contestation of the Nuclear Non-proliferation Regime. In : STEPHEN, Matthew D. et ZÜRN, Michael (éd.), *Contested World Orders: Rising Powers, Non-Governmental Organizations, and the Politics of Authority Beyond the Nation-State*. Oxford : Oxford University Press. pp. 202-241.

PACHECO PARDO, Ramon, 2021. Contemporary EU-Korea relations: 1991–2020. In : CASARINI, Nicola, FIORI, Antonio, KIM, Nam-kook, LEE, Jae-seung et PACHECO PARDO, Ramon (éd.), *The Routledge Handbook of Europe–Korea Relations*. London : Routledge. pp. 32-44.

PARK, Jong-chul, 2015. A Search for Introducing Confidence-Building Measures and a Peace Regime on the Korean Peninsula. In : PARK, Jong-chul et HARTE, Joseph (éd.), *Inter-Korean Relations and the Unification Process in Regional and Global Contexts*. Seoul : Korea Institute for National Unification. pp. 167-190.

QUINONES, C. Kenneth, 2006. Reconciling Nuclear Standoff and Economic Shortfalls. In : KIHIL, Young Whan et KIM, Hong Nack, *North Korea: The Politics of Regime Survival*. Armonk, NY : M.E. Sharpe. pp. 75-96.

RIETIKER, Daniel, 2014. The Meaning of Article VI of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons: Analysis Under the Rules of Treaty Interpretation. In : BLACK-BRANCH, Jonathan L. et FLECK, Dieter (éd.), *Nuclear Non-Proliferation in International Law*. The Hague : T.M.C. Asser Press. pp. 47-84.

RUBLEE, Maria Rost, 2020. Nuclear Deterrence Destabilized. In : AFINA, Yasmin, LEWIS, Patricia et BEYZA, Unal (éd.), *Perspectives on Nuclear Deterrence in the 21st Century*. London : Chatham House. pp. 14-18.

SCHAFFER, Mark, NURMANOVA, Didara et WALKER, Stephen G., 2021. Revisiting the Operational Code of Vladimir Putin. In : *Operational Code Analysis and Foreign Policy Roles: Crossing Simon's Bridge*. Kindle Edition. New York, NY : Routledge.

SCHAFFER, Mark et WALKER, Stephen G., 2006. Beliefs Systems as Causal Mechanisms in World Politics An Overview of Operational Code Analysis. In : SCHAFFER, Mark et WALKER, Stephen G. (éd.), *Beliefs and Leadership in World Politics: Methods and Applications of Operational Code Analysis*. 1st ed. 2006 édition. London : Palgrave Macmillan. pp. 3-24.

SHIRK, Susan L., PEMPEL, T. J. et LEE, Chung-min, 2012. The Northeast Asia cooperation dialogue: An experiment in Track II multilateral diplomacy. In : *Security Cooperation in Northeast Asia: Architecture and Beyond*. New York, NY : Routledge. pp. 191-211.

STUBBS, Michael, 1997. Whorf's Children: Critical Comments on Critical Discourse Analysis (CDA). In : RYAN, Ann et WRAY, Alison (éd.), *Evolving Models of Language*. Clevedon : Multilingual Matters. pp. 110-116.

TAMAKI, Taku, 2015. The Levels of Analysis of the International System. In : KAVALSKI, Emilian (éd.), *Encounters with World Affairs*. London : Routledge. pp. 85-106.

VAN DIJK, Teun A., 1997. Discourse as Interaction in Society. In : VAN DIJK, Teun A. (éd.), *Discourse as Social Interaction*. London : SAGE Publications Ltd. pp. 1-37.

VAN DIJK, Teun A., 2009. Critical Discourse Studies: A Sociocognitive Approach. In : MEYER, Michael et WODAK, Ruth (éd.), *Methods of Critical Discourse Studies*. London : Sage Publications Ltd. pp. 62-86.

VAN DIJK, Teun A., 2015. Critical Discourse Analysis. In : TANNEN, Deborah, HAMILTON, Heidi E. et SCHIFFRIN, Deborah (éd.), *The Handbook of Discourse Analysis*. 2nd edition. Hoboken, NJ : John Wiley & Sons, Ltd. pp. 466-485.

### ***Articles scientifiques***

ADLER, Emanuel et POULIOT, Vincent, 2011. International practices. *International Theory*. février 2011. Vol. 3, n° 1, pp. 1-36

AHN, Taehyung, 2012. Patience or Lethargy?: U.S. Policy toward North Korea under the Obama Administration. *North Korean Review*. 2012. Vol. 8, n° 1, pp. 67-83.

AL-HEJIN, Bandar, 2015. Covering Muslim women: Semantic macrostructures in BBC News. *Discourse & Communication*. février 2015. Vol. 9, n° 1, pp. 19-46.

ARMSTRONG, Charles, 2009. Juche and North Korea's Global Aspirations. *North Korea International Documentation Project*. avril 2009.

ARMSTRONG, Charles, 2014. Illusions of Autonomy and the Autonomy of Illusions. *Pacific Affairs*. 1 décembre 2014. Vol. 87, n° 4, pp. 801-807.

ART, Robert J. et GREENHILL, Kelly M., 2018. The Power and Limits of Compellence: A Research Note. *Political Science Quarterly*. mars 2018. Vol. 133, n° 1, pp. 77-97.

ASADA, Masahiko, 2004. Arms Control Law in Crisis? A Study of The North Korean Nuclear Issue. *Journal of Conflict & Security Law*. Winter 2004. Vol. 9, n° 3, pp. 331-335.

BAJANOV, Evgueni, 1998. Assessing the Politics of the Korean War, 1949-1951. *Cold War International History Project Bulletin*. Winter 1998. pp. 87-90.

BALL, Desmond, 1993. Strategic Culture in the Asia-Pacific Region. *Security Studies*. septembre 1993. Vol. 3, n° 1, pp. 44-74.

BALZACQ, Thierry, LÉONARD, Sarah et RUZICKA, Jan, 2016. 'Securitization' revisited: theory and cases. *International Relations*. décembre 2016. Vol. 30, n° 4, pp. 494-531.

BAN, Kil Joo, 2020. Making Neutrality Credibly Work: The NNSC on the Korean Peninsula. *East Asia*. décembre 2020. Vol. 37, n° 4, pp. 349-368.

BARNETT, Michael et DUVALL, Raymond, 2005. Power in International Politics. *International Organization*. 2005. Vol. 59, n° 1, pp. 39-75.

BAXTER, Philip, 2015. Approaches to Nuclear Cooperation: A Review of the U.S.-ROK Agreement. *Science & Diplomacy* [en ligne]. septembre 2015. Vol. 4, n° 3, pp. 11. Disponible à l'adresse : <https://www.sciencediplomacy.org/article/2015/approaches-nuclear-cooperation>

BECHROURI, Ibrahim, 2018. La « guerre globale contre la terreur » : un discours contre-productif pour la lutte antiterroriste. *Les Champs de Mars*. 25 mai 2018. Vol. 30, n° 1, pp. 479-489.

BECK, Peter M., 2011. North Korea in 2010. *Asian Survey*. 1 février 2011. Vol. 51, n° 1, pp. 33-40.

BENJAMIN, Amy Baker, 2018. Syria: The Unbearable Lightness of Intervention. *Wisconsin International Law Journal*. summer 2018. Vol. 35, n° 3, pp. 515-548.

BERNSTEIN, Barton J., 2010. New Light on the Korean War. *The International History Review*. 1 décembre 2010. Vol. 3, n° 2, pp. 256-277.

BISLEY, Nick, 2009. Chapter Four: Imagining Alternatives. *The Adelphi Papers*. 1 août 2009. Vol. 49, n° 408, pp. 103-130.

BOISSEAU DU ROCHER, Sophie, 2017. La Communauté de sécurité de l'ASEAN : progrès et obstacles. *Politique étrangère*. 2017. Vol. Été, n° 2, pp. 39-52.

BOORMAN, Scott A. et BOORMAN, Howard L., 1964. Mao Tse-tung and the Art of War. *The Journal of Asian Studies*. novembre 1964. Vol. 24, n° 1, pp. 129-137.

BOUDANA, Sandrine et SEGEV, Elad, 2017. Theorizing Provocation Narratives as Communication Strategies: Provocation Narratives. *Communication Theory*. novembre 2017. Vol. 27, n° 4, pp. 329-346.

BRUNEAU, Michel, 2014. Les États-nations de l'espace eurasiatique issus d'empires, de cités-États, d'États-mandala : que doivent-ils au modèle européen occidental ? *L'Espace géographique*. 2014. Vol. 43, n° 3, pp. 251-264.

BUZAN, Barry, 1991. New patterns of global security in the twenty-first century. *International Affairs*. juillet 1991. Vol. 67, n° 3, pp. 431-451.

BUZAN, Barry et WÆVER, Ole, 2004. Macrosecuritisation and Security Constellations: Reconsidering Scale in Securitisation Theory. *Review of International Studies*. avril 2004. Vol. 35, n° 2, pp. 253-276.

CHA, Moon-seok, 2014. 북한의 외교 및 협상의 행태(行態) : 남북 회담과 북미 협상을 중심으로 [pukhanŭi oegyo mit hyöpsang'ŭi haengt'ae nambuk hoedamgwa pungmi hyöpsang'ül chungsimŭro / Diplomatie nord-coréenne et attitude lors des négociations : Focus sur les sommets intercoréens et les négociations entre la Corée du Nord et les États-Unis]. 한국정치외교사논총 / *Journal of Korean Political and Diplomatic History*. 2014. Vol. 36, n° 1, pp. 151-184.

CHA, Victor D., 2009. What Do They Really Want?: Obama's North Korea Conundrum. *The Washington Quarterly*. 1 octobre 2009. Vol. 32, n° 4, pp. 119-138.

CHA, Victor D., 2010. Powerplay: Origins of the U.S. Alliance System in Asia. *International Security*. 1 janvier 2010. Vol. 34, n° 3, pp. 158-196.

CHANTEBOUT, Bernard, 1911. La Corée du Nord, dernier bastion du socialisme. *Revue de Défense Nationale* [en ligne]. février 1911. N° 517, pp. 139-151. [Consulté le 18 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=6222>

CHARAUDEAU, Patrick, 2010. Une éthique du discours médiatique est-elle possible ? *Communication. Information médias théories pratiques*. 31 mars 2010. N° Vol. 27/2, pp. 51-75.

CHARAUDEAU, Patrick, 2015. Le charisme comme condition du leadership politique. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*. 1 juillet 2015. N° 7.

CHARTRAND, Patrick, HARVEY, Frédéric, TREMBLAY, Étienne et OUELLET, Éric, 2017. Corée du Nord : la parfaite harmonie entre le totalitarisme et l'arme nucléaire. *Revue militaire canadienne*. t 2017. Vol. 17, n° 3, pp. 29-39.

CHESTERMAN, Simon, 2016. Asia's Ambivalence about International Law and Institutions : Past, Present and Futures. *European Journal of International Law*. 1 novembre 2016. Vol. 27, n° 4, pp. 945-978.

CHOI, Jin-hwan, 2021. 88 서울올림픽 남북 공동주최 논쟁에 관한 연구 [p'alsipp'alsöurollimp'ik nambuk kongdongjuch'oe nonjaeng'e kwanhan yöngu / Étude de

la controverse sur la co-organisation intercoréenne des Jeux Olympiques de Séoul en 1988]. *Review of North Korean Studies*. avril 2021. Vol. 24, n° 1, pp. 41-87.

CHOI, Jong Kun, 2015. The Perils of Strategic Patience with North Korea. *The Washington Quarterly*. 2 octobre 2015. Vol. 38, n° 4, pp. 57-72.

CHOI, Kang, 2015. The North Korean Nuclear Problem: Twenty Years of Crisis. *Asia Policy*. 2015. N° 19, pp. 28-36.

CLEMENS, Walter C., 2005. The Role of Culture in Negotiations with the North. *The Journal of East Asian Affairs*. 2005. Vol. 19, n° 2, pp. 43-66.

CLEMENS, Walter C., 2010. North Korea's Quest for Nuclear Weapons : New Historical Evidence. *Journal of East Asian Studies*. avril 2010. Vol. 10, n° 1, pp. 127-154.

COHEN, Avner et FRANKEL, Benjamin, 1990. Opaque nuclear proliferation. *The Journal of Strategic Studies*. 1990. Vol. 13, n° 3, pp. 14-44.

CRANE, Conrad C., 2000. To avert impending disaster: American military plans to use atomic weapons during the Korean War. *Journal of Strategic Studies*. 1 juin 2000. Vol. 23, n° 2, pp. 72-88.

CUMINGS, Bruce, 2013. Why Did So Many Influential Americans Think North Korea Would Collapse? *North Korean Review*. 1 avril 2013. Vol. 9, n° 1, pp. 114-120.

CYRANOSKI, David, 2010. Controversy over South Korea's sunken ship. *Nature*. 8 juillet 2010.

DALTON, Bronwen, JUNG, Kyungja, WILLIS, Jacqueline et BELL, Markus, 2016. Framing and dominant metaphors in the coverage of North Korea in the Australian media. *The Pacific Review*. 7 août 2016. Vol. 29, n° 4, pp. 523-547.

DAVENPORT, Kelsey et MASTERSON, Julia, 2020. The Limits of Breakout Estimates in Assessing Iran's Nuclear Program. *Arms Control Association Issue Briefs*. 4 août 2020. Vol. 12, n° 6.

DEMBINSKI, Matthias, 1995. North Korea, IAEA special inspections, and the future of the nonproliferation regime. *The Nonproliferation Review*. mars 1995. Vol. 2, n° 2, pp. 31-39.

DERMAN, Giray Saynur et OBA, Hande, 2017. Reading the moves of the leaders on the Eurasian chessboard: comparative operational code analysis of Vladimir Putin and Recep Tayyip Erdogan. *International Journal of Business Perspectives & Social Sciences Information*. 2017. Vol. 1, n° 1, pp. 2-18.

DEUTCH, John M., 1992. The New Nuclear Threat. *Foreign Affairs*. 1992. Vol. 71, n° 4, pp. 120.

DEUTSCH, Morton, 1983. What is Political Psychology? *International Social Science Journal*. 1983. Vol. 35, n° 2, pp. 221-36.

DINGMAN, Roger, 1988. Atomic Diplomacy during the Korean War. *International Security*. 1988. Vol. 13, n° 3, pp. 50-91.

DJALILI, Mohammad-Reza et THERME, Clément, 2020. L'Iran après la Révolution islamique de 1979 vu d'Occident. *Confluences Mediterranee*. 20 juillet 2020. Vol. 113, n° 2, pp. 13-27.

DOIX, Vincent, 2017. Iran : architecture du pouvoir et conservatisme. *Politique étrangère*. 2017. Vol. Hiver, n° 4, pp. 131-143.

D'ORAZIO, Vito, 2012. War Games: North Korea's Reaction to US and South Korean Military Exercises. *Journal of East Asian Studies*. 2012. Vol. 12, n° 2, pp. 275-294.

DROUHAUD, Pascal, 2006. Inde-Pakistan : les vertus de la dissuasion nucléaire. *Revue internationale et stratégique*. 2006. Vol. 63, n° 3, pp. 43-56.

DUFFY, Gavan et FREDERKING, Brian, 2009. Changing the Rules: A Speech Act Analysis of the End of the Cold War. *International Studies Quarterly*. juin 2009. Vol. 53, n° 2, pp. 325-347.

DU PREEZ, Jean, 2002. The impact of the nuclear posture review on the international nuclear nonproliferation regime. *The Nonproliferation Review*. septembre 2002. Vol. 9, n° 3, pp. 67-81.

DYSON, Stephen Benedict, 2001. Drawing policy implications from the 'Operational Code' of a 'new' political actor: Russian President Vladimir Putin. *Policy Sciences*. 1 décembre 2001. Vol. 34, n° 3, pp. 329-346.

DYSON, Stephen Benedict et PARENT, Matthew J., 2018. The operational code approach to profiling political leaders: understanding Vladimir Putin. *Intelligence and National Security*. 2 janvier 2018. Vol. 33, n° 1, pp. 84-100.

ENSSLIN, Astrid et JOHNSON, Sally, 2006. Language in the news: investigating representations of 'Englishness' using WordSmith Tools. *Corpora*. novembre 2006. Vol. 1, n° 2, pp. 153-185.

ESTHUS, Raymond A., 1959. The Taft-Katsura Agreement-Reality or Myth? *The Journal of Modern History*. 1959. Vol. 31, n° 1, pp. 46-51.

FARGHEN, Morgane, 2018. A New Definition of the Power Balance in the Peninsula. *Revue Défense Nationale*. 28 mars 2018. pp. 5.

FIERKE, K.M., 2002. Links Across the Abyss: Language and Logic in International Relations. *International Studies Quarterly*. septembre 2002. Vol. 46, n° 3, pp. 331-354.

FLOYD, Rita, 2011. Can securitization theory be used in normative analysis? Towards a just securitization theory. *Security Dialogue*. août 2011. Vol. 42, n° 4-5, pp. 427-439.

FOOT, Rosemary J., 1988. Nuclear Coercion and the Ending of the Korean Conflict. *International Security*. 1988. Vol. 13, n° 3, pp. 92-112.

FORTMANN, Michel, 1992. The Other Side of Midnight: Opaque Proliferation Revisited. *International Journal*. 1992. Vol. 48, n° 1, pp. 151-175.

FRIEND, John M., 2018. A cultural neuroscience perspective on North Korean strategic culture: Implications for tailored deterrence. *Politics and the Life Sciences*. 2018. Vol. 37, n° 2, pp. 156-179.

GARFIELD, Sidney et WHYTE, William F., 1950. The Collective Bargaining Process: A Human Relations Analysis. *Human Organization*. 1950. Vol. 9, n° 4, pp. 25-29.

GELÉZEAU, Valérie, 2010. Espoirs et désillusions de la décennie du « rayon de soleil ». *Critique internationale*. 13 décembre 2010. Vol. 49, n° 4, pp. 9-20.

GEORGE, Alexander L., 1969. The « Operational Code »: A Neglected Approach to the Study of Political Leaders and Decision-Making. *International Studies Quarterly*. juin 1969. Vol. 13, n° 2, pp. 190.

GHICA, Luciana Alexandra, 2013. Discourse Analysis and the Production of Meaning in International Relations Research: a Brief Methodological Outline. *Annals of the University of Bucharest / Political science series*. 2013. Vol. 15, n° 2, pp. 3-9.

GRANGE, Maryline, 2016. L'élimination des armes nucléaires : approche progressive française vs instrument juridique contraignant. *Annuaire Français de Droit International*. 2016. Vol. 62, n° 1, pp. 711-717.

GU, Bon-hak, 2015. 북한 핵문제 전개과정과 해결방안 [pukhan haengmunje chöngaegwajönggwa haegyölpang'an / Le nucléaire nord-coréen : développement et solutions]. 통일정책연구 / *Korea Institute of National Unification*. 2015. Vol. 24, n° 2, pp. 1-31.

HAAS, Mark L., 2014. Ideological Polarity and Balancing in Great Power Politics. *Security Studies*. 2 octobre 2014. Vol. 23, n° 4, pp. 715-753.

HAGSTRÖM, Linus et LUNDSTRÖM, Magnus, 2019. Overcoming US-North Korean Enmity: Lessons from an Eclectic IR Approach. *The International Spectator*. 2 octobre 2019. Vol. 54, n° 4, pp. 94-108.



HAMIDI, Sidra, 2020. Law as discursive resource: the politics of the nuclear/non-nuclear distinction in the Non-Proliferation Treaty. *European Journal of International Relations*. juin 2020. Vol. 26, n° 2, pp. 545-568.

HAN, Gwang-soo, 2012. 탈냉전기 북한 대남도발의 전략적 의도와 행태 : 사례분석과 전망 [t'allaengiǒnggi pukhan taenamdobaruï chölyyakchök üidowa haengt'ae saryebunsökkwa chönmang / Intentions stratégiques et comportements de la Corée du Nord vis-à-vis de ses provocations contre la Corée du Sud dans l'après-guerre froide : analyse de cas et perspectives]. 전략연구 [chölyyagyöngu/ Recherche stratégique]. mars 2012. pp. 33-64.

HAN, Kwan-soo, 2012. Analysis and Outlook of North Korean Strategic Intentions and Provocations Against South Korea in the Post-Cold War Era. *Strategic Studies*. janvier 2012. Vol. 19, n° 54, pp. 33-64.

HAN, Sung-joo, 1974. South Korea: The Political Economy of Dependency. *Asian Survey*. 1974. Vol. 14, n° 1, pp. 43-51.

HANE, Mikiso, 1996. Review of Theodore Roosevelt and Korea: The U.S. Response to the Japanese Policy to make Korea its Protectorate. *The Journal of American History*. 1996. Vol. 82, n° 4, pp. 1599-1600.

HARRISON, Selig S., 1997. Promoting a Soft Landing in Korea. *Foreign Policy*. Spring 1997. N° 106, pp. 57-75.

HARRISON, Selig S., 2005. Did North Korea Cheat? *Foreign Affairs* [en ligne]. 2005. Vol. 84, n° 1, pp. 99. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.jstor.org/stable/10.2307/20034210?origin=crossref>

HAUTECOUVERTURE, Benjamin, 2020. A look back on KEDO: the European involvement. *Recherches & Documents*. décembre 2020. N° 20.

HE, Kai et FENG, Huiyun, 2013. Xi Jinping's Operational Code Beliefs and China's Foreign Policy. *The Chinese Journal of International Politics*. 1 septembre 2013. Vol. 6, n° 3, pp. 209-231.

HECKER, Siegfried, LEE, Sean et BRAUN, Chaim, 2010. North Korea's Choice: Bombs Over Electricity. *The Bridge*. 1 juillet 2010. Vol. 40, pp. 5-12.

HECKER, Siegfried S., BRAUN, Chaim et LAWRENCE, Chris, 2016. North Korea's Stockpiles of Fissile Material. *Korea Observer*. Winter 2016. Vol. 47, n° 4, pp. 721-749.

HÉRISSON, Audrey, 2018. Clausewitz versus Foucault: regards croisés sur la guerre. *Cahiers de philosophie de l'université de Caen*. 2018. N° 55, pp. 143-162.

HERMANN, Margaret G. et HERMANN, Charles F., 1989. Who Makes Foreign Policy Decisions and How: An Empirical Inquiry. *International Studies Quarterly*. 1989. Vol. 33, n° 4, pp. 361-387.

HESS, Ashley A.C., 2018. Why Does North Korea Engage in Provocations? *Journal of Asian Security and International Affairs*. avril 2018. Vol. 5, n° 1, pp. 57-83.

HEUSER, Beatrice, 1991. NSC 68 and the Soviet Threat: A New Perspective on Western Threat Perception and Policy Making. *Review of International Studies*. 1991. Vol. 17, n° 1, pp. 17-40.

HOLSTI, K. J., 1970. National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy. *International Studies Quarterly*. 1970. Vol. 14, n° 3, pp. 233-309.

HOLSTI, Ole R., 1976. Cognitive Process Approaches to Decision-Making: Foreign Policy Actors Viewed Psychologically. *American Behavioral Scientist*. 1 septembre 1976. Vol. 20, n° 1, pp. 11-32.

HOLZSCHEITER, Anna, 2014. Between Communicative Interaction and Structures of Signification: Discourse Theory and Analysis in International Relations. *International Studies Perspectives*. mai 2014. Vol. 15, n° 2, pp. 142-162.

HOSHINO, Masahiro et HIRAIWA, Shunji, 2020. Four factors in the “special relationship” between China and North Korea: a framework for analyzing the China–North Korea Relationship under Xi Jinping and Kim Jong-un. *Journal of Contemporary East Asia Studies*. 2 janvier 2020. Vol. 9, n° 1, pp. 18-28.

HOWARD, Peter, 2004. Why Not Invade North Korea? Threats, Language Games, and U.S. Foreign Policy. *International Studies Quarterly*. décembre 2004. Vol. 48, n° 4, pp. 805-828.

HOWE, Brendan, 2020. South Korea: Transformative Challenges to the Economic and Political “Miracle on the Han River”. *Asian Affairs: An American Review*. 2 janvier 2020. Vol. 47, n° 1, pp. 16-40.

HUANG, Yiping, 2016. Understanding China’s Belt & Road Initiative: Motivation, framework and assessment. *China Economic Review*. septembre 2016. Vol. 40, pp. 314-321.

HWANG, Ji-hwan, 2009. Face-Saving, Reference Point, and North Korea’s Strategic Assessments. *The Korean Journal of International Relations*. 2009. Vol. 49, n° 6, pp. 55-75.

IDAHOSA, Stephen et ABIDOYE, Rasheed, 2019. Game Theory Analysis on the Korean Peninsula: A Narrative on North Korea -United States Conflict. *Etnosocium* [en ligne]. janvier 2019. Vol. 6, pp. 92-101. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l’adresse : [https://www.researchgate.net/publication/330401062\\_Game\\_theory\\_Analysis\\_of\\_the\\_Korean\\_Peninsula\\_A\\_Narrative\\_on\\_North\\_Korea\\_-\\_United\\_States\\_Conflict](https://www.researchgate.net/publication/330401062_Game_theory_Analysis_of_the_Korean_Peninsula_A_Narrative_on_North_Korea_-_United_States_Conflict)

INSISA, Aurelio et PUGLIESE, Giulio, 2022. The free and open Indo-Pacific versus the belt and road: spheres of influence and Sino-Japanese relations. *The Pacific Review*. 4 mai 2022. Vol. 35, n° 3, pp. 557-585.

IZUMIKAWA, Yasuhiro, 2017. Acting on the North Korea Playbook: Japan's Responses to North Korea's Provocations. *Asia Policy*. 2017. Vol. 23, n° 1, pp. 90-96.

JAFFRELOT, Christophe, 2012. La relation Pakistan - Etats-Unis: un patron et son client au bord de la rupture? *Les études du Centre d'études et de recherches internationales*. septembre 2012. N° 187, pp. 1-49.

JEON, Sung-hoon, 2019. 비핵화외교의 실패와 한국의 전략적 대응 [pihaekhwaogyoï silp'aewa hangugüi chölyyakchök taeüng / / Échec de la diplomatie sur la dénucléarisation et réponse stratégique de la Corée du Sud]. 전략연구 [chölyyagyöngu / Recherche stratégique]. juillet 2019. Vol. 26, n° 2, pp. 205-232.

JERVIS, Robert, 1982. Deterrence and Perception. *International Security*. 1982. Vol. 7, n° 3, pp. 3-30.

JERVIS, Robert et RAPP-HOOPER, Mira, 2018. Perception and Misperception on the Korean Peninsula. *Foreign Affairs*. juin 2018. Vol. 97, n° 3, pp. 103-117.

JOHNSTONE, Ian, 2008. Legislation and Adjudication in the Un Security Council: Bringing down the Deliberative Deficit. *The American Journal of International Law*. 2008. Vol. 102, n° 2, pp. 275-308.

JONAS, David S., 2006. The New U.S. Approach To The Fissile Material Cutoff Treaty: Will Deletion Of A Verification Regime Provide A Way Out Of The Wilderness? *Florida Journal Of International Law*. 2006. Vol. 18, pp. 599-682.

JUNG, Soo-Keung, 2013. A Content Analysis of International News on North Korean Central TV: New Leadership's Perception of the World. *Journal of Peace and Unification*. Fall 2013. Vol. 3, n° 2, pp. 97-32.

JWA, Seung-hee, 2021. 박정희경제학: 한국적 경제발전 이론과 정책 [pakchöngühügyöngjehak: hangukchök kyöngjebalchön irongwa chöngch'aek / L'économie selon Park Chung-Hee: Théorie et politique du développement économique sud-coréen]. 제도과 경제 [chedowa kyöngje / Système & Économie]. novembre 2021. Vol. 15, n° 4, pp. 37-90.

KANG, David C., 1995. Rethinking North Korea. *Asian Survey*. 1995. Vol. 35, n° 3, pp. 253-267.

KANG, David C., 2003. Hierarchy, Balancing, and Empirical Puzzles in Asian International Relations. *International Security*. 2003. Vol. 28, n° 3, pp. 165-180.

KANG, David C., 2011. They Think They're Normal. *International Security*. Winter 2011. Vol. 36, n° 3, pp. 142-171.

KANG, Ji-hae, 2007. Recontextualization of News Discourse: A Case Study of Translation of News Discourse on North Korea. *The Translator*. novembre 2007. Vol. 13, n° 2, pp. 219-242.

KANG, Jung-min, HAYES, Peter, BIN, Li, SUZUKI, Tatsujiro et TANTER, Richard, 2005. South Korea's Nuclear Surprise. *Bulletin of the Atomic Scientists*. janvier 2005. Vol. 61, n° 1, pp. 40-49.

KATZENSTEIN, Peter J. et OKAWARA, Nobuo, 2001. Japan, Asian-Pacific Security, and the Case for Analytical Eclecticism. *International Security*. 2001. Vol. 26, n° 3, pp. 153-185.

KIM, Bo-mi, 2019. 북한 핵프로그램의 시작과 성장: 1950-1960 년대를 중심으로 [pukhan haekp'ürogöraemüi sijakkwa söngjang: ch'öngubaegospich'angubaegyusipnyöndaerül chungsimüro / Débuts et développement du programme nucléaire nord-coréen: Focus sur les années 1950-1960]. 통일정책연구 / *Unification Policy Studies*. 2019. Vol. 28, n° 1, pp. 183-208.

KIM, C. I. Eugene, 1973. Korea at the Crossroads: The Birth of the Fourth Republic. *Pacific Affairs*. 1973. Vol. 46, n° 2, pp. 218-231.

KIM, Dong-soo, 2021. 북한 비핵화 협상의 실패: 구성주의적 시각을 중심으로 [pukhan pihakhwa hyöpsang'üi silp'ae kusöngjuüijök sigagül chungsimüro]. 한국동북아논총 [hanguktongbuganonch'ong / L'échec des négociations sur la dénucléarisation de la Corée du Nord dans une perspective constructiviste]. 한국동북아논총 / *Journal of Northeast Asian Studies*. décembre 2021. Vol. 26, n° 4, pp. 147-163.

KIM, Hong-Cheol, 2012. How to Deter North Korea's Military Provocations. *The Korean Journal of International Studies*. 30 juin 2012. Vol. 10, n° 1, pp. 63-93.

KIM, Hwang Su et CARESTA, Mauro, 2014. What Really Caused the ROKS Cheonan Warship Sinking? *Advances in Acoustics and Vibration*. 20 novembre 2014. Vol. 2014.

KIM, Hyun-wook, 2019. Outlook for North Korea's Denuclearization in the aftermath of Hanoi Summit. *IFANS Focus*. 28 mars 2019. pp. 1-5.

KIM, Insoo et LEE, Minyong, 2011. Has South Korea's Engagement Policy Reduced North Korea's Provocations? *North Korean Review*. 2011. Vol. 7, n° 2, pp. 57-65.

KIM, Joo-soo, MOON, Eun-seok et YUN, Hui-cheol, 2014. 김정일과 김정은의 권력승계과정 비교를 통한 남북관계 전망 [kimjöng'ilkwa kimjöng'ünüi kwölyöksünggyegwajöng pigyorül t'onghan nambukkwangye chönmang / Perspective pour les relations intercoréennes à

travers la comparaison du processus de succession de Kim Jong Il et Kim Jong Un]. *Korean Journal of Political Science*. 2014. Vol. 22, n° 2, pp. 47-69.

KIM, Kyung-hye, 2014. Examining US news media discourses about North Korea: A corpus-based critical discourse analysis. *Discourse & Society*. mars 2014. Vol. 25, n° 2, pp. 221-244.

KIM, Samuel S., 1995. North Korea in 1994: Brinkmanship, Breakdown, and Breakthrough. *Asian Survey*. 1995. Vol. 35, n° 1, pp. 13-27.

KIM, Samuel S., 2001. North Korea in 2000 - Surviving through High Hopes of Summit Diplomacy. *Asian Survey*. 1 février 2001. Vol. 41, n° 1, pp. 12-29.

KIM, Tae-woo, 2017. Actualized Stigma: The historical formation of anti-Americanism in North Korea. *Modern Asian Studies*. mai 2017. Vol. 51, n° 3, pp. 543-576.

KIM, Yongho, 2013. North Korea's Threat Perception and Provocation Under Kim Jong-un: The Security Dilemma and the Obsession with Political Survival. *North Korean Review*. 2013. Vol. 9, n° 1, pp. 6-19.

KLOTZ, Audie et LYNCH, Cecelia, 1999. Le constructivisme dans la théorie des relations internationales. *Critique internationale*. 1 avril 1999. Vol. 2, n° 2, pp. 51-62.

KOH, B. C., 1965. North Korea and Its Quest for Autonomy. *Pacific Affairs*. Autumn-Winter 1965. Vol. 38, n° 3/4, pp. 294-306.

KRASNER, S. D., 2001. Organized hypocrisy in nineteenth-century East Asia. *International Relations of the Asia-Pacific*. 1 août 2001. Vol. 1, n° 2, pp. 173-197.

KREBS, Ronald R. et JACKSON, Patrick Thaddeus, 2007. Twisting Tongues and Twisting Arms: The Power of Political Rhetoric. *European Journal of International Relations*. mars 2007. Vol. 13, n° 1, pp. 35-66.

KRIEG-PLANQUE, Alice et OGER, Claire, 2010. Discours institutionnels. Perspectives pour les sciences de la communication. *Mots. Les langages du politique*. 30 novembre 2010. N° 94, pp. 91-96.

KRISTENSEN, Hans M. et NORRIS, Robert S., 2017. A history of US nuclear weapons in South Korea. *Bulletin of the Atomic Scientists*. 2 novembre 2017. Vol. 73, n° 6, pp. 349-357.

KUMATANI, Akiyasu, 1990. Language policies in North Korea. *International Journal of the Sociology of Language*. 1990. Vol. 1990, n° 82.

LAKE, David A., 2003. The New Sovereignty in International Relations. *International Studies Review*. septembre 2003. Vol. 5, n° 3, pp. 303-323.

LAKE, David A., 2007. Escape from the State of Nature: Authority and Hierarchy in World Politics. *International Security*. juillet 2007. Vol. 32, n° 1, pp. 47-79.

LANKOV, Andrei, 2010. The Yeonpyeong Island Incident: Why It Happened, Why Nothing Can Be Done, and What to Expect : Some Thoughts. *North Korean Economy Watch*. 8 décembre 2010.

LANKOV, Andrei, 2017. Why Nothing Can Really Be Done About North Korea's Nuclear Program. *Asia Policy*. 2017. Vol. 23, n° 1, pp. 104-110.

LANKOV, Andrei N., 1999. Kim Il Sung's Campaign against the Soviet Faction in Late 1955 and the Birth of Chuch'e. *Korean Studies*. 1999. Vol. 23, n° 1, pp. 43-67.

LEE, Choon-geun et KIM, Jong-sun, 2019. 북한 김정은 시대의 과학기술정책 변화와 시사점 [pukhan kimjōng'un sidaeüi kwahakkisulchōngch'aek pyōnhwawa sisajōm / La politique scientifique et technologique nord-coréenne de l'ère Kim Jong Un, changements et implications]. *STEPI Insight*. septembre 2019. N° 173, pp. 1-29.

LEE, Chung Min et BOTTO, Kathryn, 2020. Korea Net Assessment: Politicized Security and Unchanging Strategic Realities. *Carnegie Endowment for International Peace*. 2020. pp. 106.

LEE, Hong Yung, 2014. North Korea in 2013: Economy, Executions, and Nuclear Brinkmanship. *Asian Survey*. 1 février 2014. Vol. 54, n° 1, pp. 89-100.

LEE, Inyeop, 2022. Rethinking Economic Sanctions on North Korea: Why Crippling Economic Sanctions Will Not Make North Korea Denuclearize. *Korea Observer*. Spring 2022. Vol. 53, n° 1, pp. 47-73.

LEE, Jae-bong, 2009. US Deployment of Nuclear Weapons in 1950s South Korea & North Korea's Nuclear Development: Toward Denuclearization of the Korean Peninsula. *The Asia-Pacific Journal*. 17 février 2009. Vol. 7, n° 8, pp. 17.

LEE, Kihyun et KIM, Jangho, 2017. Cooperation and Limitations of China's Sanctions on North Korea: Perception, Interest and Institutional Environment. *North Korean Review*. 2017. Vol. 13, n° 1, pp. 28-44.

LEE, Min-sook, 2011. 군사협상과 군사도발 병행 행태를 통해 본 북한의 대남전략 [kunsahyōpsanggwa kunsadobal pyōnghaeng haengt'aerül t'onghae pon pukhanüi taenamjōllyak / La stratégie de confrontation de la Corée du Nord envers la Corée du Sud à travers une conduite simultanée de négociations et de provocations militaires]. 통일정책연구 / *Unification Policy Studies*. 2011. Vol. 20, n° 2, pp. 125-158.

LEE, Sang-Hyun, 2008. ROK-U.S. Relations in Le Myung-Bak Government: Toward A Vision of A « 21 st Century Strategic Alliance ». *The Journal of East Asian Affairs*. 2008. Vol. 22, n° 1, pp. 1-32.

LEE, Sangsoo, 2020. U.S.-North Korea Denuclearization Negotiations: An Irresolvable Issue? *Focus Asia*. juin 2020.

LEE, Sun-Ae et KIM, Jae-woo, 2019. 88 서울올림픽경기대회 관련 남북체육회담에 관한 연구: 제 2 차 로잔회담을 중심으로 [p'alsipp'alsöurollimp'ikkyönggidaehoe kwallyön nambukch'eyukhoedame kwanhan yöngu: cheich'a rojanhoedamül chungsimüro / Analyse des pourparlers sportifs intercoréens relatifs aux Jeux Olympiques de Séoul en 1988 : Focus sur les 2nd pourparlers de Lausanne]. *한국체육학회지 / The Korean Journal of Physical Education*. 2019. Vol. 58, n° 4, pp. 1-13.

LEVEAU, Arnaud, 2013. Corée du Sud-États-Unis. Une relation sous influence. *Outre-Terre*. 2013. Vol. N° 37, n° 3, pp. 327.

LI, Mingjiang, 2020. The Belt and Road Initiative: geo-economics and Indo-Pacific security competition. *International Affairs*. 1 janvier 2020. Vol. 96, n° 1, pp. 169-187.

LIEBY, Thomas, 2020. Quelques réflexions sur l'interprétation des conventions internationales du travail par le juge national. *Revue internationale de droit économique*. 2020. Vol. XXXIV, n° 1, pp. 5-31.

LIM, Eunjung, 2019. South Korea's Nuclear Dilemmas. *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*. 2 janvier 2019. Vol. 2, n° 1, pp. 297-318.

MACLEOD, Alex, 2004. Les études de sécurité: du constructivisme dominant au constructivisme critique. *Cultures & Conflicts*. 1 juin 2004. N° 54, pp. 13-51.

MACLEOD, Alex, MASSON, Isabelle et MORIN, David, 2004. Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales. *Études internationales*. 8 juin 2004. Vol. 35, n° 1, pp. 7-24.

MALICI, Akan et BUCKNER, Allison L., 2008. Empathizing with Rogue Leaders: Mahmoud Ahmadinejad and Bashar al-Asad. *Journal of Peace Research*. 1 novembre 2008. Vol. 45, n° 6, pp. 783-800.

MALICI, Akan et MALICI, Johnna, 2005. The Operational Codes of Fidel Castro and Kim Il Sung: The Last Cold Warriors? *Political Psychology*. 2005. Vol. 26, n° 3, pp. 387-412.

MANSOUROV, Alexandre, 2004. North Korea's Road to the Atomic Bomb. *International Journal of Korean Unification Studies*. 2004. Vol. 13, n° 1, pp. 21-58.

MANSOUROV, Alexandre Y., 1995. The origins, evolution, and current politics of the North Korean nuclear program. *The Nonproliferation Review*. septembre 1995. Vol. 2, n° 3, pp. 25-38.

MARFLEET, B., 2000. The Operational Code of John F. Kennedy During the Cuban Missile Crisis: A Comparison of Public and Private Rhetoric. *Political Psychology*. 1 septembre 2000. Vol. 21, n° 3.

MAUTNER, Gerlinde, 2007. Mining large corpora for social information: The case of elderly. *Language in Society*. janvier 2007. Vol. 36, n° 1, pp. 51-72.

MAZARR, Michael J., 1995. Going Just a Little Nuclear: Nonproliferation Lessons from North Korea. *International Security*. automne 1995. Vol. 20, n° 2, pp. 92-122.

MCEACHERN, Patrick, 2009. North Korea's Policy Process: Assessing Institutional Policy Preferences. *Asian Survey*. mai 2009. Vol. 49, n° 3, pp. 528-552.

MEARSHEIMER, John J., 1993. The Case for a Ukrainian Nuclear Deterrent. *Foreign Affairs*. 1993. Vol. 72, n° 3, pp. 50-66.

MEARSHEIMER, John J., 1994. The False Promise of International Institutions. *International Security*. 1994. Vol. 19, n° 3, pp. 5-49.

MECKLIN, John (éd.), 2017. It is two and a half minutes to midnight. *Bulletin of the Atomic Scientists*. 26 janvier 2017.

MILLIKEN, Jennifer, 1999. The Study of Discourse in International Relations : A Critique of Research and Methods. *European Journal of International Relations*. juin 1999. Vol. 5, n° 2, pp. 225-254.

MIN, Sur Jung, 1999. Strategies of constructing meaning: A critical discourse analysis of news on the North Korean nuclear threat. *ITL - International Journal of Applied Linguistics*. 1 janvier 1999. Vol. 123, n° 1, pp. 1-35.

MINNICH, James M., 2020. Denuclearization through Peace: A Policy Approach to Change North Korea from Foe to Friend. *Military Review*. décembre 2020. pp. 13-27.

MOON, Chung-in, 2007. From Symbols to Substance: Comparing the 2000 and 2007 Inter-Korean Summits. *Global Asia*. décembre 2007. Vol. 2, n° 3.

MURPHY, J. R., STEVENS, J. L., KOHL, B. C. et BENNETT, T. J., 2013. Advanced Seismic Analyses of the Source Characteristics of the 2006 and 2009 North Korean Nuclear Tests. *Bulletin of the Seismological Society of America*. 1 juin 2013. Vol. 103, n° 3, pp. 1640-1661.

MUSTAFA, Zubeida, 1981. Pakistan-US Relations: The Latest Phase. *The World Today*. 1981. Vol. 37, n° 12, pp. 469-475.

MYERS, B.R., 2014. Western Academia and the Word « Juche ». *Pacific Affairs*. 1 décembre 2014. Vol. 87, n° 4, pp. 779-789.



NAGY, Stephen, 2021. Sino-Japanese Reactive Diplomacy as Seen Through the Interplay of the Belt Road Initiative (BRI) and the Free and Open Indo-Pacific Vision (FOIP). *China Report*. 1 février 2021. Vol. 57, n° 1, pp. 7-21.

NAL, Emmanuel, 2015. Doctrines nucléaires : spécificités du Pakistan et de la Corée du Nord: *Revue Défense Nationale*. 1 janvier 2015. Vol. N° 776, n° 1, pp. 50-55.

NAM, Sung-wook, 2007. Evaluation of the North Korean July 2002 Economic Reform. *North Korean Review*. Spring 2007. Vol. 3, n° 1, pp. 32-44.

NISBETT, Richard E. et MIYAMOTO, Yuri, 2005. The influence of culture: holistic versus analytic perception. *Trends in Cognitive Sciences*. octobre 2005. Vol. 9, n° 10, pp. 467-473.

NORRIS, Robert S, ARKIN, William M. et BURR, William, 1999. Where they were. *Bulletin of the Atomic Scientists*. novembre 1999. Vol. 55, n° 6, pp. 26-35.

NORRIS, Robert S., ARKIN, William M. et BURR, William, 1999. Appendix B: Deployments by country, 1951-1977. *Bulletin of the Atomic Scientists*. 1 novembre 1999. Vol. 55, n° 6, pp. 66-67.

NYE, Joseph S., 1985. NPT: The Logic of Inequality. *Foreign Policy*. 1985. N° 59, pp. 123-131.

OGUNNOWO, Oluwaseyi Emmanuel et CHIDOZIE, Felix, 2020. International Law and Humanitarian Intervention in the Syrian Civil War: The Role of the United States. *SAGE Open*. 1 avril 2020. Vol. 10, n° 2, pp. 1-11.

OLBRICH, Philipp et SHIM, David, 2019. Symbolic practices of legitimation: exploring domestic motives of North Korea's space program. *International Relations of the Asia-Pacific*. 1 janvier 2019. Vol. 19, n° 1, pp. 33-61.

ORPIN, Debbie, 2005. Corpus Linguistics and Critical Discourse Analysis: Examining the ideology of sleaze. *International Journal of Corpus Linguistics*. 11 mars 2005. Vol. 10, n° 1, pp. 37-61.

OUELLETTE, Dean J., 2013. North Korea's Perception of Multilateralism. *North Korean Studies Review*. 2013. Vol. 16, n° 3, pp. 145-213.

ÖZDAMAR, Özgür, 2017. Leadership Analysis at a "Great Distance": Using the Operational Code Construct to Analyse Islamist Leaders. *Global Society*. 3 avril 2017. Vol. 31, n° 2, pp. 167-198.

ÖZDAMAR, Özgür et CEYDILEK, Erdem, 2020. European populist radical right leaders' foreign policy beliefs: An operational code analysis. *European Journal of International Relations*. 1 mars 2020. Vol. 26, n° 1, pp. 137-162.

PANIZZA, Francisco et MIORELLI, Romina, 2013. Taking Discourse Seriously: Discursive Institutionalism and Post-structuralist Discourse Theory. *Political Studies*. juin 2013. Vol. 61, n° 2, pp. 301-318.

PAPE, Robert A., 2005. Soft Balancing against the United States. *International Security*. 2005. Vol. 30, n° 1, pp. 7-45.

PARK, Han S., 2000. North Korean Perceptions of Self and Others: Implications for Policy Choices. *Pacific Affairs*. 2000. Vol. 73, n° 4, pp. 503-516.

PARK, Han S., 2007. Military-First Politics (Songun): Understanding Kim Jong-il's North Korea. *Korea Economic Institute Academic Paper Series*. septembre 2007. Vol. 2, n° 7.

PARK, Hongseo et PARK, Jae Jeok, 2017. How Not To Be Abandoned by China: North Korea's Nuclear Brinkmanship Revisited. *The Korean Journal of Defense Analysis*. septembre 2017. Vol. 29, n° 3, pp. 371-387.

PARK, Ji-soo, 2020. 비대칭 협상에서 북한의 소모적 협상 전략: 푸에블로호 나포 사건과 제 1 차 북핵 위기를 중심으로 [pidaech'ing hyöpsang'esö pukhanüi somojök hyöpsang chöillyak p'uebülloho nap'o sagöngwa cheilch'a pukhaek wigirül chungsimüro / La stratégie de négociation à l'usure de la Corée du Nord dans les négociations asymétriques : Focus sur l'incident du Pueblo et la première crise nucléaire nord-coréenne]. *한국군사학논집 / Korean Journal of Military Art and Science*. 2020. Vol. 76, n° 3, pp. 256-284.

PARK, Jong-Chul, 2008. Lee Myung-Bak Administration's North Korea Policy: Challenges and Tasks. *The Journal of East Asian Affairs*. 2008. Vol. 22, n° 2, pp. 39-61.

PARK, Yong-soo, 2011. 김영삼정부 북핵위기 대응의 한계에 대한 재평가: 김영삼 대통령의 주도성 추구성향과 정부대응의 경직성을 중심으로 [kimyöngsamjöngbu pukhaegwigi taeüng'üi hangyee taehan chaep'yöngga kimyöngsam taet'ongnyöng'üi chudosöng ch'ugusönggyangwa chöngbudaëüng'üi kyöngjiksöng'ül chungsimüro / Réévaluation des limites de la réponse du gouvernement de Kim Young-sam à la crise nucléaire nord-coréenne : Focus sur la tendance proactive du président Kim Young-sam et la rigidité de la réponse du gouvernement]. *한국정치연구 / Journal of Korean Politics*. 15 septembre 2011. Vol. 20, n° 3.

PAUL, T. V., 2005. Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy. *International Security*. 2005. Vol. 30, n° 1, pp. 46-71.

PEH, Kimberly et PARK, Soul, 2021. Staying the Course: Denuclearization and Path Dependence in the U.S.'s North Korea Policy. *North Korean Review*. 2021. Vol. 17, n° 1, pp. 57-78.

- PELOPIDAS, Benoît, 2012. Les émergents et la prolifération nucléaire. Une illustration des biais téléologiques en relations internationales et de leurs effets. *Critique internationale*. 13 août 2012. Vol. 56, n° 3, pp. 57-74.
- PETITCLERC, Adèle, 2009. Introduction aux notions de contexte et d'acteurs sociaux en Critical Discourse Analysis. *Semen*. 1 juin 2009. N° 27.
- PHILLIPS, Sarah D., 2004. Chernobyl's Sixth Sense: The Symbolism of an Ever-Present Awareness. *Anthropology and Humanism*. 2004. Vol. 29, n° 2, pp. 159-185.
- POLLACK, Jonathan D., 2003. The United States, North Korea, and the End of the Agreed Framework. *Naval War College Review*. Summer 2003. Vol. 56, n° 3.
- RICH, T., 2014. Propaganda with purpose: uncovering patterns in North Korean Nuclear Coverage, 1997-2012. *International Relations of the Asia-Pacific*. 1 septembre 2014. Vol. 14, n° 3, pp. 427-453.
- RICH, Timothy S., 2012. Deciphering North Korea's Nuclear Rhetoric: An Automated Content Analysis of KCNA News. *Asian Affairs: An American Review*. avril 2012. Vol. 39, n° 2, pp. 73-89.
- ROBINSON, Michael, 1984. National Identity and the Thought of Sin Ch'aeho: Sadaejuüi and Chuch'e in History and Politics. *The Journal of Korean Studies*. 1984. Vol. 2, pp. 121-142.
- ROCHE, Nicolas et TARDY JOUBERT, Hubert, 2019. Peut-on réconcilier morale et dissuasion nucléaire ? *Commentaire*. 2019. Vol. 168, n° 4, pp. 795-806.
- ROEHRIG, Terence, 2009. North Korea and the US State Sponsors of Terrorism List. *Pacific Focus*. avril 2009. Vol. 24, n° 1, pp. 85-106.
- RYU, Dae Young, 2019. Kim Il-Sung and Christianity in North Korea. *Journal of Church and State*. Vol. 61, n° 4, pp. 765-792.
- SAGAN, Scott D., 2018. Armed and Dangerous: When Dictators Get the Bomb. *Foreign Affairs*. décembre 2018. Vol. 97, n° 6, pp. 35-43.
- SARACENI, Mario, 2003. The strange case of Dr Blair and Mr Bush: Counting their words to solve a mystery. *English Today*. juillet 2003. Vol. 19, n° 3, pp. 3-13.
- SCHAFER, Mark et CRICHLLOW, Scott, 2000. Bill Clinton's Operational Code: Assessing Source Material Bias. *Political Psychology*. 2000. Vol. 21, n° 3, pp. 559-571.
- SCHEGLOFF, Emanuel A., 1997. Whose Text? Whose Context? *Discourse & Society*. 1 avril 1997. Vol. 8, n° 2, pp. 165-187.

SCHIRRU, Giancarlo, 2016. L'hégémonie de Gramsci entre la sphère politique et la sphère symbolique. *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*. 1 décembre 2016. N° 128-2.

SCHMIDT, Vivien A., 2008. Discursive Institutionalism: The Explanatory Power of Ideas and Discourse. *Annual Review of Political Science*. juin 2008. Vol. 11, n° 1, pp. 303-326.

SCHMIDT, Vivien A., 2010. Taking ideas and discourse seriously: explaining change through discursive institutionalism as the fourth 'new institutionalism'. *European Political Science Review*. mars 2010. Vol. 2, n° 1, pp. 1-25.

SCHNAPPER, Dominique, 2011. Ethnies et nations. *Cahiers de recherche sociologique*. 26 avril 2011. N° 20, pp. 157-167.

SEO, Jung-kyung, 2015. 북중관계의 새로운 변화와 동맹의 딜레마 [pukchunggwangyeüi saeroun pyönhwawa tongmaeng'üi tillema / La relation entre la Corée du Nord et la Chine, nouveaux changements et dilemmes de l'alliance]. *Sungkyun China Brief*. janvier 2015. Vol. 3, n° 1, pp. 39-45.

SEOUL NATIONAL UNIVERSITY et PARK, Sunhee, 2020. Why EU's Multilateralism matters in Korea's Peace Process? *UNISCI Journal*. janvier 2020. Vol. 18, n° 52, pp. 35-50.

SIGAL, Leon V., 2020. Paved with Good Intentions: Trump's Nuclear Diplomacy with North Korea. *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*. 2 janvier 2020. Vol. 3, n° 1, pp. 163-182.

SINGER, J. David, 1961. The Level-of-Analysis Problem in International Relations. *World Politics*. octobre 1961. Vol. 14, n° 1, pp. 77-92.

SNYDER, Scott, 2000. Negotiating on the Edge: Patterns in North Korea's Diplomatic Style. *World Affairs*. 2000. Vol. 163, n° 1, pp. 3-17.

SNYDER, Scott et BYUN, See-won, 2011. Cheonan and Yeonpyeong: The Northeast Asian Response to North Korea's Provocations. *The RUSI Journal*. mai 2011. Vol. 156, n° 2, pp. 75-81.

SOLTANI, Fakhreddin, NAJI, Saeid et EKHTIARI AMIRI, Reza, 2015. Levels of Analysis in International Relations and Regional Security Complex Theory. *Journal of Public Administration and Governance*. 26 octobre 2015. Vol. 4, n° 4, pp. 166.

SONNEVEND, Julia et KIM, Youngrim, 2020. An Unlikely Seducer: Kim Jong-un's Charm Offensive From the PyeongChang Winter Olympics Until the Trump-Kim Summit. *International Journal of Communication*. 23 février 2020. Vol. 14, pp. 1398-1420.

STEELE, Brent J., 2007. Making Words Matter: The Asian Tsunami, Darfur, and « Reflexive Discourse » in International Politics. *International Studies Quarterly*. 2007. Vol. 51, n° 4, pp. 901-925.

STONE, Marianne, 2009. Security According to Buzan; A Comprehensive Security Analysis. *Security Discussion Papers*. Spring 2009. Vol. 1.

SUGANAMI, Hidemi, 2009. Understanding Man, the State, and War. *International Relations*. septembre 2009. Vol. 23, n° 3, pp. 372-388.

SUH, Dae-sook, 1993. North Korea: The Present and the Future. *Korean Journal of Defense Analysis*. juin 1993. Vol. 5, n° 1, pp. 61-80.

SUH, Jae-jin, 2008. 이명박 정부의 비핵·개방·3000 구상과 북핵문제 해결의 전략 [imyöngbak chöngbuüi pihaek kaebang samch'ön kusanggwa pukhaengmunje haegyöörüi chölyak / Le plan dénucléarisation/ouverture/3000 de l'administration Lee Myung-bak et la stratégie de résolution de la question du nucléaire nord-coréen]. 통일정책연구/ *Unification Policy Studies* [t'ong'ilchöngch'aegyöngu]. 2008. Vol. 17, n° 1, pp. 27-50.

TAN, Er-Win, GOVINDASAMY, Geetha et PARK, Chang Kyoo, 2015. The Potential Role of South-East Asia in North Korea's Economic Reforms: The Cases of ASEAN, Vietnam and Singapore. *Journal of Asian and African Studies*. 5 mars 2015. Vol. 52, n° 2, pp. 172-187.

TAN, Er-win et YOO, Hyun-chung, 2021. North Korean Political Thinking As A Reflection of Regime Survival Strategy. *International Journal of Korean Unification Studies*. 2021. Vol. 30, n° 2, pp. 191-228.

TAN, Ming Hui, 2017. Multilateral Engagement of North Korea: An Assessment of the Six-Party Talks and the ASEAN Regional Forum. *Asian Journal of Peacebuilding*. 30 novembre 2017. Vol. 5, n° 2, pp. 307-324.

TENORIO, Encarnacion Hidalgo, 2011. Critical Discourse Analysis, An overview. *Nordic Journal of English Studies*. 1 janvier 2011. Vol. 10, n° 1, pp. 183-210.

TERRELL, Jacob A., 2007. Political Ideology and Language Policy in North Korea. *Annual Meeting of the Berkeley Linguistics Society*. 5 novembre 2007. Vol. 33, n° 1, pp. 425.

TZENG, Peter, 2015. Nuclear arbitration: Interpreting non-proliferation agreements. *Nuclear Law Bulletin*. 4 décembre 2015. Vol. 2015, n° 1, pp. 41-64.

VAN DIJK, Teun A., 1993. Principles of Critical Discourse Analysis. *Discourse & Society*. 1 avril 1993. Vol. 4, n° 2, pp. 249-283.

VAN LEEUWEN, Theo, 1993. Genre and Field in Critical Discourse Analysis: A Synopsis. *Discourse & Society*. 1993. Vol. 4, n° 2, pp. 193-223.

VILLAR, Constanze, 2005. Pour une théorie du discours diplomatique. *Annuaire Français de Relations Internationales*. 2005. Vol. VI, pp. 45-61.

WÆVER, Ole, 2009. Waltz's Theory of Theory. *International Relations*. juin 2009. Vol. 23, n° 2, pp. 201-222.

WAHLSTRÖM, Ninni et SUNDBERG, Daniel, 2018. Discursive institutionalism: towards a framework for analysing the relation between policy and curriculum. *Journal of Education Policy*. 2 janvier 2018. Vol. 33, n° 1, pp. 163-183.

WALKER, Stephen G., 1977. The Interface Between Beliefs and Behavior: Henry Kissinger's Operational Code and the Vietnam War. *Journal of Conflict Resolution*. 1 mars 1977. Vol. 21, n° 1, pp. 129-168.

WALKER, Stephen G., 1990. The Evolution of Operational Code Analysis. *Political Psychology*. juin 1990. Vol. 11, n° 2, pp. 403-418.

WALKER, Stephen G., 2011. Anticipating attacks from the operational codes of terrorist groups. *Dynamics of Asymmetric Conflict*. 1 juillet 2011. Vol. 4, n° 2, pp. 135-143.

WALKER, Stephen G. et FALKOWSKI, Lawrence S., 1984. The Operational Codes of U.S. Presidents and Secretaries of State: Motivational Foundations and Behavioral Consequences. *Political Psychology*. 1984. Vol. 5, n° 2, pp. 237-266.

WALKER, Stephen G., SCHAFER, Mark et YOUNG, Michael D., 1998. Systematic Procedures for Operational Code Analysis: Measuring and Modeling Jimmy Carter's Operational Code. *International Studies Quarterly*. 1998. N° 42, pp. 175-190.

WALKER, William, 2004. Weapons of Mass Destruction and International Order. *The Adelphi Papers*. 2004. Vol. 44, n° 370.

WALTZ, Kenneth N., 1981. The Spread of Nuclear Weapons: More May Better. *The Adelphi Papers*. Autumn 1981. N° 171.

WALTZ, Kenneth N., 2000. Structural Realism after the Cold War. *International Security*. summer 2000. Vol. 25, n° 1, pp. 5-41.

WEATHERSBY, Katheryn, 1998. New Findings on the Korean War. *Cold War International History Project Bulletin*. Winter 1998. pp. 176-185.

WEISS, Leonard, 2003. Atoms for Peace. *Bulletin of the Atomic Scientists*. 1 novembre 2003. Vol. 59, n° 6, pp. 34-44.

WELDES, Jutta et SACO, Diana, 1996. Making State Action Possible: The United States and the Discursive Construction of « The Cuban Problem », 1960-1994. *Millennium*. 1 juin 1996. Vol. 25, n° 2, pp. 361-395.

- WENDT, Alexander, 1992. Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics. *International Organization*. printemps 1992. Vol. 46, n° 2, pp. 391-425.
- WENDT, Alexander, 1994. Collective Identity Formation and the International State. *The American Political Science Review*. 1994. Vol. 88, n° 2, pp. 384-396.
- WENDT, Alexander, 1995. Constructing International Politics. *International Security*. 1995. Vol. 20, n° 1, pp. 71.
- WENDT, Alexander et FRIEDHEIM, Daniel, 1995. Hierarchy under anarchy: informal empire and the East German state. *International Organization*. septembre 1995. Vol. 49, n° 4, pp. 689-721.
- WHANG, Taehee, LAMMBRAU, Michael et JOO, Hyung-min, 2016. Detecting patterns in North Korean military provocations: what machine-learning tells us. *International Relations of the Asia-Pacific*. 19 octobre 2016. pp. 28.
- WHITE, Ralph K., 1991. Empathizing with Saddam Hussein. *Political Psychology*. juin 1991. Vol. 12, n° 2, pp. 291.
- WIDDOWSON, Henry George, 1995. Discourse analysis: a critical view. *Language and Literature*. 1 août 1995. Vol. 4, n° 3, pp. 157-172.
- WIDDOWSON, Henry George, 1996. Reply to Fairclough: Discourse and interpretation: conjectures and refutations. *Language and Literature*. 1 février 1996. Vol. 5, n° 1, pp. 57-69.
- WIDDOWSON, Henry George, 1998. REVIEW ARTICLE: The Theory and Practice of Critical Discourse Analysis. *Applied Linguistics*. 1 avril 1998. Vol. 19, n° 1, pp. 136-151.
- WIDEMANN, Thierry, 2015. Le concept de dissuasion avant l'arme nucléaire. *Revue Défense Nationale*. 2015. Vol. N° 782, n° 7, pp. 33-36.
- WILLIGEN, Niels van et BAKKER, Femke E., 2021. Trauma and belief systems; an operational code analysis of Dutch Prime Minister Rutte and the downing of flight MH17. *Risk, Hazards & Crisis in Public Policy*. 2021. Vol. 12, n° 2, pp. 215-233.
- WOO, Byung-Deuk, 2019. Why does North Korea Commit Provocations? *The Korean Journal of Defense Analysis*. mars 2019. Vol. 31, n° 1, pp. 43-59.
- WOO, Donghyun, 2022. The Peaceful Origins of North Korea's Nuclear Programme in the Cold War Period, 1945–1965. *The Historical Journal*. 12 août 2022. pp. 1-21.
- WOO, Jongseok, 2018. Defining the Nature and Future of the Party–Military Relations in North Korea. *Journal of Asian Security and International Affairs*. décembre 2018. Vol. 5, n° 3, pp. 227-244.

WOO, Seongji, 2011. Pyongyang and the World: North Korean Perspectives on International Relations under Kim Jong-il. *Pacific Focus*. août 2011. Vol. 26, n° 2, pp. 188-205.

YANG, Un-cheol, 2019. 북한 군수산업의 민수전환을 위한 한국의 역할 [pukhan kunsusanöbui minsujönhwanül wihan hangugüi yökhal / Le rôle de la Corée du Sud dans la conversion civile de l'industrie militaire nord-coréenne]. *Sejong Policy Brief*. 26 décembre 2019. N° 22.

YANG, Yi Edward, KELLER, Jonathan W. et MOLNAR, Joseph, 2018. An Operational Code Analysis of China's National Defense White Papers: 1998-2015. *Journal of Chinese Political Science*. décembre 2018. Vol. 23, n° 4, pp. 585-602.

YEA, Sanghan, 2017. Demystifying the Survival of North Korea. *Journal of Asian Security and International Affairs*. avril 2017. Vol. 4, n° 1, pp. 50-68.

YI, Joseph et PHILLIPS, Joe, 2018. Christian Case for Engaging North Korea. *Pacific Affairs*. 1 septembre 2018. Vol. 91, n° 3, pp. 523-537.

YOO, Sangbeom et KIM, Sangjin, 2017. The Pattern of North Korea's Local Military Provocations. *The Korean Journal of International Studies*. avril 2017. Vol. 15, n° 1, pp. 71-84.

YUZAWA, Takeshi, 2005. Japan's changing conception of the ASEAN Regional Forum: from an optimistic liberal to a pessimistic realist perspective. *The Pacific Review*. 1 décembre 2005. Vol. 18, n° 4, pp. 463-497.

ZARIF, Mohammad Javad, 2014. What Iran Really Wants: Iranian Foreign Policy in the Rouhani Era. *Foreign Affairs*. 2014. Vol. 93, n° 3, pp. 49-59.

ZEB, Rizwan, 2006. David Versus Goliath? Pakistan's Nuclear Doctrine: Motivations, Principles and Future. *Defense & Security Analysis*. décembre 2006. Vol. 22, n° 4, pp. 387-408.

ZHANG, Zhexin, 2018. The Belt and Road Initiative: China's New Geopolitical Strategy? *China Quarterly of International Strategic Studies*. janvier 2018. Vol. 04, n° 03, pp. 327-343.

ZHAO, Lian-Feng, XIE, Xiao-Bi, WANG, Wei-Min et YAO, Zhen-Xing, 2012. Yield Estimation of the 25 May 2009 North Korean Nuclear Explosion. *Bulletin of the Seismological Society of America*. 1 avril 2012. Vol. 102, n° 2, pp. 467-478.

ZHAO, Lien-Feng, XIE, Xiao-Bi, WANG, Wei-Min et YAO, Zhen-Xing, 2014. The 12 February 2013 North Korean Underground Nuclear Test. *Seismological Research Letters*. 1 janvier 2014. Vol. 85, n° 1, pp. 130-134.

ZHAO, Suisheng, 2015. A New Model of Big Power Relations? China-US strategic rivalry and balance of power in the Asia-Pacific. *Journal of Contemporary China*. 4 mai 2015. Vol. 24, n° 93, pp. 377-397.



## **Articles de presse**

AFP, 2019. Pour Emmanuel Macron, l'Otan est en état de « mort cérébrale ». *Le Figaro* [en ligne]. 7 novembre 2019. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107>

AFP et REUTERS, 2022. Adhésion à l'OTAN : la Finlande et la Suède ont soumis leurs demandes respectives. *Le Monde* [en ligne]. 18 mai 2022. [Consulté le 22 mai 2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/18/adhesion-a-l-otan-la-finlande-et-la-suede-ont-soumis-leur-demande\\_6126603\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/18/adhesion-a-l-otan-la-finlande-et-la-suede-ont-soumis-leur-demande_6126603_3210.html)

BAKER, Peter et SANG-HUN, Choe, 2017. Trump Threatens 'Fire and Fury' Against North Korea if It Endangers U.S. *The New York Times* [en ligne]. 8 août 2017. [Consulté le 5 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2017/08/08/world/asia/north-korea-un-sanctions-nuclear-missile-united-nations.html>

BARNARD, Anne et MAZZETTI, Mark, 2016. U.S. Admits Airstrike in Syria, Meant to Hit ISIS, Killed Syrian Troops. *The New York Times* [en ligne]. 17 septembre 2016. [Consulté le 11 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2016/09/18/world/middleeast/us-airstrike-syrian-troops-isis-russia.html>

BICKER, Laura, 2019. Trump-Kim summit: The sorry fate of North Korea's diplomat defectors. *BBC News* [en ligne]. 22 février 2019. [Consulté le 22 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/world-asia-47301876>

BLUSTEIN, Paul, 1991. Two Koreas pledge to end aggression. *The Washington Post* [en ligne]. 13 décembre 1991. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1991/12/13/two-koreas-pledge-to-end-aggression/d104ab96-1a85-4024-8b61-bf9e43d779eb/>

BROAD, William J. et SANGER, David E., 2017. U.S. Strategy to Hobble North Korea Was Hidden in Plain Sight. *The New York Times* [en ligne]. 4 mars 2017. [Consulté le 6 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2017/03/04/world/asia/left-of-launch-missile-defense.html>

BUCKLEY, Chris, 2007. China's defense budget to jump 17.8 pct in 2007. *Reuters* [en ligne]. 4 mars 2007. [Consulté le 3 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-china-military-budget-idUSSP20100020070304>

BYRNE, Leo, 2019. North Korean FM says Pyongyang asked for « partial » sanctions relief. *NK News* [en ligne]. 28 février 2019. [Consulté le 18 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/02/north-korean-fm-says-pyongyang-asked-for-partial-sanctions-relief/>

CAMPBELL, Charlie, 2021. Moon Jae-in's Final Attempt to Heal South Korea. *Time* [en ligne]. 23 juin 2021. [Consulté le 14 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://time.com/6075235/moon-jae-in-south-korea-election/>

CARREL, Paul, 2019. EU needs to learn the « language of power », incoming chief says. *Reuters* [en ligne]. 8 novembre 2019. [Consulté le 21 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-eu-commission-von-der-leyen-idUSKBN1XI2BI>

China to enforce UN sanctions against North Korea, 2017. *The Guardian* [en ligne]. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/world/2017/sep/23/china-to-enforce-un-sanctions-against-north-korea>

CHOE, Sang-hun, 2008. North Korea Destroys Tower at Nuclear Site. *The New York Times* [en ligne]. 28 juin 2008. [Consulté le 4 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2008/06/28/world/asia/28korea.html>

CHOI, He-suk, 2013. Estimates differ on size of N.K. blast. *The Korea Herald* [en ligne]. 14 février 2013. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20130214000765>

CHOI, Sun-young, 2019. 최선희, 트럼프 DMZ 정상회담 제안에 « 흥미로운 제안 » [ch'oesŏnhŭi, t'ŭrŏmp'ŭ DMZ chŏngsanghoedong cheane hŭngmiroun chean / Choe Son Hui, la proposition de D. Trump de réunion sur la DMZ est « une proposition intéressante »]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 29 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20190629034000504>

CHUNG, Chaewon, 2021. North Korean diplomat calls for dismantling 'illegally established' UN Command. *NK News* [en ligne]. 4 novembre 2021. [Consulté le 13 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2021/11/north-korean-diplomat-calls-for-dismantling-illegally-established-un-command/>

CHUNG, Chaewon, 2022. North Korea has finished preparations for a nuclear test, Seoul says. *NK News* [en ligne]. 13 juin 2022. [Consulté le 14 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2022/06/north-korea-has-finished-preparations-for-a-nuclear-test-seoul-says/>

Complete, verifiable denuclearization of North Korea must be achieved: Goldberg, 2022. *The Korea Times* [en ligne]. [Consulté le 8 mai 2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2022/06/103\\_326965.html](https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2022/06/103_326965.html)

CROWLEY, Michael, 2019. Trump's Offer to Say 'Hello' to Kim at DMZ Carries Risks and Rewards for Both. *The New York Times* [en ligne]. 29 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/06/29/world/asia/trump-kim-dmz.html>

DALEY, Tad et TRIBUNE, International Herald, 2002. Opinion | Nonproliferation : America's nuclear hypocrisy. *The New York Times* [en ligne]. 21 octobre 2002. [Consulté le 30 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2002/10/21/opinion/IHT-nonproliferation-americas-nuclear-hypocrisy.html>

DANIELS, Jeff, 2018. North Korea is scaling back its annual winter military exercises. *CNBC* [en ligne]. 30 janvier 2018. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.cnbc.com/2018/01/29/north-korea-is-scaling-back-its-annual-winter-military-exercises.html>

DAOU, Marc, 2021. Syrie : Bachar al-Assad, un président sous tutelle ? *France 24* [en ligne]. 15 mars 2021. [Consulté le 18 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210315-syrie-bachar-al-assad-un-pr%C3%A9sident-sous-tutelle>

DENYER, Simon, 2019. North Korea's Kim receives 'excellent letter' from Trump, state media says. *The Washington Post* [en ligne]. 23 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/north-koreas-kim-receives-excellent-letter-from-trump-state-media-says/2019/06/22/283c2d54-9558-11e9-b72d-d56510fa753e\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/north-koreas-kim-receives-excellent-letter-from-trump-state-media-says/2019/06/22/283c2d54-9558-11e9-b72d-d56510fa753e_story.html)

DERR, Arius et CHUNG, Chaewon, 2022. North Korea votes against UN resolution condemning Russia's invasion of Ukraine. *NK News* [en ligne]. 3 mars 2022. [Consulté le 14 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2022/03/north-korea-votes-against-un-resolution-condemning-russias-invasion-of-ukraine/>

DEYOUNG, Karen, NAKASHIMA, Ellen et RAUHALA, Emily, 2017. Trump signed presidential directive ordering actions to pressure North Korea. *The Washington Post* [en ligne]. 30 septembre 2017. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/national-security/trump-signed-presidential-directive-ordering-actions-to-pressure-north-korea/2017/09/30/97c6722a-a620-11e7-b14f-f41773cd5a14\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/trump-signed-presidential-directive-ordering-actions-to-pressure-north-korea/2017/09/30/97c6722a-a620-11e7-b14f-f41773cd5a14_story.html)

DOWD, Maureen, 2003. Hypocrisy & Apple Pie. *The New York Times* [en ligne]. 30 avril 2003. [Consulté le 13 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2003/04/30/opinion/hypocrisy-apple-pie.html>

ENGELBERG, Stephen et GORDON, Michael R., 1993. Intelligence Study Says North Korea Has Nuclear Bomb. *The New York Times* [en ligne]. 26 décembre 1993. [Consulté le 24 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1993/12/26/world/asia/intelligence-study-says-north-korea-has-nuclear-bomb.html>

FIFIELD, Anna, 2018. North Korea says it will suspend nuclear and missile tests, shut down test site. *The Washington Post* [en ligne]. 20 avril 2018. [Consulté le 18 avril 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/north-korean-leader-suspends-nuclear-and-missile-tests-shuts-down-test-site/2018/04/20/71ff2eea-44e7-11e8-baaf-8b3c5a3da888\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/north-korean-leader-suspends-nuclear-and-missile-tests-shuts-down-test-site/2018/04/20/71ff2eea-44e7-11e8-baaf-8b3c5a3da888_story.html)

FIFIELD, Anna, NAKAMURA, David et KIM, Seung-min, 2018. Donald Trump to meet North Korean leader Kim Jong Un. *The Washington Post* [en ligne]. 8 mars 2018. [Consulté le 26 juin 2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/asia\\_pacific/north-korean-leader-kim-jong-un-has-invited-president-trump-to-a-meeting/2018/03/08/021cb070-2322-11e8-badd-7c9f29a55815\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/north-korean-leader-kim-jong-un-has-invited-president-trump-to-a-meeting/2018/03/08/021cb070-2322-11e8-badd-7c9f29a55815_story.html)

FISHER, Max, 2013. The five stages of North Korean provocation. *The Washington Post* [en ligne]. 24 janvier 2013. [Consulté le 23 février 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2013/01/24/the-five-stages-of-north-korean-provocation/>

FROMER, Jacob, 2019. North Korea signs on to global intellectual property treaty: WIPO. *NK News* [en ligne]. 11 octobre 2019. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/10/north-korea-signs-on-to-global-intellectual-property-treaty-wipo/>

Full Text: North Korea's Statement of Withdrawal, 2003. *The New York Times* [en ligne]. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2003/01/10/international/asia/full-text-north-koreas-statement-of-withdrawal.html>

GALLUCCI, Robert L., 2018. Reaction to the Singapore Summit. *38 North* [en ligne]. 12 juin 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2018/06/rgallucci061218/>

GLADSTONE, Rick, 2017. U.N. Security Council Imposes Punishing New Sanctions on North Korea. *The New York Times* [en ligne]. 5 août 2017. [Consulté le 14 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2017/08/05/world/asia/north-korea-sanctions-united-nations.html>

GLANZ, James, 2000a. Antimissile Test Viewed as Flawed by Its Opponents. *The New York Times* [en ligne]. 14 janvier 2000. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse :

<https://www.nytimes.com/2000/01/14/us/antimissile-test-viewed-as-flawed-by-its-opponents.html>

GLANZ, James, 2000b. Antimissile Test Viewed As Flawed By Its Opponents. *The New York Times* [en ligne]. 14 janvier 2000. [Consulté le 14 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2000/01/14/us/antimissile-test-viewed-as-flawed-by-its-opponents.html>

GORDON, Michael R., 1994. U.S. Said to Plan Patriot Missiles for South Korea. *The New York Times* [en ligne]. 26 janvier 1994. [Consulté le 20 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1994/01/26/world/us-said-to-plan-patriot-missiles-for-south-korea.html>

GORDON, Michael R. et STROBEL, Warren P., 2019. U.S. and North Korean Spies Have Held Secret Talks for a Decade. *Wall Street Journal* [en ligne]. 21 janvier 2019. [Consulté le 22 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.wsj.com/articles/u-s-and-north-korean-spies-have-held-secret-talks-for-a-decade-11548091335>

HA, Ju-hee, 2020. 핵무기 개발하는 북한 제 2 자연과학원의 실체 [haengmugi kaebalhanŭn pukhan cheijayŏngwahagwŏnŭi silch'e / La seconde académie des sciences naturelles, l'entité développant les armes nucléaires nord-coréennes]. *Choson Ilbo* [en ligne]. 29 juillet 2020. [Consulté le 27 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.chosun.com/site/data/html\\_dir/2013/04/28/2013042800444.html](https://www.chosun.com/site/data/html_dir/2013/04/28/2013042800444.html)

HA, Tae-won, 2005. Documents Show U.S. Deployed Nuclear Weapons in Gangwon Province in 1987. *The Dong-A Ilbo* [en ligne]. 24 septembre 2005. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.donga.com/en/article/all/20050924/243597/1/Documents-Show-U-S-Deployed-Nuclear-Weapons-in-Gangwon-Province-in-1987>

HAAS, Benjamin et BORGER, Julian, 2018. North Korea « destroys » nuclear test site as world's media watches. *The Guardian* [en ligne]. 24 mai 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2018/may/24/north-korea-destroys-nuclear-test-site-as-worlds-media-watches>

HAAS, Benjamin et GAMBINO, Lauren, 2018. North and South Korean leaders meet as US indicates summit may yet happen. *The Guardian* [en ligne]. 27 mai 2018. [Consulté le 11 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/world/2018/may/26/kim-jong-un-moon-jai-in-korean-leaders-hold-surprise-meeting>

HABERMAN, Clyde, 1993. Israel Seeks to Keep North Korea From Aiding Iran. *The New York Times* [en ligne]. 20 juin 1993. [Consulté le 22 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1993/06/20/world/israel-seeks-to-keep-north-korea-from-aiding-iran.html>

HIRSCHFELD DAVID, Julie, 2018. Trump on Kim Jong-un: Once a ‘Madman,’ Now a ‘Very Honorable’ Leader. *The Washington Post* [en ligne]. 10 mai 2018. [Consulté le 26 juin 2022]. Disponible à l’adresse : <https://www.nytimes.com/2018/05/10/us/politics/trump-kim-jong-un-language.html>

HOLMES, Steven A., 1993. Clinton Warns North Korea Against Building Atom Bomb. *The New York Times*. New York, NY, 8 novembre 1993.

HONG, Suhryung, 2019. Trump: Bolton Made « Big Mistake » Demanding Libya Model from N.Korea. *KBS World* [en ligne]. 12 septembre 2019. [Consulté le 19 mars 2021]. Disponible à l’adresse : [http://world.kbs.co.kr/service/news\\_view.htm?Seq\\_Code=148003](http://world.kbs.co.kr/service/news_view.htm?Seq_Code=148003)

HOTHAM, Oliver, 2019. Kim Jong Un given new title amid broader North Korean political shake-up. *NK News* [en ligne]. 12 avril 2019. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l’adresse : <https://www.nknews.org/2019/04/kim-jong-un-given-new-title-amid-broader-north-korean-political-shake-up/>

HOTHAM, Oliver, 2019. Trump says « new method » possible in U.S. talks with North Korea. *NK News* [en ligne]. 20 septembre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l’adresse : <https://www.nknews.org/2019/09/trump-says-new-method-possible-in-u-s-talks-with-north-korea/>

HOTHAM, Oliver, 2020. North Korea names ex-ambassador as new ruling party foreign policy chief. *NK News* [en ligne]. 22 janvier 2020. [Consulté le 7 septembre 2021]. Disponible à l’adresse : <https://www.nknews.org/2020/01/north-korea-names-ex-ambassador-as-new-ruling-party-foreign-policy-chief/>

HWANG, Jang-jin, 2012. N.K. calls itself « nuclear-armed state » in revised constitution. *The Korea Herald* [en ligne]. 30 mai 2012. [Consulté le 17 février 2020]. Disponible à l’adresse : <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20120530001382>

HWANG, Jang-jin, 2017. President Moon Jae-in’s inaugural address. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 10 mai 2017. [Consulté le 25 août 2021]. Disponible à l’adresse : <https://en.yna.co.kr/view/AEN20170510009100315>

ITKOWITZ, Colby et HUDSON, John, 2019. Trump praises Kim Jong Un, saying he received a ‘beautiful’ letter from him. *The Washington Post* [en ligne]. 11 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l’adresse : [https://www.washingtonpost.com/politics/trump-praises-kim-jong-un-saying-he-received-a-beautiful-letter-from-him/2019/06/11/4359f4d6-8c70-11e9-b08e-cfd89bd36d4e\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/trump-praises-kim-jong-un-saying-he-received-a-beautiful-letter-from-him/2019/06/11/4359f4d6-8c70-11e9-b08e-cfd89bd36d4e_story.html)

JANG, Cheol-woon, 2013. 핵무력 병진노선 천명한 北, 원자력공업성 신설 [haengmuryök pyöngjinnosön ch’önmyöngghan puk wönjaryökkong’öpsöng sinsöl / Déclaration de la ligne byungjin, création d’un ministère de l’Industrie nucléaire]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 12

avril 2013. [Consulté le 27 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20130412156500014>

JANG, Gwang-il, 2016. 선제타격과 예방타격 [sŏnjet'agyŏkkwa yebangt'agyŏk / Frappe préemptive et frappe préventive]. *Hankook Ilbo* [en ligne]. 19 octobre 2016. [Consulté le 8 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hankookilbo.com/News/Read/201610191539260417?t=20220324150827>

JANG, Se-jung, 2010. 1983 년 김정일, 덩샤오핑에게 후계신고 ... 이번엔 김정은? [ch'ŏngubaekp'alsipsamnyŏn kimjŏng'il, tŏngsyaop'ing'ege hugyesingo ibŏnen kimjŏng'ŭn / En 1983, Kim Jong Il fut présenté à Deng Xiaoping comme l'héritier...cette fois-ci serait-ce Kim Jong Un?]. *Joongang Ilbo* [en ligne]. 28 août 2010. [Consulté le 2 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.joongang.co.kr/article/4415643>

JANG, Seulkee, 2020. Choe Son Hui recently underwent three months forced labor. *Daily NK* [en ligne]. 27 octobre 2020. [Consulté le 22 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.dailynk.com/english/choi-sun-hee-recently-underwent-three-months-forced-labor/>

JEON, Seul-gi, 2020. 정부, 북한 « 돈줄 » 끊는다... 개인 40 명 ·단체 30 개 금융 제재 [chŏngbu pukhan « tonjul » kkŭnhnŭnda kaein sapsipmyŏngtanch'e samsipkae kŭmyung chejae / Le gouvernement coupe la « source de l'argent » de la Corée du Nord...40 individus et 30 organisations visés par des sanctions économiques]. *Chosun Ilbo* [en ligne]. 24 juillet 2020. [Consulté le 14 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.chosun.com/site/data/html\\_dir/2016/03/08/2016030802312.html](https://www.chosun.com/site/data/html_dir/2016/03/08/2016030802312.html)

JI, Dagyum, 2019a. Kim, Xi agree to boost ties amid « grave » international situation. *NK News* [en ligne]. 21 juin 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/06/kim-xi-agree-to-boost-ties-amid-grave-international-situation-kcna/>

JI, Dagyum, 2019b. North Korean media hails « historic » Kim-Trump meeting at Panmunjom. *NK News* [en ligne]. 1 juillet 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/06/north-korean-media-hails-historic-kim-trump-meeting-at-panmunjom/>

JI, Dagyum, 2019c. Kim Jong Un promotes 103 scientists for achievements in « national defense ». *NK News* [en ligne]. 13 août 2019. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/08/kim-jong-un-promotes-103-scientists-for-achievements-in-national-defense-kcna/>

JIN, Hwa-young, 2019. Pyongyang crée un « bureau de la propriété intellectuelle ». *Agence de presse Yonhap* [en ligne]. 18 août 2019. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20190818001100884>

JOO, Sung-ah, 2013. 北 3 차 핵실험 후폭풍]북핵 몸통은 ‘131 부대’... 28 년간 비밀시설 건설-우라늄 농축 [puk samch'a haeksilhöm hup'okp'ung pukhaek momt'ong'ün paeksamsibilpudae isipp'allyöngan pimilsisöl könsöl uranyum nongch'uk / Après la tempête provoquée par le 3e essai nucléaire, le Bureau 131, coeur du programme nucléaire nord-coréen... Construction secrète d'une usine d'enrichissement de l'uranium pendant 28 ans]. *Donga Ilbo* [en ligne]. 14 février 2013. [Consulté le 27 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.donga.com/news/Politics/article/all/20130214/53020920/1>

KIM, Byung-soo, 2005. 주한미군, 91 년까지 남한내 16 곳에 핵무기 배치 [chuhanmigun, kusibillyökkaji namhannaeyöryösötkose haengmugi paech'i / Jusqu'en 1991, les troupes américaines présentes en Corée du Sud ont déployé des armes nucléaires sur 16 sites du territoire sud-coréen]. *Hankyoreh* [en ligne]. 9 octobre 2005. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : [http://www.hani.co.kr/arti/politics/politics\\_general/69960.html](http://www.hani.co.kr/arti/politics/politics_general/69960.html)

KIM, Gwi-geun, 2006. 北, 야포·미사일전력 위주 군사력 증강 [puk yap'o misailchölyökwiju kunsaryökw chünggang / Augmentation de la puissance militaire de la Corée du Nord centrée sur l'artillerie et les missiles]. *Korea Economic Daily* [en ligne]. 2 avril 2006. [Consulté le 8 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hankyung.com/politics/article/2005020461728>

KIM, Gwi-geun, 2016. 한미, 한반도 사드배치 결정..."오직 北핵·미사일위협에만 운용" [hanmi hanbando sadübaech'i kyölichöng ojik pukhaek misairwihyöbeman unyong / Décision américaine et sud-coréenne de déploiement du THAAD... « une exploitation destinée uniquement à la menace nucléaire et balistique nord-coréenne »]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 8 juillet 2016. [Consulté le 18 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR2016070805551014>

KIM, Ho-joon, 2010. 천안함 최종보고서 주요 쟁점별 정리 [ch'önanham ch'oejongbogoso chuyo chaengjömyöyl chöngni / Résumé des principaux points de contentieux dans le rapport final sur le Cheonan]. *Yonhap News* [en ligne]. 13 septembre 2010. [Consulté le 7 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20100913145300043>

KIM, Ho-joon, 2018. 한미 국방부, 올해 8 월 UFG 한미연합훈련 중단 결정 [hanmi kukpangbu, olhae p'arwöl UFG hanmiyönhaphullyöng chungdan kyölichöng / Décision des ministères de la Défense sud-coréen et américain de suspendre les exercices militaires conjoints UFG en août prochain]. *Yonhap News* [en ligne]. 19 juin 2018. [Consulté le 14 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20180619011300014>

KIM, Jack, 2013. North Korea threatens war with South over U.N. sanctions. *Reuters* [en ligne]. 25 janvier 2013. [Consulté le 19 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-korea-north-idUSBRE90O0AJ20130125>



KIM, Jong-gu, 2003. 대북송금 의혹 수사가 남긴 것 [yönhapsiron taebuksonggŭm ũihok susaga namgin kŏt / Vestiges de l'enquête sur les allégations de transferts de fonds vers la Corée du Nord]. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 25 juin 2003. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20030625000300022>

KIM, Sarah, 2020. Trump didn't want Moon in DMZ, writes Bolton. *JoongAng Daily* [en ligne]. 22 juin 2020. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://koreajoongangdaily.joins.com/2020/06/22/national/politics/memoir-North-Korea-Donald-Trump/20200622192607853.html>

KIM, Seung-min et DENYER, Simon, 2019. Trump becomes first sitting president to set foot into North Korea. *The Washington Post* [en ligne]. 30 juin 2019. [Consulté le 2 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/politics/trump-says-north-koreas-kim-wants-to-join-him-at-the-dmz/2019/06/29/e99dc98-9a99-11e9-830a-21b9b36b64ad\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/trump-says-north-koreas-kim-wants-to-join-him-at-the-dmz/2019/06/29/e99dc98-9a99-11e9-830a-21b9b36b64ad_story.html)

KIM, Sung-ryong, 2018. 김정은과 트럼프, 5 월에 만나 이틀처럼? [kimjŏng'ŭngwa t'ŭrŏmp'ŭ, owŏre manna idŭlch'ŏrŏm / Kim Jong Un et Donald Trump vont-ils se rencontrer en mai ?]. *Joongang Ilbo* [en ligne]. 9 mars 2018. [Consulté le 26 août 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.joongang.co.kr/article/22427666#home>

KIM, Tong-hyung, 2021. With US talks in limbo, Korean leaders hold surprise summit. *AP News* [en ligne]. 21 avril 2021. [Consulté le 11 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://apnews.com/article/donald-trump-ap-top-news-north-korea-international-news-moon-jae-in-a15961dfe8a54d7f9c98d040db0fe767>

KIRK, Don, 2002. Threats and Responses: Seoul; Korea Leader Backs Plan To Block Oil To the North. *The New York Times* [en ligne]. 16 novembre 2002. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2002/11/16/world/threats-and-responses-seoul-korea-leader-backs-plan-to-block-oil-to-the-north.html>

KLUG, Foster et KIM, Tong-hyung, 2016. Rhetoric or real? N. Korea nuclear test may be a bit of both. *AP News* [en ligne]. 10 septembre 2016. [Consulté le 3 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://apnews.com/article/f9234cbd0efa4d3caafcbeceb88e16576>  
Korean leaders meet in surprise summit, 2018. *BBC News* [en ligne]. [Consulté le 19 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/world-asia-44265287>

KUHN, Anthony, 2019. North Korea May Have Taken Step Toward Submarine-Launched Ballistic Missile. *NPR* [en ligne]. 2 octobre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.npr.org/2019/10/02/766324902/north-korea-missile-test-may-have-been-launched-from-a-submarine>

KWAK, Sung-jin, 2013. North Korea Registers Satellite Launched in December with U.N. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 28 février 2013. [Consulté le 5 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://en.yna.co.kr/view/AEN20130227009400325>

LANKOV, Andrei, 2017. On the Great Leader's Secret Service: North Korea's intelligence agencies. *NK News* [en ligne]. 1 mai 2017. [Consulté le 6 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2017/05/on-the-great-leaders-secret-service-north-koreas-intelligence-agencies/>

LAURENCE, Jeremy, 2011. Carter arrives in North Korea on peace-building mission. *Reuters* [en ligne]. 26 avril 2011. [Consulté le 18 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/uk-korea-north-idUKTRE73P0O420110426>

LE MONDE, 2020. « Nous sommes en guerre » : le verbatim du discours d'Emmanuel Macron. *Le Monde* [en ligne]. 16 mars 2020. [Consulté le 25 février 2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/16/nous-sommes-en-guerre-retrouvez-le-discours-de-macron-pour-lutter-contre-le-coronavirus\\_6033314\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/16/nous-sommes-en-guerre-retrouvez-le-discours-de-macron-pour-lutter-contre-le-coronavirus_6033314_823448.html)

LEE, Je-hun, 2019. 북한 3 대 매체가 '최설희 회견' 보도하지 않는 이유는? [pukhan samtae maech'ega Ch'oe Sŏn Hŭi hoegyŏn' podohaji anhnŭn iyunŭn / Pourquoi les trois principaux médias nord-coréens ne mentionnent pas « l'interview de Choe Son Hui »?]. *Hankyoreh* [en ligne]. 17 mars 2019. [Consulté le 24 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hani.co.kr/arti/politics/defense/886228.html>

LEE, Jeong-ho, 2018. China, Russia, North Korea call for adjusted sanctions against Pyongyang. *South China Morning Post* [en ligne]. 10 octobre 2018. [Consulté le 6 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/2167931/china-russia-north-korea-call-adjusted-sanctions-ahead>

LEE, Jessica J., 2021. It's Time to Reexamine US Sanctions on North Korea. *The Diplomat* [en ligne]. 9 mars 2021. [Consulté le 14 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2021/03/its-time-to-reexamine-us-sanctions-on-north-korea/>

LEE, Michelle Ye Hee, 2017. North Korea nuclear test may have been twice as strong as first thought. *The Washington Post* [en ligne]. 13 septembre 2017. [Consulté le 15 mars 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/north-korea-nuclear-test-maybe-have-been-twice-as-strong-as-first-thought/2017/09/13/19b026d8-985b-11e7-a527-3573bd073e02\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/north-korea-nuclear-test-maybe-have-been-twice-as-strong-as-first-thought/2017/09/13/19b026d8-985b-11e7-a527-3573bd073e02_story.html)

LEE, Sae-rom, 2020. Le dirigeant nord-coréen pourrait désigner sa sœur Kim Yo-jong à sa future succession. *Agence de presse Yonhap* [en ligne]. 29 avril 2020. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20200429002100884>

LEE, Won-joo, 2020. N. Korea ranks No.1 in military spending as percentage of GDP. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 9 janvier 2020. [Consulté le 16 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://en.yna.co.kr/view/AEN20200109007500325>

LEE, Yong-sun et YOO, Yong-won, 2021. “전술핵 개발하라” 남 겨냥해 핵위협 [chönsulhaek kaebalhara] nam kyönyanghae haegwihyöp / « Développons des armes tactiques » : la Corée du Sud cible des menaces nucléaires]. *Chosun Ilbo* [en ligne]. 10 janvier 2021. [Consulté le 18 mai 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.chosun.com/politics/north\\_korea/2021/01/11/DLOHX6G4DFDBVBZCMVR77HB4GM/](https://www.chosun.com/politics/north_korea/2021/01/11/DLOHX6G4DFDBVBZCMVR77HB4GM/)

MAASS, Peter, 1988. For South Korean students, theme of protest shifts. *The Washington Post* [en ligne]. 23 mai 1988. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1988/05/23/for-south-korean-students-theme-of-protest-shifts/9901f027-c9b7-4236-b08a-33365a1a8bae/>

MCDONALD, Mark, 2010. ‘Crisis Status’ in South Korea After North Shells Island. *The New York Times* [en ligne]. 23 novembre 2010. [Consulté le 17 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2010/11/24/world/asia/24korea.html>

MOKOTO, Rich et EDWARD, Wong, 2019. Under U.S. Pressure, South Korea Stays in Intelligence Pact With Japan. *The New York Times* [en ligne]. 22 novembre 2019. [Consulté le 22 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/11/22/world/asia/japan-south-korea-intelligence.html>

MOON, Seok-mook, 2019. 북한의 통미봉남 전략과 한국의 대응 [pukhanüi t’ongmibongnam chölyakkwa hangugüi taeüng / La stratégie nord-coréenne de rapprochement avec les États-Unis et de blocage de la Corée du Sud : réponse sud-coréenne]. *Seoul Sinmun* [en ligne]. 3 septembre 2019. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.seoul.co.kr/news/newsView.php?id=20190903031012>

MYERS, Steven Lee, 1998. U.S. Calls North Korean Rocket a Failed Satellite. *The New York Times* [en ligne]. 15 septembre 1998. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1998/09/15/world/us-calls-north-korean-rocket-a-failed-satellite.html>

N Korea nuclear test tunnels « destroyed », 2018. *BBC News* [en ligne]. [Consulté le 12 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/world-asia-44240047>

NARANG, Vipin et PANDA, Ankit, 2018. North Korea Is a Nuclear Power. Get Used to It. *The New York Times* [en ligne]. 12 juin 2018. [Consulté le 5 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2018/06/12/opinion/trump-kim-summit-denuclearization-north-korea.html>

NICHOLS, Michelle, 2019a. China, Russia propose lifting some U.N. sanctions on North Korea, U.S. says not the time. *Reuters* [en ligne]. 16 décembre 2019. [Consulté le 6 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-usa-un-idUSKBN1YK20W>

NICHOLS, Michelle, 2019b. U.S. Tells U.N. It Is Ready to Be Flexible in North Korea Talks, Warns Against Provocations. *Reuters* [en ligne]. 11 décembre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/uk-northkorea-usa-un-idUKKBN1YF2JB>

NK NEWS, 2018. North Korea to work towards denuclearization in exchange for security guarantees. *NK News* [en ligne]. 12 juin 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2018/06/north-korea-to-work-towards-denuclearization-in-exchange-for-security-guarantees/>

North Korea Test-Fires Several Missiles, 2006. *The New York Times* [en ligne]. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2006/07/04/world/asia/04cnd-korea.html>

OBERDORFER, Don, 2002. My Private Seat At Pyongyang's Table. *The Washington Post* [en ligne]. 10 novembre 2002. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2002/11/10/my-private-seat-at-pyongyangs-table/824c6e6f-4971-4784-b14c-d771b1cf49ac/>

O'CARROLL, Chad, 2019a. Trump was open to temporary sanctions relief in Hanoi: Choe Son Hui. *NK News* [en ligne]. 26 mars 2019. [Consulté le 24 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/03/trump-was-open-to-temporary-sanctions-relief-in-hanoi-choe-son-hui/>

O'CARROLL, Chad, 2019b. Choe Son Hui promoted to first vice foreign minister, state media confirms. *NK News* [en ligne]. 12 avril 2019. [Consulté le 18 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2019/04/choe-son-hui-promoted-to-first-vice-foreign-minister-state-media-confirms/>

PANDA, Ankit, 2016. A Great Leap to Nowhere: Remembering the US-North Korea 'Leap Day' Deal. *The Diplomat* [en ligne]. 29 février 2016. [Consulté le 18 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2016/02/a-great-leap-to-nowhere-remembering-the-us-north-korea-leap-day-deal/>

PANDA, Ankit, 2018. Exclusive: Revealing Kangson, North Korea's First Covert Uranium Enrichment Site. *The Diplomat* [en ligne]. 13 août 2018. [Consulté le 21 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2018/07/exclusive-revealing-kangson-north-koreas-first-covert-uranium-enrichment-site/>

PANDA, Ankit, 2018. As 2018 Comes to a Close, North Korea Defines 'Denuclearization of the Korean Peninsula'. *The Diplomat* [en ligne]. 21 décembre 2018.

[Consulté le 25 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2018/12/as-2018-comes-to-a-close-north-korea-defines-denuclearization-of-the-korean-peninsula/>

PANDA, Ankit, 2019. US, South Korea Call Off Foal Eagle and Key Resolve Exercises, Announce New Exercise. *The Diplomat* [en ligne]. 4 mars 2019. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2019/03/us-south-korea-call-off-foal-eagle-and-key-resolve-exercises-announce-new-exercise/>

PARK, Byung-soo, 2017. 정부 ‘평택기지 비용 50% 부담’은 거짓말이었나 [chǒngbu p'yōngt'aekkiji piyong osipp'ūro pudamūn kōjinmariōtna / Gouvernement sud-coréen : « le coût de la base militaire de Pyongtaek assumé à hauteur de 50% » était un mensonge]. [en ligne]. 9 novembre 2017. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hani.co.kr/arti/politics/defense/818189.html>

PARK, Tae-suh, 2018. 트럼프 “김정은과 직접대화” 사실일까?...느닷없이 튀어나온 실언? [t'ūrōmp'ū kimjōng'ūngwa chikchōptaehwa sasirilkka nūdasōpsi t'wiōnaon sirōn / Trump : « Je discute directement avec Kim Jong Un »...un lapsus inattendu ?]. *KBS News* [en ligne]. 5 mars 2018. [Consulté le 26 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://news.kbs.co.kr/news/view.do?ncd=3613998>

PEARSON, James, 2013. North Korean Photo Reveals « U.S. Mainland Strike Plan ». *NK News* [en ligne]. 29 mars 2013. [Consulté le 14 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2013/03/breaking-north-korean-photo-reveals-u-s-mainland-strike-plan/>

PERRY, William J., 2016. How to contain North Korea. *Politico Magazine* [en ligne]. 11 janvier 2016. [Consulté le 7 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.politico.eu/article/how-to-contain-north-korea-nuclear-weapons/>

PERRY, William J., 2017. North Korea Called Me a ‘War Maniac.’ I Ignored Them, and Trump Should Too. *Politico Magazine* [en ligne]. 3 octobre 2017. [Consulté le 17 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.politico.com/magazine/story/2017/10/03/north-korea-war-maniac-donald-trump-215672>

PINCUS, Walter, 2003. N. Korea's Nuclear Plans Were No Secret. *The Washington Post*. 1 février 2003.

PINCUS, Walter, 2018. The Dirty Secret of American Nuclear Arms in Korea. *The New York Times* [en ligne]. 19 mars 2018. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2018/03/19/opinion/korea-nuclear-arms-america.html>

POLLACK, Joshua, 2017. U.S. should start talking with North Korea to prevent nuclear war — a tactic that solved Cuban Missile Crisis. *New York Daily News* [en ligne]. 9 août 2017. [Consulté le 7 avril 2021]. Disponible à l'adresse :

<https://www.nydailynews.com/news/politics/u-s-start-talking-north-korea-prevent-nuclear-war-article-1.3394949>

POLLARD, Martin Quin, 2018. Foreign media arrive in North Korea, suggesting nuclear shutdown on track. *Reuters* [en ligne]. 22 mai 2018. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-missiles-china-journalists-idUSKCN1IN08F>

PRIEST, Dana, 1999. U.S. Labs at Odds on Whether Pakistani Blast Used Plutonium. *The Washington Post* [en ligne]. 17 janvier 1999. [Consulté le 29 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1999/01/17/us-labs-at-odds-on-whether-pakistani-blast-used-plutonium/b5009ae8-930c-4c1e-adda-baeadc430a0d/>

RAMANI, Samuel, 2016. The Long History of the Pakistan-North Korea Nexus. *The Diplomat* [en ligne]. 30 août 2016. [Consulté le 26 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2016/08/the-long-history-of-the-pakistan-north-korea-nexus/>

RAMZY, Austin, 2017. Kim Jong-un Called Trump a 'Dotard.' What Does That Even Mean? *The New York Times* [en ligne]. 22 septembre 2017. [Consulté le 5 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2017/09/22/world/asia/trump-north-korea-dotard.html>

RAPP-HOOPER, Mira, 2017. America Is Not Going to Denuclearize North Korea. *The Atlantic* [en ligne]. 29 novembre 2017. [Consulté le 5 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/11/north-korea-icbm-kim-trump-nuclear/547040/>

REUTERS, 2019a. North Korea's economy shrinks most in 21 years in 2018 - S.Korea. *Reuters* [en ligne]. 26 juillet 2019. [Consulté le 14 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/northkorea-economy-gdp-idUSL4N24R0SA>

REUTERS, 2019b. North Korea says it test-fired a « super-large multiple rocket launcher ». *France 24* [en ligne]. 11 septembre 2019. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/en/20190911-north-korea-says-it-test-fired-super-large-multiple-rocket-launcher>

REUTERS et BOSE, Nandita, 2021. Biden administration sets new North Korea policy of 'practical' diplomacy. *Reuters* [en ligne]. 30 avril 2021. [Consulté le 16 juillet 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/biden-administration-has-completed-north-korea-policy-review-white-house-2021-04-30/>

REVERE, Evans J. R., 2012. North Korea: There They Go Again. *Brookings* [en ligne]. 20 mars 2012. [Consulté le 18 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.brookings.edu/opinions/north-korea-there-they-go-again/>

ROSENBAUM, David E., 1991. U.S. to Pull A-Bombs From South Korea. *The New York Times* [en ligne]. 20 octobre 1991. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1991/10/20/world/us-to-pull-a-bombs-from-south-korea.html>

RUCKER, Philip et DAWSEY, Josh, 2019. 'We fell in love': Trump and Kim shower praise, stroke egos on path to nuclear negotiations. *The Washington Post* [en ligne]. 25 février 2019. [Consulté le 5 août 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/politics/we-fell-in-love-trump-and-kim-shower-praise-stroke-egos-on-path-to-nuclear-negotiations/2019/02/24/46875188-3777-11e9-854a-7a14d7fec96a\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/we-fell-in-love-trump-and-kim-shower-praise-stroke-egos-on-path-to-nuclear-negotiations/2019/02/24/46875188-3777-11e9-854a-7a14d7fec96a_story.html)

RUSSELL, George, 2017. UN agency helps North Korea with patent application for banned nerve gas chemical. *Fox News* [en ligne]. 15 mai 2017. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.foxnews.com/world/un-agency-helps-north-korea-with-patent-application-for-banned-nerve-gas-chemical>

Russia's Cheonan investigation suspects that the sinking Cheonan ship was caused by a mine in water, 2010. *Hankyoreh* [en ligne]. [Consulté le 7 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://english.hani.co.kr/arti/english\\_edition/e\\_northkorea/432232.html](https://english.hani.co.kr/arti/english_edition/e_northkorea/432232.html)

SANGER, David E., 1994. U.S. Delay Urged on Korea Sanction. *The New York Times* [en ligne]. 4 novembre 1994. [Consulté le 23 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1993/11/04/world/us-delay-urged-on-korea-sanction.html>

SANGER, David E., 1998. North Korea Site an A-Bomb Plant, U.S. Agencies Say. *The New York Times* [en ligne]. 17 août 1998. [Consulté le 9 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1998/08/17/world/north-korea-site-an-a-bomb-plant-us-agencies-say.html>

SANGER, David E., 2004. Kerry Says Bush Has Ignored North Korean Threat. *The New York Times* [en ligne]. 13 septembre 2004. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2004/09/13/politics/campaign/kerry-says-bush-has-ignored-north-korean-threat.html>

SANGER, David E., 2017. A Eureka Moment for Two Times Reporters: North Korea's Missile Launches Were Failing Too Often. *The New York Times* [en ligne]. 6 mars 2017. [Consulté le 6 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2017/03/06/insider/a-eureka-moment-for-two-times-reporters-north-koreas-missile-launches-were-failing-too-often.html>

SANGER, David E., 2019. U.S. Nuclear Talks With North Korea Break Down in Hours. *The New York Times* [en ligne]. 5 octobre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/10/05/us/politics/trump-north-korea-nuclear.html>

SANGER, David E. et BROAD, William J., 2004. Pakistan May Have Aided North Korea A-Test. *The New York Times* [en ligne]. 27 février 2004. [Consulté le 29 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2004/02/27/world/pakistan-may-have-aided-north-korea-a-test.html>

SANGER, David E. et BROAD, William J., 2017. Downing North Korean Missiles Is Hard. So the U.S. Is Experimenting. *The New York Times* [en ligne]. 16 novembre 2017. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2017/11/16/us/politics/north-korea-missile-defense-cyber-drones.html>

SANG-HUN, Choe, 2019a. North Korea Threatens to Scuttle Talks With the U.S. and Resume Tests. *The New York Times* [en ligne]. 15 mars 2019. [Consulté le 24 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/03/15/world/asia/north-korea-kim-jong-un-nuclear.html>

SANG-HUN, Choe, 2019b. North Korea's Latest Weapons Test: Short in Range but Long in Message. *The New York Times* [en ligne]. 18 avril 2019. [Consulté le 6 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/04/18/world/asia/north-korea-weapons-test.html>

SANG-HUN, Choe, RICH, Motoko, RENEAU, Natalie et CARLSEN, Audrey, 2017. Rocket Men: The Team Building North Korea's Nuclear Missile. *The New York Times* [en ligne]. 15 décembre 2017. [Consulté le 11 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/interactive/2017/12/15/world/asia/north-korea-scientists-weapons.html>, <https://www.nytimes.com/interactive/2017/12/15/world/asia/north-korea-scientists-weapons.html>

SEIBT, Sébastien, 2021. Le site de Yongbyon, joyau du programme nucléaire nord-coréen. *France 24* [en ligne]. 30 août 2021. [Consulté le 19 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/fr/asi-pacifique/20210830-le-site-de-yongbyon-joyau-du-programme-nucl%C3%A9aire-nord-cor%C3%A9en>

SENGUPTA, Somini, 2016a. U.S. and China Agree on Proposal for Tougher North Korea Sanctions. *The New York Times* [en ligne]. 25 février 2016. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2016/02/26/world/asia/north-korea-sanctions.html>

SENGUPTA, Somini, 2016b. U.S. and China Agree on Proposal for Tougher North Korea Sanctions. *The New York Times* [en ligne]. 25 février 2016. [Consulté le 25 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2016/02/26/world/asia/north-korea-sanctions.html>

SHIN, Hyonhee, 2019. North Korea resumes insults of « erratic old man » Trump. *Reuters* [en ligne]. 9 décembre 2019. [Consulté le 7 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-missiles-idUSKBN1YD0IT>



SHIN, Hyonhee et SMITH, Josh, 2020. North Korea destroys inter-Korean liaison office in « terrific explosion ». *Reuters* [en ligne]. 15 juin 2020. [Consulté le 9 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-southkorea-idUSKBN23M31Q>

SHIN, Mitch, 2020. North Korea's Elite Defectors. *The Diplomat* [en ligne]. 29 octobre 2020. [Consulté le 19 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2020/10/north-koreas-elite-defectors/>

SINGH, Khushwant, 1979. Pakistan, India and The Bomb. *The New York Times* [en ligne]. 1 juillet 1979. [Consulté le 14 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/1979/07/01/archives/foreign-affairs-pakistan-india-and-the-bomb.html>

Six charts that show how hard US sanctions have hit Iran, 2019. *BBC News* [en ligne]. [Consulté le 20 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-48119109>

SMITH, R. Jeffrey, 1993. North Korea Deal Urged by State Dept. *The Washington Post* [en ligne]. 15 novembre 1993. [Consulté le 23 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1993/11/15/north-korea-deal-urged-by-state-dept/a049e64c-a1bf-47fe-9069-9a0984e52624/>

SMITH, R. Jeffrey, 1994. N. Korea Refuses Demand to Inspect Reactor Fuel. *The Washington Post*. 28 avril 1994.

SMITH, R. Jeffrey, 2011. Pakistan's nuclear-bomb maker says North Korea paid bribes for know-how. *The Washington Post* [en ligne]. 6 juillet 2011. [Consulté le 29 mars 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/world/national-security/pakistans-nuclear-bomb-maker-says-north-korea-paid-bribes-for-know-how/2010/11/12/gIOAZ1kH1H\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/pakistans-nuclear-bomb-maker-says-north-korea-paid-bribes-for-know-how/2010/11/12/gIOAZ1kH1H_story.html)

SOHN, Sung-tae, 2018. 문 대통령, 26 일 김정은 두번째 « 깜짝 » 정상회담 [mun taet'ongnyŏng isibyugil kimjŏng'ŭn tubŏntchae « kkamtchak » chŏngsanghoedam / Président Moon, sommet « surprise » pour la deuxième fois avec Kim Jong Un le 26 mai]. *Hankyung* [en ligne]. 26 mai 2018. [Consulté le 19 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.hankyung.com/politics/article/201805265922i>

SON, Hyemin, 2021. North Korean Diplomats Recalled from Malaysia May Face Punishment Over U.S. Extradition. JUN, Leejin (trad.), *Radio Free Asia* [en ligne]. 23 mars 2021. [Consulté le 22 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.rfa.org/english/news/korea/extradition-03232021183659.html>

SPECIA, Megan et SANGER, David E., 2018. How the 'Libya Model' Became a Sticking Point in North Korea Nuclear Talks. *The New York Times* [en ligne]. 16 mai 2018.

[Consulté le 19 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2018/05/16/world/asia/north-korea-libya-model.html>

STERNGOLD, James, 1994. South Korea President Lashes Out at U.S. *The New York Times*. 8 octobre 1994.

SUN, Lena H., 2019. Report identifies another secret North Korea missile site, one of 20. *The Washington Post* [en ligne]. 21 janvier 2019. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : [https://www.washingtonpost.com/politics/report-identifies-another-secret-north-korea-missile-site-one-of-20/2019/01/21/4066aeec-1db0-11e9-9145-3f74070bbdb9\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/report-identifies-another-secret-north-korea-missile-site-one-of-20/2019/01/21/4066aeec-1db0-11e9-9145-3f74070bbdb9_story.html)

TARABAY, Jamie, 2018. To experts, North Korea dismantling nuclear site is like destroying evidence. *CNN* [en ligne]. 23 mai 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://edition.cnn.com/2018/05/22/asia/north-korea-destroy-nuclear-site-intl/index.html>

TAYLOR, Adam, 2018. Was the Trump-Kim summit a huge success or a colossal failure? *The Washington Post* [en ligne]. 13 juin 2018. [Consulté le 16 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2018/06/13/was-the-trump-kim-summit-a-huge-success-or-a-colossal-failure/>

TERTITSKIY, Fyodor, 2014. The party's 10 principles, then and now. *NK News* [en ligne]. 11 décembre 2014. [Consulté le 6 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2014/12/the-partys-10-principles-then-and-now/>

THAYER, Nate, 2013. North Korea and Syrian chemical and missile programs. *NK News* [en ligne]. 19 juin 2013. [Consulté le 6 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2013/06/north-korea-and-syrian-chemical-and-missile-programs/>

UN NEWS, 2021. IAEA 'deeply troubled' by DPRK nuclear reactor development. *United Nations* [en ligne]. 30 août 2021. [Consulté le 7 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://news.un.org/en/story/2021/08/1098822>

UNITED STATES MISSION TO THE UNITED NATIONS, 2017. Press Release: North Korea's Patent Application at WIPO for the Production of a Banned Substance. *United States Mission to the United Nations* [en ligne]. 19 mai 2017. [Consulté le 13 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <http://usun.usmission.gov/press-release-north-koreas-patent-application-at-wipo-for-the-production-of-a-banned-substance/>

VANLERBERGHE, Cyrille, 2016. La fusée nord-coréenne ferait un très mauvais missile. *Le Figaro* [en ligne]. 7 février 2016. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.lefigaro.fr/sciences/2016/02/07/01008-20160207ARTFIG00155-la-fusee-nord-coreenne-ferait-un-tres-mauvais-missile.php>

VARTABEDIAN, Ralph, 2017. North Korea has made a nuclear weapon small enough to fit on a missile. How worried should the world be? *Los Angeles Times* [en ligne]. 9 août 2017. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.latimes.com/world/la-fg-north-korea-nuclear-bomb-20170809-story.html>

VOLODZKO, David, 2021. North Korea dangerous but not unpredictable, says US intelligence official. *NK News* [en ligne]. 22 janvier 2021. [Consulté le 5 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2021/01/north-korea-dangerous-but-not-unpredictable-says-us-intelligence-official/>

WARD, Alex, 2019. Exclusive: Here's the nuclear proposal the US plans to offer North Korea this weekend. *Vox* [en ligne]. 2 octobre 2019. [Consulté le 3 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.vox.com/world/2019/10/2/20894979/north-korea-trump-nuclear-talks-deal>

WATTS, Jonathan, 2003. China cuts oil supply to North Korea. *The Guardian* [en ligne]. 1 avril 2003. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/world/2003/apr/01/northkorea.china>

WEITZ, Richard, 2011. Can North Korea Have Soft Landing? *The Diplomat* [en ligne]. 20 décembre 2011. [Consulté le 12 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2011/12/can-north-korea-have-soft-landing/>

WERTHEIM, Stephen, 2019. The Only Way to End 'Endless War'. *The New York Times* [en ligne]. 14 septembre 2019. [Consulté le 19 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/09/14/opinion/sunday/endless-war-america.html>

Wikileaks cables reveal China « ready to abandon North Korea », 2010. *The Guardian* [en ligne]. [Consulté le 20 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2010/nov/29/wikileaks-cables-china-reunified-korea>

Wikileaks: North Korea highlights, 2010. *BBC News* [en ligne]. [Consulté le 20 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/world-asia-pacific-11877727>

WINKLER, Elizabeth, 2017. What game theory tells us about nuclear war with North Korea. *The Washington Post* [en ligne]. 16 août 2017. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2017/08/16/what-game-theory-tells-us-about-nuclear-war-with-north-korea/>

WOLFSTHAL, Jon B., 2017. Give Up on Denuclearizing North Korea. *The Atlantic* [en ligne]. 28 juillet 2017. [Consulté le 5 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/07/give-up-on-denuclearizing-north-korea/535347/>

WONG, Edward, 2019. Trump's Talks With Kim Jong-un Collapse, and Both Sides Point Fingers. *The New York Times* [en ligne]. 28 février 2019. [Consulté le 18 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2019/02/28/world/asia/trump-kim-vietnam-summit.html>

YONHAP NEWS AGENCY, 2017. NK renames agency handling weapons development. *The Korea Herald* [en ligne]. 20 mars 2017. [Consulté le 25 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <http://m.koreaherald.com/view.php?ud=20170320000746>

YONHAP NEWS AGENCY, 2019. (2e LD) La Corée du Nord dit avoir testé un nouveau lance-roquettes multiple de très grande taille. *Yonhap News Agency* [en ligne]. 25 août 2019. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20190825001000884>

YOON, Chang-hee et LEE, Cheol-jae, 2003. 정몽헌 현대아산 회장 투신 자살 [chǒngmonghǒn hyōndaegasan hoejang t'usin chasal / Suicide de Chung Mong-hun, président de *Hyundai Asan Corporation*]. *Joongang Ilbo* [en ligne]. 4 août 2003. [Consulté le 13 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.joongang.co.kr/article/210195#home>

ZWIRKO, Colin, 2020a. North Korea appoints vice foreign minister as new ambassador to Russia. *NK News* [en ligne]. 6 février 2020. [Consulté le 7 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2020/02/north-korea-appoints-vice-foreign-minister-as-new-ambassador-to-russia/>

ZWIRKO, Colin, 2020b. More clues surface about site thought to be secret North Korean nuclear facility. *NK News* [en ligne]. 19 novembre 2020. [Consulté le 27 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.nknews.org/2020/11/more-clues-surface-about-site-thought-to-be-secret-north-korean-nuclear-facility/>

### **Pages Web**

통일주체국민회의법 [T'ongil chuch'e gungminhoeüiböp / Loi sur le Congrès National pour l'Unification *Juche*], 1972. 국가법령정보센터 [kukkaböpyöngjōngbosent'ö / Centre national d'information juridique] [en ligne]. [Consulté le 8 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.law.go.kr/LSW//lsEfInfoP.do?lsiSeq=4327#>

38 NORTH, 2021. Estimating North Korea's Nuclear Stockpiles: An Interview With Siegfried Hecker. *38 North* [en ligne]. 30 avril 2021. [Consulté le 23 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/04/estimating-north-koreas-nuclear-stockpiles-an-interview-with-siegfried-hecker/>

2007 Declaration on the Advancement of South-North Korean Relations, Peace and Prosperity, 2009. *National Committee on North Korea* [en ligne]. [Consulté le 12 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.ncnk.org/resources/publications/North-South%20Declaration.doc>

ALBRIGHT, David, 2018. On the Question of Another North Korean Centrifuge Plant and the Suspect Kangsong Plant. *Institute for Science and International Security* [en ligne]. 25 mai 2018. [Consulté le 21 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://isis-online.org/isis-reports/detail/on-the-question-of-another-north-korean-centrifuge-plant-and-the-suspect-ka/>

ARMS CONTROL ASSOCIATION, 2001. U.S. Withdrawal From the ABM Treaty: President Bush's Remarks and U.S. Diplomatic Notes. *Arms Control Association* [en ligne]. 2001. [Consulté le 29 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/act/2002-01/us-withdrawal-abm-treaty-president-bush%E2%80%99s-remarks-us-diplomatic-notes>

BOESE, Wade, 2001. Missile Defense Interceptor Hits Target, But Not All Perfect in Test. *Arms Control Association* [en ligne]. septembre 2001. [Consulté le 12 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/act/2001-09/press-releases/missile-defense-interceptor-hits-target-not-perfect-test>

CHA, Victor, LEE, Na Young et LIM, Andy, 2016. DPRK provocations and US-ROK Military Exercises. *CSIS Beyond Parallel* [en ligne]. 18 août 2016. [Consulté le 22 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://beyondparallel.csis.org/wp-content/uploads/2016/08/NK-Provocations-v.-US-ROK-Exercises-Study\\_FINAL\\_160816.pdf](https://beyondparallel.csis.org/wp-content/uploads/2016/08/NK-Provocations-v.-US-ROK-Exercises-Study_FINAL_160816.pdf)

COTTON, Shea, 2017. Understanding North Korea's Missile Tests. *The Nuclear Threat Initiative* [en ligne]. 24 avril 2017. [Consulté le 6 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.nti.org/analysis/articles/understanding-north-koreas-missile-tests/>

Déclarations sur le Traité d'interdiction des armes nucléaires, 2017. *Représentation permanente de la France auprès de la Conférence du Désarmement à Genève* [en ligne]. [Consulté le 30 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://cd-geneve.delegfrance.org/Declarations-sur-le-Traite-d-interdiction-des-armes-nucleaires-New-York-7>

DEPARTMENT OF STATE. THE OFFICE OF ELECTRONIC INFORMATION, 2001. U.S. Policy Toward the Democratic People's Republic of Korea. *U.S. Department of State Archive* [en ligne]. 26 juillet 2001. [Consulté le 10 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2001-2009.state.gov/p/eap/rls/rm/2001/4304.htm>

DEPARTMENT OF STATE. THE OFFICE OF ELECTRONIC INFORMATION, 2007. Initial Actions for the Implementation of the Joint Statement. *U.S. Department of State*

*Archive* [en ligne]. 13 février 2007. [Consulté le 12 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://2001-2009.state.gov/r/pa/prs/ps/2007/february/80479.htm>

DONNET, Pierre-Antoine, 2021. Puissance militaire : entre la Chine et les États-Unis, qui a l'avantage ? *Asialyst* [en ligne]. 20 juillet 2021. [Consulté le 2 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <http://asialyst.com/fr/2021/07/20/puissance-militaire-entre-chine-etats-unis-qui-avantage/>

DURAND, Damien, 2019. Le Chongryon, discret mais puissant lobby nord-coréen bien implanté au Japon. *Slate* [en ligne]. 14 avril 2019. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.slate.fr/story/175665/chongryon-lobby-nord-coreen-japon>

ENGMAN, Mats, 2020. Towards a New Conflict Management System on the Korean Peninsula: A Military Perspective. Institute for Security and Development Policy [en ligne]. juillet 2020. [Consulté le 11 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://isdp.eu/publication/towards-a-new-conflict-management-system-on-the-korean-peninsula-a-military-perspective/>

FEAVER, Peter, 2009. What is grand strategy and why do we need it? *Foreign Policy* [en ligne]. 8 avril 2009. [Consulté le 6 février 2022]. Disponible à l'adresse : <https://foreignpolicy.com/2009/04/08/what-is-grand-strategy-and-why-do-we-need-it/>

GARLAUSKAS, Markus, 2021. Garlauskas in The National Interest: Pukkuksong-5: Why North Korea's new solid-fuel missile is a problem. *Atlantic Council* [en ligne]. 2 février 2021. [Consulté le 20 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.atlanticcouncil.org/commentary/garlauskas-in-the-national-interest-pukkuksong-5-why-north-koreas-new-solid-fuel-missile-is-a-problem/>

GOODBY, James E. et GROSS, Donald, 2010. Strategic Patience Has Become Strategic Passivity. *Brookings* [en ligne]. 22 novembre 2010. [Consulté le 3 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.brookings.edu/articles/strategic-patience-has-become-strategic-passivity/>

HAGGARD, Stephan, 2012. The General Department of Atomic Energy and the IAEA. *Peterson Institute for International Economics* [en ligne]. 6 avril 2012. [Consulté le 27 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.piie.com/blogs/north-korea-witness-transformation/general-department-atomic-energy-and-iaea>

HECKER, Siegfried S., 2016. What to Make of North Korea's Latest Nuclear Test? *38 North* [en ligne]. 12 septembre 2016. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2016/09/shecker091216/>

HEINONEN, Olli, 2020. New Evidence Suggests Kangson Is Not a Uranium Enrichment Plant. *38 North* [en ligne]. 18 décembre 2020. [Consulté le 21 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2020/12/kangson201217/>

HEINONEN, Olli, PABIAN, Frank V., LIU, Jack et TOWN, Jenny, 2021. North Korea's Uranium Enrichment Plant: What to Make of New Construction. *38 North* [en ligne]. 21 septembre 2021. [Consulté le 27 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/09/north-koreas-uranium-enrichment-plant-what-to-make-of-new-construction/>

IAEA, 2007. IAEA Team Confirms Shutdown of DPRK Nuclear Facilities. *International Atomic Energy Agency* [en ligne]. 18 juillet 2007. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.iaea.org/newscenter/pressreleases/iaea-team-confirms-shutdown-dprk-nuclear-facilities>

IUPPA, Giulia, 2020. The Free and Open Indo-Pacific: South Korea's Strategic Challenges. *European Institute for Asian Studies* [en ligne]. 22 avril 2020. [Consulté le 3 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://eias.org/publications/op-ed/the-free-and-open-indo-pacific-south-koreas-strategic-challenges/>

JAN, Michel, 2020. Chine/Etats-Unis : le piège de Thucydide. *Conflits : Revue de Géopolitique* [en ligne]. 5 juillet 2020. [Consulté le 15 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.revueconflits.com/chine-etats-unis-thucydide-michel-jan/>

JUNG, Chang-yeol, 2021. 응답하라 1991 : 김일성, 왜 유엔 동시 가입했나? [üngdaphara ch'öngubaekkusibi kimilsöng, wae yuen tongsi kaiphaetna / *Reply 1991 : Pourquoi Kim Il Sung a-t-il rejoint les Nations Unies simultanément ?*]. *Daily NK* [en ligne]. 14 octobre 2021. [Consulté le 1 avril 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.dailynk.com/inside-out-nk-%ec%9d%91%eb%8b%b5%ed%95%98%eb%9d%bc-1991-%ea%b9%80%ec%9d%bc%ec%84%b1-%ec%99%9c-%ec%9c%a0%ec%97%94-%eb%8f%99%ec%8b%9c-%ea%b0%80%ec%9e%85%ed%96%88%eb%82%98/>

KANG, Jung-min et VON HIPPEL, Frank N., 2017. Reprocessing policy and South Korea's new government. *Bulletin of the Atomic Scientists* [en ligne]. 15 mai 2017. [Consulté le 8 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://thebulletin.org/2017/05/reprocessing-policy-and-south-koreas-new-government/>

KANG, Tae-jun, 2019. Behind North Korea's YouTube Ambitions. *The Diplomat* [en ligne]. 2 mars 2019. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://thediplomat.com/2019/03/behind-north-koreas-youtube-ambitions/>

KAPLAN, Robert D., 2006. When North Korea Falls. *The Atlantic* [en ligne]. 1 octobre 2006. [Consulté le 12 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2006/10/when-north-korea-falls/305228/>

KIM, Heung-Kyu, 2022. South Korea's Strategic Dilemma Amid US-China Competition. *Stimson Center* [en ligne]. 28 février 2022. [Consulté le 30 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.stimson.org/2022/south-koreas-strategic-dilemma-amid-us-china-competition/>

KIMBALL, Daryl, 2020. The Nuclear Testing Tally. *Arms Control Association* [en ligne]. juillet 2020. [Consulté le 29 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.armscontrol.org/factsheets/nucleartesttally>

LEWIS, Jeffrey, 2018. Nuclear Deals and Double Standards. *Foreign Affairs* [en ligne]. 2 octobre 2018. [Consulté le 30 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/2018-10-02/nuclear-deals-and-double-standards>

MADDEN, Michael, 2012. KJU attends Banquet Celebrating U'nha-3 Launch. *North Korea Leadership Watch* [en ligne]. 22 décembre 2012. [Consulté le 13 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://nkleadershipwatch.wordpress.com/2012/12/22/kju-attends-banquet-celebrating-unha-3-launch/>

MADDEN, Michael, 2016. Deciphering the 7th Party Congress: A Teaser for Greater Change? *38 North* [en ligne]. 20 mai 2016. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2016/05/mmadden052016/>

MADDEN, Michael, 2018. 38 North Special Report: Recent Changes in Kim Jong Un's High Command. *38 North* [en ligne]. 3 juillet 2018. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2018/07/mmadden070318/>

MILHOLLIN, Gary, 2000. The Link Between Space Launch and Missile Technology. *Wisconsin Project on Nuclear Arms Control* [en ligne]. 16 mars 2000. [Consulté le 4 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.wisconsinproject.org/the-link-between-space-launch-and-missile-technology/>

NCNK Document Database, [sans date]. *National Committee on North Korea* [en ligne]. [Consulté le 26 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.ncnk.org/resources/publications>

North Korean Nuclear Negotiations: A Brief History, [sans date]. *Council on Foreign Relations* [en ligne]. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.cfr.org/timeline/north-korean-nuclear-negotiations>

O, TARA, 2019. Curious Circumstances: Moon Jae-in Met his Aunt in North Korea During the 2004 Family Reunion. *East Asia Research Center* [en ligne]. 17 juillet 2019. [Consulté le 14 août 2021]. Disponible à l'adresse : <https://eastasiaresearch.org/2019/07/17/curious-circumstances-moon-jae-in-met-his-aunt-in-north-korea-during-the-2004-family-reunion/>



ORGANISATION DES NATIONS UNIES, [sans date]. Désarmement. *United Nations* [en ligne]. [Consulté le 24 juin 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/fr/global-issues/disarmament>

PABIAN, Frank V., BERMUDEZ, Joseph S. et LIU, Jack, 2017. North Korea's Punggye-ri Nuclear Test Site: Satellite Imagery Shows Post-Test Effects and New Activity in Alternate Tunnel Portal Areas. *38 North* [en ligne]. 12 septembre 2017. [Consulté le 15 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2017/09/punggye091217/>

POLLACK, Jonathan D., 2016. What makes this North Korean nuclear test different. *Brookings* [en ligne]. 9 septembre 2016. [Consulté le 2 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2016/09/09/what-makes-this-north-korean-nuclear-test-different/>

RIGOULOT, Pierre, 2004. La Corée du Nord, dernier bastion du communisme. *L'Histoire* [en ligne]. juin 2004. N° 288. [Consulté le 18 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.lhistoire.fr/la-corée-du-nord-dernier-bastion-du-communisme>

ROEHRIG, Terence, 2017. The abilities — and limits — of North Korean early warning. *Bulletin of the Atomic Scientists* [en ligne]. 27 novembre 2017. [Consulté le 13 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thebulletin.org/2017/11/the-abilities-and-limits-of-north-korean-early-warning/>

RUEDIGER, Frank, 2021. Key Results of The Eighth Party Congress in North Korea (Part 2 of 2). *38 North* [en ligne]. 19 janvier 2021. [Consulté le 18 mai 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.38north.org/2021/01/key-results-of-the-eighth-party-congress-in-north-korea-part-2-of-2/>

SAUNDERS, Phillip C., 2013. The Rebalance to Asia: US-China Relations and Regional Security. *Strategic Forum* [en ligne]. août 2013. N° 281. [Consulté le 15 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.files.ethz.ch/isn/168257/SF-281.pdf>

SAVRANSKAYA, Svetlana et BLANTON, Thomas, 2016. Unilateral U.S. nuclear pullback in 1991 matched by rapid Soviet cuts. *National Security Archive* [en ligne]. 30 septembre 2016. [Consulté le 8 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/nuclear-vault-russia-programs/2016-09-30/unilateral-us-nuclear-pullback-1991-matched>

SEIBT, Sébastien, 2019. Kim Jong-un et son cheval blanc, une image forte en symboles. *France 24* [en ligne]. 16 octobre 2019. [Consulté le 5 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.france24.com/fr/20191016-coree-nord-kim-jong-cheval-symboles-mont-paektu-neige-annonce>

SOKOLSKY, Richard et MILLER, Aaron David, 2017. Regime Change in North Korea: Be Careful What You Wish For. *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 2 août

2017. [Consulté le 12 juin 2021]. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2017/08/02/regime-change-in-north-korea-be-careful-what-you-wish-for-pub-72712>

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, [sans date]. General Bureau of Atomic Energy. *United Nations* [en ligne]. [Consulté le 27 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/materials/summaries/entity/general-bureau-of-atomic-energy-%28gbac%29>

U.S. DEPARTMENT OF THE TREASURY PRESS CENTER, 2005. Treasury Designates Banco Delta Asia as Primary Money Laundering Concern under USA Patriot Act. *U.S. Department of the Treasury* [en ligne]. 15 septembre 2005. [Consulté le 11 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/pages/js2720.aspx>

WIT, Joel S. et TOWN, Jenny, 2011. Strategic Patience Is Strategic Blunder. *Foreign Policy* [en ligne]. 16 juin 2011. [Consulté le 3 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://foreignpolicy.com/2011/06/16/strategic-patience-is-strategic-blunder/>

Wilson Center Digital Archive, [sans date]. *Wilson Center Digital Archive* [en ligne]. [Consulté le 26 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/>

WRIGHT, David et POSTOL, Theodore A., 2009. A post-launch examination of the Unha-2. *Bulletin of the Atomic Scientists* [en ligne]. 29 juin 2009. [Consulté le 12 novembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://thebulletin.org/2009/06/a-post-launch-examination-of-the-unha-2/>

### ***Rapports scientifiques et institutionnels***

AHN, Sung-kyu, CHOI, Kang, KWON, Eun-yool et LENG, Rachel, 2016. 4 : 한반도 사드 배치와 중국 [hanbando sadŭ paech'iwa chungguk / Le déploiement du THAAD sur la péninsule coréenne et la Chine]. Issue Brief. Seoul : The Asan Institute for Policy Studies.

AIEA, 1992. INFCIRC/403 : *Accord du 30 janvier 1992 entre le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* [en ligne]. Vienne : AIEA. [Consulté le 20 mai 2020]. Disponible à l'adresse : [https://www.iaea.org/sites/default/files/publications/documents/infcircs/1992/infcirc403\\_fr.pdf](https://www.iaea.org/sites/default/files/publications/documents/infcircs/1992/infcirc403_fr.pdf)

ALLARD, Léonie, DUCHÂTEL, Mathieu et GODEMENT, François, 2017. *Pre-empting defeat: In search of North Korea's nuclear doctrine* [en ligne]. European Council on Foreign Relations. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse :

[https://www.ecfr.eu/publications/summary/pre\\_empting\\_defeat\\_in\\_search\\_of\\_north\\_koreas\\_nuclear\\_doctrine](https://www.ecfr.eu/publications/summary/pre_empting_defeat_in_search_of_north_koreas_nuclear_doctrine)

ASEAN, 2009. *ASEAN Political-Security Community Blueprint*. Jakarta : ASEAN Secretariat.

BERKOFISKY, Axel, 2003. BP 03/01 : *EU's policy towards the DPRK-engagement or standstill?* Bruxelles : European Institute for Asian Studies.

BERMUDEZ, Joseph S., 1999. *A History of Ballistic Missile Development in the DPRK*. Monterey, CA : Center for Non-Proliferation Studies.

BERMUDEZ, Joseph S., 2015. *North Korea's Development of a Nuclear Weapons Strategy*. Johns Hopkins University : US-Korea Institute at SAIS.

BERMUDEZ, Joseph S., 2017. *Overview of North Korea's NBC Infrastructure*. Washington, D.C. : US-Korea Institute, Johns Hopkins-SAIS.

BLOMQUIST, Rachel et WERTZ, Daniel, 2015. *An Overview of North Korea – Japan Relations*. Washington, D.C. : The National Committee on North Korea.

BOUCHERON, Jean-Michel et MYARD, Jacques, 2009. 2085 : *Les enjeux géostratégiques des proliférations* [en ligne]. Rapport d'information. Paris : Assemblée Nationale. [Consulté le 14 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i2085.asp>

CHANLETT-AVERY, Emma et SQUASSONI, Sharon, 2006. *North Korea's Nuclear Test: Motivations, Implications, and U.S. Options*. Washington, D.C. : Congressional Research Service. CIA, 1978. *South Korea: Nuclear Developments and Strategic Decisionmaking*. US Central Intelligence Agency.

COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS, 1998. *Kedo and the Korean Agreed Nuclear Framework: Problems and Prospects* [en ligne]. Washington, D.C. : United States Senate. [Consulté le 23 mars 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-105shrg50815/pdf/CHRG-105shrg50815.pdf>

CROY, Margaret, 2020. *Dual Use in the DPRK: Uranium Extraction from Phosphate Fertilizer Factories*. Monterey, CA : James Martin Center for Nonproliferation Studies.

ELSON, Sara Beth et NADER, Alireza, 2011. *What Do Iranians Think?: A Survey of Attitudes on the United States, the Nuclear Program, and the Economy* [en ligne]. RAND Corporation. [Consulté le 5 février 2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.rand.org/pubs/technical\\_reports/TR910.html](https://www.rand.org/pubs/technical_reports/TR910.html)

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION et WORLD FOOD PROGRAMME, 2019. *FAO/WFP Joint Rapid Food Security Assessment, Democratic People's Republic of Korea*. Bangkok : United Nations.

FROHMAN, Ben, RAFAELOF, Emma et DALE-HUANG, Alexis, 2022. *The China-North Korea Strategic Rift: Background and Implications for the United States*. Washington, D.C. : U.S.-China Economic and Security Review Commission.

GARFIELD, Richard, 1999. *Morbidity and Mortality among Iraqi Children from 1990 through 1998: Assessing the Impact of the Gulf War and Economic Sanctions*. New York, NY : Columbia University.

GAUSE, Ken E., 2014. *North Korean Leadership Dynamics and Decision-making under Kim Jong-un: A Second Year Assessment*: [en ligne]. Fort Belvoir, VA : Defense Technical Information Center. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.dtic.mil/docs/citations/ADA598497>

GAUSE, Ken E., 2015. *North Korea's Provocation and Escalation Calculus: Dealing with the Kim Jong-un Regime* [en ligne]. Fort Belvoir, VA : Defense Technical Information Center. [Consulté le 15 septembre 2021]. Disponible à l'adresse : <http://www.dtic.mil/docs/citations/ADA621100>

HAN, Young-sup, 2021. *A Way Out from the US-DPRK Deadlock: Toward North Korea's Denuclearization*. Stockholm : Institute for Security & Development Policy.

IAEA, 2020. GOV/2020/42-GC(64)/18 : *Application of the Safeguards in the Democratic People's Republic of Korea*. Vienna, Austria : Board of Governors General Conference.

IM, Kang-taek, 2000. 북한의 군수산업 정책이 경제에 미치는 효과 분석 [pukhanŭi kunsusanŏp chŏngch'aegi kyŏngjee mich'inŭn hyogwa punsŏk / Analyse des effets de la politique de l'industrie militaire nord-coréenne sur l'économie]. Seoul : Korea Institute of National Unification.

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, 1994a. INFCIRC/447 : *The Withdrawal of the Democratic People's Republic of Korea from the International Atomic Energy Agency*. Vienna, Austria : IAEA.

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, 1994b. INFCIRC/457 : *Agreed Framework of October 1994 between the United States of America and the Democratic People's Republic of Korea*. Geneva, Switzerland.

INTERNATIONAL PANEL ON FISSILE MATERIALS, 2015. *Global Fissile Material Report 2015* [en ligne]. [Consulté le 23 juillet 2021]. Disponible à l'adresse : <http://fissilematerials.org/library/gfmr15.pdf>

JUNG, Young-tae, 2004. 북한의 핵폐기 가능성과 북미관계 [pukhanŭi haekp'yegi kanŭngsŏnggwa pungmigwangye / / Probabilité d'un désarmement de la Corée du Nord et relations RPDC-États-Unis]. Seoul : Korea Institute for National Unification.

KIM, Dong-soo, AHN, Jin-soo, LEE, Dong-hoon et JEON, Eun-joo, 2013. 제 2-02361 호 : 2013 년 북한 핵프로그램 및 능력 평가 [ich'önsipsamnyön pukhan haekp'ürogüraem mit nünngnyök p'yöngga / Le programme nucléaire nord-coréen en 2013, évaluation des capacités]. Seoul : Korea Institute for National Unification.

KIM, Yong Nam, 1993. S/25405 : *Letter dated 12 March 1993 from the Minister for Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea addressed to the President of the Security Council*. New York, NY : United Nations Security Council.

KOREA PEACE NOW, 2019. *The Human Costs and Gendered Impact of Sanctions on North Korea* [en ligne]. [Consulté le 14 avril 2021]. Disponible à l'adresse : <https://koreapeacenow.org/wp-content/uploads/2019/10/human-costs-and-gendered-impact-of-sanctions-on-north-korea.pdf>

LEE, Ji-yong, 2016. IF 2016-03K : 사드(THAAD) 배치 논쟁과 한·중 관계 [sadü paech'i nonjaenggwahanjung kwangye / La controverse sur le déploiement du THAAD et la relation entre la Corée du Sud et la Chine]. Seoul : Institute of Foreign Affairs and National Security.

MEYERLE, Jerry, GAUSE, Ken et OSTOVAR, Afshon, 2014. *Nuclear Weapons and Coercive Escalation in Regional Conflicts: Lessons from North Korea and Pakistan*: [en ligne]. Fort Belvoir, VA : Defense Technical Information Center. [Consulté le 13 octobre 2021]. Disponible à l'adresse : <http://www.dtic.mil/docs/citations/ADA614958>

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF JAPAN, 2012. *Abductions of Japanese Citizens by North Korea* [en ligne]. Tokyo : Ministry of Foreign Affairs of Japan. [Consulté le 3 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : [https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n\\_korea/abduction/pdfs/abductions\\_en.pdf](https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/n_korea/abduction/pdfs/abductions_en.pdf)

MOUNT, Adam et BERGER, Andrea, 2019. *Report of the International Study Group on North Korea Policy*. Washington, D.C. : Federation of American Scientists.

NANTO, Dick K., 2003. *North Korea: Chronology of Provocations, 1950-2003*. Washington, D.C. : Congressional Research Service.

OH, Gyeong-seop, KIM, Jin-ah, HAN, Byeong-jin et PARK, Yong-han, 2018. 북한 군사경제 비대화의 원인 실태 [pukhan kunsagyöngje pidaehwaüi wönin silt'ae / Causes de l'hypertrophie de l'économie militaire de la Corée du Nord]. Seoul : Korean Institute for National Unification.

VAUGHN, Bruce, 2007. RL33821 : *U.S. Strategic and Defense Relationships in the Asia-Pacific Region*. Washington, D.C. : Congressional Research Service.

WARDEN, John K. et INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES, 2017. *North Korea's Nuclear Posture: An Evolving Challenge for U.S. Deterrence* [en ligne]. Paris : Ifri. [Consulté le 4 septembre 2020]. Proliferation Papers. Disponible à l'adresse : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/warden\\_north\\_korea\\_nuclear\\_posture\\_2017.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/warden_north_korea_nuclear_posture_2017.pdf)

WHITE HOUSE, 2022. *Indopacific Strategy of the United States* [en ligne]. Washington, D.C. [Consulté le 1 mars 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf>

YOON, Edward, 2011. *Status and Future of the North Korean Minerals Sector*. San Francisco, CA : Nautilus Institute for Security and Sustainability.

### **Thèses universitaires**

JOHNSSON, Magnus, 2009. *The World View of Barack Obama: An Operational Code Analysis*. Stockholm : Swedish Defence University.

KIM, Kyung-hye, 2013. *Mediating American and South Korean News Discourses about North Korea through Translation: A Corpus-based Critical Discourse Analysis*. Manchester : University of Manchester.

MOON, Sung-joon, 2020. 북한 비핵화 과정의 기술적 검증 적용방안에 관한 연구 [pukhan pihakhwa kwajōng'ūi kisułchōk kōmjūng chōgyongbang'ane kwanhan yōngu / Étude sur l'application d'une vérification technique du processus de dénucléarisation de la Corée du Nord]. Gwangju, South Korea : Choson University.

LENOX, Joseph, 2015. *Explaining the 2010 North Korean Shelling of Yeonpyeong Island* [en ligne]. Thesis. Seoul : Seoul University Graduate School. [Consulté le 24 janvier 2022]. Disponible à l'adresse : <https://s-space.snu.ac.kr/handle/10371/134100>

PICUCCI, Peter Michael, 2008. *Terrorism's Operational Code: An examination of the belief systems of al -Qaeda and Hamas*. Lawrence, KS : University of Kansas.

SÉGARD, Pauline, 2018. *La négociation diplomatique dans une perspective constructiviste : Identité et refus de négocier*. [en ligne]. Science politique. Université de Bordeaux et Université du Québec. [Consulté le 4 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02066617>

VENDÉ, Ludivine, 2012. *Comportement des déchets graphite en situation de stockage : relâchement et répartition des espèces organiques et inorganiques du carbone 14 et du tritium en milieu alcalin*. Université Nantes Angers Le Mans : École des Mines.







Raphaëlle PIERRE

## Le pouvoir du discours dans les relations internationales : analyse de la rhétorique du régime nord-coréen au sujet de son programme nucléaire et balistique depuis 1985

### Résumé

La rhétorique de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) est souvent décrite par les médias et les responsables politiques comme étant excessive et répétitive. Les communiqués publiés par la *Korean Central News Agency* (KCNA), en constituent les exemples les plus marquants, notamment au sujet du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Par le biais de ces communiqués, Pyongyang a démontré, à de nombreuses reprises, sa capacité à mobiliser le langage comme une arme. Ces menaces pourraient être considérées comme inoffensives si elles ne s'appuyaient pas sur un arsenal nucléaire et balistique au développement exponentiel qui leur confère une crédibilité. Pour certains États identifiés comme des cibles potentielles, cette rhétorique agressive constitue un *casus belli* pouvant justifier des actions militaires.

Malgré l'opacité du régime nord-coréen, l'étude de son discours laisse paraître sa culture stratégique, ses objectifs et plus particulièrement, sa doctrine de dissuasion nucléaire. Nos travaux analysent les déclarations officielles des institutions étatiques nord-coréennes (Parti du Travail de Corée, Armée populaire de Corée et gouvernement nord-coréen) ainsi que les discours prononcés par ses dirigeants, Kim Il Sung, Kim Jong Il et Kim Jong Un. À travers une méthode d'analyse à la fois qualitative et quantitative, nous observerons dans quelle mesure la Corée du Nord emploie son discours sur son programme nucléaire et balistique comme un moyen d'influer sur le complexe de sécurité régional qui caractérise les relations entre les pays de la région Asie-Pacifique, et de défier les normes du régime international de non-prolifération.

Mots clés : Corée du Nord, arme nucléaire, missiles balistiques, dénucléarisation, dissuasion nucléaire, analyse du discours, négociations internationales.

### The power of discourse in international relations: analysis of the North Korean regime's rhetoric about its nuclear and ballistic program since 1985

The rhetoric of the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) is regularly described by the media and political leaders as excessive and repetitive. The most prominent examples are the communiqués issued by the Korean Central News Agency (KCNA), particularly regarding North Korea's nuclear and ballistic programs. Pyongyang has repeatedly demonstrated its ability to mobilize language as a weapon through these communiqués. North Korea's threats could be considered harmless if they were not backed by an exponentially expanding nuclear and ballistic arsenal, which gives them substantial credibility. For states identified as potential targets, this aggressive rhetoric constitutes a *casus belli* that could justify military action. Discourse analysis can help avoid misconstructions that could lead to the latter.

Although the opacity of the North Korean regime makes it difficult to read the intentions of its leaders, the study of political discourse can teach us more about the DPRK's strategic culture, objectives, and, more specifically, its doctrine of nuclear deterrence. Our work analyzes official statements from the Worker's Party of Korea, the Korean People's Army, the DPRK Cabinet and speeches made by successive North Korean leaders. Through both qualitative and quantitative analysis, we observe how North Korea uses discourse on its nuclear and ballistic programs as a means to exert influence on the regional security complex in Asia-Pacific and to challenge the international non-proliferation regime.

Keywords : DPRK, North Korea, nuclear weapons, ballistic missiles, denuclearization, nuclear deterrence, discourse analysis, international negotiations.